communauté
de l'auxerrois

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

–

SEANCE DU 25 JUIN 2026

communauté
de l'auxerrois

ORDRE DU JOUR

-

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU JEUDI 25 JUIN 2026

Approbation du procès-verbal de la séance du 21 mai 2026

Administration générale

N°CC-2026-084 – Vote des comptes financiers uniques 2025 - Election du Président de séance

Finances

N°CC-2026-085 – Finances – Règlement financier et budgétaire - Approbation

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-086 – Finances - Compte financier unique budget principal 2025 – Approbation

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-087 – Finances - Compte financier unique budget Eau potable 2025- Approbation

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-088 – Finances - Compte financier unique budget Assainissement 2025- Approbation

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-089 – Finances - Compte financier unique budget SPANC 2025- Approbation

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-090 – Finances - Compte financier unique budget Déchets collecte 2025- Approbation

VOIR ANNEXE

communauté
de l'auxerrois

N°CC-2026-091 – Finances - Compte financier unique budget Mobilité 2025- Approbation

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-092 – Finances - Compte financier unique budget AuxR_Parc (Parc d'activités d'Appoigny) 2025- Approbation

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-093 – Finances - Compte financier unique budget AuR_Aéroparc 2025- Approbation

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-094 – Finances - Compte financier unique budget AuR_Ecoparc (Ecopôle ZAE Venoy) 2025- Approbation

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-095 – Finances - Compte financier unique budget AuxR_H2parc (Parc activité H2 Mignottes) 2025- Approbation

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-096 – Finances - Compte financier unique budget Prestations de service 2025- Approbation

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-097 – Affectation des résultats 2025 Budget Principal – Approbation

N°CC-2026-098 – Affectation des résultats 2025 Budget Eau potable – Approbation

N°CC-2026-099 – Affectation des résultats 2025 Budget Assainissement- Approbation

N°CC-2026-100 – Affectation des résultats 2025 Budget SPANC- Approbation

N°CC-2026-101 – Affectation des résultats 2025 Budget Déchets Collecte – Approbation

N°CC-2026-102 – Affectation des résultats 2025 Budget AuxR_Parc- Approbation

N°CC-2026-103 – Affectation des résultats 2025 Budget Aeroparc – Approbation

N°CC-2026-104 – Affectation des résultats 2025 Budget Eco-pôle Venoy – Approbation

N°CC-2026-105 – Affectation des résultats 2025 Budget H2 Mignottes- Approbation

communauté
de l'auxerrois

N°CC-2026-106 – Affectation des résultats 2025 Budget Prestations de service – Approbation

N°CC-2026-107 – Fonds de concours enseignement musical dans l'Auxerrois - Adoption du règlement d'intervention actualisé

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-108 - Fonds de soutien aux communes pour les projets communaux – Création

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-109 – Fonds de soutien pour l'ouverture ou l'agrandissement des structures petites Enfance – Règlement d'attribution

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-110 – Adhésion à l'Association FINANCE GESTION EVALUATION COLLECTIV TER (AFIGESE CT)

VOIR ANNEXE

Equipement culturel

N°CC-2026-111 – Conservatoire – Fixation des tarifs 2026/2027

VOIR ANNEXE

Stratégie et aménagement du territoire

N°CC-2026-112– Conférence intercommunale du logement (CIL) – Création

N°CC-2026-113 – Plan de Prévention des Risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) – Avis sur le dossier finalisé du PPRr du Chablisien sur la commune de Chitry-le-Fort

N°CC-2026-114 – Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) – Avis sur la version finalisée du PPRi du Ru de Vallan sur la commune de Vallan

Eau et assainissement

N°CC-2026-115 - Délégation du Service Public d'Assainissement Collectif – Présentation des rapports annuels d'activité de l'année 2025

VOIR ANNEXE

communauté
de l'auxerrois

N°CC-2026-116 - Service Public d'Assainissement Collectif – Convention relative aux travaux de mise en conformité en domaine privé – Demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et reversement aux tiers identifiés

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-117 - Convention relative à la participation de l'état dans le cadre du dévoiement d'une conduite d'eau potable en limite de la RN151 pour la réalisation du projet routier liaison Sud Auxerre

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-118 - Convention relative au frais engagés par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois dans le cadre du dévoiement d'une conduite d'eau potable pour la réalisation du projet routier liaison Sud Auxerre – route d'Augy

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-119 - Convention relative au remboursement des frais engagés par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois dans le cadre du dévoiement d'une conduite d'eau potable de Ø600 mm pour la réalisation du projet routier liaison Sud Auxerre

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-120 - Protocole de transfert du Service Public d'Eau Potable de la commune d'Escamps de la Fédération des Eaux Puisaye Forterre à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-121 - Délégation du Service Public d'Eau Potable – Présentation du rapport annuel d'activités de l'année 2025

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-122 - Fonds de solidarité prévus aux contrats DSP eau et assainissement - Convention avec SUEZ

VOIR ANNEXE

Mobilités

N°CC-2026-123 - Poursuite de la politique incitative au covoiturage

VOIR ANNEXE

communauté
de l'auxerrois

N°CC-2026-124 - Rapport annuel du service public de transport de personnes 2025 – présentation

VOIR ANNEXE

Transition Ecologique

N°CC-2026-125 – Travaux de création d'une piste forestière intercommunale dans le cadre de l'exploitation des bois intercommunaux par l'ONF 6 Demande de subvention auprès du FEADER

N°CC-2026-126 – Convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture de l'Yonne : avenant au plan d'action 2024/2026

VOIR ANNEXE

Ressources Humaines

N°CC-2026-127 – Restauration communautaire - Convention de participation financière avec le restaurant administratif de la Gendarmerie d'Auxerre

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-128 – Adhésion à la convention-cadre relative aux missions complémentaires proposées par le CDG 89

VOIR ANNEXE

N°CC-2026-129 – Personnel communautaire - Modalités de remboursement par AuxR_Logis des interventions « Retraite à façon » assurées par le CDG 89 pour le compte de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois

VOIR ANNEXE

Sport

N°CC-2026-130 – Présentation du nouveau Plan d'Organisation de Surveillance et de Secours (POSS) du Stade Nautique de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

VOIR ANNEXE

communauté
de l'auxerrois

N° CC-2026-131 – Convention de partenariat avec l'AJA saison 2026/2027 – Approbation

VOIR ANNEXE

Administration générale

N°CC-2026-132 – Commission consultative des services publics locaux – Désignation des membres

N°CC-2026-133 – ASCOMADE – Désignation de représentants

N°CC-2026-134 - ATMO - Désignation de représentant

N°CC-2026-135 – Association des communes forestières – Désignation de représentant

N°CC-2026-136 – EPF – Désignation des représentants

N°CC-2026-137 – Comité Local Pour l'Emploi (CLPE) – Désignation des représentants

N°CC-2026-138 – Commission locale des transports publics particuliers de personnes– Désignation des représentants

N°CC-2026-139 – Délégations d'attributions du Conseil communautaire au Président – Modification

N°CC-2026-140 – Décisions prises par délégation - Compte-rendu

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-084
OBJET : Vote des comptes financiers uniques 2025 – Election du Président de séance

Rapporteur : Mathieu DEBAIN

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, l'assemblée délibérante élit son Président pour la séance au cours de laquelle le compte financier unique est soumis au vote.

Le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Il est donc demandé à l'assemblée de bien vouloir désigner un conseiller communautaire pour présider la séance pour les comptes financiers uniques 2025.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

D'élire XXX, pour présider la séance pour le vote des comptes financiers uniques 2025.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-085
OBJET : Finances – Règlement financier et budgétaire - Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

Par délibération en date du 16 décembre 2021 le conseil communautaire a validé le passage des budgets M14 de la ville à la nouvelle nomenclature comptable M57.

Dans ce cadre, et conformément à l'article L. 1612-30 du Code général des collectivités territoriales, il est nécessaire que la collectivité adopte un règlement budgétaire et financier.

Le code général des collectivités territoriales prévoit que le règlement budgétaire et financier précise notamment :

« 1° Les modalités de gestion des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement y afférents, et notamment les règles relatives à la caducité et à l'annulation des autorisations de programme et des autorisations d'engagement.

2° Les modalités d'information du conseil sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice.

Il peut aussi préciser les modalités de report des crédits de paiement afférents à une autorisation de programme, dans les cas et conditions fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé du budget ».

Le règlement budgétaire et financier applicable pour la Communauté de l'Auxerrois se trouve en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le règlement budgétaire et financier de la Communauté de l'Auxerrois tel qu'il est annexé à la délibération.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-086
OBJET : Finances - Compte financier unique budget principal 2025 – Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

À la suite du bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le Compte Financier Unique (CFU) au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).
Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

communauté
de l'auxerrois

Le compte financier unique pour le budget principal de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

Compte administratif 2025	BUDGET PRINCIPAL
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement - Recettes	47 600 395,70
Fonctionnement - Dépenses	43 708 717,55
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2025	**3 891 678,15**
Fonctionnement Report N-1 R002	9 998 504,41
Fonctionnement Résultat cumulé 2025	**13 890 182,56**
Section d'Investissement	
Investissement - Recettes	6 211 745,19
Investissement - Dépenses	10 917 309,82
Investissement Résultat de l'exercice 2025	**- 4 705 564,63**
Investissement Report N-1 R001	991 569,38
Investissement Résultat cumulé 2025	**- 3 713 995,25**
Restes à réaliser Recettes	3 723 632,53
Restes à réaliser Dépenses	4 448 798,94
Solde RAR	**- 725 166,41**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 4 439 161,66

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2025 du budget principal tel que présenté ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-087
OBJET : Finances - Compte financier unique budget Eau potable 2025- Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

À la suite du bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).
Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget Eau potable de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2025	EAU POTABLE
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement - Recettes	4 458 815,22
Fonctionnement - Dépenses	3 481 829,36
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2025	**976 985,86**
Fonctionnement Report N-1 R002	4 350 546,84
Fonctionnement Résultat cumulé 2025	**5 327 532,70**
Section d'Investissement	
Investissement - Recettes	5 353 299,01
Investissement - Dépenses	3 998 314,69
Investissement Résultat de l'exercice 2025	**1 354 984,32**
Investissement Report N-1 R001	- 1 072 046,39
Investissement Résultat cumulé 2025	**282 937,93**
Restes à réaliser Recettes	1 574 936,79
Restes à réaliser Dépenses	5 185 050,54
Solde RAR	**- 3 610 113,75**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 3 327 175,82

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2025 du budget Eau potable tel que présenté ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-088
OBJET : Finances - Compte financier unique budget Assainissement 2025 - Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

A la suite du bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).
Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget Assainissement de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2025	ASSAINISSEMENT
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement - Recettes	3 864 782,68
Fonctionnement - Dépenses	4 071 743,58
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2025	**- 206 960,90**
Fonctionnement Report N-1 R002	2 368 013,66
Fonctionnement Résultat cumulé 2025	**2 161 052,76**
Section d'Investissement	
Investissement - Recettes	5 864 509,52
Investissement - Dépenses	6 513 362,01
Investissement Résultat de l'exercice 2025	**- 648 852,49**
Investissement Report N-1 R001	- 383 690,80
Investissement Résultat cumulé 2025	**- 1 032 543,29**
Restes à réaliser Recettes	2 184 815,28
Restes à réaliser Dépenses	1 860 688,37
Solde RAR	**324 126,91**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 708 416,38

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2025 du budget Assainissement tel que présenté ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-089
OBJET : Finances - Compte financier unique budget SPANC 2025- Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

À la suite du bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).
Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget SPANC de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2025	SPANC
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement - Recettes	17 702,28
Fonctionnement - Dépenses	23 978,03
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2025	**- 6 275,75**
Fonctionnement Report N-1 R002	28 054,03
Fonctionnement Résultat cumulé 2025	**21 778,28**
Section d'Investissement	
Investissement - Recettes	
Investissement - Dépenses	
Investissement Résultat de l'exercice 2025	
Investissement Report N-1 R001	
Investissement Résultat cumulé 2025	
Restes à réaliser Recettes	-
Restes à réaliser Dépenses	-
Solde RAR	**-**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	-

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2025 du budget SPANC tel que présenté ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-090
OBJET : Finances - Compte financier unique budget Déchets collecte 2025- Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

À la suite du bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).
Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget Déchets collecte de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2025	DECHETS COLLECTE
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement - Recettes	12 082 068,14
Fonctionnement - Dépenses	11 543 142,71
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2025	**538 925,43**
Fonctionnement Report N-1 R002	3 053 448,26
Fonctionnement Résultat cumulé 2025	**3 592 373,69**
Section d'Investissement	
Investissement - Recettes	1 149 246,25
Investissement - Dépenses	2 904 666,57
Investissement Résultat de l'exercice 2025	**- 1 755 420,32**
Investissement Report N-1 R001	955 657,30
Investissement Résultat cumulé 2025	**- 799 763,02**
Restes à réaliser Recettes	365 570,00
Restes à réaliser Dépenses	936 156,71
Solde RAR	**- 570 586,71**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 1 370 349,73

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2025 du budget Déchets collecte tel que présenté ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-091
OBJET : Finances - Compte financier unique budget Mobilité 2025- Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

À la suite du bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).
Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget Mobilité de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2025	MOBILITE DURABLE
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement - Recettes	10 822 421,13
Fonctionnement - Dépenses	10 872 637,45
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2025	**- 50 216,32**
Fonctionnement Report N-1 R002	
Fonctionnement Résultat cumulé 2025	**- 50 216,32**
Section d'Investissement	
Investissement - Recettes	1 350 722,56
Investissement - Dépenses	412 562,91
Investissement Résultat de l'exercice 2025	**938 159,65**
Investissement Report N-1 R001	- 887 943,33
Investissement Résultat cumulé 2025	**50 216,32**
Restes à réaliser Recettes	-
Restes à réaliser Dépenses	-
Solde RAR	**-**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	50 216,32

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2025 du budget Mobilité tel que présenté ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-092
OBJET : Finances - Compte financier unique budget AuxR_Parc (Parc d'activités d'Appoigny) 2025- Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

A la suite du bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).
Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget AuxR_Parc (Parc d'activités d'Appoigny) de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2025	PARC ACTIV. APPOIGNY
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement - Recettes	14 301 526,48
Fonctionnement - Dépenses	14 996 326,74
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2025	**- 694 800,26**
Fonctionnement Report N-1 R002	694 800,26
Fonctionnement Résultat cumulé 2025	**0,00**
Section d'Investissement	
Investissement - Recettes	14 916 258,50
Investissement - Dépenses	14 421 458,24
Investissement Résultat de l'exercice 2025	**494 800,26**
Investissement Report N-1 R001	- 200 000,00
Investissement Résultat cumulé 2025	**294 800,26**
Restes à réaliser Recettes	-
Restes à réaliser Dépenses	-
Solde RAR	**-**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	294 800,26

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2025 du budget AuxR_Parc (Parc d'activités d'Appoigny) tel que présenté ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-093
OBJET : Finances - Compte financier unique budget AuR_Aéroparc 2025- Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

A la suite du bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).
Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget AuR_Aéroparc de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2025	AERO PARC
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement - Recettes	22 335,00
Fonctionnement - Dépenses	22 335,00
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2025	**-**
Fonctionnement Report N-1 R002	
Fonctionnement Résultat cumulé 2025	**-**
Section d'Investissement	
Investissement - Recettes	11 905,00
Investissement - Dépenses	22 335,00
Investissement Résultat de l'exercice 2025	**- 10 430,00**
Investissement Report N-1 R001	- 11 905,00
Investissement Résultat cumulé 2025	**- 22 335,00**
Restes à réaliser Recettes	-
Restes à réaliser Dépenses	-
Solde RAR	**-**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 22 335,00

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2025 du budget AuR_Aéroparc tel que présenté ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-094
OBJET : Finances - Compte financier unique budget AuR_Ecoparc (Ecopôle ZAE Venoy) 2025- Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

A la suite du bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel). Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget AuR_Ecoparc (Ecopôle ZAE Venoy) de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2025	ECO-POLE ZAE VENOY
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement - Recettes	1 865 104,58
Fonctionnement - Dépenses	1 865 104,58
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2025	**-**
Fonctionnement Report N-1 R002	
Fonctionnement Résultat cumulé 2025	**-**
Section d'Investissement	
Investissement - Recettes	3 820 889,92
Investissement - Dépenses	1 693 480,58
Investissement Résultat de l'exercice 2025	**2 127 409,34**
Investissement Report N-1 R001	- 1 820 889,92
Investissement Résultat cumulé 2025	**306 519,42**
Restes à réaliser Recettes	-
Restes à réaliser Dépenses	-
Solde RAR	**-**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	306 519,42

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2025 du budget AuR_Ecoparc (Ecopôle ZAE Venoy) tel que présenté ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-095
OBJET : Finances - Compte financier unique budget AuxR_H2parc (Parc activité H2 Mignottes) 2025- Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

A la suite du bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).
Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget AuxR_H2parc (Parc activité H2 Mignottes) de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2025	PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement - Recettes	780 187,90
Fonctionnement - Dépenses	780 187,90
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2025	**-**
Fonctionnement Report N-1 R002	
Fonctionnement Résultat cumulé 2025	**-**
Section d'Investissement	
Investissement - Recettes	306 262,93
Investissement - Dépenses	780 187,90
Investissement Résultat de l'exercice 2025	**- 473 924,97**
Investissement Report N-1 R001	- 306 262,93
Investissement Résultat cumulé 2025	**- 780 187,90**
Restes à réaliser Recettes	-
Restes à réaliser Dépenses	-
Solde RAR	**-**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	- 780 187,90

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2025 du budget AuxR_H2parc (Parc activité H2 Mignottes) tel que présenté ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-096
OBJET : Finances - Compte financier unique budget Prestations de service 2025- Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

À la suite du bilan positif de l'expérimentation du compte financier unique entre 2020 et 2023, l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

La communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'anticiper cette obligation et de voter un compte financier unique dès l'arrêté des comptes 2024.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU est établi au vu de la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.

Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné.

Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel).
Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le compte financier unique pour le budget Prestations de service de la communauté de l'Auxerrois est arrêté comme suit :

communauté
de l'auxerrois

Compte administratif 2025	PRESTATIONS DE SERVICE
Section de Fonctionnement	
Fonctionnement - Recettes	28 065,36
Fonctionnement - Dépenses	27 977,76
Fonctionnement Résultat de l'exercice 2025	**87,60**
Fonctionnement Report N-1 R002	665,88
Fonctionnement Résultat cumulé 2025	**753,48**
Section d'Investissement	
Investissement - Recettes	
Investissement - Dépenses	
Investissement Résultat de l'exercice 2025	
Investissement Report N-1 R001	
Investissement Résultat cumulé 2025	
Restes à réaliser Recettes	-
Restes à réaliser Dépenses	-
Solde RAR	**-**
Investissement Besoin ou Excedent de financement 001+solde RAR	-

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le compte financier unique 2025 du budget Prestations de service tel que présenté ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-097
OBJET : Affectation des résultats 2025 Budget Principal - Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

Le compte administratif 2025 du budget principal a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2026.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Par ailleurs, la délibération 2025-319 du 12 décembre 2025 portant clôture du budget annexe Mobilité prévoit de transférer les résultats budgétaires 2025 de ce budget sur le budget Principal.

Compte-tenu des résultats budgétaires 2025 suivants :
• Résultats budgétaires 2025 du Budget principal :
- Excédent de fonctionnement reporté : 9 451 020.90 €
- Déficit d'investissement reporté : - 3 713 995.25 €€
- Excédent de fonctionnement capitalisé affecté à la section d'investissement : 4 439 161.66 €

• Résultats budgétaires 2025 du budget annexe Mobilité :
- Déficit de fonctionnement reporté : - 50 216.32 €
- Excédent d'investissement reporté : 50 216.32 €

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats au budget principal 2026 comme suit :
- R 002 Excédent de fonctionnement reporté : 9 451 020.90€
- D 001 Résultat d'investissement reporté : - 3 663 778.93 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 4 388 945.34 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2025 au budget principal 2026 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-098
OBJET : Affectation des résultats 2025 Budget Eau potable - Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

Le compte administratif 2025 du budget annexe Eau potable a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2026.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

• **Budget annexe – Eau potable**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 2 000 356.88 €
- R 001 Résultat d'investissement reporté : 282 937.93 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 3 327 175.82 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2025 au budget Eau potable 2026 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-099
OBJET : Affectation des résultats 2025 Budget Assainissement- Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

Le compte administratif 2025 du budget annexe Assainissement a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2026.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

• **Budget annexe – Assainissement**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 1 452 636.38 €
- D 001 Résultat d'investissement reporté : - 1 032 543.29 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 708 416.38 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2025 au budget Assainissement 2026 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-100
OBJET : Affectation des résultats 2025 Budget SPANC- Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

Le compte administratif 2025 du budget annexe SPANC a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2026.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

• **Budget annexe – SPANC**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 21 778.28 €
- R 001 Résultat d'investissement reporté : 0 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2025 au budget SPANC 2026 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-101
OBJET : Affectation des résultats 2025 Budget Déchets Collecte - Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

Le compte administratif 2025 du budget annexe Déchets collecte a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2026.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

• **Budget annexe – Déchets collecte**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 2 222 023.96 €
- D 001 Résultat d'investissement reporté : - 799 763.02 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 1 370 349.73 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2025 au budget Déchets collecte 2026 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-102
OBJET : Affectation des résultats 2025 Budget AuxR_Parc- Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

Le compte administratif 2025 du budget annexe AuxR_Parc a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2026.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

• **Budget annexe – AuxR_Parc**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 0 €
- R 001 Résultat d'investissement reporté : 294 800.26 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2025 au budget AuxR_Parc 2026 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-103
OBJET : Affectation des résultats 2025 Budget Aeroparc - Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

Le compte administratif 2025 du budget annexe Aeroparc a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2026.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

• **Budget annexe – Aeroparc**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 0 €
- D 001 Résultat d'investissement reporté : - 22 335 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2025 au budget Aeroparc 2026 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-104
OBJET : Affectation des résultats 2025 Budget Eco-pôle Venoy - Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

Le compte administratif 2025 du budget annexe Eco-pôle Venoy a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2026.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

• **Budget annexe – Eco-pôle Venoy**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 0 €
- R 001 Résultat d'investissement reporté : 306 519.42 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2025 au budget Eco-pôle Venoy 2026 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-105
OBJET : Affectation des résultats 2025 Budget H2 Mignottes- Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

Le compte administratif 2025 du budget annexe H2 Mignottes a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2026.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

• **Budget annexe – H2 Mignottes**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 0 €
- D 001 Résultat d'investissement reporté : - 780 197.90 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2025 au budget H2 Mignottes 2026 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-106
OBJET : Affectation des résultats 2025 Budget Prestations de service - Approbation

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

Le compte administratif 2025 du budget annexe Prestations de service a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats au budget 2026.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

• **Budget annexe – Prestations de service**
- R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 753.48 €
- R 001 Résultat d'investissement reporté : 0 €
- R 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2025 au budget Prestations de service 2026 comme indiquée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-107
OBJET : Fonds de concours enseignement musical dans l'Auxerrois - Adoption du règlement d'intervention actualisé

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

La Communauté de l'Auxerrois compte plusieurs structures d'enseignement musical sur son territoire, à savoir des écoles de musique de type associatif ou municipal sur des communes membres.

C'est pourquoi, la Communauté de l'Auxerrois, par délibération du 16 septembre 2011, a souhaité mettre en place un fonds de concours pour soutenir l'enseignement musical dans l'Auxerrois et a adopté, dans cette optique, un règlement d'intervention.

À la suite de l'installation du nouveau conseil communautaire, il est proposé de réaffirmer la volonté de la Communauté de l'Auxerrois d'apporter son soutien au développement de l'enseignement musical sur le territoire intercommunal par l'adoption du projet de règlement actualisé ci-joint.

L'enveloppe budgétaire globale consacrée à ce fonds de concours s'élève à 31 666,81 € / an.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les termes du règlement d'intervention ci-annexé pour l'attribution d'un fonds de concours de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour soutenir l'enseignement musical dans l'Auxerrois ;

- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-108
OBJET : Finances - Fonds de soutien aux communes pour les projets communaux - Création

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

La communauté de l'auxerrois se compose de territoires à forte dominante rurale.

La ruralité y est diverse et plurielle ; elle constitue une force sur laquelle il convient de s'appuyer car les ruralités, qui constituent souvent le cœur des territoires, font preuve de vitalité et osent également expérimenter pour permettre à leurs habitants de continuer à vivre dans un contexte environnemental et social valorisant. Ce dispositif a pour objectif de renforcer la cohésion territoriale et sociale, l'accès aux équipements et aux services et l'attractivité territoriale.

Le présent règlement détaille le fonctionnement du dispositif de soutien auprès des communes pour les projets communaux qui ont un objectif de transition écologique et /ou d'amélioration du confort des citoyens.

Ce fond a vocation à soutenir les projets d'investissement des communes.

Pour chaque projet, le soutien de la communauté de l'auxerrois ne pourra pas être supérieur à 50 % du montant HT du projet dans la limite de 30 000 € par projet. Le montant attribué par la communauté de l'auxerrois ne pourra pas être supérieur au montant porté par la commune.

Le montant accordé par la communauté de l'auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget de la communauté avec un plafond de 30 000 € par communes sur la durée du présent mandat.

Les enveloppes issues du précédent dispositif et non utilisées lors du mandat précèdent sont clôturées et ne peuvent plus être mobilisées. En revanche, les projets validés en conseil communautaire et non réalisés à ce jour restent bénéficiaires du soutien attribué.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le règlement d'intervention du fonds de soutien aux communes pour les projets communaux.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-109
OBJET : Finances - Fonds de soutien pour l'ouverture ou l'agrandissement des structures petites Enfance – Règlement d'attribution

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

Dans l'objectif de renforcer la cohésion territoriale et sociale, l'accès aux équipements et aux services et l'attractivité territoriale, la communauté de l'auxerrois souhaite soutenir l'ouverture ou l'agrandissement des structures petite enfance sur son territoire et ce quel que soit le porteur du projet : public ou privé.

Le présent règlement s'applique aux aides à l'investissement et au fonctionnement accordées par la communauté de l'auxerrois dans le cadre du soutien à la politique de la petite enfance.

Les projets éligibles devront être localisés sur le périmètre géographique de la communauté de l'auxerrois. Ils doivent faire l'objet d'une validation, d'un agrément et d'un accompagnement par la protection maternelle et infantile.

Le soutien concerne les projets de :

- Construction, aménagement de bâtiment dédiés en tout ou partie à la création de places d'accueil « petite enfance »,
- Réfection de bâtiment déjà affectés à l'accueil petite enfance dans le cadre de projet tendant à l'augmentation de la capacité d'accueil.

Pour la partie des dépenses d'investissement, le taux de soutien de la communauté de l'auxerrois s'établira à 1 500 € par place crée. Il ne pourra être supérieur à 20 % du montant HT du projet avec un plafond de 50 000 €.

Le montant du soutien accordé par la communauté de l'auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget de la collectivité avec un plafond annuel de 60 000 €.

Le montant attribué en subvention d'investissement par la communauté de l'auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la structure porteuse du projet.

Pour les dépenses de fonctionnement, la participation de la communauté de l'auxerrois sera de 5 € par place crée et par jour de fonctionnement de la structure sur la 1ère année.

Dans le cadre de ce dispositif, toute structure ne pourra bénéficier que d'un seul accompagnement financier de la part de la communauté de l'auxerrois.

Toute structure ou commune ayant déjà bénéficié d'un soutien de l'agglomération dans le cadre du fonds de soutien antérieur portant sur le même objet ne pourra en bénéficier de nouveau.

communauté
de l'auxerrois

Le fonds de soutien portant sur le même objet et mis en place lors de la précédente mandature est supprimé, plus aucun dossier ne pourra être déposé dans ce cadre.

En revanche les structures ayant bénéficié d'un soutien validé en conseil communautaire en conservent le bénéfice.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le règlement d'attribution du fonds de soutien aux structures petite enfance.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-110
OBJET : Adhésion à l'Association FINANCE GESTION EVALUATION COLLECTIV TER (AFIGESE CT)

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

L'AFIGESE CT (n° SIREN : 430 454 694) est une association de professionnels des collectivités territoriales, travaillant sur les métiers des finances, du contrôle de gestion, de l'évaluation des politiques publiques et plus généralement du management public.

Cette association a pour objet d'affirmer l'attachement de ses membres aux valeurs suivantes :

- la libre administration des collectivités territoriales ;
- le citoyen au centre de la problématique du service public ;
- le professionnalisme, la transversalité et le partage des cultures.

Les moyens d'action de l'AFIGESE sont :

- l'organisation d'une manifestation annuelle appelée les Assises de la fonction financière, du contrôle de gestion et de l'évaluation des politiques publiques des collectivités territoriales,

- l'organisation de formations sur tout sujet concernant les métiers des quatre fonctions,

- la constitution de groupes de travail sur des sujets préoccupant les collectivités territoriales et se rapportant aux quatre fonctions et métiers cités ci-dessus.

Les statuts de l'association permettent aux collectivités territoriales et organismes de droit public de devenir membres de cette association, offrant ainsi à leurs cadres intéressés un lieu d'échanges, de formation et de confrontation des problèmes rencontrés, dans une optique de plus grand professionnalisme et de performance de leur collectivité.

La qualité de membre de cette association permettra notamment de bénéficier d'un tarif privilégié pour l'inscription d'élus ou d'agents de la collectivité aux Assises annuelles et à toute formation organisée par cette association ou en liaison avec d'autres partenaires, ainsi que de recevoir gratuitement tous les documents élaborés ou publiés par l'Association.

Compte tenu de l'intérêt pour notre collectivité d'avoir des collaborateurs toujours mieux formés et en mesure d'apporter des idées, des réflexions et des solutions durables à nos problématiques par l'intermédiaire d'un réseau offrant des prestations nécessaires à notre gestion et une souplesse d'accès et de mobilisation, il est proposé l'adhésion de la Communauté de l'Auxerrois à l'association FINANCE GESTION EVALUATION COLLECTIV TER (AFIGESE CT), n° de SIREN : 430 454 694.

Au vu de l'organisation des services, il est par ailleurs proposé que la Communauté de l'Auxerrois ait entre 4 à 10 représentants au sein de cette association, soit pour l'année 2026 une cotisation de :

communauté
de l'auxerrois

1 087 € (forfait groupe 4-10 représentants pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics de 50 000 à 100 000 habitants).

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- d'approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois à l'Association FINANCE GESTION EVALUATION COLLECTIV TER (AFIGESE CT), n° de SIREN : 430 454 694 pour un montant pour 2026 de 1 087 € ;

- de choisir le forfait groupe 4-10 représentants ;

- d'autoriser le Président à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération,

- de dire que la cotisation annuelle sera imputée à la nature 6281 dans le cadre des crédits ouverts annuellement dans le budget.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-111
OBJET : Conservatoire de l'Auxerrois – Fixation des tarifs 2026-2027

Rapporteur : Christian BRUNEAUD

Le conseil communautaire a délibéré le 21 décembre 2023 pour intégrer dans la définition de l'intérêt communautaire au titre de « la Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs » :

- l'école de musique de Coulanges-la-Vineuse au 1er juillet 2024,
- le conservatoire de musique et danse de la Ville d'Auxerre au 1er janvier 2025.

Le transfert de ces équipements culturels conduit la communauté de l'Auxerrois à en assurer la gestion et ainsi à définir les tarifs en matière d'enseignement artistique et leurs modalités d'application aux usagers pour l'année scolaire 2026/2027.

Pour l'année scolaire 2026-2027, il est proposé de faire évoluer les tarifs au regard de l'inflation.

Par ailleurs, dans une logique de développement de l'offre pédagogique et d'élargissement des publics, de nouvelles propositions d'activités sont envisagées. Celles-ci ont pour objectif :

- de favoriser l'accès à la pratique artistique collective, notamment pour les publics non-inscrits en cursus (étudiants, adultes amateurs, actifs),
- de développer le nombre d'inscrits

À cette fin, il est proposé la création d'un dispositif de soutien à l'instrument**,** correspondant à un accompagnement individuel court**,** régulier ou ponctuel, destiné aux pratiquants amateurs souhaitant être accompagnés dans leur pratique personnelle permettant :

- une meilleure lisibilité de l'offre,
- un élargissement du public concerné,
- le soutien à la pratique amateur, sans prérequis de niveau ou d'engagement en cursus diplômant.

Ce dispositif serait proposé :

- dans la limite des places disponibles,
- sans porter atteinte aux inscriptions en cursus, qui restent prioritaires.

Le tarif appliqué pour le soutien à l'instrument serait aligné sur les modalités tarifaires de l'éveil**,** assurant ainsi une cohérence globale de la grille des tarifs du Conservatoire.

Les modalités sont appliquées de la manière suivante :

communauté
de l'auxerrois

GÉNÉRALITÉS

La participation des familles au coût de l'enseignement est annuelle et forfaitaire.
Elle comprend des droits d'inscription, correspondant aux frais de dossier, et des frais de scolarité.

LES DROITS D'INSCRIPTION

Les frais de dossier sont dus pour chaque personne inscrite.
Ces frais s'élèvent à 15 euros.
Ils sont **non remboursables**, sauf en cas d'impossibilité d'inscription dans la discipline souhaitée.
Ces frais sont dus en intégralité, même en cas d'inscription en cours d'année scolaire.

LES FRAIS DE SCOLARITE

Toute année scolaire commencée en due en totalité. En cas d'inscription en cours d'année, les frais de scolarité sont calculés au prorata temporis sur la base de 1/10ème par mois d'enseignement.

Le barème tarifaire propose des tarifs communs pour les élèves inscrits en musique et en danse au pôle d'Auxerre comme au pôle Coulanges, et différenciés en fonction des enseignements suivis et des cycles d'études.

A la date du 31 octobre de l'année N, la situation scolaire de l'élève est figée et les frais de scolarité donnent lieu à facturation avec les éléments de cotisation arrêtés à cette date.

Des régularisations de paiement peuvent être appliquées à la facture trimestrielle en cours en cas de mise à jour du dossier pédagogique uniquement durant l'année scolaire en cours.

Un refus d'inscription ou de réservation auprès de l'équipe de direction du conservatoire pourra être opposé si la famille est en situation d'impayé de factures émises par la communauté de l'Auxerrois.

MODALITÉS DE VERSEMENT

Les frais de dossier sont intégrés à la 1ère facturation.

Les frais de scolarité sont à régler à réception de chaque facture émise annuellement ou trimestriellement.

Les familles ont la possibilité de payer la totalité de l'année en une ou trois fois.

L'administration du conservatoire se réserve le droit d'appliquer la facturation en deux fois.

Les familles désirant bénéficier du paiement par prélèvement automatique devront en faire la demande dès le dépôt du dossier d'inscription, fournir un Relevé d'Identité Bancaire et signer le mandat SEPA (autorisation de prélèvement automatique).

En cas de non-respect des dates de versement, le Trésor publique d'Auxerre sera chargé du recouvrement des sommes restant dues.

CALCUL DU QUOTIENT

Le Conservatoire à rayonnement départemental de l'Auxerrois offre aux usagers la possibilité de bénéficier d'un abattement des frais de scolarité en fonction du quotient familial.

Les familles sont invitées à fournir au moment du dépôt du dossier d'inscription leur avis d'imposition 2025 sur les revenus 2024 ou leur attestation de quotient familial de la CAF ou de la MSA datant de moins de 3 mois. A défaut, passé le 31 octobre 2026, il leur sera appliqué le tarif correspondant à la tranche maximale du QF.

communauté
de l'auxerrois

L'usager ne souhaitant pas remettre les documents demandés justifiant de ses revenus, devra impérativement fournir, quant à lui, une attestation signée en ce sens.

INTERRUPTION DE SCOLARITÉ ET REMBOURSEMENT DES FRAIS DE SCOLARITÉ

Tout abandon devra obligatoirement être signalé et motivé par courriel ou par écrit adressé à la direction du conservatoire, qui relayera l'information auprès du Trésor Public.

Sont considérés comme motifs légitimes d'abandon donnant lieu à une suspension de la facturation ou à un remboursement total ou partiel :

- Une raison médicale sur l'appui d'un certificat
- Une raison personnelle : déménagement uniquement sur l'appui d'un justificatif
- Une raison professionnelle sur l'appui d'une attestation par l'employeur

D'autre part, l'absence d'un enseignant entrainant un arrêt des cours d'instrument en individuel ou d'une esthétique complète de danse pendant plus de 4 semaines consécutives entrainera une suspension de la facturation ou un remboursement au prorata temporis sur la base de 1/10ème par mois d'enseignement.

Le remboursement des frais de scolarité sera calculé au prorata temporis sur la base de 1/10ème par mois d'enseignement.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De fixer les tarifs pour l'année 2026/2027 pour le conservatoire de l'Auxerrois et leurs modalités d'application tels que présentés dans l'annexe jointe.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-112
OBJET : Conférence intercommunale du logement (CIL) – Création

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Les établissements publics de coopération intercommunale tenus de se doter d'un programme local de l'habitat et ce au titre de l'article L.302-1 du Code de la construction et de l'habitation, et disposant de la compétence en matière d'habitat et au moins un quartier prioritaire de la ville (QVP) sont tenus de créer une conférence intercommunale du logement (CIL).

La CIL est co-présidée par le président de l'EPCI et le préfet de département. Elle est composée des maires des communes membres de l'EPCI, de représentants des bailleurs sociaux présents dans le ressort territorial de l'EPCI, des réservataires de logements sociaux, des associations de locataires, des organismes agréés maîtrise d'ouvrage d'insertion, des associations d'insertion ou de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement et de représentants des personnes défavorisées.

La CIL élabore les orientations en matière d'attributions, formalisées dans un document-cadre.

Le document-cadre fixe :

• les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires à l'échelle intercommunale, notamment les objectifs d'attributions en QPV et hors QPV ;

• des objectifs de relogement des ménages bénéficiant du DALO et des demandeurs prioritaires au titre de l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH), ainsi que des ménages relogés dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain.

• L'article 78 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale modifie l'article L. 441-1 du CCH. Sur les territoires de la réforme des attributions, la CIA fixe des objectifs d'attribution aux demandeurs de logement social exerçant une activité professionnelle qui ne peut être assurée en télétravail dans un secteur essentiel pour la continuité de la vie de la Nation. La CIL fixe les modalités de mise en oeuvre de cet objectif selon les besoins locaux.

La CIL définit par ailleurs les modalités de coopération inter-partenariale.

A la suite de la présente délibération, la Communauté de l'Auxerrois consultera l'ensemble de ces instances afin de définir les membres qui y siègeront. Une information sera par la suite transmise au Préfet de Département, qui élaborera un arrêté préfectoral de création de la Conférence intercommunale du logement.

communauté
de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le principe de la constitution de la conférence intercommunale du logement de l'Auxerrois et l'engagement de la procédure de consultation des instances appelées à y siéger ;

- D'autoriser le Président à en informer le préfet de département.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-113
OBJET : Plan de Prévention des Risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) – Avis sur le dossier finalisé du PPRr du Chablisien sur la commune de Chitry-le-Fort

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Le Plan de Prévention des Risques inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) est un document de planification qui permet de délimiter les zones exposées aux risques d'érosion des sols et de ruissellement, et d'y prévoir des interdictions ou des prescriptions spécifiques.

Il s'inscrit dans la Stratégie Nationale de Gestion des Risques d'Inondation (SNGRI) qui vise à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques de gestion des risques d'inondation.

Le PPRr délimite des axes de ruissellement et coulées de boues et des zones de risque d'accumulation de ce ruissellement. Il prévoit des interdictions ou des prescriptions particulières selon le niveau d'aléas afin de réduire l'exposition au risque et la vulnérabilité des biens et des personnes.

L'élaboration du Plan de Prévention des Risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues sur la commune de Chitry-le-Fort a été prescrit par arrêté préfectoral n° DDT/SEFREN/URN/2025/027 du 02 février 2026.

Par courrier en date du 12 mai 2026 et conformément à l'article R 562-7 du code de l'environnement, Mme. La directrice départementale de la Direction Départementale des Territoires de l'Yonne sollicite l'avis de la Communauté d'Agglomération concernant ce dossier. Celui-ci sera joint au dossier d'enquête publique qui sera organisé par la suite.

La Communauté de l'Auxerrois n'a pas de remarques particulières sur ce projet de PPRr.

Elle attire toutefois l'attention des services de l'État sur :

- Le classement de certaines parcelles sur la carte des enjeux, qui ne semble pas correspondre à la réalité du terrain. Notamment, les parcelles AB0035 et AB0050 sont classées en « zone d'activité agricole » alors qu'elles semblent occupées par des maisons d'habitation sans lien avec une activité agricole. De même la parcelle AB0027, catégorisées « espaces agricoles et naturels » alors qu'elle est occupée par une maison d'habitation.
- L'absence de repérage sur les cartes d'enjeux, de certains équipements spécifiques. En effet, si la STEP, le captage, le parc public et le terrain de sport sont bien indiqués, il parait utile également de localiser les équipements tels que la mairie, l'école ou la salle des fêtes.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

communauté
de l'auxerrois

- D'émettre un avis favorable à la version finalisée du PPRr du Chablisien sur la commune de Chitry-le-Fort,

- D'appeler les services de l'État à la vigilance quant à la présence dans ces zones ou a proximité immédiate de constructions ou d'équipements spécifiques et des conséquences en matière de vulnérabilité face au risque inondation et de la continuité du bon fonctionnement des services publics.

- De dire que la présente délibération sera transmise à l'Unité Risque Naturel du Service Forêt, Risque, Eau et Nature de la Direction Départementale des Territoires de l'Yonne,

- De dire que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité légale.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-114
OBJET : Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) – Avis sur la version finalisée du PPRi du Ru de Vallan sur la commune de Vallan

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Le Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) est un document de planification qui permet de délimiter les zones exposées aux risques d'inondation et d'y prévoir des interdictions ou des prescriptions spécifiques.

Il s'inscrit dans la Stratégie Nationale de Gestion des Risques d'Inondation (SNGRI) qui vise à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques de gestion des risques d'inondation.

Le PPRi délimite les zones exposées aux risques inondation et y prévoit des interdictions ou des prescriptions particulières selon le niveau d'aléas afin de réduire l'exposition au risque et la vulnérabilité des biens et des personnes. Il permet ainsi de limiter l'urbanisation en zone inondable et de préserver les champs d'expansion des crues.

L'élaboration du Plan de Prévention des Risques d'inondation du Ru de Vallan sur la commune de Vallan a été prescrit par arrêté préfectoral n° DDT-SEFREN-URN-2025-067 du 02 février 2026.

Les services de l'Etat ont expliqué la démarche et présenté les résultats de la modélisation hydraulique ainsi que la détermination des différentes zones et le règlement lors d'une réunion d'information publique qui s'est tenu le 24 avril 2026 à Vallan.

Par courrier en date du 11 mai 2026 et conformément à l'article R 562-7 du code de l'environnement, Mme. La directrice départementale de la Direction Départementale des Territoires de l'Yonne sollicite l'avis de la Communauté d'Agglomération concernant ce dossier. Celui-ci sera joint au dossier d'enquête publique prévu à l'automne 2026.

La Communauté de l'Auxerrois n'a pas de remarques particulières sur ce projet de PPRi.

Elle attire toutefois l'attention des services de l'État sur :

- Le périmètre « centre urbain » qui ne semble pas intégrer dans sa partie Sud les équipements (salle communales, école) et les constructions rue de la fontaine des Buissons et rue des Tournants qui semblent pourtant correspondre aux critères de définition du centre urbain.
- L'absence de repérage sur les cartes d'enjeux, des installations spécifiques de type ICPE ou ERP, ni des équipements d'intérêt général, notamment l'école, la mairie, les salles communales, de la station d'épuration des eaux usées et des zones de captage.

communauté
de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'émettre un avis favorable à la version finalisée du PPRi du ru de Vallan sur la commune de Vallan,

- D'appeler les services de l'État à la vigilance quant à la présence dans ces zones ou a proximité immédiate de constructions ou d'équipements spécifiques et des conséquences en matière de vulnérabilité face au risque inondation et de la continuité du bon fonctionnement des services publics.

- De dire que la présente délibération sera transmise à l'Unité Risque Naturel du Service Forêt, Risque, Eau et Nature de la Direction Départementale des Territoires de l'Yonne,

De dire que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité légale.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-115
OBJET : Délégation du Service Public d'Assainissement Collectif – Présentation des rapports annuels d'activité de l'année 2025

Rapporteur : Pascal BARBERET

La collectivité a opté pour un mode de gestion déléguée pour le Service Public de l'Assainissement Collectif.

En 2025, 2 contrats de délégation de service public (DSP) de durées différentes étaient suivis :

- DSP avec la société Suez Eau France pour la collectivité de Venoy ; (échéance du contrat au 30/06/2031) ;
- DSP avec la société Suez Eau France sur le périmètre de la Communauté de l'Auxerrois, excepté sur celui de Venoy (échéance du contrat au 30 juin 2028). Ce contrat se substitue aux différents contrats arrivant à échéance.

Les délégataires produisent chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport permet en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Ces rapports sont produits chaque année par les délégataires, avant le 1er juin.

Ils tiennent compte des spécificités du secteur d'activité concerné et respectent les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente.

Chaque contrat de délégation fixe les modalités particulières de présentation du rapport.

Dès la communication des rapports à la collectivité, leur examen sera mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prendra acte.

Ensuite, l'examen du rapport s'effectuera devant la commission consultative des services publics locaux.

L'intégralité des rapports du délégataire Suez Eau France sont en annexe.

Les principaux faits marquants de l'année 2025 concernent :

communauté
de l'auxerrois

- L'exploitation classique des réseaux et des stations d'épuration, avec 4 550 000 m3 d'eaux usées traités à la station d'épuration d'Appoigny et 1 000 tonnes de matières sèches de boues évacuées,
- La reprise du système d'assainissement de la commune de Chevannes (réseau et station d'épuration de 2500 équivalents habitant (EH)) avec de nombreux changements pour améliorer le process et la surveillance de la station d'épuration et des réseaux,
- La mise en place d'un suivi des rejets vinicoles sur la commune de St Bris avant et pendant la période de vendange, sur une durée de 2 mois,
- Une mise en non-conformité du système d'Appoigny liée à des déversements dans le milieu naturel au-delà de la réglementation,
- Les mises en œuvre de nouvelles réglementations sur l'assainissement de plus en plus exigeantes, dont les principales sont l'analyse des PFAS sur l'entrée et la sortie des stations d'épuration d'une capacité de plus de 10 000EH ainsi que les contrôles techniques tous les 2 ans pour les stations d'épuration d'une capacité de plus de 2000EH.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte de la communication des rapports d'activités de l'exercice 2025 concernant le service public d'assainissement.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-116
OBJET : Service Public d'Assainissement Collectif – Convention relative aux travaux de mise en conformité en domaine privé – Demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et reversement aux tiers identifiés.

Rapporteur : Pascal BARBERET

Par délibération n° 2020-155, la Communauté de l'Auxerrois a rendu obligatoires les contrôles des installations d'assainissement privées préalablement aux ventes de biens immobiliers.
Ces contrôles ont permis de constater que près de 20% des biens en question étaient non-conformes vis-à-vis des normes d'assainissement.
Aussi ces travaux de mise en conformité induisent une forte dépense pour les particuliers concernés.
A cet effet, l'Agence de l'Eau Seine Normandie a mis en place un système de subventions sous forme d'aides forfaitaires par logement individuel ou par équivalent habitant pour un logement collectif et/ou une activité.
Une aide supplémentaire forfaitaire est accordée en cas de gestion totale des eaux pluviales à la parcelle.
Pour cela, l'opération doit être portée par la Communauté qui sollicitera les aides de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour le compte des propriétaires de l'opération et reversera l'intégralité de leur montant aux propriétaires, sans être maître d'ouvrage des travaux.
En parallèle, la Communauté instruit le dossier avec, pour chaque bien concerné, la signature d'une convention de mandat avec le propriétaire et réalisera le contrôle de la bonne exécution des travaux avant de reverser l'aide.
Il est ainsi proposé de solliciter les aides auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, de les collecter et de les reverser en totalité aux tiers intégrés dans l'opération et de signer les conventions de mandat précisant notamment les modalités d'attribution des aides aux propriétaires de l'opération.
En outre, l'Agence de l'Eau accorde une aide forfaitaire par dossier pour l'animation en faveur du porteur de projet.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De percevoir les subventions émanant des financeurs, en l'espèce l'Agence de l'Eau Seine Normandie, et de les reverser aux tiers intégrés dans l'opération,

- D'autoriser le Président à signer les conventions de mandat de travaux en domaine privé pour le raccordement d'habitation au réseau public d'assainissement.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-117
OBJET : Convention relative à la participation de l'état dans le cadre du dévoiement d'une conduite d'eau potable en limite de la RN151 pour la réalisation du projet routier liaison Sud Auxerre

Rapporteur : Pascal BARBERET

La Communauté de l'Auxerrois (CA) exploite une conduite de transport d'eau potable en PVC de diamètre 125 mm, installée en 1986, reliant le réseau de distribution d'Auxerre à celui de Vallan.

Au croisement de la RN151 et de la future liaison routière Sud d'Auxerre (LISA) sera réalisé un giratoire au droit de cette conduite.

La configuration du giratoire et de ses ouvrages annexes impose un dévoiement ponctuel de cette conduite.

L'état s'engage à compenser les surcoûts de terrassement pour ce dévoiement dus au fait qu'il l'impose avant la réalisation de ceux de la LISA. A cette fin il est nécessaire d'établir une convention.

La convention précise que la prise en charge financière du surcoût de terrassement par l'état est estimée à 59 422,54 € HT pour un coût global des travaux de déviation de la conduite d'eau potable évalué à 128 000 € HT. La date de fin de la convention est fixée au 31/07/2027.

Après avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- D'accepter les termes de la convention de participation financière la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement de Bourgogne Franche - Comté pour la déviation de la conduite d'eau potable au droit du futur giratoire entre la RN151 et la LISA,

- D'autoriser le Président ou le Vice-Président ayant délégation à signer la convention jointe en annexe,

- D'autoriser le Président ou le Vice-Président ayant délégation à signer tout acte à intervenir pour la suite de l'opération.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-118
OBJET : Convention relative au frais engagés par la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre du dévoiement d'une conduite d'eau potable pour la réalisation du projet routier liaison Sud Auxerre – route d'Augy

Rapporteur : Pascal BARBERET

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA) exploite une conduite de transport d'eau potable en fonte de diamètre 200 mm, installée en 2013. Elle relie le réseau de distribution d'Auxerre à celui d'Augy pour permettre l'alimentation de cette commune.

Le tracé de la future liaison routière Sud d'Auxerre (LISA) qui sera réalisée par la DREAL BFC croise la conduite.

La configuration de la voirie impose un dévoiement ponctuel de la conduite au niveau de l'ouvrage d'art n°OA3 de la LISA passant au-dessus de la route d'Augy.

Les travaux consistent à déplacer la conduite existante au centre de la voirie route d'Augy. Elle sera posée à une profondeur d'environ 1 m afin de l'éloigner des fondations de l'ouvrage d'art OA3 qui va être construit pour la LISA.

Les travaux de dévoiement de la conduite d'eau potable au stade projet, sont estimés à 80 000€ HT.

L'Etat s'engage à rembourser ce dévoiement dont le coût est estimé à 80 000 €HT. A cette fin il est nécessaire d'établir une convention. Elle précise notamment qu'à l'issue du règlement par la Communauté de l'auxerrois de la totalité des frais engagés pour l'opération de dévoiement de la conduite d'eau potable, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois émettra un titre de recettes à l'encontre de la DREAL BFC du montant total HT de l'opération.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'accepter les termes de la convention relative au remboursement des frais engagés par la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre du dévoiement d'une conduite d'eau potable pour la réalisation du projet routier liaison sud Auxerre – route d'Augy,

- D'autoriser le Président ou le Vice-Président ayant délégation à signer la convention jointe en annexe,

- D'autoriser le Président ou le Vice-Président ayant délégation à signer tout acte à intervenir pour la suite de l'opération.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-119
OBJET : Convention relative au remboursement des frais engagés par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois dans le cadre du dévoiement d'une conduite d'eau potable de 600 mm de diamètre pour la réalisation du projet routier liaison Sud Auxerre

Rapporteur : Pascal BARBERET

La Communauté de l'Auxerrois exploite une conduite de refoulement d'eau potable en fonte de diamètre 600 mm, installée en 1977, reliant la station de Pompage de la Plaine du Saulce située à Escolives-Sainte-Camille au réservoir de Chantermerle à Auxerre. Cet ouvrage permet la distribution d'eau sur une importante partie de l'Auxerrois.

Le tracé de la future liaison routière Sud d'Auxerre (LISA) qui sera réalisée par l'Etat – ministère des Transports représenté par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté désignée (DREAL BFC) croise la conduite. La configuration de la voirie a imposé un dévoiement ponctuel de la conduite au niveau de l'ouvrage d'art n°6 de la LISA à proximité du chemin des Boutilliers.

Les frais occasionnés par le dévoiement sont :

- 18 812,50 €HT pour la maîtrise d'œuvre,
- 398 483 €HT pour les travaux,
- 452,90 €HT pour les indemnités pour perte d'exploitation agricole.

L'Etat s'engage à rembourser ce dévoiement dont le coût est de 417 748,40 €HT. A cette fin il est nécessaire d'établir une convention. Elle précise notamment qu'à l'issue du règlement par la Communauté de l'auxerrois de la totalité des frais engagés pour l'opération de dévoiement de la conduite d'eau potable, elle émettra un titre de recettes à l'encontre de la DREAL BFC du montant total HT de l'opération.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les termes de la convention relative au remboursement des frais engagés par la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre du dévoiement d'une conduite d'eau potable de 600 mm de diameter pour la réalisation du projet routier liaison sud Auxerre,
- D'autoriser le Président ou le Vice-Président ayant délégation à signer la convention jointe en annexe,
- D'autoriser le Président ou le Vice-Président ayant délégation à signer tout acte à intervenir pour la suite de l'opération.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-120
OBJET : Protocole de transfert du Service Public d'Eau Potable de la commune d'Escamps de la Fédération des Eaux Puisaye Forterre à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Rapporteur : Pascal BARBERET

Par Arrêté interpréfectoral n°PREF/DCL/B3CL/2025/1291 du 19 décembre 2025 autorisant la Communauté de l'auxerrois est autorisée à se retirer de la Fédération Eaux Puisaye Forterre le 1er janvier 2027.

En conséquence la Communauté de l'auxerrois reprend l'exercice de la compétence eau à cette date sur le territoire d'Escamps.

Afin d'organiser au mieux le transfert du Service Public d'Eau potable d'Escamps de la Fédération des Eaux de Puisaye Forterre à la Communauté de l'auxerrois, un protocole de transfert est établi.

Ce protocole traite notamment du personnel, de la répartition des biens et du patrimoine, de la répartition de la dette, des contrats en cours, des consommations d'énergie, du relevé des compteurs des usagers, de la facturation, des documents à transmettre, de la télé-surveillance, de la redevance de l'Agence de l'eau Seine Normandie, de la communication auprès des usagers et du cas particulier de Chassaigne.

Ce protocole anticipe la rédaction d'un procès-verbal de transfert qui actera le transfert des actifs et du passif de la Fédération des Eaux Puisaye Forterre à la Communauté de l'auxerrois qui devra être rédigé courant 2027.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les termes du protocole de transfert du service public d'eau potable de la commune d'Escamps de la Fédération des Eaux Puisaye Forterre à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- D'autoriser le Président ou le Vice-Président ayant délégation à signer la convention jointe en annexe,
- D'autoriser le Président ou le Vice-Président ayant délégation à signer tout acte à intervenir pour la suite de l'opération.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-121
OBJET : Délégation du Service Public d'Eau Potable – Présentation du rapport annuel d'activités de l'année 2025

Rapporteur : Pascal BARBERET

La collectivité a opté pour un mode de gestion déléguée pour le Service Public d'Eau Potable.

Un contrat de délégation de service public a donc été passé pour une durée de 20 ans du 1er juillet 2023 au 30 juin 2043 pour le périmètre de la Communauté de l'Auxerrois hors la commune d'Escamps avec la société Suez Eau France.

Le délégataire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport permet en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Ce rapport est produit chaque année par le délégataire, avant le 1er juin. Il tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné et respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente.

Le contrat de délégation fixe les modalités particulières de présentation du rapport aux articles 57 à 60 pour celui de Suez Eaux France.

Dès la communication du rapport à la collectivité, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ensuite, l'examen du rapport s'effectuera devant la commission consultative des services publics locaux.

En 2025, les principaux faits marquants concernent :

La qualité de l'eau :

- 100% d'analyses conformes sur les paramètres bactériologiques et 97,7% sur les paramètres physico-chimiques,

communauté
de l'auxerrois

Les travaux neufs effectués par le Délégataire :

- Le démarrage des travaux de construction des nouvelles unités de traitement OIBP en mai 2025 pour l'UTEP Plaine du Saulce et en octobre 2025 pour l'UTEP des Boisseaux,
- La réalisation des travaux d'interconnexion entre Chevannes / Vallan,
- Le démarrage des travaux d'interconnexion entre Saint-Bris-le-Vineux / Vincelles / Vincelottes,
- L'Installation du surpresseur permettant le remplissage optimisé du réservoir d'Escolives-Sainte-Camille et la déconnexion du forage associé,
- La poursuite du déploiement de la télérelève des compteurs 80% atteint au 31/12/2025.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte du rapport pour l'année 2025, du contrat de délégation de service public de l'eau potable.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°CC-2026-122
OBJET : Fonds de solidarité prévus aux contrats DSP eau et assainissement - Convention avec SUEZ

Rapporteur : Pascal BARBERET

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière d'eau et d'assainissement.

Dans sa séance du 25 mai 2023, le conseil communautaire a approuvé, par délibérations n°2023-049 et n°2023-053, le choix de la Société SUEZ Eau France comme délégataire du service public de l'eau potable et de l'assainissement du territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour une durée de 20 ans pour le service de l'eau et 5 ans pour le service de l'assainissement.

Les contrats de délégation de service public (DSP) d'eau et d'assainissement indiquent en leurs articles 38 pour la DSP Eau et pour la DSP Assainissement que SUEZ s'engage à mettre à disposition de la Communauté d'Agglomération un fonds solidarité afin de traiter les situations des personnes les plus en difficulté. C'est ce que l'on appelle dispositif d'aides Chèques Ô.

Par délibération, n°2025-367 du 18 décembre 2025, le conseil communautaire avait approuvé les conventions de partenariat entre SUEZ, la communauté de l'Auxerrois, les communes ou leur Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) permettant de mettre en œuvre ce dispositif. Ces conventions n'ont pas été signées et des mentions ont été mise à jour telles qu'à l'article 4 de la convention où le suivi du montant des dotations par commune mensuellement est à la charge de SUEZ en lieu et place des CCAS, comme le prévoyait la convention initiale. Le processus a également été clarifié (annexe 1).

Aussi, il est nécessaire que le conseil communautaire délibère, à nouveau, afin d'approuver la nouvelle convention.

Les montants restent inchangés vis-à-vis de la version initiale. Il est prévu que ce fonds soit abondé de 20 000 € par an au titre du contrat de délégation de service public assainissement et de 10 000 € par an au titre du contrat de délégation de service public eau potable conformément à l'avenant n°2 voté le 26 juin 2025 en conseil communautaire par délibération n°2025-165.

Pour l'année 2026, année de mise en œuvre du dispositif, il est convenu un report des fonds non utilisés depuis juillet 2023, date de prise d'effet des contrats de DSP soit une enveloppe de 80 000 € à savoir 10 000 € au titre de 2023, 20 000 € au titre de 2024, 20 000 € au titre de 2025 et 30 000 € au titre de 2026.

Le montant annuel des aides octroyées sur l'ensemble du territoire de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra excéder le montant alloué par le délégataire. Les fonds non consommés en 2026 seront automatiquement reportés l'année suivante. Il en sera ainsi chaque année jusqu'à la fin du dispositif.

communauté
de l'auxerrois

Les communes et leur CCAS ayant une bonne connaissance des besoins et des situations des personnes physiques en difficulté du territoire, il est convenu entre les parties que celles-ci instruisent les dossiers d'attribution en chèques Ô.

Le montant maximal de la dotation à attribuer, pour chaque commune, pour une année n est calculé au prorata du nombre d'usagers de chaque contrat. Toutefois, si ce montant calculé est insuffisant et si l'enveloppe globale allouée au fonds de solidarité n'est pas consommée au 30 septembre de l'année, le montant alloué aux usagers de la commune pourra être abondé à hauteur de la somme disponible restante.

La gestion de ce fonds sera dématérialisée et ne donnera pas lieu à des flux financiers entre SUEZ Eau France et les communes ou leur CCAS (cf. processus en annexe 1 de la convention).

Les communes ou leur CCAS informeront SUEZ Eau France de l'instruction d'une demande d'attribution de « Chèques Ô » pour l'usager et rédigeront une demande de prise en charge qu'il adressera à SUEZ Eau France (cf. processus en annexe 2 de la convention).

Suez assurera un suivi du montant des attributions du fond Eau et le transmettra mensuellement à la Communauté de l'Auxerrois qui veillera au respecte des montants alloués aux usagers de la commune.

Les communes et leur CCAS instruisent leurs demandes conformément au simulateur (cf. annexe de la délibération).

Les conventions pour les communes ou leur CCAS sont annexées à la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les conventions de partenariat entre SUEZ, la communauté de l'Auxerrois, les communes ou leur CCAS,

- D'autoriser le Président à signer lesdites conventions.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°CC-2026-123
OBJET : Poursuite de la politique incitative au covoiturage

Rapporteur : Emilie LAFORGE

Le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est invité à se prononcer sur la reconduction du dispositif d'incitation financière au covoiturage du quotidien, mis en œuvre en partenariat avec la plateforme Karos et soutenu par l'État via le Fonds vert.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a engagé un partenariat avec Karos en septembre 2022 et a instauré, depuis juillet 2024, une campagne d'incitation financière cofinancée par l'État. Dans ce cadre, la collectivité finance 1 euro par trajet, tandis que l'État apporte un soutien complémentaire de 50 centimes par trajet via le Fonds vert.

Ce dispositif permet de réduire significativement le coût supporté par les passagers tout en maintenant une rémunération attractive pour les conducteurs. Ces derniers perçoivent ainsi 1,50 € jusqu'à 15 kilomètres, puis 0,10 € par kilomètre supplémentaire. De leur côté, les passagers ne paient que 0,50 € jusqu'à 15 kilomètres, puis 0,10 € par kilomètre au-delà.

Les trajets éligibles doivent voir une distance d'au moins 2 km et avoir une origine et/ou une destination sur le territoire de l'agglomération.

Un accompagnement spécifique a été mis en place pour les employeurs publics et privés. Les structures adhérentes au dispositif permettent à leurs salariés de bénéficier de six mois de covoiturage gratuit, la rémunération des conducteurs étant intégralement maintenue. À ce jour, une trentaine d'entreprises ont déjà rejoint le programme.

Depuis le lancement du partenariat avec Karos en septembre 2022, les résultats témoignent d'une dynamique continue :

- Le service compte désormais près de 2 700 inscrits, soit une multiplication par 2,5 en moins de quatre ans.
- Si le nombre de covoitureurs actifs connaît une baisse, le volume de trajets réalisés reste en progression, avec plus de 4 000 trajets estimés sur une année pleine. Le service conserve un noyau stable d'utilisateurs réguliers.
- L'incitation financière est stable : 2 600 trajets ont été cofinancés en 10 mois, soit plus de 3 000 sur 12 mois, confirmant l'attractivité du dispositif.

Malgré une période d'observation réduite à dix mois, les résultats confirment la bonne dynamique du service. Le covoiturage s'installe durablement dans les pratiques de mobilité du territoire,

communauté
de l'auxerrois

contribuant à la réduction des émissions de CO_2, à la diminution de l'usage de la voiture individuelle et à l'amélioration du pouvoir d'achat des habitants.
Plusieurs actions de sensibilisation ont été menées afin de promouvoir la pratique du covoiturage sur le territoire. Karos a participé à la journée de la mobilité en 2023 et 2025, a organisé des animations au sein de différentes entreprises, notamment le Département, HMY, la CAF/CPAM ou encore Keolis.

Le défi « Bonnes résolutions » organisé pour la deuxième fois en janvier dernier a également permis de mobiliser les habitants. Il a permis l'inscription de 38 nouveaux usagers et généré 570 trajets en seulement trois semaines.

Afin de poursuivre cette dynamique, il est proposé de reconduire la politique incitative pour une durée de 12 mois. Cette reconduction permettra de financer les trajets sur la période, de maintenir la tarification incitative actuelle pour les passagers.

Le versement de l'incitation financière restera encadré par une convention de délégation de paiement conclue avec Karos.

Le covoiturage constitue un levier immédiat, efficace et peu coûteux pour réduire les émissions liées aux déplacements du quotidien et s'inscrit pleinement dans les objectifs de transition écologique du territoire.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la reconduction de la politique incitative de la CA de l'Auxerrois en faveur du covoiturage du quotidien pour une durée de 12 mois à compter du 1er juillet 2026.

- D'approuver la convention de délégation de paiement à conclure entre la CA de l'Auxerrois et la SAS Karos France.

- D'allouer une enveloppe budgétaire de 7 500 €, permettant de financer les trajets sur cette période, et ce jusqu'à la fin de la période de validité du dispositif de financement du Fonds vert.

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2026.

- D'autoriser le Président à engager toutes démarches utiles, notamment les demandes de subventions, et à signer tout document afférent à la mise en œuvre du dispositif.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-124
OBJET : Rapport annuel du service public de transport de personnes 2025 - Présentation

Rapporteur : Stéphane ANTUNES

La collectivité a opté pour un mode de gestion déléguée pour le service public de transport de personnes.

Un contrat de délégation de service public a donc été passé du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2031.

Le délégataire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport permet en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Ce rapport est produit chaque année par le délégataire, avant le 1er juin.

Il tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné et respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente.

Le contrat de délégation fixe les modalités particulières de présentation du rapport à l'article 45.

Dès la communication du rapport à la collectivité, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ensuite, l'examen du rapport s'effectuera devant la commission consultative des services publics locaux.

L'intégralité du rapport est en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte du rapport annuel de la délégation de service public de transport joint à la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-125
OBJET : Travaux de création d'une piste forestiere intercommunale – Demande de subventions auprès du FEADER

Rapporteur : Francis HEURLEY

La Communauté de l'Auxerrois est propriétaire d'une forêt sur la commune de Monéteau parcelle cadastrale A634, lieu-dit la concise. Elle gérée durablement par l'Office national des forêts (ONF) conformément au document de prescriptions de l'Office National de la Forêt validé lors du Conseil communautaire du 31 mars 2022. Cette forêt fait l'objet d'opérations régulières d'exploitation sylvicole, nécessaires au renouvellement des peuplements, à la valorisation de la ressource bois et au maintien des fonctions écologiques, économiques et sociales du massif.

La piste forestière concernée constitue un axe structurant pour l'accès à la parcelle forestière et pour la réalisation des opérations d'exploitation des bois intercommunaux (abattage, débardage, évacuation des grumes). Actuellement seul un chemin non carrossable et non cadastré existe. Il est donc primordial de créer un chemin d'exploitation afin d'assurer ces usages dans des conditions satisfaisantes, tant du point de vue technique qu'environnemental.

Les travaux projetés visent à :

- Permettre l'exploitation des bois intercommunaux, conformément au programme de coupes établi par l'ONF ;
- Sécuriser le passage des engins forestiers et limiter les risques de dégradation des sols ;
- Réduire l'impact environnemental des opérations forestières, notamment en maîtrisant l'érosion et l'écoulement des eaux.

Les travaux comprennent notamment :

- La création d'une piste de 6 m de large sur 40 m de long en concassé ;
- La création d'une place de retournement de 350 m² ;
- La création d'un dispositif de drainage (ouvrages de traversée) afin de garantir un écoulement maîtrisé des eaux pluviales.

Les travaux débuteront en 2027.

Pour le financement de la création de cette nouvelle piste forestière, l'agglomération peut solliciter l'octroi d'une aide publique auprès du dispositif FEADER, dans le cadre du règlement d'intervention régionale « Investissements dans les dessertes forestières », déclinaison du régime cadre exempté de notification N°SA.107473 relatif aux aides dans le secteur forestier pour la période 2023-2027 et de l'intervention 73.06 du Plan de Stratégie National français en Bourgogne-Franche-Comté.

communauté
de l'auxerrois

Ce règlement d'intervention a pour objectif d'améliorer la mobilisation de la ressource forestière régionale en facilitant l'accès et le défruitement des massifs forestiers dans une perspective multifonctionnelle, notamment en matière de défense et de prévention des risques forestiers.

Compte tenu des caractéristiques techniques et de l'implantation de la piste forestière envisagée, il est possible de demander un financement à hauteur de 65% du montant des dépenses éligibles, à savoir maitrise d'œuvre et travaux.

L'Appel à Projet se clôturant le 5 juillet 2026, une délibération doit être prise par la Communauté d'Agglomération avant cette date. 31 140€ ont été inscrits au budget 2026. Le reste sera proposé au vote du budget 2027.

Le plan de financement prévisionnel du projet est le suivant :

Intitulé du projet :	Création d'une piste forestière à Monéteau
Porteur de projet :	COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

Dépenses		Recettes		
Maitrise d'œuvre	3 400,00 €	FEADER - AAP 2026 dessertes forestières	65 %	32 885,19 €
Travaux d'aménagement	47 192,60 €			
		Communauté de l'Auxerrois	35 %	17 707,41 €
Total € HT	50 592,60 €	Total € HT	100 %	50 592,60 €
TVA	10 118,52 €	TVA		10 118,52 €
Total € TTC	60 711,12 €	Total € TTC		60 711,12 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le projet de création d'une piste d'exploitation forestière et d'une zone de retournement sur la parcelle A634, lieu-dit la concise située sur la commune de Monéteau.

- De solliciter un financement auprès du FEADER via l'Appel à Projets 2026 « Dessertes forestières ».

- D'autoriser le Président à faire les démarches de demande de financement au titre du FEADER et de l'Appel à Projets 2026 « Dessertes forestières ».

- D'autoriser le Président à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de ces travaux.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-126
OBJET : Convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture de l'Yonne - Avenant au plan d'action 2024/2026

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

Le territoire compte de nombreux atouts en matière d'agriculture et des enjeux bien identifiés, en lien avec les objectifs du Projet Alimentaire de Territoire et du maintien de la qualité de l'eau potable :

- Présence de productions et structures agricoles variées (grandes cultures, viticulture, arboriculture, élevage …),
- Volonté de maintenir une eau potable de qualité,
- Volonté de développer une économie de circuits courts,
- Volonté de développer un système alimentaire territorial,
- Participer au développement de filières locales résilientes et durables comme celles intégrant une agriculture biologique.

Pour répondre à ces enjeux, la Communauté de l'auxerrois a développé un partenariat avec la Chambre d'agriculture de l'Yonne. Les objectifs sont de maintenir, de pérenniser et de redynamiser une agriculture locale sur le territoire de l'Auxerrois dans le contexte du changement climatique. Il s'agit d'accompagner les exploitations agricoles vers des pratiques et des productions résilientes, ainsi que de développer des filières territoriales répondant aux enjeux du territoire précédemment indiqués. Ce partenariat engage l'ensemble des participants à la réalisation d'actions en faveur de la redynamisation et de la pérennisation de l'agriculture sur le territoire de l'Auxerrois.

À la suite du bilan des actions menées en 2025, la Communauté de l'auxerrois et la Chambre d'agriculture ont réalisé des ajustements sur le plan d'actions à mener sur l'année 2026. En particulier, il a été ajouté la réalisation d'un diagnostic changement climatique à l'échelle du territoire de la CAA, afin de modéliser les évolutions attendues du climat. Le budget fléché sur 2026 respecte le budget global sur trois ans prévus par la convention.

Pour la Communauté, le coût prévisionnel des actions est précisé en annexe. Y figure également le programme d'actions pluriannuel.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le programme d'actions pluriannuel modifié,

- D'autoriser le Président à signer le plan d'action modifié, ses annexes et tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-127
OBJET : Restauration communautaire - Convention de participation financière avec le restaurant administratif de la Gendarmerie d'Auxerre

Rapporteur : Jacques HOJLO

Le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L731-1 à L731-4 et la circulaire fp/4 du 15 juin 1998 relative aux prestations d'action sociale indiquent que l'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans le domaine de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles.

Les prestations d'action sociale sont distinctes de la rémunération et impliquent une participation du bénéficiaire à la dépense engagée. Les collectivités territoriales déterminent librement la nature des prestations d'action sociale ainsi que les modalités de leur mise en œuvre ;

La collectivité a la possibilité de de conclure des conventions :

- avec les gestionnaires de restaurants du secteur privé, notamment de restaurants d'entreprise
- avec d'autres administrations disposant d'un service de restauration, afin d'en permettre l'accès aux agents ;

Dans ce cadre, et afin d'offrir aux agents de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois des solutions de restauration à coûts réduits, il est proposé de conventionner avec le restaurant administratif de la gendarmerie d'Auxerre.

La réservation du repas se fait au maximum en avance et jusqu'au jour J à 10h du matin au plus tard directement via le numéro de téléphone du Cercle Mixte, trouvable sur l'Intranet avec le menu dans l'onglet « Activités du midi ».

Il est à noter, que le restaurant se trouvant sur un lieu militaire, il peut être demandé aux visiteurs de présenter leur carte nationale d'identité à l'entrée sur le site, et qu'une tenue correcte est exigée. Le règlement général du restaurant a été transmis à la Direction des Ressources Humaines par le Cercle Mixte.

La convention prévoit un repas sous la forme d'une formule complète pour un montant de 10€ :

- Formule complète : Entrée - plat principal - fromage - dessert

Sur la base de ce tarif négocié, la communauté d'agglomération de l'Auxerrois participe financièrement au prix des repas consommés par les agents. Cette participation n'est pas versée directement à l'agent. Pour ceux qui souhaitent prendre leur repas au restaurant administratif de la

communauté
de l'auxerrois

gendarmerie d'Auxerre, des bons de réductions d'une valeur nominale de 4€ par repas en se présentant en amont à la Direction des Ressources Humaines.

Cela permettra aux agents de payer leur repas à un prix de 6€.

Le prestataire adressera électroniquement une facture à la communauté d'agglomération de l'Auxerrois, mentionnant sur la période considérée le nombre total de repas servis et le nombre de bons de réductions remis par les agents.

Les bons utilisés seront eux, adressés par le prestataire à la communauté d'agglomération de l'Auxerrois sous forme physique.

Cette formule a pour intérêt de pouvoir bénéficier à l'ensemble des agents communautaires.

D'autres avantages sont à noter ici :

- La qualité de la prestation desservie est avérée
- Les agents peuvent donc bénéficier d'un repas de qualité pour une somme modique
- Il est possible de se garer à l'intérieur de la gendarmerie, ce qui permets de s'y rendre en voiture entre collègues.

Le Comité Social Territorial a été consulté le 2 juin 2026 et a émis un avis favorable

La mise en place du dispositif est prévue pour septembre 2026.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le président à signer les actes à venir, en application de la présente délibération,
- D'adopter les termes de la convention telle qu'annexée à la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires au financement sont inscrits au budget, au chapitre 011,
- De dire qu'en cas d'augmentation du prix du repas, la participation employeur reste inchangée.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-128
OBJET : Adhésion à la convention-cadre relative aux missions complémentaires proposées par le CDG 89

Rapporteur : Jacques HOJLO

Le Code général de la fonction publique prévoit, aux articles L. 452-40 et suivants, le contenu des missions complémentaires que les Centres de gestion de la fonction publique territoriale sont autorisées à proposer aux collectivités affiliées ou non affiliées de leur département.

En raison d'une diversification importante de ses missions complémentaires à tarification spécifique, le Centre de gestion de l'Yonne (CDG 89) proposait 9 conventions différentes aux collectivités et établissements publics de l'Yonne.

Dans un souci de facilitation de l'accès à ces missions complémentaires à tarification spécifique, le CDG 89 propose de recourir à une convention cadre unique d'accès aux missions complémentaires proposées par le CDG 89. L'adhésion à cette convention cadre unique n'engendre aucun coût supplémentaire pour les collectivités et établissements publics de coopération intercommunale, excepté si ces derniers sollicitent l'utilisation d'une des missions à tarification spécifique proposées par le CDG 89.

La convention cadre formalise les conditions dans lesquelles les collectivités et établissements publics peuvent solliciter l'appui du CDG dans des domaines dépassant les missions obligatoires couvertes par la cotisation.

Elle ouvre ainsi l'accès, sur simple demande d'intervention, à un ensemble de prestations spécialisées à tarification spécifique, telles que :

- le traitement des archives,
- l'expertise RH/finances,
- la mise à disposition de personnel (portage de contrat ou intérim),
- l'appui administratif (secrétariat général de mairie itinérant),
- la réalisation de diagnostics en matière de santé au travail (DUERP, risques psychosociaux), la médiation,
- les enquêtes administratives ou encore le traitement des dossiers complexes liés aux retraites des agents.

Ces missions permettent au CDG d'apporter un accompagnement technique ciblé afin de soutenir les collectivités dans la gestion quotidienne de leurs ressources humaines et de leurs obligations réglementaires. Elles s'inscrivent dans une logique de service renforcé, fondée sur l'expertise, la neutralité et la confidentialité, tout en maintenant la pleine responsabilité décisionnelle des autorités territoriales.

communauté
de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les termes de la convention cadre unique d'adhésion aux missions complémentaires proposées par le CDG89 ainsi que les documents y afférents,
- D'autoriser le Président ou son représentant à faire appel, en fonction des nécessités de service, à la convention cadre d'adhésion aux missions complémentaires proposés par le CDG89,
- D'autoriser le Président ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer tout acte s'y rapportant

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-129
OBJET : Personnel communautaire - Modalités de remboursement par AuxR_Logis des interventions « Retraite à façon » assurées par le CDG 89 pour le compte de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois

Rapporteur : Jacques HOJLO

La délibération n°2025-181 a entériné le transfert du patrimoine de l'Office Auxerrois de l'Habitat par voie de fusion avec la société anonyme d'habitations à loyer modéré AuxR_Logis.

Dans le cadre cette opération, les fonctionnaires de l'Office Public Auxerrois de l'Habitat doivent être repris par la collectivité territoriale ou l'établissement public de rattachement.
Depuis le 1er janvier 2026, la gestion des personnels de l'Office Auxerrois de l'Habitat a été reprise par la communauté d'agglomération de l'Auxerrois, établissement public de rattachement, qui a créé les emplois correspondants conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, par la délibération n°2025-257. À l'issue, des détachements et des mises à disposition auprès d'AuxR_Logis sont intervenus.

Cette reprise inclut la gestion des dossiers de départ à la retraite des fonctionnaires ayant quitté l'Office Auxerrois de l'Habitat avant le transfert vers la communauté d'agglomération de l'auxerrois, antérieurement gérés par le Centre de Gestion de l'Yonne (CDG 89).

Par délibération n°2026-XXX, le conseil communautaire a approuvé l'adhésion de la collectivité à la convention cadre relative aux missions complémentaires proposées par le CDG 89. La collectivité peut solliciter l'appui du CDG dans des domaines dépassant les missions obligatoires couvertes par la cotisation, et notamment la gestion des dossiers de retraite à façon.

Dans un souci de continuité de gestion, la collectivité choisit de faire appel au CDG 89 pour le traitement des dossiers de départ à la retraite des fonctionnaires ayant quitté l'Office Auxerrois de l'Habitat avant le transfert vers la communauté d'agglomération de l'auxerrois.

Il convient de préciser par voie de convention les modalités selon lesquelles AuxR_Logis rembourse à la communauté de l'auxerrois, les interventions facturées par le CDG 89.

Le projet de convention, validé par les deux parties, est joint à la présente délibération, pour avis.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la convention telle qu'elle est présentée en annexe,

- D'autoriser le Président à signer les actes relatifs à la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-130
OBJET : Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours du Stade Nautique - Actualisation

Rapporteur : Mohamed OUAZARF

Dans un contexte d'évolution du cadre réglementaire, la Préfecture a demandé une réactualisation du Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours (POSS). De plus, la publication récente de la nouvelle norme AFNOR relative à la surveillance des établissements aquatiques impose une mise en conformité des dispositifs existants.

Le nouveau POSS vise à :

- Renforcer la sécurité des usagers, en intégrant les enseignements tirés de l'accident du 9 juillet 2025
- Se conformer aux exigences actualisées de la norme AFNOR
- Répondre aux observations et prescriptions formulées par les services préfectoraux
- Clarifier l'organisation des secours et des responsabilités en cas d'incident

Les principales évolutions sont les suivantes :

1. Organisation de la surveillance
   - Redéfinition des zones de surveillance et des postes de secours
   - Ajustement des effectifs de surveillance selon la fréquentation et les risques identifiés
   - Formalisation des rotations et des temps de pause des surveillants
2. Procédures d'intervention
   - Mise à jour des protocoles d'alerte et d'intervention
   - Intégration de scénarios types (noyade, malaise, accident) avec fiches réflexes
   - Amélioration de la coordination avec les services de secours extérieurs
3. Prévention des risques
   - Renforcement de la signalétique et de l'information au public
   - Sensibilisation accrue des usagers (notamment publics à risque)
   - Contrôle renforcé des équipements et des installations
4. Formation et encadrement
   - Plan de formation continue pour les agents (secourisme, gestion de crise)
   - Exercices réguliers de simulation d'incident

Dans l'objectif d'assurer une sécurité optimale dès la période de forte fréquentation, le nouveau POSS sera :

- Déployé opérationnellement pour la saison estivale 2026
- Appliqué dès l'ouverture estivale du Stade Nautique
- Transmis aux services de la Préfecture préalablement à sa mise en œuvre

communauté
de l'auxerrois

La réactualisation du POSS du Stade Nautique de la Communauté de l'Auxerrois constitue une étape essentielle pour garantir un haut niveau de sécurité, en conformité avec les exigences réglementaires et dans une logique d'amélioration continue.

Sa mise en œuvre effective à compter de l'été 2026 permettra de répondre aux enjeux identifiés et aux attentes des autorités de contrôle.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la mise à jour du POSS tel que présenté en annexe,
- De valider sa mise en œuvre pour l'été 2026,
- D'autoriser le Président à le transmettre à la Préfecture.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-131
OBJET : Convention de partenariat avec l'AJA saison 2026-2027 - Approbation

Rapporteur : Mohamed OUAZARF

La Communauté de l'auxerrois construit avec l'AJ Auxerre un partenariat durable, basé sur les valeurs du sport, la réussite des jeunes, l'exportation de la marque Auxerre dans tout l'hexagone. La réussite sportive de l'équipe professionnelle, autant que son engagement auprès des plus jeunes, en font un acteur incontournable de la dynamique territoriale de l'auxerrois. Sa 11eme place dans le championnat de Ligue 1 2024/2025 et la montée en D2 de l'équipe féminine démontrent la qualité de l'ensemble des structures du club.

Pour cela il est important que la Communauté de l'auxerrois apporte sa contribution aux efforts fournis par le club, et sa réussite rejaillira sur l'ensemble de nos domaines d'intervention.

Le partenariat porte sur les axes principaux suivants :

- L'achat de places, billetterie et hospitalité, afin d'amener au stade des personnes, investisseurs,partenaires des collectivités de l'agglomération,
- La promotion du territoire à l'échelle locale et nationale sur les différents supports de visibilité du club.

Le soutien de la Communauté de l'auxerrois à l'AJA est de 108 000 € TTC pour la saison 2026/2027, soit 54 000 € TTC sur le budget de l'année 2026.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le versement d'une subvention de 54 000€ TTC pour l'année 2026,
- D'approuver les termes du partenariat entre l'AJ Auxerre et la Communauté de l'auxerrois,
- D'autoriser la 1er Vice-Présidente de la Communauté de l'Auxerrois à signer la convention,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2026.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-132
OBJET : Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) – Création et désignation des membres

Rapporteur : Mathieu DEBAIN

L'article L1413-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit, pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 50 000 habitants, la création d'une commission consultative des services publics locaux.

La commission analyse l'ensemble des services publics confiés à un tiers par convention de délégation de service public ou exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

La commission examine chaque année :

1° Le rapport annuel d'activité établi par le délégataire de service public ;
2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement ;
3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;

Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :

1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce ;
2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce ;
4° Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

Actuellement 5 services publics entrent dans ces catégories de mode de gestion :

- L'assainissement
- L'eau potable
- La mobilité
- La collecte et le traitement des déchets ménagers
- La gestion du site Auxerrexpo

communauté
de l'auxerrois

Cette commission, présidée par le président, ou son représentant, comprend des membres du conseil désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De créer la commission consultative des services publics locaux de la Communauté de l'Auxerrois,

- De fixer le nombre de membres à 10 soit 5 élus et 5 représentants d'associations locales,

- De désigner :
  - …
  - …
  - …
  - …
  - …

- De désigner les 5 membres élus suivants :
  - …
  - …
  - …
  - …
  - …

De désigner XX comme président de la Commission consultative des services publics locaux

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

-

N° CC-2026-133
OBJET : Association des collectivités pour la maitrise des déchets et de l'environnement (ASCOMADE) – Désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

L'ASCOMADE est un réseau de collectivités territoriales de groupement de communes et de communes de plus de 5 000 habitants.

Régie par la loi de 1901, cette association, à but non lucratif et d'intérêt général, œuvre afin de favoriser l'échange d'informations et d'expériences, de conseiller les collectivités sur les aspects techniques, réglementaires et méthodologiques et de réaliser des actions communes permettant aux collectivités membres de gagner en efficacité, dans les domaines de la gestion de l'eau potable et de l'assainissement, en proposant à ses membres :

- une veille technique et réglementaire,
- des groupes d'échanges, des sessions d'information et d'échanges, des visites,
- des outils d'aide à la décision ou encore la conduite d'opérations pilotes mutualisées.
- un accompagnement opérationnel dans l'exercice quotidien des missions de leurs adhérents.

La Communauté de l'auxerrois adhère à cette association depuis plusieurs années et à ce titre doit désigner ses représentants au sein de cette association.

Après avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- De désigner XXX en tant que membre titulaire et XXX en tant que membre suppléant.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°CC-2026-134
OBJET : ATMO - Désignation des représentants

Rapporteur : Mathieu DEBAIN

L'association ATMO BFC intervient au quotidien pour améliorer la connaissance de la qualité de l'air et accompagner les acteurs du territoire.

Au travers des années, l'association Atmo BFC a acquis une solide connaissance sur le climat et les problématiques énergétiques. Cela se traduit par plusieurs missions clés :

1- Observer et surveiller l'Air, le Climat et l'Énergie
2- Structurer, expertiser, contextualiser
3- Sensibiliser, informer et transmettre
4- Développer, mobiliser et animer

Les statuts de l'association ATMO BFC prévoient la désignation d'un représentant au titre de la Communauté de l'Auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De désigner XX comme représentant titulaire au sein de l'association ATMO BFC.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°CC-2026-135
OBJET : Association des communes forestières - Désignation des représentants

Rapporteur : Mathieu DEBAIN

Dans le cadre de sa politique climat-air-énergie, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a conclu une convention avec l'Association des Communes Forestières de l'Yonne afin de soutenir l'adhésion des communes à cette organisation. Cette association a également pour mission d'organiser des réunions d'information et des sessions de formation destinées aux élus locaux du territoire.

L'un des principaux objectifs du Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) est de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en favorisant la séquestration du carbone. L'accompagnement offert par l'Association des Communes Forestières de l'Yonne s'inscrit pleinement dans cette démarche, en proposant des prestations spécifiquement conçues pour répondre à ces enjeux environnementaux. Ces actions incluent notamment :

1.
Décliner la démarche d'enquête autour des biens sans maîtres lors de réunion collective, dans l'objectif de réaliser des opérations foncières au bénéfice des communes,
2.
Déployer l'exposition conçue par les Communes forestières et l'ONF sur la forêt publique face aux changements climatique et organiser un évènement pour son inauguration,
3.
Réaliser une enquête sur les habitudes de consommation des usagers concernant le chauffage domestique et le potentiel des réseaux de chaleurs,
4.
Organiser une réunion de restitution de l'enquête, et mettre en relation les communes productrices de bois, les communes équipées de chaufferies avec le producteur de plaquettes (organiser une visite de l'entreprise),
5.
Proposer une réunion collective de présentation du dispositif « dans 1 000 communes la forêt fait école ».

A la lecture des statuts de ladite association, la Communauté de l'Auxerrois est appelée à désigner un représentant.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De désigner XX comme représentant titulaire au sein de l'association des communes forestières.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°CC-2026-136
OBJET : Etablissement public foncier de Bourgogne Franche-Comté - Désignation des représentants

Rapporteur : Mathieu DEBAIN

L'Etablissement Public Foncier de Bourgogne Franche-Comté (EPF BFC) est représenté par une assemblée générale comprenant un délégué par collectivité plus 1 délégué par tranche de 25 000 habitants. L'assemblée générale élit un Conseil d'Administration qui traite les dossiers de l'Établissement.

L'EPF intervient pour le compte des Communautés de communes membres, des Communautés d'agglomération, des communes de l'EPCI et de toutes personnes publiques sur sollicitation de ces organismes et décision du Conseil d'administration.
L'EPF a vocation à acquérir directement des biens fonciers et immobiliers, les porter, les gérer, puis les rétrocéder à la collectivité membre lorsqu'elle est prête à lancer son projet. Les intercommunalités membres lui proposent chaque année un programme annuel d'acquisition. Les communes, bien que non membres à titre individuel compte tenu de leur nombre potentiel, peuvent bénéficier des services de l'E.P.F. dès lors que l'EPCI auquel elles appartiennent est membre de l'EPF.

La Communauté de l'Auxerrois y adhère.

Selon les statuts de l'EPF-BFC, le conseil communautaire est appelé à désigner deux représentants titulaires et deux représentants suppléants pour siéger au sein de l'établissement.

Conformément à l'article L 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *le conseil communautaire procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes* ».

La Communauté de l'Auxerrois a été destinataire après l'adoption de la délibération par son Conseil Communautaire de la délibération n°CC-2026-021 d'une demande écrite de l'établissement public foncier afin que soient désignés trois représentants titulaires ainsi que trois représentants suppléants par l'assemblée délibération.

De sorte qu'il est nécessaire de désigner un représentant titulaire supplémentaire et un représentant supplémentaire.

Le Conseil Communautaire a précédemment désigné :

- 2 titulaires :

communauté
de l'auxerrois

- Monsieur Christophe BONNEFOND
- Monsieur Mathieu DEBAIN

- 2 suppléants :
  - Madame Odile MALTOFF
  - Madame Arminda GUIBLAIN

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De désigner un représentant titulaire supplémentaire :
  - …
- De dire que trois représentants titulaires ont été désignés par le Conseil communautaire soit :
  - Monsieur Christophe BONNEFOND
  - Monsieur Mathieu DEBAIN
  - …

- De désigner un représentant suppléant supplémentaire :
  - …
- De dire que trois représentants titulaires ont été désignés par le Conseil communautaire soit :
  - Madame Odile MALTOFF
  - Madame Arminda GUIBLAIN
  - …

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°CC-2026-137
OBJET : Comité local pour l'emploi - Désignation des représentants

Rapporteur : Mathieu DEBAIN

La loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023 a institué une nouvelle gouvernance nationale et territoriale du service public de l'emploi avec une structuration autour des comités territoriaux.

Les missions, la composition et le fonctionnement de ces comités a été détaillé par décret n°2024-560 du 18 juin 2024.

Le Comité local pour l'emploi (CLPE) constitue le niveau opérationnel et de proximité. Il permet de mettre en oeuvre le déploiement des moyens définis aux niveaux départemental et régional, et d'identifier des actions ciblées.

L'arrêté préfectoral n° DDETSPP-SDTAE-2024-406 signé le 24 novembre 2024 désignait comme représentants de la Communauté d'Agglomération d'Auxerre au CLPE de l'arrondissement Mme Emmanuelle MIREDIN en tant que titulaire et M. Laurent PONROY en tant que suppléant.

Il est necessaire à la suite des élections municipales de mars 2026 de designer un titulaire et un suppléant au sein du comité local pour l'emploi.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De désigner XX comme représentant titulaire au sein du Comité local pour l'emploi,

- De désigner XX comme représentant suppléant au sein du Comité local pour l'emploi.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°CC-2026-138
OBJET : Commission Locale pour les Transports publics Particuliers de Personnes – Désignation des représentants

Rapporteur : Mathieu DEBAIN

Au titre des articles D.3120-21 à D.3120-39 du Code des transports, la commission locale des transports publics particuliers de personnes établit chaque année un rapport rendant compte de son activité et de l'évolution du secteur des transports publics particuliers de personnes dans le périmètre de son ressort géographique.

Ce rapport peut aborder les points suivants :

1° La satisfaction, sur les plans quantitatif et qualitatif, de la demande de transports publics particuliers de personnes en complémentarité, le cas échéant, avec les transports publics collectifs ;
2° L'économie et l'état de l'offre du secteur, notamment en prenant en compte l'impact des transports exécutés par une entreprise de taxi ayant conclu une convention avec un organisme local d'assurance maladie conformément à l'article L. 322-5 du code de la sécurité sociale ;
3° Les offres de formation des conducteurs et les statistiques d'accès aux professions de conducteurs;
4° Le respect de la réglementation sectorielle ;
5° La représentativité des différents organismes représentant les professionnels au sens des articles L. 2121-1 et L. 2151-1 du code du travail.
6° L'économie et l'état de l'offre de services de transport d'utilité sociale. Il peut faire état de toute recommandation relative au secteur.

Ce rapport est transmis à l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes avant le 1er juillet de chaque année.

La Commission Locale des Transports Publics de Personnes (CLTP3P) comprend parmi ses membres, cinq représentants des collectivités territoriales siégeant au titre de la compétence d'autorité organisatrice ou d'autorité chargée de délivrer les autorisations de stationnement.

Un des sièges est réservé au représentant de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Cette dernière a été sollicitée par la Préfecture de l'Yonne afin que soient désignés un représentant titulaire ainsi qu'un représentant suppléant au sein de cette commission.

Il est proposé de désigner les élus en charge des questions de mobilité pour siéger au sein de cette commission soit Monsieur Stéphane Antunes comme titulaire et Madame Emilie Laforge comme suppléante.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De désigner XXX comme représentant titulaire au sein de la commission locale des transports publics particuliers de personnes
- De désigner XXX comme représentant suppléant au sein de la commission locale des transports publics particuliers de personnes

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N°CC-2026-139
OBJET : Délégation d'attributions du Conseil Communautaire au Président.

Rapporteur : Mathieu DEBAIN

Le Président peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1 ° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances; Communauté de l'auxerrois

2° De l'approbation du compte financier unique;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public;

6° De la délégation de la gestion d'un service public;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

En application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, le Président peut par délégation du conseil communautaire être chargé en tout ou partie, et pour la durée de son mandat:

1. D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la Communauté de l'Auxerrois ;

2. De procéder, dans les limites fixées par le conseil communautaire, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques et taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au Ill de l'article L.1618-2 et au a) de l'article L.2221-5- 1, sous réserve des dispositions duc) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires; Les délégations consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil communautaire. Le conseil communautaire délègue au Président la réalisation de l'ensemble des emprunts et opérations financières s'y rapportant.

communauté
de l'auxerrois

3. De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget;

4. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;

5. De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

6. De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires;

7. D'accepter les dons et legs qui ne sont pas grevés ni de conditions ni de charges ;

8. De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

9. De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

10. De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la communauté à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

11. D'exercer, au nom de la communauté, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la communauté en soit titulaire ou délégataire, à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil communautaire ;

Le conseil communautaire délègue au Président l'ensemble des droits de préemption urbain.

12. D'intenter au nom de la communauté des actions en justice ou de défendre la communauté dans les actions intentées contre elle dans les cas définis par le conseil communautaire et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ;

Le conseil communautaire délègue au Président le pouvoir d'ester en justice, tant en demande qu'en défense, en toutes matières et devant toutes les juridictions y compris la constitution de partie civile.

13. De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules communautaires ;

Le conseil communautaire délègue au Président le pouvoir de régler, dans le respect des contrats d'assurances prévus dans le point 5), toutes les conséquences des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules communautaires.

14. De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

communauté
de l'auxerrois

15. De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant autorisé par le conseil communautaire;

Le conseil communautaire fixe le montant maximum des lignes de trésorerie à réaliser à 5 000 000 €.

16. D'exercer, au nom de la communauté et dans les conditions fixées par le conseil communautaire, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme;

Le conseil communautaire délègue au Président l'ensemble des droits de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce, les baux commerciaux et les terrains faisant l'objet de projets d'aménagement commercial.

17. D'exercer au nom de la communauté le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme.

18. De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la communauté ;

19. D'autoriser, au nom de la communauté, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

20. De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil communautaire, l'attribution de subventions ; Le conseil communautaire délègue l'intégralité des demandes de subventions à son profit dans tous les domaines.

21. D'attribuer les aides à l'accession à la propriété dans l'ancien et les aides à la réhabilitation du parc privé dans l'ancien dans le respect, pour chacune de ces aides, du règlement d'intervention défini par le conseil communautaire.

22. De créer, modifier ou supprimer les postes au sein du tableau des effectifs de la collectivité.

23. De signer les conventions de délégation, de transfert de maitrise d'ouvrage.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De déléguer au Président les attributions énumérées ci-dessus,

- De confirmer que le conseil communautaire sera tenu informé des décisions prises en application de cette délégation dans les conditions prévues à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

- De dire que les décisions prises en application de cette délibération peuvent, par délégation du président, être signées par un autre élu ou par un agent agissant dans les conditions fixées à l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales,

communauté
de l'auxerrois

- De préciser que sans préjudice des délégations de fonctions octroyées par le président et conseillers délégués en application de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du Président par l'élu assurant le remplacement du Président en vertu de l'article L.2122-17 sur renvoi de l'article L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales.

communauté
de l'auxerrois

PROJET DE DELIBERATION

N° CC-2026-140
OBJET : Décisions prise par délégation – Compte-rendu

Rapporteur : Mathieu DEBAIN

Par délibération n° CC-2026-005 du 22 avril 2026, le conseil communautaire a donné délégation au Président pour signer des actes de gestion courante.

Par délibération n° CC-2026-038 du 21 mai 2026, le conseil communautaire a donné délégation au bureau communautaire pour certaines de ces attributions.

Le Conseil communautaire doit être informé des décisions prises dans le cadre de ces délégations et prend acte des décisions suivantes :

Décision du Président :

2026-DIEPP-011	21/05/26	Portant demande de financement pour la mise en conformité en domaine privé – 2026 – avenue des Ardilles, rue de Bourgogne, rue de Champagne et allée du Roussillon à Saint Georges. - AESN à hauteur de 159 600,00 € HT - Animation à hauteur de 350 € par branchement soit 13 300,00 € HT Sur un montant total de 296 400,86 € HT
2026-DIEPP-012	01/06/26	Portant demande de subvention pour le financement d'actions en faveur de la mobilité durable sur le territoire de l'Auxerrois - Etat – Fond Vert Mobilité durable 2026 à hauteur de 26 695,60 € HT Sur un montant total de 53 391,20 € HT
2026-DIEPP-013	28/05/26	Portant demande de financement pour l'étude de faisabilité PSE - AESN à hauteur de 44 100 € HT Sur un montant total de 55 125 € HT
2026-DIEPP-014	28/05/26	Portant demande de financement pour les travaux de renouvellement de conduites et de branchements sur le réseau d'eau potable – Programme 2026 - AESN à hauteur de 455 642 € HT

communauté
de l'auxerrois

		- Etat – DETR à hauteur de 501 196,59 € HT Sur un montant de 1 653 032,88 € HT
2026-DIEPP-015	01/06/26	Portant demande de subvention dans le cadre du fonds vert PCAET 2026 dans le cadre de l'opération renouvellement du patrimoine arboré de la ville d'Auxerre - Fonds vert PCAET 2026 à hauteur de 31 151,25 € HT Sur un montant total de 124 605,00 € HT
2026-DIEPP-016	10/06/26	Portant demande de financement pour les travaux de renouvellement de conduites et de branchements sur le réseau d'eau potable - Programme 2026 - AESN à hauteur de 455 642,00 € HT - Etat -DETR à hauteur de 501 196,54 € HT Sur un montant total de 1 653 032,42 € HT
2026-DIEPP-017	10/06/26	Portant demande de subvention dans le cadre du Fonds Vert PCAET 2026 pour l'opération de modernisation des éclairages publics de la ville d'Auxerre - Fonds vert PCAET 2026 à hauteur de 43 945,26 € HT Sur un montant total de 175 781,04 € HT
2026-DIEPP-018	12/06/26	Portant demande de subvention pour les travaux d'aménagement d'une aire de Grands Passages - ETAT – DETR à hauteur de 671 449,60 € HT - Conseil Départementale de l'Yonne à hauteur de 392 716,00 € HT Sur un montant total de 1 678 623,39 € HT
2026-DIEPP-020	18/06/26	Portant demande de financement pour les ateliers artistiques dans les centres de loisirs cet été – Vacances culturelles 2026 - DRAC – dispositif Vacances culturelles à hauteur de 2404,80 € Sur un montant total de 3006,00 € TTC

Décision du Bureau communautaire :

NUMERO	OBJET	VOTE
BC-2026-001	Finances – Garantie d'emprunt -	**Vote du bureau communautaire :**

communauté
de l'auxerrois

	DOMANYS – Opération de construction en VEFA de 20 logements – Rue des prés Million - Venoy	- voix pour : 20 - voix contre - abstentions : 1 Pascal BLAISE - n'a pas pris part au vote : - absents lors du vote :
BC-2026-002	Contrat de Ville 2024-2030 "Engagements Quartiers 2030" - Programmation d'actions 2026 du contrat de ville de l'Auxerrois	**Vote du bureau communautaire :** - voix pour : 20 - voix contre 1 Pascal BLAISE - abstentions : - n'a pas pris part au vote : - absents lors du vote :
BC-2026-003	Acquisition des parcelles cadastrées section ZC n°93 et 94 à Venoy à la Région Bourgogne Franche-Comté pour la création du Pôle santé animale	**Vote du bureau communautaire :** - voix pour : 22 - voix contre - abstentions : - n'a pas pris part au vote : - absents lors du vote :
BC-2026-004	Soutien financier à l'Université Bourgogne Europe - Avenant n°3 à la convention 2023-2026	**Vote du bureau communautaire :** - voix pour : 22 - voix contre - abstentions : - n'a pas pris part au vote : - absents lors du vote :
BC-2026-005	Finances - Attribution des subventions 2026 aux associations et organismes	**Vote du bureau communautaire :** - voix pour : 21 - voix contre - abstentions : - n'a pas pris part au vote : - absents lors du vote :

Conventions :

2026-018	26/05/26	Convention de prestation de service avec Bille de Sucre dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 13 au 17 juillet 2026 pour un total de 24 heures pour la somme de 960€TTC
2026-019	26/05/26	Convention de prestation de service avec Anne Lise CHAPPERON dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 11 au 14 aout 2026 pour un total de 30 heures pour la somme de 1902 €TTC
2026-020	26/05/26	Convention de prestation de service avec Laurine Chevalier dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 03 au 07 aout 2026 pour un total de 30 heures pour la somme de 1274,60 €TTC

communauté
de l'auxerrois

2026-021	26/05/26	Convention de prestation de service avec Céline CLEMENT dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 03 au 07 aout 2026 pour un total de 30 heures pour la somme de 2350 €TTC
2026-022	26/05/26	Convention de prestation de service avec Patrice FERRASSE dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 03 au 07 aout 2026 pour un total de 30 heures pour la somme de 1111,46 € TTC
2026-023	26/05/26	Convention de prestation de service avec Faustin GANIER dans le cadre de l'opération Lézards des Arts le 24 juillet 2026 pour un total de 8 heures pour la somme de 236,96 € TTC
2026-024	26/05/26	Convention de prestation de service avec Guillaume GRISI dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 10 au 14 aout 2026 pour un total de 30 heures pour la somme de 888,60 € TTC
2026-025	26/05/26	Convention de prestation de service avec Emmanuel GRUDMANN dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 20 au 24 juillet 2026 pour un total de 30 heures pour la somme de 888,60 € TTC
2026-026	26/05/26	Convention de prestation de service avec Frédérique HERVET dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 6 au 10 juillet 2026 pour un total de 30 heures pour la somme de 888,60 € TTC
2026-027	26/05/26	Convention de prestation de service avec Amandine LECUYERdans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 27 au 31 juillet 2026 pour un total de 30 heures pour la somme de 1015,20 € TTC
2026-028	26/05/26	Convention de prestation de service avec Laurence MAUREL dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 20 au 24 juillet 2026 pour un total de 40 heures pour la somme de 1214,80 € TTC
2026-029	26/05/26	Convention de prestation de service avec Killian MOYSON dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 27 au 31 juillet 2026 pour un total de 30 heures pour la somme de 888,60 € TTC

communauté
de l'auxerrois

2026-030	26/05/26	Convention de prestation de service avec Nathalie PERIER dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 6 au 10 juillet 2026 pour un total de 30 heures pour la somme de 888,60 € TTC
2026-031	26/05/26	Convention de prestation de service avec Malone PERROTEY dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 27 au 31 juillet 2026 pour un total de 18 heures pour la somme de 637,12 € TTC
2026-032	26/05/26	Convention de prestation de service avec Schoko SAEKI dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 6 au 10 juillet 2026 pour un total de 30 heures pour la somme de 888,60 € TTC
2026-033	26/05/26	Convention de prestation de service avec l'Atelier Tête de Bois dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 13 au 17 juillet 2026 pour un total de 24 heures pour la somme de 1440 € TTC
2026-034	26/05/26	Convention de prestation de service avec Tournar Compagnie dans le cadre de l'opération Lézards des Arts du 20 au 24 juillet 2026 pour un total de 40 heures pour la somme de 2400 € TTC

Marchés :

N°	Date de notification	Objet	Montant
25CA30	03/06/2026	Désamiantage et démolition de la halle SERNAM	258 000 € HT

Avenants :

N°	Date de notification	Objet	Montant
25CA02lot3	26/05/2026	Travaux sur le réseau d'eau potable (conduites, branchements et sécurisation des ouvrages) - Programme 2025 Lot 3 : Travaux de renouvellement des canalisations, des branchements en zone semi-urbaine et rural et extension de	+80 000 € HT

communauté
de l'auxerrois

		canalisation	
24CA18	16/06	Maitrise d'œuvre aménagements cyclables de la ca	Précisions sur la décomposition des missions de maitrise d'œuvre sans incidence financière

communauté
de l'auxerrois

Communauté de l'Auxerrois
Règlement Budgétaire et Financier

Délibération du Conseil communautaire
du 25 juin 2026

Sommaire

Table des matières

I Préambule : 3
II Les grands principes de comptabilité publique : 3
III Présentation du budget : 4
IV Le cycle budgétaire : 7
V La gestion pluriannuelle des crédits : 9
VI L'exécution comptable : 11
VII Les régies : 14
VIII La gestion de la dette et de la trésorerie 16
IX La gestion financière du patrimoine 16
ANNEXES 17

I Préambule :

Le code général des collectivités territoriales dans son article L1612-30 prévoit que le règlement budgétaire et financier précise notamment :

« 1° Les modalités de gestion des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement y afférents, et notamment les règles relatives à la caducité et à l'annulation des autorisations de programme et des autorisations d'engagement.

2° Les modalités d'information du conseil sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice. »

Il peut aussi préciser les modalités de report des crédits de paiement afférents à une autorisation de programme, dans les cas et conditions fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé du budget .»

Le présent règlement budgétaire et financier (RBF) précise et formalise les règles de gestion budgétaires et comptables de la Communauté de l'Auxerrois (CA).

Ce règlement a également vocation à définir les règles de gestion interne propres à la Communauté de l'Auxerrois dans le respect du Code Général des Collectivités Territoriales et des instructions budgétaires et comptables applicables.
Toutes les règles spécifiques à la collectivité figurent en italique dans le présent document.

Le présent règlement ne constitue pas un manuel d'utilisation du logiciel financier ni un guide interne des procédures comptables. En revanche, il a pour ambition de servir de référence à l'ensemble des questionnements émanant des élus et des agents dans l'exercice de leurs missions respectives.

II Les grands principes de comptabilité publique :

Tout budget régi par les règles de la comptabilité publique doit respecter cinq grands principes budgétaires :

L'annualité budgétaire :
Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées par l'assembles délibérante les recettes et dépenses d'un exercice. Cet exercice est annuel et il couvre l'année civile du 1er janvier au 31 décembre.
Il existe des dérogations à ce principe d'annualité tel que la journée complémentaire, qui permet de réaliser des écritures relatives à l'exercice N au cours du mois de janvier N+1, ou encore les autorisations de programme (AP) et autorisations d'engagement (AE).

L'unité budgétaire :
La totalité des recettes et dépenses doit normalement figurer dans un document unique. Par exception, le budget principal avec les budgets annexes forment le budget de la Communauté de l'Auxerrois dans son ensemble. Ce principe a pour objectif de donner une vision d'ensemble des ressources et charges de la collectivité.

La constitution de budgets annexes résulte d'obligations règlementaires et a pour objet de regrouper les services dont la vocation est de produire ou d'exercer des activités qu'il est nécessaire de suivre dans une comptabilité distincte. Il s'agit essentiellement de certains

services publics locaux spécialisés, qu'ils soient à caractère industriel et commercial ou administratif.

Le budget de la Communauté de l'Auxerrois se décompose en :

- *Budget principal*
- *Budget eau potable*
- *Budget parc activités Appoigny*
- *Budget SPANC*
- *Budget prestations de service*
- *Budget assainissement*
- *Budget déchets collecte*
- *Budget éco-pole ZAE Venoy*
- *Budget parc activités H2 des Mignottes*
- *Budget aéro parc*

L'universalité budgétaire :

L'ensemble des recettes et des dépenses doivent figurer dans les documents budgétaires. Par conséquent, il est interdit de contracter des recettes et des dépenses, c'est-à-dire de compenser une écriture en recettes par une dépense ou inversement. L'ensemble des recettes doit financer l'ensemble des dépenses prévues au budget.

La spécialité budgétaire :

Les crédits doivent être votés ne sont autorisés que pour des dépenses particulières. Ce principe de spécialité ne doit pas être confondu avec la règle de non affectation : il n'est pas possible d'affecter des recettes à des dépenses précises. Si les recettes ne doivent pas être affectées puisqu'elles participent au financement global du budget, en revanche les crédits doivent l'être avec précision.

L'équilibre budgétaire :

Il est défini par l'article L1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) comme suit :

« Le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice. »

Le principe de sincérité a un lien direct avec le principe d'équilibre car le budget est en équilibre si les dépenses et les recettes sont évaluées de façon sincère. Il est également indispensable que la collectivité inscrive l'ensemble des recettes et des dépenses qu'elle estime pouvoir réaliser selon une estimation aussi fiable que possible.

III Présentation du budget :

Le budget est l'acte par lequel l'assemblée délibérante prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'un exercice :

En dépenses les crédits votés sont limitatifs : les engagements ne peuvent être validés que si les crédits ont été votés ;

En recettes les crédits sont évaluatifs : les recettes réalisées peuvent être supérieures aux prévisions.

Le budget est présenté par nature (=imputation comptable) ou par fonction selon le mode retenu par l'assemblée délibérante. Lorsque le budget est voté par nature, il est assorti d'une présentation croisée par fonction ; lorsque le budget est voté par fonction, il est assorti d'une présentation croisée par nature.

La collectivité peut définir des opérations comptables. Une opération comptable est constituée par un ensemble d'acquisition d'immobilisations, de travaux ou de frais d'étude y afférents aboutissant à la réalisation d'un ou plusieurs ouvrages de même nature. Cette opération peut également comprendre des subventions d'équipement versées.

L'opération peut être « votée » si elle correspond à un projet d'investissement identifié : dans ce cas l'opération est un chapitre budgétaire ;

L'opération peut être simplement indicative : elle apparait alors au budget comme un simple élément d'information.

Pour les dépenses faisant l'objet d'une ou plusieurs subventions, la Communauté de l'Auxerrois a mis en place des opérations non votées dans le but d'assurer un meilleur suivi des projets et l'encaissement le plus efficient possible des fonds attribués à son profit.

Pour la Communauté de l'Auxerrois, les opérations sont codifiées comme suit :

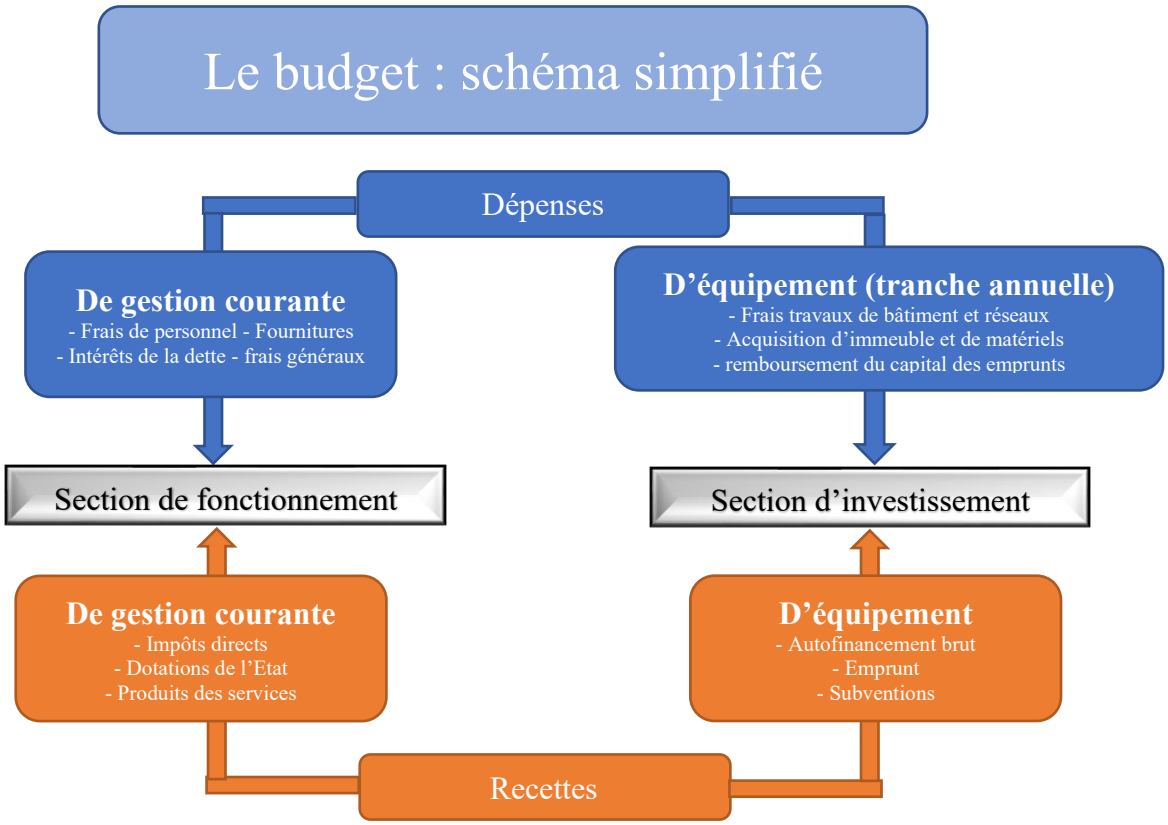
	Numéro d'opération CIRIL			
Descriptif	Type d'opération	Millésime (2 chiffres)	Numéro (3 chiffres)	Libellé opération CIRIL
Opération relative à la section de fonctionnement - non votée	FONNV	26	001	FONNV_Suivi d'un texte libre mais explicite sur la dépense concernée
Opération relative à la section d'investissement - non votée	INVNV	26	001	INVNV_Suivi d'un texte libre mais explicite sur la dépense concernée
Opération relative à la section d'investissement - votée	INVVT	26	001	INVVT_Suivi d'un texte libre mais explicite sur la dépense concernée
Opération liée à une autorisation de programme (donc investissement et votée)	INVAP	26	001	AP _ Suivi d'un texte libre mais explicite sur la dépense concernée
Opération pour compte de tiers	OPCT	26	01	OPCT_ Suivi d'un texte libre mais explicite sur la dépense concernée

Le budget comporte deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement.

De manière schématique :

La section de fonctionnement reprend l'ensemble des recettes et dépenses liées à des missions dites « ordinaires » de la collectivité ou à des tiers à qui elle verse des subventions.
La masse salariale est comptabilisée en section de fonctionnement.
Cette section retrace également les recettes et dépenses nécessaires au fonctionnement courant des services communautaires.

La section d'investissement retrace les recettes et dépenses relatives à des opérations qui se traduisent par une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine.



Chaque budget est présenté et répond aux règles d'une nomenclature comptable qui diffère selon l'objet du budget. Chaque nomenclature doit être utilisée au niveau le plus fin.

Pour la Communauté de l'Auxerrois les nomenclatures applicables par budgets sont les suivantes :

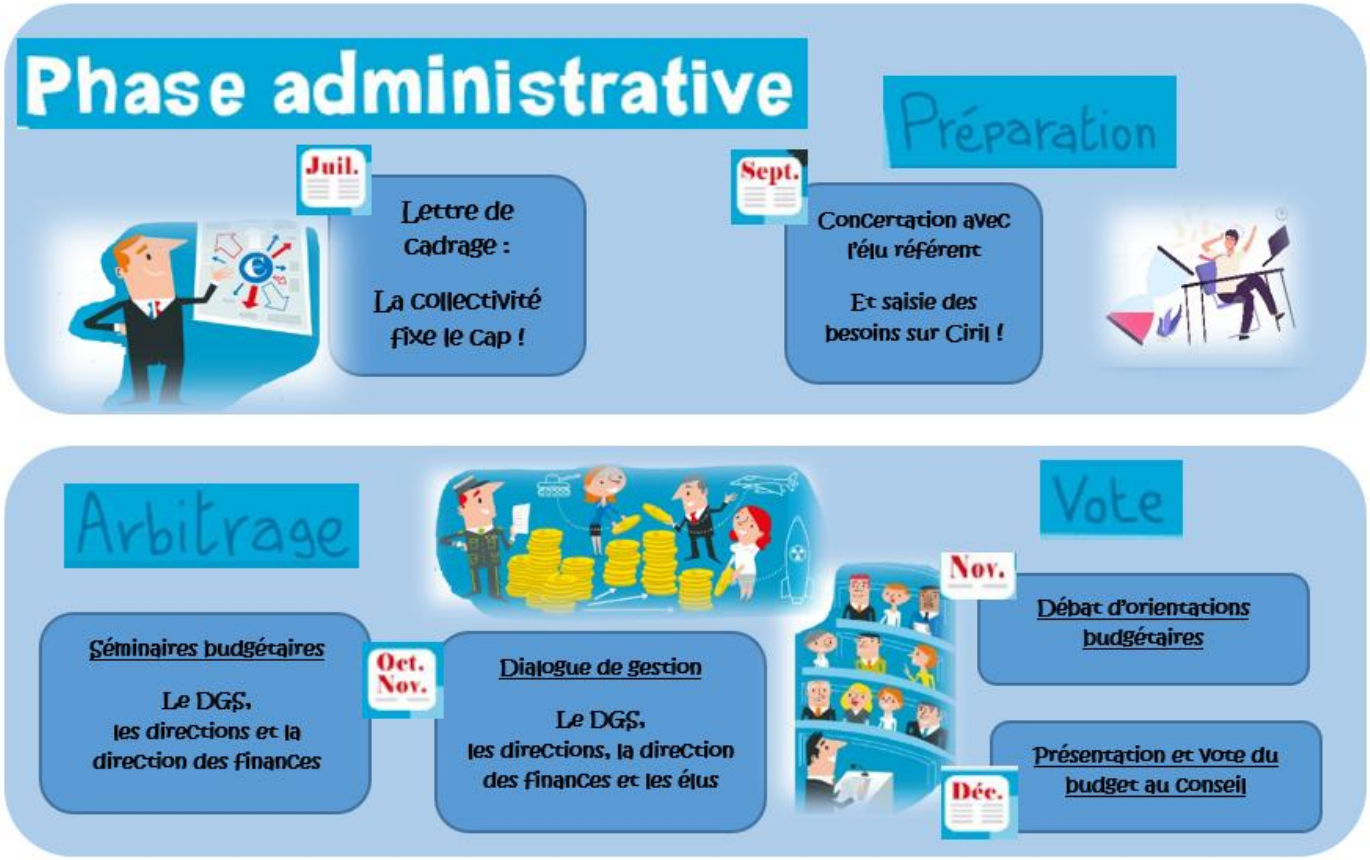
- *Budget principal : M57*
- *Budget eau potable : M49*
- *Budget parc activ. Appoigny : M57*
- *Budget SPANC : M49*
- *Budget prestations de service : M57*
- *Budget assainissement : M49*
- *Budget déchets collecte : M57*
- *Budget éco-pole ZAE Venoy : M57*
- *Budget parc activité H2 des Mignottes : M57*
- *Budget aéro parc : M57*

La Communauté de l'Auxerrois évalue l'impact des dépenses et recettes par politique publique. Cette méthodologie doit permettre une analyse selon un axe différent que celui du plan comptable, plus à même de retracer la mise en œuvre des objectifs du projet de territoire. Le champ « service » du logiciel de gestion financière est utilisé pour identifier cette notion de politique publique

C'est le niveau de vote qui détermine la liberté de l'ordonnateur d'effectuer des virements de crédits sans revenir devant l'assemblée délibérante.

La Communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'un vote du budget par nature, avec un vote par chapitres globalisés et sur la section d'investissement par opérations d'équipement.

IV Le cycle budgétaire :



L'élaboration du budget ainsi que les différentes décisions qui le font évoluer au cours de l'année sont encadrées par des échéances légales.
En amont de l'élaboration proprement dite du budget, le Débat d'Orientations Budgétaires est une étape préalable obligatoire.

IV.1 Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) :

Le président de la Communauté de l'Auxerrois doit présenter au conseil communautaire, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.
Le rapport doit, en outre, comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.
Ce rapport donne lieu à un débat au conseil communautaire. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département, il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

Ce débat de portée générale permet aux élus communautaires d'exprimer leur opinion sur le projet budgétaire d'ensemble et permet au président de présenter les choix budgétaires prioritaires pour l'année à venir ainsi que les engagements pluriannuels envisagés.

IV.2 Le Budget Primitif (BP) :

Le BP prévoit les recettes et dépenses de la collectivité au titre de l'année. Il ouvre les autorisations de programme, les autorisations d'engagement et les crédits de paiement.

Il doit être adopté avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte. Cette échéance peut être repoussée au 30 avril les années de renouvellement de l'assemblée délibérante ou lorsque les informations financières communiquées par l'Etat parviennent tardivement à la collectivité.

La Communauté de l'Auxerrois a fait le choix d'un vote du budget dans le courant du mois de décembre de l'année N-1 afin d'offrir aux services une visibilité sur les crédits qui leur sont attribués et par conséquent l'assurance pour les élus et citoyens d'une meilleure exécution des décisions qui auront été prises.

Pour le budget primitif, comme pour toutes les autres décisions budgétaires, le recueil des demandes des directions se fait largement en amont du vote de l'assemblée délibérante par une saisie directe de leurs demandes sur le logiciel de gestion financière et sous leur responsabilité. Les demandes budgétaires doivent comporter un intitulé non comptable, non générique, clair, avec indication de la politique publique concernée ainsi que d'une localisation dans la mesure du possible.

La direction des finances a en charge la vérification, la validation ou la modification des demandes budgétaires après validation de la direction générale. Elle veille à la cohérence entre l'objet des demandes budgétaires et les comptes utilisés. Elle doit s'assurer de l'équilibre budgétaire afin de proposer aux élus un projet de budget sincère et équilibré à partit duquel ils pourront réaliser les arbitrages qu'ils souhaitent.

La présentation du projet de budget est réalisée à travers un dialogue de gestion qui permet de faire le lien entre la politique publique examinée, son périmètre, les moyens qui lui sont alloués et les objectifs et projets définis par les élus. Les indicateurs de pilotage sont présentés. Les demandes budgétaires sont examinées par rapport aux objectifs assignés aux services dans le cadre de cette politique publique.

IV.3 Le Budget Supplémentaire (BS) :

Le BS est une décision modificative qui présente la particularité de reprendre les résultats de l'exercice précédent tels qu'ils figurent au compte financier unique.

IV.4 Les Décisions Modificatives (DM) :

Les DM autorisent les dépenses non prévues ou insuffisamment évaluées lors des précédentes décisions budgétaires. Ces dépenses doivent être équilibrées par des recettes.
Les DM peuvent également permettre d'annuler des crédits devenus sans objet.

Les DM ainsi que le BS font partie intégrante du budget de l'exercice et doivent respecter les mêmes règles de présentation et d'adoption que le budget primitif.

IV .5 Le Compte Financier Unique (CFU) :

Le compte financier unique (CFU) est un document budgétaire fusionnant le Compte Administratif et le Compte de Gestion, instauré pour améliorer la transparence et la lisibilité des finances publiques locales.
Il présente les résultats de l'exécution budgétaire de l'exercice. Il présente en annexe un bilan de la gestion pluriannuelle.

Il doit être voté avant le 30 juin de l'année N+1.

IV.6 Les virements de crédits (dénommées autorisations spéciales dans le logiciel de gestion financière) :
La nomenclature M57 permet la réalisation de virements de crédits entre chapitre globalisés d'une même section dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section. Le chapitre des charges de personnel (012) n'est pas concerné par cette fongibilité.

Le conseil communautaire a validé l'autorisation de procéder à ces virements entre chapitres globalisés.

Les directions saisissent les autorisations spéciales pour modifier les crédits à l'intérieur des crédits affectés à leur direction, ces demandes sont ensuite validées par la direction des finances.
Les virements de crédits doivent avoir un objet explicite.
Seule la direction des finances est habilitée à réaliser les virements de crédits entre directions ainsi que les virements de crédits entre deux chapitres globalisés.
En cas de réalisation de virement de crédits entre chapitres globalisés il en sera rendu compte lors du conseil communautaire suivant cette décision.

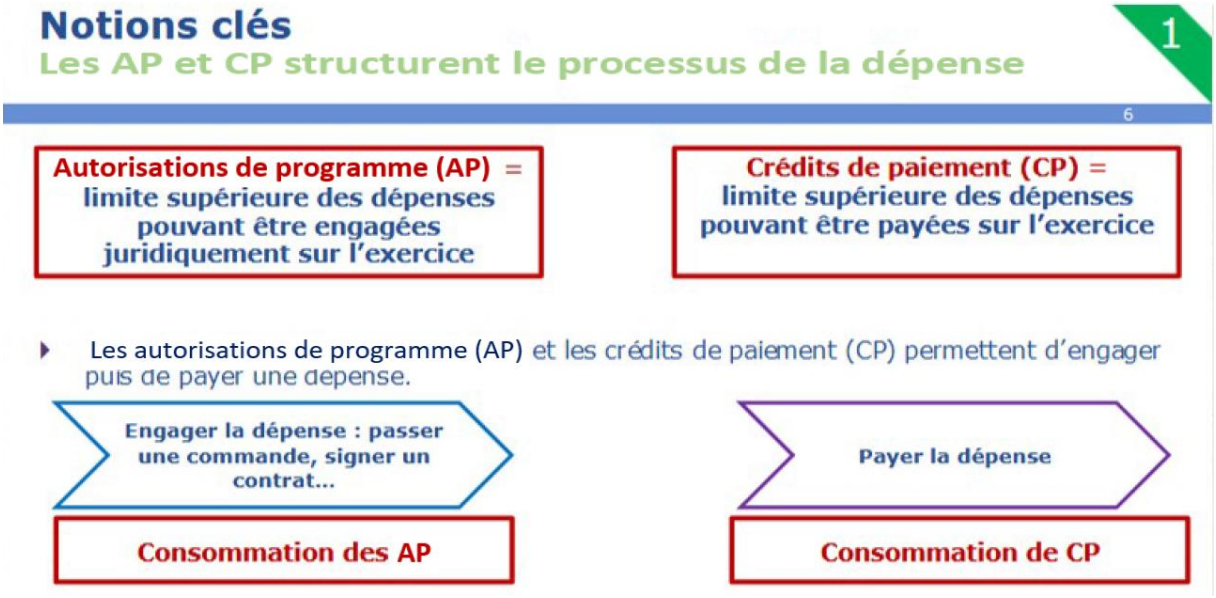
V La gestion pluriannuelle des crédits :

V.1 Les autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) :
Les autorisations de programme (AP) ne sont possibles que pour la section d'investissement. Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées et se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la collectivité, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.
Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les AP sont votées par une délibération distincte de celle du vote du budget ou d'une décision modificative. En revanche elles ne peuvent être votées que lors des délibérations budgétaires. La révision du montant d'une AP doit également faire l'objet d'un vote du conseil communautaire.

Une AP peut financer une ou plusieurs opérations et comporter une ou plusieurs natures comptables. La répartition des crédits de paiement à l'intérieur d'une même AP est modifiable à tout moment dans le respect du montant global des CP.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année dans le cadre des autorisations de programme correspondantes. La somme des CP annuels doit être égale à tout moment au montant de l'AP.
L'augmentation ou la diminution de CP sur l'exercice en cours doit être constaté par décision modificative.



Le chiffrage de l'AP doit être réalisé en coût complet. Par exemple pour la construction d'un bâtiment neufs les coûts de câblage informatique, le mobilier, … doivent être évalués dès le début du projet et être intégrés dans l'AP.
Les directions doivent toutes s'impliquer dans le projet et intégrer leurs demandes de crédits à l'autorisation de programme le cas échéant. La construction du logiciel financier permet de concilier cette globalisation des crédits dans l'AP avec un suivi des crédits par direction.

La délibération relative au vote des AP est rédigée par la direction des finances en relation avec les directions concernées.

L'AP fera l'objet d'une clôture à la réception financière de la dernière des opérations financées. Un reliquat d'AP ne pourra être utilisé pour financer une nouvelle opération.

La gestion en AP/CP permet d'accroitre les performances de la gestion de trésorerie et la gestion financière en général :

- en présentant les conséquences financières pluriannuelles des opérations décidées par la Communauté de l'Auxerrois ;
- en limitant les ouvertures de crédits annuels aux seuls besoins de paiements dans l'année et donc en permettant un meilleur taux d'exécution des dépenses et une évaluation au plus fin des besoins d'emprunt.

L'état d'avancement des autorisations de programme fait partie des annexes légales à chaque décision financière.

Le rapport de présentation du budget primitif et celui du compte financier unique doivent également reprendre les AP en détaillant leur niveau d'avancement.

- La budgétisation en AP et CP a trois finalités :

Finalité	Objectifs des AP	Objectifs des CP	Intérêt de la budgétisation en AP et CP
Opérationnelle	Permettre d'engager des dépenses pour réaliser des activités.	Permettre de payer les factures liées aux dépenses engagées.	Etre un levier de performance à travers le choix des activités à privilégier.
Budgétaire	Fixer un plafond d'engagement afin de maîtriser la dépense.	Fixer un plafond de paiements afin de maîtriser l'équilibre financier.	Améliorer la sincérité du budget et garantir la soutenabilité budgétaire.
Financière	Mieux piloter les dépenses.	Optimiser la gestion de la trésorerie.	Améliorer la visibilité des dépenses.

V.2 Les autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP) :

Les autorisations d'engagement permettent de retracer des dépenses pluriannuelles sur la section de fonctionnement.

Cette procédure est réservée aux seules dépenses résultant de conventions, de délibérations ou de décisions au titre desquelles l'entité s'engage, au-delà d'un exercice budgétaire, dans le cadre de l'exercice de ses compétences, à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers et à l'exclusion des frais de personnel.

Les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des dépenses de fonctionnement précitées. Elles demeurent valables sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement correspondantes.
Les AE sont limitées quant à l'objet de la dépense : les AE ne peuvent s'appliquer ni aux frais de personnel ni aux subventions versées à des organismes privés.

VI L'exécution comptable :

VI.1 La comptabilité d'engagement :

L'engagement juridique est l'acte par lequel la collectivité crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge, il s'appuie sur un document le plus souvent contractuel. Les actes constitutifs des engagements juridiques sont : les bons de commande, les marchés, certains arrêtés, certaines délibérations, la plupart des conventions,…

Toutes commande comportant une pièce justificative (devis, convention, contrat etc.) doit être signée électroniquement

L'engagement comptable n'est pas obligatoire en recettes mais il est vivement encouragé car il constitue un outil d'aide à la gestion et au suivi des recettes.
En revanche la tenue d'une comptabilité d'engagement des dépenses est obligatoire pour la Communauté de l'Auxerrois.

Cette comptabilité permet de connaitre à tout moment :
- les crédits ouverts en dépenses et recettes
- les crédits disponibles pour engagement
- les crédits disponibles pour mandatement
- les dépenses et recettes réalisées

C'est aussi cette comptabilité qui, en fin d'exercice permet de dégager le montant des restes à réaliser et qui rend possible le rattachement des produits et des charges.

L'engagement comptable précède ou est concomitant à l'engagement juridique. Il permet de s'assurer de la disponibilité des crédits pour l'engagement juridique que l'on s'apprête à conclure. Il est constitué obligatoirement de :
- un montant prévisionnel de dépenses,
- un tiers concerné par la prestation,
- une imputation budgétaire.

L'engagement comptable et l'engagement juridiques doivent toujours être préalables au service fait.

VI.2 L'exécution comptable des dépenses hors AP:

Les dépenses courantes :
Les directions disposent de crédits destinés à réaliser des dépenses ou projets validés par les élus. Il est rappelé que, sauf exception, les crédits doivent être utilisés pour la dépense telle qu'elle a été présentée lors du vote du budget.

Au préalable de tout bon de commande ou saisie sur le logiciel de gestion financière le fournisseur pressenti pour la dépense doit faire l'objet d'une création dans le logiciel. Les directions doivent donc remplir la fiche « création de tiers » disponible sur l'intranet de la collectivité en joignant obligatoirement un RIB de l'entreprise.
Cette fiche est renvoyée à la direction des finances par mail : finances@auxerre.com qui en assurera la saisie et préviendra la direction à l'issue.

En cas de marché public les fiches marchés sont complétées dans le logiciel de gestion financière par le service de la commande publique qui informe la direction concernée ainsi que la direction des finances lorsque les documents sont enregistrés.
Les avenants éventuels ou toute autre modification relative au marché seront saisis par le service de la commande publique.

Lors de la réalisation d'une dépense les directions doivent saisir un bon de commande. Ce bon de commande est validé par un supérieur hiérarchique habilité puis transmis à la direction des finances pour une validation et une vérification technique.
Toutes commande comportant une pièce justificative (devis, convention, contrat etc.) doit être signée électroniquement.

Seuls les élus ou agents titulaires d'une délégation ont pouvoir d'engager juridiquement la collectivité. Dans le cas d'un simple achat à partir d'un bon de commande, il est donc

indispensable que la personne signataire du bon qui sera remis au fournisseur soit compétente pour le faire.

Les délégations accordées dans le cadre financier sont :
- *jusqu'à 4.999,99 HT : directeur*
- *De 5.000€ HT à 59.999,99€ HT : directeur général des services*
- *Au-delà de 60.000€ HT : vice-président délégué aux finances*

L'engagement comptable est obligatoire pour toute dépense. En effet le fournisseur doit disposer du numéro de bon de commande pour déposer sa facture sur le portail Chorus Pro. Dès lors que la facture est correctement déposée sur Chorus Pro, son affectation à une direction pour validation est réalisée automatiquement par le logiciel de gestion financière. Le respect par tous de cette disposition concourt donc à l'amélioration des délais de paiement et participe à préserver la santé financière des entreprises qui travaillent pour la collectivité.

L'agent qui reçoit une facture à valider doit attester du service fait mais également liquider la facture afin de rendre possible son mandatement par la direction des finances. Une facture non liquidée n'est pas prise en charge.
En cas de désaccord sur la facture, il est nécessaire de la suspendre ou de la renvoyer au fournisseur via l'application financière afin de suspendre les délais de paiement.

Les subventions :
L'instruction et le suivi des demandes de ***subvention en dépenses*** *est réalisé dans le logiciel de gestion financière selon la procédure établie entre le service de la vie associative, les services en lien avec la subvention et la direction des finances.*

L'engagement des subventions est réalisé par la direction des finances dès leur validation par le conseil communautaire.
La liquidation et le mandatement des subventions sont réalisées directement par la direction des finances dès lors qu'elle dispose de tous les éléments nécessaires : délibération, convention éventuelle, justificatifs d'acquisition, comptes de l'année précédente, …
Les éléments nécessaires pour le dépôt, l'instruction et le versement des subventions sont précisés dans le règlement d'intervention voté par le conseil communautaire.

Les subventions en recettes : *la direction de l'ingénierie et de l'évaluation des politiques publiques centralise les prévisions de crédits ainsi que les engagements comptables de toutes les subventions dont bénéficie la collectivité.*

Les écritures spécifiques :
Les écritures liées à la dette, aux écritures d'ordre ou toute autre opération spécifique sont gérées par la direction des finances.
Dans ce cas, le circuit de l'exécution comptable débute directement à l'engagement comptable sans passer par le bon de commande.

VI.3 L'exécution comptable sur AP :

Les engagements sur AP suivent la procédure classique des autres dépenses de la Communauté de l'Auxerrois.

Le montant à engager est celui qui correspond à la totalité de la dépense liée à l'investissement de l'AP.
Par exemple sur un marché de travaux : dès la notification du marché des bons de commande doivent être établis pour la totalité des lots du marché et pour leur montant total.

La liquidation des factures sur AP doit être réalisée par les directions avant le 1er décembre de l'année.

Il n'y a pas de report sur une autorisation de programme : les crédits de paiement non consommés au cours d'un exercice budgétaires devront être repris et répartis sur la durée restant à courir de l'AP, mais cela ne peut se faire que par une décision modificative.

Par conséquent les directions doivent veiller à la cohérence entre le montant des mandatements à réaliser et le montant des CP qu'elle demandent. Afin de ne pas être bloqué en début d'année N+1 pour un retard de fin d'année sur l'exécution de la dépense.

Par défaut, les CP non consommés au titre d'un exercice comptable sont réinscrits sur la dernière année de CP de l'autorisation de programme concernée.

VI.4 L'exécution comptable des recettes

Pour les recettes courantes, il appartient à chaque direction de s'assurer de leur bon suivi. Notamment les renouvellements de conventions doivent être anticipés puisqu'aucun titre ne pourra être émis sans document permettant la vérification de la conformité de la liquidation par rapport aux engagements pris par le tiers.

Un état liquidatif doit être établi par la direction qui le transmet à la direction des finances accompagné des pièces justificatives pour émission du titre.

En cas de recette liée à un tarif, il est rappelé que pour la Communauté de l'Auxerrois la fixation des tarifs relève de la compétence du président. L'arrêté de tarif est rédigé par la direction des finances sur proposition des services.

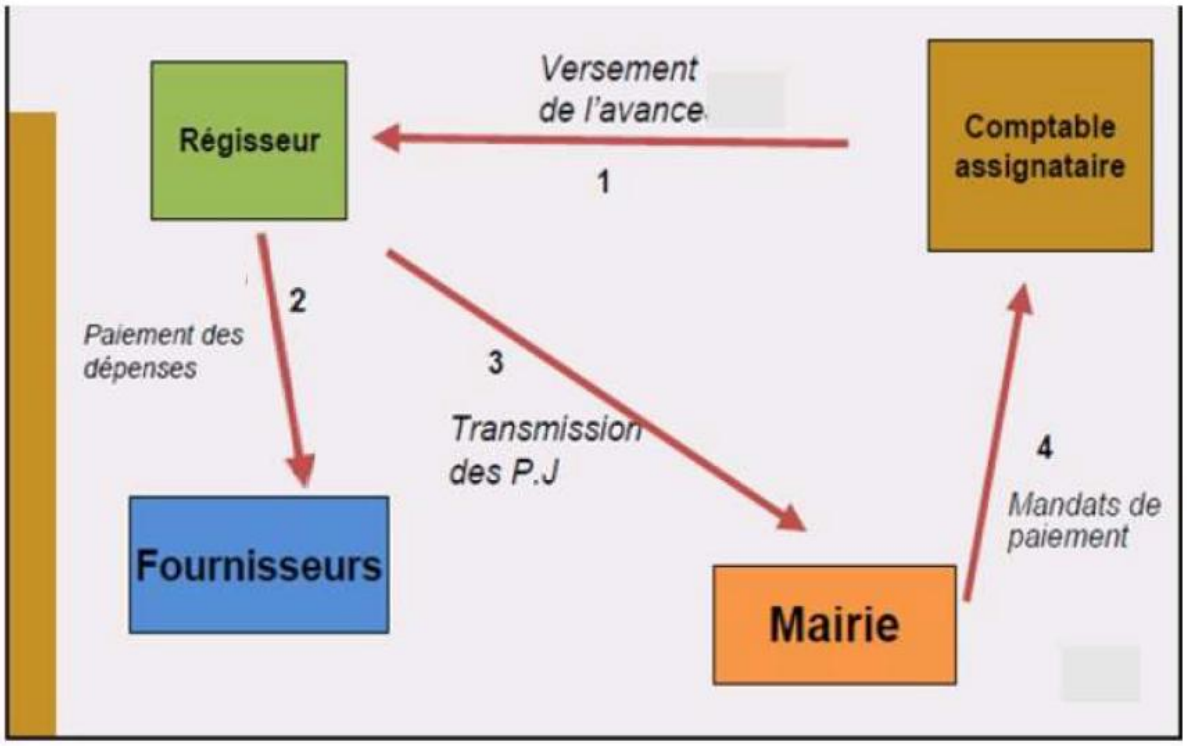
Les recettes particulières types emprunt, ordre, sont réalisées par la direction des finances.

VII Les régies :

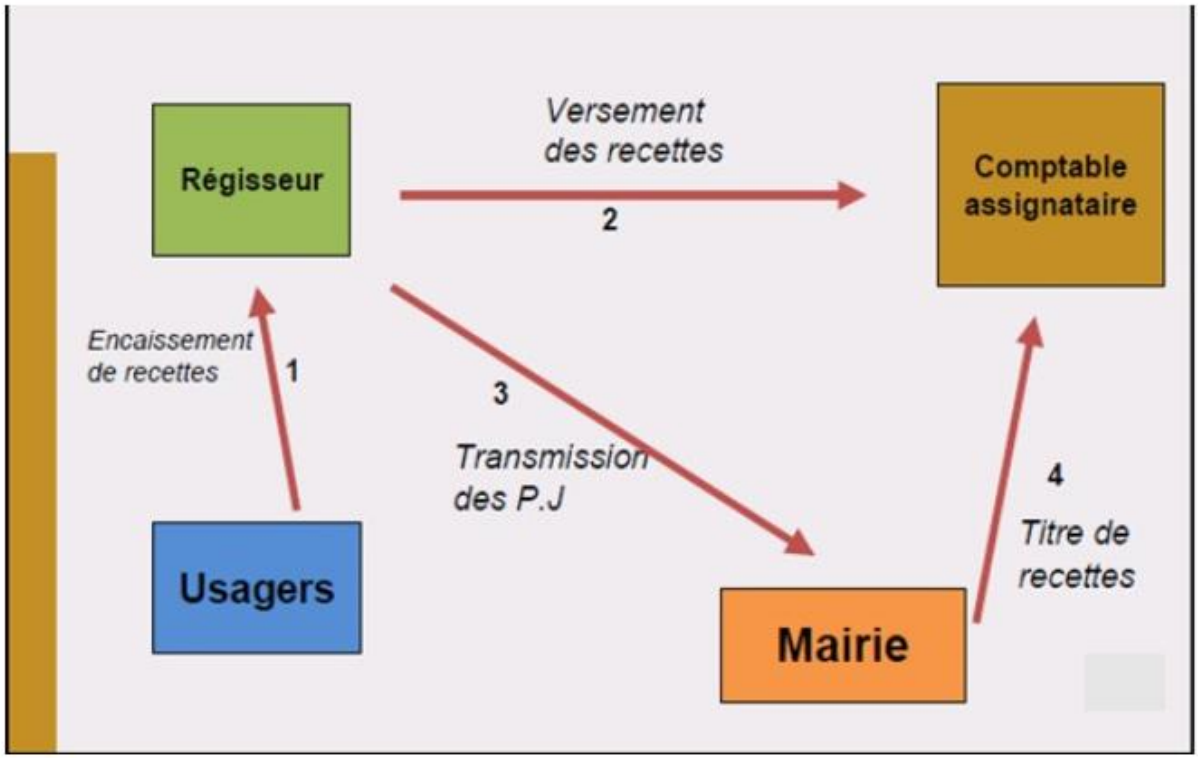
Seuls les agents de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) sont habilités à manier les fonds des collectivités locales dont ils ont la charge.
Ce principe connait une exception avec les régies d'avances et de recettes qui permettent, pour des raisons de commodité pour l'usager, à des agents placés sous l'autorité de l'ordonnateur et la responsabilité du trésorier, d'exécuter de manière limitative et contrôlée un certain nombre d'opérations. Cette procédure est notamment destinée à faciliter l'encaissement des recettes et à donner plus de souplesse dans le paiement des dépenses.

Les régisseurs et leur(s) mandataire(s) sont nommés par décision de l'ordonnateur auprès duquel la régie est instituée sur avis conforme du comptable assignataire des opérations de la régie.

Fonctionnement des régies d'avances



Fonctionnement des régies de recettes - synthèse



Pour la Communauté de l'Auxerrois, c'est la direction des finances qui est en charge du contrôle, de la coordination des régies et des relations avec le comptable sur le sujet.

Les arrêtés de création, modification ou clôture de régie sont faits par la direction des finances et enregistrés dans le registre des arrêtés sous une référence « finances ».

Les arrêtés relatifs aux régisseurs sont rédigés par la direction des finances et enregistrés dans le registre des arrêtés sous une référence « ressources humaines ».
La direction des ressources humaines a la charge de l'exploitation de ces arrêtés pour attribuer les indemnités éventuelles aux agents.

Les régisseurs ont la charge de prévenir la direction des finances pour tout changement à intervenir dans leur régie : modification d'objet, de mode d'encaissement, nomination de mandataires,…

VIII La gestion de la dette et de la trésorerie

La Communauté de l'Auxerrois dispose de la possibilité de recourir à l'emprunt.
Les emprunts sont destinés uniquement au financement d'investissements qu'il s'agisse d'un équipement spécifique, d'un ensemble de travaux ou encore d'acquisition de biens durables considérés comme des immobilisations.

En aucun cas l'emprunt ne doit combler un déficit de la section de fonctionnement ou une insuffisance de ressources propres pour couvrir le remboursement du capital de la dette.

Le recours à l'emprunt relève en principe de la compétence de l'assemblée délibérante, toutefois cette compétence peut être déléguée au président.

Le conseil communautaire dispose des informations relatives à l'encours de dette au minimum une fois dans l'année lors du rapport du compte financier unique.

IX La gestion financière du patrimoine

Le patrimoine correspond à l'ensemble des biens meubles ou immeubles, matériels, immatériels ou financiers, en cours de production ou achevés, propriété ou quasi propriété de la collectivité.

Ce patrimoine nécessite une écriture comptable retraçant une image fidèle, complète et sincère. La bonne tenue de l'inventaire participe également à la sincérité de l'équilibre budgétaire.

Les acquisitions de l'année sont retracées dans une annexe du compte financier unique.

L'inventaire comptable correspond à l'enregistrement des immobilisations que la collectivité a dans ses comptes ; l'inventaire physique est le dénombrement réel des immobilisations détenues par la collectivité à un instant donné.
L'inventaire comptable et l'inventaire physique doivent correspondre. Pour ce faire, il est indispensable que toute réforme ou vente d'immobilisation soit retranscrite dans la comptabilité.

Pour la Communauté de l'Auxerrois, il appartient à chaque direction qui réforme ou vend un bien de réaliser les formalités adéquates : avis éventuel des domaines, délibération, … puis de transmettre ces pièces à la direction des finances qui identifiera le bien et procédera au traitement comptable pour assurer sa sortie de l'inventaire.
Il appartient aux directions, en collaboration avec la direction des finances de prévoir en amont des ventes et des réformes les crédits budgétaires nécessaires à l'enregistrement de ces mouvements dans la comptabilité de la collectivité.

ANNEXES

- Liste des sigles utilisés

- Listes des politiques publiques utilisées par la Communauté de l'Auxerrois

- Durée d'amortissement pratiquées

Annexe RBF - Liste des sigles utilisés :

AE = Autorisation d'Engagement

AP = Autorisation de Programme

BP = Budget Primitif

BS = Budget Supplémentaire

CA = Compte administratif

CFU = Compte Financier Unique

CG = Compte de gestion

CGCT = Code Général des Collectivités Territoriales

CP = Crédit de paiement

DGFIP = Direction Générale des Finances Publiques

DM = Décision Modificative

DOB = Débat d'Orientations Budgétaires

FONNV = Opération de fonctionnement - non votée

Ex = code opération FONNV22002 = fonctionnement non votée créée en 2022 Zone d'activités

INVNV = Opération d'investissement - non votée

Ex = code opération INVNV22018 = fonctionnement non votée créée en 2022 Aire de covoiturage

INVVT = Opération d'investissement – votée

Ex = code opération INVVT22… = investissement votée créée en 2022 …

INVAP = Opération d'investissement – votée liée à une Autorisation de Programme

Ex = code opération INVAP22001 investissement liée à une AP créée en 2022 Boucle locale optique

OPCT = Opération pour compte de tiers

PJ = Pièce justificative

RBF = Règlement Budgétaire et Financier

ROB = Rapport sur les Orientations Budgétaires

Listes des politiques publiques utilisées par la Communauté de l'Auxerrois

Politique publique	Libellé
ADM	ADMINISTRATION GENERALE
ADS	ADMINISTRATION DROIT DES SOLS
AMEN	AMENAGEMENT TERRITORIAL
ATME	ATELIER MECANIQUE
COEL	COMMUNICATION ASSEMBLEE
CS	COHESION SOCIALE
CULT	CULTURE
DECH	DECHETS MENAGERS & ASSIMILES
DECO	DECHETS COLLECTE
DPO	DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES
EAU	EAU POTABLE
ECLA	ECLAIRAGE PUBLIC
ECO	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ENSU	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
EPLU	EAUX PLUVIALES
ESPV	ESPACES VERTS
EUSE	EAUX USEES
GVOY	GENS DU VOYAGE
HACV	HABITAT ET CADRE DE VIE
MILI	MILIEUX NATURELS
MOBI	MOBILITE
MONU	MONUMENTS REMARQUABLE
PCT	PLAN CLIMAT TERRITORIAL
PORT	INSTALLATIONS PORTUAIRES
PROP	PROPRETE
PVIL	POLITIQUE DE LA VILLE
SANT	SANTE
SPOR	SPORT
TOUR	TOURISME
TU	TRANSPORTS URBAINS
VOIR	VOIRIES

Durée d'amortissement pratiquées

DEPARTEMENT
DE
L'YONNE

communauté
de l'auxerrois

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N° 2019-118
Objet : Amortissement des immobilisations – Modification de durées

SEANCE DU 10 OCTOBRE 2019

Le conseil de la Communauté de l'auxerrois, convoqué le 03 octobre 2019, s'est réuni le 10 octobre 2019 à 10 h 00 à la salle Vaulabelle à Auxerre, sous la présidence de Guy FEREZ.

Nombre de membres
en exercice : 64
présents : 45
votants : 58 dont 13 pouvoirs

Etaient présents : Guy FEREZ, Alain STAUB, Maryse DUVILLIE, Nicolas BRIOLLAND, Sylvette DETREZ, Denis ROYCOURT, Joëlle RICHET, Pascal HENRIAT, Nadine DROEGHMANS, Jacques HOJLO, Martine BURLET, Guy PARIS, Najia AHIL, Maud NAVARRE, Jean-Paul SOURY, Philippe AUSSAVY, Yves BIRON, Jean-Luc EMERY, Annie KRYWDYK, Elodie ROY, Virginie DELORME, Jean-Pierre BOSQUET, Elisabeth GERARD-BILLEBAULT, Béatrice CLOUZEAU, Stéphane ANTUNES, Gérard DELILLE, Jacques CHANARD, Anna CONTANT, Guy BOURRAT, Daniel GIRARD, Josette ALFARO, Christian CHATON, Aurélie BERGER, Jean-Luc BRETAGNE, Patrick CROS, Christophe LAVERDANT, Robert BIDEAU, Chantal BEAUFILS, Denis CUMONT, Michel POUILLOT, Christian BRUNEAUD, Bernard RIANT, Christophe BONNEFOND, Pascal BARBERET, Michel BOUBOULEIX.

Pouvoirs : Jean-Philippe BAILLY à Elodie ROY, Didier MICHEL à Nadine DROEGHMANS, Sarah DEGLIAME –PELHATE à Jean-Paul SOURY, Isabelle POIFOL-FERREIRA à Guy FEREZ, Maryvonne RAPHAT à Najia AHIL, Rita DAUBISSE à Guy PARIS, Didier SERRA à Maud NAVARRE, Guillaume LARRIVE à Christophe BONNEFOND, Patrick BARBOTIN à Jean-Luc BRETAGNE, Arminda GUIBLAIN à Virginie DELORME, Christian MOREL à Robert BIDEAU, Rachel LEBLOND à Pascal BARBERET, Michel FOUINAT à Michel POUILLOT.

Absents non représentés : Mourad YOUBI, Patrick TUPHE, Malika OUNES, Frédéric PETIT, Bénédicte NASTORG-LARROUTURE, Lionel MION.

Secrétaire de séance : Maud NAVARRE.

Les instructions budgétaires et comptables M14, M43 et M49 ont introduit dans la gestion des collectivités la procédure de l'amortissement des immobilisations et la tenue de l'inventaire, qui visent à améliorer la connaissance du patrimoine des collectivités et à permettre son renouvellement.

L'amortissement constate la dépréciation irréversible d'une immobilisation dans l'actif de la Communauté avec la mise en place de crédits budgétaires en vue du renouvellement du bien.

Dans une logique d'harmonisation des méthodes comptables d'élaborer des plans d'amortissements communs à la Communauté de l'Auxerrois et la ville d'Auxerre. Il ressort le besoin d'actualiser les durées d'amortissement de certains biens.

Les biens sont classés par catégorie et amortis sur la durée de vie théorique de leur catégorie, pour leur coût historique (c'est-à-dire la valeur d'acquisition non actualisée). La liste des biens amortissables ainsi que leur durée d'amortissement, fixée selon les préconisations réglementaires et la durée de vie réelle constatée par compte, est présentée en annexe.

Par ailleurs, le calcul des amortissements est effectué en mode linéaire sans « prorata temporis » à compter de l'exercice suivant l'acquisition pour l'instruction M14. Pour les instructions M43 et M49, le calcul des amortissements est effectué en mode linéaire au « prorata temporis » à compter de la mise en service du bien.

Il convient de préciser :

- les immobilisations de faible valeur (inférieur à 1 000 € HT) sont amorties intégralement sur une année,
- les biens dits « de faibles valeur » totalement amortis et acquis depuis plus de 5 ans sont sortis de l'inventaire,
- les subventions d'investissement perçues sont amorties au même rythme que le bien pour lequel elles ont été accordées.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d'approuver ces dispositions qui prendront effet au 1er janvier 2020 et s'appliqueront aux immobilisations comptabilisées à compter de cette date, sans rétroactivité. Ainsi, les plans d'amortissement en cours au 31 décembre 2019 iront jusqu'à leur terme.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour	: 58
- voix contre	: 0
- abstention	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 6

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme,

Le Président,

DEPARTEMENT DE L'YONNE COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

Guy FEREZ

Affiché le : 17 OCT. 2019

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 31/10/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 31/10/2019

Annexe : Durée d'amortissement des immobilisations

		Nomenclatures comptable						
		M14	M4	M49			M43	Durée
Article	Biens ou catégories de biens amortis	BP	Déchets – RI	Eau	Assainissement	SPANC	Transport	amortissement
Immobilisations incorporelles								
202	Documents d'urbanisme	X						10
2031	Frais d'études, de recherche et de développement (non suivi de travaux)	X	X	X	X	X	X	5
2033	Frais d'insertion (non suivi de travaux)	X	X	X	X	X	X	5
204	Subventions versées – biens mobiliers, matériels ou études	X						5
204	Subventions versées – bâtiments et installations	X						30
204	Subventions versées – projets d'infrastructures d'intérêt national	X						40
2051	Concession et droits similaires (dont logiciel)	X	X	X	X	X	X	5
2088	Autres immobilisations incorporelles	X	X	X	X	X	X	5
Immobilisations corporelles								
2121	Plantations	X						15
2128	Autres aménagements et agencement de terrains	X						30
2131	Constructions bâtiments		X	X	X	X	X	30
2131	Constructions bâtiments durables	X						50
21318	Autres bâtiments publics (exemple : bâtiments légers et abris)	X						15
2132	Immeubles de rapport (productifs de revenus qui n'est pas à l'usage du public)	X						25
2135	Installation générale, agencements, aménagement des constructions (ex : installations électriques et téléphoniques ; installation et appareil de chauffage)	X	X	X	X	X	X	15
2138	Autres constructions						X	20
2152	Installations de voirie (exemple : piste cyclable)	X						10
2153	Matériel spécifique						X	15
21531	Réseaux d'adduction d'eau			X				40
21532	Réseaux d'assainissement				X			50
2154	Matériel industriel		X	X	X	X	X	15
2155	Outillage industriel		X	X	X	X	X	5
2156	Matériel spécifique d'exploitation (exemple : compteur)		X	X	X	X		15
21568	Matériel et outillage d'incendie	X						15
2157	Aménagement du matériel et outillage industriel		X	X	X	X	X	15
21571	Matériel roulant de voirie	X						10
21578	Autre matériel et outillage de voirie	X						10
2158	Autres installations matériel et outillages techniques (équipements de garage et atelier)	X						10
2181	Agencements et aménagements divers	X	X	X	X	X	X	15
2182	Matériel de transport - Véhicules légers	X	X	X	X	X	X	10
2182	Matériel de transport – Camions et véhicules industriels	X	X	X	X	X	X	10
2182	Matériel de transport – Deux roues	X	X	X	X	X	X	5
2183	Matériels informatiques	X	X	X	X	X	X	5
2184	Mobiliers	X	X	X	X	X	X	10
2188	Autres immobilisations corporelles (petits matériels de bureau, électrique, électronique)	X	X	X	X	X	X	5
2188	Autres immobilisations corporelles (outillage)	X	X	X	X	X	X	10

Précisions :

- les biens mis à disposition et comptabilisés dans l'actif avec un "7" en 3ème position, seront amortit dans la même catégorie de famille telle que décrite ci-dessus, hors reprise des biens en cours d'amortissement

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20006711400013

POSTE COMPTABLE : Centre des finances publiques d'Auxerre

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 9
B3.2 - Liste des établissements publics créés 10
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 11
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 12
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 13
D - Bilan synthétique 14
E - Compte de résultat synthétique 15
F - Taux des contributions et produits afférents en N 17

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 18

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 19
A1.2 - Recettes d'investissement 20
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 21
A2.2 - Recettes de fonctionnement 22

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 23
B2 - Recettes d'investissement 27
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 31
D1 - Dépenses de fonctionnement 55
D2 - Recettes de fonctionnement 61

III - Etats financiers

A - Bilan 65
B - Compte de résultat 69
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 72
D - Balance des comptes 73

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 104
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 106
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 108

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 113
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 114
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 118
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 120
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 121
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 123
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 124
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 125
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 126
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 127
B3 - Etat des provisions 132
B4 - Etat des charges transférées 134
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 135
B6 - Prêts 139
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 140
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 141
B7.3 - Etat des emprunts garantis 142
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 155
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 156
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 157
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 158
B7.8 - Autres engagements donnés 159

B7.9 - Autres engagements reçus 160
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 161
B9 - Etat du personnel 164
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 169
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 170
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 171

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 172
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 173
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 174
C2.1 - Situation des AP 177
C2.2 - Situation des AE 178

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 179
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 186

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 193
D2 - Gestion des fonds européens 194
D3 - Actions de formation des élus 195
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 196
D5 - Identification des flux croisés 197
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 198
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 199
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 201
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 202
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 203
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 204
E - État des Contrôles du Compte Financier 205

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 206

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71465

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	464.25

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	586.80
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	663.51
3	Dépenses d'équipement brut / population	146.07
4	Encours de dette / population (2)(3)	57.05
5	DGF / population	95.37
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	45.81
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	88.92
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	11.56
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	11.08
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	8.60
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	74.38

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	19 471 671,47	45 839 063,73	65 310 735,20
	Recettes réalisées (1)	B	6 211 745,19	47 600 395,70	53 812 140,89
	Restes à réaliser	C	3 723 632,53	0,00	3 723 632,53
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	20 463 240,85	55 837 568,14	76 300 808,99
	Dépenses réalisées (1)	E	10 917 309,82	43 708 717,55	54 626 027,37
	Restes à réaliser	F	4 448 798,94	0,00	4 448 798,94
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-4 705 564,63	3 891 678,15	-813 886,48
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	991 569,38	9 998 504,41	10 990 073,79
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-3 713 995,25	13 890 182,56	10 176 187,31
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-725 166,41	0,00	-725 166,41
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-4 439 161,66	13 890 182,56	9 451 020,90

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	279 631,65	0,00	-4 705 564,63	711 937,73	-3 713 995,25
Fonctionnement	12 022 519,11	2 003 887,11	3 891 678,15	-20 127,59	13 890 182,56
TOTAL I	**12 302 150,76**	**2 003 887,11**	**-813 886,48**	**691 810,14**	**10 176 187,31**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60006-PARC D ACTIVITES A APPOIGNY	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-200 000,00	0,00	494 800,26	0,00	294 800,26
Fonctionnement	694 800,26	0,00	-694 800,26	0,00	0,00
Sous-Total	494 800,26	0,00	-200 000,00	0,00	294 800,26
60007-PRESTATION SERVICE CA AUXERROI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	665,88	0,00	87,60	0,00	753,48
Sous-Total	665,88	0,00	87,60	0,00	753,48
60009-ECOPOLE ZAE VENOY CA AUXERROIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-1 820 889,92	0,00	2 127 409,34	0,00	306 519,42
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	-1 820 889,92	0,00	2 127 409,34	0,00	306 519,42
60010-DECHETS CA AUXERROIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	955 657,30	0,00	-1 755 420,32	0,00	-799 763,02
Fonctionnement	3 053 448,26	0,00	538 925,43	0,00	3 592 373,69
Sous-Total	4 009 105,56	0,00	-1 216 494,89	0,00	2 792 610,67
60011-PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-306 262,93	0,00	-473 924,97	0,00	-780 187,90

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	-306 262,93	0,00	-473 924,97	0,00	-780 187,90
60012-AUXR AERO PARC CA AUXERROIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-11 905,00	0,00	-10 430,00	0,00	-22 335,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	-11 905,00	0,00	-10 430,00	0,00	-22 335,00
TOTAL II	**2 365 513,85**	**0,00**	**226 647,08**	**0,00**	**2 592 160,93**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60001-ASST CA AUXERROIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-383 690,80	0,00	-648 852,49	0,00	-1 032 543,29
Fonctionnement	3 673 244,49	1 305 230,83	-206 960,90	0,00	2 161 052,76
Sous-Total	3 289 553,69	1 305 230,83	-855 813,39	0,00	1 128 509,47
60002-SPANC CA AUXERROIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	28 054,03	0,00	-6 275,75	0,00	21 778,28
Sous-Total	28 054,03	0,00	-6 275,75	0,00	21 778,28
60004-EAU POTABLE CA AUXERROIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-1 072 046,39	0,00	1 354 984,32	0,00	282 937,93
Fonctionnement	6 951 478,65	2 600 931,81	976 985,86	0,00	5 327 532,70
Sous-Total	5 879 432,26	2 600 931,81	2 331 970,18	0,00	5 610 470,63
60005-MOBILITE DURABLE CA AUXERROIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-887 943,33	0,00	938 159,65	0,00	50 216,32
Fonctionnement	113 830,23	113 830,23	-50 216,32	0,00	-50 216,32
Sous-Total	-774 113,10	113 830,23	887 943,33	0,00	0,00
60008-ZAC MACHERINS A MONETEAU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	711 937,73	0,00	0,00	-711 937,73	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B2**

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
Fonctionnement	-20 127,59	0,00	0,00	20 127,59	0,00
Sous-Total	691 810,14	0,00	0,00	-691 810,14	0,00
TOTAL III	**9 114 737,02**	**4 019 992,87**	**2 357 824,37**	**-691 810,14**	**6 760 758,38**
TOTAL I + II + III	**23 782 401,63**	**6 023 879,98**	**1 770 584,97**	**0,00**	**19 529 106,62**

DISSOLUTION ZAC MACHERINS AU 31/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**4 448 798,94**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**417 506,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**		**68 284,97**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**1 216 934,91**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**1 471 546,44**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**403 323,61**
26	**Participations et créances rattachées**		**803 900,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**67 303,01**
4541102	TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS		57 542,32
45411102	TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS IRANCY		9 760,69
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	**3 723 632,53**
018	**RSA**		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**		**3 609 867,78**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**113 764,75**
4541201	TRAVAUX D'OFFICES POUR COMPTE DE TIERS		113 764,75
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**		**0,00**
73	**Impôts et taxes**		**0,00**
731	**Fiscalité locale**		**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**		**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**		**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
76	**Produits financiers**		**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	9 624,89
Autres immobilisations incorporelles	1 674,39
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	5 112,47
Constructions	8 204,60
Réseaux et installations de voirie	532,98
Réseaux divers	231,09
Installations techniques, agencements et matériel	64,59
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	3 925,35
Immobilisations corporelles en cours	**8 022,12**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**10 242,56**
Immobilisations financières (nettes)	**8 325,14**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**55 960,19**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	4 441,35
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	20 553,70
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**24 995,05**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**80 955,24**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	19 953,07
Neutralisations et régularisations	-1 681,57
Réserves	27 459,86
Report à nouveau	9 998,50
Résultat de l'exercice	3 891,68
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	2 490,48
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**62 112,03**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	4 151,95
Dettes financières et autres emprunts	7,03
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**4 158,98**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 871,37
Autres dettes non financières	10 763,36
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**12 634,72**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**16 793,70**
Comptes de régularisation (III)	2 049,51
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**80 955,24**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	6 899,37	7 028,76
Participations	604,68	452,16
Compensations, autres attributions et autres participations	3 125,08	3 282,86
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	19 702,75	17 697,21
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	2 507,76	1 773,94
Produits des cessions d'actifs	0,14	352,82
Autres produits de gestion	643,98	84,72
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,33
Reprises du financement rattaché à un actif	182,87	165,79
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	33,62
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**33 666,64**	**30 872,21**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	4 880,02	4 611,95
Charges de personnel	18 871,86	15 693,60
Indemnités des élus (et membres du CESR)	265,03	268,19
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	518,04	404,98
Impôts et taxes	349,98	303,91
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1 772,65	1 665,35
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	384,62
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,14	1,82

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**26 657,72**	**23 334,40**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	2 800,31	3 244,03
Autres charges	303,02	757,58
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**3 103,34**	**4 001,62**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**3 905,58**	**3 536,19**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**13,90**	**23,82**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-13,90**	**-23,82**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**3 891,68**	**3 512,38**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N | F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	619 282,99	270 289,45	43,65	68 284,97
204	Subventions d'équipement versées (6)	2 245 290,41	645 766,45	28,76	1 216 934,91
21	Immobilisations corporelles	6 077 659,77	3 690 219,91	60,72	1 471 546,44
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 038 006,67	1 810 958,18	44,85	403 323,61
	Total des opérations d'équipement (2)	5 167 000,00	4 011 667,68	77,64	0,00
Total des dépenses d'équipement		**18 147 239,84**	**10 428 901,67**	**57,47**	**3 160 089,93**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	417 506,00	0,00	0,00	417 506,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	234 000,00	227 927,68	97,40	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	855 314,00	50 705,00	5,93	803 900,00
27	Autres immobilisations financières	50 000,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 556 820,00**	**278 632,68**	**17,90**	**1 221 406,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	270 303,01	9 760,69	3,61	67 303,01
Total des dépenses réelles d'investissement		**19 974 362,85**	**10 717 295,04**	**53,66**	**4 448 798,94**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*183 378,00*	*182 869,00*	*99,72*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*305 500,00*	*17 145,78*	*5,61*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**488 878,00**	**200 014,78**	**40,91**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**20 463 240,85**	**10 917 309,82**	**53,35**	**4 448 798,94**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**20 463 240,85**	**10 917 309,82**		**4 448 798,94**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	5 419 605,23	1 742 146,34	32,15	3 609 867,78
16	Emprunts et dettes assimilées	4 000,00	3 339,00	83,48	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	14 000,00	13 776,00	98,40	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 403 887,11	2 662 545,75	110,76	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	475 311,26	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	300 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	190 000,00	0,00	0,00	113 764,75
Total des recettes réelles d'investissement		**8 806 803,60**	**4 421 807,09**	**50,21**	**3 723 632,53**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*8 586 321,16*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 773 046,71*	*1 772 792,32*	*99,99*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*305 500,00*	*17 145,78*	*5,61*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**10 664 867,87**	**1 789 938,10**	**16,78**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**19 471 671,47**	**6 211 745,19**	**31,90**	**3 723 632,53**
001 Solde d'exécution positif reporté		**991 569,38**			
Total des recettes de la section d'investissement		**20 463 240,85**	**6 211 745,19**		**3 723 632,53**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	6 649 858,85	4 107 937,64	838 944,96	4 946 882,60	74,39	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	19 980 000,00	19 202 970,27	6 005,94	19 208 976,21	96,14	0,00
014	Atténuations de produits	13 896 403,00	13 879 756,27	0,00	13 879 756,27	99,88	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	4 798 201,42	3 468 299,27	391 710,95	3 860 010,22	80,45	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**45 324 463,27**	**40 658 963,45**	**1 236 661,85**	**41 895 625,30**	**92,43**	**0,00**
66	Charges financières	14 000,00	11 115,66	2 784,27	13 899,93	99,29	0,00
67	Charges spécifiques	139 737,00	0,00	26 400,00	26 400,00	18,89	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**45 478 200,27**	**40 670 079,11**	**1 265 846,12**	**41 935 925,23**	**92,21**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*8 586 321,16*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 773 046,71*	*1 772 792,32*	*0,00*	*1 772 792,32*	*99,99*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**10 359 367,87**	**1 772 792,32**	**0,00**	**1 772 792,32**	**17,11**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**55 837 568,14**	**42 442 871,43**	**1 265 846,12**	**43 708 717,55**	**78,28**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**55 837 568,14**	**42 442 871,43**	**1 265 846,12**	**43 708 717,55**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	54 000,00	52 578,50	1 422,84	54 001,34	100,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 456 460,00	2 388 229,46	119 534,38	2 507 763,84	102,09	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	16 298 901,00	17 057 102,00	0,00	17 057 102,00	104,65	0,00
731	Fiscalité locale	16 318 058,00	16 525 399,76	0,00	16 525 399,76	101,27	0,00
74	Dotations et participations	10 427 466,73	10 171 275,26	457 856,42	10 629 131,68	101,93	0,00
75	Autres produits de gestion courante	100 800,00	504 406,55	135 513,98	639 920,53	634,84	0,00
Total des recettes de gestion des services		**45 655 685,73**	**46 698 991,53**	**714 327,62**	**47 413 319,15**	**103,85**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	4 207,55	0,00	4 207,55	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**45 655 685,73**	**46 703 199,08**	**714 327,62**	**47 417 526,70**	**103,86**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*183 378,00*	*182 869,00*	*0,00*	*182 869,00*	*99,72*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**183 378,00**	**182 869,00**	**0,00**	**182 869,00**	**99,72**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**45 839 063,73**	**46 886 068,08**	**714 327,62**	**47 600 395,70**	**103,84**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**9 998 504,41**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**55 837 568,14**	**46 886 068,08**	**714 327,62**	**47 600 395,70**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	41 618,10	0,00	41 618,10	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	1 728,00	0,00	1 728,00	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	226 943,35	0,00	226 943,35	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	637 582,99	270 289,45	0,00	270 289,45	367 293,54
2041412	Bâtiments et installations	0,00	504 532,00	0,00	504 532,00	0,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	108 000,00	0,00	108 000,00	0,00
20422	Bâtiments et installations	0,00	33 234,45	0,00	33 234,45	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	2 245 290,41	645 766,45	0,00	645 766,45	1 599 523,96
2111	Terrains nus	0,00	1 227 628,75	0,00	1 227 628,75	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	7 950,00	0,00	7 950,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	62 742,67	0,00	62 742,67	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	2 993,16	0,00	2 993,16	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	221 399,32	0,00	221 399,32	0,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	67 537,50	0,00	67 537,50	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	0,00	945,60	0,00	945,60	0,00
21728	Autres agencements et aménagements	0,00	1 075 611,57	0,00	1 075 611,57	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	387 878,89	0,00	387 878,89	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	213 645,18	1 324,80	212 320,38	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	61 156,50	0,00	61 156,50	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	9 514,98	0,00	9 514,98	0,00
2188	Autres	0,00	352 540,59	0,00	352 540,59	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	6 077 659,77	3 691 544,71	1 324,80	3 690 219,91	2 387 439,86
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2313	Constructions	0,00	440 060,01	0,00	440 060,01	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	1 370 898,17	0,00	1 370 898,17	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 019 706,67	1 810 958,18	0,00	1 810 958,18	2 208 748,49
2022204	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	0,00	273 813,24	0,00	273 813,24	0,00
total opération n° 2204	Opération d'équipement n° 2204	290 000,00	273 813,24	0,00	273 813,24	16 186,76
2022205	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	0,00	3 024,00	0,00	3 024,00	0,00
total opération n° 2205	Opération d'équipement n° 2205	200 000,00	3 024,00	0,00	3 024,00	196 976,00
204222207	Bâtiments et installations	0,00	44 299,75	0,00	44 299,75	0,00
total opération n° 2207	Opération d'équipement n° 2207	100 000,00	44 299,75	0,00	44 299,75	55 700,25
20411323040	Projets d'infrastructures d'intérêt national	0,00	2 765 000,00	0,00	2 765 000,00	0,00
total opération n° 23040	Opération d'équipement n° 23040	2 765 000,00	2 765 000,00	0,00	2 765 000,00	0,00
204141123042	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	3 386,74	0,00	3 386,74	0,00
204141223042	Bâtiments et installations	0,00	149 434,85	0,00	149 434,85	0,00
total opération n° 23042	Opération d'équipement n° 23042	250 000,00	152 821,59	0,00	152 821,59	97 178,41
21522335	Installations de voirie	0,00	28 334,00	0,00	28 334,00	0,00
218282335	Autres matériels de transport	0,00	258 936,00	0,00	258 936,00	0,00
total opération n° 2335	Opération d'équipement n° 2335	362 000,00	287 270,00	0,00	287 270,00	74 730,00
203124059	Frais d'études	0,00	16 216,51	0,00	16 216,51	0,00
231524059	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	469 222,59	0,00	469 222,59	0,00
total opération n° 24059	Opération d'équipement n° 24059	600 000,00	485 439,10	0,00	485 439,10	114 560,90
total opération n° 25088	Opération d'équipement n° 25088	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
total opération n° 25089	Opération d'équipement n° 25089	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
Total des dépenses d'équipement		**18 147 239,84**	**10 430 226,47**	**1 324,80**	**10 428 901,67**	**7 718 338,17**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement	417 506,00	0,00	0,00	0,00	417 506,00
1641	Emprunts en euros	0,00	227 066,68	0,00	227 066,68	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	861,00	0,00	861,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	234 000,00	227 927,68	0,00	227 927,68	6 072,32
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	50 705,00	0,00	50 705,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	855 314,00	50 705,00	0,00	50 705,00	804 609,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Total des dépenses financières		**1 556 820,00**	**278 632,68**	**0,00**	**278 632,68**	**1 278 187,32**
4541102	Opération pour compte tiers n° 4541102	105 542,32	9 760,69	0,00	9 760,69	95 781,63
4541104	Opération pour compte tiers n° 4541104	70 239,31	0,00	0,00	0,00	70 239,31
45411102	Opération pour compte tiers n° 45411102	9 760,69	0,00	0,00	0,00	9 760,69
458101	Opération pour compte tiers n° 458101	9 760,69	0,00	0,00	0,00	9 760,69
458125087	Opération pour compte tiers n° 458125087	75 000,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	270 303,01	9 760,69	0,00	9 760,69	260 542,32
Total des dépenses réelles d'investissement		**19 974 362,85**	**10 718 619,84**	**1 324,80**	**10 717 295,04**	**9 257 067,81**
13911	*État et établissements nationaux*	*0,00*	*28 436,00*	*0,00*	*28 436,00*	*0,00*
13912	*Régions*	*0,00*	*16 009,00*	*0,00*	*16 009,00*	*0,00*
13913	*Départements*	*0,00*	*26 723,00*	*0,00*	*26 723,00*	*0,00*
139146	*Attributions de compensation d'investissement*	*0,00*	*98 935,00*	*0,00*	*98 935,00*	*0,00*
139148	*Autres communes*	*0,00*	*1 744,00*	*0,00*	*1 744,00*	*0,00*
139361	*Dotation d'équipement des territoires ruraux*	*0,00*	*11 022,00*	*0,00*	*11 022,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*183 378,00*	*182 869,00*	*0,00*	*182 869,00*	*509,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*17 145,78*	*0,00*	*17 145,78*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*305 500,00*	*17 145,78*	*0,00*	*17 145,78*	*288 354,22*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***488 878,00***	***200 014,78***	***0,00***	***200 014,78***	***288 863,22***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**20 463 240,85**	**10 918 634,62**	**1 324,80**	**10 917 309,82**	**9 545 931,03**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**20 463 240,85**	**10 918 634,62**	**1 324,80**	**10 917 309,82**	**9 545 931,03**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Départements	0,00	51 120,00	0,00	51 120,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	1 305 910,96	0,00	1 305 910,96	0,00
13148	Autres communes	0,00	47 155,44	0,00	47 155,44	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	189 400,00	0,00	189 400,00	0,00
13272	FEDER	0,00	63 323,80	0,00	63 323,80	0,00
13361	Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00	85 236,14	0,00	85 236,14	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	5 419 605,23	1 742 146,34	0,00	1 742 146,34	3 677 458,89
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	3 339,00	0,00	3 339,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	4 000,00	3 339,00	0,00	3 339,00	661,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	13 776,00	0,00	13 776,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	14 000,00	13 776,00	0,00	13 776,00	224,00
10222	F.C.T.V.A.	0,00	658 658,64	0,00	658 658,64	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	2 003 887,11	0,00	2 003 887,11	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	2 403 887,11	2 662 545,75	0,00	2 662 545,75	-258 658,64
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	475 311,26	0,00	0,00	0,00	475 311,26
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	299 856,50	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
4541201	Opération pour compte tiers n° 4541201	110 000,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
4541203	Opération pour compte tiers n° 4541203	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
458225087	Opération pour compte tiers n° 458225087	75 000,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	190 000,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**8 806 660,10**	**4 421 807,09**	**0,00**	**4 421 807,09**	**4 384 853,01**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*8 586 321,16*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*143,50*	*0,00*	*143,50*	*0,00*
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*	*0,00*	*56 912,00*	*0,00*	*56 912,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*14 584,00*	*0,00*	*14 584,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*3 986,00*	*0,00*	*3 986,00*	*0,00*
2804113	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*2 985,00*	*0,00*	*2 985,00*	*0,00*
2804123	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*2 014,00*	*0,00*	*2 014,00*	*0,00*
2804131	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*3 000,00*	*0,00*	*3 000,00*	*0,00*
2804132	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*18 707,00*	*0,00*	*18 707,00*	*0,00*
2804133	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*6 803,00*	*0,00*	*6 803,00*	*0,00*
28041411	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*14 328,00*	*0,00*	*14 328,00*	*0,00*
28041412	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*146 254,00*	*0,00*	*146 254,00*	*0,00*
28041512	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*55 042,00*	*0,00*	*55 042,00*	*0,00*
28041583	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*2 755,00*	*0,00*	*2 755,00*	*0,00*
2804182	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*76 409,00*	*0,00*	*76 409,00*	*0,00*
280421	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*9 080,00*	*0,00*	*9 080,00*	*0,00*
280422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*171 335,00*	*0,00*	*171 335,00*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*220 362,57*	*0,00*	*220 362,57*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*5 309,00*	*0,00*	*5 309,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*1 076,00*	*0,00*	*1 076,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*697,00*	*0,00*	*697,00*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*91 647,00*	*0,00*	*91 647,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*56 053,35*	*0,00*	*56 053,35*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*100 275,22*	*0,00*	*100 275,22*	*0,00*
28145	*Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements*	*0,00*	*2 230,00*	*0,00*	*2 230,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*38 689,00*	*0,00*	*38 689,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*6 199,00*	*0,00*	*6 199,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*	*0,00*	*80,00*	*0,00*	*80,00*	*0,00*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*10 734,65*	*0,00*	*10 734,65*	*0,00*
2817568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*	*0,00*	*105,00*	*0,00*	*105,00*	*0,00*
281788	*Autres*	*0,00*	*705,00*	*0,00*	*705,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*0,00*	*198,00*	*0,00*	*198,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*247 430,54*	*0,00*	*247 430,54*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*205 247,94*	*0,00*	*205 247,94*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*33 991,75*	*0,00*	*33 991,75*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*5 152,44*	*0,00*	*5 152,44*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*162 271,36*	*0,00*	*162 271,36*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 773 190,21*	*1 772 792,32*	*0,00*	*1 772 792,32*	*397,89*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*17 145,78*	*0,00*	*17 145,78*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*305 500,00*	*17 145,78*	*0,00*	*17 145,78*	*288 354,22*
Total des recettes d'ordre en investissement		***10 665 011,37***	***1 789 938,10***	***0,00***	***1 789 938,10***	***8 875 073,27***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'investissement de l'exercice		19 471 671,47	6 211 745,19	0,00	6 211 745,19	13 259 926,28
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		991 569,38	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		20 463 240,85	6 211 745,19	0,00	6 211 745,19	14 251 495,66

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2011(1)
LIBELLE : TIERS LIEU

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 995 082,59**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**995 082,59**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	995 082,59

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-995 082,59

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2204(1)
LIBELLE : PLU INTERCOMMUNAL

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**290 000,00**	**A 273 813,24**	**94,42**	**0,00**	**B 582 065,56**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**290 000,00**	**273 813,24**	**94,42**	**0,00**	**582 065,56**
202	Frais réalisation documents urbanisme	290 000,00	273 813,24		0,00	582 065,56
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -273 813,24	D - B -582 065,56

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2205(1)
LIBELLE : PSMV - PLAN DE SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**200 000,00**	**A 3 024,00**	**1,51**	**0,00**	**B 37 128,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**200 000,00**	**3 024,00**	**1,51**	**0,00**	**37 128,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	200 000,00	3 024,00		0,00	37 128,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	**Libellé**	**Prévisions (a)**	**Réalisations Titres émis (b)**	**Taux de réalisation (b/a)**	**Restes à réaliser au 31/12 (3)**	**Cumul des réalisations (4)**
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 104 400,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**104 400,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	104 400,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	**Pour l'exercice**	**En cumulé**
Recettes – Dépenses	**C - A -3 024,00**	**D - B 67 272,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2207(1)
LIBELLE : SUBVENTIONS OPAH-RU

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**100 000,00**	**A 44 299,75**	**44,30**	**0,00**	**B 109 331,80**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**100 000,00**	**44 299,75**	**44,30**	**0,00**	**109 331,80**
20422	Privé : Bâtiments, installations	100 000,00	44 299,75		0,00	109 331,80
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -44 299,75	D - B -109 331,80

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2220(1)
LIBELLE : ANRU BATIMENT STE GENEVIEVE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 73 036,78**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 045,00**
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	25 045,00
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 800,00**
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00		0,00	4 800,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 191,78**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	43 191,78

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	**Libellé**	**Prévisions (a)**	**Réalisations Titres émis (b)**	**Taux de réalisation (b/a)**	**Restes à réaliser au 31/12 (3)**	**Cumul des réalisations (4)**
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 3 008,40**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 008,40**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	3 008,40
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	**Pour l'exercice**	**En cumulé**
Recettes – Dépenses	**C - A 0,00**	**D - B -70 028,38**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23040(1)
LIBELLE : CONTOURNEMENT SUD AUXERRE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**2 765 000,00**	**A 2 765 000,00**	**100,00**	**0,00**	**B 2 765 000,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**2 765 000,00**	**2 765 000,00**	**100,00**	**0,00**	**2 765 000,00**
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	2 765 000,00	2 765 000,00		0,00	2 765 000,00
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -2 765 000,00	D - B -2 765 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23041(1)
LIBELLE : ANRU ROSOIRS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 10 735,32**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 735,32**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	10 735,32

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	**Libellé**	**Prévisions (a)**	**Réalisations Titres émis (b)**	**Taux de réalisation (b/a)**	**Restes à réaliser au 31/12 (3)**	**Cumul des réalisations (4)**
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 499,10**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**499,10**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	499,10
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	**Pour l'exercice**	**En cumulé**
Recettes – Dépenses	**C - A 0,00**	**D - B -10 236,22**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23042(1)
LIBELLE : FONDS DE SOUTIEN AUX COMMUNES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**250 000,00**	**A 152 821,59**	**61,13**	**0,00**	**B 404 728,06**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**250 000,00**	**152 821,59**	**61,13**	**0,00**	**404 728,06**
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	17 416,91	3 386,74		0,00	38 519,24
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	232 583,09	149 434,85		0,00	366 208,82
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -152 821,59	D - B -404 728,06

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2335(1)
LIBELLE : ACQUISITION VELOS LIBRE SERVICE STATIONS RECHARGE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**362 000,00**	**A 287 270,00**	**79,36**	**0,00**	**B 1 377 890,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00		0,00	3 500,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**362 000,00**	**287 270,00**	**79,36**	**0,00**	**1 374 390,00**
2152	Installations de voirie	103 000,00	28 334,00		0,00	369 140,40
21828	Autres matériels de transport	259 000,00	258 936,00		0,00	1 005 249,60
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	**Libellé**	**Prévisions (a)**	**Réalisations Titres émis (b)**	**Taux de réalisation (b/a)**	**Restes à réaliser au 31/12 (3)**	**Cumul des réalisations (4)**
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 343 500,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**343 500,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00		0,00	102 240,00
13361	Dotation équip.territoires ruraux transf	0,00	0,00		0,00	241 260,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	**Pour l'exercice**	**En cumulé**
Recettes – Dépenses	**C - A -287 270,00**	**D - B -1 034 390,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 24059(1)
LIBELLE : SCHEMA CYCLABLE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**600 000,00**	**A 485 439,10**	**80,91**	**0,00**	**B 485 439,10**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**18 300,00**	**16 216,51**	**88,61**	**0,00**	**16 216,51**
2031	Frais d'études	18 300,00	16 216,51		0,00	16 216,51
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**581 700,00**	**469 222,59**	**80,66**	**0,00**	**469 222,59**
2315	Install., matériel et outill. technique	581 700,00	469 222,59		0,00	469 222,59

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 832 964,70**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**832 964,70**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	832 964,70
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -485 439,10**	**D - B 347 525,60**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 25088(1)
LIBELLE : FOND DE RENOVATION DU BATI

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**300 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	300 000,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 25089(1)
LIBELLE : FRB ENTREPRISES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**300 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	300 000,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60611	Eau et assainissement	0,00	177 731,25	34 128,43	143 602,82	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	500 890,56	120 853,52	380 037,04	0,00
60623	Alimentation	0,00	4 689,97	0,00	4 689,97	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	22 017,28	0,00	22 017,28	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	10 612,84	0,00	10 612,84	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	8 628,38	202,83	8 425,55	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	48 901,42	0,00	48 901,42	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	13 633,20	0,00	13 633,20	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	39 784,13	177,20	39 606,93	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	41 887,78	0,00	41 887,78	0,00
60662	Vaccins et sérums	0,00	1,76	0,00	1,76	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	1 038,40	0,00	1 038,40	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	1 913 541,29	219 197,55	1 694 343,74	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	15 686,20	0,00	15 686,20	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	758,98	0,00	758,98	0,00
61358	Autres	0,00	30 722,72	45,86	30 676,86	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	52 037,56	0,00	52 037,56	0,00
61521	Terrains	0,00	4 470,32	4 470,32	0,00	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	106 607,20	5 291,15	101 316,05	0,00
615232	Réseaux	0,00	225 733,58	57 147,20	168 586,38	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	58 709,97	0,00	58 709,97	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	29 541,52	9 260,78	20 280,74	0,00
6156	Maintenance	0,00	346 818,47	18 035,09	328 783,38	0,00
6161	Multirisques	0,00	4 840,89	0,00	4 840,89	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6162	Assurance obligatoire dommage-construction	0,00	95 263,63	0,00	95 263,63	0,00
6168	Autres	0,00	47 733,37	0,00	47 733,37	0,00
617	Études et recherches	0,00	111 456,20	57 908,00	53 548,20	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	18 141,13	0,00	18 141,13	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	90 936,12	17 934,85	73 001,27	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	710,00	0,00	710,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	26 590,48	3 782,40	22 808,08	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	183 910,49	2 604,00	181 306,49	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	14 818,67	14 818,67	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	4 717,76	0,00	4 717,76	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	19 099,57	6 291,25	12 808,32	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	604,62	0,00	604,62	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	3 488,40	0,00	3 488,40	0,00
6234	Réceptions	0,00	58 857,71	273,50	58 584,21	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	124 472,70	13 908,40	110 564,30	0,00
6238	Divers	0,00	21 550,05	1 455,10	20 094,95	0,00
6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	0,00	6 482,26	496,26	5 986,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	411,36	0,00	411,36	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	34 947,00	718,40	34 228,60	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	170 001,51	2 808,62	167 192,89	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	219 881,20	47 836,05	172 045,15	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	2 377,51	320,00	2 057,51	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	109 399,88	2 800,00	106 599,88	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	23 304,25	0,00	23 304,25	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	180 924,92	0,00	180 924,92	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6284	Redevance pour services rendus	0,00	7 633,81	0,00	7 633,81	0,00
62873	Au CCAS/CIAS	0,00	3 886,86	0,00	3 886,86	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	167 133,86	10 455,13	156 678,73	0,00
62878	A des tiers	0,00	105 543,80	0,00	105 543,80	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	62 102,00	0,00	62 102,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	84,48	0,00	84,48	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	7 316,40	0,00	7 316,40	0,00
6358	Autres droits	0,00	3 787,66	0,00	3 787,66	0,00
6378	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	13 247,83	0,00	13 247,83	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	6 649 858,85	5 600 103,16	653 220,56	4 946 882,60	1 702 976,25
6218	Autre personnel extérieur	0,00	19 877,63	201,71	19 675,92	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	89 715,04	0,00	89 715,04	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	56 074,96	0,00	56 074,96	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	121 641,42	3 989,51	117 651,91	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	8 299 839,68	0,00	8 299 839,68	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	83 525,09	0,00	83 525,09	0,00
64113	NBI	0,00	52 628,96	0,00	52 628,96	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	1 993 480,46	0,00	1 993 480,46	0,00
64131	Rémunérations	0,00	2 166 080,70	0,00	2 166 080,70	0,00
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	11 314,21	0,00	11 314,21	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	14 363,38	0,00	14 363,38	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	672 708,45	0,00	672 708,45	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	1 390,58	0,00	1 390,58	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	31 209,73	0,00	31 209,73	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	2 113 566,46	0,00	2 113 566,46	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	3 076 940,27	0,00	3 076 940,27	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	113 553,12	0,00	113 553,12	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	65 296,52	9 064,13	56 232,39	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	0,00	72 824,20	0,00	72 824,20	0,00
64731	Versées directement	0,00	9 163,57	0,00	9 163,57	0,00
6474	Versements aux oeuvres sociales	0,00	106 071,00	0,00	106 071,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	62 729,02	11 762,89	50 966,13	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	19 980 000,00	19 233 994,45	25 018,24	19 208 976,21	771 023,79
7391111	Dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des jeunes agriculteurs	0,00	279,00	0,00	279,00	0,00
7391118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes	0,00	18 442,89	0,00	18 442,89	0,00
739211	Attribution de compensation	0,00	8 320 628,64	0,00	8 320 628,64	0,00
739215	Reversements conventionnels de fiscalité	0,00	47 775,20	0,00	47 775,20	0,00
739221	FNGIR	0,00	4 670 103,00	0,00	4 670 103,00	0,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	259 751,00	0,00	259 751,00	0,00
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	0,00	562 776,54	0,00	562 776,54	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	13 896 403,00	13 879 756,27	0,00	13 879 756,27	16 646,73
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	3 134,90	0,00	3 134,90	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	192 843,08	0,00	192 843,08	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	65,60	0,00	65,60	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	18 939,21	0,00	18 939,21	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	0,00	53 182,25	0,00	53 182,25	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
65315	Formation	0,00	100,00	100,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	303 023,06	0,00	303 023,06	0,00
6561	Organismes de regroupement	0,00	562 276,00	0,00	562 276,00	0,00
657341	Communes membres du GFP	0,00	37 272,67	4 891,00	32 381,67	0,00
65736221	non dotés de la personnalité morale	0,00	804 993,01	0,00	804 993,01	0,00
657364	Caisse des écoles	0,00	38 200,00	9 000,00	29 200,00	0,00
657381	Autres établissements publics locaux	0,00	507 707,50	80 912,50	426 795,00	0,00
65742	Entreprises	0,00	183 260,86	7 819,18	175 441,68	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	892 018,13	125 926,60	766 091,53	0,00
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	0,00	51 502,66	0,00	51 502,66	0,00
65818	Autres	0,00	464 861,16	26 739,60	438 121,56	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	225,00	0,00	225,00	0,00
65888	Autres	0,00	1 794,01	0,00	1 794,01	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	4 798 201,42	4 115 399,10	255 388,88	3 860 010,22	938 191,20
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**45 324 463,27**	**42 829 252,98**	**933 627,68**	**41 895 625,30**	**3 428 837,97**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	13 899,93	0,00	13 899,93	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	2 784,27	2 784,27	0,00	0,00
total chapitre 66	Charges financières	14 000,00	16 684,20	2 784,27	13 899,93	100,07
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	26 400,00	0,00	26 400,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	139 737,00	26 400,00	0,00	26 400,00	113 337,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**45 478 200,27**	**42 872 337,18**	**936 411,95**	**41 935 925,23**	**3 542 275,04**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*8 586 321,16*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*	*0,00*	*143,50*	*0,00*	*143,50*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*1 772 648,82*	*0,00*	*1 772 648,82*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 773 190,21*	*1 772 792,32*	*0,00*	*1 772 792,32*	*397,89*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***10 359 511,37***	***1 772 792,32***	***0,00***	***1 772 792,32***	***8 586 719,05***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**55 837 711,64**	**44 645 129,50**	**936 411,95**	**43 708 717,55**	**12 128 994,09**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**55 837 711,64**	**44 645 129,50**	**936 411,95**	**43 708 717,55**	**12 128 994,09**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	40 002,89	0,00	40 002,89	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance.	0,00	13 998,45	0,00	13 998,45	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	54 000,00	54 001,34	0,00	54 001,34	-1,34
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7022	Coupes de bois	0,00	1 306,00	0,00	1 306,00	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	537,56	0,00	537,56	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	1 813,03	0,00	1 813,03	0,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	0,00	237 694,74	972,50	236 722,24	0,00
70631	A caractère sportif	0,00	420 622,98	95,00	420 527,98	0,00
70632	A caractère de loisirs	0,00	10 181,22	1 291,94	8 889,28	0,00
706888	Autres	0,00	295 564,28	115 168,33	180 395,95	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	4 970,86	0,00	4 970,86	0,00
70841	à la collectivité de rattachement	0,00	944 139,18	0,00	944 139,18	0,00
70845	aux communes membres du GFP	0,00	182 891,16	0,00	182 891,16	0,00
70846	au GFP de rattachement	0,00	164 500,35	0,00	164 500,35	0,00
70848	aux autres organismes	0,00	69 024,81	0,00	69 024,81	0,00
708721	non dotés de la personnalité morale	0,00	172 455,77	0,00	172 455,77	0,00
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	52 283,49	0,00	52 283,49	0,00
70875	par les communes membres du GFP	0,00	72 202,03	25 956,00	46 246,03	0,00
70876	par le GFP de rattachement	0,00	11 298,89	0,00	11 298,89	0,00
70878	par des tiers	0,00	8 024,65	0,00	8 024,65	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages...)	0,00	1 736,61	0,00	1 736,61	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	2 456 460,00	2 651 247,61	143 483,77	2 507 763,84	-51 303,84
73211	Attribution de compensation	0,00	711,00	0,00	711,00	0,00
732221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	715 955,00	0,00	715 955,00	0,00
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences principales	0,00	11 332 283,00	0,00	11 332 283,00	0,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	4 965 818,00	0,00	4 965 818,00	0,00
7358	Autres	0,00	42 335,00	0,00	42 335,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	16 298 901,00	17 057 102,00	0,00	17 057 102,00	-758 201,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	12 952 746,00	0,00	12 952 746,00	0,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	0,00	1 376 906,00	0,00	1 376 906,00	0,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	0,00	815 220,00	0,00	815 220,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	317 653,00	0,00	317 653,00	0,00
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations	0,00	490 205,00	0,00	490 205,00	0,00
731721	Taxe de séjour	0,00	572 669,76	0,00	572 669,76	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	16 318 058,00	16 525 399,76	0,00	16 525 399,76	-207 341,76
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	0,00	1 748 684,00	0,00	1 748 684,00	0,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	0,00	5 066 669,00	0,00	5 066 669,00	0,00
744	FCTVA	0,00	67 072,85	0,00	67 072,85	0,00
74611	DGD	0,00	16 946,00	0,00	16 946,00	0,00
74718	Autres	0,00	520 822,83	111 600,60	409 222,23	0,00
7472	Régions	0,00	40 845,27	31 259,58	9 585,69	0,00
7473	Départements	0,00	45 979,09	0,00	45 979,09	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
74773	FEADER	0,00	30 736,22	15 741,65	14 994,57	0,00
747888	Autres	0,00	161 584,11	36 681,86	124 902,25	0,00
748312	D.C.R.T.P.	0,00	1 472 660,00	0,00	1 472 660,00	0,00
74832	État - Compensation au titre de la Contribution Économique Territoriale (CVAE et CFE)	0,00	1 603 159,00	0,00	1 603 159,00	0,00
74834	État - compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation	0,00	49 257,00	0,00	49 257,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	10 427 466,73	10 824 415,37	195 283,69	10 629 131,68	-201 664,95
752	Revenus des immeubles	0,00	58 564,13	0,00	58 564,13	0,00
75888	Autres	0,00	790 318,59	208 962,19	581 356,40	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	100 800,00	848 882,72	208 962,19	639 920,53	-539 120,53
Total des recettes de gestion des services		**45 655 685,73**	**47 961 048,80**	**547 729,65**	**47 413 319,15**	**-1 757 633,42**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	4 064,05	0,00	4 064,05	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	143,50	0,00	143,50	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	143,50	4 207,55	0,00	4 207,55	-4 064,05
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**45 655 829,23**	**47 965 256,35**	**547 729,65**	**47 417 526,70**	**-1 761 697,47**
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*182 869,00*	*0,00*	*182 869,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*183 378,00*	*182 869,00*	*0,00*	*182 869,00*	*509,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***183 378,00***	***182 869,00***	***0,00***	***182 869,00***	***509,00***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		45 839 207,23	48 148 125,35	547 729,65	47 600 395,70	-1 761 188,47
002 Résultat de fonctionnement reporté		9 998 504,41	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section de fonctionnement		55 837 711,64	48 148 125,35	547 729,65	47 600 395,70	8 237 315,94

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		13 824 618,70	4 199 730,43	9 624 888,27	6 525 712,48
Autres immobilisations incorporelles		2 775 905,95	1 101 517,03	1 674 388,92	1 406 890,29
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		5 145 423,52	32 952,68	5 112 470,84	2 740 652,89
Constructions		11 647 504,69	3 442 907,29	8 204 597,40	8 202 611,38
Réseaux et installations de voirie		631 786,03	98 801,68	532 984,35	543 339,35
Réseaux divers		376 876,36	145 788,78	231 087,58	237 286,58
Installations techniques, agencements et matériel		332 943,02	268 348,51	64 594,51	6 244,16
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		9 113 044,85	5 187 694,95	3 925 349,90	3 297 053,99
Immobilisations corporelles en cours		8 022 120,74	0,00	8 022 120,74	5 755 715,97
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		10 242 564,15	0,00	10 242 564,15	10 898 750,45
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		8 325 141,92	0,00	8 325 141,92	8 274 436,92
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**70 437 929,93**	**14 477 741,35**	**55 960 188,58**	**47 888 694,46**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		2 603 791,88	0,00	2 603 791,88	1 655 730,67
Créances sur les redevables et comptes rattachés		276 413,27	2 864,00	273 549,27	183 558,33
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		131 845,54	0,00	131 845,54	122 084,85
Créances sur budgets annexes		1 267 903,53	0,00	1 267 903,53	3 942 832,09
Créances sur les autres débiteurs		164 257,72	0,00	164 257,72	230 449,23

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**4 444 211,94**	**2 864,00**	**4 441 347,94**	**6 134 655,17**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		20 553 704,36	0,00	20 553 704,36	19 378 091,97
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**20 553 704,36**	**0,00**	**20 553 704,36**	**19 378 091,97**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**95 435 846,23**	**14 480 605,35**	**80 955 240,88**	**73 401 441,60**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		3 116 944,23	3 116 944,23
Fonds globalisés		6 254 701,26	5 596 042,62
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		7 465 365,06	6 158 811,52
Rattachées à un actif non amortissable		3 116 060,73	2 863 336,93
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-1 681 565,77	-1 767 009,27
RÉSERVES		27 459 862,18	25 451 025,07
REPORT A NOUVEAU		9 998 504,41	8 510 143,72
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		3 891 678,15	3 512 375,39
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		2 490 476,58	4 218 476,58
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**62 112 026,83**	**57 660 146,79**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		4 151 950,87	2 651 017,55
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		7 028,00	4 550,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**4 158 978,87**	**2 655 567,55**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 871 367,15	787 056,15
Dettes fiscales et sociales		1 190,79	49 826,69
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		10 682 914,33	10 491 462,37
Autres dettes non financières		79 251,70	1 629 028,29
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**12 634 723,97**	**12 957 373,50**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	2 128,40
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**2 128,40**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**16 793 702,84**	**15 615 069,45**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		2 049 511,21	126 225,36
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**80 955 240,88**	**73 401 441,60**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		6 899 371,85	7 028 758,18	-129 386,33
Participations		604 683,83	452 164,96	152 518,87
Compensations, autres attributions et autres participations		3 125 076,00	3 282 857,00	-157 781,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		19 702 745,49	17 697 214,13	2 005 531,36
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		2 507 763,84	1 773 939,13	733 824,71
Produits des cessions d'actifs		143,50	352 815,48	-352 671,98
Autres produits de gestion		643 984,58	84 720,32	559 264,26
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	334,00	-334,00
Reprises du financement rattaché à un actif		182 869,00	165 786,00	17 083,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	33 619,81	-33 619,81
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**33 666 638,09**	**30 872 209,01**	**2 794 429,08**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		4 880 020,15	4 611 945,69	268 074,46
Charges de personnel		18 871 857,04	15 693 596,94	3 178 260,10
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*13 286 538,35*	*11 227 853,93*	*2 058 684,42*
Dont charges sociales		*5 585 318,69*	*4 465 743,01*	*1 119 575,68*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		265 030,14	268 186,50	-3 156,36
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		518 043,23	404 976,38	113 066,85
Impôts et taxes		349 980,28	303 905,07	46 075,21
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		1 772 648,82	1 665 354,89	107 293,93
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	384 619,81	-384 619,81

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		143,50	1 815,48	-1 671,98
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**26 657 723,16**	**23 334 400,76**	**3 323 322,40**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		2 800 313,79	3 244 032,91	-443 719,12
Dont ménages		*3 134,90*	*2 539,10*	*595,80*
Dont personnes morales de droit privé		*941 533,21*	*1 381 835,22*	*-440 302,01*
Dont collectivités territoriales		*32 381,67*	*143 685,54*	*-111 303,87*
Dont autres organismes publics		*1 823 264,01*	*1 715 973,05*	*107 290,96*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		303 023,06	757 584,38	-454 561,32
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**3 103 336,85**	**4 001 617,29**	**-898 280,44**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**3 905 578,08**	**3 536 190,96**	**369 387,12**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		13 899,93	23 815,57	-9 915,64
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**13 899,93**	**23 815,57**	**-9 915,64**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-13 899,93**	**-23 815,57**	**9 915,64**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		3 891 678,15	3 512 375,39	379 302,76

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations	0,00	3 116 944,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 116 944,23	0,00	3 116 944,23
10222	F.C.T.V.A.	0,00	5 596 042,62	0,00	0,00	0,00	658 658,64	0,00	6 254 701,26	0,00	6 254 701,26
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**5 596 042,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**658 658,64**	**0,00**	**6 254 701,26**	**0,00**	**6 254 701,26**
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire	0,00	4 218 476,58	1 728 000,00	0,00	0,00	0,00	1 728 000,00	4 218 476,58	0,00	2 490 476,58
	Sous Total compte 102	**0,00**	**12 931 463,43**	**1 728 000,00**	**0,00**	**0,00**	**658 658,64**	**1 728 000,00**	**13 590 122,07**	**0,00**	**11 862 122,07**
1064	Réserve DMTO	0,00	0,00	85 300,00	85 300,00	0,00	0,00	85 300,00	85 300,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	25 451 025,07	4 950,00	9 900,00	0,00	2 003 887,11	4 950,00	27 464 812,18	0,00	27 459 862,18
	Sous Total compte 106	**0,00**	**25 451 025,07**	**90 250,00**	**95 200,00**	**0,00**	**2 003 887,11**	**90 250,00**	**27 550 112,18**	**0,00**	**27 459 862,18**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**38 382 488,50**	**1 818 250,00**	**95 200,00**	**0,00**	**2 662 545,75**	**1 818 250,00**	**41 140 234,25**	**0,00**	**39 321 984,25**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	8 510 143,72	2 044 142,29	3 532 502,98	0,00	0,00	2 044 142,29	12 042 646,70	0,00	9 998 504,41
	Sous Total compte 11	**0,00**	**8 510 143,72**	**2 044 142,29**	**3 532 502,98**	**0,00**	**0,00**	**2 044 142,29**	**12 042 646,70**	**0,00**	**9 998 504,41**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	3 512 375,39	3 512 375,39	0,00	0,00	0,00	3 512 375,39	3 512 375,39	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**3 512 375,39**	**3 512 375,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 512 375,39**	**3 512 375,39**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	962 395,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	962 395,09	0,00	962 395,09
1312	Régions	0,00	921 066,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	921 066,29	0,00	921 066,29
1313	Départements	0,00	239 600,00	0,00	0,00	0,00	51 120,00	0,00	290 720,00	0,00	290 720,00
13146	Attributions de compensation d'investiss	0,00	4 351 901,82	0,00	0,00	0,00	1 305 910,96	0,00	5 657 812,78	0,00	5 657 812,78
13148	Autres communes	0,00	8 721,46	0,00	0,00	0,00	47 155,44	0,00	55 876,90	0,00	55 876,90
	Sous Total compte 1314	**0,00**	**4 360 623,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 353 066,40**	**0,00**	**5 713 689,68**	**0,00**	**5 713 689,68**
13172	FEDER	0,00	159 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 000,00	0,00	159 000,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1317	**0,00**	**159 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**159 000,00**	**0,00**	**159 000,00**
1318	Autres	0,00	23 333,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 333,00	0,00	23 333,00
	Sous Total compte 131	**0,00**	**6 666 017,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 404 186,40**	**0,00**	**8 070 204,06**	**0,00**	**8 070 204,06**
1321	État et établissements nationaux	0,00	1 229 089,80	0,00	0,00	0,00	189 400,00	0,00	1 418 489,80	0,00	1 418 489,80
1322	Régions	0,00	360 906,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360 906,24	0,00	360 906,24
1323	Départements	0,00	708 013,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	708 013,00	0,00	708 013,00
13241	Communes membres du GFP	0,00	10 335,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 335,66	0,00	10 335,66
	Sous Total compte 1324	**0,00**	**10 335,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 335,66**	**0,00**	**10 335,66**
13272	FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 323,80	0,00	63 323,80	0,00	63 323,80
	Sous Total compte 1327	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**63 323,80**	**0,00**	**63 323,80**	**0,00**	**63 323,80**
1328	Autres	0,00	322 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	322 800,00	0,00	322 800,00
	Sous Total compte 132	**0,00**	**2 631 144,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**252 723,80**	**0,00**	**2 883 868,50**	**0,00**	**2 883 868,50**
13361	Dotation d'équipement des territoires ru	0,00	385 364,86	0,00	0,00	0,00	85 236,14	0,00	470 601,00	0,00	470 601,00
	Sous Total compte 1336	**0,00**	**385 364,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 236,14**	**0,00**	**470 601,00**	**0,00**	**470 601,00**
	Sous Total compte 133	**0,00**	**385 364,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 236,14**	**0,00**	**470 601,00**	**0,00**	**470 601,00**
13461	Dotation d'équipement des territoires ru	0,00	232 192,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	232 192,23	0,00	232 192,23
	Sous Total compte 1346	**0,00**	**232 192,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**232 192,23**	**0,00**	**232 192,23**
	Sous Total compte 134	**0,00**	**232 192,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**232 192,23**	**0,00**	**232 192,23**
13911	État et établissements nationaux	338 901,00	0,00	0,00	0,00	28 436,00	0,00	367 337,00	0,00	367 337,00	0,00
13912	Régions	219 086,00	0,00	0,00	0,00	16 009,00	0,00	235 095,00	0,00	235 095,00	0,00
13913	Départements	134 970,00	0,00	0,00	0,00	26 723,00	0,00	161 693,00	0,00	161 693,00	0,00
139146	Attributions de compensation d'investiss	197 870,00	0,00	0,00	0,00	98 935,00	0,00	296 805,00	0,00	296 805,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
139148	Autres communes	1 744,00	0,00	0,00	0,00	1 744,00	0,00	3 488,00	0,00	3 488,00	0,00
	Sous Total compte 13914	**199 614,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 679,00**	**0,00**	**300 293,00**	**0,00**	**300 293,00**	**0,00**
	Sous Total compte 1391	**892 571,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**171 847,00**	**0,00**	**1 064 418,00**	**0,00**	**1 064 418,00**	**0,00**
139361	Dotation d'équipement des territoires ru	0,00	0,00	0,00	0,00	11 022,00	0,00	11 022,00	0,00	11 022,00	0,00
	Sous Total compte 13936	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 022,00**	**0,00**	**11 022,00**	**0,00**	**11 022,00**	**0,00**
	Sous Total compte 1393	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 022,00**	**0,00**	**11 022,00**	**0,00**	**11 022,00**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**892 571,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**182 869,00**	**0,00**	**1 075 440,00**	**0,00**	**1 075 440,00**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**892 571,00**	**9 914 719,45**	**0,00**	**0,00**	**182 869,00**	**1 742 146,34**	**1 075 440,00**	**11 656 865,79**	**0,00**	**10 581 425,79**
1641	Emprunts en euros	0,00	2 648 233,28	0,00	1 728 000,00	227 066,68	0,00	227 066,68	4 376 233,28	0,00	4 149 166,60
	Sous Total compte 164	**0,00**	**2 648 233,28**	**0,00**	**1 728 000,00**	**227 066,68**	**0,00**	**227 066,68**	**4 376 233,28**	**0,00**	**4 149 166,60**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	4 550,00	0,00	0,00	861,00	3 339,00	861,00	7 889,00	0,00	7 028,00
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des	0,00	2 784,27	2 784,27	2 784,27	0,00	0,00	2 784,27	5 568,54	0,00	2 784,27
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**2 784,27**	**2 784,27**	**2 784,27**	**0,00**	**0,00**	**2 784,27**	**5 568,54**	**0,00**	**2 784,27**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**2 784,27**	**2 784,27**	**2 784,27**	**0,00**	**0,00**	**2 784,27**	**5 568,54**	**0,00**	**2 784,27**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**2 655 567,55**	**2 784,27**	**1 730 784,27**	**227 927,68**	**3 339,00**	**230 711,95**	**4 389 690,82**	**0,00**	**4 158 978,87**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	10 898 750,45	0,00	656 186,30	1 312 372,60	0,00	0,00	11 554 936,75	1 312 372,60	10 242 564,15	0,00
	Sous Total compte 18	**10 898 750,45**	**0,00**	**656 186,30**	**1 312 372,60**	**0,00**	**0,00**	**11 554 936,75**	**1 312 372,60**	**10 242 564,15**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	712 050,54	0,00	0,00	85 300,00	0,00	143,50	712 050,54	85 443,50	626 607,04	0,00
193	Autres neutralisations et régularisation	1 054 958,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 054 958,73	0,00	1 054 958,73	0,00
	Sous Total compte 19	**1 767 009,27**	**0,00**	**0,00**	**85 300,00**	**0,00**	**143,50**	**1 767 009,27**	**85 443,50**	**1 681 565,77**	**0,00**
	Total classe 1	**13 558 330,72**	**62 975 294,61**	**8 033 738,25**	**6 756 159,85**	**410 796,68**	**4 408 174,59**	**22 002 865,65**	**74 139 629,05**	**12 999 569,92**	**65 136 333,32**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	699 685,49	0,00	0,00	0,00	276 837,24	0,00	976 522,73	0,00	976 522,73	0,00
2031	Frais d'études	207 979,74	0,00	0,00	0,00	57 834,61	0,00	265 814,35	0,00	265 814,35	0,00
2033	Frais d'insertion	34 189,20	0,00	0,00	0,00	1 728,00	0,00	35 917,20	0,00	35 917,20	0,00
	Sous Total compte 203	**242 168,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 562,61**	**0,00**	**301 731,55**	**0,00**	**301 731,55**	**0,00**
204113	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	179 100,00	0,00	0,00	0,00	2 765 000,00	0,00	2 944 100,00	0,00	2 944 100,00	0,00
	Sous Total compte 20411	**179 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 765 000,00**	**0,00**	**2 944 100,00**	**0,00**	**2 944 100,00**	**0,00**
204123	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	81 151,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 151,58	0,00	81 151,58	0,00
	Sous Total compte 20412	**81 151,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**81 151,58**	**0,00**	**81 151,58**	**0,00**
204131	Biens mobiliers, matériel et études	30 964,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 964,44	0,00	30 964,44	0,00
204132	Bâtiments et installations	561 220,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	561 220,02	0,00	561 220,02	0,00
204133	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	194 904,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 904,00	0,00	194 904,00	0,00
	Sous Total compte 20413	**787 088,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**787 088,46**	**0,00**	**787 088,46**	**0,00**
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	96 660,50	0,00	0,00	0,00	3 386,74	0,00	100 047,24	0,00	100 047,24	0,00
2041412	Bâtiments et installations	3 751 601,25	0,00	0,00	0,00	653 966,85	0,00	4 405 568,10	0,00	4 405 568,10	0,00
	Sous Total compte 204141	**3 848 261,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**657 353,59**	**0,00**	**4 505 615,34**	**0,00**	**4 505 615,34**	**0,00**
	Sous Total compte 20414	**3 848 261,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**657 353,59**	**0,00**	**4 505 615,34**	**0,00**	**4 505 615,34**	**0,00**
2041512	Bâtiments et installations	982 752,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	982 752,73	0,00	982 752,73	0,00
	Sous Total compte 204151	**982 752,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**982 752,73**	**0,00**	**982 752,73**	**0,00**
2041583	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	50 861,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 861,48	0,00	50 861,48	0,00
	Sous Total compte 204158	**50 861,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 861,48**	**0,00**	**50 861,48**	**0,00**
	Sous Total compte 20415	**1 033 614,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 033 614,21**	**0,00**	**1 033 614,21**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
204182	Bâtiments et installations	1 205 988,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 205 988,51	0,00	1 205 988,51	0,00
	Sous Total compte 20418	**1 205 988,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 205 988,51**	**0,00**	**1 205 988,51**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**7 135 204,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 422 353,59**	**0,00**	**10 557 558,10**	**0,00**	**10 557 558,10**	**0,00**
20421	Biens mobiliers, matériel et études	216 000,00	0,00	0,00	0,00	108 000,00	0,00	324 000,00	0,00	324 000,00	0,00
20422	Bâtiments et installations	2 865 526,40	0,00	0,00	0,00	77 534,20	0,00	2 943 060,60	0,00	2 943 060,60	0,00
	Sous Total compte 2042	**3 081 526,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**185 534,20**	**0,00**	**3 267 060,60**	**0,00**	**3 267 060,60**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**10 216 730,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 607 887,79**	**0,00**	**13 824 618,70**	**0,00**	**13 824 618,70**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	1 270 708,32	0,00	0,00	0,00	226 943,35	0,00	1 497 651,67	0,00	1 497 651,67	0,00
	Sous Total compte 205	**1 270 708,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**226 943,35**	**0,00**	**1 497 651,67**	**0,00**	**1 497 651,67**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**12 429 293,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 171 230,99**	**0,00**	**16 600 524,65**	**0,00**	**16 600 524,65**	**0,00**
2111	Terrains nus	713 149,42	0,00	0,00	0,00	1 227 628,75	0,00	1 940 778,17	0,00	1 940 778,17	0,00
2115	Terrains bâtis	1 963 163,38	0,00	0,00	0,00	7 950,00	0,00	1 971 113,38	0,00	1 971 113,38	0,00
2118	Autres terrains	29 093,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 093,79	0,00	29 093,79	0,00
	Sous Total compte 211	**2 705 406,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 235 578,75**	**0,00**	**3 940 985,34**	**0,00**	**3 940 985,34**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	17 579,50	0,00	0,00	0,00	62 742,67	0,00	80 322,17	0,00	80 322,17	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	44 234,48	0,00	1 276,80	0,00	2 993,16	0,00	48 504,44	0,00	48 504,44	0,00
	Sous Total compte 212	**61 813,98**	**0,00**	**1 276,80**	**0,00**	**65 735,83**	**0,00**	**128 826,61**	**0,00**	**128 826,61**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	2 050 718,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 050 718,76	0,00	2 050 718,76	0,00
	Sous Total compte 2131	**2 050 718,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 050 718,76**	**0,00**	**2 050 718,76**	**0,00**
21321	Immeubles de rapport	4 582 397,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 582 397,96	0,00	4 582 397,96	0,00
	Sous Total compte 2132	**4 582 397,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 582 397,96**	**0,00**	**4 582 397,96**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	1 145 037,19	0,00	31 489,27	0,00	221 399,32	0,00	1 397 925,78	0,00	1 397 925,78	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2135	**1 145 037,19**	**0,00**	**31 489,27**	**0,00**	**221 399,32**	**0,00**	**1 397 925,78**	**0,00**	**1 397 925,78**	**0,00**
2138	Autres constructions	3 574 230,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 574 230,36	0,00	3 574 230,36	0,00
	Sous Total compte 213	**11 352 384,27**	**0,00**	**31 489,27**	**0,00**	**221 399,32**	**0,00**	**11 605 272,86**	**0,00**	**11 605 272,86**	**0,00**
2145	Constructions sur sol d'autrui - Install	42 231,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 231,83	0,00	42 231,83	0,00
	Sous Total compte 214	**42 231,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 231,83**	**0,00**	**42 231,83**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	197 818,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 818,54	0,00	197 818,54	0,00
2152	Installations de voirie	405 633,49	0,00	0,00	0,00	28 334,00	0,00	433 967,49	0,00	433 967,49	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	15 947,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 947,20	0,00	15 947,20	0,00
21533	Réseaux câblés	305 800,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	305 800,06	0,00	305 800,06	0,00
21538	Autres réseaux	55 129,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 129,10	0,00	55 129,10	0,00
	Sous Total compte 2153	**376 876,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**376 876,36**	**0,00**	**376 876,36**	**0,00**
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	7 973,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 973,97	0,00	7 973,97	0,00
	Sous Total compte 2156	**7 973,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 973,97**	**0,00**	**7 973,97**	**0,00**
215731	Matériel roulant	142 051,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 051,86	0,00	142 051,86	0,00
	Sous Total compte 21573	**142 051,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**142 051,86**	**0,00**	**142 051,86**	**0,00**
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	1 732,50	0,00	0,00	0,00	1 732,50	0,00	1 732,50	0,00
	Sous Total compte 2157	**142 051,86**	**0,00**	**1 732,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**143 784,36**	**0,00**	**143 784,36**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	113 647,19	0,00	0,00	0,00	67 537,50	0,00	181 184,69	0,00	181 184,69	0,00
	Sous Total compte 215	**1 244 001,41**	**0,00**	**1 732,50**	**0,00**	**95 871,50**	**0,00**	**1 341 605,41**	**0,00**	**1 341 605,41**	**0,00**
21621	Biens sous-jacents	16 737,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 737,84	0,00	16 737,84	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	7 882,80	0,00	0,00	0,00	945,60	0,00	8 828,40	0,00	8 828,40	0,00
	Sous Total compte 2162	**24 620,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**945,60**	**0,00**	**25 566,24**	**0,00**	**25 566,24**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 216	**24 620,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**945,60**	**0,00**	**25 566,24**	**0,00**	**25 566,24**	**0,00**
21728	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	1 075 611,57	0,00	1 075 611,57	0,00	1 075 611,57	0,00
	Sous Total compte 2172	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 075 611,57**	**0,00**	**1 075 611,57**	**0,00**	**1 075 611,57**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 075 611,57**	**0,00**	**1 075 611,57**	**0,00**	**1 075 611,57**	**0,00**
2181	Installations générales, agencements et	2 984,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 984,33	0,00	2 984,33	0,00
21828	Autres matériels de transport	3 781 110,80	0,00	0,00	0,00	646 814,89	0,00	4 427 925,69	0,00	4 427 925,69	0,00
	Sous Total compte 2182	**3 781 110,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**646 814,89**	**0,00**	**4 427 925,69**	**0,00**	**4 427 925,69**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	1 517 842,75	0,00	0,00	1 140,98	213 645,18	1 324,80	1 731 487,93	2 465,78	1 729 022,15	0,00
	Sous Total compte 2183	**1 517 842,75**	**0,00**	**0,00**	**1 140,98**	**213 645,18**	**1 324,80**	**1 731 487,93**	**2 465,78**	**1 729 022,15**	**0,00**
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	432 937,94	0,00	0,00	0,00	61 156,50	0,00	494 094,44	0,00	494 094,44	0,00
	Sous Total compte 2184	**432 937,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 156,50**	**0,00**	**494 094,44**	**0,00**	**494 094,44**	**0,00**
2185	Matériel de téléphonie	35 427,66	0,00	0,00	0,00	9 514,98	0,00	44 942,64	0,00	44 942,64	0,00
2188	Autres	2 035 968,77	0,00	0,00	0,00	352 540,59	0,00	2 388 509,36	0,00	2 388 509,36	0,00
	Sous Total compte 218	**7 806 272,25**	**0,00**	**0,00**	**1 140,98**	**1 283 672,14**	**1 324,80**	**9 089 944,39**	**2 465,78**	**9 087 478,61**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**23 236 730,97**	**0,00**	**34 498,57**	**1 140,98**	**3 978 814,71**	**1 324,80**	**27 250 044,25**	**2 465,78**	**27 247 578,47**	**0,00**
2313	Constructions	2 396 994,90	0,00	0,00	0,00	457 205,79	13 776,00	2 854 200,69	13 776,00	2 840 424,69	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	3 341 575,29	0,00	0,00	0,00	1 840 120,76	0,00	5 181 696,05	0,00	5 181 696,05	0,00
	Sous Total compte 231	**5 738 570,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 297 326,55**	**13 776,00**	**8 035 896,74**	**13 776,00**	**8 022 120,74**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	17 145,78	0,00	0,00	0,00	0,00	17 145,78	17 145,78	17 145,78	0,00	0,00
	Sous Total compte 23	**5 755 715,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 297 326,55**	**30 921,78**	**8 053 042,52**	**30 921,78**	**8 022 120,74**	**0,00**
261	Titres de participation	910 760,92	0,00	0,00	0,00	50 705,00	0,00	961 465,92	0,00	961 465,92	0,00
266	Autres formes de participation	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 26	**920 760,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 705,00**	**0,00**	**971 465,92**	**0,00**	**971 465,92**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	536,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	536,00	0,00	536,00	0,00
276351	GFP de rattachement	3 878 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 878 000,00	0,00	3 878 000,00	0,00
	Sous Total compte 27635	**3 878 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 878 000,00**	**0,00**	**3 878 000,00**	**0,00**
27638	Autres établissements publics	3 475 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 475 140,00	0,00	3 475 140,00	0,00
	Sous Total compte 2763	**7 353 140,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 353 140,00**	**0,00**	**7 353 140,00**	**0,00**
	Sous Total compte 276	**7 353 140,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 353 140,00**	**0,00**	**7 353 140,00**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**7 353 676,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 353 676,00**	**0,00**	**7 353 676,00**	**0,00**
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	0,00	148 813,00	0,00	0,00	0,00	56 912,00	0,00	205 725,00	0,00	205 725,00
28031	Frais d'études	0,00	32 530,00	0,00	0,00	0,00	14 584,00	0,00	47 114,00	0,00	47 114,00
28033	Frais d'insertion	0,00	12 498,00	0,00	0,00	0,00	3 986,00	0,00	16 484,00	0,00	16 484,00
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**45 028,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 570,00**	**0,00**	**63 598,00**	**0,00**	**63 598,00**
2804113	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	118 420,00	0,00	0,00	0,00	2 985,00	0,00	121 405,00	0,00	121 405,00
	Sous Total compte 280411	**0,00**	**118 420,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 985,00**	**0,00**	**121 405,00**	**0,00**	**121 405,00**
2804123	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	5 723,00	0,00	0,00	0,00	2 014,00	0,00	7 737,00	0,00	7 737,00
	Sous Total compte 280412	**0,00**	**5 723,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 014,00**	**0,00**	**7 737,00**	**0,00**	**7 737,00**
2804131	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
2804132	Bâtiments et installations	0,00	37 056,44	0,00	0,00	0,00	18 707,00	0,00	55 763,44	0,00	55 763,44
2804133	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	95 981,21	0,00	0,00	0,00	6 803,00	0,00	102 784,21	0,00	102 784,21
	Sous Total compte 280413	**0,00**	**142 037,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 510,00**	**0,00**	**170 547,65**	**0,00**	**170 547,65**
28041411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	13 612,00	0,00	0,00	0,00	14 328,00	0,00	27 940,00	0,00	27 940,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28041412	Bâtiments et installations	0,00	1 481 919,37	0,00	0,00	0,00	146 254,00	0,00	1 628 173,37	0,00	1 628 173,37
	Sous Total compte 2804141	**0,00**	**1 495 531,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 582,00**	**0,00**	**1 656 113,37**	**0,00**	**1 656 113,37**
	Sous Total compte 280414	**0,00**	**1 495 531,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 582,00**	**0,00**	**1 656 113,37**	**0,00**	**1 656 113,37**
28041512	Bâtiments et installations	0,00	391 089,14	0,00	0,00	0,00	55 042,00	0,00	446 131,14	0,00	446 131,14
	Sous Total compte 2804151	**0,00**	**391 089,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 042,00**	**0,00**	**446 131,14**	**0,00**	**446 131,14**
28041583	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	13 155,00	0,00	0,00	0,00	2 755,00	0,00	15 910,00	0,00	15 910,00
	Sous Total compte 2804158	**0,00**	**13 155,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 755,00**	**0,00**	**15 910,00**	**0,00**	**15 910,00**
	Sous Total compte 280415	**0,00**	**404 244,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 797,00**	**0,00**	**462 041,14**	**0,00**	**462 041,14**
2804182	Bâtiments et installations	0,00	670 006,00	0,00	0,00	0,00	76 409,00	0,00	746 415,00	0,00	746 415,00
	Sous Total compte 280418	**0,00**	**670 006,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76 409,00**	**0,00**	**746 415,00**	**0,00**	**746 415,00**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**2 835 962,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**328 297,00**	**0,00**	**3 164 259,16**	**0,00**	**3 164 259,16**
280421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	7 540,00	0,00	0,00	0,00	9 080,00	0,00	16 620,00	0,00	16 620,00
280422	Bâtiments et installations	0,00	847 516,27	0,00	0,00	0,00	171 335,00	0,00	1 018 851,27	0,00	1 018 851,27
	Sous Total compte 28042	**0,00**	**855 056,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 415,00**	**0,00**	**1 035 471,27**	**0,00**	**1 035 471,27**
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**3 691 018,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**508 712,00**	**0,00**	**4 199 730,43**	**0,00**	**4 199 730,43**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e	0,00	611 831,46	0,00	0,00	0,00	220 362,57	0,00	832 194,03	0,00	832 194,03
	Sous Total compte 280	**0,00**	**4 496 690,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**804 556,57**	**0,00**	**5 301 247,46**	**0,00**	**5 301 247,46**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	10 939,31	0,00	0,00	0,00	5 309,00	0,00	16 248,31	0,00	16 248,31
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	15 628,37	0,00	0,00	0,00	1 076,00	0,00	16 704,37	0,00	16 704,37
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**26 567,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 385,00**	**0,00**	**32 952,68**	**0,00**	**32 952,68**
281318	Autres bâtiments publics	0,00	12 936,44	0,00	0,00	0,00	697,00	0,00	13 633,44	0,00	13 633,44
	Sous Total compte 28131	**0,00**	**12 936,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**697,00**	**0,00**	**13 633,44**	**0,00**	**13 633,44**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281321	Immeubles de rapport	0,00	183 294,00	0,00	0,00	0,00	91 647,00	0,00	274 941,00	0,00	274 941,00
	Sous Total compte 28132	**0,00**	**183 294,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**91 647,00**	**0,00**	**274 941,00**	**0,00**	**274 941,00**
281351	Bâtiments publics	0,00	700 882,35	0,00	0,00	0,00	56 053,35	0,00	756 935,70	0,00	756 935,70
	Sous Total compte 28135	**0,00**	**700 882,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 053,35**	**0,00**	**756 935,70**	**0,00**	**756 935,70**
28138	Autres constructions	0,00	2 269 390,60	0,00	0,00	0,00	100 275,22	0,00	2 369 665,82	0,00	2 369 665,82
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**3 166 503,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**248 672,57**	**0,00**	**3 415 175,96**	**0,00**	**3 415 175,96**
28145	Constructions sur sol d'autrui - Install	0,00	25 501,33	0,00	0,00	0,00	2 230,00	0,00	27 731,33	0,00	27 731,33
	Sous Total compte 2814	**0,00**	**25 501,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 230,00**	**0,00**	**27 731,33**	**0,00**	**27 731,33**
28152	Installations de voirie	0,00	60 112,68	0,00	0,00	0,00	38 689,00	0,00	98 801,68	0,00	98 801,68
281532	Réseaux d'assainissement	0,00	11 694,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 694,68	0,00	11 694,68
281533	Réseaux câblés	0,00	72 766,00	0,00	0,00	0,00	6 199,00	0,00	78 965,00	0,00	78 965,00
281538	Autres réseaux	0,00	55 129,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 129,10	0,00	55 129,10
	Sous Total compte 28153	**0,00**	**139 589,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 199,00**	**0,00**	**145 788,78**	**0,00**	**145 788,78**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	7 086,00	0,00	0,00	0,00	80,00	0,00	7 166,00	0,00	7 166,00
	Sous Total compte 28156	**0,00**	**7 086,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80,00**	**0,00**	**7 166,00**	**0,00**	**7 166,00**
2815731	Matériel roulant	0,00	142 051,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 051,86	0,00	142 051,86
	Sous Total compte 281573	**0,00**	**142 051,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**142 051,86**	**0,00**	**142 051,86**
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**142 051,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**142 051,86**	**0,00**	**142 051,86**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	108 291,00	0,00	0,00	0,00	10 734,65	0,00	119 025,65	0,00	119 025,65
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**457 131,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 702,65**	**0,00**	**512 833,97**	**0,00**	**512 833,97**
2817568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,00	0,00	105,00	0,00	105,00
	Sous Total compte 281756	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105,00**	**0,00**	**105,00**	**0,00**	**105,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28175	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105,00**	**0,00**	**105,00**	**0,00**	**105,00**
281788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	705,00	0,00	705,00	0,00	705,00
	Sous Total compte 28178	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**705,00**	**0,00**	**705,00**	**0,00**	**705,00**
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**810,00**	**0,00**	**810,00**	**0,00**	**810,00**
28181	Installations générales, agencements et	0,00	179,00	0,00	0,00	0,00	198,00	0,00	377,00	0,00	377,00
281828	Autres matériels de transport	0,00	1 983 146,83	0,00	0,00	0,00	247 430,54	0,00	2 230 577,37	0,00	2 230 577,37
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**1 983 146,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**247 430,54**	**0,00**	**2 230 577,37**	**0,00**	**2 230 577,37**
281838	Autre matériel informatique	0,00	650 581,97	1 140,98	0,00	0,00	205 247,94	1 140,98	855 829,91	0,00	854 688,93
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**650 581,97**	**1 140,98**	**0,00**	**0,00**	**205 247,94**	**1 140,98**	**855 829,91**	**0,00**	**854 688,93**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	282 484,75	0,00	0,00	0,00	33 991,75	0,00	316 476,50	0,00	316 476,50
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**282 484,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 991,75**	**0,00**	**316 476,50**	**0,00**	**316 476,50**
28185	Matériel de téléphonie	0,00	13 672,21	0,00	0,00	0,00	5 152,44	0,00	18 824,65	0,00	18 824,65
28188	Autres	0,00	1 603 774,14	0,00	0,00	0,00	162 271,36	0,00	1 766 045,50	0,00	1 766 045,50
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**4 533 838,90**	**1 140,98**	**0,00**	**0,00**	**654 292,03**	**1 140,98**	**5 188 130,93**	**0,00**	**5 186 989,95**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**8 209 542,62**	**1 140,98**	**0,00**	**0,00**	**968 092,25**	**1 140,98**	**9 177 634,87**	**0,00**	**9 176 493,89**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**12 706 233,51**	**1 140,98**	**0,00**	**0,00**	**1 772 648,82**	**1 140,98**	**14 478 882,33**	**0,00**	**14 477 741,35**
	Total classe 2	**49 696 177,52**	**12 706 233,51**	**35 639,55**	**1 140,98**	**10 498 077,25**	**1 804 895,40**	**60 229 894,32**	**14 512 269,89**	**60 195 365,78**	**14 477 741,35**
4011	Fournisseurs	0,00	114 940,60	4 978 493,13	5 073 915,29	0,00	0,00	4 978 493,13	5 188 855,89	0,00	210 362,76
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie	0,00	8 326,34	0,00	540,00	0,00	0,00	0,00	8 866,34	0,00	8 866,34
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions	0,00	0,00	20 820,00	20 820,00	0,00	0,00	20 820,00	20 820,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**8 326,34**	**20 820,00**	**21 360,00**	**0,00**	**0,00**	**20 820,00**	**29 686,34**	**0,00**	**8 866,34**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**123 266,94**	**4 999 313,13**	**5 095 275,29**	**0,00**	**0,00**	**4 999 313,13**	**5 218 542,23**	**0,00**	**219 229,10**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00	6 593 708,77	6 957 854,61	0,00	0,00	6 593 708,77	6 957 854,61	0,00	364 145,84
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	15 821,43	10 311,91	19 170,84	0,00	0,00	10 311,91	34 992,27	0,00	24 680,36
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	2 376,00	2 376,00	0,00	0,00	2 376,00	2 376,00	0,00	0,00
40473	Fournisseurs d'immobilisations - Pénalit	0,00	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	250,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**16 071,43**	**12 687,91**	**21 546,84**	**0,00**	**0,00**	**12 687,91**	**37 618,27**	**0,00**	**24 930,36**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**16 071,43**	**6 606 396,68**	**6 979 401,45**	**0,00**	**0,00**	**6 606 396,68**	**6 995 472,88**	**0,00**	**389 076,20**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	647 717,78	647 717,78	1 263 061,85	0,00	0,00	647 717,78	1 910 779,63	0,00	1 263 061,85
	Sous Total compte 40	**0,00**	**787 056,15**	**12 253 427,59**	**13 337 738,59**	**0,00**	**0,00**	**12 253 427,59**	**14 124 794,74**	**0,00**	**1 871 367,15**
411	Redevables	54 648,58	0,00	448 041,81	367 397,90	0,00	0,00	502 690,39	367 397,90	135 292,49	0,00
414	Locataires-acquéreurs et locataires	8 339,59	0,00	33 606,76	31 851,39	0,00	0,00	41 946,35	31 851,39	10 094,96	0,00
415	Traites de coupe de bois (régime foresti	0,00	0,00	1 306,00	1 306,00	0,00	0,00	1 306,00	1 306,00	0,00	0,00
4161	Créances douteuses	8 265,83	0,00	25 185,18	21 959,57	0,00	0,00	33 451,01	21 959,57	11 491,44	0,00
	Sous Total compte 416	**8 265,83**	**0,00**	**25 185,18**	**21 959,57**	**0,00**	**0,00**	**33 451,01**	**21 959,57**	**11 491,44**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	115 168,33	0,00	119 534,38	115 168,33	0,00	0,00	234 702,71	115 168,33	119 534,38	0,00
	Sous Total compte 418	**115 168,33**	**0,00**	**119 534,38**	**115 168,33**	**0,00**	**0,00**	**234 702,71**	**115 168,33**	**119 534,38**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**186 422,33**	**0,00**	**627 674,13**	**537 683,19**	**0,00**	**0,00**	**814 096,46**	**537 683,19**	**276 413,27**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	14 203 821,73	14 204 730,91	0,00	0,00	14 203 821,73	14 204 730,91	0,00	909,18
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**14 203 821,73**	**14 204 730,91**	**0,00**	**0,00**	**14 203 821,73**	**14 204 730,91**	**0,00**	**909,18**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	2 270 357,82	2 270 357,82	0,00	0,00	2 270 357,82	2 270 357,82	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	506,33	2 117 425,94	2 116 919,61	0,00	0,00	2 117 425,94	2 117 425,94	0,00	0,00
4386	Autres charges à payer	0,00	20 827,02	20 827,02	0,00	0,00	0,00	20 827,02	20 827,02	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4387	Produits à recevoir	0,00	0,00	1 422,84	0,00	0,00	0,00	1 422,84	0,00	1 422,84	0,00
	Sous Total compte 438	**0,00**	**20 827,02**	**22 249,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 249,86**	**20 827,02**	**1 422,84**	**0,00**
	Sous Total compte 43	**0,00**	**21 333,35**	**4 410 033,62**	**4 387 277,43**	**0,00**	**0,00**	**4 410 033,62**	**4 408 610,78**	**1 422,84**	**0,00**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	0,00	0,00	47 155,44	47 155,44	0,00	0,00	47 155,44	47 155,44	0,00	0,00
4416	Subventions à recevoir - Contentieux	0,00	0,00	47 155,44	47 155,44	0,00	0,00	47 155,44	47 155,44	0,00	0,00
	Sous Total compte 441	**0,00**	**0,00**	**94 310,88**	**94 310,88**	**0,00**	**0,00**	**94 310,88**	**94 310,88**	**0,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	364 951,23	364 951,23	0,00	0,00	364 951,23	364 951,23	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**364 951,23**	**364 951,23**	**0,00**	**0,00**	**364 951,23**	**364 951,23**	**0,00**	**0,00**
44311	Dépenses	0,00	5 000,00	4 061 084,26	4 056 084,26	0,00	0,00	4 061 084,26	4 061 084,26	0,00	0,00
44312	Recettes - Amiable	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00
	Sous Total compte 4431	**0,00**	**5 000,00**	**4 081 084,26**	**4 056 084,26**	**0,00**	**0,00**	**4 081 084,26**	**4 061 084,26**	**20 000,00**	**0,00**
44331	Dépenses	0,00	0,00	106 863,93	154 639,13	0,00	0,00	106 863,93	154 639,13	0,00	47 775,20
44332	Recettes - Amiable	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00	62 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4433	**62 000,00**	**0,00**	**106 863,93**	**216 639,13**	**0,00**	**0,00**	**168 863,93**	**216 639,13**	**0,00**	**47 775,20**
44341	Dépenses	0,00	553 404,54	7 265 358,23	6 719 064,85	0,00	0,00	7 265 358,23	7 272 469,39	0,00	7 111,16
44342	Recettes - Amiable	295 485,27	0,00	1 561 715,15	315 298,27	0,00	0,00	1 857 200,42	315 298,27	1 541 902,15	0,00
44346	Recettes - Contentieux	51,14	0,00	155 017,02	155 017,02	0,00	0,00	155 068,16	155 017,02	51,14	0,00
	Sous Total compte 4434	**295 536,41**	**553 404,54**	**8 982 090,40**	**7 189 380,14**	**0,00**	**0,00**	**9 277 626,81**	**7 742 784,68**	**1 534 842,13**	**0,00**
44351	Dépenses	0,00	25 342,95	3 199 538,96	3 174 196,01	0,00	0,00	3 199 538,96	3 199 538,96	0,00	0,00
44352	Recettes - Amiable	136 946,79	0,00	339 294,85	291 411,84	0,00	0,00	476 241,64	291 411,84	184 829,80	0,00
44356	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	25 537,44	25 537,44	0,00	0,00	25 537,44	25 537,44	0,00	0,00
	Sous Total compte 4435	**136 946,79**	**25 342,95**	**3 564 371,25**	**3 491 145,29**	**0,00**	**0,00**	**3 701 318,04**	**3 516 488,24**	**184 829,80**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44361	Dépenses	0,00	0,00	32 360,00	32 360,00	0,00	0,00	32 360,00	32 360,00	0,00	0,00
44362	Recettes - Amiable	0,00	0,00	827 259,55	659 729,66	0,00	0,00	827 259,55	659 729,66	167 529,89	0,00
	Sous Total compte 4436	**0,00**	**0,00**	**859 619,55**	**692 089,66**	**0,00**	**0,00**	**859 619,55**	**692 089,66**	**167 529,89**	**0,00**
44371	Dépenses	0,00	5 209,70	5 209,70	13 481,35	0,00	0,00	5 209,70	18 691,05	0,00	13 481,35
44372	Recettes - Amiable	86 228,67	0,00	103 835,99	86 228,67	0,00	0,00	190 064,66	86 228,67	103 835,99	0,00
	Sous Total compte 4437	**86 228,67**	**5 209,70**	**109 045,69**	**99 710,02**	**0,00**	**0,00**	**195 274,36**	**104 919,72**	**90 354,64**	**0,00**
44381	Dépenses	0,00	8 000,00	1 862 836,56	1 861 760,56	0,00	0,00	1 862 836,56	1 869 760,56	0,00	6 924,00
44382	Recettes - Amiable	612 490,17	0,00	74 287,29	686 777,46	0,00	0,00	686 777,46	686 777,46	0,00	0,00
44386	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	322 883,31	322 883,31	0,00	0,00	322 883,31	322 883,31	0,00	0,00
	Sous Total compte 4438	**612 490,17**	**8 000,00**	**2 260 007,16**	**2 871 421,33**	**0,00**	**0,00**	**2 872 497,33**	**2 879 421,33**	**0,00**	**6 924,00**
	Sous Total compte 443	**1 193 202,04**	**596 957,19**	**19 963 082,24**	**18 616 469,83**	**0,00**	**0,00**	**21 156 284,28**	**19 213 427,02**	**1 942 857,26**	**0,00**
44551	T.V.A. à décaisser	0,00	0,00	22 917,00	22 917,00	0,00	0,00	22 917,00	22 917,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**22 917,00**	**22 917,00**	**0,00**	**0,00**	**22 917,00**	**22 917,00**	**0,00**	**0,00**
44562	T.V.A. sur immobilisations	0,00	0,00	72 675,38	72 675,38	0,00	0,00	72 675,38	72 675,38	0,00	0,00
44566	T.V.A. sur autres biens et services	309,80	0,00	127 954,37	126 309,68	0,00	0,00	128 264,17	126 309,68	1 954,49	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	252 461,00	0,00	515 024,00	641 653,00	0,00	0,00	767 485,00	641 653,00	125 832,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**252 770,80**	**0,00**	**715 653,75**	**840 638,06**	**0,00**	**0,00**	**968 424,55**	**840 638,06**	**127 786,49**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	24 496,79	62 181,41	37 959,19	0,00	0,00	62 181,41	62 455,98	0,00	274,57
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**24 496,79**	**62 181,41**	**37 959,19**	**0,00**	**0,00**	**62 181,41**	**62 455,98**	**0,00**	**274,57**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	0,00	0,00	481 798,00	481 798,00	0,00	0,00	481 798,00	481 798,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4458	**0,00**	**0,00**	**481 798,00**	**481 798,00**	**0,00**	**0,00**	**481 798,00**	**481 798,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**252 770,80**	**24 496,79**	**1 282 550,16**	**1 383 312,25**	**0,00**	**0,00**	**1 535 320,96**	**1 407 809,04**	**127 511,92**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	7,04	222 114,63	222 114,63	0,00	0,00	222 114,63	222 121,67	0,00	7,04
4486	Autres charges à payer	0,00	3 989,51	3 989,51	0,00	0,00	0,00	3 989,51	3 989,51	0,00	0,00
4487	Produits à recevoir	209 757,83	0,00	457 856,42	209 757,83	0,00	0,00	667 614,25	209 757,83	457 856,42	0,00
	Sous Total compte 448	**209 757,83**	**3 989,51**	**461 845,93**	**209 757,83**	**0,00**	**0,00**	**671 603,76**	**213 747,34**	**457 856,42**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**1 655 730,67**	**625 450,53**	**22 388 855,07**	**20 890 916,65**	**0,00**	**0,00**	**24 044 585,74**	**21 516 367,18**	**2 528 218,56**	**0,00**
451001	Compte de rattachement avec... (à subdiv	1 405 593,90	0,00	11 840 751,87	12 832 516,53	0,00	0,00	13 246 345,77	12 832 516,53	413 829,24	0,00
451002	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	4 848 075,89	6 155 665,16	7 004 258,94	0,00	0,00	6 155 665,16	11 852 334,83	0,00	5 696 669,67
451003	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	715 944,88	716 118,33	173,45	0,00	0,00	716 118,33	716 118,33	0,00	0,00
451007	Compte de rattachement avec... (à subdiv	1 868 638,29	0,00	67 744,33	2 239 449,00	0,00	0,00	1 936 382,62	2 239 449,00	0,00	303 066,38
451008	Compte de rattachement avec... (à subdiv	281 108,50	0,00	280 068,24	855 976,74	0,00	0,00	561 176,74	855 976,74	0,00	294 800,00
451009	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	19 835,71	57 736,37	64 554,61	0,00	0,00	57 736,37	84 390,32	0,00	26 653,95
4510101	Compte de rattachement avec... (à subdiv	5 689,88	0,00	72 118,29	35 234,30	0,00	0,00	77 808,17	35 234,30	42 573,87	0,00
451012	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	4 907 605,89	13 709 789,04	13 163 907,48	0,00	0,00	13 709 789,04	18 071 513,37	0,00	4 361 724,33
451013	Compte de rattachement avec... (à subdiv	367 515,52	0,00	526 904,90	109 722,00	0,00	0,00	894 420,42	109 722,00	784 698,42	0,00
451014	Compte de rattachement avec... (à subdiv	14 286,00	0,00	788 424,50	775 908,50	0,00	0,00	802 710,50	775 908,50	26 802,00	0,00
	Sous Total compte 451	**3 942 832,09**	**10 491 462,37**	**34 215 321,03**	**37 081 701,55**	**0,00**	**0,00**	**38 158 153,12**	**47 573 163,92**	**0,00**	**9 415 010,80**
4541101	Dépenses	107 028,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 028,30	0,00	107 028,30	0,00
4541102	Dépenses	4 787,81	0,00	0,00	0,00	9 760,69	0,00	14 548,50	0,00	14 548,50	0,00
	Sous Total compte 45411	**111 816,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 760,69**	**0,00**	**121 576,80**	**0,00**	**121 576,80**	**0,00**
	Sous Total compte 4541	**111 816,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 760,69**	**0,00**	**121 576,80**	**0,00**	**121 576,80**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 454	**111 816,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 760,69**	**0,00**	**121 576,80**	**0,00**	**121 576,80**	**0,00**
458101	Dépenses (à subdiviser par mandat)	10 268,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 268,74	0,00	10 268,74	0,00
	Sous Total compte 4581	**10 268,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 268,74**	**0,00**	**10 268,74**	**0,00**
	Sous Total compte 458	**10 268,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 268,74**	**0,00**	**10 268,74**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**4 064 916,94**	**10 491 462,37**	**34 215 321,03**	**37 081 701,55**	**9 760,69**	**0,00**	**38 289 998,66**	**47 573 163,92**	**0,00**	**9 283 165,26**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	0,00	0,00	316,95	316,95	0,00	0,00	316,95	316,95	0,00	0,00
	Sous Total compte 462	**0,00**	**0,00**	**316,95**	**316,95**	**0,00**	**0,00**	**316,95**	**316,95**	**0,00**	**0,00**
466	Excédents de versement	0,00	0,00	29 778,56	29 778,56	0,00	0,00	29 778,56	29 778,56	0,00	0,00
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	775 963,82	2 396 972,20	1 624 968,37	0,00	0,00	2 396 972,20	2 400 932,19	0,00	3 959,99
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**775 963,82**	**2 396 972,20**	**1 624 968,37**	**0,00**	**0,00**	**2 396 972,20**	**2 400 932,19**	**0,00**	**3 959,99**
46721	Débiteurs divers - Amiable	22 975,01	0,00	97 929,99	109 988,94	0,00	0,00	120 905,00	109 988,94	10 916,06	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	4 478,13	0,00	15 148,86	3 222,15	0,00	0,00	19 626,99	3 222,15	16 404,84	0,00
	Sous Total compte 4672	**27 453,14**	**0,00**	**113 078,85**	**113 211,09**	**0,00**	**0,00**	**140 531,99**	**113 211,09**	**27 320,90**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**27 453,14**	**775 963,82**	**2 510 051,05**	**1 738 179,46**	**0,00**	**0,00**	**2 537 504,19**	**2 514 143,28**	**23 360,91**	**0,00**
4686	Charges à payer	0,00	256 107,28	256 107,28	0,00	0,00	0,00	256 107,28	256 107,28	0,00	0,00
4687	Produits à recevoir	202 996,09	0,00	135 513,98	202 996,09	0,00	0,00	338 510,07	202 996,09	135 513,98	0,00
	Sous Total compte 468	**202 996,09**	**256 107,28**	**391 621,26**	**202 996,09**	**0,00**	**0,00**	**594 617,35**	**459 103,37**	**135 513,98**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**230 449,23**	**1 032 071,10**	**2 931 767,82**	**1 971 271,06**	**0,00**	**0,00**	**3 162 217,05**	**3 003 342,16**	**158 874,89**	**0,00**
4711	Versements des régisseurs	0,00	0,00	981 962,57	981 962,57	0,00	0,00	981 962,57	981 962,57	0,00	0,00
4712	Virements réimputés	0,00	0,00	7 506,11	7 506,11	0,00	0,00	7 506,11	7 506,11	0,00	0,00
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	40 308 365,12	40 308 365,12	0,00	0,00	40 308 365,12	40 308 365,12	0,00	0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct	0,00	0,00	7 531 308,00	7 531 308,00	0,00	0,00	7 531 308,00	7 531 308,00	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47133	Fonds d'emprunt	0,00	0,00	1 998 000,00	1 998 000,00	0,00	0,00	1 998 000,00	1 998 000,00	0,00	0,00
47134	Subventions	0,00	0,00	1 903 677,62	1 926 599,62	0,00	0,00	1 903 677,62	1 926 599,62	0,00	22 922,00
47138	Autres	0,00	8 187,60	7 136 149,14	8 702 946,13	0,00	0,00	7 136 149,14	8 711 133,73	0,00	1 574 984,59
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**8 187,60**	**58 877 499,88**	**60 467 218,87**	**0,00**	**0,00**	**58 877 499,88**	**60 475 406,47**	**0,00**	**1 597 906,59**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	683,95	3 125,25	2 441,30	0,00	0,00	3 125,25	3 125,25	0,00	0,00
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	28 091,44	28 937,65	953,00	0,00	0,00	28 937,65	29 044,44	0,00	106,79
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**28 775,39**	**32 062,90**	**3 394,30**	**0,00**	**0,00**	**32 062,90**	**32 169,69**	**0,00**	**106,79**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	0,00	6 608,42	7 828,42	0,00	0,00	6 608,42	7 828,42	0,00	1 220,00
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**28 775,39**	**38 671,32**	**11 222,72**	**0,00**	**0,00**	**38 671,32**	**39 998,11**	**0,00**	**1 326,79**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra	0,00	0,00	272,23	272,23	0,00	0,00	272,23	272,23	0,00	0,00
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**0,00**	**272,23**	**272,23**	**0,00**	**0,00**	**272,23**	**272,23**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	89 262,11	716 190,25	1 077 818,22	0,00	0,00	716 190,25	1 167 080,33	0,00	450 890,08
	Sous Total compte 471	**0,00**	**126 225,10**	**60 622 102,36**	**62 546 000,72**	**0,00**	**0,00**	**60 622 102,36**	**62 672 225,82**	**0,00**	**2 050 123,46**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	371 187,56	371 187,56	0,00	0,00	371 187,56	371 187,56	0,00	0,00
47218	Autres dépenses	0,00	0,00	1 084 106,86	1 084 106,86	0,00	0,00	1 084 106,86	1 084 106,86	0,00	0,00
	Sous Total compte 4721	**0,00**	**0,00**	**1 455 294,42**	**1 455 294,42**	**0,00**	**0,00**	**1 455 294,42**	**1 455 294,42**	**0,00**	**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man	0,00	0,00	309,55	309,55	0,00	0,00	309,55	309,55	0,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	13 232 423,03	13 232 423,03	0,00	0,00	13 232 423,03	13 232 423,03	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**14 688 027,00**	**14 688 027,00**	**0,00**	**0,00**	**14 688 027,00**	**14 688 027,00**	**0,00**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	0,00	0,00	260 500,31	259 885,81	0,00	0,00	260 500,31	259 885,81	614,50	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	0,00	233 822,74	233 822,74	0,00	0,00	233 822,74	233 822,74	0,00	0,00
	Sous Total compte 475	**0,00**	**0,00**	**494 323,05**	**493 708,55**	**0,00**	**0,00**	**494 323,05**	**493 708,55**	**614,50**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,26	2,28	4,27	0,00	0,00	2,28	4,53	0,00	2,25
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,26**	**2,28**	**4,27**	**0,00**	**0,00**	**2,28**	**4,53**	**0,00**	**2,25**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**126 225,36**	**75 804 454,69**	**77 727 740,54**	**0,00**	**0,00**	**75 804 454,69**	**77 853 965,90**	**0,00**	**2 049 511,21**
4911	Dépréciations des comptes de redevables	0,00	2 864,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 864,00	0,00	2 864,00
	Sous Total compte 491	**0,00**	**2 864,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 864,00**	**0,00**	**2 864,00**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**2 864,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 864,00**	**0,00**	**2 864,00**
	Total classe 4	**6 137 519,17**	**13 086 462,86**	**166 835 355,68**	**170 139 059,92**	**9 760,69**	**0,00**	**172 982 635,54**	**183 225 522,78**	**4 444 826,44**	**14 687 713,68**
5113	Titres spéciaux de paiement	810,00	0,00	4 819,75	1 620,00	0,00	0,00	5 629,75	1 620,00	4 009,75	0,00
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	0,00	0,00	44 615,29	44 615,29	0,00	0,00	44 615,29	44 615,29	0,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	2 214,40	2 214,40	0,00	0,00	2 214,40	2 214,40	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**2 214,40**	**2 214,40**	**0,00**	**0,00**	**2 214,40**	**2 214,40**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	150,43	0,00	122 726,07	78 149,88	0,00	0,00	122 876,50	78 149,88	44 726,62	0,00
	Sous Total compte 511	**960,43**	**0,00**	**174 375,51**	**126 599,57**	**0,00**	**0,00**	**175 335,94**	**126 599,57**	**48 736,37**	**0,00**
515	Compte au Trésor	19 356 258,54	0,00	89 883 643,66	88 756 140,21	0,00	0,00	109 239 902,20	88 756 140,21	20 483 761,99	0,00
5194	Billets de trésorerie	0,00	2 128,40	2 128,40	0,00	0,00	0,00	2 128,40	2 128,40	0,00	0,00
	Sous Total compte 519	**0,00**	**2 128,40**	**2 128,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 128,40**	**2 128,40**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**19 357 218,97**	**2 128,40**	**90 060 147,57**	**88 882 739,78**	**0,00**	**0,00**	**109 417 366,54**	**88 884 868,18**	**20 532 498,36**	**0,00**
5411	Régisseurs d'avances (avances)	19 873,00	0,00	1 905,71	1 572,71	0,00	0,00	21 778,71	1 572,71	20 206,00	0,00
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
	Sous Total compte 541	**20 873,00**	**0,00**	**1 905,71**	**1 572,71**	**0,00**	**0,00**	**22 778,71**	**1 572,71**	**21 206,00**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**20 873,00**	**0,00**	**1 905,71**	**1 572,71**	**0,00**	**0,00**	**22 778,71**	**1 572,71**	**21 206,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	1 972 807,10	1 972 807,10	0,00	0,00	1 972 807,10	1 972 807,10	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	94 758,42	94 758,42	0,00	0,00	94 758,42	94 758,42	0,00	0,00
586	Opérations financières entre le budget p	0,00	0,00	8 482 950,36	8 482 950,36	0,00	0,00	8 482 950,36	8 482 950,36	0,00	0,00
588	Autres virements internes	0,00	0,00	1 460 724,01	1 460 724,01	0,00	0,00	1 460 724,01	1 460 724,01	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**12 011 239,89**	**12 011 239,89**	**0,00**	**0,00**	**12 011 239,89**	**12 011 239,89**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**19 378 091,97**	**2 128,40**	**102 073 293,17**	**100 895 552,38**	**0,00**	**0,00**	**121 451 385,14**	**100 897 680,78**	**20 553 704,36**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	177 731,25	34 128,43	177 731,25	34 128,43	143 602,82	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	500 890,56	120 853,52	500 890,56	120 853,52	380 037,04	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**678 621,81**	**154 981,95**	**678 621,81**	**154 981,95**	**523 639,86**	**0,00**
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	4 689,97	0,00	4 689,97	0,00	4 689,97	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	22 017,28	0,00	22 017,28	0,00	22 017,28	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	10 612,84	0,00	10 612,84	0,00	10 612,84	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 320,09**	**0,00**	**37 320,09**	**0,00**	**37 320,09**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	8 628,38	202,83	8 628,38	202,83	8 425,55	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	48 901,42	0,00	48 901,42	0,00	48 901,42	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	13 633,20	0,00	13 633,20	0,00	13 633,20	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	39 784,13	177,20	39 784,13	177,20	39 606,93	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110 947,13**	**380,03**	**110 947,13**	**380,03**	**110 567,10**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	41 887,78	0,00	41 887,78	0,00	41 887,78	0,00
60662	Vaccins et sérums	0,00	0,00	0,00	0,00	1,76	0,00	1,76	0,00	1,76	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	1 038,40	0,00	1 038,40	0,00	1 038,40	0,00
	Sous Total compte 6066	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 040,16**	**0,00**	**1 040,16**	**0,00**	**1 040,16**	**0,00**
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**869 816,97**	**155 361,98**	**869 816,97**	**155 361,98**	**714 454,99**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**869 816,97**	**155 361,98**	**869 816,97**	**155 361,98**	**714 454,99**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 913 541,29	219 197,55	1 913 541,29	219 197,55	1 694 343,74	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	15 686,20	0,00	15 686,20	0,00	15 686,20	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	758,98	0,00	758,98	0,00	758,98	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	30 722,72	45,86	30 722,72	45,86	30 676,86	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 481,70**	**45,86**	**31 481,70**	**45,86**	**31 435,84**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 167,90**	**45,86**	**47 167,90**	**45,86**	**47 122,04**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	52 037,56	0,00	52 037,56	0,00	52 037,56	0,00
61521	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	4 470,32	4 470,32	4 470,32	4 470,32	0,00	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	106 607,20	5 291,15	106 607,20	5 291,15	101 316,05	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**106 607,20**	**5 291,15**	**106 607,20**	**5 291,15**	**101 316,05**	**0,00**
615232	Réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	225 733,58	57 147,20	225 733,58	57 147,20	168 586,38	0,00
	Sous Total compte 61523	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 733,58**	**57 147,20**	**225 733,58**	**57 147,20**	**168 586,38**	**0,00**
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**336 811,10**	**66 908,67**	**336 811,10**	**66 908,67**	**269 902,43**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	58 709,97	0,00	58 709,97	0,00	58 709,97	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	29 541,52	9 260,78	29 541,52	9 260,78	20 280,74	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 251,49**	**9 260,78**	**88 251,49**	**9 260,78**	**78 990,71**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	346 818,47	18 035,09	346 818,47	18 035,09	328 783,38	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**771 881,06**	**94 204,54**	**771 881,06**	**94 204,54**	**677 676,52**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	4 840,89	0,00	4 840,89	0,00	4 840,89	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage-constructi	0,00	0,00	0,00	0,00	95 263,63	0,00	95 263,63	0,00	95 263,63	0,00
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	47 733,37	0,00	47 733,37	0,00	47 733,37	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 837,89**	**0,00**	**147 837,89**	**0,00**	**147 837,89**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	111 456,20	57 908,00	111 456,20	57 908,00	53 548,20	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	18 141,13	0,00	18 141,13	0,00	18 141,13	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	90 936,12	17 934,85	90 936,12	17 934,85	73 001,27	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	710,00	0,00	710,00	0,00	710,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	26 590,48	3 782,40	26 590,48	3 782,40	22 808,08	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**136 377,73**	**21 717,25**	**136 377,73**	**21 717,25**	**114 660,48**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 180 299,63**	**393 073,20**	**3 180 299,63**	**393 073,20**	**2 787 226,43**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	19 877,63	201,71	19 877,63	201,71	19 675,92	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 877,63**	**201,71**	**19 877,63**	**201,71**	**19 675,92**	**0,00**
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	183 910,49	2 604,00	183 910,49	2 604,00	181 306,49	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**183 910,49**	**2 604,00**	**183 910,49**	**2 604,00**	**181 306,49**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	14 818,67	14 818,67	14 818,67	14 818,67	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 717,76	0,00	4 717,76	0,00	4 717,76	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**203 446,92**	**17 422,67**	**203 446,92**	**17 422,67**	**186 024,25**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	19 099,57	6 291,25	19 099,57	6 291,25	12 808,32	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	604,62	0,00	604,62	0,00	604,62	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	3 488,40	0,00	3 488,40	0,00	3 488,40	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	58 857,71	273,50	58 857,71	273,50	58 584,21	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	124 472,70	13 908,40	124 472,70	13 908,40	110 564,30	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	21 550,05	1 455,10	21 550,05	1 455,10	20 094,95	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**228 073,05**	**21 928,25**	**228 073,05**	**21 928,25**	**206 144,80**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6245	Transports de personnes extérieures à la	0,00	0,00	0,00	0,00	6 482,26	496,26	6 482,26	496,26	5 986,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	411,36	0,00	411,36	0,00	411,36	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 893,62**	**496,26**	**6 893,62**	**496,26**	**6 397,36**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	34 947,00	718,40	34 947,00	718,40	34 228,60	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 947,00**	**718,40**	**34 947,00**	**718,40**	**34 228,60**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	170 001,51	2 808,62	170 001,51	2 808,62	167 192,89	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	219 881,20	47 836,05	219 881,20	47 836,05	172 045,15	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**389 882,71**	**50 644,67**	**389 882,71**	**50 644,67**	**339 238,04**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 377,51	320,00	2 377,51	320,00	2 057,51	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	109 399,88	2 800,00	109 399,88	2 800,00	106 599,88	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	23 304,25	0,00	23 304,25	0,00	23 304,25	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	180 924,92	0,00	180 924,92	0,00	180 924,92	0,00
6284	Redevance pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	7 633,81	0,00	7 633,81	0,00	7 633,81	0,00
62873	Au CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	3 886,86	0,00	3 886,86	0,00	3 886,86	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	167 133,86	10 455,13	167 133,86	10 455,13	156 678,73	0,00
62878	A des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	105 543,80	0,00	105 543,80	0,00	105 543,80	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**276 564,52**	**10 455,13**	**276 564,52**	**10 455,13**	**266 109,39**	**0,00**
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**597 827,38**	**13 255,13**	**597 827,38**	**13 255,13**	**584 572,25**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 483 325,82**	**104 987,09**	**1 483 325,82**	**104 987,09**	**1 378 338,73**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	89 715,04	0,00	89 715,04	0,00	89 715,04	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	56 074,96	0,00	56 074,96	0,00	56 074,96	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	121 641,42	3 989,51	121 641,42	3 989,51	117 651,91	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**267 431,42**	**3 989,51**	**267 431,42**	**3 989,51**	**263 441,91**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	62 102,00	0,00	62 102,00	0,00	62 102,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	84,48	0,00	84,48	0,00	84,48	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**62 186,48**	**0,00**	**62 186,48**	**0,00**	**62 186,48**	**0,00**
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	7 316,40	0,00	7 316,40	0,00	7 316,40	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	3 787,66	0,00	3 787,66	0,00	3 787,66	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 290,54**	**0,00**	**73 290,54**	**0,00**	**73 290,54**	**0,00**
6378	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	13 247,83	0,00	13 247,83	0,00	13 247,83	0,00
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 247,83**	**0,00**	**13 247,83**	**0,00**	**13 247,83**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**353 969,79**	**3 989,51**	**353 969,79**	**3 989,51**	**349 980,28**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	8 299 839,68	0,00	8 299 839,68	0,00	8 299 839,68	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	83 525,09	0,00	83 525,09	0,00	83 525,09	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	52 628,96	0,00	52 628,96	0,00	52 628,96	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 993 480,46	0,00	1 993 480,46	0,00	1 993 480,46	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 429 474,19**	**0,00**	**10 429 474,19**	**0,00**	**10 429 474,19**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 166 080,70	0,00	2 166 080,70	0,00	2 166 080,70	0,00
64132	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	11 314,21	0,00	11 314,21	0,00	11 314,21	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	14 363,38	0,00	14 363,38	0,00	14 363,38	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	672 708,45	0,00	672 708,45	0,00	672 708,45	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 864 466,74**	**0,00**	**2 864 466,74**	**0,00**	**2 864 466,74**	**0,00**
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 390,58	0,00	1 390,58	0,00	1 390,58	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	31 209,73	0,00	31 209,73	0,00	31 209,73	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 002,89	0,00	40 002,89	0,00	40 002,89
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 326 541,24**	**40 002,89**	**13 326 541,24**	**40 002,89**	**13 286 538,35**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 113 566,46	0,00	2 113 566,46	0,00	2 113 566,46	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	3 076 940,27	0,00	3 076 940,27	0,00	3 076 940,27	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	0,00	0,00	0,00	113 553,12	0,00	113 553,12	0,00	113 553,12	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	65 296,52	9 064,13	65 296,52	9 064,13	56 232,39	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociau	0,00	0,00	0,00	0,00	72 824,20	0,00	72 824,20	0,00	72 824,20	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité S	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 998,45	0,00	13 998,45	0,00	13 998,45
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 442 180,57**	**23 062,58**	**5 442 180,57**	**23 062,58**	**5 419 117,99**	**0,00**
64731	Versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	9 163,57	0,00	9 163,57	0,00	9 163,57	0,00
	Sous Total compte 6473	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 163,57**	**0,00**	**9 163,57**	**0,00**	**9 163,57**	**0,00**
6474	Versements aux oeuvres sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	106 071,00	0,00	106 071,00	0,00	106 071,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	62 729,02	11 762,89	62 729,02	11 762,89	50 966,13	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**177 963,59**	**11 762,89**	**177 963,59**	**11 762,89**	**166 200,70**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 946 685,40**	**74 828,36**	**18 946 685,40**	**74 828,36**	**18 871 857,04**	**0,00**
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	3 134,90	0,00	3 134,90	0,00	3 134,90	0,00
	Sous Total compte 6513	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 134,90**	**0,00**	**3 134,90**	**0,00**	**3 134,90**	**0,00**
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 134,90**	**0,00**	**3 134,90**	**0,00**	**3 134,90**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	192 843,08	0,00	192 843,08	0,00	192 843,08	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	65,60	0,00	65,60	0,00	65,60	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	18 939,21	0,00	18 939,21	0,00	18 939,21	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p	0,00	0,00	0,00	0,00	53 182,25	0,00	53 182,25	0,00	53 182,25	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	100,00	100,00	100,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**265 130,14**	**100,00**	**265 130,14**	**100,00**	**265 030,14**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**265 130,14**	**100,00**	**265 130,14**	**100,00**	**265 030,14**	**0,00**
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	303 023,06	0,00	303 023,06	0,00	303 023,06	0,00
	Sous Total compte 6556	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**303 023,06**	**0,00**	**303 023,06**	**0,00**	**303 023,06**	**0,00**
	Sous Total compte 655	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**303 023,06**	**0,00**	**303 023,06**	**0,00**	**303 023,06**	**0,00**
6561	Organismes de regroupement	0,00	0,00	0,00	0,00	562 276,00	0,00	562 276,00	0,00	562 276,00	0,00
	Sous Total compte 656	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**562 276,00**	**0,00**	**562 276,00**	**0,00**	**562 276,00**	**0,00**
657341	Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	37 272,67	4 891,00	37 272,67	4 891,00	32 381,67	0,00
	Sous Total compte 65734	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 272,67**	**4 891,00**	**37 272,67**	**4 891,00**	**32 381,67**	**0,00**
65736221	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	804 993,01	0,00	804 993,01	0,00	804 993,01	0,00
	Sous Total compte 6573622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**804 993,01**	**0,00**	**804 993,01**	**0,00**	**804 993,01**	**0,00**
	Sous Total compte 657362	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**804 993,01**	**0,00**	**804 993,01**	**0,00**	**804 993,01**	**0,00**
657364	Caisse des écoles	0,00	0,00	0,00	0,00	38 200,00	9 000,00	38 200,00	9 000,00	29 200,00	0,00
	Sous Total compte 65736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**843 193,01**	**9 000,00**	**843 193,01**	**9 000,00**	**834 193,01**	**0,00**
657381	Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	507 707,50	80 912,50	507 707,50	80 912,50	426 795,00	0,00
	Sous Total compte 65738	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**507 707,50**	**80 912,50**	**507 707,50**	**80 912,50**	**426 795,00**	**0,00**
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 388 173,18**	**94 803,50**	**1 388 173,18**	**94 803,50**	**1 293 369,68**	**0,00**
65742	Entreprises	0,00	0,00	0,00	0,00	183 260,86	7 819,18	183 260,86	7 819,18	175 441,68	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	892 018,13	125 926,60	892 018,13	125 926,60	766 091,53	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 075 278,99**	**133 745,78**	**1 075 278,99**	**133 745,78**	**941 533,21**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 463 452,17**	**228 549,28**	**2 463 452,17**	**228 549,28**	**2 234 902,89**	**0,00**
65811	Droits d'utilisation - informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	51 502,66	0,00	51 502,66	0,00	51 502,66	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	464 861,16	26 739,60	464 861,16	26 739,60	438 121,56	0,00
	Sous Total compte 6581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**516 363,82**	**26 739,60**	**516 363,82**	**26 739,60**	**489 624,22**	**0,00**
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	225,00	0,00	225,00	0,00	225,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	1 794,01	0,00	1 794,01	0,00	1 794,01	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 794,01**	**0,00**	**1 794,01**	**0,00**	**1 794,01**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**518 382,83**	**26 739,60**	**518 382,83**	**26 739,60**	**491 643,23**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 115 399,10**	**255 388,88**	**4 115 399,10**	**255 388,88**	**3 860 010,22**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	13 899,93	0,00	13 899,93	0,00	13 899,93	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	2 784,27	2 784,27	2 784,27	2 784,27	0,00	0,00
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 684,20**	**2 784,27**	**16 684,20**	**2 784,27**	**13 899,93**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 684,20**	**2 784,27**	**16 684,20**	**2 784,27**	**13 899,93**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 684,20**	**2 784,27**	**16 684,20**	**2 784,27**	**13 899,93**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	26 400,00	0,00	26 400,00	0,00	26 400,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	143,50	0,00	143,50	0,00	143,50	0,00
	Sous Total compte 676	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**143,50**	**0,00**	**143,50**	**0,00**	**143,50**	**0,00**
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 543,50**	**0,00**	**26 543,50**	**0,00**	**26 543,50**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	1 772 648,82	0,00	1 772 648,82	0,00	1 772 648,82	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 772 648,82**	**0,00**	**1 772 648,82**	**0,00**	**1 772 648,82**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 772 648,82**	**0,00**	**1 772 648,82**	**0,00**	**1 772 648,82**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 765 373,23**	**990 413,29**	**30 765 373,23**	**990 413,29**	**29 828 961,28**	**54 001,34**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 306,00	0,00	1 306,00	0,00	1 306,00
	Sous Total compte 702	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 306,00**	**0,00**	**1 306,00**	**0,00**	**1 306,00**
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	537,56	0,00	537,56	0,00	537,56
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**537,56**	**0,00**	**537,56**	**0,00**	**537,56**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 813,03	0,00	1 813,03	0,00	1 813,03
	Sous Total compte 7038	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 813,03**	**0,00**	**1 813,03**	**0,00**	**1 813,03**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 350,59**	**0,00**	**2 350,59**	**0,00**	**2 350,59**
7062	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	972,50	237 694,74	972,50	237 694,74	0,00	236 722,24
70631	A caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	95,00	420 622,98	95,00	420 622,98	0,00	420 527,98
70632	A caractère de loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 291,94	10 181,22	1 291,94	10 181,22	0,00	8 889,28
	Sous Total compte 7063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386,94**	**430 804,20**	**1 386,94**	**430 804,20**	**0,00**	**429 417,26**
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	115 168,33	295 564,28	115 168,33	295 564,28	0,00	180 395,95
	Sous Total compte 70688	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**115 168,33**	**295 564,28**	**115 168,33**	**295 564,28**	**0,00**	**180 395,95**
	Sous Total compte 7068	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**115 168,33**	**295 564,28**	**115 168,33**	**295 564,28**	**0,00**	**180 395,95**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**117 527,77**	**964 063,22**	**117 527,77**	**964 063,22**	**0,00**	**846 535,45**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 970,86	0,00	4 970,86	0,00	4 970,86
70841	à la collectivité de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	944 139,18	0,00	944 139,18	0,00	944 139,18
70845	aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 891,16	0,00	182 891,16	0,00	182 891,16
70846	au GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164 500,35	0,00	164 500,35	0,00	164 500,35
70848	aux autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 024,81	0,00	69 024,81	0,00	69 024,81
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 360 555,50**	**0,00**	**1 360 555,50**	**0,00**	**1 360 555,50**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
708721	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 455,77	0,00	172 455,77	0,00	172 455,77
	Sous Total compte 70872	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**172 455,77**	**0,00**	**172 455,77**	**0,00**	**172 455,77**
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 283,49	0,00	52 283,49	0,00	52 283,49
70875	par les communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	25 956,00	72 202,03	25 956,00	72 202,03	0,00	46 246,03
70876	par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 298,89	0,00	11 298,89	0,00	11 298,89
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 024,65	0,00	8 024,65	0,00	8 024,65
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 956,00**	**316 264,83**	**25 956,00**	**316 264,83**	**0,00**	**290 308,83**
7088	Autres produits d'activités annexes (abo	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 736,61	0,00	1 736,61	0,00	1 736,61
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 956,00**	**1 683 527,80**	**25 956,00**	**1 683 527,80**	**0,00**	**1 657 571,80**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**143 483,77**	**2 651 247,61**	**143 483,77**	**2 651 247,61**	**0,00**	**2 507 763,84**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 952 746,00	0,00	12 952 746,00	0,00	12 952 746,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 376 906,00	0,00	1 376 906,00	0,00	1 376 906,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entrepris	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	815 220,00	0,00	815 220,00	0,00	815 220,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317 653,00	0,00	317 653,00	0,00	317 653,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 462 525,00**	**0,00**	**15 462 525,00**	**0,00**	**15 462 525,00**
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiq	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490 205,00	0,00	490 205,00	0,00	490 205,00
	Sous Total compte 7313	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**490 205,00**	**0,00**	**490 205,00**	**0,00**	**490 205,00**
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	572 669,76	0,00	572 669,76	0,00	572 669,76
	Sous Total compte 73172	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**572 669,76**	**0,00**	**572 669,76**	**0,00**	**572 669,76**
	Sous Total compte 7317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**572 669,76**	**0,00**	**572 669,76**	**0,00**	**572 669,76**
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 525 399,76**	**0,00**	**16 525 399,76**	**0,00**	**16 525 399,76**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	711,00	0,00	711,00	0,00	711,00
	Sous Total compte 7321	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**711,00**	**0,00**	**711,00**	**0,00**	**711,00**
732221	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	715 955,00	0,00	715 955,00	0,00	715 955,00
	Sous Total compte 73222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**715 955,00**	**0,00**	**715 955,00**	**0,00**	**715 955,00**
	Sous Total compte 7322	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**715 955,00**	**0,00**	**715 955,00**	**0,00**	**715 955,00**
	Sous Total compte 732	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**716 666,00**	**0,00**	**716 666,00**	**0,00**	**716 666,00**
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 332 283,00	0,00	11 332 283,00	0,00	11 332 283,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 965 818,00	0,00	4 965 818,00	0,00	4 965 818,00
7358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 335,00	0,00	42 335,00	0,00	42 335,00
	Sous Total compte 735	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 340 436,00**	**0,00**	**16 340 436,00**	**0,00**	**16 340 436,00**
7391111	Dégrèvement de taxe foncière sur les pro	0,00	0,00	0,00	0,00	279,00	0,00	279,00	0,00	279,00	0,00
7391118	Autres restitutions au titre des dégrève	0,00	0,00	0,00	0,00	18 442,89	0,00	18 442,89	0,00	18 442,89	0,00
	Sous Total compte 739111	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 721,89**	**0,00**	**18 721,89**	**0,00**	**18 721,89**	**0,00**
	Sous Total compte 73911	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 721,89**	**0,00**	**18 721,89**	**0,00**	**18 721,89**	**0,00**
	Sous Total compte 7391	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 721,89**	**0,00**	**18 721,89**	**0,00**	**18 721,89**	**0,00**
739211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	8 320 628,64	0,00	8 320 628,64	0,00	8 320 628,64	0,00
739215	Reversements conventionnels de fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	47 775,20	0,00	47 775,20	0,00	47 775,20	0,00
	Sous Total compte 73921	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 368 403,84**	**0,00**	**8 368 403,84**	**0,00**	**8 368 403,84**	**0,00**
739221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	4 670 103,00	0,00	4 670 103,00	0,00	4 670 103,00	0,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	259 751,00	0,00	259 751,00	0,00	259 751,00	0,00
	Sous Total compte 739222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**259 751,00**	**0,00**	**259 751,00**	**0,00**	**259 751,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 73922	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 929 854,00**	**0,00**	**4 929 854,00**	**0,00**	**4 929 854,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7392	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 298 257,84**	**0,00**	**13 298 257,84**	**0,00**	**13 298 257,84**	**0,00**
7398	Reversements, restitutions et prélèvemen	0,00	0,00	0,00	0,00	562 776,54	0,00	562 776,54	0,00	562 776,54	0,00
	Sous Total compte 739	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 879 756,27**	**0,00**	**13 879 756,27**	**0,00**	**13 879 756,27**	**0,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 879 756,27**	**33 582 501,76**	**13 879 756,27**	**33 582 501,76**	**0,00**	**19 702 745,49**
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 748 684,00	0,00	1 748 684,00	0,00	1 748 684,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 066 669,00	0,00	5 066 669,00	0,00	5 066 669,00
	Sous Total compte 74112	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 815 353,00**	**0,00**	**6 815 353,00**	**0,00**	**6 815 353,00**
	Sous Total compte 7411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 815 353,00**	**0,00**	**6 815 353,00**	**0,00**	**6 815 353,00**
	Sous Total compte 741	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 815 353,00**	**0,00**	**6 815 353,00**	**0,00**	**6 815 353,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 072,85	0,00	67 072,85	0,00	67 072,85
74611	DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 946,00	0,00	16 946,00	0,00	16 946,00
	Sous Total compte 7461	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 946,00**	**0,00**	**16 946,00**	**0,00**	**16 946,00**
	Sous Total compte 746	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 946,00**	**0,00**	**16 946,00**	**0,00**	**16 946,00**
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	111 600,60	520 822,83	111 600,60	520 822,83	0,00	409 222,23
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**111 600,60**	**520 822,83**	**111 600,60**	**520 822,83**	**0,00**	**409 222,23**
7472	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	31 259,58	40 845,27	31 259,58	40 845,27	0,00	9 585,69
7473	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 979,09	0,00	45 979,09	0,00	45 979,09
74773	FEADER	0,00	0,00	0,00	0,00	15 741,65	30 736,22	15 741,65	30 736,22	0,00	14 994,57
	Sous Total compte 7477	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 741,65**	**30 736,22**	**15 741,65**	**30 736,22**	**0,00**	**14 994,57**
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	36 681,86	161 584,11	36 681,86	161 584,11	0,00	124 902,25
	Sous Total compte 74788	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 681,86**	**161 584,11**	**36 681,86**	**161 584,11**	**0,00**	**124 902,25**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 681,86**	**161 584,11**	**36 681,86**	**161 584,11**	**0,00**	**124 902,25**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**195 283,69**	**799 967,52**	**195 283,69**	**799 967,52**	**0,00**	**604 683,83**
748312	D.C.R.T.P.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 472 660,00	0,00	1 472 660,00	0,00	1 472 660,00
	Sous Total compte 74831	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 472 660,00**	**0,00**	**1 472 660,00**	**0,00**	**1 472 660,00**
74832	État - Compensation au titre de la Contr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 603 159,00	0,00	1 603 159,00	0,00	1 603 159,00
74834	État - compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 257,00	0,00	49 257,00	0,00	49 257,00
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 125 076,00**	**0,00**	**3 125 076,00**	**0,00**	**3 125 076,00**
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 125 076,00**	**0,00**	**3 125 076,00**	**0,00**	**3 125 076,00**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**195 283,69**	**10 824 415,37**	**195 283,69**	**10 824 415,37**	**0,00**	**10 629 131,68**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 564,13	0,00	58 564,13	0,00	58 564,13
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	208 962,19	790 318,59	208 962,19	790 318,59	0,00	581 356,40
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**208 962,19**	**790 318,59**	**208 962,19**	**790 318,59**	**0,00**	**581 356,40**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**208 962,19**	**790 318,59**	**208 962,19**	**790 318,59**	**0,00**	**581 356,40**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**208 962,19**	**848 882,72**	**208 962,19**	**848 882,72**	**0,00**	**639 920,53**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 064,05	0,00	4 064,05	0,00	4 064,05
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143,50	0,00	143,50	0,00	143,50
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 869,00	0,00	182 869,00	0,00	182 869,00
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**187 076,55**	**0,00**	**187 076,55**	**0,00**	**187 076,55**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 427 485,92**	**48 094 124,01**	**14 427 485,92**	**48 094 124,01**	**13 879 756,27**	**47 546 394,36**
	Total général	**88 770 119,38**	**88 770 119,38**	**276 978 026,65**	**277 791 913,13**	**56 111 493,77**	**55 297 607,29**	**421 859 639,80**	**421 859 639,80**	**141 902 184,05**	**141 902 184,05**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**227 066,68**	**669 083,05**	**0,00**	**0,00**	**9 514,98**	**1 674 612,75**	**14 721,60**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	227 066,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	217 574,67	0,00	0,00	0,00	10 232,68	13 776,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	161 821,59	0,00	0,00	0,00	308 000,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	284 265,94	0,00	0,00	9 514,98	1 352 189,48	945,60	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	5 420,85	0,00	0,00	0,00	4 190,59	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 662 545,75**	**877 969,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**234 355,00**	**60 931,44**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 662 545,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	877 969,96	0,00	0,00	0,00	234 355,00	47 155,44	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 776,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**1 777 931,43**	**1 272 938,20**	**131 511,77**	**4 939 914,58**		**10 717 295,04**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	861,00	0,00	0,00		227 927,68
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	304 679,34	0,00	0,00	17 080,51		563 343,20
204	Subventions d'équipement versées	92 534,20	280 532,00	0,00	2 765 000,00		3 607 887,79
21	Immobilisations corporelles	1 301 497,20	559 391,63	10 820,21	458 864,87		3 977 489,91
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	20 460,00	430 448,57	120 691,56	1 698 969,20		2 280 180,77
26	Participations et créances rattachées	49 000,00	1 705,00	0,00	0,00		50 705,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	9 760,69	0,00	0,00	0,00		9 760,69
RECETTES		**104 400,00**	**3 339,00**	**278 586,00**	**199 679,94**		**4 421 807,09**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 662 545,75
13	Subventions d'investissement	104 400,00	0,00	278 586,00	199 679,94		1 742 146,34
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	3 339,00	0,00	0,00		3 339,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		13 776,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**13 318 016,66**	**10 573 319,39**	**0,00**	**68 012,00**	**127 881,38**	**5 819 786,35**	**332 782,13**	**0,00**
011	Charges à caractère général	-140,00	1 713 700,24	0,00	0,00	72 881,38	1 367 543,60	-10 903,74	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	8 208 245,18	0,00	0,00	0,00	4 102 698,13	303 285,87	0,00
014	Atténuations de produits	13 304 256,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	651 373,97	0,00	68 012,00	55 000,00	349 544,62	14 000,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	13 899,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 400,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**42 524 222,35**	**402 651,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**774 297,26**	**586 585,33**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	25 434,25	0,00	0,00	0,00	11 427,93	1 121,72	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	247 994,66	0,00	0,00	0,00	657 902,72	109 412,72	0,00
73	Impôts et taxes	17 057 102,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	15 459 475,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	10 007 501,85	58 801,83	0,00	0,00	0,00	104 780,42	17 394,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	66 552,55	0,00	0,00	0,00	186,19	458 656,89	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	143,50	3 867,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**4 473 253,88**	**2 525 721,64**	**2 190 657,90**	**2 506 493,90**		**41 935 925,23**
011	Charges à caractère général	0,00	436 346,34	689 713,50	320 197,92	357 543,36		4 946 882,60
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	3 664 506,75	267 870,41	1 346 711,98	1 315 657,89		19 208 976,21
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	562 776,54	12 723,00	0,00		13 879 756,27
65	Autres charges de gestion courante	0,00	372 400,79	1 005 361,19	511 025,00	833 292,65		3 860 010,22
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		13 899,93
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		26 400,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**331 882,27**	**804 748,34**	**1 519 688,03**	**473 452,01**		**47 417 526,70**
013	Atténuations de charges	0,00	4 451,98	0,00	11 565,46	0,00		54 001,34
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	215 502,95	27 239,73	830 529,05	419 182,01		2 507 763,84
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		17 057 102,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	572 669,76	493 255,00	0,00		16 525 399,76
74	Dotations et participations	0,00	110 872,67	98 671,00	176 839,91	54 270,00		10 629 131,68
75	Autres produits de gestion courante	0,00	858,44	106 167,85	7 498,61	0,00		639 920,53
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	196,23	0,00	0,00	0,00		4 207,55
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	20 463 240,85	10 917 309,82	4 448 798,94	5 097 132,09
RECETTES	20 463 240,85	6 211 745,19	3 723 632,53	10 527 863,13
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	55 837 568,14	43 708 717,55	0,00	12 128 850,59
RECETTES	55 837 568,14	47 600 395,70	0,00	8 237 172,44

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET MOBILITE DURABLE/ N°SIRET : 20006711400054

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 801 131,25	412 562,91	0,00	1 388 568,34
RECETTES	1 801 131,25	1 350 722,56	0,00	450 408,69
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	11 173 427,92	10 872 637,45	0,00	300 790,47
RECETTES	11 173 427,92	10 822 421,13	0,00	351 006,79

BUDGET EAU POTABLE/ N°SIRET : 20006711400047

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 821 048,23	3 998 314,69	5 185 050,54	4 637 683,00
RECETTES	13 821 048,23	5 353 299,01	1 574 936,79	6 892 812,43
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 727 251,72	3 481 829,36	0,00	5 245 422,36
RECETTES	8 727 251,72	4 458 815,22	0,00	4 268 436,50

BUDGET PARC ACTIV. APPOIGNY/ N°SIRET : 20006711400096

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	14 916 258,50	14 421 458,24	0,00	494 800,26
RECETTES	14 916 258,50	14 916 258,50	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	15 046 358,50	14 996 326,74	0,00	50 031,76
RECETTES	15 046 358,50	14 301 526,48	0,00	744 832,02

BUDGET SPANC/ N°SIRET : 20006711400062				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	59 054,03	23 978,03	0,00	35 076,00
RECETTES	59 054,03	17 702,28	0,00	41 351,75

BUDGET PRESTATIONS DE SERVICE/ N°SIRET : 20006711400104				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	76 315,88	27 977,76	0,00	48 338,12
RECETTES	76 315,88	28 065,36	0,00	48 250,52

BUDGET DECHETS - REDEVANCE INCITATIVE/ N°SIRET : 20006711400120				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00

BUDGET DECHETS - REDEVANCE INCITATIVE/ N°SIRET : 20006711400120				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

BUDGET ASSAINISSEMENT/ N°SIRET : 20006711400146				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	16 025 148,82	6 513 362,01	1 860 688,37	7 651 098,44
RECETTES	16 025 148,82	5 864 509,52	2 184 815,28	7 975 824,02
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	6 779 613,66	4 071 743,58	0,00	2 707 870,08
RECETTES	6 779 613,66	3 864 782,68	0,00	2 914 830,98

BUDGET DECHETS COLLECTE/ N°SIRET : 20006711400153				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	5 894 510,36	2 904 666,57	936 156,71	2 053 687,08
RECETTES	5 894 510,36	1 149 246,25	365 570,00	4 379 694,11
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	15 063 374,60	11 543 142,71	0,00	3 520 231,89
RECETTES	15 063 374,60	12 082 068,14	0,00	2 981 306,46

BUDGET ECO-POLE ZAE VENOY/ N°SIRET : 20006711400179				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	5 065 573,17	1 693 480,58	0,00	3 372 092,59
RECETTES	5 065 573,17	3 820 889,92	0,00	1 244 683,25
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	3 417 099,92	1 865 104,58	0,00	1 551 995,34

BUDGET ECO-POLE ZAE VENOY/ N°SIRET : 20006711400179				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
RECETTES	3 417 099,92	1 865 104,58	0,00	1 551 995,34

BUDGET PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES/ N°SIRET : 20006711400161				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 531 711,86	780 187,90	0,00	751 523,96
RECETTES	1 531 711,86	306 262,93	0,00	1 225 448,93
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 225 448,93	780 187,90	0,00	445 261,03
RECETTES	1 225 448,93	780 187,90	0,00	445 261,03

BUDGET AERO PARC/ N°SIRET : 20006711400187				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	852 810,00	22 335,00	0,00	830 475,00
RECETTES	852 810,00	11 905,00	0,00	840 905,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	840 905,00	22 335,00	0,00	818 570,00
RECETTES	840 905,00	22 335,00	0,00	818 570,00

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	80 371 433,04	41 663 677,72	12 430 694,56	26 277 060,76
RECETTES	80 371 433,04	38 984 838,88	7 848 954,60	33 537 639,56
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	118 246 418,30	91 393 980,66	0,00	26 852 437,64
RECETTES	118 246 418,30	95 843 404,47	0,00	22 403 013,83

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	80 371 433,04	41 663 677,72	12 430 694,56	26 277 060,76
RECETTES	80 371 433,04	38 984 838,88	7 848 954,60	33 537 639,56
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	118 246 418,30	91 393 980,66	0,00	26 852 437,64
RECETTES	118 246 418,30	95 843 404,47	0,00	22 403 013,83
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**198 617 851,34**	**133 057 658,38**	**12 430 694,56**	**53 129 498,40**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**198 617 851,34**	**134 828 243,35**	**7 848 954,60**	**55 940 653,39**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**5 134 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					5 134 000,00									
2020-03 MON535606EUR DO	SFIL CAFFIL	18/10/2020	27/10/2020	01/02/2021	1 600 000,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	0,520	EUR	T	C	O	A-1
2021-01 MON539777EUR	BANQUE POSTALE	14/12/2021	23/12/2021	01/04/2022	1 806 000,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	0,560	EUR	T	C	O	A-1
202303 - 151755	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/10/2023	01/01/2025	01/11/2025	1 728 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,400	3,400	EUR	A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**5 134 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d’emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**4 077 166,60**					**299 066,68**	**72 651,93**	**0,00**	**8 483,67**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		4 077 166,60					299 066,68	72 651,93	0,00	8 483,67
2020-03 MON535606EUR DO	N	0,00	A-1	1 066 666,60	9,83	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	106 666,68	5 893,33	0,00	909,04
2021-01 MON539777EUR	N	0,00	A-1	1 354 500,00	11,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	120 400,00	8 006,60	0,00	1 875,23
202303 - 151755	N	0,00	A-1	1 656 000,00	22,83	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,760	72 000,00	58 752,00	0,00	5 699,40
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**4 077 166,60**					**299 066,68**	**72 651,93**	**0,00**	**8 483,67**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	4 077 166,60	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2022-11-24
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	M57 202 FRAIS D'ETUDES,D'ELABORATION, DE MODIFIC	10	24/11/2022
L	M57 2031 FRAIS D'ETUDES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2033 FRAIS D'INSERTION_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	30	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	40	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	5	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	30	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	40	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	5	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	30	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	40	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	5	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	30	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	40	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	5	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	30	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	40	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	5	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 2041412 Bâtiments et installations	30	24/11/2022
L	M57 2041512 SUB.EQ.VERS.GFP-BATIMENTS ET INSTALLAT	30	24/11/2022
L	M57 204182 SUB VERSEES AUTRES ORGANISMES 30ANS	30	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	30	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	40	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	5	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 2051 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2088 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2121 PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES_15AN	15	24/11/2022
L	M57 2128 AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_30AN	30	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_50AN	50	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21318 AUTRES BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21321 IMMEUBLES DE RAPPORT_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21328 AUTRES BATIMENTS PRIVES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21351 BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21352 BATIMENTS PRIVES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 2152 INSTALLATIONS DE VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21568 AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE ET	15	24/11/2022
L	M57 21571 MATERIEL ROULANT DE VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21578 AUTRE MATERIEL TECHNIQUE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2158 AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLA	5	24/11/2022
L	M57 2181 INSTALL. GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAG	15	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_CAMIONS VEHICULES	10	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_DEUX ROUES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21838 AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21848 MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2185 TELEPHONIE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPORELLES (OUTILLAGE)_10ANS	10	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPO (PETIT MATERIEL)_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13146 ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION D'INVESTI	1	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_25ANS	25	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R1318 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	10	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	15	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	20	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	25	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	30	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	40	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	5	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	50	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	10	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	15	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	20	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	25	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	30	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	40	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	5	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	50	24/11/2022

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS — B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 01 — **Intitulé de l'opération : TX COMPTE DE TIERS PERIL TRAVAUX D'OFFICE COMPTE TIERS AUXERRE AQUARIUS TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**109 092,30**	**9 760,69**	**0,00**	**0,00**	**9 760,69**	**109 092,30**
45 TX COMPTE DE TIERS PERIL (2)	2 064,00	9 760,69	0,00	0,00	9 760,69	2 064,00
45411 TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPE DE TIERS (2)	107 028,30	0,00	0,00	0,00	0,00	107 028,30
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**109 092,30**	**9 760,69**	**0,00**	**0,00**	**9 760,69**	**109 092,30**
RECETTES (b)	**0,00**	**110 000,00**	**0,00**	**113 764,75**	**-3 764,75**	**0,00**
45412 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	110 000,00	0,00	113 764,75	-3 764,75	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**110 000,00**	**0,00**	**113 764,75**	**-3 764,75**	**0,00**

N° opération : 02 — **Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS JUSSY** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**105 542,32**	**9 760,69**	**57 542,32**	**38 239,31**	**9 760,69**
45411 TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS (2)	0,00	105 542,32	0,00	57 542,32	48 000,00	0,00
45411 TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS (2)	0,00	0,00	9 760,69	0,00	-9 760,69	9 760,69
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**105 542,32**	**9 760,69**	**57 542,32**	**38 239,31**	**9 760,69**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 02	Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS JUSSY					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 03	Intitulé de l'opération : TX COMPTE DE TIERS PERIL TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 TX COMPTE DE TIERS PERIL (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**
45412 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**

N° opération : 04	Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**70 239,31**	**0,00**	**0,00**	**70 239,31**	**0,00**
45411 TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS (2)	0,00	70 239,31	0,00	0,00	70 239,31	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 04	Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**70 239,31**	**0,00**	**0,00**	**70 239,31**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45412 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 102	Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS IRANCY					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**9 760,69**	**0,00**	**9 760,69**	**0,00**	**0,00**
45411 TRAVAUX D'OFFICE POUR COMPTE DE TIERS IRANCY (2)	0,00	9 760,69	0,00	9 760,69	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**9 760,69**	**0,00**	**9 760,69**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 25087	Intitulé de l'opération : TRAVAUX DE VOIRIE CONNEXES SCHEMA CYCLABLE					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**
4581 TRAVAUX DE VOIRIE CONNEXES SCHEMA CYCLABLE (2)	0,00	75 000,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 25087	Intitulé de l'opération : TRAVAUX DE VOIRIE CONNEXES SCHEMA CYCLABLE					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	75 000,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	46 188 012,88	42 306 593,83	1 791 947,95
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**4 232 210,00**	**3 877 396,33**											**135 149,75**	**55 561,71**
AJA.	2024	C		CE	3 153 500,00	3 153 500,00	14,00	A	F	Taux fixe à 4.5 %	4,640	F	Taux fixe à 4.5 %	4,550	A-1	EUR	107 613,19	0,00
AJA.	2025	C		BANQUE POPULAIRE	400 000,00	375 555,56	14,00	M	F	Taux fixe à 4.4 %	4,560	F	Taux fixe à 4.4 %	4,450	A-1	EUR	15 873,68	24 444,42
AJA.	2025	C		BANQUE POPULAIRE	200 000,00	187 777,78	14,00	M	F	Taux fixe à 4.4 %	4,560	F	Taux fixe à 4.4 %	4,450	A-1	EUR	7 936,84	12 222,21
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2021	P		CDC	71 214,50	68 613,14	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,380	A-1	EUR	2 475,43	148,72
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2025	P		CDC	7 057,00	7 057,00	59,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,080	A-1	EUR	0,00	0,00
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2025	P		CDC	7 438,50	7 438,50	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,080	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
MAISON DE RETRAITE DE ST BRIS	2003	P		CE	393 000,00	77 454,35	3,07	A	F	(Euribor 12M + 0.5)-Floor -0.5 sur Euribor 12M	3,030	V	Taux fixe à 1.3 %	1,300	A-1	EUR	1 250,61	18 746,36
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**41 955 802,88**	**38 429 197,50**											**902 052,63**	**699 183,86**
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2021	P		CDC	199 456,50	199 456,50	47,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,770	A-1	EUR	5 468,29	0,00
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2021	P		CDC	1 208 260,00	1 208 260,00	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,280	A-1	EUR	39 378,47	0,00
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2021	P		CDC	273 398,50	273 398,50	47,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,280	A-1	EUR	6 194,11	0,00
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2021	P		CDC	1 656 182,00	1 656 182,00	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,440	A-1	EUR	46 221,28	0,00
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2024	P		CDC	743 507,10	738 001,02	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,000	A-1	EUR	4 395,56	5 506,08

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2024	P		CDC	1 061 550,90	1 049 283,33	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,000	A-1	EUR	6 275,82	12 267,57
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2024	P		CDC	439 540,20	433 162,47	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,630	A-1	EUR	1 884,37	6 377,73
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2024	P		CDC	307 853,10	304 785,01	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,630	A-1	EUR	1 319,81	3 068,09
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2024	P		CDC	132 000,00	128 259,12	23,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,870	A-1	EUR	908,30	3 740,88
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2024	P		CDC	574 069,60	559 525,91	23,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,230	A-1	EUR	5 155,21	14 543,69
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2025	P		CDC	187 602,00	187 602,00	49,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,170	A-1	EUR	0,00	0,00
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2025	P		CDC	655 886,40	655 886,40	39,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,170	A-1	EUR	0,00	0,00
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2025	P		CDC	229 401,20	229 401,20	49,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,960	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2025	P		CDC	865 554,00	865 554,00	39,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,960	A-1	EUR	0,00	0,00
AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M	2025	P		BRED	596 642,44	591 461,36	19,67	T	F	Taux fixe à 3.5 %	3,550	F	Taux fixe à 3.5 %	1,240	A-1	EUR	5 220,62	5 181,08
DOMANYS	2014	P		CDC	187 250,00	153 073,03	28,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,140	A-1	EUR	5 541,81	866,19
DOMANYS	2017	P		CDC	45 850,00	41 432,12	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,570	A-1	EUR	1 445,74	0,00
DOMANYS	2017	P		CDC	45 400,00	42 458,48	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,870	A-1	EUR	1 191,33	0,00
DOMANYS	2020	P		CDC	329 500,76	298 374,25	28,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,490	A-1	EUR	11 841,92	1 421,12
DOMANYS	2024	P		CDC	250 000,00	247 981,22	38,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,700	A-1	EUR	3 362,65	2 018,78
DOMANYS	2024	P		CDC	169 250,00	168 625,57	48,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,700	A-1	EUR	2 276,51	624,43
DOMANYS	2024	P		CDC	100 000,00	98 868,20	38,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	1,810	A-1	EUR	974,39	1 131,80
DOMANYS	2024	P		CDC	86 000,00	85 433,49	48,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	1,810	A-1	EUR	837,97	566,51

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABELLIS	2014	P		Crédit Foncier	298 268,65	211 167,27	18,58	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.09)-Floor -1.09 sur Livret A(Préfixé)	2,360	V	(Livret A(Préfixé) + 1.09)-Floor -1.09 sur Livret A(Préfixé)	3,570	A-1	EUR	8 220,69	8 873,92
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P		CDC	44 636,00	38 993,19	38,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,070	A-1	EUR	1 412,59	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P		CDC	23 387,40	18 324,73	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,260	A-1	EUR	519,17	217,08
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P		CDC	19 053,00	16 053,07	38,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,260	A-1	EUR	450,96	52,80
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	90 000,00	72 971,23	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,260	A-1	EUR	2 062,33	683,27
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P		CDC	75 000,00	58 939,73	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,470	A-1	EUR	1 667,61	617,75
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	57 500,00	46 162,55	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,400	A-1	EUR	1 304,66	432,25
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	30 375,50	24 386,27	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,300	A-1	EUR	689,21	228,34
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	11 446,25	9 798,79	39,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,290	A-1	EUR	274,72	12,51
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	14 518,75	12 796,00	39,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,440	A-1	EUR	437,49	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	24 125,00	20 937,46	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	755,71	54,40
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	131 779,90	112 571,49	31,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,290	A-1	EUR	3 170,91	675,24

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	81 200,00	72 601,52	41,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,530	A-1	EUR	1 946,52	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	539 291,20	473 768,80	31,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,090	A-1	EUR	17 099,99	1 230,95
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	207 900,00	189 749,55	41,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,200	A-1	EUR	6 005,60	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	13 736,50	12 467,98	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,300	A-1	EUR	408,42	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	5 982,00	5 318,27	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,440	A-1	EUR	148,60	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	29 390,00	25 106,07	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,400	A-1	EUR	707,19	150,60
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	624 663,00	550 710,76	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.18	1,930	V	Livret A(Préfixé) + 1.18	3,770	A-1	EUR	23 087,45	1 620,50
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	1 067 760,00	905 021,25	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,190	A-1	EUR	32 846,28	7 375,50
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	310 000,00	310 000,00	31,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	40 908,00	35 732,12	27,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,240	A-1	EUR	1 295,21	245,79
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	476 500,00	364 837,68	17,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,400	A-1	EUR	10 333,12	10 912,02
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	192 656,50	154 127,29	18,50	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	A-1	EUR	2 975,67	6 719,37
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	C		CE	516 737,50	249 756,51	7,01	T	F	Taux fixe à 1.21 %	1,220	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	3 282,58	34 449,16

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	C		C.C.C.COOP	448 504,00	239 202,18	7,93	T	F	Taux fixe à 1.28 %	1,290	F	Taux fixe à 1.28 %	1,280	A-1	EUR	3 301,00	29 900,28
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	C		C.C.C.COOP	718 540,90	431 124,50	8,89	T	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	4 426,21	47 902,72
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	21 626,30	19 255,31	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,290	A-1	EUR	704,08	302,40
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	46 158,22	42 726,57	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,050	A-1	EUR	1 540,62	68,32
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	81 493,26	75 122,82	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,110	A-1	EUR	2 742,65	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	64 901,65	60 220,38	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,420	A-1	EUR	2 081,20	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	907 339,91	763 002,21	18,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,190	A-1	EUR	27 993,84	14 604,47
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	73 817,12	66 074,70	25,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	2 398,05	537,85
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	112 924,00	102 961,41	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,470	A-1	EUR	2 895,06	433,48
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	55 000,00	52 361,82	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,960	A-1	EUR	1 604,45	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	34 500,00	32 398,14	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,300	A-1	EUR	835,24	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	186 170,00	173 319,86	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,270	A-1	EUR	6 244,76	145,72
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	283 418,00	255 875,35	33,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,290	A-1	EUR	7 194,68	1 077,27

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	112 000,00	104 143,40	43,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,610	A-1	EUR	2 684,88	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	173 500,00	163 567,79	43,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	A-1	EUR	5 011,99	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	300 089,50	276 653,25	33,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,090	A-1	EUR	9 967,89	232,59
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	994 000,00	823 648,35	19,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,640	A-1	EUR	23 491,79	30 598,62
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	1 757 213,50	1 435 203,74	19,92	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	12 906,14	65 509,63
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	181 500,00	172 793,98	43,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,030	A-1	EUR	5 294,69	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	437 700,00	407 488,31	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,490	A-1	EUR	14 681,91	342,59
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	96 000,00	90 151,35	43,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,480	A-1	EUR	2 324,15	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	248 865,50	226 909,65	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,690	A-1	EUR	6 380,22	955,32
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	408 702,00	372 644,77	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,690	A-1	EUR	10 477,98	1 568,88
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	293 300,00	279 231,25	43,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,030	A-1	EUR	8 556,10	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	1 045 970,10	973 773,33	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,490	A-1	EUR	35 085,32	818,69
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	114 800,00	107 805,98	43,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,480	A-1	EUR	2 779,30	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	C		CIC	973 662,83	665 336,30	10,01	T	F	Taux fixe à 1.38 %	1,390	F	Taux fixe à 1.38 %	1,380	A-1	EUR	9 741,50	64 910,84
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	1 458 929,70	1 458 929,70	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,310	A-1	EUR	47 548,06	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	457 794,90	457 794,90	47,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,780	A-1	EUR	12 550,87	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	646 705,80	646 705,80	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,330	A-1	EUR	18 048,48	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	211 301,10	211 301,10	47,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,300	A-1	EUR	4 787,23	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	P		CDC	132 521,00	130 737,08	46,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,050	A-1	EUR	3 963,14	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	P		CDC	655 631,00	643 626,11	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,140	A-1	EUR	22 912,76	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	P		CDC	52 466,50	51 608,95	46,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,590	A-1	EUR	1 328,48	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	P		CDC	249 780,50	243 047,55	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,390	A-1	EUR	6 827,39	787,60
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	P		CDC	135 000,00	117 565,27	16,33	A	F	Taux fixe à 1.72 %	1,720	F	Taux fixe à 1.72 %	1,720	A-1	EUR	2 123,79	5 910,97
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	779 239,50	754 672,38	37,42	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,830	A-1	EUR	22 422,37	10 938,64
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	258 931,00	253 588,20	47,42	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,830	A-1	EUR	7 509,86	2 440,79
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	1 150 377,00	1 107 198,44	37,42	T	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,690	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	A-1	EUR	24 169,20	19 069,76

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	401 708,50	391 289,23	47,42	T	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,690	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	A-1	EUR	8 511,43	4 714,18
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	561 000,00	528 765,34	22,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,320	A-1	EUR	14 990,29	16 335,94
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	971 501,50	921 390,72	22,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,170	A-1	EUR	34 088,01	25 498,42
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	319 246,25	314 613,98	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,590	A-1	EUR	2 055,17	4 632,27
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	162 901,50	161 278,01	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,590	A-1	EUR	1 048,69	1 623,49
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	105 757,50	104 974,31	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	939,23	783,19
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	P		CDC	221 515,00	218 955,11	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	1 967,27	2 559,89
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	P		CDC	251 713,80	249 205,19	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	1,780	A-1	EUR	5 093,97	2 508,61
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	P		CDC	565 893,90	557 682,77	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	1,780	A-1	EUR	11 452,08	8 211,13
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	P		CDC	490 859,10	487 224,02	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,590	A-1	EUR	13 739,44	3 635,08
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	P		CDC	1 132 133,40	1 119 050,16	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,590	A-1	EUR	31 689,09	13 083,24
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	P		CDC	623 932,50	608 125,57	23,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,620	A-1	EUR	18 094,68	15 806,93
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	C		BANQUE POPULAIRE	313 084,00	297 429,80	18,08	A	F	Taux fixe à 4.06 %	4,060	F	Taux fixe à 4.06 %	4,050	A-1	EUR	12 711,21	15 654,20

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2024	P		BANQUE POPULAIRE	1 032 781,92	996 702,57	18,83	T	F	Taux fixe à 3.57 %	3,620	F	Taux fixe à 3.57 %	3,560	A-1	EUR	36 390,87	36 079,35
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	C		CREDIT COOPERATIF	676 384,00	558 016,80	16,26	T	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	A-1	EUR	4 922,81	33 819,20
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2022	C		CIC	554 771,70	434 571,17	11,51	T	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	A-1	EUR	5 263,40	36 984,80
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2023	C		CIC	557 166,67	445 733,34	11,76	A	F	Taux fixe à 3.83 %	3,830	F	Taux fixe à 3.83 %	3,820	A-1	EUR	18 494,22	37 144,44
SA MON LOGIS	2018	P		CREDIT AGRICOLE	80 400,00	73 082,73	42,93	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	1,860	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	4,010	A-1	EUR	3 049,08	1 104,00
SA MON LOGIS	2018	P		CREDIT AGRICOLE	261 600,00	228 553,38	32,93	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	1,860	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	4,010	A-1	EUR	9 598,46	4 985,92
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	35 193,00	34 202,73	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,580	A-1	EUR	971,73	501,97
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	13 441,50	13 185,19	47,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,580	A-1	EUR	372,82	129,92
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	168 786,00	164 814,71	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,380	A-1	EUR	6 006,08	2 020,76

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	57 885,00	57 012,23	47,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,380	A-1	EUR	2 068,43	444,10
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	75 386,75	75 386,75	49,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,810	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	0,910	A-1	EUR	0,00	0,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	94 380,50	94 380,50	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,810	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	0,910	A-1	EUR	0,00	0,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	62 575,75	62 575,75	49,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,490	A-1	EUR	0,00	0,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	107 767,00	107 767,00	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,490	A-1	EUR	0,00	0,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	126 631,75	126 631,75	49,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,750	A-1	EUR	0,00	0,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	243 965,25	243 965,25	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,750	A-1	EUR	0,00	0,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL	2023	P		CDC	54 094,50	54 094,50	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,810	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	0,910	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
TOTAL GENERAL					**46 188 012,88**	**42 306 593,83**											**1 037 202,38**	**754 745,57**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	22 621,11
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	168 090,37
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	2 985 387,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**3 176 098,48**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**47 417 526,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**6,70**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**3 247 718,89**	
Personnes de droit privé	**819 250,18**	
Associations	**456 959,52**	
AMIDON 89	1 500,00	
ARTEM	9 000,00	
ASS DEVELOP CREATION ETUDES PRO A FACETTES	21 600,00	
ASSOC.ICAUNAISE DE DIFFUSION ART ISTIQUE AIDA THEATRE	50 000,00	
ASSOCIATION COUP DE POUCE	33 919,16	
ASSOCIATION DES ENTRETIENS D'AUX	12 000,00	
CENTRE INFORMATION DROITS FEMMES FAMILLES CIDFF	400,00	
CLUB VERT AAEP ASSOCIATION	3 100,00	
COMITE DEP DES SPORTS YONNE CDOS	5 000,00	
EPICERIE SOLIDAIRE AUXERROIS ASS	1 500,00	
HANDBALL CLUB AUXERROIS	3 200,00	
LA TRIBU D'ESSENCE	1 600,00	
LES PETITS DEBROUILLARDS BOURGOG FRANCHE COMTE APDBFC	2 880,00	
LIGUE DE L ENSEIGNEMENT DE BOUR GOGNE-FRANCHE-COMTE	800,00	
MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FOR MATION DE L'AUXERROIS	191 646,42	
MISSION LOCALE DE L'AUXERROIS MISSION LOCALE POUR LES JEUNES A	103 000,00	
OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATIVE A L ECOLE DE L YONNE	1 531,35	
PASSERELLE ASSOCIATION	800,00	
PASSERELLE ASSOCIATION	3 200,00	
RUGBY CLUB AUXERROIS	1 511,14	
UFOLEP 89 UNION FRANCAISE DES OE LAIQUES DE L'EDUCATION PHYSIQUE	8 771,45	
Entreprises	**233 549,71**	
AJA FOOTBALL SAS	108 000,00	
AJA FOOTBALL SAS	54 000,00	
ATMO BOURGOGNE FRANCHE COMTE	18 600,00	
CANNELLE, VINTAGE CAFE	1 960,00	
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTIS BFC	22 080,25	
DAOUAH SONIA CHEZ SOLI	455,00	
G QUILLIN TRAITEUR M QUILLIN GAETAN	10 000,00	
LA BOUSSOLE	1 845,99	
LA STESUB LE SUB	1 961,59	
LAUREN'A	3 000,00	
LE COLIBRI ET LA TORTUE	693,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MAISON ZHOUR	2 500,00	
MERY ROMANE R.MASSAGE BIEN-ETRE	300,00	
MOON AUXERRE	3 000,00	
MOUDDEN BENOUALI EFFET M'HAIR	910,00	
RUE GALANTE	4 243,88	
Personnes physiques	**128 740,95**	
ALBERTELLI VERONIQUE	2 500,00	
AMMARI HAMID AMMARI HASNA	2 500,00	
BILLON AURELIE HISTOIRE DE FANES	410,40	
BRULE JEAN-BAPTISTE	1 500,00	
CHATEAU JEAN PAULETTE	2 500,00	
DANREE VERONIQUE PERROTIN	2 500,00	
DE PRETTO	5 000,00	
DELACOURT JEAN	2 500,00	
DESCHAMPS CLAUDE	469,00	
DESNOYERS CLAUDINE	2 500,00	
DI BLAS PAULINE	2 500,00	
ESSAKI KHALID	2 500,00	
GERBAULT OLIVIER	24 057,80	
HAFID SONIA	21 252,00	
KURTZ BRIGITTE	2 268,00	
LAZRAQ ABDNBI	2 500,00	
LHUILLIER JUANITO	2 500,00	
LOISEAU HERVE AU BON COIN	3 000,00	
MARTIN GISELE	2 500,00	
SAINT REQUIER LARA	2 500,00	
SOULIER LOUIS JOSEPH	2 500,00	
TONNELIER FABIENNE	2 500,00	
VIOUX BERNARD	1 562,75	
WATTECAMPS SYLVIE	34 221,00	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**2 428 468,71**	
Etat	**0,00**	
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
Communes	**1 103 807,46**	
CNE APPOIGNY	20 000,00	
CNE AUXERRE	911 596,00	
CNE AUXERRE	5 211,72	
CNE AUXERRE	80 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CNE AUXERRE	2 400,00	
CNE CHAMPS SUR YONNE	25 000,00	
CNE CHEVANNES	10 286,67	
CNE LINDRY	6 921,00	
CNE MONETEAU	10 690,07	
CNE MONTIGNY LA RESLE	3 720,00	
CNE QUENNE	11 899,00	
CNE SAINT BRIS LE VINEUX	7 300,00	
CNE VILLEFARGEAU	8 783,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**1 324 661,25**	
BUDGET ANNEXE TRANSPORTS	804 993,01	
BUDGET ANNEXE ZA APPOIGNY	80 068,24	
CAISSE DES ECOLES	9 000,00	
OAH OFFICE AUXERROIS HABITAT	600,00	
OT DE L'AGGLOMERATION AUXERROISE	335 000,00	
UNIVERSITE BOURGOGNE EUROPE	95 000,00	
Autres	**0,00**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**179,00**	**4,55**	**183,55**	**93,46**	**24,40**	**117,86**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	28,00	0,00	28,00	16,90	0,00	16,90
Adjoint administratif pal 2 cl	C	25,00	1,00	26,00	12,60	0,00	12,60
Adjoint administratif terr.	C	30,00	2,95	32,95	19,16	0,00	19,16
Attaché	A	33,00	0,60	33,60	8,80	16,60	25,40
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal	A	9,00	0,00	9,00	5,90	1,00	6,90
Directeur territorial	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	29,00	0,00	29,00	11,30	6,80	18,10
Rédacteur principal 1 cl	B	13,00	0,00	13,00	10,80	0,00	10,80
Rédacteur principal 2 cl	B	10,00	0,00	10,00	6,00	0,00	6,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**284,00**	**0,22**	**284,22**	**195,20**	**17,80**	**213,00**
Adjoint technique pal 1 cl	C	66,00	0,00	66,00	47,60	0,00	47,60
Adjoint technique pal 2 cl	C	50,00	0,00	50,00	40,80	0,00	40,80
Adjoint technique territorial	C	62,00	0,22	62,22	50,00	2,00	52,00
Agent de maîtrise	C	11,00	0,00	11,00	7,00	0,00	7,00
Agent de maîtrise principal	C	13,00	0,00	13,00	10,00	0,00	10,00
Ingénieur	A	18,00	0,00	18,00	4,00	6,80	10,80
Ingénieur principal	A	11,00	0,00	11,00	8,00	3,00	11,00
Technicien	B	19,00	0,00	19,00	9,80	2,00	11,80
Technicien principal de 1 cl	B	13,00	0,00	13,00	7,00	1,00	8,00
Technicien principal de 2 cl	B	21,00	0,00	21,00	11,00	3,00	14,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**15,00**	**0,00**	**15,00**	**4,00**	**3,00**	**7,00**
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Educateur A.P.S pal 2cl	B	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Educateur territorial A.P.S	B	8,00	0,00	8,00	2,00	3,00	5,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**42,50**	**13,17**	**55,67**	**29,82**	**16,15**	**45,97**
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	1,00	0,61	1,61	1,53	0,00	1,53
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	8,00	1,30	9,30	9,30	0,00	9,30
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	7,50	4,40	11,90	2,25	6,60	8,85
Assistant ens. artistique	B	2,00	3,10	5,10	0,00	4,35	4,35
Attaché cons.	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Attaché principal conservation	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur étab ens art 1ca	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Directeur étab ens art 2cat	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Professeur ens. art. Hcl.	A	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
Professeur ens. art. cl.N	A	11,00	3,76	14,76	7,74	4,20	11,94
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Allocataire		2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Apprenti		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**523,50**	**17,94**	**541,44**	**322,48**	**61,35**	**383,83**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	401	0,00	A	A
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	528	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	638	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	638	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	542	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	415	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	444	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	458	0,00	332-23-1°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	444	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	429	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	431	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. artistique	B	CULT	397	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	431	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	397	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché cons.	A	CULT	525	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Attaché principal	A	ADM	1015	0,00	332-8-2°	CDD
Directeur CA de 40 à 80 hab	A	OTR	HEA3	0,00	343-1_343-3	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	431	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	431	0,00	332-10	CDI
Educateur territorial A.P.S	B	SP	452	0,00	332-8-2°	CDI
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	697	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	565	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	697	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	1015	0,00	332-10	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	995	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	995	0,00	332-8-2°	CDD
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	608	0,00	332-8-2°	CDD
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	488	0,00	332-8-2°	CDD
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	763	0,00	332-10	CDI
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	763	0,00	332-8-2°	CDD
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	450	0,00	332-8-2°	CDD
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	608	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	478	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	401	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	431	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	431	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	638	0,00	332-10	CDI
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	567	0,00	332-10	CDI
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	444	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	429	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Allocataire		OTR	0	0,00	A	A
Allocataire		OTR	0	0,00	A	A
Collaborateur de cabinet		OTR	0	0,00	332-23-1°	CDD
Membre de jury		OTR	0	0,00	332-13	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER — B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Communauté d'agglomération de l'auxerrois (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		Association	83 108,64
-	SA MON LOGIS		SA HLM	301 636,11
-	AJA.		Entreprise	3 716 833,33
-	SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABEL		SA HLM	1 034 016,36
-	DOMANYS		OPH	1 136 246,35
-	AUXR LOGIS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER M		SA HLM	9 080 218,82
-	OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT		OPH	26 665 912,44
-	HABELLIS		SA HLM	211 167,27
-	MAISON DE RETRAITE DE ST BRIS		Maison de retraite	77 454,35
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**991 569,38**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-2 283 518,76**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 291 949,38**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**2 003 887,11**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 291 949,38**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**711 937,73**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**413 378,00**	**409 935,68**	**4 448 798,94**	**4 858 734,62**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**12 842 779,13**	**3 737 218,42**	**3 723 632,53**	**7 460 850,95**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**12 429 401,13**	**3 327 282,74**	**-725 166,41**	**2 602 116,33**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**991 569,38**			**991 569,38**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**2 003 887,11**	**2 003 887,11**		**2 003 887,11**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**2 995 456,49**			**2 995 456,49**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**5 597 572,82**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**413 378,00**	**I**	**409 935,68**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**230 000,00**		**227 066,68**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	230 000,00		227 066,68
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**183 378,00**		**182 869,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*183 378,00*		*182 869,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**12 842 779,13**	**III**	**3 737 218,42**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 183 411,26**		**1 964 569,60**
10222	FCTVA	400 000,00		658 658,64
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	1 308 100,00		1 305 910,96
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
276351	Créance GFP de rattachement	475 311,26		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**10 659 367,87**		**1 772 648,82**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*		*56 912,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*14 584,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*3 986,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*0,00*		*2 985,00*
2804123	*Subv.Régions : Projet infrastructure*	*0,00*		*2 014,00*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*0,00*		*3 000,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*18 707,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*0,00*		*6 803,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*0,00*		*14 328,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 773 046,71*		*146 254,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*55 042,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*0,00*	*2 755,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*	*76 409,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*0,00*	*9 080,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*	*171 335,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*220 362,57*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*5 309,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*1 076,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*697,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*91 647,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*56 053,35*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*100 275,22*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*0,00*	*2 230,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*38 689,00*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*6 199,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*80,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*10 734,65*
2817568	*Autre mat.,outil. incendie,déf. civ(mad)*	*0,00*	*105,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*0,00*	*705,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*198,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*247 430,54*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*205 247,94*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*33 991,75*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*5 152,44*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*162 271,36*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	300 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*8 586 321,16*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
INVAP23035/2023	ACQUISITION VELOS LIBRE SERVICE STATIONS RECHARGE	2335	0,00	1 836 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287 270,00	-287 270,00
INVAP22020/2022	ANRU CONSTRUCTION BATIMENT STE GENEVIEVE	2220	0,00	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP23041/2023	ANRU ROSOIRS	23041	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP23040/2023	CONTOURNEMENT SUD AUXERRE	23040	0,00	27 650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 765 000,00	-2 765 000,00
INVAP25089/2025	FDS POUR L'AIDE A L'INSTALLATION D'ENTREPRISES	25089	0,00	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INVAP24051/2024	FONCIERE DE REVITALISATION	24051	0,00	1 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INVAP25088/2025	FONDS DE REDYNAMISATION DES CENTRES-BOURGS	25088	0,00	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP23042/2023	FONDS DE SOUTIEN AUX COMMUNES	23042	0,00	870 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 821,59	-152 821,59
AP22004/2022	PLU INTERCOMMUNAL	2204	0,00	861 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	273 813,24	-273 813,24
AP22005/2022	PSMV - PLAN DE SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR	2205	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 024,00	-3 024,00
INVAP24059/2024	SCHEMA CYCLABLE	24059	0,00	6 663 717,60	0,00	0,00	0,00	0,00	485 439,10	-485 439,10
INVAP22007/2022	SUBVENTIONS OPAH-RU	2207	0,00	1 775 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 299,75	-44 299,75
TOTAL			**0,00**	**48 328 277,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 011 667,68**	**-4 011 667,68**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	3 607 887,79	285 121,15	0,00	2 802 386,74	520 379,90	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	563 343,20	38 164,51	0,00	21 768,00	483 560,59	19 850,10
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	2 376 926,15	65 735,83	0,00	0,00	2 311 190,32	0,00
A125	Constructions	221 399,32	44 553,00	0,00	0,00	176 846,32	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	28 334,00	28 334,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	67 537,50	0,00	0,00	0,00	66 574,74	962,76
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 283 292,94	383 396,89	47 214,00	394 955,36	457 726,69	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 280 180,77	881 264,02	0,00	795 290,95	603 625,80	0,00
A165	Immobilisations financières	50 705,00	0,00	0,00	0,00	49 000,00	1 705,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**10 479 606,67**	**1 726 569,40**	**47 214,00**	**4 014 401,05**	**4 668 904,36**	**22 517,86**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	3 607 887,79	285 121,15	2 802 386,74	514 225,90	6 154,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	563 343,20	38 164,51	21 768,00	482 696,59	20 714,10
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	2 376 926,15	65 735,83	0,00	2 311 190,32	0,00
A125	Constructions	221 399,32	44 553,00	0,00	176 846,32	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	28 334,00	28 334,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	67 537,50	0,00	0,00	52 886,43	14 651,07
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 283 292,94	383 247,89	442 169,36	350 629,00	107 246,69
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 280 180,77	881 264,02	795 290,95	603 625,80	0,00
A165	Immobilisations financières	50 705,00	0,00	0,00	49 000,00	1 705,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**10 479 606,67**	**1 726 420,40**	**4 061 615,05**	**4 541 100,36**	**150 470,86**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	3 607 887,79	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	563 343,20	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	2 376 926,15	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	221 399,32	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	28 334,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	67 537,50	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 283 292,94	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 280 180,77	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	50 705,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**10 479 606,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	3 607 887,79	180 000,00	2 799 000,00	575 653,34	53 234,45
A110	Autres immobilisations incorporelles	563 343,20	21 084,00	21 768,00	500 641,10	19 850,10
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	2 376 926,15	65 735,83	0,00	2 311 190,32	0,00
A125	Constructions	221 399,32	3 495,77	0,00	217 903,55	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	28 334,00	0,00	0,00	28 334,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	67 537,50	0,00	0,00	66 574,74	962,76
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 283 292,94	47 363,00	0,00	1 175 157,14	60 772,80
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 280 180,77	0,00	786 295,01	1 493 885,76	0,00
A165	Immobilisations financières	50 705,00	0,00	0,00	49 000,00	1 705,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**10 479 606,67**	**317 678,60**	**3 607 063,01**	**6 418 339,95**	**136 525,11**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	669 083,05	44 811,35	0,00	128 210,79	496 060,91	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	9 514,98	0,00	0,00	9 514,98	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	1 674 612,75	208 756,76	0,00	5 448,00	1 460 407,99	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	14 721,60	0,00	0,00	14 721,60	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	1 651 636,54	137 349,49	47 214,00	118 947,00	1 327 313,19	20 812,86
6	Action économique	1 272 077,20	407 302,61	0,00	24 103,32	838 966,27	1 705,00
7	Environnement	131 511,77	149,00	0,00	0,00	131 362,77	0,00
8	Transports	4 939 914,58	860 665,99	0,00	3 713 455,36	365 793,23	0,00
	TOTAL	**10 363 072,47**	**1 659 035,20**	**47 214,00**	**4 014 401,05**	**4 619 904,36**	**22 517,86**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	669 083,05	44 811,35	128 210,79	454 338,96	41 721,95
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	9 514,98	0,00	9 514,98	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 674 612,75	208 756,76	5 448,00	1 427 264,54	33 143,45
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	14 721,60	0,00	14 721,60	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	1 651 636,54	137 349,49	166 161,00	1 308 474,98	39 651,07
6	Action économique	1 272 077,20	407 302,61	24 103,32	826 449,96	14 221,31
7	Environnement	131 511,77	0,00	0,00	120 840,56	10 671,21
8	Transports	4 939 914,58	860 665,99	3 713 455,36	354 731,36	11 061,87
	TOTAL	**10 363 072,47**	**1 658 886,20**	**4 061 615,05**	**4 492 100,36**	**150 470,86**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	669 083,05	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	9 514,98	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 674 612,75	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	14 721,60	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	1 651 636,54	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	1 272 077,20	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	131 511,77	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	4 939 914,58	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**10 363 072,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	669 083,05	0,00	9 000,00	599 310,25	60 772,80
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	9 514,98	0,00	0,00	9 514,98	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 674 612,75	180 000,00	0,00	1 494 612,75	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	14 721,60	0,00	13 776,00	945,60	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	1 651 636,54	68 298,00	32 992,00	1 529 533,68	20 812,86
6	Action économique	1 272 077,20	69 231,60	6 546,59	1 194 594,01	1 705,00
7	Environnement	131 511,77	149,00	0,00	131 362,77	0,00
8	Transports	4 939 914,58	0,00	3 544 748,42	1 395 166,16	0,00
	TOTAL	**10 363 072,47**	**317 678,60**	**3 607 063,01**	**6 355 040,20**	**83 290,66**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 02/06/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2025	au 02/06/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 03/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 05/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EAU POTABLE CA AUXERROIS

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400047

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M49)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	20
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	22
C2	Recettes d'investissement	Comptable	24
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	26
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	27
B	Compte de résultat	Comptable	32
C	Balance des comptes	Comptable	35
	IV. États annexés		
A	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l’établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d’engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d’information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Investissement	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	48

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**13 821 048,23**	**4 376 704,88**	**18 197 753,11**
	Recettes réalisées (1)	B	**5 353 299,01**	**4 458 815,22**	**9 812 114,23**
	Restes à réaliser	C	**1 574 936,79**	**0,00**	**1 574 936,79**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**12 749 001,84**	**8 727 251,72**	**21 476 253,56**
	Dépenses réalisées (1)	E	**3 998 314,69**	**3 481 829,36**	**7 480 144,05**
	Restes à réaliser	F	**5 185 050,54**	**0,00**	**5 185 050,54**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**1 354 984,32**	**976 985,86**	**2 331 970,18**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-1 072 046,39**	**4 350 546,84**	**3 278 500,45**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**282 937,93**	**5 327 532,70**	**5 610 470,63**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**-3 610 113,75**	**0,00**	**-3 610 113,75**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-3 327 175,82**	**5 327 532,70**	**2 000 356,88**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
EAU POTABLE CA AUXERROIS					
Investissement	-1 072 046,39		1 354 984,32		282 937,93
Fonctionnement	6 951 478,65	2 600 931,81	976 985,86		5 327 532,70
Sous-Total	5 879 432,26	2 600 931,81	2 331 970,18		5 610 470,63
TOTAL III	**5 879 432,26**	**2 600 931,81**	**2 331 970,18**		**5 610 470,63**
TOTAL I + II + III	**5 879 432,26**	**2 600 931,81**	**2 331 970,18**		**5 610 470,63**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **5 185 050,54**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**224 079,31**
2031	Frais d'études	223 359,31
2033	Frais d'insertion	720,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**4 902 488,67**
2313	Constructions	46 796,20
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 855 692,47
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**58 482,56**
4581 25083	Opération pour compte de tiers n° 25083 - TRAVAUX CONNEXES VOIRIE AUXERRE EAU POTABLE	58 482,56
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		**(III) 1 574 936,79**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 574 936,79**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	1 389 995,50
13118	Autres Subv. Équipt Etat	171 618,25
1312	Subv. équipt Régions	11 032,00
1313	Subv. équipt Départements	2 291,04
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		**(IV) 0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**211,16**	Dotations	7,47
Terrains	841,73	Fonds globalisés	136,25
Constructions	1 398,71	Réserves	19 705,13
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	18 939,33	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	14 993,35	Report à nouveau (1)	4 350,55
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	976,99
Autres immobilisations corporelles	5,03	Subventions transférables	6 020,43
Total immobilisations corporelles (nettes)	**36 178,15**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**39,48**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	9 941,64
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**36 428,79**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**41 138,45**
Créances	7 773,32	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**2 000,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**914,77**
Disponibilités	0,00	Fournisseurs (2)	627,54
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	22,42
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**7 773,32**	**Total des dettes à court terme**	**649,96**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**1 564,73**
		Comptes de régularisation	**-501,06**
TOTAL ACTIF	**44 202,11**	**TOTAL PASSIF**	**44 202,11**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	86,88	29,41
Produits des services	4 228,95	3 966,07
Autres produits	4,01	0,03
Transferts de charges		
Produits courants non financiers	4 319,84	3 995,51
Traitements, salaires, charges sociales	279,91	275,64
Achats et charges externes	116,57	115,11
Participations et interventions	33,91	35,08
Dotations aux amortissements et provisions	2 911,52	941,06
Autres charges	44,43	43,56
Charges courantes non financières	3 386,34	1 410,45
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**933,49**	**2 585,06**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	29,93	38,96
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-29,93**	**-38,96**
RESULTAT COURANT	**903,57**	**2 546,10**
Produits exceptionnels	137,39	128,90
Charges exceptionnelles	63,97	23,08
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**73,42**	**105,82**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**976,99**	**2 651,93**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	356 550,00	90 576,24	0,00	90 576,24	25,40	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	493 700,00	351 924,18	0,00	351 924,18	71,28	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	50 500,00	33 913,13	0,00	33 913,13	67,15	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**900 750,00**	**476 413,55**	**0,00**	**476 413,55**	**52,89**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	35 000,00	15 970,24	13 957,55	29 927,79	85,51	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	290 450,00	63 972,94	0,00	63 972,94	22,03	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	100,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 226 200,00**	**2 556 356,73**	**13 957,55**	**2 570 314,28**	***79,67***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*4 489 404,64*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 011 647,08*	*911 515,08*	*0,00*	*911 515,08*	*90,10*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 501 051,72***	***911 515,08***	***0,00***	***911 515,08***	***16,57***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**8 727 251,72**	**3 467 871,81**	**13 957,55**	**3 481 829,36**	**39,90**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**8 727 251,72**	**3 467 871,81**	**13 957,55**	**3 481 829,36**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	1 585,88	0,00	1 585,88	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 102 015,00	4 228 947,85	0,00	4 228 947,85	103,09	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	147 787,00	13 869,00	73 012,00	86 881,00	58,79	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	4 007,80	0,00	4 007,80	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**4 249 802,00**	**4 248 410,53**	**73 012,00**	**4 321 422,53**	**101,69**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	5 771,08	0,00	5 771,08	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**4 249 802,00**	**4 254 181,61**	**73 012,00**	**4 327 193,61**	**101,82**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*126 902,88*	*131 621,61*	*0,00*	*131 621,61*	*103,72*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***126 902,88***	***131 621,61***	***0,00***	***131 621,61***	***103,72***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**4 376 704,88**	**4 385 803,22**	**73 012,00**	**4 458 815,22**	**101,88**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**4 350 546,84**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**8 727 251,72**	**4 385 803,22**	**73 012,00**	**4 458 815,22**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	543 187,05	152 015,81	27,99	224 079,31
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	190 000,00	105 588,42	55,57	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	11 087 061,91	3 006 680,15	27,12	4 902 488,67
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**11 820 248,96**	**3 264 284,38**	**27,62**	**5 126 567,98**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	192 000,00	189 766,08	98,84	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**192 000,00**	**189 766,08**	**98,84**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**58 482,56**
Total des dépenses réelles d'investissement		**12 092 248,96**	**3 454 050,46**	**28,56**	**5 185 050,54**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*126 902,88*	*131 621,61*	*103,72*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*529 850,00*	*412 642,62*	*77,88*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***656 752,88***	***544 264,23***	***82,87***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**12 749 001,84**	**3 998 314,69**	**31,36**	**5 185 050,54**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**1 072 046,39**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**13 821 048,23**	**3 998 314,69**		**5 185 050,54**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	2 751 980,54	1 351 226,50	49,10	1 574 936,79
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	2 252 234,16	76 983,00	3,42	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	105 000,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	2 600 931,81	2 600 931,81	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d' investissement		**7 790 146,51**	**4 029 141,31**	**51,72**	**1 574 936,79**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*4 489 404,64*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 011 647,08*	*911 515,08*	*90,10*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*529 850,00*	*412 642,62*	*77,88*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d' investissement		***6 030 901,72***	***1 324 157,70***	***21,96***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**13 821 048,23**	**5 353 299,01**	**38,73**	**1 574 936,79**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**13 821 048,23**	**5 353 299,01**		**1 574 936,79**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
604	Achats d'études, prestations de services, équipements et travaux		5 136,80		5 136,80	
6068	Autres matières et fournitures		500,00		500,00	
617	Etudes et recherches		30 878,40	18 090,00	12 788,40	
618	Divers		3 464,59		3 464,59	
6226	Honoraires		16 532,90	750,00	15 782,90	
6256	Missions		502,04		502,04	
6281	Concours divers -cotisations		1 539,00		1 539,00	
62878	à des tiers		10 960,16		10 960,16	
63512	Taxes foncières		39 816,35		39 816,35	
6356	Redevances pour occupation du domaine public national		452,48	366,48	86,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	356 550,00	109 782,72	19 206,48	90 576,24	265 973,76
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement		65 327,13		65 327,13	
6218	Autre personnel extérieur		572,80		572,80	
6331	Versement mobilité		1 598,30		1 598,30	
6332	Cotisations versées au FNAL		998,91		998,91	
6336	Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale		1 928,93		1 928,93	
6411	Salaires, appointements, commissions de base		153 739,91		153 739,91	
6413	Primes et gratifications		19 887,27		19 887,27	
6414	Indemnités et avantages divers		33 290,54		33 290,54	
6415	Supplément familial		586,82		586,82	
6451	Cotisations à l'URSSAF		44 170,35		44 170,35	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		29 783,52		29 783,52	
6475	Médecine du travail pharmacie		39,70		39,70	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	493 700,00	351 924,18		351 924,18	141 775,82
total chapitre 014	Atténuations de produits					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6531	Indemnités		20 026,44		20 026,44	
6532	Frais de mission		300,00		300,00	
6533	Cotisations de retraite		897,51		897,51	
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale		6 122,88		6 122,88	
6588	Autres charges diverses de gestion courante		6 566,30		6 566,30	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	50 500,00	33 913,13		33 913,13	16 586,87
Total des dépenses de gestion courante		**900 750,00**	**495 620,03**	**19 206,48**	**476 413,55**	**424 336,45**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		32 565,27		32 565,27	
66112	Intérêts - rattachement des icne		13 957,55	16 595,03	-2 637,48	
total chapitre 66	Charges financières	35 000,00	46 522,82	16 595,03	29 927,79	5 072,21
673	Titres annulés exercices antérieurs		41 114,44		41 114,44	
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement		22 858,50		22 858,50	
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	290 450,00	63 972,94		63 972,94	226 477,06
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation		2 000 000,00		2 000 000,00	
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	2 000 000,00	2 000 000,00		2 000 000,00	
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
total chapitre 022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 226 200,00**	**2 606 115,79**	**35 801,51**	**2 570 314,28**	**655 885,72**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*4 489 404,64*				
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*		*911 515,08*		*911 515,08*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 011 647,08*	*911 515,08*		*911 515,08*	*100 132,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 501 051,72***	***911 515,08***		***911 515,08***	***4 589 536,64***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**8 727 251,72**	**3 517 630,87**	**35 801,51**	**3 481 829,36**	**5 245 422,36**
002 Résultat d'exploitation reporté						
Total des dépenses de la section d'exploitation		**8 727 251,72**	**3 517 630,87**	**35 801,51**	**3 481 829,36**	**5 245 422,36**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64198	Autres remboursements		1 585,88		1 585,88	
total chapitre 013	Atténuations de charges		1 585,88		1 585,88	-1 585,88
70121	Contre-valeur taxe sur les consommations d'eau		4 127 025,60		4 127 025,60	
70128	Autres taxes et redevances		41 114,44		41 114,44	
7084	Mise à disposition de personnel facturée		60 807,81		60 807,81	
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	4 102 015,00	4 228 947,85		4 228 947,85	-126 932,85
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité					
748	Autres subventions d'exploitation		86 881,00		86 881,00	
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	147 787,00	86 881,00		86 881,00	60 906,00
7588	Autres		4 007,80		4 007,80	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante		4 007,80		4 007,80	-4 007,80
Total des recettes de gestion courante		**4 249 802,00**	**4 321 422,53**		**4 321 422,53**	**-71 620,53**
total chapitre 76	Produits financiers					
7711	Dédits et pénalites perçus		5 771,08		5 771,08	
total chapitre 77	Produits exceptionnels		5 771,08		5 771,08	-5 771,08
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)					
Total des recettes réelles d'exploitation		**4 249 802,00**	**4 327 193,61**		**4 327 193,61**	**-77 391,61**
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*		*131 621,61*		*131 621,61*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*126 902,88*	*131 621,61*		*131 621,61*	*-4 718,73*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***126 902,88***	***131 621,61***		***131 621,61***	***-4 718,73***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**4 376 704,88**	**4 458 815,22**		**4 458 815,22**	**-82 110,34**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d’exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat d'exploitation reporté		4 350 546,84				
Total des recettes de la section d'exploitation		8 727 251,72	4 458 815,22		4 458 815,22	4 268 436,50

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études		146 172,51		146 172,51	
2033	Frais d'insertion		3 690,00		3 690,00	
2051	Concessions et droits assimilés		2 153,30		2 153,30	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	543 187,05	152 015,81		152 015,81	391 171,24
2111	Terrains nus		105 588,42		105 588,42	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	190 000,00	105 588,42		105 588,42	84 411,58
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
2313	Constructions		251 619,27		251 619,27	
2315	Installations matériels et outillage techniques		2 755 060,88		2 755 060,88	
total chapitre 23	Immobilisations en cours	11 087 061,91	3 006 680,15		3 006 680,15	8 080 381,76
Total des dépenses d'équipement		**11 820 248,96**	**3 264 284,38**		**3 264 284,38**	**8 555 964,58**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		71 997,21		71 997,21	
16441	Opérations afférentes à l'emprunt		97 000,00		97 000,00	
1681	Autres emprunts		13 021,47		13 021,47	
16878	Remboursement des autres dettes		7 747,40		7 747,40	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	192 000,00	189 766,08		189 766,08	2 233,92
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières		**192 000,00**	**189 766,08**		**189 766,08**	**2 233,92**
458125083	Opération pour compte tiers n° 458125083	80 000,00				80 000,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	80 000,00				80 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**12 092 248,96**	**3 454 050,46**		**3 454 050,46**	**8 638 198,50**
139111	*Agence de l'eau*		*77 526,00*		*77 526,00*	
139118	*Autres*		*14 975,00*		*14 975,00*	
13913	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département*		*34 871,14*		*34 871,14*	
13914	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Communes et structures intercommunales*		*4 249,47*		*4 249,47*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*126 902,88*	*131 621,61*		*131 621,61*	*-4 718,73*
2315	*Installations matériels et outillage techniques*		*412 642,62*		*412 642,62*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*529 850,00*	*412 642,62*		*412 642,62*	*117 207,38*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***656 752,88***	***544 264,23***		***544 264,23***	***112 488,65***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**12 749 001,84**	**3 998 314,69**		**3 998 314,69**	**8 750 687,15**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**1 072 046,39**				
Total des dépenses de la section d'investissement		**13 821 048,23**	**3 998 314,69**		**3 998 314,69**	**9 822 733,54**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13111	Agence de l'eau		1 032 599,00		1 032 599,00	
13118	Autres		318 627,50		318 627,50	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	2 751 980,54	1 351 226,50		1 351 226,50	1 400 754,04
1681	Autres emprunts		76 983,00		76 983,00	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	2 252 234,16	76 983,00		76 983,00	2 175 251,16
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	105 000,00				105 000,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
1068	Autres réserves		2 600 931,81		2 600 931,81	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	2 600 931,81	2 600 931,81		2 600 931,81	
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
458225083	Opération pour compte tiers n° 458225083	80 000,00				80 000,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	80 000,00				80 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**7 790 146,51**	**4 029 141,31**		**4 029 141,31**	**3 761 005,20**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*4 489 404,64*				
28031	*Amortissements frais d'études*		*24 739,79*		*24 739,79*	
28121	*Amortissements terrains nus*		*22,00*		*22,00*	
28125	*Amortissements terrains bâtis*		*608,00*		*608,00*	
28131	*Bâtiments*		*5 315,73*		*5 315,73*	
28135	*Installations générales agencements aménagements des constructions*		*80 813,77*		*80 813,77*	
28153	*Installations à caractère spécifique*		*611 475,72*		*611 475,72*	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*		*40 257,00*		*40 257,00*	
28158	*Autres*		*64 235,83*		*64 235,83*	
28173	*Constructions*		*15 155,00*		*15 155,00*	
28175	*Installations matériels et outillage techniques*		*68 574,24*		*68 574,24*	
28178	*Autres immobilisations corporelles*		*264,00*		*264,00*	
28182	*Matériel de transport*		*54,00*		*54,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 011 647,08*	*911 515,08*		*911 515,08*	*100 132,00*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*		*412 642,62*		*412 642,62*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*529 850,00*	*412 642,62*		*412 642,62*	*117 207,38*
Total des recettes d'ordre en investissement		***6 030 901,72***	***1 324 157,70***		***1 324 157,70***	***4 706 744,02***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**13 821 048,23**	**5 353 299,01**		**5 353 299,01**	**8 467 749,22**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des recettes de la section d'investissement		**13 821 048,23**	**5 353 299,01**		**5 353 299,01**	**8 467 749,22**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D	308 498,19	99 494,44	209 003,75	83 881,03
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	2 153,30		2 153,30	
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains	819 111,99	2 915,00	816 196,99	711 238,57
Constructions	3 007 405,87	1 592 007,84	1 415 398,03	1 501 527,53
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques	30 778 745,19	15 280 227,64	15 498 517,55	16 214 486,10
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles	3 871,29	162,00	3 709,29	3 763,29
Immobilisations corporelles en cours	14 993 348,05		14 993 348,05	11 986 667,90
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains	31 610,85	6 078,56	25 532,29	25 532,29
Constructions	330 100,36	346 784,66	-16 684,30	-1 529,30
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques	6 033 439,21	2 592 625,45	3 440 813,76	3 509 388,00
Autres immobilisations corporelles	42 918,32	41 597,37	1 320,95	1 584,95
Immobilisations en cours				
3) Reçues en affectation ou en concession				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations	39 478,52		39 478,52	39 478,52
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I	**56 390 681,14**	**19 961 892,96**	**36 428 788,18**	**34 076 018,88**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés	1 445 617,92	65,00	1 445 552,92	269 954,55
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres	238 234,26		238 234,26	381 869,10
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques	392 867,81		392 867,81	489 806,56
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	5 696 669,67		5 696 669,67	4 848 075,89

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Opérations pour le compte de tiers (créances)				
Autres créances				2 000,00
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	**7 773 389,66**	**65,00**	**7 773 324,66**	**5 991 706,10**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser				
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**64 164 070,80**	**19 961 957,96**	**44 202 112,84**	**40 067 724,98**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations	7 469,39	7 469,39
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	2 779 577,62	2 779 577,62
Affectation (par la collectivité de rattachement)	7 162 058,43	7 162 058,43
Écarts de réévaluation		
Réserves	19 705 127,76	17 104 195,95
Report à nouveau (1)	4 350 546,84	4 299 551,49
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	976 985,86	2 651 927,16
Subventions d'investissement	6 020 434,14	4 800 829,25
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés	136 245,98	136 245,98
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**41 138 446,02**	**38 941 855,27**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	2 000 000,00	
TOTAL II	**2 000 000,00**	
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	649 468,29	804 507,95
Emprunts et dettes financières divers	265 302,05	225 682,95
Crédits et lignes de trésorerie		
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés	56 223,56	52 914,60

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales	276 492,36	237 458,03
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations	294 822,33	231 940,59
Dettes envers l'État et les collectivités publiques		66 425,44
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal		
Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
Autres dettes	22 418,00	8 000,00
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	**1 564 726,59**	**1 626 929,56**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser	-501 059,77	-501 059,85
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV	**-501 059,77**	**-501 059,85**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**44 202 112,84**	**40 067 724,98**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat (en euros)

III

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services		
Divers	*4 228 947,85*	*3 966 071,87*
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	86 881,00	29 412,00
Reprises sur dépréciations et provisions		17,00
Transferts de charges		
Autres produits	4 007,80	9,45
TOTAL I	**4 319 836,65**	**3 995 510,32**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	116 573,82	115 105,04
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations	*4 526,14*	*4 369,16*
Autres	*39 902,35*	*39 192,55*
Salaires et traitements	205 918,66	205 035,29
Charges sociales	73 993,57	70 602,76
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*911 515,08*	*941 062,19*
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants		
Dotations aux provisions pour risques et charges	*2 000 000,00*	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Compte de résultat (en euros) | B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Autres charges	33 913,13	35 078,54
TOTAL II	**3 386 342,75**	**1 410 445,53**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**933 493,90**	**2 585 064,79**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	29 927,79	38 961,01
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	**29 927,79**	**38 961,01**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-29 927,79**	**-38 961,01**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**903 566,11**	**2 546 103,78**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations	*5 771,08*	*2 000,00*
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations	*131 621,61*	*126 902,88*
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL V	**137 392,69**	**128 902,88**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles	*22 858,50*	*23 079,50*
Autres opérations	*41 114,44*	
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées		
Autres opérations		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	**63 972,94**	**23 079,50**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**73 419,75**	**105 823,38**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**4 457 229,34**	**4 124 413,20**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**3 480 243,48**	**1 472 486,04**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**976 985,86**	**2 651 927,16**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		7 469,39						7 469,39		7 469,39
10222	FCTVA		136 245,98						136 245,98		136 245,98
	Sous Total compte 1022		**136 245,98**						**136 245,98**		**136 245,98**
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire		2 779 577,62						2 779 577,62		2 779 577,62
	Sous Total compte 102		**2 923 292,99**						**2 923 292,99**		**2 923 292,99**
1064	Rés règlementées		3 811 866,02						3 811 866,02		3 811 866,02
1068	Autres réserves		13 292 329,93				2 600 931,81		15 893 261,74		15 893 261,74
	Sous Total compte 106		**17 104 195,95**				**2 600 931,81**		**19 705 127,76**		**19 705 127,76**
	Sous Total compte 10		**20 027 488,94**				**2 600 931,81**		**22 628 420,75**		**22 628 420,75**
110	Report à nouveau solde créditeur		4 299 551,49	2 600 931,81	2 651 927,16			2 600 931,81	6 951 478,65		4 350 546,84
	Sous Total compte 11		**4 299 551,49**	**2 600 931,81**	**2 651 927,16**			**2 600 931,81**	**6 951 478,65**		**4 350 546,84**
12	Résultat exercice bénef ou perte		2 651 927,16	2 651 927,16				2 651 927,16	2 651 927,16		
	Sous Total compte 12		**2 651 927,16**	**2 651 927,16**				**2 651 927,16**	**2 651 927,16**		
13111	Agence de l'eau		3 751 789,00				1 032 599,00		4 784 388,00		4 784 388,00
13118	Autres		577 134,78				318 627,50		895 762,28		895 762,28
	Sous Total compte 1311		**4 328 923,78**				**1 351 226,50**		**5 680 150,28**		**5 680 150,28**
1312	Région		2 758,00						2 758,00		2 758,00
1313	Dépt		1 004 343,85						1 004 343,85		1 004 343,85
1314	Cnes		154 744,50						154 744,50		154 744,50
	Sous Total compte 131		**5 490 770,13**				**1 351 226,50**		**6 841 996,63**		**6 841 996,63**
139111	Agence de l'eau	271 149,00				77 526,00		348 675,00		348 675,00	
139118	Autres	14 975,00				14 975,00		29 950,00		29 950,00	
	Sous Total compte 13911	**286 124,00**				**92 501,00**		**378 625,00**		**378 625,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13913	Subv équipt transf - Dépt	284 495,24				34 871,14		319 366,38		319 366,38	
13914	Subv équipt transf - Cnes et struc inter	119 321,64				4 249,47		123 571,11		123 571,11	
	Sous Total compte 1391	**689 940,88**				**131 621,61**		**821 562,49**		**821 562,49**	
	Sous Total compte 139	**689 940,88**				**131 621,61**		**821 562,49**		**821 562,49**	
	Sous Total compte 13	**689 940,88**	**5 490 770,13**			**131 621,61**	**1 351 226,50**	**821 562,49**	**6 841 996,63**		**6 020 434,14**
1581	Autres prov pour risques et charges (nb)				2 000 000,00				2 000 000,00		2 000 000,00
	Sous Total compte 158				**2 000 000,00**				**2 000 000,00**		**2 000 000,00**
	Sous Total compte 15				**2 000 000,00**				**2 000 000,00**		**2 000 000,00**
1641	Emprunts en euros		707 507,95			71 997,21		71 997,21	707 507,95		635 510,74
16441	Opér afférentes à l'emprunt		97 000,00			97 000,00		97 000,00	97 000,00		
	Sous Total compte 1644		**97 000,00**			**97 000,00**		**97 000,00**	**97 000,00**		
	Sous Total compte 164		**804 507,95**			**168 997,21**		**168 997,21**	**804 507,95**		**635 510,74**
1681	Autres emprunts		143 236,12			13 021,47	76 983,00	13 021,47	220 219,12		207 197,65
16878	Remboursement des autres dettes		65 851,80			7 747,40		7 747,40	65 851,80		58 104,40
	Sous Total compte 1687		**65 851,80**			**7 747,40**		**7 747,40**	**65 851,80**		**58 104,40**
16884	Int sur empts étab crédit				13 957,55				13 957,55		13 957,55
16888	Int courus aut empts dettes assimil		16 595,03	16 595,03				16 595,03	16 595,03		
	Sous Total compte 1688		**16 595,03**	**16 595,03**	**13 957,55**			**16 595,03**	**30 552,58**		**13 957,55**
	Sous Total compte 168		**225 682,95**	**16 595,03**	**13 957,55**	**20 768,87**	**76 983,00**	**37 363,90**	**316 623,50**		**279 259,60**
	Sous Total compte 16		**1 030 190,90**	**16 595,03**	**13 957,55**	**189 766,08**	**76 983,00**	**206 361,11**	**1 121 131,45**		**914 770,34**
181	Cpte liaison : affectation		7 162 058,43						7 162 058,43		7 162 058,43
	Sous Total compte 18		**7 162 058,43**						**7 162 058,43**		**7 162 058,43**

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 1	**689 940,88**	**40 661 987,05**	**5 269 454,00**	**4 665 884,71**	**321 387,69**	**4 029 141,31**	**6 280 782,57**	**49 357 013,07**	**821 562,49**	**43 897 792,99**
2031	Frais d'études	155 051,68			574,00	146 172,51		301 224,19	574,00	300 650,19	
2033	Frais d'insertion	4 158,00				3 690,00		7 848,00		7 848,00	
	Sous Total compte 203	**159 209,68**			**574,00**	**149 862,51**		**309 072,19**	**574,00**	**308 498,19**	
2051	Concessions et droits assimilés					2 153,30		2 153,30		2 153,30	
	Sous Total compte 205					**2 153,30**		**2 153,30**		**2 153,30**	
	Sous Total compte 20	**159 209,68**			**574,00**	**152 015,81**		**311 225,49**	**574,00**	**310 651,49**	
2111	Terrains nus	713 523,57				105 588,42		819 111,99		819 111,99	
	Sous Total compte 211	**713 523,57**				**105 588,42**		**819 111,99**		**819 111,99**	
21351	Batiments exploitation	3 007 405,87						3 007 405,87		3 007 405,87	
	Sous Total compte 2135	**3 007 405,87**						**3 007 405,87**		**3 007 405,87**	
	Sous Total compte 213	**3 007 405,87**						**3 007 405,87**		**3 007 405,87**	
21531	Réseaux adduction eau	30 773 151,53						30 773 151,53		30 773 151,53	
	Sous Total compte 2153	**30 773 151,53**						**30 773 151,53**		**30 773 151,53**	
21561	Serv distribution eau	5 593,66						5 593,66		5 593,66	
	Sous Total compte 2156	**5 593,66**						**5 593,66**		**5 593,66**	
	Sous Total compte 215	**30 778 745,19**						**30 778 745,19**		**30 778 745,19**	
21711	Terrains nus	23 675,60						23 675,60		23 675,60	
21718	Autres terrains	1 856,69						1 856,69		1 856,69	
	Sous Total compte 2171	**25 532,29**						**25 532,29**		**25 532,29**	
21728	Autres terrains	6 078,56						6 078,56		6 078,56	
	Sous Total compte 2172	**6 078,56**						**6 078,56**		**6 078,56**	
217311	Batiments exploitation	183 701,07						183 701,07		183 701,07	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 21731	**183 701,07**						**183 701,07**		**183 701,07**	
217351	Batiments exploitation	146 399,29						146 399,29		146 399,29	
	Sous Total compte 21735	**146 399,29**						**146 399,29**		**146 399,29**	
	Sous Total compte 2173	**330 100,36**						**330 100,36**		**330 100,36**	
217531	Réseaux adduction eau	2 022 150,31						2 022 150,31		2 022 150,31	
	Sous Total compte 21753	**2 022 150,31**						**2 022 150,31**		**2 022 150,31**	
217561	Serv distribution eau	4 011 288,90						4 011 288,90		4 011 288,90	
	Sous Total compte 21756	**4 011 288,90**						**4 011 288,90**		**4 011 288,90**	
	Sous Total compte 2175	**6 033 439,21**						**6 033 439,21**		**6 033 439,21**	
21782	Mat de transport	30 635,12						30 635,12		30 635,12	
21783	Mat bureau mat informatique	6 062,85						6 062,85		6 062,85	
21788	Autres	6 220,35						6 220,35		6 220,35	
	Sous Total compte 2178	**42 918,32**						**42 918,32**		**42 918,32**	
	Sous Total compte 217	**6 438 068,74**						**6 438 068,74**		**6 438 068,74**	
2188	Autres	3 871,29						3 871,29		3 871,29	
	Sous Total compte 218	**3 871,29**						**3 871,29**		**3 871,29**	
	Sous Total compte 21	**40 941 614,66**				**105 588,42**		**41 047 203,08**		**41 047 203,08**	
2313	Constructions	22 491,68				251 619,27		274 110,95		274 110,95	
2315	Instal mat outil techn	11 551 533,60				3 167 703,50		14 719 237,10		14 719 237,10	
	Sous Total compte 231	**11 574 025,28**				**3 419 322,77**		**14 993 348,05**		**14 993 348,05**	
238	Avances versées sur commandes d'immobili	412 642,62					412 642,62	412 642,62	412 642,62		
	Sous Total compte 23	**11 986 667,90**				**3 419 322,77**	**412 642,62**	**15 405 990,67**	**412 642,62**	**14 993 348,05**	
266	Autres formes de participation	39 478,52						39 478,52		39 478,52	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 26	**39 478,52**						**39 478,52**		**39 478,52**	
28031	Amort frais études		75 328,65	574,00			24 739,79	574,00	100 068,44		99 494,44
	Sous Total compte 2803		**75 328,65**	**574,00**			**24 739,79**	**574,00**	**100 068,44**		**99 494,44**
	Sous Total compte 280		**75 328,65**	**574,00**			**24 739,79**	**574,00**	**100 068,44**		**99 494,44**
28121	Amort terrains nus		85,00				22,00		107,00		107,00
28125	Amort terrains bâtis		2 200,00				608,00		2 808,00		2 808,00
	Sous Total compte 2812		**2 285,00**				**630,00**		**2 915,00**		**2 915,00**
28131	Bâtiments		40 988,87				5 315,73		46 304,60		46 304,60
28135	Igaac constructions		1 464 889,47				80 813,77		1 545 703,24		1 545 703,24
	Sous Total compte 2813		**1 505 878,34**				**86 129,50**		**1 592 007,84**		**1 592 007,84**
28153	Installations à caractère spécifique		14 279 158,76				611 475,72		14 890 634,48		14 890 634,48
28156	Mat spécif exploit		152 661,67				40 257,00		192 918,67		192 918,67
28157	Amort agenct amégat mat outil indust		3 913,00						3 913,00		3 913,00
28158	Autres		128 525,66				64 235,83		192 761,49		192 761,49
	Sous Total compte 2815		**14 564 259,09**				**715 968,55**		**15 280 227,64**		**15 280 227,64**
28172	Agenct amégat terr		6 078,56						6 078,56		6 078,56
28173	Constructions		331 629,66				15 155,00		346 784,66		346 784,66
28175	Instal mat outil techn		2 524 051,21				68 574,24		2 592 625,45		2 592 625,45
28178	Autres immobilisations corporelles		41 333,37				264,00		41 597,37		41 597,37
	Sous Total compte 2817		**2 903 092,80**				**83 993,24**		**2 987 086,04**		**2 987 086,04**
28182	Mat de transport		108,00				54,00		162,00		162,00
	Sous Total compte 2818		**108,00**				**54,00**		**162,00**		**162,00**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 281		**18 975 623,23**				**886 775,29**		**19 862 398,52**		**19 862 398,52**
	Sous Total compte 28		**19 050 951,88**	**574,00**			**911 515,08**	**574,00**	**19 962 466,96**		**19 961 892,96**
	Total classe 2	**53 126 970,76**	**19 050 951,88**	**574,00**	**574,00**	**3 676 927,00**	**1 324 157,70**	**56 804 471,76**	**20 375 683,58**	**56 390 681,14**	**19 961 892,96**
4011	Fournisseurs		34 074,60	48 694,07	70 843,03			48 694,07	104 917,63		56 223,56
	Sous Total compte 401		**34 074,60**	**48 694,07**	**70 843,03**			**48 694,07**	**104 917,63**		**56 223,56**
4041	Fournis immob			3 882 457,14	3 882 457,14			3 882 457,14	3 882 457,14		
40471	Fournis immob - Retenues de garantie		229 162,61	9 893,52	72 775,26			9 893,52	301 937,87		292 044,35
40473	Fournis immob pénal retard exéc marchés		2 777,98						2 777,98		2 777,98
	Sous Total compte 4047		**231 940,59**	**9 893,52**	**72 775,26**			**9 893,52**	**304 715,85**		**294 822,33**
	Sous Total compte 404		**231 940,59**	**3 892 350,66**	**3 955 232,40**			**3 892 350,66**	**4 187 172,99**		**294 822,33**
408	Fournis factures non parvenues		18 840,00	18 840,00				18 840,00	18 840,00		
	Sous Total compte 40		**284 855,19**	**3 959 884,73**	**4 026 075,43**			**3 959 884,73**	**4 310 930,62**		**351 045,89**
411	Clients	269 659,08		4 081 100,63	2 905 293,63			4 350 759,71	2 905 293,63	1 445 466,08	
4161	Créances douteuses	360,47		45 225,88	45 434,51			45 586,35	45 434,51	151,84	
	Sous Total compte 416	**360,47**		**45 225,88**	**45 434,51**			**45 586,35**	**45 434,51**	**151,84**	
	Sous Total compte 41	**270 019,55**		**4 126 326,51**	**2 950 728,14**			**4 396 346,06**	**2 950 728,14**	**1 445 617,92**	
421	Personnel - rémunérations dues			194 247,01	194 247,01			194 247,01	194 247,01		
	Sous Total compte 42			**194 247,01**	**194 247,01**			**194 247,01**	**194 247,01**		
431	Sécurite sociale			65 588,29	65 588,29			65 588,29	65 588,29		
437	Autres organismes sociaux			18 281,27	18 281,27			18 281,27	18 281,27		
	Sous Total compte 43			**83 869,56**	**83 869,56**			**83 869,56**	**83 869,56**		
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	436 140,00		332 060,00	436 140,00			768 200,00	436 140,00	332 060,00	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 441	**436 140,00**		**332 060,00**	**436 140,00**			**768 200,00**	**436 140,00**	**332 060,00**	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			10 646,73	10 646,73			10 646,73	10 646,73		
	Sous Total compte 442			**10 646,73**	**10 646,73**			**10 646,73**	**10 646,73**		
4431	Opér particul avec Etat dépenses		66 425,44	140 712,73	74 287,29			140 712,73	140 712,73		
4432	Opér particul avec Etat rec amiable	53 666,56		60 807,81	53 666,56			114 474,37	53 666,56	60 807,81	
4436	Opér particul Etat recettes contentieux			53 666,56	53 666,56			53 666,56	53 666,56		
	Sous Total compte 443	**53 666,56**	**66 425,44**	**255 187,10**	**181 620,41**			**308 853,66**	**248 045,85**	**60 807,81**	
44551	Etat - TVA à décaisser			521 766,00	521 766,00			521 766,00	521 766,00		
	Sous Total compte 4455			**521 766,00**	**521 766,00**			**521 766,00**	**521 766,00**		
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations			700 702,38	700 702,38			700 702,38	700 702,38		
44566	TVA déduct sur autres biens et services	5 679,10		14 330,70	11 197,54			20 009,80	11 197,54	8 812,26	
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	376 190,00		1 320 153,00	1 503 427,00			1 696 343,00	1 503 427,00	192 916,00	
	Sous Total compte 4456	**381 869,10**		**2 035 186,08**	**2 215 326,92**			**2 417 055,18**	**2 215 326,92**	**201 728,26**	
44571	Etat - TVA collectée		202 602,00	860 133,26	898 442,27			860 133,26	1 101 044,27		240 911,01
	Sous Total compte 4457		**202 602,00**	**860 133,26**	**898 442,27**			**860 133,26**	**1 101 044,27**		**240 911,01**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé			556 806,00	556 806,00			556 806,00	556 806,00		
	Sous Total compte 4458			**556 806,00**	**556 806,00**			**556 806,00**	**556 806,00**		
	Sous Total compte 445	**381 869,10**	**202 602,00**	**3 973 891,34**	**4 192 341,19**			**4 355 760,44**	**4 394 943,19**		**39 182,75**
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés		34 489,55	43 703,17	44 794,97			43 703,17	79 284,52		35 581,35
4486	Etat - autres charges à payer		366,48	366,48				366,48	366,48		
4487	Etat - produits à recevoir			36 506,00				36 506,00		36 506,00	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 448		**366,48**	**36 872,48**				**36 872,48**	**366,48**	**36 506,00**	
	Sous Total compte 44	**871 675,66**	**303 883,47**	**4 652 360,82**	**4 865 543,30**			**5 524 036,48**	**5 169 426,77**	**354 609,71**	
451002	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	4 848 075,89		7 004 258,94	6 155 665,16			11 852 334,83	6 155 665,16	5 696 669,67	
	Sous Total compte 451	**4 848 075,89**		**7 004 258,94**	**6 155 665,16**			**11 852 334,83**	**6 155 665,16**	**5 696 669,67**	
	Sous Total compte 45	**4 848 075,89**		**7 004 258,94**	**6 155 665,16**			**11 852 334,83**	**6 155 665,16**	**5 696 669,67**	
466	Excédt de verSEMent			1 500,00	1 500,00			1 500,00	1 500,00		
46711	Autres comptes créditeurs		8 000,00	56 359,35	70 777,35			56 359,35	78 777,35		22 418,00
	Sous Total compte 4671		**8 000,00**	**56 359,35**	**70 777,35**			**56 359,35**	**78 777,35**		**22 418,00**
46721	Débiteurs divers - amiable	2 000,00		6 925,30	8 925,30			8 925,30	8 925,30		
	Sous Total compte 4672	**2 000,00**		**6 925,30**	**8 925,30**			**8 925,30**	**8 925,30**		
	Sous Total compte 467	**2 000,00**	**8 000,00**	**63 284,65**	**79 702,65**			**65 284,65**	**87 702,65**		**22 418,00**
	Sous Total compte 46	**2 000,00**	**8 000,00**	**64 784,65**	**81 202,65**			**66 784,65**	**89 202,65**		**22 418,00**
4713	Recettes percues avant émission titres	501 060,43		5 376 355,96	5 376 355,96			5 877 416,39	5 376 355,96	501 060,43	
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			1 500,00	1 500,00			1 500,00	1 500,00		
	Sous Total compte 47141			**1 500,00**	**1 500,00**			**1 500,00**	**1 500,00**		
	Sous Total compte 4714			**1 500,00**	**1 500,00**			**1 500,00**	**1 500,00**		
	Sous Total compte 471	**501 060,43**		**5 377 855,96**	**5 377 855,96**			**5 878 916,39**	**5 377 855,96**	**501 060,43**	
4721	Dép sans mandatement préalable			206 152,06	206 152,06			206 152,06	206 152,06		
4728	DACR - autres dépenses à régul			988 026,14	988 026,14			988 026,14	988 026,14		
	Sous Total compte 472			**1 194 178,20**	**1 194 178,20**			**1 194 178,20**	**1 194 178,20**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		0,58	1,41	1,49			1,41	2,07		0,66
	Sous Total compte 478		**0,58**	**1,41**	**1,49**			**1,41**	**2,07**		**0,66**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 47	**501 060,43**	**0,58**	**6 572 035,57**	**6 572 035,65**			**7 073 096,00**	**6 572 036,23**	**501 059,77**	
491	Dépréciat comptes de clients		65,00						65,00		65,00
	Sous Total compte 49		**65,00**						**65,00**		**65,00**
	Total classe 4	**6 492 831,53**	**596 804,24**	**26 657 767,79**	**24 929 366,90**			**33 150 599,32**	**25 526 171,14**	**8 274 450,09**	**650 021,91**
580	Opérations d'ordre budgétaires			1 538 307,82	1 538 307,82			1 538 307,82	1 538 307,82		
	Sous Total compte 58			**1 538 307,82**	**1 538 307,82**			**1 538 307,82**	**1 538 307,82**		
	Total classe 5			**1 538 307,82**	**1 538 307,82**			**1 538 307,82**	**1 538 307,82**		
604	Achats d'études, prestations de services					5 136,80		5 136,80		5 136,80	
6068	Autres matières et fournitures					500,00		500,00		500,00	
	Sous Total compte 606					**500,00**		**500,00**		**500,00**	
	Sous Total compte 60					**5 636,80**		**5 636,80**		**5 636,80**	
617	Etudes et recherches					30 878,40	18 090,00	30 878,40	18 090,00	12 788,40	
618	Divers					3 464,59		3 464,59		3 464,59	
	Sous Total compte 61					**34 342,99**	**18 090,00**	**34 342,99**	**18 090,00**	**16 252,99**	
6215	Persel affecté par collectivité rattacht					65 327,13		65 327,13		65 327,13	
6218	Autre personnel extérieur					572,80		572,80		572,80	
	Sous Total compte 621					**65 899,93**		**65 899,93**		**65 899,93**	
6226	Honoraires					16 532,90	750,00	16 532,90	750,00	15 782,90	
	Sous Total compte 622					**16 532,90**	**750,00**	**16 532,90**	**750,00**	**15 782,90**	
6256	Missions					502,04		502,04		502,04	
	Sous Total compte 625					**502,04**		**502,04**		**502,04**	
6281	Concours divers -cotisations					1 539,00		1 539,00		1 539,00	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
62878	à des tiers					10 960,16		10 960,16		10 960,16	
	Sous Total compte 6287					**10 960,16**		**10 960,16**		**10 960,16**	
	Sous Total compte 628					**12 499,16**		**12 499,16**		**12 499,16**	
	Sous Total compte 62					**95 434,03**	**750,00**	**95 434,03**	**750,00**	**94 684,03**	
6331	Versement mobilité					1 598,30		1 598,30		1 598,30	
6332	Cotisations versées au FNAL					998,91		998,91		998,91	
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT					1 928,93		1 928,93		1 928,93	
	Sous Total compte 633					**4 526,14**		**4 526,14**		**4 526,14**	
63512	Taxes foncières					39 816,35		39 816,35		39 816,35	
	Sous Total compte 6351					**39 816,35**		**39 816,35**		**39 816,35**	
6356	Redev pour occup domaine public					452,48	366,48	452,48	366,48	86,00	
	Sous Total compte 635					**40 268,83**	**366,48**	**40 268,83**	**366,48**	**39 902,35**	
	Sous Total compte 63					**44 794,97**	**366,48**	**44 794,97**	**366,48**	**44 428,49**	
6411	Salaires,appointements, commissions base					153 739,91		153 739,91		153 739,91	
6413	Primes et gratifications					19 887,27		19 887,27		19 887,27	
6414	Indemnités et avantages divers					33 290,54		33 290,54		33 290,54	
6415	Supplément familial					586,82		586,82		586,82	
64198	Autres remboursements						1 585,88		1 585,88		1 585,88
	Sous Total compte 6419						**1 585,88**		**1 585,88**		**1 585,88**
	Sous Total compte 641					**207 504,54**	**1 585,88**	**207 504,54**	**1 585,88**	**205 918,66**	
6451	Cotisations à l'URSSAF					44 170,35		44 170,35		44 170,35	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					29 783,52		29 783,52		29 783,52	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 645					**73 953,87**		**73 953,87**		**73 953,87**	
6475	Médecine du travail pharmacie					39,70		39,70		39,70	
	Sous Total compte 647					**39,70**		**39,70**		**39,70**	
	Sous Total compte 64					**281 498,11**	**1 585,88**	**281 498,11**	**1 585,88**	**279 912,23**	
6531	Indemnités					20 026,44		20 026,44		20 026,44	
6532	Frais de mission					300,00		300,00		300,00	
6533	Cotisations de retraite					897,51		897,51		897,51	
6534	Cotisations sécurité sociale part patron					6 122,88		6 122,88		6 122,88	
	Sous Total compte 653					**27 346,83**		**27 346,83**		**27 346,83**	
6588	Autres charges diverses de gestion coura					6 566,30		6 566,30		6 566,30	
	Sous Total compte 658					**6 566,30**		**6 566,30**		**6 566,30**	
	Sous Total compte 65					**33 913,13**		**33 913,13**		**33 913,13**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					32 565,27		32 565,27		32 565,27	
66112	Intérêts - rattachement des icne					13 957,55	16 595,03	13 957,55	16 595,03		2 637,48
	Sous Total compte 6611					**46 522,82**	**16 595,03**	**46 522,82**	**16 595,03**	**29 927,79**	
	Sous Total compte 661					**46 522,82**	**16 595,03**	**46 522,82**	**16 595,03**	**29 927,79**	
	Sous Total compte 66					**46 522,82**	**16 595,03**	**46 522,82**	**16 595,03**	**29 927,79**	
673	Titres annulés exercices antérieurs					41 114,44		41 114,44		41 114,44	
6742	Subv except équipement					22 858,50		22 858,50		22 858,50	
	Sous Total compte 674					**22 858,50**		**22 858,50**		**22 858,50**	
	Sous Total compte 67					**63 972,94**		**63 972,94**		**63 972,94**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					911 515,08		911 515,08		911 515,08	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6815	Dotat provisions pour risques et charges					2 000 000,00		2 000 000,00		2 000 000,00	
	Sous Total compte 681					**2 911 515,08**		**2 911 515,08**		**2 911 515,08**	
	Sous Total compte 68					**2 911 515,08**		**2 911 515,08**		**2 911 515,08**	
	Total classe 6					**3 517 630,87**	**37 387,39**	**3 517 630,87**	**37 387,39**	**3 484 466,84**	**4 223,36**
70121	Contre-valeur taxe sur conso eau						4 127 025,60		4 127 025,60		4 127 025,60
70128	Autres taxes et redevances						41 114,44		41 114,44		41 114,44
	Sous Total compte 7012						**4 168 140,04**		**4 168 140,04**		**4 168 140,04**
	Sous Total compte 701						**4 168 140,04**		**4 168 140,04**		**4 168 140,04**
7084	Mise à dispo persel facturée						60 807,81		60 807,81		60 807,81
	Sous Total compte 708						**60 807,81**		**60 807,81**		**60 807,81**
	Sous Total compte 70						**4 228 947,85**		**4 228 947,85**		**4 228 947,85**
748	Autres subv exploitation						86 881,00		86 881,00		86 881,00
	Sous Total compte 74						**86 881,00**		**86 881,00**		**86 881,00**
7588	Autres						4 007,80		4 007,80		4 007,80
	Sous Total compte 758						**4 007,80**		**4 007,80**		**4 007,80**
	Sous Total compte 75						**4 007,80**		**4 007,80**		**4 007,80**
7711	Dédits et pénalites perçus						5 771,08		5 771,08		5 771,08
	Sous Total compte 771						**5 771,08**		**5 771,08**		**5 771,08**
777	Quote part subv invest virée au résult						131 621,61		131 621,61		131 621,61
	Sous Total compte 77						**137 392,69**		**137 392,69**		**137 392,69**
	Total classe 7						**4 457 229,34**		**4 457 229,34**		**4 457 229,34**
	Total général	**60 309 743,17**	**60 309 743,17**	**33 466 103,61**	**31 134 133,43**	**7 515 945,56**	**9 847 915,74**	**101 291 792,34**	**101 291 792,34**	**68 971 160,56**	**68 971 160,56**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 02/06/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2025	au 02/06/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 03/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 05/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ASST CA AUXERROIS

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400146

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M49)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	20
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	22
C2	Recettes d'investissement	Comptable	25
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	34
B	Compte de résultat	Comptable	39
C	Balance des comptes	Comptable	42
	IV. États annexés		
A	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l’établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d’engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d’information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Investissement	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	58

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**16 025 148,82**	**4 411 600,00**	**20 436 748,82**
	Recettes réalisées (1)	B	**5 864 509,52**	**3 864 782,68**	**9 729 292,20**
	Restes à réaliser	C	**2 184 815,28**	**0,00**	**2 184 815,28**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**15 641 458,02**	**6 779 613,66**	**22 421 071,68**
	Dépenses réalisées (1)	E	**6 513 362,01**	**4 071 743,58**	**10 585 105,59**
	Restes à réaliser	F	**1 860 688,37**	**0,00**	**1 860 688,37**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**-648 852,49**	**-206 960,90**	**-855 813,39**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-383 690,80**	**2 368 013,66**	**1 984 322,86**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**-1 032 543,29**	**2 161 052,76**	**1 128 509,47**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**324 126,91**	**0,00**	**324 126,91**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-708 416,38**	**2 161 052,76**	**1 452 636,38**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
ASST CA AUXERROIS					
Investissement	-383 690,80		-648 852,49		-1 032 543,29
Fonctionnement	3 673 244,49	1 305 230,83	-206 960,90		2 161 052,76
Sous-Total	3 289 553,69	1 305 230,83	-855 813,39		1 128 509,47
TOTAL III	**3 289 553,69**	**1 305 230,83**	**-855 813,39**		**1 128 509,47**
TOTAL I + II + III	**3 289 553,69**	**1 305 230,83**	**-855 813,39**		**1 128 509,47**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		**(I) 1 860 688,37**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**249 143,20**
2031	Frais d'études	247 145,69
2033	Frais d'insertion	1 997,51
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 105 486,03**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 105 486,03
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**506 059,14**
4581 202003	Opération pour compte de tiers n° 202003 - CHITRY BOURG	193 445,83
4581 202005	Opération pour compte de tiers n° 202005 - QUENNE RUE PLUVIGNON	4 041,50
4581 202101	Opération pour compte de tiers n° 202101 - GY L'EVEQUE RUES VIGNEAU TISSIER	500,00
4581 202102	Opération pour compte de tiers n° 202102 - GY L'EVEQUE RUES COULANGERON GRILLETIERES	12 282,50
4581 24049	Opération pour compte de tiers n° 24049 - QUENNE TRAVAUX DOMAINE PRIVÉ	146 116,45
4581 24057	Opération pour compte de tiers n° 24057 - ST GEORGES ARDILLES PICARDIE SÉPRATIF DOMAINE PRIV	8 282,86
4581 24062	Opération pour compte de tiers n° 24062 - SÉPARATIF SAINT BRIS SECT BOUGEILLES	31 386,00
4581 24063	Opération pour compte de tiers n° 24063 - SÉPARATIF GY L EVEQUE RECHIEVRE FONTAINE ÉGALITÉ P	103 879,00
4582 202201	Opération pour compte de tiers n° 202201 - OPCT APPOIGNY RUES PONT PLANCHETTE	1 200,00
4582 202202	Opération pour compte de tiers n° 202202 - OPCT APPOIGNY RUES ORMES SENTIERS VOSVES	4 925,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		**(II) 0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **2 184 815,28**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 271 197,95**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	978 334,35
13118	Autres Subv. Équipt Etat	292 863,60
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**913 617,33**
4582 202003	Opération pour compte de tiers n° 202003 - CHITRY BOURG	695 617,33
4582 202005	Opération pour compte de tiers n° 202005 - QUENNE RUE PLUVIGNON	12 000,00
4582 202102	Opération pour compte de tiers n° 202102 - GY L'EVEQUE RUES COULANGERON GRILLETIERES	14 400,00
4582 202203	Opération pour compte de tiers n° 202203 - AIDE FIN AESN REVERSÉE TRAVAUX PROPRIETAIRES	6 000,00
4582 24062	Opération pour compte de tiers n° 24062 - SÉPARATIF SAINT BRIS SECT BOUGEILLES	91 200,00
4582 24063	Opération pour compte de tiers n° 24063 - SÉPARATIF GY L EVEQUE RECHIEVRE FONTAINE ÉGALITÉ P	94 400,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**2 809,57**	Dotations	175,84
Terrains	299,38	Fonds globalisés	324,97
Constructions	4 330,45	Réserves	11 805,62
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	62 646,89	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	20 584,31	Report à nouveau (1)	2 368,01
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-206,96
Autres immobilisations corporelles	-10,32	Subventions transférables	27 426,35
Total immobilisations corporelles (nettes)	**87 850,72**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**13,97**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	39 652,11
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**90 674,26**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**81 545,95**
Créances	2 851,53	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**11 459,29**
Disponibilités	1 689,90	Fournisseurs (2)	161,67
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	1 715,17
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**4 541,43**	**Total des dettes à court terme**	**1 876,84**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**13 336,13**
		Comptes de régularisation	**333,62**
TOTAL ACTIF	**95 215,70**	**TOTAL PASSIF**	**95 215,70**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	13,95	
Produits des services	3 246,46	2 635,76
Autres produits		44,60
Transferts de charges		
Produits courants non financiers	3 260,41	2 680,36
Traitements, salaires, charges sociales	169,89	167,19
Achats et charges externes	364,46	594,89
Participations et interventions	27,73	41,98
Dotations aux amortissements et provisions	3 196,47	3 207,11
Autres charges	55,35	52,23
Charges courantes non financières	3 813,89	4 063,41
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**-553,48**	**-1 383,05**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	215,62	274,63
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-215,62**	**-274,63**
RESULTAT COURANT	**-769,10**	**-1 657,67**
Produits exceptionnels	604,37	681,52
Charges exceptionnelles	42,24	36,95
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**562,14**	**644,56**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-206,96**	**-1 013,11**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	372 300,00	74 116,56	115 675,00	189 791,56	50,98	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	425 700,00	399 903,56	0,00	399 903,56	93,94	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	134 200,00	-30 669,64	58 399,39	27 729,75	20,66	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**932 200,00**	**443 350,48**	**174 074,39**	**617 424,87**	**66,23**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	250 000,00	127 910,20	87 705,65	215 615,85	86,25	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	150 000,00	42 235,70	0,00	42 235,70	28,16	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 332 200,00**	**613 496,38**	**261 780,04**	**875 276,42**	***65,70***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*2 235 405,50*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*3 212 008,16*	*3 196 467,16*	*0,00*	*3 196 467,16*	*99,52*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 447 413,66***	***3 196 467,16***	***0,00***	***3 196 467,16***	***58,68***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**6 779 613,66**	**3 809 963,54**	**261 780,04**	**4 071 743,58**	**60,06**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**6 779 613,66**	**3 809 963,54**	**261 780,04**	**4 071 743,58**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 545 500,00	3 226 456,47	20 000,00	3 246 456,47	91,57	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	5 100,00	13 950,00	0,00	13 950,00	273,53	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	2,07	0,00	2,07	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**3 550 600,00**	**3 240 408,54**	**20 000,00**	**3 260 408,54**	**91,83**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	1 586,14	0,00	1 586,14	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 550 600,00**	**3 241 994,68**	**20 000,00**	**3 261 994,68**	**91,87**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*861 000,00*	*602 788,00*	*0,00*	*602 788,00*	*70,01*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***861 000,00***	***602 788,00***	***0,00***	***602 788,00***	***70,01***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**4 411 600,00**	**3 844 782,68**	**20 000,00**	**3 864 782,68**	**87,61**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**2 368 013,66**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**6 779 613,66**	**3 844 782,68**	**20 000,00**	**3 864 782,68**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	684 803,66	243 759,08	35,60	249 143,20
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	67 000,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	9 053 268,23	3 556 427,08	39,28	1 105 486,03
	Total des opérations d'équipement (2)	1 238 295,00	222 799,99	17,99	0,00
Total des dépenses d'équipement		**11 043 366,89**	**4 022 986,15**	**36,43**	**1 354 629,23**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 540 000,00	1 533 327,55	99,57	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**1 540 000,00**	**1 533 327,55**	**99,57**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**1 418 919,06**	**354 260,31**	**0,00**	**506 059,14**
Total des dépenses réelles d'investissement		**14 002 285,95**	**5 910 574,01**	**42,21**	**1 860 688,37**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*861 000,00*	*602 788,00*	*70,01*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*778 172,07*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 639 172,07***	***602 788,00***	***36,77***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**15 641 458,02**	**6 513 362,01**	**41,64**	**1 860 688,37**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**383 690,80**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**16 025 148,82**	**6 513 362,01**		**1 860 688,37**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	2 263 962,59	991 069,53	43,78	1 271 197,95
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	4 038 722,34	161 828,00	4,01	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	1 305 230,83	1 305 230,83	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**2 191 647,33**	**209 914,00**	**0,00**	**913 617,33**
Total des recettes réelles d' investissement		**9 799 563,09**	**2 668 042,36**	**27,23**	**2 184 815,28**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*2 235 405,50*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*3 212 008,16*	*3 196 467,16*	*99,52*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*778 172,07*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d' investissement		***6 225 585,73***	***3 196 467,16***	***51,34***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**16 025 148,82**	**5 864 509,52**	**36,60**	**2 184 815,28**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**16 025 148,82**	**5 864 509,52**		**2 184 815,28**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
604	Achats d'études, prestations de services, équipements et travaux		55 623,71	30 700,00	24 923,71	
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)		19 252,64		19 252,64	
617	Etudes et recherches		58 106,00	11 185,00	46 921,00	
6226	Honoraires		32 650,00		32 650,00	
6231	Annonces et insertions		1 530,00		1 530,00	
6236	Catalogues et imprimés		85,00		85,00	
6256	Missions		156,55		156,55	
627	Services bancaires et assimilés		377,09		377,09	
6281	Concours divers -cotisations		1 079,00		1 079,00	
62878	à des tiers		9 144,46		9 144,46	
63512	Taxes foncières		14,00		14,00	
6356	Redevances pour occupation du domaine public national		48 597,11		48 597,11	
6378	Autres impôts taxes et versements assimilés		5 061,00		5 061,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	372 300,00	231 676,56	41 885,00	189 791,56	182 508,44
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement		228 337,70		228 337,70	
6332	Cotisations versées au FNAL		601,21		601,21	
6336	Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale		1 077,11		1 077,11	
6411	Salaires, appointements, commissions de base		93 265,08		93 265,08	
6413	Primes et gratifications		21 237,44		21 237,44	
6414	Indemnités et avantages divers		10 141,07		10 141,07	
6415	Supplément familial		27,48		27,48	
6451	Cotisations à l'URSSAF		21 212,04		21 212,04	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		24 004,43		24 004,43	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	425 700,00	399 903,56		399 903,56	25 796,44
total chapitre 014	Atténuations de produits					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6518	Autres		560,00		560,00	
6531	Indemnités		20 018,43		20 018,43	
6532	Frais de mission		188,00		188,00	
6533	Cotisations de retraite		890,50		890,50	
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale		6 071,89		6 071,89	
6588	Autres charges diverses de gestion courante		58 400,32	58 399,39	0,93	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	134 200,00	86 129,14	58 399,39	27 729,75	106 470,25
Total des dépenses de gestion courante		**932 200,00**	**717 709,26**	**100 284,39**	**617 424,87**	**314 775,13**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		245 584,39	181,66	245 402,73	
66112	Intérêts - rattachement des icne		87 705,65	117 492,53	-29 786,88	
total chapitre 66	Charges financières	250 000,00	333 290,04	117 674,19	215 615,85	34 384,15
6711	Pénalités sur marchés		261,68		261,68	
6712	Pénalités,amendes fiscales et pénales		506,00		506,00	
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		2 800,49		2 800,49	
673	Titres annulés exercices antérieurs		38 667,53		38 667,53	
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	150 000,00	42 235,70		42 235,70	107 764,30
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)					
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
total chapitre 022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 332 200,00**	**1 093 235,00**	**217 958,58**	**875 276,42**	**456 923,58**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*2 235 405,50*				
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*		*3 196 467,16*		*3 196 467,16*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*3 212 008,16*	*3 196 467,16*		*3 196 467,16*	*15 541,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 447 413,66***	***3 196 467,16***		***3 196 467,16***	***2 250 946,50***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**6 779 613,66**	**4 289 702,16**	**217 958,58**	**4 071 743,58**	**2 707 870,08**
002 Résultat d'exploitation reporté						
Total des dépenses de la section d'exploitation		**6 779 613,66**	**4 289 702,16**	**217 958,58**	**4 071 743,58**	**2 707 870,08**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
70128	Autres taxes et redevances		26 559,00		26 559,00	
70611	Redevances d'assainissement collectif		2 972 544,51		2 972 544,51	
7068	Autres prestations de service		259 875,46	12 522,50	247 352,96	
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	3 545 500,00	3 258 978,97	12 522,50	3 246 456,47	299 043,53
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité					
748	Autres subventions d'exploitation		13 950,00		13 950,00	
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	5 100,00	13 950,00		13 950,00	-8 850,00
7588	Autres		2,07		2,07	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante		2,07		2,07	-2,07
Total des recettes de gestion courante		**3 550 600,00**	**3 272 931,04**	**12 522,50**	**3 260 408,54**	**290 191,46**
total chapitre 76	Produits financiers					
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale		1 586,14		1 586,14	
total chapitre 77	Produits exceptionnels		1 586,14		1 586,14	-1 586,14
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)					
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 550 600,00**	**3 274 517,18**	**12 522,50**	**3 261 994,68**	**288 605,32**
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*		*602 788,00*		*602 788,00*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*861 000,00*	*602 788,00*		*602 788,00*	*258 212,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***861 000,00***	***602 788,00***		***602 788,00***	***258 212,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**4 411 600,00**	**3 877 305,18**	**12 522,50**	**3 864 782,68**	**546 817,32**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d’exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat d'exploitation reporté		2 368 013,66				
Total des recettes de la section d'exploitation		6 779 613,66	3 877 305,18	12 522,50	3 864 782,68	2 914 830,98

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études		234 397,29		234 397,29	
2033	Frais d'insertion		9 361,79		9 361,79	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	684 803,66	243 759,08		243 759,08	441 044,58
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	67 000,00				67 000,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
2315	Installations matériels et outillage techniques		3 556 427,08		3 556 427,08	
total chapitre 23	Immobilisations en cours	9 053 268,23	3 556 427,08		3 556 427,08	5 496 841,15
20312002	Frais d'études		5 641,02		5 641,02	
20312006	Frais d'études		23 955,89		23 955,89	
20312009	Frais d'études		2 190,13		2 190,13	
23152009	Installations matériels et outillage techniques		147 620,82		147 620,82	
20312010	Frais d'études		7 133,33		7 133,33	
23152010	Installations matériels et outillage techniques		36 258,80		36 258,80	
total opération n° 2002	Opération d'équipement n° 2002	14 000,00	5 641,02		5 641,02	8 358,98
total opération n° 2006	Opération d'équipement n° 2006	520 475,00	23 955,89		23 955,89	496 519,11
total opération n° 2008	Opération d'équipement n° 2008	5 200,00				5 200,00
total opération n° 2009	Opération d'équipement n° 2009	322 500,00	149 810,95		149 810,95	172 689,05
total opération n° 2010	Opération d'équipement n° 2010	376 120,00	43 392,13		43 392,13	332 727,87
Total des dépenses d'équipement		**11 043 366,89**	**4 022 986,15**		**4 022 986,15**	**7 020 380,74**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		1 190 663,80		1 190 663,80	
1681	Autres emprunts		342 663,75		342 663,75	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 540 000,00	1 533 327,55		1 533 327,55	6 672,45
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières		**1 540 000,00**	**1 533 327,55**		**1 533 327,55**	**6 672,45**
4581202003	Opération pour compte tiers n° 4581202003	519 301,56	248 159,02		248 159,02	271 142,54
4581202005	Opération pour compte tiers n° 4581202005	15 323,00	11 281,50		11 281,50	4 041,50
4581202101	Opération pour compte tiers n° 4581202101	3 000,00	2 500,00		2 500,00	500,00
4581202102	Opération pour compte tiers n° 4581202102	16 352,50	4 070,00		4 070,00	12 282,50
4581202203	Opération pour compte tiers n° 4581202203	150 000,00	18 848,24		18 848,24	131 151,76
458123048	Opération pour compte tiers n° 458123048	6 132,00				6 132,00
458124049	Opération pour compte tiers n° 458124049	203 500,00	2 069,55		2 069,55	201 430,45
458124057	Opération pour compte tiers n° 458124057	172 200,00				172 200,00
458124062	Opération pour compte tiers n° 458124062	125 250,00	67 332,00		67 332,00	57 918,00
458124063	Opération pour compte tiers n° 458124063	133 735,00				133 735,00
458124064	Opération pour compte tiers n° 458124064	30 000,00				30 000,00
458125085	Opération pour compte tiers n° 458125085	38 000,00				38 000,00
4582202201	Opération pour compte tiers n° 4582202201	1 200,00				1 200,00
4582202202	Opération pour compte tiers n° 4582202202	4 925,00				4 925,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	1 418 919,06	354 260,31		354 260,31	1 064 658,75
Total des dépenses réelles d'investissement		**14 002 285,95**	**5 910 574,01**		**5 910 574,01**	**8 091 711,94**
139111	*Agence de l'eau*		*595 829,00*		*595 829,00*	
139118	*Autres*		*1 158,00*		*1 158,00*	
13912	*Subvention équipement transférées au compte de résultat - Région*		*5 801,00*		*5 801,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*861 000,00*	*602 788,00*		*602 788,00*	*258 212,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*778 172,07*				*778 172,07*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***1 639 172,07***	***602 788,00***		***602 788,00***	***1 036 384,07***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**15 641 458,02**	**6 513 362,01**		**6 513 362,01**	**9 128 096,01**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**383 690,80**				
Total des dépenses de la section d'investissement		**16 025 148,82**	**6 513 362,01**		**6 513 362,01**	**9 511 786,81**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13111	Agence de l'eau		787 185,40		787 185,40	
13118	Autres		203 884,13		203 884,13	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	2 263 962,59	991 069,53		991 069,53	1 272 893,06
1681	Autres emprunts		161 828,00		161 828,00	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	4 038 722,34	161 828,00		161 828,00	3 876 894,34
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
1068	Autres réserves		1 305 230,83		1 305 230,83	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	1 305 230,83	1 305 230,83		1 305 230,83	
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
4582202002	Opération pour compte tiers n° 4582202002	11 427,00	11 427,00		11 427,00	
4582202003	Opération pour compte tiers n° 4582202003	1 256 787,33	181 170,00		181 170,00	1 075 617,33
4582202005	Opération pour compte tiers n° 4582202005	12 000,00				12 000,00
4582202102	Opération pour compte tiers n° 4582202102	14 400,00				14 400,00
4582202201	Opération pour compte tiers n° 4582202201	10 800,00				10 800,00
4582202202	Opération pour compte tiers n° 4582202202	10 231,00				10 231,00
4582202203	Opération pour compte tiers n° 4582202203	173 317,00	17 317,00		17 317,00	156 000,00
458224049	Opération pour compte tiers n° 458224049	203 500,00				203 500,00
458224057	Opération pour compte tiers n° 458224057	172 200,00				172 200,00
458224062	Opération pour compte tiers n° 458224062	125 250,00				125 250,00
458224063	Opération pour compte tiers n° 458224063	133 735,00				133 735,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
458224064	Opération pour compte tiers n° 458224064	30 000,00				30 000,00
458225085	Opération pour compte tiers n° 458225085	38 000,00				38 000,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	2 191 647,33	209 914,00		209 914,00	1 981 733,33
Total des recettes réelles d'investissement		**9 799 563,09**	**2 668 042,36**		**2 668 042,36**	**7 131 520,73**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*2 235 405,50*				
28031	*Amortissements frais d'études*		*5 782,56*		*5 782,56*	
2805	*Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires*		*185,00*		*185,00*	
28131	*Bâtiments*		*96 885,00*		*96 885,00*	
28153	*Installations à caractère spécifique*		*1 446 636,00*		*1 446 636,00*	
28154	*Matériel industriel*		*469,00*		*469,00*	
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*		*50 141,00*		*50 141,00*	
28157	*Amortissements agencements et aménagements du matériel et outillage industriels*		*46,00*		*46,00*	
28175	*Installations matériels et outillage techniques*		*1 592 948,60*		*1 592 948,60*	
28178	*Autres immobilisations corporelles*		*2 991,00*		*2 991,00*	
28181	*Installations générales agencements et aménagements divers*		*383,00*		*383,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 212 008,16*	*3 196 467,16*		*3 196 467,16*	*15 541,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*778 172,07*				*778 172,07*
Total des recettes d'ordre en investissement		***6 225 585,73***	***3 196 467,16***		***3 196 467,16***	***3 029 118,57***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**16 025 148,82**	**5 864 509,52**		**5 864 509,52**	**10 160 639,30**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des recettes de la section d'investissement		**16 025 148,82**	**5 864 509,52**		**5 864 509,52**	**10 160 639,30**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2002 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT ORMES SENTIER VOSVES APPOIGNY

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		14 000,00	A 5 641,02	0,00	0,00	B 436 463,24
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	1 000,00	5 641,02	0,00	0,00	24 301,15
2031	Frais d'études	1 000,00	5 641,02		0,00	24 301,15
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	13 000,00	0,00	0,00	0,00	412 162,09
2315	Installat°, matériel et outillage techni	13 000,00	0,00		0,00	412 162,09

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 139 995,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	139 995,00
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00		0,00	139 995,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – dépenses	C-A	-5 641,02	D-B	-296 468,24

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2005 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT CREATION STEP EXT RESEAU LINDRY

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 6 077,78
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	6 077,78
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	6 077,78
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – dépenses	C-A 0,00	D-B -6 077,78

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2006 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT MISE EN SEPRATIF QUENNE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		520 475,00	A 23 955,89	0,00	0,00	B 601 205,98
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	37 975,00	23 955,89	0,00	0,00	140 826,98
2031	Frais d'études	37 975,00	23 955,89		0,00	140 826,98
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	482 500,00	0,00	0,00	0,00	460 379,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	482 500,00	0,00		0,00	460 379,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 386 779,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	386 779,00
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00		0,00	277 612,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00		0,00	109 167,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – dépenses	C-A -23 955,89	D-B -214 426,98

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2007 (1)
LIBELLE : CREATION STEP VAUX

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 11 878,11**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 878,11**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	11 878,11
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – dépenses	C-A 0,00	D-B -11 878,11

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2008 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT REHABILITATION RESEAU VINCELLES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**5 200,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 743 221,89**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 171,17**
2031	Frais d'études	200,00	0,00		0,00	48 171,17
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**695 050,72**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 000,00	0,00		0,00	695 050,72

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 400 364,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 364,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00		0,00	257 728,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00		0,00	142 636,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – dépenses	C-A	0,00	D-B	-342 857,89

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2009 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT MISE EN CONFORMITE STEP GY LEVEQUE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**322 500,00**	**A 149 810,95**	**0,00**	**0,00**	**B 702 292,22**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**10 000,00**	**2 190,13**	**0,00**	**0,00**	**48 733,59**
2031	Frais d'études	10 000,00	2 190,13		0,00	48 733,59
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**312 500,00**	**147 620,82**	**0,00**	**0,00**	**653 558,63**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	312 500,00	147 620,82		0,00	653 558,63

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 766 489,31**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**766 489,31**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00		0,00	552 493,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00		0,00	213 996,31
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – dépenses	C-A	-149 810,95	D-B	64 197,09

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2010 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT CREATION SYSTEME EPURATION CHITRY

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**376 120,00**	**A 43 392,13**	**0,00**	**0,00**	**B 2 043 257,67**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**16 120,00**	**7 133,33**	**0,00**	**0,00**	**59 986,54**
2031	Frais d'études	16 120,00	7 133,33		0,00	59 986,54
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 468,64**
2111	Terrains nus	0,00	0,00		0,00	1 468,64
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**360 000,00**	**36 258,80**	**0,00**	**0,00**	**1 981 802,49**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	360 000,00	36 258,80		0,00	1 901 879,56
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00		0,00	79 922,93

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 1 614 892,20**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 614 892,20**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00		0,00	1 172 729,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00		0,00	442 163,20
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – dépenses	C-A	-43 392,13	D-B	-428 365,47

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D	2 903 465,51	94 634,94	2 808 830,57	2 531 933,68
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	15 199,59	14 457,08	742,51	927,51
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains	191 774,23	9 441,74	182 332,49	182 332,49
Constructions	5 456 188,70	1 735 828,32	3 720 360,38	3 817 245,38
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques	27 454 425,80	17 867 660,89	9 586 764,91	11 084 056,91
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles	25 397,96	26 740,00	-1 342,04	-959,04
Immobilisations corporelles en cours	20 496 836,80		20 496 836,80	16 756 530,10
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains	120 364,09	3 313,96	117 050,13	117 050,13
Constructions	958 459,96	348 373,18	610 086,78	610 086,78
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques	93 761 957,20	40 701 829,41	53 060 127,79	54 653 076,39
Autres immobilisations corporelles		8 973,00	-8 973,00	-5 982,00
Immobilisations en cours	87 472,02		87 472,02	87 472,02
3) Reçues en affectation ou en concession				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations	13 971,95		13 971,95	13 971,95
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I	**151 485 513,81**	**60 811 252,52**	**90 674 261,29**	**89 847 742,30**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés	254 010,60		254 010,60	93 563,71
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres	44 468,00		44 468,00	213 798,73
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques	23 372,00		23 372,00	79 723,10
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Opérations pour le compte de tiers (créances)	2 532 030,71		2 532 030,71	2 177 770,40
Autres créances	935,32	3 286,00	-2 350,68	25 583,80
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	**1 689 903,96**		**1 689 903,96**	**3 711 648,40**
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	**4 544 720,59**	**3 286,00**	**4 541 434,59**	**6 302 088,14**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser				-156,94
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III				**-156,94**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**156 030 234,40**	**60 814 538,52**	**95 215 695,88**	**96 149 673,50**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations	175 842,39	175 842,39
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	39 652 107,37	39 652 107,37
Affectation (par la collectivité de rattachement)		
Écarts de réévaluation		
Réserves	11 805 617,90	10 500 387,07
Report à nouveau (1)	2 368 013,66	4 686 353,64
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-206 960,90	-1 013 109,15
Subventions d'investissement	27 426 353,32	27 038 071,79
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés	324 974,13	324 974,13
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**81 545 947,87**	**81 364 627,24**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II		
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 712 679,04	9 903 342,84
Emprunts et dettes financières divers	2 746 609,42	2 957 232,05
Crédits et lignes de trésorerie		
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés	114 407,00	82 947,68

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales	7 644,68	135 216,85
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations	39 614,98	136 612,92
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	237 368,26	183 834,31
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal		
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	1 417 270,79	1 207 356,79
Autres dettes	60 533,05	60 533,05
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	**13 336 127,22**	**14 667 076,49**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser	333 620,79	117 969,77
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV	**333 620,79**	**117 969,77**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**95 215 695,88**	**96 149 673,50**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Compte de résultat (en euros)

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services	*3 219 897,47*	*2 619 793,66*
Divers	*26 559,00*	*15 966,00*
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	13 950,00	
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	2,07	44 599,72
TOTAL I	**3 260 408,54**	**2 680 359,38**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	364 457,15	594 893,57
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations	*1 678,32*	*1 615,91*
Autres	*53 672,11*	*50 617,27*
Salaires et traitements	124 671,07	124 293,41
Charges sociales	45 216,47	42 895,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*3 196 467,16*	*3 206 777,00*
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants		*337,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Autres charges	27 729,75	41 976,63
TOTAL II	**3 813 892,03**	**4 063 405,79**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-553 483,49**	**-1 383 046,41**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	215 615,85	274 627,03
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	**215 615,85**	**274 627,03**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-215 615,85**	**-274 627,03**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**-769 099,34**	**-1 657 673,44**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations	*1 586,14*	*78 986,72*
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations	*602 788,00*	*602 529,00*
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Compte de résultat (en euros) | B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL V	**604 374,14**	**681 515,72**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations	*42 235,70*	*36 788,00*
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées		
Autres opérations		*163,43*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	**42 235,70**	**36 951,43**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**562 138,44**	**644 564,29**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**3 864 782,68**	**3 361 875,10**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**4 071 743,58**	**4 374 984,25**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**-206 960,90**	**-1 013 109,15**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		175 842,39						175 842,39		175 842,39
10222	FCTVA		220 181,00						220 181,00		220 181,00
10228	Autres fonds d'investissement		104 793,13						104 793,13		104 793,13
	Sous Total compte 1022		**324 974,13**						**324 974,13**		**324 974,13**
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire		39 652 107,37						39 652 107,37		39 652 107,37
	Sous Total compte 102		**40 152 923,89**						**40 152 923,89**		**40 152 923,89**
1064	Rés règlementées		6 443,39						6 443,39		6 443,39
1068	Autres réserves		10 493 943,68				1 305 230,83		11 799 174,51		11 799 174,51
	Sous Total compte 106		**10 500 387,07**				**1 305 230,83**		**11 805 617,90**		**11 805 617,90**
	Sous Total compte 10		**50 653 310,96**				**1 305 230,83**		**51 958 541,79**		**51 958 541,79**
110	Report à nouveau solde créditeur		4 686 353,64	2 318 339,98				2 318 339,98	4 686 353,64		2 368 013,66
	Sous Total compte 11		**4 686 353,64**	**2 318 339,98**				**2 318 339,98**	**4 686 353,64**		**2 368 013,66**
12	Résultat exercice bénef ou perte	1 013 109,15			1 013 109,15			1 013 109,15	1 013 109,15		
	Sous Total compte 12	**1 013 109,15**			**1 013 109,15**			**1 013 109,15**	**1 013 109,15**		
13111	Agence de l'eau		34 151 611,96				787 185,40		34 938 797,36		34 938 797,36
13118	Autres		5 420 893,26				203 884,13		5 624 777,39		5 624 777,39
	Sous Total compte 1311		**39 572 505,22**				**991 069,53**		**40 563 574,75**		**40 563 574,75**
1312	Région		258 219,87						258 219,87		258 219,87
1313	Dépt		810 491,38						810 491,38		810 491,38
1317	Budget communautaire fonds structurels		18 110,94						18 110,94		18 110,94
	Sous Total compte 131		**40 659 327,41**				**991 069,53**		**41 650 396,94**		**41 650 396,94**
139111	Agence de l'eau	11 991 458,65				595 829,00		12 587 287,65		12 587 287,65	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
139118	Autres	1 241 447,84				1 158,00		1 242 605,84		1 242 605,84	
	Sous Total compte 13911	**13 232 906,49**				**596 987,00**		**13 829 893,49**		**13 829 893,49**	
13912	Subv équipt transf - Région	95 777,52				5 801,00		101 578,52		101 578,52	
13913	Subv équipt transf - Dépt	286 161,33						286 161,33		286 161,33	
13917	Subv équipt transf - BC et FS	6 410,28						6 410,28		6 410,28	
	Sous Total compte 1391	**13 621 255,62**				**602 788,00**		**14 224 043,62**		**14 224 043,62**	
	Sous Total compte 139	**13 621 255,62**				**602 788,00**		**14 224 043,62**		**14 224 043,62**	
	Sous Total compte 13	**13 621 255,62**	**40 659 327,41**			**602 788,00**	**991 069,53**	**14 224 043,62**	**41 650 396,94**		**27 426 353,32**
1641	Emprunts en euros		9 903 342,84			1 190 663,80		1 190 663,80	9 903 342,84		8 712 679,04
	Sous Total compte 164		**9 903 342,84**			**1 190 663,80**		**1 190 663,80**	**9 903 342,84**		**8 712 679,04**
1681	Autres emprunts		2 839 739,52			342 663,75	161 828,00	342 663,75	3 001 567,52		2 658 903,77
16888	Int courus aut empts dettes assimil		117 492,53	117 492,53	87 705,65			117 492,53	205 198,18		87 705,65
	Sous Total compte 1688		**117 492,53**	**117 492,53**	**87 705,65**			**117 492,53**	**205 198,18**		**87 705,65**
	Sous Total compte 168		**2 957 232,05**	**117 492,53**	**87 705,65**	**342 663,75**	**161 828,00**	**460 156,28**	**3 206 765,70**		**2 746 609,42**
	Sous Total compte 16		**12 860 574,89**	**117 492,53**	**87 705,65**	**1 533 327,55**	**161 828,00**	**1 650 820,08**	**13 110 108,54**		**11 459 288,46**
	Total classe 1	**14 634 364,77**	**108 859 566,90**	**2 435 832,51**	**1 100 814,80**	**2 136 115,55**	**2 458 128,36**	**19 206 312,83**	**112 418 510,06**	**14 224 043,62**	**107 436 240,85**
2031	Frais d'études	2 620 317,58			9 161,52	273 317,66		2 893 635,24	9 161,52	2 884 473,72	
2033	Frais d'insertion	9 630,00				9 361,79		18 991,79		18 991,79	
	Sous Total compte 203	**2 629 947,58**			**9 161,52**	**282 679,45**		**2 912 627,03**	**9 161,52**	**2 903 465,51**	
2051	Concessions et droits assimilés	15 199,59						15 199,59		15 199,59	
	Sous Total compte 205	**15 199,59**						**15 199,59**		**15 199,59**	
	Sous Total compte 20	**2 645 147,17**			**9 161,52**	**282 679,45**		**2 927 826,62**	**9 161,52**	**2 918 665,10**	
2111	Terrains nus	7 215,42						7 215,42		7 215,42	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2118	Autres terrains	161 089,07						161 089,07		161 089,07	
	Sous Total compte 211	**168 304,49**						**168 304,49**		**168 304,49**	
2128	Autres terrains	23 469,74						23 469,74		23 469,74	
	Sous Total compte 212	**23 469,74**						**23 469,74**		**23 469,74**	
21311	Batiments exploitation	4 398 788,70						4 398 788,70		4 398 788,70	
21315	Batiments administratifs	1 057 400,00						1 057 400,00		1 057 400,00	
	Sous Total compte 2131	**5 456 188,70**						**5 456 188,70**		**5 456 188,70**	
	Sous Total compte 213	**5 456 188,70**						**5 456 188,70**		**5 456 188,70**	
2151	Instal complexes spécial	21 262 069,55						21 262 069,55		21 262 069,55	
21532	Réseaux assainissement	2 019 395,81						2 019 395,81		2 019 395,81	
	Sous Total compte 2153	**2 019 395,81**						**2 019 395,81**		**2 019 395,81**	
2154	Mat indust	8 362,67						8 362,67		8 362,67	
21561	Serv distribution eau	1 686 439,29						1 686 439,29		1 686 439,29	
21562	Service d'assainisSEMent	2 380 114,74						2 380 114,74		2 380 114,74	
	Sous Total compte 2156	**4 066 554,03**						**4 066 554,03**		**4 066 554,03**	
2157	Agenct amégat mat outil indust	98 043,74						98 043,74		98 043,74	
	Sous Total compte 215	**27 454 425,80**						**27 454 425,80**		**27 454 425,80**	
21711	Terrains nus	117 050,13						117 050,13		117 050,13	
	Sous Total compte 2171	**117 050,13**						**117 050,13**		**117 050,13**	
21728	Autres terrains	3 313,96						3 313,96		3 313,96	
	Sous Total compte 2172	**3 313,96**						**3 313,96**		**3 313,96**	
21738	Autres constructions	958 459,96						958 459,96		958 459,96	
	Sous Total compte 2173	**958 459,96**						**958 459,96**		**958 459,96**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
217532	Réseaux assainissement	93 722 645,72						93 722 645,72		93 722 645,72	
	Sous Total compte 21753	**93 722 645,72**						**93 722 645,72**		**93 722 645,72**	
21754	Mat indust	6 236,21						6 236,21		6 236,21	
217562	Service d'assainissement	12 694,34						12 694,34		12 694,34	
	Sous Total compte 21756	**12 694,34**						**12 694,34**		**12 694,34**	
21757	Agenct amégat mat outil indust	819,60						819,60		819,60	
21758	Autres	19 561,33						19 561,33		19 561,33	
	Sous Total compte 2175	**93 761 957,20**						**93 761 957,20**		**93 761 957,20**	
	Sous Total compte 217	**94 840 781,25**						**94 840 781,25**		**94 840 781,25**	
2181	Instal gales agenct amngts divers	6 385,00						6 385,00		6 385,00	
2183	Mat bureau mat informatique	5 954,30						5 954,30		5 954,30	
2184	Mobilier	4 927,00						4 927,00		4 927,00	
2188	Autres	8 131,66						8 131,66		8 131,66	
	Sous Total compte 218	**25 397,96**						**25 397,96**		**25 397,96**	
	Sous Total compte 21	**127 968 567,94**						**127 968 567,94**		**127 968 567,94**	
2313	Constructions	39 778,82						39 778,82		39 778,82	
2315	Instal mat outil techn	16 716 751,28				3 740 306,70		20 457 057,98		20 457 057,98	
2317	Immob reçues au titre mise à dispo	87 472,02						87 472,02		87 472,02	
	Sous Total compte 231	**16 844 002,12**				**3 740 306,70**		**20 584 308,82**		**20 584 308,82**	
	Sous Total compte 23	**16 844 002,12**				**3 740 306,70**		**20 584 308,82**		**20 584 308,82**	
261	Titres de participation	13 971,95						13 971,95		13 971,95	
	Sous Total compte 26	**13 971,95**						**13 971,95**		**13 971,95**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28031	Amort frais études		98 013,90	9 161,52			5 782,56	9 161,52	103 796,46		94 634,94
	Sous Total compte 2803		**98 013,90**	**9 161,52**			**5 782,56**	**9 161,52**	**103 796,46**		**94 634,94**
2805	Concessions, brevets, licences, marques,		14 272,08				185,00		14 457,08		14 457,08
	Sous Total compte 280		**112 285,98**	**9 161,52**			**5 967,56**	**9 161,52**	**118 253,54**		**109 092,02**
28128	Autres terrains		9 441,74						9 441,74		9 441,74
	Sous Total compte 2812		**9 441,74**						**9 441,74**		**9 441,74**
28131	Bâtiments		1 392 217,16				96 885,00		1 489 102,16		1 489 102,16
28135	Igaac constructions		246 726,16						246 726,16		246 726,16
	Sous Total compte 2813		**1 638 943,32**				**96 885,00**		**1 735 828,32**		**1 735 828,32**
28151	Instal complexes spécial		7 883 391,53						7 883 391,53		7 883 391,53
28153	Installations à caractère spécifique		5 791 121,45				1 446 636,00		7 237 757,45		7 237 757,45
28154	Mat indust		10 331,67				469,00		10 800,67		10 800,67
28156	Mat spécif exploit		2 644 314,19				50 141,00		2 694 455,19		2 694 455,19
28157	Amort agenct amégat mat outil indust		41 210,05				46,00		41 256,05		41 256,05
	Sous Total compte 2815		**16 370 368,89**				**1 497 292,00**		**17 867 660,89**		**17 867 660,89**
28172	Agenct amégat terr		3 313,96						3 313,96		3 313,96
28173	Constructions		348 373,18						348 373,18		348 373,18
28175	Instal mat outil techn		39 108 880,81				1 592 948,60		40 701 829,41		40 701 829,41
28178	Autres immobilisations corporelles		5 982,00				2 991,00		8 973,00		8 973,00
	Sous Total compte 2817		**39 466 549,95**				**1 595 939,60**		**41 062 489,55**		**41 062 489,55**
28181	Instal gales agenct amngts divers		1 401,00				383,00		1 784,00		1 784,00
28182	Mat de transport		5 971,00						5 971,00		5 971,00

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28183	Mat bureau mat informatique		5 834,28						5 834,28		5 834,28
28184	Mobilier		5 547,00						5 547,00		5 547,00
28188	Amort autres		7 603,72						7 603,72		7 603,72
	Sous Total compte 2818		**26 357,00**				**383,00**		**26 740,00**		**26 740,00**
	Sous Total compte 281		**57 511 660,90**				**3 190 499,60**		**60 702 160,50**		**60 702 160,50**
	Sous Total compte 28		**57 623 946,88**	**9 161,52**			**3 196 467,16**	**9 161,52**	**60 820 414,04**		**60 811 252,52**
	Total classe 2	**147 471 689,18**	**57 623 946,88**	**9 161,52**	**9 161,52**	**4 022 986,15**	**3 196 467,16**	**151 503 836,85**	**60 829 575,56**	**151 485 513,81**	**60 811 252,52**
4011	Fournisseurs		10 200,00	77 581,49	67 381,49			77 581,49	77 581,49		
40171	Fournisseurs - retenues de garantie		30 862,68	30 862,68				30 862,68	30 862,68		
	Sous Total compte 4017		**30 862,68**	**30 862,68**				**30 862,68**	**30 862,68**		
	Sous Total compte 401		**41 062,68**	**108 444,17**	**67 381,49**			**108 444,17**	**108 444,17**		
4041	Fournis immob		103 854,78	5 304 808,03	5 200 953,25			5 304 808,03	5 304 808,03		
40471	Fournis immob - Retenues de garantie		32 758,14	43 145,57	50 002,41			43 145,57	82 760,55		39 614,98
	Sous Total compte 4047		**32 758,14**	**43 145,57**	**50 002,41**			**43 145,57**	**82 760,55**		**39 614,98**
	Sous Total compte 404		**136 612,92**	**5 347 953,60**	**5 250 955,66**			**5 347 953,60**	**5 387 568,58**		**39 614,98**
408	Fournis factures non parvenues		41 885,00	41 885,00	114 407,00			41 885,00	156 292,00		114 407,00
	Sous Total compte 40		**219 560,60**	**5 498 282,77**	**5 432 744,15**			**5 498 282,77**	**5 652 304,75**		**154 021,98**
411	Clients	89 069,06		1 141 999,62	982 980,19			1 231 068,68	982 980,19	248 088,49	
4161	Créances douteuses	4 494,65		42 858,75	41 431,29			47 353,40	41 431,29	5 922,11	
	Sous Total compte 416	**4 494,65**		**42 858,75**	**41 431,29**			**47 353,40**	**41 431,29**	**5 922,11**	
	Sous Total compte 41	**93 563,71**		**1 184 858,37**	**1 024 411,48**			**1 278 422,08**	**1 024 411,48**	**254 010,60**	
421	Personnel - rémunérations dues			118 046,07	118 046,07			118 046,07	118 046,07		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 42			**118 046,07**	**118 046,07**			**118 046,07**	**118 046,07**		
431	Sécurite sociale			39 017,51	39 017,51			39 017,51	39 017,51		
437	Autres organismes sociaux			15 294,99	15 294,99			15 294,99	15 294,99		
	Sous Total compte 43			**54 312,50**	**54 312,50**			**54 312,50**	**54 312,50**		
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	78 618,10		22 922,00	78 618,10			101 540,10	78 618,10	22 922,00	
	Sous Total compte 441	**78 618,10**		**22 922,00**	**78 618,10**			**101 540,10**	**78 618,10**	**22 922,00**	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			4 836,07	4 836,07			4 836,07	4 836,07		
	Sous Total compte 442			**4 836,07**	**4 836,07**			**4 836,07**	**4 836,07**		
4431	Opér particul avec Etat dépenses		183 834,31	184 340,31	237 874,26			184 340,31	421 708,57		237 368,26
4432	Opér particul avec Etat rec amiable	825,00			375,00			825,00	375,00	450,00	
4436	Opér particul Etat recettes contentieux	280,00			280,00			280,00	280,00		
	Sous Total compte 443	**1 105,00**	**183 834,31**	**184 340,31**	**238 529,26**			**185 445,31**	**422 363,57**		**236 918,26**
44551	Etat - TVA à décaisser			173 967,00	173 967,00			173 967,00	173 967,00		
	Sous Total compte 4455			**173 967,00**	**173 967,00**			**173 967,00**	**173 967,00**		
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	17 309,13		823 707,30	841 016,43			841 016,43	841 016,43		
44566	TVA déduct sur autres biens et services	1 583,60		13 114,67	14 698,27			14 698,27	14 698,27		
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	194 906,00		656 251,00	826 689,00			851 157,00	826 689,00	24 468,00	
	Sous Total compte 4456	**213 798,73**		**1 493 072,97**	**1 682 403,70**			**1 706 871,70**	**1 682 403,70**	**24 468,00**	
44571	Etat - TVA collectée		135 216,85	720 855,28	592 015,11			720 855,28	727 231,96		6 376,68
	Sous Total compte 4457		**135 216,85**	**720 855,28**	**592 015,11**			**720 855,28**	**727 231,96**		**6 376,68**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé			479 317,00	479 317,00			479 317,00	479 317,00		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4458			**479 317,00**	**479 317,00**			**479 317,00**	**479 317,00**		
	Sous Total compte 445	**213 798,73**	**135 216,85**	**2 867 212,25**	**2 927 702,81**			**3 081 010,98**	**3 062 919,66**	**18 091,32**	
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés			54 068,43	54 068,43			54 068,43	54 068,43		
4486	Etat - autres charges à payer				1 268,00				1 268,00		1 268,00
4487	Etat - produits à recevoir			20 000,00				20 000,00		20 000,00	
	Sous Total compte 448			**20 000,00**	**1 268,00**			**20 000,00**	**1 268,00**	**18 732,00**	
	Sous Total compte 44	**293 521,83**	**319 051,16**	**3 153 379,06**	**3 305 022,67**			**3 446 900,89**	**3 624 073,83**		**177 172,94**
4581001	Opér pour cpte de tiers - dépenses	139 560,87						139 560,87		139 560,87	
4581002	Opér pour cpte de tiers - dépenses	106 467,82						106 467,82		106 467,82	
4581003	Opér pour cpte de tiers - dépenses	158 409,22						158 409,22		158 409,22	
4581004	Opér pour cpte de tiers - dépenses	87 541,47						87 541,47		87 541,47	
4581202001	Opér pour cpte de tiers - dépenses	141 586,36						141 586,36		141 586,36	
4581202002	Opér pour cpte de tiers - dépenses	84 721,32						84 721,32		84 721,32	
4581202003	Opér pour cpte de tiers - dépenses	640 789,39				248 159,02		888 948,41		888 948,41	
4581202005	Opér pour cpte de tiers - dépenses	47 630,00				11 281,50		58 911,50		58 911,50	
4581202006	Opér pour cpte de tiers - dépenses	372 848,70						372 848,70		372 848,70	
4581202007	Opér pour cpte de tiers - dépenses	71 629,75						71 629,75		71 629,75	
4581202101	Opér pour cpte de tiers - dépenses	18 000,00				2 500,00		20 500,00		20 500,00	
4581202102	Opér pour cpte de tiers - dépenses	90 882,50				4 070,00		94 952,50		94 952,50	
4581202201	Opér pour cpte de tiers - dépenses	78 661,91						78 661,91		78 661,91	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4581202202	Opér pour cpte de tiers - dépenses	47 228,70						47 228,70		47 228,70	
4581202203	Opér pour cpte de tiers - dépenses	40 436,31				18 848,24		59 284,55		59 284,55	
458123048	Opér pour cpte de tiers - dépenses	51 376,08						51 376,08		51 376,08	
458124049	Opér pour cpte de tiers - dépenses					2 069,55		2 069,55		2 069,55	
458124062	Opér pour cpte de tiers - dépenses					67 332,00		67 332,00		67 332,00	
	Sous Total compte 4581	**2 177 770,40**				**354 260,31**		**2 532 030,71**		**2 532 030,71**	
4582001	Opérations pour cpte de tiers - recettes		45 458,33						45 458,33		45 458,33
4582002	Opérations pour cpte de tiers - recettes		71 315,00						71 315,00		71 315,00
4582003	Opérations pour cpte de tiers - recettes		98 114,00						98 114,00		98 114,00
4582004	Opérations pour cpte de tiers - recettes		38 700,00						38 700,00		38 700,00
45822	Opérations pour cpte de tiers - recettes		86 701,76						86 701,76		86 701,76
4582202001	Opérations pour cpte de tiers - recettes		39 000,00						39 000,00		39 000,00
4582202002	Opérations pour cpte de tiers - recettes		184 011,00				11 427,00		195 438,00		195 438,00
4582202003	Opérations pour cpte de tiers - recettes						181 170,00		181 170,00		181 170,00
4582202005	Opérations pour cpte de tiers - recettes		48 000,00						48 000,00		48 000,00
4582202006	Opérations pour cpte de tiers - recettes		352 000,70						352 000,70		352 000,70
4582202007	Opérations pour cpte de tiers - recettes		60 000,00						60 000,00		60 000,00
4582202102	Opérations pour cpte de tiers - recettes		57 600,00						57 600,00		57 600,00
4582202202	Opérations pour cpte de tiers - recettes		40 925,00						40 925,00		40 925,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4582202203	Opérations pour cpte de tiers - recettes		42 331,00				17 317,00		59 648,00		59 648,00
45822022201	Opérations pour cpte de tiers - recettes		43 200,00						43 200,00		43 200,00
	Sous Total compte 4582		**1 207 356,79**				**209 914,00**		**1 417 270,79**		**1 417 270,79**
	Sous Total compte 458	**2 177 770,40**	**1 207 356,79**			**354 260,31**	**209 914,00**	**2 532 030,71**	**1 417 270,79**	**1 114 759,92**	
	Sous Total compte 45	**2 177 770,40**	**1 207 356,79**			**354 260,31**	**209 914,00**	**2 532 030,71**	**1 417 270,79**	**1 114 759,92**	
466	Excédt de verSEMent		2 133,66	10 958,39	10 958,39			10 958,39	13 092,05		2 133,66
46711	Autres comptes créditeurs			407 189,74	407 189,74			407 189,74	407 189,74		
	Sous Total compte 4671			**407 189,74**	**407 189,74**			**407 189,74**	**407 189,74**		
46721	Débiteurs divers - amiable	28 869,80		1 965,84	29 900,32			30 835,64	29 900,32	935,32	
46726	Débiteurs divers - contentieux			960,75	960,75			960,75	960,75		
	Sous Total compte 4672	**28 869,80**		**2 926,59**	**30 861,07**			**31 796,39**	**30 861,07**	**935,32**	
	Sous Total compte 467	**28 869,80**		**410 116,33**	**438 050,81**			**438 986,13**	**438 050,81**	**935,32**	
4686	Divers - charges à payer		58 399,39	58 399,39	58 399,39			58 399,39	116 798,78		58 399,39
	Sous Total compte 468		**58 399,39**	**58 399,39**	**58 399,39**			**58 399,39**	**116 798,78**		**58 399,39**
	Sous Total compte 46	**28 869,80**	**60 533,05**	**479 474,11**	**507 408,59**			**508 343,91**	**567 941,64**		**59 597,73**
4712	Viremts réimputés		56,43	56,43				56,43	56,43		
4713	Recettes percues avant émission titres	341 743,87		5 608 416,85	6 283 780,11			5 950 160,72	6 283 780,11		333 619,39
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		179,78	3 143,89	2 964,11			3 143,89	3 143,89		
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		453,75	7 814,50	7 360,75			7 814,50	7 814,50		
	Sous Total compte 47141		**633,53**	**10 958,39**	**10 324,86**			**10 958,39**	**10 958,39**		
	Sous Total compte 4714		**633,53**	**10 958,39**	**10 324,86**			**10 958,39**	**10 958,39**		
4718	Autres recettes à régulariser		459 021,18	514 152,22	55 131,04			514 152,22	514 152,22		

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 471	**341 743,87**	**459 711,14**	**6 133 583,89**	**6 349 236,01**			**6 475 327,76**	**6 808 947,15**		**333 619,39**
4721	Dép sans mandatement préalable		156,94	1 680 585,30	1 680 428,36			1 680 585,30	1 680 585,30		
4722	DACR commission carte bancaire			12,68	12,68			12,68	12,68		
4728	DACR - autres dépenses à régul			496 031,82	496 031,82			496 031,82	496 031,82		
	Sous Total compte 472		**156,94**	**2 176 629,80**	**2 176 472,86**			**2 176 629,80**	**2 176 629,80**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		2,50	1,47	0,37			1,47	2,87		1,40
	Sous Total compte 478		**2,50**	**1,47**	**0,37**			**1,47**	**2,87**		**1,40**
	Sous Total compte 47	**341 743,87**	**459 870,58**	**8 310 215,16**	**8 525 709,24**			**8 651 959,03**	**8 985 579,82**		**333 620,79**
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers		3 286,00						3 286,00		3 286,00
	Sous Total compte 49		**3 286,00**						**3 286,00**		**3 286,00**
	Total classe 4	**2 935 469,61**	**2 269 658,18**	**18 798 568,04**	**18 967 654,70**	**354 260,31**	**209 914,00**	**22 088 297,96**	**21 447 226,88**	**2 854 816,63**	**2 213 745,55**
5115	Cartes bancaires à l'encaisSEMent			14 774,06	14 774,06			14 774,06	14 774,06		
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	145,00		37 526,62	37 007,33			37 671,62	37 007,33	664,29	
	Sous Total compte 511	**145,00**		**52 300,68**	**51 781,39**			**52 445,68**	**51 781,39**	**664,29**	
515	Compte au trésor	3 711 503,40		6 778 213,68	8 800 477,41			10 489 717,08	8 800 477,41	1 689 239,67	
	Sous Total compte 51	**3 711 648,40**		**6 830 514,36**	**8 852 258,80**			**10 542 162,76**	**8 852 258,80**	**1 689 903,96**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			3 799 255,16	3 799 255,16			3 799 255,16	3 799 255,16		
584	Encaissements chèques par lecture opt			41 329,41	41 329,41			41 329,41	41 329,41		
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés			274 498,00	274 498,00			274 498,00	274 498,00		
588	Autres virements internes			789,54	789,54			789,54	789,54		
	Sous Total compte 58			**4 115 872,11**	**4 115 872,11**			**4 115 872,11**	**4 115 872,11**		

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 5	**3 711 648,40**		**10 946 386,47**	**12 968 130,91**			**14 658 034,87**	**12 968 130,91**	**1 689 903,96**	
604	Achats d'études, prestations de services					55 623,71	30 700,00	55 623,71	30 700,00	24 923,71	
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)					19 252,64		19 252,64		19 252,64	
	Sous Total compte 606					**19 252,64**		**19 252,64**		**19 252,64**	
	Sous Total compte 60					**74 876,35**	**30 700,00**	**74 876,35**	**30 700,00**	**44 176,35**	
617	Etudes et recherches					58 106,00	11 185,00	58 106,00	11 185,00	46 921,00	
	Sous Total compte 61					**58 106,00**	**11 185,00**	**58 106,00**	**11 185,00**	**46 921,00**	
6215	Persel affecté par collectivité rattacht					228 337,70		228 337,70		228 337,70	
	Sous Total compte 621					**228 337,70**		**228 337,70**		**228 337,70**	
6226	Honoraires					32 650,00		32 650,00		32 650,00	
	Sous Total compte 622					**32 650,00**		**32 650,00**		**32 650,00**	
6231	Annonces et insertions					1 530,00		1 530,00		1 530,00	
6236	Catalogues et imprimés					85,00		85,00		85,00	
	Sous Total compte 623					**1 615,00**		**1 615,00**		**1 615,00**	
6256	Missions					156,55		156,55		156,55	
	Sous Total compte 625					**156,55**		**156,55**		**156,55**	
627	Services bancaires et assimilés					377,09		377,09		377,09	
6281	Concours divers -cotisations					1 079,00		1 079,00		1 079,00	
62878	à des tiers					9 144,46		9 144,46		9 144,46	
	Sous Total compte 6287					**9 144,46**		**9 144,46**		**9 144,46**	
	Sous Total compte 628					**10 223,46**		**10 223,46**		**10 223,46**	
	Sous Total compte 62					**273 359,80**		**273 359,80**		**273 359,80**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6332	Cotisations versées au FNAL					601,21		601,21		601,21	
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT					1 077,11		1 077,11		1 077,11	
	Sous Total compte 633					**1 678,32**		**1 678,32**		**1 678,32**	
63512	Taxes foncières					14,00		14,00		14,00	
	Sous Total compte 6351					**14,00**		**14,00**		**14,00**	
6356	Redev pour occup domaine public					48 597,11		48 597,11		48 597,11	
	Sous Total compte 635					**48 611,11**		**48 611,11**		**48 611,11**	
6378	Autres impôts taxes verst assimilés					5 061,00		5 061,00		5 061,00	
	Sous Total compte 637					**5 061,00**		**5 061,00**		**5 061,00**	
	Sous Total compte 63					**55 350,43**		**55 350,43**		**55 350,43**	
6411	Salaires,appointements, commissions base					93 265,08		93 265,08		93 265,08	
6413	Primes et gratifications					21 237,44		21 237,44		21 237,44	
6414	Indemnités et avantages divers					10 141,07		10 141,07		10 141,07	
6415	Supplément familial					27,48		27,48		27,48	
	Sous Total compte 641					**124 671,07**		**124 671,07**		**124 671,07**	
6451	Cotisations à l'URSSAF					21 212,04		21 212,04		21 212,04	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					24 004,43		24 004,43		24 004,43	
	Sous Total compte 645					**45 216,47**		**45 216,47**		**45 216,47**	
	Sous Total compte 64					**169 887,54**		**169 887,54**		**169 887,54**	
6518	Autres					560,00		560,00		560,00	
	Sous Total compte 651					**560,00**		**560,00**		**560,00**	
6531	Indemnités					20 018,43		20 018,43		20 018,43	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6532	Frais de mission					188,00		188,00		188,00	
6533	Cotisations de retraite					890,50		890,50		890,50	
6534	Cotisations sécurité sociale part patron					6 071,89		6 071,89		6 071,89	
	Sous Total compte 653					**27 168,82**		**27 168,82**		**27 168,82**	
6588	Autres charges diverses de gestion coura					58 400,32	58 399,39	58 400,32	58 399,39	0,93	
	Sous Total compte 658					**58 400,32**	**58 399,39**	**58 400,32**	**58 399,39**	**0,93**	
	Sous Total compte 65					**86 129,14**	**58 399,39**	**86 129,14**	**58 399,39**	**27 729,75**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					245 584,39	181,66	245 584,39	181,66	245 402,73	
66112	Intérêts - rattachement des icne					87 705,65	117 492,53	87 705,65	117 492,53		29 786,88
	Sous Total compte 6611					**333 290,04**	**117 674,19**	**333 290,04**	**117 674,19**	**215 615,85**	
	Sous Total compte 661					**333 290,04**	**117 674,19**	**333 290,04**	**117 674,19**	**215 615,85**	
	Sous Total compte 66					**333 290,04**	**117 674,19**	**333 290,04**	**117 674,19**	**215 615,85**	
6711	Pénalités sur marchés					261,68		261,68		261,68	
6712	Pénalités,amendes fiscales et pénales					506,00		506,00		506,00	
6718	Autres charg except sur opérat gestion					2 800,49		2 800,49		2 800,49	
	Sous Total compte 671					**3 568,17**		**3 568,17**		**3 568,17**	
673	Titres annulés exercices antérieurs					38 667,53		38 667,53		38 667,53	
	Sous Total compte 67					**42 235,70**		**42 235,70**		**42 235,70**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					3 196 467,16		3 196 467,16		3 196 467,16	
	Sous Total compte 681					**3 196 467,16**		**3 196 467,16**		**3 196 467,16**	
	Sous Total compte 68					**3 196 467,16**		**3 196 467,16**		**3 196 467,16**	
	Total classe 6					**4 289 702,16**	**217 958,58**	**4 289 702,16**	**217 958,58**	**4 101 530,46**	**29 786,88**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70128	Autres taxes et redevances						26 559,00		26 559,00		26 559,00
	Sous Total compte 7012						**26 559,00**		**26 559,00**		**26 559,00**
	Sous Total compte 701						**26 559,00**		**26 559,00**		**26 559,00**
70611	Redevances assainisSEMent collectif						2 972 544,51		2 972 544,51		2 972 544,51
	Sous Total compte 7061						**2 972 544,51**		**2 972 544,51**		**2 972 544,51**
7068	Autres prestations de service					12 522,50	259 875,46	12 522,50	259 875,46		247 352,96
	Sous Total compte 706					**12 522,50**	**3 232 419,97**	**12 522,50**	**3 232 419,97**		**3 219 897,47**
	Sous Total compte 70					**12 522,50**	**3 258 978,97**	**12 522,50**	**3 258 978,97**		**3 246 456,47**
748	Autres subv exploitation						13 950,00		13 950,00		13 950,00
	Sous Total compte 74						**13 950,00**		**13 950,00**		**13 950,00**
7588	Autres						2,07		2,07		2,07
	Sous Total compte 758						**2,07**		**2,07**		**2,07**
	Sous Total compte 75						**2,07**		**2,07**		**2,07**
773	Mandats annulés sur exercices antérieurs						1 586,14		1 586,14		1 586,14
777	Quote part subv invest virée au résult						602 788,00		602 788,00		602 788,00
	Sous Total compte 77						**604 374,14**		**604 374,14**		**604 374,14**
	Total classe 7					**12 522,50**	**3 877 305,18**	**12 522,50**	**3 877 305,18**		**3 864 782,68**
	Total général	**168 753 171,96**	**168 753 171,96**	**32 189 948,54**	**33 045 761,93**	**10 815 586,67**	**9 959 773,28**	**211 758 707,17**	**211 758 707,17**	**174 355 808,48**	**174 355 808,48**

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 02/06/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2025	au 02/06/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 03/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 05/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SPANC CA AUXERROIS

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CA AUXERROIS

Numéro SIRET : 20006711400062

POSTE COMPTABLE : 089003 SGC AUXERRE

Compte financier unique (M49)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	18
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	19
C2	Recettes d'investissement	Comptable	21
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	22
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	23
B	Compte de résultat	Comptable	28
C	Balance des comptes	Comptable	31
	IV. États annexés		
A	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l’établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d’engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d’information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Investissement	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	35

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**0,00**	**31 000,00**	**31 000,00**
	Recettes réalisées (1)	B	**0,00**	**17 702,28**	**17 702,28**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**0,00**	**59 054,03**	**59 054,03**
	Dépenses réalisées (1)	E	**0,00**	**23 978,03**	**23 978,03**
	Restes à réaliser	F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**0,00**	**-6 275,75**	**-6 275,75**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**0,00**	**28 054,03**	**28 054,03**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**0,00**	**21 778,28**	**21 778,28**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**0,00**	**21 778,28**	**21 778,28**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
SPANC CA AUXERROIS					
Investissement					
Fonctionnement	28 054,03		-6 275,75		21 778,28
Sous-Total	28 054,03		-6 275,75		21 778,28
TOTAL III	**28 054,03**		**-6 275,75**		**21 778,28**
TOTAL I + II + III	**28 054,03**		**-6 275,75**		**21 778,28**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**	Dotations	0,00
Terrains	0,00	Fonds globalisés	0,00
Constructions	0,00	Réserves	0,00
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	0,00	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau (1)	28,05
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-6,28
Autres immobilisations corporelles	0,00	Subventions transférables	0,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**0,00**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**21,78**
Créances	34,44	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**0,00**
Disponibilités	0,00	Fournisseurs (2)	0,41
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**34,44**	**Total des dettes à court terme**	**0,41**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**0,41**
		Comptes de régularisation	**12,25**
TOTAL ACTIF	**34,44**	**TOTAL PASSIF**	**34,44**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services	17,70	14,76
Autres produits		
Transferts de charges		
Produits courants non financiers	17,70	14,76
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	23,98	4,39
Participations et interventions		0,21
Dotations aux amortissements et provisions		
Autres charges		
Charges courantes non financières	23,98	4,60
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**-6,28**	**10,16**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**-6,28**	**10,16**
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		0,17
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**-0,17**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-6,28**	**9,99**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	52 054,03	23 708,03	270,00	23 978,03	46,06	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**53 554,03**	**23 708,03**	**270,00**	**23 978,03**	**44,77**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**59 054,03**	**23 708,03**	**270,00**	**23 978,03**	***40,60***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**59 054,03**	**23 708,03**	**270,00**	**23 978,03**	**40,60**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**59 054,03**	**23 708,03**	**270,00**	**23 978,03**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	31 000,00	17 702,00	0,00	17 702,00	57,10	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,28	0,00	0,28	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**31 000,00**	**17 702,28**	**0,00**	**17 702,28**	**57,10**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**31 000,00**	**17 702,28**	**0,00**	**17 702,28**	**57,10**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**31 000,00**	**17 702,28**	**0,00**	**17 702,28**	**57,10**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**28 054,03**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**59 054,03**	**17 702,28**	**0,00**	**17 702,28**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**0,00**	**0,00**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d' investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d' investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**0,00**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
611	Sous-traitance générale		23 974,00		23 974,00	
627	Services bancaires et assimilés		4,03		4,03	
total chapitre 011	Charges à caractère général	52 054,03	23 978,03		23 978,03	28 076,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés					
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	1 500,00				1 500,00
Total des dépenses de gestion courante		**53 554,03**	**23 978,03**		**23 978,03**	**29 576,00**
total chapitre 66	Charges financières					
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	5 500,00				5 500,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)					
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
total chapitre 022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**59 054,03**	**23 978,03**		**23 978,03**	**35 076,00**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation						
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**59 054,03**	**23 978,03**		**23 978,03**	**35 076,00**
002 Résultat d'exploitation reporté						
Total des dépenses de la section d'exploitation		**59 054,03**	**23 978,03**		**23 978,03**	**35 076,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
70128	Autres taxes et redevances		18 290,80	588,80	17 702,00	
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	31 000,00	18 290,80	588,80	17 702,00	13 298,00
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité					
total chapitre 74	Subventions d'exploitation					
7588	Autres		0,28		0,28	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante		0,28		0,28	-0,28
Total des recettes de gestion courante		**31 000,00**	**18 291,08**	**588,80**	**17 702,28**	**13 297,72**
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits exceptionnels					
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)					
Total des recettes réelles d'exploitation		**31 000,00**	**18 291,08**	**588,80**	**17 702,28**	**13 297,72**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des recettes d'ordre d'exploitation						
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**31 000,00**	**18 291,08**	**588,80**	**17 702,28**	**13 297,72**
002 Résultat d'exploitation reporté		**28 054,03**				
Total des recettes de la section d'exploitation		**59 054,03**	**18 291,08**	**588,80**	**17 702,28**	**41 351,75**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
Total des dépenses d'équipement						
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement						
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement						
Total des dépenses d'investissement de l'exercice						
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de la section d'investissement						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement						
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*					
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement						
Total des recettes d'investissement de l'exercice						
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des recettes de la section d'investissement						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D’EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D				
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
3) Reçues en affectation ou en concession				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés	3 396,45		3 396,45	7 295,44
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres	4 417,00		4 417,00	578,00
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques				
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	26 653,95		26 653,95	19 835,71

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Opérations pour le compte de tiers (créances)				
Autres créances		32,00	-32,00	493,68
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	**34 467,40**	**32,00**	**34 435,40**	**28 202,83**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser				30,00
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III				**30,00**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**34 467,40**	**32,00**	**34 435,40**	**28 232,83**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations		
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)		
Affectation (par la collectivité de rattachement)		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau (1)	28 054,03	18 060,38
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-6 275,75	9 993,65
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés		
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**21 778,28**	**28 054,03**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II		
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Crédits et lignes de trésorerie		
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés	270,00	

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales	135,50	177,70
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations		
Dettes envers l'État et les collectivités publiques		
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal		
Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	**405,50**	**177,70**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser	12 251,62	1,10
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV	**12 251,62**	**1,10**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**34 435,40**	**28 232,83**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Compte de résultat (en euros) | B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services		
Divers	*17 702,00*	*14 763,00*
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	0,28	
TOTAL I	**17 702,28**	**14 763,00**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	23 978,03	4 389,00
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations		
Autres		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations		
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants		
Dotations aux provisions pour risques et charges		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Autres charges		212,35
TOTAL II	**23 978,03**	**4 601,35**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-6 275,75**	**10 161,65**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RÉSULTAT COURANT	**-6 275,75**	**10 161,65**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		*168,00*
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées		
Autres opérations		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		**168,00**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		**-168,00**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**17 702,28**	**14 763,00**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**23 978,03**	**4 769,35**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**-6 275,75**	**9 993,65**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau solde créditeur		18 060,38		9 993,65				28 054,03		28 054,03
	Sous Total compte 11		**18 060,38**		**9 993,65**				**28 054,03**		**28 054,03**
12	Résultat exercice bénef ou perte		9 993,65	9 993,65				9 993,65	9 993,65		
	Sous Total compte 12		**9 993,65**	**9 993,65**				**9 993,65**	**9 993,65**		
	Total classe 1		**28 054,03**	**9 993,65**	**9 993,65**			**9 993,65**	**38 047,68**		**28 054,03**
4011	Fournisseurs			28 444,80	28 444,80			28 444,80	28 444,80		
	Sous Total compte 401			**28 444,80**	**28 444,80**			**28 444,80**	**28 444,80**		
408	Fournis factures non parvenues				270,00				270,00		270,00
	Sous Total compte 40			**28 444,80**	**28 714,80**			**28 444,80**	**28 714,80**		**270,00**
411	Clients	7 196,29		19 269,80	23 251,10			26 466,09	23 251,10	3 214,99	
4161	Créances douteuses	99,15		925,10	842,79			1 024,25	842,79	181,46	
	Sous Total compte 416	**99,15**		**925,10**	**842,79**			**1 024,25**	**842,79**	**181,46**	
	Sous Total compte 41	**7 295,44**		**20 194,90**	**24 093,89**			**27 490,34**	**24 093,89**	**3 396,45**	
44551	Etat - TVA à décaisser			910,00	910,00			910,00	910,00		
	Sous Total compte 4455			**910,00**	**910,00**			**910,00**	**910,00**		
44566	TVA déduct sur autres biens et services			4 741,00	4 741,00			4 741,00	4 741,00		
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	578,00		4 454,00	615,00			5 032,00	615,00	4 417,00	
	Sous Total compte 4456	**578,00**		**9 195,00**	**5 356,00**			**9 773,00**	**5 356,00**	**4 417,00**	
44571	Etat - TVA collectée		177,70	1 830,80	1 788,60			1 830,80	1 966,30		135,50
	Sous Total compte 4457		**177,70**	**1 830,80**	**1 788,60**			**1 830,80**	**1 966,30**		**135,50**
	Sous Total compte 445	**578,00**	**177,70**	**11 935,80**	**8 054,60**			**12 513,80**	**8 232,30**	**4 281,50**	
	Sous Total compte 44	**578,00**	**177,70**	**11 935,80**	**8 054,60**			**12 513,80**	**8 232,30**	**4 281,50**	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
451009	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	19 835,71		64 554,61	57 736,37			84 390,32	57 736,37	26 653,95	
	Sous Total compte 451	**19 835,71**		**64 554,61**	**57 736,37**			**84 390,32**	**57 736,37**	**26 653,95**	
	Sous Total compte 45	**19 835,71**		**64 554,61**	**57 736,37**			**84 390,32**	**57 736,37**	**26 653,95**	
466	Excédt de verSEMent			0,08	0,08			0,08	0,08		
46726	Débiteurs divers - contentieux	525,68			525,68			525,68	525,68		
	Sous Total compte 4672	**525,68**			**525,68**			**525,68**	**525,68**		
	Sous Total compte 467	**525,68**			**525,68**			**525,68**	**525,68**		
	Sous Total compte 46	**525,68**		**0,08**	**525,76**			**525,76**	**525,76**		
4713	Recettes percues avant émission titres			28 796,22	41 046,22			28 796,22	41 046,22		12 250,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		0,08	404,88	404,80			404,88	404,88		
	Sous Total compte 47141		**0,08**	**404,88**	**404,80**			**404,88**	**404,88**		
	Sous Total compte 4714		**0,08**	**404,88**	**404,80**			**404,88**	**404,88**		
4718	Autres recettes à régulariser			2 107,20	2 107,20			2 107,20	2 107,20		
	Sous Total compte 471		**0,08**	**31 308,30**	**43 558,22**			**31 308,30**	**43 558,30**		**12 250,00**
4722	DACR commission carte bancaire			4,03	4,03			4,03	4,03		
4728	DACR - autres dépenses à régul			7 627,54	7 627,54			7 627,54	7 627,54		
	Sous Total compte 472			**7 631,57**	**7 631,57**			**7 631,57**	**7 631,57**		
4781	Frais de poursuites rattachés	30,00			30,00			30,00	30,00		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		1,02		0,60				1,62		1,62
	Sous Total compte 478	**30,00**	**1,02**		**30,60**			**30,00**	**31,62**		**1,62**
	Sous Total compte 47	**30,00**	**1,10**	**38 939,87**	**51 220,39**			**38 969,87**	**51 221,49**		**12 251,62**
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers		32,00						32,00		32,00

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 49		**32,00**						**32,00**		**32,00**
	Total classe 4	**28 264,83**	**210,80**	**164 070,06**	**170 345,81**			**192 334,89**	**170 556,61**	**34 467,40**	**12 689,12**
588	Autres virements internes			0,08	0,08			0,08	0,08		
	Sous Total compte 58			**0,08**	**0,08**			**0,08**	**0,08**		
	Total classe 5			**0,08**	**0,08**			**0,08**	**0,08**		
611	Sous-traitance générale					23 974,00		23 974,00		23 974,00	
	Sous Total compte 61					**23 974,00**		**23 974,00**		**23 974,00**	
627	Services bancaires et assimilés					4,03		4,03		4,03	
	Sous Total compte 62					**4,03**		**4,03**		**4,03**	
	Total classe 6					**23 978,03**		**23 978,03**		**23 978,03**	
70128	Autres taxes et redevances					588,80	18 290,80	588,80	18 290,80		17 702,00
	Sous Total compte 7012					**588,80**	**18 290,80**	**588,80**	**18 290,80**		**17 702,00**
	Sous Total compte 701					**588,80**	**18 290,80**	**588,80**	**18 290,80**		**17 702,00**
	Sous Total compte 70					**588,80**	**18 290,80**	**588,80**	**18 290,80**		**17 702,00**
7588	Autres						0,28		0,28		0,28
	Sous Total compte 758						**0,28**		**0,28**		**0,28**
	Sous Total compte 75						**0,28**		**0,28**		**0,28**
	Total classe 7					**588,80**	**18 291,08**	**588,80**	**18 291,08**		**17 702,28**
	Total général	**28 264,83**	**28 264,83**	**174 063,79**	**180 339,54**	**24 566,83**	**18 291,08**	**226 895,45**	**226 895,45**	**58 445,43**	**58 445,43**

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 02/06/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2025	au 02/06/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 03/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 05/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL

Numéro SIRET : 20006711400153

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE PRINCIPAL

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : DECHETS COLLECTE (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 23
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25
D1 - Dépenses de fonctionnement 26
D2 - Recettes de fonctionnement 30

III - Etats financiers

A - Bilan 32
B - Compte de résultat 36
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 39
D - Balance des comptes 40

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 57
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 59
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 61

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 63
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 64
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 68
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 70
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 71
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 73
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 74
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 75
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 76
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 77
B3 - Etat des provisions 83
B4 - Etat des charges transférées 85
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 86
B6 - Prêts 87
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 88
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 89
B7.3 - Etat des emprunts garantis 90
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 91
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 92
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 93
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 94
B7.8 - Autres engagements donnés 95

B7.9 - Autres engagements reçus 96
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 97
B9 - Etat du personnel 98
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 101
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 102
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 103

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 104
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 105
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 106
C2.1 - Situation des AP 108
C2.2 - Situation des AE 109

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 110
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 117

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 124
D2 - Gestion des fonds européens 125
D3 - Actions de formation des élus 126
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 127
D5 - Identification des flux croisés 128
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 129
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 130
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 132
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 133
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 134
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 135
E - État des Contrôles du Compte Financier 136

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 137

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71465

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	464.25

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	153.70
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	168.66
3	Dépenses d'équipement brut / population	40.24
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	29.62
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	91.14
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	8.87
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	8.87
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	4 938 853,06	12 009 926,34	16 948 779,40
	Recettes réalisées (1)	B	1 149 246,25	12 082 068,14	13 231 314,39
	Restes à réaliser	C	365 570,00	0,00	365 570,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	5 894 510,36	15 063 374,60	20 957 884,96
	Dépenses réalisées (1)	E	2 904 666,57	11 543 142,71	14 447 809,28
	Restes à réaliser	F	936 156,71	0,00	936 156,71
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-1 755 420,32	538 925,43	-1 216 494,89
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	955 657,30	3 053 448,26	4 009 105,56
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-799 763,02	3 592 373,69	2 792 610,67
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-570 586,71	0,00	-570 586,71
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-1 370 349,73	3 592 373,69	2 222 023,96

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés | B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DECHETS CA AUXERROIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	955 657,30	0,00	-1 755 420,32	0,00	-799 763,02
Fonctionnement	3 053 448,26	0,00	538 925,43	0,00	3 592 373,69
Sous-Total	4 009 105,56	0,00	-1 216 494,89	0,00	2 792 610,67
TOTAL II	**4 009 105,56**	**0,00**	**-1 216 494,89**	**0,00**	**2 792 610,67**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**4 009 105,56**	**0,00**	**-1 216 494,89**	**0,00**	**2 792 610,67**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

I

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS

B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 936 156,71
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	98 946,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	750 992,81
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	86 217,90
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	365 570,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	365 570,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	21,84
Autres immobilisations incorporelles	66,20
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	63,41
Constructions	1 046,92
Réseaux et installations de voirie	210,00
Réseaux divers	5,00
Installations techniques, agencements et matériel	1 893,06
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	1 046,30
Immobilisations corporelles en cours	**734,96**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**5,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**5 092,68**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	5 252,22
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,05
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**5 252,27**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**10 344,95**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	981,78
Neutralisations et régularisations	-18,01
Réserves	254,13
Report à nouveau	3 053,45
Résultat de l'exercice	538,93
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	3 058,74
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**7 869,01**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Dettes financières et autres emprunts	16,28
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**16,28**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 900,00
Autres dettes non financières	108,24
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**2 008,24**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**2 024,52**
Comptes de régularisation (III)	451,42
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**10 344,95**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	16,24	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	744,37	841,96
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	9 563,26	9 372,05
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	1 720,90	1 548,20
Produits des cessions d'actifs	0,00	34,24
Autres produits de gestion	8,14	3,65
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	29,17	34,62
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	29,92
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**12 082,07**	**11 864,64**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	8 113,93	7 562,60
Charges de personnel	2 712,54	2 560,90
Indemnités des élus (et membres du CESR)	27,05	26,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	28,78	24,58
Impôts et taxes	44,07	39,43
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	558,78	570,02
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	55,93
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	8,23

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**11 485,14**	**10 847,69**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,19	0,00
Autres charges	57,81	57,51
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**58,00**	**57,51**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**538,93**	**959,44**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**538,93**	**959,44**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	310 257,00	31 533,00	10,16	98 946,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 106 453,36	2 109 007,22	67,89	750 992,81
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 447 135,00	734 961,35	30,03	86 217,90
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**5 863 845,36**	**2 875 501,57**	**49,04**	**936 156,71**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 500,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**5 865 345,36**	**2 875 501,57**	**49,03**	**936 156,71**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*29 165,00*	*29 165,00*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**29 165,00**	**29 165,00**	**100,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**5 894 510,36**	**2 904 666,57**	**49,28**	**936 156,71**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**5 894 510,36**	**2 904 666,57**		**936 156,71**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	380 442,00	186 716,76	49,08	365 570,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 202 502,66	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	403 749,29	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 582 944,66**	**590 466,05**	**37,30**	**365 570,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*2 655 908,40*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*700 000,00*	*558 780,20*	*79,83*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**3 355 908,40**	**558 780,20**	**16,65**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**4 938 853,06**	**1 149 246,25**	**23,27**	**365 570,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**955 657,30**			
Total des recettes de la section d'investissement		**5 894 510,36**	**1 149 246,25**		**365 570,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	8 174 494,00	6 813 287,65	803 484,36	7 616 772,01	93,18	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	3 414 162,00	3 253 765,75	0,00	3 253 765,75	95,30	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	113 810,20	94 628,25	19 181,50	113 809,75	100,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**11 702 466,20**	**10 161 681,65**	**822 665,86**	**10 984 347,51**	**93,86**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	5 000,00	15,00	0,00	15,00	0,30	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**11 707 466,20**	**10 161 696,65**	**822 665,86**	**10 984 362,51**	**93,82**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 655 908,40*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*700 000,00*	*558 780,20*	*0,00*	*558 780,20*	*79,83*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**3 355 908,40**	**558 780,20**	**0,00**	**558 780,20**	**16,65**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**15 063 374,60**	**10 720 476,85**	**822 665,86**	**11 543 142,71**	**76,63**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**15 063 374,60**	**10 720 476,85**	**822 665,86**	**11 543 142,71**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 746 663,34	1 720 897,58	0,00	1 720 897,58	98,52	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	9 532 309,00	9 563 258,00	0,00	9 563 258,00	100,32	0,00
74	Dotations et participations	701 789,00	737 399,61	23 209,25	760 608,86	108,38	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	3 597,88	0,00	3 597,88	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**11 980 761,34**	**12 025 153,07**	**23 209,25**	**12 048 362,32**	**100,56**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	4 540,82	0,00	4 540,82	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**11 980 761,34**	**12 029 693,89**	**23 209,25**	**12 052 903,14**	**100,60**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*29 165,00*	*29 165,00*	*0,00*	*29 165,00*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**29 165,00**	**29 165,00**	**0,00**	**29 165,00**	**100,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**12 009 926,34**	**12 058 858,89**	**23 209,25**	**12 082 068,14**	**100,60**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**3 053 448,26**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**15 063 374,60**	**12 058 858,89**	**23 209,25**	**12 082 068,14**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	30 420,00	0,00	30 420,00	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	1 113,00	0,00	1 113,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	310 257,00	31 533,00	0,00	31 533,00	278 724,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	17 220,81	0,00	17 220,81	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	576,00	0,00	576,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	201 043,37	0,00	201 043,37	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	210 000,00	0,00	210 000,00	0,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	1 376 080,61	0,00	1 376 080,61	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	282 318,34	0,00	282 318,34	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	3 172,80	0,00	3 172,80	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	12 645,61	0,00	12 645,61	0,00
2188	Autres	0,00	5 949,68	0,00	5 949,68	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	3 106 453,36	2 109 007,22	0,00	2 109 007,22	997 446,14
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	163 070,65	0,00	163 070,65	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	571 890,70	0,00	571 890,70	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 447 135,00	734 961,35	0,00	734 961,35	1 712 173,65
Total des dépenses d'équipement		**5 863 845,36**	**2 875 501,57**	**0,00**	**2 875 501,57**	**2 988 343,79**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 500,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**5 865 345,36**	**2 875 501,57**	**0,00**	**2 875 501,57**	**2 989 843,79**
13911	*État et établissements nationaux*	*0,00*	*13 692,00*	*0,00*	*13 692,00*	*0,00*
13912	*Régions*	*0,00*	*4 654,00*	*0,00*	*4 654,00*	*0,00*
13918	*Autres*	*0,00*	*10 819,00*	*0,00*	*10 819,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*29 165,00*	*29 165,00*	*0,00*	*29 165,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***29 165,00***	***29 165,00***	***0,00***	***29 165,00***	***0,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**5 894 510,36**	**2 904 666,57**	**0,00**	**2 904 666,57**	**2 989 843,79**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**5 894 510,36**	**2 904 666,57**	**0,00**	**2 904 666,57**	**2 989 843,79**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	État et établissements nationaux	0,00	186 716,76	0,00	186 716,76	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	380 442,00	186 716,76	0,00	186 716,76	193 725,24
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 202 502,66	0,00	0,00	0,00	1 202 502,66
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	F.C.T.V.A.	0,00	403 749,29	0,00	403 749,29	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	403 749,29	0,00	403 749,29	-403 749,29
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 582 944,66**	**590 466,05**	**0,00**	**590 466,05**	**992 478,61**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 655 908,40*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*179,00*	*0,00*	*179,00*	*0,00*
28041412	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*8 713,81*	*0,00*	*8 713,81*	*0,00*
28041582	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*1 061,00*	*0,00*	*1 061,00*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*111,00*	*0,00*	*111,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*364,00*	*0,00*	*364,00*	*0,00*
28128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*139,00*	*0,00*	*139,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*15 673,00*	*0,00*	*15 673,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*34 476,00*	*0,00*	*34 476,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*79 722,00*	*0,00*	*79 722,00*	*0,00*
28145	*Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements*	*0,00*	*1 484,15*	*0,00*	*1 484,15*	*0,00*
28148	*Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions*	*0,00*	*463,37*	*0,00*	*463,37*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*500,00*	*0,00*	*500,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*8 005,28*	*0,00*	*8 005,28*	*0,00*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*226 213,80*	*0,00*	*226 213,80*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*143 560,00*	*0,00*	*143 560,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*184,00*	*0,00*	*184,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*238,00*	*0,00*	*238,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*37 692,79*	*0,00*	*37 692,79*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*700 000,00*	*558 780,20*	*0,00*	*558 780,20*	*141 219,80*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***3 355 908,40***	***558 780,20***	***0,00***	***558 780,20***	***2 797 128,20***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**4 938 853,06**	**1 149 246,25**	**0,00**	**1 149 246,25**	**3 789 606,81**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**955 657,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**5 894 510,36**	**1 149 246,25**	**0,00**	**1 149 246,25**	**4 745 264,11**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60611	Eau et assainissement	0,00	2 277,03	0,00	2 277,03	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	28 800,30	0,00	28 800,30	0,00
60622	Carburants	0,00	212 711,32	0,00	212 711,32	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	1 162,98	0,00	1 162,98	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	5 228,62	0,00	5 228,62	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	22 346,44	43,00	22 303,44	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	25 752,25	0,00	25 752,25	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	1 692,28	0,00	1 692,28	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	25 578,00	0,00	25 578,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	7 030 676,83	501 755,77	6 528 921,06	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	45 504,20	0,00	45 504,20	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	22 055,48	0,00	22 055,48	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	2 880,00	0,00	2 880,00	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	2 062,38	510,00	1 552,38	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	191 334,57	0,00	191 334,57	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	12 588,40	0,00	12 588,40	0,00
6156	Maintenance	0,00	17 009,15	204,44	16 804,71	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage-construction	0,00	2 216,09	0,00	2 216,09	0,00
6168	Autres	0,00	66 894,93	28 481,64	38 413,29	0,00
617	Études et recherches	0,00	9 865,31	0,00	9 865,31	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	207,72	0,00	207,72	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	16 935,10	0,00	16 935,10	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	9 183,00	0,00	9 183,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	3 870,00	3 870,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6231	Annonces et insertions	0,00	3 456,00	0,00	3 456,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	38 826,00	0,00	38 826,00	0,00
6238	Divers	0,00	3 274,60	0,00	3 274,60	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	6 050,20	0,00	6 050,20	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	1,40	0,00	1,40	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	1 562,40	1 562,40	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	16 834,70	0,00	16 834,70	0,00
6284	Redevance pour services rendus	0,00	159 137,79	20 920,90	138 216,89	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	30 478,68	0,00	30 478,68	0,00
62878	A des tiers	0,00	148 589,22	0,00	148 589,22	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	574,00	0,00	574,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	5 347,27	0,00	5 347,27	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	1 155,52	0,00	1 155,52	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	8 174 494,00	8 174 120,16	557 348,15	7 616 772,01	557 721,99
6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP	0,00	412 554,33	0,00	412 554,33	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	91 684,39	0,00	91 684,39	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	12 544,77	0,00	12 544,77	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	7 843,34	0,00	7 843,34	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	16 601,56	0,00	16 601,56	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	1 267 933,45	0,00	1 267 933,45	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	24 822,67	0,00	24 822,67	0,00
64113	NBI	0,00	3 763,22	0,00	3 763,22	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	251 109,28	0,00	251 109,28	0,00
64131	Rémunérations	0,00	324 461,91	0,00	324 461,91	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	984,00	0,00	984,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	285,21	0,00	285,21	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	52 563,40	0,00	52 563,40	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	296 991,21	0,00	296 991,21	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	457 037,01	0,00	457 037,01	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	15 719,45	0,00	15 719,45	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	0,00	9 966,08	0,00	9 966,08	0,00
64731	Versées directement	0,00	6 900,47	0,00	6 900,47	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	3 414 162,00	3 253 765,75	0,00	3 253 765,75	160 396,25
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65188	Autres	0,00	190,00	0,00	190,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	20 026,44	0,00	20 026,44	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	897,51	0,00	897,51	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	0,00	6 122,88	0,00	6 122,88	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	2 642,03	0,00	2 642,03	0,00
65568	Autres contributions	0,00	57 810,20	0,00	57 810,20	0,00
65818	Autres	0,00	5 622,00	0,00	5 622,00	0,00
6583	Pénalités sur marchés	0,00	19 582,30	0,00	19 582,30	0,00
65888	Autres	0,00	916,39	0,00	916,39	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	113 810,20	113 809,75	0,00	113 809,75	0,45
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**11 702 466,20**	**11 541 695,66**	**557 348,15**	**10 984 347,51**	**718 118,69**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	15,00	0,00	15,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	5 000,00	15,00	0,00	15,00	4 985,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**11 707 466,20**	**11 541 710,66**	**557 348,15**	**10 984 362,51**	**723 103,69**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*2 655 908,40*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*558 780,20*	*0,00*	*558 780,20*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*700 000,00*	*558 780,20*	*0,00*	*558 780,20*	*141 219,80*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***3 355 908,40***	***558 780,20***	***0,00***	***558 780,20***	***2 797 128,20***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**15 063 374,60**	**12 100 490,86**	**557 348,15**	**11 543 142,71**	**3 520 231,89**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**15 063 374,60**	**12 100 490,86**	**557 348,15**	**11 543 142,71**	**3 520 231,89**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7013	Vente de produits résiduels	0,00	484 938,63	32 895,57	452 043,06	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	1 638,00	0,00	1 638,00	0,00
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordures	0,00	1 735 119,47	578 392,10	1 156 727,37	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	5 553,00	0,00	5 553,00	0,00
70878	par des tiers	0,00	79 936,15	0,00	79 936,15	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 746 663,34	2 332 185,25	611 287,67	1 720 897,58	25 765,76
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	17 545,00	0,00	17 545,00	0,00
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées	0,00	9 545 713,00	0,00	9 545 713,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	9 532 309,00	9 563 258,00	0,00	9 563 258,00	-30 949,00
74718	Autres	0,00	16 236,24	0,00	16 236,24	0,00
74888	Autres	0,00	777 442,62	33 070,00	744 372,62	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	701 789,00	793 678,86	33 070,00	760 608,86	-58 819,86
75888	Autres	0,00	3 597,88	0,00	3 597,88	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	3 597,88	0,00	3 597,88	-3 597,88
Total des recettes de gestion des services		**11 980 761,34**	**12 692 719,99**	**644 357,67**	**12 048 362,32**	**-67 600,98**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	4 540,82	0,00	4 540,82	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	4 540,82	0,00	4 540,82	-4 540,82
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**11 980 761,34**	**12 697 260,81**	**644 357,67**	**12 052 903,14**	**-72 141,80**
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*29 165,00*	*0,00*	*29 165,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*29 165,00*	*29 165,00*	*0,00*	*29 165,00*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***29 165,00***	***29 165,00***	***0,00***	***29 165,00***	***0,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**12 009 926,34**	**12 726 425,81**	**644 357,67**	**12 082 068,14**	**-72 141,80**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**3 053 448,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**15 063 374,60**	**12 726 425,81**	**644 357,67**	**12 082 068,14**	**2 981 306,46**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		142 238,80	120 400,81	21 837,99	31 791,80
Autres immobilisations incorporelles		76 475,00	10 277,00	66 198,00	34 776,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		78 940,33	15 533,44	63 406,89	46 113,08
Constructions		2 434 413,92	1 387 497,92	1 046 916,00	977 691,15
Réseaux et installations de voirie		210 000,00	0,00	210 000,00	0,00
Réseaux divers		7 504,46	2 500,00	5 004,46	5 504,46
Installations techniques, agencements et matériel		3 149 688,34	1 256 626,20	1 893 062,14	751 200,61
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		4 193 451,11	3 147 155,61	1 046 295,50	923 883,86
Immobilisations corporelles en cours		734 961,35	0,00	734 961,35	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**11 032 673,31**	**5 939 990,98**	**5 092 682,33**	**2 775 960,96**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		34 725,81	0,00	34 725,81	0,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		791 746,06	5 645,00	786 101,06	828 620,36
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		4 361 724,33	0,00	4 361 724,33	4 907 605,89
Créances sur les autres débiteurs		69 667,53	0,00	69 667,53	84 474,01

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**5 257 863,73**	**5 645,00**	**5 252 218,73**	**5 820 700,26**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		50,00	0,00	50,00	0,16
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**50,00**	**0,00**	**50,00**	**0,16**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**16 290 587,04**	**5 945 635,98**	**10 344 951,06**	**8 596 661,38**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		697 122,64	293 373,35
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		284 659,01	127 107,25
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-18 013,90	-18 013,90
RÉSERVES		254 130,89	254 130,89
REPORT A NOUVEAU		3 053 448,26	2 094 004,52
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		538 925,43	959 443,74
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		3 058 740,67	3 058 740,67
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**7 869 013,00**	**6 768 786,52**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		16 280,00	16 280,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**16 280,00**	**16 280,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 900 001,19	1 486 057,52
Dettes fiscales et sociales		28 097,52	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	0,00
Autres dettes non financières		80 144,35	286 084,88
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**2 008 243,06**	**1 772 142,40**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**2 024 523,06**	**1 788 422,40**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		451 415,00	39 452,46
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**10 344 951,06**	**8 596 661,38**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		16 236,24	0,00	16 236,24
Compensations, autres attributions et autres participations		744 372,62	841 962,88	-97 590,26
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		9 563 258,00	9 372 051,00	191 207,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		1 720 897,58	1 548 203,05	172 694,53
Produits des cessions d'actifs		0,00	34 240,74	-34 240,74
Autres produits de gestion		8 138,70	3 650,47	4 488,23
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		29 165,00	34 617,00	-5 452,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	29 918,66	-29 918,66
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**12 082 068,14**	**11 864 643,80**	**217 424,34**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		8 113 933,94	7 562 596,12	551 337,82
Charges de personnel		2 712 537,36	2 560 900,99	151 636,37
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*1 925 923,14*	*1 861 379,81*	*64 543,33*
Dont charges sociales		*786 614,22*	*699 521,18*	*87 093,04*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		27 046,83	25 996,30	1 050,53
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		28 777,72	24 579,50	4 198,22
Impôts et taxes		44 066,46	39 430,62	4 635,84
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		558 780,20	570 023,58	-11 243,38
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	55 933,16	-55 933,16

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	8 226,24	-8 226,24
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**11 485 142,51**	**10 847 686,51**	**637 456,00**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		190,00	0,00	190,00
Dont ménages		*190,00*	*0,00*	*190,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		57 810,20	57 513,55	296,65
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**58 000,20**	**57 513,55**	**486,65**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**538 925,43**	**959 443,74**	**-420 518,31**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		538 925,43	959 443,74	-420 518,31

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	F.C.T.V.A.	0,00	293 643,35	0,00	0,00	0,00	403 749,29	0,00	697 392,64	0,00	697 392,64
102298	Reprise sur autres fonds d'investissemen	270,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270,00	0,00	270,00	0,00
	Sous Total compte 10229	**270,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**270,00**	**0,00**	**270,00**	**0,00**
	Sous Total compte 1022	**270,00**	**293 643,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**403 749,29**	**270,00**	**697 392,64**	**0,00**	**697 122,64**
	Sous Total compte 102	**270,00**	**293 643,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**403 749,29**	**270,00**	**697 392,64**	**0,00**	**697 122,64**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	254 130,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	254 130,89	0,00	254 130,89
	Sous Total compte 106	**0,00**	**254 130,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**254 130,89**	**0,00**	**254 130,89**
	Sous Total compte 10	**270,00**	**547 774,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**403 749,29**	**270,00**	**951 523,53**	**0,00**	**951 253,53**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	2 094 004,52	0,00	959 443,74	0,00	0,00	0,00	3 053 448,26	0,00	3 053 448,26
	Sous Total compte 11	**0,00**	**2 094 004,52**	**0,00**	**959 443,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 053 448,26**	**0,00**	**3 053 448,26**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	959 443,74	959 443,74	0,00	0,00	0,00	959 443,74	959 443,74	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**959 443,74**	**959 443,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**959 443,74**	**959 443,74**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	145 415,59	0,00	0,00	0,00	186 716,76	0,00	332 132,35	0,00	332 132,35
1312	Régions	0,00	65 272,30	17 510,00	0,00	0,00	0,00	17 510,00	65 272,30	0,00	47 762,30
1318	Autres	0,00	172 110,36	63 917,00	0,00	0,00	0,00	63 917,00	172 110,36	0,00	108 193,36
	Sous Total compte 131	**0,00**	**382 798,25**	**81 427,00**	**0,00**	**0,00**	**186 716,76**	**81 427,00**	**569 515,01**	**0,00**	**488 088,01**
13911	État et établissements nationaux	82 152,00	0,00	0,00	0,00	13 692,00	0,00	95 844,00	0,00	95 844,00	0,00
13912	Régions	44 708,00	0,00	0,00	17 510,00	4 654,00	0,00	49 362,00	17 510,00	31 852,00	0,00
13918	Autres	128 831,00	0,00	0,00	63 917,00	10 819,00	0,00	139 650,00	63 917,00	75 733,00	0,00
	Sous Total compte 1391	**255 691,00**	**0,00**	**0,00**	**81 427,00**	**29 165,00**	**0,00**	**284 856,00**	**81 427,00**	**203 429,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 139	**255 691,00**	**0,00**	**0,00**	**81 427,00**	**29 165,00**	**0,00**	**284 856,00**	**81 427,00**	**203 429,00**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**255 691,00**	**382 798,25**	**81 427,00**	**81 427,00**	**29 165,00**	**186 716,76**	**366 283,00**	**650 942,01**	**0,00**	**284 659,01**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	16 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 280,00	0,00	16 280,00
	Sous Total compte 16	**0,00**	**16 280,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 280,00**	**0,00**	**16 280,00**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	0,00	3 058 740,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 058 740,67	0,00	3 058 740,67
	Sous Total compte 18	**0,00**	**3 058 740,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 058 740,67**	**0,00**	**3 058 740,67**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	18 013,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 013,90	0,00	18 013,90	0,00
	Sous Total compte 19	**18 013,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 013,90**	**0,00**	**18 013,90**	**0,00**
	Total classe 1	**273 974,90**	**7 059 041,42**	**1 040 870,74**	**1 040 870,74**	**29 165,00**	**590 466,05**	**1 344 010,64**	**8 690 378,21**	**221 712,90**	**7 568 080,47**
2031	Frais d'études	32 400,00	0,00	0,00	0,00	30 420,00	0,00	62 820,00	0,00	62 820,00	0,00
2033	Frais d'insertion	2 376,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 376,00	0,00	2 376,00	0,00
	Sous Total compte 203	**34 776,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 420,00**	**0,00**	**65 196,00**	**0,00**	**65 196,00**	**0,00**
2041412	Bâtiments et installations	130 660,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 660,82	0,00	130 660,82	0,00
	Sous Total compte 204141	**130 660,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 660,82**	**0,00**	**130 660,82**	**0,00**
	Sous Total compte 20414	**130 660,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 660,82**	**0,00**	**130 660,82**	**0,00**
2041582	Bâtiments et installations	11 577,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 577,98	0,00	11 577,98	0,00
	Sous Total compte 204158	**11 577,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 577,98**	**0,00**	**11 577,98**	**0,00**
	Sous Total compte 20415	**11 577,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 577,98**	**0,00**	**11 577,98**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**142 238,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**142 238,80**	**0,00**	**142 238,80**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**142 238,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**142 238,80**	**0,00**	**142 238,80**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	10 166,00	0,00	0,00	0,00	1 113,00	0,00	11 279,00	0,00	11 279,00	0,00
	Sous Total compte 205	**10 166,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 113,00**	**0,00**	**11 279,00**	**0,00**	**11 279,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 20	**187 180,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 533,00**	**0,00**	**218 713,80**	**0,00**	**218 713,80**	**0,00**
2111	Terrains nus	44 010,95	0,00	0,00	0,00	17 220,81	0,00	61 231,76	0,00	61 231,76	0,00
	Sous Total compte 211	**44 010,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 220,81**	**0,00**	**61 231,76**	**0,00**	**61 231,76**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	9 107,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 107,57	0,00	9 107,57	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	8 025,00	0,00	0,00	0,00	576,00	0,00	8 601,00	0,00	8 601,00	0,00
	Sous Total compte 212	**17 132,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**576,00**	**0,00**	**17 708,57**	**0,00**	**17 708,57**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	156 726,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 726,84	0,00	156 726,84	0,00
	Sous Total compte 2131	**156 726,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**156 726,84**	**0,00**	**156 726,84**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	597 176,47	0,00	0,00	0,00	201 043,37	0,00	798 219,84	0,00	798 219,84	0,00
	Sous Total compte 2135	**597 176,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**201 043,37**	**0,00**	**798 219,84**	**0,00**	**798 219,84**	**0,00**
2138	Autres constructions	1 416 428,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 416 428,53	0,00	1 416 428,53	0,00
	Sous Total compte 213	**2 170 331,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**201 043,37**	**0,00**	**2 371 375,21**	**0,00**	**2 371 375,21**	**0,00**
2145	Constructions sur sol d'autrui - Install	22 248,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 248,00	0,00	22 248,00	0,00
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres	40 790,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 790,71	0,00	40 790,71	0,00
	Sous Total compte 214	**63 038,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**63 038,71**	**0,00**	**63 038,71**	**0,00**
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	210 000,00	0,00	210 000,00	0,00
21538	Autres réseaux	7 504,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 504,46	0,00	7 504,46	0,00
	Sous Total compte 2153	**7 504,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 504,46**	**0,00**	**7 504,46**	**0,00**
215738	Autre matériel et outillage de voirie	105 003,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 003,06	0,00	105 003,06	0,00
	Sous Total compte 21573	**105 003,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105 003,06**	**0,00**	**105 003,06**	**0,00**
	Sous Total compte 2157	**105 003,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105 003,06**	**0,00**	**105 003,06**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	1 668 604,67	0,00	0,00	0,00	1 376 080,61	0,00	3 044 685,28	0,00	3 044 685,28	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 215	**1 781 112,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 586 080,61**	**0,00**	**3 367 192,80**	**0,00**	**3 367 192,80**	**0,00**
21828	Autres matériels de transport	2 022 151,73	0,00	0,00	0,00	282 318,34	0,00	2 304 470,07	0,00	2 304 470,07	0,00
	Sous Total compte 2182	**2 022 151,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**282 318,34**	**0,00**	**2 304 470,07**	**0,00**	**2 304 470,07**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	28 985,91	0,00	0,00	8 688,94	3 172,80	0,00	32 158,71	8 688,94	23 469,77	0,00
	Sous Total compte 2183	**28 985,91**	**0,00**	**0,00**	**8 688,94**	**3 172,80**	**0,00**	**32 158,71**	**8 688,94**	**23 469,77**	**0,00**
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	3 873,30	0,00	0,00	0,00	12 645,61	0,00	16 518,91	0,00	16 518,91	0,00
	Sous Total compte 2184	**3 873,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 645,61**	**0,00**	**16 518,91**	**0,00**	**16 518,91**	**0,00**
2188	Autres	1 843 042,68	0,00	0,00	0,00	5 949,68	0,00	1 848 992,36	0,00	1 848 992,36	0,00
	Sous Total compte 218	**3 898 053,62**	**0,00**	**0,00**	**8 688,94**	**304 086,43**	**0,00**	**4 202 140,05**	**8 688,94**	**4 193 451,11**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**7 973 679,88**	**0,00**	**0,00**	**8 688,94**	**2 109 007,22**	**0,00**	**10 082 687,10**	**8 688,94**	**10 073 998,16**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	163 070,65	0,00	163 070,65	0,00	163 070,65	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	0,00	0,00	0,00	0,00	571 890,70	0,00	571 890,70	0,00	571 890,70	0,00
	Sous Total compte 231	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**734 961,35**	**0,00**	**734 961,35**	**0,00**	**734 961,35**	**0,00**
	Sous Total compte 23	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**734 961,35**	**0,00**	**734 961,35**	**0,00**	**734 961,35**	**0,00**
2764	Créances sur des particuliers et autres	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00
	Sous Total compte 276	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**
2804112	Bâtiments et installations	0,00	159,00	0,00	0,00	0,00	179,00	0,00	338,00	0,00	338,00
	Sous Total compte 280411	**0,00**	**159,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**179,00**	**0,00**	**338,00**	**0,00**	**338,00**
28041412	Bâtiments et installations	0,00	104 311,00	0,00	0,00	0,00	8 713,81	0,00	113 024,81	0,00	113 024,81
	Sous Total compte 2804141	**0,00**	**104 311,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 713,81**	**0,00**	**113 024,81**	**0,00**	**113 024,81**
	Sous Total compte 280414	**0,00**	**104 311,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 713,81**	**0,00**	**113 024,81**	**0,00**	**113 024,81**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28041582	Bâtiments et installations	0,00	5 977,00	0,00	0,00	0,00	1 061,00	0,00	7 038,00	0,00	7 038,00
	Sous Total compte 2804158	**0,00**	**5 977,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 061,00**	**0,00**	**7 038,00**	**0,00**	**7 038,00**
	Sous Total compte 280415	**0,00**	**5 977,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 061,00**	**0,00**	**7 038,00**	**0,00**	**7 038,00**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**110 447,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 953,81**	**0,00**	**120 400,81**	**0,00**	**120 400,81**
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**110 447,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 953,81**	**0,00**	**120 400,81**	**0,00**	**120 400,81**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e	0,00	10 166,00	0,00	0,00	0,00	111,00	0,00	10 277,00	0,00	10 277,00
	Sous Total compte 280	**0,00**	**120 613,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 064,81**	**0,00**	**130 677,81**	**0,00**	**130 677,81**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	7 284,20	0,00	0,00	0,00	364,00	0,00	7 648,20	0,00	7 648,20
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	7 746,24	0,00	0,00	0,00	139,00	0,00	7 885,24	0,00	7 885,24
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**15 030,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**503,00**	**0,00**	**15 533,44**	**0,00**	**15 533,44**
281318	Autres bâtiments publics	0,00	118 758,00	0,00	0,00	0,00	15 673,00	0,00	134 431,00	0,00	134 431,00
	Sous Total compte 28131	**0,00**	**118 758,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 673,00**	**0,00**	**134 431,00**	**0,00**	**134 431,00**
281351	Bâtiments publics	0,00	141 134,73	0,00	0,00	0,00	34 476,00	0,00	175 610,73	0,00	175 610,73
	Sous Total compte 28135	**0,00**	**141 134,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 476,00**	**0,00**	**175 610,73**	**0,00**	**175 610,73**
28138	Autres constructions	0,00	942 146,19	0,00	0,00	0,00	79 722,00	0,00	1 021 868,19	0,00	1 021 868,19
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**1 202 038,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129 871,00**	**0,00**	**1 331 909,92**	**0,00**	**1 331 909,92**
28145	Constructions sur sol d'autrui - Install	0,00	17 398,30	0,00	0,00	0,00	1 484,15	0,00	18 882,45	0,00	18 882,45
28148	Constructions sur sol d'autrui - Autres	0,00	36 242,18	0,00	0,00	0,00	463,37	0,00	36 705,55	0,00	36 705,55
	Sous Total compte 2814	**0,00**	**53 640,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 947,52**	**0,00**	**55 588,00**	**0,00**	**55 588,00**
281538	Autres réseaux	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	Sous Total compte 28153	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500,00**	**0,00**	**2 500,00**	**0,00**	**2 500,00**
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	73 060,12	0,00	0,00	0,00	8 005,28	0,00	81 065,40	0,00	81 065,40

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 281573	**0,00**	**73 060,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 005,28**	**0,00**	**81 065,40**	**0,00**	**81 065,40**
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**73 060,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 005,28**	**0,00**	**81 065,40**	**0,00**	**81 065,40**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	949 347,00	0,00	0,00	0,00	226 213,80	0,00	1 175 560,80	0,00	1 175 560,80
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**1 024 407,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**234 719,08**	**0,00**	**1 259 126,20**	**0,00**	**1 259 126,20**
281828	Autres matériels de transport	0,00	1 219 503,66	0,00	0,00	0,00	143 560,00	0,00	1 363 063,66	0,00	1 363 063,66
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**1 219 503,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**143 560,00**	**0,00**	**1 363 063,66**	**0,00**	**1 363 063,66**
281838	Autre matériel informatique	0,00	28 985,91	8 688,94	0,00	0,00	184,00	8 688,94	29 169,91	0,00	20 480,97
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**28 985,91**	**8 688,94**	**0,00**	**0,00**	**184,00**	**8 688,94**	**29 169,91**	**0,00**	**20 480,97**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	3 873,30	0,00	0,00	0,00	238,00	0,00	4 111,30	0,00	4 111,30
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**3 873,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**238,00**	**0,00**	**4 111,30**	**0,00**	**4 111,30**
28188	Autres	0,00	1 721 806,89	0,00	0,00	0,00	37 692,79	0,00	1 759 499,68	0,00	1 759 499,68
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**2 974 169,76**	**8 688,94**	**0,00**	**0,00**	**181 674,79**	**8 688,94**	**3 155 844,55**	**0,00**	**3 147 155,61**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**5 269 286,72**	**8 688,94**	**0,00**	**0,00**	**548 715,39**	**8 688,94**	**5 818 002,11**	**0,00**	**5 809 313,17**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**5 389 899,72**	**8 688,94**	**0,00**	**0,00**	**558 780,20**	**8 688,94**	**5 948 679,92**	**0,00**	**5 939 990,98**
	Total classe 2	**8 165 860,68**	**5 389 899,72**	**8 688,94**	**8 688,94**	**2 875 501,57**	**558 780,20**	**11 050 051,19**	**5 957 368,86**	**11 032 673,31**	**5 939 990,98**
4011	Fournisseurs	0,00	994 364,04	7 212 521,37	7 280 687,62	0,00	0,00	7 212 521,37	8 275 051,66	0,00	1 062 530,29
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie	0,00	16 796,29	0,00	39 420,65	0,00	0,00	0,00	56 216,94	0,00	56 216,94
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**16 796,29**	**0,00**	**39 420,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 216,94**	**0,00**	**56 216,94**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**1 011 160,33**	**7 212 521,37**	**7 320 108,27**	**0,00**	**0,00**	**7 212 521,37**	**8 331 268,60**	**0,00**	**1 118 747,23**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00	2 875 501,57	2 875 501,57	0,00	0,00	2 875 501,57	2 875 501,57	0,00	0,00
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	0,00	956,70	6 823,82	0,00	0,00	956,70	6 823,82	0,00	5 867,12
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**0,00**	**956,70**	**6 823,82**	**0,00**	**0,00**	**956,70**	**6 823,82**	**0,00**	**5 867,12**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 404	**0,00**	**0,00**	**2 876 458,27**	**2 882 325,39**	**0,00**	**0,00**	**2 876 458,27**	**2 882 325,39**	**0,00**	**5 867,12**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	474 897,19	474 897,19	775 386,84	0,00	0,00	474 897,19	1 250 284,03	0,00	775 386,84
	Sous Total compte 40	**0,00**	**1 486 057,52**	**10 563 876,83**	**10 977 820,50**	**0,00**	**0,00**	**10 563 876,83**	**12 463 878,02**	**0,00**	**1 900 001,19**
411	Redevables	204 428,17	0,00	2 224 893,87	1 694 107,97	0,00	0,00	2 429 322,04	1 694 107,97	735 214,07	0,00
4161	Créances douteuses	55 771,33	0,00	95 585,07	94 824,41	0,00	0,00	151 356,40	94 824,41	56 531,99	0,00
	Sous Total compte 416	**55 771,33**	**0,00**	**95 585,07**	**94 824,41**	**0,00**	**0,00**	**151 356,40**	**94 824,41**	**56 531,99**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	574 065,86	0,00	0,00	574 065,86	0,00	0,00	574 065,86	574 065,86	0,00	0,00
	Sous Total compte 418	**574 065,86**	**0,00**	**0,00**	**574 065,86**	**0,00**	**0,00**	**574 065,86**	**574 065,86**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**834 265,36**	**0,00**	**2 320 478,94**	**2 362 998,24**	**0,00**	**0,00**	**3 154 744,30**	**2 362 998,24**	**791 746,06**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	1 971 041,18	1 971 041,18	0,00	0,00	1 971 041,18	1 971 041,18	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**1 971 041,18**	**1 971 041,18**	**0,00**	**0,00**	**1 971 041,18**	**1 971 041,18**	**0,00**	**0,00**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	439 654,44	439 654,44	0,00	0,00	439 654,44	439 654,44	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	291 033,18	291 033,18	0,00	0,00	291 033,18	291 033,18	0,00	0,00
	Sous Total compte 43	**0,00**	**0,00**	**730 687,62**	**730 687,62**	**0,00**	**0,00**	**730 687,62**	**730 687,62**	**0,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	20 297,80	20 297,80	0,00	0,00	20 297,80	20 297,80	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**20 297,80**	**20 297,80**	**0,00**	**0,00**	**20 297,80**	**20 297,80**	**0,00**	**0,00**
44312	Recettes - Amiable	0,00	0,00	1 660 923,04	1 660 923,04	0,00	0,00	1 660 923,04	1 660 923,04	0,00	0,00
	Sous Total compte 4431	**0,00**	**0,00**	**1 660 923,04**	**1 660 923,04**	**0,00**	**0,00**	**1 660 923,04**	**1 660 923,04**	**0,00**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	2 599,72	30 412,76	30 478,68	0,00	0,00	30 412,76	33 078,40	0,00	2 665,64
44342	Recettes - Amiable	0,00	0,00	34 725,81	0,00	0,00	0,00	34 725,81	0,00	34 725,81	0,00
	Sous Total compte 4434	**0,00**	**2 599,72**	**65 138,57**	**30 478,68**	**0,00**	**0,00**	**65 138,57**	**33 078,40**	**32 060,17**	**0,00**
44351	Dépenses	0,00	282 210,65	843 354,20	561 143,55	0,00	0,00	843 354,20	843 354,20	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4435	**0,00**	**282 210,65**	**843 354,20**	**561 143,55**	**0,00**	**0,00**	**843 354,20**	**843 354,20**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**0,00**	**284 810,37**	**2 569 415,81**	**2 252 545,27**	**0,00**	**0,00**	**2 569 415,81**	**2 537 355,64**	**32 060,17**	**0,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	34 690,55	34 690,55	0,00	0,00	34 690,55	34 690,55	0,00	0,00
4486	Autres charges à payer	0,00	0,00	0,00	28 097,52	0,00	0,00	0,00	28 097,52	0,00	28 097,52
	Sous Total compte 448	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 097,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 097,52**	**0,00**	**28 097,52**
	Sous Total compte 44	**0,00**	**284 810,37**	**2 624 404,16**	**2 335 631,14**	**0,00**	**0,00**	**2 624 404,16**	**2 620 441,51**	**3 962,65**	**0,00**
451012	Compte de rattachement avec... (à subdiv	4 907 605,89	0,00	13 163 907,48	13 709 789,04	0,00	0,00	18 071 513,37	13 709 789,04	4 361 724,33	0,00
	Sous Total compte 451	**4 907 605,89**	**0,00**	**13 163 907,48**	**13 709 789,04**	**0,00**	**0,00**	**18 071 513,37**	**13 709 789,04**	**4 361 724,33**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**4 907 605,89**	**0,00**	**13 163 907,48**	**13 709 789,04**	**0,00**	**0,00**	**18 071 513,37**	**13 709 789,04**	**4 361 724,33**	**0,00**
466	Excédents de versement	0,00	487,01	7 096,79	7 096,79	0,00	0,00	7 096,79	7 583,80	0,00	487,01
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	787,50	34 229,49	91 252,19	0,00	0,00	34 229,49	92 039,69	0,00	57 810,20
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**787,50**	**34 229,49**	**91 252,19**	**0,00**	**0,00**	**34 229,49**	**92 039,69**	**0,00**	**57 810,20**
46721	Débiteurs divers - Amiable	46 943,75	0,00	252 024,27	252 524,74	0,00	0,00	298 968,02	252 524,74	46 443,28	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	4 460,26	0,00	15,00	4 460,26	0,00	0,00	4 475,26	4 460,26	15,00	0,00
	Sous Total compte 4672	**51 404,01**	**0,00**	**252 039,27**	**256 985,00**	**0,00**	**0,00**	**303 443,28**	**256 985,00**	**46 458,28**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**51 404,01**	**787,50**	**286 268,76**	**348 237,19**	**0,00**	**0,00**	**337 672,77**	**349 024,69**	**0,00**	**11 351,92**
4686	Charges à payer	0,00	0,00	0,00	19 181,50	0,00	0,00	0,00	19 181,50	0,00	19 181,50
4687	Produits à recevoir	33 070,00	0,00	23 209,25	33 070,00	0,00	0,00	56 279,25	33 070,00	23 209,25	0,00
	Sous Total compte 468	**33 070,00**	**0,00**	**23 209,25**	**52 251,50**	**0,00**	**0,00**	**56 279,25**	**52 251,50**	**4 027,75**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**84 474,01**	**1 274,51**	**316 574,80**	**407 585,48**	**0,00**	**0,00**	**401 048,81**	**408 859,99**	**0,00**	**7 811,18**
4712	Virements réimputés	0,00	0,00	1 593,95	1 593,95	0,00	0,00	1 593,95	1 593,95	0,00	0,00
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	7 193 545,00	7 193 545,00	0,00	0,00	7 193 545,00	7 193 545,00	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47138	Autres	0,00	0,00	2 912 516,65	3 363 931,65	0,00	0,00	2 912 516,65	3 363 931,65	0,00	451 415,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**10 106 061,65**	**10 557 476,65**	**0,00**	**0,00**	**10 106 061,65**	**10 557 476,65**	**0,00**	**451 415,00**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	742,45	3 160,43	2 417,98	0,00	0,00	3 160,43	3 160,43	0,00	0,00
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	10 485,21	13 420,17	2 934,96	0,00	0,00	13 420,17	13 420,17	0,00	0,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**11 227,66**	**16 580,60**	**5 352,94**	**0,00**	**0,00**	**16 580,60**	**16 580,60**	**0,00**	**0,00**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	0,00	215,99	215,99	0,00	0,00	215,99	215,99	0,00	0,00
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**11 227,66**	**16 796,59**	**5 568,93**	**0,00**	**0,00**	**16 796,59**	**16 796,59**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	28 224,80	28 238,80	14,00	0,00	0,00	28 238,80	28 238,80	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**39 452,46**	**10 152 690,99**	**10 564 653,53**	**0,00**	**0,00**	**10 152 690,99**	**10 604 105,99**	**0,00**	**451 415,00**
47218	Autres dépenses	0,00	0,00	588,00	588,00	0,00	0,00	588,00	588,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4721	**0,00**	**0,00**	**588,00**	**588,00**	**0,00**	**0,00**	**588,00**	**588,00**	**0,00**	**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man	0,00	0,00	1,40	1,40	0,00	0,00	1,40	1,40	0,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	59 919,95	59 919,95	0,00	0,00	59 919,95	59 919,95	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**60 509,35**	**60 509,35**	**0,00**	**0,00**	**60 509,35**	**60 509,35**	**0,00**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	0,00	0,00	1 732 319,01	1 732 319,01	0,00	0,00	1 732 319,01	1 732 319,01	0,00	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	0,00	1 732 319,01	1 732 319,01	0,00	0,00	1 732 319,01	1 732 319,01	0,00	0,00
	Sous Total compte 475	**0,00**	**0,00**	**3 464 638,02**	**3 464 638,02**	**0,00**	**0,00**	**3 464 638,02**	**3 464 638,02**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**39 452,46**	**13 677 838,36**	**14 089 800,90**	**0,00**	**0,00**	**13 677 838,36**	**14 129 253,36**	**0,00**	**451 415,00**
4911	Dépréciations des comptes de redevables	0,00	5 645,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 645,00	0,00	5 645,00
	Sous Total compte 491	**0,00**	**5 645,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 645,00**	**0,00**	**5 645,00**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**5 645,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 645,00**	**0,00**	**5 645,00**
	Total classe 4	**5 826 345,26**	**1 817 239,86**	**45 368 809,37**	**46 585 354,10**	**0,00**	**0,00**	**51 195 154,63**	**48 402 593,96**	**5 257 863,73**	**2 465 303,06**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	41,00	41,00	0,00	0,00	41,00	41,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**41,00**	**41,00**	**0,00**	**0,00**	**41,00**	**41,00**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	0,16	0,00	1 046,12	996,28	0,00	0,00	1 046,28	996,28	50,00	0,00
	Sous Total compte 511	**0,16**	**0,00**	**1 087,12**	**1 037,28**	**0,00**	**0,00**	**1 087,28**	**1 037,28**	**50,00**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**0,16**	**0,00**	**1 087,12**	**1 037,28**	**0,00**	**0,00**	**1 087,28**	**1 037,28**	**50,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	587 945,20	587 945,20	0,00	0,00	587 945,20	587 945,20	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	2 642,03	2 642,03	0,00	0,00	2 642,03	2 642,03	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**2 642,03**	**2 642,03**	**0,00**	**0,00**	**2 642,03**	**2 642,03**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**590 587,23**	**590 587,23**	**0,00**	**0,00**	**590 587,23**	**590 587,23**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,16**	**0,00**	**591 674,35**	**591 624,51**	**0,00**	**0,00**	**591 674,51**	**591 624,51**	**50,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 277,03	0,00	2 277,03	0,00	2 277,03	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	28 800,30	0,00	28 800,30	0,00	28 800,30	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 077,33**	**0,00**	**31 077,33**	**0,00**	**31 077,33**	**0,00**
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	212 711,32	0,00	212 711,32	0,00	212 711,32	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 162,98	0,00	1 162,98	0,00	1 162,98	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**213 874,30**	**0,00**	**213 874,30**	**0,00**	**213 874,30**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	5 228,62	0,00	5 228,62	0,00	5 228,62	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	22 346,44	43,00	22 346,44	43,00	22 303,44	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	25 752,25	0,00	25 752,25	0,00	25 752,25	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 327,31**	**43,00**	**53 327,31**	**43,00**	**53 284,31**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	1 692,28	0,00	1 692,28	0,00	1 692,28	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	0,00	0,00	0,00	25 578,00	0,00	25 578,00	0,00	25 578,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**325 549,22**	**43,00**	**325 549,22**	**43,00**	**325 506,22**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**325 549,22**	**43,00**	**325 549,22**	**43,00**	**325 506,22**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	7 030 676,83	501 755,77	7 030 676,83	501 755,77	6 528 921,06	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	45 504,20	0,00	45 504,20	0,00	45 504,20	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	22 055,48	0,00	22 055,48	0,00	22 055,48	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 055,48**	**0,00**	**22 055,48**	**0,00**	**22 055,48**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 559,68**	**0,00**	**67 559,68**	**0,00**	**67 559,68**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	2 880,00	0,00	2 880,00	0,00	2 880,00	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	2 062,38	510,00	2 062,38	510,00	1 552,38	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 062,38**	**510,00**	**2 062,38**	**510,00**	**1 552,38**	**0,00**
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 062,38**	**510,00**	**2 062,38**	**510,00**	**1 552,38**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	191 334,57	0,00	191 334,57	0,00	191 334,57	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	12 588,40	0,00	12 588,40	0,00	12 588,40	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**203 922,97**	**0,00**	**203 922,97**	**0,00**	**203 922,97**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	17 009,15	204,44	17 009,15	204,44	16 804,71	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**222 994,50**	**714,44**	**222 994,50**	**714,44**	**222 280,06**	**0,00**
6162	Assurance obligatoire dommage-constructi	0,00	0,00	0,00	0,00	2 216,09	0,00	2 216,09	0,00	2 216,09	0,00
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	66 894,93	28 481,64	66 894,93	28 481,64	38 413,29	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**69 111,02**	**28 481,64**	**69 111,02**	**28 481,64**	**40 629,38**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	9 865,31	0,00	9 865,31	0,00	9 865,31	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	207,72	0,00	207,72	0,00	207,72	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	16 935,10	0,00	16 935,10	0,00	16 935,10	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 142,82**	**0,00**	**17 142,82**	**0,00**	**17 142,82**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 420 230,16**	**530 951,85**	**7 420 230,16**	**530 951,85**	**6 889 278,31**	**0,00**
6215	Personnel affecté par la collectivité me	0,00	0,00	0,00	0,00	412 554,33	0,00	412 554,33	0,00	412 554,33	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	91 684,39	0,00	91 684,39	0,00	91 684,39	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**504 238,72**	**0,00**	**504 238,72**	**0,00**	**504 238,72**	**0,00**
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	9 183,00	0,00	9 183,00	0,00	9 183,00	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 183,00**	**0,00**	**9 183,00**	**0,00**	**9 183,00**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	3 870,00	3 870,00	3 870,00	3 870,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 053,00**	**3 870,00**	**13 053,00**	**3 870,00**	**9 183,00**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	3 456,00	0,00	3 456,00	0,00	3 456,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	38 826,00	0,00	38 826,00	0,00	38 826,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 274,60	0,00	3 274,60	0,00	3 274,60	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 556,60**	**0,00**	**45 556,60**	**0,00**	**45 556,60**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	6 050,20	0,00	6 050,20	0,00	6 050,20	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 050,20**	**0,00**	**6 050,20**	**0,00**	**6 050,20**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	1,40	0,00	1,40	0,00	1,40	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	1 562,40	1 562,40	1 562,40	1 562,40	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	16 834,70	0,00	16 834,70	0,00	16 834,70	0,00
6284	Redevance pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	159 137,79	20 920,90	159 137,79	20 920,90	138 216,89	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	30 478,68	0,00	30 478,68	0,00	30 478,68	0,00
62878	A des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	148 589,22	0,00	148 589,22	0,00	148 589,22	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**179 067,90**	**0,00**	**179 067,90**	**0,00**	**179 067,90**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**356 602,79**	**22 483,30**	**356 602,79**	**22 483,30**	**334 119,49**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**925 502,71**	**26 353,30**	**925 502,71**	**26 353,30**	**899 149,41**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	12 544,77	0,00	12 544,77	0,00	12 544,77	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	7 843,34	0,00	7 843,34	0,00	7 843,34	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	16 601,56	0,00	16 601,56	0,00	16 601,56	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 989,67**	**0,00**	**36 989,67**	**0,00**	**36 989,67**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	574,00	0,00	574,00	0,00	574,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	5 347,27	0,00	5 347,27	0,00	5 347,27	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 921,27**	**0,00**	**5 921,27**	**0,00**	**5 921,27**	**0,00**
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	1 155,52	0,00	1 155,52	0,00	1 155,52	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 076,79**	**0,00**	**7 076,79**	**0,00**	**7 076,79**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 066,46**	**0,00**	**44 066,46**	**0,00**	**44 066,46**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	1 267 933,45	0,00	1 267 933,45	0,00	1 267 933,45	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	24 822,67	0,00	24 822,67	0,00	24 822,67	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	3 763,22	0,00	3 763,22	0,00	3 763,22	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	251 109,28	0,00	251 109,28	0,00	251 109,28	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 547 628,62**	**0,00**	**1 547 628,62**	**0,00**	**1 547 628,62**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	324 461,91	0,00	324 461,91	0,00	324 461,91	0,00
64132	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	984,00	0,00	984,00	0,00	984,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	285,21	0,00	285,21	0,00	285,21	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	52 563,40	0,00	52 563,40	0,00	52 563,40	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**378 294,52**	**0,00**	**378 294,52**	**0,00**	**378 294,52**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 925 923,14**	**0,00**	**1 925 923,14**	**0,00**	**1 925 923,14**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	296 991,21	0,00	296 991,21	0,00	296 991,21	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	457 037,01	0,00	457 037,01	0,00	457 037,01	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	0,00	0,00	0,00	15 719,45	0,00	15 719,45	0,00	15 719,45	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociau	0,00	0,00	0,00	0,00	9 966,08	0,00	9 966,08	0,00	9 966,08	0,00
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**779 713,75**	**0,00**	**779 713,75**	**0,00**	**779 713,75**	**0,00**
64731	Versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	6 900,47	0,00	6 900,47	0,00	6 900,47	0,00
	Sous Total compte 6473	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 900,47**	**0,00**	**6 900,47**	**0,00**	**6 900,47**	**0,00**
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 900,47**	**0,00**	**6 900,47**	**0,00**	**6 900,47**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 712 537,36**	**0,00**	**2 712 537,36**	**0,00**	**2 712 537,36**	**0,00**
65188	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	190,00	0,00	190,00	0,00	190,00	0,00
	Sous Total compte 6518	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**190,00**	**0,00**	**190,00**	**0,00**	**190,00**	**0,00**
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**190,00**	**0,00**	**190,00**	**0,00**	**190,00**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	20 026,44	0,00	20 026,44	0,00	20 026,44	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	897,51	0,00	897,51	0,00	897,51	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p	0,00	0,00	0,00	0,00	6 122,88	0,00	6 122,88	0,00	6 122,88	0,00
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 046,83**	**0,00**	**27 046,83**	**0,00**	**27 046,83**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 046,83**	**0,00**	**27 046,83**	**0,00**	**27 046,83**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	2 642,03	0,00	2 642,03	0,00	2 642,03	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 642,03**	**0,00**	**2 642,03**	**0,00**	**2 642,03**	**0,00**
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	57 810,20	0,00	57 810,20	0,00	57 810,20	0,00
	Sous Total compte 6556	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 810,20**	**0,00**	**57 810,20**	**0,00**	**57 810,20**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 655	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 810,20**	**0,00**	**57 810,20**	**0,00**	**57 810,20**	**0,00**
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	5 622,00	0,00	5 622,00	0,00	5 622,00	0,00
	Sous Total compte 6581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 622,00**	**0,00**	**5 622,00**	**0,00**	**5 622,00**	**0,00**
6583	Pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	19 582,30	0,00	19 582,30	0,00	19 582,30	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	916,39	0,00	916,39	0,00	916,39	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**916,39**	**0,00**	**916,39**	**0,00**	**916,39**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 120,69**	**0,00**	**26 120,69**	**0,00**	**26 120,69**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 809,75**	**0,00**	**113 809,75**	**0,00**	**113 809,75**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	15,00	0,00	15,00	0,00
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15,00**	**0,00**	**15,00**	**0,00**	**15,00**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	558 780,20	0,00	558 780,20	0,00	558 780,20	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**558 780,20**	**0,00**	**558 780,20**	**0,00**	**558 780,20**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**558 780,20**	**0,00**	**558 780,20**	**0,00**	**558 780,20**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 100 490,86**	**557 348,15**	**12 100 490,86**	**557 348,15**	**11 543 142,71**	**0,00**
7013	Vente de produits résiduels	0,00	0,00	0,00	0,00	32 895,57	484 938,63	32 895,57	484 938,63	0,00	452 043,06
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 895,57**	**484 938,63**	**32 895,57**	**484 938,63**	**0,00**	**452 043,06**
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**25 000,00**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 638,00	0,00	1 638,00	0,00	1 638,00
	Sous Total compte 7038	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 638,00**	**0,00**	**1 638,00**	**0,00**	**1 638,00**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 638,00**	**0,00**	**26 638,00**	**0,00**	**26 638,00**
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordu	0,00	0,00	0,00	0,00	578 392,10	1 735 119,47	578 392,10	1 735 119,47	0,00	1 156 727,37

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**578 392,10**	**1 735 119,47**	**578 392,10**	**1 735 119,47**	**0,00**	**1 156 727,37**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**578 392,10**	**1 735 119,47**	**578 392,10**	**1 735 119,47**	**0,00**	**1 156 727,37**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 553,00	0,00	5 553,00	0,00	5 553,00
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 936,15	0,00	79 936,15	0,00	79 936,15
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 936,15**	**0,00**	**79 936,15**	**0,00**	**79 936,15**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 489,15**	**0,00**	**85 489,15**	**0,00**	**85 489,15**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**611 287,67**	**2 332 185,25**	**611 287,67**	**2 332 185,25**	**0,00**	**1 720 897,58**
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 545,00	0,00	17 545,00	0,00	17 545,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 545,00**	**0,00**	**17 545,00**	**0,00**	**17 545,00**
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 545 713,00	0,00	9 545 713,00	0,00	9 545 713,00
	Sous Total compte 7313	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 545 713,00**	**0,00**	**9 545 713,00**	**0,00**	**9 545 713,00**
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 563 258,00**	**0,00**	**9 563 258,00**	**0,00**	**9 563 258,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 563 258,00**	**0,00**	**9 563 258,00**	**0,00**	**9 563 258,00**
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 236,24	0,00	16 236,24	0,00	16 236,24
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 236,24**	**0,00**	**16 236,24**	**0,00**	**16 236,24**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 236,24**	**0,00**	**16 236,24**	**0,00**	**16 236,24**
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	33 070,00	777 442,62	33 070,00	777 442,62	0,00	744 372,62
	Sous Total compte 7488	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 070,00**	**777 442,62**	**33 070,00**	**777 442,62**	**0,00**	**744 372,62**
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 070,00**	**777 442,62**	**33 070,00**	**777 442,62**	**0,00**	**744 372,62**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 070,00**	**793 678,86**	**33 070,00**	**793 678,86**	**0,00**	**760 608,86**
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 597,88	0,00	3 597,88	0,00	3 597,88
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 597,88**	**0,00**	**3 597,88**	**0,00**	**3 597,88**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	**D**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 597,88**	**0,00**	**3 597,88**	**0,00**	**3 597,88**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 597,88**	**0,00**	**3 597,88**	**0,00**	**3 597,88**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 540,82	0,00	4 540,82	0,00	4 540,82
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 165,00	0,00	29 165,00	0,00	29 165,00
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 705,82**	**0,00**	**33 705,82**	**0,00**	**33 705,82**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**644 357,67**	**12 726 425,81**	**644 357,67**	**12 726 425,81**	**0,00**	**12 082 068,14**
	Total général	**14 266 181,00**	**14 266 181,00**	**47 010 043,40**	**48 226 538,29**	**15 649 515,10**	**14 433 020,21**	**76 925 739,50**	**76 925 739,50**	**28 055 442,65**	**28 055 442,65**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**17 220,81**	**2 858 280,76**	**0,00**		**2 875 501,57**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	31 533,00	0,00		31 533,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	17 220,81	2 091 786,41	0,00		2 109 007,22
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	734 961,35	0,00		734 961,35
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**590 466,05**	**0,00**		**590 466,05**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	403 749,29	0,00		403 749,29
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	186 716,76	0,00		186 716,76
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 984 362,51**	**0,00**		**10 984 362,51**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	7 616 772,01	0,00		7 616 772,01
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	3 253 765,75	0,00		3 253 765,75
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	113 809,75	0,00		113 809,75
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00		15,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 052 903,14**	**0,00**		**12 052 903,14**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	1 720 897,58	0,00		1 720 897,58
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	9 563 258,00	0,00		9 563 258,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	760 608,86	0,00		760 608,86
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 597,88	0,00		3 597,88
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	4 540,82	0,00		4 540,82
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n’est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l’année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2022-11-24
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	M57 202 FRAIS D'ETUDES,D'ELABORATION, DE MODIFIC	10	24/11/2022
L	M57 2031 FRAIS D'ETUDES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2033 FRAIS D'INSERTION_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	30	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	40	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	5	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	30	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	40	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	5	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	30	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	40	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	5	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	30	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	40	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	5	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	30	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	40	24/11/2022
L	M57 204132 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATI	5	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	30	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	40	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	5	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 2051 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2088 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2111 TERRAINS NUS	0	24/11/2022
L	M57 2112 TERRAINS DE VOIRIE	0	24/11/2022
L	M57 2113 TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	0	24/11/2022
L	M57 2115 TERRAINS BATIS	0	24/11/2022
L	M57 2116 CIMETIERES	0	24/11/2022
L	M57 2117 BOIS ET FORETS	0	24/11/2022
L	M57 2118 AUTRES TERRAINS	0	24/11/2022
L	M57 2121 PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES_15AN	15	24/11/2022
L	M57 2128 AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_30AN	30	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_50AN	50	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21318 AUTRES BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21321 IMMEUBLES DE RAPPORT_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21328 AUTRES BATIMENTS PRIVES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21351 BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21352 BATIMENTS PRIVES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 2152 INSTALLATIONS DE VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21568 AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE ET	15	24/11/2022
L	M57 21571 MATERIEL ROULANT DE VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21578 AUTRE MATERIEL TECHNIQUE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2158 AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLA	5	24/11/2022
L	M57 21611 BIENS SOUS-JACENTS	0	24/11/2022
L	M57 21612 DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	24/11/2022
L	M57 21621 BIENS SOUS-JACENTS	0	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 21622 DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	24/11/2022
L	M57 2181 INSTALL. GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAG	15	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_CAMIONS VEHICULES	10	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_DEUX ROUES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21838 AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21848 MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPORELLES (OUTILLAGE)_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPO (PETIT MATERIEL)_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2312 AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	0	24/11/2022
L	M57 2313 CONSTRUCTIONS	0	24/11/2022
L	M57 2314 CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	0	24/11/2022
L	M57 2315 INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH	0	24/11/2022
L	M57 2316 RESTAURATION DES BIENS HISTORIQUES ET CUL	0	24/11/2022
L	M57 2317 IMMO. RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPO	0	24/11/2022
L	M57 2318 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_5ANS	5	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13146 ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION D'INVESTI	1	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_25ANS	25	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R13173 FEADER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_20ANS	0	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_25ANS	0	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_30ANS	0	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_40ANS	0	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_50ANS	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	0	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	10	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	15	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	20	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	25	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	30	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	40	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	5	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	50	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R1338 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	10	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	15	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	20	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	25	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	30	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	40	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	5	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	50	24/11/2022
L	M57 R1348 AUTRES	0	24/11/2022
L	M57 R1381 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	0	24/11/2022
L	M57 R1382 REGIONS	0	24/11/2022
L	M57 R1383 DEPARTEMENTS	0	24/11/2022
L	M57 R1384 COMMUNES	0	24/11/2022
L	M57 R1385 GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	0	24/11/2022
L	M57 R1386 AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	0	24/11/2022
L	M57 R13871 FONDS SOCIAL EUROPEEN	0	24/11/2022
L	M57 R13872 FEDER	0	24/11/2022
L	M57 R13873 FEADER	0	24/11/2022
L	M57 R13878 AUTRES FONDS EUROPEENS	0	24/11/2022
L	M57 R1388 AUTRES	0	24/11/2022

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS — B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**		

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N — B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint administratif terr.	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**73,00**	**0,00**	**73,00**	**55,60**	**2,00**	**57,60**
Adjoint technique pal 1 cl	C	24,00	0,00	24,00	20,00	0,00	20,00
Adjoint technique pal 2 cl	C	19,00	0,00	19,00	13,00	0,00	13,00
Adjoint technique territorial	C	25,00	0,00	25,00	20,60	0,00	20,60
Agent de maîtrise	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Technicien	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**75,00**	**0,00**	**75,00**	**57,60**	**2,00**	**59,60**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Ingénieur	A	TECH	565	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Lieu de mise à disposition (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**955 657,30**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-730 686,36**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**224 970,94**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**224 970,94**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**224 970,94**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**29 165,00**	**29 165,00**	**936 156,71**	**965 321,71**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**3 355 908,40**	**962 529,49**	**365 570,00**	**1 328 099,49**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**3 326 743,40**	**933 364,49**	**-570 586,71**	**362 777,78**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**955 657,30**			**955 657,30**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**955 657,30**			**955 657,30**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**1 318 435,08**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**29 165,00**	**I**	**29 165,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**29 165,00**		**29 165,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*29 165,00*		*29 165,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**3 355 908,40**	**III 962 529,49**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**403 749,29**
10222	FCTVA	0,00	403 749,29
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**3 355 908,40**	**558 780,20**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*700 000,00*	*179,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*0,00*	*8 713,81*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*	*1 061,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*111,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*364,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*139,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*15 673,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*34 476,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*79 722,00*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*0,00*	*1 484,15*
28148	*Construct° sol autrui - Autres construct*	*0,00*	*463,37*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*500,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*8 005,28*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*226 213,80*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*143 560,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*184,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*238,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*37 692,79*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 655 908,40*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
INVAP24054/2024	VEHICULES NOUVELLE STRATEGIE	24054	0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			**0,00**	**110 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	31 533,00	0,00	30 420,00	0,00	1 113,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	17 796,81	0,00	0,00	0,00	17 220,81	576,00
A125	Constructions	201 043,37	33 558,45	0,00	69 710,77	97 774,15	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	210 000,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	1 376 080,61	6 654,00	0,00	14 256,00	1 355 170,61	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	304 086,43	68 260,76	0,00	235 645,69	179,98	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	734 961,35	224 543,77	0,00	0,00	510 417,58	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 875 501,57**	**333 016,98**	**30 420,00**	**529 612,46**	**1 981 876,13**	**576,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	31 533,00	30 420,00	0,00	1 113,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	17 796,81	0,00	0,00	17 220,81	576,00
A125	Constructions	201 043,37	33 558,45	69 710,77	97 774,15	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	210 000,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	1 376 080,61	6 654,00	14 256,00	0,00	1 355 170,61
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	304 086,43	68 260,76	235 645,69	0,00	179,98
A155	Immobilisations corporelles en cours	734 961,35	224 543,77	0,00	19 924,08	490 493,50
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 875 501,57**	**363 436,98**	**529 612,46**	**136 032,04**	**1 846 420,09**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	31 533,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	17 796,81	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	201 043,37	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	1 376 080,61	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	304 086,43	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	734 961,35	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 875 501,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	31 533,00	0,00	30 420,00	0,00	1 113,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	17 796,81	0,00	0,00	17 220,81	576,00
A125	Constructions	201 043,37	0,00	0,00	201 043,37	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	210 000,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	1 376 080,61	0,00	0,00	1 376 080,61	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	304 086,43	0,00	0,00	304 086,43	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	734 961,35	0,00	0,00	734 961,35	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 875 501,57**	**0,00**	**30 420,00**	**2 843 392,57**	**1 689,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	17 220,81	0,00	0,00	0,00	17 220,81	0,00
7	Environnement	2 858 280,76	333 016,98	30 420,00	529 612,46	1 964 655,32	576,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 875 501,57**	**333 016,98**	**30 420,00**	**529 612,46**	**1 981 876,13**	**576,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	17 220,81	0,00	0,00	17 220,81	0,00
7	Environnement	2 858 280,76	363 436,98	529 612,46	118 811,23	1 846 420,09
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 875 501,57**	**363 436,98**	**529 612,46**	**136 032,04**	**1 846 420,09**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	17 220,81	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	2 858 280,76	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 875 501,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	17 220,81	0,00	0,00	17 220,81	0,00
7	Environnement	2 858 280,76	0,00	30 420,00	2 826 171,76	1 689,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 875 501,57**	**0,00**	**30 420,00**	**2 843 392,57**	**1 689,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7 — D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 29/05/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2025	au 29/05/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 01/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 01/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL

Numéro SIRET : 20006711400054

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE AUXERRE

M. 43(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : MOBILITE DURABLE (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 6
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
E - Bilan synthétique 9
F - Compte de résultat synthétique 10

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 11

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 12
A1.2 - Recettes d'exploitation 13
A2.1 - Dépenses d'investissement 14
A2.2 - Recettes d'investissement 15

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 16
B2 - Recettes d'exploitation 18
C1 - Dépenses d'investissement 20
C2 - Recettes d'investissement 22
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

III - États financiers

A - Bilan 25
B - Compte de résultat 30

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 33

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 43

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 44
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 45
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 49
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 51
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 52
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 54
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 55
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 56
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 57
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 58
B4 - Etat des charges transférées 59
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers 60
B6.1 - Etat des emprunts garantis 61
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 62
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget 63
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail 64
B8.2 - Etat des marchés de partenariat 65
B8.3 - Etat des autres engagements donnés 66
B8.4 - Etat des engagements reçus 67
B9.1 - Etat du personnel 68
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 70
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 71

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 72
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 73
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 74
C2.1 - Situation des autorisations de programme 75
C2.2 - Situation des autorisations dengagement 76

IV - Annexes

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 77

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) 84
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) 85
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) 86
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) 87
E - État des Contrôles du Compte Financier 88

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 89

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**1 801 131,25**	**11 173 427,92**	**12 974 559,17**
	Recettes réalisées (1)	B	**1 350 722,56**	**10 822 421,13**	**12 173 143,69**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**913 187,92**	**11 173 427,92**	**12 086 615,84**
	Dépenses réalisées (1)	E	**412 562,91**	**10 872 637,45**	**11 285 200,36**
	Restes à réaliser	F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**938 159,65**	**-50 216,32**	**887 943,33**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-887 943,33**	**0,00**	**-887 943,33**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**50 216,32**	**-50 216,32**	**0,00**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**50 216,32**	**-50 216,32**	**0,00**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
MOBILITE DURABLE CA AUXERROIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-887 943,33	0,00	938 159,65	0,00	50 216,32
Fonctionnement	113 830,23	113 830,23	-50 216,32	0,00	-50 216,32
Sous-Total	-774 113,10	113 830,23	887 943,33	0,00	0,00
TOTAL III	**-774 113,10**	**113 830,23**	**887 943,33**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**-774 113,10**	**113 830,23**	**887 943,33**	**0,00**	**0,00**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

Catégorie de services (2)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL	(II)	0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**46,66**	Dotations	128,56
Terrains	2 482,75	Fonds globalisés	212,81
Constructions	231,79	Réserves	649,95
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	199,68	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau (1)	0,00
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-50,22
Autres immobilisations corporelles	2 981,60	Subventions transférables	1 761,63
Total immobilisations corporelles (nettes)	**5 895,81**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	21,77
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**5 942,47**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**2 724,51**
Créances	448,36	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**3 217,96**
Disponibilités	0,00	Fournisseurs (2)	33,03
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	415,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**448,36**	**Total des dettes à court terme**	**448,03**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**3 665,99**
		Comptes de régularisation	**0,33**
TOTAL ACTIF	**6 390,83**	**TOTAL PASSIF**	**6 390,83**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	6 767,02	6 267,38
Dotations et subventions reçues	2 439,80	2 867,94
Produits des services	1 255,45	1 228,55
Autres produits	218,59	208,25
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	10 680,86	10 572,11
Traitements, salaires, charges sociales	60,91	60,64
Achats et charges externes	10 104,05	10 131,85
Participations et interventions	26,98	27,02
Dotations aux amortissements et provisions	637,26	232,28
Autres charges	1,29	7,07
Charges courantes non financières	10 830,49	10 458,85
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**-149,63**	**113,26**
Produits courants financiers	0,00	0,00
Charges courantes financières	39,73	71,63
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-39,73**	**-71,63**
RESULTAT COURANT	**-189,35**	**41,62**
Produits exceptionnels	139,14	72,21
Charges exceptionnelles	0,00	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**139,14**	**72,21**
Impôts sur les bénéfices	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-50,22**	**113,83**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	9 857 040,00	9 856 878,83	0,00	9 856 878,83	100,00	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	309 700,00	309 374,74	0,00	309 374,74	99,89	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	5 000,00	2 424,47	0,00	2 424,47	48,49	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	28 500,00	26 975,94	0,00	26 975,94	94,65	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**10 200 240,00**	**10 195 653,98**	**0,00**	**10 195 653,98**	**99,96**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	60 000,00	39 726,45	0,00	39 726,45	66,21	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**10 260 240,00**	**10 235 380,43**	**0,00**	**10 235 380,43**	***99,76***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*913 187,92*	*637 257,02*	*0,00*	*637 257,02*	*69,78*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***913 187,92***	***637 257,02***	***0,00***	***637 257,02***	***69,78***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**11 173 427,92**	**10 872 637,45**	**0,00**	**10 872 637,45**	**97,31**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**11 173 427,92**	**10 872 637,45**	**0,00**	**10 872 637,45**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 239 544,00	1 255 447,52	0,00	1 255 447,52	101,28	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	6 453 600,00	6 769 449,34	0,00	6 769 449,34	104,89	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	3 134 731,92	2 439 798,51	0,00	2 439 798,51	77,83	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	208 233,00	218 588,68	0,00	218 588,68	104,97	0,00
Total des recettes de gestion courante		**11 036 108,92**	**10 683 284,05**	**0,00**	**10 683 284,05**	**96,80**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	1 933,64	0,00	1 933,64	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**11 036 108,92**	**10 685 217,69**	**0,00**	**10 685 217,69**	**96,82**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*137 319,00*	*137 203,44*	*0,00*	*137 203,44*	*99,92*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***137 319,00***	***137 203,44***	***0,00***	***137 203,44***	***99,92***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**11 173 427,92**	**10 822 421,13**	**0,00**	**10 822 421,13**	**96,86**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**11 173 427,92**	**10 822 421,13**	**0,00**	**10 822 421,13**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	499 868,92	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**499 868,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	276 000,00	275 359,47	99,77	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**276 000,00**	**275 359,47**	**99,77**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**775 868,92**	**275 359,47**	**35,49**	**0,00**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*137 319,00*	*137 203,44*	*99,92*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***137 319,00***	***137 203,44***	***99,92***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**913 187,92**	**412 562,91**	**45,18**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**887 943,33**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**1 801 131,25**	**412 562,91**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	774 113,10	599 635,31	77,46	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	113 830,23	113 830,23	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**887 943,33**	**713 465,54**	**80,35**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*913 187,92*	*637 257,02*	*69,78*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***913 187,92***	***637 257,02***	***69,78***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**1 801 131,25**	**1 350 722,56**	**74,99**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**1 801 131,25**	**1 350 722,56**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)	0,00	4 505,45	4 505,45	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	0,00	10 030 308,00	183 805,00	9 846 503,00	0,00
618	Divers	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00
62878	à des tiers	0,00	5 875,83	0,00	5 875,83	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	9 857 040,00	10 045 189,28	188 310,45	9 856 878,83	161,17
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	0,00	247 175,33	0,00	247 175,33	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	508,44	0,00	508,44	0,00
6332	Cotisations versées au FNAL	0,00	317,73	0,00	317,73	0,00
6336	Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale	0,00	467,08	0,00	467,08	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions de base	0,00	30 606,67	0,00	30 606,67	0,00
6413	Primes et gratifications	0,00	576,48	0,00	576,48	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	0,00	12 845,52	0,00	12 845,52	0,00
6451	Cotisations à l'URSSAF	0,00	13 228,22	0,00	13 228,22	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	1 828,06	0,00	1 828,06	0,00
6454	Cotisations au Pôle Emploi	0,00	1 747,84	0,00	1 747,84	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	0,00	73,37	0,00	73,37	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	309 700,00	309 374,74	0,00	309 374,74	325,26
739	Restitution de la taxe versement mobilité	0,00	2 424,47	0,00	2 424,47	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	5 000,00	2 424,47	0,00	2 424,47	2 575,53
6531	Indemnités	0,00	20 026,44	0,00	20 026,44	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	1 463,52	0,00	1 463,52	0,00
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	0,00	5 485,56	0,00	5 485,56	0,00
6588	Autres charges diverses de gestion courante	0,00	0,42	0,00	0,42	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	28 500,00	26 975,94	0,00	26 975,94	1 524,06
Total des dépenses de gestion courante		**10 200 240,00**	**10 383 964,43**	**188 310,45**	**10 195 653,98**	**4 586,02**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	55 677,13	0,00	55 677,13	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	0,00	15 950,68	-15 950,68	0,00
total chapitre 66	Charges financières	60 000,00	55 677,13	15 950,68	39 726,45	20 273,55
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**10 260 240,00**	**10 439 641,56**	**204 261,13**	**10 235 380,43**	**24 859,57**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*637 257,02*	*0,00*	*637 257,02*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*913 187,92*	*637 257,02*	*0,00*	*637 257,02*	*275 930,90*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***913 187,92***	***637 257,02***	***0,00***	***637 257,02***	***275 930,90***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**11 173 427,92**	**11 076 898,58**	**204 261,13**	**10 872 637,45**	**300 790,47**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**11 173 427,92**	**11 076 898,58**	**204 261,13**	**10 872 637,45**	**300 790,47**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7061	Transports de voyageurs	0,00	1 367 642,76	178 348,78	1 189 293,98	0,00
7063	Produits de l'affrètement	0,00	320,27	0,00	320,27	0,00
7068	Services accessoires aux transports	0,00	34 777,74	10 611,14	24 166,60	0,00
7083	Locations diverses	0,00	66 666,67	25 000,00	41 666,67	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	1 239 544,00	1 469 407,44	213 959,92	1 255 447,52	-15 903,52
734	Versement mobilité	0,00	6 769 449,34	0,00	6 769 449,34	0,00
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	6 453 600,00	6 769 449,34	0,00	6 769 449,34	-315 849,34
7471	Etat	0,00	515 488,00	0,00	515 488,00	0,00
7472	Région	0,00	1 119 317,50	0,00	1 119 317,50	0,00
7475	Groupements de Collectivités	0,00	804 993,01	0,00	804 993,01	0,00
7478	Autres Etablissements Publics Locaux	0,00	180 000,00	180 000,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	3 134 731,92	2 619 798,51	180 000,00	2 439 798,51	694 933,41
757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0,00	208 233,00	0,00	208 233,00	0,00
7588	Autres	0,00	16 697,68	6 342,00	10 355,68	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	208 233,00	224 930,68	6 342,00	218 588,68	-10 355,68
Total des recettes de gestion courante		**11 036 108,92**	**11 083 585,97**	**400 301,92**	**10 683 284,05**	**352 824,87**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	1 933,64	0,00	1 933,64	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	1 933,64	0,00	1 933,64	-1 933,64
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d’exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes réelles d'exploitation		**11 036 108,92**	**11 085 519,61**	**400 301,92**	**10 685 217,69**	**350 891,23**
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*	*0,00*	*137 203,44*	*0,00*	*137 203,44*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*137 319,00*	*137 203,44*	*0,00*	*137 203,44*	*115,56*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***137 319,00***	***137 203,44***	***0,00***	***137 203,44***	***115,56***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**11 173 427,92**	**11 222 723,05**	**400 301,92**	**10 822 421,13**	**351 006,79**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**11 173 427,92**	**11 222 723,05**	**400 301,92**	**10 822 421,13**	**351 006,79**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	499 868,92	0,00	0,00	0,00	499 868,92
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**499 868,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**499 868,92**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	275 359,47	0,00	275 359,47	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	276 000,00	275 359,47	0,00	275 359,47	640,53
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**276 000,00**	**275 359,47**	**0,00**	**275 359,47**	**640,53**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**775 868,92**	**275 359,47**	**0,00**	**275 359,47**	**500 509,45**
13911	*Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - Etat et Etablissements Nationaux*	*0,00*	*10 370,00*	*0,00*	*10 370,00*	*0,00*
13917	*Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - budget communautaire et fonds structurels*	*0,00*	*97 210,44*	*0,00*	*97 210,44*	*0,00*
139188	*des tiers*	*0,00*	*29 623,00*	*0,00*	*29 623,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*137 319,00*	*137 203,44*	*0,00*	*137 203,44*	*115,56*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***137 319,00***	***137 203,44***	***0,00***	***137 203,44***	***115,56***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**913 187,92**	**412 562,91**	**0,00**	**412 562,91**	**500 625,01**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**887 943,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**1 801 131,25**	**412 562,91**	**0,00**	**412 562,91**	**1 388 568,34**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
1317	Budget communautaire et fonds structurels	0,00	599 635,31	0,00	599 635,31	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	774 113,10	599 635,31	0,00	599 635,31	174 477,79
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	0,00	113 830,23	0,00	113 830,23	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	113 830,23	113 830,23	0,00	113 830,23	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**887 943,33**	**713 465,54**	**0,00**	**713 465,54**	**174 477,79**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Amortissements frais d'études*	*0,00*	*15 551,00*	*0,00*	*15 551,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*	*0,00*	*204,00*	*0,00*	*204,00*	*0,00*
28145	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*	*0,00*	*4 835,00*	*0,00*	*4 835,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*25 681,00*	*0,00*	*25 681,00*	*0,00*
28181	*Installations générales agencements et aménagements divers*	*0,00*	*3 465,00*	*0,00*	*3 465,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*587 521,02*	*0,00*	*587 521,02*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*913 187,92*	*637 257,02*	*0,00*	*637 257,02*	*275 930,90*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***913 187,92***	***637 257,02***	***0,00***	***637 257,02***	***275 930,90***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**1 801 131,25**	**1 350 722,56**	**0,00**	**1 350 722,56**	**450 408,69**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**1 801 131,25**	**1 350 722,56**	**0,00**	**1 350 722,56**	**450 408,69**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2003 (1)
LIBELLE : ACQUISITION BUS HYDROGENE

Pour vote

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 3 145 800,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 677 275,00
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00		0,00	19 000,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00		0,00	2 658 275,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	468 525,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00		0,00	468 525,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 7 600,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	7 600,00
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00		0,00	7 600,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – dépenses	C-A	0,00	D-B	-3 138 200,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	77 757,00	31 102,00	46 655,00	62 206,00
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	2 482 747,45	0,00	2 482 747,45	2 064 688,07
Constructions	221 245,63	1 020,00	220 225,63	220 429,63
Constructions sur sol d'autrui	48 354,83	36 795,00	11 559,83	16 394,83
Installations, matériels et outillage techniques	414 648,80	214 970,72	199 678,08	225 359,08
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	3 995 638,76	1 014 036,04	2 981 602,72	3 572 588,74
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	418 059,38
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**7 240 392,47**	**1 297 923,76**	**5 942 468,71**	**6 579 725,73**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	229 629,40	0,00	229 629,40	157 173,04
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Autres	210 875,59	0,00	210 875,59	816 287,97
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	7 851,63	0,00	7 851,63	875,43
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**448 356,62**	**0,00**	**448 356,62**	**974 336,44**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	3,84	0,00	3,84	3,84
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**3,84**	**0,00**	**3,84**	**3,84**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**7 688 752,93**	**1 297 923,76**	**6 390 829,17**	**7 554 066,01**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	128 561,37	128 561,37
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	0,00	0,00
Affectation (par la collectivité de rattachement)	21 765,05	21 765,05
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	649 950,16	536 119,93
Report à nouveau (1)	0,00	0,00
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-50 216,32	113 830,23
Subventions d'investissement	1 761 632,98	1 299 201,11
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	212 813,96	212 813,96
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**2 724 507,20**	**2 312 291,65**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 217 961,51	3 493 320,98
Emprunts et dettes financières divers	0,00	15 950,68
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	5 091,52	189 578,62
Dettes fiscales et sociales	27 936,69	12 364,72
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	0,00	124 965,46
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)	0,00	0,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	413 829,24	1 405 593,90
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	1 174,19	0,00
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**3 665 993,15**	**5 241 774,36**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	328,82	0,00
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**328,82**	**0,00**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**6 390 829,17**	**7 554 066,01**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Compte de résultat (en euros) | B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*1 213 780,85*	*1 203 547,59*
Divers	*41 666,67*	*25 000,00*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Produits issus de la fiscalité	6 767 024,87	6 267 378,04
Subventions d'exploitation	2 439 798,51	2 867 935,05
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	218 588,68	208 246,32
TOTAL I	**10 680 859,58**	**10 572 107,00**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	10 104 054,16	10 131 851,43
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*1 293,25*	*1 261,03*
Autres	*0,00*	*5 807,57*
Salaires et traitements	44 028,67	43 799,43
Charges sociales	16 877,49	16 838,97
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*637 257,02*	*232 277,02*
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*0,00*	*0,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	26 975,94	27 016,16
TOTAL II	**10 830 486,53**	**10 458 851,61**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-149 626,95**	**113 255,39**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	39 726,45	71 631,78
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**39 726,45**	**71 631,78**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-39 726,45**	**-71 631,78**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**-189 353,40**	**41 623,61**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*1 933,64*	*684,62*

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*137 203,44*	*71 522,00*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**139 137,08**	**72 206,62**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**0,00**	**0,00**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**139 137,08**	**72 206,62**
Impôts sur les bénéfices (VII)	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**10 819 996,66**	**10 644 313,62**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**10 870 212,98**	**10 530 483,39**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**-50 216,32**	**113 830,23**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation	0,00	128 561,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 561,37	0,00	128 561,37
10222	FCTVA	0,00	212 813,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	212 813,96	0,00	212 813,96
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**212 813,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**212 813,96**	**0,00**	**212 813,96**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**341 375,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**341 375,33**	**0,00**	**341 375,33**
1068	Autres réserves	0,00	536 119,93	0,00	0,00	0,00	113 830,23	0,00	649 950,16	0,00	649 950,16
	Sous Total compte 106	**0,00**	**536 119,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 830,23**	**0,00**	**649 950,16**	**0,00**	**649 950,16**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**877 495,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 830,23**	**0,00**	**991 325,49**	**0,00**	**991 325,49**
110	Report à nouveau solde créditeur	0,00	0,00	113 830,23	113 830,23	0,00	0,00	113 830,23	113 830,23	0,00	0,00
	Sous Total compte 11	**0,00**	**0,00**	**113 830,23**	**113 830,23**	**0,00**	**0,00**	**113 830,23**	**113 830,23**	**0,00**	**0,00**
12	Résultat exercice bénef ou perte	0,00	113 830,23	113 830,23	0,00	0,00	0,00	113 830,23	113 830,23	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**113 830,23**	**113 830,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 830,23**	**113 830,23**	**0,00**	**0,00**
1311	Etat et EPN	0,00	557 723,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	557 723,11	0,00	557 723,11
1314	Cnes	0,00	8 038,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 038,30	0,00	8 038,30
1317	Budget communautaire fonds structurels	0,00	488 895,20	0,00	0,00	0,00	599 635,31	0,00	1 088 530,51	0,00	1 088 530,51
13188	des tiers	0,00	458 352,50	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	458 352,50	0,00	444 352,50
	Sous Total compte 1318	**0,00**	**458 352,50**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 000,00**	**458 352,50**	**0,00**	**444 352,50**
	Sous Total compte 131	**0,00**	**1 513 009,11**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**599 635,31**	**14 000,00**	**2 112 644,42**	**0,00**	**2 098 644,42**
13911	Subv équipt transf - Etat EPN	84 507,00	0,00	0,00	0,00	10 370,00	0,00	94 877,00	0,00	94 877,00	0,00
13917	Subv équipt transf - BC et FS	56 055,00	0,00	0,00	0,00	97 210,44	0,00	153 265,44	0,00	153 265,44	0,00
139188	des tiers	73 246,00	0,00	0,00	14 000,00	29 623,00	0,00	102 869,00	14 000,00	88 869,00	0,00
	Sous Total compte 13918	**73 246,00**	**0,00**	**0,00**	**14 000,00**	**29 623,00**	**0,00**	**102 869,00**	**14 000,00**	**88 869,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1391	**213 808,00**	**0,00**	**0,00**	**14 000,00**	**137 203,44**	**0,00**	**351 011,44**	**14 000,00**	**337 011,44**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**213 808,00**	**0,00**	**0,00**	**14 000,00**	**137 203,44**	**0,00**	**351 011,44**	**14 000,00**	**337 011,44**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**213 808,00**	**1 513 009,11**	**14 000,00**	**14 000,00**	**137 203,44**	**599 635,31**	**365 011,44**	**2 126 644,42**	**0,00**	**1 761 632,98**
1641	Emprunts en euros	0,00	3 493 320,98	0,00	0,00	275 359,47	0,00	275 359,47	3 493 320,98	0,00	3 217 961,51
	Sous Total compte 164	**0,00**	**3 493 320,98**	**0,00**	**0,00**	**275 359,47**	**0,00**	**275 359,47**	**3 493 320,98**	**0,00**	**3 217 961,51**
16888	Int courus aut empts dettes assimil	0,00	15 950,68	15 950,68	0,00	0,00	0,00	15 950,68	15 950,68	0,00	0,00
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**15 950,68**	**15 950,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 950,68**	**15 950,68**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**15 950,68**	**15 950,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 950,68**	**15 950,68**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**3 509 271,66**	**15 950,68**	**0,00**	**275 359,47**	**0,00**	**291 310,15**	**3 509 271,66**	**0,00**	**3 217 961,51**
181	Cpte liaison : affectation	0,00	21 765,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 765,05	0,00	21 765,05
	Sous Total compte 18	**0,00**	**21 765,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 765,05**	**0,00**	**21 765,05**
	Total classe 1	**213 808,00**	**6 035 371,31**	**257 611,14**	**127 830,23**	**412 562,91**	**713 465,54**	**883 982,05**	**6 876 667,08**	**337 011,44**	**6 329 696,47**
2031	Frais d'études	77 757,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 757,00	0,00	77 757,00	0,00
	Sous Total compte 203	**77 757,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 757,00**	**0,00**	**77 757,00**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**77 757,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 757,00**	**0,00**	**77 757,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	958 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	958 620,00	0,00	958 620,00	0,00
2115	Terrains bâtis	1 106 068,07	0,00	418 059,38	0,00	0,00	0,00	1 524 127,45	0,00	1 524 127,45	0,00
	Sous Total compte 211	**2 064 688,07**	**0,00**	**418 059,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 482 747,45**	**0,00**	**2 482 747,45**	**0,00**
2131	Bâtiments	218 165,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 165,90	0,00	218 165,90	0,00
2135	Instal gales agenct amégts const	3 079,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 079,73	0,00	3 079,73	0,00
	Sous Total compte 213	**221 245,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**221 245,63**	**0,00**	**221 245,63**	**0,00**
2145	Installations générales, agencements, am	48 354,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 354,83	0,00	48 354,83	0,00
	Sous Total compte 214	**48 354,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 354,83**	**0,00**	**48 354,83**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2151	Instal complexes spécial	78 807,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 807,33	0,00	78 807,33	0,00
2153	Instal à caractère spécif	308 993,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	308 993,47	0,00	308 993,47	0,00
2157	Agenct amégat mat outil indust	26 848,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 848,00	0,00	26 848,00	0,00
	Sous Total compte 215	**414 648,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**414 648,80**	**0,00**	**414 648,80**	**0,00**
2181	Instal gales agenct amngts divers	291 822,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	291 822,36	0,00	291 822,36	0,00
2182	Mat de transport	3 703 816,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 703 816,40	0,00	3 703 816,40	0,00
	Sous Total compte 218	**3 995 638,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 995 638,76**	**0,00**	**3 995 638,76**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**6 744 576,09**	**0,00**	**418 059,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 162 635,47**	**0,00**	**7 162 635,47**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	418 059,38	0,00	0,00	418 059,38	0,00	0,00	418 059,38	418 059,38	0,00	0,00
	Sous Total compte 23	**418 059,38**	**0,00**	**0,00**	**418 059,38**	**0,00**	**0,00**	**418 059,38**	**418 059,38**	**0,00**	**0,00**
28031	Amort frais études	0,00	15 551,00	0,00	0,00	0,00	15 551,00	0,00	31 102,00	0,00	31 102,00
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**15 551,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 551,00**	**0,00**	**31 102,00**	**0,00**	**31 102,00**
	Sous Total compte 280	**0,00**	**15 551,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 551,00**	**0,00**	**31 102,00**	**0,00**	**31 102,00**
28135	Installations générales, agencements, am	0,00	816,00	0,00	0,00	0,00	204,00	0,00	1 020,00	0,00	1 020,00
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**816,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204,00**	**0,00**	**1 020,00**	**0,00**	**1 020,00**
28145	Installations générales, agencements, am	0,00	31 960,00	0,00	0,00	0,00	4 835,00	0,00	36 795,00	0,00	36 795,00
	Sous Total compte 2814	**0,00**	**31 960,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 835,00**	**0,00**	**36 795,00**	**0,00**	**36 795,00**
28151	Instal complexes spécial	0,00	32 127,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 127,72	0,00	32 127,72
28153	Instal à caractère spécif	0,00	130 314,00	0,00	0,00	0,00	25 681,00	0,00	155 995,00	0,00	155 995,00
28157	Amort agenct amégat mat outil indust	0,00	26 848,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 848,00	0,00	26 848,00
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**189 289,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 681,00**	**0,00**	**214 970,72**	**0,00**	**214 970,72**
28181	Instal gales agenct amngts divers	0,00	65 484,02	0,00	0,00	0,00	3 465,00	0,00	68 949,02	0,00	68 949,02

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28182	Mat de transport	0,00	357 566,00	0,00	0,00	0,00	587 521,02	0,00	945 087,02	0,00	945 087,02
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**423 050,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**590 986,02**	**0,00**	**1 014 036,04**	**0,00**	**1 014 036,04**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**645 115,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**621 706,02**	**0,00**	**1 266 821,76**	**0,00**	**1 266 821,76**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**660 666,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**637 257,02**	**0,00**	**1 297 923,76**	**0,00**	**1 297 923,76**
	Total classe 2	**7 240 392,47**	**660 666,74**	**418 059,38**	**418 059,38**	**0,00**	**637 257,02**	**7 658 451,85**	**1 715 983,14**	**7 240 392,47**	**1 297 923,76**
4011	Fournisseurs	0,00	1 268,17	11 041 218,20	11 045 041,55	0,00	0,00	11 041 218,20	11 046 309,72	0,00	5 091,52
	Sous Total compte 401	**0,00**	**1 268,17**	**11 041 218,20**	**11 045 041,55**	**0,00**	**0,00**	**11 041 218,20**	**11 046 309,72**	**0,00**	**5 091,52**
408	Fournis factures non parvenues	0,00	188 310,45	188 310,45	0,00	0,00	0,00	188 310,45	188 310,45	0,00	0,00
	Sous Total compte 40	**0,00**	**189 578,62**	**11 229 528,65**	**11 045 041,55**	**0,00**	**0,00**	**11 229 528,65**	**11 234 620,17**	**0,00**	**5 091,52**
411	Clients	3 412,70	0,00	262 317,21	36 100,51	0,00	0,00	265 729,91	36 100,51	229 629,40	0,00
418	Clients - produits non encore facturés	153 760,34	0,00	0,00	153 760,34	0,00	0,00	153 760,34	153 760,34	0,00	0,00
	Sous Total compte 41	**157 173,04**	**0,00**	**262 317,21**	**189 860,85**	**0,00**	**0,00**	**419 490,25**	**189 860,85**	**229 629,40**	**0,00**
421	Personnel - rémunérations dues	0,00	0,00	41 918,18	41 918,18	0,00	0,00	41 918,18	41 918,18	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**41 918,18**	**41 918,18**	**0,00**	**0,00**	**41 918,18**	**41 918,18**	**0,00**	**0,00**
431	Sécurite sociale	0,00	0,00	20 808,50	20 808,50	0,00	0,00	20 808,50	20 808,50	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	3 716,60	3 716,60	0,00	0,00	3 716,60	3 716,60	0,00	0,00
	Sous Total compte 43	**0,00**	**0,00**	**24 525,10**	**24 525,10**	**0,00**	**0,00**	**24 525,10**	**24 525,10**	**0,00**	**0,00**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	0,00	0,00	1 986 448,51	1 986 448,51	0,00	0,00	1 986 448,51	1 986 448,51	0,00	0,00
	Sous Total compte 441	**0,00**	**0,00**	**1 986 448,51**	**1 986 448,51**	**0,00**	**0,00**	**1 986 448,51**	**1 986 448,51**	**0,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	1 586,45	1 586,45	0,00	0,00	1 586,45	1 586,45	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**1 586,45**	**1 586,45**	**0,00**	**0,00**	**1 586,45**	**1 586,45**	**0,00**	**0,00**
4431	Opér particul avec Etat dépenses	0,00	124 965,46	378 016,62	253 051,16	0,00	0,00	378 016,62	378 016,62	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 443	**0,00**	**124 965,46**	**378 016,62**	**253 051,16**	**0,00**	**0,00**	**378 016,62**	**378 016,62**	**0,00**	**0,00**
44566	TVA déduct sur autres biens et services	124,97	0,00	1 003 688,91	1 002 965,29	0,00	0,00	1 003 813,88	1 002 965,29	848,59	0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	168 127,00	0,00	1 067 957,00	830 609,00	0,00	0,00	1 236 084,00	830 609,00	405 475,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**168 251,97**	**0,00**	**2 071 645,91**	**1 833 574,29**	**0,00**	**0,00**	**2 239 897,88**	**1 833 574,29**	**406 323,59**	**0,00**
44571	Etat - TVA collectée	0,00	6 557,15	143 764,99	165 144,53	0,00	0,00	143 764,99	171 701,68	0,00	27 936,69
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**6 557,15**	**143 764,99**	**165 144,53**	**0,00**	**0,00**	**143 764,99**	**171 701,68**	**0,00**	**27 936,69**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	468 036,00	0,00	635 161,00	1 298 645,00	0,00	0,00	1 103 197,00	1 298 645,00	0,00	195 448,00
	Sous Total compte 4458	**468 036,00**	**0,00**	**635 161,00**	**1 298 645,00**	**0,00**	**0,00**	**1 103 197,00**	**1 298 645,00**	**0,00**	**195 448,00**
	Sous Total compte 445	**636 287,97**	**6 557,15**	**2 850 571,90**	**3 297 363,82**	**0,00**	**0,00**	**3 486 859,87**	**3 303 920,97**	**182 938,90**	**0,00**
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés	0,00	5 807,57	6 999,26	1 191,69	0,00	0,00	6 999,26	6 999,26	0,00	0,00
4487	Etat - produits à recevoir	180 000,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	180 000,00	180 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 448	**180 000,00**	**0,00**	**0,00**	**180 000,00**	**0,00**	**0,00**	**180 000,00**	**180 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**816 287,97**	**137 330,18**	**5 223 622,74**	**5 719 641,63**	**0,00**	**0,00**	**6 039 910,71**	**5 856 971,81**	**182 938,90**	**0,00**
451001	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	0,00	1 405 593,90	12 832 516,53	11 840 751,87	0,00	0,00	12 832 516,53	13 246 345,77	0,00	413 829,24
	Sous Total compte 451	**0,00**	**1 405 593,90**	**12 832 516,53**	**11 840 751,87**	**0,00**	**0,00**	**12 832 516,53**	**13 246 345,77**	**0,00**	**413 829,24**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**1 405 593,90**	**12 832 516,53**	**11 840 751,87**	**0,00**	**0,00**	**12 832 516,53**	**13 246 345,77**	**0,00**	**413 829,24**
466	Excédt de verSEMent	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,00
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	0,00	21 204,21	22 378,40	0,00	0,00	21 204,21	22 378,40	0,00	1 174,19
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**0,00**	**21 204,21**	**22 378,40**	**0,00**	**0,00**	**21 204,21**	**22 378,40**	**0,00**	**1 174,19**
46721	Débiteurs divers - amiable	875,43	0,00	224 859,60	218 758,83	0,00	0,00	225 735,03	218 758,83	6 976,20	0,00
46726	Débiteurs divers - contentieux	0,00	0,00	875,43	0,00	0,00	0,00	875,43	0,00	875,43	0,00
	Sous Total compte 4672	**875,43**	**0,00**	**225 735,03**	**218 758,83**	**0,00**	**0,00**	**226 610,46**	**218 758,83**	**7 851,63**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 467	**875,43**	**0,00**	**246 939,24**	**241 137,23**	**0,00**	**0,00**	**247 814,67**	**241 137,23**	**6 677,44**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**875,43**	**0,00**	**246 939,25**	**241 137,24**	**0,00**	**0,00**	**247 814,68**	**241 137,24**	**6 677,44**	**0,00**
4713	Recettes percues avant émission titres	0,00	0,00	9 374 937,53	9 374 937,53	0,00	0,00	9 374 937,53	9 374 937,53	0,00	0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales	0,00	0,00	72 239,50	72 239,50	0,00	0,00	72 239,50	72 239,50	0,00	0,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**0,00**	**72 239,50**	**72 239,50**	**0,00**	**0,00**	**72 239,50**	**72 239,50**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**0,00**	**72 239,50**	**72 239,50**	**0,00**	**0,00**	**72 239,50**	**72 239,50**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	0,00	10 347,62	10 676,44	0,00	0,00	10 347,62	10 676,44	0,00	328,82
	Sous Total compte 471	**0,00**	**0,00**	**9 457 524,65**	**9 457 853,47**	**0,00**	**0,00**	**9 457 524,65**	**9 457 853,47**	**0,00**	**328,82**
4721	Dép sans mandatement préalable	0,00	0,00	331 036,60	331 036,60	0,00	0,00	331 036,60	331 036,60	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	1 048,52	1 048,52	0,00	0,00	1 048,52	1 048,52	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**332 085,12**	**332 085,12**	**0,00**	**0,00**	**332 085,12**	**332 085,12**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	3,84	0,00	0,69	0,69	0,00	0,00	4,53	0,69	3,84	0,00
	Sous Total compte 478	**3,84**	**0,00**	**0,69**	**0,69**	**0,00**	**0,00**	**4,53**	**0,69**	**3,84**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**3,84**	**0,00**	**9 789 610,46**	**9 789 939,28**	**0,00**	**0,00**	**9 789 614,30**	**9 789 939,28**	**0,00**	**324,98**
	Total classe 4	**974 340,28**	**1 732 502,70**	**39 650 978,12**	**38 892 815,70**	**0,00**	**0,00**	**40 625 318,40**	**40 625 318,40**	**643 808,46**	**643 808,46**
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	2 047,62	2 047,62	0,00	0,00	2 047,62	2 047,62	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**2 047,62**	**2 047,62**	**0,00**	**0,00**	**2 047,62**	**2 047,62**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	0,00	0,00	3 412,70	3 412,70	0,00	0,00	3 412,70	3 412,70	0,00	0,00
	Sous Total compte 511	**0,00**	**0,00**	**5 460,32**	**5 460,32**	**0,00**	**0,00**	**5 460,32**	**5 460,32**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**0,00**	**0,00**	**5 460,32**	**5 460,32**	**0,00**	**0,00**	**5 460,32**	**5 460,32**	**0,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	774 460,46	774 460,46	0,00	0,00	774 460,46	774 460,46	0,00	0,00
588	Autres virements internes	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**774 460,47**	**774 460,47**	**0,00**	**0,00**	**774 460,47**	**774 460,47**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**779 920,79**	**779 920,79**	**0,00**	**0,00**	**779 920,79**	**779 920,79**	**0,00**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 505,45	4 505,45	4 505,45	4 505,45	0,00	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 505,45**	**4 505,45**	**4 505,45**	**4 505,45**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 505,45**	**4 505,45**	**4 505,45**	**4 505,45**	**0,00**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	10 030 308,00	183 805,00	10 030 308,00	183 805,00	9 846 503,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 034 808,00**	**183 805,00**	**10 034 808,00**	**183 805,00**	**9 851 003,00**	**0,00**
6215	Persel affecté par collectivité rattacht	0,00	0,00	0,00	0,00	247 175,33	0,00	247 175,33	0,00	247 175,33	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**247 175,33**	**0,00**	**247 175,33**	**0,00**	**247 175,33**	**0,00**
62878	à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 875,83	0,00	5 875,83	0,00	5 875,83	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 875,83**	**0,00**	**5 875,83**	**0,00**	**5 875,83**	**0,00**
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 875,83**	**0,00**	**5 875,83**	**0,00**	**5 875,83**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**253 051,16**	**0,00**	**253 051,16**	**0,00**	**253 051,16**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	508,44	0,00	508,44	0,00	508,44	0,00
6332	Cotisations versées au FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	317,73	0,00	317,73	0,00	317,73	0,00
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	467,08	0,00	467,08	0,00	467,08	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 293,25**	**0,00**	**1 293,25**	**0,00**	**1 293,25**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 293,25**	**0,00**	**1 293,25**	**0,00**	**1 293,25**	**0,00**
6411	Salaires,appointements,commissions base	0,00	0,00	0,00	0,00	30 606,67	0,00	30 606,67	0,00	30 606,67	0,00
6413	Primes et gratifications	0,00	0,00	0,00	0,00	576,48	0,00	576,48	0,00	576,48	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	0,00	0,00	0,00	0,00	12 845,52	0,00	12 845,52	0,00	12 845,52	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 028,67**	**0,00**	**44 028,67**	**0,00**	**44 028,67**	**0,00**
6451	Cotisations à l'URSSAF	0,00	0,00	0,00	0,00	13 228,22	0,00	13 228,22	0,00	13 228,22	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	1 828,06	0,00	1 828,06	0,00	1 828,06	0,00
6454	Cotisations au Pôle Emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	1 747,84	0,00	1 747,84	0,00	1 747,84	0,00
6458	Cotisat autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	73,37	0,00	73,37	0,00	73,37	0,00
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 877,49**	**0,00**	**16 877,49**	**0,00**	**16 877,49**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 906,16**	**0,00**	**60 906,16**	**0,00**	**60 906,16**	**0,00**
6531	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	20 026,44	0,00	20 026,44	0,00	20 026,44	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	1 463,52	0,00	1 463,52	0,00	1 463,52	0,00
6534	Cotisations sécurité sociale part patron	0,00	0,00	0,00	0,00	5 485,56	0,00	5 485,56	0,00	5 485,56	0,00
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 975,52**	**0,00**	**26 975,52**	**0,00**	**26 975,52**	**0,00**
6588	Autres charges diverses de gestion coura	0,00	0,00	0,00	0,00	0,42	0,00	0,42	0,00	0,42	0,00
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,42**	**0,00**	**0,42**	**0,00**	**0,42**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 975,94**	**0,00**	**26 975,94**	**0,00**	**26 975,94**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	0,00	0,00	0,00	55 677,13	0,00	55 677,13	0,00	55 677,13	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 950,68	0,00	15 950,68	0,00	15 950,68
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 677,13**	**15 950,68**	**55 677,13**	**15 950,68**	**39 726,45**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 677,13**	**15 950,68**	**55 677,13**	**15 950,68**	**39 726,45**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 677,13**	**15 950,68**	**55 677,13**	**15 950,68**	**39 726,45**	**0,00**
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	637 257,02	0,00	637 257,02	0,00	637 257,02	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**637 257,02**	**0,00**	**637 257,02**	**0,00**	**637 257,02**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**637 257,02**	**0,00**	**637 257,02**	**0,00**	**637 257,02**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 074 474,11**	**204 261,13**	**11 074 474,11**	**204 261,13**	**10 886 163,66**	**15 950,68**
7061	Transports de voyageurs	0,00	0,00	0,00	0,00	178 348,78	1 367 642,76	178 348,78	1 367 642,76	0,00	1 189 293,98
7063	Produits de l'affrètement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320,27	0,00	320,27	0,00	320,27
7068	Services accessoires aux transports	0,00	0,00	0,00	0,00	10 611,14	34 777,74	10 611,14	34 777,74	0,00	24 166,60
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**188 959,92**	**1 402 740,77**	**188 959,92**	**1 402 740,77**	**0,00**	**1 213 780,85**
7083	Locations diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	66 666,67	25 000,00	66 666,67	0,00	41 666,67
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**66 666,67**	**25 000,00**	**66 666,67**	**0,00**	**41 666,67**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**213 959,92**	**1 469 407,44**	**213 959,92**	**1 469 407,44**	**0,00**	**1 255 447,52**
734	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 769 449,34	0,00	6 769 449,34	0,00	6 769 449,34
739	Restitution de la taxe versement mobilit	0,00	0,00	0,00	0,00	2 424,47	0,00	2 424,47	0,00	2 424,47	0,00
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 424,47**	**6 769 449,34**	**2 424,47**	**6 769 449,34**	**0,00**	**6 767 024,87**
7471	Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	515 488,00	0,00	515 488,00	0,00	515 488,00
7472	Région	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 119 317,50	0,00	1 119 317,50	0,00	1 119 317,50
7475	Grp coll	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804 993,01	0,00	804 993,01	0,00	804 993,01
7478	Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	180 000,00	180 000,00	180 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 000,00**	**2 619 798,51**	**180 000,00**	**2 619 798,51**	**0,00**	**2 439 798,51**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 000,00**	**2 619 798,51**	**180 000,00**	**2 619 798,51**	**0,00**	**2 439 798,51**
757	Redev versées fermiers concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 233,00	0,00	208 233,00	0,00	208 233,00
7588	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	6 342,00	16 697,68	6 342,00	16 697,68	0,00	10 355,68
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 342,00**	**16 697,68**	**6 342,00**	**16 697,68**	**0,00**	**10 355,68**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 342,00**	**224 930,68**	**6 342,00**	**224 930,68**	**0,00**	**218 588,68**
773	Mandats annulés sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 933,64	0,00	1 933,64	0,00	1 933,64

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	**C**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
777	Quote part subv invest virée au résult	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 203,44	0,00	137 203,44	0,00	137 203,44
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**139 137,08**	**0,00**	**139 137,08**	**0,00**	**139 137,08**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**402 726,39**	**11 222 723,05**	**402 726,39**	**11 222 723,05**	**2 424,47**	**10 822 421,13**
	Total général	**8 428 540,75**	**8 428 540,75**	**41 106 569,43**	**40 218 626,10**	**11 889 763,41**	**12 777 706,74**	**61 424 873,59**	**61 424 873,59**	**19 109 800,50**	**19 109 800,50**

IV – ANNEXES — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**4 800 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					4 800 000,00									
2018-03 MON525872 DO	SFIL CAFFIL	21/12/2018	26/12/2018	01/04/2019	1 500 000,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	1,500	EUR	T	C	O	A-1
2018-04 MON525860EUR DO	SFIL CAFFIL	21/12/2018	28/12/2018	01/04/2019	1 500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,460	0,470	EUR	T	C	O	A-1
2020-01 3000523 DO	CREDIT AGRICOLE	07/02/2020	12/05/2021	15/07/2020	1 800 000,00	F	Taux fixe à 0.62 %	0,620	0,620	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**4 800 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**3 217 961,51**					**275 359,47**	**55 677,13**	**0,00**	**11 501,62**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		3 217 961,51					275 359,47	55 677,13	0,00	11 501,62
2018-03 MON525872 DO	N	0,00	A-1	993 750,00	13,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,490	75 000,00	15 509,27	0,00	3 692,61
2018-04 MON525860EUR DO	N	0,00	A-1	993 750,00	13,00	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,730	75 000,00	32 052,85	0,00	6 219,66
2020-01 3000523 DO	N	0,00	A-1	1 230 461,51	9,29	F	Taux fixe à 0.62 %	0,620	125 359,47	8 115,01	0,00	1 589,35
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**3 217 961,51**					**275 359,47**	**55 677,13**	**0,00**	**11 501,62**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	3 217 961,51	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1) — B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2019-10-10
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS — B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES	B4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1)	B5

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES EMPRUNTS GARANTIS — B6.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX EMPRUNTS GARANTIS — B6.2

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL — B8.1

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT — B8.2

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS — B8.3

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS — B8.4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL — B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
Ingénieur	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	A	CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-887 943,33**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**774 113,10**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-113 830,23**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**113 830,23**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-113 830,23**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**413 319,00**	**412 562,91**	**0,00**	**412 562,91**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**913 187,92**	**637 257,02**	**0,00**	**637 257,02**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**499 868,92**	**224 694,11**	**0,00**	**224 694,11**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-887 943,33**			**-887 943,33**
Affectation au 106 (C)	**113 830,23**	**113 830,23**		**113 830,23**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-774 113,10**			**-774 113,10**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-549 418,99**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**413 319,00**	**I 412 562,91**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**276 000,00**	**275 359,47**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	276 000,00	275 359,47
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**137 319,00**	**137 203,44**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*137 319,00*	*137 203,44*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**913 187,92**	**III** **637 257,02**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**913 187,92**	**637 257,02**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*15 551,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*204,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*0,00*	*4 835,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*913 187,92*	*25 681,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*0,00*	*3 465,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*587 521,02*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 29/05/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2025	au 29/05/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 01/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 05/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL

Numéro SIRET : 20006711400096

POSTE COMPTABLE : Centre des finances publiques d'Auxerre

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : PARC ACTIV. APPOIGNY (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 23
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25
D1 - Dépenses de fonctionnement 26
D2 - Recettes de fonctionnement 28

III - Etats financiers

A - Bilan 30
B - Compte de résultat 34
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 37
D - Balance des comptes 38

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 41
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 43
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 45

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 47
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 48
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 52
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 54
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 55
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 57
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 58
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 59
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 60
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 61
B3 - Etat des provisions 62
B4 - Etat des charges transférées 64
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 65
B6 - Prêts 66
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 67
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 68
B7.3 - Etat des emprunts garantis 69
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 70
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 71
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 72
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 73
B7.8 - Autres engagements donnés 74

B7.9 - Autres engagements reçus 75
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 76
B9 - Etat du personnel 77
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 80
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 81
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 82

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 83
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 84
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 85
C2.1 - Situation des AP 87
C2.2 - Situation des AE 88

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 89
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 96

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 103
D2 - Gestion des fonds européens 104
D3 - Actions de formation des élus 105
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 106
D5 - Identification des flux croisés 107
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 108
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 109
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 111
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 112
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 113
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 114
E - État des Contrôles du Compte Financier 115

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 116

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71465

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	464.25

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1.12
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1.12
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	100.23
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	349.79
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	-249.79
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	8946.27
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	14 916 258,50	14 351 558,24	29 267 816,74
	Recettes réalisées (1)	B	14 916 258,50	14 301 526,48	29 217 784,98
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	14 716 258,50	15 046 358,50	29 762 617,00
	Dépenses réalisées (1)	E	14 421 458,24	14 996 326,74	29 417 784,98
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	494 800,26	-694 800,26	-200 000,00
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-200 000,00	694 800,26	494 800,26
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	294 800,26	0,00	294 800,26
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	294 800,26	0,00	294 800,26

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PARC D ACTIVITES A APPOIGNY	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-200 000,00	0,00	494 800,26	0,00	294 800,26
Fonctionnement	694 800,26	0,00	-694 800,26	0,00	0,00
Sous-Total	494 800,26	0,00	-200 000,00	0,00	294 800,26
TOTAL II	**494 800,26**	**0,00**	**-200 000,00**	**0,00**	**294 800,26**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**494 800,26**	**0,00**	**-200 000,00**	**0,00**	**294 800,26**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE — B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

I

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS

B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	14 221,46
Créances	294,80
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**14 516,26**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**14 516,26**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	0,00
Report à nouveau	694,80
Résultat de l'exercice	-694,80
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**0,00**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	7 163,12
Dettes financières et autres emprunts	7 353,14
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**14 516,26**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0,00
Autres dettes non financières	0,00
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**0,00**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**14 516,26**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**14 516,26**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	80,07	775,91
Production stockée et immobilisée	-694,80	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**-614,73**	**775,91**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	0,00	0,00
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**0,00**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**-614,73**	**775,91**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**80,07**	**81,11**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-80,07**	**-81,11**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**-694,80**	**694,80**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	494 800,26	200 000,00	40,42	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**494 800,26**	**200 000,00**	**40,42**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**494 800,26**	**200 000,00**	**40,42**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*14 221 458,24*	*14 221 458,24*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**14 221 458,24**	**14 221 458,24**	**100,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**14 716 258,50**	**14 421 458,24**	**98,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**200 000,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**14 916 258,50**	**14 421 458,24**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*14 916 258,50*	*14 916 258,50*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**14 916 258,50**	**14 916 258,50**	**100,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**14 916 258,50**	**14 916 258,50**	**100,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**14 916 258,50**	**14 916 258,50**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	80 100,00	80 068,24	0,00	80 068,24	99,96	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**130 100,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**61,54**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*14 916 258,50*	*14 916 258,50*	*0,00*	*14 916 258,50*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**14 916 258,50**	**14 916 258,50**	**0,00**	**14 916 258,50**	**100,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**15 046 358,50**	**14 996 326,74**	**0,00**	**14 996 326,74**	**99,67**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**15 046 358,50**	**14 996 326,74**	**0,00**	**14 996 326,74**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	80 100,00	80 068,24	0,00	80 068,24	99,96	0,00
Total des recettes de gestion des services		**130 100,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**61,54**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**130 100,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**61,54**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*14 221 458,24*	*14 221 458,24*	*0,00*	*14 221 458,24*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**14 221 458,24**	**14 221 458,24**	**0,00**	**14 221 458,24**	**100,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**14 351 558,24**	**14 301 526,48**	**0,00**	**14 301 526,48**	**99,65**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**694 800,26**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**15 046 358,50**	**14 301 526,48**	**0,00**	**14 301 526,48**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	494 800,26	200 000,00	0,00	200 000,00	294 800,26
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**494 800,26**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**294 800,26**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**494 800,26**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**294 800,26**
3555	*Terrains aménagés*	*0,00*	*14 221 458,24*	*0,00*	*14 221 458,24*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*14 221 458,24*	*14 221 458,24*	*0,00*	*14 221 458,24*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre en investissement		***14 221 458,24***	***14 221 458,24***	***0,00***	***14 221 458,24***	***0,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**14 716 258,50**	**14 421 458,24**	**0,00**	**14 421 458,24**	**294 800,26**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**14 916 258,50**	**14 421 458,24**	**0,00**	**14 421 458,24**	**494 800,26**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
3555	*Terrains aménagés*	*0,00*	*14 916 258,50*	*0,00*	*14 916 258,50*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*14 916 258,50*	*14 916 258,50*	*0,00*	*14 916 258,50*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***14 916 258,50***	***14 916 258,50***	***0,00***	***14 916 258,50***	***0,00***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**14 916 258,50**	**14 916 258,50**	**0,00**	**14 916 258,50**	**0,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		14 916 258,50	14 916 258,50	0,00	14 916 258,50	0,00

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 011	Charges à caractère général	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	80 068,24	0,00	80 068,24	0,00
total chapitre 66	Charges financières	80 100,00	80 068,24	0,00	80 068,24	31,76
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**130 100,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**50 031,76**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*	*0,00*	*14 916 258,50*	*0,00*	*14 916 258,50*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*14 916 258,50*	*14 916 258,50*	*0,00*	*14 916 258,50*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***14 916 258,50***	***14 916 258,50***	***0,00***	***14 916 258,50***	***0,00***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**15 046 358,50**	**14 996 326,74**	**0,00**	**14 996 326,74**	**50 031,76**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**15 046 358,50**	**14 996 326,74**	**0,00**	**14 996 326,74**	**50 031,76**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757368	Autres	0,00	80 068,24	0,00	80 068,24	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	80 100,00	80 068,24	0,00	80 068,24	31,76
Total des recettes de gestion des services		**130 100,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**50 031,76**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**130 100,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**50 031,76**
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*	*0,00*	*14 221 458,24*	*0,00*	*14 221 458,24*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*14 221 458,24*	*14 221 458,24*	*0,00*	*14 221 458,24*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***14 221 458,24***	***14 221 458,24***	***0,00***	***14 221 458,24***	***0,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**14 351 558,24**	**14 301 526,48**	**0,00**	**14 301 526,48**	**50 031,76**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**694 800,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**15 046 358,50**	**14 301 526,48**	**0,00**	**14 301 526,48**	**744 832,02**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		14 221 458,24	0,00	14 221 458,24	14 916 258,50
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		0,00	0,00	0,00	775 908,50
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		294 800,00	0,00	294 800,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**14 516 258,24**	**0,00**	**14 516 258,24**	**15 692 167,00**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,26	0,00	0,26	0,26
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**14 516 258,50**	**0,00**	**14 516 258,50**	**15 692 167,26**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		694 800,26	0,00
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-694 800,26	694 800,26
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**0,00**	**694 800,26**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		7 163 118,50	7 363 118,50
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		7 353 140,00	7 353 140,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**14 516 258,50**	**14 716 258,50**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	281 108,50
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**0,00**	**281 108,50**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**14 516 258,50**	**14 997 367,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**14 516 258,50**	**15 692 167,26**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		0,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		0,00	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		80 068,24	775 908,50	-695 840,26
Production stockée et immobilisée		-694 800,26	0,00	-694 800,26
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**-614 732,02**	**775 908,50**	**-1 390 640,52**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		0,00	0,00	0,00
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**-614 732,02**	**775 908,50**	**-1 390 640,52**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		80 068,24	81 108,24	-1 040,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**80 068,24**	**81 108,24**	**-1 040,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-80 068,24**	**-81 108,24**	**1 040,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		-694 800,26	694 800,26	-1 389 600,52

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	0,00	0,00	694 800,26	0,00	0,00	0,00	694 800,26	0,00	694 800,26
	Sous Total compte 11	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**694 800,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**694 800,26**	**0,00**	**694 800,26**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	694 800,26	694 800,26	0,00	0,00	0,00	694 800,26	694 800,26	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**694 800,26**	**694 800,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**694 800,26**	**694 800,26**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	7 363 118,50	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	7 363 118,50	0,00	7 163 118,50
	Sous Total compte 164	**0,00**	**7 363 118,50**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**7 363 118,50**	**0,00**	**7 163 118,50**
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	175 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 140,00	0,00	175 140,00
	Sous Total compte 167	**0,00**	**175 140,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**175 140,00**	**0,00**	**175 140,00**
168751	GFP de rattachement	0,00	7 178 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 178 000,00	0,00	7 178 000,00
	Sous Total compte 16875	**0,00**	**7 178 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 178 000,00**	**0,00**	**7 178 000,00**
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**7 178 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 178 000,00**	**0,00**	**7 178 000,00**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**7 178 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 178 000,00**	**0,00**	**7 178 000,00**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**14 716 258,50**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**14 716 258,50**	**0,00**	**14 516 258,50**
	Total classe 1	**0,00**	**15 411 058,76**	**694 800,26**	**694 800,26**	**200 000,00**	**0,00**	**894 800,26**	**16 105 859,02**	**0,00**	**15 211 058,76**
3555	Terrains aménagés	14 916 258,50	0,00	0,00	0,00	14 221 458,24	14 916 258,50	29 137 716,74	14 916 258,50	14 221 458,24	0,00
	Sous Total compte 355	**14 916 258,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 221 458,24**	**14 916 258,50**	**29 137 716,74**	**14 916 258,50**	**14 221 458,24**	**0,00**
	Sous Total compte 35	**14 916 258,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 221 458,24**	**14 916 258,50**	**29 137 716,74**	**14 916 258,50**	**14 221 458,24**	**0,00**
	Total classe 3	**14 916 258,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 221 458,24**	**14 916 258,50**	**29 137 716,74**	**14 916 258,50**	**14 221 458,24**	**0,00**
44382	Recettes - Amiable	775 908,50	0,00	0,00	775 908,50	0,00	0,00	775 908,50	775 908,50	0,00	0,00
44386	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	775 908,50	775 908,50	0,00	0,00	775 908,50	775 908,50	0,00	0,00
	Sous Total compte 4438	**775 908,50**	**0,00**	**775 908,50**	**1 551 817,00**	**0,00**	**0,00**	**1 551 817,00**	**1 551 817,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 443	**775 908,50**	**0,00**	**775 908,50**	**1 551 817,00**	**0,00**	**0,00**	**1 551 817,00**	**1 551 817,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**775 908,50**	**0,00**	**775 908,50**	**1 551 817,00**	**0,00**	**0,00**	**1 551 817,00**	**1 551 817,00**	**0,00**	**0,00**
451008	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	281 108,50	855 976,74	280 068,24	0,00	0,00	855 976,74	561 176,74	294 800,00	0,00
	Sous Total compte 451	**0,00**	**281 108,50**	**855 976,74**	**280 068,24**	**0,00**	**0,00**	**855 976,74**	**561 176,74**	**294 800,00**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**281 108,50**	**855 976,74**	**280 068,24**	**0,00**	**0,00**	**855 976,74**	**561 176,74**	**294 800,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - Amiable	0,00	0,00	80 068,24	80 068,24	0,00	0,00	80 068,24	80 068,24	0,00	0,00
	Sous Total compte 4672	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**80 068,24**	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**80 068,24**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**80 068,24**	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**80 068,24**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**80 068,24**	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**80 068,24**	**0,00**	**0,00**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	280 068,24	280 068,24	0,00	0,00	280 068,24	280 068,24	0,00	0,00
	Sous Total compte 4721	**0,00**	**0,00**	**280 068,24**	**280 068,24**	**0,00**	**0,00**	**280 068,24**	**280 068,24**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**280 068,24**	**280 068,24**	**0,00**	**0,00**	**280 068,24**	**280 068,24**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,26	0,00	0,26	0,00
	Sous Total compte 478	**0,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,26**	**0,00**	**0,26**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,26**	**0,00**	**280 068,24**	**280 068,24**	**0,00**	**0,00**	**280 068,50**	**280 068,24**	**0,26**	**0,00**
	Total classe 4	**775 908,76**	**281 108,50**	**1 992 021,72**	**2 192 021,72**	**0,00**	**0,00**	**2 767 930,48**	**2 473 130,22**	**294 800,26**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	29 137 716,74	29 137 716,74	0,00	0,00	29 137 716,74	29 137 716,74	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**29 137 716,74**	**29 137 716,74**	**0,00**	**0,00**	**29 137 716,74**	**29 137 716,74**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**29 137 716,74**	**29 137 716,74**	**0,00**	**0,00**	**29 137 716,74**	**29 137 716,74**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	80 068,24	0,00	80 068,24	0,00	80 068,24	0,00
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**
71355	Variation des stocks de terrains aménagé	0,00	0,00	0,00	0,00	14 916 258,50	14 221 458,24	14 916 258,50	14 221 458,24	694 800,26	0,00
	Sous Total compte 7135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 916 258,50**	**14 221 458,24**	**14 916 258,50**	**14 221 458,24**	**694 800,26**	**0,00**
	Sous Total compte 713	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 916 258,50**	**14 221 458,24**	**14 916 258,50**	**14 221 458,24**	**694 800,26**	**0,00**
	Sous Total compte 71	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 916 258,50**	**14 221 458,24**	**14 916 258,50**	**14 221 458,24**	**694 800,26**	**0,00**
757368	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 068,24	0,00	80 068,24	0,00	80 068,24
	Sous Total compte 75736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**
	Sous Total compte 7573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**
	Sous Total compte 757	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**	**0,00**	**80 068,24**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 916 258,50**	**14 301 526,48**	**14 916 258,50**	**14 301 526,48**	**694 800,26**	**80 068,24**
	Total général	**15 692 167,26**	**15 692 167,26**	**31 824 538,72**	**32 024 538,72**	**29 417 784,98**	**29 217 784,98**	**76 934 490,96**	**76 934 490,96**	**15 291 127,00**	**15 291 127,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**12 000 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					12 000 000,00									
2016-01 MON521689EUR DO	SFIL CAFFIL	23/11/2016	21/12/2016	01/04/2017	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	0,520	EUR	T	C	O	A-1
2017-04 108516G DO	CAISSE D'EPARGNE	23/10/2017	15/01/2018	25/04/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	1,140	EUR	X	F	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**12 000 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**7 163 118,50**					**200 000,00**	**80 068,24**	**0,00**	**14 426,07**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		7 163 118,50					200 000,00	80 068,24	0,00	14 426,07
2016-01 MON521689EUR DO	N	0,00	A-1	250 000,00	1,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	200 000,00	1 950,00	0,00	321,39
2017-04 108516G DO	N	0,00	A-1	6 913 118,50	7,07	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	0,00	78 118,24	0,00	14 104,68
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**7 163 118,50**					**200 000,00**	**80 068,24**	**0,00**	**14 426,07**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	7 163 118,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS — B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80

%) présent la moitié de l’année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d’emploi existant.

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-200 000,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-200 000,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-200 000,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-200 000,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**494 800,26**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**-494 800,26**	**-200 000,00**	**0,00**	**-200 000,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-200 000,00**			**-200 000,00**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-200 000,00**			**-200 000,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-400 000,00**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**494 800,26**	**I**	**200 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**494 800,26**		**200 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	200 000,00		200 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	294 800,26		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs) (1)	AP votées dans l'année (2)	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (3)	Flux d'AP affectées dans l'année (4) = (1) + (2) - (3)	AP affectées annulées (5)	Stock d'AP affectées restant à financer (6) = (4) - (5)	CP mandatés au budget de l'année N	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7 — D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 28/05/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2025	au 28/05/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 29/05/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 01/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL

Numéro SIRET : 20006711400187

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE D'AUXERRE

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : AERO PARC (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 23
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25
D1 - Dépenses de fonctionnement 26
D2 - Recettes de fonctionnement 28

III - Etats financiers

A - Bilan 30
B - Compte de résultat 34
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 37
D - Balance des comptes 38

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 40
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 42
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 44

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 46
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 47
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 51
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 53
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 54
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 56
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 57
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 58
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 59
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 60
B3 - Etat des provisions 61
B4 - Etat des charges transférées 63
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 64
B6 - Prêts 65
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 66
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 67
B7.3 - Etat des emprunts garantis 68
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 69
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 70
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 71
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 72
B7.8 - Autres engagements donnés 73

B7.9 - Autres engagements reçus 74
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 75
B9 - Etat du personnel 76
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 79
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 80
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 81

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 82
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 83
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 84
C2.1 - Situation des AP 86
C2.2 - Situation des AE 87

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 88
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 95

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 102
D2 - Gestion des fonds européens 103
D3 - Actions de formation des élus 104
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 105
D5 - Identification des flux croisés 106
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 107
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 108
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 110
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 111
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 112
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 113
E - État des Contrôles du Compte Financier 114

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 115

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71465

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	464.25

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.15
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	852 810,00	840 905,00	1 693 715,00
	Recettes réalisées (1)	B	11 905,00	22 335,00	34 240,00
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	840 905,00	840 905,00	1 681 810,00
	Dépenses réalisées (1)	E	22 335,00	22 335,00	44 670,00
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-10 430,00	0,00	-10 430,00
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-11 905,00	0,00	-11 905,00
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-22 335,00	0,00	-22 335,00
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-22 335,00	0,00	-22 335,00

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
AUXR AERO PARC CA AUXERROIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-11 905,00	0,00	-10 430,00	0,00	-22 335,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	-11 905,00	0,00	-10 430,00	0,00	-22 335,00
TOTAL II	**-11 905,00**	**0,00**	**-10 430,00**	**0,00**	**-22 335,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**-11 905,00**	**0,00**	**-10 430,00**	**0,00**	**-22 335,00**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS — B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	22,34
Créances	4,47
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**26,80**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**26,80**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	0,00
Report à nouveau	0,00
Résultat de l'exercice	0,00
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**0,00**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Dettes financières et autres emprunts	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0,00
Autres dettes non financières	26,80
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**26,80**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**26,80**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**26,80**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée	10,43	11,91
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**10,43**	**11,91**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	10,43	11,91
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**10,43**	**11,91**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**0,00**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**0,00**	**0,00**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N | F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*840 905,00*	*22 335,00*	*2,66*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**840 905,00**	**22 335,00**	**2,66**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**840 905,00**	**22 335,00**	**2,66**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**11 905,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**852 810,00**	**22 335,00**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	840 905,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**840 905,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*11 905,00*	*11 905,00*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**11 905,00**	**11 905,00**	**100,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**852 810,00**	**11 905,00**	**1,40**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**852 810,00**	**11 905,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	829 000,00	10 430,00	0,00	10 430,00	1,26	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**829 000,00**	**10 430,00**	**0,00**	**10 430,00**	**1,26**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**829 000,00**	**10 430,00**	**0,00**	**10 430,00**	**1,26**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*11 905,00*	*11 905,00*	*0,00*	*11 905,00*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**11 905,00**	**11 905,00**	**0,00**	**11 905,00**	**100,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**840 905,00**	**22 335,00**	**0,00**	**22 335,00**	**2,66**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**840 905,00**	**22 335,00**	**0,00**	**22 335,00**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*840 905,00*	*22 335,00*	*0,00*	*22 335,00*	*2,66*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**840 905,00**	**22 335,00**	**0,00**	**22 335,00**	**2,66**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**840 905,00**	**22 335,00**	**0,00**	**22 335,00**	**2,66**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**840 905,00**	**22 335,00**	**0,00**	**22 335,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
3351	*Terrains*	*0,00*	*9 930,00*	*0,00*	*9 930,00*	*0,00*
3354	*Études et prestations de services*	*0,00*	*12 405,00*	*0,00*	*12 405,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*840 905,00*	*22 335,00*	*0,00*	*22 335,00*	*818 570,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre en investissement		***840 905,00***	***22 335,00***	***0,00***	***22 335,00***	***818 570,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**840 905,00**	**22 335,00**	**0,00**	**22 335,00**	**818 570,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**11 905,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**852 810,00**	**22 335,00**	**0,00**	**22 335,00**	**830 475,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	840 905,00	0,00	0,00	0,00	840 905,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**840 905,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**840 905,00**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
3354	*Études et prestations de services*	*0,00*	*11 905,00*	*0,00*	*11 905,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*11 905,00*	*11 905,00*	*0,00*	*11 905,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***11 905,00***	***11 905,00***	***0,00***	***11 905,00***	***0,00***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**852 810,00**	**11 905,00**	**0,00**	**11 905,00**	**840 905,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		852 810,00	11 905,00	0,00	11 905,00	840 905,00

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6015	Terrains à aménager	0,00	9 930,00	0,00	9 930,00	0,00
6045	Achats d'études et de prestations de services (terrains à aménager)	0,00	500,00	0,00	500,00	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	829 000,00	10 430,00	0,00	10 430,00	818 570,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**829 000,00**	**10 430,00**	**0,00**	**10 430,00**	**818 570,00**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**829 000,00**	**10 430,00**	**0,00**	**10 430,00**	**818 570,00**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*	*0,00*	*11 905,00*	*0,00*	*11 905,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*11 905,00*	*11 905,00*	*0,00*	*11 905,00*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***11 905,00***	***11 905,00***	***0,00***	***11 905,00***	***0,00***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**840 905,00**	**22 335,00**	**0,00**	**22 335,00**	**818 570,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat de fonctionnement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section de fonctionnement		840 905,00	22 335,00	0,00	22 335,00	818 570,00

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*	*0,00*	*22 335,00*	*0,00*	*22 335,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*840 905,00*	*22 335,00*	*0,00*	*22 335,00*	*818 570,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***840 905,00***	***22 335,00***	***0,00***	***22 335,00***	***818 570,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**840 905,00**	**22 335,00**	**0,00**	**22 335,00**	**818 570,00**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**840 905,00**	**22 335,00**	**0,00**	**22 335,00**	**818 570,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		22 335,00	0,00	22 335,00	11 905,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		4 467,00	0,00	4 467,00	2 381,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**26 802,00**	**0,00**	**26 802,00**	**14 286,00**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**26 802,00**	**0,00**	**26 802,00**	**14 286,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		0,00	0,00
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		0,00	0,00
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**0,00**	**0,00**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		0,00	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**0,00**	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		26 802,00	14 286,00
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**26 802,00**	**14 286,00**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**26 802,00**	**14 286,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**26 802,00**	**14 286,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		0,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		0,00	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		0,00	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée		10 430,00	11 905,00	-1 475,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**10 430,00**	**11 905,00**	**-1 475,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		10 430,00	11 905,00	-1 475,00
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**10 430,00**	**11 905,00**	**-1 475,00**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
3351	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	9 930,00	0,00	9 930,00	0,00	9 930,00	0,00
3354	Études et prestations de services	11 905,00	0,00	0,00	0,00	12 405,00	11 905,00	24 310,00	11 905,00	12 405,00	0,00
	Sous Total compte 335	**11 905,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 335,00**	**11 905,00**	**34 240,00**	**11 905,00**	**22 335,00**	**0,00**
	Sous Total compte 33	**11 905,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 335,00**	**11 905,00**	**34 240,00**	**11 905,00**	**22 335,00**	**0,00**
	Total classe 3	**11 905,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 335,00**	**11 905,00**	**34 240,00**	**11 905,00**	**22 335,00**	**0,00**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	12 516,00	12 516,00	0,00	0,00	12 516,00	12 516,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**12 516,00**	**12 516,00**	**0,00**	**0,00**	**12 516,00**	**12 516,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 40	**0,00**	**0,00**	**12 516,00**	**12 516,00**	**0,00**	**0,00**	**12 516,00**	**12 516,00**	**0,00**	**0,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services	0,00	0,00	2 086,00	2 086,00	0,00	0,00	2 086,00	2 086,00	0,00	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	2 381,00	0,00	12 002,00	9 916,00	0,00	0,00	14 383,00	9 916,00	4 467,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**2 381,00**	**0,00**	**14 088,00**	**12 002,00**	**0,00**	**0,00**	**16 469,00**	**12 002,00**	**4 467,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**2 381,00**	**0,00**	**14 088,00**	**12 002,00**	**0,00**	**0,00**	**16 469,00**	**12 002,00**	**4 467,00**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**2 381,00**	**0,00**	**14 088,00**	**12 002,00**	**0,00**	**0,00**	**16 469,00**	**12 002,00**	**4 467,00**	**0,00**
451014	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	14 286,00	775 908,50	788 424,50	0,00	0,00	775 908,50	802 710,50	0,00	26 802,00
	Sous Total compte 451	**0,00**	**14 286,00**	**775 908,50**	**788 424,50**	**0,00**	**0,00**	**775 908,50**	**802 710,50**	**0,00**	**26 802,00**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**14 286,00**	**775 908,50**	**788 424,50**	**0,00**	**0,00**	**775 908,50**	**802 710,50**	**0,00**	**26 802,00**
47134	Subventions	0,00	0,00	775 908,50	775 908,50	0,00	0,00	775 908,50	775 908,50	0,00	0,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**775 908,50**	**775 908,50**	**0,00**	**0,00**	**775 908,50**	**775 908,50**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 471	**0,00**	**0,00**	**775 908,50**	**775 908,50**	**0,00**	**0,00**	**775 908,50**	**775 908,50**	**0,00**	**0,00**
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	775 908,50	775 908,50	0,00	0,00	775 908,50	775 908,50	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**775 908,50**	**775 908,50**	**0,00**	**0,00**	**775 908,50**	**775 908,50**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	**D**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 47	**0,00**	**0,00**	**1 551 817,00**	**1 551 817,00**	**0,00**	**0,00**	**1 551 817,00**	**1 551 817,00**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 4	**2 381,00**	**14 286,00**	**2 354 329,50**	**2 364 759,50**	**0,00**	**0,00**	**2 356 710,50**	**2 379 045,50**	**4 467,00**	**26 802,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	34 240,00	34 240,00	0,00	0,00	34 240,00	34 240,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**34 240,00**	**34 240,00**	**0,00**	**0,00**	**34 240,00**	**34 240,00**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**34 240,00**	**34 240,00**	**0,00**	**0,00**	**34 240,00**	**34 240,00**	**0,00**	**0,00**
6015	Terrains à aménager	0,00	0,00	0,00	0,00	9 930,00	0,00	9 930,00	0,00	9 930,00	0,00
	Sous Total compte 601	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 930,00**	**0,00**	**9 930,00**	**0,00**	**9 930,00**	**0,00**
6045	Achats d'études et de prestations de ser	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00	0,00	500,00	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500,00**	**0,00**	**500,00**	**0,00**	**500,00**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 430,00**	**0,00**	**10 430,00**	**0,00**	**10 430,00**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 430,00**	**0,00**	**10 430,00**	**0,00**	**10 430,00**	**0,00**
7133	Variation des en-cours de production de	0,00	0,00	0,00	0,00	11 905,00	22 335,00	11 905,00	22 335,00	0,00	10 430,00
	Sous Total compte 713	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 905,00**	**22 335,00**	**11 905,00**	**22 335,00**	**0,00**	**10 430,00**
	Sous Total compte 71	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 905,00**	**22 335,00**	**11 905,00**	**22 335,00**	**0,00**	**10 430,00**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 905,00**	**22 335,00**	**11 905,00**	**22 335,00**	**0,00**	**10 430,00**
	Total général	**14 286,00**	**14 286,00**	**2 388 569,50**	**2 398 999,50**	**44 670,00**	**34 240,00**	**2 447 525,50**	**2 447 525,50**	**37 232,00**	**37 232,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n’est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l’année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS — B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80

%) présent la moitié de l’année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d’emploi existant.

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Lieu de mise à disposition (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-11 905,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-11 905,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-11 905,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-11 905,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-11 905,00**			**-11 905,00**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-11 905,00**			**-11 905,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-11 905,00**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs) (1)	AP votées dans l'année (2)	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (3)	Flux d'AP affectées dans l'année (4) = (1) + (2) - (3)	AP affectées annulées (5)	Stock d'AP affectées restant à financer (6) = (4) - (5)	CP mandatés au budget de l'année N	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7 — D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 28/05/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2025	au 28/05/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 29/05/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 01/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL

Numéro SIRET : 20006711400179

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE D'AUXERRE

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : ECO-POLE ZAE VENOY (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 23
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25
D1 - Dépenses de fonctionnement 26
D2 - Recettes de fonctionnement 28

III - Etats financiers

A - Bilan 30
B - Compte de résultat 34
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 37
D - Balance des comptes 38

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 42
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 44
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 46

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 48
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 49
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 53
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 55
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 56
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 58
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 59
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 60
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 61
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 62
B3 - Etat des provisions 63
B4 - Etat des charges transférées 65
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 66
B6 - Prêts 67
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 68
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 69
B7.3 - Etat des emprunts garantis 70
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 71
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 72
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 73
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 74
B7.8 - Autres engagements donnés 75

B7.9 - Autres engagements reçus 76
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 77
B9 - Etat du personnel 78
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 81
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 82
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 83

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 84
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 85
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 86
C2.1 - Situation des AP 88
C2.2 - Situation des AE 89

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 90
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 97

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 104
D2 - Gestion des fonds européens 105
D3 - Actions de formation des élus 106
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 107
D5 - Identification des flux croisés 108
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 109
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 110
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 112
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 113
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 114
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 115
E - État des Contrôles du Compte Financier 116

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 117

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71465

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	464.25

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.48
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2.26
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	27.99
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	21.07
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	78.93
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	78.93
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	1239.03
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	1569.74

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	5 065 573,17	3 417 099,92	8 482 673,09
	Recettes réalisées (1)	B	3 820 889,92	1 865 104,58	5 685 994,50
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	3 244 683,25	3 417 099,92	6 661 783,17
	Dépenses réalisées (1)	E	1 693 480,58	1 865 104,58	3 558 585,16
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	2 127 409,34	0,00	2 127 409,34
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-1 820 889,92	0,00	-1 820 889,92
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	306 519,42	0,00	306 519,42
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	306 519,42	0,00	306 519,42

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ECOPOLE ZAE VENOY CA AUXERROIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-1 820 889,92	0,00	2 127 409,34	0,00	306 519,42
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	-1 820 889,92	0,00	2 127 409,34	0,00	306 519,42
TOTAL II	**-1 820 889,92**	**0,00**	**2 127 409,34**	**0,00**	**306 519,42**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**-1 820 889,92**	**0,00**	**2 127 409,34**	**0,00**	**306 519,42**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

I

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS — B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	1 693,48
Créances	306,52
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**2 000,00**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**2 000,00**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	0,00
Report à nouveau	0,00
Résultat de l'exercice	0,00
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**0,00**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	2 000,00
Dettes financières et autres emprunts	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**2 000,00**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0,00
Autres dettes non financières	0,00
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**0,00**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**2 000,00**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**2 000,00**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	161,42	0,01
Production stockée et immobilisée	-127,41	313,33
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**34,01**	**313,34**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	34,01	313,34
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**34,01**	**313,34**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**0,00**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**10,21**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**10,21**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**0,00**	**0,00**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*3 244 683,25*	*1 693 480,58*	*52,19*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**3 244 683,25**	**1 693 480,58**	**52,19**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**3 244 683,25**	**1 693 480,58**	**52,19**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**1 820 889,92**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**5 065 573,17**	**1 693 480,58**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 244 683,25	2 000 000,00	61,64	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**3 244 683,25**	**2 000 000,00**	**61,64**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 820 889,92*	*1 820 889,92*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**1 820 889,92**	**1 820 889,92**	**100,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**5 065 573,17**	**3 820 889,92**	**75,43**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**5 065 573,17**	**3 820 889,92**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	1 574 210,00	23 800,00	0,00	23 800,00	1,51	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 574 210,00**	**23 800,00**	**0,00**	**23 800,00**	**1,51**	**0,00**
66	Charges financières	11 000,00	10 207,33	0,00	10 207,33	92,79	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**1 585 210,00**	**34 007,33**	**0,00**	**34 007,33**	**2,15**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 820 889,92*	*1 820 889,92*	*0,00*	*1 820 889,92*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*11 000,00*	*10 207,33*	*0,00*	*10 207,33*	*92,79*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**1 831 889,92**	**1 831 097,25**	**0,00**	**1 831 097,25**	**99,96**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**3 417 099,92**	**1 865 104,58**	**0,00**	**1 865 104,58**	**54,58**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**3 417 099,92**	**1 865 104,58**	**0,00**	**1 865 104,58**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	161 416,67	161 416,67	0,00	161 416,67	100,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**161 416,67**	**161 416,67**	**0,00**	**161 416,67**	**100,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*3 244 683,25*	*1 693 480,58*	*0,00*	*1 693 480,58*	*52,19*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*11 000,00*	*10 207,33*	*0,00*	*10 207,33*	*92,79*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**3 255 683,25**	**1 703 687,91**	**0,00**	**1 703 687,91**	**52,33**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**3 417 099,92**	**1 865 104,58**	**0,00**	**1 865 104,58**	**54,58**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**3 417 099,92**	**1 865 104,58**	**0,00**	**1 865 104,58**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
3351	*Terrains*	*0,00*	*1 495 395,30*	*0,00*	*1 495 395,30*	*0,00*
3354	*Études et prestations de services*	*0,00*	*154 857,70*	*0,00*	*154 857,70*	*0,00*
3355	*Travaux*	*0,00*	*28 670,25*	*0,00*	*28 670,25*	*0,00*
33581	*Frais accessoires*	*0,00*	*4 350,00*	*0,00*	*4 350,00*	*0,00*
33586	*Frais financiers*	*0,00*	*10 207,33*	*0,00*	*10 207,33*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*3 244 683,25*	*1 693 480,58*	*0,00*	*1 693 480,58*	*1 551 202,67*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***3 244 683,25***	***1 693 480,58***	***0,00***	***1 693 480,58***	***1 551 202,67***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**3 244 683,25**	**1 693 480,58**	**0,00**	**1 693 480,58**	**1 551 202,67**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**1 820 889,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**5 065 573,17**	**1 693 480,58**	**0,00**	**1 693 480,58**	**3 372 092,59**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	3 244 683,25	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	1 244 683,25
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**3 244 683,25**	**2 000 000,00**	**0,00**	**2 000 000,00**	**1 244 683,25**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
3351	*Terrains*	*0,00*	*1 656 811,97*	*0,00*	*1 656 811,97*	*0,00*
3354	*Études et prestations de services*	*0,00*	*135 407,70*	*0,00*	*135 407,70*	*0,00*
3355	*Travaux*	*0,00*	*28 670,25*	*0,00*	*28 670,25*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 820 889,92*	*1 820 889,92*	*0,00*	*1 820 889,92*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'ordre en investissement		***1 820 889,92***	***1 820 889,92***	***0,00***	***1 820 889,92***	***0,00***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**5 065 573,17**	**3 820 889,92**	**0,00**	**3 820 889,92**	**1 244 683,25**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**5 065 573,17**	**3 820 889,92**	**0,00**	**3 820 889,92**	**1 244 683,25**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D’EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6045	Achats d'études et de prestations de services (terrains à aménager)	0,00	19 450,00	0,00	19 450,00	0,00
608	Frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement	0,00	2 350,00	0,00	2 350,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	1 574 210,00	23 800,00	0,00	23 800,00	1 550 410,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 574 210,00**	**23 800,00**	**0,00**	**23 800,00**	**1 550 410,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	10 207,33	0,00	10 207,33	0,00
total chapitre 66	Charges financières	11 000,00	10 207,33	0,00	10 207,33	792,67
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**1 585 210,00**	**34 007,33**	**0,00**	**34 007,33**	**1 551 202,67**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*	*0,00*	*1 820 889,92*	*0,00*	*1 820 889,92*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 820 889,92*	*1 820 889,92*	*0,00*	*1 820 889,92*	*0,00*
608	*Frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement*	*0,00*	*10 207,33*	*0,00*	*10 207,33*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*11 000,00*	*10 207,33*	*0,00*	*10 207,33*	*792,67*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 831 889,92***	***1 831 097,25***	***0,00***	***1 831 097,25***	***792,67***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**3 417 099,92**	**1 865 104,58**	**0,00**	**1 865 104,58**	**1 551 995,34**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**3 417 099,92**	**1 865 104,58**	**0,00**	**1 865 104,58**	**1 551 995,34**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	161 416,67	0,00	161 416,67	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	161 416,67	161 416,67	0,00	161 416,67	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**161 416,67**	**161 416,67**	**0,00**	**161 416,67**	**0,00**
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*	*0,00*	*1 693 480,58*	*0,00*	*1 693 480,58*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 244 683,25*	*1 693 480,58*	*0,00*	*1 693 480,58*	*1 551 202,67*
796	*Transferts de charges financières*	*0,00*	*10 207,33*	*0,00*	*10 207,33*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*11 000,00*	*10 207,33*	*0,00*	*10 207,33*	*792,67*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***3 255 683,25***	***1 703 687,91***	***0,00***	***1 703 687,91***	***1 551 995,34***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**3 417 099,92**	**1 865 104,58**	**0,00**	**1 865 104,58**	**1 551 995,34**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat de fonctionnement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section de fonctionnement		3 417 099,92	1 865 104,58	0,00	1 865 104,58	1 551 995,34

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		1 693 480,58	0,00	1 693 480,58	1 820 889,92
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		3 454,00	0,00	3 454,00	47 749,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		303 066,38	0,00	303 066,38	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**2 000 000,96**	**0,00**	**2 000 000,96**	**1 868 638,92**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**2 000 000,96**	**0,00**	**2 000 000,96**	**1 868 638,92**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		0,00	0,00
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		0,00	0,00
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**0,00**	**0,00**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		2 000 000,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		0,00	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**2 000 000,00**	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	1 868 638,29
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**0,00**	**1 868 638,29**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**2 000 000,00**	**1 868 638,29**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,96	0,63
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**2 000 000,96**	**1 868 638,92**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		0,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		0,00	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		161 416,67	8,91	161 407,76
Production stockée et immobilisée		-127 409,34	313 331,20	-440 740,54
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**34 007,33**	**313 340,11**	**-279 332,78**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		34 007,33	313 340,11	-279 332,78
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**34 007,33**	**313 340,11**	**-279 332,78**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		10 207,33	0,00	10 207,33
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**10 207,33**	**0,00**	**10 207,33**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		10 207,33	0,00	10 207,33
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**10 207,33**	**0,00**	**10 207,33**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00
	Sous Total compte 164	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**2 000 000,00**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**2 000 000,00**
	Total classe 1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**2 000 000,00**
3351	Terrains	1 656 811,97	0,00	0,00	0,00	1 495 395,30	1 656 811,97	3 152 207,27	1 656 811,97	1 495 395,30	0,00
3354	Études et prestations de services	135 407,70	0,00	0,00	0,00	154 857,70	135 407,70	290 265,40	135 407,70	154 857,70	0,00
3355	Travaux	28 670,25	0,00	0,00	0,00	28 670,25	28 670,25	57 340,50	28 670,25	28 670,25	0,00
33581	Frais accessoires	0,00	0,00	0,00	0,00	4 350,00	0,00	4 350,00	0,00	4 350,00	0,00
33586	Frais financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	10 207,33	0,00	10 207,33	0,00	10 207,33	0,00
	Sous Total compte 3358	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 557,33**	**0,00**	**14 557,33**	**0,00**	**14 557,33**	**0,00**
	Sous Total compte 335	**1 820 889,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 693 480,58**	**1 820 889,92**	**3 514 370,50**	**1 820 889,92**	**1 693 480,58**	**0,00**
	Sous Total compte 33	**1 820 889,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 693 480,58**	**1 820 889,92**	**3 514 370,50**	**1 820 889,92**	**1 693 480,58**	**0,00**
	Total classe 3	**1 820 889,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 693 480,58**	**1 820 889,92**	**3 514 370,50**	**1 820 889,92**	**1 693 480,58**	**0,00**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	27 690,00	27 690,00	0,00	0,00	27 690,00	27 690,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**27 690,00**	**27 690,00**	**0,00**	**0,00**	**27 690,00**	**27 690,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 40	**0,00**	**0,00**	**27 690,00**	**27 690,00**	**0,00**	**0,00**	**27 690,00**	**27 690,00**	**0,00**	**0,00**
44551	T.V.A. à décaisser	0,00	0,00	31 847,00	31 847,00	0,00	0,00	31 847,00	31 847,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**31 847,00**	**31 847,00**	**0,00**	**0,00**	**31 847,00**	**31 847,00**	**0,00**	**0,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services	0,00	0,00	4 326,00	4 326,00	0,00	0,00	4 326,00	4 326,00	0,00	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	47 749,00	0,00	6 908,00	51 203,00	0,00	0,00	54 657,00	51 203,00	3 454,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**47 749,00**	**0,00**	**11 234,00**	**55 529,00**	**0,00**	**0,00**	**58 983,00**	**55 529,00**	**3 454,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44571	T.V.A. collectée	0,00	0,00	32 283,33	32 283,33	0,00	0,00	32 283,33	32 283,33	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**32 283,33**	**32 283,33**	**0,00**	**0,00**	**32 283,33**	**32 283,33**	**0,00**	**0,00**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	0,00	0,00	47 749,00	47 749,00	0,00	0,00	47 749,00	47 749,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4458	**0,00**	**0,00**	**47 749,00**	**47 749,00**	**0,00**	**0,00**	**47 749,00**	**47 749,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**47 749,00**	**0,00**	**123 113,33**	**167 408,33**	**0,00**	**0,00**	**170 862,33**	**167 408,33**	**3 454,00**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**47 749,00**	**0,00**	**123 113,33**	**167 408,33**	**0,00**	**0,00**	**170 862,33**	**167 408,33**	**3 454,00**	**0,00**
451007	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	1 868 638,29	2 239 449,00	67 744,33	0,00	0,00	2 239 449,00	1 936 382,62	303 066,38	0,00
	Sous Total compte 451	**0,00**	**1 868 638,29**	**2 239 449,00**	**67 744,33**	**0,00**	**0,00**	**2 239 449,00**	**1 936 382,62**	**303 066,38**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**1 868 638,29**	**2 239 449,00**	**67 744,33**	**0,00**	**0,00**	**2 239 449,00**	**1 936 382,62**	**303 066,38**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - Amiable	0,00	0,00	387 400,00	387 400,00	0,00	0,00	387 400,00	387 400,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4672	**0,00**	**0,00**	**387 400,00**	**387 400,00**	**0,00**	**0,00**	**387 400,00**	**387 400,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**0,00**	**0,00**	**387 400,00**	**387 400,00**	**0,00**	**0,00**	**387 400,00**	**387 400,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**0,00**	**0,00**	**387 400,00**	**387 400,00**	**0,00**	**0,00**	**387 400,00**	**387 400,00**	**0,00**	**0,00**
47133	Fonds d'emprunt	0,00	0,00	3 998 000,00	3 998 000,00	0,00	0,00	3 998 000,00	3 998 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**3 998 000,00**	**3 998 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 998 000,00**	**3 998 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 471	**0,00**	**0,00**	**3 998 000,00**	**3 998 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 998 000,00**	**3 998 000,00**	**0,00**	**0,00**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	10 207,33	10 207,33	0,00	0,00	10 207,33	10 207,33	0,00	0,00
	Sous Total compte 4721	**0,00**	**0,00**	**10 207,33**	**10 207,33**	**0,00**	**0,00**	**10 207,33**	**10 207,33**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**10 207,33**	**10 207,33**	**0,00**	**0,00**	**10 207,33**	**10 207,33**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,63	0,00	0,33	0,00	0,00	0,00	0,96	0,00	0,96
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,63**	**0,00**	**0,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,96**	**0,00**	**0,96**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**0,63**	**4 008 207,33**	**4 008 207,66**	**0,00**	**0,00**	**4 008 207,33**	**4 008 208,29**	**0,00**	**0,96**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 4	**47 749,00**	**1 868 638,92**	**6 785 859,66**	**4 658 450,32**	**0,00**	**0,00**	**6 833 608,66**	**6 527 089,24**	**306 520,38**	**0,96**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	3 524 577,83	3 524 577,83	0,00	0,00	3 524 577,83	3 524 577,83	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**3 524 577,83**	**3 524 577,83**	**0,00**	**0,00**	**3 524 577,83**	**3 524 577,83**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**3 524 577,83**	**3 524 577,83**	**0,00**	**0,00**	**3 524 577,83**	**3 524 577,83**	**0,00**	**0,00**
6045	Achats d'études et de prestations de ser	0,00	0,00	0,00	0,00	19 450,00	0,00	19 450,00	0,00	19 450,00	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 450,00**	**0,00**	**19 450,00**	**0,00**	**19 450,00**	**0,00**
608	Frais accessoires sur terrains en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	12 557,33	0,00	12 557,33	0,00	12 557,33	0,00
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 007,33**	**0,00**	**32 007,33**	**0,00**	**32 007,33**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	10 207,33	0,00	10 207,33	0,00	10 207,33	0,00
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 207,33**	**0,00**	**10 207,33**	**0,00**	**10 207,33**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 207,33**	**0,00**	**10 207,33**	**0,00**	**10 207,33**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 207,33**	**0,00**	**10 207,33**	**0,00**	**10 207,33**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 214,66**	**0,00**	**44 214,66**	**0,00**	**44 214,66**	**0,00**
7133	Variation des en-cours de production de	0,00	0,00	0,00	0,00	1 820 889,92	1 693 480,58	1 820 889,92	1 693 480,58	127 409,34	0,00
	Sous Total compte 713	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 820 889,92**	**1 693 480,58**	**1 820 889,92**	**1 693 480,58**	**127 409,34**	**0,00**
	Sous Total compte 71	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 820 889,92**	**1 693 480,58**	**1 820 889,92**	**1 693 480,58**	**127 409,34**	**0,00**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161 416,67	0,00	161 416,67	0,00	161 416,67
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**161 416,67**	**0,00**	**161 416,67**	**0,00**	**161 416,67**
796	Transferts de charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 207,33	0,00	10 207,33	0,00	10 207,33
	Sous Total compte 79	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 207,33**	**0,00**	**10 207,33**	**0,00**	**10 207,33**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 7	0,00	0,00	0,00	0,00	1 820 889,92	1 865 104,58	1 820 889,92	1 865 104,58	127 409,34	171 624,00
	Total général	1 868 638,92	1 868 638,92	10 310 437,49	8 183 028,15	3 558 585,16	5 685 994,50	15 737 661,57	15 737 661,57	2 171 624,96	2 171 624,96

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**2 000 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					2 000 000,00									
202501 - DD25511743	ARKEA	04/09/2025	30/09/2025	30/08/2028	2 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,010	3,090	EUR	X	F	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**2 000 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 000 000,00**					**0,00**	**10 207,33**	**0,00**	**5 235,56**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 000 000,00					0,00	10 207,33	0,00	5 235,56
202501 - DD25511743	N	0,00	A-1	2 000 000,00	2,66	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,060	0,00	10 207,33	0,00	5 235,56
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 000 000,00**					**0,00**	**10 207,33**	**0,00**	**5 235,56**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS — B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80

%) présent la moitié de l’année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d’emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Lieu de mise à disposition (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 820 889,92**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 820 889,92**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 820 889,92**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-1 820 889,92**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 820 889,92**			**-1 820 889,92**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-1 820 889,92**			**-1 820 889,92**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-1 820 889,92**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7 — D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 02/06/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2025	au 02/06/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 03/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 05/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL

Numéro SIRET : 20006711400161

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE D'AUXERRE

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 23
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25
D1 - Dépenses de fonctionnement 26
D2 - Recettes de fonctionnement 28

III - Etats financiers

A - Bilan 30
B - Compte de résultat 34
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 37
D - Balance des comptes 38

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 40
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 42
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 44

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 46
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 47
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 51
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 53
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 54
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 56
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 57
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 58
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 59
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 60
B3 - Etat des provisions 61
B4 - Etat des charges transférées 63
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 64
B6 - Prêts 65
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 66
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 67
B7.3 - Etat des emprunts garantis 68
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 69
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 70
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 71
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 72
B7.8 - Autres engagements donnés 73

B7.9 - Autres engagements reçus 74
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 75
B9 - Etat du personnel 76
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 79
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 80
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 81

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 82
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 83
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 84
C2.1 - Situation des AP 86
C2.2 - Situation des AE 87

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 88
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 95

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 102
D2 - Gestion des fonds européens 103
D3 - Actions de formation des élus 104
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 105
D5 - Identification des flux croisés 106
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 107
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 108
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 110
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 111
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 112
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 113
E - État des Contrôles du Compte Financier 114

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 115

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71465

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	464.25

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	6.63
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	1 531 711,86	1 225 448,93	2 757 160,79
	Recettes réalisées (1)	B	306 262,93	780 187,90	1 086 450,83
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	1 225 448,93	1 225 448,93	2 450 897,86
	Dépenses réalisées (1)	E	780 187,90	780 187,90	1 560 375,80
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-473 924,97	0,00	-473 924,97
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-306 262,93	0,00	-306 262,93
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-780 187,90	0,00	-780 187,90
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-780 187,90	0,00	-780 187,90

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PARC ACTIVITE H2 DES MIGNOTTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-306 262,93	0,00	-473 924,97	0,00	-780 187,90
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	-306 262,93	0,00	-473 924,97	0,00	-780 187,90
TOTAL II	**-306 262,93**	**0,00**	**-473 924,97**	**0,00**	**-780 187,90**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**-306 262,93**	**0,00**	**-473 924,97**	**0,00**	**-780 187,90**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

I

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	780,19
Créances	9,34
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**789,53**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**789,53**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	0,00
Report à nouveau	0,00
Résultat de l'exercice	0,00
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**0,00**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Dettes financières et autres emprunts	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4,83
Autres dettes non financières	784,70
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**789,53**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**789,53**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**789,53**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée	473,92	272,19
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**473,92**	**272,19**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	473,92	272,19
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**473,92**	**272,19**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**0,00**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**0,00**	**0,00**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*1 225 448,93*	*780 187,90*	*63,67*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**1 225 448,93**	**780 187,90**	**63,67**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**1 225 448,93**	**780 187,90**	**63,67**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**306 262,93**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**1 531 711,86**	**780 187,90**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 220 362,93	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 220 362,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*311 348,93*	*306 262,93*	*98,37*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**311 348,93**	**306 262,93**	**98,37**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**1 531 711,86**	**306 262,93**	**19,99**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**1 531 711,86**	**306 262,93**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	914 100,00	473 924,97	0,00	473 924,97	51,85	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**914 100,00**	**473 924,97**	**0,00**	**473 924,97**	**51,85**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**914 100,00**	**473 924,97**	**0,00**	**473 924,97**	**51,85**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*311 348,93*	*306 262,93*	*0,00*	*306 262,93*	*98,37*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**311 348,93**	**306 262,93**	**0,00**	**306 262,93**	**98,37**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**1 225 448,93**	**780 187,90**	**0,00**	**780 187,90**	**63,67**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**1 225 448,93**	**780 187,90**	**0,00**	**780 187,90**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 225 448,93*	*780 187,90*	*0,00*	*780 187,90*	*63,67*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**1 225 448,93**	**780 187,90**	**0,00**	**780 187,90**	**63,67**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**1 225 448,93**	**780 187,90**	**0,00**	**780 187,90**	**63,67**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**1 225 448,93**	**780 187,90**	**0,00**	**780 187,90**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
3351	*Terrains*	*0,00*	*201 710,35*	*0,00*	*201 710,35*	*0,00*
3354	*Études et prestations de services*	*0,00*	*99 769,13*	*0,00*	*99 769,13*	*0,00*
3355	*Travaux*	*0,00*	*478 708,42*	*0,00*	*478 708,42*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 225 448,93*	*780 187,90*	*0,00*	*780 187,90*	*445 261,03*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre en investissement		***1 225 448,93***	***780 187,90***	***0,00***	***780 187,90***	***445 261,03***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**1 225 448,93**	**780 187,90**	**0,00**	**780 187,90**	**445 261,03**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**306 262,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**1 531 711,86**	**780 187,90**	**0,00**	**780 187,90**	**751 523,96**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 220 362,93	0,00	0,00	0,00	1 220 362,93
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 220 362,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 220 362,93**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
3354	*Études et prestations de services*	*0,00*	*60 661,49*	*0,00*	*60 661,49*	*0,00*
3355	*Travaux*	*0,00*	*245 601,44*	*0,00*	*245 601,44*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*311 348,93*	*306 262,93*	*0,00*	*306 262,93*	*5 086,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***311 348,93***	***306 262,93***	***0,00***	***306 262,93***	***5 086,00***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'investissement de l'exercice		1 531 711,86	306 262,93	0,00	306 262,93	1 225 448,93
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		1 531 711,86	306 262,93	0,00	306 262,93	1 225 448,93

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6015	Terrains à aménager	0,00	201 710,35	0,00	201 710,35	0,00
6045	Achats d'études et de prestations de services (terrains à aménager)	0,00	39 107,64	0,00	39 107,64	0,00
605	Achats de matériel, équipements et travaux	0,00	233 106,98	0,00	233 106,98	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	914 100,00	473 924,97	0,00	473 924,97	440 175,03
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**914 100,00**	**473 924,97**	**0,00**	**473 924,97**	**440 175,03**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**914 100,00**	**473 924,97**	**0,00**	**473 924,97**	**440 175,03**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*	*0,00*	*306 262,93*	*0,00*	*306 262,93*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*311 348,93*	*306 262,93*	*0,00*	*306 262,93*	*5 086,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***311 348,93***	***306 262,93***	***0,00***	***306 262,93***	***5 086,00***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**1 225 448,93**	**780 187,90**	**0,00**	**780 187,90**	**445 261,03**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat de fonctionnement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section de fonctionnement		1 225 448,93	780 187,90	0,00	780 187,90	445 261,03

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*	*0,00*	*780 187,90*	*0,00*	*780 187,90*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 225 448,93*	*780 187,90*	*0,00*	*780 187,90*	*445 261,03*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***1 225 448,93***	***780 187,90***	***0,00***	***780 187,90***	***445 261,03***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**1 225 448,93**	**780 187,90**	**0,00**	**780 187,90**	**445 261,03**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**1 225 448,93**	**780 187,90**	**0,00**	**780 187,90**	**445 261,03**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		780 187,90	0,00	780 187,90	306 262,93
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		9 340,00	0,00	9 340,00	61 252,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**789 527,90**	**0,00**	**789 527,90**	**367 514,93**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,52	0,00	0,52	0,59
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**789 528,42**	**0,00**	**789 528,42**	**367 515,52**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		0,00	0,00
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		0,00	0,00
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**0,00**	**0,00**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		0,00	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**0,00**	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		4 830,00	0,00
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		784 698,42	367 515,52
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**789 528,42**	**367 515,52**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**789 528,42**	**367 515,52**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**789 528,42**	**367 515,52**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		0,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		0,00	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		0,00	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée		473 924,97	272 192,93	201 732,04
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**473 924,97**	**272 192,93**	**201 732,04**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		473 924,97	272 192,93	201 732,04
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**473 924,97**	**272 192,93**	**201 732,04**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
3351	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	201 710,35	0,00	201 710,35	0,00	201 710,35	0,00
3354	Études et prestations de services	60 661,49	0,00	0,00	0,00	99 769,13	60 661,49	160 430,62	60 661,49	99 769,13	0,00
3355	Travaux	245 601,44	0,00	0,00	0,00	478 708,42	245 601,44	724 309,86	245 601,44	478 708,42	0,00
	Sous Total compte 335	**306 262,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**780 187,90**	**306 262,93**	**1 086 450,83**	**306 262,93**	**780 187,90**	**0,00**
	Sous Total compte 33	**306 262,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**780 187,90**	**306 262,93**	**1 086 450,83**	**306 262,93**	**780 187,90**	**0,00**
	Total classe 3	**306 262,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**780 187,90**	**306 262,93**	**1 086 450,83**	**306 262,93**	**780 187,90**	**0,00**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	526 904,90	531 734,90	0,00	0,00	526 904,90	531 734,90	0,00	4 830,00
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**526 904,90**	**531 734,90**	**0,00**	**0,00**	**526 904,90**	**531 734,90**	**0,00**	**4 830,00**
	Sous Total compte 40	**0,00**	**0,00**	**526 904,90**	**531 734,90**	**0,00**	**0,00**	**526 904,90**	**531 734,90**	**0,00**	**4 830,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services	0,00	0,00	57 810,38	57 810,38	0,00	0,00	57 810,38	57 810,38	0,00	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	61 252,00	0,00	109 939,00	161 851,00	0,00	0,00	171 191,00	161 851,00	9 340,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**61 252,00**	**0,00**	**167 749,38**	**219 661,38**	**0,00**	**0,00**	**229 001,38**	**219 661,38**	**9 340,00**	**0,00**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	0,00	0,00	109 722,00	109 722,00	0,00	0,00	109 722,00	109 722,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4458	**0,00**	**0,00**	**109 722,00**	**109 722,00**	**0,00**	**0,00**	**109 722,00**	**109 722,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**61 252,00**	**0,00**	**277 471,38**	**329 383,38**	**0,00**	**0,00**	**338 723,38**	**329 383,38**	**9 340,00**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**61 252,00**	**0,00**	**277 471,38**	**329 383,38**	**0,00**	**0,00**	**338 723,38**	**329 383,38**	**9 340,00**	**0,00**
451013	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	367 515,52	109 722,00	526 904,90	0,00	0,00	109 722,00	894 420,42	0,00	784 698,42
	Sous Total compte 451	**0,00**	**367 515,52**	**109 722,00**	**526 904,90**	**0,00**	**0,00**	**109 722,00**	**894 420,42**	**0,00**	**784 698,42**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**367 515,52**	**109 722,00**	**526 904,90**	**0,00**	**0,00**	**109 722,00**	**894 420,42**	**0,00**	**784 698,42**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,59	0,00	0,38	0,45	0,00	0,00	0,97	0,45	0,52	0,00
	Sous Total compte 478	**0,59**	**0,00**	**0,38**	**0,45**	**0,00**	**0,00**	**0,97**	**0,45**	**0,52**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 47	**0,59**	**0,00**	**0,38**	**0,45**	**0,00**	**0,00**	**0,97**	**0,45**	**0,52**	**0,00**
	Total classe 4	**61 252,59**	**367 515,52**	**914 098,66**	**1 388 023,63**	**0,00**	**0,00**	**975 351,25**	**1 755 539,15**	**9 340,52**	**789 528,42**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	1 086 450,83	1 086 450,83	0,00	0,00	1 086 450,83	1 086 450,83	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**1 086 450,83**	**1 086 450,83**	**0,00**	**0,00**	**1 086 450,83**	**1 086 450,83**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**1 086 450,83**	**1 086 450,83**	**0,00**	**0,00**	**1 086 450,83**	**1 086 450,83**	**0,00**	**0,00**
6015	Terrains à aménager	0,00	0,00	0,00	0,00	201 710,35	0,00	201 710,35	0,00	201 710,35	0,00
	Sous Total compte 601	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**201 710,35**	**0,00**	**201 710,35**	**0,00**	**201 710,35**	**0,00**
6045	Achats d'études et de prestations de ser	0,00	0,00	0,00	0,00	39 107,64	0,00	39 107,64	0,00	39 107,64	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 107,64**	**0,00**	**39 107,64**	**0,00**	**39 107,64**	**0,00**
605	Achats de matériel, équipements et trava	0,00	0,00	0,00	0,00	233 106,98	0,00	233 106,98	0,00	233 106,98	0,00
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**473 924,97**	**0,00**	**473 924,97**	**0,00**	**473 924,97**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**473 924,97**	**0,00**	**473 924,97**	**0,00**	**473 924,97**	**0,00**
7133	Variation des en-cours de production de	0,00	0,00	0,00	0,00	306 262,93	780 187,90	306 262,93	780 187,90	0,00	473 924,97
	Sous Total compte 713	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**306 262,93**	**780 187,90**	**306 262,93**	**780 187,90**	**0,00**	**473 924,97**
	Sous Total compte 71	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**306 262,93**	**780 187,90**	**306 262,93**	**780 187,90**	**0,00**	**473 924,97**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**306 262,93**	**780 187,90**	**306 262,93**	**780 187,90**	**0,00**	**473 924,97**
	Total général	**367 515,52**	**367 515,52**	**2 000 549,49**	**2 474 474,46**	**1 560 375,80**	**1 086 450,83**	**3 928 440,81**	**3 928 440,81**	**1 263 453,39**	**1 263 453,39**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n’est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l’année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS — B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80

%) présent la moitié de l’année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d’emploi existant.

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Lieu de mise à disposition (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-306 262,93**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-306 262,93**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-306 262,93**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-306 262,93**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-306 262,93**			**-306 262,93**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-306 262,93**			**-306 262,93**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-306 262,93**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 28/05/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2025	au 28/05/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 29/05/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 05/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL

Numéro SIRET : 20006711400104

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE AUXERRE

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : PRESTATIONS DE SERVICE (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 23
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25
D1 - Dépenses de fonctionnement 26
D2 - Recettes de fonctionnement 28

III - Etats financiers

A - Bilan 30
B - Compte de résultat 34
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 37
D - Balance des comptes 38

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 42
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 44
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 46

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 48
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 49
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 53
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 55
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 56
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 58
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 59
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 60
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 61
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 62
B3 - Etat des provisions 63
B4 - Etat des charges transférées 65
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 66
B6 - Prêts 67
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 68
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 69
B7.3 - Etat des emprunts garantis 70
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 71
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 72
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 73
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 74
B7.8 - Autres engagements donnés 75

B7.9 - Autres engagements reçus 76
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 77
B9 - Etat du personnel 78
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 81
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 82
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 83

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 84
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 85
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 86
C2.1 - Situation des AP 88
C2.2 - Situation des AE 89

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 90
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 97

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 104
D2 - Gestion des fonds européens 105
D3 - Actions de formation des élus 106
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 107
D5 - Identification des flux croisés 108
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 109
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 110
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 112
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 113
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 114
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 115
E - État des Contrôles du Compte Financier 116

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 117

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	71465

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	464.25

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1.07
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1.06
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	65.53
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	100.88
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	-0.88
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	-0.88
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	0,00	75 650,00	75 650,00
	Recettes réalisées (1)	B	0,00	28 065,36	28 065,36
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	0,00	76 315,88	76 315,88
	Dépenses réalisées (1)	E	0,00	27 977,76	27 977,76
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	0,00	87,60	87,60
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	0,00	665,88	665,88
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	0,00	753,48	753,48
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	0,00	753,48	753,48

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRESTATION SERVICE CA AUXERROI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	665,88	0,00	87,60	0,00	753,48
Sous-Total	665,88	0,00	87,60	0,00	753,48
TOTAL II	**665,88**	**0,00**	**87,60**	**0,00**	**753,48**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**665,88**	**0,00**	**87,60**	**0,00**	**753,48**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

I

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS — B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	43,33
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**43,33**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**43,33**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	0,00
Report à nouveau	0,67
Résultat de l'exercice	0,09
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**0,75**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Dettes financières et autres emprunts	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0,00
Autres dettes non financières	42,57
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**42,57**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**42,57**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**43,33**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	27,94	52,50
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	0,13	0,00
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**28,07**	**52,50**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	27,98	52,50
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**27,98**	**52,50**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**0,09**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**0,09**	**0,00**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N | F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**0,00**	**0,00**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**0,00**	**0,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	26 305,88	6 824,53	0,00	6 824,53	25,94	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	50 010,00	21 153,23	0,00	21 153,23	42,30	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**76 315,88**	**27 977,76**	**0,00**	**27 977,76**	**36,66**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**76 315,88**	**27 977,76**	**0,00**	**27 977,76**	**36,66**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**76 315,88**	**27 977,76**	**0,00**	**27 977,76**	**36,66**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**76 315,88**	**27 977,76**	**0,00**	**27 977,76**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	75 650,00	27 939,78	0,00	27 939,78	36,93	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	125,58	0,00	125,58	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**75 650,00**	**28 065,36**	**0,00**	**28 065,36**	**37,10**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**75 650,00**	**28 065,36**	**0,00**	**28 065,36**	**37,10**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**75 650,00**	**28 065,36**	**0,00**	**28 065,36**	**37,10**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**665,88**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**76 315,88**	**28 065,36**	**0,00**	**28 065,36**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D’EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60631	Fournitures d'entretien	0,00	122,76	122,76	0,00	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	19,80	0,00	19,80	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	18,16	0,00	18,16	0,00
62871	A la collectivité de rattachement 4	0,00	6 166,26	0,00	6 166,26	0,00
62878	A des tiers	0,00	620,31	0,00	620,31	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	26 305,88	6 947,29	122,76	6 824,53	19 481,35
6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP	0,00	21 153,23	0,00	21 153,23	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	50 010,00	21 153,23	0,00	21 153,23	28 856,77
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**76 315,88**	**28 100,52**	**122,76**	**27 977,76**	**48 338,12**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**76 315,88**	**28 100,52**	**122,76**	**27 977,76**	**48 338,12**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**76 315,88**	**28 100,52**	**122,76**	**27 977,76**	**48 338,12**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**76 315,88**	**28 100,52**	**122,76**	**27 977,76**	**48 338,12**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée — D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	à la collectivité de rattachement	0,00	615,76	0,00	615,76	0,00
70848	aux autres organismes	0,00	21 261,82	0,00	21 261,82	0,00
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	18,16	18,16	0,00	0,00
70878	par des tiers	0,00	6 062,20	0,00	6 062,20	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	75 650,00	27 957,94	18,16	27 939,78	47 710,22
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	125,58	0,00	125,58	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	125,58	0,00	125,58	-125,58
Total des recettes de gestion des services		**75 650,00**	**28 083,52**	**18,16**	**28 065,36**	**47 584,64**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**75 650,00**	**28 083,52**	**18,16**	**28 065,36**	**47 584,64**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		75 650,00	28 083,52	18,16	28 065,36	47 584,64
002 Résultat de fonctionnement reporté		665,88	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section de fonctionnement		76 315,88	28 083,52	18,16	28 065,36	48 250,52

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		16 827,19	0,00	16 827,19	49 650,74
Créances sur les redevables et comptes rattachés		26 500,16	0,00	26 500,16	986,47
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**43 327,35**	**0,00**	**43 327,35**	**50 637,21**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**43 327,35**	**0,00**	**43 327,35**	**50 637,21**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		665,88	665,89
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		87,60	-0,01
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**753,48**	**665,88**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		0,00	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**0,00**	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		0,00	6 219,47
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		42 573,87	5 689,88
Autres dettes non financières		0,00	38 061,98
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**42 573,87**	**49 971,33**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**42 573,87**	**49 971,33**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**43 327,35**	**50 637,21**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		0,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		27 939,78	52 504,32	-24 564,54
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		125,58	0,00	125,58
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**28 065,36**	**52 504,32**	**-24 438,96**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		27 977,76	52 504,33	-24 526,57
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**27 977,76**	**52 504,33**	**-24 526,57**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**87,60**	**-0,01**	**87,61**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		87,60	-0,01	87,61

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	665,89	0,01	0,00	0,00	0,00	0,01	665,89	0,00	665,88
	Sous Total compte 11	**0,00**	**665,89**	**0,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,01**	**665,89**	**0,00**	**665,88**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,01	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,01**	**0,00**	**0,00**	**0,01**	**0,00**	**0,00**	**0,01**	**0,01**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 1	**0,01**	**665,89**	**0,01**	**0,01**	**0,00**	**0,00**	**0,02**	**665,90**	**0,00**	**665,88**
4011	Fournisseurs	0,00	6 096,71	6 257,43	160,72	0,00	0,00	6 257,43	6 257,43	0,00	0,00
	Sous Total compte 401	**0,00**	**6 096,71**	**6 257,43**	**160,72**	**0,00**	**0,00**	**6 257,43**	**6 257,43**	**0,00**	**0,00**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	122,76	122,76	0,00	0,00	0,00	122,76	122,76	0,00	0,00
	Sous Total compte 40	**0,00**	**6 219,47**	**6 380,19**	**160,72**	**0,00**	**0,00**	**6 380,19**	**6 380,19**	**0,00**	**0,00**
411	Redevables	986,47	0,00	26 500,16	986,47	0,00	0,00	27 486,63	986,47	26 500,16	0,00
4161	Créances douteuses	0,00	0,00	174,09	174,09	0,00	0,00	174,09	174,09	0,00	0,00
	Sous Total compte 416	**0,00**	**0,00**	**174,09**	**174,09**	**0,00**	**0,00**	**174,09**	**174,09**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**986,47**	**0,00**	**26 674,25**	**1 160,56**	**0,00**	**0,00**	**27 660,72**	**1 160,56**	**26 500,16**	**0,00**
44342	Recettes - Amiable	36 185,31	0,00	0,00	36 185,31	0,00	0,00	36 185,31	36 185,31	0,00	0,00
44346	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	13 656,66	0,00	0,00	0,00	13 656,66	0,00	13 656,66	0,00
	Sous Total compte 4434	**36 185,31**	**0,00**	**13 656,66**	**36 185,31**	**0,00**	**0,00**	**49 841,97**	**36 185,31**	**13 656,66**	**0,00**
44351	Dépenses	0,00	38 061,98	66 001,78	27 939,80	0,00	0,00	66 001,78	66 001,78	0,00	0,00
44352	Recettes - Amiable	4 326,84	0,00	0,00	4 326,84	0,00	0,00	4 326,84	4 326,84	0,00	0,00
44356	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	1 730,91	0,00	0,00	0,00	1 730,91	0,00	1 730,91	0,00
	Sous Total compte 4435	**4 326,84**	**38 061,98**	**67 732,69**	**32 266,64**	**0,00**	**0,00**	**72 059,53**	**70 328,62**	**1 730,91**	**0,00**
44372	Recettes - Amiable	6 758,87	0,00	18,16	6 777,03	0,00	0,00	6 777,03	6 777,03	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44376	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	2 756,58	2 756,58	0,00	0,00	2 756,58	2 756,58	0,00	0,00
	Sous Total compte 4437	**6 758,87**	**0,00**	**2 774,74**	**9 533,61**	**0,00**	**0,00**	**9 533,61**	**9 533,61**	**0,00**	**0,00**
44382	Recettes - Amiable	2 361,56	0,00	1 439,62	2 361,56	0,00	0,00	3 801,18	2 361,56	1 439,62	0,00
	Sous Total compte 4438	**2 361,56**	**0,00**	**1 439,62**	**2 361,56**	**0,00**	**0,00**	**3 801,18**	**2 361,56**	**1 439,62**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**49 632,58**	**38 061,98**	**85 603,71**	**80 347,12**	**0,00**	**0,00**	**135 236,29**	**118 409,10**	**16 827,19**	**0,00**
4487	Produits à recevoir	18,16	0,00	0,00	18,16	0,00	0,00	18,16	18,16	0,00	0,00
	Sous Total compte 448	**18,16**	**0,00**	**0,00**	**18,16**	**0,00**	**0,00**	**18,16**	**18,16**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**49 650,74**	**38 061,98**	**85 603,71**	**80 365,28**	**0,00**	**0,00**	**135 254,45**	**118 427,26**	**16 827,19**	**0,00**
4510101	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	5 689,88	35 234,30	72 118,29	0,00	0,00	35 234,30	77 808,17	0,00	42 573,87
	Sous Total compte 451	**0,00**	**5 689,88**	**35 234,30**	**72 118,29**	**0,00**	**0,00**	**35 234,30**	**77 808,17**	**0,00**	**42 573,87**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**5 689,88**	**35 234,30**	**72 118,29**	**0,00**	**0,00**	**35 234,30**	**77 808,17**	**0,00**	**42 573,87**
46721	Débiteurs divers - Amiable	0,00	0,00	125,58	125,58	0,00	0,00	125,58	125,58	0,00	0,00
	Sous Total compte 4672	**0,00**	**0,00**	**125,58**	**125,58**	**0,00**	**0,00**	**125,58**	**125,58**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**0,00**	**0,00**	**125,58**	**125,58**	**0,00**	**0,00**	**125,58**	**125,58**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**0,00**	**0,00**	**125,58**	**125,58**	**0,00**	**0,00**	**125,58**	**125,58**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 4	**50 637,21**	**49 971,33**	**154 018,03**	**153 930,43**	**0,00**	**0,00**	**204 655,24**	**203 901,76**	**43 327,35**	**42 573,87**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	122,76	122,76	122,76	122,76	0,00	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**122,76**	**122,76**	**122,76**	**122,76**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**122,76**	**122,76**	**122,76**	**122,76**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**122,76**	**122,76**	**122,76**	**122,76**	**0,00**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	19,80	0,00	19,80	0,00	19,80	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19,80**	**0,00**	**19,80**	**0,00**	**19,80**	**0,00**
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19,80**	**0,00**	**19,80**	**0,00**	**19,80**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	18,16	0,00	18,16	0,00	18,16	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18,16**	**0,00**	**18,16**	**0,00**	**18,16**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37,96**	**0,00**	**37,96**	**0,00**	**37,96**	**0,00**
6215	Personnel affecté par la collectivité me	0,00	0,00	0,00	0,00	21 153,23	0,00	21 153,23	0,00	21 153,23	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 153,23**	**0,00**	**21 153,23**	**0,00**	**21 153,23**	**0,00**
62871	A la collectivité de rattachement 4	0,00	0,00	0,00	0,00	6 166,26	0,00	6 166,26	0,00	6 166,26	0,00
62878	A des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	620,31	0,00	620,31	0,00	620,31	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 786,57**	**0,00**	**6 786,57**	**0,00**	**6 786,57**	**0,00**
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 786,57**	**0,00**	**6 786,57**	**0,00**	**6 786,57**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 939,80**	**0,00**	**27 939,80**	**0,00**	**27 939,80**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 100,52**	**122,76**	**28 100,52**	**122,76**	**27 977,76**	**0,00**
70841	à la collectivité de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	615,76	0,00	615,76	0,00	615,76
70848	aux autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 261,82	0,00	21 261,82	0,00	21 261,82
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 877,58**	**0,00**	**21 877,58**	**0,00**	**21 877,58**
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	18,16	18,16	18,16	18,16	0,00	0,00
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 062,20	0,00	6 062,20	0,00	6 062,20
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18,16**	**6 080,36**	**18,16**	**6 080,36**	**0,00**	**6 062,20**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18,16**	**27 957,94**	**18,16**	**27 957,94**	**0,00**	**27 939,78**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18,16**	**27 957,94**	**18,16**	**27 957,94**	**0,00**	**27 939,78**
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,58	0,00	125,58	0,00	125,58
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**125,58**	**0,00**	**125,58**	**0,00**	**125,58**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**125,58**	**0,00**	**125,58**	**0,00**	**125,58**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,58	0,00	125,58	0,00	125,58
	Total classe 7	0,00	0,00	0,00	0,00	18,16	28 083,52	18,16	28 083,52	0,00	28 065,36
	Total général	50 637,22	50 637,22	154 018,04	153 930,44	28 118,68	28 206,28	232 773,94	232 773,94	71 305,11	71 305,11

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n’est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l’année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS — B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80

%) présent la moitié de l’année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d’emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**			**0,00**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**0,00**			**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**0,00**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs) (1)	AP votées dans l'année (2)	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (3)	Flux d'AP affectées dans l'année (4) = (1) + (2) - (3)	AP affectées annulées (5)	Stock d'AP affectées restant à financer (6) = (4) - (5)	CP mandatés au budget de l'année N	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7 — D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 28/05/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Thibaut HETTICH	du 01/01/2025	au 28/05/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DUBRULLE Michael (1007666385-0), Contrôleur des Finances Publiques 1ère classe **A DDFiP DE L'YONNE, le 29/05/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A AUXERRE, le 01/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

communauté
de l'auxerrois

DIRECTION DES FINANCES

Règlement d'intervention pour l'attribution d'un fonds de concours pour soutenir l'enseignement musical dans l'Auxerrois

projet

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois compte plusieurs structures d'enseignement musical sur son territoire, à savoir des écoles de musique de type associatif ou municipal sur des communes membres.

C'est pourquoi, la Communauté de l'Auxerrois, par délibération du 16 septembre 2011, a souhaité mettre en place un fonds de concours pour soutenir l'enseignement musical dans l'Auxerrois et a adopté, dans cette optique, un règlement d'intervention.

Par délibération du 25 juin 2026, le conseil communautaire nouvellement installé souhaite réaffirmer la volonté de l'Agglomération de l'Auxerrois d'apporter son soutien au développement de l'enseignement musical sur le territoire intercommunal en adoptant le présent règlement actualisé.

1. CONTEXTE

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois compte plusieurs structures d'enseignement musical sur son territoire, à savoir les écoles de musique de type associatif ou municipal sur les communes de Charbuy, Chevannes et Monéteau.

L'école de musique du Coulangeois a quant à elle été transférée à la Communauté de l'Auxerrois à compter du 1er juillet 2024 et le Conservatoire de Musique et Danse de la Ville d'Auxerre a été transféré à la Communauté de l'Auxerrois à compter du 1er janvier 2025.

Le projet proposé se veut un outil de fédération des intentions et de mutualisation des ressources des équipes.

Le présent document présente :

- les objectifs partagés par l'ensemble des équipes enseignantes des écoles de musique ; c'est dans ce cadre qu'un fonds de concours pour soutenir l'enseignement musical dans l'Auxerrois est proposé par la Communauté de l'Auxerrois ;

- les conditions d'attribution et de versement des montants du fonds de concours.

2. OBJECTIFS PARTAGES

Missions des écoles de musique

Formation de musiciens : les écoles ont pour vocation première l'enseignement de la musique pour tous et l'ouverture à une pratique artistique pour le développement de la personne humaine.

Diffusion : l'école organise des concerts, des auditions et des présentations de projets avec les élèves et/ou les professeurs.

Lieux de ressources : les écoles de musique sont les partenaires pour les projets avec musique des autres structures culturelles et sociales de la communauté.

Les écoles de musique (hormis celles transférées à la Communauté de l'Auxerrois) restent indépendantes et sont soutenues ou gérées financièrement par les municipalités respectives. Un fonds de concours provenant de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois vient en soutien auprès des communes membres en faveur de l'enseignement musical.

3. CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

3.1. Calcul du fonds de concours

Au cours du 1er semestre de l'année, chaque commune membre concernée par une école de musique doit transmettre à la Communauté de l'Auxerrois les effectifs de ladite école de musique pour l'année scolaire en cours et par origine géographique, à savoir :

- nombre d'inscrits provenant de la commune siège de l'école de musique,
- nombre d'inscrits provenant de la Communauté de l'Auxerrois (hors commune siège de l'école de musique),
- nombre d'inscrits « extérieurs » à la Communauté de l'Auxerrois.

Seuls sont pris en compte pour la répartition financière du fonds de concours le nombre d'inscrits provenant de la commune siège de l'école de musique et le nombre d'inscrits provenant de la Communauté de l'Auxerrois (hors commune siège de l'école de musique).

Le montant annuel attribué pour chaque école de musique est ainsi déterminé en fonction du nombre d'élèves faisant partie de l'intercommunalité inscrits dans chaque structure.

3.2. Décision et notification d'attribution

Ces aides financières doivent faire l'objet d'une décision d'attribution par le conseil communautaire. Sauf nouvelle délibération, le montant du fonds de concours ne peut être revu à la hausse.

La décision d'attribution du fonds de concours pour soutenir l'enseignement musical est communiquée par la Communauté de l'Auxerrois à chaque commune bénéficiaire.

projet

3.3. Versement du fonds de concours

Pour que ce fonds puisse être versé, chaque commune bénéficiaire doit préalablement l'accepter.

Aussi, chaque commune concernée doit transmettre à la Communauté de l'Auxerrois une délibération de son conseil municipal concordante avec celle de la Communauté d'agglomération.

A réception, le fonds de concours pour le soutien à l'enseignement musical est versé en une seule fois à la commune bénéficiaire.

4. PORTEE DU REGLEMENT D'INTERVENTION

L'attribution d'un fonds de concours pour soutenir l'enseignement musical par la Communauté de l'Auxerrois est conditionnée au respect des règles définies dans le présent règlement.

Ce règlement s'applique aux fonds de concours pour le soutien à l'enseignement musical dans l'Auxerrois à compter de son adoption par le conseil communautaire.

5. VALIDITE DES AIDES

Le fonds de concours pour soutenir l'enseignement musical dans l'Auxerrois est valable deux ans à compter de la délibération du conseil communautaire décidant de son attribution.

Une demande de prorogation de l'aide financière est possible si la commune bénéficiaire justifie de circonstances particulières avant l'expiration du délai de deux ans.

6. MESURES D'INFORMATION DU PUBLIC

Dans un objectif de respect des principes de transparence de l'octroi de fonds publics et de valorisation de la collectivité, les bénéficiaires de ce fonds de concours pour soutenir l'enseignement musical dans l'Auxerrois ont l'obligation de mettre en évidence le concours financier de la Communauté de l'Auxerrois, notamment par l'apposition du logo de la Communauté de l'Auxerrois sur toute communication (disponible sur le site internet : www.agglo-auxerrois.fr).

7. CONTROLES

Tout bénéficiaire d'une aide financière de la Communauté de l'Auxerrois peut être soumis au contrôle de la Communauté de l'Auxerrois pour s'assurer du respect de l'objectif pour lequel l'aide financière a été initialement versée.

En cas de non-respect de l'objectif, un reversement de l'aide financière pourra être demandé.

Par ailleurs, le non-respect du présent règlement peut entraîner une interruption du versement de l'aide financière, une demande de reversement en totalité ou en partie des aides versées par l'émission d'un titre de recettes et une non prise en comptes des demandes de fonds de concours de soutien à l'enseignement musical ultérieurement présentées par le bénéficiaire concerné.

projet

8. MODIFICATION DU REGLEMENT

Le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois peut modifier et/ou résilier le présent règlement après délibération.

9. LITIGES

En cas de litige entre la Communauté de l'Auxerrois et un bénéficiaire d'un fonds de concours pour soutenir l'enseignement musical dans l'Auxerrois, chacune des parties s'engage à rechercher une solution amiable.

10. APPLICATION

Le Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est chargé de l'application du présent règlement d'intervention.

Fait à Auxerre, le .....

Pour la Communauté de l'Auxerrois,

.....

projet

communauté
de l'auxerrois

FONDS DE SOUTIEN AUX COMMUNES POUR LES PROJETS COMMUNAUX

.1. Exposé des motifs

La délibération du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois du xx xxxx xxxxx fixe les principes d'accompagnement des communes de l'agglomération sur leurs projets communaux.

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois (CAA) se compose de territoires à forte dominante rurale. La ruralité y est diverse et plurielle ; elle constitue une force sur laquelle il convient de s'appuyer. Car les ruralités, qui constituent souvent le cœur des territoires, font preuve de vitalité et osent également expérimenter pour permettre à leurs habitants de continuer à vivre dans un contexte environnemental et social valorisant.

Ce dispositif s'ajoute au Fonds de soutien aux communes pour les projets d'intérêt communautaire. Les communes pouvant bénéficier de ces deux dispositifs.

Le présent règlement détaille le fonctionnement du dispositif de soutien auprès des communes pour leurs projets communaux.

Il définit par ailleurs les conditions générales et particulières de présentation, de réception, d'instruction des demandes des communes, ainsi que les conditions d'éligibilité, les modalités de calcul, d'attribution, de notification, de paiement et les règles de caducité applicables aux soutiens accordés.

.2. Bases légales

Divers régimes d'aides d'Etat exempté de notification existent, en fonction de la typologie des projets retenus
Loi (Loi n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de l'Etat ;
Loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;
Loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ; Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales relatives à l'octroi des fonds de concours codifié à l'article L5216-5 du code général des collectivités territoriales.

.1. Descriptif de l'intervention

Nature
Soutien auprès des communes pour leurs projets communaux en investissement ou en fonctionnement

Montant
Pour chaque projet, le soutien de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur à 50% du montant

HT du projet dans la limite de 30 000 € par projet.

Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la commune.

Le montant accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget de la Communauté avec un plafond de **30 000 € par commune** sur la durée du mandat soit jusqu'en 2032.

Financement
Le paiement de toute aide octroyée sera réalisé de la manière suivante :

- Une avance de 50% sera versée sur demande, après preuve d'engagement de l'opération (ordre de service de démarrage, bon de commande …).

- Le solde, calculé au prorata des dépenses réalisées, est versé sur présentation d'un état récapitulatif détaillé des dépenses, visé avec cachet par le comptable public et par la personne compétence de la collectivité.

Critères d'éligibilité
Les projets éligibles devront être portés par les communes de la Communauté de l'Auxerrois et localisés dans les communes de la Communauté de l'Auxerrois.

Le principe est d'être en mesure d'accompagner les communes qui placent au cœur de leurs actions **l'objectif de transition écologique et/ ou d'amélioration du confort des citoyens**.

Ce fond a pour vocation de soutenir principalement les projets d'investissement des communes mais pourra également être affecté à des dépenses de grosses réparations ou d'entretien si la commune n'a pas de projet d'investissement à soumettre à la communauté d'ici à 2032.

Seules les dépenses **Hors Taxes** exposées dans le dossier de demande adressé par la commune sont prises en compte pour le calcul du fonds de soutien. Sont considérés comme éligibles, tous les coûts relatifs à la mise en œuvre du projet (travaux, aménagements, matériels).

Sont exclus, les prestations intellectuelles (études préalables, de programmation et de faisabilité, maîtrise d'œuvre, mission SPS, mission coordination, publicité légale, diagnostics légaux), les garanties, les provisions, les imprévus.

.2. <u>Procédure</u>

Le dossier de demande de soutien, est à produire en un seul exemplaire auprès de Communauté de l'Auxerrois, à l'adresse suivante :

Communauté d'agglomération de l'Auxerrois Direction des finances
6 bis, place du Maréchal Leclerc 89010
AUXERRE CEDEX

Tél : 03.86.72.43.00 / E-mail : finances@auxerre.com

Les pièces suivantes devront être jointes au dossier :

- La délibération exécutoire de l'assemblée délibérante décidant de l'opération et sollicitant l'aide communautaire,

- Un plan de financement prévisionnel de l'opération, faisant apparaître tout particulièrement les co-financements envisagés,

- Un estimatif des prix réalisés et le cas échéant les devis des entreprises retenues.

Par ailleurs, le projet doit ne pas avoir débuté avant le dépôt du dossier.

N.B. En fonction du type d'opération à réaliser, il est possible que la production d'autres justificatifs soit nécessaire.

.3. Décision

Les aides sont attribuées par décision de l'assemblée délibérante.

La décision de financement est notifiée à la collectivité par courrier signé du Président ou de son représentant de la Communauté de l'Auxerrois.

.4. Validité de l'aide

Tout fonds de soutien sera annulé si l'opération accompagnée n'est pas **commencée dans un délai de 2 ans** à compter de la date d'attribution, sans possibilité de réattribution ultérieure de l'aide.

Le porteur de projet dispose d'**un délai de 6 ans** à compter de la date d'attribution de l'aide pour achever son opération.

Les pièces justificatives de la demande de versement de solde devront être adressées dans un délai de **6 mois maximum** suivant la date de forclusion de l'aide. Aucune facture reçue au-delà de ce délai ne pourra être prise en compte.

Une demande de prolongation de la durée de l'aide communautaire peut être présentée par son bénéficiaire, sous réserve qu'elle soit formulée avant la date de caducité de cette dernière, en précisant les causes du délai supplémentaire sollicité ainsi que la nouvelle date prévisible d'achèvement des travaux. Selon le cas, le conseil communautaire de la Communauté de l'Auxerrois, pourra éventuellement prolonger la validité de la décision attributive de l'aide. Cette prorogation ne pourra pas excéder une période d'un an à compter de l'échéance précédente et ne sera pas renouvelable.

.5. Communication

En contrepartie de l'aide financière communautaire, le bénéficiaire de l'aide a l'obligation de communiquer largement tout au long du projet sur le soutien et le financement accordés.

Cette obligation de publicité vise à faire connaître l'implication de la Communauté de l'Auxerrois pour les communes qui la composent.

A minima, le bénéficiaire de l'aide devra respecter les obligations prévues par le décret n° 2020-1129 du 14 septembre 2020 pris en application de l'article L.1111-11 du code général des collectivités territoriales à savoir :

- le plan de financement est affiché au siège de la collectivité territoriale et sur le site internet de la collectivité territoriale, si celui-ci existe. Cette publication intervient dans un délai de quinze jours à compter du commencement d'exécution de l'opération accompagnée (au sens du I de l'article 5 du décret du 25 juin 2018),

- le plan de financement est affiché par la collectivité territoriale ou le groupement maître d'ouvrage pendant la réalisation de l'opération en un lieu aisément visible du public sous la forme d'un panneau d'affichage ou d'une affiche,

- à l'issue de la réalisation de toute opération dont le coût total est supérieur à 10 000 €, et au plus tard trois mois après l'achèvement de celle-ci, la collectivité ou le groupement appose une plaque ou un panneau permanent, en un lieu aisément visible du public, sur lequel figure, le logotype de la Communauté de l'Auxerrois. Si l'opération a fait l'objet de subventions de la part de plusieurs personnes publiques, leur logotype ou emblème figure, à dimension égale, sur la plaque ou le panneau.

.6. <u>Tribunal administratif compétent</u>

Tout litige résultant de l'exécution du présent règlement est du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

communauté
de l'auxerrois

FONDS DE SOUTIEN POUR LES PROJETS D'OUVERTURE OU D'AGRANDISSEMENT D'UNE STRUCTURE PETITE ENFANCE

1. Exposé des motifs

Les structures d'accueil pour la petite enfance (0- 3ans) sont essentielles afin de permettre aux habitants de mieux concilier vie personnelle et vie professionnelle. L'accueil en crèche contribue également à la socialisation des enfants et à leur développement cognitif dans un environnement sécurisant.

Il est donc indispensable pour l'attractivité d'un territoire qu'une offre suffisante d'accueil existe. C'est pour cette raison que la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois veut accompagner les structures qui le souhaitent dans la réalisation de leurs projets d'investissement et dans le fonctionnement des projets liés à la création de places d'accueil de la petite enfance

Le présent règlement s'applique aux aides à l'investissement et au fonctionnement accordées aux structures porteuse de projet de création de places d'accueil petite enfance.

Il détaille le fonctionnement du dispositif de soutien.

Il définit par ailleurs les conditions générales et particulières de présentation, de réception, d'instruction des demandes, ainsi que les conditions d'éligibilité, les modalités de calcul, d'attribution, de notification, de paiement et les règles de caducité applicables aux soutiens accordés.

2. Bases légales

Divers régimes d'aides d'Etat exempté de notification existent, en fonction de la typologie des projets retenus
Loi n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de l'Etat
Loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale
Loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité
Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales
Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales relatives à l'octroi des fonds de concours codifié à l'article L5216-5 du code général des collectivités territoriales.

3. Descriptif de l'intervention

Nature
Soutien aux projets d'ouverture ou d'agrandissement d'une structure petite enfance

Montant

En investissement :

Pour chaque projet l'accompagnement de la Communauté de l'Auxerrois sera forfaitairement de 1 500€ par place crée.
Ce soutien ne pourra être supérieur à 20% du montant HT du projet et le soutien maximal sera de 50 000€.
Le montant du soutien accordé par la Communauté de l'Auxerrois se fera dans le respect des enveloppes budgétaires inscrites au budget de la Communauté avec un plafond annuel de 60 000 €.

Le montant attribué par la Communauté de l'Auxerrois ne pourra être supérieur au montant porté par la structure.

En fonctionnement :

La participation de la Communauté de l'Auxerrois sera de 5 € par place créé et par jour de fonctionnement de la structure sur une année d'exercice.

Financement

Le paiement du soutien octroyé en investissement sera réalisé de la manière suivante :

- Une avance de 50% sera versée sur demande, après preuve d'engagement de l'opération (ordre de service de démarrage, bon de commande …).

- Le solde, calculé au prorata des dépenses réalisées, est versé sur présentation d'un état récapitulatif détaillé des dépenses, visé par le comptable et par le représentant légal de la structure ainsi que de l'agrément de la structure par la PMI.

Le paiement du soutien octroyé en fonctionnement sera versé en totalité à réception par la Communauté de l'Auxerrois de l'arrêté d'ouverture de la structure.

Critères d'éligibilité

Les projets éligibles devront être localisés dans une des communes de la Communauté de l'Auxerrois. Le projet devra être autorisé par la PMI et soutenu par la Caisse d'Allocations Familiales

Le porteur de projet peut être public ou privé, y compris associatif.

Seules les dépenses **Hors Taxes** exposées dans le dossier de demande sont prises en compte pour le calcul du soutien apporté par la Communauté de l'Auxerrois.

Sont considérés comme éligibles, tous les coûts d'investissements relatifs à l'acquisition en vue de la mise en œuvre du projet (travaux, aménagements, matériels).

Sont exclus, les prestations intellectuelles (études préalables, de programmation et de faisabilité, maîtrise d'œuvre, mission SPS, mission coordination, publicité légale, diagnostics légaux), les garanties, les provisions, les imprévus.

4. Procedure

Le dossier de demande de soutien, est à produire en un seul exemplaire auprès de Communauté de l'Auxerrois, à l'adresse suivante :

Communauté d'agglomération de l'Auxerrois
Direction des finances
6 bis, place du Maréchal Leclerc 89010 AUXERRE CEDEX
Tél : 03.86.72.43.00 / E-mail : finances@auxerre.com

Les pièces suivantes devront être jointes au dossier :

- La délibération exécutoire de l'assemblée délibérante ou la décision de l'organe ayant pouvoir de décision décidant de l'opération et sollicitant l'aide communautaire ;
- Un plan de financement prévisionnel de l'opération, faisant apparaître tout particulièrement les co-financements envisagés ;
- L'avant-projet définitif (APD) avec notamment un estimatif des prix réalisés par le maître d'œuvre, et le cas échéant les devis des entreprises retenues.
- Budget prévisionnel ou projet de compte d'exploitation de la structure
- Preuve de la validation par la PMI du projet

Par ailleurs, le projet doit ne pas avoir débuté avant le dépôt du dossier.

En fonction du type d'opération à réaliser, la Communauté de l'Auxerrois se réserve le droit d'exiger la production d'autres justificatifs.

Dans le cadre de ce dispositif, toute commune ne pourra bénéficier que d'un seul accompagnement financier par an de la part de la Communauté.

5. Décision

Les aides sont attribuées par décision de l'assemblée délibérante.

La décision de financement est notifiée à la collectivité par courrier signé du Président ou de son représentant de la Communauté de l'Auxerrois.

6. Validité de l'aide

Tout fonds de soutien sera annulé si l'opération accompagnée n'est pas **commencée dans un délai de 2 ans** à compter de la date d'attribution, sans possibilité de réattribution ultérieure de l'aide.

Le porteur de projet dispose d'**un délai de 6 ans** à compter de la date d'attribution de l'aide pour achever son opération.

Les pièces justificatives de la demande de versement de solde devront être adressées dans un délai de **6 mois maximum** suivant la date de forclusion de l'aide. Aucune facture reçue au-delà de ce délai ne pourra être prise en compte.

Une demande de prolongation de la durée de l'aide communautaire peut être présentée par son bénéficiaire, sous réserve qu'elle soit formulée avant la date de caducité de cette dernière, en précisant les

causes du délai supplémentaire sollicité ainsi que la nouvelle date prévisible d'achèvement des travaux. Selon le cas, le conseil communautaire de la Communauté de l'Auxerrois, pourra éventuellement prolonger la validité de la décision attributive du fonds. Cette prorogation ne pourra pas excéder une période d'un an à compter de l'échéance précédente et ne sera pas renouvelable.

7. Communication

En contrepartie de l'aide financière communautaire, le bénéficiaire de l'aide a l'obligation de communiquer largement tout au long du projet sur le soutien et le financement accordés. Cette obligation de publicité vise à faire connaître l'implication de la Communauté de l'Auxerrois pour l'attractivité du territoire.

A minima, une structure bénéficiaire de l'aide devra respecter les obligations de communication suivantes :

- Le plan de financement est affiché au siège de la structure et sur le site internet de la collectivité territoriale, si celui-ci existe. Cette publication intervient dans un délai de quinze jours à compter du commencement d'exécution de l'opération accompagnée (au sens du I de l'article 5 du décret du 25 juin 2018

- Le plan de financement est affiché par la structure ou le groupement maître d'ouvrage pendant la réalisation de l'opération en un lieu aisément visible du public sous la forme d'un panneau d'affichage ou d'une affiche

- À l'issue de la réalisation de toute opération dont le coût total est supérieur à 10 000 €, et au plus tard trois mois après l'achèvement de celle-ci, la structure ou le groupement appose une plaque ou un panneau permanent, en un lieu aisément visible du public, sur lequel figure, le logotype de la Communauté de l'Auxerrois. Si l'opération a fait l'objet de subventions de la part de plusieurs personnes publiques, leur logotype ou emblème figure, à dimension égale, sur la plaque ou le panneau.

A noter que pour une collectivité territoriale ces obligations sont prévues par le décret n° 2020-1129 du 14 septembre 2020 pris en application de l'article L.1111-11 du CGCT.

8. Tribunal administratif compétent

Tout litige résultant de l'exécution du présent règlement est du ressort du Tribunal Administratif de Dijon



FORMULES ADHÉSIONS 2026

Adhérez à l'AFIGESE, l'unique réseau des financiers, gestionnaires et évaluateurs des collectivités territoriales !

- Des tarifs dégressifs selon la taille de votre organisme
- Des tarifs dégressifs selon le nombre de représentants

Les Formules Adhésions 2026

€ TTC Structures		Tarifs 1 représentant	Tarifs 2è et 3è représentant -15%	Forfait GROUPE 4-10 représentants	*Tarif par reprst suppl.*
Collectivités territoriales et leurs établis-sements publics	< 10 000 hab.	**97 €**	**82 €**	**343 €**	*34 €*
	>=10 000 et <20 000 hab.	**190 €**	**166 €**	**687 €**	*68 €*
	>=20 000 et <50 000 hab.	**220 €**	**193 €**	**805 €**	*80 €*
	>= 50 000 et <100 000 hab.	**302 €**	**262 €**	**1 087 €**	*108 €*
	>= 100 000 hab.	**374 €**	**326 €**	**1 353 €**	*135 €*
Autres personnes morales de droit public		**374 €**	**326 €**	**1 353 €**	*135 €*
Individuels (adhérents personnes physiques)		**23 €**			

Pourquoi adhérer à l'AFIGESE ?

Adhérer au réseau de **l'AFIGESE** permet de bénéficier des avantages suivants :

1000 Adhérents

1er réseau
des financiers et gestionnaires territoriaux



Annuaire adhérents AFIGESE

talkspirit

Accès à un **espace collaboratif dédié aux adhérents** (accessible aux représentants)



Diffusion gratuite des **offres d'emplois** sur le site internet

Réductions auprès de partenaires presse



Reception des **livrables produits** par l'association : guides pratiques, études ...



Participation aux **groupes de travail thématiques** : en fonction du nombre de représentants. Le forfait Groupe permet de participer jusqu'à 10 Groupes de travail



Des **tarifs préférentiels** aux formations, journées d'actualité et aux Assises annuelles



Progression continue de vos compétences professionnelles

Réseau des financiers, gestionnaires, évaluateurs,
manageurs des collectivités territoriales

Siège social : 1, avenue de l'Angevinière | BAL n°3 | 44800 SAINT-HERBLAIN
Centre de formation : 2, boulevard de la libération | 93200 SAINT-DENIS

Tél : 02 28 25 45 15 | Email : contact@afigese.fr

ACTIVITÉ	Tranches quotient familial de la CAF ou MSA				
	A De 1 à 499	B De 500 à 699	C De 700 à 949	D De 950 à 1499	E A partir de 1500
DISCIPLINE MUSIQUE					
PARCOURS DÉCOUVERTE					
Éveil musical et corporel *Enfants de 4/5 ans - École maternelle*	67,80€	104,40€	126€	135€	150,60€
Initiation musique et danse *Enfants de 6/7 ans – CP/CE1*	67,80€	104,40€	126€	135€	150,60€
Parcours Découverte Instrumentale (PDI) *Enfants de 6/7 ans* *- Initiation musique et danse +* *- Découverte de différents instruments de musique sur toute l'année ou d'un instrument au choix sur toute l'année*	95,10€	113,70€	135€	156,60€	183,30€
Cursus diplômant Cycle 1 et Cycle 2 *- Un cours individuel (instrument ou chant) +* *- Un cours d'érudition au minimum (ex : formation musicale, écriture, culture, analyse) +* *- Une pratique collective (ex : orchestre, chœur)*	156,60€	218,10€	288,60€	362,40€	442,20€
Cursus diplômant Cycle 3 *- Un cours individuel (instrument ou chant) +* *- Un cours d'érudition au minimum (ex : formation musicale, écriture, culture, analyse) +* *- Une pratique collective (ex : orchestre, chœur, musique de chambre, atelier lyrique)*	258€	362,40€	414,60€	516€	595,80€
Cursus diplômant supplémentaire *- Un cours individuel (instrument ou chant) +* *- Une pratique collective en lien avec cette discipline*	135€	156,60€	165,90€	196,50€	227,40€
Parcours personnalisé (hors cursus) *Après validation du cycle 1* *- Un cours individuel (instrument ou chant) +* *- Une pratique collective*	156,60€	218,10€	288,60€	362,40€	442,20€
Une discipline individuelle supplémentaire *2ème pratique musicale individuelle : instrument ou chant hors cursus*	95,10€	116,40€	156,60€	199,50€	212,1€
Pratiques collectives *Ensembles instrumentaux et/ou chorales et/ou atelier jazz/MA, stage*	73,50€	86,10€	123€	159,60€	184,20€
Parcours Erudition-cours collectif *Formation musicale, analyse, écriture, culture musicale, arrangement orchestration, composition*	73,50€	86,10€	123€	159,60€	184,20€
Soutien à l'instrument *- Accompagnement individuel d'une pratique instrumental* *- Accompagnement ponctuel de pratique amateur*	67,80€	104,40€	126€	135€	150,60€
DISCIPLINE DANSE					
Initiation Danse - *Enfants de 6/7 ans – CP/CE1*	95,10€	113,70€	135€	156,60€	183,30€
Cursus Cycle 1 et Cycle 2 *- 1C1 et 1C2 : 2 cours hebdomadaires dans 2 disciplines différentes + Formation musicale* *- 1C3 à 1C4 : deux cours discipline choisie + 1 cours autre discipline* *- 2C : deux cours discipline choisie + 1 cours chorégraphique*	156,60€	218,10€	288,60€	362,40€	442,20€
Cursus Cycle 3 *- Au minimum deux cours discipline choisie + 1 cours chorégraphique*	258€	362,40€	414,60€	516€	595,80€
Cursus supplémentaire	135€	156,60€	165,90€	196,50€	227,40€
Parcours personnalisé hors cursus - *Réservé aux adultes*	156,60€	218,10€	288,60€	362,40€	442,20€
Pratiques de danse et corporelle hebdomadaires	135€	178,20€	208,80€	223,20€	313,20€
STAGE et MASTER CLASS					
La demi-journée : 26€				*La journée* : 51€	

service de l'assainissement

Rapport annuel du délégataire 2025

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

CA DE L'AUXERROIS



© SUEZ / Benjamin Croizet

AuxR_ Eau

Un service assuré par SUEZ

SUEZ

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année 7
1.2 Contexte national : les évolutions à venir 8
1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année 12
1.4 Votre contrat : les chiffres clés 38
1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance 39
1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 40
1.5.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL 41
1.5.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E 41
1.6 Votre contrat : les perspectives 42

2 | Présentation du service 49

2.1 Le contrat 51
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 52
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 52
2.2.2 La gestion de crise et continuité d'activité 52
2.2.3 La relation clientèle 53
2.3 L'inventaire du patrimoine 55
2.3.1 Le système d'assainissement 55
2.3.2 Les biens de retour 56

3 | Qualité du service 73

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte 75
3.1.1 La pluviométrie 75
3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte 76
3.1.3 L'exploitation des déversoirs, bassins d'orage 103
3.1.4 L'exploitation des postes de relèvement 107
3.1.5 La conformité du système de collecte 118
3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement 122
3.2.1 Le fonctionnement hydraulique 122
3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement 126
3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration 144
3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement 151
3.3 Le bilan de la relation client 179
3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif 179
3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement 185
3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients 186
3.3.4 L'activité de gestion clients 187
3.3.5 La relation clients 187
3.3.6 L'encaissement et le recouvrement 188
3.3.7 Le fonds de solidarité 189
3.3.8 Les dégrèvements pour fuite 189
3.3.9 Le prix du service de l'assainissement 190

4 | Comptes de la délégation 203

4.1 Le CARE 205
4.1.1 Le CARE 206
4.1.2 Le détail des produits 207
4.2 Les reversements 208
4.2.1 Les reversements à la collectivité 208
4.3 La situation des biens et des immobilisations 209
4.3.1 La situation sur les installations 209
4.3.2 La situation sur les canalisations 214

4.4 Les investissements contractuels 215
4.4.1 Le renouvellement 215
4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé 217

5 | Votre délégataire 219

5.1 Notre organisation 222
5.1.1 La Région 222
5.1.2 Nos moyens logistiques 228
5.2 Notre système de management 230

6 | Glossaire 235

7 | Annexes 245

7.1 Synthèse réglementaire 247
7.1.1 La synthèse des évolutions réglementaires 247
7.1.2 Les évolutions réglementaires 248
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE 277
7.3 Attestations d'assurance 282
7.4 Les conventions de déversement 285
7.5 Calcul des indicateurs CCSPL 286
7.6 Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement 288
7.7 La relation clients par commune 301
7.8 L'encaissement et le recouvrement par commune 305
7.9 Le fonds de solidarité par commune 314
7.10 Les dégrèvements par commune 319
7.11 Les factures 120m3 par commune 324
7.12 Attestation du commissaire aux comptes 353

Synthèse de l’année



© SUEZ / Abdellah Benzamia / Benzprod

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année

Un modèle de financement fragilisé

En matière de gestion de l'eau et de l'assainissement, les territoires français sont confrontés à de fortes pressions, amplifiées par les évolutions réglementaires, le changement climatique et des préoccupations citoyennes croissantes. Alors que notre pays a bâti, au fil des décennies, un service public d'eau et d'assainissement robuste, reconnu internationalement grâce à des avancées technologiques majeures, sa résilience est aujourd'hui mise à rude épreuve. Ces dernières années, la fréquence inédite des épisodes de sécheresse, de canicule, de submersions côtières et de fortes pluies a fait apparaître des impacts durables sur le cycle de l'eau, les milieux naturels et la biodiversité, ainsi que des tensions croissantes sur la disponibilité de la ressource, entraînant des conflits d'usage et compliquant la gestion des eaux potables, usées et pluviales. Cette crise, la population l'a désormais bien intégrée, 72 % des Français estiment que la qualité de l'eau potable se dégrade, et 44 % perçoivent l'accès à cette ressource comme un problème majeur.

Parallèlement, alors que 80 à 90% des coûts des services publics d'eau et d'assainissement sont fixes, plusieurs facteurs convergents mettent en péril leur pérennité et, par conséquent, notre capacité collective à maintenir un niveau de qualité conforme aux attentes et aux défis :

- La sécheresse de 2022 et le Plan eau impulsé dans la foulée par le gouvernement fixant notamment un objectif de réduction de 10 % des prélèvements d'ici 2030 ont durablement conduit à une baisse des consommations. Si cette évolution est très vertueuse pour l'environnement, elle révèle l'inadéquation d'un financement basé principalement et dans les mêmes proportions que les coûts fixes sur les volumes consommés ;
- Les fluctuations inflationnistes pèsent sur les coûts, mais leur répercussion tarifaire par les formules de révision reste partielle et différée ;
- La réaffectation d'une partie des redevances des agences de l'eau vers le budget général a retiré au secteur des centaines de millions d'euros, aggravant un sous-investissement chronique (environ 3mds d'€/an pendant 5 ans), uniquement pour rattraper le retard en matière de renouvellement des réseaux et de modernisation des infrastructures ;
- L'empilement réglementaire en cours et à venir accroît les coûts de traitement et d'exploitation ;
- Les effets du changement climatique sont prégnants et imposent une vision de long terme et une nouvelle approche basée sur les risques et l'adaptation à travers de nouveaux investissements
- Les pollutions émergentes, très présentes médiatiquement, tant sur le plan de l'eau potable que des eaux usées contribuent à un climat de défiance de la part des usagers qui se disent en majorité prêts à assumer une facture en augmentation
- Les gains de productivité réalisés depuis vingt ans par les collectivités et les opérateurs laissent aujourd'hui peu de marges résiduelles.

Conformément aux préconisations de la FP2E, il est urgent de prendre des décisions structurantes pour préserver l'eau comme bien commun : maintenir la logique « l'eau paye l'eau », diversifier les ressources (subventions ciblées à l'investissement, financements mixtes, obligations vertes, mobilisation systématique des fonds européens tels que le FEDER), appliquer plus systématiquement le principe du pollueur-payeur et considérer l'inévitable augmentation du prix de l'eau. Parallèlement, des dispositifs sociaux ciblés doivent protéger les ménages vulnérables.
Sur le plan contractuel, des contrats pluriannuels, indexés sur la performance et mieux partagés en termes de risques, sont nécessaires pour restaurer la prévisibilité. Les gains opérationnels nécessaires pour limiter la pression tarifaire ne pourront être obtenus que par des politiques larges d'investissement : télé-comptage généralisé, asset management, efficience énergétique et digitalisation.
Repenser dès maintenant le modèle de financement est indispensable pour garantir la soutenabilité financière, la résilience environnementale et l'accès universel à l'eau.

1.2 Contexte national : les évolutions à venir

De nombreuses modifications en cours ou à venir du cadre législatif et réglementaire amèneront à faire évoluer le cadre contractuel des contrats.

Travaux de voirie - Amiante

La nouvelle réglementation amiante applicable au 1er juillet 2026 impactera fortement le secteur de l'eau et de l'assainissement.

La FP2E a récemment publié une note de position sur cette nouvelle réglementation, disponible à l'adresse : https://www.fp2e.org/outils-pour-la-profession/ et que nous reproduisons ici in extenso.

Conformément à la réglementation, l'activité Eau en France de SUEZ proposera les aménagements nécessaires aux contrats, les solutions permettant de réduire les coûts et une stratégie d'accompagnement de la collectivité.

FP2E LES ENTREPRISES de l'eau

Janvier 2026

Note de position – Nouvelle réglementation Amiante

La nouvelle réglementation amiante est une avancée pour la protection et la prévention des risques pour les riverains et intervenants. Sa mise en œuvre implique une modification des conditions opérationnelles d'intervention dont les surcoûts doivent être pris en charge par les donneurs d'ordre et propriétaires d'infrastructures.

Contexte :

La Fédération professionnelle des entreprises de l'eau a pris note de la publication de l'arrêté du 4 juin 2024 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers.

Cet arrêté est nouveau et vient achever le corpus réglementaire associé au décret de 2017. Ce renforcement de la réglementation amiante dans les travaux de voirie et réseaux, imposera à compter du 1er juillet 2026 de faire réaliser une recherche d'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers et notamment dans les voiries et réseaux avant la réalisation de tous travaux.

Cette recherche doit être menée dès lors que le donneur d'ordre, le maitre d'ouvrage, ou le propriétaire d'immeubles non bâtis, n'ont pas fourni d'informations ou que les informations consignées dans les documents de traçabilité ne permettent pas de déterminer avec suffisamment de précision la présence ou à l'absence d'amiante dans les matériaux et produits susceptibles d'être concernés par les travaux.

Les repérages prévus par cet arrêté, concernent aussi bien les enrobés que les réseaux (curage et toute intervention sur la structure des ouvrages) et devront être réalisés par des opérateurs formés et réalisés de manière conforme aux exigences fixées dans la norme NF X 46-102 : novembre 2020.

A défaut de la réalisation de ces repérages en amont des travaux, et notamment lors des interventions urgentes, la réglementation indique que les travaux devront être réalisés comme si la présence de l'amiante était avérée.

La Fédération rappelle que le propriétaire de l'ouvrage a la responsabilité de transmettre en amont aux intervenants les informations précises sur la présence d'amiante dans les voiries ou réseaux, et **doit à ce titre en réaliser la cartographie détaillée**.

En effet, à défaut, les intervenants seront contraints de faire réaliser en amont les analyses nécessaires ou, en cas d'urgence, d'intervenir comme si la présence d'amiante était avérée, ce qui occasionnera des surcoûts élevés.

Impacts pour la profession :

La réglementation impactera plusieurs aspects pour la profession et le secteur de manière générale :

- Economique : augmentation des coûts des repérages et des travaux.

- Santé publique et santé des travailleurs : protection du public comme des opérateurs lors de travaux sur des ouvrages ou voiries amiantées.
- Réactivité : les rapports de repérage sont fournis au plus tôt sous 7 jours minimum (et ce en cas d'urgence).
- Communication : avec les riverains (risques perçus du fait d'interventions d'agents portant des équipements de protection (masques respiratoires, combinaisons).
- Contrats : interaction avec les autres obligations contractuelles (obligations contractuelles sur les rendements, obligations sur la réactivité en cas de fuite, ...)
- Organisationnels : liés à la capacité à disposer du nombre d'agents et encadrants (y compris les sous-traitants) formés selon la sous-section 4, prêts à intervenir. Ces nouveaux éléments réglementaires et normatifs vont entraîner des surcoûts très importants pour la profession. L'estimation est de l'ordre de 600 M€/ an pour les entreprises délégataires comme les régies. Ces surcoûts sont liés aux coûts de repérage (carottages et analyses en laboratoire), aux contraintes d'interventions (formation des intervenants et encadrants, équipements de protection, modes opératoires spécifiques, délais de réalisation des repérages et de production des rapports d'analyse, durée de réalisation des travaux) et à la gestion des déchets (ségrégation et traitement des déchets).

Dans ce contexte, la FP2E rappelle que les entreprises de l'eau se préparent à répondre aux implications de cette nouvelle réglementation, mais qu'elles ne doivent pas en supporter les surcoûts.

Il convient donc d'adapter les contrats (en cours ou en négociation) afin de tenir compte de l'ensemble des impacts de cette réglementation

Evolutions réglementaires du marché de l'électricité

Le marché de l'électricité a connu depuis le 1er janvier 2026 des modifications structurantes d'origine législative :

- La disparition du tarif d'**A**ccès **R**égulé à l'**E**lectricité **N**ucléaire **H**istorique (ARENH) : Ce tarif réglementé, qui représentait environ 55% des consommations électriques des métiers de l'eau et de l'assainissement était très compétitif à 42 €/MWh dans un marché de fourniture qui a évolué entre 65 et 250 €/MWh entre 2022 et 2025.
- La modification de la fiscalité liée à l'accise sur l'électricité (anciennement CSPE ou TICFE) avec la fin du bouclier tarifaire et de nouvelles règles d'accès aux taux réduits.

Ces modifications impactent fortement le coût de l'électricité nécessaire aux services d'eau et d'assainissement.

L'analyse menée par le cabinet Xerfi conjointement avec l'INSEE démontre que, compte tenu du poids de ces réformes dans la structure de consommation électrique des services d'eau et d'assainissement, les indices de l'INSEE qui mesurent l'évolution moyenne du marché, ne permettront pas de répercuter intégralement cette hausse.
Cette divergence entre ces indices et l'évolution des coûts conduira les formules d'indexation des tarifs à ne plus refléter fidèlement cette l'évolution, ce qui viendra modifier l'équilibre économique des contrats.
Il conviendra, suivant les préconisations de l'INSEE, de corriger les formules d'indexation des contrats.

Réforme anti-endommagement

La réglementation relative aux interventions à proximité des réseaux de transport et distribution, aussi appelée réglementation anti-endommagement ou construire sans détruire, a pour objectif principal de prévenir les dommages aux réseaux et les conséquences que ces dommages peuvent entraîner sur la sécurité des personnes exécutant les travaux, la sécurité des riverains des réseaux, la protection de l'environnement, et la continuité des services apportés par ces réseaux.
Cette réglementation, dans son ensemble, impose aux exploitants de réseaux une amélioration progressive de la cartographie des réseaux, des réponses plus précises aux déclarations DT/DICT faites par les responsables de projets et les exécutants des travaux, ainsi qu'une anticipation des situations de crise afin que la mise en sécurité en cas de dommage soit aussi rapide que possible.

Depuis le 1er janvier 2026, les réponses aux DT/DICT des réseaux non sensibles en zone urbaine, doivent être en classe A de précision (avec un fuseau d'incertitude de 40 cm) pour l'ensemble des réseaux.
Plusieurs possibilités permettent de répondre à cette obligation.

- Répondre à partir d'une cartographie en classe A des réseaux
- Mettre en œuvre des solutions ponctuelles au moment de la réception de la demande de DT/DICT sous un délai de 15 jours, avec géoréférencement au fil de l'eau de la zone concernée, ou uniquement via un marquage-piquetage

En outre, les réponses à ces DT/DICT/ATU doivent utiliser les PCRS (Plan de Corps de Rues Simplifié) comme fond de plan.

Ces nouvelles obligations modifient le cadre contractuel des interventions et ont un impact significatif sur l'équilibre économique des contrats.

Le cas échéant, en fonction des modalités de cartographie en classe A déjà réalisées ou envisagées par chaque Collectivité, il convient d'étudier les évolutions contractuelles nécessaires à la mise en place de solutions spécifiques ainsi que leur financement.

Infrastructures Numériques : disparition programmée des technologies 2G, 3G et cuivre

Les opérateurs de communication ont, avec l'accord de l'ARCEP décidé de supprimer les technologies de communications 2G, 3G et cuivre entre 2026 et 2030 au profit de la généralisation de technologies plus récentes (4G et 5G dans le domaine mobile et fibre dans le domaine filaire).
Les métiers de l'eau et l'assainissement utilisent de nombreux objets connectés, tant pour la mesure des informations sur les réseaux et les usines, que pour le pilotage à distance des installations.
Or, les capteurs et automates reposent majoritairement sur les technologies qui seront supprimées par les opérateurs. Ces technologies étant les seules jusqu'à aujourd'hui à assurer la couverture nécessaire. C'est le cas en particulier des capteurs sur le patrimoine enterré et de ceux positionnés sur les sites isolés.
Dès lors, il convient, pour assurer la continuité des services d'eau et d'assainissement, de procéder à un renouvellement partiel des équipements du patrimoine des Collectivités.
Par conséquent, une modification des plans contractuels de renouvellement des équipements est nécessaire.
Ces modifications tiendront compte à la fois :

- de l'urgence de renouvellement, notamment pour les technologies 2G s'arrêtant au cours de l'année 2026,
- de l'intégration du module communicant au sein de l'équipement et la possibilité de dissocier le capteur du modem,
- du choix de la Collectivité de passer à des technologies plus récentes pour favoriser le développement de la cybersécurité,
- de l'existence du renouvellement de ces équipement au sein des plans de renouvellement actuels.

Après arbitrage, il conviendra de trouver les solutions permettant de financer ces renouvellements contraints par cette évolution exogène.

Facturation électronique

La généralisation de la facturation électronique entre professionnels à compter de septembre 2026 imposera aux délégataires du service public de l'eau une mise en conformité technique et organisationnelle de leurs systèmes de facturation, afin de répondre aux exigences de formats normalisés, de sécurité des données et de transmission via des plateformes agréées par l'État, ainsi qu'aux obligations de transmission électronique des données de facturation et de TVA à l'administration fiscale.

Cette évolution représente des contraintes techniques et financières importantes, liées à l'adaptation des outils informatiques existants, aux investissements nécessaires et à la conduite du changement, dans un contexte de maîtrise des charges.
Sa mise en œuvre entrainera une hausse du coût de la relation clientèle qu'il conviendra d'intégrer dans l'économie du service.

Cybersécurité NIS 2

La connectivité des installations industrielles permet leur pilotage optimisé et une meilleure performance. Le développement de cette connectivité s'accompagne d'un accroissement des risques liés à la cybersécurité et au piratage informatique.
Face à ces risques, la commission européenne a décidé de renforcer massivement la cybersécurité dans un grand nombre de secteurs d'activité en Europe, dont l'eau potable et l'assainissement. Les états membres avaient jusqu'au 17 octobre 2024 pour transposer la directive européenne NIS 2 (2ème version de la directive Network & Information Security) dans leur droit respectif. Les échéances parlementaires et gouvernementales ont retardé ce projet de loi qui pourrait se concrétiser en 2026.

La déclinaison en droit français de cette directive va a priori venir en complément de la loi de programmation militaire et en substitution de loi NIS, qui ne concernent qu'un nombre restreint de grands systèmes critiques. La plupart des services seront concernés par cette nouvelle règlementation afin de protéger le patrimoine industriel ainsi que les opérations et les services associés.
La mise en conformité consécutive à cette nouvelle règlementation impliquera des investissements et des coûts d'exploitations complémentaires à ceux déjà engagés par Suez Eau France pour garantir un 1er niveau de cybersécurité.

1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année

► Le contrat

Après l'intégration des communes de **Villefargeau et St Georges-sur-Baulche** en 2024, c'est le système d'assainissement (collecte et traitement) de Chevannes qui a été intégré au contrat le 1er janvier 2025.

Un audit de mi-contrat a été réalisé par le bureau d'étude ADRIAL à la demande de la Communauté de l'Auxerrois. Dans ce but, une visite de tous les ouvrages a été réalisée. SUEZ s'est mis à la disposition d'ADRIAL en les accompagnant lors des visites et en fournissant tous les éléments nécessaires à la réalisation de leur étude (partie administrative).

Le résultat de cet audit sera rendu en 2026. La Communauté de l'Auxerrois transmettra les éléments à SUEZ.

► Les systèmes de collecte

1. Sécurité

SUEZ a alerté la Communauté de l'Auxerrois sur le **manque de sécurité de certains postes de relèvement** et principalement : PR Chemin de Halage et le PR Gué de la Baume à Gurgy.

SUEZ a réalisé le **renouvellement des trappes d'accès aux pompes** en travaux facturables.

SUEZ a également constaté que **certaines chambres à sable sur le réseau d'Auxerre ne peuvent pas être isolées.** L'entretien ne peut pas être réalisé dans les règles de l'art et en toute sécurité. De plus, il y a un manque d'aération et l'accès est difficile, car les tampons sont souvent étroits et inadaptés pour l'intervention d'agents en espace confiné.

➔ *SUEZ reste à votre disposition pour vous proposer des études adaptées.*

Armoires électriques : Plusieurs armoires de postes de relèvements sont obsolètes et doivent être reprises. SUEZ a fait part de ce constat à la Communauté de l'Auxerrois.

Barreaux antichute : Dans le cadre du contrat de DSP, SUEZ devait équiper 37 postes de relèvement de **barreaux antichute :**

- 20 postes équipés en 2024,
- Les 17 autres ont été équipés courant 2025.



Appoigny – Rue du stade

Visites de contrôle :

- Une visite de contrôle de levage et de contrôle électrique a été réalisée sur tous les sites.
- Une visite de contrôle des **disconnecteurs** a été réalisée sur le bassin d'orage de la Chainette. A la suite de ce contrôle, SUEZ a proposé un devis pour la modification du raccordement du disconnecteur afin qu'il puisse être contrôlé.

2. Autosurveillance des systèmes de collecte

Analyses des Risques et Défaillance

Conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015, SUEZ a effectué une **Analyses des Risques et Défaillance** sur les systèmes d'assainissement d'Augy, Escolives-Sainte-Camille, Champs-sur-Yonne, Saint-Bris-le-Vineux et Saint-Georges-sur-Baulche. Les conclusions des analyses ont été transmises à la Communauté de l'Auxerrois en 2023.

La commune de Chevannes a intégré le contrat en 2025. La mise a jour de l'autosurveillance a été réalisée. Les analyses des risques et défaillance sera effectuée en 2026.

➔ *Les analyses sont reprises chaque année et évolueront en fonction de la vie des ouvrages.*

Diagnostic permanent du système de collecte

De la même manière, un **diagnostic permanent du système de collecte** a été initié sur les communes d'Augy, Chevannes, Escolives-Sainte-Camille, Saint-Bris-le-Vineux et Saint-Georges-sur-Baulche. Les indicateurs et thématiques à suivre ont été choisis en 2023 en concertation avec la Communauté de l'Auxerrois. En 2024 et 2025, les conclusions ont été délivrées lors des bilans annuels du système d'assainissement.

Le suivi de ces indicateurs permettra une amélioration continue de ces systèmes de collecte dans les différentes thématiques choisies.

En 2025, ce diagnostic a été initié sur les communes de **Vincelles et Chevannes**. Les indicateurs et thématiques à suivre ont été choisis en 2025 en concertation avec la Communauté de l'Auxerrois.

Transmission de l'autosurveillance

Les volumes déversés sur les points autosurveillés ont été transmis au service de la Police de l'eau conformément à la réglementation, selon les **scénarii SANDRE** des systèmes de collecte.

Sur les systèmes d'assainissement d'Appoigny, Saint-Bris-le-Vineux et Saint-Georges-sur-Baulche, **un rapport semi-automatique a été mis en place permettant d'avoir un réel suivi de tous les déversoirs d'orage équipés** (autosurveillés ou non) en corrélation avec la pluviométrie. Ce rapport a été transmis à la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre des bilans annuels des systèmes d'assainissement.

De la même manière, un second rapport automatique a été transmis pour le suivi du bassin d'orage et est envoyé automatiquement selon la fréquence définie.

Déversoir d'orage D - Place du Coche d'eau à Auxerre

Le système d'assainissement **d'Appoigny** étant jugé non conforme, SUEZ a apporté à la Communauté de l'Auxerrois son expertise pour proposer des actions à mener en vue de corriger les écarts constatés.



Dans cette optique, SUEZ a installé une lame de déversement en entrée du DO D, Place du Coche d'eau à Auxerre en décembre 2025. La hauteur de cette lame est réglable et actuellement fixée à 15 cm (à modifier en fonction du constat). **Cet équipement a pour but** de limiter le nombre de déversement et faire monter en charge les effluents dans la chambre de stockage pour faciliter le remplissage du bassin d'orage faisant office de tampon.

Contrôle technique des systèmes d'assainissement de plus de 2000 EH

La Communauté de l'Auxerrois a mandaté le bureau d'étude AMP Environnement pour réaliser un contrôle technique des systèmes d'assainissement de plus de 2000 EH. SUEZ a accompagné le bureau d'étude dans la réalisation de ces contrôles sur tous les déversoirs d'orage autosurveillés. Nous avons également transmis le détail de nos procédures de métrologie ainsi que les fiches de vie des équipements.

3. Enquêtes contractuelles

En 2025, SUEZ a réalisé **405 enquêtes contractuelles** (conformes, non conformes et contre visites) à la demande de la Communauté de l'Auxerrois, principalement sur les communes suivantes :

- Appoigny
- Augy
- Auxerre
- Champs-sur-Yonne
- Chevannes
- Chitry
- Gy l'Evêque
- Lindry
- Monéteau
- Perrigny
- Saint Bris le Vineux
- Saint Georges sur Baulche
- Vallan
- Villefargeau
- Vincelles


SERVICE D'ASSAINISSEMENT
RAPPORT DE CONTROLE DES REJETS DU DOMAINE PRIVE

Résultat du contrôle : Conforme

Les rapports ont été transmis au fil de l'eau à la Communauté de l'Auxerrois ainsi que le fichier récapitulatif des enquêtes réalisées par commune.

Contractuellement, la réalisation de 350 enquêtes par an est prévue. Toutefois, leur mise en œuvre s'avère complexe. En effet, les clients n'étant pas à l'origine des demandes, il est difficile de les inciter à prendre rendez-vous via nos plateformes.

Face à ce constat, nous avons pris l'habitude d'effectuer plusieurs passages dans les secteurs concernés afin de réaliser ces enquêtes contractuelles en porte à porte :

- Lorsque le client est présent et accepte l'intervention, le contrôle est réalisé immédiatement.
- Dans le cas contraire, un rendez-vous ultérieur est programmé.
- En cas d'absence du client, nous déposons un **avis de passage accompagné d'un courrier de la Communauté de l'Auxerrois expliquant notre démarche.**



Nous avons également mis en place d'autres procédures :

- Prise de **rendez-vous par téléphone** via des conseillers. Mais le taux de retour obtenu par ce type de démarchage est resté inférieur à 30%.
- Passage des techniciens en **porte à porte en horaires décalés** (début de soirée et entre 12h-14h). Malgré ces efforts, les habitants restent souvent réticents à ouvrir leur porte. Cette méthode n'a pas permis d'obtenir significativement de meilleurs résultats.

4. Bilan 24h industriels

Conformément à la demande de la Communauté de l'Auxerrois, SUEZ a procédé aux contrôles sur le rejet d'industriels. En 2025, nous avons contrôlé les entreprises suivantes :

- Bourgogne Salaison – AUXERRE
- Festins de Bourgogne – APPOIGNY
- Domaine Petit Jean – ST BRIS LE VINEUX (2 prélèvements ponctuels)
- Domaine Renard Jacky – ST BRIS LE VINEUX
- Domaine Verret (pressoir et chais) – ST BRIS LE VINEUX (2 prélèvements ponctuels)
- Domaine Maître Poste – ST BRIS LE VINEUX
- Domaine Verret (cuverie 2) – ST BRIS LE VINEUX
- Domaine Près de Goix – ST BRIS LE VINEUX
- Domaine Rempart – ST BRIS LE VINEUX
- Chemin du parc – ST BRIS LE VINEUX (2 prélèvements ponctuels)

En 2024, des modèles de conventions récentes ont été transmis pour support à la Communauté de l'Auxerrois.

SUEZ se tient à la disposition de la Communauté de l'Auxerrois pour l'accompagner dans ces démarches auprès des industriels et pour la mise à jour ou la création de nouvelles conventions de déversement ainsi que d'arrêtés d'autorisation.

En 2025, des bilans 24h ont été réalisés sur le réseau :

- Poste de relèvement de la Noue – AUXERRE – sur les 2 arrivées
- Poste de relèvement du Gué de la Beaume – GURGY – sur les 2 arrivées.

5. Visites de réseau, curages et inspections télévisées

Les opérations de curage et de visite de réseau ont principalement été faites lors de demandes particulières de la Communauté de l'Auxerrois et des communes de son territoire. En début de contrat, SUEZ a pris le temps de faire de la reconnaissance de réseau et mis en œuvre les outils pour pouvoir programmer et suivre au mieux les opérations en 2024 puis 2025.

Dans ce contexte en 2025, près de **59km de réseau ont été curés en préventif** (Eaux usées, unitaire et pluvial), et **75 km ont été inspectés** (**dont 33 km** en inspections télévisées).

<u>Quelques points noirs ont fait l'objet d'une vigilance particulière :</u>

1. Rue du Port de Gord à **APPOIGNY**
2. Rue des Mésanges / Route de Chablis à **AUXERRE**
3. Bassin de collecte de la Noue à **AUXERRE**
4. Rue de Preuilly à **AUXERRE**
5. **Avenue Jean Mermoz à AUXERRE**
6. Impasse de l'Eglise à **CHAMPS SUR YONNE**
7. Bassin de collecte amont PR Toussac et PR Chalifarde : rue des Roses, rue des Violettes à **CHAMPS SUR YONNE**
8. Promenade de l'Ouest à **CHAMPS SUR YONNE.**
9. Chemin des petites cours à **CHARBUY**.
10. Route de Pouligny en amont de la STEU à **ESCAMPS**
11. Amont PR VAUMARLOUP à **ESCAMPS**
12. Amont PR Moulin Brulé à **ESCAMPS**
13. La Cour barrée à **ESCOLIVES SAINT CAMILLE**
14. Ruelle croisotte à **JUSSY**
15. Avenue de la Seiglée à **MONETEAU**
16. Avenue de Saint Quentin à **MONETEAU**
17. Route de Lindry à **SAINT GEORGES SUR BAULCHE**
18. Bassin de collecte de **VINCELLES** - amont PR Camping

6. Installations de boites de branchement



SUEZ a installé **69 boites de branchement** sur des branchements assainissement qui n'en possédaient pas.
Ces équipements permettront de pouvoir délimiter la partie publique et la partie privée du branchement, mais aussi de pouvoir faciliter le débouchage ou l'entretien du branchement.

7. Renouvellement de branchements assainissement

34 branchements assainissement ont été renouvelés au cours de l'année 2025, du collecteur jusqu'à la boite de branchement, sur le périmètre de la CA de l'Auxerrois.

8. Renouvellement et remise à niveau des tampons assainissement

La Communauté de l'Auxerrois a demandé le renouvellement de **112 tampons d'assainissement** en 2025, essentiellement dans le cadre de travaux ou de reprises des enrobées sur chaussée. SUEZ a également procédé à **8 remises à la cote** de tampons assainissement.

9. Recherche des eaux claires parasites (ECP)

Dans le cadre du contrat, SUEZ a réalisé différentes méthodes de recherche des eaux claires parasites. Après l'analyse des différents résultats, une synthèse de préconisation de travaux sera délivrée à la Communauté de l'Auxerrois pour l'orienter dans ses travaux.

Sondes de mesures des réseaux

Le suivi des infiltrations d'ECP se fait désormais à l'aide des 20 sondes de niveau sur le système de collecte. Deux sondes ont été installées en 2025 sur la commune de Chevannes. Ces sondes sont placées stratégiquement sur les différents bassins de collecte et permettent le suivi des infiltrations d'eaux claires avec plus de réactivité.

En parallèle, le système de gestion des postes de relèvement COYOTE a été mis en service sur les postes stratégiques répondant aux prérequis.

Couplé au suivi des sondes de niveau, nous aurons une meilleure vision des bassins de collecte soumis aux ECP et donc une meilleure connaissance des réseaux.

Campagne nocturne/diurne de recherche des ECP

En 2025, 2 secteurs principaux ont été étudiés sur les communes de :

- **Chevannes (Bourg, La Villotte, Orgy)** ;
- **Monéteau** (bassin de collecte du PR Gué de la Baume).



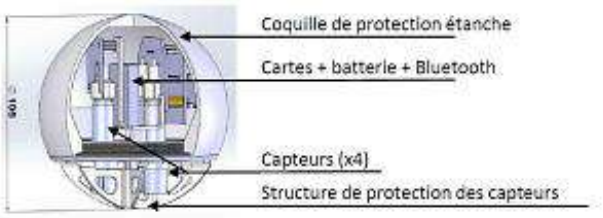
Les mesures ont été réalisées à l'aide d'un **courantomètre** et par empotement, lorsque la configuration ou le débit ne permettait pas l'utilisation du courantomètre.

- **Rue de Chemilly à Monéteau :** présence d'ECP importante, arrivée par tampons et conduites non étanches.
- **Chemin du Halage à Monéteau (côté Bourg) :** racine de végétaux pénétrant le réseau et provoque des infiltrations.
- **Chevannes :** peu d'infiltration. Présence de point d'infiltration vers le Bourg, Promenade des Prairies et Orgy.

➔ Les différents résultats ont été transmis à la Communauté de l'Auxerrois.

SEWERBALL

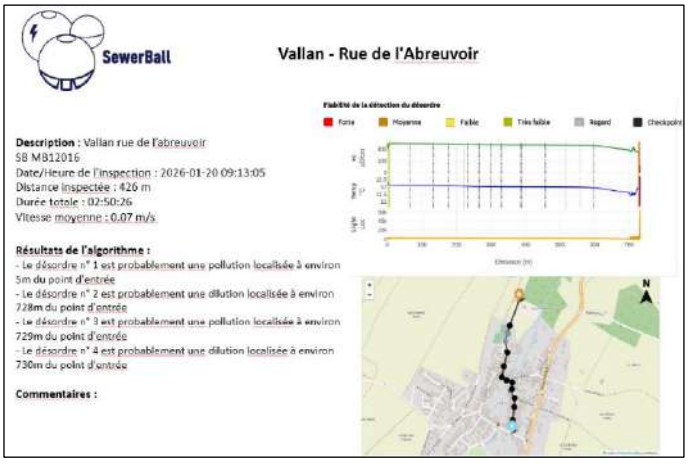
SUEZ Eau France innove avec la Sewerball®détecter les entrées d'eaux claires parasites (ECP) La Sewerball®, une innovation brevetée de Suez, suit en continu les paramètres de qualité suivants : pH, température, potentiel RédOx et conductivité.



La Sewerball a été passée dans les secteurs sur lesquels il y a eu des grosses infiltrations dues à la montée des nappes de l'Yonne ou dans les secteurs inondés lors de fortes pluviométries :

- Appoigny – Rue d'en bas et Rue du Fossés (Les Bries)
- Auxerre – secteur Turgotine, Rue des Mignottes
- Gurgy et Monéteau – secteur Gué de la Beaume, long de l'Yonne
- Monéteau - Pien
- Vallan – Rue de l'Abreuvoir.

➔ **Au total près de 6km de réseau ont été inspectés.**



Pour chaque tronçon étudié, une carte localisant le passage de la Sewerball a été transmise à la Communauté de l'Auxerrois avec l'identification des points d'entrée d'ECP dans le réseau.

DIAGRAP

Le diagnostic rapide des réseaux d'assainissement DIAGRAP, permet d'appréhender rapidement l'état général d'un réseau de collecte. Des investigations plus poussées peuvent être réalisées si besoin sur les tronçons ayant été déterminés comme critiques.



En 2025, SUEZ a réalisé du DIAGRAP sur la commune de **Chevannes**, **soit plus de 7 km de réseau**. Pour chaque regard, une fiche a été complétée et intégrée au SIG.

➔ *Un rapport de ces inspections sera transmis à la Communauté de l'Auxerrois.*

Fonds de renouvellement des canalisations pour la réduction des ECP

Contractuellement, SUEZ doit procéder à un programme pluriannuel de renouvellement de canalisations permettant de réduire la collecte d'ECP sur les systèmes d'assainissement.

En 2025, après concertation avec le service assainissement de la Communauté de l'Auxerrois, il a été décidé de poursuivre les préconisations du schéma directeur d'assainissement. Celui-ci proposait des renouvellements de tronçons de conduite d'eaux usées strictes sur la commune **d'Augy**.

Pour ce système d'assainissement, devant dans le futur être raccordé au système d'Appoigny, **la réduction de collecte des ECP est un réel enjeu.**

- ➔ Rue des Chaumes : le réseau a été renouvelée (soit 327 ml) ;
- ➔ Cours d'Enfer : un chemisage de réseau par gainage a été réalisé sur 25 ml.

Sur le système d'assainissement de **Saint Georges sur Baulche**, des travaux préconisés par le schéma directeur ont également été réalisées de manière à répondre aux demandes de la DDT pour la réduction des eaux claires parasites :

- Chemisage réseau/branchements Rue du Moulin (52 ml) ;
- Chemisage réseau/branchements Chemin des Petits Bois (108ml).



Toujours de manière à répondre à notre obligation de réduction de collecte des eaux claires parasites, la Communauté de l'Auxerrois a demandé à SUEZ de reprendre des regards sur le **chemin des Prairies sur la commune de Chevannes**. **Ces ouvrages en mauvais état étaient une porte d'entrée des eaux d'infiltration.**

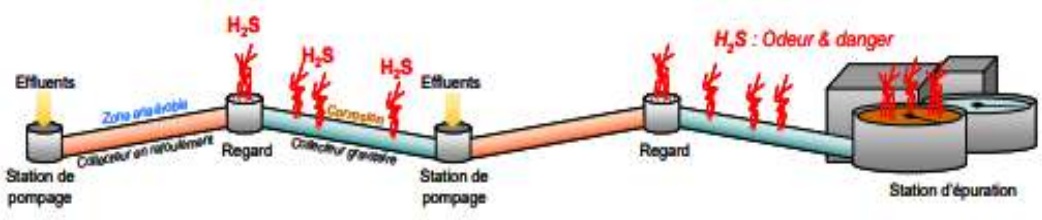
Puis, SUEZ a procédé à l'obturation d'un branchement d'eaux pluviales sur la **rue Henri Marlot à Appoigny** car il collectait sur le réseau unitaire le trop plein d'une source.

Enfin, sur la commune de **Monéteau** et à la demande de la CA de l'Auxerrois, SUEZ a renouvelé un regard sur le réseau d'eaux usées qui n'était plus étanche Rue de la Commanderie.

10. Cartographie du risque H2S

L'hydrogène sulfuré (H_2S) est un gaz toxique qui se développe dans les réseaux et ouvrages d'assainissement quand les effluents subissent une période prolongée sans oxygène et deviennent septiques. Cette situation se produit principalement :

- Lorsqu'il n'y a pas beaucoup d'effluents et que ceux-ci restent longtemps dans les postes de relèvement avant d'être refoulés,
- Ou lorsque les effluents stagnent dans le réseau.



En 2024, SUEZ a installé des **CORROTRACK** sur 20 postes de relèvement ou possiblement une production d'H_2S peut être localisée dans l'ouvrage ou au niveau du point de refoulement.



A la suite des résultats obtenus, **3 postes ont été ciblés comme ayant un risque de présence d'H2S :** PR Villefargeau, PR Charbuy Lagune et PR Gué de l'Epine à Monéteau.

Une étude globale comprenant les résultats des CORROTRACKS, les fiches DIAGRAP, les remontées terrains, ainsi que les éventuelles demandes d'interventions pour « odeur » est en cours.

Les conclusions de cette étude ont été présentées à la Communauté de l'Auxerrois.

A la suite des échanges, il a été décidé la remise en service de l'injection de chlorure ferrique sur le refoulement du **PR de Villefargeau**, mais également un contrôle des valeurs de détection d'H2S de façon ponctuelle durant l'été. **Lors de ces contrôles, aucune valeur n'a dépassé les seuils réglementaires.**

Un état des lieux du réseau devra être réalisé sur la commune de Charbuy pour vérifier les ouvrages et la présence de traces de corrosion.

Pour ce faire, SUEZ réalisera une visite des réseaux par vidéopériscope avec la méthode DIAGRAP. Toutefois, ces investigations n'ont pu être réalisées en 2025, elles sont repoussées à l'année 2026.

11. Désimperméabilisation – Optimizer ®

En collaboration avec la Communauté de l'Auxerrois, SUEZ a réalisé une **étude du potentiel de déraccordement des eaux pluviales.**

Cette étude consiste dans un premier temps à réaliser une cartographie du potentiel de déraccordement à partir d'image satellitaire, à l'échelle du domaine public et privé, avec les surfaces actives déraccordables et les volumes potentiels en jeu.

A la suite de cette cartographie, les premières conclusions ont été présentées à la Communauté de l'Auxerrois.

Dans un second temps en 2025, une validation du modèle hydraulique du système d'assainissement de **la station d'épuration d'Appoigny** par temps de pluie a été réalisée afin d'optimiser la gestion des eaux pluviales. Les aménagements de déconnexions retenus par la Communauté de l'Auxerrois ont été intégrés dans l'étude, ainsi que les aménagements testés avec OPTIMIZER *(optimisation du programme de travaux).*

Objectif principal de l'analyse Optimizer : pouvoir apprécier une réduction du coût des travaux projetés dans le schéma directeur d'assainissement par :

- La mise en place du déraccordement ;
- La recherche d'optimisation du système (hauteur de lame).

Cette approche porte notamment sur le fait que les travaux proposés ont pour objectif de limiter les débordements (Pluie de retour 20 ans).

➔ **Ces solutions pourront être couplées à des solutions complémentaires de transfert vers l'aval, ou de renforcement du réseau, tout en étant vigilants pour :**

- Ne pas augmenter le coût des travaux ;
- Ne pas augmenter les débordements ;
- Ne pas augmenter les volumes déversés.

Lors de cette phase, OPTIMIZER a révélé une anomalie notable dans le schéma directeur.
Lors des campagnes de nappe haute, la pluie n'était pas représentative. Elle n'aurait pas permis de caler le modèle idéalement. Les choix de représentation qui en découlent rendent le modèle hydraulique peu fiable. En effet, OPTIMIZER est utilisé pour optimiser les travaux afin de limiter les déversements au niveau du bassin d'orage de la Chainette et viser la conformité. Le modèle dit déjà que le système est conforme. Donc les aménagements proposés montreront que tout est conforme de façon identique.

➔ *SUEZ doit donc procéder différemment et ne pas se baser sur le modèle hydraulique issu du schéma directeur.*

12. PREBIO (Recherche de micropolluants)



Une cellule PREBIO est un capteur, spécifiquement conçu pour les eaux usées, qui contient une mousse spécifique paramètre pour accumuler du biofilm pendant la durée d'exposition.



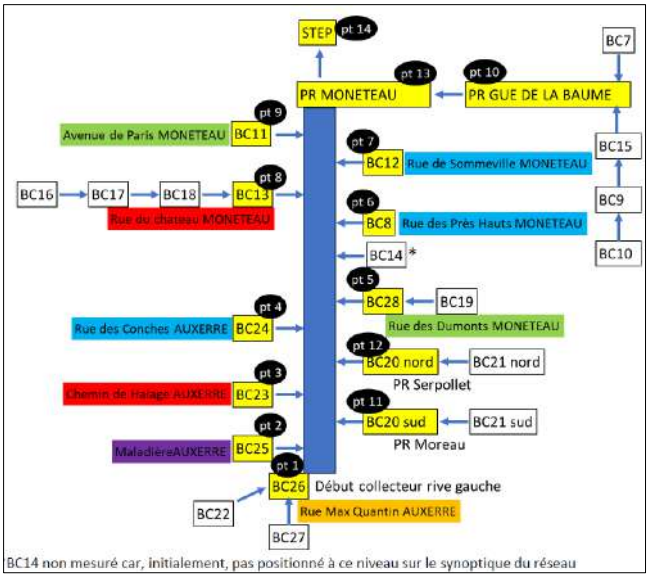
- Au cours du 2e semestre 2024, SUEZ a réalisé une 1ère campagne de PREBIO.
  14 points de mesure ont été positionnés sur les différents bassins de collecte et en entrée de station de traitement sur le système d'assainissement d'Appoigny.

- Au terme de cette campagne d'analyse**, des composants ont été détectés sur certains bassins de collecte.** Les résultats ont permis de définir la cartographie de l'emplacement des sondes pour une 2e campagne en 2025.

- De mai à juillet 2025, une 2nde campagne a été réalisée sur les sous-secteurs prévus.

➔ *Tous les résultats détaillés ont été présentés à la Communauté de l'Auxerrois*

En fonction de ces nouveaux résultats, une étude des industriels devra être menée afin de déterminer lesquels pourraient être la source de certains paramètres détectés dans les réseaux. Une fois cette étude réalisée, SUEZ proposera une 3ème campagne pour permettre de trouver la source de pollution.



13. Journées d'expertise

Dans le cadre du contrat, SUEZ a sollicité des experts assainissement afin d'accompagner au mieux la Communauté de l'Auxerrois dans les différentes études engagées.

02/06/2025	SIG
21/01/2025	Etude du Milieu naturel
15/05/2025	IA DO
01/04/2025	PREBIO
06/10/2025	OPTIMIZER
10/2025	SALON POLLUTEC A LYON
12/02/2025	Problème réseau assainissement - quartier des Rosoirs - suite aux travaux RCU
03/03/2025	Expertise ROUGEOT
17/06/2025	Etude H2S / NADIA / DIAGRAP
02/07/2025	Préparation suivi des vendanges
17/07/2026	Raccordés / Non raccordables
22/07/2025	Présentation DIAG PERM Chevannes + Vincelles
05/08/2025	Bilan ECP
05/08/2025	Autosurveillance SA APPOIGNY
27/11/2025	Présentation RCU 2026
26/11/2025	Réunion de lancement audi ST BRIS
17/11/2025	Audit autosurveillance SA Appoigny + ST GEORGES + CHEVANNES + ST BRIS
15/12/2025	Audit technique mi contrat

14. Travaux de la Communauté de l'Auxerrois

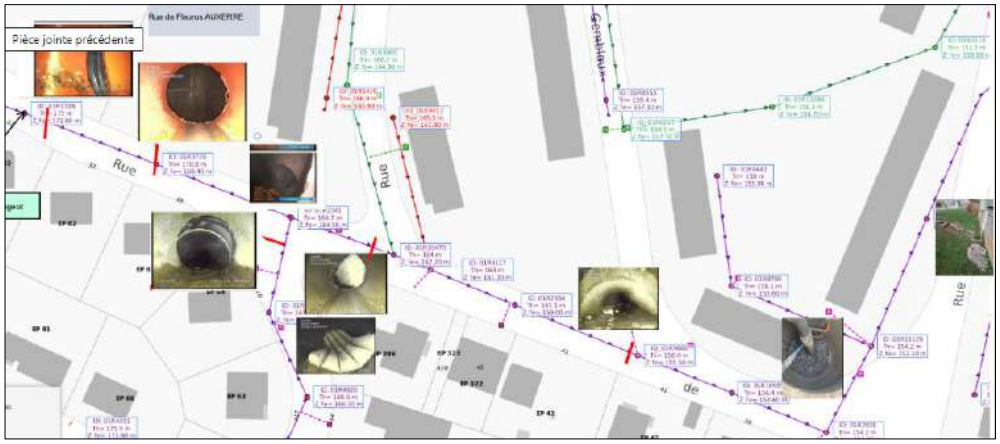
La Communauté de l'Auxerrois a mené de nombreux travaux dans le cadre de marchés publics en 2025.

<u>SUEZ a assisté aux réunions d'avant-projet et chantier, puis a suivi de près certains travaux :</u>

- ⇨ **Auxerre** : Rue Emile Lorin, Rue Bourneil, Rue Rantheaume
- ⇨ **Auxerre** : Rue Pierre et Marie Curie
- ⇨ **Auxerre** : Rue de Fleurus

Ces travaux débutés en 2024 sur ce secteur et terminés début 2025, concernaient la mise en place du **réseau de chauffage urbain**. L'entreprise sous-traitante a endommagé le réseau et procédé à des réparations de fortune. Une grande quantité de sable et de cailloux de tailles importantes a pu pénétrer dans le réseau d'eaux usées et provoquer plusieurs séries d'inondations en aval.

➔ *De nombreuses interventions de curage, de visite de réseau et de débouchage ont été réalisées afin de retirer les gravats.*



⇨ **Auxerre :** avenue Hoche, avenue Foch, rue des Moreaux, rue Denfert Rochereau, rue Bobillot, rue Victor Hugo, rue Jeanne d'Arc, rue de la Tour d'Auvergne…

Ces travaux correspondent à la 2ème phase de mise en place de réseau de chauffage urbain. Les 2 entreprises sous-traitantes (SADE et IRDH) ont associé SUEZ aux réunions de chantier. Cela nous a permis de suivre l'avancée des travaux et prévoir des inspections télévisées avant et après les interventions, afin de vérifier que les réseaux n'avaient pas été endommagés.

⇨ **Champs sur Yonne – Promenade de l'Ouest :** De fortes infiltrations d'eau de nappes de l'Yonne ont créé des **inondations dans le secteur Rue des Roses, Rue des Violettes, Rue des Acacias…** En réalisant des recherches d'eaux claires parasites, nous avons ciblé la principale source d'entrée comme étant la Promenade de l'Ouest (malgré un chemisage entrepris par la commune de Champs sur Yonne il y a quelques années).

➔ *Les études préalables à ces travaux ont été réalisées fin 2025 pour un démarrage des travaux au 2ème semestre 2026.*

⇨ **Chitry** : **création et mise en service du système de collecte et du système de traitement :** Les contrôles de conformité du raccordement au réseau sont réalisés au fil de l'eau en fonction de l'avancée des travaux et des raccordements au réseau de collecte.

⇨ **Escamps : Réhabilitation des postes de relèvement (PR) :** Les travaux prévus début 2024 ont été retardés mais réalisés au 2e semestre 2024. Les postes n'ont pas été équipés de télésurveillance et les armoires actuelles ne sont pas adaptées et/ou manquent de place.

- **PR Grilletière, Moulin Brûlé, Huilliers :** ils sont désormais équipés de pompes en cale sèche (type DIP). Toutefois, les variateurs ont été remplacés par 2 reprises (car problème d'étanchéité au niveau de l'armoire).
- **PR Vaumarloup et Avigneau 1 :** Ils sont toujours en poste de type SOTERKENOS. Les compresseurs n'ont pas été renouvelés, de même que les ballons anti-bélier, alors que ceux-ci sont d'origine et n'ont jamais été contrôlés, ni requalifiés.

  ➔ *Les ballons ont été commandés en 2025 et seront installés au 1er semestre 2026.*

  Le PR Vaumarloup ne dispose pas de système de télésurveillance.

  Sur les 2 chambres de compresseurs créées lors des travaux, une infiltration d'eaux importante a été constatée lors des pluies car la trappe n'est pas étanche. **Des bavettes devraient être installées afin de limiter l'entrée d'eau et le cadre devrait être modifié.**

  Une condensation d'eau est également visible lors de températures basses car le compresseur génère de la chaleur. **Une ventilation haute et une ventilation basse doivent être créées dans le génie civil de l'ouvrage pour remédier à ce problème.** En attendant, une plaque inox a été installée sur le compresseur du PR Vaumarloup, mais pas au PR Avigneau 1.

  Avant les travaux, les 2 postes disposaient de **clapet de nez**. Après travaux, ils ont été remplacés par des clapets à boule, ce qui engendre des entretiens encore plus fréquents qu'auparavant.

  ➔ *SUEZ a demandé une expertise avec SOTERKENOS pour déterminer la cause du problème récurrent.*
- **PR Avigneau 2 :** hors service depuis début 2025. Comme son mode de réhabilitation n'a pas encore été statué, SUEZ a installé provisoirement une pompe de refoulement.
- **PR RD1** : réhabilité en poste de type classique, il dispose désormais d'une sonde de niveau.

⇨ **Gy l'Evêque :** mise en séparatif rue Rechièvre, suppression de 2 déversoirs d'orage.

⇨ **Monéteau :** Allée des Peupliers – Renouvellement du réseau et mise en place de clapet sur deux branchements en partie basse

⇨ **Monéteau :** Sougères Rue Saint Laurent – Mise en place du réseau d'eaux pluviales (2e tranche).

- ⇨ **Quenne** : poursuite de la mise en séparatif, étude pour la mise en place du poste de relèvement permettant le transfert des eaux usées vers Auxerre.
- ⇨ **St Bris le Vineux :**
    - Rue de Gouaix : renouvellement du réseau unitaire
    - Secteur Bougeilles : passage de l'unitaire en séparatif, suppression des DO Rue de Bougeilles et Chemin sous le Parc
    - Chemin sous le parc : renouvellement de la chambre à sable.
- ⇨ **St Georges sur Baulche :** rue des Champs Casselins
- ⇨ **Lindry :** réseau eaux pluviales Rue des Bachelets
- ⇨ **Vallan** : rue des Tournants, rue de Beau, rue de l'Eglise
- ⇨ **Villefargeau** : lotissement du Manoir (2e tranche)
- ⇨ **Vaux** : la station de traitement obsolète a été démantelée et le poste de relevage réhabilité pour refouler les effluents vers le PR de la Noue sur Auxerre. Une injection de chlorure ferrique a été prévue afin de traiter l'H_2S en préventif et limiter les nuisances olfactives sur la Route de Vaux.
    - ➔ *L'injection de chlorure ferrique a été déplacé au niveau du poste de relèvement. Toutefois, le point d'injection est assez haut et dangereux, il y a un risque de projection lors de l'intervention des techniciens.*
    - ➔ *L'étanchéité de la chambre de vanne est à revoir car de l'eau s'infiltre.*

15. Travaux de renouvellement électromécanique - Fonds de renouvellement

De manière à respecter nos obligations contractuelles concernant le plan de renouvellement prévisionnel, SUEZ a réalisé en 2025 de nombreux renouvellement sur le système de collecte, principalement sur les postes de relèvement.

Les renouvellements ont été réalisés suivant le plan technique prévisionnel mais également à la suite d'une panne ou d'une mise hors service. Dans ce cas, l'information a été transmise à la Communauté de l'Auxerrois, avant chaque renouvellement, afin que SUEZ soit autorisé à effectuer une modification du PTR. Puis, pour que les charges liées à ce renouvellement puissent être passées sur la ligne prévue à cet effet.

En 2025 sur le système de collecte, les renouvellements les plus significatifs réalisés par SUEZ sont les suivants :

- Renouvellement de **plusieurs armoires électriques** dont les PR de Maulny à Chevannes, PR des Mésanges à Charbuy, PR Rue de l'Europe à Appoigny et PR Rue des Mariniers à Monéteau. D'autres renouvellements sont en cours et seront réalisés en 2026 tels que le renouvellement des armoires des PR de Villefargeau, PR Camping de Vincelles, PR Route de Toussac à Champs sur Yonne, PR Quai Saint Louis à Champs sur Yonne, PR Route de Lindry à St Georges sur Baulche…
- L'ensemble des renouvellements réalisé est détaillé dans la partie "Situation sur les installations"

16. Suivi des vendanges sur la commune de Saint Bris le Vineux

En période de vendange, le système d'assainissement est sensible aux pollutions d'origine viticoles. Un suivi renforcé a été réalisé en 2025, de manière à limiter les déversements issus des vendanges.



Ces sondes ont été installées à des points stratégiques du réseau, permettant d'encadrer les principaux chais.
A chaque pH inférieur à 5.5, une alarme était générée et déclenchait l'intervention d'un agent sur place, afin d'enquêter sur le réseau et remonter éventuellement jusqu'au branchement déversant des effluents non conformes.

➔ **257 alarmes de sondes déclenchées avec pH < 5,5 sur le réseau**



<u>Au cours de ces interventions, 12 prélèvements ont été réalisés :</u>

- 5 sur des branchements de viticulteurs dont les effluents avaient un pH < 5.5.
- 7 autres de façon ponctuelle.

Date prélèvement	DCO	pH labo	N° bulletin
18/08/2025	15000	3,6	AR-25-IX-213313-01
04/09/2025	2320	6,4	AR-25-IX-236410-01
04/09/2025	1960	6,7	AR-25-IX-234535-01
04/09/2025	1330	6	AR-25-IX-234534-01
08/09/2025	3720	6,8	AR-25-IX-234533-01
08/09/2025	4910	6,6	AR-25-IX-235078-01
09/09/2025	4930	4,8	AR-25-IX-244230-01
11/09/2025	3720	4,5	AR-25-IX-234640-01
11/09/2025	2490	6,7	AR-25-IX-241635-01
13/09/2025	17600	5,9	AR-25-IX-234641-01
26/09/2025	294	7,1	AR-25-IX-256983-01
28/09/2025	598	8,5	AR-25-IX-255510-01

Tous les résultats ont été transmis à la Communauté de l'Auxerrois au fil de l'eau ainsi qu'un rapport quotidien détaillant les alarmes reçues et le détail de nos interventions.

17. Système d'information géographique (SIG)

Une réunion d'expertise a eu lieu le 02/06/2025 en présence du service SIG de SUEZ, du service SIG de la Communauté de l'Auxerrois, ainsi que de la société d'ingénierie ALTEREO.

Lors de cette réunion, nos Sigistes ont exposé plusieurs problématiques dont voici les principales :

- Les branchements et les avaloirs sont sur la même couche, il est impossible de faire la différence entre les types d'équipements,
- Les données sont enregistrées sur les regards et non sur les conduites,
- Des plans de récolement ont été transmis depuis la dernière mise à jour d'ALTEREO sur laquelle SUEZ travaille,
- Il existe des incohérences entre les données transmises et celles que nous avions déjà : regard manquant, ou regard supplémentaire… cela demande des vérifications.
- Le nommage des conduites et des regards a été repris selon les données transmises par ALTEREO mais cette mise à jour demande beaucoup de temps,
- …

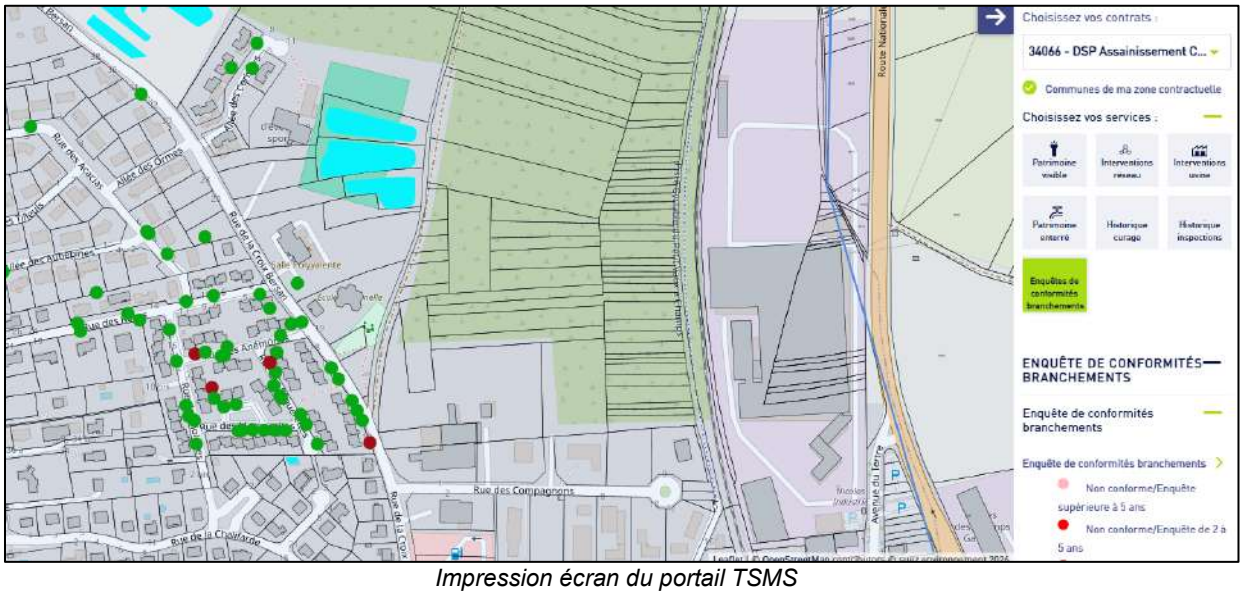
Il a été convenu qu'une dernière mise à jour des plans devait être transmise par ALTEREO au mois de juin pour intégration durant l'été. Or, l'envoi n'a été fait qu'au mois d'août 2025. Une prochaine réunion sera programmée début 2026.

De même, il a été acté que lors des prochaines intégrations de conduite ou de regard, la numérotation des éléments sera réalisée avec le suivi des numérotations existantes SUEZ.

Une distinction des déversoirs d'orage qui se rejette au milieu récepteur et des points de délestages qui se rejettent dans un réseau devra être envisagée.

Pour finir, il a été validé que les réseaux privés seraient tracés dans le SIG en violet.

La Communauté de l'Auxerrois a demandé à SUEZ d'intégrer un pastillage des habitations pour lesquelles des enquêtes de conformité ont été effectuées. Un pastillage a donc été mis en place fin d'année avec les 1ères pastilles visibles sur le portail **« Tout Sur Mes Services ».** Toutefois pour l'exhaustivité du pastillage, un travail de mise à jour des informations de géolocalisation des boites de branchement est nécessaire sur les enquêtes déjà réalisées en 2025.



Impression écran du portail TSMS

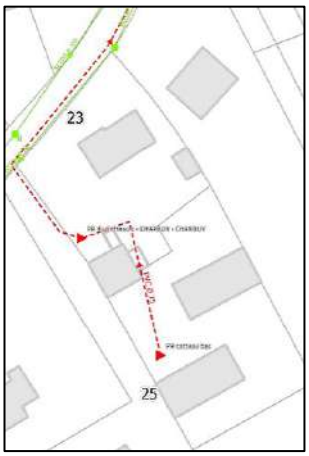
18. Mise à jour du patrimoine

Des échanges entre SUEZ et le service assainissement de la Communauté de l'Auxerrois ont débuté fin 2024 **pour retirer du périmètre d'affermage certains postes de relèvement.**

- **ESCAMPS – PR Rue de Pouligny (Vestiaire)** : ce poste ne dessert que le vestiaire communal, mais il s'agit en fait d'une pompe vide cave à l'entrée des vestiaires, alimentée directement par le tableau électrique du bâtiment auquel SUEZ n'a pas accès.
  De plus, l'abonnement électrique lié à ce poste est à la charge de SUEZ alors que l'usage de l'énergie n'est pas dédié au fonctionnement de la pompe de relèvement.

  ➔ *Ce poste doit être retiré de l'inventaire par avenant. L'abonnement électrique devra être repris par la commune d'Escamps.*

- **CHARBUY – PR Coteau bas et PR Coteau haut**
  Ces deux postes sont situés sur des parcelles en propriété privé de la commune de Charbuy. Les postes de relèvement reçoivent uniquement les effluents des habitations de ces parcelles.
  Seul le PR Coteau Haut dispose d'un équipement de télésurveillance. De ce fait, lors d'un dysfonctionnement, les clients appellent le service client car les eaux usées remontent dans leurs branchements.

  ➔ *Des démarches devront être engagées par la CA de l'Auxerrois afin de retirer ces 2 PR du périmètre d'affermage par avenant. L'abonnement électrique devra être repris par la commune de Charbuy*

- **ESCOLIVES SAINTE CAMILLE – PR Ecole**
  Il est situé en domaine privé et dispose également d'un refoulement de plus de 25 ml (en domaine privé). Son alimentation électrique est assurée par le tableau de l'école communale. L'installation ne dispose pas d'armoire dédiée et ne bénéficie donc pas de télésurveillance.

  Après vérification, il s'avère que ce poste de relèvement a été rétrocédé en bonne et due forme à la Communauté de l'Auxerrois. Il ne peut donc pas faire l'objet d'un retrait de l'inventaire.

  Toutefois courant 2025, l'endommagement de la conduite de refoulement du poste a été constaté. Comme sa réparation nécessite des travaux importants en domaine privé, SUEZ a préconisé à la Communauté de l'Auxerrois de revoir entièrement l'ouvrage afin de le repositionner en domaine public. Cette solution permettrait notamment l'installation d'une armoire dédiée, accessible et équipée d'un système de télésurveillance.

  ➔ *Une offre a ainsi été transmise à la Communauté de l'Auxerrois.*

  Dans l'attente de l'avancement des démarches de la Communauté de l'Auxerrois, une solution provisoire a été mise en place, consistant à l'installation temporaire d'une pompe et d'un tuyau de refoulement extérieur raccordé au réseau en domaine public.

  ➔ *Cette situation reste toutefois non pérenne. Il sera donc important de poursuivre l'avancement de ce dossier au cours de l'année 2026.*

19. Réhabilitation de postes de relèvement

En plus du PR Ecole à Escolives Saint Camille sur lequel des travaux de réhabilitation (voir de déplacement) devront être réalisés, SUEZ a proposé en 2025 la réhabilitation de 2 autres postes de relèvement :

- **GURGY – PR Gué de la Baume :**

Ce poste de relèvement est stratégique puisqu'il collecte les eaux usées de la commune de Gurgy mais également un bassin de collecte important de la commune de Monéteau. Le refoulement de ce poste passe sous l'Yonne pour rejoindre l'arrivée au poste principal Rue de Paris à Monéteau.

Les pompes en places étaient vieillissantes et les barres de guidage corrodées. Le poste ne dispose pas de vanne permettant d'isoler les arrivées. SUEZ a donc proposé à la Communauté de l'Auxerrois de **réhabiliter le poste de relèvement** en installant une vanne en amont du poste (de chaque côté des arrivées) et une vanne sur le refoulement. Ces travaux sont conséquents et nécessitent l'installation d'un by-pass pour les effluents pendant toute la durée des travaux (estimée à 2-3 semaines). La CA de l'Auxerrois n'a validé qu'une seule partie des travaux. Comme la totalité des travaux ne peut être réalisée, ceux-ci n'ont pas été engagés.

- **ESCOLIVES SAINT CAMILLE – PR Avigneau 2 :**

Hors service depuis début 2025, la façon dont il doit être réhabilité n'a pas encore été statuée. SUEZ a installé de façon provisoire une pompe de refoulement. Il a été demandé lors de réunion de chantier, de **prévoir la réhabilitation de ce poste par une fonctionnement de poste classique :** un pied d'assise avec une pompe et une conduite de refoulement. Or, le budget n'étant pas suffisant, aucune intervention n'a finalement été réalisée. Actuellement, le poste fonctionne avec la pompe provisoire. Cette situation n'est pas pérenne.

20. IA DO et IA PR

SUEZ a mis en place des **solutions innovantes pour suivre les déversements** vers le milieu naturel, que ce soit sur les déversoirs d'orage ou sur les trop pleins de poste de relèvement. Cette intelligence artificielle prend une photo lors d'un changement d'état par rapport à la situation que l'on a configuré au préalable. Nous prévoyons **l'installation de ces équipements sur les déversoirs d'orage en amont de travaux,** pour permettre de voir l'incidence de la mise en séparatif d'un secteur sur le nombre de déversements du déversoir d'orage en aval.

En 2025, SUEZ a acquis 3 IA DO et 1 IA PR. En concertation avec la Communauté de l'Auxerrois, ils ont été installés en début d'été sur les :

- DO Rue du Pavillon,
- DO Route de Joigny
- DO Rimbeuf à Appoigny.



L'IA PR a été installée en fin d'année sur le PR Quai Saint-Louis à Champs sur Yonne. Cependant, un câble était endommagé et il a été renvoyé au service après-vente. Nous le remettrons en service dès que possible.

21. Raccordés non raccordables

Une réunion entre la Communauté de l'Auxerrois et le service Clients de SUEZ a eu lieu durant l'été 2025 de manière à débuter le travail de vérification des clients non raccordés mais raccordables.

La vérification étant terminée côté Communauté de l'Auxerrois, les modifications seront apportées par SUEZ pour permettre la mise à jour de la base clients et la facturation de la part assainissement.

► Les systèmes de traitement

1. Evolution de la réglementation

L'année 2025 a été marquée par l'actualité réglementaire suivante dans le domaine de l'assainissement :

Station d'épuration ≥ 2000 EH :

- Réalisation d'un contrôle du Dispositif d'Autosurveillance (CDA) par un organisme indépendant (et habilité à partir du 01/01/2028), au moins tous les 2 ans et à la charge du maitre d'ouvrage.
- Validation du manuel d'autosurveillance par le service Police de l'Eau.

Station d'épuration avec une capacité nominale ≥ 200 EH et < 2000 EH :

- Réalisation des bilans de fonctionnement de la station selon le cahier des charges national, transmission des données et d'un rapport selon un modèle national.

2. Autosurveillance des systèmes de traitement

Bilans 24h - Système de traitement

Les bilans 24h ont été réalisés dans le cadre du suivi de l'autosurveillance des 23 systèmes traitement, la conformité sera jugée sur l'ensemble des bilans de l'année.

Les systèmes de traitement suivants seront non conformes aux prescriptions règlementaires :

- ✓ **Bleigny le Carreau :** non conforme sur le paramètre phosphore total, il n'y a pas de traitement adapté sur le système épuratoire.
- ✓ **Charbuy Bourg :** non conforme sur le paramètre NTK.
- ✓ **Chevannes :** non conforme sur le paramètre phosphore total.
- ✓ **Escamps Bourg :** non conforme sur le paramètre DBO5.
- ✓ **Lindry – Les Houches : :** non conforme sur le paramètre NTK.
- ✓ **Saint Georges sur Baulche :** non conforme sur les paramètres DBO5, MeS, NGL et Phosphore total.
- ✓ **Villeneuve Saint Salve – Lagunage :** non conforme sur le paramètre MeS.

Les systèmes de traitement suivants non conformes sur les paramètres suivants :

- ✓ **Bleigny le Carreau :** non conforme sur le paramètre phosphore total, il n'y a pas de traitement adapté sur le système épuratoire.
- ✓ **Charbuy Bourg :** non conforme sur le paramètre NTK.
- ✓ **Chevannes :** non conforme sur le paramètre phosphore total.
- ✓ **Escamps Bourg :** non conforme sur le paramètre DBO5.
- ✓ **Lindry – Les Houches : :** non conforme sur le paramètre NTK.
- ✓ **Saint Georges sur Baulche :** non conforme sur les paramètres DBO5, MeS, NGL et Phosphore total.
- ✓ **Villeneuve Saint Salves – Lagunage :** non conforme sur le paramètre MeS.

Scénario SANDRE et Manuel d'Autosurveillance :

En 2025, la mise à jour des scénarii SANDRE a été réalisée pour les systèmes d'assainissement suivants : Auxerre-Appoigny, Chevannes, Coulanges-la-Vineuse, Irancy, St-Georges-sur-Baulche.
SUEZ a également mis à jour les manuels d'autosurveillance des systèmes d'assainissement suivants : Auxerre- Appoigny, Chevannes, St-Georges-sur-Baulche.

Dératisation :

Plusieurs campagnes de dératisation ont été menées. Toutefois, SUEZ alerte la Communauté de l'Auxerrois sur le fait que les opérations de dératisation nécessitent une habilitation pour l'utilisation de produits raticides.

De plus, la dératisation dans les réseaux ne suffit parfois pas à éradiquer la population de nuisibles. En effet, ces derniers transitent par les conduites mais ils n'établissent pas leur lieu de vie dans les réseaux.

➔ *Les campagnes de dératisation doivent être accompagnées d'actions du même type chez les particuliers, plus particulièrement dans les granges, fermes ou chais.*

3. Qualité des boues

Les analyses effectuées sur les boues produites ont été conformes. Aucun des sites de l'Agglomération n'a présenté de dépassement des seuils réglementaires. Néanmoins, SUEZ attire votre attention sur **le taux de cuivre** présent dans 2 analyses de boues à la STEU de ST BRIS LE VINEUX, qui dépasse le seuil réglementaire de 1000 mg/kg MS pour les lits N°5 et N°6 (1030 et 1080 mg/kg).

En cas de dépassement avéré, les boues polluées doivent être traitées dans une filière adaptée : incinération, enfouissement en décharge réglementée.

SUEZ a réalisé d'autres analyses les mois suivants. En août 2025, le taux était redescendu sous le seuil réglementaire. **Ce paramètre reste à surveiller.**

Quantité des boues évacuées : L'installation des bâches filtrantes sur les STEU d'Augy et Vincelles a permis de réduire fortement les volumes de boues évacuées.

4. Sécurité

Une visite de contrôle de levage et de contrôle électrique a été réalisée sur tous les sites. Les conclusions de ces contrôles ont été transmises à la Communauté de l'Auxerrois.

➔ *Des modifications et des mises aux normes doivent être réalisées afin de garantir à nos collaborateurs une sécurité des installations.*

5. Faits marquants 2025 sur les systèmes de traitement

STEU D'APPOIGNY :

✓ Fin des travaux de réhabilitation du canal prétraitement :



✓ Bassins d'aération : remplacement de 2 compresseurs (1 par bassin) :



- ✓ Etude de la mise en place REUT (dimensionnement des équipements). Pour rappel ci-dessous un historique relatif à ces travaux :
    - **26 décembre 2024 :** Echange avec l'AESN pour validation du schéma SANDRE avec REUT
    - **28 février 2025 :** Echange avec DRIEAT → Validation
    - **31 mars 2025 :** La DRIEAT demande un porté à connaissance pour l'unité de traitement et avant installation du matériel. Elle nous informe d'un arrêté ministériel attendu avant l'été 2025, couvrant les utilisations de propreté urbaine. *Cet arrêté doit préciser les attendus, notamment* ***en termes de qualité d'eau demandée*** *et de* ***validation préalable des performances du dispositif de traitement****. Il devrait simplifier et accélérer l'instruction du dossier. La DRIEAT nous a donc demandé d'attendre la parution de celui-ci avant de déposer le dossier de demande d'autorisation.*

- ✓ **La publication de l'arrêté est survenue le 8 septembre 2025.** Il précise dans son Annexe II – Section 1, **qu'une surveillance en continu de la turbidité est imposée**.

- ✓ Trackers solaires : Après la tempête Benjamin survenue en métropole en octobre 2025, l'assurance du constructeur a imposé la « mise à plat » des trackers solaires sur l'ensemble du territoire français. Par conséquent, la production électrique de ces derniers est réduite depuis cette date.

STEU D'AUGY : Mise en place d'une sonde radar sur le canal de sortie (mars 2025)



STEU de BRANCHES : Réalisation d'une bathymétrie en mars 2025.

STEU DE CHEVANNES : Après l'intégration de la commune de Chevannes en janvier 2025, SUEZ a transmis en mai 2025 une synthèse (par courrier) des défauts constatés sur les ouvrages associés, afin de porter à la connaissance de la Communauté de l'Auxerrois certains points de vigilance.

- ✓ Remplacement du SOFREL :



- ✓ Mise en place d'un pluviomètre et d'une régulation O2 – REDOX sur le bassin d'aération.





STEU DE CHITRY LE FORT :

La STEU a été réceptionnée en juillet 2025, **avec réserves**, notamment à cause du disconnecteur.

Le site a été clôturé sur la partie longeant le ru afin de répondre à la nécessité de transparence hydraulique face au risque de coulée de boue.



STEU DE COULANGES-LA-VINEUSE :

- ✓ Mise en place d'un pluviomètre sur le canal de sortie.
- ✓ Mise en place d'une sonde radar sur le canal de sortie.



STEU D'ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE : Le système de traitement de la **commune d'Escolives-Sainte-Camille** présente également des risques importants d'un point de vue de la sécurité. En effet, les ouvrages sont très obsolètes avec des fissures dans la structure des ouvrages, des équipements mal dimensionnés et des difficultés structurels.

Un audit du génie civil par un cabinet d'experts a été réalisé par la CA de l'Auxerrois en 2025. Voici les travaux préconisés qui en découlent :

- ✓ Consolidation des ouvrages de la STEU avec mise en place d'étais de soutènement (travaux pris en charge par la CA de l'Auxerrois) :



- ✓ Reprise de l'étanchéité du local d'exploitation (travaux pris en charge par la Communauté de l'Auxerrois) :



- ✓ Mise en place d'une sonde radar sur le canal de sortie :



<u>STEU DE GY L'EVEQUE</u> : Les travaux de réhabilitation de la STEU ont été réceptionnés partiellement.
Il reste la zone d'infiltration.



STEU DE SAINT BRIS LE VINEUX : Un audit de la STEU a été diligenté par la Communauté de l'Auxerrois et suivi par le Cabinet MERLIN. Son retour est attendu début 2026.

Une sonde pH et conductivité a été mise en place sur le PR en entrée de STEU.





Au cours des vendanges 2025 (surveillance du 14/08 au 15/09),

- Une Sonde en entrée de STEU pour alarmes seuil pH < 5,5
- **Passage quotidien d'un technicien SUEZ** sur site *(prise de Ph, réglages, nettoyage et étalonnage des sondes)*
- **Beaucoup moins de raisins et de rafles** qu'habituellement à cette période.
  - ➔ ***1** arrivée d'effluents (pH < 5,5) le 13/09 (à 10h et 22h) avec remplissage du bassin d'orage*
- **Bilans réalisés** suivant le planning d'autosurveillance.
- Retrait de la sonde début octobre.



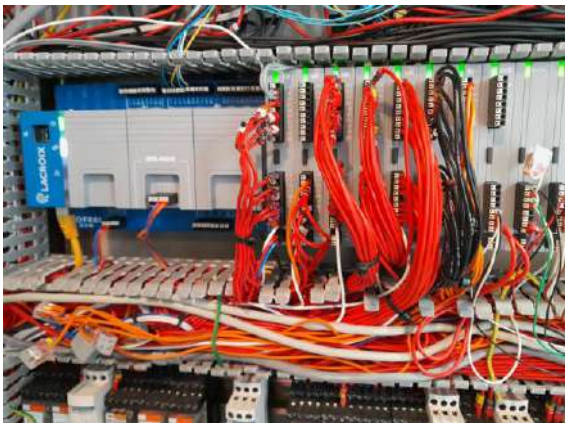
➔ *La STEU a gardé un pH d'environ 7 et les effluents ont bien été traités.*

STEU DE SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE :

- ✓ Mise en place d'une régulation O2-REDOX :



- ✓ Remplacement du SOFREL :



STATIONS AVEC LITS DE RHIZOMES

Le faucardage des stations avec lit de rhizome est réalisé une fois par an. SUEZ surveille régulièrement les niveaux de boues des lits pour anticipation de leurs curages.

Nous attirons votre attention sur les **STEU de Lindry-Les Houches et d'Escamps Bourg** qui ne sont plus en état de fonctionnement optimal à cause du colmatage des lits d'infiltration (entrainant le débordement des lits).

Concernant la lagune de **Bleigny le Carreau,** nous vous informons de la dégradation des bâches d'étanchéités des 3 bassins, ce qui entraine une infiltration des eaux avant l'exutoire de la STEU. Une étude de réhabilitation, par la Communauté de l'Auxerrois a été lancée. Enfin pour rappel, cette STEU a fait l'objet d'un rapport de manquement administratif de la part des services de l'Etat en septembre 2023, pour non-respect de la norme phosphore (cette station n'étant pas équipée de traitement).

► Investissements

Le détail des opérations de renouvellement réalisées au cours de l'année 2025 est listé dans le chapitre « 4.3.1 Situation sur les installations ».

► Economie du contrat

Les recettes 2025 sont inférieures au compte d'exploitation prévisionnel. La cause principale est la baisse des volumes facturés, liée à l'arrêt soudain et imprévisible, dès le démarrage du contrat, de l'activité du plus grand consommateur d'eau de l'agglomération à Appoigny.

La baisse des volumes s'est poursuivie en 2025 (-8%), portant l'écart cumulé par rapport au prévisionnel à près de 10%. Environ 80% des charges d'exploitation de l'assainissement étant fixes, cette diminution de volumes affecte directement l'équilibre économique du contrat.

Au regard de ces éléments, nous proposons de conduire rapidement une analyse partagée et d'engager un échange avec la collectivité.

► Développement durable

SUEZ a réalisé divers projets sur le thème du **développement durable et de la transition écologique**, menés avec différents partenaires. Ces projets illustrent des solutions concrètes pour renforcer la durabilité des territoires :

- **Bilan carbone :** réalisé avec Suez Consulting, plus précisément la Direction Aménagement Durable et Conseil en Transition ;
- **Vision carbone :** logiciel élaboré en partenariat avec Origins.Earth ;
- **Inventaire de la biodiversité** de trois sites d'assainissement, mené avec la LPO.
- **Etude du milieu naturel (suivi des milieux sensibles) :** en collaboration avec Suez, le Lyre
- **Beeomonitoring :** une mesure innovante de la biodiversité et de la pollution à travers l'analyse du pollen collecté par les abeilles, en collaboration avec Beeodiversity (ruches installées sur les STEU de Escolives-Sainte-Camille et Coulanges-La-Vineuse (dans le cadre de la DSP Eau potable).

Le 21 janvier 2025, SUEZ a programmé une réunion d'échange entre la Communauté de l'Auxerrois et les experts ayant mené les projets en lien avec le **développement durable et la transition écologique**. Ces derniers ont présenté leurs conclusions et ont répondu aux questions de la collectivité. Les accès aux différents outils en ligne ont été fournis à la Communauté de l'Auxerrois.

Le 1er décembre 2025, SUEZ a présenté les conclusions de ces projets au Conseil des Maires de l'Auxerrois.

Surveillance de la qualité des milieux naturels

Dans le cadre de la **surveillance de la qualité des milieux naturels**, et comme stipulé à l'article 22 « Développement durable » du contrat de DSP, SUEZ doit réaliser 2 campagnes de suivi des peuplements piscicoles entre 2024 et 2027, en association avec la Fédération de pêche de l'Yonne.

Ces suivis sont basés sur la technique d'échantillonnage traditionnel (pêche électrique) et réalisés sur 3 points du territoire de la Communauté de l'Auxerrois :

- le ru de Baulche, au lieu-dit "La Barcelle" (en aval de Perrigny et en amont de la N6) ;
- le rue de Vallan, en aval de Vallan ;
- le ru de Sinotte en amont de Sougère (au niveau du pont de la RN77).

➔ *Les échantillonnages ont été réalisés entre juin et septembre 2025.*





STEU D'APPOIGNY : SUEZ a installé deux bornes électriques sur le site en avril 2025.





► Communication

RECID'EAU :

Du 5 au 7 juin 2025, le Syndicat Mixte Yonne Médian a organisé son premier « RECID'EAU » à destination des scolaires et du grand public à l'Abbaye Saint-Germain d'AUXERRE. A travers ateliers et conférences, cet événement vise à sensibiliser aux enjeux liés à l'eau et à l'environnement, tout en mettant en lumière les acteurs locaux auprès du grand public.
SUEZ EAU FRANCE y a tenu un atelier dans le but de sensibiliser le public au cycle de l'eau et aux écogestes.



► Clientèle

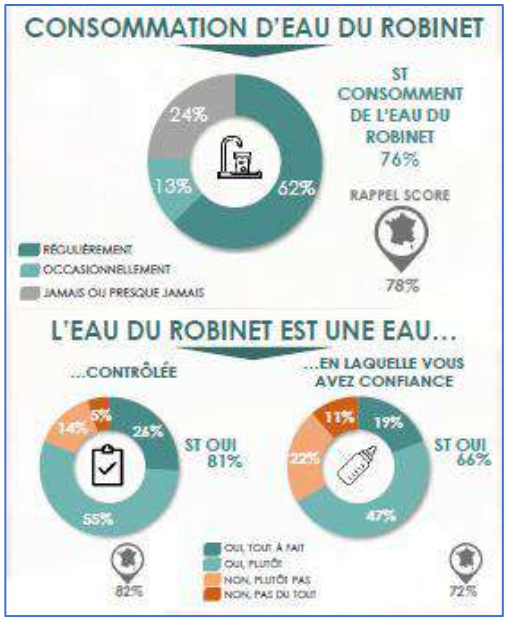
Permanences clientèle en mairie :

Des permanences clientèle ont été délocalisés dans des mairies du territoire de la CA de l'Auxerrois au cours de l'année 2025. En complément de l'accueil clientèle basé à AUXERRE, ce fut 16 permanences qui ont permis aux usagers de s'informer sur la télérelève, leur facturation, leur compte en ligne, la qualité de l'eau…

VILLEFARGEAU	12 février	IRANCY	7 octobre
VILLENEUVE ST SALVES	9 avril	GY L'EVEQUE	24 octobre
ST GEORGES SUR BAULCHE	12 mai	PERRIGNY	5 novembre
GURGY	4 juin	COULANGES LA VINEUSE	21 novembre
CHARBUY	20 juin	APPOIGNY	5 décembre
CHAMPS SUR YONNE	25 juin	MONETEAU	10 décembre
MONTIGNY LA RESLE	12 septembre	BLEIGNY LE CARREAU	17 décembre
VINCELLES	19 septembre		
VENOY	6 octobre		

Baromètre annuel de satisfaction clients particuliers (Enquête IFOP) :

Depuis 9 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel. L'étude a été réalisée du 7 janvier au 7 février 2025, On-line sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview), à partir du fichier clients fourni par SUEZ. 566 clients particuliers SUEZ ont participé à cette enquête. Cet échantillon a été extrait d'un échantillon national de 13006 clients.



Les conclusions ont été transmises à la CA de l'Auxerrois.

1.4 Votre contrat : les chiffres clés

32 379 clients assainissement collectif

3 173 098 m³ d'eau assujettis

813 km de réseau total d'assainissement

81 588 ml de réseau curé

51 désobstructions de branchement

36 désobstructions de réseau

2 938 MWh d'énergie électrique facturée

2,5438 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³
(exemple commune d'AUXERRE)

1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons indiqué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la Collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007						
Thème	**Indicateur**	**2023**	**2024**	**2025**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Caractéristique technique	D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif (1)	60 811	62 006	64 080	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	30 310	31 086	32 379	Nombre	A
Caractéristique technique	D202.0 - Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (1)	32	32	32	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.199 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type unitaire (1)	120,4	120,11	118,69	km	A
Caractéristique technique	VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type séparatif (1)	343,95	361,17	391,72	km	A
Caractéristique technique	D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	464,68	1 044,66	1 095,7	TMS	A
Tarification	D204.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ au 1er janvier N+1	2,58047	2,35833	2,5438	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P201.1 - Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (1)	49,8	50,1	50,5	%	A
Indicateur de performance	P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	82	104	106	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100	100	100	%	A
Actions de solidarité et de coopération	P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	0,0001	0,0013	0,001	€/m³	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	16	44	38	Nombre	A

1.5.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 soumis à examen de la CCSPL						
Thème	**Indicateur**	**2023**	**2024**	**2025**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	P251.1 - Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	0,02	0	0	Nombre / 1000 habitants desservis	A
Indicateur de performance	P252.2 - Points de curage fréquent du réseau	-	3,9	3,7225	Nombre / 100 km	A
Indicateur de performance	P254.3 - Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	90,7	93	94,7	%	A
Indicateur de performance	P255.3 - Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1)	95	94	99	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P258.1 - Taux de réclamations	14,3847	13,7361	9,4815	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P257.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	-	4,2204	4,1683	%	A

Calcul des indicateurs de performance en **annexe** : 252.2 ; 254.3 ; 255.3

1.5.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs de la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2025**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Dépollution	Indice de conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Oui	Oui / Non	A
Satisfaction des usagers	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Accès à l'eau	Existence d'une CCSPL	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Certification	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Certification	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A
Certification	Obtention de la certification ISO 50001 Version 2018	Oui	Oui / Non	A

1.6 Votre contrat : les perspectives

► CONTRAT

Un avenant au contrat de DSP devra être conclu en 2026 pour :

- Intégrer les nouvelles obligations réglementaires,
- Ajuster certaines obligations,
- Adapter la prestation Eaux pluviales.

En parallèle, un protocole de fin de contrat (suite à un audit de mi-contrat réalisé par le cabinet ADRIAL) sera établi entre SUEZ et la CA de l'Auxerrois courant 2026.

► LES SYSTEMES DE COLLECTE

1. Sécurité

Nous préconisons à la **Communauté de l'Auxerrois un aménagement à réaliser permettant la sécurisation des chambres à sable du Chemin de Halage, Montardouins et la Maladière**. Ces travaux devront porter sur l'installation de vannes adaptées pour isoler les chambres et permettre un vrai nettoyage de l'ouvrage.
De plus, SUEZ préconise de reprendre les regards d'accès en les agrandissant pour améliorer la ventilation et faciliter les interventions CATEC dans l'ouvrage.

Les trappes de certains postes sont lourdes et difficilement manipulables. SUEZ préconise le renouvellement de celles-ci et peut réaliser un chiffrage à la Communauté de l'Auxerrois :

- ⇨ PR Route de Lindry à Saint Georges sur Baulche
- ⇨ PR Allée du Château à Appoigny
- ⇨ PR Rue du stade à Appoigny
- ⇨ PR Quai Régenne à Appoigny
- ⇨ …

2. INFRANUM / 2G / 3G

Les systèmes de télésurveillance en 2G et 3G vont rapidement être obsolètes. SUEZ doit assurer la continuité de service, tout en conservant la performance technique et le maintien de la pérennité du patrimoine.

SUEZ a donc anticipé les besoins de renouvellement prioritaires et une liste de renouvellement a été proposé pour 2025. La démarche va se poursuivre en 2026, voici les sites concernés :

- Pluviomètre - AUXERRE
- DO 16 - Rue Louis Richard - AUXERRE
- DO MAN - Rue Rouget de l'Ile / Ravel - AUXERRE
- DO Rue de Gouaix - SAINT BRIS LE VINEUX
- DO Montboulon – SAINT-GEORGES/BAULCHE
- DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE
- Débitmètre réseau - AUXERRE
- DO 12 - Rue du Clos – AUXERRE
- PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE
- PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE
- PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE
- PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE
- PR des Acacias - CHAMPS SUR YONNE
- PR de VILLEFARGEAU
- PR Route de Lindry - MONTMERCY
- PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE
- PR Soufflot - AUGY
- PR Camping - VINCELLES

➔ *Ces lignes feront l'objet d'une modification du plan de renouvellement technique pour l'année 2025, de manière à pouvoir réaliser ces interventions dans le cadre du renouvellement électromécanique contractuel. Les commandes ont été passées en 2025, mais la pose des équipements sera réalisée au cours de l'année 2026*

3. Autosurveillance des systèmes de collecte

Dans le cadre du suivi de **l'Analyse des Risques et Défaillance**, l'installation de sondes de niveau sur plusieurs postes a été préconisée.

De plus, à la suite du changement d'armoire électrique de certains postes réalisés par la Communauté de l'Auxerrois en 2024, certains fonctionnements sont en mode dégradés car justement les postes ne disposent pas des sondes nécessaires au fonctionnement optimum.

De ce fait, un devis sera proposé à la CA de l'Auxerrois pour prévoir l'installation de sondes de niveau sur ces ouvrages.

4. Recherche des ECP

Pour suivre les précédentes études menées pour la recherche et la réduction des eaux claires parasites dans le réseau de collecte, nous allons continuer en 2026 les démarches entreprises de campagnes de recherche nocturne, de sewerball, de DIAGRAP...

Il est prévu de réaliser **deux campagnes nocturnes de recherche des eaux d'infiltration** en amont du PR Gué de la Beaume mais sur le secteur de Pien (qui redescend vers Monéteau). Le secteur d'Appoigny, amont du PR du Gué de la Pucelle sera également étudié. La seconde campagne sera réalisée sur la commune de Vallan et sur le secteur amont du PR Léon Serpollet à Auxerre. Nos recherches seront donc accentuées sur ce secteur afin de trouver les tronçons les plus judicieux à renouveler et ainsi limiter le coût des travaux. En fonction des résultats obtenus lors de la recherche nocturne, nous orienterons nos passages de **Sewerball**.

Le **DIAGRAP** sera réalisé sur les communes de Charbuy, Vincelles et Vincelottes. En fonction des constats, des inspections télévisées pourront être menées.

Ces investigations pourront également servir à la CA de l'Auxerrois dans le cadre de son étude de raccordement de ces communes sur le système de traitement Sud Auxerrois en projet.

Les **travaux de renouvellement de réseau** permettant la réduction d'infiltration d'eaux claires parasites seront réalisés sur un nouveau tronçon sur la commune d'Auxerre – Les Chesnez (200ml environ de conduite renouvelée). Cela permettra de réduire également les obstructions dues à la pénétration de racines.

De manière à mieux suivre les ECP d'origine météoriques, SUEZ prévoit de déplacer les sondes et détecteurs de déversements installés sur certains déversoirs d'orage, non soumis à l'autosurveillance.

Ces **sondes mobiles** ont été installées depuis le début du contrat en juillet 2023 et seront donc déplacées après environ 2 ans pour étudier les déversements d'autres déversoirs.

5. Points Noirs

SUEZ devait équiper le réseau de collecte de 10 sondes permettant de suivre les points noirs. Forts de leur expérience acquise sur le début de contrat, les exploitants sont désormais prêts à proposer l'installation de ses sondes sur les points suivants :

1. Rue des Mésanges à Auxerre
2. Avenue Jean Mermoz à Auxerre
3. Plaine Saint Martin à Auxerre
4. Avenue de la Puisaye à Auxerre
5. Chemin du halage à Gurgy
6. Rue de l'Abreuvoir à Vincelles
7. Avenue de Seiglée à Monéteau
8. Rue du Port de Gard à Appoigny
9. Avenue de la Puisaye à Villefargeau
10. Rue Raymond Kapps à Escolives Sainte Camille

Ces sondes étant mobiles, elles seront amenées à être déplacées en fonction des besoins et des modifications réalisées sur le réseau. L'emplacement a été validé en amont par la CA de l'Auxerrois.

6. Saint Bris le Vineux : suivi du système de collecte

Un audit a été engagé par la Communauté de l'Auxerrois fin 2025. Il permettra de statuer sur le dimensionnement du système de traitement et donnera des pistes d'amélioration.
En fonction de ces conclusions attendues pour le printemps 2026, d'autres mesures seront envisagées pour suivre les vendanges de 2026.

7. Etudes sur le système de collecte

- **Optimizer**

SUEZ propose d'utiliser le logiciel OPTIMIZER pour **rationnaliser économiquement le programme de travaux** en proposant en plus des déconnexions, de réhausses de lames déversantes... L'objectif est de faire aussi bien en matière de volumes déversés (y compris sur les petits DO qui déversent dans les petits rus), qu'en débordement et réduction des volumes d'eaux usées en temps de pluie arrivant au PR de Monéteau.

Une présentation sera réalisée à la CA de l'Auxerrois afin de transmettre les 1ers résultats et une proposition de plan de travaux en fonction de sa stratégie.

- **Degrés Bleus**

SUEZ avait proposé l'identification des collecteurs d'eaux usées éligibles au système « Degrés Bleus » ainsi que des établissements publics situés à proximité, ayant des besoins de chaleur et/ou eau chaude. Une fois les tronçons de conduite identifiés, des sondes de chaleur et de débit pourront être installées afin de calculer le potentiel de production de chaleur issue des collecteurs.

Cette étude sera présentée au cours de l'année 2026.

- **PREBIO (Recherche de micropolluants)**

En 2026, une dernière campagne d'installation de sondes PREBIO sera réalisée.

- ✓ Au cours du 1er semestre 2026, une étude des industriels sera réalisée pour connaître les micropolluants qu'ils sont susceptibles de déversés et en fonction de ceux trouvés lors des précédentes campagnes.
- ✓ Les industriels seront identifiés sur la carte avec les précédents résultats obtenus. Nous utiliserons cette nouvelle cartographie pour installer des PREBIO de façon stratégique, permettant d'isoler les sources de pollution. Les paramètres analysés seront ceux trouvés lors des précédentes campagnes.

- **Etude hydraulique Bassin de la Chainette**

A partir du modèle hydraulique **du bassin de collecte amont du BO de la Chainette** (zone de la rue Michelet à Auxerre) et des modèles de ruissellement, SUEZ a étudié un système d'alerte inondation.

Les résultats seront présentés à la Communauté de l'Auxerrois courant 2026.



8. Travaux menés par la Communauté de l'Auxerrois

SUEZ continuera de s'impliquer auprès des services de la Communauté de l'Auxerrois pour le suivi des différents travaux menés par ses soins ou par la Ville d'Auxerre, et plus particulièrement sur :

- ✓ Le déploiement du réseau de chauffage urbain ;
- ✓ Les réhabilitations des postes de relèvement de la commune d'Escamps ;
- ✓ La mise en séparatif des réseaux de Saint Bris le Vineux, Gy l'Evêque, Quenne… ;
- ✓ La création des réseaux de transfert des communes de Quenne et éventuellement Augy.

► LES SYSTEMES DE TRAITEMENT

Voici les réalisations 2026 ainsi que les préconisations apportées par SUEZ :

1. PR de Monéteau : Remplacement du débitmètre de refoulement.

2. STEU d'APPOIGNY

- Mise en place d'un système de REUT (Réutilisation d'eau traitée) sur la STEU, permettant d'alimentation en eau des camions apportant des matières extérieures sur la STEU.

  Une subvention de l'Agence de l'eau nous a été accordée en décembre 2024. Nous restons en attente de l'accord de la Police de l'eau pour la mise en place de ce système.

  ➔ *Le système de REUT ne pourra être installé qu'à la suite de l'accord de la Police de l'eau.*

- Remplacement des compresseurs d'air des bassins d'aération (hors compresseur de secours)
- Etude engagée pour la faisabilité du traitement des sables de voirie de la Communauté de l'Auxerrois.
- Autosurveillance : changement du laboratoire pour le respect des 24h des bilans d'autosurveillance.
- Pour rappel :

  Le bardage Trespa sur le bâtiment de boues continue de se dégrader. Son remplacement est à envisager rapidement pour la sécurité des intervenants.



3. STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE

La clôture de la STEU est régulièrement endommagée par des véhicules en sortie de route.

SUEZ et la CA de l'Auxerrois devront programmer un point sur le sujet avec la Commune de Saint Georges sur Baulche pour voir quelles actions sont envisageables pour la sécurisation de la STEU.



4. STEU de SAINT BRIS LE VINEUX

- La gestion du refoulement des pompes temps sec du poste de relèvement sera améliorée par une régulation de vitesse des pompes asservies à la hauteur dans le poste.
- Le suivi du déstockage du bassin d'orage sera mis en place avec le nouvel automate.
- Le dégrilleur d'entrée est obsolète, son remplacement est à prévoir.
- En attente des conclusions d'une étude du cabinet Merlin pour la gestion de la station en période de vendange.

Conseils pour les vendanges 2026 :

- Recommencer l'opération de déploiement des sondes en 2026 avec une cartographie ciblée sur les chais identifiés sur la campagne 2025,
- Continuer à faire de la visite de réseau pendant les vendanges. La présence des techniciens SUEZ limite les déversements sauvages.
- Les travaux de mise en séparatif du réseau de Saint Bris le Vineux ont été réalisés par la CA de l'Auxerrois. Le nombre de déversements sur le réseau doit tendre à la baisse.
- Maintenir le suivi des analyses de boues pour vérifier la teneur en cuivre dans les lits de séchage des boues.
- SUEZ et la Communauté de l'Auxerrois devront échanger sur les résultats de l'audit qui sera effectué pour accepter (ou non) les effluents viticoles à la STEU.

5. STEU de CHEVANNES

Pour donner suite aux remarques de l'Agence de l'eau sur la différence de débits entrée/sortie, un test de **mise en place d'une couverture complète du canal de sortie** sera réalisé par SUEZ en 2026. L'objectif est de réduire la prolifération des algues qui parasitent le calcul du débit de sortie.

Si le test est concluant, SUEZ proposera une solution pérenne.

6. STEU d'AUGY

La CA de l'Auxerrois lancera une étude pour raccorder le réseau d'assainissement d'AUGY à celui d'AUXERRE.

7. STEU de GY L'EVÊQUE

En attente de la mise en place de la clôture de la zone d'infiltration, pour une réception complète de la station avec le Maitre d'œuvre.

8. STEU de CHARBUY LAGUNE

Réalisation d'une bathymétrie.

9. STEU DE CHITRY-LE-FORT

En attente de la levée des réserves à réception de la STEU.

► Clientèle

- Accueil des usagers AUXR_EAU dans le nouveau bâtiment SUEZ (74 Rue Guynemer AUXERRE) à l'été 2026.
- Poursuite des accueils clientèle SUEZ ponctuels dans les mairies du territoire de la CA de l'Auxerrois, afin de répondre aux usagers.
- Convention mise en place au printemps 2026 entre le CCAS d'Auxerre, la CA de l'Auxerrois et SUEZ, pour la mise en place du **chèque Ô**. Celui-ci aidera les usagers en difficulté à régler leur facture d'eau et d'assainissement. Un outil informatique d'aide à la décision a été créé par SUEZ pour les travailleurs sociaux du CCAS d'AUXERRE, afin qu'ils calculent le montant du chèque en fonction des critères définis avec la CA de l'Auxerrois.

    ➔ *Quand les procédures seront maitrisées et les critères ajustés, le chèque Ô sera proposé à d'autres CCAS des communes de la CA de l'Auxerrois.*

► Communication

- Accueil des scolaires lors de visites pédagogiques à la STEU d'Appoigny, en partenariat avec la Fédération de pêche de l'Yonne (sensibilisation au cycle de l'eau).
- SUEZ participera :
    - Au **Forum des associations et nouveaux Auxerrois** à Auxerre en septembre 2026.
    - A **Cité 89**, 17e salon des maires et des élus, à Auxerre en octobre 2026.
    - Aux **JIE (Journées Information EAUX) :** En accord avec la Communauté de l'Auxerrois, l'étude de la qualité des milieux naturels de l'auxerrois sera présentée lors de ces journées en octobre 2026 à POITIERS.

2 | Présentation du service



2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/07/2023	30/06/2028	Concession
Avenant n°01	27/05/2025	30/06/2028	Avenant 1 - Amélioration de la gouvernance - MAJ contractuelle - clause évolution économique

Le périmètre du contrat comprend les communes suivantes :

- Appoigny
- Augy
- Auxerre
- Bleigny-le-Carreau
- Branches
- Champs-sur-Yonne
- Charbuy
- Chevannes
- Chitry-le-Fort
- Coulanges-la-Vineuse
- Escamps
- Escolives-Sainte-Camille
- Gurgy
- Gy-l'Evêque
- Irancy
- Jussy
- Lindry
- Monéteau
- Montigny-la-Resle
- Perrigny
- Quenne
- Saint-Bris-le-Vineux
- Saint-Georges-sur-Baulche
- Vallan
- Villefargeau
- Villeneuve-Saint-Salves
- Vincelles
- Vincelottes.

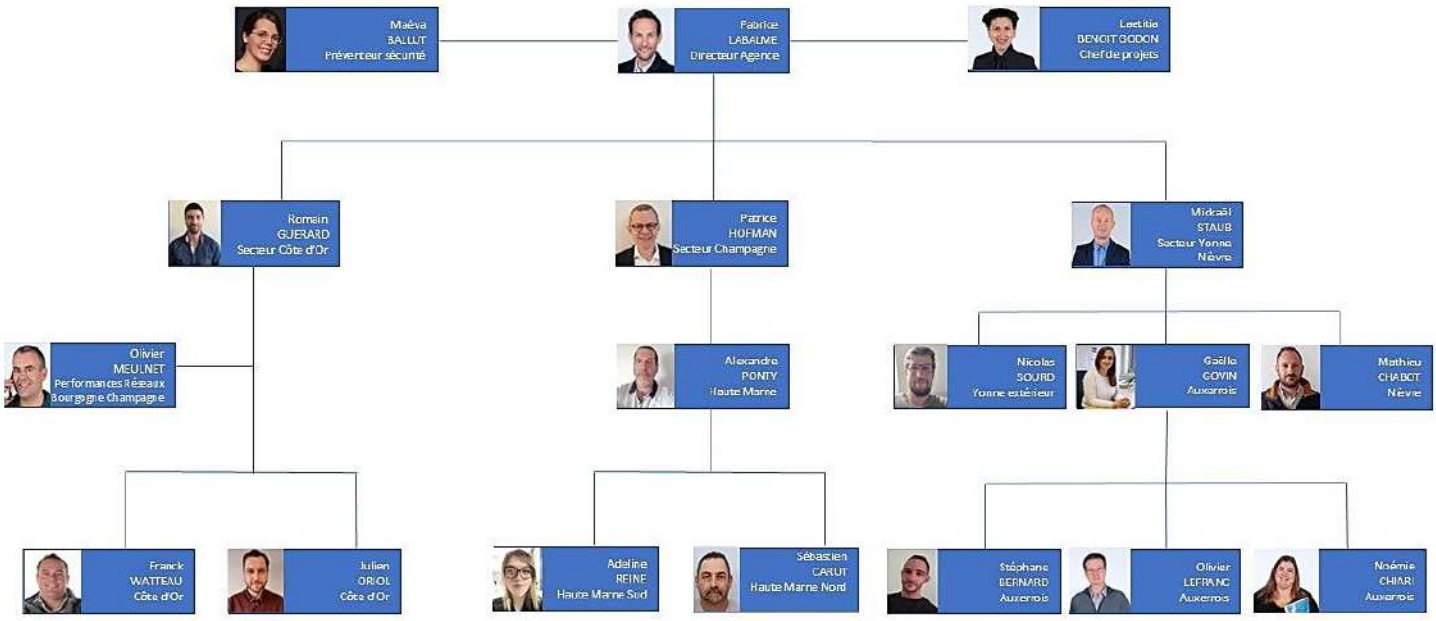
Pour la partie collecte, la commune de **Villefargeau** a été intégrée au contrat le 1er avril 2024.

Pour la partie épuration, les communes de **St Georges sur Baulche et Villefargeau** ont intégré le contrat le 1er octobre 2024. La commune de **Chevannes** a été intégrée le 1er janvier 2025.

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence Bourgogne-Champagne :



Votre interlocuteur privilégié est **Mickaël STAUB** (06.82.93.54.44).

2.2.2 La gestion de crise et continuité d'activité

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Collaborateurs au sein de la région et dans le cadre de la Force d'Intervention Rapide au niveau national,
- Equipements de process fixes ou mobiles, groupes électrogènes…
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par SMS, téléphone, site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise et de continuité d'activité s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés,
- Une organisation du management de crise avec une cellule dédiée à la cybersécurité,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques (ex : fiches réflexes, fiches pratiques, plan de continuité cyber...),
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2025, des exercices de crise ont été régulièrement organisés avec un focus sur les enjeux de sûreté aussi bien de cybersécurité que de malveillance sur nos sites avec la participation des forces de sécurité intérieur (ex. : Gendarmerie, GIGN, RAID).

L'objectif était d'entrainer les équipes à réagir face à des situations exceptionnelles auxquelles elles pourraient potentiellement être confrontées dans le futur et d'identifier des points d'amélioration.

2.2.3 La relation clientèle

- **LE SITE INTERNET TOUT SUR MON EAU**

Le site internet TSME permet à nos abonnés de gérer leur abonnement Eau en toute simplicité.

- L'abonné suit en détail ses consommations et ses dernières factures
- Il gère son abonnement : paiement CB, modification d'adresse et de coordonnées bancaires, demande d'attestation de domicile...
- Il trouve la réponse à ses questions
- Il sait tout sur l'eau dans sa commune : alertes sécheresse, composition, prix, travaux…
- Il apprend à préserver l'eau grâce aux écogestes

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le centre de relation clientèle

- Ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers répondent à toute demande : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Clientèle est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXE

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 127 APPEL NON SURTAXE

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**

74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE

Du lundi au vendredi
de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants d'astreinte sont mobilisables en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des urgences.

2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

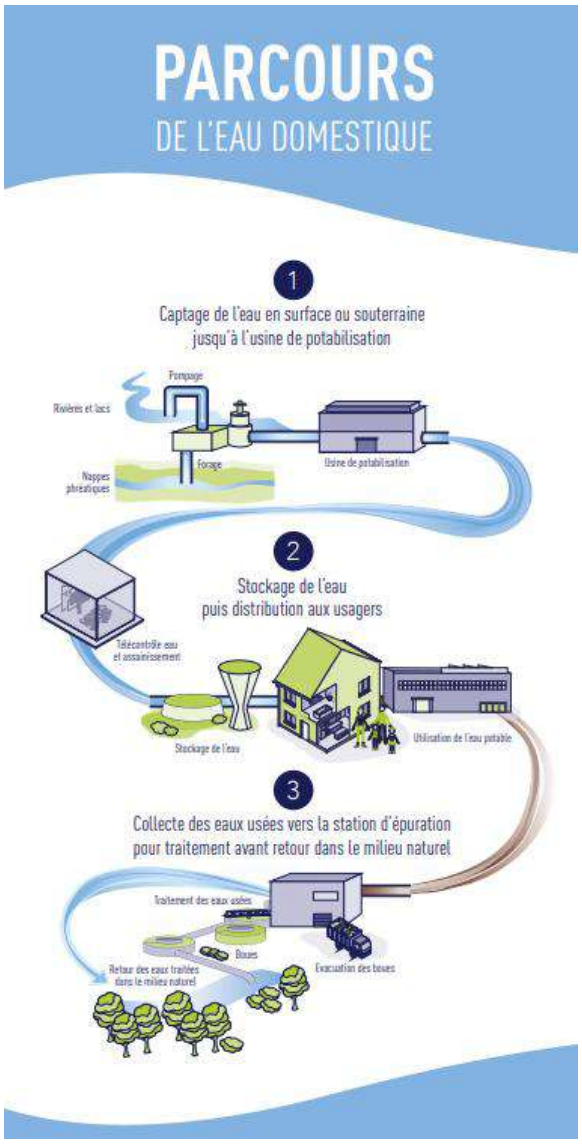
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau. Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans les Articles R3131-3 et R3131-4 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'assainissement



Dans un système d'assainissement, on distingue les réseaux de type unitaire et les réseaux de type séparatif :

- un réseau qualifié d' « unitaire » est conçu pour véhiculer à la fois les eaux usées (EU) et les eaux pluviales (EP). Par temps de pluie, le débit dans les collecteurs augmente fortement, gonflé par la venue d'eau de ruissellement.
- Dans le cas d'un réseau de type séparatif, les eaux usées sont raccordées à un collecteur d'eaux usées. Les eaux pluviales sont évacuées dans un collecteur d'eaux pluviales. Il y a donc deux réseaux distincts qui ne doivent pas avoir d'interconnexion. Chaque habitation est munie de deux branchements et de raccordements distincts.

Les réseaux de transport (ou de transfert) sont des réseaux constitués de canalisations généralement de diamètres supérieurs à ceux des réseaux de collecte, qui peuvent être en charge ou à écoulement libre. Les réseaux de transport ont pour objectif l'acheminement de l'effluent collecté par le réseau de collecte jusqu'à un réseau en aval ou à la station de traitement des eaux usées.

2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de l'affermage, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés ou réalisés par l'exploitant.

- **LES RESEAUX PAR TYPE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type (séparatif ou unitaire) exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par type (ml)

Désignation	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales hors refoulement (ml)	283 686	302 134	6,5%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées hors refoulement (ml)	328 220	355 921	8,4%
Linéaire de réseau unitaire hors refoulement (ml)	120 107	118 692	- 1,2%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées en refoulement (ml)	32 948	35 803	8,7%
Linéaire de réseau eaux traitées (ml)	-	411	-
Linéaire total (ml)	**764 962**	**812 961**	**6,3%**

En 2025, le SIG a intégré le linéaire de canalisation des communes de CHEVANNES et CHITRY-LE-FORT.

Répartition du linéaire de canalisation par type et par commune (ml)

Linéaire de réseau séparatif EAUX PLUVIALES hors refoulement par commune (ml)			
Commune	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	23 417	23 714	1,3%
AUGY	4 308	4 308	0,0%
AUXERRE	117 622	117 703	0,1%
BLEIGNY-LE-CARREAU	930	716	- 23,0%
BRANCHES	1 493	1 188	- 20,5%
CHAMPS-SUR-YONNE	4 262	4 262	0,0%
CHARBUY	12 868	12 868	0,0%
CHEVANNES	-	19 731	-
COULANGES-LA-VINEUSE	2 697	2 436	- 9,6%
ESCAMPS	1 091	1 091	0,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	3 166	3 166	0,0%
GURGY	5 646	5 646	0,0%
GY-L'ÉVÊQUE	1 777	2 058	15,8%
IRANCY	3 071	3 071	0,0%
JUSSY	2 591	2 591	0,0%
LINDRY	10 829	10 924	0,9%
MONÉTEAU	32 353	32 279	- 0,2%
MONTIGNY-LA-RESLE	3 556	3 556	0,0%
PERRIGNY	9 534	9 534	0,0%
QUENNE	604	396	- 34,4%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	5 915	5 919	0,1%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	18 325	16 981	- 7,3%
VALLAN	3 208	3 208	0,0%
VENOY	-	169	-
VILLEFARGEAU	8 609	8 805	2,3%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2 723	2 723	0,0%
VINCELLES	1 771	1 771	0,0%
VINCELOTTES	1 320	1 320	0,0%
TOTAL	**283 686**	**302 134**	**6,5 %**

Le linéaire sur la commune de Venoy correspond en réalité à du réseau en limite de Venoy et Quenne. Le linéaire compté dessert la commune de Quenne.

Linéaire de réseau séparatif EAUX USEES hors refoulement par commune (ml)			
Commune	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	22 268	22 449	0,8%
AUGY	7 037	7 038	0,0%
AUXERRE	106 311	106 840	0,5%
BLEIGNY-LE-CARREAU	41	41	0,0%
BRANCHES	1 905	1 905	0,0%
CHAMPS-SUR-YONNE	10 352	10 351	0,0%
CHARBUY	19 309	19 309	0,0%
CHEVANNES	-	21 204	-
CHITRY	-	3 657	-
COULANGES-LA-VINEUSE	2 991	2 991	0,0%
ESCAMPS	6 616	6 616	0,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	7 128	7 185	0,8%
GURGY	12 070	12 070	0,0%
GY-L'ÉVÊQUE	4 319	4 606	6,6%
IRANCY	4 000	4 000	0,0%
JUSSY	5 545	5 545	0,0%
LINDRY	13 127	13 127	0,0%
MONÉTEAU	37 679	37 721	0,1%
MONTIGNY-LA-RESLE	3 934	4 022	2,2%
PERRIGNY	11 583	11 583	0,0%
QUENNE	3 222	3 222	0,0%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	6 497	7 223	11,2%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	13 630	14 089	3,4%
VALLAN	5 114	5 114	0,0%
VENOY	-	441	-
VILLEFARGEAU	7 216	7 213	0,0%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	3 886	3 919	0,9%
VINCELLES	8 454	8 454	0,0%
VINCELOTTES	3 986	3 986	0,0%
TOTAL	**328 220**	**355 921**	**8,4%**

Linéaire de réseau séparatif EAUX USEES en refoulement par commune (ml)			
Commune	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	7 948	7 948	0,0%
AUGY	7	7	0,0%
AUXERRE	4 239	4 239	0,0%
CHAMPS-SUR-YONNE	1 729	1 729	0,0%
CHARBUY	2 909	2 909	0,0%
CHEVANNES	-	2 854	-
COULANGES-LA-VINEUSE	199	199	0,0%
ESCAMPS	2 743	2 743	0,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	813	813	0,0%
GURGY	490	490	0,0%
IRANCY	158	158	0,0%
LINDRY	406	406	0,0%
MONÉTEAU	3 791	3 791	0,0%
MONTIGNY-LA-RESLE	95	95	0,0%
PERRIGNY	708	708	0,0%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2 577	2 577	0,0%
VILLEFARGEAU	1 883	1 883	0,0%
VINCELLES	981	981	0,0%
VINCELOTTES	1 272	1 272	0,0%
TOTAL	**32 948**	**35 803**	**8,6%**

Linéaire de réseau séparatif UNITAIRE hors refoulement par commune (ml)			
Commune	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	6 060	5 707	- 5,8%
AUXERRE	70 408	70 409	0,0%
BLEIGNY-LE-CARREAU	2 957	2 957	0,0%
BRANCHES	3 434	3 434	0,0%
CHAMPS-SUR-YONNE	98	98	0,0%
COULANGES-LA-VINEUSE	3 852	3 852	0,0%
GY-L'ÉVÊQUE	376	87	- 77,0%
MONÉTEAU	2 670	2 759	3,3%
PERRIGNY	1 904	1 904	0,0%
QUENNE	3 018	3 018	0,0%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	5 738	5 045	- 12,1%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	19 586	19 416	- 0,9%
VINCELOTTES	7	7	0,0%
TOTAL	**120 107**	**118 692**	**- 1,2%**

- **LES RESEAUX PAR MATERIAU ET NATURE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisations par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par nature et matériau (ml)								
Réseau	**Ecoulement**	**Acier**	**Amiante ciment**	**Béton**	**Fonte - Grès**	**PVC, PE, PP**	**Inconnu**	**Total**
Autres	Gravitaire	0	0	0	0	411	0	**411**
Eaux pluviales	Gravitaire	16	10 101	217 871	2 726	48 324	23 096	**302 134**
Eaux usées	Gravitaire	0	62 508	95 413	40 776	149 060	8 164	**355 921**
Eaux usées	Refoulement	0	0	1 892	3 922	17 884	12 106	**35 803**
Unitaire	Gravitaire	0	17 642	78 716	13 806	5 505	3 022	**118 692**
Total		**16**	**90 251**	**393 892**	**61 230**	**221 183**	**46 389**	**812 961**

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Les tableaux suivants détaillent les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations par type :

Suivi des évolutions sur l'année d'exercice - Réseaux			
Motif	**ml EP**	**ml EU**	**ml Unitaire**
Linéaire total de réseau de l'année précédente	283 686	361 168	120 107
Renouvellements	-	191	317
Linéaire de canalisation déposé	123	180	1 071
Régularisations de plans	18 571	30 545	- 662
Situation actuelle	**302 134**	**391 724**	**118 692**

Les principales variations sont dues à des travaux de mise en séparatif et des mises à jour de plan consécutives à ces travaux :

- Chevannes,
- Chitry-le-Fort,
- Gy l'Evêque,
- Quenne,
- Saint Bris le Vineux…

Les autres variations sont expliquées par les nombreuses mises à jour et intégration dans le SIG des données de plan issues du schéma directeur d'assainissement réalisé par ALTEREO pour la Communauté de l'Auxerrois.

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU ET LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau			
Désignation	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Branchements publics eaux usées	25 558	26 727	4,6%
Ouvrages de prétraitement réseau	43	42	- 2,3%
Regards réseau	18 164	19 426	6,9%
Vannes	1	1	0,0%

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
Commune	**Désignation**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	Branchements publics eaux usées	1 580	1 603	1,5%
	Ouvrages de prétraitement réseau	2	2	0,0%
	Regards réseau	1 304	1 308	0,3%
AUGY	Branchements publics eaux usées	487	486	- 0,2%
	Regards réseau	236	239	1,3%
AUXERRE	Branchements publics eaux usées	12 069	12 068	0,0%
	Ouvrages de prétraitement réseau	27	28	3,7%
	Regards réseau	8 622	8 650	0,3%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Branchements publics eaux usées	136	140	2,9%
	Regards réseau	70	70	0,0%
BRANCHES	Branchements publics eaux usées	209	211	1,0%
	Ouvrages de prétraitement réseau	1	1	0,0%
	Regards réseau	135	135	0,0%
CHAMPS-SUR-YONNE	Branchements publics eaux usées	773	788	1,9%
	Regards réseau	344	344	0,0%
CHARBUY	Branchements publics eaux usées	779	785	0,8%
	Regards réseau	509	509	0,0%
CHEVANNES	Branchements publics eaux usées	-	962	-
	Regards réseau	-	972	-
CHITRY	Branchements publics eaux usées	-	93	-
	Regards réseau	-	143	-
COULANGES-LA-VINEUSE	Branchements publics eaux usées	319	320	0,3%
	Regards réseau	216	216	0,0%
ESCAMPS	Branchements publics eaux usées	274	274	0,0%
	Regards réseau	184	184	0,0%

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
Commune	**Désignation**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Branchements publics eaux usées	351	351	0,0%
	Regards réseau	204	205	0,5%
GURGY	Branchements publics eaux usées	786	788	0,3%
	Regards réseau	388	389	0,3%
GY-L'ÉVÊQUE	Branchements publics eaux usées	234	239	2,1%
	Ouvrages de prétraitement réseau	2	-	- 100,0%
	Regards réseau	152	165	8,6%
IRANCY	Branchements publics eaux usées	267	268	0,4%
	Regards réseau	192	192	0,0%
JUSSY	Branchements publics eaux usées	209	211	1,0%
	Regards réseau	169	169	0,0%
LINDRY	Branchements publics eaux usées	470	474	0,9%
	Regards réseau	388	392	1,0%
MONÉTEAU	Branchements publics eaux usées	1 919	1 931	0,6%
	Ouvrages de prétraitement réseau	1	1	0,0%
	Regards réseau	1 765	1 770	0,3%
MONTIGNY-LA-RESLE	Branchements publics eaux usées	234	234	0,0%
	Regards réseau	162	164	1,2%
PERRIGNY	Branchements publics eaux usées	589	592	0,5%
	Ouvrages de prétraitement réseau	2	2	0,0%
	Regards réseau	528	528	0,0%
QUENNE	Branchements publics eaux usées	239	246	2,9%
	Regards réseau	156	156	0,0%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Branchements publics eaux usées	499	508	1,8%
	Ouvrages de prétraitement réseau	2	2	0,0%
	Regards réseau	306	377	23,2%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Branchements publics eaux usées	1 509	1 519	0,7%
	Ouvrages de prétraitement réseau	4	4	0,0%
	Regards réseau	1 143	1 154	1,0%
	Vannes	1	1	0,0%
VALLAN	Branchements publics eaux usées	378	379	0,3%
	Regards réseau	185	185	0,0%
VILLEFARGEAU	Branchements publics eaux usées	383	386	0,8%
	Ouvrages de prétraitement réseau	2	2	0,0%
	Regards réseau	351	352	0,3%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Branchements publics eaux usées	129	132	2,3%
	Regards réseau	91	91	0,0%
VINCELLES	Branchements publics eaux usées	514	517	0,6%

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
Commune	**Désignation**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
VINCELLES	Regards réseau	230	230	0,0%
VINCELOTTES	Branchements publics eaux usées	221	222	0,5%
	Regards réseau	112	112	0,0%

- **LES POINTS DE REJET AU MILIEU NATURELS**

Les points de rejets au milieu naturel sont détaillés dans le tableau suivant.

Inventaire des rejets au milieu naturel		
Commune	**Site**	**Charge (kg DBO5/jour)**
APPOIGNY	DO Grande Rue - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Route de Joigny - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Route de la fosse aux anglais - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue de Fourrache - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue de la Libération - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue de Paris - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue du Fer à Cheval - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue du Pavillon - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue du Rimboeuf - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue Léon Carré - APPOIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
AUGY	DO rue Soufflot - AUGY	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
AUXERRE	DO 1 - Boulevard de la Chainette (DO C)	Supérieure Ou Égale À 120 Kg Dbo5/Jour Et Inférieure À 600
	DO 2 - Place du Coche d'eau (DO D) - AUXERRE	Supérieure Ou Égale À 120 Kg Dbo5/Jour Et Inférieure À 600
	DO 3 - Rue Leboeuf - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 4 - Rue de la Poterne /Quai de la République - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 5 - Rue Saint Pèlerin - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 6 - Rue Max Quantin - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE	Supérieure Ou Égale À 120 Kg Dbo5/Jour Et Inférieure À 600
	DO 8 - Bassin de la Chainette (DO JB) - AUXERRE	Supérieure Ou Égale À 120 Kg Dbo5/Jour Et Inférieure À 600
	DO 9 - Rue Rantheaume - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 11 - Boulevard Lafayette - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 12 - Rue du Clos - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO 14 - Boulevard Vaulabelle - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour

Inventaire des rejets au milieu naturel		
Commune	**Site**	**Charge (kg DBO5/jour)**
AUXERRE	DO 16 - Rue Louis Richard - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO MAN - Rue Rouget de l'Isle / Ravel - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO MOA - Rue Rouget de l'Isle / Bahia - AUXERRE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
BLEIGNY-LE-CARREAU	DO Amont STEU - BLEIGNY LE CARREAU	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
BRANCHES	DO Grande Rue - BRANCHES	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO route de Guerchy - BRANCHES	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO route de Villemer - BRANCHES	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO Rue aux Oeufs - BRANCHES	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO rue Cadoux - BRANCHES	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO rue du Lavoir - BRANCHES	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO rue Nianon - BRANCHES	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
COULANGES-LA-VINEUSE	DO amont STEP - COULANGES LA VINEUSE	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO Rue Aguesseau/Rue des Dames - COULANGES LA VINEUSE	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
GY-L'ÉVÊQUE	DO Place de l'Eglise - GY-L'ÉVÊQUE (condamné)	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO Rue de la Fontaine - GY-L'EVEQUE (condamné)	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue de la Grilletière / Route Nationale - GY L'EVÊQUE (condamné)	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO Rue de l'Egalité - GY L'EVÊQUE (condamné)	Inférieure à 120 kg DBO5/jour
	DO Rue Saint Nicolas / Rue de la Grille - GY-L'EVEQUE (condamné)	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
PERRIGNY	DO Grande Rue - PERRIGNY	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
QUENNE	DO Rue de Nangis - QUENNE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue du Lavoir - QUENNE	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO amont STEP - SAINT BRIS LE VINEUX	Supérieure ou égale à 120 kg DBO5/jour et inférieure à 600
	DO chemin sous le Parc - SAINT BRIS LE VINEUX (condamné)	Supérieure ou égale à 120 kg DBO5/jour et inférieure à 600
	DO Promenade du Parc - SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Supérieure Ou Égale À 120 Kg Dbo5/Jour Et Inférieure À 600
	DO Route de Bailly - SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Route de Bougeilles - SAINT-BRIS-LE-VINEUX (condamné)	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue de Gouaix - SAINT BRIS LE VINEUX	Supérieure ou égale à 120 kg DBO5/jour et inférieure à 600
	DO Avenue de l'Europe	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Avenue des Ardilles	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Beaureins (condamné)	Supérieure Ou Égale À 120 Kg Dbo5/Jour Et Inférieure À 600
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Chemin de la Guillaumée	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Les Saulcis	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour

Inventaire des rejets au milieu naturel		
Commune	**Site**	**Charge (kg DBO5/jour)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Montboulon	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Route de Chevannes	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue de Picardie	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue des Vergers	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO Rue du Bon Pain	Inférieure À 120 Kg Dbo5/Jour
	DO STEP St Georges de Baulche	

Chaque année, **des travaux sont menés par la Communauté de l'Auxerrois sur les réseaux assainissement** et peuvent permettre de condamner certains déversoirs d'orage, limitant ainsi les points de déversements au milieu naturel. C'est le cas sur plusieurs communes :

- **GY L'EVEQUE :**
  - DO Rue Saint Nicolas / Rue de la Grilletière – Condamné en 2023
  - DO Rue de la Grilletière / Route Nationale – Condamné en 2023
  - DO Place de l'Eglise – Condamné en Décembre 2025
  - DO Rue de la Fontaine – Condamné en 2024
  - DO Rue de l'Egalité – Condamné en Septembre 2025

- **SAINT BRIS LE VINEUX :**
  - DO chemin sous le Parc – Condamné en 2025
  - DO Route de Bougeilles – Condamné en 2025

- **SAINT GEORGES SUR BAULCHE :**
  - DO Beaureins – Suivi jusqu'au 13/10/2023, puis condamné.
    Ce point de déversement était considéré dans l'autosurveillance des réseaux de collecte comme un point de type A1 donc soumis à l'autosurveillance avec mesure des volumes déversés en continu. Il n'y a donc plus de point A1 sur le réseau de collecte du système d'assainissement de Saint Georges.

Ces déversoirs d'orage n'ont pas été sortis du périmètre d'exploitation ou donné lieu à un avenant modificatif. Cela pourra être envisagé dans le futur.

Inventaire des rejets au milieu naturel (charge en eau supérieure 2H)	
Commune	**Site**
AUXERRE	DO 1 - Boulevard de la Chainette (DO C)
AUXERRE	DO 2 - Place du Coche d'eau (DO D) - AUXERRE
AUXERRE	DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE
AUXERRE	DO 8 - Bassin de la Chainette (DO JB) - AUXERRE
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO amont STEP - SAINT BRIS LE VINEUX
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO chemin sous le Parc - SAINT BRIS LE VINEUX (condamné)
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO Rue de Gouaix - SAINT BRIS LE VINEUX
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Beaureins (condamné)

Le **DO amont STEP de Saint Bris le Vineux** est considéré et suivi comme un point A2 de déversoir en tête de station.

- **LE TRAITEMENT SUR LE RESEAU**

Pour assurer et maintenir une bonne qualité de traitement sur l'ensemble du réseau de collecte, les installations de traitement sur le réseau disponible au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de traitement sur réseau		
Commune	**Site**	**Année de mise en service**
AUXERRE	BO 1 - Bd de la Chaînette - AUXERRE	2010
COULANGES-LA-VINEUSE	Bassin d'orage - COULANGES LA VINEUSE	2003
VILLEFARGEAU	Bassin pluvial des Chailleux - VILLEFARGEAU	2008

- **LES POINTS DE MESURE OU PRELEVEMENT**

Les points de mesure ou prélèvement sont détaillés dans le tableau suivant.

Inventaire des points de mesure ou prélèvement	
Commune	**Site**
AUXERRE	Débitmètre réseau - AUXERRE
AUXERRE	Pluviomètre - AUXERRE

- **LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les postes de relèvement disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de relevage			
Commune	**Site**	**Débit nominal**	**Unité**
APPOIGNY	PR 1 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	35	m³/h
	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	8	m³/h
	PR 3 Quai de Regennes - APPOIGNY	200	m³/h
	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	-	m³/h
	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	6	m³/h
	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	10	m³/h
	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	5.5	m³/h
	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	50	m³/h
	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	12.5	m³/h
	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	8.5	m³/h
	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	7.5	m³/h
	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	4	m³/h

Inventaire des installations de relevage			
Commune	**Site**	**Débit nominal**	**Unité**
APPOIGNY	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	12.5	m³/h
	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	7.5	m³/h
	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	45	m³/h
	PR 18 Rue de la Planchette - APPOIGNY	23.5	m³/h
	PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY		
	PR 20 - ZAE EP2 - APPOIGNY		
AUGY	PR Soufflot - AUGY	65	m³/h
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	80	m³/h
	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	90	m³/h
	PR 3 - La Noue - AUXERRE	35	m³/h
	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	70	m³/h
	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	15	m³/h
	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	150	m³/h
	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	10	m³/h
	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	35	m³/h
	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	15	m³/h
	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	10	m³/h
	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	10	m³/h
	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	20	m³/h
	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	20	m³/h
	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	75	m³/h
	PR de Vaux (ancienne station) - AUXERRE	25	m³/h
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 1 Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	30	m³/h
	PR 2 Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	16	m³/h
	PR 3 des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	15	m³/h
	PR 4 Toussac - CHAMPS SUR YONNE	36	m³/h
	PR 5 La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	10	m³/h
	PR 6 Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	36	m³/h
	PR 7 Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	22	m³/h
	PR 8 Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	36	m³/h
CHARBUY	PR 1 Voie du Tremble - CHARBUY	10	m³/h
	PR 2 Chemin des Patouillats - CHARBUY	10	m³/h
	PR 3 Gros Chêne - CHARBUY	6.6	m³/h
	PR 4 Les Varennes 2 - Ruelle Maillot - CHARBUY	15	m³/h
	PR 5 Les Varennes 1 - Les Maraîchers - CHARBUY	8	m³/h
	PR 6 Lagune - CHARBUY	35	m³/h
	PR 7 Charmotiere - CHARBUY	28	m³/h
	PR 8 Mésanges - CHARBUY	42	m³/h

Inventaire des installations de relevage			
Commune	**Site**	**Débit nominal**	**Unité**
CHARBUY	PR 9 du Coteau Haut - CHARBUY	11	m³/h
	PR 10 Coteau Bas - CHARBUY	-	m³/h
CHEVANNES	PR 1 la Chamaille - CHEVANNES	38	m³/h
	PR 2 Ribourdin - CHEVANNES	22	m³/h
	PR 3 Champs clos (Serein) - CHEVANNES	-	m³/h
	PR 4 la Biche - CHEVANNES	-	m³/h
	PR 5 la Source (Maulny) - CHEVANNES	62	m³/h
	PR 6 Porte d'en haut - CHEVANNES	46	m³/h
	PR 7 Liberté (Orgy) - CHEVANNES	20	m³/h
	PR 8 la Villote - CHEVANNES	31	m³/h
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	27	m³/h
ESCAMPS	PR 1 Rue de Chaumont - Les Huilliers - ESCAMPS	-	m³/h
ESCAMPS	PR 2 Champ du Four - Avigneau 1 - ESCAMPS	-	m³/h
	PR 3 Thertre - Vaumarloup - ESCAMPS	-	m³/h
	PR 4 Abreuvoir - Avigneau 2 - ESCAMPS	-	m³/h
	PR 5 Rigaude - La Grilletière - ESCAMPS	-	m³/h
	PR 6 Rue de Pouligny - Vestiaires - ESCAMPS	-	m³/h
	PR 7 Moulin Brûlé - ESCAMPS	-	m³/h
	PR 8 RD1 - ESCAMPS	65	m³/h
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	13	m³/h
	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	8.5	m³/h
	PR du Canal - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	25	m³/h
	PR Ecole - ESCOLIVE SAINTE CAMILLE	-	m³/h
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	38	m³/h
	PR 16 - Quai du Gué de la Baume - GURGY	60	m³/h
	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	6	m³/h
	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	13.5	m³/h
IRANCY	PR IRANCY	18.5	m³/h
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	15	m³/h

Inventaire des installations de relevage			
Commune	**Site**	**Débit nominal**	**Unité**
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE	-	m³/h
	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	22	m³/h
	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	38	m³/h
	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	40	m³/h
	PR 13 - Rue de Bruxelles - MONETEAU	4	m³/h
	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	150	m³/h
	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	9.5	m³/h
	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	23.5	m³/h
	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	36	m³/h
	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	68.5	m³/h
	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	26	m³/h
	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	75	m³/h
	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	54	m³/h
	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	1 600	m³/h
	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	25	m³/h
	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	25	m³/h
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 Le Chapelain - MONTIGNY LA RESLE	11.5	m³/h
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY	-	m³/h
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	13	m³/h
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	15	m³/h
	PR de VILLEFARGEAU	40	m³/h
	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	10	m³/h
VINCELLES	PR 1 Camping - VINCELLES	30.6	m³/h
	PR 2 D606 - VINCELLES	7	m³/h
	PR 3 Rue de la Cave - VINCELLES	7	m³/h
VINCELOTTES	PR 1 De Cravant - VINCELOTTES	4.5	m³/h
	PR 2 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	10	m³/h
	PR 3 rue du Moulin - VINCELOTTES	13	m³/h
	PR 4 de Bailly - VINCELOTTES	10	m³/h
	PR 5 Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	80	m³/h

- Postes sortis de l'inventaire par le biais de l'avenant n°1 au contrat de DSP, à partir de la date d'entrée vigueur, soir le 27/05/2025 :

  - PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY
  - PR 20 - ZAE EP2 - APPOIGNY

- **LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les installations de traitement des effluents et des boues disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des usines de traitement des eaux et des boues			
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de traitement (Eq. hab)**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	2009	82 500
AUGY	STEU d'AUGY	1972	2 000
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	1971	400
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	1997	500
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	2006	1 900
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	1999	1 000
	STEU Lagunage - CHARBUY	1992	450
	STEU Les Courlis - CHARBUY	2018	90
	STEU Ponceau - CHARBUY	2019	180
CHEVANNES	STEU de CHEVANNES	2003	2 500
CHITRY	STEU de CHITRY-LE-FORT	2024	415
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	2003	1 800
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS (Lagune)	2001	300
	STEU La Grilletière - ESCAMPS (Lagune)	2003	110
	STEU Les Huilliers - ESCAMPS (Lagune)	2004	130
	STEU Nantenne - ESCAMPS (Lagune)	2005	40
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	1985	2 000
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	1992	500
IRANCY	STEU IRANCY (Lagune)	2007	600
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	2015	720
	STEU Les Houches - LINDRY	2000	700
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	1995	600
QUENNE	STEU de QUENNE (Lagune)	1996	1 200
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	2011	2 500
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	2007	4 000
VALLAN	STEU VALLAN	2012	1 000
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	2001	320
VINCELLES	STEU de VINCELLES	1975	1 999

La STEU de Vaux a été détruite et le poste de relèvement réhabilité pour refouler sur le réseau d'Auxerre. Les effluents sont donc traités sur la STEU de l'Auxerrois.

La STEU de Chitry a été mise en service en 2024. Les raccordements sont réalisés au fur et à mesure de l'avancée des travaux qui se sont poursuivis en 2025.

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2025**
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (oui : 10 points / non : 0 point)	10
	VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux à partir d'une procédure formalisée (oui : 5 points / non : 0 point)	5
Sous-total - Partie A	**Plan des réseaux (15 points)**	**15**
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 avec VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.252, VP.253 et VP.254)	10
	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (0 à 5 points)	5
	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (%)	95,1
	VP.255 - Connaissance de 50% de la date ou période de pose des tronçons identifiés (0 à 15 points)	11
	VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (%)	60,9
Sous-total - Partie B	**Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)**	**26**

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2025**
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (0 à 15 points)	15
	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (%)	95,3
	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) (10 points)	10
	VP.258 - Inventaire mis à jour annuellement des équipements électromécaniques sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (10 points)	10
	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (10 points)	0
	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau (10 points)	10
	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (10 points)	10
	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	10
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	65
TOTAL (indicateur P202.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**	**106**

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2025**
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (Oui/Non)	Oui
	VP.251 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (Oui/Non)	Oui
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 - Existence d'un inventaire des réseaux - procédure de mise à jour du plan des réseaux (Oui/Non)	Oui
	VP.254 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique) (Oui/Non)	Oui
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) (10 points)	Oui
	VP.258 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (Oui/Non)	Oui
	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (Oui/Non)	Non
	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau (Oui/Non)	Oui
	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (Oui/Non)	Oui
	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (Oui/Non)	Oui



3 | Qualité du service

© SUEZ / CDPNEWS /Cyrille Dupont

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions réalisées sur nos ouvrages de collecte (collecteurs, déversoirs d'orage, postes de relèvement, …) : curage, désobstructions, inspections télévisées, … Elle présente également le bilan des consommations électriques.

3.1.1 La pluviométrie

Les tableaux suivants détaillent l'évolution de la pluviométrie observée en précipitations annuelles. La pluviométrie a un impact important sur les volumes collectés et épurés et peut expliquer certains faits d'exploitation tels que les déversements.

- **LA PLUVIOMETRIE ANNUELLE**

Pluviométrie annuelle (mm)				
Commune	**Site**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	1 011	669,2	- 33,8%
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	863	596	- 30,9%
CHEVANNES	STEU de CHEVANNES	-	591,2	-
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	678	601,6	- 11,3%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	970	728,2	- 24,9%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	819	595,6	- 27,3%
VALLAN	STEU VALLAN	963	664,4	- 31,0%

Pluviométrie annuelle (mm) sur les réseaux			
Commune	**Site**	**2024**	**2025**
AUXERRE	Pluviomètre réseau - Haut St Georges - AUXERRE	841	558
AUXERRE	Bassin d'Orage de la Chainette - AUXERRE	885	609

3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Construire Sans Détruire (CSD)

Au vu des dommages déplorés chaque année, et à la faveur du Grenelle II, l'Etat a engagé une réforme de la prévention des dommages aux réseaux lors de travaux.

Cette réforme concerne les collectivités locales en tant que maîtres d'ouvrage, exploitants de réseaux, coordonnateurs des travaux sur la voirie, et responsables de la police de la sécurité sur leur territoire. Elle concerne SUEZ Eau France en tant que maître d'ouvrage, exploitant, et entreprise de travaux.

Elle s'appuie sur deux piliers.

Le premier pilier est l'instauration d'un guichet unique.

Il s'agit d'une plateforme internet http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr, qui référence l'ensemble des exploitants de chaque commune. Son financement se fait par deux redevances à acquitter annuellement à l'INERIS depuis le 1er janvier 2012 :

- Une perçue auprès des exploitants au prorata des longueurs de réseaux,
- L'autre auprès des prestataires de services en formalités de déclaration.

Le deuxième pilier est la réforme de la procédure de déclaration des travaux.

Le décret n°2018-899 du 22 octobre 2018, relatif à la sécurité des travaux effectués à proximité des ouvrages de transport et de distribution. Le précédent décret de 2011 instaurait une responsabilité renforcée des maîtres d'ouvrage de travaux dans la préparation des projets pour que les entreprises d'exécution disposent de la meilleure connaissance possible de la localisation des réseaux avant d'entreprendre les travaux.

- Il impose aux maîtres d'ouvrage et aux entreprises de travaux de déclarer leurs projets et travaux dans le Guichet Unique pour obtenir les plans des exploitants,
- Il fixe des obligations de compétences pour les maîtres d'ouvrage et les entreprises de travaux et encadre les techniques de travaux,
- Il impose aux exploitants de communiquer au Guichet Unique, la zone d'implantation des ouvrages exploités pour chaque commune concernée,
- Il impose aux exploitants de transmettre au Guichet Unique, toute modification du périmètre des plans de zonage,
- Il impose aux exploitants une amélioration de la cartographie, avec obligation aux réseaux sensibles au 1er janvier 2019 en unité urbaine et au 1er janvier 2026,
- Il impose des réponses dans les délais réglementaires aux déclarations de travaux, aux DICT et aux ATU,
- Il prévoit des sanctions administratives complémentaires.

Ces mesures sont inscrites dans le code de l'environnement, et par de nombreux arrêtés d'application.



Nos Actions

En amont du traitement des demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux, SUEZ Eau France s'engage à référencer sur le Guichet Unique les communes adhérentes au contrat. Nous tenons à jour ce référencement. Les ouvrages d'eau potable, d'irrigation et d'assainissement sont référencés dans la catégorie réseaux non sensibles, conformément à l'arrêté du

15 février 2012. Concernant la classe de précision des ouvrages dans le cadre de la réglementation CSD celle-ci dépend du cadre contractuel et des données transmises par la collectivité à SUEZ.

Nous transmettons au Guichet Unique les plans de zonage exigés par la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux « Construire Sans Détruire », afin de recevoir l'exhaustivité des demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux concernées par l'emprise des réseaux. Ces plans de zonage sont réactualisés chaque semaine.

Nous utilisons les informations du SIG pour répondre aux demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux. Dès la réception des plans de recollement de nouveaux travaux (Classe A de précision : à 40 cm pour les réseaux rigides, 50 cm pour les réseaux flexibles), le service SIG/Cartographie met à jour le SIG. Les mises à jour des réseaux sont directement intégrées dans les plans conformes, ces données sont transmises dans les récépissés des demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux.

Pour générer des plans conformes à la réglementation « CSD », nous utilisons un outil cartographique dédié qui intègre dans les plans les informations exigées par le décret comme la localisation et la nature du réseau, le matériau et le diamètre des canalisations, la classe de précision de chaque ouvrage…

Nous répondons dans les temps réglementaires aux demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux via l'outil PROTYS qui se charge d'envoyer par mail, fax ou courrier, le récépissé et les plans conformes. Chaque envoi est tracé. Les récépissés des demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux sont archivés, consultables et dématérialisés.

Nombre de réponses aux DT et aux DICT

Type de réponses	Nombre au 31/12/2024	Nombre au 31/12/2025
Nombre de réponses aux DICT	631	941
Nombre de réponses aux DT	553	593
Nombre de réponses aux DT et DICT conjointes	793	997
Total	**1 977**	**2 531**

- **LA SURVEILLANCE DU RESEAU**

La surveillance du réseau s'effectue via des inspections. On en distingue plusieurs types :

- l'inspection télévisée (ITV) consiste à observer in situ l'aspect intérieur des collecteurs non visitables, à l'aide d'une caméra motorisée qui avance le long des collecteurs,
- l'inspection rapide avec un vidéopériscope (IVP) permet d'effectuer des prises de vue de l'intérieur des collecteurs et des branchements à partir d'un regard de visite afin d'évaluer l'état structurel et le niveau d'encrassement,
- l'inspection pédestre des collecteurs visitables
- l'inspection par drones et autres dispositifs innovants de type SewerBall, radeau ou quad

Inspections réseau				
	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées inspecté (ml)	**4 097**	**47 254**	**55 985**	**18,5%**
dont ITV (ml)	1 164	19 930	18 315	- 8,1%
dont pédestre (ml)	2 933	27 324	37 670	37,9%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales inspecté (ml)	**568**	**5 981**	**8 055**	**34,7%**
dont ITV (ml)	355	5 169	7 248	40,2%
dont pédestre (ml)	213	812	807	- 0,6%
Linéaire de réseau Unitaire inspecté (ml)	**5 380**	**23 132**	**11 694**	**- 49,4%**
dont ITV (ml)	3 489	7 181	7 547	5,1%
dont pédestre (ml)	1 890	15 951	4 147	- 74,0%
Linéaire total inspecté (ml)	**10 045**	**76 367**	**75 733**	**- 0,8%**
dont ITV (ml)	5 009	32 280	33 109	2,6%
dont pédestre (ml)	5 036	44 087	42 624	- 3,3%

Inspections télévisées				
Type ITV	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau **Eaux Pluviales** inspecté par ITV d'urgence	0	0	27	-
Linéaire de réseau **Eaux Pluviales** inspecté par ITV programmée	333	5 169	7 248	40,2%
Linéaire de réseau **Eaux Pluviales** inspecté par Vidéopériscope (IVP programmées)	0	0	0	-
Linéaire de réseau **Eaux Usées** inspecté par ITV d'urgence	799	0	0	-
Linéaire de réseau **Eaux Usées** inspecté par ITV programmée	666	7 884	11 037	40,0%
Linéaire de réseau **Eaux Usées** inspecté par Vidéopériscope (IVP programmées)	56	12 048	7 278	- 39,6%
Linéaire de réseau **Unitaire** inspecté par ITV d'urgence	83	0	0	-
Linéaire de réseau **Unitaire** inspecté par ITV programmée	2 986	7 181	7 547	5,1%
Linéaire de réseau **Unitaire** inspecté par Vidéopériscope (IVP programmées)	1 080	0	0	-
Linéaire total inspecté par ITV	**6 002**	**32 281**	**33 137**	**2,6%**

Répartition par communes des inspections réseau					
Commune	**Type d'inspection réseau**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	1 410	4 489	2 497	- 44,4%
APPOIGNY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	984	1 910	2 608	30,2%
APPOIGNY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**2 394**	**6 399**	**5 106**	**- 22,1%**
AUGY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	627	352	- 43,9%
AUGY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	1 569	337	- 66,9%
AUGY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**2 196**	**688**	**- 60,4%**
AUXERRE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	1 121	13 367	2 228	- 83,3%
AUXERRE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	810	4 466	8 535	122,9%
AUXERRE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**1 931**	**17 833**	**10 762**	**- 31,7%**
BLEIGNY-LE-CARREAU	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	52	385	795	106,6%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	0	-
BLEIGNY-LE-CARREAU	**Linéaire total inspecté (ml)**	**52**	**385**	**795**	**106,6%**
BRANCHES	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0	1 397	-
BRANCHES	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	4 134	0	- 100,0%
BRANCHES	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**4 134**	**1 397**	**- 66,2%**
CHAMPS-SUR-YONNE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	2 638	1 723	- 35,0%
CHAMPS-SUR-YONNE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	0	-
CHAMPS-SUR-YONNE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**2 638**	**1 723**	**- 35,0%**
CHARBUY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	1 411	1 442	2,2%
CHARBUY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	948	141	- 85,1%
CHARBUY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**2 359**	**1 583**	**- 32,9%**
CHEVANNES	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0	4 989	-
CHEVANNES	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	9 086	-
CHEVANNES	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**	**14 076**	**-**
CHITRY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0	0	-
CHITRY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	0	-
CHITRY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**	**0**	**-**
COULANGES-LA-VINEUSE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	125	0	0	-
COULANGES-LA-VINEUSE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	0	-
COULANGES-LA-VINEUSE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**125**	**0**	**0**	**-**
ESCAMPS	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	315	919	188,6%
ESCAMPS	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	391	-
ESCAMPS	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**315**	**1 310**	**311,1%**

Répartition par communes des inspections réseau					
Commune	**Type d'inspection réseau**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0	605	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	0	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**	**605**	**-**
GURGY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	460	0	2 350	-
GURGY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	0	-
GURGY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**460**	**0**	**2 350**	**-**
GY-L'ÉVÊQUE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0	0	-
GY-L'ÉVÊQUE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	473	295	0	- 100,0%
GY-L'ÉVÊQUE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**473**	**295**	**0**	**- 100,0%**
IRANCY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0	0	-
IRANCY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	0	-
IRANCY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**	**0**	**-**
JUSSY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0	0	-
JUSSY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	0	-
JUSSY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**	**0**	**-**
LINDRY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0	1 146	-
LINDRY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	0	-
LINDRY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**	**1 146**	**-**
MONÉTEAU	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	968	5 394	10 656	93,5%
MONÉTEAU	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	3 367	4 198	8,8%
MONÉTEAU	**Linéaire total inspecté (ml)**	**968**	**8 761**	**14 855**	**61,0%**
MONTIGNY-LA-RESLE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0	0	-
MONTIGNY-LA-RESLE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	0	-
MONTIGNY-LA-RESLE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**	**0**	**-**
PERRIGNY	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	375	0	0	-
PERRIGNY	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	332	533	60,4%
PERRIGNY	**Linéaire total inspecté (ml)**	**375**	**332**	**533**	**60,3%**
QUENNE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	239	0	- 100,0%
QUENNE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	2 106	3 422	1 173	- 65,7%
QUENNE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**2 106**	**3 661**	**1 173**	**- 68,0%**
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	2 021	5 878	285,5%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	749	1 682	1 847	9,8%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	**Linéaire total inspecté (ml)**	**749**	**3 703**	**7 725**	**160,3%**

Répartition par communes des inspections réseau					
Commune	**Type d'inspection réseau**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	8 275	2 663	- 67,8%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	5 816	4 152	- 58,8%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**14 091**	**6 815**	**- 64,1%**
VALLAN	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0	2 090	-
VALLAN	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	252	0	- 100,0%
VALLAN	**Linéaire total inspecté (ml)**	**265**	**252**	**2 090**	**730,8%**
VILLEFARGEAU	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	65	0	- 100,0%
VILLEFARGEAU	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	109	-
VILLEFARGEAU	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**65**	**109**	**53,7%**
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	2 185	0	- 100,0%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	3 367	0	- 100,0%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**5 552**	**0**	**- 100,0%**
VINCELLES	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	452	2 676	894	- 66,6%
VINCELLES	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	722	0	- 100,0%
VINCELLES	**Linéaire total inspecté (ml)**	**452**	**3 398**	**894**	**- 73,7%**
VINCELOTTES	Linéaire de réseau inspecté en inspection pédestre (ml)	0	0	0	-
VINCELOTTES	Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	0	0	0	-
VINCELOTTES	**Linéaire total inspecté (ml)**	**0**	**0**	**0**	**-**

Les petits passages caméras inférieurs à 50m ne génèrent pas de rapport. Mais le linéaire est tracé.
Les 33KM mentionnés intègrent les passages par vidéopériscope (IVP).

TOTAL linéaire inspecté en 2025 : 75 733 ml (pédestre, ITV, sewerball, DIAGRAP)

- **LE CURAGE**

Le tableau suivant détaille les opérations de curage réalisées sur les canalisations et certains ouvrages réseau (dessableurs, dégrilleur manuel sur réseau).

Curage préventif (Ouvrages)				
	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Ouvrages de prétraitement	45	60	48	-20,0%

Commune	Type de réseaux	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
AUXERRE	Ouvrages de prétraitement	7	17	25	47,1%
BRANCHES	Ouvrages de prétraitement	1	3	1	- 66,7%
COULANGES-LA-VINEUSE	Ouvrages de prétraitement	2	2	2	0,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Ouvrages de prétraitement	12	0	0	-
GY-L'ÉVÊQUE	Ouvrages de prétraitement	1	12	0	- 100,0%
JUSSY	Ouvrages de prétraitement	14	12	12	0,0%
MONÉTEAU	Ouvrages de prétraitement	0	0	1	-
PERRIGNY	Ouvrages de prétraitement	0	2	1	- 50,0%
QUENNE	Ouvrages de prétraitement	0	4	2	- 50,0%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Ouvrages de prétraitement	6	6	2	- 66,7%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Ouvrages de prétraitement	2	2	2	0,0%

Les ouvrages de prétraitement correspondent aux ouvrages identifiés comme “traitement physique” dans le SIG, donc principalement le type chambre à sable ou délestage de réseau.

Le curage total : préventif et curatif					
Réseaux	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif **Eaux Usées** curé (ml)	Curatif	407,9	1 978,68	625,8	- 68,4%
	Préparatoire	1 182,09	9 902,76	8437,11	- 14,8%
	Préventif	11 322,1	30 181,58	33 318,21	10,4%
Linéaire de réseau séparatif **Eaux Pluviales** curé (ml)	Curatif	23,66	132,64	248,69	87,5%
	Préparatoire	239,61	4 169,44	6 678,39	60,2%
	Préventif	3 924,8	20 212,58	12 111,11	- 40,1%
Linéaire de réseau **unitaire** curé (ml)	Curatif	13,6	300,83	205,48	- 31,7%
	Préparatoire	2 800,44	6 751,13	6 023,63	- 10,8%
	Préventif	1 000,67	14 281,96	13 939,92	- 2,4%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**20 469,71**	**85 499,45**	**80 508,37**	**- 5,8%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**445,16**	**2 412,15**	**1 079,97**	**- 55,2%**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif					
APPOIGNY	**Types**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	0	39,72	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	207,4	682,49	746,4	9,4%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	808,32	652	- 19,3%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	121,62	1 011,33	670,81	- 33,7%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	2 938,8	212,21	- 92,8%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Curatif	0	4,26	0	- 100,0%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préparatoire	680,87	280,61	1 083,61	286,2%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	0	198,15	0	- 100,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**1 009,89**	**5 919,7**	**3 365,03**	**- 43,2%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**4,26**	**39,72**	**832,4%**

AUGY	**Types**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	0	327,99	235,43	- 28,2%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	50,11	664,17	1 225,4%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Curatif	23,66	0	0	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	899,71	2 334,98	582,7	- 75,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**899,71**	**2 713,08**	**1 482,3**	**- 45,4%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**23,66**	**0**	**0**	**-**

AUXERRE	**Types**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	97,13	1 338,8	2 291,19	71,1%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	533,91	886,95	6 452,99	627,5%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	5 826,57	11 398,57	180,72	- 98,4%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Curatif	0	82,41	1 741,4	2 013,1%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	0	915,98	5 526,11	503,3%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	6 676,45	214,75	- 96,8%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Curatif	13,6	114,2	3 089,3	2 605,2%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préparatoire	276,13	2 213,5	4 177,95	88,7%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	716,32	4 037,38	5 451,07	35,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**7 352,93**	**26 128,83**	**22 003,59**	**- 15,8%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**110,73**	**1 535,41**	**7 121,89**	**363,8%**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif					
BLEIGNY-LE-CARREAU	**Types**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	110,64	1 559,45	2 222,77	42,5%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**110,64**	**1 559,45**	**2 222,77**	**42,5%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**0**	**-**

BRANCHES	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	0	116,03	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	21,46	10,58	- 50,7%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	0	1 972,48	1 240,66	- 37,1%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**2 109,97**	**1 251,24**	**- 40,7%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**0**	**-**

CHAMPS-SUR-YONNE	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	35,33	94,97	109,97	15,8%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	68,31	2 119,21	1 832,63	- 13,5%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	1,73	0	811,36	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	88,55	0	80,5	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**158,59**	**2 119,21**	**2 724,49**	**28,6%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**35,33**	**94,97**	**109,97**	**15,8%**

CHARBUY	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	0	6,56	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	0	472,44	141,28	- 70,1%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	0	475,45	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	796,71	0	- 100,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 744,6**	**141,28**	**- 91,9%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**6,56**	**-**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif					
CHEVANNES	**Types**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	-	-	7,06	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	-	-	871,46	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	-	-	720,86	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	-	-	783,2	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	-	-	130,5	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**0**	**2 506,02**	**-**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**7,06**	**-**

COULANGES-LA-VINEUSE	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	0	2 402,8	849,41	- 64,6%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**2 402,8**	**849,41**	**- 64,6%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**0**	**-**

ESCAMPS	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	0	4,97	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	0	0	390,83	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	812,11	1 713,97	111,1%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**812,11**	**2 104,8**	**159,2%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**4,97**	**-**

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	93,48	93,08	- 0,4%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	2 061,93	1 248,54	1 205	- 3,5%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	476,05	1 026,34	0	- 100,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**2 537,98**	**2 274,88**	**1 205**	**- 47,0%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**93,48**	**93,08**	**- 0,4%**

GURGY	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	34,28	71,18	107,6%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	672,43	34,28	436,54	1 173,5%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	349,91	0	- 100,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**672,43**	**384,19**	**436,54**	**13,6%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**34,28**	**71,18**	**107,6%**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif					
GY-L'ÉVÊQUE	**Types**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	8,72	8,72	0,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	121,11	294,98	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	280,09	64,9	1 065,44	1 541,7%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préparatoire	290,01	0	0	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	85,16	579,72	0	- 100,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**776,37**	**939,6**	**1 065,44**	**13,4%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**8,72**	**8,72**	**0,0%**

IRANCY	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	1 583,7	1 024,54	- 35,3%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	0	730,74	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 583,7**	**1 755,28**	**10,8%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**0**	**-**

JUSSY	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	53,56	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	945,27	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	861,85	0	- 100,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 807,12**	**0**	**- 100,0%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**53,56**	**0**	**- 100,0%**

LINDRY	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	0	5,27	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	1 919,09	2 369,11	23,4%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	22,61	0	- 100,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 941,7**	**2 369,11**	**22,0%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**5,27**	**-**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif					
MONÉTEAU	**Types**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	98,95	268,67	23,29	- 91,3%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	0	1 385,37	2 003,08	44,6%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	1 720,9	3 235,06	6 630,68	105,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Curatif	0	0	50,06	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	0	1 109,89	1 604,33	44,5%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	148,58	2 873,5	2 766,48	- 3,7%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**1 869,48**	**8 603,82**	**13 004,57**	**51,1%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**98,95**	**268,67**	**73,35**	**- 72,7%**

MONTIGNY-LA-RESLE	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	362,17	637,4	76,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	199,98	568,36	184,2%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**562,15**	**1 205,76**	**114,5%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**0**	**-**

PERRIGNY	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	69,79	0	0	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	514,19	449,76	- 12,5%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Curatif	0	50,23	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	0	245,49	198,63	- 19,1%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	267,6	0	- 100,0%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préparatoire	0	0	334,01	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	0	0	587,34	-
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 027,28**	**1 569,74**	**52,8%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**69,79**	**50,23**	**0**	**- 100,0%**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif					
QUENNE	**Types**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	4,95	0	609,61	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	1 177,69	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	117,99	0	0	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	3,04	0	- 100,0%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préparatoire	903,09	0	511,84	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	0	743,22	773,94	4,1%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**1 026,03**	**1 923,95**	**1 895,39**	**- 1,5%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**0**	**-**

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	0	4,44	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	98,94	731,69	432,06	- 41,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	0	89,25	997,01	1 017,1%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Curatif	0	0	10,88	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préparatoire	650,34	775,05	417,56	- 46,1%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**749,28**	**1 595,99**	**1 846,63**	**15,7%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**15,32**	**-**

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	0	9,16	32,1	250,4%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	0	2 012,4	606,97	- 69,8%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	35,66	0	1 043,99	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préparatoire	0	322,05	881,64	173,8%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	2 398,73	0	0	-
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Curatif	0	182,37	13,88	- 92,4%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préparatoire	0	3 481,97	587,31	- 83,1%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	Préventif	0	2 788,76	2 734,23	- 2,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**2 434,39**	**8 605,18**	**5 854,14**	**- 32,0%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**191,53**	**45,98**	**- 76,0%**

Répartition par commune du curage total : préventif et curatif					
VALLAN	**Types**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	60,51	0	0	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	215,78	251,54	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	656,21	526,4	1 241	135,8%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**871,99**	**777,94**	**1 241**	**59,5%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**60,51**	**0**	**0**	**-**

VILLEFARGEAU	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	-	24,89	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	-	2 019,17	108,8	- 94,6%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	-	185,11	1 512,81	717,2%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**2 204,28**	**1 621,61**	**- 26,4%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**24,89**	**0**	**- 100,0%**

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	1 324,06	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	553,55	782,65	41,4%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 877,61**	**782,65**	**- 58,3%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**0**	**-**

VINCELLES	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Curatif	46,19	52,15	4,69	- 91,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préparatoire	0	721,71	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	679,35	2 350,45	246,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	535,85	0	- 100,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 936,91**	**2 350,45**	**21,4%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**46,19**	**52,15**	**4,69**	**- 91,0%**

VINCELOTTES	Types	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	Préventif	0	1 171,99	1 304,29	11,3%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	Préventif	0	771,41	0	- 100,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)		**0**	**1 943,4**	**1 304,29**	**- 32,9%**
Linéaire total de réseau curé en curatif (ml)		**0**	**0**	**0**	**-**

Curage - Objectifs contractuels par an				
Type Linéaire (ml)	**Objectif annuel (ml)**	**Réalisation 2024 (ml)**	**Réalisation 2025 (ml)**	**Avancement (%)**
Réseau séparatif Eaux Usées	**30 000**	30 181,58	33 318,21	111 %
Réseau séparatif Eaux Pluviales	**19 390**	24 382,02	18 789,50	97 %
Réseau unitaire	**14 000**	14 281,96	13 939,92	100 %

Réseau Eaux Pluviales = Linéaire curage préventif + préparatoire

- **LES DESOBSTRUCTIONS**

Les opérations de désobstructions sont des opérations réalisées sur le réseau, les branchements et les avaloirs pour rétablir le bon écoulement des eaux usées. Les tableaux suivants détaillent ces opérations.

Désobstructions				
	2023	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Désobstructions sur réseaux	13	47	36	- 23,4%
Désobstructions sur branchements	17	50	51	2,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,02	0,06	0,04	- 27,9%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0,001	0,002	0,002	- 2,1%

Répartition par communes des désobstructions				
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Désobstructions sur réseaux	1	1	1	0,0%
Désobstructions sur branchements	0	3	0	- 100,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,03	0,02	0,02	- 0,2%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	- 100,0%

AUGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	1	0	- 100,0%
Désobstructions sur branchements	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,14	0,09	0	- 100,0%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	-

Répartition par communes des désobstructions

AUXERRE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	3	20	16	- 20,0%
Désobstructions sur branchements	5	26	17	- 34,6%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,02	0,07	0,05	- 20,2%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	- 34,8%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,39	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	-

BRANCHES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	-

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	7	3	- 57,1%
Désobstructions sur branchements	3	3	1	- 66,7%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,43	0,18	- 57,1%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	- 67,3%

CHARBUY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	1	0	- 100,0%
Désobstructions sur branchements	0	4	2	- 50,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,03	0	- 100,0%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0,01	0	- 50,3%

Répartition par communes des désobstructions

CHEVANNES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	-	-	0	-
Désobstructions sur branchements	-	-	1	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	-	-	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	-	-	0	-

CHITRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	-	-	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	-	-	0	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	1	1	0,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,15	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	- 0,2%

ESCAMPS	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	1	3	200,0%
Désobstructions sur branchements	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,1	0,29	200,0%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	-

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	2	1	- 50,0%
Désobstructions sur branchements	0	1	3	200,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,18	0,09	- 50,3%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0,01	200,0%

GURGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	1	2	100,0%
Désobstructions sur branchements	1	1	4	300,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,05	0,11	100,0%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0,01	299,5%

Répartition par communes des désobstructions				
GY-L'ÉVÊQUE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Désobstructions sur réseaux	0	5	2	- 60,0%
Désobstructions sur branchements	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,77	0,3	- 61,6%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	-

IRANCY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	-

JUSSY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	1	0	- 100,0%
Désobstructions sur branchements	1	0	1	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0,12	0	- 100,0%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0,01	0	0	-

LINDRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	1	-
Désobstructions sur branchements	0	0	2	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	0,04	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	-

MONÉTEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	2	3	3	0,0%
Désobstructions sur branchements	4	2	5	150,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,05	0,04	0,04	- 0,1%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	149,4%

Répartition par communes des désobstructions

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	-

PERRIGNY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	1	0	- 100,0%
Désobstructions sur branchements	1	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,07	0,04	0	- 100,0%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	-

QUENNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	-

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	1	0	- 100,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	- 100,0%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	1	-
Désobstructions sur branchements	1	2	10	400,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	0,02	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0,01	399,0%

Répartition par communes des désobstructions

VALLAN	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,2	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	-

VILLEFARGEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	0	1	-
Désobstructions sur branchements	-	3	0	- 100,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	-	0	0,06	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	-	0,01	0	- 100,0%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	0	-
Désobstructions sur branchements	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	0	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	-

VINCELLES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	3	1	- 66,7%
Désobstructions sur branchements	1	3	2	- 33,3%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,11	0,27	0,09	- 66,7%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0,01	0	- 34,4%

VINCELOTTES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	1	-
Désobstructions sur branchements	0	0	2	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	0,15	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0,01	-

- **LES ENQUETES DE CONFORMITE BRANCHEMENTS**

Les enquêtes de contrôle des branchements sont réalisées afin de vérifier le raccordement des habitations aux réseaux d'assainissement. On distingue les enquêtes de conformité pour vente et celles hors vente (dans le cadre contractuel). Le tableau suivant présente le nombre d'enquêtes réalisées.

Enquête/contrôle de branchement				
	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de contrôle raccordement pour vente	353	843	909	7,8%
Nombre de contrôles raccordement hors vente	48	282	405	43,6%
Nombre d'enquêtes sur branchement	52	152	228	50,0%
Total enquêtes et contrôles branchements	**453**	**1 277**	**1 542**	**20,8%**

Le total des contrôles raccordement « Hors vente/pour vente » inclut **40 contre-visites**.

Les 405 contrôles raccordement « Hors vente » inclut les 165 enquêtes contractuelles de Champs-sur-Yonne qui devaient être réalisées avant le 31/12/2025.

Répartition par communes des enquêtes/contrôles de branchement					
Commune	Type d'inspection	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
APPOIGNY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	14	46	51	10,9%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	11	82	17	- 79,3%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	4	22	4	- 81,8%
AUGY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	8	9	14	55,6%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	11	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	0	0	-
AUXERRE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	226	518	525	1,4%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	22	13	44	238,5%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	18	54	24	- 55,6%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Nombre de contrôle raccordement pour vente	1	3	0	- 100,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	8	0	0	-
BRANCHES	Nombre de contrôle raccordement pour vente	1	7	2	- 71,4%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	0	0	-
CHAMPS-SUR-YONNE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	4	24	14	- 41,7%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	12	165	1 275,0%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	2	6	6	0,0%

Répartition par communes des enquêtes/contrôles de branchement					
Commune	**Type d'inspection**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
CHARBUY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	7	8	19	137,5%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	4	3	- 25,0%
CHEVANNES	Nombre de contrôle raccordement pour vente	-	-	22	-
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	-	-	3	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	-	-	6	-
CHITRY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	-	7	0	- 100,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	-	58	79	36,2%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	-	7	0	- 100,0%
COULANGES-LA-VINEUSE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	3	5	7	40,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	1	0	- 100,0%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	1	1	3	200,0%
ESCAMPS	Nombre de contrôle raccordement pour vente	1	8	6	- 25,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	6	2	- 66,7%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	2	10	7	- 30,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	2	0	- 100,0%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	1	1	2	100,0%
GURGY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	2	11	28	154,5%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	1	3	200,0%
GY-L'ÉVÊQUE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	1	2	5	150,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	10	19	1	- 94,7%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	2	0	- 100,0%
IRANCY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	0	7	7	0,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	2	1	- 50,0%
JUSSY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	2	4	1	- 75,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	0	0	-
LINDRY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	8	12	7	- 41,7%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	1	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	0	0	-

Répartition par communes des enquêtes/contrôles de branchement					
Commune	**Type d'inspection**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
MONÉTEAU	Nombre de contrôle raccordement pour vente	19	47	51	8,5%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	1	2	4	100,0%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	5	7	1	- 85,7%
MONTIGNY-LA-RESLE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	3	6	4	- 33,3%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	1	0	- 100,0%
PERRIGNY	Nombre de contrôle raccordement pour vente	10	12	21	75,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	9	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	1	0	0	-
QUENNE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	3	4	7	75,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	4	19	0	- 100,0%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	4	4	1	- 75,0%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Nombre de contrôle raccordement pour vente	3	11	15	36,4%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	1	22	2 100,0%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	2	11	166	1 409,1%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Nombre de contrôle raccordement pour vente	16	54	60	11,1%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	6	10	66,7%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	4	11	4	- 63,6%
VALLAN	Nombre de contrôle raccordement pour vente	2	7	3	- 57,1%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	6	10	66,7%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	2	0	- 100,0%
VILLEFARGEAU	Nombre de contrôle raccordement pour vente	-	8	7	- 12,5%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	-	22	20	- 9,1%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	-	2	1	- 50,0%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Nombre de contrôle raccordement pour vente	5	2	3	50,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	0	0	-
VINCELLES	Nombre de contrôle raccordement pour vente	9	10	13	30,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	39	9	- 76,9%
	Nombre d'enquêtes sur branchement	2	7	1	- 85,7%
VINCELOTTES	Nombre de contrôle raccordement pour vente	3	1	10	900,0%
	Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	0	-
	Nombre d'enquêtes sur branchement	0	1	0	- 100,0%
Total enquêtes et contrôles branchements		**453**	**1 277**	**1 542**	**20,8%**

Répartition par communes des enquêtes de branchement CONTRACTUELLES - 2025			
Commune	**Nombre d'enquêtes Hors vente (enquêtes contractuelles)**	**Nombre non-conformes**	**CONFORMITE (%)**
APPOIGNY	17	10	**41,2%**
AUGY	11	0	**100,0%**
AUXERRE	44	6	**86,4%**
BLEIGNY-LE-CARREAU	0	0	
BRANCHES	0	0	
CHAMPS-SUR-YONNE	165	19	**88,5%**
CHARBUY	0	0	
CHEVANNES	3	0	**100,0%**
CHITRY	79	5	**93,7%**
COULANGES-LA-VINEUSE	0	0	
ESCAMPS	0	0	
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	0	0	
GURGY	0	0	
GY-L'ÉVÊQUE	1	0	**100,0%**
IRANCY	0	0	
JUSSY	0	0	
LINDRY	1	0	**100,0%**
MONÉTEAU	4	1	**75,0%**
MONTIGNY-LA-RESLE	0	0	
PERRIGNY	9	1	**88,9%**
QUENNE	0	0	
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	22	2	**90,9%**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	10	5	**50,0%**
VALLAN	10	3	**70,0%**
VILLEFARGEAU	20	6	**70,0%**
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	0	0	
VINCELLES	9	1	**88,9%**
VINCELOTTES	0	0	
TOTAL	**405**	**59**	**85,4%**

- **LES INTERVENTIONS EN ASTREINTE**

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de collecte ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Les tableaux ci-après détaillent les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur le réseau			
Désignation	**2024**	**2025**	**Variation N/N-1**
Les interventions sur le réseau	25	17	-32,0%

Les délais d'interventions

Article 41.2 du contrat de DSP : Description des travaux d'entretien et de réparations courantes	**Délai maximum inscrit au contrat**	**Taux de réalisation SUEZ en 2025**
Délai d'intervention en cas d'interruption partielle ou totale du service	30 minutes	100%
Délai d'intervention en cas de pollution constatée	30 minutes	100%
Délai d'intervention en cas de réception d'une alarme intrusion sur site	30 minutes	100%
Délai d'intervention en cas de réception d'une alarme sur les ouvrages exploités (alarme d'exploitation)	30 minutes	100%
Délai de rétablissement du service pour un dysfonctionnement ou défaut structurel sur réseau (canalisation principale ou équipement)	4 heures	100%
Délai de rétablissement du service pour un dysfonctionnement ou défaut structurel sur un autre organe (notamment les branchements)	4 heures	100%

- **LES TRAVAUX ET ENTRETIEN ASSAINISSEMENT**

Travaux et entretiens assainissement		
Nature de l'intervention	**Type d'intervention**	**2025**
Branchements	créés	46
	créés pluviaux	4
	modifiés	69
	renouvelés	33
Eléments de réseau	mis à niveau	8
	modifiés	0
	renouvelés	99
Réseaux	modifiés	7
	renouvelés	7

Dans le tableau ci-dessous les branchements modifiés correspondent aux créations de boite sur des branchements existants.

Travaux et entretiens assainissement			
Commune	**Nature de l'intervention**	**Type d'intervention**	**2025**
APPOIGNY	Branchements	créés	8
	Branchements	modifiés	1
AUGY	Branchements	renouvelés	16
	Réseaux	modifiés	1
	Réseaux	renouvelés	1
AUXERRE	Branchements	créés	18
	Branchements	créés pluviaux	3
	Branchements	modifiés	55
	Branchements	renouvelés	8
	Eléments de réseau	mis à niveau	6
	Eléments de réseau	renouvelés	69
	Réseaux	renouvelés	3
BRANCHES	Eléments de réseau	renouvelés	5
CHAMPS-SUR-YONNE	Branchements	modifiés	2
	Branchements	renouvelés	1
CHARBUY	Branchements	créés	4
	Branchements	modifiés	1
	Eléments de réseau	renouvelés	1
CHEVANNES	Branchements	créés	1
	Eléments de réseau	renouvelés	4
	Réseaux	modifiés	4
COULANGES-LA-VINEUSE	Branchements	renouvelés	1
ESCAMPS	Eléments de réseau	renouvelés	2
ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Réseaux	renouvelés	1
GURGY	Branchements	créés	1
	Branchements	modifiés	1
	Eléments de réseau	mis à niveau	1
IRANCY	Branchements	créés	2
LINDRY	Branchements	modifiés	1
	Branchements	renouvelés	1

Travaux et entretiens assainissement			
Commune	**Nature de l'intervention**	**Type d'intervention**	**2025**
MONÉTEAU	Branchements	créés	1
	Branchements	créés pluviaux	1
	Branchements	renouvelés	2
	Eléments de réseau	renouvelés	9
	Réseaux	renouvelés	1
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Branchements	créés	2
	Branchements	renouvelés	3
	Branchements	modifiés	4
	Eléments de réseau	renouvelés	5
	Eléments de réseau	mis à niveau	1
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Branchements	créés	4
	Branchements	modifiés	2
	Eléments de réseau	renouvelés	2
	Réseaux	modifiés	2
	Réseaux	renouvelés	1
VILLEFARGEAU	Branchements	créés	2
	Branchements	modifiés	1
	Branchements	renouvelés	1
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Branchements	créés	1
VINCELLES	Branchements	créés	2
	Branchements	modifiés	1
	Eléments de réseau	renouvelés	2

3.1.3 L'exploitation des déversoirs, bassins d'orage …

- **LES DEBORDEMENTS AU MILIEU NATUREL DEPUIS LE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les volumes rejetés au milieu naturel par les déversoirs d'orage du système de collecte. Les volumes correspondant sont soit mesurés soit estimés.

Bilan de fonctionnement des déversoirs du système de collecte

Commune	Site	Finalité Type Volume	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
AUXERRE	DO 1 - Boulevard de la Chainette (DO C)	Temps de débordement en heures	8	7	0	- 100,0%
		Volume annuel déversé en m³	18412	14890	0	- 100,0%
AUXERRE	DO 2 - Place du Coche d'eau (DO D) - AUXERRE	Temps de débordement en heures	0	129	172	33,3%
		Volume annuel déversé en m³	0	27270	14825	- 45,6%
AUXERRE	DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE	Temps de débordement en heures	0	42	7	- 83,3%
		Volume annuel déversé en m³	0	19041	2260	- 88,1%
AUXERRE	Trop plein – PR Champlys - AUXERRE	Temps de débordement en heures	0	21	0	-100%
		Volume annuel déversé en m³	0	3 804	51	- 99,5%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO Rue de Gouaix - SAINT BRIS LE VINEUX	Temps de débordement en heures	9	16	8	- 50,0%
		Volume annuel déversé en m³	650	2340	1661	- 29,0%

Sur le système de collecte de Saint Bris le Vineux, le DO Chemin sous le parc a été suivi au cours du premier semestre, puis a été condamné à la suite de travaux de mise en séparatif. L'équipement en place a été installé sur le DO Promenade sur le Parc au deuxième semestre.

- **LES INTERVENTIONS SUR LES DEVERSOIRS D'ORAGE ET LES BASSINS D'ORAGE**

Les interventions sur les déversoirs d'orage et les bassins d'orage sont détaillées dans le tableau suivant.

Les interventions sur les déversoirs d'orage et les bassins d'orage

Commune	Libellé du poste	Nombre de curages	Nombre de débouchages
APPOIGNY	DO Grande Rue - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	DO Route de Joigny - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	DO Route de la fosse aux anglais - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	DO Rue de Fourrache - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	DO Rue de la Libération - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	DO Rue de Paris - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	DO Rue du Fer à Cheval - APPOIGNY	2	0

Les interventions sur les déversoirs d'orage et les bassins d'orage			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
APPOIGNY	DO Rue du Pavillon - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	DO Rue du Rimboeuf - APPOIGNY	2	0
APPOIGNY	DO Rue Léon Carré - APPOIGNY	2	0
AUGY	DO rue Soufflot - AUGY	2	0
AUXERRE	BO 1 - Bd de la Chaînette - AUXERRE	1	0
AUXERRE	DO 1 - Boulevard de la Chainette (DO C)	12	0
AUXERRE	DO 11 - Boulevard Lafayette - AUXERRE	2	0
AUXERRE	DO 12 - Rue du Clos - AUXERRE	2	0
AUXERRE	DO 14 - Boulevard Vaulabelle - AUXERRE	2	0
AUXERRE	DO 16 - Rue Louis Richard - AUXERRE	2	0
AUXERRE	DO 2 - Place du Coche d'eau (DO D) - AUXERRE	12	0
AUXERRE	DO 3 - Rue Leboeuf - AUXERRE	2	0
AUXERRE	DO 4 - Rue de la Poterne /Quai de la République - AUXERRE	2	0
AUXERRE	DO 5 - Rue Saint Pèlerin - AUXERRE	2	0
AUXERRE	DO 6 - Rue Max Quantin - AUXERRE	2	0
AUXERRE	DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE	12	0
AUXERRE	DO 8 - Bassin de la Chainette (DO JB) - AUXERRE	12	0
AUXERRE	DO 9 - Rue Rantheaume - AUXERRE	2	0
AUXERRE	DO MAN - Rue Rouget de l'Isle / Ravel - AUXERRE	2	0
AUXERRE	DO MOA - Rue Rouget de l'Isle / Bahia - AUXERRE	2	0
BLEIGNY-LE-CARREAU	DO Amont STEU - BLEIGNY LE CARREAU	2	0
BRANCHES	DO Grande Rue - BRANCHES	2	0
BRANCHES	DO route de Guerchy - BRANCHES	2	0
BRANCHES	DO route de Villemer - BRANCHES	2	0
BRANCHES	DO Rue aux Oeufs - BRANCHES	2	0
BRANCHES	DO rue Cadoux - BRANCHES	2	0
BRANCHES	DO Rue de Lavoir - Branches	2	0
BRANCHES	DO Rue Nianon - BRANCHES	2	0
COULANGES-LA-VINEUSE	Bassin d'orage - COULANGES LA VINEUSE	1	0
COULANGES-LA-VINEUSE	DO Amont STEU - COULANGES LA VINEUSE	2	0
COULANGES-LA-VINEUSE	DO Rue Aguesseau/Rue des Dames - COULANGES LA VINEUSE	2	0
GY-L'ÉVÊQUE	DO Place de l'Eglise - GY l'EVÊQUE	2	0

Les interventions sur les déversoirs d'orage et les bassins d'orage			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
GY-L'ÉVÊQUE	DO Rue de la Fontaine - GY-L'EVEQUE (condamné)	0	0
GY-L'ÉVÊQUE	DO Rue de la Grilletière / Route Nationale - GY L'EVÊQUE	0	0
GY-L'ÉVÊQUE	DO Rue de l'Egalité - GY L'EVÊQUE	0	0
GY-L'ÉVÊQUE	DO Rue Saint Nicolas / Rue de la Grille - GY-L'EVEQUE (condamné)	0	0
JUSSY	Dégrilleur réseau - JUSSY	12	0
PERRIGNY	DO Grande Rue - PERRIGNY	2	0
QUENNE	DO Rue de Nangis - QUENNE	2	0
QUENNE	DO Rue du Lavoir - QUENNE	2	0
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO amont STEP - SAINT BRIS LE VINEUX	0	0
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO chemin sous le Parc - SAINT BRIS LE VINEUX (condamné)	1	0
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO Promenade du Parc - SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2	0
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO Route de Bailly - SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2	0
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO Route de Bougeilles - SAINT-BRIS-LE-VINEUX (condamné)	1	0
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO Rue de Gouaix - SAINT BRIS LE VINEUX	12	0
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Avenue de l'Europe	2	0
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Avenue des Ardilles	2	0
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Beaureins (condamné)	0	0
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Chemin de la Guillaumée	2	0
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Les Saulcis	2	0
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Montboulon	2	0
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Route de Chevannes	2	0
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Rue de Picardie	2	0
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Rue des Vergers	2	0
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Rue du Bon Pain	2	0
Total		**170**	**0**

Le DO Beaureins sur la commune de Saint-Georges a été condamné le 13 octobre 2023 à la suite des travaux de déconnexion des eaux pluviales. Les interventions d'exploitation ont donc été suspendues depuis cette date.
De la même façon, les 2 déversoirs d'orage de Gy l'Evêque situés au croisement Rue de la Grilletière et Route Nationale, ainsi qu'au croisement Rue Saint Nicolas et Rue de la Grille, ont tous les 2 été condamnés lors de travaux de mise en séparatif. Mais à ce jour, ils n'ont pas été retirés de l'inventaire. Aucune intervention n'est donc réalisée sur ces déversoirs.

Un point d'attention particulier est porté sur le **DO Rue de la Fontaine à Gy l'Evêque** qui déverse quasiment à chaque évènement pluvieux et qui a tendance à se boucher.

➔ Nous intervenons donc régulièrement en préventif afin de limiter les désobstructions.

Tous les postes ont été inspectés 12 fois dans l'année, sauf pour les suivants :

Les interventions sur les déversoirs d'orage et les bassins d'orage		
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre d'inspections**
AUXERRE	BO 1 - Bd de la Chaînette - AUXERRE	52
AUXERRE	DO 1 - Boulevard de la Chainette (DO C)	24
AUXERRE	DO 2 - Place du Coche d'eau (DO D) - AUXERRE	24
AUXERRE	DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE	24
AUXERRE	DO 8 - Bassin de la Chainette (DO JB) - AUXERRE	24
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	DO Rue de Gouaix - SAINT BRIS LE VINEUX	24

3.1.4 L'exploitation des postes de relèvement

- **LE FONCTIONNEMENT DES POSTES DE RELEVEMENT**

Fonctionnement des postes de relèvement					
Commune	**Libellé du poste**	**Heures de fonctionnement**	**m³ pompés**	**m³ déversés**	**Heures de déversement**
APPOIGNY	PR 1 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	10 523	184 556	34 465	-
	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	2 085	11 552	-	-
	PR 3 Quai de Regennes - APPOIGNY	6 938	782 494	0	-
	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	85	1 050	-	-
	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	186	1 133	-	-
APPOIGNY	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	294	4 002	-	-
	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	7 604	143 304	-	-
	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	1 658	23 192	-	-
	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	30	81	-	-
	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	471	4 151	-	-
	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	142	735	-	-
	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	88	597	-	-
	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	51	1 106	-	-
	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	33	67	-	-
	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	1 004	8 848	-	-
	PR 18 Rue de la Planchette - APPOIGNY	25	328	-	-
	PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY	117	-	-	-
	PR 20 - ZAE EP2 - APPOIGNY	-	-	-	-
AUGY	PR Soufflot - AUGY	816	57 174	0	-
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	1 996	159 680	159 680	-
	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	3 361	436 930	-	-
	PR 3 - La Noue - AUXERRE	3 893	161 357	-	-
	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	177	10 338	-	-
	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	62	3 590	-	-
	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	1 500	149 778	-	-
	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	179	4 317	-	-
	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	238	14 128	-	-
	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	210	3 560	-	-
	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	169	3 875	-	-
	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	169	1 690	-	-
	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	605	18 382	-	-
	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	586	11 720	-	-
	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	1 631	122 325	51	0
	PR de Vaux (ancienne station) - AUXERRE	2 510	61 495	-	-

Fonctionnement des postes de relèvement					
Commune	**Libellé du poste**	**Heures de fonctionnement**	**m³ pompés**	**m³ déversés**	**Heures de déversement**
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 1 Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	505	4 040	-	-
	PR 2 Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	4 879	39 032	-	-
	PR 3 des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	1 383	12 507	-	-
	PR 4 Toussac - CHAMPS SUR YONNE	5 200	78 000	-	-
	PR 5 La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	280	2 800	-	-
	PR 6 Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	4 602	171 968	-	-
	PR 7 Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	223	4 460	-	-
	PR 8 Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	2 038	30 570	-	-
CHARBUY	PR 1 Voie du Tremble - CHARBUY	114	742	-	-
	PR 2 Chemin des Patouillats - CHARBUY	544	5 511	-	-
	PR 3 Gros Chêne - CHARBUY	786	2 931	-	-
	PR 4 Les Varennes 2 - Ruelle Maillot - CHARBUY	36	508	-	-
	PR 5 Les Varennes 1 - Les Maraîchers - CHARBUY	542	4 850	-	-
	PR 6 Lagune - CHARBUY	1 565	51 303	-	-
	PR 7 Charmotiere - CHARBUY	327	8 952	-	-
	PR 8 Mésanges - CHARBUY	330	6 217	-	-
	PR 9 du Coteau Haut - CHARBUY	26	37	-	-
CHEVANNES	PR 1 la Chamaille - CHEVANNES	0	-	-	-
	PR 2 Ribourdin - CHEVANNES	109	2 354	-	-
	PR 3 Champs clos (Serein) - CHEVANNES	5 052	101 040	-	-
	PR 4 la Biche - CHEVANNES	6 502	130 040	-	-
	PR 5 la Source (Maulny) - CHEVANNES	498	31 177	-	-
	PR 6 Porte d'en haut - CHEVANNES	5 619	84 285	-	-
	PR 7 Liberté (Orgy) - CHEVANNES	104	2 122	-	-
	PR 8 la Villote - CHEVANNES	1 689	53204	-	-
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	878	13 170	-	-
	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	1 326	15 912	-	-
	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	298	1 384	-	-
	PR du Canal - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	228	1 596	-	-
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	2 267	111 082	-	-
	PR 16 - Quai du Gué de la Baume - GURGY	5 439	656 021	-	-
	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	3 011	127 094	-	-
	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	61	373	-	-
IRANCY	PR IRANCY	1 707	20 832	-	-
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	1 563	16 175	-	-
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE	2 819	-	-	-

Fonctionnement des postes de relèvement					
Commune	**Libellé du poste**	**Heures de fonctionnement**	**m³ pompés**	**m³ déversés**	**Heures de déversement**
	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	51	345	-	-
	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	216	1 025	-	-
	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	1 963	18 845	-	-
	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	1 091	163 650	-	-
	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	124	1 240	-	-
	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	48	1 129	-	-
	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	898	8 882	-	-
	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	16	260	-	-
	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	290	3 932	-	-
MONÉTEAU	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	870	21 924	-	-
	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	8 012	86 915	-	-
	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	9 253	4 164 830	0	-
	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	664	2 502	-	-
	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	410	5 439	-	-
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 Le Chapelain - MONTIGNY LA RESLE	701	13 552	-	-
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY	13 489	134 890	-	-
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	921	12 489	-	-
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	502	2 280	-	-
	PR de VILLEFARGEAU	2 017	95 848	-	-
	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	229	7 530	-	-
VINCELLES	PR 1 Camping - VINCELLES	4 439	75 112	0	0
	PR 2 D606 - VINCELLES	119	434	-	-
	PR 3 Rue de la Cave - VINCELLES	1 917	11 502	-	-
VINCELOTTES	PR 1 De Cravant - VINCELOTTES	346	1 730	-	-
	PR 2 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	64	320	-	-
	PR 3 rue du Moulin - VINCELOTTES	1 415	9 905	-	-
	PR 4 de Bailly - VINCELOTTES	601	7 212	-	-
	PR 5 Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	1 313	85 713	0	-
Total		**163 965**	**9 119 259**	**194 196**	**0**

Données manquantes :

- ⇨ Le poste de relèvement **EP2 à Appoigny** n'est actuellement pas alimenté en électricité. Les pompes ne fonctionnent pas.
- ⇨ L'alimentation du poste de relèvement **EP1 à Appoigny** a été coupée par ENEDIS en février 2025 car il s'agissait d'une ligne provisoire. L'information a été transmise à la Communauté de l'Auxerrois qui a fait les démarches auprès d'ENEDIS pour la remise en service.
- ⇨ Les postes de relèvement **Ecole à Escolives Sainte Camille**, Coteau Bas à Charbuy, ainsi que les postes d'Escamps (hormis RD1 et Avigneau 1) ne sont pas télésurveillés. De ce fait,

nous ne disposons pas des temps de fonctionnement permettant de connaitre les volumes pompés.

⇨ L'alimentation du poste de relèvement **Rue de Bruxelles à Monéteau** a été mise en service et une télégestion a été installée en cours d'année 2025.

⇨ Le poste de relèvement **Rue Saint Laurent à Monéteau** est un poste en ligne. Nous n'avons pas connaissance actuellement du débit nominal des pompes.

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des postes de relèvement exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique **facturée** des postes de relèvement (kWh)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	PR 1 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	31 805	31 867	26 667	- 16,3%
APPOIGNY	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	59	143	276	93,0%
APPOIGNY	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	174	477	567	18,9%
APPOIGNY	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	67	139	164	18,0%
APPOIGNY	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	41	185	364	96,8%
APPOIGNY	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	299	154	363	135,7%
APPOIGNY	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	103	2 917	1 236	- 57,6%
APPOIGNY	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	1 834	5 624	4 425	-21,3%
APPOIGNY	PR 18 Rue de la Planchette - APPOIGNY	238	162	454	180,2%
APPOIGNY	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	3 814	9 033	5 485	- 39,3%
APPOIGNY	PR 3 Quai de Regennes - APPOIGNY	26 415	27 923	30 634	9,7%
APPOIGNY	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	119	234	234	0,0%
APPOIGNY	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	233	389	375	- 3,6%
APPOIGNY	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	240	673	472	- 29,9%
APPOIGNY	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	83	1 124	1 026	- 8,7%
APPOIGNY	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	1 686	3 497	3 230	- 7,6%
AUGY	PR Soufflot - AUGY	1 105	1 860	1 565	- 15,9%
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	10 560	27 078	22 632	- 16,4%
AUXERRE	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	440	1 129	552	- 51,1%
AUXERRE	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	329	455	333	- 26,8%
AUXERRE	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	1 244	4 127	4 570	10,7%
AUXERRE	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	921	2 051	1 663	- 18,9%
AUXERRE	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	1 729	3 958	3 346	- 15,5%
AUXERRE	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	5 823	13 819	12 598	- 8,8%
AUXERRE	PR 3 - La Noue - AUXERRE	2 916	9 712	6 742	- 30,6%
AUXERRE	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	1 226	2 161	1 971	- 8,8%
AUXERRE	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	160	370	365	- 1,4%
AUXERRE	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	2 303	4 894	1 835	- 62,5%

La consommation électrique **facturée** des postes de relèvement (kWh)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
AUXERRE	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	393	549	516	- 6,0%
AUXERRE	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	356	799	710	- 11,1%
AUXERRE	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	144	259	260	0,4%
AUXERRE	PR de Vaux (ancienne station) - AUXERRE	-	-	21 984	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 1 Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	327	570	789	38,4%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 2 Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	1 738	10 499	5 866	- 44,1%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 3 des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	551	3 156	1 310	- 58,5%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 4 Toussac - CHAMPS SUR YONNE	17 024	28 004	17 274	- 38,3%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 5 La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	235	516	339	- 34,3%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 6 Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	2 854	9 830	5 387	- 45,2%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 7 Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	490	1 086	584	- 100,0%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 8 Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	2 400	5 813	3 256	- 44,0%
CHARBUY	PR 1 Voie du Tremble - CHARBUY	108	217	231	6,5%
CHARBUY	PR 10 Coteau Bas - CHARBUY	0	0	0	-
CHARBUY	PR 2 Chemin des Patouillats - CHARBUY	448	1 421	1 183	- 16,7%
CHARBUY	PR 3 Gros Chêne - CHARBUY	95	200	206	3,0%
CHARBUY	PR 4 Les Varennes 2 - Ruelle Maillot - CHARBUY	153	329	299	- 9,1%
CHARBUY	PR 5 Les Varennes 1 - Les Maraîchers - CHARBUY	855	969	989	2,1%
CHARBUY	PR 6 Lagune - CHARBUY	8 606	25 016	21 439	- 14,3%
CHARBUY	PR 7 Charmotiere - CHARBUY	707	2 195	1 731	- 21,1%
CHARBUY	PR 8 Mésanges - CHARBUY	409	476	425	- 10,7%
CHARBUY	PR 9 du Coteau Haut - CHARBUY	109	273	322	17,9%
CHEVANNES	PR 1 la Chamaille - CHEVANNES	-	-	3 481	-
CHEVANNES	PR 2 Ribourdin - CHEVANNES	-	-	309	-
CHEVANNES	PR 3 Champs clos (Serein) - CHEVANNES	-	-	8 997	-
CHEVANNES	PR 4 la Biche - CHEVANNES	-	-	7 403	-
CHEVANNES	PR 5 la Source (Maulny) - CHEVANNES	-	-	4 509	-
CHEVANNES	PR 6 Porte d'en haut - CHEVANNES	-	-	1 760	-
CHEVANNES	PR 7 Liberté (Orgy) - CHEVANNES	-	-	347	-
CHEVANNES	PR 8 la Villote - CHEVANNES	-	-	9 945	-
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	1 420	2 608	2 671	2,4%
ESCAMPS	PR 1 Rue de Chaumont - Les Huilliers - ESCAMPS	152	654	1 511	131,0%
ESCAMPS	PR 2 Champ du Four - Avigneau 1 - ESCAMPS	1 108	3 683	8 130	120,7%
ESCAMPS	PR 3 Thertre - Vaumarloup - ESCAMPS	486	2 850	5 544	94,5%
ESCAMPS	PR 4 Abreuvoir - Avigneau 2 - ESCAMPS	497	37	39	5,4%
ESCAMPS	PR 5 Rigaude - La Grilletière - ESCAMPS	1 106	2 021	3 019	49,4%
ESCAMPS	PR 6 Rue de Pouligny - Vestiaires - ESCAMPS	980	2 015	1 165	- 42,2%

La consommation électrique **facturée** des postes de relèvement (kWh)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
ESCAMPS	PR 7 Moulin Brûlé - ESCAMPS	464	505	1 388	174,9%
ESCAMPS	PR 8 RD1 - ESCAMPS	4 368	0	-	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	189	1 458	3 160	116,7%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	248	514	520	1,2%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Canal - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	156	545	395	- 27,5%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR Ecole - ESCOLIVE SAINTE CAMILLE	-	-	-	-
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	2 352	6 642	6 440	- 3,0%
GURGY	PR 16 - Quai du Gué de la Baume - GURGY	8 846	26 047	28 066	7,8%
GURGY	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	86	187	161	- 13,9%
GURGY	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	109	295	387	31,2%
IRANCY	PR IRANCY	2 388	4 339	4 653	7,2%
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	3 000	6 687	4 729	- 29,3%
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE	5 970	- 123	7 361	-6 084,6%
MONÉTEAU	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	-	-	-	-
MONÉTEAU	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	525	1 027	673	- 34,5%
MONÉTEAU	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	594	2 316	1 606	- 30,7%
MONÉTEAU	PR 13 - Rue de Bruxelles - MONETEAU	-	-	159	-
MONÉTEAU	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	3 759	10 929	8 109	- 25,8%
MONÉTEAU	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	367	27	144	433,3%
MONÉTEAU	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	-	-	-	-
MONÉTEAU	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	4 525	7 075	7 971	12,7%
MONÉTEAU	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	127	221	208	- 5,9%
MONÉTEAU	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	829	1 572	1 391	- 11,5%
MONÉTEAU	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	831	2 348	1 945	- 17,2%
MONÉTEAU	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	237	369	352	- 4,6%
MONÉTEAU	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	225 928	221 373	152 042	- 31,3%
MONÉTEAU	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	355	831	885	6,5%
MONÉTEAU	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	286	562	614	9,3%
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 Le Chapelain - MONTIGNY LA RESLE	187	488	291	- 40,4%
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY	5 596	18 345	30 217	64,7%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	-	5 994	4 927	- 17,8%
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	325	238	935	292,9%
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	-	3 955	26 057	558,8%
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	767	600	802	33,7%
VINCELLES	PR 1 Camping - VINCELLES	1 865	2 475	6 778	173,9%
VINCELLES	PR 2 D606 - VINCELLES	68	250	173	- 30,8%
VINCELLES	PR 3 Rue de la Cave - VINCELLES	109	166	178	7,2%

La consommation électrique **facturée** des postes de relèvement (kWh)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
VINCELOTTES	PR 1 De Cravant - VINCELOTTES	173	290	295	1,7%
VINCELOTTES	PR 2 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	95	268	234	- 12,7%
VINCELOTTES	PR 3 rue du Moulin - VINCELOTTES	100	145	138	- 4,8%
VINCELOTTES	PR 4 de Bailly - VINCELOTTES	245	866	708	- 18,2%
VINCELOTTES	PR 5 Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	1 242	7 088	4 434	- 37,4%
Total		**417 028**	**599 114**	**588 184**	**- 1,8%**

Pour rappel les trackers solaires ont été mis en service sur le site MONETEAU - PR 7 Rue de Paris en février 2024.

La consommation électrique spécifique – PR Rue de Paris – MONETEAU (kWh)					
Site	**Origine consommation**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
PR 7 rue de Paris - MONETEAU	Réseau ENEDIS	225 928	221 373	152 042	- 31,3%
	Panneaux photovoltaïques	0	51 937	46 648	-10,2%
Total		**225 928**	**273 310**	**198 690**	**- 27,3%**
	% indépendance énergétique	0	23	31	34,8%

Les facturations de la consommation électrique sont parfois en décalage par rapport à l'année civile. Pour l'année 2023, lors des rapports annuels, nous n'avions pas encore eu toutes les factures d'énergie.

Les données manquantes correspondent aux PR pour lesquels il n'y a pas d'alimentation en direct :

- ⇨ **PR Rue de Bruxelles à Monéteau :** alimenté par Courtois Boisson, ligne directe demandée en 2024, et réalisée en 2025.
- ⇨ **PR Allée des Peupliers à Monéteau** : alimenté par le stade de Monéteau, ligne directe demandée en 2024 à ENEDIS et réalisée en 2025.
- ⇨ **PR EP1 et EP2 à Appoigny :** les lignes étaient provisoires et n'ont pas été rétrocédées à la Communauté de l'Auxerrois. Ces postes sont sortis du périmètre d'exploitation courant 2025.

Ou lorsqu'il n'y a pas de télésurveillance :

- ⇨ **PR Ecole à Escolives Sainte Camille** : alimenté par l'école, piloté par automate, pas de télégestion possible sur l'installation actuelle
- ⇨ **PR Coteau Bas à Charbuy :** piloté par un automate, pas de télégestion possible sur l'installation actuelle
- ⇨ Les **PR d'Escamps** (hors Avigneau 1 et PR Principal) n'ont jamais été équipés. La réhabilitation n'a pas tenu compte de l'installation d'équipements manquants de télégestion.

Données supplémentaires en 2025 : intégration des **sites de Chevannes.**

- **LES INTERVENTIONS SUR LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les interventions de curage (et de débouchage) sur les postes de relèvement

Les interventions sur les postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
APPOIGNY	PR 1 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	3	0
	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	2	0
	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	2	0
	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	2	0
	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	2	0
	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	2	0
	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	2	0
	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	7	0
	PR 18 Rue de la Planchette - APPOIGNY	2	0
	PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY	1	0
	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	2	0
	PR 20 - ZAE EP2 - APPOIGNY	0	0
	PR 3 Quai de Regennes - APPOIGNY	3	0
	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	2	0
	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	2	0
	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	2	0
	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	2	0
	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	2	0
AUGY	PR Soufflot - AUGY	2	0
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	3	0
	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	2	0
	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	2	0
	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	2	0
	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	2	0
	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	4	6
	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	4	0
	PR 3 - La Noue - AUXERRE	3	0
	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	2	0
	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	2	0
	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	2	0
	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	2	0
	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	2	0
	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	2	0
	PR de Vaux (ancienne station) - AUXERRE	3	0
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 1 Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	2	0

Les interventions sur les postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 2 Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	2	0
	PR 3 des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	3	2
	PR 4 Toussac - CHAMPS SUR YONNE	4	1
	PR 5 La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	2	0
	PR 6 Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	3	0
	PR 7 Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	2	0
	PR 8 Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	2	0
CHARBUY	PR 1 Voie du Tremble - CHARBUY	2	0
	PR 10 Coteau Haut - CHARBUY	2	0
	PR 2 Chemin des Patouillats - CHARBUY	2	0
	PR 3 Gros Chêne - CHARBUY	2	0
	PR 4 Les Varennes 2 - Ruelle Maillot - CHARBUY	2	0
	PR 5 Les Varennes 1 - Les Maraîchers - CHARBUY	2	0
	PR 6 Lagune - CHARBUY	3	0
	PR 7 Charmotiere - CHARBUY	2	0
	PR 8 Mésanges - CHARBUY	2	0
	PR 9 du Coteau Haut - CHARBUY	2	0
CHEVANNES	PR 1 la Chamaille - CHEVANNES	2	0
	PR 2 Ribourdin - CHEVANNES	2	0
	PR 3 Champs clos (Serein) - CHEVANNES	3	1
	PR 4 la Biche - CHEVANNES	4	0
	PR 5 la Source (Maulny) - CHEVANNES	3	0
	PR 6 Porte d'en haut - CHEVANNES	4	0
	PR 7 Liberté (Orgy) - CHEVANNES	2	0
	PR 8 la Villote - CHEVANNES	2	0
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	2	0
ESCAMPS	PR 1 Rue de Chaumont - Les Huilliers - ESCAMPS	2	0
	PR 2 Champ du Four - Avigneau 1 - ESCAMPS	2	1
	PR 3 Thertre - Vaumarloup - ESCAMPS	2	0
	PR 4 Abreuvoir - Avigneau 2 - ESCAMPS	0	0
	PR 5 Rigaude - La Grilletière - ESCAMPS	2	0
	PR 6 Rue de Pouligny - Vestiaires - ESCAMPS	0	0
	PR 7 Moulin Brûlé - ESCAMPS	2	0
	PR 8 RD1 - ESCAMPS	2	0
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	3	0
	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	4	0
	PR du Canal - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	2	0
	PR Ecole - ESCOLIVE SAINTE CAMILLE	2	1

Les interventions sur les postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	3	0
	PR 16 - Quai du Gué de la Baume - GURGY	4	3
	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	2	0
	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	2	0
IRANCY	PR IRANCY	4	0
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	4	0
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE	2	1
	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	2	0
	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	2	0
	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	4	0
	PR 13 - Rue de Bruxelles - MONETEAU	2	0
	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	3	0
	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	2	0
	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	2	0
	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	2	0
	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	2	0
	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	2	0
	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	2	0
	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	2	0
	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	4	0
	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	2	0
	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	2	1
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 Le Chapelain - MONTIGNY LA RESLE	2	0
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY	2	0
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	4	0
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	2	0
	PR de VILLEFARGEAU	4	0
	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	2	0
VINCELLES	PR 1 Camping - VINCELLES	3	0
	PR 2 D606 - VINCELLES	2	0
	PR 3 Rue de la Cave - VINCELLES	2	0
VINCELOTTES	PR 1 De Cravant - VINCELOTTES	2	0
	PR 2 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	2	0
	PR 3 rue du Moulin - VINCELOTTES	2	0
	PR 4 de Bailly - VINCELOTTES	3	0
	PR 5 Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	4	0
Total		**259**	**17**

Les contrôles réglementaires

La liste des contrôles réglementaires effectués au cours de l'exercice sur les équipements soumis à vérification périodique est présentée dans le tableau ci-dessous.

Les contrôles réglementaires sur les postes de relèvement

Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
APPOIGNY	PR 1 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	23/09/2025
	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	23/09/2025
	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	23/09/2025
	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	23/09/2025
	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	23/09/2025
	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	23/09/2025
	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	23/09/2025
	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	Equipement électrique des postes de relèvement	Armoire électrique	23/09/2025
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	Moyen de levage des postes de relèvement	Palans et supports	29/01/2025
		Moyen de levage des postes de relèvement	Monorail 1	29/01/2025
	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	Moyen de levage des postes de relèvement	Palans et supports	29/01/2025
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 3 des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	Moyen de levage des postes de relèvement	support potence	29/01/2025
	PR 8 Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Moyen de levage des postes de relèvement	support de potence	29/01/2025
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	Moyen de levage des postes de relèvement	Potence	29/01/2025
MONÉTEAU	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	Equipement sous pression (inspection) des postes de relèvement	Anti-bélier	13/06/2025
	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	Equipement sous pression (épreuve) des postes de relèvement	Anti-bélier	16/05/2025
		Equipement sous pression (inspection) des postes de relèvement	Anti-bélier	16/05/2025
	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	Equipement sous pression (épreuve) des postes de relèvement	Anti-bélier	16/05/2025
		Equipement sous pression (inspection) des postes de relèvement	Anti-bélier	16/05/2025
	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	Disconnecteur des postes de relèvement	Disconnecteur	15/05/2025
		Equipement électrique des postes de relèvement	armoire coupure pompe (x3)	03/12/2025
		Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	03/12/2025
		Extincteur des postes de relèvement	Extincteur (3)	09/04/2025
		Moyen de levage des postes de relèvement	grappin	28/01/2025

Conformément à la règlementation les installations électriques n'ayant pas fait l'objet de remarque lors du contrôle précédent passent à une fréquence de contrôle tous les deux ans.

Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement

Elles sont détaillées en ANNEXE.

3.1.5 La conformité du système de collecte

Le principal document réglementaire régissant les systèmes d'assainissement collectif et non collectif est **l'arrêté assainissement du 21 juillet 2015 modifié successivement par les arrêtés du 31 juillet 2020, du 10 juillet 2024 et du 24 décembre 2024.** Cet arrêté concerne toutes les installations à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5.
Ce texte prévoit notamment diverses dispositions relatives aux déversements des réseaux d'assainissement par temps de pluie. Elles portent à la fois sur :

- des prescriptions d'équipements,
- des obligations de surveillance à réaliser et
- un renforcement de la transmission des informations issues de l'autosurveillance aux services de la Police de l'eau et de l'Agence de l'Eau.

La conformité des réseaux de collecte de type unitaire est évaluée en fonction du respect de l'un des trois critères suivants :

- le nombre de jours de déversement doit être inférieur à 20 par an, ou
- la pollution déversée doit être inférieure à 5% de la pollution produite durant l'année, ou
- le volume déversé doit être inférieur à 5% du volume d'eau usée produit durant l'année.

En concertation avec le maître d'ouvrage, le préfet fixe par arrêté l'option retenue qui n'a pas vocation à être modifiée.

L'évaluation de conformité à l'objectif mentionné ci-dessus, au titre de l'année N, est réalisée sur une moyenne annuelle à partir des données de fonctionnement du système de collecte des années N-4 à N.

Dans les secteurs où la collecte est séparative, en dehors des opérations programmées de maintenance et des circonstances exceptionnelles telles que mentionnées à l'article 2 de l'arrêté, les rejets directs d'eaux usées par temps de pluie ne sont pas autorisés.

Le préfet complète les exigences fixées dans le présent article notamment au regard des objectifs environnementaux et usages sensibles des masses d'eau réceptrices et des masses d'eau situées à l'aval.

Impacts
En cas de non-conformité de son système de collecte, le maitre d'ouvrage **a alors deux ans** pour déposer une étude définissant le calendrier de mise en œuvre des actions destinées à mettre le système en conformité.
Ce calendrier ne devra pas excéder dix ans. Ce délai ne s'applique évidemment pas aux collectivités disposant d'un arrêté dont les exigences seraient conformes aux critères indiqués ci-dessus. Dans ce cas, le maitre d'ouvrage sera tenu sans délai de respecter les prescriptions de son arrêté. En cas de « coût excessif » de ces actions, des dérogations pourront néanmoins être accordées.

- **L'AUTOSURVEILLANCE DU SYSTEME DE COLLECTE**

L'autosurveillance des réseaux d'assainissement concerne principalement les réseaux unitaires de plus de 2 000 EH. Elle consiste :

- A mesurer le temps de déversement journalier et à estimer les débits déversés dans le cas des déversoirs d'orage situés à l'aval de bassins de collecte compris entre 2 000 et 10 000 EH
- A mesurer les débits déversés et à estimer les charges rejetées mensuellement pour les déversoirs d'orage situés en aval de bassins versants de plus de 10 000 EH, lorsqu'ils déversent plus de dix jours par an en moyenne quinquennale.

Les trop-pleins équipant un réseau séparatif et situés à l'aval de bassins de collecte supérieurs à 2 000 EH doivent également faire l'objet d'une surveillance consistant à mesurer le temps de déversement journalier.

Le tableau suivant indique le niveau d'instrumentation des déversoirs d'orage du contrat.

Instrumentation des déversoirs	
Type	**2025**
Taux de déversoirs d'orage (120 < charge < 600 kgDBO/j) instrumentés (%)	100
Taux de déversoirs d'orage (charge <120 kgDBO/j) instrumentés (%)	19

Niveau d'instrumentation des déversoirs d'orage					
Commune	**Ouvrage**	**Débit**		**Charge organique**	
		Equipement	**Mesure ou Estimation**	**Equipement**	**Mesure ou Estimation**
AUXERRE	DO 1 - Boulevard de la Chainette (DO C)	Sonde Radar	Mesure	Préleveur fixe	Mesure débit m³/h
	DO 2 - Place du Coche d'eau (DO D) - AUXERRE	Sonde US	Mesure	Préleveur fixe	Mesure débit m³/h
	DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE	Sonde US	Mesure	Aucun	Estimation
	DO 8 - Bassin de la Chainette (DO JB) - AUXERRE	Sonde US	Mesure	Aucun	Estimation
ST BRIS LE VINEUX	DO Rue de Gouaix – SAINT BRIS LE VINEUX	Sonde US	Mesure	Sans objet	Sans objet
	DO Chemin sous le Parc – SAINT BRIS LE VINEUX	Sonde US	Mesure	Sans objet	Sans objet

Bien que les préleveurs ne soient plus utilisés car la règlementation du système d'assainissement d'Appoigny n'impose plus la réalisation de bilan de charge organique sur ces points, ils sont toujours présents sur le site du Bassin d'Orage de la Chaînette à Auxerre.

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (Points)		
Partie	**Descriptif**	**2025**
Partie A - Eléments communs à tous les types de réseaux	VP.158 - Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement) (20 points)	20
	VP.159 - Evaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés) (10 points)	9
	VP.160 - Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en oeuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement (20 points)	17,44024
	VP.161 - Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 21 juillet 2015 (30 points)	26
	VP.162 - Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration (10 points)	9
	VP.163 - Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur (10 points)	8
Sous-total - Partie A	Éléments communs à tous les types de réseaux (100 points)	89,328278
Partie B - Secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs	VP.164 - Evaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur (10 points)	0
Sous-total - Partie B	Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points)	0
Partie C - Secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes	VP.165 - Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage (10 points)	10
Sous-total - Partie C	Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes (10 points)	10
TOTAL (indicateur P255.3)	**Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (120 points)**	**99,328278**

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (Binaire)		
Partie	**Descriptif**	**2025**
Partie A - Eléments communs à tous les types de réseaux	VP.158 - Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement)	Oui
Partie A - Eléments communs à tous les types de réseaux	VP.159 - Evaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)	Non
Partie A - Eléments communs à tous les types de réseaux	VP.160 - Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en oeuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement	Non
Partie A - Eléments communs à tous les types de réseaux	VP.161 - Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 21 juillet 2015	Non
Partie A - Eléments communs à tous les types de réseaux	VP.162 - Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration	Non
Partie A - Eléments communs à tous les types de réseaux	VP.163 - Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur	Non
Partie B - Secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs	VP.164 - Evaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	Non
Partie C - Secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes	VP.165 - Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage	Oui

- **LE SUIVI DES REJETS INDUSTRIELS**

Les industriels raccordés au réseau sont soumis à une autorisation de déversement délivrée par la Collectivité qui fixe les limites de qualité des rejets industriels. Cette autorisation peut être accompagnée d'une convention, laquelle est un contrat de droit privé signé entre tous les acteurs (entreprise, collectivité(s) propriétaire(s) des réseaux, gestionnaire de la station d'épuration).

Elle est le fruit d'une négociation et permet de préciser et de développer les modalités de mise en œuvre des dispositions de l'autorisation de déversement à laquelle elle est annexée.

La liste des conventions de déversement est en Annexe.

- **LA PERFORMANCE DU SYSTEME DE COLLECTE**

Les indicateurs suivants reflètent la performance du système d'assainissement collectif. Ils ont été fixés par le décret du 2 mai 2007.

Performance réseaux				
Indicateur Type	**Type Unité**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
P251.1 - Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Nombre / 1000 habitants desservis	0	0	-
P252.2 - Points de curage fréquent du réseau	Nombre / 100 km	3,9	3,53	- 9,6%
VP.046 - Nombre de points noirs	VP.046 - Nombre de points noirs	19	18	- 5,3%

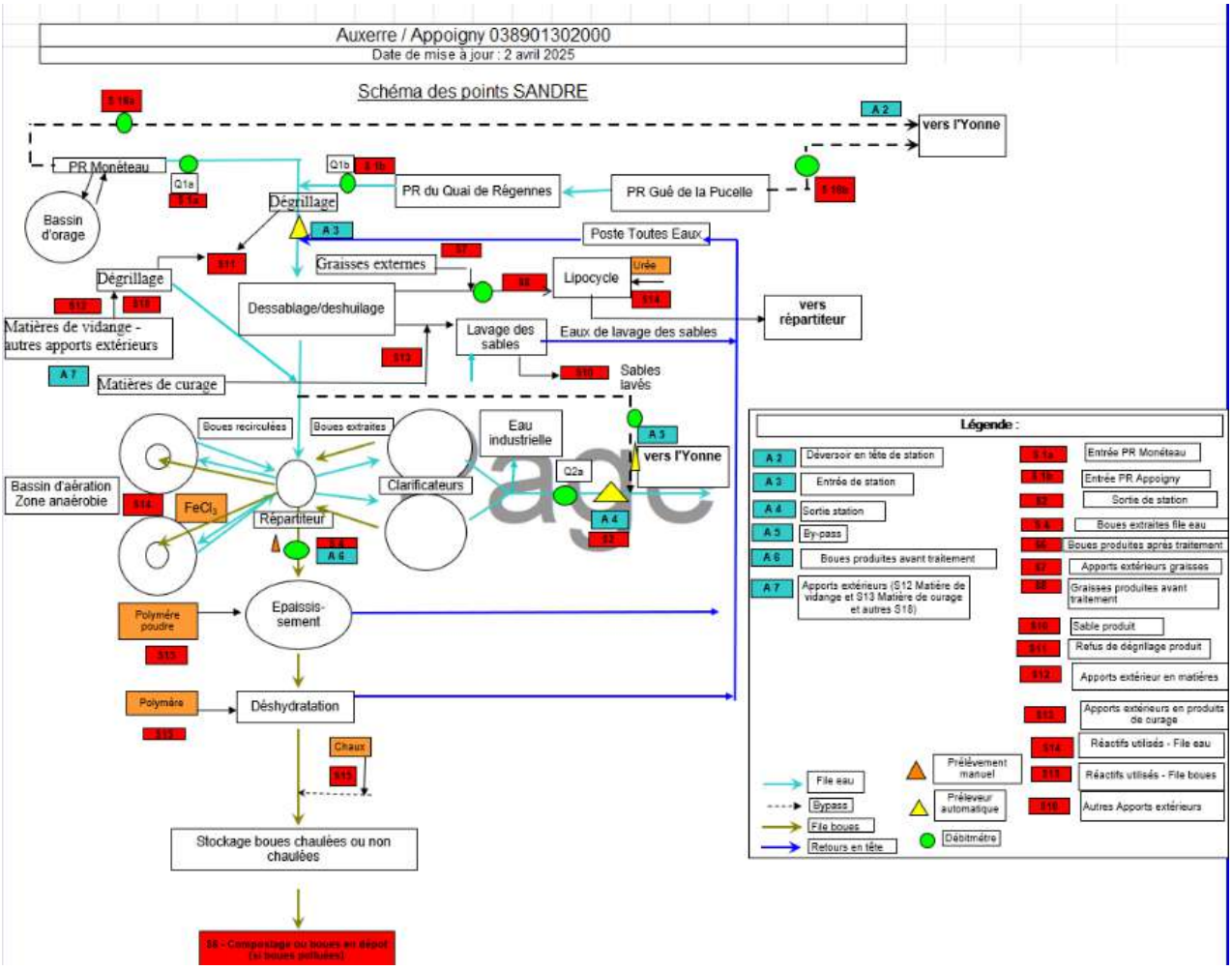
3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement

Typologie des points de mesure réglementaires SANDRE :

Code Sandre du type de point réglementaire	Libellé du type de point réglementaire	Ouvrage concerné	Nombre de points possibles au sein de l'ouvrage concerné	Nature du support concerné
A2	Déversoir en tête de station	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A3	Entrée Station	Station d'épuration	1	Eau
A4	Sortie Station	Station d'épuration	1	Eau
A5	By-pass	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A7	Apports extérieurs	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A8	Eau traitée réutilisée	Station d'épuration	0 à 1	Eau

3.2.1 Le fonctionnement hydraulique

SCHEMA DU SYSTEME DE TRAITEMENT



- **LES VOLUMES REÇUS EN ENTREE DU SYSTEME DE TRAITEMENT (A3)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes collectés en entrée du système de traitement.

Volumes collectés en entrée de système de traitement (en m³)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	2 086 530	5 507 603	4 450 453	- 19,2%
AUGY	STEU d'AUGY	34 127	49 959	74 278	48,7%
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	5 840	0	17 885	-
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	1 177	24 742	35 040	41,6%
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	61 744	288 740	196 821	- 31,8%
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	31 755	24 522	28 470	16,1%
CHARBUY	STEU Lagunage - CHARBUY	3 102	0	11 315	-
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	2 062	0	3 285	-
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	5 110	0	6 570	-
CHEVANNES	STEU de CHEVANNES	-	-	151 362	-
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	16 315	29 609	38 224	29,1%
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS (Lagune)	5 073	0	3 285	-
ESCAMPS	STEU La Grilletière - ESCAMPS (Lagune)	1 322	0	2 920	-
ESCAMPS	STEU Les Huilliers - ESCAMPS (Lagune)	1 496	0	9 490	-
ESCAMPS	STEU Nantenne - ESCAMPS (Lagune)	55	0	365	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	13 505	31 476	33 398	6,1%
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	5 073	12 517	17 155	37,1%
IRANCY	STEU IRANCY (Lagune)	11 680	33 379	31 755	- 4,9%
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	9 071	22 288	20 238	- 9,2%
LINDRY	STEU Les Houches - LINDRY	3 477	17 312	14 600	- 15,7%
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	33 212	25 254	22 265	- 11,8%
QUENNE	STEU de QUENNE (Lagune)	14 600	31 110	56 758	82,4%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	32 051	88 098	82 391	- 6,5%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	-	464 445	375 967	- 19,1%
VALLAN	STEU VALLAN	31 113	113 225	73 316	- 35,2%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	11 680	0	18 615	-
VINCELLES	STEU de VINCELLES	35 040	72 102	74 019	2,7%
Total		**2 456 210**	**6 836 381**	**5 850 240**	**- 14,4%**

Les systèmes suivants disposent d'équipements permettant la mesure journalière des volumes entrants :

- STEU de l'Auxerrois (Appoigny)
- STEU de Saint-Bris-le-Vineux
- STEU de Vallan
- STEU de Lindry Marais
- STEU de Champs-sur-Yonne
- STEU de Vincelles

Pour tous les autres systèmes, le volume entrant est estimé en fonction du volume mesuré lors du ou des bilan(s) d'autosurveillance et ramené à l'année civile.

- **LES VOLUMES DEVERSES EN TETE DE STATION (A2)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes déversés en tête de station.

Volumes déversés en tête de station (en m³)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	28 930	254 546	34 465	- 86,5%
AUGY	STEU d'AUGY	0	0	0	-
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	-	-	-	-
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	0	0	0	-
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	0	0	0	-
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	0	0	0	-
CHEVANNES	STEU de CHEVANNES	-	-	161	-
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	720	2 889	4 169	44,3%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	0	0	0	-
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	0	0	0	-
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	0	0	0	-
QUENNE	STEU de QUENNE (Lagune)	0	946	841	- 11,1%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	192	303	6 414	2 016,8%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	-	108 515	39 611	- 63,5%
VALLAN	STEU VALLAN	0	0	35	-
VINCELLES	STEU de VINCELLES	0	564	0	- 100,0%
Total		**29 842**	**367 763**	**85 696**	**- 76,7%**

En 2024, les forts volumes des déversements sur l'ensemble du secteur étaient dus à des pluies abondantes.

- **LES VOLUMES BY-PASSES SUR LA STATION D'EPURATION (A5)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes by-passés sur la station d'épuration.

Volumes by-passés (en m³)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
VALLAN	STEU VALLAN	1 127	4 648	1 916	- 58,8%

Seule la STEU de Vallan a déversé au niveau du point A5 (après dégrillage), cela étant dû à la limitation hydraulique au niveau du bassin d'aération.

- **LES VOLUMES TRAITES (A4)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes traités et rejetés au milieu naturel.

Volumes traités (en m³)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	2 383 750	5 913 040	4 534 050	**- 23,3%**
AUGY	STEU d'AUGY	34 127	49 959	74 278	**48,7%**
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	5 840	0	17 885	-
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	1 177	24 742	35 040	**41,6%**
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	61 744	278 343	196 821	**- 29,3%**
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	31 755	24 522	28 470	-
CHARBUY	STEU Lagunage - CHARBUY	3 102	0	6570	-
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	2 062	0	3 285	-
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	5 110	0	11 315	-
CHEVANNES	STEU de CHEVANNES	-	-	172 430	-
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	16 315	29 609	37 167	**25,5%**
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS (Lagune)	5 073	0	9 490	-
ESCAMPS	STEU La Grilletière - ESCAMPS (Lagune)	1 322	0	2 920	-
ESCAMPS	STEU Les Huilliers - ESCAMPS (Lagune)	1 496	0	3 285	-
ESCAMPS	STEU Nantenne - ESCAMPS (Lagune)	55	0	365	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	13 505	31 476	33 398	**6,1%**
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	5 073	12 517	17 155	**37,1%**
IRANCY	STEU IRANCY (Lagune)	11 680	33 379	31 755	**- 4,9%**
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	9 071	18 959	20 238	**6,7%**
LINDRY	STEU Les Houches - LINDRY	3 477	17 312	14 600	**- 15,7%**
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	33 212	25 254	22 265	**- 11,8%**

Volumes traités (en m³)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
QUENNE	STEU de QUENNE (Lagune)	14 600	31 110	56 758	**82,4%**
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	32 051	80 361	74 458	**- 7,3%**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	-	486 348	394 397	**- 18,9%**
VALLAN	STEU VALLAN	26 647	102 599	68 268	**- 33,5%**
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	11 680	0	18 615	**-**
VINCELLES	STEU de VINCELLES	35 040	72 102	74 019	**2,7%**
Total		**2 748 964**	**7 207 110**	**5 959 297**	**- 17,3%**

Les systèmes suivants disposent d'équipements permettant la mesure journalière des volumes traités :

- STEU de l'Auxerrois
- STEU de Chevannes
- STEU de St Georges
- STEU de St Bris le Vineux
- STEU de Vallan

Pour tous les autres systèmes, le volume traité est estimé en fonction du volume mesuré lors du ou des bilan(s) d'autosurveillance et ramené à l'année civile.

3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions sur le réseau de collecte et les ouvrages de traitement, les charges et concentrations entrantes au niveau des stations de traitement, les apports extérieurs, les consommations de réactifs et d'énergie, …

- **LES CHARGES ENTRANTES**

Le tableau suivant détaille l'évolution des concentrations et charges en entrée de station.

Charges entrantes (kg/j)				
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
DBO5	1 829	1 377	1 410,6	2,4%
DCO	5 318,3	4 758	5 288,8	11,2%
MES	2 637,4	2 348	2 446	4,2%
NGL	571,2	624	559,6	- 10,3%
NTK	568,4	617	554,6	- 10,1%
P total	70,9	69	69	0,1%

Charges entrantes (kg/j)

STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	7	-	3,9	-
DCO	20,9	-	60,8	-
MES	9,9	-	3,6	-
NTK	4,5	-	1,6	-
P total	0,5	-	0,3	-

STEU Bourg - BRANCHES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	9	2	1,6	- 22,2%
DCO	24,5	6,1	18,5	203,5%
MES	11,6	2,6	19,5	638,6%
NTK	3,6	2,2	0,5	- 79,0%

STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	41,8	5,9	17,9	204,1%
DCO	109,5	25,1	73,6	192,7%
MES	76,6	6,3	25,7	308,6%
NTK	13,2	3,1	9,6	211,4%
P total	1,5	0,4	1,1	194,6%

STEU Bourg - ESCAMPS (Lagune)	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	7,8	-	8,2	-
DCO	18,2	-	22,7	-
MES	5	-	2,4	-

STEU d'AUGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	39,5	20,7	45,4	119,8%
DCO	138,5	107,6	171,1	59,0%
MES	41,5	43,8	80,3	83,2%

STEU de CHAMPS SUR YONNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	43,7	23,2	50,4	117,7%
DCO	130,9	62	147,9	138,7%
MES	61,1	53,3	95,1	78,4%
NTK	21,8	25	22,7	- 9,2%
P total	2	2	2,5	27,1%

Charges entrantes (kg/j)				
STEU de CHEVANNES	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
DBO5	-	-	54,7	-
DCO	-	-	170	-
MES	-	-	81,6	-
NGL	-	-	20,4	-
P total	-	-	2,4	-

STEU de COULANGES LA VINEUSE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	47,1	17,3	18,4	6,1%
DCO	107,3	36,6	65,6	79,3%
MES	19,7	30,1	18,4	- 38,9%
NGL	5,6	8,3	9,7	16,8%
P total	0,8	1,1	1,2	2,7%

STEU de GY L'EVEQUE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	6,7	24,6	5,2	- 79,0%
DCO	16,7	32,2	15,6	- 51,6%
MES	7,2	12	5,6	- 52,9%
NTK	2,6	7,1	2,6	- 63,2%

STEU de MONTIGNY LA RESLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	34,6	6,6	26,2	299,8%
DCO	131,8	29,1	88,5	203,7%
MES	47,3	5,5	26,8	386,2%
NTK	27,3	6	13,1	117,1%

STEU de QUENNE (Lagune)	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	7,3	6,3	16,3	159,4%
DCO	39,3	12,5	52,1	317,4%
MES	16,7	13,9	52	275,6%
NTK	6,6	6,1	17,5	184,7%

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	561,9	78	68,4	- 12,4%
DCO	1 137,9	316	181,4	- 42,6%
MES	72,5	88	64,6	- 26,6%
NGL	11,9	13,6	12,7	- 6,9%
P total	2	1,7	1,7	- 0,6%

Charges entrantes (kg/j)				
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
DBO5	-	97	120,5	24,2%
DCO	-	359	390,4	8,8%
MES	-	133	137,3	3,2%
NGL	-	44,4	45,9	3,4%
P total	-	4,5	5	10,9%

STEU de VINCELLES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	69,3	28,4	23,5	- 17,5%
DCO	147,7	73,8	89,1	20,7%
MES	112,7	38,6	31,8	- 17,8%

STEU du Marais - LINDRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	19,3	29	9,5	- 67,3%
DCO	58,8	59,1	10,8	- 81,8%
MES	31,5	11,4	13,7	20,2%
NTK	5,1	5,4	5,2	- 3,5%

STEU ESCOLIVES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	20,3	27,9	13,7	- 50,8%
DCO	50,6	69,3	35,1	- 49,4%
MES	9,4	54,3	13,8	- 74,6%

STEU IRANCY (Lagune)	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	21,2	37,4	10,4	- 72,2%
DCO	38,7	95,8	72,1	- 24,7%
MES	22,5	37,4	24,3	- 35,1%
NTK	9,6	18,5	13,7	- 26,0%

STEU La Grilletière - ESCAMPS (Lagune)	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	3,1	-	1,3	-
DCO	8,5	-	4,4	-
MES	2,3	-	1,6	-

Charges entrantes (kg/j)				
STEU Lagunage - CHARBUY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
DBO5	2,7	-	4	-
DCO	11,2	-	15,3	-
MES	3,9	-	7,9	-
NGL	1,4	-	1,4	-

STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	3,2	-	4,8	-
DCO	16	-	16,5	-
MES	4,3	-	5,5	-
NTK	3,1	-	2	-
P total	0,6	-	0,3	-

STEU Les Courlis - CHARBUY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	2,3	-	1,3	-
DCO	7,1	-	3,8	-
MES	1,6	-	0,9	-

STEU Les Houches - LINDRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	3,8	9	7,6	- 15,9%
DCO	25,5	29,1	23,8	- 18,3%
MES	5,5	8,5	10,4	21,6%
NTK	1,6	3,9	2,9	- 25,1%
P total	0,2	0,4	0,3	- 27,5%

STEU Les Huilliers - ESCAMPS (Lagune)	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	5,1	-	2,2	-
DCO	13,9	-	6,1	-
MES	7,4	-	1,1	-

STEU Nantenne - ESCAMPS (Lagune)	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	0,1	-	0,2	-
DCO	0,3	-	0,7	-
MES	0,1	-	0,1	-

Charges entrantes (kg/j)				
STEU Ponceau - CHARBUY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	17,9	-	6,2	-
DCO	23,9	-	19,1	-
MES	33,6	-	6,5	-

STEU VALLAN	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	7,8	15	17,9	19,0%
DCO	37	44,4	45,2	1,6%
MES	15,5	26,5	21,8	- 17,8%
NGL	6,4	12,3	13,4	8,5%
NH4	5,6	7,2	10,5	46,3%
NTK	6,4	9,6	12,8	33,9%
P total	0,6	1	1,2	20,8%

En 2024, les systèmes inférieurs à 500 équivalents-habitants n'ont pas eu de bilan d'autosurveillance.

- **LES APPORTS EXTERIEURS**

Le tableau suivant permet de mesurer l'évolution quantitative des apports extérieurs (hors réseau de collecte) : graisses, matières de vidange, matières de curage, …

Apports extérieurs				
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Nature	2023	2024	2025
S12 - Apport extérieur en matière de vidange	Débit (m³)	2 885	2 040	3 691
	Qmois (m³/mois)	479	170	308
	Volume (m³)	2 156	1 724	2 295
S13 - Apport extérieur en produits de curage	Débit (m³)	5 294	8 070	36 660
	Volume (m³)	659	700	1 060
S18 - Apport extérieur d'effluents industriels	Débit (m³)	0	0	0
	Volume (m³)	1 430	0	0
S7 - Apport extérieur en huiles/graisses	Poids (kg)	29 100	89 300	21 680
	Volume (m³)	29	89	22

➔ S13 - Apport extérieur en produits de curage :
Volume "1 060 m³" = volume apporté par les camions de curage.
Volume "36 660 m³" = volume envoyé sur le laveur à sable.

- **LES CONSOMMATIONS DE REACTIFS**

Le tableau suivant permet de mesurer l'évolution quantitative de la consommation d'eau potable et non potable ainsi que celle des réactifs utilisés dans le cadre de l'exploitation des stations de traitement.

Consommation de réactifs						
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	**Nature**	**Unité**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Nutrients	kg	75	75	0	- 100,0%
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	14 191	34 300	31 036	- 9,5%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Chaux vive	kg	0	0	0	-
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère (Epais.)	kg	1 225	2 175	2 100	- 3,4%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère (liquide)	kg	8 455	17 222	17 063	- 0,9%

STEU d'AUGY	Nature	Unité	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère (liquide)	kg	0	42,5	37	- 12,9%

STEU de CHAMPS SUR YONNE	Nature	Unité	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Chaux vive	kg	4 023	9 729	6 874	- 29,3%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère	kg	250	475	400	- 15,8%

STEU de CHEVANNES	Nature	Unité	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	-	-	8 558	-

STEU de COULANGES LA VINEUSE	Nature	Unité	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	-	2 370	1 800	- 24,1%

STEU de GY L'EVEQUE	Nature	Unité	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère (liquide)	kg	25	189	65	- 65,6%

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Nature	Unité	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	2 145	3 718	3 432	- 7,7%

Consommation de réactifs						
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	**Nature**	**Unité**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	-	33 268	14 594	- 56,1%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Chaux vive	kg	-	20 151	21 177	5,1%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère	kg	-	1 000	1 150	15,0%

STEU de VINCELLES	Nature	Unité	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère (liquide)	kg	150	585	235	- 59,8%

STEU ESCOLIVES	Nature	Unité	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère (liquide)	kg	180	600	215	- 64,2%

STEU VALLAN	Nature	Unité	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	943,8	921,9	684	- 25,8%

- **LA FILIERE BOUE**

La production de boues

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des boues produites en station d'épuration.

Production des boues				
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
MS boues (T)	408,9	1 005,9	1 020,7	1,5%
Production (m³/an)	86 087	156 754	223 822	42,8%
Siccité moyenne (%)	0,6	0,7	0,5	- 32,3%

STEU d'AUGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
MS boues (T)	1,5	5	6,3	26,2%
Production (m³/an)	0	284	613	115,8%
Siccité moyenne (%)	-	1,1	1,1	0,0%

STEU de CHAMPS SUR YONNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
MS boues (T)	1,8	5,1	6,2	19,9%
Production (m³/an)	136	352	436,3	24,0%

STEU de CHEVANNES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
MS boues (T)	-	-	15	-
Production (m³/an)	-	-	3 853,2	-
Siccité moyenne (%)	-	-	0,4	-

STEU de COULANGES LA VINEUSE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
MS boues (T)	4	9,1	9	- 1,8%
Production (m³/an)	988	3 354	3 562	6,2%

STEU de GY L'EVEQUE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
MS boues (T)	2,4	20,3	5,9	- 71,0%
Production (m³/an)	-	1 540	1 386	- 10,0%

STEU de MONTIGNY LA RESLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
MS boues (T)	1,7	5,1	5,7	12,4%
Production (m³/an)	744	1 632	2 311	41,6%

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
MS boues (T)	18,6	29,6	26,2	- 11,5%
Production (m³/an)	3 910	7 045	7 307	3,7%
Siccité moyenne (%)	0,4	0,4	0,3	-28,1%

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
MS boues (T)	-	58	70,3	21,2%
Production (m³/an)	-	6 643	6 610	- 0,5%
Siccité moyenne (%)	-	0,9	1,1	17,3%

STEU de VINCELLES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
MS boues (T)	4,8	34	45,9	35,1%
Production (m³/an)	-	3 670	5 560	51,5%

STEU ESCOLIVES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
MS boues (T)	7,6	36,6	32,8	- 10,3%
Production (m³/an)	-	3 232,5	2 955	- 8,6%
Siccité moyenne (%)	-	8,3	1,1	- 86,6%

STEU VALLAN	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
MS boues (T)	4,9	13,7	10,3	- 24,8%
Production (m³/an)	1 861	4 374	3 346	- 23,5%

L'évacuation de boues

Aucune évacuation de boues dans les stations suivantes :

- BRANCHES Bourg
- CHARBUY : Bourg (Lagune) + Lagunage + Les Courlis + Ponceau
- ESCAMPS – La Grilletière (Lagune) + Les Huilliers (Lagune) + Nanterre (Lagune)
- IRANCY (Lagune)
- LINDRY – STEU du Marais
- MONTIGNY-LA-RESLE
- VALLAN
- VILLENEUVE SAINT SALVES (Lagunage).

La quantité de boue évacuée est détaillée dans les tableaux suivants.

Evacuation des boues

STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	1 854 100	3 352 560	4 498 520	34,2%
	Masse Boue (kg)	Transit	-	814 460	0	- 100,0%
	MS boues (kg)	Compostage produit	392 687,25	732 669,55	936 416,59	27,8%
	MS boues (kg)	Transit	-	168 587,14	-	- 100,0%

Transit = évacuation des boues pollués suite crise hydrocarbure de janvier 2024.

STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	0	10 340	-
	MS boues (kg)	Compostage produit	0	0	361,9	-

STEU Bourg - ESCAMPS (Lagune)	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	16 560	0	20 300	-
	MS boues (kg)	Compostage produit	3 295	0	4 033,61	-

STEU d'AUGY	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S17 - Boues évacuées sans traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	3 363	0	2 146	-
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	196 820	384 900	180 340	- 53,1%
	MS boues (kg)	Compostage produit	-	4 992	1 675,32	- 66,4%
	Production (m³/an)	Compostage produit	-	-	12,14	-

2024 = installation des bâches

Evacuation des boues

STEU de CHAMPS SUR YONNE	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Epandage	27 701	30 723	22 248	- 27,6%
	Production (m³/an)	Epandage	137	147	103	- 29,9%

STEU de CHEVANNES	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	-	-	71 000	-
	MS boues (kg)	Compostage produit	-	-	6 674	-

STEU de COULANGES LA VINEUSE	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	32 120	0	83 900	-
	MS boues (kg)	Compostage produit	7 387,6	0	9 975,71	-

STEU de GY L'EVEQUE	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	401 600	0	12 860	-
	MS boues (kg)	Compostage produit	2 370	0	1 666	-

2024 = pas d'évacuation de bâche car en cours de remplissage
2025 = passage sur lits de roseaux

STEU de QUENNE (Lagune)	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	17 860	23 420	34 940	49,2%
	MS boues (kg)	Compostage produit	332	773	774,51	0,2%

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	13 916,12	0	15 510	-
	Production (m³/an)	Compostage produit	80,44	0	130,34	-

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Epandage	-	386	328 000	84 874,1%
	MS boues (kg)	Epandage	-	78 744	67 896	- 13,8%
	Production (m³/an)	Epandage	-	386	328	- 15,0%

Evacuation des boues						
STEU de VINCELLES	**Nature**	**Filière**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
S17 - Boues évacuées sans traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	488 520	0	0	-
	MS boues (kg)	Compostage produit	4 815,45	0	0	-
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	0	18 300	-	-
	MS boues (kg)	Compostage produit	0	2 196	14 764	572,3%
	Production (m³/an)	Compostage produit	-	-	53,3	-

STEU ESCOLIVES	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	489 720	300 200	127 940	- 57,4%
	MS boues (kg)	Compostage produit	7 643,6	25 614,5	10 223,3	- 60,1%

STEU Les Houches - LINDRY	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	48 400	19 250	71 480	271,3%
	MS boues (kg)	Compostage produit	914,8	360	1 336,67	271,3%

L'analyse des boues

Les boues produites et valorisées en épandage agricole font l'objet d'analyses. Ce tableau résume les analyses réalisées.

Nombre d'analyses (valorisation agricole des boues)			
Station	**Type**	**Nombre**	**Conformité (O/N)**
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Bourg - BRANCHES	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU d'AUGY	Eléments traces	1	Oui
	Valeur agronomique	1	Oui
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Eléments traces	1	Oui
	Valeur agronomique	3	Oui
STEU de CHEVANNES	Composés organiques	2	Oui
	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	4	Oui

Nombre d'analyses (valorisation agricole des boues)			
Station	**Type**	**Nombre**	**Conformité (O/N)**
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Eléments traces	1	Oui
	Valeur agronomique	1	Oui
STEU de GY L'EVEQUE	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU de QUENNE (Lagune)	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Composés organiques	4	Oui
	Eléments traces	4	Non
	Valeur agronomique	6	Oui
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Composés organiques	2	Oui
	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	4	Oui
STEU de VINCELLES	Composés organiques	2	Oui
	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU du Marais - LINDRY	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU ESCOLIVES	Eléments traces	1	Oui
	Valeur agronomique	1	Oui
STEU IRANCY (Lagune)	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU La Grilletière - ESCAMPS (Lagune)	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Lagunage - CHARBUY	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Les Courlis - CHARBUY	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Les Houches - LINDRY	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Les Huilliers - ESCAMPS (Lagune)	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU Nantenne - ESCAMPS (Lagune)	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui

Nombre d'analyses (valorisation agricole des boues)			
Station	**Type**	**Nombre**	**Conformité (O/N)**
STEU Ponceau - CHARBUY	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui
STEU VALLAN	Eléments traces	2	Oui
	Valeur agronomique	2	Oui

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX : SUEZ attire votre attention sur **le taux de cuivre** présent dans 2 analyses de boues au 1er semestre 2025, qui dépasse le seuil réglementaire de 1000 mg/kg MS pour les lits N°5 et N°6 (1030 et 1080 mg/kg).
SUEZ a réalisé d'autres analyses les mois suivants. En août 2025, le taux était redescendu sous le seuil réglementaire. Ce paramètre reste à surveiller.

- **LES SOUS-PRODUITS DE TRAITEMENT**

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des sous-produits évacués.

Bilan sous-produits évacués						
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	**Nature**	**Filière**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
S10 - Sable produit	Poids (kg)	Valorisation industrielle	126 060	152 800	195 040	27,6%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	35 900	43 620	59 380	36,1%

STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	0	0	0	-

STEU Bourg - BRANCHES	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	2 600	0	2 580	-
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	3,2	640	250	- 60,9%

STEU Bourg - ESCAMPS (Lagune)	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	285	355	300	- 15,5%

STEU d'AUGY	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	2	440	1 500	240,9%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	300	4 275	1 320	- 69,1%

Bilan sous-produits évacués

STEU de CHAMPS SUR YONNE	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	9	17,72	10,4	- 41,3%

STEU de CHEVANNES	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	-	-	3	-

STEU de COULANGES LA VINEUSE	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	1 500	4 150	335	
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	1 500	7 280	1 650	- 77,3%

STEU de GY L'EVEQUE	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	5	1 300	1 580	21,5%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	3 640	1 875	4 500	140,0%
S9 - Huiles/graisses évacuées sans traitement	Poids (kg)	STEP	2	3 000	6 200	106,7%

STEU de MONTIGNY LA RESLE	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	2,5	0	0	-
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	10	0	200	-
S9 - Huiles/graisses évacuées sans traitement	Poids (kg)	STEP	2,5	0	0	-

STEU de QUENNE (Lagune)	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	50	0	0	-
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	120	0	0	-

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	15 440	4 434	13 142	196,4%

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	-	8	11,58	44,7%
S9 - Huiles/graisses évacuées sans traitement	Volume (m³)	STEP	-	54	5,24	- 90,3%

STEU de VINCELLES	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	6 260	12 640	250	- 98,0%

Bilan sous-produits évacués

STEU du Marais - LINDRY	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	1 800	3 280	2 830	- 13,7%

STEU ESCOLIVES	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	500	6 000	890	- 85,2%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	9 620	9 160	330	- 96,4%

STEU IRANCY (Lagune)	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	280	165	300	81,8%

STEU Lagunage - CHARBUY	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	6 620	7 200	1 738	- 75,9%

STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	0	0	0	-

STEU Les Courlis - CHARBUY	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	280	620	705	13,7%

STEU Les Houches - LINDRY	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	STEP	4	0	0	-
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	250	600	600	0,0%

STEU Ponceau - CHARBUY	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	185	160	265	65,6%

STEU VALLAN	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	6,91	1,8	9,56	431,0%

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique **facturée** des stations d'épuration (kWh)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	637 163	1 539 043	1 566 998	1,8%
AUGY	STEU d'AUGY	-	49 675	46 999	- 5,4%
AUXERRE	STEU de VAUX	13 678	-	-	-
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	-	3 475	1 574	- 54,7%
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	32 832	62 790	66 959	6,6%
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	-	775	722	- 6,8%
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	389	865	824	- 4,7%
CHEVANNES	STEU de CHEVANNES	-	-	99 633	-
CHITRY	STEU de CHITRY-LE-FORT	-	8 052	7 700	- 4,4%
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	-	47 566	43 814	- 7,9%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	-	45 560	40 550	- 11,0%
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	-	20 369	22 804	12,0%
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	-	6 243	5 289	- 15,3%
LINDRY	STEU Les Houches - LINDRY	0	0	0	-
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	-	19 206	14 998	- 21,9%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	67 463	128 540	98 730	- 23,2%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	-	210 304	222 163	5,6%
VALLAN	STEU VALLAN	21 274	52 849	47 317	- 10,5%
VINCELLES	STEU de VINCELLES	-	41 123	38 104	- 7,3%
Total		**772 799**	**2 236 435**	**2 325 178**	**4,0%**

Les variations constatées s'expliquent par le retard pris par certains fournisseurs à nous adresser leurs factures de 2025. Il est également possible que certaines factures de 2024 aient été prises en compte sur l'année 2025.

La consommation d'énergie électrique **relevée** des stations d'épuration (kWh)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	970 197	1 857 506	1 922 311	**3,5%**
AUGY	STEU d'AUGY	22 759	51 050	45 257	**- 11,3%**
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	549	3 093	1 901	**- 38,5%**
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	31 463	64 605	66 335	**2,7%**
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	448	774	740	**- 4,4%**
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	414	842	845	**0,4%**
CHEVANNES	STEU de CHEVANNES	-	-	99 976	**-**
CHITRY	STEU de CHITRY-LE-FORT	-	6 710	-	**- 100,0%**
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	18 665	48 015	27 051	**- 43,7%**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	22 561	45 059	43 338	**- 3,8%**
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	9 518	30 276	25 124	**- 17,0%**
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	2 781	6 127	5 905	**- 3,6%**
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	8 783	14 770	16 937	**14,7%**
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	72 094	126 005	98 675	**- 21,7%**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	-	213 637	238 394	**11,6%**
VALLAN	STEU VALLAN	23 045	54 635	40 481	**- 25,9%**
VINCELLES	STEU de VINCELLES	22 276	41 192	40 460	**- 1,8%**
Total		**1 205 553**	**2 564 296**	**2 673 730**	**4,3%**

La **consommation relevée** pour la STEU d'Appoigny correspond à la consommation du réseau ENEDIS + l'énergie solaire (Trackers solaires). Pour rappel, les trackers solaires ont été mis en service sur la STEU d'Appoigny fin décembre 2023.

Consommation électrique spécifique STEU APPOIGNY (kWh)				
Origine consommation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Réseau ENEDIS	968 876	1 536 672	1 562 611	1,7%
Panneaux Photovoltaïques	1 321	320 834	359 700	12,1%
TOTAL	**970 197**	**1 857 506**	**1 922 311**	**3,5%**
% Indépendance énergétique	0%	17,3%	18,7%	**8,1%**

Les STEU suivantes ne sont pas alimentées en énergie :

- STEU BOURG – Bleigny-le-Carreau
- STEU BOURG – Charbuy
- STEU LAGUNAGE – Charbuy
- STEU Les Huilliers – Escamps
- STEU La Grilletière – Escamps
- STEU BOURG – Escamps
- STEU NANTENNE – Escamps
- STEU IRANCY
- STEU Les Houches – Lindry
- STEU de QUENNE
- STEU LAGUNAGE – Villeneuve-Saint-Salves

3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration

- **LES TACHES D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE**

Les interventions réalisées sur les stations d'épuration sont détaillées dans le tableau suivant.

Les interventions sur les stations d'épuration - Nombre de tâches				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Astreinte sur usine	Total	18
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	48
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	29
		Tache d'exploitation sur usine	Total	12 547
AUGY	STEU d'AUGY	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	1
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	6
		Tache d'exploitation sur usine	Total	152
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	0
		Tache d'exploitation sur usine	Total	54
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	1
		Tache d'exploitation sur usine	Total	63
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Astreinte sur usine	Total	12
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	11
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	14
		Tache d'exploitation sur usine	Total	568

Les interventions sur les stations d'épuration - Nombre de tâches				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	0
		Tache d'exploitation sur usine	Total	351
	STEU Lagunage - CHARBUY	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	0
		Tache d'exploitation sur usine	Total	96
	STEU Les Courlis - CHARBUY	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	5
		Tache d'exploitation sur usine	Total	201
	STEU Ponceau - CHARBUY	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	2
		Tache d'exploitation sur usine	Total	205
CHEVANNES	STEU de CHEVANNES	Astreinte sur usine	Total	3
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	6
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	15
		Tache d'exploitation sur usine	Total	158
CHITRY	STEU de CHITRY-LE-FORT	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	1
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	1
		Tache d'exploitation sur usine	Total	158
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Astreinte sur usine	Total	2
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	3
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	12
		Tache d'exploitation sur usine	Total	173
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS (Lagune)	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	0
		Tache d'exploitation sur usine	Total	225

Les interventions sur les stations d'épuration - Nombre de tâches				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
ESCAMPS	STEU La Grilletière - ESCAMPS (Lagune)	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	0
		Tache d'exploitation sur usine	Total	131
	STEU Les Huilliers - ESCAMPS (Lagune)	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	0
		Tache d'exploitation sur usine	Total	132
	STEU Nantenne - ESCAMPS (Lagune)	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	0
		Tache d'exploitation sur usine	Total	65
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	4
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	5
		Tache d'exploitation sur usine	Total	225
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	Astreinte sur usine	Total	5
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	14
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	6
		Tache d'exploitation sur usine	Total	232
IRANCY	STEU IRANCY (Lagune)	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	0
		Tache d'exploitation sur usine	Total	168
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	2
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	1
		Tache d'exploitation sur usine	Total	195
	STEU Les Houches - LINDRY	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	0
		Tache d'exploitation sur usine	Total	205

Les interventions sur les stations d'épuration - Nombre de tâches				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	Astreinte sur usine	Total	3
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	6
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	5
		Tache d'exploitation sur usine	Total	185
QUENNE	STEU de QUENNE (Lagune)	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	0
		Tache d'exploitation sur usine	Total	229
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Astreinte sur usine	Total	39
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	34
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	14
		Tache d'exploitation sur usine	Total	263
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Astreinte sur usine	Total	6
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	10
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	6
		Tache d'exploitation sur usine	Total	200
VALLAN	STEU VALLAN	Astreinte sur usine	Total	6
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	13
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	8
		Tache d'exploitation sur usine	Total	192
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Astreinte sur usine	Total	0
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	0
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	0
		Tache d'exploitation sur usine	Total	91
VINCELLES	STEU de VINCELLES	Astreinte sur usine	Total	1
		Tache de maintenance sur usine	Corrective	2
		Tache de maintenance sur usine	Préventive	12
		Tache d'exploitation sur usine	Total	175

- **LES CONTROLES REGLEMENTAIRES**

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Detection incendie des STEP	Trappe de désenfumage (25)	06/05/2025
		Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	15/05/2025
		Equipement électrique des STEP	Armoire BT	16/12/2025
		Equipement sous pression (inspection) des STEP	Ballon anti-bélier eau industrielle	21/05/2025
		Equipement sous pression (inspection) des STEP	Ballon air comprimé	21/05/2025
		Equipement sous pression (inspection) des STEP	Ballon du compresseur autonome Atelier	21/05/2025
		Extincteur des STEP	Extincteur (57)	14/04/2025
		Moyen de levage des STEP	Grappin de convoyage des matières de curage dépotées	28/01/2025
		Moyen de levage des STEP	Palan sur monorail local surpresseurs	28/01/2025
		Moyen de levage des STEP	Palan compresseur	28/01/2025
		Moyen de levage des STEP	Palan sur monorail centrifugeuses	28/01/2025
		Moyen de levage des STEP	Elévateur à godets	28/01/2025
		Moyen de levage des STEP	Chargeur de manutention des big-bag	28/01/2025
		Moyen de levage des STEP	Monorail du grappin	28/01/2025
		Moyen de levage des STEP	Chariot élévateur	28/01/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence (consigné 26/02/2024)	28/01/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence (consigné 26/02/2024)	28/01/2025
AUGY	STEU d'AUGY	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	16/05/2025
		Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	16/05/2025
		Moyen de levage des STEP	Potence	06/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	06/02/2025
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	Equipement électrique des STEP	Armoire électique	04/12/2025
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	16/05/2025
		Equipement électrique des STEP	armoire générale BT	02/12/2025
		Equipement sous pression (inspection) des STEP	Ballon anti bélier eau industrielle	15/05/2025
		Moyen de levage des STEP	treuil + potence	06/02/2025
		Moyen de levage des STEP	treuil + potence	06/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence BVE182876507	06/02/2025

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	Equipement électrique des STEP	Armoire électrique PR1	04/12/2025
		Equipement électrique des STEP	Armoire électrique PR2	04/12/2025
CHEVANNES	STEU de CHEVANNES	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	12/05/2025
		Equipement électrique des STEP	Armoire électrique	22/05/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	06/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	06/02/2025
CHITRY	STEU de CHITRY-LE-FORT	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	03/02/2025
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	19/05/2025
		Moyen de levage des STEP	Palan pompe extraction	10/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Palan Relevement	10/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Palan Agitateur	10/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Potence	10/02/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	19/05/2025
		Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	19/05/2025
		Equipement électrique des STEP	Armoire électrique	02/12/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil	10/02/2025
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	Disconnecteur des STEP	disconnecteur	19/05/2025
		Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	19/05/2025
		Moyen de levage des STEP	potence 2 BVE182836624	10/02/2025
		Moyen de levage des STEP	potence 1 BVE182882584	10/02/2025
		Moyen de levage des STEP	support potence BVE182836624	10/02/2025
		Moyen de levage des STEP	support potence BVE182882584	10/02/2025
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	Equipement électrique des STEP	armoire générale BT	04/12/2025
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	15/05/2025
		Equipement électrique des STEP	armoire générale BT	04/12/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	03/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	03/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Support de potence	03/02/2025
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	20/05/2025
		Equipement électrique des STEP	Armoire électrique	03/12/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	06/02/2025

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Moyen de levage des STEP	Support de potence	06/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	06/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Palan recirculation	06/02/2025
		Moyen de levage des STEP	palan	06/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Palan extraction BA	06/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Palan pompes relevement	06/02/2025
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Disconnecteur des STEP	disconnecteur	15/05/2025
		Equipement électrique des STEP	armoire générale 1	03/12/2025
		Equipement électrique des STEP	armoire générale 2	03/12/2025
		Moyen de levage des STEP	treuil à tambour BVE182836412	06/02/2025
		Moyen de levage des STEP	palan à chaine sur potence BVE182836416	06/02/2025
VALLAN	STEU VALLAN	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	16/05/2025
		Equipement électrique des STEP	Armoire électrique	03/12/2025
		Equipement sous pression (inspection) des STEP	Ballon Anti-bélier	13/05/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/02/2025
		Moyen de levage des STEP	palan pompe extraction	10/02/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/02/2025
VINCELLES	STEU de VINCELLES	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	19/05/2025
		Equipement électrique des STEP	Armoire électrique	02/12/2025
		Equipement électrique des STEP	Coffret électrique PTE	02/12/2025
		Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	10/02/2025

Conformément à la règlementation les installations électriques n'ayant pas fait l'objet de remarque lors du contrôle précédent passent à une fréquence de contrôle tous les deux ans.

3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement

Obligations réglementaires depuis le 1er janvier 2016

Le principal document réglementaire régissant les systèmes d'assainissement collectif et non collectif est **l'arrêté assainissement du 21 juillet 2015 modifié par les arrêtés du** 24 août 2017, du 31 juillet 2020, du 10 juillet 2024 et du 24 décembre 2024. Cet arrêté modifié annule et remplace les arrêtés du 22 juin 2007 et du 22 décembre 1994 concernant toutes les installations à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5.

Paramètres généraux

Le pH des eaux usées traitées rejetées est compris entre 6 et 8,5. Leur température est inférieure à 25 °C, sauf dans les départements d'outre-mer ou en cas de conditions climatiques exceptionnelles. Le préfet peut, dans ces départements ou lors de ces situations exceptionnelles, relever la valeur maximale de température des eaux usées traitées, sans toutefois nuire aux objectifs environnementaux du milieu récepteur.

Paramètres Carbone

Pour les paramètres DBO_5, DCO et MES, en dehors des situations inhabituelles, les échantillons moyens journaliers prélevés sur la station de traitement des eaux usées respectent les valeurs fixées en concentration ou en rendement figurant au tableau 6 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 juillet 2015 ou, le cas échéant, les valeurs plus sévères fixées par le préfet. Les performances de traitement sont jugées conformes si le nombre annuel d'échantillons moyens journaliers non conformes à la fois aux valeurs fixées en concentration et en rendement ne dépasse pas le nombre prescrit au tableau 8 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 juillet 2015. Ces paramètres doivent toutefois en dehors des situations inhabituelles respecter les concentrations rédhibitoires figurant au tableau 6 de l'annexe 3 .

Paramètres azote et phosphore

Les rejets des stations de traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement de taille supérieure à 600 kg/j de DBO_5 localisées dans des zones sensibles à l'eutrophisation respectent en moyenne annuelle, pour le paramètre concerné (Ptot ou NGL), les valeurs fixées en concentration ou en rendement figurant au tableau 7 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 juillet 2015 ou, le cas échéant, les valeurs plus sévères fixées par le préfet.

En cas de modification du périmètre de ces zones, un arrêté complémentaire du préfet fixe les conditions de prise en compte de ces paramètres dans le délai prévu à l'article R. 2224-14 du code général des collectivités territoriales.

Rejets au droit du déversoir en tête de station et des by-pass en cours de traitement

Ces rejets sont pris en compte pour statuer sur la conformité de la station de traitement des eaux usées, tant que le débit en entrée de la station est inférieur au débit de référence de l'installation.

- **L'ARRETE PREFECTORAL**

Le principal texte réglementaire régissant l'autosurveillance est l'arrêté du 21 juillet 2015, modifié par les arrêtés du 24 août 2017, du 31 juillet 2020, du 10 juillet 2024 et du 24 décembre 2024.

Le tableau suivant fait office de synthèse des exigences en matière de qualité de rejets des systèmes de traitement du présent contrat.

Synthèse de l'arrêté													
Site	**Nom de la période de l'autorisation de rejet**	**Paramètre**	**Charge Réf (kg/j)**	**Conc. Moy. Jour. (mg/l)**	**Op.**	**Conc. Moy. Annuelle**	**Conc. Rédhib.**	**Op.**	**Rdt. Moy. Jour (%)**	**Op.**	**Rdt. Moy. Annuel**	**Nom de l'autorisation de rejet**
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	DCO	12315	90			180	OU	86			AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	Débit m³/j										AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	MES	10427	30			70	OU	90			AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	NGL		15	ET	12	20	OU	70	ET	75	AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	NH4										AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	NO2										AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	NO3										AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	NTK	1113	10	ET	7	15	OU	80	ET	85	AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	P total	417	1.5	ET	1.2	2.5	OU	80	ET	85	AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	pH										AP 20060627 - 2024
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Normal	DBO5	4976	25			50	OU	92			AP 20060627 - 2024

Synthèse de l'arrêté

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	DBO5	36	35	70	OU	60	AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	DCO	72	200	400	OU	60	AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	MES	54	35	85	OU	50	AP 19920310 - 2024
STEU de MONTIGNY LA RESLE	Défaut	NTK	8.4	20				AP 19920310 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Flux Moy. Jour	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 1	DBO5	30	35	70	ET	4	OU	60	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 1	DCO	45	200	400	ET	12	OU	60	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 1	MES	45		150	ET	12	OU	50	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 1	NTK	7.5		40	ET	4			RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 2	DBO5	30	35	70	ET	4	OU	60	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 2	DCO	45	200	400	ET	12	OU	60	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 2	MES	45		150	ET	12	OU	50	RD 19960920 - 2024
STEU Bourg - BRANCHES	Hiver 2	NTK	7.5		40	ET	4			RD 19960920 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	NTK	28.5	40				RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	P total	7.6	4				RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	DCO	171	90	400	OU	60	RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	MES	171	30	85	OU	50	RD 20000901 - 2024
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	DBO5	114	30	70	OU	60	RD 20000901 - 2024

Synthèse de l'arrêté								
Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	DBO5	240	15	30	ET	96	AP 20010621 - 2025
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	DCO	360	50	100	ET	93	AP 20010621 - 2025
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	MES	360	20	50	ET	96	AP 20010621 - 2025
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	NGL	60	15		ET	88	AP 20010621 - 2025
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	P total	16	1		ET	96	AP 20010621 - 2025

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Flux Moy. Jour	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU IRANCY (Lagune)	Normal	DBO5	36	25	70	ET	2.25	OU	70	RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY (Lagune)	Normal	DCO	72	125	400	ET	11.25	OU	75	RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY (Lagune)	Normal	MES	54	35	85	ET	3.15	OU	90	RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY (Lagune)	Normal	NTK	9	20		ET	1.8	OU	80	RD 20051010 - 2024
STEU IRANCY (Lagune)	Normal	P total	2.4							RD 20051010 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	Normale	DBO5	24	30	70	OU	60	RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	Normale	DCO	28	90	400	OU	60	RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	Normale	NTK	6	40				RD 19961126 - 2024
STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	Normale	P total	1.6				80	RD 19961126 - 2024

Synthèse de l'arrêté

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Flux Moy. Jour	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	Normale	DBO5	60	30	70	ET	5.4	OU	91	RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	Normale	DCO	90	90	400	ET	16.2	OU	82	RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	Normale	MES	90	30	85	ET	5.4	OU	94	RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	Normale	NTK	15	15		ET	2.7	OU	82	RD 19990825 - 2024
STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	Normale	P total	4	13		ET	2.34	OU	40	RD 19990825 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Bourg - ESCAMPS (Lagune)	Normale	DBO5	18	35	70	OU	60	RD 20020514 - 2024
STEU Bourg - ESCAMPS (Lagune)	Normale	DCO		200	400	OU	60	RD 20020514 - 2024
STEU Bourg - ESCAMPS (Lagune)	Normale	MES			85	OU	50	RD 20020514 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	DBO5	108	25	70	OU	80	RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	DCO	180	125	400	OU	75	RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	MES	135	35	85	OU	90	RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	NGL	22.5	15		OU	70	RD 20190528 - 2024
STEU de COULANGES LA VINEUSE	Normale	P total	3.75	1.5				RD 20190528 - 2024

Synthèse de l'arrêté								
Site	**Nom de la période de l'autorisation de rejet**	**Paramètre**	**Charge Réf (kg/j)**	**Conc. Moy. Jour. (mg/l)**	**Conc. Rédhib.**	**Op.**	**Rdt. Moy. Jour (%)**	**Nom de l'autorisation de rejet**
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	DBO5	36	15	70	OU	60	AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	DCO		50	400	OU	60	AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	MES		30	85	OU	50	AP 19890926 - 2024
STEU de GY L'EVEQUE	Normale	NTK		10				AP 19890926 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de QUENNE (Lagune)	Normale	DBO5	72	30	70	OU	60	RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE (Lagune)	Normale	DCO	84	90	400	OU	60	RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE (Lagune)	Normale	MES	108	120	85	OU	50	RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE (Lagune)	Normale	NTK	18	40				RD 19960109 - 2024
STEU de QUENNE (Lagune)	Normale	P total	4.8					RD 19960109 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	DBO5	330	15	50	ET	95	AP - 20130703 - 2025
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	DCO	495	90	250	ET	81	AP - 20130703 - 2025
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	MES	495	30	85	ET	95	AP - 20130703 - 2025
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	NGL	36	7		ET	91	AP - 20130703 - 2025
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	NTK	36					AP - 20130703 - 2025
STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Normale	P total	4.8	1		ET	91	AP - 20130703 - 2025

Synthèse de l'arrêté							
Site	**Nom de la période de l'autorisation de rejet**	**Paramètre**	**Conc. Moy. Jour. (mg/l)**	**Conc. Rédhib.**	**Op.**	**Rdt. Moy. Jour (%)**	**Nom de l'autorisation de rejet**
STEU de VINCELLES	Normale	DBO5	25	50	OU	80	AM 20150721 - 2024
STEU de VINCELLES	Normale	DCO	125	250	OU	75	AM 20150721 - 2024
STEU de VINCELLES	Normale	MES	35	85	OU	90	AM 20150721 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Nom de l'autorisation de rejet
STEU du Marais - LINDRY	Normale	DBO5	43.2	25	70	RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	DCO	86	125	400	RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	MES	50	30	85	RD 20140121 - 2024
STEU du Marais - LINDRY	Normale	NTK	8.6	15		RD 20140121 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU La Grilletière - ESCAMPS (Lagune)	Normale	DBO5	35	70	OU	60	2021 - 2024
STEU La Grilletière - ESCAMPS (Lagune)	Normale	DCO	200	400	OU	60	2021 - 2024
STEU La Grilletière - ESCAMPS (Lagune)	Normale	MES		85	OU	50	2021 - 2024

Synthèse de l'arrêté

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Normale	DBO5	19.2	40	70	OU	91	RD 19970725 - 2024
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Normale	DCO	22.4	120	400	OU	76	RD 19970725 - 2024
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Normale	MES	28.8	120	150	OU	81	RD 19970725 - 2024
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Normale	NTK	4.8	40		OU	62.5	RD 19970725 - 2024
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Normale	P total	1.3	15				RD 19970725 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Les Courlis - CHARBUY	Normale	DCO	200	400	OU	60	Défaut - 2024
STEU Les Courlis - CHARBUY	Normale	MES		85	OU	50	Défaut - 2024
STEU Les Courlis - CHARBUY	Normale	DBO5	35	70	OU	60	Défaut - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Réhib.	Op.	Flux Moy. Jour	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Les Houches - LINDRY	normale	DBO5	42	30	70	ET	3.2	OU	60	RD-20040527 - 2024
STEU Les Houches - LINDRY	normale	DCO	63	90	400	ET	9.5	OU	60	RD-20040527 - 2024
STEU Les Houches - LINDRY	normale	MES	63	30	85	ET	3.2	OU	50	RD-20040527 - 2024
STEU Les Houches - LINDRY	normale	NTK	10.5	15		ET	1.6			RD-20040527 - 2024
STEU Les Houches - LINDRY	normale	P total	2.8	13		ET	1.4			RD-20040527 - 2024

Synthèse de l'arrêté							
Site	**Nom de la période de l'autorisation de rejet**	**Paramètre**	**Conc. Moy. Jour. (mg/l)**	**Conc. Rédhib.**	**Op.**	**Rdt. Moy. Jour (%)**	**Nom de l'autorisation de rejet**
STEU Les Huilliers - ESCAMPS (Lagune)	normale	DBO5	35	70	OU	60	Défaut - 2024
STEU Les Huilliers - ESCAMPS (Lagune)	normale	DCO	200	400	OU	60	Défaut - 2024
STEU Les Huilliers - ESCAMPS (Lagune)	normale	MES		85	OU	50	Défaut - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de lautorisation de rejet
STEU Nantenne - ESCAMPS (Lagune)	Normale	DBO5	35	70	OU	60	Défaut - 2024
STEU Nantenne - ESCAMPS (Lagune)	Normale	DCO	200	400	OU	60	Défaut - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Ponceau - CHARBUY	Normale	DBO5	35	70	OU	60	Défaut - 2024
STEU Ponceau - CHARBUY	Normale	DCO	200	400	OU	60	Défaut - 2024
STEU Ponceau - CHARBUY	Normale	MES		85	OU	50	Défaut - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU d'AUGY	Période	DBO5	120	25	50	OU	80	AM 20150721 - 2024
STEU d'AUGY	Période	DCO		125	250	OU	75	AM 20150721 - 2024
STEU d'AUGY	Période	MES		35	85	OU	90	AM 20150721 - 2024

Synthèse de l'arrêté								
Site	**Nom de la période de l'autorisation de rejet**	**Paramètre**	**Charge Réf (kg/j)**	**Conc. Moy. Jour. (mg/l)**	**Conc. Rédhib.**	**Op.**	**Rdt. Moy. Jour (%)**	**Nom de l'autorisation de rejet**
STEU de CHEVANNES	Période	DBO5	150	25	50	OU	70	AP - 20010235 - 2025
STEU de CHEVANNES	Période	DCO	225	125	250	OU	75	AP - 20010235 - 2025
STEU de CHEVANNES	Période	MES	225	35	87.5	OU	90	AP - 20010235 - 2025
STEU de CHEVANNES	Période	NGL	37.5	15		OU	70	AP - 20010235 - 2025
STEU de CHEVANNES	Période	P total	10	2		OU	80	AP - 20010235 - 2025

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU ESCOLIVES	Temps sec	DBO5	120	25	50	OU	80	AP 19850301 - 2024
STEU ESCOLIVES	Temps sec	DCO		120	250	OU	75	AP 19850301 - 2024
STEU ESCOLIVES	Temps sec	MES		35	85	OU	90	AP 19850301 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Nom de l'autorisation de rejet
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	DBO5	27	35	70	OU	60	AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	DCO	61	120	400	OU	60	AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	MES	31	35	150	OU	50	AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	NGL	5.85	50				AP - Défaut - 2024
STEU Lagunage - CHARBUY	Temps sec	NTK	5.85					AP - Défaut - 2024

Synthèse de l'arrêté								
Site	**Nom de la période de l'autorisation de rejet**	**Paramètre**	**Charge Réf (kg/j)**	**Conc. Moy. Jour. (mg/l)**	**Conc. Rédhib.**	**Op.**	**Rdt. Moy. Jour (%)**	**Nom de l'autorisation de rejet**
STEU VALLAN	Temps sec	NTK	15	8		ET	88	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	P total	2	1.5		ET	84	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	DBO5	57	20	70	ET	94	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	DCO	126	90	400	ET	83	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	MES	66	30	85	ET	89	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	NGL	15.2	15		ET	78	RD - 89-2011-00017 - 2024
STEU VALLAN	Temps sec	NH4	9.8	2		ET	95	RD - 89-2011-00017 - 2024

- **LA CONFORMITE DES FREQUENCES D'ANALYSE**

Le respect du nombre d'analyses retenues par rapport au nombre prévu par l'arrêté est synthétisé dans le tableau suivant :

Conformité du planning d'analyses					
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	**Paramètres**	**A réaliser**	**Réalisées**	**Retenues**	**Conformité en fréquence**
AP 20060627 - 2024	DBO5	52	52	52	Oui
AP 20060627 - 2024	DCO	104	104	104	Oui
AP 20060627 - 2024	MES	104	104	104	Oui
AP 20060627 - 2024	NGL	52	52	52	Oui
AP 20060627 - 2024	NTK	52	52	52	Oui
AP 20060627 - 2024	P total	52	52	52	Oui

STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 19961126 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 19961126 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 19961126 - 2024	MES	1	1	1	Oui
RD 19961126 - 2024	NTK	1	1	1	Oui
RD 19961126 - 2024	P total	1	1	1	Oui

STEU Bourg - BRANCHES	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 19960920 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 19960920 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 19960920 - 2024	MES	1	1	1	Oui
RD 19960920 - 2024	NTK	1	1	1	Oui

STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 19990825 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 19990825 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 19990825 - 2024	MES	1	1	1	Oui
RD 19990825 - 2024	NTK	1	1	1	Oui
RD 19990825 - 2024	P total	1	1	1	Oui

Conformité du planning d'analyses

STEU Bourg - ESCAMPS (Lagune)	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 20020514 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 20020514 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 20020514 - 2024	MES	1	1	1	Oui

STEU d'AUGY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AM 20150721 - 2024	DBO5	1	2	2	Oui
AM 20150721 - 2024	DCO	1	2	2	Oui
AM 20150721 - 2024	MES	1	2	2	Oui

STEU de CHAMPS SUR YONNE	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 20000901 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
RD 20000901 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
RD 20000901 - 2024	MES	2	2	2	Oui
RD 20000901 - 2024	NTK	2	2	2	Oui
RD 20000901 - 2024	P total	2	2	2	Oui

STEU de CHEVANNES	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP - 20010235 - 2025	DBO5	12	12	12	Oui
AP - 20010235 - 2025	DCO	12	12	12	Oui
AP - 20010235 - 2025	MES	12	12	12	Oui
AP - 20010235 - 2025	NGL	12	12	12	Oui
AP - 20010235 - 2025	P total	12	12	12	Oui

STEU de COULANGES LA VINEUSE	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 20190528 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
RD 20190528 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
RD 20190528 - 2024	MES	2	2	2	Oui
RD 20190528 - 2024	NGL	2	2	2	Oui
RD 20190528 - 2024	P total	2	2	2	Oui

Conformité du planning d'analyses

STEU de GY L'EVEQUE	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP 19890926 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
AP 19890926 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
AP 19890926 - 2024	MES	1	1	1	Oui
AP 19890926 - 2024	NTK	1	1	1	Oui

STEU de MONTIGNY LA RESLE	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP 19920310 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
AP 19920310 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
AP 19920310 - 2024	MES	1	1	1	Oui
AP 19920310 - 2024	NTK	1	1	1	Oui

STEU de QUENNE (Lagune)	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 19960109 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
RD 19960109 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
RD 19960109 - 2024	MES	2	2	2	Oui
RD 19960109 - 2024	NTK	2	2	2	Oui

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP - 20130703 - 2025	DBO5	24	24	24	Oui
AP - 20130703 - 2025	DCO	52	52	52	Oui
AP - 20130703 - 2025	MES	52	52	52	Oui
AP - 20130703 - 2025	NGL	24	24	24	Oui
AP - 20130703 - 2025	P total	24	24	24	Oui

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP 20010621 - 2025	DBO5	12	12	12	Oui
AP 20010621 - 2025	DCO	12	12	12	Oui
AP 20010621 - 2025	MES	12	12	12	Oui
AP 20010621 - 2025	NGL	4	4	4	Oui
AP 20010621 - 2025	P total	4	4	4	Oui

Conformité du planning d'analyses

STEU de VINCELLES	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AM 20150721 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
AM 20150721 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
AM 20150721 - 2024	MES	2	2	2	Oui

STEU du Marais - LINDRY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 20140121 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 20140121 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 20140121 - 2024	MES	1	1	1	Oui
RD 20140121 - 2024	NTK	1	1	1	Oui

STEU ESCOLIVES	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP 19850301 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
AP 19850301 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
AP 19850301 - 2024	MES	2	2	2	Oui

STEU IRANCY (Lagune)	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD 20051010 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 20051010 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 20051010 - 2024	MES	1	1	1	Oui
RD 20051010 - 2024	NTK	1	1	1	Oui

STEU La Grilletière - ESCAMPS (Lagune)	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
2021 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
2021 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
2021 - 2024	MES	1	1	1	Oui

STEU Lagunage - CHARBUY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
AP - Défaut - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
AP - Défaut - 2024	DCO	1	1	1	Oui
AP - Défaut - 2024	MES	1	1	1	Oui
AP - Défaut - 2024	NGL	1	1	1	Oui

Conformité du planning d'analyses					
STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	**Paramètres**	**A réaliser**	**Réalisées**	**Retenues**	**Conformité en fréquence**
RD 19970725 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD 19970725 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD 19970725 - 2024	MES	1	1	1	Oui
RD 19970725 - 2024	NTK	1	1	1	Oui
RD 19970725 - 2024	P total	1	1	1	Oui

STEU Les Courlis - CHARBUY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
Défaut - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	DCO	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	MES	1	1	1	Oui

STEU Les Houches - LINDRY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD-20040527 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD-20040527 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD-20040527 - 2024	MES	1	1	1	Oui
RD-20040527 - 2024	NTK	1	1	1	Oui
RD-20040527 - 2024	P total	1	1	1	Oui

STEU Les Huilliers - ESCAMPS (Lagune)	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
Défaut - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	DCO	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	MES	1	1	1	Oui

STEU Nantenne - ESCAMPS (Lagune)	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
Défaut - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	DCO	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	MES	1	1	1	Oui

STEU Ponceau - CHARBUY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
Défaut - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	DCO	1	1	1	Oui
Défaut - 2024	MES	1	1	1	Oui

Conformité du planning d'analyses					
STEU VALLAN	**Paramètres**	**A réaliser**	**Réalisées**	**Retenues**	**Conformité en fréquence**
RD - 89-2011-00017 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	MES	2	2	2	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	NGL	2	2	2	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	NH4	2	2	2	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	NTK	2	2	2	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	P total	2	2	2	Oui

- **LA CONFORMITE PAR PARAMETRE**

Le détail par paramètre apparaît sur le tableau suivant :

Conformité par paramètre										
STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	**Paramètres**	**Flux moy. Entrée (kg/j)**	**Conc. moy. Sortie (mg/l)**	**Flux moy. Sortie (kg/j)**	**Rendement moyen (%)**	**Nombre de dépassements**	**Nombre de dépassements tolérés**	**Rédhibitoires**	**Conformité analytique**	**Conformité générale**
AP 20060627 - 2024	DBO5	1 410,56	3,78	49,04	97	0	5	0	Oui	Oui
AP 20060627 - 2024	DCO	5 288,8	23,87	303,82	94	0	9	0	Oui	Oui
AP 20060627 - 2024	MES	2 445,96	3,92	49,94	98	0	9	0	Oui	Oui
AP 20060627 - 2024	NGL	559,63	4,7	60,99	89	0	5	0	Oui	Oui
AP 20060627 - 2024	NTK	554,61	2,73	35,42	94	0	5	0	Oui	Oui
AP 20060627 - 2024	P total	69,04	0,54	7,03	90	0	5	0	Oui	Oui

STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	**Paramètres**	**Flux moy. Entrée (kg/j)**	**Conc. moy. Sortie (mg/l)**	**Flux moy. Sortie (kg/j)**	**Rendement moyen (%)**	**Nombre de dépassements**	**Nombre de dépassements tolérés**	**Rédhibitoires**	**Conformité analytique**	**Conformité générale**
RD 19961126 - 2024	DBO5	3,92	3	0,15	96	0	0	0	Oui	Oui
RD 19961126 - 2024	DCO	60,76	25,6	1,25	98	0	0	0	Oui	Oui
RD 19961126 - 2024	MES	3,58	52	2,55	29	0	0	0	Oui	Oui
RD 19961126 - 2024	NTK	1,59	7,15	0,35	78	0	0	0	Oui	Oui
RD 19961126 - 2024	P total	0,27	1,6	0,08	71	1	0	0	Non	Non

Conformité par paramètre

STEU Bourg - BRANCHES	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 19960920 - 2024	DBO5	1,58	3,01	0,23	86	0	0	0	Oui	Oui
RD 19960920 - 2024	DCO	18,45	23	1,73	91	0	0	0	Oui	Oui
RD 19960920 - 2024	MES	19,5	41	3,08	84	0	0	0	Oui	Oui
RD 19960920 - 2024	NTK	0,47	11,32	0,85	- 80	0	0	0	Oui	Oui

STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 19990825 - 2024	DBO5	17,94	11	0,86	95	0	0	0	Oui	Oui
RD 19990825 - 2024	DCO	73,55	105	8,19	89	0	0	0	Oui	Oui
RD 19990825 - 2024	MES	25,74	24	1,87	93	0	0	0	Oui	Oui
RD 19990825 - 2024	NTK	9,59	59,1	4,61	52	1	0	0	Non	Non
RD 19990825 - 2024	P total	1,09	10	0,78	29	0	0	0	Oui	Oui

STEU Bourg - ESCAMPS (Lagune)	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 20020514 - 2024	DBO5	8,19	88	2,25	73	0	0	1	Non	Non
RD 20020514 - 2024	DCO	22,73	116	2,97	87	0	0	0	Oui	Oui
RD 20020514 - 2024	MES	2,41	23	0,59	76	0	0	0	Oui	Oui

Conformité par paramètre

STEU d'AUGY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AM 20150721 - 2024	DBO5	45,43	7,55	1,33	97	0	0	0	Oui	Oui
AM 20150721 - 2024	DCO	171,1	49,15	8,68	95	0	0	0	Oui	Oui
AM 20150721 - 2024	MES	80,29	13,02	2,3	97	0	0	0	Oui	Oui

STEU de CHAMPS SUR YONNE	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 20000901 - 2024	DBO5	50,42	9,28	4,81	90	0	0	0	Oui	Oui
RD 20000901 - 2024	DCO	147,85	20,39	10,57	93	0	0	0	Oui	Oui
RD 20000901 - 2024	MES	95,09	2	1,04	99	0	0	0	Oui	Oui
RD 20000901 - 2024	NTK	22,73	1,22	0,63	97	0	0	0	Oui	Oui
RD 20000901 - 2024	P total	2,53	2,07	1,07	58	0	0	0	Oui	Oui

STEU de CHEVANNES	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP - 20010235 - 2025	DBO5	54,66	4,08	1,61	97	0	2	0	Oui	Oui
AP - 20010235 - 2025	DCO	170,01	25,19	9,93	94	0	2	0	Oui	Oui
AP - 20010235 - 2025	MES	81,56	3,26	1,28	98	0	2	0	Oui	Oui
AP - 20010235 - 2025	NGL	20,39	4,16	1,64	92	0	2	0	Oui	Oui
AP - 20010235 - 2025	P total	2,37	1,18	0,47	80	3	2	0	Non	Non

Conformité par paramètre

STEU de COULANGES LA VINEUSE	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 20190528 - 2024	DBO5	18,39	3,4	0,35	98	0	0	0	Oui	Oui
RD 20190528 - 2024	DCO	65,59	30,5	3,13	95	0	0	0	Oui	Oui
RD 20190528 - 2024	MES	18,42	3,4	0,35	98	0	0	0	Oui	Oui
RD 20190528 - 2024	NGL	9,68	5,19	0,53	95	0	0	0	Oui	Oui
RD 20190528 - 2024	P total	1,15	0,45	0,05	96	0	0	0	Oui	Oui

STEU de GY L'EVEQUE	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP 19890926 - 2024	DBO5	5,17	3	0,14	97	0	0	0	Oui	Oui
AP 19890926 - 2024	DCO	15,6	19	0,89	94	0	0	0	Oui	Oui
AP 19890926 - 2024	MES	5,64	4	0,19	97	0	0	0	Oui	Oui
AP 19890926 - 2024	NTK	2,62	1,3	0,06	98	0	0	0	Oui	Oui

STEU de MONTIGNY LA RESLE	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP 19920310 - 2024	DBO5	26,23	7	0,43	98	0	0	0	Oui	Oui
AP 19920310 - 2024	DCO	88,45	42	2,56	97	0	0	0	Oui	Oui
AP 19920310 - 2024	MES	26,84	10	0,61	98	0	0	0	Oui	Oui
AP 19920310 - 2024	NTK	13,11	7,8	0,48	96	0	0	0	Oui	Oui

Conformité par paramètre

STEU de QUENNE (Lagune)	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 19960109 - 2024	DBO5	16,29	3	0,47	97	0	0	0	Oui	Oui
RD 19960109 - 2024	DCO	52,09	21,53	3,35	94	0	0	0	Oui	Oui
RD 19960109 - 2024	MES	52,02	3,6	0,56	99	0	0	0	Oui	Oui
RD 19960109 - 2024	NTK	17,48	21,12	3,28	81	0	0	0	Oui	Oui

STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP - 20130703 - 2025	DBO5	68,36	3,04	0,68	99	1	3	0	Oui	Oui
AP - 20130703 - 2025	DCO	181,35	13,9	3,06	98	1	5	0	Oui	Oui
AP - 20130703 - 2025	MES	64,59	2,48	0,55	99	1	5	0	Oui	Oui
AP - 20130703 - 2025	NGL	12,66	1,89	0,42	97	1	3	0	Oui	Oui
AP - 20130703 - 2025	P total	1,69	0,18	0,04	98	2	3	0	Oui	Oui

STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP 20010621 - 2025	DBO5	120,45	3,57	4,56	96	4	2	0	Non	Non
AP 20010621 - 2025	DCO	390,43	16,1	20,58	95	2	2	0	Oui	Oui
AP 20010621 - 2025	MES	137,29	4,24	5,42	96	3	2	0	Non	Non
AP 20010621 - 2025	NGL	45,92	5,67	7,39	84	2	1	0	Non	Non
AP 20010621 - 2025	P total	4,99	0,19	0,25	95	2	1	0	Non	Non

Conformité par paramètre

STEU de VINCELLES	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AM 20150721 - 2024	DBO5	23,45	3	0,64	97	0	0	0	Oui	Oui
AM 20150721 - 2024	DCO	89,08	16,81	3,62	96	0	0	0	Oui	Oui
AM 20150721 - 2024	MES	31,75	5,4	1,16	96	0	0	0	Oui	Oui

STEU du Marais - LINDRY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 20140121 - 2024	DBO5	9,49	8	0,43	96	0	0	0	Oui	Oui
RD 20140121 - 2024	DCO	10,75	41	2,19	80	0	0	0	Oui	Oui
RD 20140121 - 2024	MES	13,7	4	0,21	98	0	0	0	Oui	Oui
RD 20140121 - 2024	NTK	5,2	9,37	0,5	90	0	0	0	Oui	Oui

STEU ESCOLIVES	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP 19850301 - 2024	DBO5	13,73	3	0,27	98	0	0	0	Oui	Oui
AP 19850301 - 2024	DCO	35,11	25,36	2,32	93	0	0	0	Oui	Oui
AP 19850301 - 2024	MES	13,8	4	0,37	97	0	0	0	Oui	Oui

Conformité par paramètre

STEU IRANCY (Lagune)	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 20051010 - 2024	DBO5	10,4	3	0,26	98	0	0	0	Oui	Oui
RD 20051010 - 2024	DCO	72,13	33	2,86	96	0	0	0	Oui	Oui
RD 20051010 - 2024	MES	24,28	2	0,17	99	0	0	0	Oui	Oui
RD 20051010 - 2024	NTK	13,7	13,52	1,17	91	0	0	0	Oui	Oui

STEU La Grilletière - ESCAMPS (Lagune)	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
2021 - 2024	DBO5	1,31	6	0,05	96	0	0	0	Oui	Oui
2021 - 2024	DCO	4,43	60	0,49	89	0	0	0	Oui	Oui
2021 - 2024	MES	1,56	24	0,2	87	0	0	0	Oui	Oui

STEU Lagunage - CHARBUY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
AP - Défaut - 2024	DBO5	3,96	10	0,18	95	0	0	0	Oui	Oui
AP - Défaut - 2024	DCO	15,3	70	1,26	92	0	0	0	Oui	Oui
AP - Défaut - 2024	MES	7,92	12	0,22	97	0	0	0	Oui	Oui
AP - Défaut - 2024	NGL	1,4	38,1	0,69	51	0	0	0	Oui	Oui

Conformité par paramètre

STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD 19970725 - 2024	DBO5	4,8	8	0,19	96	0	0	0	Oui	Oui
RD 19970725 - 2024	DCO	16,54	115	2,76	83	0	0	0	Oui	Oui
RD 19970725 - 2024	MES	5,52	170	4,08	26	0	0	1	Non	Non
RD 19970725 - 2024	NTK	1,99	16,2	0,39	80	0	0	0	Oui	Oui
RD 19970725 - 2024	P total	0,31	1,9	0,05	85	0	0	0	Oui	Oui

STEU Les Courlis - CHARBUY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
Défaut - 2024	DBO5	1,34	3	0,03	98	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	DCO	3,84	51	0,45	88	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	MES	0,87	12	0,11	88	0	0	0	Oui	Oui

STEU Les Houches - LINDRY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD-20040527 - 2024	DBO5	7,56	18	0,72	91	0	0	0	Oui	Oui
RD-20040527 - 2024	DCO	23,8	56	2,23	91	0	0	0	Oui	Oui
RD-20040527 - 2024	MES	10,35	7	0,28	97	0	0	0	Oui	Oui
RD-20040527 - 2024	NTK	2,92	56	2,23	24	1	0	0	Non	Non
RD-20040527 - 2024	P total	0,29	6,9	0,27	4	0	0	0	Oui	Oui

Conformité par paramètre

STEU Les Huilliers - ESCAMPS (Lagune)	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
Défaut - 2024	DBO5	2,21	15	0,14	94	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	DCO	6,11	19	0,17	97	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	MES	1,1	15	0,14	88	0	0	0	Oui	Oui

STEU Nantenne - ESCAMPS (Lagune)	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
Défaut - 2024	DBO5	0,23	18	0,01	97	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	DCO	0,72	137	0,05	92	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	MES	0,14	15	0,01	96	0	0	0	Oui	Oui

STEU Ponceau - CHARBUY	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
Défaut - 2024	DBO5	6,21	3	0,08	99	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	DCO	19,12	51	1,38	93	0	0	0	Oui	Oui
Défaut - 2024	MES	6,48	24	0,65	90	0	0	0	Oui	Oui

Conformité par paramètre

STEU VALLAN	Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
RD - 89-2011-00017 - 2024	DBO5	17,88	3	0,38	98	0	0	0	Oui	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	DCO	45,16	15,12	1,9	96	0	0	0	Oui	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	MES	21,75	2	0,25	99	0	0	0	Oui	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	NGL	13,36	2,69	0,34	97	0	0	0	Oui	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	NH4	10,53	0,81	0,1	99	0	0	0	Oui	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	NTK	12,84	1,91	0,24	98	0	0	0	Oui	Oui
RD - 89-2011-00017 - 2024	P total	1,22	0,63	0,08	94	0	0	0	Oui	Oui

- **LA CONFORMITE ANNUELLE GLOBALE**

Une station est dite conforme si et seulement si elle est globalement conforme sur l'ensemble de ses paramètres. La conformité du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées, avec les dispositions du présent arrêté et avec les prescriptions fixées par le préfet, est établie par le service en charge du contrôle avant le 1er juin de chaque année, à partir de tous les éléments à sa disposition.

Par conséquent, le jugement que nous affichons ici n'engage que notre avis d'exploitant et ne fait nullement foi réglementairement.

Conformité annuelle globale				
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**
APPOIGNY	STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY	Oui	Oui	Oui
AUGY	STEU d'AUGY	Oui	Oui	Oui
BLEIGNY-LE-CARREAU	STEU Bourg - BLEIGNY-LE-CARREAU (Lagune)	Oui	Oui	Non
BRANCHES	STEU Bourg - BRANCHES	Oui	Oui	Oui
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Oui	Oui	Oui
CHARBUY	STEU Bourg - CHARBUY (Lagune)	Oui	Non	Non
CHARBUY	STEU Lagunage - CHARBUY	Oui	Oui	Oui
CHARBUY	STEU Les Courlis - CHARBUY	Oui	Oui	Oui
CHARBUY	STEU Ponceau - CHARBUY	Oui	Oui	Oui
CHEVANNES	STEU de CHEVANNES	-	-	Non
COULANGES-LA-VINEUSE	STEU de COULANGES LA VINEUSE	Non	Oui	Oui
ESCAMPS	STEU Bourg - ESCAMPS (Lagune)	Oui	Oui	Non
ESCAMPS	STEU La Grilletière - ESCAMPS (Lagune)	Oui	Oui	Oui
ESCAMPS	STEU Les Huilliers - ESCAMPS (Lagune)	Oui	Oui	Oui
ESCAMPS	STEU Nantenne - ESCAMPS (Lagune)	Oui	Oui	Oui
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	STEU ESCOLIVES	Oui	Oui	Oui
GY-L'ÉVÊQUE	STEU de GY L'EVEQUE	Oui	Oui	Oui
IRANCY	STEU IRANCY (Lagune)	Oui	Oui	Oui
LINDRY	STEU du Marais - LINDRY	Oui	Non	Oui
LINDRY	STEU Les Houches - LINDRY	Non	Non	Non
MONTIGNY-LA-RESLE	STEU de MONTIGNY LA RESLE	Oui	Oui	Oui
QUENNE	STEU de QUENNE (Lagune)	Oui	Oui	Oui
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	STEU de SAINT BRIS LE VINEUX	Non	Oui	Oui
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	-	Non	Non
VALLAN	STEU VALLAN	Oui	Oui	Oui
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	STEU Lagunage - VILLENEUVE SAINT SALVES	Oui	Oui	Non
VINCELLES	STEU de VINCELLES	Oui	Oui	Oui

Nous attirons votre attention sur la STEU de Lindry-les-Houches qui n'est plus en état de fonctionnement optimal à cause du colmatage des lits d'infiltration. Cela entraîne également des débordements des lits.
Une réhabilitation complète de l'ouvrage serait à envisager ou un raccordement sur un autre système d'assainissement (en fonction de l'orientation du SDA).

3.3 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif

Pour répondre à la nouvelle loi de finance de 2024 qui impose l'envoi dématérialisé des factures pour les clients professionnels à partir de septembre 2026, SUEZ Eau France mène des actions de mise en qualité de la donnée pour qualifier au mieux nos clients, en particulier les clients professionnels.
Ces actions peuvent conduire à des reclassifications de clients et donc à des variations sensibles entre 2023 et 2024 du nombre d'abonnés à la maille de la classe client.

Le nombre de clients assainissement collectif est détaillé dans le tableau suivant.

Le nombre de clients assainissement collectif				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	27 855	27 685	29 120	5,2%
Collectivités	415	422	448	6,2%
Professionnels	2 040	2 979	2 811	- 5,6%
Total	**30 310**	**31 086**	**32 379**	**4,2%**

Le nombre de clients assainissement collectif				
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	1 444	1 442	1 451	0,6%
Collectivités	21	22	22	0,0%
Professionnels	85	128	125	- 2,3%
Total	1 550	1 592	1 598	0,4%

AUGY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	448	446	452	1,3%
Collectivités	13	12	11	- 8,3%
Professionnels	14	11	13	18,2%
Total	475	469	476	1,5%

Le nombre de clients assainissement collectif

AUXERRE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	15 488	14 978	15 194	1,4%
Collectivités	222	223	232	4,0%
Professionnels	1 401	2 160	1 995	- 7,6%
Total	17 111	17 361	17 421	0,3%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	134	129	130	0,8%
Collectivités	2	2	2	0,0%
Professionnels	4	8	8	0,0%
Total	140	139	140	0,7%

BRANCHES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	196	190	191	0,5%
Collectivités	3	3	3	0,0%
Professionnels	3	11	11	0,0%
Total	202	204	205	0,5%

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	704	702	725	3,3%
Collectivités	9	9	10	11,1%
Professionnels	50	56	48	- 14,3%
Total	763	767	783	2,1%

CHARBUY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	734	746	751	0,7%
Collectivités	14	10	11	10,0%
Professionnels	13	16	15	- 6,3%
Total	761	772	777	0,6%

Le nombre de clients assainissement collectif				
CHEVANNES	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	-	0	999	-
Collectivités	-	0	11	-
Professionnels	-	0	34	-
Total	-	0	1 044	-

CHITRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	-	-	99	-
Collectivités	-	-	3	-
Professionnels	-	-	12	-
Total	-	-	114	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	396	397	400	0,8%
Collectivités	16	14	14	0,0%
Professionnels	20	21	19	- 9,5%
Total	432	432	433	0,2%

ESCAMPS	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	269	255	253	- 0,8%
Collectivités	6	5	5	0,0%
Professionnels	1	3	2	- 33,3%
Total	276	263	260	- 1,1%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	296	314	319	1,6%
Collectivités	6	6	5	- 16,7%
Professionnels	12	15	11	- 26,7%
Total	314	335	335	0,0%

Le nombre de clients assainissement collectif

GURGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	753	753	753	0,0%
Collectivités	9	10	10	0,0%
Professionnels	20	28	29	3,6%
Total	782	791	792	0,1%

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	216	219	220	0,5%
Collectivités	6	5	6	20,0%
Professionnels	4	2	-	- 100,0%
Total	226	226	226	0,0%

IRANCY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	226	226	229	1,3%
Collectivités	4	4	4	0,0%
Professionnels	15	15	12	- 20,0%
Total	245	245	245	0,0%

JUSSY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	191	194	196	1,0%
Collectivités	4	4	4	0,0%
Professionnels	4	4	4	0,0%
Total	199	202	204	1,0%

LINDRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	442	459	458	- 0,2%
Collectivités	6	7	7	0,0%
Professionnels	5	5	7	40,0%
Total	453	471	472	0,2%

Le nombre de clients assainissement collectif

MONÉTEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	1 889	1 877	1 889	0,6%
Collectivités	20	19	19	0,0%
Professionnels	206	242	235	- 2,9%
Total	2 115	2 138	2 143	0,2%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	214	200	203	1,5%
Collectivités	7	7	7	0,0%
Professionnels	7	16	14	- 12,5%
Total	228	223	224	0,4%

PERRIGNY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	538	531	541	1,9%
Collectivités	3	3	4	33,3%
Professionnels	43	50	43	- 14,0%
Total	584	584	588	0,7%

QUENNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	227	224	231	3,1%
Collectivités	2	2	3	50,0%
Professionnels	3	6	7	16,7%
Total	232	232	241	3,9%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	413	417	426	2,2%
Collectivités	9	11	12	9,1%
Professionnels	45	49	46	- 6,1%
Total	467	477	484	1,5%

Le nombre de clients assainissement collectif				
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	1 447	1 442	1 451	0,6%
Collectivités	16	16	17	6,3%
Professionnels	53	82	75	- 8,5%
Total	1 516	1 540	1 543	0,2%

VALLAN	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	365	363	363	0,0%
Collectivités	2	4	3	- 25,0%
Professionnels	4	14	12	- 14,3%
Total	371	381	378	- 0,8%

VILLEFARGEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	-	358	364	1,7%
Collectivités	-	7	7	0,0%
Professionnels	-	10	7	- 30,0%
Total	-	375	378	0,8%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	123	123	123	0,0%
Collectivités	2	2	2	0,0%
Professionnels	2	3	3	0,0%
Total	127	128	128	0,0%

VINCELLES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	486	485	492	1,4%
Collectivités	9	11	10	- 9,1%
Professionnels	22	19	21	10,5%
Total	517	515	523	1,6%

Le nombre de clients assainissement collectif				
VINCELOTTES	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	216	215	217	0,9%
Collectivités	4	4	4	0,0%
Professionnels	4	5	3	- 40,0%
Total	**224**	**224**	**224**	**0,0%**

3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement

Le tableau suivant présente l'évolution des volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

Volumes assujettis à l'assainissement				
Type volume	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes assujettis (m³)	812 369	2 987 406	3 173 098	6,2%

Volumes assujettis à l'assainissement					
Commune	**Type volume**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	Volumes assujettis (m³)	41 081	166 735	167 485	0,5%
AUGY	Volumes assujettis (m³)	16 446	34 214	36 578	6,9%
AUXERRE	Volumes assujettis (m³)	556 958	1 861 745	1 913 672	2,8%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Volumes assujettis (m³)	- 198	10 859	10 193	- 6,1%
BRANCHES	Volumes assujettis (m³)	4 408	15 006	16 436	9,5%
CHAMPS-SUR-YONNE	Volumes assujettis (m³)	4 225	61 461	69 154	12,5%
CHARBUY	Volumes assujettis (m³)	14 099	60 609	69 949	15,4%
CHEVANNES	Volumes assujettis (m³)	-	-	48 442	-
CHITRY	Volumes assujettis (m³)	-	-	9 000	-
COULANGES-LA-VINEUSE	Volumes assujettis (m³)	15 768	38 608	40 281	4,3%
ESCAMPS	Volumes assujettis (m³)	14 916	23 084	9 813	- 57,5%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Volumes assujettis (m³)	10 633	24 269	25 636	5,6%
GURGY	Volumes assujettis (m³)	17 526	58 680	65 143	11,0%
GY-L'ÉVÊQUE	Volumes assujettis (m³)	6 226	14 688	14 756	0,5%
IRANCY	Volumes assujettis (m³)	5 424	12 486	13 077	4,7%
JUSSY	Volumes assujettis (m³)	6 169	14 013	13 531	- 3,4%

Volumes assujettis à l'assainissement					
Commune	**Type volume**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
LINDRY	Volumes assujettis (m³)	6 908	35 019	36 719	4,9%
MONÉTEAU	Volumes assujettis (m³)	47 259	218 537	229 779	5,1%
MONTIGNY-LA-RESLE	Volumes assujettis (m³)	1 551	17 133	16 416	- 4,2%
PERRIGNY	Volumes assujettis (m³)	3 155	46 037	51 137	11,1%
QUENNE	Volumes assujettis (m³)	12 342	23 445	16 328	- 30,4%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Volumes assujettis (m³)	3 527	49 330	32 817	- 33,5%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Volumes assujettis (m³)	-	104 171	137 009	31,5%
VALLAN	Volumes assujettis (m³)	2 733	26 419	28 624	8,3%
VENOY	Volumes assujettis (m³)	-	-	9 905	-
VILLEFARGEAU	Volumes assujettis (m³)	-	10 479	32 356	208,8%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Volumes assujettis (m³)	306	10 104	9 516	- 5,8%
VINCELLES	Volumes assujettis (m³)	15 843	35 327	37 003	4,7%
VINCELOTTES	Volumes assujettis (m³)	5 065	14 948	12 345	- 17,4%

3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	12 964	2
Facturation	1 242	840
Règlement/Encaissement	4 893	424
Prestation et travaux	1 388	1
Information	12 057	11
Technique assainissement	103	100
Total	**32 647**	**1 378**

3.3.4 L'activité de gestion clients

Les clients ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures du service de l'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent auprès de nos clients pour faciliter l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique des factures, à travers différents supports comme les messages sur facture, les encarts informatifs joints à la facture, les mailings personnalisés…

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place directement depuis l'espace personnalisé du client ou s'il n'y parvient pas lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle.

Activité de gestion				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre d'abonnés mensualisés	16 274	17 136	18 391	7,3%
Nombre d'abonnés prélevés	4 285	4 619	4 759	3,0%
Nombre d'échéanciers	630	833	925	11,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	28 423	62 539	65 034	4,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	2 205	6 298	6 993	11,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	408	962	1 110	15,4%
Nombre total de factures comptabilisées	**31 036**	**69 799**	**73 137**	**4,8%**

3.3.5 La relation clients

Notre objectif est de garantir une approche professionnelle et une relation de confiance.

Relation client				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui	-
Taux de prise d'appel au CRC	80	83,9	87,9	4,8 %
Satisfaction Post Contact	7,69	8,56	7,9	- 7,7 %
Pourcentage de clients satisfaits	76,5	78,4	79,35	1,2 %
Nombre de réclamations écrites FP2E	436	427	307	- 28,1 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	14,38	13,74	9,48	- 31,0 %

Le détail par commune est disponible en **Annexe**.

3.3.6 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportée au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples.

SUEZ Eau France agit également tant sur le plan local que national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne SUEZ.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Délai Paiement client (j)	43,37	39,5	- 8,9%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	282 976,69	605 966,95	114,1%
Créances irrécouvrables (€)	4 584,07	38 812,81	746,7%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	100 808,29	336 490,88	233,8%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	2 406 989,04	8 072 695,76	235,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	8 084 503,64	8 097 680,17	0,2%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,06	0,48	745,3%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	4,19	4,17	- 0,5%

Le détail par commune est disponible en **Annexe**.

3.3.7 Le fonds de solidarité

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.
Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouverts à tous et destinés à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du contrat gérées par SUEZ Eau France.

Le fonds de solidarité

Désignation	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	16	44	38	- 13,6%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	5	37	25	- 32,4%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	99,25	4 209,08	3 654,74	- 13,2%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	90,23	3 827,86	3 322,44	- 13,2%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	88,93	3 232,09	2 940,57	- 9,0%
Montant Total HT "solidarité"	90,23	3 827,86	3 322,44	- 13,2%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0001	0,0013	0,001	- 18,3%

Le détail par commune est disponible en **Annexe**.

3.3.8 Les dégrèvements pour fuite

Sont présentés ci-dessous les nombres de dossiers de dégrèvement qui ont été demandés, accordés ainsi que les volumes associés.

Les dégrèvements

Désignation	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	163	154	- 5,5%
Nombres de demandes de dégrèvement	281	306	8,9%
Volumes dégrévés (m³)	98 015,04	149 406,19	52,4%

Le détail par commune est disponible en **Annexe**.

3.3.9 Le prix du service de l'assainissement

Le système tarifaire de la redevance assainissement comprend une part fixe, ainsi qu'un prix au m^3, appliqué au volume d'eau consommé.

- **LE TARIF**

Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'assainissement.

Le tarif			
APPOIGNY	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8524	1,8575	0,3%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,51%	12,42%	- 0,7%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,35833	2,5438	7,9%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,14393	2,3125	7,9%

AUGY	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,7124	1,8275	6,7%
Taux de la partie fixe du service (%)	13,39%	12,6%	- 5,9%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,20433	2,5108	13,9%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,00393	2,2825	13,9%

AUXERRE	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8524	1,8575	0,3%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,51%	12,42%	- 0,7%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,35833	2,5438	7,9%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,14393	2,3125	7,9%

BLEIGNY-LE-CARREAU	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,3824	1,4675	6,2%
Taux de la partie fixe du service (%)	16,08%	15,22%	- 5,3%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,84133	2,1148	14,9%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,67393	1,9225	14,8%

Le tarif			
BRANCHES	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,0124	1,9875	- 1,2%
Taux de la partie fixe du service (%)	11,63%	11,71%	0,7%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,53433	2,6868	6,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,30393	2,4425	6,0%

CHAMPS-SUR-YONNE	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,0524	2,0175	- 1,7%
Taux de la partie fixe du service (%)	11,43%	11,55%	1,1%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,57833	2,7198	5,5%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,34393	2,4725	5,5%

CHARBUY	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8224	1,8275	0,3%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,69%	12,6%	- 0,7%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,32533	2,5108	8,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,11393	2,2825	8,0%

CHEVANNES	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	0	31,62	-
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0	2,0575	-
Taux de la partie fixe du service (%)	-	11,35%	-
Prix TTC au m³ pour 120 m³	0	2,7638	-
Prix HT au m³ pour 120 m³	0	2,5125	-

COULANGES-LA-VINEUSE	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,7924	1,8075	0,8%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,87%	12,72%	- 1,2%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,29233	2,4888	8,6%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,08393	2,2625	8,6%

Le tarif			
ESCAMPS	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,6024	2,4775	- 4,8%
Taux de la partie fixe du service (%)	9,24%	9,61%	4,1%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	3,18333	3,2258	1,3%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,89393	2,9325	1,3%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,1124	2,0675	- 2,1%
Taux de la partie fixe du service (%)	11,14%	11,3%	1,5%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,64433	2,7748	4,9%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,40393	2,5225	4,9%

GURGY	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8524	1,8575	0,3%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,51%	12,42%	- 0,7%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,35833	2,5438	7,9%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,14393	2,3125	7,9%

GY-L'ÉVÊQUE	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,0424	2,0075	- 1,7%
Taux de la partie fixe du service (%)	11,48%	11,6%	1,1%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,56733	2,7088	5,5%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,33393	2,4625	5,5%

Le tarif			
IRANCY	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,4124	1,5075	6,7%
Taux de la partie fixe du service (%)	15,79%	14,88%	- 5,8%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,87433	2,1588	15,2%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,70393	1,9625	15,2%

JUSSY	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,4524	1,5475	6,5%
Taux de la partie fixe du service (%)	15,42%	14,55%	- 5,7%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,91833	2,2028	14,8%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,74393	2,0025	14,8%

LINDRY	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,4324	2,3375	- 3,9%
Taux de la partie fixe du service (%)	9,82%	10,13%	3,2%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,99633	3,0718	2,5%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,72393	2,7925	2,5%

MONÉTEAU	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8524	1,8575	0,3%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,51%	12,42%	- 0,7%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,35833	2,5438	7,9%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,14393	2,3125	7,9%

MONTIGNY-LA-RESLE	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,9524	1,9375	- 0,8%
Taux de la partie fixe du service (%)	11,94%	11,97%	0,2%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,46833	2,6318	6,6%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,24393	2,3925	6,6%

v

Le tarif			
PERRIGNY	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,7924	1,8775	4,7%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,87%	12,31%	- 4,4%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,29233	2,5658	11,9%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,08393	2,3325	11,9%

QUENNE	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,4024	1,4775	5,4%
Taux de la partie fixe du service (%)	15,88%	15,13%	- 4,7%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,86333	2,1258	14,1%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,69393	1,9325	14,1%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,1624	2,1175	- 2,1%
Taux de la partie fixe du service (%)	10,91%	11,07%	1,4%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,69933	2,8298	4,8%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,45393	2,5725	4,8%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,0724	2,0475	- 1,2%
Taux de la partie fixe du service (%)	11,33%	11,4%	0,6%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,60033	2,7528	5,9%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,36393	2,5025	5,9%

Le tarif			
VALLAN	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,2024	2,1475	- 2,5%
Taux de la partie fixe du service (%)	10,73%	10,93%	1,8%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,74333	2,8628	4,4%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,49393	2,6025	4,4%

VILLEFARGEAU	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,3524	2,2775	- 3,2%
Taux de la partie fixe du service (%)	10,12%	10,37%	2,5%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,90833	3,0058	3,4%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,64393	2,7325	3,3%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8024	1,8175	0,8%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,81%	12,66%	- 1,2%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,30333	2,4998	8,5%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,09393	2,2725	8,5%

VINCELLES	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8524	1,8475	- 0,3%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,51%	12,48%	- 0,2%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,35833	2,5328	7,4%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,14393	2,3025	7,4%

VINCELOTTES	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,78	31,62	- 0,5%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,8524	1,8475	- 0,3%
Taux de la partie fixe du service (%)	12,51%	12,48%	- 0,2%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,35833	2,5328	7,4%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,14393	2,3025	7,4%

- **LA REPARTITION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Le tableau suivant permet de mettre en évidence la part revenant à l'ensemble des acteurs (Exploitant, Collectivité, Agence de l'Eau, TVA) en prenant pour référence la facture type.

Les composantes du prix de l'assainissement				
APPOIGNY	**Dénomination**	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,88	0,89	1,1%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2144	0,2313	7,9%

AUGY	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,74	0,86	16,2%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2004	0,2283	13,9%

AUXERRE	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,88	0,89	1,1%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2144	0,2313	7,9%

BLEIGNY-LE-CARREAU	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,41	0,5	22,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,1674	0,1923	14,9%

Les composantes du prix de l'assainissement				
BRANCHES	**Dénomination**	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,04	1,02	- 1,9%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2304	0,2443	6,0%

CHAMPS-SUR-YONNE	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,08	1,05	- 2,8%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2344	0,2473	5,5%

CHARBUY	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,85	0,86	1,2%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2114	0,2283	8,0%

CHEVANNES	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	-	31,62	-
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	-	0,9675	-
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	-	1,09	-
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	-	0,1915	-
Redevances Tiers	TVA	-	0,2513	-

Les composantes du prix de l'assainissement				
COULANGES-LA-VINEUSE	**Dénomination**	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,82	0,84	2,4%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2084	0,2263	8,6%

ESCAMPS	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,63	1,51	- 7,4%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2894	0,2933	1,3%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,14	1,1	- 3,5%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2404	0,2523	5,0%

GURGY	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,88	0,89	1,1%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2144	0,2313	7,9%

Les composantes du prix de l'assainissement				
GY-L'ÉVÊQUE	**Dénomination**	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,07	1,04	- 2,8%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2334	0,2463	5,5%

IRANCY	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,44	0,54	22,7%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,1704	0,1963	15,2%

JUSSY	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,48	0,58	20,8%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,1744	0,2003	14,9%

LINDRY	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,46	1,37	- 6,2%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2724	0,2793	2,5%

Les composantes du prix de l'assainissement				
MONÉTEAU	**Dénomination**	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,88	0,89	1,1%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2144	0,2313	7,9%

MONTIGNY-LA-RESLE	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,98	0,97	- 1,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2244	0,2393	6,6%

PERRIGNY	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,82	0,91	11,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2084	0,2333	11,9%

QUENNE	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,43	0,51	18,6%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,1694	0,1933	14,1%

Les composantes du prix de l'assainissement				
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	**Dénomination**	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,19	1,15	- 3,4%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2454	0,2573	4,8%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,1	1,08	- 1,8%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2364	0,2503	5,9%

VALLAN	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,23	1,18	- 4,1%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2494	0,2603	4,4%

VILLEFARGEAU	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	1,38	1,31	- 5,1%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2644	0,2733	3,4%

Les composantes du prix de l'assainissement				
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	**Dénomination**	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,83	0,85	2,4%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2094	0,2273	8,5%

VINCELLES	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,88	0,88	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2144	0,2303	7,4%

VINCELOTTES	Dénomination	01/01/2025	01/01/2026	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement)	31,78	31,62	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation)	0,9724	0,9675	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation)	0,88	0,88	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS)	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA	0,2144	0,2303	7,4%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Le coefficient d'actualisation du prix est détaillé ci-dessous.

Evolution des révisions de la tarification				
Réseau	**Désignation**	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Eau usée	Coefficient d'indexation eaux usées	1,0593	1,0539	- 0,5%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

Les factures par commune sont en **ANNEXE**.

Comptes de la délégation



© SUEZ / Benjamin Croizet

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

4.1.1 Le CARE

CA DE L AUXERROIS Assainissement

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2025

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2024	2025	Ecart en %
PRODUITS	**7 825 531**	**7 926 197**	**1,3%**
Exploitation du service	4 279 729	4 641 404	
Collectivités et autres organismes publics	3 219 454	2 985 291	
Travaux attribués à titre exclusif	292 825	267 898	
Produits accessoires	33 523	31 604	
CHARGES	**8 239 655**	**8 064 076**	**-2,1%**
Personnel	1 168 391	1 334 325	
Energie électrique	437 660	395 134	
Produits de traitement	68 372	84 172	
Analyses	72 157	23 777	
Sous-traitance, matières et fournitures	1 047 808	1 023 677	
Impôts locaux et taxes	107 613	94 422	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	661 738	613 115	
• télécommunication, postes et télégestion	20 662	16 661	
• engins et véhicules	122 335	165 251	
• informatique	259 910	245 980	
• assurance	34 370	35 443	
• locaux	72 415	81 104	
Contribution des services centraux et recherche	152 001	163 050	
Collectivités et autres organismes publics	3 219 454	2 985 291	
Charges relatives aux renouvellements			
• fonds contractuel	906 070	875 272	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	310 040	299 499	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	51 253	54 438	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	56 350	116 382	
Rémunération du besoin en fonds de roulement	-19 253	1 523	
Résultat avant impôt	**-414 124**	**-137 879**	**66,7%**
RESULTAT	**-414 124**	**-137 879**	**66,7%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

CA DE L AUXERROIS Assainissement

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2025

Détail des produits

en €uros	2024	2025	Ecart en %
TOTAL	**7 825 531**	**7 926 197**	**1,3%**
Exploitation du service	4 279 729	4 641 404	8,5%
• Partie fixe facturée	1 073 329	1 069 593	
• Partie proportionnelle facturée	3 011 956	3 206 735	
• Pluvial facturé	158 998	161 671	
• Variation de la part estimée sur consommations	-30 008	134 998	
• Autres produits (incendie, matières de vidange...)	65 453	68 407	
Collectivités et autres organismes publics	3 219 454	2 985 291	-7,3%
• Part Collectivité	2 679 631	2 910 473	
• Redevance pour modernisation des réseaux de	539 823	-12 238	
• Redevance pour performance des systèmes	0	87 056	
Travaux attribués à titre exclusif	292 825	267 898	-8,5%
• Branchements	292 825	267 898	
Produits accessoires	33 523	31 604	-5,7%
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	0	112	
• Autres produits accessoires	33 523	31 492	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	**Date du reversement**	**Montant (€ HT)**
SURTAXE ASST - SOLDE - 1/7/2025-30/9/2025	31/10/2025	807 474,88
SURTAXE ASST - SOLDE - 1/4/2025-30/6/2025	31/07/2025	585 143,45
SURTAXE ASST DEPOTAGE - SOLDE - 1/1/2025-31/1/2025	15/06/2025	3 570,84
SURTAXE ASST - SOLDE - 1/1/2025-31/3/2025	30/04/2025	621 191,37
SURTAXE ASST - SOLDE - 1/10/2024-31/12/2024	31/01/2025	797 167,57
Total		**2 814 548,11**

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité.

4.3.1 La situation sur les installations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Nous avons réalisé les travaux de renouvellement nécessaires au bon fonctionnement des installations, conformément à nos obligations contractuelles, sur les installations suivantes :

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
APPOIGNY-PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY-RVT-Armoire électrique ARMELE	888,57
APPOIGNY-PR 2 Gué de la Pucelle - APPOIGNY-RVT-sonde radar déverssement S16b	601,42
APPOIGNY-PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY-RVT-Pompe 1	447,10
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-ascenceur boitier GSM	892,06
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-Bande palpeuse clarificateur N°1	415,06
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-Bande palpeuse clarificateur N°2	415,06
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-bobine cellule HT	1 414,08
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-capsule sonde ANISE BA N°1	711,32
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-capsule sonde ANISE BA N°2	711,32
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-démarreur pompe°2 pressurisation flottateur	565,51
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-étuve laboratoire	2 697,85
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-Garde corps fosse de curage	4 089,94
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-grappin de curage	3 745,25
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-Modification du régime de neutre cellule HT	13 121,70

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-moteur portail	1 027,07
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-motoréducteur pont clarificateur N°1	833,16
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-Onduleur principal	10 350,80
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-pompe extraction sable N°1 dessableur N°1	6 154,38
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-pompe extraction sable N°1 dessableur N°2	6 154,38
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-pompe gaveuse sortie centri N°2	1 384,31
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-pompe gaveuse sous silo boues deshydratées	2 097,75
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-pompe recirculation N°1 file 1	4 485,92
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-pompe recirculation N°3 file 2	4 485,92
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-remplacement BAES	2 165,75
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-réparation portail d'entrée	150,24
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-révision majeure centrifugeuse N°1	6 749,85
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-sonde radar amont dégrilleurs	638,39
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-sonde radar aval dégrilleurs	676,69
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-surpresseur 3-1	17 285,34
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-surpresseur 4-2	17 285,33
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-Traitement UV	26 585,95
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-variateur de fréquence surpresseur 4-2	2 791,92
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-RVT-variateur pompe n°2 poste toutes eaux	535,91
AUGY-PR Soufflot - AUGY-RVT-Télésurveillance	636,62
AUXERRE -DO 12 - Rue du Clos - AUXERRE-RVT-Télésurveillance	1 147,96
AUXERRE-BO 1 - Bd de la Chaînette - AUXERRE-RVT-Frein dégrilleur	1 279,12
AUXERRE-BO 1 - Bd de la Chaînette - AUXERRE-RVT-Moteur désodorisation	876,68
AUXERRE-BO 1 - Bd de la Chaînette - AUXERRE-RVT-RIA	1 264,65
AUXERRE-BO 1 - Bd de la Chaînette - AUXERRE-RVT-Sonde collecteur de rive	469,45
AUXERRE-BO 1 - Bd de la Chaînette - AUXERRE-RVT-Sonde de niveau compartiment Ouest	187,82
AUXERRE-DO 1 - Boulevard de la Chainette (DO C)-RVT-Sonde radar	1 592,84
AUXERRE-DO 16 - Rue Louis Richard - AUXERRE-RVT-Télésurveillance	1 147,96
AUXERRE-DO 7 Prévention Routière (DO J) - AUXERRE-RVT-Télésurveillance	1 184,36
AUXERRE-DO MAN - Rue Rouget de l'Ile / Ravel - AUXERRE-RVT-Télésurveillance	1 147,96
AUXERRE-Pluviomètre - AUXERRE-RVT-Télegestion 4G	1 075,16
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-Armoire électrique ARMELE	6 597,82

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-Clapet 1	76,47
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-clapet 2	76,47
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-Vanne 1	76,47
AUXERRE-PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE-RVT-Vanne 2	76,47
CHAMPS SUR YONNE-PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE-RVT-Télésurveillance	636,62
CHAMPS SUR YONNE-PR des Acacias - CHAMPS SUR YONNE-RVT-Télésurveillance	636,62
CHAMPS SUR YONNE-PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE-RVT-Télésurveillance	636,62
CHAMPS SUR YONNE-PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE-RVT-Pompe 1	1 735,15
CHAMPS SUR YONNE-PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE-RVT-Armoire de commande ARMELLE	5 304,97
CHAMPS SUR YONNE-PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE-RVT-Pompe 1	1 395,02
CHAMPS SUR YONNE-PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE-RVT-Armoire de commande ARMELLE	5 331,60
CHAMPS SUR YONNE-PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE-RVT-Armoire de commande ARMELLE	6 752,25
CHAMPS SUR YONNE-STEU de CHAMPS SUR YONNE-RVT-Automatisme	7 134,40
CHARBUY-PR des Maraîchers les Regains - CHARBUY-RVT-Pompe 1	578,86
CHARBUY-PR des Maraîchers les Regains - CHARBUY-RVT-pompe 2	698,85
CHARBUY-PR des Mésanges - CHARBUY-RVT-Armoire électrique ARMELE	888,57
CHEVANNES-PR 5 la Source (Maulny) - CHEVANNES-RVT-Armoire de commande	8 578,26
CHEVANNES-STEU de CHEVANNES-RVT-agitateur bassin daération	3 744,82
CHEVANNES-STEU de CHEVANNES-RVT-ballon eau industrielle	357,72
CHEVANNES-STEU de CHEVANNES-RVT-Débitmètre entrée (point A3)	804,31
CHEVANNES-STEU de CHEVANNES-RVT-motoréducteur compacteur	1 346,60
CHEVANNES-STEU de CHEVANNES-RVT-Pompe avec coffret FeCl3	4 335,28
CHEVANNES-STEU de CHEVANNES-RVT-SOFREL LT télétransmission point A2	1 049,97
CHEVANNES-STEU de CHEVANNES-RVT-tamis rotatif	1 229,20
ESCAMPS-PR du Champ du Four - Avigneau 1 - ESCAMPS-RVT-Compresseur	3 081,19
ESCAMPS-PR du Thertre - Vaumarloup - ESCAMPS-RVT-Compresseur	2 844,18
GY L EVEQUE-STEU de GY L'EVEQUE-RVT-Pompe N°2 recirculation	1 132,10
GY L EVEQUE-STEU de GY L'EVEQUE-RVT-saut à ski clarificateur	3 830,03
MONETEAU-PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU-RVT-Pompe 1	1 033,93
MONETEAU-PR 13 - Rue de Bruxelles - MONETEAU-RVT-Pompe relèvement	418,60
MONETEAU-PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU-RVT-Pompe 1	703,22
MONETEAU-PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU-RVT-Pompe 1	675,55

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
MONETEAU-PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU-RVT-Pompe 2	675,55
MONETEAU-PR 7 rue de Paris - MONETEAU-RVT-Chaines dégrilleur	8 477,33
MONETEAU-PR 7 rue de Paris - MONETEAU-RVT-Trappe d'accès dégrilleur	2 570,53
MONETEAU-PR 7 rue de Paris - MONETEAU-RVT-Ventilateur toiture	1 070,58
MONETEAU-PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU-RVT-Armoire de commande ARMELE	368,69
MONETEAU-PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU-RVT-Pompe 1	680,13
MONETEAU-PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU-RVT-Pompe 2	680,13
MONTIGNY LA RESLE-STEU de MONTIGNY LA RESLE-RVT-potence PR entrée STEU	659,87
ST BRIS LE VINEUX-STEU de SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-Automate	4 804,80
ST BRIS LE VINEUX-STEU de SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-Débitmètre entrée	750,58
ST BRIS LE VINEUX-STEU de SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-Préleveur entrée STEU	3 534,08
ST GEORGES SUR BAULCHE -DO Montboulon (Pluvial)-RVT-Télésurveillance	1 147,96
ST GEORGES SUR BAULCHE -STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Préleveur entrée STEU	3 534,08
ST GEORGES SUR BAULCHE -STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Préleveur sortie STEU	3 534,08
ST GEORGES SUR BAULCHE -STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-rouleau combiné table égouttage/presse	1 475,29
ST GEORGES SUR BAULCHE -STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-rouleaux presse à boues	2 089,63
ST GEORGES SUR BAULCHE -STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-sonde radar PR entrée	937,64
ST GEORGES SUR BAULCHE -STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-Télésurveillance	7 520,67
VALLAN-STEU VALLAN-RVT-mesure redox	801,62
VALLAN-STEU VALLAN-RVT-Onduleur	342,55
VALLAN-STEU VALLAN-RVT-Pompe relèvement eaux brutes N°1	1 112,95
VILLEFARGEAU-PR de VILLEFARGEAU-RVT-Armoire de commande ARMELLE	6 811,77
VILLEFARGEAU-PR de VILLEFARGEAU-RVT-Pompe 2	2 466,65
VILLEFARGEAU-PR Route de Lindry - MONTMERCY-RVT-Armoire de commande ARMELLE	6 221,91
VINCELLES-PR Camping - VINCELLES-RVT-Armoire de commande ARMELLE	7 926,76
VINCELLES-PR Camping - VINCELLES-RVT-Pompe 2	1 839,94
VINCELLES-PR de la Cave - VINCELLES-RVT-Pompe 1	795,33
VINCELOTTES-PR 2 rue du Moulin - VINCELOTTES-RVT-Pompe 1	473,07
TOTAL	**301 668,24**

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le Délégataire cette année sont les suivants :

Travaux neufs effectués sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Installation de protection incendie condensateur	1 611,02
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Mise en place presse laveuse	- 429,29
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Remplacement dégrilleur MVMC	13 216,41
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Remplacement laveur de sables	12 365,95
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Travaux de réhabilitation canal pré-traitement	77 432,74
APPOIGNY-STEU de l'Auxerrois - APPOIGNY-TN-Travaux préparatoires à la réhabilitation du canal	13 180,72
AUXERRE--TN-Capteurs PREBIO Campagne n°2	8 473,00
AUXERRE--TN-Sondes mobiles points noirs (10)	22 211,98
CHEVANNES-STEU de CHEVANNES-TN-Régulation aération - Sonde O2	3 066,16
CHEVANNES-STEU de CHEVANNES-TN-Régulation aération - Sonde pH	1 113,77
CHEVANNES-STEU de CHEVANNES-TN-Régulation aération - Télésurveillance	4 254,16
CHEVANNES-STEU de CHEVANNES-TN-Régulation aération - Transmetteur	3 137,25
COULANGES LA VINEUSE-STEU de COULANGES LA VINEUSE-TN-Equipement TP auto-surveillance	2 217,89
Multi-communes--TN-Installations barreaux anti chutes	12 022,50
ST GEORGES SUR BAULCHE -STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-TN-sonde O2	220,85
ST GEORGES SUR BAULCHE -STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-TN-sonde redox	184,45
ST GEORGES SUR BAULCHE -STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-TN-transmetteur chaine de mesures redox/O2	366,45
TOTAL	**174 646,01**

4.3.2 La situation sur les canalisations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Le tableau suivant présente le programme de renouvellement et de réhabilitation de réseau réalisé sur l'année :

Fonds de canalisation	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Saint – Georges sur Baulches – Chemin des petits bois – Chemisage réseau et branchement	53 888,81€
Saint-Georges sur Baulches – Rue du Moulin – Chemisage réseau et branchement	10 185,59€
Augy – Cours d'Enfer - Chemisage réseau et branchement	9 851,74€
Augy – Rue des chaumes – Renouvellement de réseau	323 017,93€
Appoigny – Rue Henri Marlot – Modification et obturation d'un branchement EP	3 228,15€
Chevannes – Promenade des prairies – Reprise de 4 regards et étanchéité	4 181,14€
Monéteau - Rue de la Commanderie – Renouvellement de réseau	5 125,03€
TOTAL	**409 478,39€**

Renouvellement et réhabilitation des réseaux (hors fonds de canalisation)	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
AUXERRE--RVT-Branchements Asst	240 919,43
AUXERRE--RVT-Accessoires de voirie	70 996,04
AUXERRE--RVT-Les Chesnez réparation collecteur EU	2 206,42
AUXERRE--RVT-36 rue Marie Noël - terrassement et réfection	3 401,11
TOTAL	**317 523,00€**

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif),
- Les investissements du domaine privé concernent des biens appartenant à SUEZ Eau France, tels que les compteurs et les équipements de télérelève, l'outillage et les équipements, les bureaux, les véhicules, le mobilier, l'informatique, etc., …

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	301 668,24
Réseaux	317 523,00
Fonds Canalisation	409 478,39
Total	**1 028 669,63**

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)			
Opération	**2023**	**2024**	**2025**
Renouvellement	89 572,40	880 882,54	1 028 669,63

- **LA SITUATION DU FONDS DE RENOUVELLEMENT**

Compte tenu du reliquat des exercices antérieurs, des dotations et des dépenses constatées, la situation du fonds de renouvellement en fin d'exercice est la suivante :

EXERCICE : 2025

En €uro Disponibilités du compte			ASSAINISSEMENT
Solde exercice précédent			226,371 €
Dotations SUEZ 2025 (actualisée)	K=	1.0593	577,095 €
Total des disponibilités			**803,465 €**
Total des imputations 2025			**619,191 €**
Solde du compte au 31/12/2025			**184,274 €**

Récapitulatif du fonds (euros courants HT)

	Item	Dotations (montant actualisé)	Imputations	Solde
2023	Renouvellement usines STEP & PR	155,162 €	55,923 €	99,239 €
	Renouvellement branchements	82,507 €	10,818 €	71,689 €
	Renouvellement équipements hydrauliques	25,460 €	20,304 €	5,156 €
	Solde fonds de renouvellement	**225,387 €**	**87,045 €**	**138,342 €**
2024	Renouvellement usines STEP & PR	340,301 €	239,398 €	100,903 €
	Renouvellement branchements	180,954 €	208,741 €	-27,787 €
	Renouvellement équipements hydrauliques	55,839 €	40,927 €	14,912 €
	Solde fonds de renouvellement	**577,095 €**	**489,066 €**	**88,028 €**
2025	Renouvellement usines STEP & PR	328,726 €	301,668 €	27,058 €
	Renouvellement branchements	174,799 €	240,919 €	-66,120 €
	Renouvellement équipements hydrauliques	53,940 €	76,604 €	-22,664 €
	Solde fonds de renouvellement	**557,465 €**	**619,191 €**	**-61,726 €**

- **FONDS DE CANALISATION**

EXERCICE : 2025

En €uro Disponibilités du compte			ASSAINISSEMENT
Solde exercice précédent			84 636 €
Dotations SUEZ 2025 (actualisées)	K=	1,05930	317 790 €
Total des disponibilités			**402 426 €**
Total des imputations 2025			**409 478 €**
Solde du compte au 31/12/2025			**-7 052 €**

Récapitulatif du fonds (euros courants HT)

Item	Dotation contractuelle de base	Dotations (montant actualisé)	Imputations	Solde
Exercice 2023	150 000 €	150 000 €	2 527 €	147 473 €
Exercice 2024	300 000 €	328 980 €	391 817 €	-62 837 €
Exercice 2025	300 000 €	317 790 €	409 478 €	-91 688 €

4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DES TRAVAUX NEUFS**

Suivi pluriannuel des travaux neufs : dépenses comptabilisées (€)			
Opération	**2023**	**2024**	**2025**
Travaux neufs	135 842,97	935 180,23	174 646,01

Votre délégataire



© SUEZ / Caroline Ablain

Depuis plus de 160 ans, SUEZ apporte des services essentiels pour protéger et améliorer la qualité de vie, face à des défis environnementaux grandissants. Le Groupe permet à ses clients de fournir l'accès à des services d'eau et de déchets, par des solutions innovantes, circulaires et résilientes. Présent dans 40 pays avec 40 000 collaborateurs, il permet également à ses clients de créer de la valeur sur l'ensemble du cycle de vie de leurs infrastructures et de leurs services et de conduire leur transition écologique en y associant leurs usagers. En 2024, SUEZ a fourni de l'eau potable à 68 millions de personnes dans le monde et des services d'assainissement à 44 millions de personnes. Le Groupe a produit 8 TWh d'énergie à partir des déchets et des eaux usées.

SUEZ en chiffres (2024)

- ➔ **9,2 milliards € de chiffre d'affaires**
- ➔ **10 centres de recherche et d'excellence (dont 8 en France, à Paris, Bordeaux et Lyon)**
- ➔ **1 300 experts (dont près de 300 chez SUEZ Eau France)**
- ➔ **10 000 usines de traitement de l'eau et des déchets dans le monde (dont respectivement 630 usines d'eau potable et 1 905 usines de traitement des eaux usées en France)**

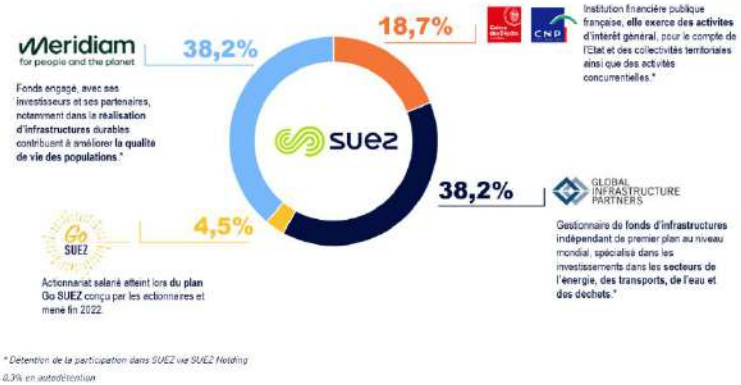
Nos métiers et nos savoir-faire contribuent par nature, et depuis toujours, à préserver l'environnement, la santé publique et apportent des services essentiels. Alors que les effets du changement climatique sont partout visibles, que les enjeux en matière de transition énergétique et sociaux sont cruciaux dans un monde fait d'incertitudes, SUEZ s'est engagé dans la mise en œuvre d'une Feuille de Route de Développement durable 2023-2027 centrée sur 3 piliers (climat, nature et social) et 24 engagements concrets qui sont évalués chaque année. Cette feuille de route développement durable vise à renforcer et amplifier notre contribution dans les territoires en structurant nos actions autour d'une ambition commune forte partout où nous opérons.

La raison d'être de SUEZ

« Unis par la passion de nos métiers, nos valeurs d'inclusion et notre sens du collectif, nous innovons pour préserver l'eau et valoriser les déchets, sous forme de matières recyclées et d'énergie.
Nous promouvons et déployons des pratiques plus sobres, des technologies plus efficaces et des solutions circulaires, pour réutiliser et faire le meilleur usage des ressources limitées de la Terre.

Au plus près des territoires, nous nous engageons pour l'humain et la planète afin de leur apporter les ressources d'un avenir commun. »

Un actionnariat qui soutient les ambitions du groupe



** Détention de la participation dans SUEZ via SUEZ Holding*
0,3% en autodétention

SUEZ est détenu par un consortium d'actionnaires solides et réputés, résolus à soutenir une stratégie ambitieuse visant à faire du Groupe un leader mondial, agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement.
Sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, le Conseil d'administration de SUEZ, lors de sa réunion du 6 juin 2025, a approuvé à l'unanimité la nomination de Xavier Girre au poste de PDG de SUEZ, à compter du 1er juillet 2025.

Cette partie décrit notre organisation ainsi que les moyens humains et matériels que nous mettons en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

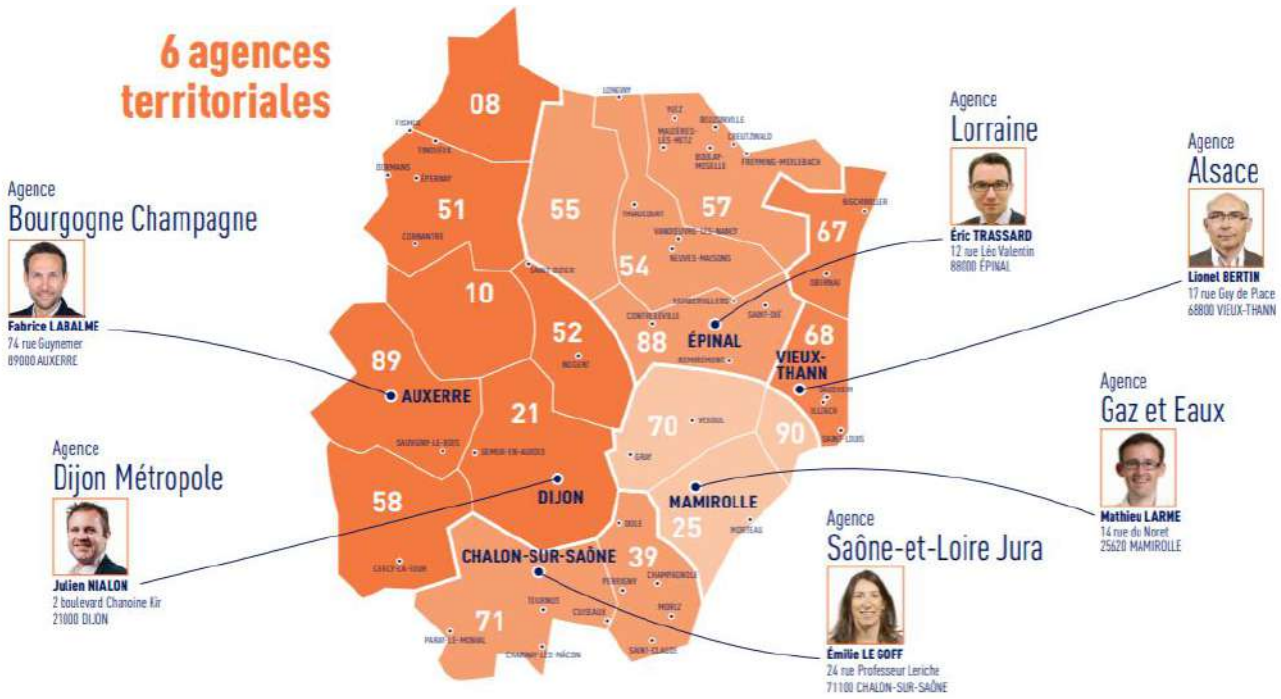
Dans la Région Est, SUEZ Eau France regroupe :

⇛ Les régions administratives Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté.

⇛ 1089 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau.

⇛ Le siège est basé à Dijon.

Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients. **6 Agences territoriales, appuyées par 7 Directions fonctionnelles,** ont la charge de la gestion des contrats : Alsace, Bourgogne Champagne, Lorraine, Dijon Métropole, Gaz & Eaux, Jura et Saône-et-Loire.





Pierre KLONINGER
Directeur Région Est

1 089
collaborateurs

Périmètre géographique

Grand Est
Bourgogne - Franche-Comté

Implantation

Le siège est basé à Dijon.Le territoire compte 43 sites d'embauche, sur 18 départements.

Centres de Pilotage VISIO

2

Clients Eau potable	Clients Assainissement	Usines d'eau potable	Stations d'épuration
492 029	448 911	360	501

Réseaux d'eau suivis en temps réels	Compteurs intelligents
29 071 km	228 238



Principaux partenaires de la Région Est

- Dijon métropole (21)
- CA de l'Auxerrois (89)
- Syndicat des Eaux et de Services Auxois-Morvan (21)
- La Ville de Dole et le Grand Dole (39)
- Syndicat Mixte du Bassin de l'Ehn (67)
- Sivom Mulhouse Sud Alsace (68)
- Saint-Louis Agglomération (68)
- Le Grand Chalon (71)
- Maconnais Beaujolais Agglomération (71)
- Epernay agglomération (51)
- Communauté urbaine du Grand Nancy (54)
- Communauté d'Agglomération de Longwy (54)
- Communauté d'Agglomération d'Épinal (88)
- Syndicat Mixte des Eaux du Winborn (57)
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (25)

Les métiers de l'activité eau concernent **le petit cycle de l'eau** :

PRODUIRE

de l'eau et protéger la ressource

DISTRIBUER

l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs

COLLECTER & ASSAINIR

les eaux usées pour les rendre propres à la nature

Dans la Région Est, SUEZ imagine **des solutions innovantes** pour accompagner ses clients dans le **passage** d'un modèle linéaire qui surconsomme les ressources **à une économie circulaire qui les recycle et les valorise.**

Valoriser et préserver la ressource

MEISTRATZHEIM (67), du jus de choucroute et des boues pour faire de l'énergie

La Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) du Bassin de l'Ehn à Meistratzheim (67) est équipée d'une unité de production d'énergie avec deux méthaniseurs, l'un dédié aux jus de choucroute des producteurs de la région, l'autre aux boues de la STEU. Le biogaz permet d'alimenter des chaudières et assure les besoins thermiques du site (locaux, séchage des boues, maintien en temps des digesteurs…). L'excédent de cette énergie est réinjecté dans le réseau électrique grâce à une cogénération. La station produit chaque année l'équivalent de la consommation énergétique annuelle de 2200 personnes.



Dijon (21), injecter du biométhane issu des eaux usées directement dans le réseau de gaz naturel



Mise en service en 2007, la station de traitement des eaux usées eauvitale de Dijon-Longvic est une solution concrète aux enjeux d'assainissement de l'eau et de développement durable auxquels doit faire face la Métropole de Dijon. Sur un site de 12 hectares, l'usine dotée de procédés performants traite les eaux usées de l'équivalent de 400 000 habitants pour les rejeter propres dans le Suzon, puis dans l'Ouche.
En avril 2023, la station d'épuration eauvitale est devenue une station "ressource" avec l'inauguration d'une usine de méthanisation pour produire du gaz vert à partir des boues et offrir une solution à la fois écologique et économique aux boues issues d'épuration. Près de 10 GWh/an de biométhane sont ainsi injectés dans le réseau de gaz naturel de la Métropole, soit l'équivalent de la consommation de 4 000 logements. Ce sont plus de 300 tonnes d'émissions de CO_2 par an qui sont évitées.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude et chaleur

- **74 % des besoins en chaleur** des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse (68) sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- **A Chenôve** (21), où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- **A la piscine des Grésilles de Dijon** (21) ou au **Centre Nautique de Chalon-sur-Saône** (71), où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins

Innover

Pour rendre la ville plus intelligente

- **Accompagner Dijon métropole vers la métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- 228 238 compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable.
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protection adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa Assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'Economie Mixte à OPération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.
En avril 2021, c'est à Dijon qu'est née la 1ère SEMOP multiservices de France nommée Odivea. Elle regroupe au sein d'un seul et même contrat à la fois à la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement, pour 220 000 habitants de 15 des 23 communes de Dijon métropole.



Être un partenaire responsable du territoire

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

- ✓ Programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec l'association alsacienne Initiatives Durables, fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable.

Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ SUEZ a signé La « charte de l'engagement solidaire » qui repose sur 2 dispositifs pour encourager et faciliter l'engagement des collaborateurs auprès d'une association, d'une cause qui leur est chère : un « crédit temps solidaire » de 2 jours par an pour tous les salariés du Groupe en France, et « une mission de transition aménagée de fin de carrière » pour les salariés proches de la retraite. Au sein de la Région Est, c'est ainsi **1 089** collaborateurs qui bénéficient de ce « crédit de temps solidaire » soit potentiellement **2 246 jours** et **15 722 heures** de bénévolat **au profit d'associations locales**.
- ✓ FACE iliha : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.
- ✓ Une formation de constructeur de réseaux de canalisations de travaux publics : SUEZ a créé une formation qualifiante CAP constructeur de réseaux de canalisations de travaux publics qui prépare au métier d'opérateur réseaux eau potable et assainissement avec le GRETA Jura. L'objectif est de permettre aux adultes qui le souhaitent de bénéficier d'une formation qualifiante et diplômante tout en répondant aux offres d'emploi des collectivités et des entreprises souhaitant recruter dans les domaines de l'eau et d'assainissement. Avec plus de 150 personnes diplômées depuis 2004, SUEZ s'engage pour la formation et l'insertion.
- ✓ Une formation de Technicien de Maintenance adaptée aux métiers de l'eau : SUEZ, le pôle formation UIMM Bourgogne 21-71 et le Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) de Saône-et-Loire industrie se sont associés en 2019 pour créer une nouvelle formation qualifiante avec la remise d'un Certificat de Qualification Paritaire de la Métallurgie (CQPM). L'objectif est de former les futurs professionnels des métiers de l'eau pour déployer leur employabilité sur le territoire du Grand Chalon et des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est.



5.1.2 Nos moyens logistiques

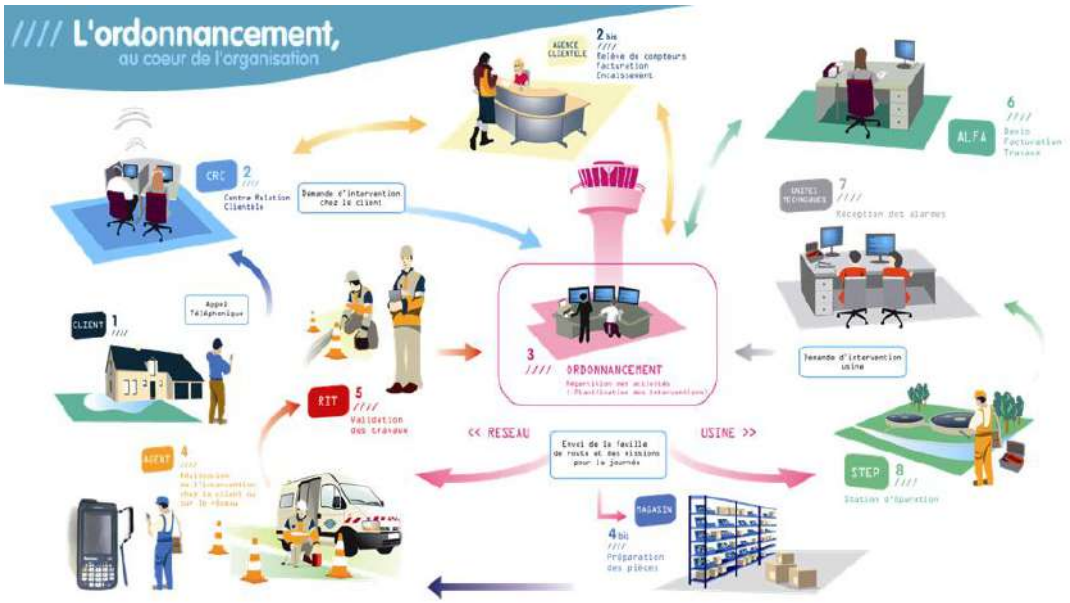
Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux avec terrassement et d'exploitation, interventions curatives…).

Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système de gestion des interventions. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines, des sous-traitants, des véhicules, des engins et des matériels requis. Il permet :

- D'organiser le travail de nos agents,
- De suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- De répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- D'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'information intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et qui leur permettent la consultation des plans … Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- Une optimisation des moyens disponibles (personnel, sous-traitants, engins, matériels, etc),
- Une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, logistique, etc…),
- Une communication facilitée avec les collectivités.

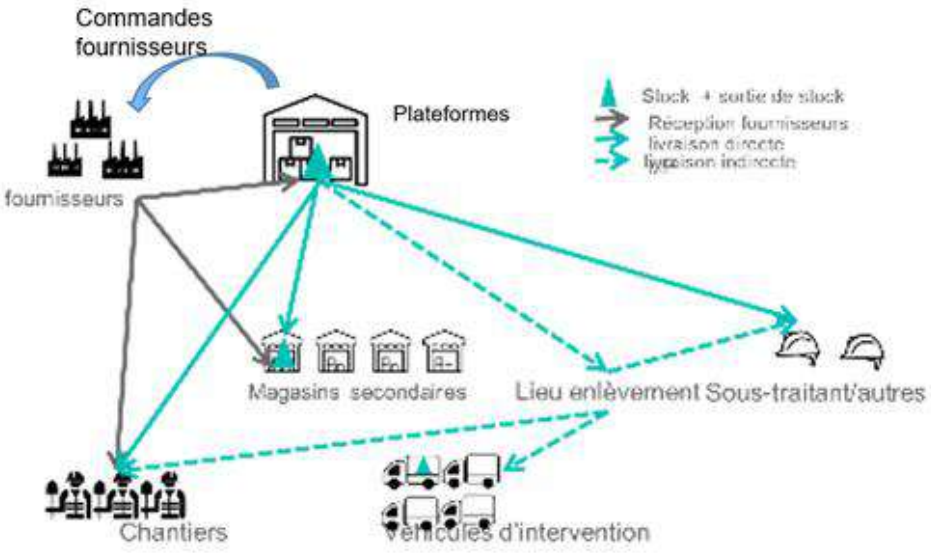


L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes des plateformes logistiques.
Ces 4 plateformes réparties sur le territoire ont industrialisé la supply chain en approvisionnant, stockant, préparant et expédiant les matériels référencés par la Direction des Achats. Un système d'information « LOG'Eau », dédié aux flux logistiques de pièces a été mis en œuvre.
Les expéditions concernent :

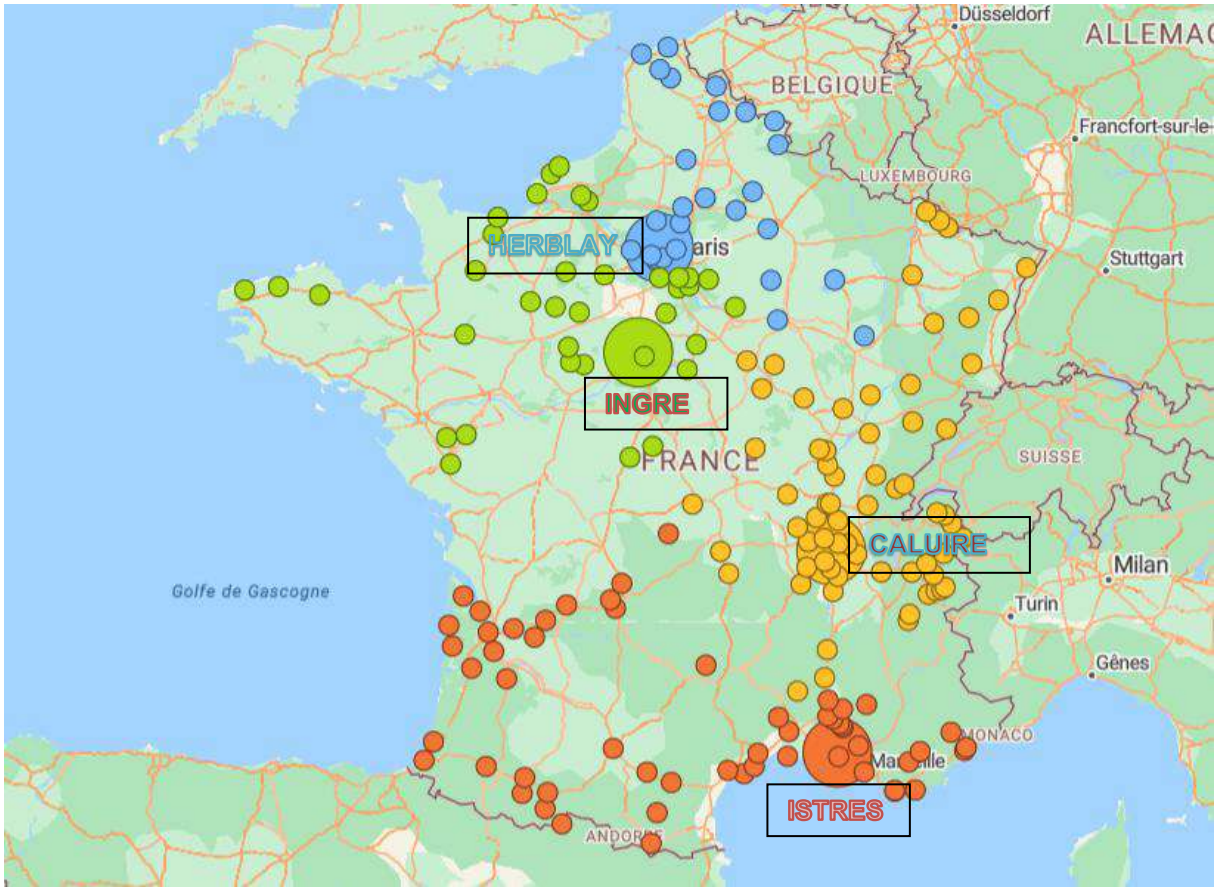
- D'une part des commandes spécifiques exprimées dans LOG'Eau pour des branchements ou chantiers,
- D'autre part des réassorts automatiques de dotations de magasin de proximité en région ou de dotations véhicules, basés sur les déclarations de sorties des agents sur leurs tablettes.

Les livraisons planifiées par les plateformes permettent d'approvisionner les commandes en amont de la date de réalisation et de maintenir à niveau les stocks des magasins de proximité au plus près des exploitants, pour répondre aux aléas de chantier.

Les stocks des véhicules permettent la réalisation d'interventions plus rapide, sans retour nécessaire à la base.
Des stocks stratégiques complètent les stocks de proximité en régions permettant d'avoir à disposition permanente les pièces indispensables au maintien du service aux clients.



La carte ci-dessous présente l'implantation géographique des 4 plateformes logistiques et des magasins de proximité, qui sont au nombre de 200 environ.



5.2 Notre système de management

Le système de management de SUEZ Eau France est certifié ISO 9001 – ISO 14001 – ISO 50001 sur tout le territoire national, et pour toutes nos activités :

- Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
- Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
- Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
- Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
- Gestion des services à la clientèle
- Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
- Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers.

Notre système national permet à nos clients de bénéficier du savoir-faire de SUEZ :

- **Des standards d'exploitation de haut niveau et régulièrement enrichis** par l'expérience collective et l'expertise de nos centres de recherche et d'innovation ;

- **Un dispositif d'entretien des compétences des collaborateurs,** intégrant les évolutions techniques, technologiques et digitales dans nos métiers ;

- **Un processus de veille réglementaire exhaustif et rigoureux**, qui nous permet d'identifier et anticiper les évolutions réglementaires ;

- **Une organisation de préparation à la gestion des situations d'urgence** permettant de maîtriser les risques et assurer la continuité d'activité face aux crises de plus en plus fréquentes.

A partir de ce socle commun, nos équipes régionales s'attachent à prendre en compte les spécificités de chaque territoire afin d'adapter au mieux nos activités aux attentes de nos clients et à leurs enjeux techniques, environnementaux et sociétaux

Notre ambition est de transformer la gestion de l'eau et d'être le leader de référence pour bâtir avec nos clients un avenir plus durable pour l'humain, la nature et la planète.

Nos certificats ISO 9001-14001-50001 ont été renouvelés en décembre 2024 pour une période de 3 ans.

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001

LRQA

Certificat en cours : 2 Décembre 2024
Date d'expiration : 1 Décembre 2027
Numéro de certificat : 10658222

Première(s) approbation(s) :
ISO 9001 - 27 Avril 2004

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 9001:2015

Numéro(s) d 'approbation : ISO 9001 – 0031282

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

1. Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
2. Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
3. Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
4. Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
5. Gestion des services à la clientèle
6. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
7. Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers

Marta Escudero

Regional Director, Europe

Emis par : LRQA Limited

UKAS MANAGEMENT SYSTEMS 0021

LRQA Group Limited, its affiliates and subsidiaries and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as 'LRQA'. LRQA assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or howsoever provided, unless that person has signed a contract with the relevant LRQA entity for the provision of this information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.
Issued by: LRQA Limited, 1 Trinity Park, Bickenhill Lane, Birmingham B37 7ES, United Kingdom

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001



LRQA

Certificat en cours : 2 Décembre 2024
Date d'expiration : 1 Décembre 2027
Numéro de certificat : 10658224

Première(s) approbation(s) :
ISO 50001 - 2 Décembre 2015

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 50001:2018

Numéro(s) d 'approbation : ISO 50001 – 00028376

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

1. Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
2. Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
3. Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
4. Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
5. Gestion des services à la clientèle
6. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
7. Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers

Marta Escudero

Regional Director, Europe

Emis par : LRQA Limited

UKAS MANAGEMENT SYSTEMS 0001

LRQA Group Limited, its affiliates and subsidiaries and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as 'LRQA'. LRQA assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or howsoever provided, unless that person has signed a contract with the relevant LRQA entity for the provision of this information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.
Issued by: LRQA Limited, 1 Trinity Park, Bickenhill Lane, Birmingham B37 7ES, United Kingdom

NOTRE CERTIFICAT ISO 14001

LRQA

Certificat en cours : 2 Décembre 2024
Date d'expiration : 1 Décembre 2027
Numéro de certificat : 10658223

Première(s) approbation(s) :
ISO 14001 - 27 Avril 2004

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

Tour CB21 - 16 place de l'Iris, PB00130, 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 14001:2015

Numéro(s) d 'approbation : ISO 14001 – 0079623

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

1. Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
2. Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
3. Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
4. Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
5. Gestion des services à la clientèle
6. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
7. Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers

Marta Escudero

Regional Director, Europe

Emis par : LRQA Limited

UKAS MANAGEMENT SYSTEMS 0001

LRQA Group Limited, its affiliates and subsidiaries and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as 'LRQA'. LRQA assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or howsoever provided, unless that person has signed a contract with the relevant LRQA entity for the provision of this information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.
Issued by: LRQA Limited, 1 Trinity Park, Bickenhill Lane, Birmingham B37 7ES, United Kingdom

6 Glossaire



© SUEZ / Abdellah Benzamia / Benzprod

PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fonds de Solidarité Logement.

- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné ou l'installation d'assainissement autonome).

- **Assainissement non collectif (ANC) ou autonome**
  L'assainissement non collectif est parfois appelé autonome ou individuel. Il désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

- **Assainissement collectif**
  L'assainissement collectif est le mode d'assainissement qui regroupe les infrastructures publiques de collecte (branchements), transport (collecteurs) et traitement centralisé (stations d'épuration et ouvrages de prétraitement physique). Les effluents sont collectés et transportés à l'échelle d'une ou de plusieurs collectivités ou quartiers.

- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

- **Avaloir**
  Ouverture destinée à recueillir les eaux de ruissellement et à les évacuer à l'égout.

B

- **Branchement assainissement**
  Canalisation ou raccordement, en général enterré, destiné à véhiculer les eaux usées et/ou les eaux pluviales depuis l'origine (point d'entrée) jusqu'au collecteur (d'après le paragraphe 3.6 de la NF EN 752-1).

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Collecteur**
  Canalisation ou tout autre ouvrage habituellement enterré, destiné à véhiculer des eaux usées et/ou des eaux pluviales (d'après la NF EN 752-1).

- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation à permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.

- **Commission départementale Solidarité Eau**
  Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.

- **Curage**
  Opération de nettoyage ou de désobstruction d'un collecteur, avec extraction de matières, incluant l'utilisation de la haute pression. Il peut être **préventif** (avant problème) ou **curatif** (pour résoudre le problème).

D

- **DBO5**
  Demande Biologique/Biochimique en oxygène pour 5 jours. La DBO est la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes présents dans un milieu pour oxyder (dégrader) les substances organiques contenues dans un échantillon d'eau maintenu à 20° C et dans l'obscurité, pendant 5 jours.

- **DCO**
  Demande chimique en oxygène : indicateur de pollution correspondant à la quantité d'oxygène consommée pour oxyder les matières biodégradables et non biodégradables.

- **Désobstruction**
  Opération de débouchage d'un collecteur, par curage ou par chasse.

E

- **Eaux pluviales**
  Eaux provenant des précipitations, qui ne se sont pas infiltrées dans le sol et qui sont recueillies dans le réseau d'assainissement directement depuis le sol ou depuis les surfaces extérieures des bâtiments (d'après la NF EN 752-1).

- **Eaux résiduaires ou eaux usées**
  Eaux modifiées par l'usage qui en a été fait et rejetées dans un réseau d'évacuation ou d'assainissement ou vers des ouvrages d'assainissement autonome.

- **Eaux usées domestiques**
  Eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bain, toilettes et installations similaires, en résumé provenant des usages domestiques dans une maison (NF EN 752-1).

- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'en effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).

- **Enquête de conformité**
  Une enquête de conformité, permet d'établir un diagnostic vérifiant que :
  - les eaux usées d'une habitation sont directement raccordées au réseau public d'eaux usées (sans fosse, ni rétention).
  - les eaux pluviales de l'habitation sont gérées sur la parcelle ou exceptionnellement raccordées au réseau public d'eaux pluviales.

- **Equivalent-habitant (EqHab)**
  L'équivalent-habitant est une unité de mesure permettant de quantifier la charge brute de pollution organique, 1 EqHab= 60 g de DBO5.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.

- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Inspection télévisée**
  L'inspection télévisée (à l'aide de caméra vidéo) des canalisations est utilisée pour la détection de fuites, des obstructions et la vérification enregistrée de l'état du conduit. Le passage de la caméra vidéo dans les canalisations se fait par poussée manuelle, jusqu'à une longueur suffisante pour une inspection totale des canalisations.
  L'écran visualise l'état du conduit. La distance parcourue par le câble et le détecteur par signal acoustique localise très précisément l'endroit de l'anomalie. En cas d'intervention nécessaire, les travaux de démolition sont limités à la zone concernée, ce qui amène des économies très substantielles du coût d'intervention.

- **ISDND**
  Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (correspondant à l'ancienne dénomination CET de classe 2).

M

- **MES**
  Matières en suspension : quantité de matière récupérée par filtration sur tamis, elle caractérise la pollution particulaire ou non dissoute.

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **NK**
  Azote Kjeldahl : quantité d'azote présente dans un effluent sous forme ammoniacale (NH4) et organique, mais n'incluant pas les formes nitrates (NO3) ou nitrite (NO2). Il ne s'agit pas de l'azote total (global) exprimé en :

  NGL = NK + NO2 + NO3

- **Nombre d'abonnements**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).

- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

O

- **Ouvrage assainissement**
  Ouvrage connecté au réseau d'assainissement et permettant la captation ou le stockage des eaux usées ou pluviales : avaloirs, grilles, déversoirs d'orage, déshuileurs, dessableurs.

- **Ouvrages de prétraitement**
  Le prétraitement a pour objectif d'éliminer les éléments les plus grossiers, susceptibles de gêner les traitements ultérieurs et d'endommager les équipements. Il s'agit des déchets volumineux (dégrillage), des sables et graviers (dessablage), des graisses et huiles (dégraissage et déshuilage).
  Au cours du **dégrillage**, les eaux usées passent au travers d'une grille dont les barreaux, plus ou moins espacés, retiennent les matières les plus volumineuses. Ces éléments sont ensuite éliminés avec les ordures ménagères.
  Le **dessablage** débarrasse les eaux usées des sables et des graisses par sédimentation. L'écoulement de l'eau à une vitesse réduite dans un bassin appelé "dessableurs" entraîne leur dépôt au fond de l'ouvrage. Ces particules sont ensuite aspirées par une pompe. Les sables récupérés sont essorés, puis lavés avant d'être soit envoyés en décharge, soit réutilisés, selon la qualité du lavage.
  Le **dégraissage** vise à éliminer la présence de graisses dans les eaux usées, graisses qui peuvent gêner l'efficacité des traitements biologiques intervenant ensuite. Le dégraissage s'effectue par flottation. L'injection d'air au fond de l'ouvrage permet la remontée en surface des corps gras. Les graisses sont raclées à la surface, puis stockées avant d'être éliminées (mise en décharge ou incinération). Elles peuvent aussi faire l'objet d'un traitement biologique spécifique au sein de la station d'épuration.

P

- **pH**
  potentiel Hydrogène : mesure l'acidité d'une eau (pH inférieur à 7).

- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prétraitement**
  Premiers procédés de traitement de l'eau sur une usine pour éliminer les éléments grossiers les plus faciles à retenir (dégrillage, tamisage, dessablage, …).

- **P total**
  Phosphore total provenant essentiellement des lessives dans les effluents sanitaires urbains

- **PO_4**
  Phosphate : forme oxydée dissoute du phosphore.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Réseau de collecte des eaux pluviales**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire les eaux de pluie jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué des avaloirs, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau de collecte des eaux usées**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de

dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau séparatif**
  Le système séparatif consiste à affecter un réseau à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) et avec des réserves, certains effluents industriels. On parle dans ce cas de réseau Eaux Usées (EU). L'évacuation de toutes les eaux de toitures, de chaussées, de ruissellement et de drainage est assurée par un autre réseau que l'on appelle le réseau Eaux Pluviales (EP).

- **Réseau unitaire**
  Dans ce cas, un seul réseau collecte dans la même canalisation les eaux pluviales EP et les eaux usées EU.

- **Réseau de rejet industriel**
  Réseau de collecte des émissions de substances d'origine industrielle dans l'eau.

- **Réseau de trop-plein**
  C'est un réseau de collecte secondaire des eaux pluviales qui est utilisé en cas de forte pluie. Il permet de procéder à un délestage, c'est-à-dire à un déversement du trop-plein d'eaux usées dans le milieu naturel.

S

- **Service**
  Au sens du présent document, on entend par "service" le périmètre confié par l'autorité organisatrice à un opérateur unique. Les missions assurées peuvent être pour un service d'eau potable la production, le transfert et la distribution et pour un service d'assainissement la collecte, le transport, la dépollution et le cas échéant l'assainissement non collectif. A ces missions s'ajoute en général la gestion des abonnés.

- **Station de traitement des eaux usées (ou station d'épuration ou usine de dépollution)**
  Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

- **Système d'assainissement**
  Un système d'assainissement est composé d'un système de collecte et d'un système de traitement. Il comprend donc l'ensemble des ouvrages destinés à collecter, transporter et traiter les eaux usées et les eaux pluviales.

- **Système de collecte**
  Le système de collecte désigne le réseau de canalisations qui recueille et achemine les eaux usées et pluviales depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, jusqu'aux points de rejets dans le milieu naturel ou dans le système de traitement (stations d'épuration). Il comprend les déversoirs d'orage, les ouvrages de rétention et de traitement des eaux de surverse situés sur ce réseau.

T

- **Traitement des boues**
  Ensemble des procédés destinés à rendre les boues des stations d'épuration conformes aux normes environnementales, aux réglementations sur l'utilisation des sols ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Ces traitements ne réduisent pas seulement le volume des résidus, mais stabilisent et transforment également ces derniers en composants acceptables sur le plan environnemental et en produits dérivés utiles. Le traitement tertiaire inclut par exemple le conditionnement chimique, la désinfection, la filtration sous pression, la filtration à vide, la centrifugation et l'incinération. Il est possible de classer le traitement des eaux usées et le traitement des boues dans des catégories différentes, à savoir le traitement secondaire pour les eaux usées et le traitement tertiaire pour les boues d'épuration.

- **Traitement des eaux usées**
  Ensembles des procédés visant à rendre les eaux usées conformes aux normes environnementales en vigueur ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Pour calculer le volume total des eaux usées traitées, il convient de ne tenir compte que du type de traitement le plus poussé auquel ces eaux ont été soumises.

V

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard…).

INDICATEURS DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 17, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (code D201.0)**
  Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (code D202.0)**
  Cet indicateur recense le nombre d'autorisations de rejets d'effluents non domestiques dans le réseau délivrées par la collectivité qui gère le service d'assainissement.

- **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (code D203.0)**
  Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

  Formule = somme des tonnages total des boues évacuées par ouvrage

- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D204.0)**
  Le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la sensibilité du milieu récepteur, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement.
  Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (rejet en rivière), ainsi que la TVA.
  Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

2. Indicateurs de performance

- **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (code P201.1)**
  Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résidant en zone d'assainissement collectif.

  Formule = nombre d'abonnés/nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectifx100

- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (code P202.2B)**
  Cet indicateur évalue, sur une échelle de **0 à 120**, à la fois :
  - le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
  - l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuel du service d'assainissement collectif. Le plan des réseaux est considéré comme complet s'il couvre au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte ou s'il couvre 95 % des branchements ou abonnés du service.

  Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :
  - les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
  - les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

  Partie A : plan des réseaux (15 points)
  - **10 points** : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...) et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement.
  - **5 points** : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises.

  Partie B : inventaire des réseaux (30 points)

- **10 points** acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
  - **existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.
  - **la procédure de mise à jour du plan des réseaux** est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **de 0 à 15 points supplémentaires** : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.

Partie C : informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

- **10 points supplémentaires** : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **10 points supplémentaires** : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, …).
- **10 points supplémentaires** : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.
- **10 points supplémentaires** : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item).
- **10 points supplémentaires** : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...).
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

- **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P203.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P204.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P205.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (code P206.3)**
  Cet indicateur mesure en pourcentage, la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

  Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

  Formule = quantité des boues admises par une filière conforme/tonnage total des boues évacuées

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P207.0)**

Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.

Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/volume facturé

- **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (code P251.1)**
  Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis.

  Formule = nombre d'inondations dans les locaux de l'usager/nombre d'habitants desservisx1000

- **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (code P252.2)**
  L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

  Formule = nombre de points noirs/linéaire de réseau hors branchementsx100

- **Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (code P253.2)**
  Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'assainissement collectif par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

  Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20

- **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (code P254.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.

  Formule = nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes/nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire

- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (code P255.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel, rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution, …).

  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

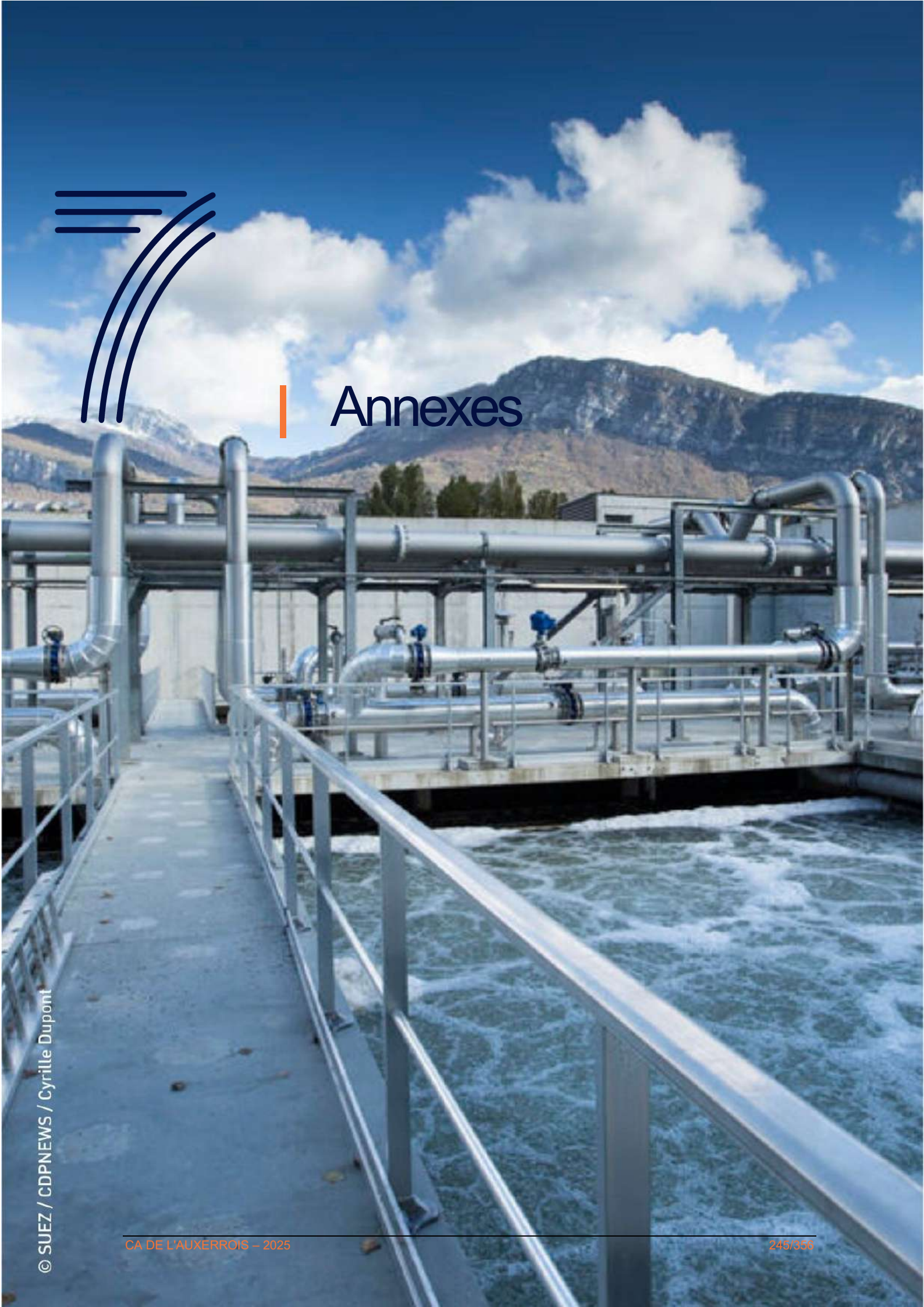
  A – Éléments communs à tous les types de réseaux (points accordés si existant)
  - **20 points** : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…).
  - **10 points** : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés).
  - **20 points** : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement.
  - **30 points** : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur.

  B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (points accordés si A = 80)
  - **10 points** : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant à minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

  C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes (points accordés si existant si A=80)
  - **10 points** : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.

- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P257.0)**
  Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

Annexes



© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

7.1 Synthèse réglementaire

7.1.1 La synthèse des évolutions réglementaires

ACTUALITE MARQUANTE EN COMMANDE PUBLIQUE

Décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050854463
Il proroge jusqu'au 31 décembre 2025 **le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes**.

Décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050872401
Le décret apporte **des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics**.

- Il relève à 300 000 euros hors taxes le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence pour les marchés innovants de défense ou de sécurité.
- Il prévoit les conditions dans lesquelles un groupement peut être constitué et sa composition modifiée dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue.
- Le décret relève la part minimale que le titulaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans dans le cadre des marchés globaux, des marchés de partenariat et des contrats de concession.
- Il abaisse de 5 % à 3 % le montant maximum de la retenue de garantie pour les marchés publics conclus par certains acheteurs avec une petite ou moyenne entreprise.
- Enfin, il intègre les mesures règlementaires d'application de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte s'agissant de la possibilité pour une entité adjudicatrice de rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne.

ACTUALITE MARQUANTE POUR LA GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n°2024-787 du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925412
Le décret relatif à la réforme des redevances des agences de l'eau prévoit, **la suppression des dispositions relatives aux redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte et la création de nouvelles dispositions d'application des futures redevances sur la consommation d'eau potable, pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement**.
Le décret modifie les textes applicables aux redevances pour pollution de l'eau des industriels non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées, pour pollution de l'eau par les activités d'élevage, pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollutions diffuses. Ces modifications servent principalement à corriger les textes en apportant des précisions dans les modalités de mise en œuvre.
Le décret modifie les modalités de déclaration, de versement et de recouvrement de certaines redevances ainsi que les textes relatifs à l'application de la réforme des redevances pour les offices de l'eau.

Directive européenne 2024-3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU 2)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202403019
Elle est entrée en vigueur le 1er janvier 2025. Chaque Etat Membre dispose désormais d'un délai maximal de 31 mois (soit le 31/07/2027 au plus tard) pour transposer ce texte en droit français et définir ainsi les obligations au niveau national en vue de respecter les objectifs fixés par la directive ou intégrer certaines obligations de la directive quand elles sont détaillées et précises.
Cette nouvelle directive renforce graduellement les exigences de traitement des eaux avant rejet, en fonction de la capacité des stations, soumet les industries pharmaceutique et cosmétique à la responsabilité élargie des producteurs à l'égard des micropolluants et fixe à l'ensemble des stations d'épuration traitant une charge supérieure à 10.000 EH un objectif de neutralité énergétique à atteindre fin 2045 au plus tard.

7.1.2 Les évolutions réglementaires

COMMANDE PUBLIQUE

Décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049184670
Publics concernés : l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements.
Objet : décret pris en application de l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi « AGEC »). Pour rappel, celui-ci impose à l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements d'acquérir annuellement une proportion minimum de biens réemployés, réutilisés ou intégrant des matières recyclées.
Le décret détaille l'obligation, pour les acheteurs publics, d'intégrer à leurs achats des produits issus de l'économie circulaire (réemploi, réutilisation ou intégration des matières recyclées). Il précise les moyens d'acquisitions des biens. Il permet tout d'abord la prise en compte des biens acquis dans des marchés mixtes (fournitures, services et travaux) mais également via des dons. Il intègre également de nouvelles catégories de produits, et fixe des proportions minimales issus du réemploi ou de la réutilisation. L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements devront déclarer la part de leurs dépenses annuelles des biens acquis sur le portail national des données ouvertes.
Entrée en vigueur : 1er juillet 2024.

Arrêté du 18 mars 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049309683
Arrêté du 18 mars 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049309667
Publics concernés : acheteurs publics soumis au code de la commande publique.
Objet : soumission des actes d'exécution au régime des données essentielles.
Les données essentielles relatives, pour les marchés publics, aux actes spéciaux de sous-traitance, aux actes de sous-traitance modificatifs et aux modifications qui se rapportent aux marchés publics notifiés avant le 1er janvier 2024 et, pour les contrats de concession, aux modifications et aux données d'exécution qui se rapportent aux contrats de concession conclus avant le 1er janvier 2024 doivent être transmises et publiées dans les conditions fixées par les arrêtés du 22 décembre 2022.
Entrée en vigueur : 1er mai 2024.

Décret n° 2024-308 du 4 avril 2024 relatif au contrôle du coût de revient des marchés de défense ou de sécurité de l'Etat et de ses établissements publics
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049366872
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : contrôle du coût de revient des marchés de défense ou de sécurité de l'Etat et de ses établissements publics.
Le contrôle du coût de revient concerne les marchés conclus par l'État ou ses établissements publics pour lesquels la spécialité des techniques, le petit nombre de candidats possédant la compétence requise, des motifs de secret ou des raisons d'urgence impérieuse ou de crise ne permettent pas de faire appel à la concurrence ou de la faire jouer efficacement. S'agissant des marchés de défense ou de sécurité de l'État et de ses établissements publics, le décret du 4 avril 2024 précise la forme selon laquelle les opérateurs économiques sont tenus de présenter leurs éléments techniques et comptables dans le cadre de ce contrôle, tout en définissant la nature des charges comprises dans la détermination de ce coût et des modalités de leur comptabilisation.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Décret du 16 juillet 2024 pris en application de l'article 191 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050001045
Publics concernés : les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux de plus de 3 500 habitants qui appliquent le régime budgétaire et comptable prévu aux articles L. 5217-10-1 à L. 5217-10-15 et L. 5217-12-2 à L. 5217-12-5 du code général des collectivités territoriales, la ville de Paris, la métropole de Lyon, la collectivité de Corse, la collectivité territoriale de Guyane et la collectivité territoriale de Martinique.
Objet : budget pour la transition écologique.
Le compte administratif ou le compte financier unique des collectivités territoriales doit comporter un état annexé intitulé « Impact du budget pour la transition écologique », à compter de l'exercice 2024.
Cet état présente les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable pour les marchés de travaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050854463
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : proroge jusqu'au 31 décembre 2025 le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication et s'applique aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2025.

Décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050872401
Publics concernés : acheteurs publics, autorités concédantes et opérateurs économiques.
Objet : modification du code de la commande publique et simplification du droit de la commande publique
Le décret apporte des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics.

- Groupements
  - Dans le cadre de procédures négociées ou procédures incluant une phase de dialogue, l'acheteur peut autoriser le candidat qui en fait la demande à se constituer en groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché,
    - Avec un ou plusieurs des candidats invités à négocier ou à participer au dialogue
    - Ou un ou plusieurs des opérateurs économiques aux capacités desquels il a eu recours,

Si les conditions suivantes sont satisfaites :

    - Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
    - La constitution d'un groupement ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.
  - L'acheteur ne peut exiger que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution du marché que lorsque cela est nécessaire à sa bonne exécution.
- Accès des PME à la commande publique
  - Le montant maximum de la retenue de garantie est réduit de 5 % à 3 % pour les marchés publics de certains acheteurs (l'Etat, les établissements publics administratifs de l'Etat, autres que les établissements publics de santé, dont les charges de fonctionnement annuelles sont supérieures à 60 millions d'euros ainsi que les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, dont les dépenses de fonctionnement annuelles sont supérieures à 60 millions d'euros) dont le titulaire est une PME.
  - La part minimale que le titulaire d'un marché global, d'un marché de partenariat ou d'un contrat de concession doit/peut (contrats de concession) confier à des PME ou artisans est relevé à 20 %.
- Avance
  - Le seuil de 80 % du montant HT du marché à compter duquel l'avance versée devait avoir été remboursée est supprimé
- Marchés innovants de défense ou de sécurité
  - Le seuil de dispense de publicité et mise en concurrence préalables pour les marchés innovants de défense ou de sécurité est relevé à 300 000 euros HT. Ces dispositions sont également applicables aux « petits » lots, c'est-à-dire aux lots dont le montant est inférieur à 80 000 euros hors taxes pour des fournitures ou des services innovants ou à 100 000 euros hors taxes pour des travaux innovants.
- Accords-cadres à bons de commande
  - Il est désormais possible de conclure un accord-cadre comportant une partie à bons de commande et une partie avec des marchés subséquents à condition que cela ait été annoncé au sein des documents de la consultation.
- Mise en œuvre de la loi industrie verte
  - Les entités adjudicatrices peuvent désormais rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne, sous certaines conditions.

Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication ; les dispositions du décret s'appliquent aux marchés publics et aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2025.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Factures
Arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050407221#:~:text=Elle%20vise%20%C3%A0%20promouvoir%20une,de%20polluants%20dans%20le%20milieu
Publics concernés : les services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées, qu'ils soient publics, si la gestion est assurée en régie, ou privés, si elle est déléguée à un opérateur privé ; les services en charge de l'assainissement des eaux usées.
Objet : modifier les sous-rubriques de la présentation des factures d'eau pour les rubriques « Organismes publics » et « Distribution de l'eau et Collecte et traitement des eaux usées ».
Il vise à modifier des rubriques des factures d'eau. Ces modifications s'inscrivent dans le cadre du chantier de la réforme des redevances des agences de l'eau prévues par la loi de finances pour 2024 (article 101). Elle vise à promouvoir une meilleure performance des services d'eau et d'assainissement pour inciter les collectivités gestionnaires à améliorer leurs infrastructures et ainsi réduire les fuites d'eau potable et les rejets de polluants dans le milieu. La réforme substitue les actuelles redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte à une redevance de rendement sur la consommation d'eau potable et de deux redevances incitatives sur la performance des services d'eau potable et d'assainissement collectif. Le présent arrêté met simplement en coordination la présentation des factures d'eau avec cette réforme.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2025, en cohérence avec l'entrée en vigueur de la réforme de la redevance des agences de l'eau.

Redevance
Décret n°2024-787du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925412
Publics concernés : agences de l'eau, collectivités, usagers des services d'eau potable et d'assainissement, exploitants agricoles, énergéticiens, industriels.
Objet : modification des dispositions applicables aux redevances des agences de l'eau.
Le décret relatif à la réforme des redevances des agences de l'eau prévoit, d'une part, la suppression des dispositions relatives aux redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte et la création de nouvelles dispositions d'application des futures redevances sur la consommation d'eau potable, pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement.
Le décret modifie les textes applicables aux redevances pour pollution de l'eau des industriels non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées, pour pollution de l'eau par les activités d'élevage, pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollutions diffuses. Ces modifications servent principalement à corriger les textes en apportant des précisions dans les modalités de mise en œuvre.
Le décret modifie les modalités de déclaration, de versement et de recouvrement de certaines redevances ainsi que les textes relatifs à l'application de la réforme des redevances pour les offices de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049894002

Arrêté du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049925818

Arrêté du 10 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049990261

Arrêté du 20 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050831004

Arrêté du 23 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif aux modalités particulières de versement des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte définies aux articles L. 213-10-3 et L. 213-10-6 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050831022

Gestion de crise

Décret n° 2024-895 du 1er octobre 2024 relatif aux réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale et à leur articulation avec les différents régimes juridiques portant sur la préparation et la gestion des crises
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050294883

Publics concernés : services de l'Etat, collectivités territoriales et toute autre personne de droit public ou de droit privé chargée d'une mission de service public ; personnes physiques de nationalité française ou se trouvant sur le territoire national ; personnes morales établies en France ; navires battant pavillon français.
Objet : définir les modalités de mise en œuvre du nouveau régime des réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale, institué par l'article 47 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

Ce régime concerne les collectivités territoriales et toute autre personne chargée d'une mission de service public Il s'agit d'un dispositif général qui donne la possibilité de réquisition par les services de l'Etat en fonction de risques identifiés et de situation de crise à tester. Le décret précise les sujétions préalables aux réquisitions – dispositifs de recensement, d'essais et d'exercices, mais aussi les mesures de blocage d'un bien mobilier (emportant pour son détenteur l'obligation d'en assurer la préservation) – ainsi que les mesures de réquisition justifiées par la menace et par l'urgence, en tenant spécifiquement compte des particularités des collectivités d'outre-mer pas d'incidence spécifique sauf événement exceptionnel impactant le secteur de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte ainsi que les dispositions des I à X de l'article 47 et du I, des 1° à 8° du IV, du V et du 6° du IX de l'article 71 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense entrent en vigueur le lendemain de sa publication, y compris dans les collectivités d'outre-mer régies par le principe de spécialité législative.

ENERGIE

Certificats d'économie d'énergie

Arrêté du 22 août 2024 modifiant l'arrêté du 4 septembre 2014 modifié fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur, l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050147822
Il modifie la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur, l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
Il rajoute également quelques informations à fournir dans les dossiers de demandes, pour que le demandeur s'engage à avoir effectivement installé les équipements éligibles à CEE.
Le présent arrêté vise à modifier ou créer des fiches d'opérations standardisées, à modifier le modèle d'attestation sur l'honneur concernant la mise en œuvre des opérations par les services techniques des bénéficiaires personnes morales, à exiger un contrôle de chaque opération relative aux fiches d'opérations standardisées
Détail
L'arrêté crée les fiches standardisées suivantes :
IND-UT-137 « Mise en place d'un système de pompe(s) à chaleur en rehausse de température de chaleur fatale récupérée »,
IND-UT-138 « Conversion de chaleur fatale en électricité ou en air comprimé » et
IND-UT-139 « Système de stockage de chaleur fatale »

L'arrêté met à jour les fiches et le référentiel de contrôle des opérations suivantes :
BAR-TH-171 « Pompe à chaleur de type air/eau »
BAR-TH-172 « Pompe à chaleur de type eau/eau ou sol/eau »
RES-EC-104 « Rénovation d'éclairage extérieur »

L'arrêté supprime la fiche BAT-TH-160 « Vannes de régulation étanches à servomoteurs économes (France métropolitaine) »

Par ailleurs, le texte complète les infos demandées dans la procédure CEE (quelle que soit l'opération), en rajoutant les questions suivantes :
La totalité du matériel a été installée par un tiers :
□ oui □ non
Dans le cas où au moins une partie du matériel n'a pas été installée par un tiers, mes services techniques ont mis en œuvre ou achevé l'opération (ex. : installation de toutes les lampes, de toutes les pommes de douche, etc.) :
□ oui □ non
Non concerné par ces cas (l'opération ne nécessite aucune installation de matériel) : □

Arrêté du 18 novembre 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie, l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur et l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie et modifiant les arrêtés modificatifs du 22 août 2024 et du 6 septembre 2024
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050613057

Publics concernés : bénéficiaires et demandeurs dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
Objet : révision de fiches d'opérations standardisées d'économies d'énergie et corrections de certaines dispositions des arrêtés demandes, contrôles et modalités dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication, à l'exception des dispositions de l'article 1er qui s'appliquent aux opérations engagées à compter du 1er janvier 2025.
A retenir :
- Révision des fiches isolation mur/toiture/plancher suivantes : BAR-EN-101, BAR-EN-102, BAR-EN-103, BAR-EN-105, BAR-EN-106, BAR-EN-107, BAT-EN-101, BAT-EN-102.
- Modification des fiches pompes à chaleur BAR-TH-171 « Pompe à chaleur de type air/eau » et BAR-TH-172 « Pompe à chaleur de type eau/eau ou sol/eau » pour les opérations engagées au 21/11/2024.
- Modification de la BAR-TH-177 pour les opérations engagées au 21/11/2024

Décret n° 2024-1100 du 2 décembre 2024 portant création de l'article D. 221-17-1 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050714499
Publics concernés : personnes éligibles du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), exploitants d'installations industrielles.
Objet : création de l'article D. 221-17-1 du code de l'énergie. L'article 24 de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a modifié l'article L. 221-7 du code de l'énergie pour rendre possible la délivrance de certificats d'économies d'énergie concernant des opérations industrielles qui entraînent une baisse des émissions de gaz à effet de serre, notamment à la suite de relocalisations d'activité. Le décret précise les conditions à respecter notamment au regard du niveau de performance attendu en termes de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Ce décret concerne les opérations d'économies d'énergie consistant à créer une nouvelle installation industrielle ou à étendre une installation industrielle existante, en particulier à la suite d'une relocalisation d'activité. Le décret précise les conditions à respecter pour bénéficier de CEE notamment au regard du niveau de performance attendu en termes de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre.

Biogaz

Arrêté du 29 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visés au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048865617

3 textes en date des 04 et 06 juillet 2024, qui précisent les dispositifs des Garanties d'Origine et des Certificats de Production de Biogaz. Pour mémoire, ce dernier dispositif a pour vocation de soutenir les projets de réinjection de biogaz en permettant aux producteurs non seulement de vendre le biogaz produit, mais aussi des certificats de production que les fournisseurs de gaz (aux consommateurs finaux) doivent à l'Etat.

Décret n° 2024-681 du 4 juillet 2024 relatif au bénéfice des garanties d'origine de biogaz pour les collectivités territoriales et au droit préférentiel d'achat des garanties d'origine des producteurs de biométhane sous contrat d'obligation d'achat
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049888412
Publics concernés : producteurs de gaz renouvelable et consommateurs de gaz naturel souhaitant participer à des opérations d'autoconsommation collective étendue de gaz.
Objet : garanties d'origine de biogaz pour les collectivités et achat des garanties d'origine par les producteurs sous contrat d'obligation d'achat.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Ce décret précise les modalités d'application du transfert des garanties d'origine vers les communes, groupements de communes et métropoles dans lesquels le biométhane associé est produit ainsi que les modalités d'application de l'achat de garanties d'origine avant ou après leur mise aux enchères par les producteurs de biométhane sous contrat d'obligation d'achat à tarif règlementé ou après appel d'offres.
Références : le décret est pris pour l'application de l'article L. 446-22 du code de l'énergie

Décret n° 2024-718 du 6 juillet 2024 relatif à l'obligation de restitution de certificats de production de biogaz
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049891497

Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel.
Objet : modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.
Dans ce dispositif, les producteurs de biogaz commercialisent indépendamment la molécule de biogaz et les certificats de production de biogaz. Ce dispositif permet ainsi aux producteurs de biogaz de disposer d'un revenu associé à la commercialisation des certificats de production de biogaz, venant s'ajouter au revenu de la vente physique du biogaz. Ce dispositif est exclusif de soutien via un contrat d'obligation d'achat.
Ce décret vise à préciser les dernières modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz, en particulier :
- les volumes de consommation de gaz naturel concernés ;
- et le niveau de restitution de certificats de production de biogaz pour les fournisseurs de gaz naturel assujettis.
Ce sujet est géré par les acheteurs énergie, il est applicable mais n'a pas lieu d'être associé à une évaluation de conformité (ce sont des opportunités que nous saisissons, pas des obligations).
Pour mémoire / pour info : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel (qui vendent du gaz à des consommateurs finaux) une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.

Dans ce dispositif, les producteurs de biogaz commercialisent indépendamment la molécule de biogaz et les certificats de production de biogaz. Ce dispositif permet ainsi aux producteurs de biogaz de disposer d'un revenu associé à la commercialisation des certificats de production de biogaz, venant s'ajouter au revenu de la vente physique du biogaz. Ce dispositif est exclusif de soutien via un contrat d'obligation d'achat.

Arrêté du 6 juillet 2024 relatif au dispositif des certificats de production de biogaz
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049891614
Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel.
Objet : modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le dispositif de certificats de production de biogaz vise à favoriser la production de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Il impose aux fournisseurs de gaz naturel une obligation de restitution à l'Etat de certificats. Les fournisseurs de gaz naturel peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en produisant directement du biogaz injecté dans un réseau de gaz naturel, soit en acquérant des certificats auprès de producteurs de biogaz.
L'arrêté fixe les coefficients de modulation et le niveau de la pénalité relatifs à l'obligation des fournisseurs de gaz de restituer à l'Etat des certificats de production de biogaz.

Arrêté du 3 décembre 2024 relatif aux installations titulaires d'un contrat conclu en application de l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visées au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050730658#:~:text=de%20l'%C3%A9nergie-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%203%20d%C3%A9cembre%202024%20relatif%20aux%20installations%20titulaires%20d,non%20dangereux%20et%20de%20mati%C3%A8re

Photovoltaïque

Arrêté du 5 janvier 2024 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts et situées dans les zones non interconnectées en Corse, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Wallis-et-Futuna, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans certaines îles du Ponant non interconnectées au réseau métropolitain continental et habitées à l'année
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048961100

Arrêté du 5 mars 2024 modifiant l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049267862

Décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050495478
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études, gestionnaires et propriétaires de parc de stationnement, services de l'Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, en France métropolitaine et en outre-mer.
Objet : ce décret a pour objet de fixer les modalités d'application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER), qui prévoit pour des parcs de stationnement de plus de 1 500 m2 une obligation d'installation d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables. Il donne la définition de la superficie d'un parc de stationnement sur laquelle porte cette obligation. Il définit également les critères relatifs aux exonérations prévues par la loi. Il précise aussi les conditions d'application des sanctions applicables en cas de manquement aux obligations.
Entrée en vigueur : les dispositions du décret s'appliquent aux parcs de stationnement extérieurs, entrant dans le champ de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, existants au 1er juillet 2023 ou dont la demande d'autorisation d'urbanisme est déposée à compter du premier jour du mois suivant la publication du texte.

Arrêté du 4 décembre 2024 définissant les conditions d'exemptions des installations classées pour la protection de l'environnement et des infrastructures où stationnent des véhicules de transports de marchandises dangereuses au regard des obligations d'installation d'ombrières et de procédés de production d'énergies renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050774496
Ce texte précise les cas d'exemption de l'obligation de couvrir les parkings > 1500 m2 par des ombrières végétalisées ou dotées de panneaux photovoltaïques.
Cela concerne notamment les cas où les PV augmentent un danger existant :
- les parkings extérieurs à l'intérieur des ICPE 14XX de stockage de liquides inflammables (rubriques 1413, 1414, 1416, 1421, 1434, 1435) + ICPE 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques)
- les parkings où stationnent des véhicules de transports de marchandises dangereuses.
Le texte précise entre outre que dans la même logique, ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface de stationnement éligible à l'obligation de couverture vs seuil à 1500 m² :
- les aires de retournement / accès secours,
- les zones de stationnement situées à moins de 10m d'une ICPE sensible au risque d'incendie ou d'explosion : rubriques 1312 (explosion) - 1413, 1414, 1416, 1434, 1435, 1436, 2160, 2260-1, 2311, 2410, 2565, les rubriques 27XX (sauf les rubriques 2715, 2720, 2750, 2751 et 2752), les rubriques 2925, 3260, 3460, les rubriques 35XX, la rubrique 3670 et les rubriques 4XXX ,
- et les zones de stationnement de véhicules TMD

Arrêté du 4 décembre 2024 pris pour l'application du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables et modifiant l'arrêté du 5 mars 2024 portant application du décret n° 2023-1208 du 18 décembre 2023 portant application de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme régissant les parcs de stationnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050771262
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études, contrôleurs techniques, fournisseurs d'énergie, gestionnaires et propriétaires de parc de stationnement, services de l'Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, en France métropolitaine et en outre-mer.
Objet : cet arrêté a pour objet de modifier l'arrêté du 5 mars 2023, afin d'étendre l'application de ses dispositions à la mise en œuvre du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 précité. Il a également pour objet de préciser les procédés alternatifs mentionnés à l'article 2 du décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Il précise les conditions économiquement acceptables dans lesquelles les ombrières comportant un procédé de production d'énergies renouvelables doivent être installées sur la superficie des parcs de stationnement. Il définit, pour les parcs construits à compter du 10 mars 2023 ou existants au 1er juillet 2023, les coûts à prendre en compte dans le calcul du rapport entre le coût total de l'installation du dispositif comprenant les coûts induits par l'obligation, tenant compte des revenus pouvant être générés, et le coût total des travaux de création. Pour les parcs existants, faisant l'objet de la conclusion ou d'un renouvellement de contrat ou de bail, ce rapport est calculé en tenant compte de la valeur vénale du parc à l'achat ou à la vente au moment de la demande d'exonération. L'arrêté fixe comme non-acceptable économiquement l'installation d'ombrières photovoltaïques lorsque ce rapport est supérieur à 15 %, pour les parcs à construire. Pour les parcs existants, faisant l'objet de la conclusion ou d'un renouvellement de contrat ou de bail, ce rapport est fixé à 10 %.
L'arrêté précise les modalités de calcul de la rentabilité de l'installation ainsi que les organismes compétents pour justifier des calculs.
Il précise également quels sont les procédés de production d'énergies renouvelables dont l'installation, dans le périmètre du parc de stationnement, dispense d'avoir à respecter l'obligation d'installer des ombrières équipées d'un procédé de production d'énergies renouvelables.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

GAZ A EFFET DE SERRE

Règlement 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive 2019/1937 et abrogeant le règlement no 517/2014
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400573

1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II [...] veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.
2. Le contrôle d'étanchéité s'applique aux équipements fixes suivants : [...]
b) équipements de climatisation ;
c) pompes à chaleur
3. Le contrôle d'étanchéité s'applique aux équipements mobiles suivants : [...]
c) équipements de climatisation et pompe à chaleur des véhicules utilitaires lourds, camionnettes, engins mobiles non routiers utilisés dans l'agriculture, l'exploitation minière et la construction, trains, métros, tramways et aéronefs.
6. Les contrôles d'étanchéité sont effectués à la fréquence suivante :
a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois.

ASSAINISSEMENT

Arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050036912

Arrêté du 24 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050935239

En lien avec la refonte des redevances sur la performance des systèmes d'assainissement, ces deux textes modifient les modalités relatives au manuel d'autosurveillance, le bilan annuel des systèmes d'assainissement, le contrôle et l'évaluation des systèmes d'assainissement.

Le maître d'ouvrage doit désormais décrire dans le manuel d'autosurveillance du système d'assainissement de manière précise le système d'assainissement et son fonctionnement, les obligations réglementaires associées, son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les équipements d'autosurveillance installés, les modalités de transmission et de fiabilisation des données d'autosurveillance conformément au scénario visé à l'article 19 de l'arrêté du 21 juillet 2025, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

De même, afin de démontrer la fiabilité de son dispositif d'autosurveillance, le maitre d'ouvrage fait réaliser un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance par un organisme compétent et indépendant. Ce contrôle technique est réalisé au moins une fois tous les deux ans sur l'ensemble des points de surveillance. Un rapport de ce contrôle technique est établi conformément au modèle consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr par le maitre d'ouvrage qui le transmet à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans un délai de deux mois à compter de la date de réalisation du contrôle. Lorsque le rapport démontre l'absence de fiabilité du dispositif d'autosurveillance, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut demander au maitre d'ouvrage de faire réaliser un nouveau contrôle dans un délai maximum d'un an suivant cette demande.

Les organismes en charge du contrôle devront justifier d'une habilitation dans les conditions prévues à l'article R. 213-48-34 du code de l'environnement à compter du 1er janvier 2028.

- Les stations d'épuration de capacité nominale comprise entre 200 EH et 500 EH ont désormais l'obligation de réaliser les bilans d'autosurveillance sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés ou isothermes (maintenus à 5° +/- 3) et asservis au débit. Le maître d'ouvrage doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station. Jusqu'à présent, cette obligation ne concernait que les stations d'épuration de plus de 500 EH.

Production documentaire. - Systèmes d'assainissement > 2.000 EH

1. Manuel d'autosurveillance du système d'assainissement

Ce manuel est rédigé en vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et de la masse d'eau réceptrice des rejets. Le maître d'ouvrage y décrit de manière précise le système d'assainissement et son fonctionnement, les obligations réglementaires associées, son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les équipements d'autosurveillance installés, les modalités de transmission et de fiabilisation des données d'autosurveillance conformément au scénario visé à l'article 19 ci-dessus, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Ce manuel spécifie :
1° Les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance ;
2° Les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données « SANDRE » mentionné à l'article 19 ci-dessus ;
3° Les performances à atteindre en matière de collecte et de traitement fixées dans l'acte préfectoral relatif au système d'assainissement.

Et décrit :
1° Les ouvrages épuratoires et recense l'ensemble des déversoirs d'orage (nom, taille, localisation de l'ouvrage et du ou des points de rejet associés, nom du ou des milieux concernés par le rejet notamment) ;
2° Pour les agglomérations supérieures à 600 kg/j de DBO_5, l'existence d'un diagnostic permanent mis en place en application de l'article 12 ci-dessus.

Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer, ainsi qu'au service en charge du contrôle. Il est régulièrement mis à jour et tenu à disposition de ces services sur le site de la station. [...]

Un unique manuel d'autosurveillance est à rédiger et à transmettre pour chaque système d'assainissement. Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, chacun d'entre eux rédige la partie du manuel relative aux installations ou équipements (station ou système de collecte) dont il assure la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées assure la coordination et la cohérence de ce travail de rédaction et la transmission du document.

I. - Expertise technique du dispositif d'autosurveillance des systèmes d'assainissement (systèmes > 2.000 EH)

[…] L'agence de l'eau ou l'office de l'eau réalise annuellement une expertise technique du dispositif d'autosurveillance.
[…] le maitre d'ouvrage fait réaliser un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance par un organisme compétent et indépendant. Ce contrôle technique est réalisé au moins une fois tous les deux ans sur l'ensemble des points de surveillance. Un rapport de ce contrôle technique est établi conformément au modèle consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https :// www. assainissement.developpement-durable.gouv.fr par le maitre d'ouvrage qui le transmet à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans un délai de deux mois à compter de la date de réalisation du contrôle. Lorsque le rapport démontre l'absence de fiabilité du dispositif d'autosurveillance, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut demander au maitre d'ouvrage de faire réaliser un nouveau contrôle dans un délai maximum d'un an suivant cette demande. Les organismes en charge du contrôle devront justifier d'une habilitation dans les conditions prévues à l'article R. 213-48-34 du code de l'environnement à compter du 1er janvier 2028.
[...]

II. - Expertise technique des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement

Chaque année, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau statue sur la validité des données d'autosurveillance et transmet les résultats de son expertise au maître d'ouvrage, au service en charge du contrôle et à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement au plus tard le 15 avril.

Directive européenne 2024-3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU 2)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202403019

Elle entre en vigueur le 1er janvier 2025. Chaque Etat Membre dispose désormais d'un délai maximal de 31 mois (soit le 31/07/2027 au plus tard) pour transposer ce texte en droit français et définir ainsi les obligations au niveau national en vue de respecter les objectifs fixés par la directive ou intégrer certaines obligations de la directive quand elles sont détaillées et précises.

Cette nouvelle directive renforce graduellement les exigences de traitement des eaux avant rejet, en fonction de la capacité des stations, soumet les industries pharmaceutique et cosmétique à la responsabilité élargie des producteurs à l'égard des micropolluants et fixe à l'ensemble des stations d'épuration traitant une charge supérieure à 10.000 EH un objectif de neutralité énergétique à atteindre fin 2045 au plus tard.

Traitement secondaire des eaux avant rejet

- Toutes les agglomérations comprises entre 1.000 et 2.000 EH auront l'obligation d'être équipées de systèmes de collecte, auxquels toutes les sources d'eaux usées domestiques devront être raccordées, au plus tard le 31 décembre 2035.

- En outre, les rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines des agglomérations comprises entre 1.000 et 2.000 EH seront tenues, à la même date, de procéder à un traitement secondaire de ces eaux, lequel vise à réduire la quantité de matière organique biodégradable.

Traitement tertiaire (azote et phosphore)

Le texte prévoit également que l'ensemble des rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines ayant une charge égale ou supérieure à 150.000 EH et ne disposant pas de traitement tertiaire à la date d'entrée en vigueur de la présente directive, devront faire l'objet de ce type de traitement au plus tard le 31 décembre 2039. Le texte prévoit deux étapes intermédiaires : au plus tard le 31 décembre 2033 pour les rejets provenant de 30% de ces stations, et au plus tard le 31 décembre 2026 pour les rejets provenant de 70% d'entre elles.

La même obligation est prévue au plus tard le 31 décembre 2045 pour les rejets provenant de stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines provenant d'agglomérations supérieures à 10.000 EH. Là encore, des étapes intermédiaires sont prévues : au plus tard le 31 décembre 2033 pour 20% de ces agglomérations, au plus tard le 31 décembre 2036 pour 40% de ces agglomérations et au plus tard le 31 décembre 2039 pour 60% de ces agglomérations.

Traitement quaternaire (micropolluants)

Le texte prévoit encore que l'ensemble des rejets provenant des stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines ayant une charge égale ou supérieure à 150.000 EH auront préalablement fait l'objet d'un traitement quaternaire – visant "la réduction d'un large éventail de micropolluants" – au plus tard le 31 décembre 2045. Avec comme étapes un traitement appliqué pour les rejets provenant de 20% de ces stations au plus tard le 31 décembre 2033 et 60% d'ici le 31 décembre 2039.

La même obligation est prévue, à la même date butoir, pour les rejets provenant de stations d'épuration traitant les eaux résiduaires urbaines provenant d'agglomérations supérieures à 10.000 EH et qui se font dans certaines zones particulières (zones de captage d'eau potable, eaux de baignade, zones d'activités aquacoles…). Avec comme étapes intermédiaires 10% de ces agglomérations d'ici 2034, 30% d'ici 2037 et 60% d'ici 2039.

En application du principe pollueur-payeur, le texte prévoit que les industries pharmaceutique et cosmétique, soumises à la responsabilité élargie des producteurs, devront contribuer à hauteur de 80% des coûts supplémentaires (tant d'investissement que de fonctionnement) induits par ce traitement quaternaire.

Vers la neutralité énergétique des stations d'épuration

Le texte prévoit par ailleurs que des audits énergétiques devront être effectués au plus tard le 31 décembre 2028 par les stations d'épuration traitant une charge supérieure à 100.000 EH et au plus tard le 31 décembre 2032 par celles traitant une charge comprise entre 10.000 et 100.000 EH.

Plus encore, il prévoit qu'au niveau national, au plus tard le 31 décembre 2045, l'énergie annuelle totale générée à partir de sources renouvelables par les propriétaires ou exploitants des stations traitant une charge supérieure à 10.000 EH devra couvrir l'intégralité de l'énergie annuelle totale utilisée par ces dernières. Avec pour étapes intermédiaires 20% de l'énergie utilisée d'ici 2031, 40% d'ici 2036 et 70% d'ici 2041.

Documents à venir

Le texte prévoit encore l'établissement de différents documents par les États membres, et notamment :
- Au plus tard le 31 décembre 2027, puis tous les 6 ans, la liste de leurs territoires sujets à l'eutrophisation, en précisant s'il s'agit de zones sensibles au phosphore, à l'azote, ou aux deux (obligation qui tombera lorsque l'ensemble des installations concernées appliqueront un traitement tertiaire) ;
- au plus tard le 22 juin 2028, la liste des agglomérations comprises entre 10.000 EH et 100.000 EH dans lesquelles, compte tenu des données historiques, des modélisations et des projections climatiques les plus

récentes ainsi que des pressions anthropogéniques et de l'évaluation des incidences réalisée au titre du plan de gestion de district hydrographique, le déversement dû aux pluies d'orage présente un risque pour l'environnement ou la santé humaine, ou représente plus de 2% de la charge dans les eaux résiduaires urbaines collectées annuellement (parmi d'autres conditions) ; et au plus tard le 31 décembre 2039, un plan de gestion intégrée des eaux résiduaires urbaines pour les zones de collecte de ces mêmes agglomérations ;
- Au plus tard le 31 décembre 2030 une liste des zones (sont singulièrement visées les zones de captage d'eau potable, les eaux de baignade, les zones d'activités aquacoles…) dans lesquelles la concentration ou l'accumulation de micropolluants provenant de stations d'épuration des eaux résiduaires urbaines présente un risque pour l'environnement ou la santé humaine ;
- Au plus tard le 31 décembre 2033, un plan de gestion intégrée des eaux résiduaires urbaines pour les zones de collecte des agglomérations égales ou supérieures à 100.000 EH.

ICPE

Arrêté du 8 janvier 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à déclaration.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049084168
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716, 2718 et 2791.
Objet : le présent arrêté modifie les prescriptions générales contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à la prévention du risque d'incendie. Cet arrêté renforce les prescriptions relatives à la sécurité incendie dans les installations ICPE de traitement des déchets.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

ICPE 2781-1 méthanisation en régime déclaration :

- Modification des règles d'implantation : la distance entre l'installation et les habitations passe de 50 à 100 mètres et ajout de distances par rapport à certains équipements. -- Surveillance par détection du méthane, H2S et CO, de la bonne ventilation des locaux -- Vérification périodique du matériel de sécurité et de lutte incendie
- Nouvel article sur les retentions et disparition du contrôle périodique des cuvettes de rétention -- Les retentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité. L'exploitant doit recenser avant le 1 er juillet 2023 les retentions existantes nécessitant des travaux d'étanchéité et planifier des travaux
- **Epuration du biogaz** pour limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents
- Insertion de dispositions sur la gestion du biogaz lors d'un dysfonctionnement de l'installation -- Astreinte 24H/24 -- Programme de maintenance préventive (soumis à contrôle périodique) et contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements vis-à-vis de la corrosion -- Ajout de consignes pour limiter les nuisances -- Surveillance du processus de méthanisation -- Ajout des documents nécessaires à la délivrance des permis de feu
- **Valeurs limites pour l'azote global et le phosphore total pour les rejets d'eaux résiduaires** dans un réseau d'assainissement collectif avec ou sans station d'épuration
- Ajout de dispositions concernant la prévention des odeurs : l'exploitant doit constituer un dossier indiquant les principales sources odorantes, les opérations génératrices de fortes odeurs, et les moyens mis en œuvre pour les, limiter. Il doit aussi tenir un registre de plaintes décrivant les nuisances incriminées (date heure localisation origine).
En cas de nuisances importantes l'exploitant fait réaliser un diagnostic et une étude de dispersion des sources odorantes afin de respecter les objectifs de qualité de l'air ambiant. -- Les équipements de traitement des odeurs doivent être contrôlés tous les 3 ans par un organisme.
ICPE 2791 (Traitement de DND) ; ICPE 2718 (transit de DD) ; ICPE 2716 (transit de DND)
- A partir du 1er juillet 2024, l'exploitant doit élaborer un **plan de défense incendie** (point de contrôle périodique) Ce plan comprend des dispositions sur les moyens d'alarme et d'alerte, l'accueil et l'accès des pompiers, la localisation des ressources en eau, le plan des moyens d'extinction et de lutte incendie., l'accès aux données de fiche de sécurité
- A partir du 1 er juillet 2024, l'exploitant doit organiser **un exercice de défense contre l'incendie au cours du 1 er trimestre d'exploitation et ensuite tous les 3 ans. (**Au plus tard le 1 er juillet 2024 pour les ICPE déclarées au 1 er janvier 2024) Le compte rendu est tenu à disposition de l'inspection des ICPE et des pompiers pendant 5 ans. (Point de contrôle périodique pour la réalisation des exercices).
- A compter du 1 er janvier 2025, l'exploitant doit tenir un **état des déchets stockés et le mettre à jour toutes les semaines (et tous les jours pour les déchets dangereux)** (point de contrôle périodique).
- Stockage de batteries dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches (6 mois maximum) avec une résistance au feu R60 si batteries au lithium.
- Nouvelles obligations concernant la **détection automatique incendie dans les zones déchets combustibles ou inflammables** (point de contrôle périodique) et organisation de rondes dans ces zones à partir du 01 01 2026.

ICPE 2780 (compostage)
Remplacement des annexes mais pas de modification du corps de l'arrêté de prescriptions générales
Arrêté du 17 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049079127

Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712.
Objet : correction d'erreurs matérielles ou rédactionnelles dans certains arrêtés ministériels.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Cet arrêté concerne des rubriques ICPE relatives aux déchets mais ne concerne pas le parc immobilier de SUEZ Eau France.

Loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049453263
Pour déterminer la liste des ICPE soumises à la règlementation quota GES il est ajouté un critère supplémentaire : le type d'énergie utilisé par l'installation (L 229-5).

Règlement (UE) 2024/1244 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 concernant la notification des données environnementales des installations industrielles et la création d'un portail sur les émissions industrielles et abrogeant le règlement (CE) n° 166/2006
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401244
Pour les ICPE soumises à IED : mise en service d'un nouveau portail européen en remplacement du registre E-PRTR

Directive (UE) 2024/1785 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 modifiant la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) et la directive 1999/31/CE du Conseil concernant la mise en décharge des déchets
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401785
Modification mineure, suppression du deuxième paragraphe de l'article 1er relatif aux objectifs généraux.

Décret 2024-529 du 10 juin 2024 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des projets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049690143
Publics concernés : tout public.
Objet : modification des rubriques 1. Installations classées pour la protection de l'environnement, 27. Forages en profondeur à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols, 44. Equipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés et 45. Opérations d'aménagements fonciers agricoles et forestiers mentionnées au 1° de l'article L. 121-1 du code rural et de la pêche maritime, y compris leurs travaux connexes de la nomenclature du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : la modification des rubriques 1, 27, 44 et 45 de la nomenclature s'applique aux dossiers pour lesquels l'autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas sont saisies à compter de la publication du décret.

Notice : ce décret modifie des dispositions relatives à la nomenclature d'évaluation environnementale.
Applicable aux nouveaux projets d'ICPE pour les rubriques "IED" de 3000 à 3999
La demande d'autorisation ou les pièces qui y sont jointes comportent également : des compléments à l'étude « ou à l'étude d'incidence environnementale » portant sur les meilleures techniques disponibles
Ce décret est applicable aux projets pour lesquels la première autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas sont saisies à compter du 11 juin 2024

Arrêté du 31 octobre 2024 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050479313#:~:text=les%20%C3%A9missions%20...-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2031%20octobre%202024%20relatif%20%C3%A0%20l'analyse%20des,autres%20traitements%20thermiques%20de%20d%C3%A9chets
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques 2770, 2771, 2971, 3520.
Objet : analyse par les exploitants d'installations d'incinération ou de co-incinération des substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans leurs émissions atmosphériques.
Le présent arrêté définit les modalités d'une campagne de prélèvements et d'analyses de substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans les émissions atmosphériques des installations qui réalisent un traitement thermique de déchets, classées au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :
- 2770 : Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 ;

- 2771 : Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 ;
- 2971 : Installation de production d'énergie, telle que la production de chaleur, d'électricité ou de gaz, à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans une installation prévue à cet effet, associés ou non à un autre combustible ;
- 3520 : Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets.

Quarante-neuf substances PFAS seront obligatoirement analysées.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Arrêté du 13 novembre 2024 supprimant le caractère obligatoire de diverses normes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050830677
Publics concernés : entreprises, opérateurs de la normalisation mentionnés dans le décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 modifié relatif à la normalisation, associations.
Objet : l'arrêté supprime le caractère obligatoire et met à jour la référence de diverses normes, dans le but de simplifier la réglementation pour les entreprises.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

IOTA

REUT

Décret n° 2024-769 du 8 juillet 2024 autorisant certaines eaux recyclées comme ingrédient entrant dans la composition des denrées alimentaires finales et modifiant les conditions d'utilisation de ces eaux dans des établissements du secteur alimentaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049908702
Publics concernés : exploitants de toute entreprise publique ou privée assurant, dans un but lucratif ou non, des activités liées aux étapes de la production, de la transformation, de l'entreposage et de la distribution des denrées alimentaires.
Objet : modification des conditions pour l'utilisation d'eaux recyclées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Objet : le décret autorise l'utilisation de certaines eaux recyclées en tant qu'ingrédient dans la composition de denrées alimentaires finales. Il permet aux eaux recyclées issues des matières premières et aux eaux de processus recyclées de circuler dans le même réseau que le réseau de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine ou de circuler dans un réseau connecté à ce dernier. Il modifie les conditions pour l'utilisation des eaux recyclées issues des matières premières, des eaux de processus recyclées et des eaux usées traitées recyclées dans d'autres établissements du secteur alimentaire que celui dont elles sont issues.

Arrêté du 8 juillet 2024 relatif aux eaux réutilisées en vue de la préparation, de la transformation et de la conservation dans les entreprises du secteur alimentaire de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049908820
Publics concernés : exploitants de toute entreprise publique ou privée assurant, dans un but lucratif ou non, des activités liées aux étapes de la préparation, de la transformation et de la conservation des denrées alimentaires.
Objet : définition des catégories d'usages, des régimes applicables en matière de déclaration et d'autorisation en vue de la production et de l'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine, réutilisées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine, ainsi que des exigences de qualité applicables à ces eaux.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Cet arrêté autorise les entreprises alimentaires à utiliser les eaux recyclées issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées pour la préparation, la transformation et la conservation des denrées alimentaires, y compris pour procéder au nettoyage des locaux, installations et équipements. Il définit pour chaque catégorie d'usage, les exigences minimales de qualité, portant sur des paramètres microbiologiques et physico-chimiques, auxquelles les eaux brutes et les eaux recyclées doivent satisfaire pour garantir la protection de la santé du consommateur et de l'environnement. (Annexe 2)
L'utilisation des eaux recyclées issues des matières premières et des eaux de processus recyclées font l'objet d'une déclaration auprès de l'administration (les entreprises qui les utilisent déjà ne doivent faire la déclaration à partir du 9 juillet 2025).
L'autorisation pour la production de l'utilisation des eaux usées traitées recyclées est délivrée par le préfet L'annexe I fixe la composition du dossier de demande d'autorisation
Le recours à des eaux usées recyclées issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées doit être pris en compte pour l'élaboration des plans HACCP.
Les exploitants du secteur alimentaire doivent s'assurer de la compatibilité des eaux usées recyclées utilisées avec les exigences de qualité sanitaire à l'aide d'un programme de surveillance et d'un programme de vérification périodiques du plan HACCP par un laboratoire accrédité COFRAC.

REICH

Décret n° 2024-796 du 12 juillet 2024 relatif à des utilisations d'eaux impropres à la consommation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962670
Publics concernés : personnes responsables de la production et de la distribution d'eau, exploitants et usagers de systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, propriétaires de réseaux intérieurs de distribution d'eau, responsables d'établissement recevant du public, responsables d'établissement recevant des travailleurs, propriétaires des bâtiments d'habitation collective et individuelle, fabricants, distributeurs et installateurs de systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, services des eaux, professionnels intervenant sur les réseaux de distribution d'eau (plombiers, bureaux d'études, prestataires de services…), collectivités territoriales, agences de l'eau, services de l'Etat, agences régionales de santé.
Ce décret créé dans le code de la santé une nouvelle section intitulée « *utilisation des eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques* » formée des articles R 1322-87 à R 1322-113.
Entrée en vigueur : au 1er septembre 2024.

Il définit les usages domestiques autorisés pour les eaux impropres à la consommation humaine (EICH), notamment le lavage des sols intérieurs et extérieurs et l'arrosage des espaces verts et des jardins potagers . L'utilisation des EICH (eaux vannes et eaux grises) pour tout usage alimentaire, lavage de la vaisselle et l'hygiène corporelle est interdite.

L'utilisation des EICH dans les ERP, lieux de travail est autorisée sous certaines conditions. Néanmoins elle fait l'objet d'une déclaration en préfecture avant la mise en service selon des modalités précisées par arrêté.
Ces systèmes peuvent être contrôlés par l'agence régionale de de santé (ARS) et si déclarées non conformes le préfet met le propriétaire en demeure de prendre des mesures correctives.

Arrêté du 12 juillet 2024 relatif aux conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques pris en application de l'article R. 1322-94 du code de la santé publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962813
Publics concernés : idem que décret
Entrée en vigueur : idem que décret.
Objet : le présent arrêté est pris en application de l'article R. 1322-94 du code de la santé publique. Il a pour objet de garantir d'une part, la sécurité sanitaire des eaux distribuées aux usagers et de prévenir d'autre part, toute altération de l'état de santé des personnes lié à de mauvaises conditions d'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine. Il établit les exigences sanitaires à satisfaire pour la conception, la mise en route, l'exploitation et l'entretien des systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine et précise les critères de qualité d'eau à atteindre. Il définit également les modalités de surveillance de la qualité de ces eaux ainsi que les mesures à mettre en œuvre en cas de dysfonctionnement des systèmes. Enfin, il précise le contenu du dossier de demande d'autorisation préfectorale requis au titre de l'article R. 1322-102 du code de la santé publique.
Cet arrêté est pris en application de l'article R 1322-94 du code de la santé crée par le décret 2024-796 du 12 juillet 2024 relatif aux eaux impropres à la consommation humaine.
Les systèmes d'utilisation des EICH (eaux impropres à la consommation humaine) doivent être séparés et distincts du réseau des EDCH (eaux destinées à la consommation humaine) et conformes à l'arrêté du 10 septembre 2021.
Les systèmes sont conçus pour limiter la stagnation l'eau et sont équipés de procédés de traitement.
Cet arrêté précise :
- les usages domestiques possibles selon l'origine de l'eau (eaux de pluies, eaux grises (eaux de l'hygiène corporelle et du lave-linge) (annexe I)
- les critères de qualité de l'eau à atteindre (annexe II)
- la fréquence de suivi de la qualité de l'eau (annexe III).
Avant leur première mise en service les systèmes d'utilisation des EICH font l'objet d'une vérification de conformité à l'issue de laquelle une attestation de conformité est délivrée au propriétaire (voir modèle de fiche en annexe V). Ensuite contrôle pendant 2 mois.
Le propriétaire met en place une autosurveillance avec un suivi de la qualité de l'eau au point de conformité qu'il a choisi. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire accrédité 17025.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES

RÈGLEMENT (UE) 2024/1991 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24 juin 2024 relatif à la restauration de la nature et modifiant le règlement (UE) 2022/869
https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2024/1991/oj?locale=fr
Publié le 29 juillet au Journal officiel de l'Union européenne.
Entrée en vigueur le 18 aout 2024.
Le texte définit des objectifs et des obligations qui sont juridiquement contraignants en matière de restauration de la nature dans chacun des **écosystèmes énumérés**, allant des **terres agricoles** aux **forêts** et **prairies** en passant

par les écosystèmes **côtiers** et **marins** (notamment les prairies sous-marines et les bancs d'éponges et de corail), **d'eau douce** (zones humides, rivières, lacs) ou encore urbains.
Pour réaliser ces objectifs, les pays de l'UE doivent **remettre en bon état, d'ici à 2030, au moins 30% de certains habitats spécifiques en mauvais état**, puis 60% de ces habitats en mauvais état d'ici à 2040 et 90% d'ici à 2050.
Il appartient désormais à chaque État membre d'élaborer un projet de plan national de restauration contribuant aux différents objectifs généraux fixés par le texte, dont la restauration d'ici 2050 de l'ensemble des écosystèmes visés par le règlement ayant besoin de l'être. Couvrant la période allant jusqu'à 2050, ce plan devra être soumis à la Commission au plus tard le 1er septembre 2026.
L'article 1er de ce règlement résume les objectifs du texte :
« 1. Le présent règlement établit des règles visant à contribuer à :
a) rétablir sur le long terme et de manière durable la biodiversité et la résilience des écosystèmes dans l'ensemble des zones terrestres et marines des États membres en restaurant les écosystèmes dégradés ;
b) réaliser les objectifs généraux de l'Union en matière d'atténuation du changement climatique, d'adaptation à celui-ci et de neutralité en matière de dégradation des sols ;
c) renforcer la sécurité alimentaire ;
d) respecter les engagements internationaux de l'Union.
2. Le présent règlement établit un cadre dans lequel les États membres mettent en place des mesures de restauration efficaces par zone, dans le but de couvrir conjointement, en tant qu'objectif de l'Union, dans l'ensemble des zones et écosystèmes relevant du champ d'application du présent règlement, ***d'ici à 2030, au moins 20 % des zones terrestres et au moins 20 % des zones marines et, d'ici à 2050, l'ensemble des écosystèmes ayant besoin d'être restaurés ».***
Décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049893436
Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, particuliers, maîtres d'ouvrage, associations, bureaux d'études.
Objet : simplification de certaines procédures environnementales.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.
Objet : la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a introduit plusieurs dispositions visant à accélérer et simplifier les procédures administratives applicables aux entreprises dans le domaine de l'environnement. Le décret vise principalement à prévoir les dispositions réglementaires nécessaires à son application.
Il comporte également des mesures d'amélioration et de simplification de diverses procédures applicables en matière d'environnement (secteur d'information sur les sols ; cessations d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et à enregistrement ; articulation de la démarche de tiers demandeur et de la procédure dite « ASAP » ; servitudes d'utilité publique ; mise en cohérence des zones pouvant faire l'objet de servitudes d'utilité publique et des formats sur la cartographie des phénomènes dangereux ; mise en place d'une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports d'accident ou incident).
Enfin il comporte des dispositions induites par les articles 5 (publication de l'avis de l'AE sur le site de l'autorité compétente, 11 (nomination d'un suppléant dès la désignation du commissaire enquêteur) et 27 (principe du silence vaut rejet pour la décision de dispense d'évaluation environnementale du ministre chargé de l'environnement) de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 d'accélération de la production des énergies renouvelables.
A retenir pour certains projets : Remplacement de l'article R 556-1 - Implantation sur le site d'une ancienne ICPE
I.-Avant tout projet de construction ou d'aménagement sur un site ayant accueilli une ICPE, le maitre d'ouvrage à l'origine d'un changement d'usage s'informe sur l'état de cessation d'activité de cette installation. Si l'installation a réellement cessé son activité et qu'elle est réhabilitée, le maître d'ouvrage définit, le cas échéant sur la base d'une étude de sols, les éventuelles mesures de gestion de la pollution des sols, en prenant en compte les eaux souterraines, Ces mesures doivent être attestées par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués et l'attestation transmise à l'administration chargé du permis de construire.

Instruction du 28 octobre 2024 sur l'autorisation environnementale
BO du MTECT du 8 novembre 2024

Principales étapes de la procédure d'autorisation environnementale : voir
https://www.banquedesterritoires.fr/sites/default/files/2024-11/QSDqsQSqsQSqsQSqsssssssss.jpg

Pour respecter les objectifs de la loi Industrie verte du 23 octobre 2023 et accélérer l'implantation de nouvelles usines et le déploiement des énergies renouvelables un décret d'application (n°2024-742) a été publié et cette instruction vient expliquer le principe de cette réforme. Elle fixe le cadre d'application et les modalités de mise en œuvre de la procédure d'autorisation environnementale révisée entré en vigueur pour les dossiers déposés à compter du 22/10/2024.

Objectif 1 réduire les délais d'implantation des installations à travers la parallélisation de la phase d'examen et de consultation du public. La nouvelle procédure dite de "consultation parallélisée" est désormais de droit

commun pour tous les projets relevant du champ de l'autorisation environnementale : installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau (Iota), installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), travaux miniers, autorisation supplétive. L'instruction du dossier par les services de l'État, les consultations obligatoires des différents organismes et instances compétents, les consultations des conseils municipaux et autres collectivités intéressées et la participation du public seront désormais "menées de concert", dès lors que le dossier est complet et régulier. À la clef, un gain de trois mois sur la procédure.

Objectif 2 renforcer la participation du public. La nouvelle procédure - qui reprend pour partie les conditions de la participation du public par voie électronique (PPVE) mais également de l'enquête publique - permet au public de participer pendant trois mois, sous l'égide d'un commissaire enquêteur (ou si nécessaire une commission d'enquête), dès le début de la procédure, "alors qu'auparavant le public était consulté pendant trente jours, en fin de procédure, après les retours des services de l'État ou des collectivités.

Objectif 3 : efficacité dans le contenu du dossier : faciliter des échanges en amont avec l'administration pour calibrer des dossiers à la hauteur des projets, renforcer leur qualité et bien les calibrer : l'instruction appelle ainsi à "renforcer le caractère synthétique des pièces déposées, notamment pour les sujets simples".
Dès le dépôt du dossier, la vérification de la complétude et de la régularité de la demande d'autorisation environnementale "doit être menée dans un délai raisonnable". Avec deux issues possibles : accélérer l'instruction des dossiers complets et réguliers et faire retravailler les autres. "Dès lors qu'ils sont complets et réguliers, les dossiers bénéficient d'un raccourcissement des délais permis par la parallélisation des phases et par l'absence de suspension de délais". En conséquence, un pétitionnaire porteur d'un dossier demeurant incomplet ou irrégulier, malgré la demande de compléments formulée par le service 'coordonnateur' pilotant l'instruction, sera invité à retirer sa demande et à déposer une nouvelle demande lorsque les conditions de complétude et de régularité seront remplies. La phase d'examen et de consultation ne débute qu'une fois que le dossier est déclaré complet et régulier par le préfet.

Le site du MATTE a été actualisé en décembre 2024 pour présenter l'ensemble de la réforme et les documents associés : https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/lautorisation-environnementale

Décret n° 2024-1052 du 21 novembre 2024 relatif à la restauration de la biodiversité, à la renaturation et à la compensation des atteintes à la biodiversité
https ://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050654369
Publics concernés : porteurs de projets ayant obligation de mettre en œuvre des mesures de compensation ; aménageurs fonciers ; opérateurs de compensation ; bureaux d'études en environnement ; collectivités territoriales.
Objet : modalités de délivrance de l'agrément des sites naturels de compensations, de restauration et de renaturation. Ce décret précise les principales modalités d'agrément des sites naturels de compensation, de restauration et de renaturation, il prévoit en ce sens la délivrance par les préfets de régions et l'instruction en DREAL ainsi que la consultation du conseil scientifique régional du patrimoine naturel compétent, ou le cas échéant du conseil national de la protection de la nature. Il prévoit également une adaptation rédactionnelle du code de l'environnement, tirant les conséquences de la loi relative à l'industrie verte, concernant la notion de proximité fonctionnelle.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Arrêté du 21 novembre 2024 définissant les conditions d'agrément d'un site naturel de compensation, de restauration et de renaturation, prévu à l'article L. 163-1-A du code de l'environnement, ainsi que la composition du dossier de demande d'agrément
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050654434# :~ :text=demande%20d'agr%C3%A9ment-,Arr%C3%Aat%C3%A9%20du%2021%20novembre%202024%20d%C3%A9finissant%20les%20conditions%20d'agr%C3%A9ment,dossier%20de%20demande%20d'agr%C3%A9ment
Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages, opérateurs de compensation, services de l'Etat.
Objet : précision des éléments constitutifs du dossier de demande pour l'agrément d'un site naturel de compensation, de restauration et de renaturation conformément aux exigences des articles D. 163-1 et suivants du code de l'environnement et précise en annexe les critères examinés dans le cadre de l'instruction de la demande. Il prévoit également la modalité électronique du dépôt du dossier de demande et enfin, il abroge le précédent arrêté du 10 avril 2017.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Instruction du 14 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 et du décret n° 2022-1078 du 29 juillet 2022 relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau
https ://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45498 ?origin=list
Cette instruction précise les modalités de gestion quantitative de la ressource en eau.
Elle encadre l'étude des volumes prélevables à l'étiage, qui constituent la base de toute démarche de retour à l'équilibre, en rappelant la nécessité de définir une stratégie d'études des volumes prélevables par le préfet coordonnateur de bassin.

Elle expose les différences avec les études relatives aux volumes « hors périodes de basses eaux » qui pourraient encore être rendus disponibles aux usages anthropiques.
Elle détaille l'articulation entre les différents outils de gestion de la ressource en eau (schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), projet de territoires pour la gestion de l'eau (PTGE), autorisation unique de prélèvement (AUP)) pour atteindre le retour à l'équilibre.
Elle précise les éléments relatifs à la répartition des volumes à apporter dans la constitution des AUP afin de renforcer leur sécurisation.
Annexes :
Fiche n° 1 : Les volumes prélevables en période de basses eaux et leur répartition entre usages
Fiche n° 2 : Evaluation des volumes « hors période de basses eaux » (mise en œuvre du décret du 29 juillet 2022)
Fiche n° 3 : Les autorisations uniques de prélèvement d'eau pour l'irrigation (AUP)
Fiche n° 4 : Le plan annuel de répartition (PAR)
Fiche n° 5 : La zone de répartition des eaux (ZRE)

Cette instruction abroge :
- La circulaire du 30 juin 2008 relative à la résorption des déficits quantitatifs en matière de prélèvement d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation ;
- La circulaire du 3 août 2010 relative à la résorption des déséquilibres quantitatifs en matière de prélèvements d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation dans les bassins où l'écart entre le volume prélevé en année quinquennale sèche et le volume prélevable est supérieur à un seuil de l'ordre de 30 %.

Décret n° 2024-62 du 31 janvier 2024 relatif aux opérations d'entretien des milieux aquatiques et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale
https ://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049068317
Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, maîtres d'ouvrage.
Objet : clarification et adaptation de certaines dispositions du code de l'environnement relatives aux opérations d'entretien des cours d'eau et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale. Ce décret a pour objet d'améliorer et de clarifier les rédactions de certaines dispositions du code de l'environnement relatives à la procédure d'autorisation environnementale et introduire des simplifications pour la mise en œuvre d'opérations d'entretien des cours d'eau.
Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.
A retenir :
Le curage ponctuel mentionné au II de l'article L. 215-15 ayant pour objectif de remédier à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ou de lutter contre l'eutrophisation est une intervention ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques
[Note : art. L215-15 :

I. – Les opérations groupées d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau et celles qu'impose en montagne la sécurisation des torrents sont menées dans le cadre d'un plan de gestion établi à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente et compatible avec les objectifs du schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'il existe. Ce plan de gestion est approuvé par l'autorité administrative.
II. – Le plan de gestion mentionné au I peut comprendre une phase de restauration prévoyant des interventions ponctuelles telles que le curage […].

Le recours au curage doit alors être limité aux objectifs suivants :
– remédier à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ;
– lutter contre l'eutrophisation ;
– aménager une portion de cours d'eau, canal ou plan d'eau en vue de créer ou de rétablir un ouvrage ou de faire un aménagement.
Le dépôt ou l'épandage des produits de curage est subordonné à l'évaluation de leur innocuité vis-à-vis de la protection des sols et des eaux.

Instruction interministérielle du 1er juillet 2024 relative à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau.
https ://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45570 ?origin=list
Le Gouvernement a publié le 30 mars 2023 son plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau, contenant 53 mesures. Certaines de ces mesures doivent être mises en œuvre dans les territoires sous l'impulsion des préfets. L'objet de la présente instruction est de détailler, pour certaines mesures, quelles actions sont attendues et à quelle échelle.
Il est notamment précisé dans l'instruction :

A propos du suivi de la performance : *« Nous demandons aux préfets de département d'affiner et de consolider d'ici fin juillet 2024, en coordination avec les agences de l'eau, la liste des collectivités ayant les moins bons rendements […] À l'occasion de toute demande de financement de travaux sur l'eau potable, il vous est demandé d'examiner les indicateurs de performance du service d'eau, grâce au remplissage de SISPEA qu'il convient de*

consolider. Vous veillerez à informer les collectivités que le remplissage de SISPEA est devenu obligatoire pour l'ensemble des collectivités, sans seuil plancher […] A l'instar de ce qui se pratique par les agences de l'eau, l'attribution des crédits État de type DETR ou DSIL sera conditionnée au remplissage de SISPEA. »

Sur la réutilisation des eaux non conventionnelles : « *Nous vous demandons de contribuer, dans chaque département, au suivi national des projets de réutilisation des eaux non conventionnelles autorisés et en cours d'instruction, dans la perspective de la mise en place de l'observatoire national des projets de réutilisation des eaux usées traitées (mesure 17).* »

Sur la protection des captages : « *Vous veillerez notamment à délimiter le cas échéant par voie d'arrêté préfectoral les aires d'alimentation de captage (AAC) des points de prélèvements sensibles (cf. article L.211-3 V du code de l'environnement) qui seront prochainement définis réglementairement en application de l'article L. 211-11-1 du code de l'environnement (travail en groupe national captages en cours).*
Au niveau régional, vous veillerez à faire le lien entre les actions de la stratégie régionale « captages » et l'élaboration des Plans de gestion de sécurité sanitaire des eaux (PGSSE), en particulier pour les points de prélèvements sensibles
En lien avec les collectivités chargées des services d'eau potable, vous veillerez à la mobilisation de l'ensemble des leviers permettant d'accompagner les acteurs, et en particulier d'accélérer les changements de pratiques agricoles
Les préfets de région rendront compte le 31 décembre de chaque année de l'avancement des actions en faveur de la protection des captages sur les territoires. »

A propos de la gouvernance : *« Nous vous demandons d'encourager une implication active des collectivités et de vous assurer de la bonne représentation et participation de l'ensemble des usagers économiques et non économiques dans les instances locales de l'eau*. »

Arrêté du 30 juin 2023 modifié le 3 juillet 2024 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement
https ://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000047784127/
Publics concernés : Les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement, (ICPE) relevant du régime de l'autorisation et de l'enregistrement, dont le prélèvement et la consommation en eau sont susceptibles d'être soumis à restriction en période de sécheresse.
Objet : Le présent arrêté définit des mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation en eau de sites industriels, ainsi que des modalités d'exemptions de certaines installations ; les mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation d'eau, sont définies en fonction du niveau de gravité sécheresse atteint, pour les sites concernés.

Champ D'application
Non applicable :
a) Aux installations nécessaires aux activités suivantes (qui nous concernent) mais alerte sur les informations à tenir à jour (cf infra) :
- Captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- Collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;

b) Aux installations suivantes :
- Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
- Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

Applicable
- Aux ICPE dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Contenu des mesures de restriction et du reporting :
Les notions à retenir :
- Le prélèvement pris en compte : mètre cube par jour effectué dans le réseau et dans le milieu naturel – le volume en mètres cubes par jour rejeté, directement ou indirectement, dans la même masse d'eau
- Le volume de référence auquel les réductions sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

- Pour le calcul du volume de référence, Un volume forfaitaire de 5%, correspondant aux besoins liés à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, est déduit du volume de référence. L'exploitant peut déduire un volume supérieur à condition de le justifier.

4 niveaux de situation : ces installations classées sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité, à 4 niveaux :

a) Vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
b) Alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
c) Alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
d) Crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

Les réductions doivent être atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau.

Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Des mesures de reporting sont également fixées pour ces installations classées. L'ensemble des éléments sont à transmettre en utilisant l'outil GIDAF sur le lien suivant : https ://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf

Pouvoir discrétionnaire du préfet d'adapter les mesures à l'égard des ICPE visées aux circonstances locales :

- En fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2
- Ou en modifiant :
o La liste des installations,
o La liste des exploitants
o Ou des pourcentages mentionnés à l'article 3

Et il peut adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.

Informations à tenir à jour de l'inspection des ICPE :

1. La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, et les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;
2. Le volume de référence et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;
3. Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;
4. Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;
5. Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;
6. La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018

Attention ces informations sont à tenir à disposition pour les ICPE soumises sauf celles visées à l'article 3 et les informations des 1 et 6 pour les ICPE visées à l'article 1 (y inclus article 3).

Décret n° 2024-1098 du 2 décembre 2024 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050714429

Le décret modifie plusieurs dispositions du code de l'environnement relatives aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux afin de clarifier les procédures d'élaboration, de modification et de révision des schémas, de préciser le contenu des documents des schémas et d'améliorer le fonctionnement des commissions locales de l'eau. Le décret modifie également certaines dispositions du code de l'urbanisme afin de faciliter l'intégration des règles issues des schémas d'aménagement et de gestion des eaux dans les documents d'urbanisme, notamment concernant les zones humides.

En détail :

1. Possibilité de révision du périmètre du SAGE (nouvel article R212-27-1) :- Le périmètre peut être adapté lors de son élaboration ou de sa révision totale ;- Fixation des conditions de cette adaptation.
2. Nouvelles modalités de désignation des membres de la Commission locale de l'eau (CLE) (modification article R212-30) : Modification de la désignation des représentants des communes ; Possibilité d'ajouter un représentant des établissements publics d'urbanisme ; Désignation d'un vice-président parmi les membres de la Commission.

3. Précision relatives au mandat et aux droits des membres de la CLE (modification article R212-31) : Durée du mandat des membres des représentants des communes et des représentants des usagers : 6 ans renouvelable ; Remboursement des frais pour le président et les vice-présidents.
4. Nouvelles modalités de fonctionnement de la Commission (modification article R212-32) : La CLE élabore désormais son règlement intérieur ; Autorisation des délibérations par visioconférence ou échange d'écrits ; Introduction de modalités de gestion pour les absences répétées des membres.
5. Modification de la liste des organismes consultés lors de l'élaboration du SAGE (modification de l'article R212-39) ;
6. Détail de la procédure de modification, de révision partielle et totale du SAGE (remplacement de l'article R212-44) :
7. Modification du contenu du SAGE (modification de l'article R212-46) : Ajout des trajectoires de prélèvements sur la ressource en eau dans le SAGE ; Introduction d'un document identifiant les objectifs généraux.
8. Intégration des zones humides dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme (modification de l'article R212-47) ;
9. Application des contraventions de 5e classe en cas de méconnaissance des règles prévues par le SAGE relatives à la restauration et à la préservation de la ressource en eau (modification article R212-48) :III)
Entrée en vigueur :•Le décret est entré en vigueur le 5 décembre 2024 ;Certaines dispositions s'appliquent aux procédures d'élaboration, de modification ou de révision des SAGE engagées après la publication du décret (voir article 12 du décret).

EAU POTABLE

Avis de l'ANSES du 11 décembre 2023 relatif à une demande d'autorisation d'utilisation d'un procédé mettant en œuvre des membranes d'osmose inverse basse pression « TORAY TEP-HA » pour l'élimination de 26 pesticides et métabolites en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine
https://www.anses.fr/fr/system/files/EAUX2023SA0148.pdf

Pour information, l'avis de l'ANSES « relatif à une demande d'autorisation d'utilisation d'un procédé mettant en œuvre des membranes d'osmose inverse basse pression « TORAY TEP-HA » pour l'élimination de 26 pesticides et métabolites en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine » vient d'être publié sur le site internet de l'ANSES et est donc officiel et public.

Pour rappel, il est l'aboutissement d'une demande initiée par notre Région PSO (projet sur la commune d'Achères) et d'un projet mené par le CIRSEE afin d'obtenir l'autorisation administrative d'utiliser l'OIBP pour traiter des métabolites de pesticides. La DGS nous avait déjà officiellement informés fin décembre de l'autorisation du traitement par la membrane TORAY TEP-HA des 26 pesticides et métabolites testés. Nous sommes encore dans l'attente de confirmation par la DGS de certaines de nos interprétations de l'avis et de l'autorisation, afin de pouvoir mener de manière optimale avec les ARS des projets de traitement de pesticides par OIBP (par exemple les cas de membranes ou de métabolites non-testés lors de ce projet de demande d'autorisation).
noter qu'il ne s'agit pas d'une autorisation exclusive à SUEZ, cependant nous pouvons nous prévaloir d'avoir mené les essais (protocole et qualité des résultats reconnus par l'ANSES) et discussions avec la DGS (donc potentiellement d'avoir une meilleure interprétation sur l'application de cette autorisation).

Avis de l'ANSES du 25 juillet 2024 relatif « à la détermination de valeurs sanitaires maximales (VMAX) pour la desphényl-chloridazone et la méthyldesphényl-chloridazone, métabolites de la chloridazone, dans les eaux destinées à la consommation humaine »
https://www.anses.fr/fr/system/files/EAUX2023SA0041-b.pdf

Il est indiqué dans la conclusion de cet avis, bien que « Elle souligne qu'une VTi est moins robuste qu'une valeur toxicologique de référence (VTR) car associée à un niveau de confiance faible », « L'Agence adopte les conclusions du CES VSR et du CES « Eaux » ainsi que la proposition de retenir une VMAX pour chacun des deux métabolites de la chloridazone DPC et MDPC, respectivement de 11 µg. L-1 et 110 µg.L-1 ».

Ainsi, les Valeurs Sanitaires Transitoires (VST) qui avaient été proposées aux ARS dans l'instruction du 24 mai 2022 ne sont donc plus applicables pour ces deux métabolites. Il sera donc possible de demander des dérogations de distribution d'eau en cas de non-conformités liées à ces métabolites, si leurs concentrations sont inférieures à ces VMax, et non plus à 3 µg/l qui était la VST pour ces composés.

Règlement délégué (UE) 2024/370 de la Commission du 23 janvier 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant des procédures d'évaluation de la conformité pour les produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine, ainsi que des règles relatives à la désignation des organismes d'évaluation de la conformité qui participent à ces procédures
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400370

Ce règlement doit être appliqué avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau. Il établit des *procédures d'évaluation de la conformité pour les produits en contact avec l'eau potable* et des règles pour la désignation des organismes d'évaluation.

Points clés :

- Définit deux procédures d'évaluation selon le groupe de risque du produit.
- Exige une déclaration UE de conformité pour les produits conformes.
- Détaille les exigences pour les autorités notifiantes et les organismes notifiés.
- Précise le processus de notification et d'attribution des numéros d'identification.
- Établit des règles pour les modifications et retraits de notifications.

Annexe : Modèle de déclaration UE de conformité.

Application :

- À partir du 31 décembre 2026.
- Exception jusqu'au 31 décembre 2032 pour certains produits conformes aux exigences nationales.

Règlement délégué (UE) 2024/371 de la Commission du 23 janvier 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant des spécifications harmonisées pour le marquage des produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine

https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400371

Ce règlement doit être appliqué avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau. Cette réglementation va en particulier progressivement, à partir du 1er janvier 2027, remplacer les Attestations de Conformités Sanitaires françaises (et équivalents dans les autres pays européens).

Ce texte concerne les spécifications du marquage des produits :

Symbole

- Un symbole spécifique doit être apposé sur les produits
- Hauteur minimale de 5 mm
- Doit être visible, lisible et indélébile

Mention

- "CONVIENT POUR L'EAU POTABLE" doit accompagner le symbole
- En majuscules, police Helvetica Bold, taille minimale de 5 mm
- Langues requises selon l'État membre de commercialisation

Application du marquage

- Sur le produit, l'emballage et la documentation
- Possibilité d'utiliser d'autres étiquettes sans nuire à la visibilité du marquage
- Tous les éléments du marquage doivent être regroupés

Entrée en vigueur et application

- Applicable à partir du 31 décembre 2026
- Obligatoire et directement applicable dans tous les États membres

Décision d'exécution 2024/367/UE de la Commission du 23 janvier 2024 portant modalités d'application de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant les listes positives européennes des substances de départ, des compositions et des constituants dont l'utilisation est autorisée pour la fabrication de matériaux ou de produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine

https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32024D0367

Décision d'exécution 2024/368/UE de la Commission du 23 janvier 2024 portant modalités d'application de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les procédures et méthodes d'essai et d'acceptation des matériaux finaux utilisés dans les produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine

https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202400368

Ces décisions visent avant tout par les fabricants de produits en contact avec l'eau et va en particulier progressivement, à partir du 1er janvier 2027, remplacer les Attestations de Conformités Sanitaires françaises (et équivalents dans les autres pays européens).

La 2nde décision a pour objectif d'établir les procédures et méthodes d'essai et d'acceptation des matériaux finaux utilisés dans les produits en contact avec l'eau potable.

Points clés :

- Définit des exigences pour 4 catégories de matériaux : organiques, métalliques, cimentaires, émaux/céramiques/inorganiques.
- Catégorisation des produits en groupes de risque selon leur facteur de conversion.
- Examen de la formulation/composition des matériaux.
- Essais de migration pour analyser les substances libérées dans l'eau.
- Critères d'acceptation basés sur des limites de concentration au robinet.
- Évaluation de paramètres comme odeur, saveur, couleur, turbidité.
- Tests de stimulation de la croissance microbienne pour certains matériaux.

4 annexes détaillant les procédures spécifiques pour chaque catégorie de matériaux.

Applicable à partir du 31 décembre 2026.

Décision déléguée (UE) 2024/1441 de la Commission du 11 mars 2024 complétant la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil en établissant une méthode de mesure des microplastiques dans l'eau destinée à la consommation humaine
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:32024D1441
Points clés
- Adoption d'une méthode standardisée pour mesurer les microplastiques dans l'eau potable.
- Applicable aux particules de 20 µm à 5 mm et aux fibres de 20 µm à 15 mm.
- Prélèvement par filtration d'au moins 1 000 litres d'eau.
- Analyse par micro-spectroscopie vibrationnelle (FTIR, Raman).
- Classification des microplastiques par taille, forme et composition.

Procédure
- Filtration de l'eau à travers une cascade de 4 filtres.
- Analyse des particules collectées par microscopie et spectroscopie.
- Identification des polymères par comparaison avec une bibliothèque de spectres.
- Classification des particules/fibres selon leur taille, forme et composition.
- Expression des résultats en nombre de microplastiques par m3 d'eau.

Exigences
- Précautions pour éviter la contamination des échantillons.
- Contrôles de récupération et blancs analytiques.
- Sous-échantillonnage limité à 20% minimum de la surface du filtre.
- Documentation détaillée de la procédure et des résultats.

INSTRUCTION N° DGS/EA4/2024/30 du 12 mars 2024 relative à la gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées
https://sante.gouv.fr/fichiers/bo/2024/2024.6.sante.pdf

La présente instruction vient préciser les modalités de gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine. Les modalités de gestion décrites sont mises en œuvre par les agences régionales de santé en lien avec les personnes responsables de la production et/ou de la distribution d'eau au titre du Code de la santé publique. Cette instruction s'applique aux eaux destinées à l'alimentation humaine, distribuées par un réseau public. Les eaux conditionnées n'entrent pas dans le champ d'application de cette instruction.
Cette instruction vise à préciser les recommandations de gestion des situations locales de non-conformités pour les PFAS dans les EDCH , pour mise en œuvre en lien avec les préfets. Compte tenu des incertitudes scientifiques concernant cette famille de substances, elle vise également à vous informer des expertises sanitaires en cours.
La principale recommandation consiste à ne pas imposer de restrictions d'usages en cas de non-conformité, comme l'indique l'extrait ci-dessous de l'instruction :
« Sous réserve des valeurs maximales observées ou de la présence marquée de certains PFAS (PFOS - sulfonate de perfluorooctane et PFOA - acide perfluorooctanoïque - notamment), les préconisations du plan d'actions PFAS appliqué en région Auvergne-Rhône-Alpes sont celles à privilégier, en particulier l'absence de restriction des usages de l'eau dans l'attente des conclusions des expertises Anses et HCSP.
En effet, en l'état actuel des connaissances portées par les ARS à la DGS, une position différente pour ces nouvelles situations ne semble pas justifiée. Ces recommandations nationales sont transitoires et seront adaptées le cas échéant à la lumière des travaux de l'Anses et du HCSP ».
Il est rappelé que des valeurs guides sanitaires dans les EDCH définies par l'ANSES seront disponibles mi-2025.

DECHETS

Arrêté du 17 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049079127
Cet arrêté concerne les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712. Pas de site relevant de ces rubriques chez SUEZ Eau France. Il ne fait que corriger certaines incohérences et erreurs matérielles repérées dans plusieurs arrêtés ministériels.

Arrêté du 4 juin 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement et à déclaration
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049746728
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à enregistrement et à déclaration au titre des rubriques 2711, 2713, 2714, 2716, 2718 et 2791.

Objet : le présent arrêté vise à corriger certaines incohérences issues des arrêtés du 22 décembre 2023 et du 8 janvier 2024 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement et à déclaration. Il modifie notamment les dates d'application aux installations existantes des obligations des arrêtés types
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Déchets / transfert transfrontalier :
Règlement (UE) 2024/1157 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 relatif aux transferts de déchets, modifiant les règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056 et abrogeant le règlement (CE) n° 1013/2006 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
https://info.gistrid.din.developpement-durable.gouv.fr/le-nouveau-reglement-sur-les-ttd-a-ete-publie-a179.html
Ce règlement vise à moderniser le cadre actuel des transferts transfrontaliers de déchets afin de répondre aux défis posés par l'augmentation importante du commerce international de déchets et par la fermeture de certains pays importateurs.
Au sein de l'Union Européenne, les transferts pour élimination seront interdits, sauf dérogation. La procédure administrative sera dématérialisée au travers d'un système informatique centralisé. Les transferts de déchets depuis les territoires ultra-marins vers la métropole seront également facilités grâce à la mise en place d'un consentement tacite de l'autorité de transit des Etats Membres, sauf si celle-ci s'y oppose dans un délai 7 jours à compter de l'accord de l'autorité d'expédition et de destination.
Concernant l'export de déchets en dehors de l'Union européenne, de nouvelles règles seront mises en place afin de s'assurer de la capacité des Etats tiers à gérer correctement les déchets européens. Des audits des installations de traitement permettront également de s'assurer d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets à l'étranger. De même les exports de déchets plastiques vers les pays non-membres de l'OCDE seront interdits.
Enfin, ce règlement permettra également de renforcer la lutte contre le trafic illégal de déchets.
Présentation du dispositif sur le site du Ministère.

Il fournit le modèle de certificat qui doit être établi par les installations intermédiaires en lien avec les installations de traitement ultérieur pour confirmer que les traitements ultérieurs des déchets ont bien été effectués conformément à la réglementation (cf Règlement du 11/04/2024, art 15 et 16).

- Annexe 1 : modèle de certificat à utiliser avec les informations suivantes : Le numéro de la notification et le(s) numéro(s) de série du mouvement Les informations sur l'installation effectuant l'opération ultérieure (intermédiaire ou non intermédiaire) L'identification des déchets (codes, quantités, description) Les quantités traitées, avec les codes R ou D correspondants.
- Annexe 2 : instructions à suivre pour remplir ce certificat, notamment répartition des responsabilités entre l'installation intermédiaire et l'installation effectuant l'opération ultérieure.

PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BATIMENTS

Arrêté du 20 février 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049273763

Publics concernés : services de l'Etat, services publics, collectivités territoriales, propriétaires et occupants de bâtiments à usage tertiaire privé, professionnels du bâtiment, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, bureaux d'études thermiques, sociétés d'exploitation, gestionnaires immobiliers, fournisseurs d'énergies.
Objet : arrêté d'application relatif aux modalités d'application de l'obligation d'actions de réduction des consommations d'énergie dans des bâtiments à usage tertiaire. le présent arrêté modificatif apporte des précisions et des compléments à l'arrêté du 10 avril 2020. Il procède notamment à la définition des objectifs exprimés en valeurs absolues pour la première décennie (horizon 2030) de plusieurs catégories d'activités (logistique de température ambiante, blanchisserie dite « industrielle », centres hospitaliers, établissements pénitentiaires, établissements médico-sociaux, protection judiciaire de la jeunesse, sports).
Entrée en vigueur : dès le lendemain du jour de sa publication.

Arrêté du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049950583

Publics concernés : services de l'Etat, services publics, collectivités territoriales, propriétaires et occupants de bâtiments à usage tertiaire privé, professionnels du bâtiment, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, bureaux d'études thermiques, sociétés d'exploitation, gestionnaires immobiliers, fournisseurs d'énergies.
Entrée en vigueur : dès le lendemain du jour de sa publication.
Objet : arrêté d'application relatif aux modalités d'application de l'obligation d'actions de réduction des consommations d'énergie dans des bâtiments à usage tertiaire. le présent arrêté modificatif apporte des précisions et des compléments à l'arrêté du 10 avril 2020. Il procède notamment à la définition des objectifs exprimés en valeurs absolues pour la première décennie (horizon 2030) de plusieurs catégories d'activités (transport, audiovisuel, culture et loisirs, vente et services de véhicules, laboratoires non médicaux, hôtellerie de plein air, imprimerie, enseignement, accueil petite enfance, santé, tribunaux), ainsi que celles applicables aux outre-mer.

A retenir modification de l'article 5 :
- L'ajustement des consommations d'énergie relatives au chauffage et au refroidissement est effectué, en fonction des variations climatiques, sur la base des consommations réelles mesurées ou affectées par répartition, ou par défaut sur la base d'estimation.
- La méthode d'estimation des consommations énergétiques annuelles de combustibles stockables est précisée.
- Modification de l'annexe II : niveaux de consommation d'énergie finale fixées en valeur absolue - CABS : Création des valeurs CVC pour l'outre-mer.

Directive (UE) 2024/1275 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte)
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401275

Les objectifs de performance énergétique et GES sont actualisés (renforcés), les obligations d'équipement en panneaux solaires, recharges de véhicules rappelées.
La directive doit être transcrite en droit français pour être applicable
La présente directive promeut l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des bâtiments dans l'Union, en vue de parvenir à un parc immobilier à émissions nulles d'ici à 2050, compte tenu des conditions climatiques extérieures, des conditions locales, des exigences de qualité de l'environnement intérieur et du rapport coût/efficacité.
Date d'entrée en vigueur : 28 mai 2024.

Les articles 30, 31, 33 et 34 s'appliquent à partir du 30 mai 2026, date à laquelle la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments sera abrogée.
La présente directive fixe des exigences en ce qui concerne :

a) le cadre général commun d'une méthode de calcul de la performance énergétique intégrée des bâtiments et des unités de bâtiment ;
b) l'application d'exigences minimales de performance énergétique aux bâtiments neufs et aux nouvelles unités de bâtiment ;
c) l'application d'exigences minimales de performance énergétique aux bâtiments existants et unités de bâtiment existantes lorsqu'ils font l'objet d'une rénovation importantes ;
d) l'application de normes minimales de performance énergétique aux bâtiments existants et aux unités de bâtiments existantes conformément aux articles 3 et 9 ;
e) le calcul et la communication du potentiel de réchauffement planétaire des bâtiments ;
f) l'énergie solaire dans les bâtiments ;
g) les passeports de rénovation ;
h) les plans nationaux de rénovation des bâtiments ;
i) les infrastructures de mobilité durable à l'intérieur et à proximité des bâtiments ;
j) les bâtiments intelligents ;
k) la certification de la performance énergétique des bâtiments ou des unités de bâtiment ;
l) l'inspection régulière des systèmes de chauffage, des systèmes de ventilation et des systèmes de climatisation dans les bâtiments ;
m) les systèmes de contrôle indépendants pour les certificats de performance énergétique, les passeports de rénovation, les indicateurs de potentiel d'intelligence et les rapports d'inspection ;
n) la performance de la qualité de l'environnement intérieur des bâtiments.
Les États membres veillent à ce que les bâtiments neufs soient des bâtiments à émissions nulles à partir du 1er janvier 2028 en ce qui concerne les bâtiments neufs appartenant à des organismes publics et à partir du 1er janvier 2030 en ce qui concerne tous les bâtiments neufs.

Les États membres veillent à ce que le PRP (potentiel de réchauffement planétaire) sur tout le cycle de vie soit calculé conformément à l'annexe III et apparaisse dans le certificat de performance énergétique du bâtiment à partir du 1er janvier 2028 pour tous les bâtiments neufs dont la surface de plancher utile est supérieure à 1 000 m2 et à partir du 1er janvier 2030 pour tous les bâtiments neufs.

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour garantir que, lorsque des bâtiments font l'objet d'une rénovation importante, la performance énergétique du bâtiment ou de sa partie rénovée soit améliorée de manière à pouvoir satisfaire aux exigences minimales de performance énergétique fixées conformément à l'article 5 (consommation quasi nulle) dans la mesure où cela est techniquement, fonctionnellement et économiquement réalisable.

Les bâtiments non résidentiels font eux-aussi l'objet de normes minimales de performances énergétiques progressives : moins 16% en 2030 et moins 26% et en 2033.

La mise en place d'énergie solaire rentable sur les bâtiments neufs doit être prévue et son déploiement imposé dès 2027 sur les bâtiments neufs.

Un passeport rénovation doit être prévu dès 2026.

Les équipements techniques du bâtiment sont également soumis à cette directive. Dans le cadre de la mobilité verte et active des points de recharge pour véhicules électriques, des places de stationnement pour les vélos devront être prévus dans le cadre de travaux de rénovation. Des inspections des systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation doivent être mis en place. Ces dispositions ont été mises en place en France avec le diagnostic de performance énergétique (DPE).

A l'annexe III, les tableaux Valeur Chauf CVC et Valeur Refroid Use sont remplacés par les valeurs coefficients ajustement climatique par type d'établissement.

RISQUES NATURELS

Pour rappel : Loi n°2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047805414
Cette loi prévoit notamment l'établissement d'une carte de sensibilité aux feux de forêt et de végétation (mise à disposition sous georisques.gouv.fr) et la liste des communes exposées à un niveau de danger élevé ou très élevé. (Art L567-1 à 4)
Dans les zones de danger, l'article L.567-5 précise les interdictions et conditions d'autorisation de constructions et d'activités - qui doivent être intégrées dans un plan de prévention du risque incendie mais peuvent être rendues opposables avant même la publication du PPRIF.
Pour info, cette loi instaure également une obligation d'information pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement.
L'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 précise que les travaux menés en application des obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, constituent des travaux d'intérêt général de prévention des risques d'incendie qui visent à garantir la santé et la sécurité publiques et à protéger les forêts, en particulier les habitats naturels forestiers susceptibles d'abriter des espèces protégées. Ces travaux de défense des forêts contre les incendies conservent la destination forestière des terrains.
Ces obligations incombent aux propriétaires de constructions, chantiers, installations de toute nature jusqu'à une distance maximale de 50 m, pouvant être portée à 100 m, et aux gestionnaires d'infrastructures de transport sur une largeur maximale de 20 m, dans les territoires ou zones identifiées à risque d'incendie sur l'ensemble du territoire national.

Arrêté du 29 mars 2024 relatif aux obligations légales du débroussaillement pris en application de l'article L. 131-10 du code forestier
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049345913

Publics concernés : représentants de l'Etat dans les départements, propriétaires, occupants et exploitants de fonds soumis aux obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, propriétaires publics et privés de bois et forêts.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Objet : définition des modalités des travaux de débroussaillement arrêtées par les représentants de l'Etat dans les départements et de leur articulation avec la protection des espèces protégées et de leurs habitats.
Le présent arrêté est pris pour l'application de l'article L. 131-10 du code forestier, dans sa rédaction résultant de l'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023.
Il appartient au représentant de l'Etat dans le département d'arrêter les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques.
Le présent arrêté définit le socle des types de travaux que doivent contenir les arrêtés préfectoraux en vue de leur harmonisation, ceux-ci ayant vocation à préciser les critères techniques de réalisation des travaux. Il précise également le champ des modalités spécifiques pouvant être définies par le préfet pour tenir compte des enjeux locaux, ainsi que les mesures permettant l'articulation de ces travaux avec les enjeux de protection des espèces afin que les travaux de débroussaillement, menés en application des OLD, ne constituent pas un risque suffisamment caractérisé d'atteinte aux espèces et à leurs habitats, au sens de l'avis du Conseil d'Etat du 9 décembre 2022 n° 46356.
Les préfets doivent préciser par arrêté préfectoral les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques pour prévenir les risques d'incendie. Le contenu est cadré dans le présent arrêté
Ces arrêtés préfectoraux doivent être mis en conformité avec cet arrêté avant le 1er avril 2025.
il faut donc être attentif à ces arrêtés, qui pourraient actualiser ou imposer de nouvelles obligations d'entretien des espaces verts de nos sites.

Décret n° 2024-405 du 29 avril 2024 pris pour l'application des articles 23 et 26 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049491011

Publics concernés : tout public.

Objet : le décret définit les modalités d'application de l'article 23 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie, qui instaure une obligation d'information pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement. le décret met à jour la procédure d'élaboration de l'état des risques en rendant obligatoire pour le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier concerné par une zone assujettie à des obligations légales de débroussaillement d'en informer le potentiel acquéreur ou locataire à chaque étape de la vente ou de la location, et cela dès l'annonce immobilière. Il définit également les informations qui figurent dans l'état des risques. De plus, l'article 26 de la loi susvisée introduit un nouveau chapitre relatif à la prévention des incendies de forêt et de végétation au sein du code de l'environnement. Le décret précise les modalités de mise à disposition de la carte nationale prévue par l'article 26 de la loi. La première version de la carte est arrêtée au plus tard le 31 décembre 2026. Le décret précise également les modalités d'élaboration de la liste des communes exposées à un danger élevé et très élevé de feux de forêt et de végétation. Il définit les modalités d'instauration et les conditions dans lesquelles la “zone de danger” et les dispositions qui y sont applicables cessent d'être opposables. La “zone de danger” constituant une servitude d'utilité publique, le décret met à jour l'annexe du code de l'urbanisme les listant.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication, sauf pour l'article 1er qui entre en vigueur le 1er janvier 2025.

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Directive (UE) 2024/2881 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 concernant la qualité de l’air ambiant et un air pur pour l’Europe
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32024L2881

Cette directive s'inscrit dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Elle fait suite à la mise à jour en 2021 des lignes directrices de l'Organisation Mondiale de la Santé sur la qualité de l'air, qui ont renforcé les valeurs guides de certains polluants. À ce titre, la directive vise à actualiser la législation européenne existante, en refondant les directives 2004/107/CE et 2008/50/CE. Elle établit ainsi de nouvelles normes de qualité de l'air plus strictes dans l'Union européenne, fixant des valeurs limites et des obligations de réduction pour plusieurs polluants atmosphériques, tout en renforçant les exigences de surveillance et d'information du public sur la qualité de l'air

URBANISME ET CONSTRUCTION

Décret n°2024-1043 du 18 novembre 2024 portant diverses dispositions relatives aux autorisations d'urbanisme
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050613371
Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, particuliers.
Objet : le décret a pour objet de modifier et de simplifier plusieurs dispositions liées au régime des autorisations d'urbanisme. Le décret crée une obligation de transmission par voie électronique, pour les personnes morales, des demandes d'autorisation d'urbanisme dans les communes de plus de 3 500 habitants. Il crée également une nouvelle modalité du permis d'aménager, en permettant à celui-ci d'être réalisé et garanti financièrement par tranches en fonction de l'achèvement de ces dernières.
Entrée en vigueur : les dispositions de l'article 1er s'appliquent aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1er janvier 2025. Les dispositions de l'article 2 s'appliquent aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter de l'expiration d'un délai de trente jours suivant la publication du présent décret.

FISCALITE

Arrêté du 23 octobre 2024 déterminant le niveau de la majoration de taxe générale sur les activités polluantes sur les déchets stockés excédentaires et abrogeant les dispositions relatives à certains tarifs réduits de cette taxe
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050416382

Publics concernés : exploitants d'installations de stockage de déchets non dangereux, exploitants d'installations de traitement thermique de déchets non dangereux.
Objet : le présent arrêté fixe à 5 euros par tonne la majoration du tarif de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) applicable aux déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets non dangereux en dépassement de l'objectif annuel de réduction de moitié des mises en décharge par rapport à 2010 et abroge les dispositions relatives aux tarifs réduits de TGAP qui sont supprimés.
la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a introduit un objectif de réduction de 50 % des quantités de déchets non dangereux non inertes réceptionnés dans les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en 2025 par rapport à 2010. En cohérence avec cet objectif, l'article 104 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 prévoit, à compter du 1er janvier 2025, qu'une majoration de tarif de TGAP soit fixée entre 5 et 10 euros par tonne par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement. Cette majoration s'applique aux déchets réceptionnés par chaque ISDND en dépassement d'un seuil annuel constaté par le préfet de région conformément à l'objectif national de réduction de moitié des mises en décharge par rapport à 2010. En outre, le même article 104 a supprimé, à compter du 1er janvier 2025, les tarifs réduits de TGAP, à l'exception de ceux dont bénéficient les déchets réceptionnés dans les installations de traitement thermique réalisant une valorisation énergétique élevée dont le rendement énergétique

est supérieur ou égal à 0,65, ou des résidus à haut pouvoir calorifique issus des opérations de tri performantes et valorisés dans une installation de traitement thermique dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,70. En conséquence, le présent arrêté fixe le tarif de cette majoration à 5 euros par tonne et abroge les mesures réglementaires relatives à ces tarifs réduits.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2025.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Décret n° 2024-307 du 4 avril 2024 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques et complétant la traçabilité de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049366748

Création d'une nouvelle section intitulée « Traçabilité de l'exposition des travailleurs » formée des articles R 4412-93-1 à R 4412-93-4 du Code du Travail. L'employeur doit établir en tenant compte de l'état des risques du document unique la liste des travailleurs susceptibles d'être exposés aux CMR et les substances auxquelles ils sont exposés, et lorsque connus, le degré et la durée d'exposition. L'employeur informe les salariés de leur exposition personnelle. La liste est tenue à disposition du comité social et économique et communiquée aux services de santé au travail qui doivent la conserver dans le dossier médical de santé au travail du salarié pendant 40 ans. En cas de travail temporaire, l'entreprise utilisatrice communique l'information à l'entreprise de travail temporaire qui les communique à son tour à son service de santé au travail. Applicable au 5 juillet 2024. Point présenté au réseau des coordinateurs santé sécurité. Les CMR régulièrement rencontrés dans nos activités sont l'amiante et les micro-méthodes labo DCO => postes de travail correspondants : labo usines / réseaux.

Arrêté du 4 juin 2024 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049834826
Cet arrêté est applicable au **1er juillet 2026** (sauf les annexes sur la formation des opérateurs applicables en juillet 2024). Il a été pris au titre du décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations. Il concerne notamment les enrobés amiantés.
L'arrêté précise les conditions de réalisation des repérages amiante avant travaux dans le domaine d'activité des immeubles non bâtis, divisé en trois sous-domaines : ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers. Ces repérages amiante, réalisés suivant les exigences de la norme NF X 46-102 de novembre 2020, visent à rechercher la présence d'amiante avant réalisation de travaux, afin de permettre l'évaluation du risque amiante par les entreprises et la protection des travailleurs.
Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage, ou le propriétaire d'immeubles non bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette obligation vise enfin à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante.

Décret n° 2024-552 du 17 juin 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques aériens ou souterrains
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049738940
Ce décret crée dans le code du travail un nouveau chapitre intitulé : Travaux d'ordre non électrique dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques aériens ou souterrains formés des articles R 4544-12 à R 4544-33. Il est applicable au 19 décembre 2024.
Les travaux non électriques sont des travaux effectués dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques ne concernant pas leurs parties conductrices. Ce décret définit les obligations générales de l'employeur concernant la sécurité.
Les mesures reposent notamment sur l'évaluation des risques, selon qu'il est possible de rester au-delà des distances de sécurité ou d'approche prudente, ainsi que sur le marquage des dangers.
Les mesures de prévention doivent être transmises par écrit aux intervenants.
Les intervenants doivent être formés et habilités pour intervenir dans l'environnement des ouvrages électriques (l'AIPR permettant de délivrer cette attestation).

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques sous tension aériens et souterrains
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892304
Cet arrêté fixe les distances de sécurité applicables aux différents travaux réalisés dans l'environnement de lignes aériennes nues sous tension et la distance d'approche pour les travaux réalisés dans l'environnement de canalisations souterraines isolées.

Il détermine les modalités d'appréciation de ces distances et les prescriptions de sécurité à respecter pour ne pas les franchir.
Il définit les informations utilisées pour l'évaluation des risques que transmet l'exploitant du réseau électrique à l'employeur exécutant les travaux.
Il précise les dispositions spécifiques pour certains travaux agricoles sur la production végétale, les travaux d'entretien de la végétation et de l'abattage des arbres, notamment les distances de sécurité et les conditions d'utilisation des équipements de travail.

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux conditions d'équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'article R. 554-31 du code de l'environnement et l'habilitation prévue à l'article R. 4544-33 du code du travail
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892288
Cet arrêté fixe les conditions équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) prévue par le code de l'environnement et l'habilitation électrique prévue par le code du travail.
Réussite de l'AIPR "Encadrant" + "Opérateur" = habilitation « Chargé de chantier" au voisinage de lignes électriques
Réussite de l'AIPR "Opérateur" = habilitation "Exécutant" au voisinage de lignes électriques

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ou pour l'exécution d'opérations non électriques dans l'environnement d'ouvrages et d'installations électriques sous tension aériens et souterrains - Prévention du risque électrique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049892203
Cet arrêté rend obligatoire, afin d'assurer la prévention du risque électrique pour le personnel, les normes :
- NF C 18-510 de janvier 2012 relative aux operations sur les installations electriques ou dans leur voisinage ainsi que les modalites recommandees pour leur execution ;
- Additif de fevrier 2020 a la norme nf c 18-510 ;
- NF C 18-550 d'aout 2015 relative aux operations sur vehicules et engins a motorisation thermique, electrique ou hybride ayant une source d'energie electrique embarquee.
Cet arrete abroge l'arrete du 20 novembre 2017 relatif aux normes definissant les modalites recommandees pour l'execution des operations sur les installations electriques ou dans leur voisinage – prevention du risque electrique
Applicable au 8 juillet 2024.
Décret n°2024-692 du 5 juillet 2024 relatif à la contre-visite mentionnée à l'article L.1226-1 du Code du travail
https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=hhS68ECmVhDgElkqhy2ETGjXbwEqgi4p1G3fTjlpsFU=
La contre-visite concerne les salariés en arrêt de travail pour maladie ou accident, ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, qui bénéficient durant leur arrêt du versement par l'employeur d'un complément de salaire. Ce nouveau décret précise les modalités et conditions de la contre-visite. Le salarié doit désormais préciser à l'employeur son lieu de repos si différent de son domicile, ses horaires de sortie s'il en bénéficie. La contre-visite peut avoir lieu au domicile / lieu de repos du salarié ou au cabinet du médecin, sur convocation si le salarié peut se déplacer. La contre-visite médicale est réalisée par un médecin mandaté par l'employeur afin qu'il se prononce sur le caractère justifié de l'arrêt de travail et sur sa durée. Elle peut être effectuée à tout moment de l'arrêt de travail.

Décret n°2024-723 du 5 juillet 2024 relatif à l'imputation du coût des AT/MP des salariés de l'entreprise de travail temporaire
https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=hemXKOtyIrtBN3nYShlWwPpkgvuqALFfA-uBENCC3pA=
Ce décret revoit la répartition du coût des AT/MP entre Entreprise Utilisatrice (EU) et Entreprise de Travail Temporaire (ETT). Jusqu'à présent, les EU supportaient 1/3 du coût des AT/MP des intérimaires avec IPP > 10%. A compter de 2026, elles supporteront 50 % du coût des AT/MP des intérimaires, quelle que soit la durée de l'arrêt de travail et/ou le taux d'IPP fixé. Il est rappelé par ailleurs que la déclaration, la contestation et le suivi des dossiers AT/MP reste du ressort de l'ETT. L'EU va cependant devoir renforcer son pilotage pour anticiper cette nouvelle charge financière (communication des données EU/ETT, renforcement des commentaires lors de l'émission des IPDAT…).

Arrêté du 23 décembre 2024 portant modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050855018
Publics concernés : maîtres d'ouvrage et exécutants de travaux à proximité des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés, ainsi que les digues) ; exploitants de ces réseaux ; autorités publiques locales compétentes pour l'établissement et la mise à jour des fonds de plan employés pour la transmission des données de localisation des ouvrages ; prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.

Objet : mise à jour des fonctionnalités du guichet unique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux et révision du référentiel de certification des entreprises en détection et géoréférencement de réseaux. A la suite de la publication du décret n° 2024-1022 du 13 novembre 2024 portant diverses mesures relatives à la sécurité des réseaux, des canalisations de transport ou de distribution de gaz, d'hydrocarbures ou de produits chimiques et de certains équipements à risques, le présent arrêté met à jour les fonctionnalités du guichet unique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux, afin de permettre un accès à certaines informations pour les autorités publiques locales compétentes pour l'établissement et la mise à jour des fonds de plan employés pour la transmission des données de localisation des ouvrages. Le présent arrêté intègre également les évolutions introduites par le décret n° 2024-1022 du 13 novembre 2024 en ce qui concerne le traitement des ouvrages abandonnés. Enfin, il fait évoluer le référentiel de certification des entreprises en détection et géoréférencement de réseaux pour tenir compte du retour d'expérience.
Entrée en vigueur : entre en vigueur le 1er janvier 2025, à l'exception des dispositions du 9° de l'article 3 qui entrent en vigueur le 1er avril 2025.

7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2024

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilise pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).
L'organisation de SUEZ Eau France en 2024 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.
L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrat

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,23% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.
Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.
Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,

c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la traduction économique de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 200k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).
La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. **« Fonds contractuels de renouvellement »** : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :
a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.
Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.
  La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread).
  La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.

Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.
La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,

- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 4,14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à +3,70% (moyenne des taux ESTER de janvier à novembre 2024) soit 4,5% en position emprunteur (BFR positif) et 3,65% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0,83 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 25%.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle	Charges MO
Affectation charges ordonnancement usine	Charges MO
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Longueur réseau
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)
Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers

7.3 Attestations d'assurance

XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE

XL Insurance Company SE, Tour Majunga, 6 place de la pyramide, La Défense 9, 92800 Puteaux, France, enregistrée au RCS de Nanterre sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous, atteste que la société :

SUEZ, Altiplano, 4 Place de la Pyramide, 92800 Puteaux FRANCE

Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales et plus particulièrement pour **SUEZ EAU France,**

A souscrit auprès de notre Société les contrats d'assurances " Dommages aux biens et pertes d'exploitation" n° **FR00047932PR et FR00048056PR.**

Les garanties s'exercent notamment pour le site sis :

SUEZ EAU FRANCE et ses filiales Altiplano, 4 Place de la Pyramide 92800 PUTEAUX

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises des Polices, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme (art. L126-2 et L126.3 du code des assurances)
- Catastrophes Naturelles (art. L125-1 et suivants du code des assurances)

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre .....300 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine..... 50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (Sous-limite épuisable par an)..... 70 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers ..... 30 000 000 €
- Frais et pertes ..... 40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation..... 30 000 000 €

XL Insurance Company SE, Tour Majunga, 6 place de la Pyramide, La Défense 9, 92800 Puteaux, France - Téléphone : +33 1 56 92 80 00 **axaxl.com**
XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie) XL Insurance Company SE, Succursale française : Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX, France, enregistrée au RCS de Nanterre sous le numéro 419 408 927.
Directors: T. Barry, X. Veyry (FR), D. Guest, D. Pallici-Chehab (FR), F. Blanc (FR), J. O'Neill, H. Browne, M. Audrin (FR)

Cette attestation constitue une présomption d'assurance et ne saurait engager l'assureur au-delà des clauses, limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation délivrée pour la période du **01/01/2026** au **31/12/2026 inclus** est établie pour servir et valoir ce que de droit, étant entendu qu'elle ne saurait se substituer à la police citée en référence, avenants et annexes, et qu'en cas de litige seuls ceux-ci feront foi.

Fait à Puteaux, le 29 Décembre 2025

XL INSURANCE COMPANY SE
SUCCURSALE FRANÇAISE
TOUR MAJUNGA - LA DÉFENSE 9
6 PLACE DE LA PYRAMIDE, 92800 PUTEAUX
RCS [illegible] Signé par 808 927
SIEGE SOCIAL
WOLFE TONE HOUSE, WOLFE TONE STREET
DUBLIN 1, IRLANDE
IMMATRICULÉE EN IRLANDE SOUS LE N 641686
REPRÉSENTÉE PAR AXA ASSURANCES SE
(ORIAS N° C 184968)

XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux, France, enregistrée au RCS de Nanterre sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous, atteste que la société suivante :

SUEZ EAU FRANCE et ses filiales
Altiplano, 4 Place de la Pyramide
92800 PUTEAUX, France

bénéficie des garanties Responsabilité Civile des contrats N° FR00039252LI et FR00039254LI souscrits par **SUEZ**, couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages causés aux tiers dans le cadre des activités garanties aux contrats.

MONTANTS DES GARANTIES :

L'engagement de l'assureur ne saurait excéder les montants ci-après.

Les montants ci-dessous sont exprimés Tous dommages Confondus (Corporels, Matériels et Immatériels Consécutifs ou non).

Responsabilité Civile Exploitation
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Après Livraison / Après Réception / Responsabilité Civile Professionnelle
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Atteinte à l'environnement
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats.

La présente attestation est délivrée pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2026 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation de la garantie prévues aux contrats.

Sa validité, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que ces derniers doivent être obligatoirement souscrits auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Fait sous le n° 2025/FR00039254LI/253535, pour valoir ce que de droit le 17/12/2025.

XL Insurance Company SE, Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux, France - Telephone: +33 1 56 92 80 00 **axaxl.com**
XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1, D01 HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie) XL Insurance Company SE, Succursale française : Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux, France, enregistrée au RCS de Nanterre sous le numéro 419408927.
Administrateurs: T. Berry,X. Veyry (FR), D. Guest, D. Pelici-Chehab (FR), F. Blanc (FR), J. O'Neill, H. Browne, P.H. Reatcul (FR)

7.4 Les conventions de déversement

	Commune	Industriel	Date de signature
1	APPOIGNY	FESTINS DE BOURGOGNE	2023
2	AUXERRE	AUCHAN (anciennement Groupe CASINO)	2018
3	AUXERRE	BAUDOIN THILIEN	2017
4	AUXERRE	BLANCHISERIE INTER-HOSPITALIERE	2017
5	AUXERRE	BOURGOGNE SALAISONS	2017
6	AUXERRE	CENTRE DE MEDECINE NUCLEAIRE DU PARC	2020
7	AUXERRE	CENTRE HOSPITALIER	2014
8	AUXERRE	CENTRE HOSPITALIER PSYCHIATRIQUE	2021
9	AUXERRE	CENTRE LECLERC	2019
10	AUXERRE	CONCESSIONNAIRE BMW-MINI	2017
11	AUXERRE	CRESSON VOYAGES	2019
12	AUXERRE	EPNAK	2021
13	AUXERRE	FRUEHAUF	2023
14	AUXERRE	GARAGE AMPLITUDE AUTO	2018
15	AUXERRE	GARAGE DEBUQUOY	2019
16	AUXERRE	GARAGE FOUCHER	2021
17	AUXERRE	GARAGE HYUNDAY	2023
18	AUXERRE	GARAGE NOMBLOT	2010
19	AUXERRE	GARAGE SELVI LORIN	2019
20	AUXERRE	KEOLIS	2025
21	AUXERRE	LA BOUCHERIE DES PIEDS DE RATS	2018
22	AUXERRE	LABORATOIRES MACORS	2017
23	AUXERRE	LAVAGE AUXERROIS	2018
24	AUXERRE	MAISON D'ARRET	2014
25	AUXERRE	MAISON DE RETRAITE DEPARTEMENTALE	2023
26	AUXERRE	MOUVEX	2013
27	AUXERRE	POLYCLINIQUE SAINTE MARGUERITE	2013
28	AUXERRE	SUEZ RV YONNE METAUX	2017
29	AUXERRE	TRANSDEV	2017
30	CHAMPS SUR YONNE	NICOLAS INDUSTRIE	2024
31	MONETEAU	VIRLY	2025
32	VAUX	DOMAINE SAINT PANCRACE	2021

7.5 Calcul des indicateurs CCSPL

- **Indicateur P252.2 :** Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage (NOMBRE / 100km)

COMMUNES	Nombre de points noirs identifiés	Total linéaire EU + UNITAIRE (ml)	Points noirs / 100km
APPOIGNY	1	36 104	2,8
AUGY	0	7 045	0,0
AUXERRE	4	181 507	2,2
BLEIGNY LE CARREAU	0	2 998	0,0
BRANCHES	0	5 339	0,0
CHAMPS SUR YONNE	3	12 218	24,6
CHARBUY	1	22 218	4,5
CHEVANNES	0	24 058	0,0
CHITRY	0	4 049	0,0
COULANGES LA VINEUSE	0	7 042	0,0
ESCAMPS	3	9 359	42,6
ESCOLIVES STE CAMILLE	1	7 998	10,7
GURGY	0	12 560	0,0
GY L'EVEQUE	0	4 693	0,0
IRANCY	0	4 158	0,0
JUSSY	1	5 545	24,1
LINDRY	0	13 533	0,0
MONETEAU	2	44 271	14,8
MONTIGNY LA RESLE	0	4 117	0,0
PERRIGNY	0	14 195	0,0
QUENNE	0	6 240	0,0
ST BRIS LE VINEUX	0	12 268	0,0
ST GEORGES SUR BAULCHE	1	36 082	8,2
VALLAN	0	5 114	0,0
VILLEFARGEAU	0	9 096	0,0
VILLENEUVE ST SALVE	0	3 919	0,0
VINCELLES	1	9 435	11,0
VINCELOTTES	0	5 265	0,0
TOTAL	18	510 426	3,53

- **Indicateur P254.3 :** Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau

STEU	APPOIGNY	CHEVANNES	SAINT GEORGES	SAINT BRIS	TOTAL
% de conformité	100%	75%	50%	92%	
% de non-conformité	0,0%	25,0%	50,0%	7,7%	
Nombre de bilans non conformes	0	3	6	4	
Nombre de bilans réalisés	104	12	12	52	
Charge moyenne (kg DBO5/j)	1 358,8	54,7	120,1	68,4	1 602,0
Moyenne pondérée par la charge entrante en DBO5	1 358,8	41,0	60,1	63,1	1 523,0

Calcul = [Somme des moyennes pondérées / TOTAL Charge moyenne] * 100

95,1%

- **P255.3 :** Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées

	Note maximale
A - Eléments communs à tous les types de réseaux	**100**
Identification sur plan et visite de terrain	**20**
Evaluation sur carte	**10**
Réalisation d'enquêtes de terrain	**20**
Réalisation de mesures de débit et de pollution	**30**
Réalisation d'un rapport	**10**
Connaissance de la qualité des milieux récepteurs	**10**
B - Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs	**10**
Evaluation pollution pluviale	**10**
C - Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes	**10**
Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage	**10**
Note unitaire	**120**
Charges entrantes 2025	**4 074,6**
Note globale 2025	**98,5**

7.6 Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement

Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement sont détaillées dans le tableau suivant :

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
APPOIGNY	PR 1 Gué de la Pucelle - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	11
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	40
APPOIGNY	PR 10 - Rue de l'Europe - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	23
APPOIGNY	PR 11 - Allée des Violettes - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	2
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	16
APPOIGNY	PR 12 - Allée des Pervenches - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
APPOIGNY	PR 13 - Rue de la Chapelle - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
APPOIGNY	PR 14 - Voie des Lys - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
APPOIGNY	PR 16 - ZAE EU2 - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	2
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	10
APPOIGNY	PR 17 - ZAE EU3 - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
APPOIGNY	PR 18 Rue de la Planchette - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
APPOIGNY	PR 19 - ZAE EP1 - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	0
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 2 Gué de l'Epine - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	18
APPOIGNY	PR 20 - ZAE EP2 - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	0
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	0
APPOIGNY	PR 3 Quai de Regennes - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	10
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	30
APPOIGNY	PR 5 - Clos du Pré - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	2
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
APPOIGNY	PR 6 - Rue du Stade - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	3
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
APPOIGNY	PR 7 - Château de Regennes - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
APPOIGNY	PR 8 - Chemin des Ruelles - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	14

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
APPOIGNY	PR 9 - Route des Bries - APPOIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	10
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	35
AUGY	PR Soufflot - AUGY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
AUXERRE	PR 1 - Jean Moreau - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	10
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	34
	PR 10 - Quai du Batardeau - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
	PR 11 - Rue de l'Ocrerie - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	2
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	14
	PR 12 - Rue de Sougères - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	15
	PR 13 - Gorges Rouges - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
	PR 14 - Rue de Champlys - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	5
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	19
	PR 2 - Rue Léon Serpolet - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	37

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
AUXERRE	PR 3 - La Noue - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	8
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	23
	PR 4 - RN6/Route de Chablis - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	14
	PR 5 - Auxerrexpo- AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	2
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
	PR 6 - Centre Nautique - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	24
	PR 7 - Rue de l'Ile aux Plaisirs - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
	PR 8 - Rue du Colonel Rozanoff - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	3
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	14
	PR 9 - Allée des Bourdillats - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	3
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
	PR de Vaux (ancienne station) - AUXERRE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	10
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	18
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 1 Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	3
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	10
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	16

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
CHAMPS-SUR-YONNE	PR 2 Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	12
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	25
	PR 3 des Acacias - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	14
	PR 4 Toussac - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	58
	PR 5 La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	15
	PR 6 Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	35
	PR 7 Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	15
	PR 8 Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
CHARBUY	PR 1 Voie du Tremble - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	25
	PR 10 Coteau Haut - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	19

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
CHARBUY	PR 2 Chemin des Patouillats - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	16
	PR 3 Gros Chêne - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	3
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
	PR 4 Les Varennes 2 - Ruelle Maillot - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	24
	PR 5 Les Varennes 1 - Les Maraîchers - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	21
	PR 6 Lagune - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	14
	PR 7 Charmotiere - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	23
	PR 8 Mésanges - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	3
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	16
	PR 9 du Coteau Haut - CHARBUY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	25
CHEVANNES	PR 1 la Chamaille - CHEVANNES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	21

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
CHEVANNES	PR 2 Ribourdin - CHEVANNES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	18
	PR 3 Champs clos (Serein) - CHEVANNES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	4
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	16
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	24
	PR 4 la Biche - CHEVANNES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	5
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	21
	PR 5 la Source (Maulny) - CHEVANNES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	3
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	4
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	21
	PR 6 Porte d'en haut - CHEVANNES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	17
	PR 7 Liberté (Orgy) - CHEVANNES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
	PR 8 la Villote - CHEVANNES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
COULANGES-LA-VINEUSE	PR Vallée sous Château - COULANGES LA VINEUSE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	22

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
ESCAMPS	PR 1 Rue de Chaumont - Les Huilliers - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	132
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
	PR 2 Champ du Four - Avigneau 1 - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	6
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	16
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	252
	PR 3 Thertre - Vaumarloup - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	3
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	208
	PR 4 Abreuvoir - Avigneau 2 - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	164
	PR 5 Rigaude - La Grilletière - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	152
	PR 6 Rue de Pouligny - Vestiaires - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	0
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	2
	PR 7 Moulin Brûlé - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	2
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	123
	PR 8 RD1 - ESCAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	145
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR de Vaux - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	20

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PR du Beau - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	34
	PR du Canal - ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	3
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	10
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	21
	PR Ecole - ESCOLIVE SAINTE CAMILLE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	25
GURGY	PR 1 - Rue du Halage - GURGY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	28
	PR 16 - Quai du Gué de la Baume - GURGY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	10
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	39
	PR 2 - Rue du Stade - GURGY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	27
	PR 3 - Rue le Meunier - GURGY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
IRANCY	PR IRANCY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	31
JUSSY	Dégrilleur réseau - JUSSY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
LINDRY	PR Pré Mouron - LINDRY LES HOUCHES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	19
MONÉTEAU	PR 1 - Rue Saint Laurent - SOUGERES SUR SINOTTE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	32
	PR 10 - Boisseaux - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	19
	PR 11 - Rue de l'Yonne 2 - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	17
	PR 12 - Rue de l'Yonne 1 - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	21
	PR 13 - Rue de Bruxelles - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	10
	PR 14 - Rue des Dumonts - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	16
	PR 15 - Rue de Dublin - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	41
	PR 17 - Allée des Peupliers - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	14

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
ONÉTEAU	PR 2 - Rue des Prés - SOUGERES SUR SINOTTE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	20
	PR 3 - Rue des Hardies - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	14
	PR 4 - Rue du Moulin - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	14
	PR 5 - Terrier Autoroute - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	14
	PR 6 - Rue du Gué de l'Epine - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	21
	PR 7 rue de Paris - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	8
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	173
	PR 8 - Rue d'Oslo - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	3
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
	PR 9 - Rue des Mariniers - MONETEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	18
MONTIGNY-LA-RESLE	PR RN77 Le Chapelain - MONTIGNY LA RESLE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	22

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
PERRIGNY	PR 1 - Le Petit Bois - PERRIGNY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	41
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	9
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	25
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	16
	PR de VILLEFARGEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	19
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	29
	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
VINCELLES	PR 1 Camping - VINCELLES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	13
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	39
	PR 2 D606 - VINCELLES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	3
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	19
	PR 3 Rue de la Cave - VINCELLES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	19

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
VINCELOTTES	PR 1 De Cravant - VINCELOTTES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	3
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	17
	PR 2 23 rue du Moulin - VINCELOTTES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	5
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	20
	PR 3 rue du Moulin - VINCELOTTES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	4
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	13
	PR 4 de Bailly - VINCELOTTES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	14
	PR 5 Quai de l'Yonne - VINCELOTTES	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	7
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	27

7.7 La relation clients par commune

Relation client				
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de réclamations écrites FP2E	32	27	11	- 59,3 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	20,65	16,96	6,88	- 59,4 %

AUGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	4	5	3	- 40,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	8,42	10,66	6,3	- 40,9 %

AUXERRE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	237	218	188	- 13,8 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	13,85	12,56	10,79	- 14,1 %

BLEIGNY-LE-CARREAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	2	3	5	66,7 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	14,29	21,58	35,71	65,5 %

BRANCHES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	3	2	4	100,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	14,85	9,8	19,51	99,0 %

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	9	14	10	- 28,6 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	11,8	18,25	12,77	- 30,0 %

CHARBUY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	14	20	3	- 85,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	18,4	25,91	3,86	- 85,1 %

CHEVANNES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	-	-	8	-
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	-	-	7,66	-

Relation client				
CHITRY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de réclamations écrites FP2E	-	-	2	-
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	-	-	17,54	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	2	5	4	- 20,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	4,63	11,57	9,24	- 20,2 %

ESCAMPS	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	0	9	1	- 88,9 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	0	34,22	3,85	- 88,8 %

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	9	3	4	33,3 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	28,66	8,96	11,94	33,3 %

GURGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	9	10	11	10,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	11,51	12,64	13,89	9,9 %

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	1	6	0	- 100,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	4,42	26,55	0	- 100,0 %

IRANCY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	3	2	1	- 50,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	12,24	8,16	4,08	- 50,0 %

JUSSY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	5	1	5	400,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	25,13	4,95	24,51	395,1 %

Relation client				
LINDRY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de réclamations écrites FP2E	11	5	2	- 60,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	24,28	10,62	4,24	- 60,1 %

MONÉTEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	32	25	12	- 52,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	15,13	11,69	5,6	- 52,1 %

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	7	2	1	- 50,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	30,7	8,97	4,46	- 50,2 %

PERRIGNY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	10	12	3	- 75,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	17,12	20,55	5,1	- 75,2 %

QUENNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	5	2	0	- 100,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	21,55	8,62	0	- 100,0 %

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	13	13	9	- 30,8 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	27,84	27,25	18,6	- 31,8 %

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	18	19	11	- 42,1 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	11,87	12,34	7,13	- 42,2 %

VALLAN	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	2	2	1	- 50,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	5,39	5,25	2,65	- 49,6 %

Relation client				
VILLEFARGEAU	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de réclamations écrites FP2E	0	2	2	0,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	0	5,33	5,29	- 0,8 %

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	4	1	0	- 100,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	31,5	7,81	0	- 100,0 %

VINCELLES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	4	12	4	- 66,7 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	7,74	23,3	7,65	- 67,2 %

VINCELOTTES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de réclamations écrites FP2E	0	7	2	- 71,4 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	0	31,25	8,93	- 71,4 %

7.8 L’encaissement et le recouvrement par commune

L'encaissement et le recouvrement			
APPOIGNY	**2024**	**2025**	**N/N- (%)**
Délai Paiement client (j)	62,5	36,12	- 42,2%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	29 109,42	39 649,06	36,2%
Créances irrécouvrables (€)	4,37	16 556,9	378 776,4%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	5 594,51	23 235,64	315,3%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	126 959,21	539 520,16	325,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	539 520,16	514 563,8	- 4,6%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	3,22	397 151,9%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	4,41	4,31	- 2,3%

AUGY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	45,9	72,53	58,0%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	223,22	1 163,42	421,2%
Créances irrécouvrables (€)	1,31	-	- 100,0%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	200,13	774,12	286,8%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	45 417,72	85 885,98	89,1%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	85 885,98	88 432,65	3,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	- 100,0%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	0,44	0,9	104,5%

AUXERRE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	46,99	44,5	- 5,3%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	186 089,44	419 101,44	125,2%
Créances irrécouvrables (€)	3 775,36	17 685,33	368,4%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	67 674,67	241 261,67	256,5%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	1 593 379,58	4 954 704,9	211,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	4 954 704,9	4 737 039,15	- 4,4%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,08	0,37	390,0%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	4,25	4,87	14,6%

L'encaissement et le recouvrement			
BLEIGNY-LE-CARREAU	**2024**	**2025**	**N/N- (%)**
Délai Paiement client (j)	42,59	6,89	- 83,8%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	337,72	927,93	174,8%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	66,27	604,33	811,9%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	1 970,05	22 475,82	1 040,9%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	22 475,82	20 839,8	- 7,3%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	3,36	2,69	- 20,1%

BRANCHES	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	15,62	15,43	- 1,2%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	453,62	2 035,42	348,7%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	110,24	900,69	717,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	15 148,98	44 376,3	192,9%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	44 376,3	44 972,19	1,3%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	0,73	2,03	178,9%

CHAMPS-SUR-YONNE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	22,54	42,98	90,7%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	3 738,61	8 168,88	118,5%
Créances irrécouvrables (€)	163,19	855,99	424,5%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	618,79	5 055,58	717,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	22 716,11	182 327,49	702,6%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	182 327,49	190 285,99	4,4%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,09	0,45	402,6%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,72	2,77	1,8%

L'encaissement et le recouvrement

CHARBUY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	14,94	47,24	216,1%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	2 545,57	15 478,68	508,1%
Créances irrécouvrables (€)	39,56	71,1	79,7%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	922,09	4 639,95	403,2%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	48 454,31	162 797,91	236,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	162 797,91	175 647,9	7,9%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,02	0,04	66,6%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,9	2,85	49,8%

CHEVANNES	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	-	33	-
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	521,87	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	-	152 139,03	-
Taux de créances irrécouvrables (%)	-	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	-	-

CHITRY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	-	53,24	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	-	27 149,11	-
Taux de créances irrécouvrables (%)	-	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	-	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	82,01	64,17	- 21,8%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	1 315,07	4 161,05	216,4%
Créances irrécouvrables (€)	77,18	214,66	178,1%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	996,19	1 721,85	72,8%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	46 409,03	99 366,09	114,1%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	99 366,09	97 913,38	- 1,5%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,08	0,22	182,3%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,15	1,73	- 19,3%

L'encaissement et le recouvrement

ESCAMPS	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	29,05	31,97	10,1%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	1 018,28	7 053,86	592,7%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	4 404,72	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	-	96 823,28	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	96 823,28	36 693,48	- 62,1%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	4,55	-

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	32,1	48,95	52,5%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	1 280,1	4 487,93	250,6%
Créances irrécouvrables (€)	251,78	25,51	- 89,9%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	1 092,19	2 431,16	122,6%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	37 838,99	77 037,67	103,6%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	77 037,67	73 874,1	- 4,1%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,33	0,03	- 89,4%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,89	3,16	9,3%

GURGY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	26,41	47,43	79,6%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	16 254,59	17 293,24	6,4%
Créances irrécouvrables (€)	20,37	1,08	- 94,7%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	11 140,62	4 281,59	- 61,6%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	57 424,29	164 511,67	186,5%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	164 511,67	163 744,15	- 0,5%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,01	0	- 94,7%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	19,4	2,6	- 86,6%

L'encaissement et le recouvrement

GY-L'ÉVÊQUE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	76,73	51,83	- 32,5%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	481,06	2 722,41	465,9%
Créances irrécouvrables (€)	9,48	-	- 100,0%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	481,06	1 493,85	210,5%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	22 840,86	45 838,97	100,7%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	45 838,97	42 624,73	- 7,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,02	0	- 100,0%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,11	3,26	54,7%

IRANCY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	51,77	84,22	62,7%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	355,56	968,98	172,5%
Créances irrécouvrables (€)	0,96	9,07	844,8%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	300,44	509,75	69,7%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	16 533,74	30 271,81	83,1%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	30 271,81	30 367,45	0,3%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,03	841,8%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,82	1,68	- 7,3%

JUSSY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	49,12	40,08	- 18,4%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	300,75	626,21	108,2%
Créances irrécouvrables (€)	-	200,54	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	300,75	405,93	35,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	16 369,75	31 996,72	95,5%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	31 996,72	29 846,42	- 6,7%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,67	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,84	1,27	- 30,9%

L'encaissement et le recouvrement

LINDRY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	14,31	10,22	- 28,6%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	2 874,78	5 374,35	86,9%
Créances irrécouvrables (€)	-	84,88	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	565,67	3 445,3	509,1%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	32 008,5	123 859,82	287,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	123 859,82	118 993,63	- 3,9%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,07	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,77	2,78	57,4%

MONÉTEAU	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	32,97	25,07	- 23,9%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	25 894,11	37 297,12	44,0%
Créances irrécouvrables (€)	54,76	1 073,03	1 859,5%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	6 538,99	19 446,36	197,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	154 452,5	575 627,69	272,7%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	575 627,69	565 455,61	- 1,8%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,01	0,19	1 894,8%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	4,23	3,38	- 20,2%

MONTIGNY-LA-RESLE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	7,4	15,23	105,7%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	1 226,02	1 710,7	39,5%
Créances irrécouvrables (€)	-	418,46	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	739,58	626,91	- 15,2%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	9 076,91	48 206,66	431,1%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	48 206,66	44 537,75	- 7,6%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,94	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	8,15	1,3	- 84,0%

L'encaissement et le recouvrement

PERRIGNY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	9,29	21,21	128,2%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	1 575,59	4 420,21	180,5%
Créances irrécouvrables (€)	1,64	139,13	8 383,5%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	631,36	1 435,75	127,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	15 861,94	114 876,21	624,2%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	114 876,21	123 984,78	7,9%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,11	7 760,3%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	3,98	1,25	- 68,6%

QUENNE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	3,33	9,53	186,4%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	228,4	647,56	183,5%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	57,06	347,28	508,6%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	24 390,15	35 714,88	46,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	47 522,76	34 586,96	- 27,2%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	0,23	0,97	315,6%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	75,19	28,99	- 61,4%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	2 269,36	8 801,09	287,8%
Créances irrécouvrables (€)	116,37	272,57	134,2%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	406,9	6 401,55	1 473,2%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	16 701,22	150 356,49	800,3%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	150 356,49	98 858,64	- 34,3%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,08	0,28	256,2%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,44	4,26	74,8%

L'encaissement et le recouvrement

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	16,74	10,15	- 39,4%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	1 506,84	5 471,41	263,1%
Créances irrécouvrables (€)	48,13	303,33	530,2%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	2 700,57	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	57,75	198 267,99	343 221,2%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	198 267,99	334 583,98	68,8%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,02	0,09	273,5%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	0	1,36	-

VALLAN	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	14,02	21,03	50,0%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	1 603,04	5 936,43	270,3%
Créances irrécouvrables (€)	18,74	137,42	633,3%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	729,93	2 753,87	277,3%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	13 351,25	86 150,72	545,3%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	86 150,72	86 009,52	- 0,2%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,02	0,16	634,5%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	5,47	3,2	- 41,5%

L'encaissement et le recouvrement

VILLEFARGEAU	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	60,45	7,47	- 87,6%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	-	1 013,03	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	512,36	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	-	28 827,45	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	28 827,45	94 760,71	228,7%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	1,78	-

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	1,13	2,33	105,3%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	0	0	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	0	-	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	3 726,96	26 667,24	615,5%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	26 667,24	24 116,91	- 9,6%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	0	0	-

VINCELLES	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	44,31	56,55	27,6%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	1 590,27	4 292,83	169,9%
Créances irrécouvrables (€)	0,87	101,4	11 555,2%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	1 370,18	2 056,79	50,1%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	49 682,56	96 550,35	94,3%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	96 550,35	96 199,06	- 0,4%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,11	11 597,7%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,76	2,13	- 22,8%

VINCELOTTES	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	87,93	64,32	- 26,9%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	705,27	6 641,84	841,7%
Créances irrécouvrables (€)	-	662,41	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	270,67	5 043,31	1 763,3%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	17 851,55	37 847,61	112,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	37 847,61	33 626,04	- 11,2%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	1,97	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,52	13,33	778,8%

7.9 Le fonds de solidarité par commune

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du contrat gérées par SUEZ Eau France.

Le fonds de solidarité

APPOIGNY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	2	0	0	-
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

AUGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	0	1	1	0,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	1	1	0,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	0	72,21	82,92	14,8%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	0	65,64	75,38	14,8%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	-	59,9	73,83	23,3%
Montant Total HT "solidarité"	0	65,64	75,38	14,8%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0,0019	0,0021	7,4%

AUXERRE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	9	39	32	- 17,9%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	4	32	22	- 31,3%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	74,5	3 679,73	3 283,74	- 10,8%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	67,73	3 346,66	2 985,17	- 10,8%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	66,43	2 811,21	2 632,75	- 6,3%
Montant Total HT "solidarité"	67,73	3 346,66	2 985,17	- 10,8%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0001	0,0018	0,0016	- 13,2%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

Le fonds de solidarité

BRANCHES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

CHARBUY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

CHEVANNES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	-	-	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	-	-	0	-

CHITRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	-	-	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	-	-	0	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

ESCAMPS	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

Le fonds de solidarité

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	1	0	- 100,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	1	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	0	60,08	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	0	54,61	0	- 100,0%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	0	50,72	0	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	0	54,61	0	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0,0023	0	- 100,0%

GURGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

IRANCY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

JUSSY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

LINDRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	0	1	0	- 100,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	1	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	0	37,68	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	0	34,25	0	- 100,0%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	0	31,66	0	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	0	34,25	0	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0,001	0	- 100,0%

Le fonds de solidarité

MONÉTEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	0	2	3	50,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	2	2	0,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	0	359,38	288,08	- 19,8%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	0	326,7	261,89	- 19,8%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	0	278,6	233,99	- 16,0%
Montant Total HT "solidarité"	0	326,7	261,89	- 19,8%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0,0015	0,0011	- 23,8%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

PERRIGNY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

QUENNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	0	1	-
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	1	0	0	-
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	24,75	0	0	-
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	22,5	0	0	-
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	22,5	0	0	-
Montant Total HT "solidarité"	22,5	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0018	0	0	-

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

Le fonds de solidarité

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	0	0	-
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

VALLAN	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

VILLEFARGEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

VINCELLES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	0	1	-
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

VINCELOTTES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	0	0	-
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

7.10 Les dégrèvements par commune

Sont présentés ci-dessous les nombres de dossiers de dégrèvement qui ont été demandés, accordés ainsi que les volumes associés.

Les dégrèvements

APPOIGNY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	9	11	22,2%
Nombres de demandes de dégrèvement	16	16	0,0%
Volumes dégrévés (m³)	3 670	8 785	139,4%

AUGY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	5	2	- 60,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	6	5	- 16,7%
Volumes dégrévés (m³)	2 154	2 634	22,3%

AUXERRE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	46	67	45,7%
Nombres de demandes de dégrèvement	107	146	36,4%
Volumes dégrévés (m³)	57 480	56 444	- 1,8%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	1	3	200,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	2	3	50,0%
Volumes dégrévés (m³)	1 196	491	- 58,9%

BRANCHES	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	2	0	- 100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	3	0	- 100,0%
Volumes dégrévés (m³)	130	0	- 100,0%

CHAMPS-SUR-YONNE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	4	7	75,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	5	10	100,0%
Volumes dégrévés (m³)	521	8 897	1 607,7%

Les dégrèvements

CHARBUY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	7	10	42,9%
Nombres de demandes de dégrèvement	9	14	55,6%
Volumes dégrévés (m³)	1 112	8 239	640,9%

CHEVANNES	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	-	4	-
Nombres de demandes de dégrèvement	-	6	-
Volumes dégrévés (m³)	-	526,19	-

CHITRY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombres de demandes de dégrèvement	-	2	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	2	2	0,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	3	3	0,0%
Volumes dégrévés (m³)	784	350	- 55,4%

ESCAMPS	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	1	0	- 100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	3	0	- 100,0%
Volumes dégrévés (m³)	164	0	- 100,0%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	3	1	- 66,7%
Nombres de demandes de dégrèvement	4	1	- 75,0%
Volumes dégrévés (m³)	1 527	666	- 56,4%

GURGY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	6	16	166,7%
Nombres de demandes de dégrèvement	11	22	100,0%
Volumes dégrévés (m³)	4 733	17 281	265,1%

Les dégrèvements

GY-L'ÉVÊQUE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	1	0	- 100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	1	1	0,0%
Volumes dégrévés (m³)	121	0	- 100,0%

IRANCY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	1	2	100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	1	2	100,0%
Volumes dégrévés (m³)	224	349	55,8%

JUSSY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	0	3	-
Nombres de demandes de dégrèvement	0	3	-
Volumes dégrévés (m³)	0	1 293	-

LINDRY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	10	1	- 90,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	14	1	- 92,9%
Volumes dégrévés (m³)	2 115	1 223	- 42,2%

MONÉTEAU	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	14	22	57,1%
Nombres de demandes de dégrèvement	28	30	7,1%
Volumes dégrévés (m³)	4 549	28 263	521,3%

MONTIGNY-LA-RESLE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	1	2	100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	1	2	100,0%
Volumes dégrévés (m³)	223	29	- 87,0%

Les dégrèvements

PERRIGNY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	10	4	- 60,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	10	7	- 30,0%
Volumes dégrévés (m³)	3 206	296	- 90,8%

QUENNE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	2	1	- 50,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	2	1	- 50,0%
Volumes dégrévés (m³)	1 241	977	- 21,3%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	4	2	- 50,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	8	1	- 87,5%
Volumes dégrévés (m³)	880	7 811	787,6%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	14	10	- 28,6%
Nombres de demandes de dégrèvement	25	16	- 36,0%
Volumes dégrévés (m³)	1 789,8	2 070	15,7%

VALLAN	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	4	2	- 50,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	4	6	50,0%
Volumes dégrévés (m³)	1 296	991	- 23,5%

VILLEFARGEAU	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	5	2	- 60,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	7	2	- 71,4%
Volumes dégrévés (m³)	718,24	135	- 81,2%

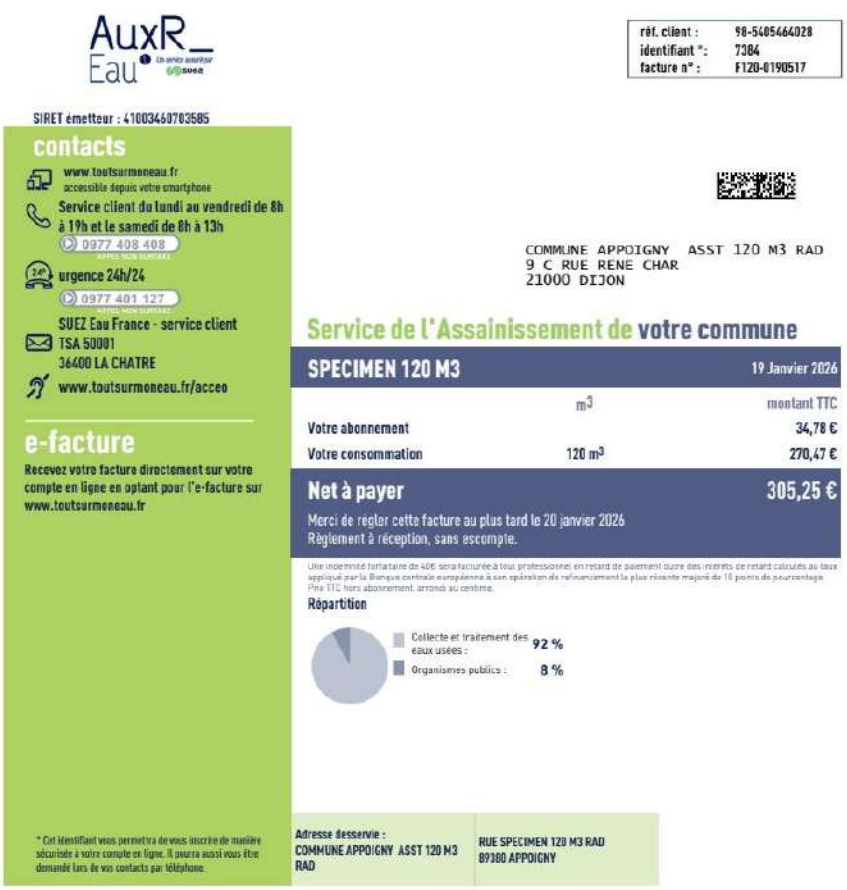
Les dégrèvements

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	0	1	-
Nombres de demandes de dégrèvement	0	1	-
Volumes dégrévés (m³)	0	226	-

VINCELLES	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	9	2	- 77,8%
Nombres de demandes de dégrèvement	8	5	- 37,5%
Volumes dégrévés (m³)	7 912	416	- 94,7%

VINCELOTTES	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	2	1	- 50,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	3	2	- 33,3%
Volumes dégrévés (m³)	269	1 014	277,0%

7.11 Les factures 120m3 par commune



AuxR_ Eau

réf. client : 98-5405464028
identifiant * : 7384
facture n° : F120-0190517

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXÉ

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXÉ

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE APPOIGNY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	270,47 €

Net à payer 305,25 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

Adresse desservie :
COMMUNE APPOIGNY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89380 APPOIGNY

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190517-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			254.52		279.97
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	16,81	33,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,89	106,80	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			277.50		
MONTANT TVA (10.0 %)			27,75		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					305,25
Net à payer					**305,25 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 274 640 euros - SIREN 410 034 469 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 76 410 034 469

Date et Lieu | Signature

COMMUNE APPOIGNY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0190517000000000

Montant : 305,25 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

La mensualisation : le choix de la tranquillité

000403836997

190004000516 4198F120-0190517000000000922108 30525

TREK598F00F120-0190517000305254N

Comment régler votre facture ?

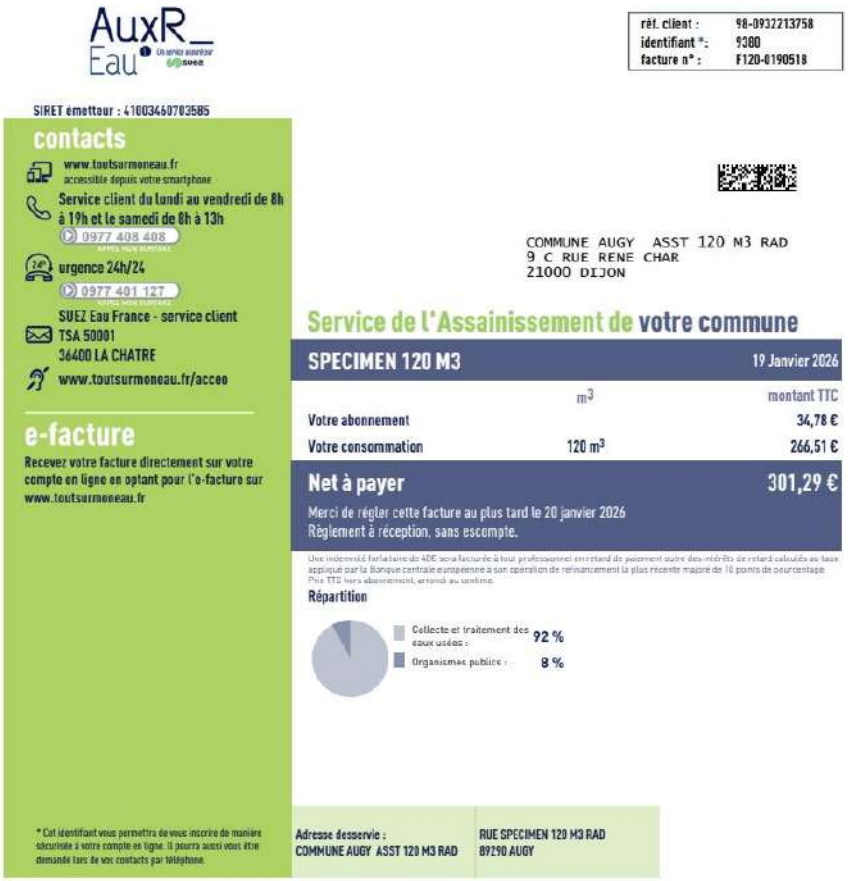
Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 5405464028) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau
Un service assuré par suez

réf. client : 98-0932213758
identifiant * : 9380
facture n° : F120-0190518

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXÉ

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXÉ

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE AUGY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	266,51 €
Net à payer		**301,29 €**

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

Adresse desservie : COMMUNE AUGY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89290 AUGY



La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu / Signature

COMMUNE AUGY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZ236497
RUM : TIP190004981120-01905181000000000

Montant : 301,29 €

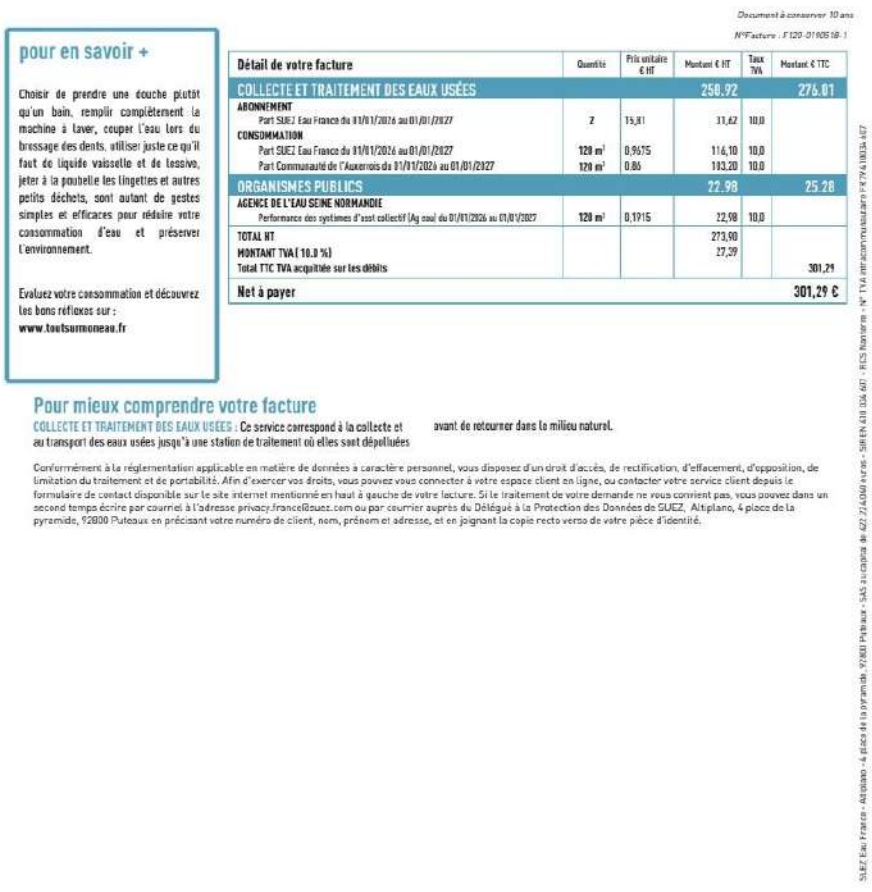
TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000403270836

190004000516 5398F120-01905181000000000914108 30129



Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190518-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			258,92		276,01
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,86	103,20	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			273,90		
MONTANT TVA (10,0 %)			27,39		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					301,29
Net à payer					**301,29 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide - 92800 Puteaux - SAS au capital de 427 274 060 euros - SIREN 418 334 461 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 79 418 334 461

TREK598F00F120-01905180003012594N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

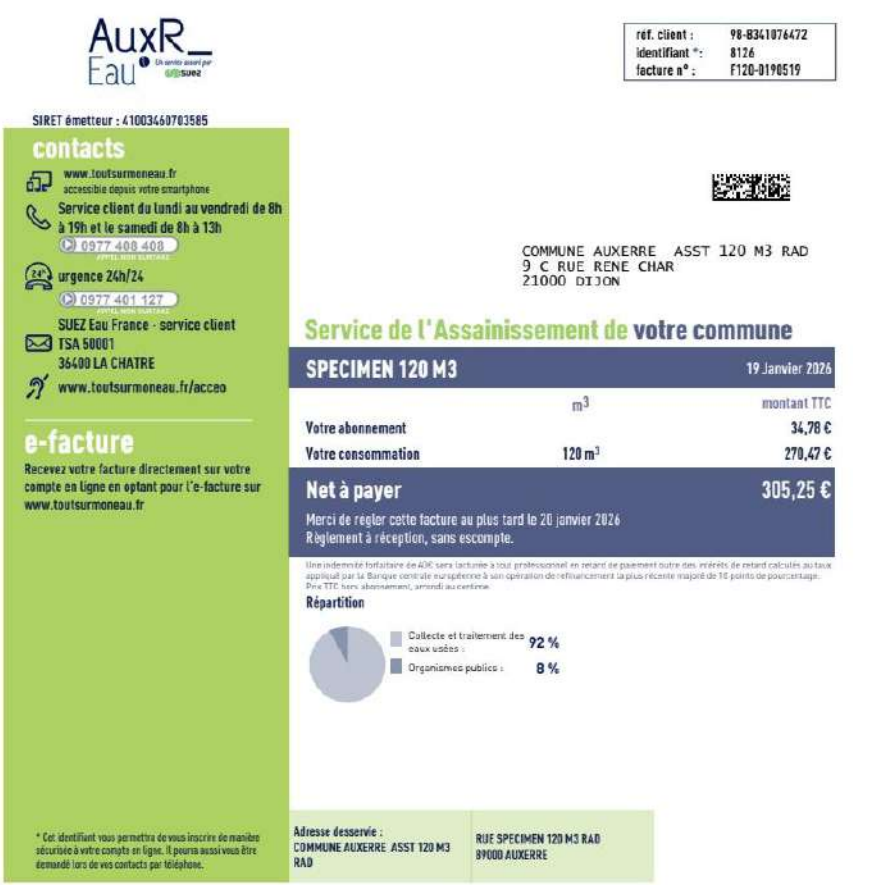
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000010769980V02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 0932213758) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seuil le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 300 euros)



AuxR_ Eau — Un service assuré par SUEZ

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXÉ

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXÉ

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

réf. client :	98-8341076472
identifiant * :	8126
facture n° :	F120-0190519

COMMUNE AUXERRE ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	270,47 €
Net à payer		**305,25 €**

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

Adresse desservie :
COMMUNE AUXERRE ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89000 AUXERRE

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190519-1

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			254,52		279,97
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 31/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 31/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 31/01/2027	120 m³	0,89	106,80	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Aq eau) du 01/01/2026 au 31/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			277,50		
MONTANT TVA (10,0 %)			27,75		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					305,25
Net à payer					**305,25 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 214 040 euros - SIREN 410 036 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 79 410 036 607

Date et Lieu — Signature

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

COMMUNE AUXERRE ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP19000349SF120-0190519100000000000

Montant : 305,25 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000403403642

190004000516 6598F120-0190519100000000922108 30525

La mensualisation : le choix de la tranquillité

TREK598F00F120-0190519000305254N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr, les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture**, le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0806 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000010769880W02302 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 8341076472) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 300 euros)

AuxR_ Eau

réf. client : 98-4981937531
identifiant *: 8544
facture n° : F120-0190520

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408

urgence 24h/24
0977 401 127

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE BLEIGNY LE CARREAU ASST 120 M
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	218,99 €

Net à payer 253,77 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement autre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition



Collecte et traitement des eaux usées : 90 %
Organismes publics : 10 %

Adresse desservie :
COMMUNE BLEIGNY LE CARREAU
ASST 120 M

RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89230 BLEIGNY LE CARREAU

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190520-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			207,72		228,49
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,50	60,00	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assl collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			230,70		
MONTANT TVA (10.0 %)			23,07		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					253,77
Net à payer					**253,77 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide - 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 3 euros - SIREN 410 836 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR74 410836 607

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE BLEIGNY LE CARREAU ASST 120 M
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236457
RUM : TIP1900049BF120-0190520100000000

Montant : 253,77 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000403676561

190004000516 7098F120-0190520100000000943108 25377

TREK598F00F120-0190520000253774N

Comment régler votre facture ?

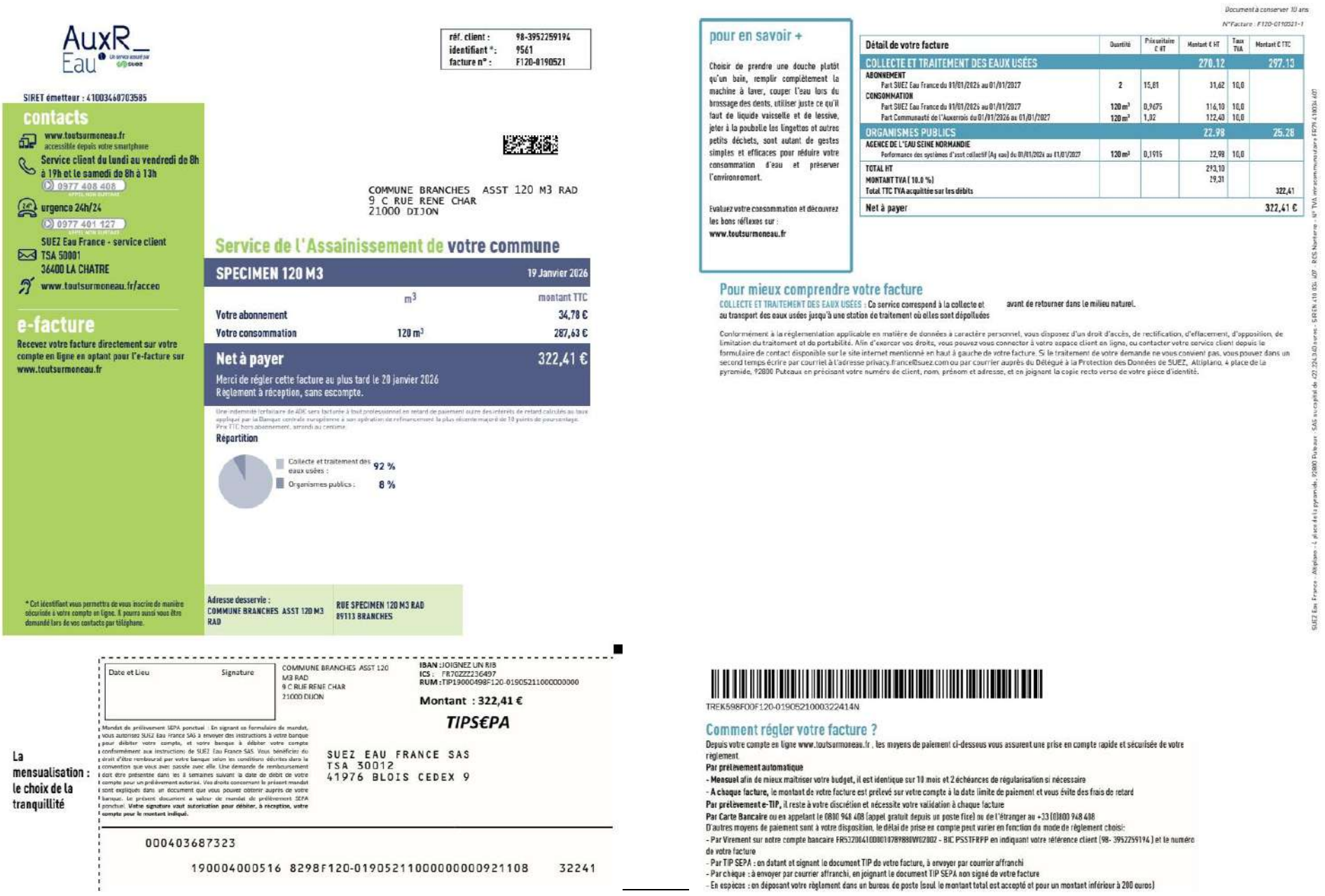
Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr, les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maitriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5329041000010789880WQ2902 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre reference client (98- 4981937531) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 300 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-3952259194
identifiant * : 9561
facture n° : F120-0190521

SIRET émetteur : 41003460703585

COMMUNE BRANCHES ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone
Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
urgence 24h/24
0977 401 127
SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE
www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	287,63 €
Net à payer		**322,41 €**

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie : COMMUNE BRANCHES ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89113 BRANCHES

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190521-1

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			270.12		297.13
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	1,02	122,40	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 31/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			293,10		
MONTANT TVA (10.0 %)			29,31		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					322,41
Net à payer					322,41 €

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide - 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 234 340 euros - SIREN 410 834 407 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410834 407

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu / Signature

COMMUNE BRANCHES ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0190521100000000

Montant : 322,41 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000403687323

190004000516 8298F120-0190521100000000921108 32241

TREK598F00F120-0190521000322414N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement

Par prélèvement automatique

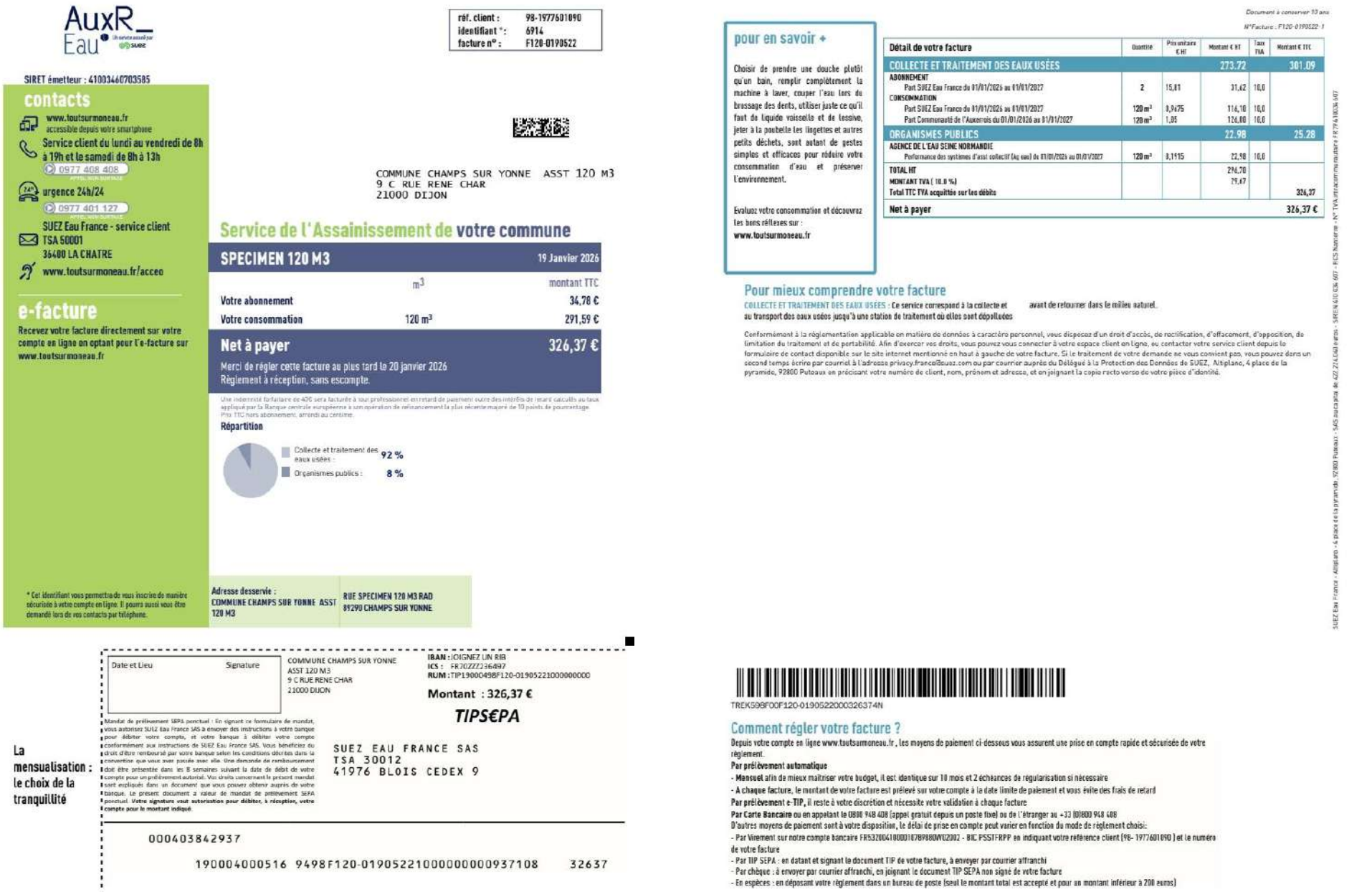
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320641000107878880W02802 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 3952259194) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 300 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-1977601090
identifiant * : 6914
facture n° : F120-0190522

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408

urgence 24h/24
0977 401 127

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

COMMUNE CHAMPS SUR YONNE ASST 120 M3
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	291,59 €

Net à payer 326,37 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie : COMMUNE CHAMPS SUR YONNE ASST 120 M3
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89290 CHAMPS SUR YONNE

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190522-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			273.72		301.09
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9475	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	1,05	126,00	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			296,70		
MONTANT TVA (10.0 %)			29,67		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					326,37
Net à payer					**326,37 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide - 92800 Puteaux - SAS au capital de 427.214.560 euros - SIREN 410 036 497 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire : FR 79 410 36 497

Date et Lieu — Signature

COMMUNE CHAMPS SUR YONNE
ASST 120 M3
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ LIN RIB
ICS : FR30ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01905221000000000

Montant : 326,37 €

TIPSEPA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

La mensualisation : le choix de la tranquillité

000403842937

190004000516 9498F120-01905221000000000937108 32637

TREK598F00F120-01905220003263 74N

Comment régler votre facture ?

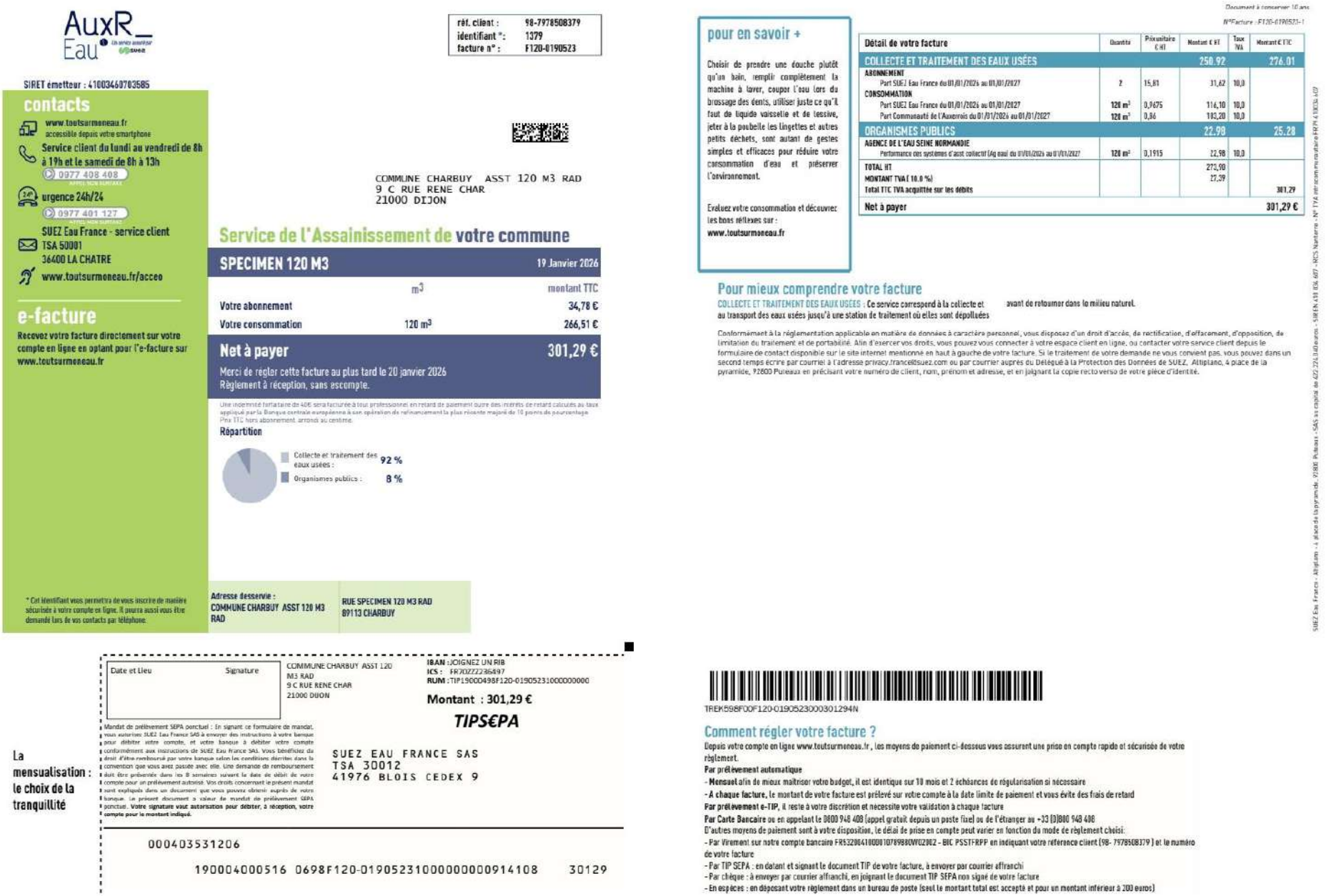
Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr, les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture**, le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000018789880V02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 1977601090) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-7978508379
identifiant * : 1379
facture n° : F120-0190523

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXÉ

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXÉ

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE CHARBUY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	266,51 €

Net à payer 301,29 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

Adresse desservie :
COMMUNE CHARBUY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89113 CHARBUY

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190523-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			250,92		276,01
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,61	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,86	103,20	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			273,90		
MONTANT TVA (10,0 %)			27,39		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					301,29
Net à payer					301,29 €

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 340 euros - SIREN 410 676 497 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR FR 41067649 7

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu | Signature

COMMUNE CHARBUY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0190523100000000

Montant : 301,29 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000403531206

190004000516 0698F120-0190523100000000914108 30129

TREK598F00F120-0190523000301294N

Comment régler votre facture ?

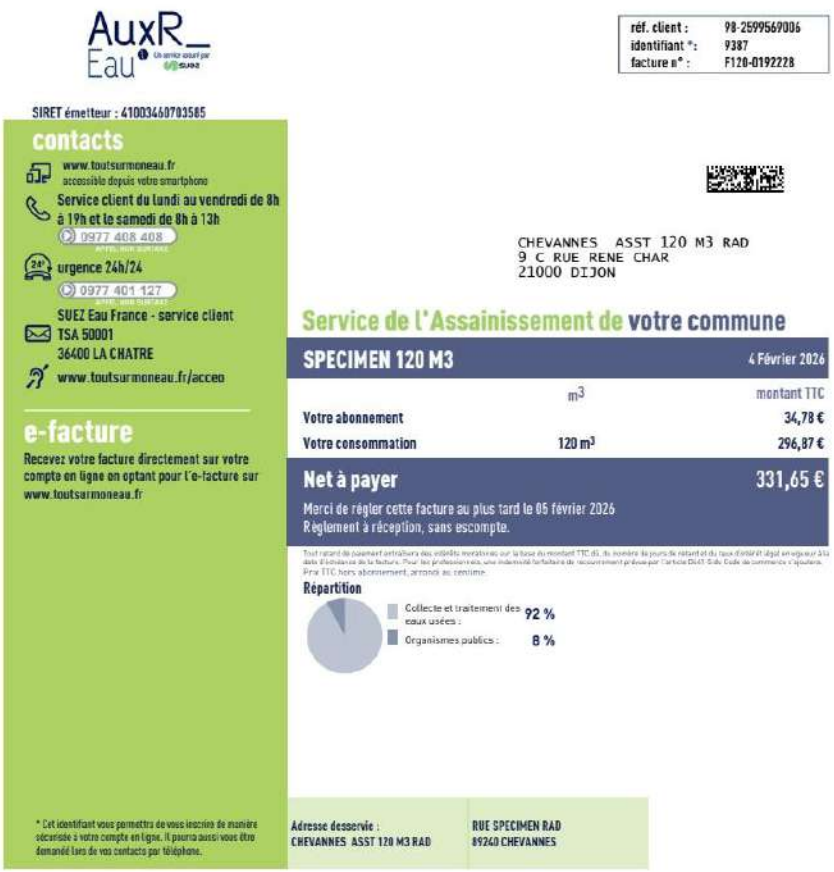
Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr, les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5230041000107898BOWQ2902 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 7978508379) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 300 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-2599569006
identifiant * : 9387
facture n° : F120-0192228

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone
Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
urgence 24h/24
0977 401 127
SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE
www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

CHEVANNES ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 4 Février 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	296,87 €
Net à payer		**331,65 €**

Merci de régler cette facture au plus tard le 05 février 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Tout retard de paiement entraînera des intérêts moratoires au taux du montant TTC dû, du numéro de jours de retard et du taux d'intérêt légal en vigueur à la date d'échéance de la facture. Pour les professionnels, une indemnité forfaitaire de recouvrement prévue par l'article D441-5 du Code de commerce s'ajoutera. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

Adresse desservie : CHEVANNES ASST 120 M3 RAD — RUE SPECIMEN RAD 89240 CHEVANNES

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0192228-1

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			278.52		306.37
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9475	114,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	1,09	130,80	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			301,50		
MONTANT TVA (10.0 %)			30,15		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					331,65
Net à payer					**331,65 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Antipiano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Antipiano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 334 637 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 79 410 334 637

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

CHEVANNES ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0192228100000000

Montant : 331,65 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000421759279

190004000516 5498F120-0192228100000000930108 33165

TREK598F00F120-0192228000331654N

Comment régler votre facture ?

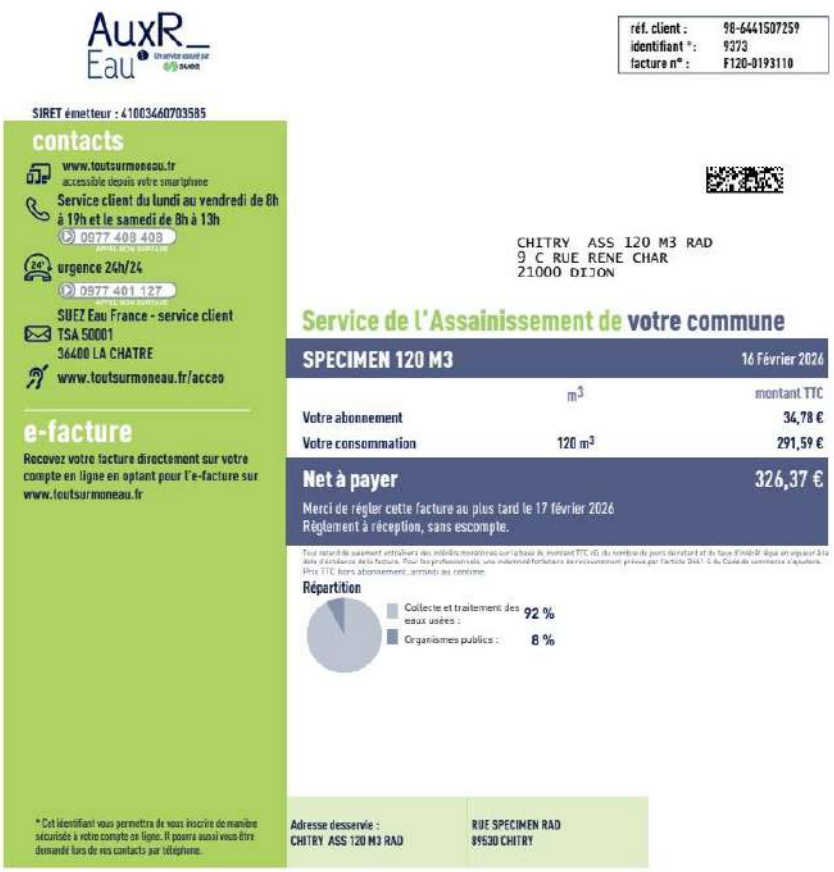
Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr, les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture**, le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000016789980W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 2599569006) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-6441507259
identifiant * : 9373
facture n° : F120-0193110

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone
Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
urgence 24h/24
0977 401 127
SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE
www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

CHITRY ASS 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 16 Février 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	291,59 €
Net à payer		**326,37 €**

Merci de régler cette facture au plus tard le 17 février 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie : CHITRY ASS 120 M3 RAD — RUE SPECIMEN RAD 89530 CHITRY

Document à conserver 10 ans
N° Facture : F120-0193110-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			273.72		301.09
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9475	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 31/12/2027	120 m³	1,05	126,00	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assl collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			296,70		
MONTANT TVA (10.0 %)			29,67		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					326,37
Net à payer					**326,37 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide - 92800 Puteaux - SAS au capital de 427 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 79 410 034 607

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

CHITRY ASS 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP1900049BF120-0193110100000000

Montant : 326,37 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000433308710

190004000516 4698F120-0193110100000000937108 32637

TREK598F00F120-0193110000326374N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr, les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

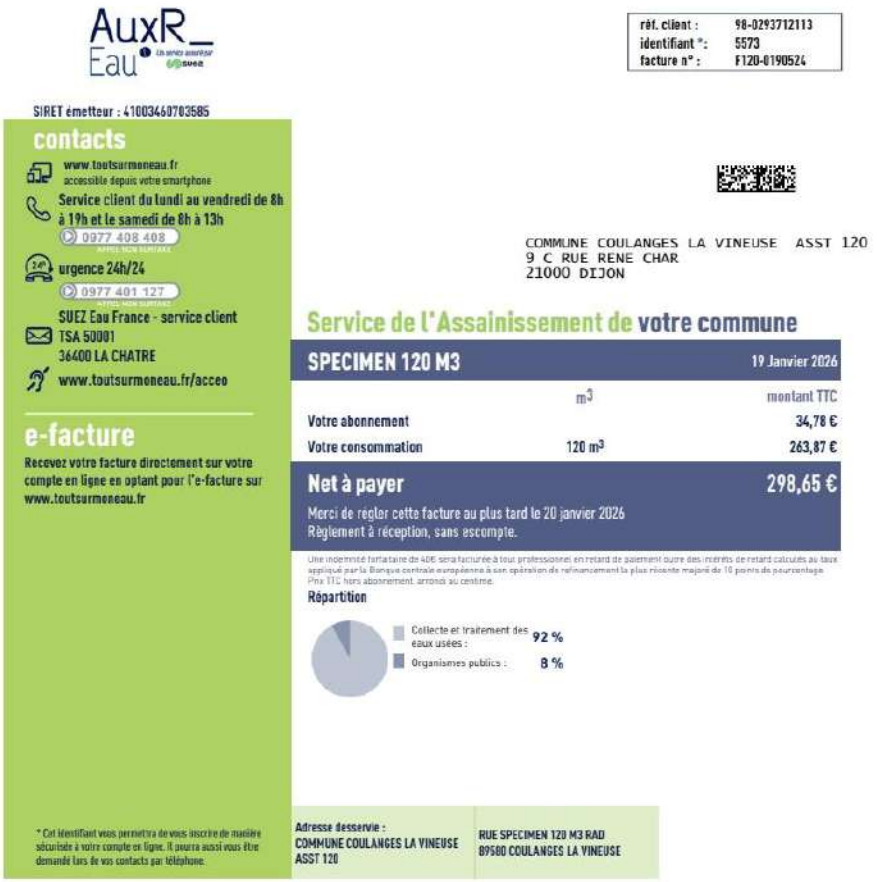
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture**, le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR6330041000016789880VE2202 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 6441507259) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-0293712113
identifiant °: 5573
facture n° : F120-0190524

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408

urgence 24h/24
0977 401 127

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE COULANGES LA VINEUSE ASST 120
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	263,87 €

Net à payer 298,65 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

Adresse desservie :
COMMUNE COULANGES LA VINEUSE ASST 120
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89580 COULANGES LA VINEUSE



La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE COULANGES LA VINEUSE ASST 120
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01905241000000000

Montant : 298,65 €

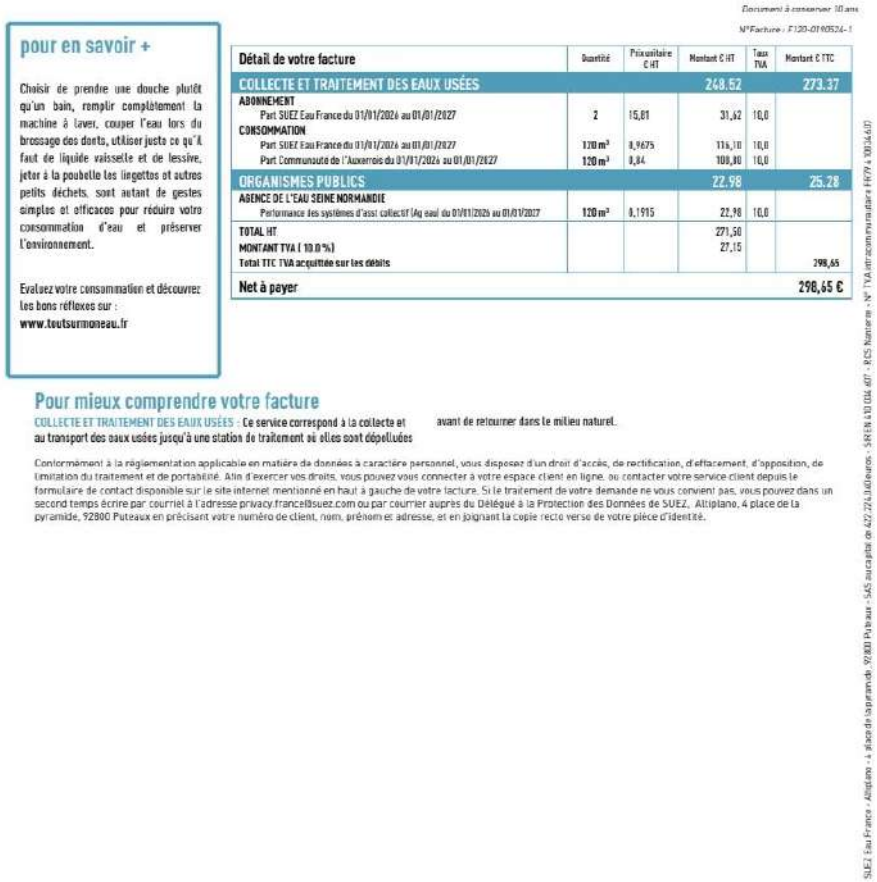
TIPSEPA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000403817022

190004000516 1898F120-01905241000000000970108 29865



Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190524-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			248,52		273,37
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	110 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,84	100,80	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			271,50		
MONTANT TVA (10,0 %)			27,15		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					298,65
Net à payer					298,65 €

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

TREK598F00F120-01905240002986S4N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr, les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture**, le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5329041000010791880W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 0293712113) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide - 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 340 euros - SIREN 410 044 407 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 044 407



AuxR_ Eau

SIRET émetteur : 41003460703585

réf. client : 98-0930015599
identifiant * : 1533
facture n° : F120-0190525

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408

urgence 24h/24
0977 401 127

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE ESCAMPS ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	352,31 €

Net à payer 387,09 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Adresse desservie : COMMUNE ESCAMPS ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89240 ESCAMPS

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu / Signature

COMMUNE ESCAMPS ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0190525100000000

Montant : 387,09 €

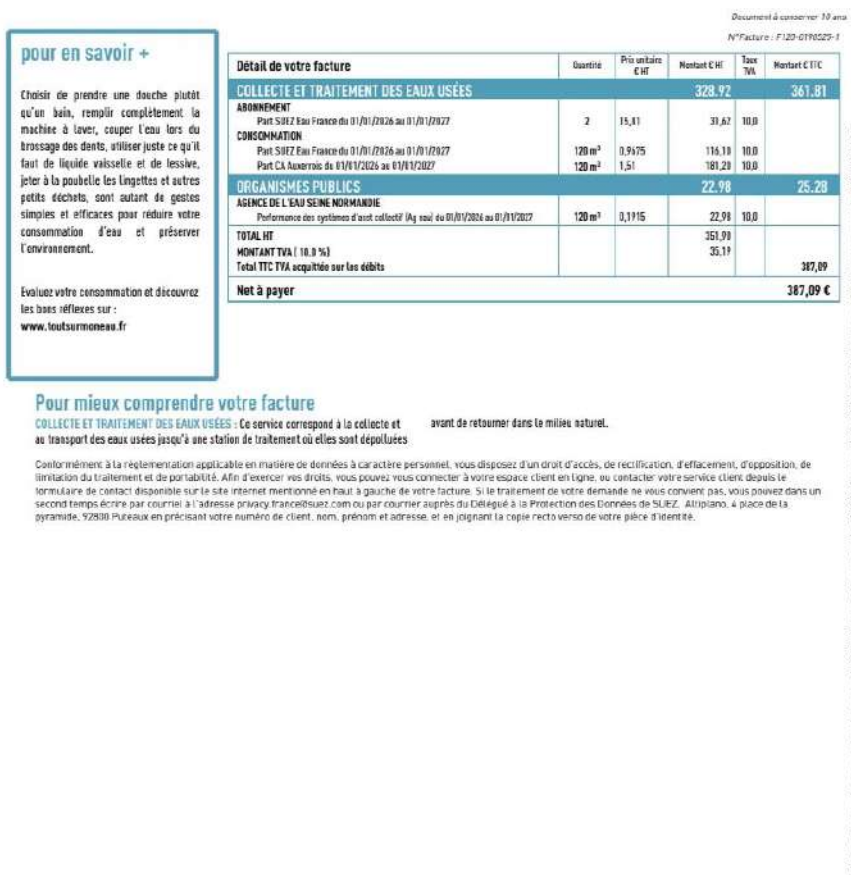
TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000403269745

190004000516 3098F120-0190525100000000960108 38709



Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190525-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			328.92		361.81
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10.0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10.0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	1,51	181,20	10.0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10.0	
TOTAL HT			351,90		
MONTANT TVA (10.0 %)			35,19		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					387,09
Net à payer					**387,09 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Attiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Attiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN n°10 036 467 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR67 n°10036467

TREK598F00F120-0190525000387094N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

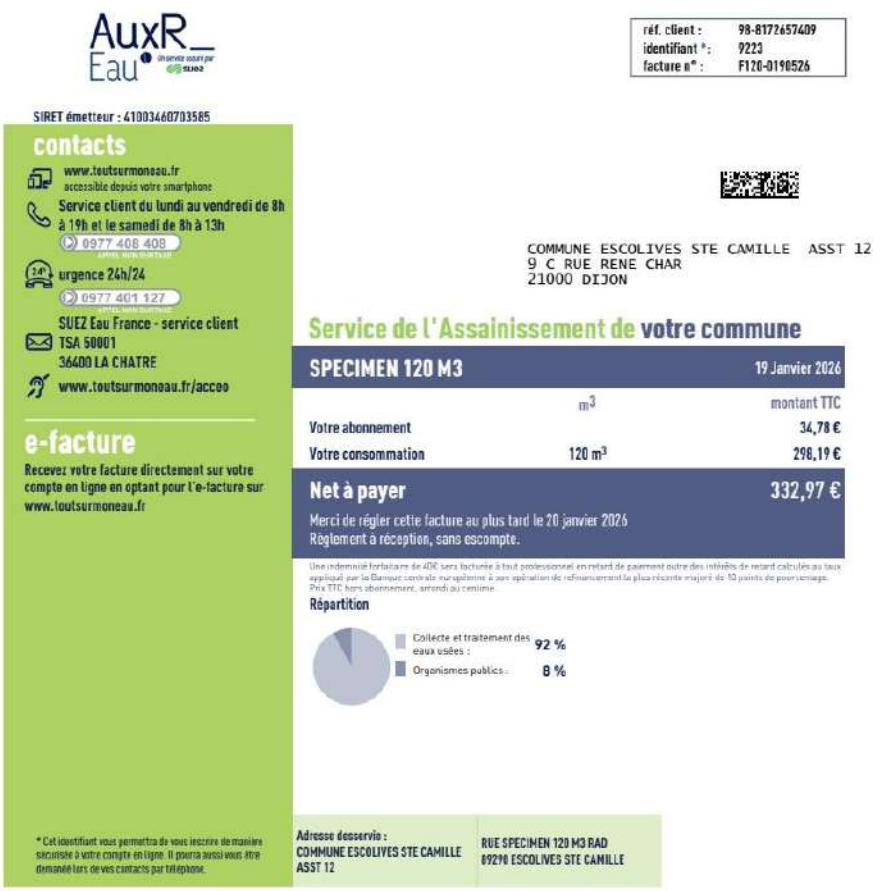
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000016789880WY62002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 0930015599) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-8172657409
identifiant * : 9223
facture n° : F120-0190526

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408

urgence 24h/24
0977 401 127

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE ESCOLIVES STE CAMILLE ASST 12
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	298,19 €

Net à payer 332,97 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

Adresse desservie :
COMMUNE ESCOLIVES STE CAMILLE ASST 12

RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89290 ESCOLIVES STE CAMILLE

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190526-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			279,72		307,69
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	1,10	132,00	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			302,70		
MONTANT TVA (10,0 %)			30,27		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					332,97
Net à payer					332,97 €

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ. Altiplano, 4 place de la pyramide. 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide. 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 640 euros - SIREN 410 036 609 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 036 609

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

COMMUNE ESCOLIVES STE CAMILLE ASST 12
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP19000498F120-0190526100000000

Montant : 332,97 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000403549942

190004000516 4298F120-0190526100000000941108 33297

TREK588F00F120-0190526000332974N

Comment régler votre facture ?

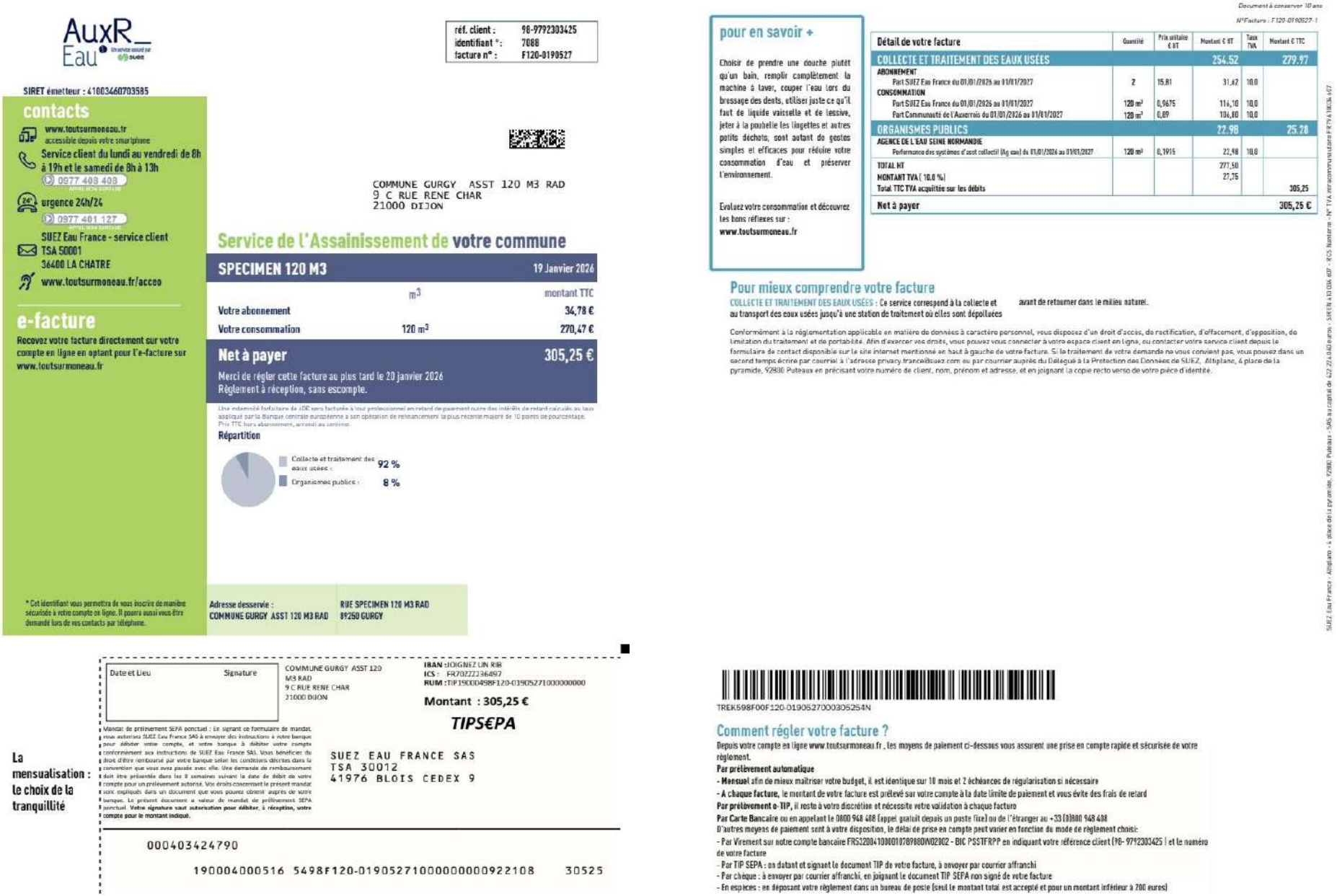
Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR6320041000018789889W02092 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98-8172657409) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-9792303425
identifiant * : 7088
facture n° : F120-0190527

SIRET émetteur : 41003460703585

COMMUNE GURGY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone
Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
urgence 24h/24
0977 401 127
SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE
www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	270,47 €

Net à payer 305,25 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie : COMMUNE GURGY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89250 GURGY

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190527-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			254,52		279,97
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,89	106,80	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			277,50		
MONTANT TVA (10,0 %)			27,75		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					305,25
Net à payer					305,25 €

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.francel@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Atlantiane, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Atlantiane - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 776 040 euros - SIREN 410 034 497 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 97 410 034 497

Date et Lieu / Signature

COMMUNE GURGY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP1900049BF120-0190527100000000

Montant : 305,25 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

La mensualisation : Le choix de la tranquillité

000403424790

190004000516 5498F120-0190527100000000922108 30525

TREK598F00F120-0190527000305254N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

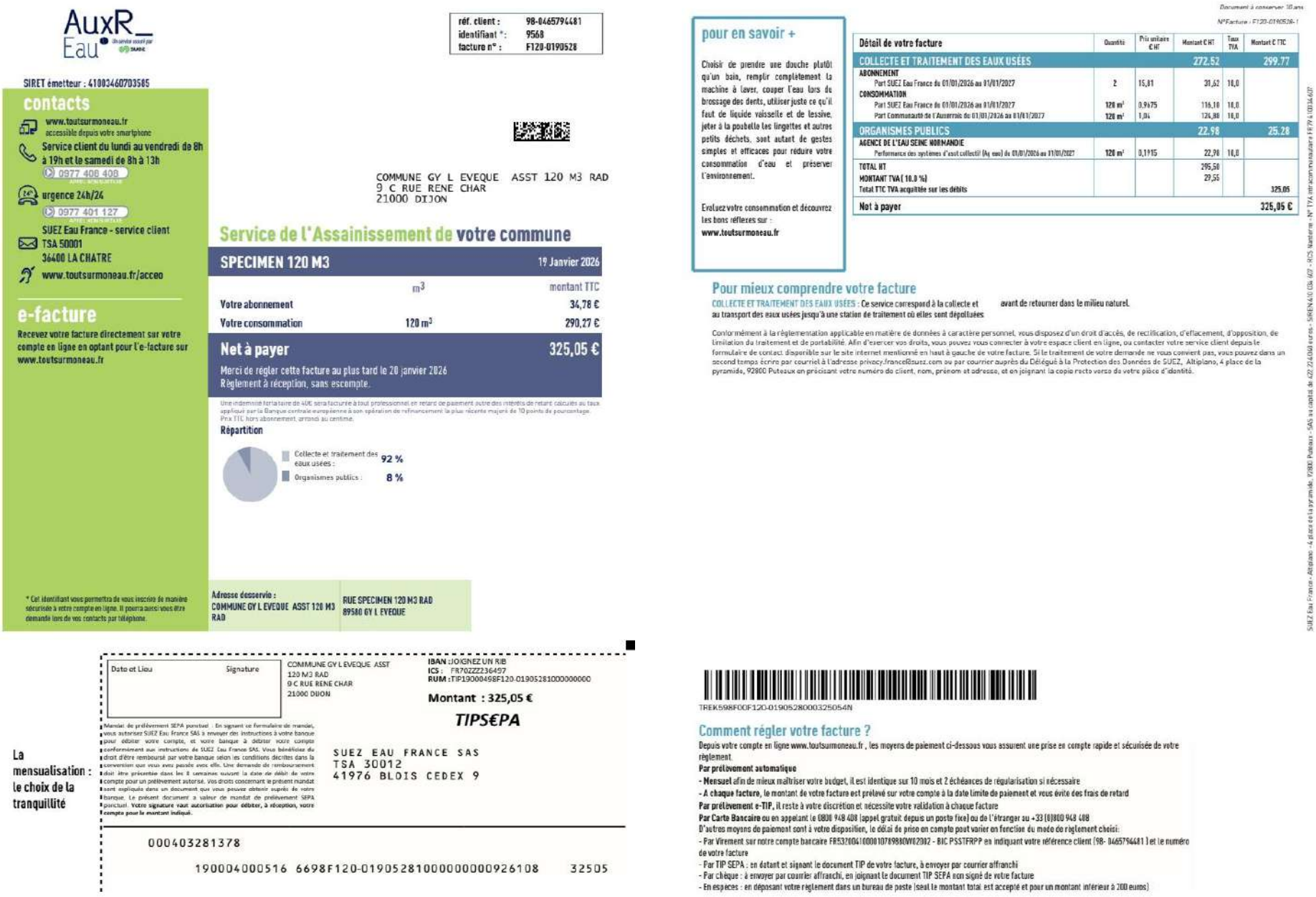
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02902 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 9792303425) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-0465794481
identifiant * : 9568
facture n° : F120-0190528

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408

urgence 24h/24
0977 401 127

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE GY L EVEQUE ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	290,27 €

Net à payer 325,05 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement autre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

Adresse desservie : COMMUNE GY L EVEQUE ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89580 GY L EVEQUE

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190528-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			272.52		299.77
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 31/12/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 31/12/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 31/12/2027	120 m³	1,04	124,80	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 31/12/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			295,50		
MONTANT TVA (10.0 %)			29,55		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					325,05
Net à payer					**325,05 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide - 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 214 040 euros - SIREN 410 036 407 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 79 410 36 407

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

COMMUNE GY L EVEQUE ASST
120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236457
RUM : TIP1900049BF120-0190528100000000

Montant : 325,05 €

TIPSEPA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000403281378

190004000516 6698F120-0190528100000000926108 32505

TREK598F00F120-0190528000325054N

Comment régler votre facture ?

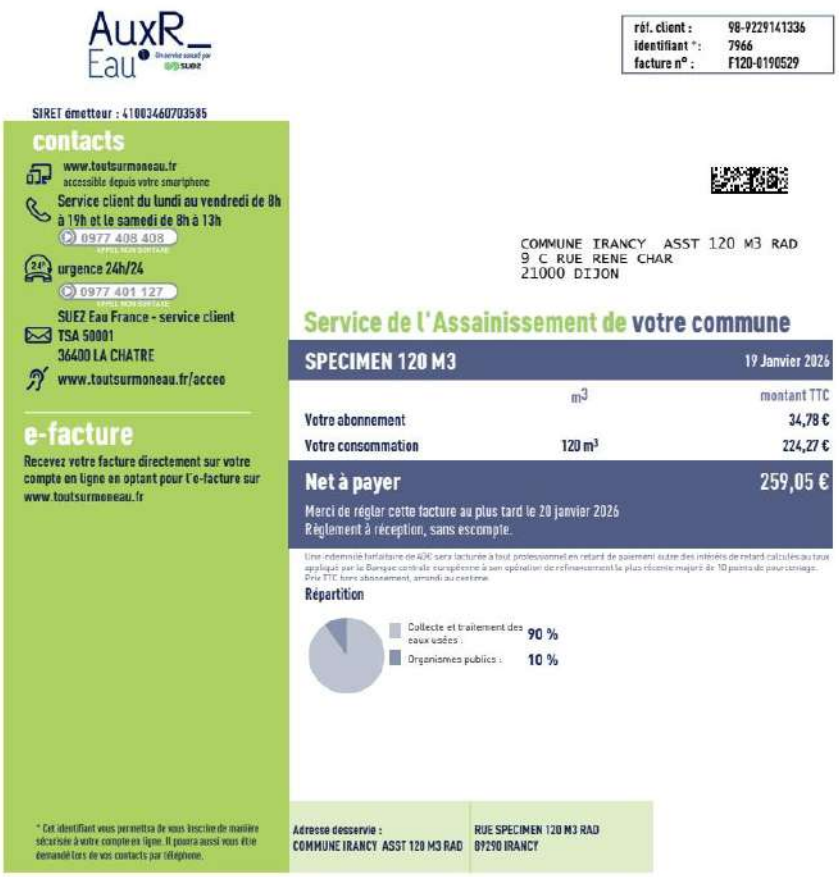
Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr, les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture**, le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant (le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5337004100001078988OV02302 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 0465794481) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-9229141336
identifiant * : 7966
facture n° : F120-0190529

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXÉ

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXÉ

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE IRANCY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	224,27 €

Net à payer 259,05 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 90 %
Organismes publics : 10 %

Adresse desservie : COMMUNE IRANCY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89290 IRANCY

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu / Signature

COMMUNE IRANCY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01905291000000000

Montant : 259,05 €

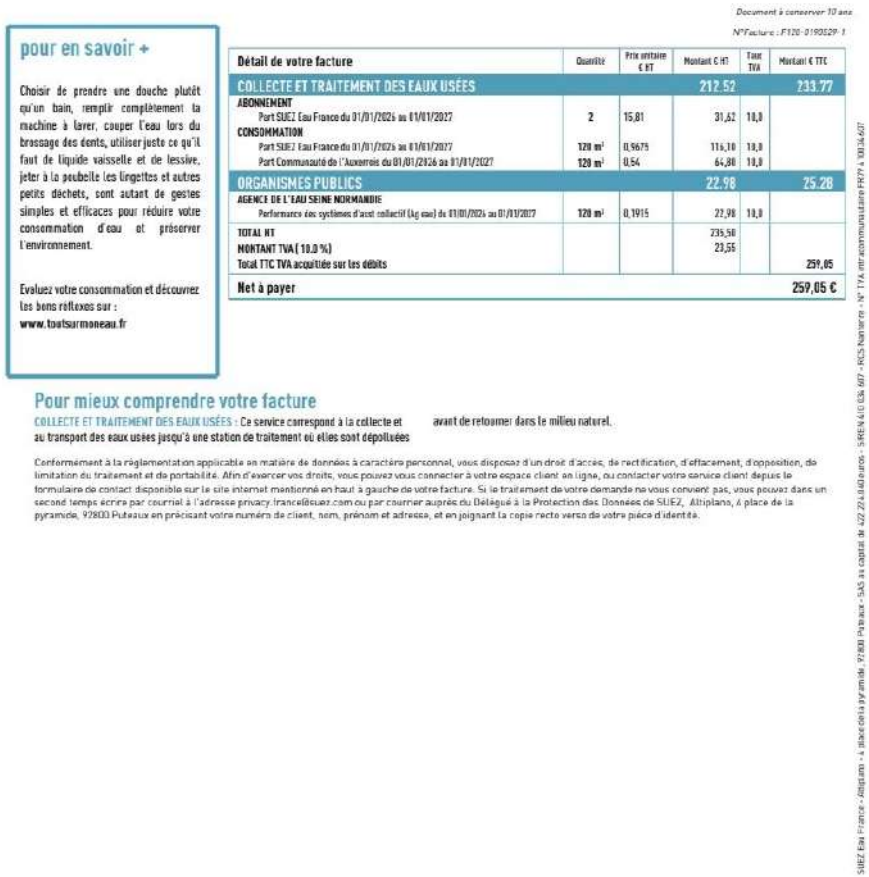
TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000403684472

190004000516 7898F120-01905291000000000945108 25905



Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190529-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			212,52		233,77
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,54	64,80	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'aest collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			235,50		
MONTANT TVA (10,0 %)			23,55		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					259,05
Net à payer					259,05 €

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplans, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplans - 4 place de la pyramide - 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 97 x 410 34 607

TREK598F00F120-0190529000259054N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

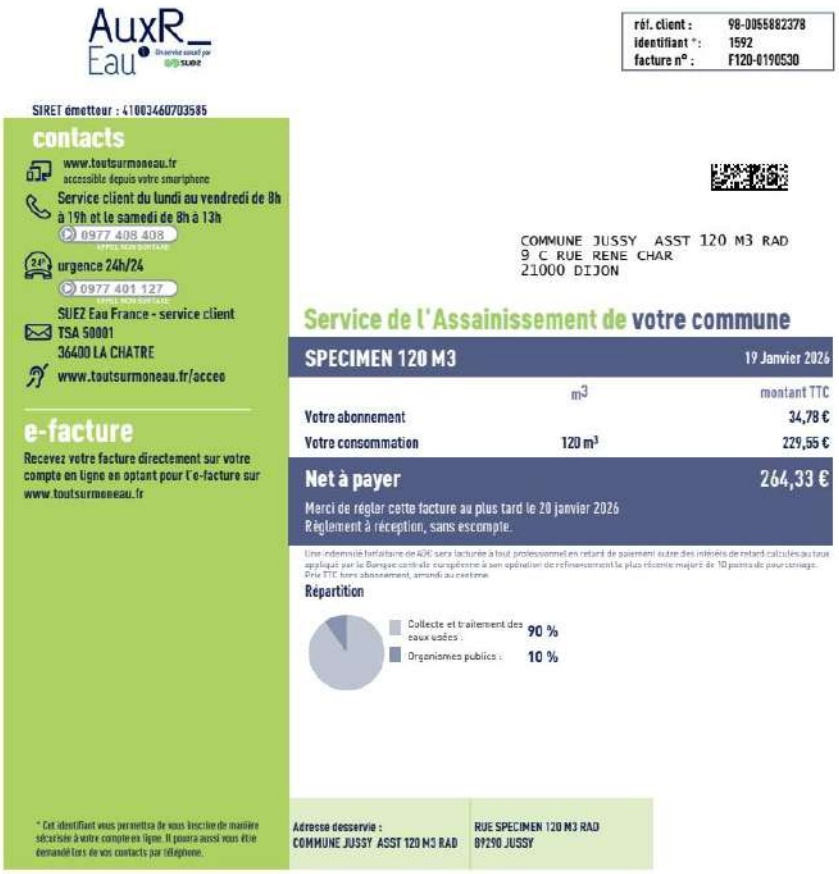
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789881W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 9229141336) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seuil le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau

SIRET émetteur : 41003460703585

réf. client : 98-0055882378
identifiant * : 1592
facture n° : F120-0190530

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408

urgence 24h/24
0977 401 127

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE
www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE JUSSY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	229,55 €

Net à payer 264,33 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 90 %
Organismes publics : 10 %

Adresse desservie : COMMUNE JUSSY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
01290 JUSSY

Date et Lieu — Signature

COMMUNE JUSSY ASST 120 M3
RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01905301000000000

Montant : 264,33 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

La mensualisation : le choix de la tranquillité

000403365537

190004000516 8398F120-01905301000000000938108 26433

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190530-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			217.32		239.05
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,58	69,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			240,30		
MONTANT TVA (10.0 %)			24,03		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					264,33
Net à payer					**264,33 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

TREK698F00F120-0190530000264334N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en Ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789886W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 0055882378) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seuil le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 300 euros)

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 640 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR71 410 034 607



AuxR_ Eau

réf. client : 98-9449990210
identifiant * : 6353
facture n° : F120-0190531

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXÉ

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXÉ

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE
www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

COMMUNE LINDRY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m^3	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m^3	333,83 €
Net à payer		**368,61 €**

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC (hors abonnements), arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 93 %
Organismes publics : 7 %

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie : COMMUNE LINDRY ASST 120 M3 RAD — RUE SPECIMEN 120 M3 RAD 89240 LINDRY

Date et Lieu / Signature

COMMUNE LINDRY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP19000498F120-01905311000000000

Montant : 368,61 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

La mensualisation : le choix de la tranquillité

000403689441

190004000516 9598F120-01905311000000000959108 36861

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0190531 - 1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			312.12		343.33
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m^3	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m^3	1,37	164,40	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 31/01/2027	120 m^3	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			335,10		
MONTANT TVA (10.0 %)			33,51		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					368,61
Net à payer					**368,61 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ. Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 342 euros - SIREN 410 346 070 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 79 410 346 070

TREK598F00F120-01905310003086I4N

Comment régler votre facture ?

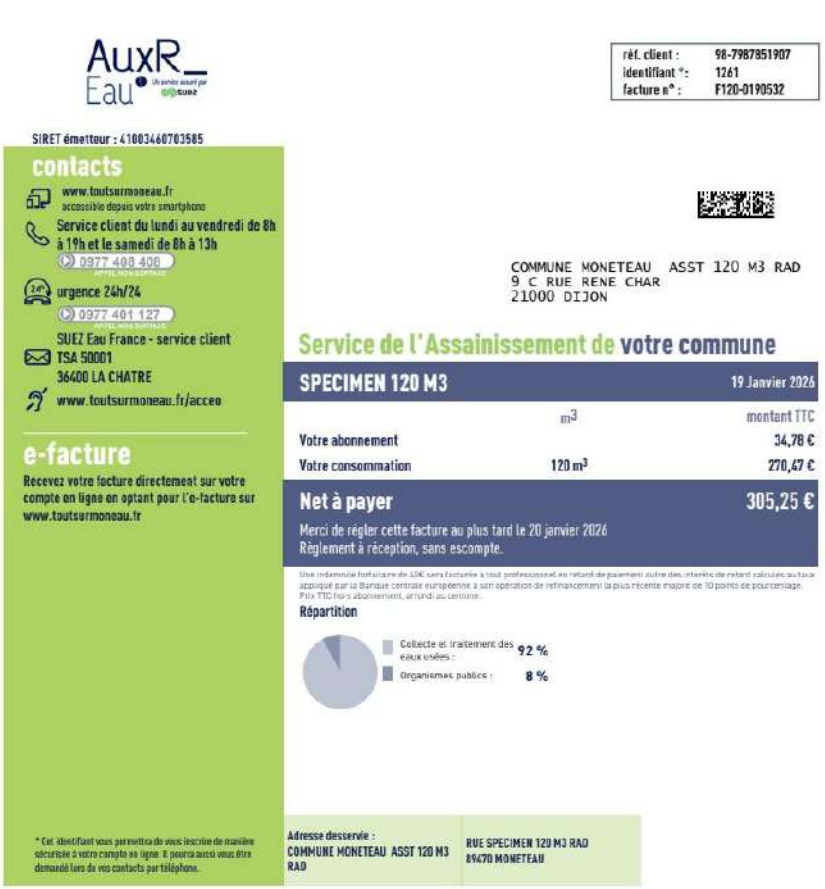
Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 9449990210) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-7987851907
identifiant * : 1261
facture n° : F120-0190532

SIRET émetteur : 41003460703585

COMMUNE MONETEAU ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone
Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
urgence 24h/24
0977 401 127
SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE
www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	270,47 €

Net à payer 305,25 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 10€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.
Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie : COMMUNE MONETEAU ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89470 MONETEAU

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu / Signature

COMMUNE MONETEAU ASST
120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01905321000000000

Montant : 305,25 €

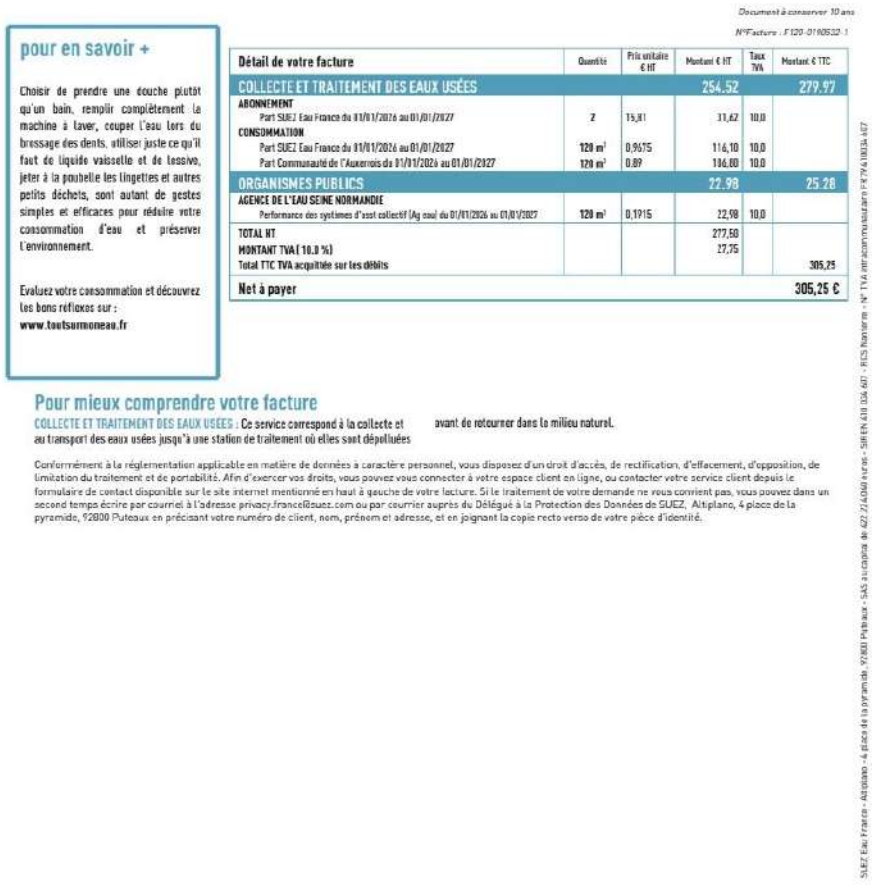
TIP SEPA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000403578350

190004000516 0798F120-01905321000000000922108 30525



Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190532-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			254,52		279,97
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,89	106,80	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			277,50		
MONTANT TVA (10,0 %)			27,75		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					305,25
Net à payer					**305,25 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 427 214 060 euros - SIREN 410 106 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79410106607

TREK598F00F120-01905320003052S4N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

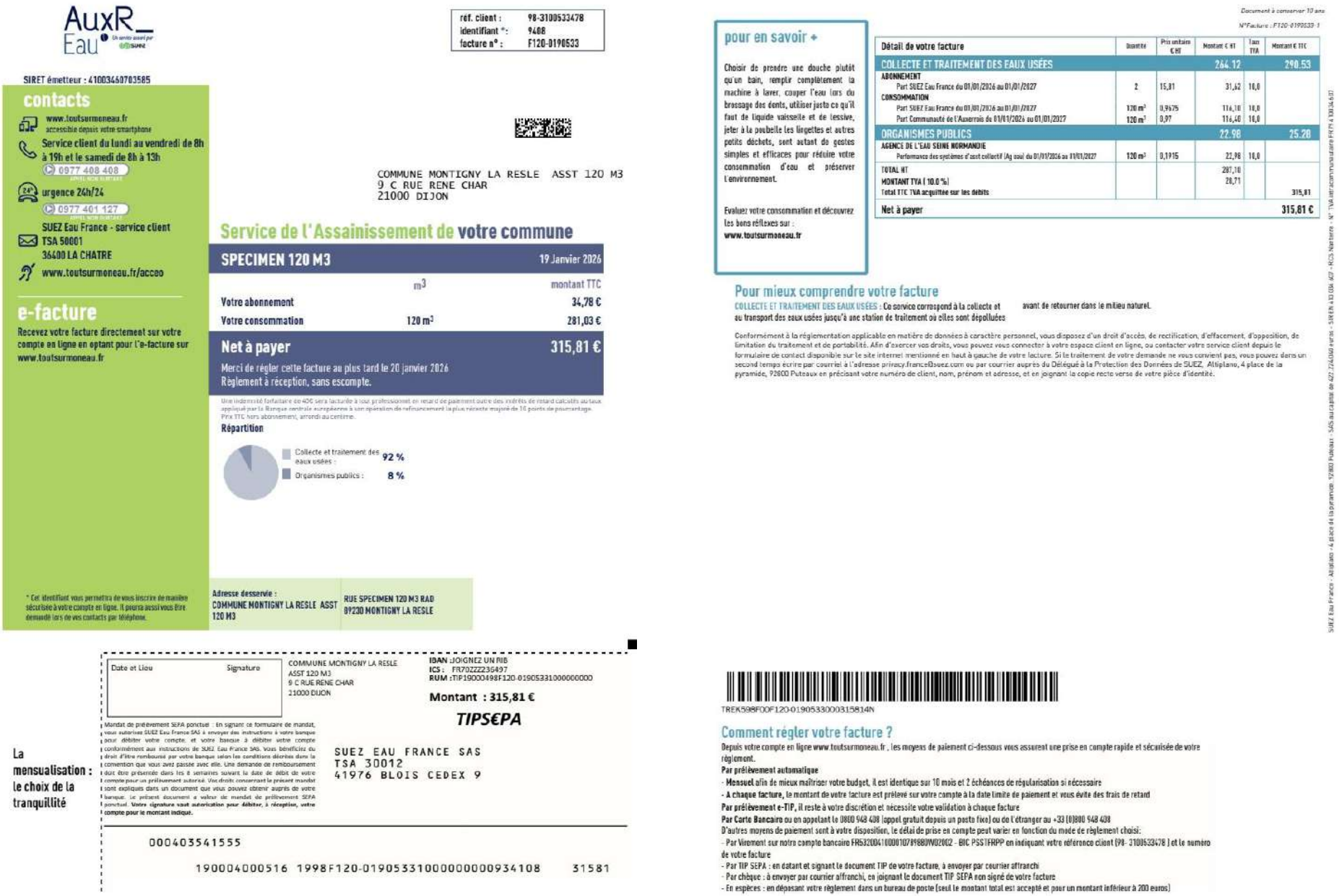
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 943 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 943 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000010769980W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 7987851907) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 300 euros)



AuxR_ Eau — Un service assuré par SUEZ

réf. client : 98-3100533478
identifiant * : 9408
facture n° : F120-0190533

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXÉ

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXÉ

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE MONTIGNY LA RESLE ASST 120 M3
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	281,03 €

Net à payer 315,81 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

Adresse desservie : COMMUNE MONTIGNY LA RESLE ASST 120 M3 — RUE SPECIMEN 120 M3 RAD 89230 MONTIGNY LA RESLE

Date et Lieu / Signature

COMMUNE MONTIGNY LA RESLE
ASST 120 M3
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP19000498F120-0190533100000000

Montant : 315,81 €

TIPSEPA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

La mensualisation : le choix de la tranquillité

000403541555

190004000516 1998F120-0190533100000000934108 31581

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190533-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			264.12		290.53
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,97	116,40	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag sous du 01/01/2026 au 31/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			287,10		
MONTANT TVA (10.0 %)			28,71		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					315,81
Net à payer					**315,81 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

TREK598F00F120-0190533000315814N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 438 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 438

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000107819880V02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 3100533478) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en dépasant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide - 92800 Puteaux - SAS au capital de 427 724 000 euros - SIREN 410 036 467 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 79 410 36 467

AuxR_ Eau

réf. client : 98-8813538004
identifiant * : 6374
facture n° : F120-0190534

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408

urgence 24h/24
0977 401 127

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE PERRIGNY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	273,11 €

Net à payer 307,89 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition



Adresse desservie : COMMUNE PERRIGNY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89000 PERRIGNY

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190534-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			256,92		282,61
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,91	109,20	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			279,90		
MONTANT TVA (10,0 %)			27,99		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					307,89
Net à payer					**307,89 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide - 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 274 040 euros - SIREN 410 036 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 036 607

Date et Lieu / Signature

COMMUNE PERRIGNY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP19000498F120-0190534100000000

Montant : 307,89 €

TIPSEPA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

La mensualisation : le choix de la tranquillité

000403635147

190004000516 3198F120-0190534100000000944108 30789

TREK598F00F120-0190534000307894N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr, les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

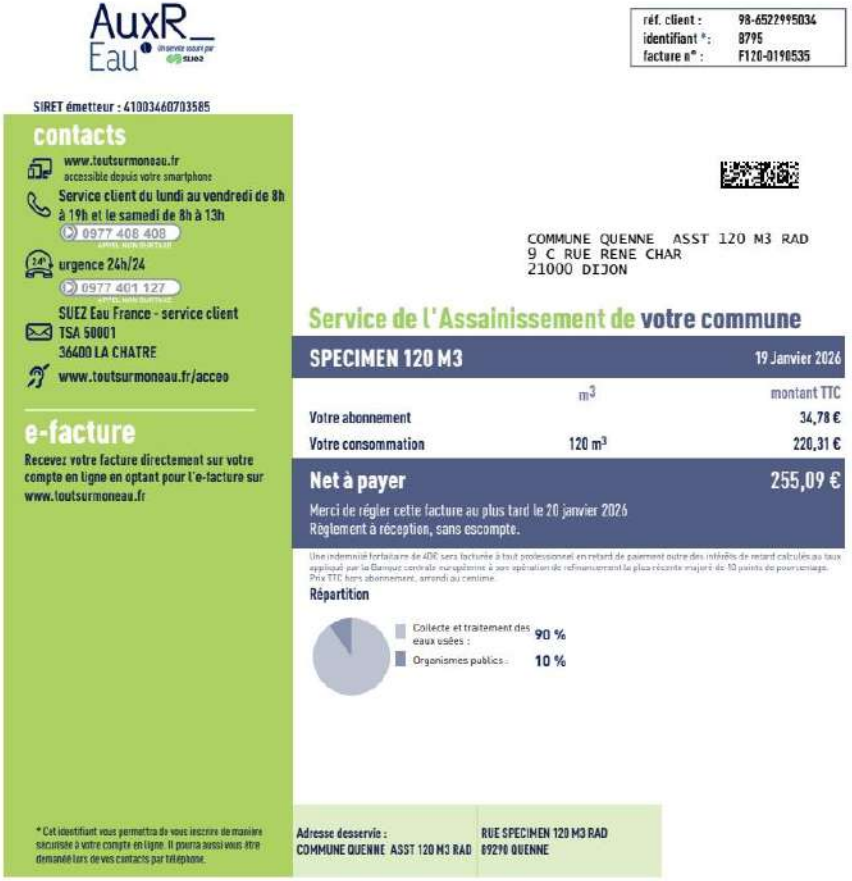
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture**, le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5329041000010781680W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 8813538004) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 300 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-6522995034
identifiant * : 8795
facture n° : F120-0190535

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408

urgence 24h/24
0977 401 127

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE QUENNE ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	220,31 €

Net à payer 255,09 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 90 %
Organismes publics : 10 %

Adresse desservie : RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
COMMUNE QUENNE ASST 120 M3 RAD 89290 QUENNE

Date et Lieu / Signature

COMMUNE QUENNE ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0190535100000000

Montant : 255,09 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000403468048

190004000516 4398F120-0190535100000000937108 25509

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190535-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			208,92		229,81
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9679	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,61	61,20	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			231,90		
MONTANT TVA (10,0 %)			23,19		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					255,09
Net à payer					255,09 €

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplans, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplans - 4 place de la pyramide - 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 234 640 euros - SIREN 410 036 687 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR07 410 036 687

TREK598F00F120-0190535000255094N

Comment régler votre facture ?

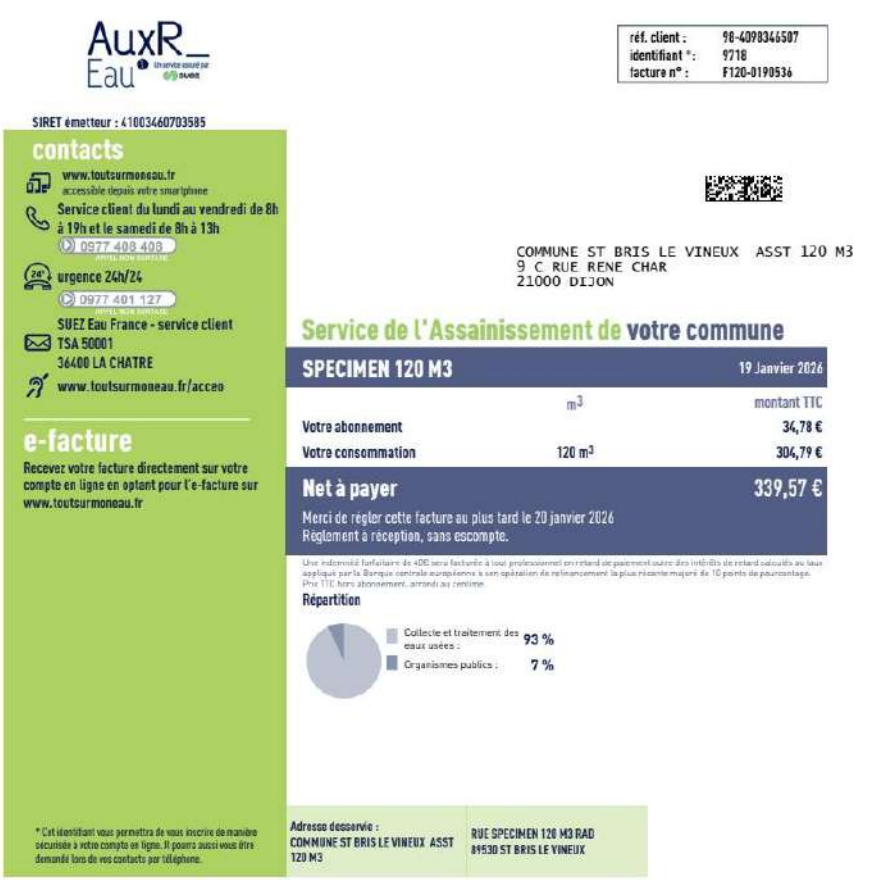
Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789888W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 6522995034) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en dépesant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 300 euros)



AuxR_ Eau

SIRET émetteur : 41003460703585

réf. client : 98-4098346507
identifiant * : 9718
facture n° : F120-0190536

COMMUNE ST BRIS LE VINEUX ASST 120 M3
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408

urgence 24h/24
0977 401 127

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/accea

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	304,79 €

Net à payer 339,57 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 93 %
Organismes publics : 7 %

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie : COMMUNE ST BRIS LE VINEUX ASST 120 M3
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89530 ST BRIS LE VINEUX

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190536-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			285.72		314.29
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	1,16	138,00	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag nat) du 01/01/2026 au 31/01/2027	120 m³	0,1915	22.96	10,0	
TOTAL HT			308.70		
MONTANT TVA (10,0 %)			30,87		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					339,57
Net à payer					339,57 €

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 306 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 X 306 607

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu / Signature

COMMUNE ST BRIS LE VINEUX
ASST 120 M3
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP19000498F120-0190536100000000

Montant : 339,57 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000403455645

190004000516 5598F120-0190536100000000954108 33957

TREK598F00F120-0190536000339574N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

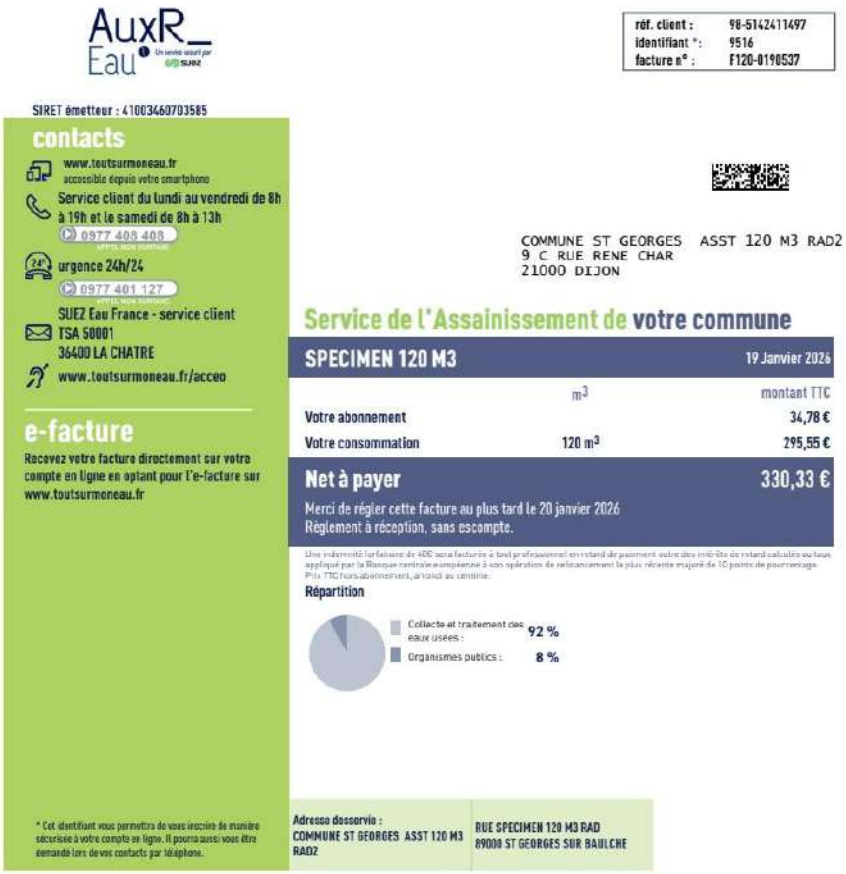
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget. Il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0809 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)809 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000101789880W02902 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 4098346507) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-5142411497
identifiant * : 9516
facture n° : F120-0190537

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone
Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
urgence 24h/24
0977 401 127
SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE
www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE ST GEORGES ASST 120 M3 RAD2
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	295,55 €

Net à payer 330,33 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

Adresse desservie : COMMUNE ST GEORGES ASST 120 M3 RAD2
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89000 ST GEORGES SUR BAULCHE

Date et Lieu / Signature

COMMUNE ST GEORGES ASST
120 M3 RAD2
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-0190537100000000

Montant : 330,33 €

TIPS€PA

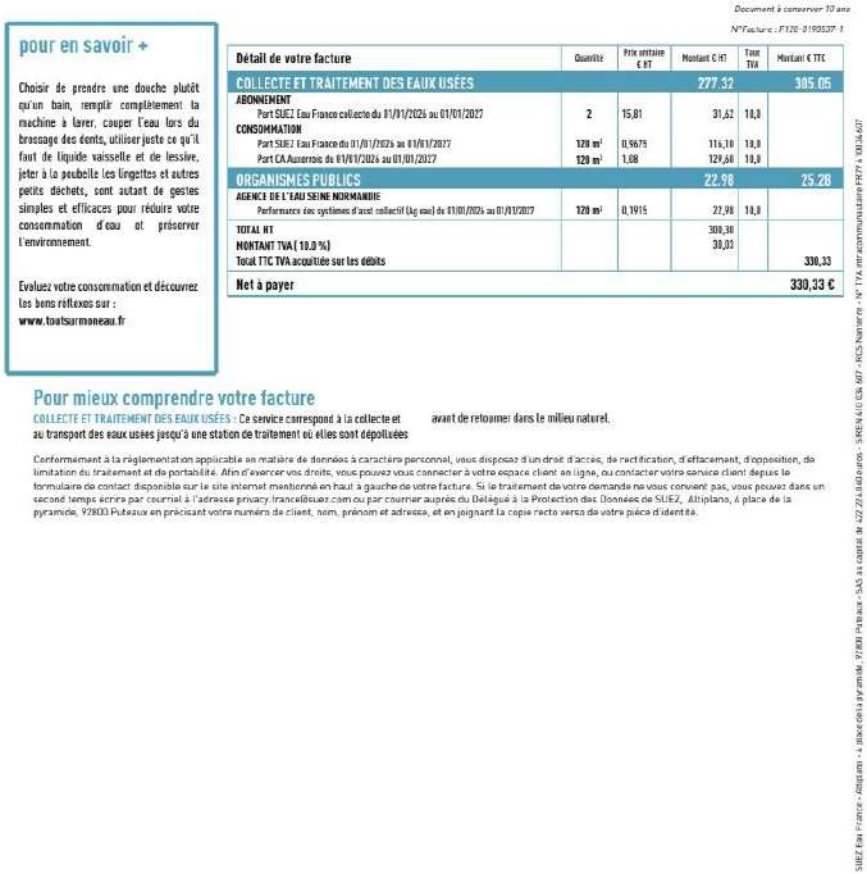
SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

La mensualisation : le choix de la tranquillité

000403518381

190004000516 6798F120-0190537100000000919108 33033



Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190537-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			277,32		305,05
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France collecte du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9679	116,10	10,0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	1,08	129,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			300,30		
MONTANT TVA (10,0 %)			30,03		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					330,33
Net à payer					330,33 €

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.francelocuez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplans, A place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplans - 4 place de la pyramide - 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 776 040 euros - SIREN 410 036 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR77 410 036 607

TREK598F00F120-0190537000330334N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

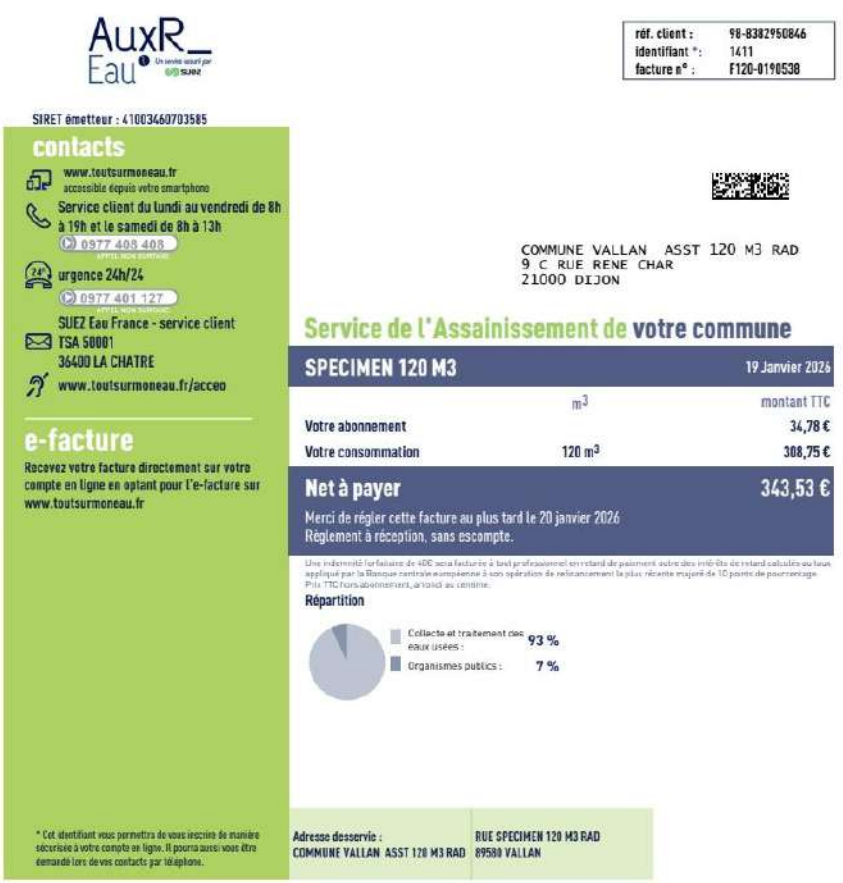
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000101789880W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 5142411497) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 300 euros)



AuxR_ Eau
Un service assuré par SUEZ

réf. client : 98-8382950846
identifiant * : 1411
facture n° : F120-0190538

SIRET émetteur : 41003460703585

COMMUNE VALLAN ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXÉ

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXÉ

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE
www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	308,75 €

Net à payer 343,53 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 93 %
Organismes publics : 7 %

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie : COMMUNE VALLAN ASST 120 M3 RAD — RUE SPECIMEN 120 M3 RAD 89580 VALLAN

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190538-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			289.32		318.25
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	1,18	141,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'ass collectif (Ag sout du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			312,30		
MONTANT TVA (10,0 %)			31,23		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					343,53
Net à payer					343,53 €

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 622 224 040 euros - SIREN 410 034 697 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 97 410 034 697

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu / Signature

COMMUNE VALLAN ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236492
RUM : TIP19000498F120-01905381000000000

Montant : 343,53 €

TIPSEPA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez de droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.

000403555608

190004000516 7998F120-01905381000000000936108 34353

TREK598F00F120-01905380003435 34N

Comment régler votre facture ?

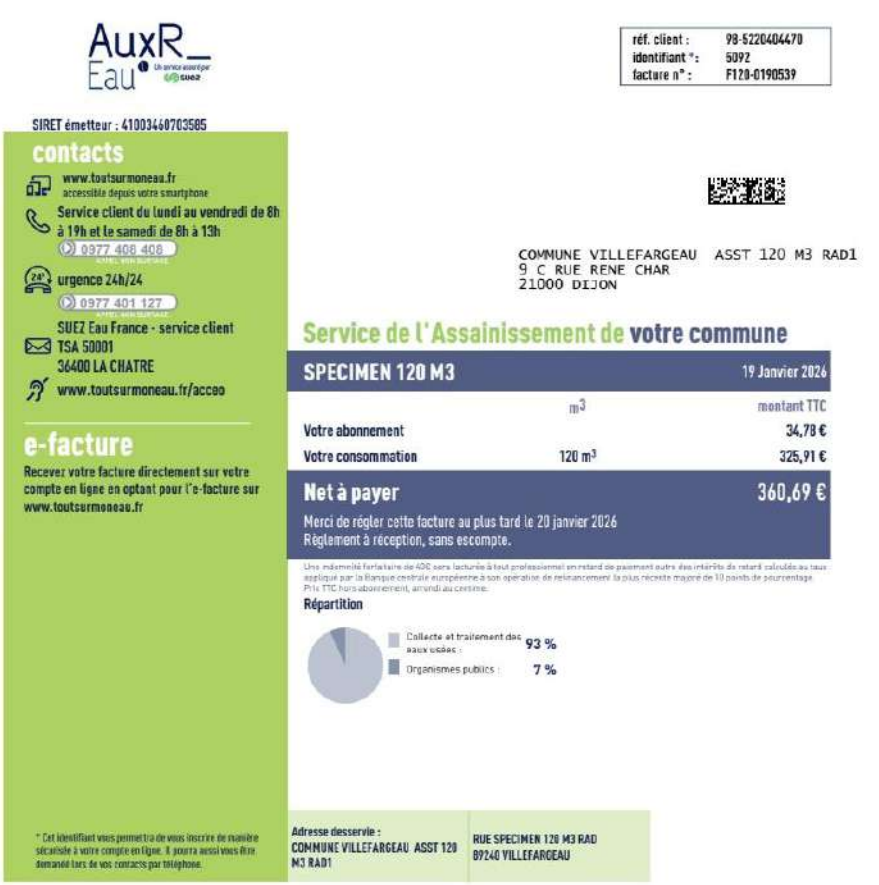
Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture**, le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000610769980W102002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 8382950846) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-5220404470
identifiant * : 5092
facture n° : F120-0190539

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408

urgence 24h/24
0977 401 127

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE VILLEFARGEAU ASST 120 M3 RAD1
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	325,91 €

Net à payer 360,69 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.
Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 93 %
Organismes publics : 7 %

Adresse desservie : COMMUNE VILLEFARGEAU ASST 120 M3 RAD1
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89240 VILLEFARGEAU

Date et Lieu / Signature

COMMUNE VILLEFARGEAU ASST
120 M3 RAD1
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP190004985F120-0190539100000000

Montant : 360,69 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000403778651

190004000516 9198F120-0190539100000000943108 36069

La mensualisation : le choix de la tranquillité

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190539-1

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			304,92		335,41
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 31/12/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 31/12/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2026 au 31/12/2027	120 m³	1,31	157,20	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 31/12/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			327,90		
MONTANT TVA (10.0 %)			32,79		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					360,69
Net à payer					**360,69 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide - 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 214 040 euros - SIREN 410 036 469 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 036 469

TREK598F00F120-0190539000360694N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr, les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture**, le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5337004100001078988DW012002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 5220404470) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-1702027486
identifiant * : 9739
facture n° : F120-0190540

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 406 406

urgence 24h/24
0977 401 127

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE VILLENEUVE ST SALVES ASST 120
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	265,19 €

Net à payer 299,97 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

Adresse desservie :
COMMUNE VILLENEUVE ST SALVES
ASST 120

RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89230 VILLENEUVE ST SALVES

Date et Lieu / Signature

COMMUNE VILLENEUVE ST SALVES ASST 120
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01905401000000000

Montant : 299,97 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

La mensualisation : le choix de la tranquillité

000403655809

190004000516 9698F120-01905401000000000981108 29997

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0190540-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			249,72		274,69
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9675	116,10	10,0	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,85	102,00	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assainissement collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			272,70		
MONTANT TVA (10,0 %)			27,27		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					299,97
Net à payer					**299,97 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.francelidiuez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Aitplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Aitplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 640 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 74 410 34 607

TREK598F00F120-0190540000299974N

Comment régler votre facture ?

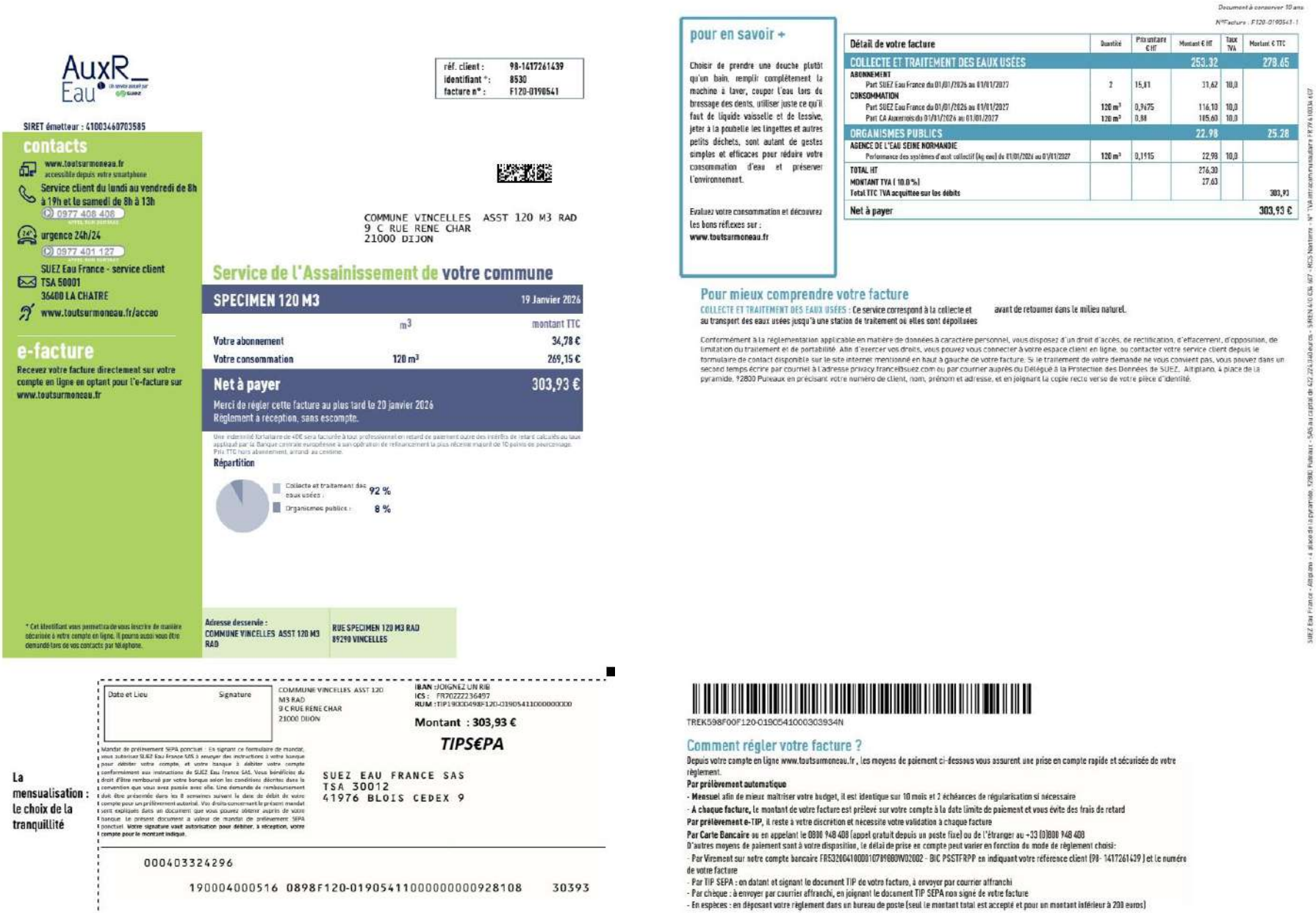
Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:
- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000101079988W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 1702027486) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau

réf. client : 98-1417261439
identifiant * : 8530
facture n° : F120-0190541

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone
Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 406 406
urgence 24h/24
0977 401 127
SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE
www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à notre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

COMMUNE VINCELLES ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	269,15 €

Net à payer 303,93 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

Adresse desservie :
COMMUNE VINCELLES ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89290 VINCELLES

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190541-1

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			253.32		278.65
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9475	116,10	10,0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,88	105,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assl collectif (Aq eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			276,30		
MONTANT TVA (10.0 %)			27,63		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					303,93
Net à payer					**303,93 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Arlequin, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France – Adresse : 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux – SAS au capital de 422 276 040 euros – SIREN/SIRET 410 034 467 – RCS Nanterre – N° TVA intracommunautaire FR 79 410 034 467

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu | Signature

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.

COMMUNE VINCELLES ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP1900049BF120-0190541100000000

Montant : 303,93 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000403324296

190004000516 0898F120-0190541100000000928108 30393

TREK598F00F120-0190541000303934N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr, les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

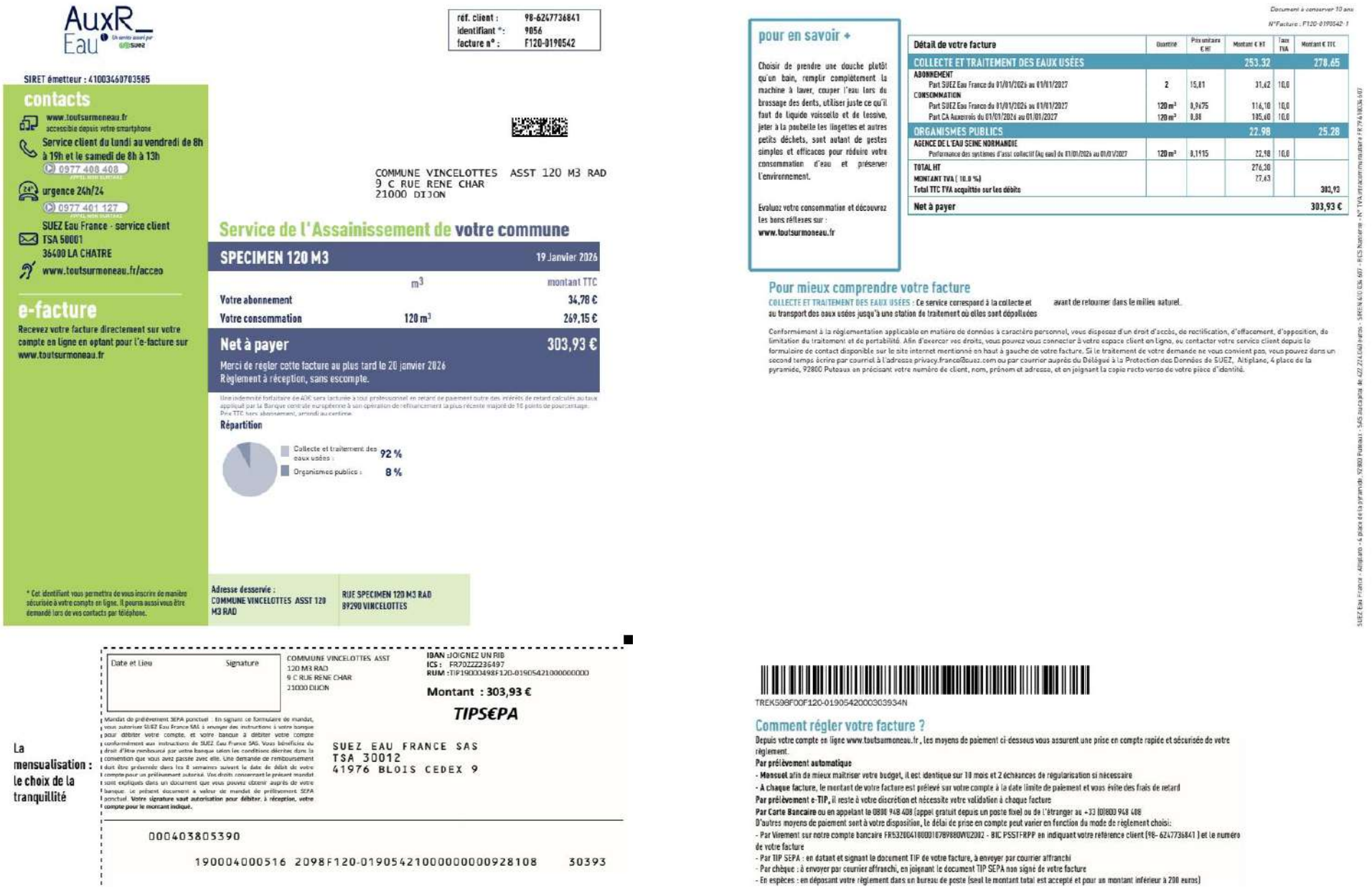
- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000016789680W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 1417261439) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



AuxR_ Eau
Un service assuré par suez

SIRET émetteur : 41003460703585

réf. client : 98-6247736841
identifiant * : 9056
facture n° : F120-0190542

COMMUNE VINCELOTTES ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone
Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
urgence 24h/24
0977 401 127
SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE
www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Service de l'Assainissement de votre commune

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		34,78 €
Votre consommation	120 m³	269,15 €

Net à payer 303,93 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 92 %
Organismes publics : 8 %

Adresse desservie :
COMMUNE VINCELOTTES ASST 120 M3 RAD

RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89290 VINCELOTTES

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0190542-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brassage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			253.32		278.65
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	15,81	31,62	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,9475	114,10	10,0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,88	105,60	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22.98		25.28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'assi collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			276,30		
MONTANT TVA (10,0 %)			27,63		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					303,93
Net à payer					**303,93 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pourrez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 427 274 640 euros - SIREN 410 036 697 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 79410036697

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu / Signature

COMMUNE VINCELOTTES ASST
120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP19000398F120-0190542100000000

Montant : 303,93 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel - En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000403805390

190004000516 2098F120-0190542100000000928108 30393

TREK598F00F120-0190542000303934N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr, les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture**, le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041800016789880WU2002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 6247736841) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)

7.12 Attestation du commissaire aux comptes

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex

Tél. : +33 (0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr

SUEZ Eau France

Attestation du commissaire aux comptes relative à l'application de la procédure d'établissement du compte annuel de l'exploitation, établi par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025

Au Président,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société SUEZ Eau France et en réponse à votre demande, nous avons établi la présente attestation sur l'application, par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France, de la procédure d'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Les documents joints à la présente attestation ont été établis par votre société dans le cadre de la présentation du compte annuel de résultat de l'exploitation 2025 prévue par la loi n° 95-127 du 8 février 1995 modifiée par le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité du directeur financier de la région Grand Est de la société SUEZ Eau France à partir des livres comptables ayant servi à la préparation des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, étant précisé qu'à la date de la présente attestation, les comptes annuels n'ont pas encore été arrêtés par le président et notre audit de ces comptes est en cours. Il ne nous appartient pas de mettre à jour la présente attestation en fonction d'éventuelles modifications qui seraient apportées aux comptes de l'exercice 2025 ou d'éventuelles anomalies que nous relèverions à l'issue de cet audit.

Les méthodes et les principales hypothèses utilisées pour établir ces informations financières sont précisées dans les documents joints.

Il nous appartient de nous prononcer sur la conformité de la procédure mise en œuvre par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France pour l'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation avec les informations décrites dans le paragraphe II de l'annexe jointe intitulée « Les produits et charges d'exploitation ».

Comme le mentionne l'annexe jointe :

- les produits correspondent aux recettes facturées ou estimées au cours de l'exercice et en liaison directe avec les contrats ;
- les charges d'exploitation proviennent des comptes de l'exercice auxquels vient s'ajouter la participation des salariés comptabilisée au niveau du siège.

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur les méthodes et principales hypothèses retenues par la direction de la société SUEZ Eau France.

S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes

Siège social : 1-2, place des Saisons - 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Nos travaux, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont été effectués selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Ces travaux ont consisté à :

- mener des entretiens avec les responsables financiers de la région Grand Est de la société SUEZ Eau France afin de prendre connaissance des procédures mises en place pour déterminer les informations figurant dans les documents joints ;
- prendre connaissance des procédures mises en place par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France pour établir le compte annuel de résultat de l'exploitation et contrôler, par sondages, que les informations résultant de l'application de ces procédures concordent avec les données sous-tendant la comptabilité de la région Grand Est de la société SUEZ Eau France.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la conformité de la procédure mise en œuvre par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France pour l'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation, objet de l'attestation, avec les informations décrites dans le paragraphe II de l'annexe jointe intitulée « Les produits et charges d'exploitation ».

Cette attestation est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Paris-La Défense, le 5 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

Signed by:
Jean-Christophe Goudard

Jean-Christophe Goudard


© SUEZ

service de l'assainissement

Rapport annuel du délégataire 2025

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

VENOY



© SUEZ / Benjamin Croizet

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année 7
1.2 Contexte national : les évolutions à venir 8
1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année 12
1.4 Votre contrat : les chiffres clés 13
1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance 14
1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 15
1.6 Votre contrat : les perspectives 16

2 | Présentation du service 17

2.1 Le contrat 19
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 20
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 20
2.2.2 La gestion de crise et continuité d'activité 20
2.2.3 La relation clientèle 21
2.3 L'inventaire du patrimoine 23
2.3.1 Le système d'assainissement 23
2.3.2 Les biens de retour 24

3 | Qualité du service 29

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte 31
3.1.1 La pluviométrie 31
3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte 31
3.1.3 L'exploitation des postes de relèvement 36
3.1.4 La conformité du système de collecte 38
3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement 39
3.2.1 Le fonctionnement hydraulique 39
3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement 40
3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration 42
3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement 46
3.3 Le bilan de la relation client 50
3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif 50
3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement 50
3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients 50
3.3.4 L'activité de gestion clients 51
3.3.5 La relation clients 51
3.3.6 L'encaissement et le recouvrement 51
3.3.7 Le fonds de solidarité 52
3.3.8 Les dégrèvements pour fuite 52
3.3.9 Le prix du service de l'assainissement 52

4 | Comptes de la délégation 57

4.1 Le CARE 59
4.1.1 Le CARE 60
4.1.2 Le détail des produits 61
4.2 Les reversements 62
4.2.1 Les reversements à la collectivité 62
4.3 La situation des biens et des immobilisations 63
4.3.1 La situation sur les installations 63
4.4 Les investissements contractuels 63
4.4.1 Le renouvellement 64

5 | Votre délégataire 65

5.1 Notre organisation 68
5.1.1 La Région 68
5.2 Notre système de management 74

6 | Glossaire 79

7 | Annexes 89

7.1 Synthèse réglementaire 91
7.1.1 La synthèse des évolutions réglementaires 91
7.1.2 Les évolutions réglementaires 91
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE 110
7.3 Attestations d'assurance 118
7.4 Attestation du commissaire aux comptes 121

Synthèse de l'année



© SUEZ / Abdellah Benzamia / Benzprod

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année

Un modèle de financement fragilisé

En matière de gestion de l'eau et de l'assainissement, les territoires français sont confrontés à de fortes pressions, amplifiées par les évolutions réglementaires, le changement climatique et des préoccupations citoyennes croissantes. Alors que notre pays a bâti, au fil des décennies, un service public d'eau et d'assainissement robuste, reconnu internationalement grâce à des avancées technologiques majeures, sa résilience est aujourd'hui mise à rude épreuve. Ces dernières années, la fréquence inédite des épisodes de sécheresse, de canicule, de submersions côtières et de fortes pluies a fait apparaître des impacts durables sur le cycle de l'eau, les milieux naturels et la biodiversité, ainsi que des tensions croissantes sur la disponibilité de la ressource, entraînant des conflits d'usage et compliquant la gestion des eaux potables, usées et pluviales. Cette crise, la population l'a désormais bien intégrée, 72 % des Français estiment que la qualité de l'eau potable se dégrade, et 44 % perçoivent l'accès à cette ressource comme un problème majeur.

Parallèlement, alors que 80 à 90% des coûts des services publics d'eau et d'assainissement sont fixes, plusieurs facteurs convergents mettent en péril leur pérennité et, par conséquent, notre capacité collective à maintenir un niveau de qualité conforme aux attentes et aux défis :

- La sécheresse de 2022 et le Plan eau impulsé dans la foulée par le gouvernement fixant notamment un objectif de réduction de 10 % des prélèvements d'ici 2030 ont durablement conduit à une baisse des consommations. Si cette évolution est très vertueuse pour l'environnement, elle révèle l'inadéquation d'un financement basé principalement et dans les mêmes proportions que les coûts fixes sur les volumes consommés ;
- Les fluctuations inflationnistes pèsent sur les coûts, mais leur répercussion tarifaire par les formules de révision reste partielle et différée ;
- La réaffectation d'une partie des redevances des agences de l'eau vers le budget général a retiré au secteur des centaines de millions d'euros, aggravant un sous-investissement chronique (environ 3mds d'€/an pendant 5 ans), uniquement pour rattraper le retard en matière de renouvellement des réseaux et de modernisation des infrastructures ;
- L'empilement réglementaire en cours et à venir accroît les coûts de traitement et d'exploitation ;
- Les effets du changement climatique sont prégnants et imposent une vision de long terme et une nouvelle approche basée sur les risques et l'adaptation à travers de nouveaux investissements
- Les pollutions émergentes, très présentes médiatiquement, tant sur le plan de l'eau potable que des eaux usées contribuent à un climat de défiance de la part des usagers qui se disent en majorité prêts à assumer une facture en augmentation
- Les gains de productivité réalisés depuis vingt ans par les collectivités et les opérateurs laissent aujourd'hui peu de marges résiduelles.

Conformément aux préconisations de la FP2E, il est urgent de prendre des décisions structurantes pour préserver l'eau comme bien commun : maintenir la logique « l'eau paye l'eau », diversifier les ressources (subventions ciblées à l'investissement, financements mixtes, obligations vertes, mobilisation systématique des fonds européens tels que le FEDER), appliquer plus systématiquement le principe du pollueur-payeur et considérer l'inévitable augmentation du prix de l'eau. Parallèlement, des dispositifs sociaux ciblés doivent protéger les ménages vulnérables.
Sur le plan contractuel, des contrats pluriannuels, indexés sur la performance et mieux partagés en termes de risques, sont nécessaires pour restaurer la prévisibilité. Les gains opérationnels nécessaires pour limiter la pression tarifaire ne pourront être obtenus que par des politiques larges d'investissement : télé-comptage généralisé, asset management, efficience énergétique et digitalisation.
Repenser dès maintenant le modèle de financement est indispensable pour garantir la soutenabilité financière, la résilience environnementale et l'accès universel à l'eau.

1.2 Contexte national : les évolutions à venir

De nombreuses modifications en cours ou à venir du cadre législatif et réglementaire amèneront à faire évoluer le cadre contractuel des contrats.

Travaux de voirie - Amiante
La nouvelle réglementation amiante applicable au 1er juillet 2026 impactera fortement le secteur de l'eau et de l'assainissement.
La FP2E a récemment publié une note de position sur cette nouvelle réglementation, disponible à l'adresse : https://www.fp2e.org/outils-pour-la-profession/ et que nous reproduisons ici in extenso.

Conformément à la réglementation, l'activité Eau en France de SUEZ proposera les aménagements nécessaires aux contrats, les solutions permettant de réduire les coûts et une stratégie d'accompagnement de la collectivité.

FP2E LES ENTREPRISES de l'eau

Janvier 2026

Note de position – Nouvelle réglementation Amiante

La nouvelle réglementation amiante est une avancée pour la protection et la prévention des risques pour les riverains et intervenants. Sa mise en œuvre implique une modification des conditions opérationnelles d'intervention dont les surcoûts doivent être pris en charge par les donneurs d'ordre et propriétaires d'infrastructures.

Contexte :
La Fédération professionnelle des entreprises de l'eau a pris note de la publication de l'arrêté du 4 juin 2024 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers.
Cet arrêté est nouveau et vient achever le corpus réglementaire associé au décret de 2017. Ce renforcement de la réglementation amiante dans les travaux de voirie et réseaux, imposera à compter du 1er juillet 2026 de faire réaliser une recherche d'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers et notamment dans les voiries et réseaux avant la réalisation de tous travaux.
Cette recherche doit être menée dès lors que le donneur d'ordre, le maitre d'ouvrage, ou le propriétaire d'immeubles non bâtis, n'ont pas fourni d'informations ou que les informations consignées dans les documents de traçabilité ne permettent pas de déterminer avec suffisamment de précision la présence ou à l'absence d'amiante dans les matériaux et produits susceptibles d'être concernés par les travaux.
Les repérages prévus par cet arrêté, concernent aussi bien les enrobés que les réseaux (curage et toute intervention sur la structure des ouvrages) et devront être réalisés par des opérateurs formés et réalisés de manière conforme aux exigences fixées dans la norme NF X 46-102 : novembre 2020.
A défaut de la réalisation de ces repérages en amont des travaux, et notamment lors des interventions urgentes, la réglementation indique que les travaux devront être réalisés comme si la présence de l'amiante était avérée.
La Fédération rappelle que le propriétaire de l'ouvrage a la responsabilité de transmettre en amont aux intervenants les informations précises sur la présence d'amiante dans les voiries ou réseaux, et **doit à ce titre en réaliser la cartographie détaillée**.
En effet, à défaut, les intervenants seront contraints de faire réaliser en amont les analyses nécessaires ou, en cas d'urgence, d'intervenir comme si la présence d'amiante était avérée, ce qui occasionnera des surcoûts élevés.

Impacts pour la profession :

La réglementation impactera plusieurs aspects pour la profession et le secteur de manière générale :
- Economique : augmentation des coûts des repérages et des travaux.
- Santé publique et santé des travailleurs : protection du public comme des opérateurs lors de travaux sur des ouvrages ou voiries amiantées.
- Réactivité : les rapports de repérage sont fournis au plus tôt sous 7 jours minimum (et ce en cas d'urgence).
- Communication : avec les riverains (risques perçus du fait d'interventions d'agents portant des équipements de protection (masques respiratoires, combinaisons).
- Contrats : interaction avec les autres obligations contractuelles (obligations contractuelles sur les rendements, obligations sur la réactivité en cas de fuite, ...)
- Organisationnels : liés à la capacité à disposer du nombre d'agents et encadrants (y compris les sous-traitants) formés selon la sous-section 4, prêts à intervenir. Ces nouveaux éléments réglementaires et normatifs vont entraîner des surcoûts très importants pour la profession. L'estimation est de l'ordre de 600 M€/ an pour les entreprises délégataires comme les régies. Ces surcoûts sont liés aux coûts de repérage (carottages et analyses en laboratoire), aux contraintes d'interventions (formation des intervenants et encadrants, équipements de protection, modes opératoires spécifiques, délais de réalisation des repérages et de production des rapports d'analyse, durée de réalisation des travaux) et à la gestion des déchets (ségrégation et traitement des déchets).

Dans ce contexte, la FP2E rappelle que les entreprises de l'eau se préparent à répondre aux implications de cette nouvelle réglementation, mais qu'elles ne doivent pas en supporter les surcoûts.

Il convient donc d'adapter les contrats (en cours ou en négociation) afin de tenir compte de l'ensemble des impacts de cette réglementation

Evolutions réglementaires du marché de l'électricité

Le marché de l'électricité a connu depuis le 1er janvier 2026 des modifications structurantes d'origine législative :

- La disparition du tarif d'**A**ccès **R**égulé à l'**E**lectricité **N**ucléaire **H**istorique (ARENH) : Ce tarif réglementé, qui représentait environ 55% des consommations électriques des métiers de l'eau et de l'assainissement était très compétitif à 42 €/MWh dans un marché de fourniture qui a évolué entre 65 et 250 €/MWh entre 2022 et 2025.
- La modification de la fiscalité liée à l'accise sur l'électricité (anciennement CSPE ou TICFE) avec la fin du bouclier tarifaire et de nouvelles règles d'accès aux taux réduits.

Ces modifications impactent fortement le coût de l'électricité nécessaire aux services d'eau et d'assainissement.

L'analyse menée par le cabinet Xerfi conjointement avec l'INSEE démontre que, compte tenu du poids de ces réformes dans la structure de consommation électrique des services d'eau et d'assainissement, les indices de l'INSEE qui mesurent l'évolution moyenne du marché, ne permettront pas de répercuter intégralement cette hausse.
Cette divergence entre ces indices et l'évolution des coûts conduira les formules d'indexation des tarifs à ne plus refléter fidèlement cette l'évolution, ce qui viendra modifier l'équilibre économique des contrats.
Il conviendra, suivant les préconisations de l'INSEE, de corriger les formules d'indexation des contrats.

Réforme anti-endommagement

La réglementation relative aux interventions à proximité des réseaux de transport et distribution, aussi appelée réglementation anti-endommagement ou construire sans détruire, a pour objectif principal de prévenir les dommages aux réseaux et les conséquences que ces dommages peuvent entraîner sur la sécurité des personnes exécutant les travaux, la sécurité des riverains des réseaux, la protection de l'environnement, et la continuité des services apportés par ces réseaux.
Cette réglementation, dans son ensemble, impose aux exploitants de réseaux une amélioration progressive de la cartographie des réseaux, des réponses plus précises aux déclarations DT/DICT faites par les responsables de projets et les exécutants des travaux, ainsi qu'une anticipation des situations de crise afin que la mise en sécurité en cas de dommage soit aussi rapide que possible.

Depuis le 1er janvier 2026, les réponses aux DT/DICT des réseaux non sensibles en zone urbaine, doivent être en classe A de précision (avec un fuseau d'incertitude de 40 cm) pour l'ensemble des réseaux.
Plusieurs possibilités permettent de répondre à cette obligation.

- Répondre à partir d'une cartographie en classe A des réseaux
- Mettre en œuvre des solutions ponctuelles au moment de la réception de la demande de DT/DICT sous un délai de 15 jours, avec géoréférencement au fil de l'eau de la zone concernée, ou uniquement via un marquage-piquetage

En outre, les réponses à ces DT/DICT/ATU doivent utiliser les PCRS (Plan de Corps de Rues Simplifié) comme fond de plan.

Ces nouvelles obligations modifient le cadre contractuel des interventions et ont un impact significatif sur l'équilibre économique des contrats.

Le cas échéant, en fonction des modalités de cartographie en classe A déjà réalisées ou envisagées par chaque Collectivité, il convient d'étudier les évolutions contractuelles nécessaires à la mise en place de solutions spécifiques ainsi que leur financement.

Infrastructures Numériques : disparition programmée des technologies 2G, 3G et cuivre

Les opérateurs de communication ont, avec l'accord de l'ARCEP décidé de supprimer les technologies de communications 2G, 3G et cuivre entre 2026 et 2030 au profit de la généralisation de technologies plus récentes (4G et 5G dans le domaine mobile et fibre dans le domaine filaire).
Les métiers de l'eau et l'assainissement utilisent de nombreux objets connectés, tant pour la mesure des informations sur les réseaux et les usines, que pour le pilotage à distance des installations.
Or, les capteurs et automates reposent majoritairement sur les technologies qui seront supprimées par les opérateurs. Ces technologies étant les seules jusqu'à aujourd'hui à assurer la couverture nécessaire. C'est le cas en particulier des capteurs sur le patrimoine enterré et de ceux positionnés sur les sites isolés.
Dès lors, il convient, pour assurer la continuité des services d'eau et d'assainissement, de procéder à un renouvellement partiel des équipements du patrimoine des Collectivités.
Par conséquent, une modification des plans contractuels de renouvellement des équipements est nécessaire.
Ces modifications tiendront compte à la fois :

- de l'urgence de renouvellement, notamment pour les technologies 2G s'arrêtant au cours de l'année 2026,
- de l'intégration du module communicant au sein de l'équipement et la possibilité de dissocier le capteur du modem,
- du choix de la Collectivité de passer à des technologies plus récentes pour favoriser le développement de la cybersécurité,
- de l'existence du renouvellement de ces équipement au sein des plans de renouvellement actuels.

Après arbitrage, il conviendra de trouver les solutions permettant de financer ces renouvellements contraints par cette évolution exogène.

Facturation électronique

La généralisation de la facturation électronique entre professionnels à compter de septembre 2026 imposera aux délégataires du service public de l'eau une mise en conformité technique et organisationnelle de leurs systèmes de facturation, afin de répondre aux exigences de formats normalisés, de sécurité des données et de transmission via des plateformes agréées par l'État, ainsi qu'aux obligations de transmission électronique des données de facturation et de TVA à l'administration fiscale.

Cette évolution représente des contraintes techniques et financières importantes, liées à l'adaptation des outils informatiques existants, aux investissements nécessaires et à la conduite du changement, dans un contexte de maîtrise des charges.
Sa mise en œuvre entrainera une hausse du coût de la relation clientèle qu'il conviendra d'intégrer dans l'économie du service.

Cybersécurité NIS 2

La connectivité des installations industrielles permet leur pilotage optimisé et une meilleure performance. Le développement de cette connectivité s'accompagne d'un accroissement des risques liés à la cybersécurité et au piratage informatique.
Face à ces risques, la commission européenne a décidé de renforcer massivement la cybersécurité dans un grand nombre de secteurs d'activité en Europe, dont l'eau potable et l'assainissement. Les états membres avaient jusqu'au 17 octobre 2024 pour transposer la directive européenne NIS 2 (2ème version de la directive Network & Information Security) dans leur droit respectif. Les échéances parlementaires et gouvernementales ont retardé ce projet de loi qui pourrait se concrétiser en 2026.
La déclinaison en droit français de cette directive va a priori venir en complément de la loi de programmation militaire et en substitution de loi NIS, qui ne concernent qu'un nombre restreint de grands systèmes critiques. La plupart des services seront concernés par cette nouvelle règlementation afin de protéger le patrimoine industriel ainsi que les opérations et les services associés.
La mise en conformité consécutive à cette nouvelle règlementation impliquera des investissements et des coûts d'exploitations complémentaires à ceux déjà engagés par Suez Eau France pour garantir un 1er niveau de cybersécurité.

1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année

Système de collecte de Venoy et Montallery :

Au cours de l'année, **2 km de réseau ont été inspectés et environ 1.5 km de réseau ont été curés**, sur l'ensemble de la commune. Aucun débouchage de réseau n'a été réalisé sur la commune.

SUEZ a effectué **9 contrôles de raccordement** au réseau d'assainissement dans le cadre de vente immobilière, dont 3 contrôles sur le hameau de Montallery.

Au cours de ces différents contrôles,1 enquête a été statuée comme "Non Conforme" pour point(s) de contrôle d'eaux pluviales raccordé(s) sur le réseau d'eaux usées.

L'armoire électrique ainsi que l'équipement de télésurveillance du poste de relèvement d'Egriselles a été renouvelé dans le cadre du programme de renouvellement contractuel.

Système de traitement de Venoy :

- **Renouvellement :**

La pompe N°2 du poste d'entrée de la station a été remplacée.

- **La qualité du rejet et des boues :**

L'intégralité des boues produites au cours de l'année a été stockée dans les massifs de roseaux prévus à cet effet. Aucune boue n'a été évacuée.

Système de traitement du hameau de Montallery :

- **La qualité du rejet et des boues :**

Lors du bilan 24h réalisé dans le cadre de l'autosurveillance, **les résultats épuratoires respectent les prescriptions réglementaires** hormis pour le paramètre ph, nous soupçonnons une erreur de mesure du laboratoire (en effet la valeur du ph en entrée de station était correcte lors de ce même bilan).

L'intégralité des boues produites au cours de l'année a été stockée dans les massifs de roseaux prévus à cet effet. Aucune boue n'a été évacuée.

1.4 Votre contrat : les chiffres clés

618 clients assainissement collectif

48 109 m³ d'eau assujettis

27,6 km de réseau total d'assainissement

1 888 ml de réseau curé

1 désobstruction de réseau

1 désobstruction de branchement

3,05465 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³

1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons indiqué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la Collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007						
Thème	**Indicateur**	**2023**	**2024**	**2025**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Caractéristique technique	D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif (1)	1 391	1 385	1 379	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	605	611	618	Nombre	A
Caractéristique technique	D202.0 - Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (1)	0	0	0	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type séparatif (1)	14,22	14,35	14,35	km	A
Caractéristique technique	D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	0	0	0	TMS	A
Tarification	D204.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ au 1er janvier N+1	3,03298	2,87142	3,05465	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	74	100	110	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P205.3 - Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (2)	100	100	100	%	A
Indicateur de performance	P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100	100	100	%	A
Actions de solidarité et de coopération	P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	0	0	0	€/m³	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	0	0	0	Nombre	A

1.6 Votre contrat : les perspectives

Amélioration du réseau :

Le **PR Autoroute** ne dispose pas de sonde de niveau et de télégestion permettant un suivi des alarmes à distance. SUEZ proposera l'installation de cet équipement sur ce poste de relèvement.

De plus, les systèmes de télésurveillance avec la **technologie GSM3** seront mise à l'arrêt en 2028. Le **poste de relèvement de La Chapelle** ainsi que la station de traitement de Montallery sont équipés de S500 avec carte GSM3 et seront donc obsolètes.

➔ *SUEZ prévoit le renouvellement de ces équipements, à compter de 2026.*

Les pompes de relèvements du **PR Egriselles** seront également proposées en renouvellement lors de la mise à jour du plan de renouvellement.

Un procès-verbal de renouvellement sera proposé afin de valider les renouvellements réalisés jusqu'en 2025 et mettre à jour le plan de renouvellement contractuel.

Système de traitement de Venoy :

- **Renouvellement :**

La station étant relativement récente, les renouvellements d'équipements se feront à la suite de dysfonctionnements.

2 | Présentation du service



2.1 Le contrat

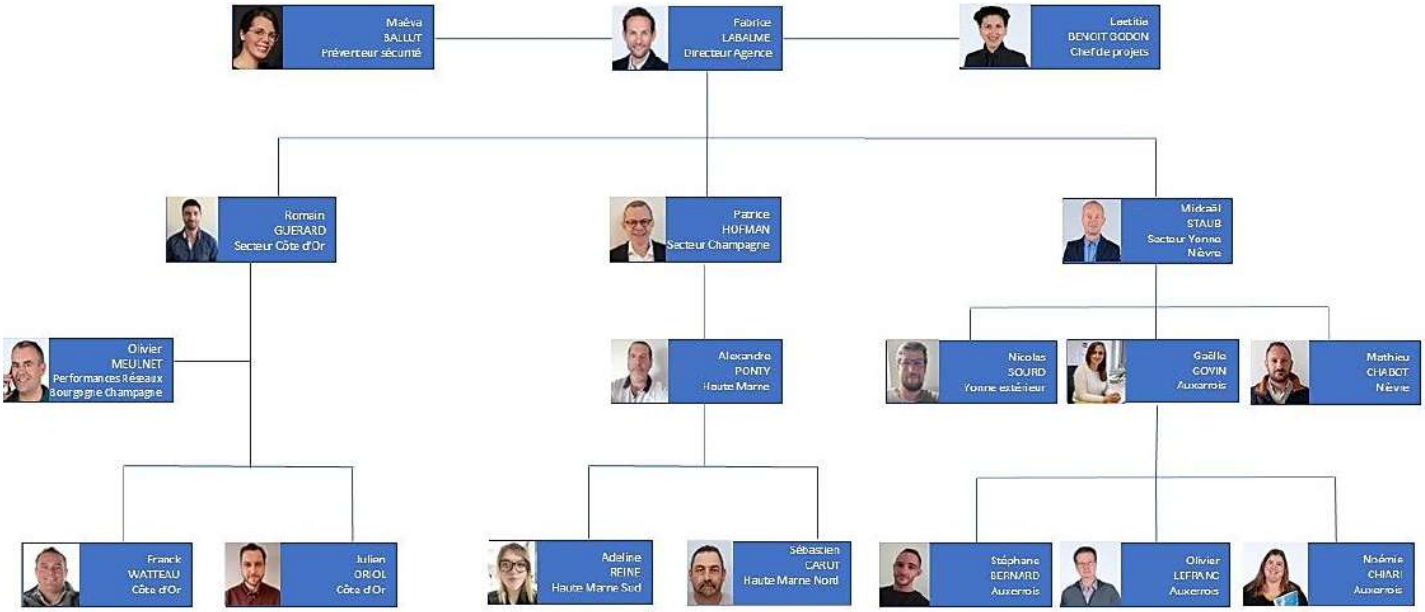
Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/07/2019	30/06/2031	Affermage
Avenant n°01	08/04/2021	30/06/2031	Intégration de la station d'épuration par lits plantés de roseaux et du réseau assainissement du hameau de Montallery, Nouveau bordereau de prix pour les contrôles de branchements, Suppression de fonds de travaux (article 18.2-D)

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence Bourgogne-Champagne :



Votre interlocuteur privilégié est **Mickaël STAUB** (06.82.93.54.44).

2.2.2 La gestion de crise et continuité d'activité

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Collaborateurs au sein de la région et dans le cadre de la Force d'Intervention Rapide au niveau national,
- Equipements de process fixes ou mobiles, groupes électrogènes…
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par SMS, téléphone, site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise et de continuité d'activité s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés,
- Une organisation du management de crise avec une cellule dédiée à la cybersécurité,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques (ex : fiches réflexes, fiches pratiques, plan de continuité cyber...),
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2025, des exercices de crise ont été régulièrement organisés avec un focus sur les enjeux de sûreté aussi bien de cybersécurité que de malveillance sur nos sites avec la participation des forces de sécurité intérieur (ex. : Gendarmerie, GIGN, RAID).

L'objectif était d'entrainer les équipes à réagir face à des situations exceptionnelles auxquelles elles pourraient potentiellement être confrontées dans le futur et d'identifier des points d'amélioration.

2.2.3 La relation clientèle

- **LE SITE INTERNET TOUT SUR MON EAU**

Le site internet TSME permet à nos abonnés de gérer leur abonnement Eau en toute simplicité.

- L'abonné suit en détail ses consommations et ses dernières factures
- Il gère son abonnement : paiement CB, modification d'adresse et de coordonnées bancaires, demande d'attestation de domicile...
- Il trouve la réponse à ses questions
- Il sait tout sur l'eau dans sa commune : alertes sécheresse, composition, prix, travaux…
- Il apprend à préserver l'eau grâce aux écogestes

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le centre de relation clientèle

- Ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers répondent à toute demande : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Clientèle est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation :



Pour toutes les urgences techniques :



- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**

74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE

Du lundi au vendredi
de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants d'astreinte sont mobilisables en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des urgences.

2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

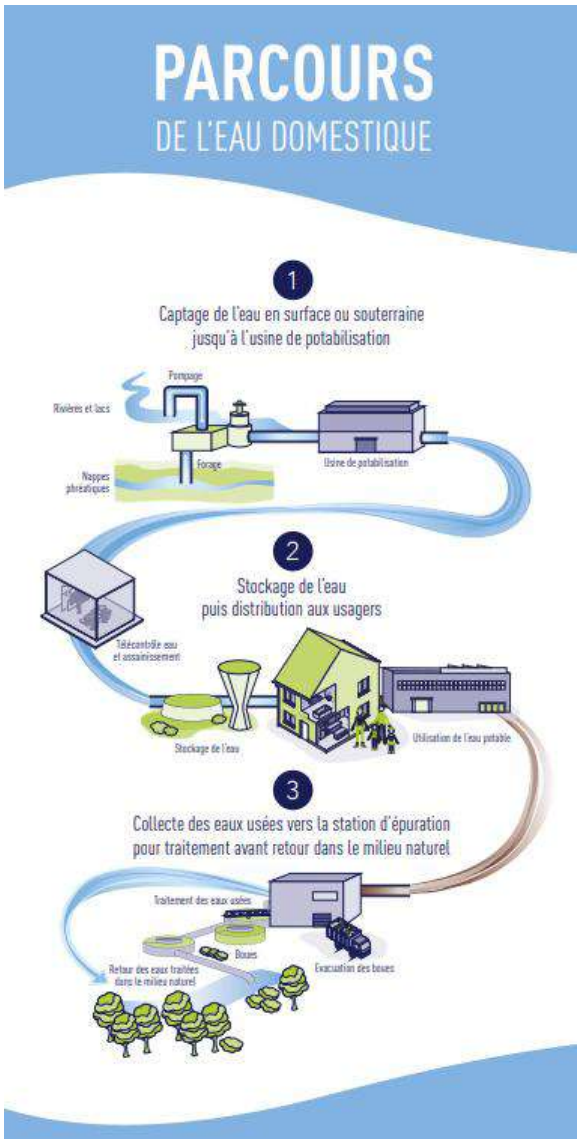
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau. Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans les Articles R3131-3 et R3131-4 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'assainissement



Dans un système d'assainissement, on distingue les réseaux de type unitaire et les réseaux de type séparatif :

- un réseau qualifié d' « unitaire » est conçu pour véhiculer à la fois les eaux usées (EU) et les eaux pluviales (EP). Par temps de pluie, le débit dans les collecteurs augmente fortement, gonflé par la venue d'eau de ruissellement.
- Dans le cas d'un réseau de type séparatif, les eaux usées sont raccordées à un collecteur d'eaux usées. Les eaux pluviales sont évacuées dans un collecteur d'eaux pluviales. Il y a donc deux réseaux distincts qui ne doivent pas avoir d'interconnexion. Chaque habitation est munie de deux branchements et de raccordements distincts.

Les réseaux de transport (ou de transfert) sont des réseaux constitués de canalisations généralement de diamètres supérieurs à ceux des réseaux de collecte, qui peuvent être en charge ou à écoulement libre. Les réseaux de transport ont pour objectif l'acheminement de l'effluent collecté par le réseau de collecte jusqu'à un réseau en aval ou à la station de traitement des eaux usées.

2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de l'affermage, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés ou réalisés par l'exploitant.

- **LES RESEAUX PAR TYPE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type (séparatif ou unitaire) exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par type (ml)			
Désignation	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif **Eaux Pluviales** hors refoulement (ml)	13 221	13 221	0,0%
Linéaire de réseau séparatif **Eaux Usées** hors refoulement (ml)	13 379	13 379	0,0%
Linéaire de réseau séparatif **Eaux Usées** en refoulement (ml)	969	969	0,0%
Linéaire total (ml)	**27 570**	**27 570**	**0,0%**

Le linéaire de réseau du hameau de Montallery a été intégré en 2022.

- **LES RESEAUX PAR MATERIAU ET NATURE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisations par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par nature et matériau (ml)						
Réseau	**Ecoulement**	**Amiante ciment**	**Béton**	**PVC, PE, PP**	**Inconnu**	**Total**
Eaux pluviales	Gravitaire	0	9 591	3 417	213	**13 221**
Eaux usées	Gravitaire	9 280	0	4 099	0	**13 379**
Eaux usées	Refoulement	0	0	969	0	**969**
Total		**9 280**	**9 591**	**8 485**	**213**	**27 570**

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Les tableaux suivants détaillent les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations par type :

Suivi des évolutions sur l'année d'exercice - Réseaux			
Motif	**ml EP**	**ml EU**	**ml Unitaire**
Linéaire total de réseau de l'année précédente	13 221	14 348	0
Régularisations de plans	0	0	0
Situation actuelle	**13 221**	**14 348**	**0**

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU ET LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau			
Désignation	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Avaloirs	316	316	0,0%
Branchements publics eaux usées	608	629	3,5%
Ouvrages de prétraitement réseau	2	2	0,0%
Regards réseau	432	432	0,0%
Vannes	2	2	0,0%

- **LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les postes de relèvement disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
VENOY	PR Autoroute - VENOY	2013	10	m³/h
VENOY	PR Egriselles - VENOY	1982	30	m³/h
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	1982	50	m³/h

- **LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les installations de traitement des effluents et des boues disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des usines de traitement des eaux et des boues			
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de traitement (Eq. hab)**
VENOY	STEU de VENOY	2020	1 500
VENOY	STEU de VENOY MONTALLERY	2021	250

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2025**
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (oui : 10 points / non : 0 point)	10
	VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux à partir d'une procédure formalisée (oui : 5 points / non : 0 point)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 avec VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.252, VP.253 et VP.254)	10
	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (0 à 5 points)	5
	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (%)	100
	VP.255 - Connaissance de 50% de la date ou période de pose des tronçons identifiés (0 à 15 points)	15
	VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (%)	100
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (0 à 15 points)	15
	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (%)	98,2
	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) (10 points)	10
	VP.258 - Inventaire mis à jour annuellement des équipements électromécaniques sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (10 points)	10
	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (10 points)	10
	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau (10 points)	10
	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (10 points)	10
	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	65
TOTAL (indicateur P202.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**	**110**

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2025**
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (Oui/Non)	Oui
Partie A : Plan des réseaux	VP.251 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (Oui/Non)	Oui
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 - Existence d'un inventaire des réseaux - procédure de mise à jour du plan des réseaux (Oui/Non)	Oui
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.254 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique) (Oui/Non)	Oui
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) (10 points)	Oui
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.258 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (Oui/Non)	Oui
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (Oui/Non)	Oui
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau (Oui/Non)	Oui
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (Oui/Non)	Oui
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (Oui/Non)	Non

3 | Qualité du service



© SUEZ / CDPNEWS /Cyrille Dupont

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions réalisées sur nos ouvrages de collecte (collecteurs, déversoirs d'orage, postes de relèvement, …) : curage, désobstructions, inspections télévisées, … Elle présente également le bilan des consommations électriques.

3.1.1 La pluviométrie

Le tableau suivant détaille l'évolution de la pluviométrie observée en précipitations annuelles. La pluviométrie a un impact important sur les volumes collectés et épurés et peut expliquer certains faits d'exploitation tels que les déversements.

- **LA PLUVIOMETRIE ANNUELLE**

Pluviométrie annuelle (mm)					
Commune	Site	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
VENOY	STEU de VENOY	590,8	857	307	- 64,2%

3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Construire Sans Détruire (CSD)

Au vu des dommages déplorés chaque année, et à la faveur du Grenelle II, l'Etat a engagé une réforme de la prévention des dommages aux réseaux lors de travaux.

Cette réforme concerne les collectivités locales en tant que maîtres d'ouvrage, exploitants de réseaux, coordonnateurs des travaux sur la voirie, et responsables de la police de la sécurité sur leur territoire. Elle concerne SUEZ Eau France en tant que maître d'ouvrage, exploitant, et entreprise de travaux.

Elle s'appuie sur deux piliers.

Le premier pilier est l'instauration d'un guichet unique.

Il s'agit d'une plateforme internet http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr, qui référence l'ensemble des exploitants de chaque commune. Son financement se fait par deux redevances à acquitter annuellement à l'INERIS depuis le 1er janvier 2012 :

- Une perçue auprès des exploitants au prorata des longueurs de réseaux,
- L'autre auprès des prestataires de services en formalités de déclaration.

Le deuxième pilier est la réforme de la procédure de déclaration des travaux.

Le décret n°2018-899 du 22 octobre 2018, relatif à la sécurité des travaux effectués à proximité des ouvrages de transport et de distribution. Le précédent décret de 2011 instaurait une responsabilité renforcée des maîtres d'ouvrage de travaux dans la préparation des projets pour que les entreprises d'exécution disposent de la meilleure connaissance possible de la localisation des réseaux avant d'entreprendre les travaux.

- Il impose aux maîtres d'ouvrage et aux entreprises de travaux de déclarer leurs projets et travaux dans le Guichet Unique pour obtenir les plans des exploitants,
- Il fixe des obligations de compétences pour les maîtres d'ouvrage et les entreprises de travaux et encadre les techniques de travaux,
- Il impose aux exploitants de communiquer au Guichet Unique, la zone d'implantation des ouvrages exploités pour chaque commune concernée,
- Il impose aux exploitants de transmettre au Guichet Unique, toute modification du périmètre des plans de zonage,
- Il impose aux exploitants une amélioration de la cartographie, avec obligation aux réseaux sensibles au 1er janvier 2019 en unité urbaine et au 1er janvier 2026,
- Il impose des réponses dans les délais réglementaires aux déclarations de travaux, aux DICT et aux ATU,
- Il prévoit des sanctions administratives complémentaires.

Ces mesures sont inscrites dans le code de l'environnement, et par de nombreux arrêtés d'application.



Nos Actions

En amont du traitement des demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux, SUEZ Eau France s'engage à référencer sur le Guichet Unique les communes adhérentes au contrat. Nous tenons à jour ce référencement. Les ouvrages d'eau potable, d'irrigation et d'assainissement sont référencés dans la catégorie réseaux non sensibles, conformément à l'arrêté du 15 février 2012. Concernant la classe de précision des ouvrages dans le cadre de la réglementation CSD celle-ci dépend du cadre contractuel et des données transmises par la collectivité à SUEZ.

Nous transmettons au Guichet Unique les plans de zonage exigés par la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux « Construire Sans Détruire », afin de recevoir l'exhaustivité des demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux concernées par l'emprise des réseaux. Ces plans de zonage sont réactualisés chaque semaine.

Nous utilisons les informations du SIG pour répondre aux demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux. Dès la réception des plans de recollement de nouveaux travaux (Classe A de précision : à 40 cm pour les réseaux rigides, 50 cm pour les réseaux flexibles), le service SIG/Cartographie met à jour le SIG. Les mises à jour des réseaux sont directement intégrées dans les plans conformes, ces données sont transmises dans les récépissés des demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux.

Pour générer des plans conformes à la réglementation « CSD », nous utilisons un outil cartographique dédié qui intègre dans les plans les informations exigées par le décret comme la localisation et la nature du réseau, le matériau et le diamètre des canalisations, la classe de précision de chaque ouvrage…

Nous répondons dans les temps réglementaires aux demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux via l'outil PROTYS qui se charge d'envoyer par mail, fax ou courrier, le récépissé et les plans conformes. Chaque envoi est tracé. Les récépissés des demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux sont archivés, consultables et dématérialisés.

Nombre de réponses aux DT et aux DICT		
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2024**	**Nombre au 31/12/2025**
Nombre de réponses aux DICT	29	67
Nombre de réponses aux DT	52	44
Nombre de réponses aux DT et DICT conjointes	40	60
Total	**121**	**171**

- **LA SURVEILLANCE DU RESEAU**

La surveillance du réseau s'effectue via des inspections. On en distingue plusieurs types :

- l'inspection télévisée (ITV) consiste à observer in situ l'aspect intérieur des collecteurs non visitables, à l'aide d'une caméra motorisée qui avance le long des collecteurs,
- l'inspection rapide avec un vidéopériscope (IVP) permet d'effectuer des prises de vue de l'intérieur des collecteurs et des branchements à partir d'un regard de visite afin d'évaluer l'état structurel et le niveau d'encrassement,
- l'inspection pédestre des collecteurs visitables (diamètre > 1500 mm).
- l'inspection par drones et autres dispositifs innovants de type SewerBall, radeau ou quad

Inspections réseau				
	2023	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées inspecté (ml)	264	2 384	169	- 92,9%
dont ITV (ml)	27	0	169	-
dont pédestre (ml)	237	2 384	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales inspecté (ml)	0	0	0	-
Linéaire total inspecté (ml)	**264**	**2 384**	**169**	**- 92,9%**

Inspections télévisées				
Type ITV	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau Eaux Usées inspecté par Vidéopériscope (IVP programmées)	27	0	169	-
Linéaire total inspecté par ITV	**27**	**0**	**169**	**-**

L'inspection télévisée a été réalisée au niveau de la Rue de la Voie romaine (proche de l'autoroute), de manière à localiser l'effondrement de la conduite et procéder à sa réparation.

Le contrôle des collecteurs et des ouvrages de réseau est réalisé :
- par inspection visuelle en ce qui concerne les collecteurs visitables,
- par inspection télévisuelle en ce qui concerne les collecteurs non visitables,
- à l'occasion des campagnes de curage et de dératisation en ce qui concerne les regards de visite et les bouches d'égout.

Ces contrôles permettent de préparer les campagnes de curage et de valider leur efficacité, d'observer l'état des ouvrages et de détecter des fonctionnements anormaux du réseau (exemple : arrivée d'eaux claires parasites).



- **LE CURAGE**

Le tableau suivant détaille les opérations de curage réalisées sur les canalisations et certains ouvrages réseau (avaloirs, dessableurs).

Curage préventif Réseau				
	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	0	0	0	-
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	1 162	1 341,61	1 888,22	40,7%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)	**1 162**	**1 341,61**	**1 888,22**	**40,7%**
Taux de curage préventif (%)	8,1%	4,9%	6,8%	40,7%

Curage préventif (Ouvrages)				
	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Ouvrages de prétraitement	2	2	2	0,0%

- **LES DESOBSTRUCTIONS**

Les opérations de désobstructions sont des opérations réalisées sur le réseau, les branchements et les avaloirs pour rétablir le bon écoulement des eaux usées. Les tableaux suivants détaillent ces opérations.

Désobstructions				
	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	0	0	1	-
Désobstructions sur branchements	1	0	1	-
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	0,04	-
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0,002	0	0,002	-

La **désobstruction sur réseau** était en réalité la conséquence de l'effondrement sur la conduite que nous avons réparée, à proximité de l'autoroute.

La **désobstruction de branchement** a été effectuée Rue Belle Etoile à Venoy.

- **LES ENQUETES DE CONFORMITE BRANCHEMENTS**

Les enquêtes de conformité des branchements sont réalisées afin de vérifier le raccordement des habitations aux réseaux d'assainissement. On distingue les enquêtes de conformité pour vente et celles hors vente (dans le cadre contractuel). Les tableaux suivants présentent le nombre d'enquêtes réalisées.

Enquête/contrôle de branchement				
	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de contrôle raccordement pour vente	14	9	10	11,1%
Nombre de contrôles raccordement hors vente	2	0	2	-
Nombre d'enquêtes sur branchement	8	6	2	- 66,7%
Total enquêtes et contrôles branchements	**24**	**15**	**14**	**- 6,7%**

Pour les enquêtes réalisées dans le cadre de vente, 7 étaient conformes et 3 non-conformes.
Pour les enquêtes réalisées dans le cadre contractuel, les 2 enquêtes étaient conformes.

- **LES REPARATIONS**

Les réparations (canalisation, branchements, ouvrages)				
Groupe	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de branchements réparés	0	0	0	-
Nombre de canalisations réparées	0	0	1	-

Réparation de la conduite au niveau de l'autoroute, Rue de la Voie Romaine.

- **LES INTERVENTIONS EN ASTREINTE**

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de collecte ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Le tableau ci-après détaille les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur le réseau	
Désignation	2025
Les interventions sur le réseau	1

- **LES TRAVAUX ET ENTRETIEN ASSAINISSEMENT**

Travaux et entretiens assainissement		
Nature de l'intervention	**Type d'intervention**	**2025**
Branchements	créés	1
Branchements	créés pluviaux	1

Intervention réalisée dans la Rue des prés renard.

3.1.3 L'exploitation des postes de relèvement

- **LE FONCTIONNEMENT DES POSTES DE RELEVEMENT**

Le tableau suivant détaille les caractéristiques de fonctionnement de chaque poste de relèvement.

Fonctionnement des postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Heures de fonctionnement**	**m³ pompés**
VENOY	PR Egriselles - VENOY	522	15 660
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	1 740	87 000
Total		**2 262**	**102 660**

Le PR de l'autoroute n'étant pas télésurveillé, nous ne sommes pas en mesure de fournir les temps de fonctionnement.

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des postes de relèvement exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique **facturée** des postes de relèvement (kWh)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
VENOY	PR Autoroute - VENOY	57	127	75	- 40,9%
VENOY	PR Egriselles - VENOY	3 593	3 960	2 963	- 25,2%
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	2 968	4 738	2 948	- 37,8%
Total		**6 618**	**8 825**	**5 986**	**- 32,2%**

Les variations constatées s'expliquent par le retard pris par certains fournisseurs à nous adresser leurs factures de 2025. Il est également possible que certaines factures de 2024 aient été prises en compte sur l'année 2025.

- **LES INTERVENTIONS SUR LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les interventions de curage (et de débouchage) sur les postes de relèvement

Le nombre d'interventions sur les postes de relèvement sont détaillées dans le tableau suivant.

les interventions sur les postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
VENOY	PR Autoroute - VENOY	4	0
VENOY	PR Egriselles - VENOY	2	0
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	2	0
Total		**8**	**0**

Les contrôles réglementaires

Conformément à la réglementation, les installations électriques n'ayant pas fait l'objet de remarque lors du contrôle précédent passent à une fréquence de contrôle tous les deux ans.

Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement

Les autres interventions sur les postes de relèvements				
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2025**
VENOY	PR Autoroute - VENOY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	4
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	17
	PR Egriselles - VENOY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	3
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12
	PR la Chapelle - VENOY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	0
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2
		Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	6
		Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	12

3.1.4 La conformité du système de collecte

- **LA PERFORMANCE DU SYSTEME DE COLLECTE**

Les indicateurs suivants reflètent la performance du système d'assainissement collectif. Ils ont été fixés par le décret du 2 mai 2007.

Performance réseaux		
Indicateur Type	**Type Unité**	**2025**
P252.2 - Points de curage fréquent du réseau	Nombre / 100 km	0
VP.046 - Nombre de points noirs	VP.046 - Nombre de points noirs	0

3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement

Typologie des points de mesure réglementaires SANDRE :

Code Sandre du type de point réglementaire	Libellé du type de point réglementaire	Ouvrage concerné	Nombre de points possibles au sein de l'ouvrage concerné	Nature du support concerné
A2	Déversoir en tête de station	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A3	Entrée Station	Station d'épuration	1	Eau
A4	Sortie Station	Station d'épuration	1	Eau
A5	By-pass	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A7	Apports extérieurs	Station d'épuration	0 à 1	Eau
A8	Eau traitée réutilisée	Station d'épuration	0 à 1	Eau

3.2.1 Le fonctionnement hydraulique

- **LES VOLUMES REÇUS EN ENTREE DU SYSTEME DE TRAITEMENT (A3)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes collectés en entrée du système de traitement.

Volumes collectés en entrée de système de traitement (en m³)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
VENOY	STEU de VENOY	69 312	97 349	62 592	- 35,7%
VENOY	STEU de VENOY MONTALLERY	3 936	5 793	5 418	- 6,5%
Total		**73 248**	**103 142**	**68 010**	**- 34,1%**

- **LES VOLUMES TRAITES (A4)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes traités et rejetés au milieu naturel.

Volumes traités (en m³)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
VENOY	STEU de VENOY	87 422	112 676	72 572	- 35,6%
VENOY	STEU de VENOY MONTALLERY	3 936	14	13	- 7,1%
Total		**91 358**	**112 690**	**72 585**	**- 35,6%**

3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions sur le réseau de collecte et les ouvrages de traitement, les charges et concentrations entrantes au niveau des stations de traitement, les apports extérieurs, les consommations de réactifs et d'énergie, …

- **LES CHARGES ENTRANTES**

Le tableau suivant détaille l'évolution des concentrations et charges en entrée de station.

Charges entrantes (kg/j)				
STEU de VENOY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
DBO5	19,7	23,8	21,7	- 8,9%
DCO	54,2	89	137,4	54,4%
MES	21,6	47,9	44	- 8,0%
NGL	12,2	13,9	14,6	5,6%
NTK	12	13,5	14,4	6,5%
P total	1,2	1,3	1,9	45,3%

STEU de VENOY MONTALLERY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
DBO5	4,3	1,6	3,4	106,8%
DCO	10,9	7,2	9,8	37,0%
MES	3,8	2,7	5,1	88,5%
NTK	1,9	1,5	2	30,5%

- **LES CONSOMMATIONS DE REACTIFS**

Consommation de réactifs						
STEU de VENOY	**Nature**	**Unité**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	1 464	1 213	2 455	102,4%

- **LA FILIERE BOUE**

La production de boues

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des boues produites en station d'épuration.

Production des boues				
STEU de VENOY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
MS boues (T)	16,7	14,2	14,6	2,3%
Production (m³/an)	5 917	6 441	6 086	- 5,5%

STEU de VENOY MONTALLERY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
MS boues (T)	0,5	0,9	0,9	- 1,4%
Production (m³/an)	3 093	6 362,5	4 649	- 26,9%
Siccité moyenne (%)	0	0,1	-	- 100,0%

L'évacuation de boues

Les boues produites sont stockées sur les lits plantés de roseaux prévus à cet effet.
Aucun lit n'a été curé pour évacuation des boues.

- **LES SOUS-PRODUITS DE TRAITEMENT**

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des sous-produits évacués.

Bilan sous-produits évacués					
STEU de VENOY	**Nature**	**Filière**	**2023**	**2024**	**2025**
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	13 680	9 420	-
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	-	-	15,39

STEU de VENOY MONTALLERY	Nature	Filière	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	1	0	0,2	-

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des stations d'épuration (kWh)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
VENOY	STEU de VENOY	73 541	80 459	76 539	- 4,9%
VENOY	STEU de VENOY MONTALLERY	- 3 263	1 834	2 095	14,2%
Total		**70 278**	**82 293**	**78 634**	**- 4,4%**

Les variations constatées s'expliquent par le retard pris par certains fournisseurs à nous adresser leurs factures de 2025. Il est également possible que certaines factures de 2024 aient été prises en compte sur l'année 2025.

La consommation d'énergie électrique relevée des stations d'épuration (kWh)		
Commune	**Site**	**2025**
VENOY	STEU de VENOY	76 715
VENOY	STEU de VENOY MONTALLERY	2 032
Total		**78 747**

3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration

- **LES TACHES D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE**

2020 est une année inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social. Dans ce contexte si particulier, SUEZ reste plus que jamais déterminé à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Lors du premier confinement les Plans de Continuité d'Activités ont été activés

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service
SUEZ a effectué une revue de risques des différentes fonctions pour en adapter les modalités. SUEZ s'est assuré de l'approvisionnement en équipements de protection individuelle essentiels à l'activité de nos salariés (notamment en masques et gel hydroalcoolique)

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a dû adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail massif des collaborateurs, dès le 1er confinement le 17 Mars 2020, nécessitant une adaptation des infrastructures informatiques et du matériel mis à disposition avec une sécurisation informatique accrue pour faire face au risque de cyber-attaque. Pour accompagner cette organisation

du travail, SUEZ a aussi mis à la disposition de ses collaborateurs un guide du télétravail en période de Covid-19 (conseils sur les gestes et posture à adopter, équilibre vie pro-perso, gestion guide sur le management à distance) et a renforcé ses formations sur les outils digitaux. Enfin, un guide des consignes prévention Covid-19 a été établi et régulièrement mis à jour pour préciser les modalités d'application des règles sanitaires pour les métiers de l'ensemble des collaborateurs.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes
Des newsletters spéciales Covid-19 ont été envoyées régulièrement aux élus et directeurs de services des collectivités afin de les informer des mesures déployées sur le territoire. Les clients particuliers ont également été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

Tous les canaux et outils de relation clients consommateurs ont également été adaptés au contexte tout au long de la crise et en temps réel :

- les messages d'accueil des serveurs téléphonique ont été modifiés pour rediriger nos clients vers les outils digitaux,
- des messages ont été intégrés aux factures informant par exemple de la suspension momentanée des relevés manuels sur compteurs, du calcul estimé du montant de la prochaine facture avant régularisation sur la facture suivante,
- plusieurs campagnes mail ont été lancées : promotion des outils digitaux (site TSME et Compte en Ligne) pour les clients particuliers et les clients Grands Comptes, qualité de l'eau en période épidémique, sortie de crise,…
- la page d'actualité du site Toutsurmoneau a également été régulièrement mise à jour via le carrousel d'actualité visible sur la page d'accueil,
- une campagne spécifique sur les difficultés de paiement « faire face ensemble aux difficultés » a été diffusée sur une partie du territoire,
- des affiches ont été apposées pour informer les clients des accueils fermés et des solutions de contacts alternatives mises en place

Pilotage à distance des infrastructures et des services
Ces centres de pilotages intelligents qui récupèrent les données des capteurs placés sur les installations (réseau et usines) se sont révélés être des dispositifs clés pour traverser la crise sanitaire. Ils ont été un soutien pour nos collaborateurs de terrain et les garants de la continuité de service.

Une chaine achats-logistique mobilisée
Les achats et la logistique Suez se sont mobilisés pour assurer la continuité des approvisionnements. Malgré les fermetures d'usines de fournisseurs et les perturbations du transport, la disponibilité des pièces et matières nécessaires aux interventions et au fonctionnement des installation a ainsi pu être assurée, ainsi que la distribution des équipements de protection sanitaires pour les collaborateurs.

Une digitalisation renforcée pour répondre aux demandes de nos clients consommateurs.
Les communications vers les clients ont été renforcées pour les inviter à se rendre prioritairement sur le site « Tout sur mon Eau » accessible 24/7 pour y réaliser chaque fois que possible leurs démarches et leurs recherches d'informations. De même les clients ont été incités à privilégier le contact par email plutôt que par téléphone.
Les clients ont plébiscité le site Tout sur mon Eau et les transactions digitales ont ainsi progressé de 46% sur l'année sur un panier d'actes comprenant les souscriptions et résiliations d'abonnement, les déposes de relevé, les paiements par carte bancaire, les souscriptions prélèvement et mensualisation, le passage en e-facture, les demandes de contacts par formulaire email...

Définition des activités prioritaires
Les équipes de la Relation Client ont assuré la continuité de service pour satisfaire toutes les demandes des clients. L'activité de nos centres d'appels téléphoniques a été réorganisée pour répondre aux urgences telles que les fuites avant compteur, ou sur la chaussée, les casses de canalisations ainsi que les emménagements et déménagements.

Innover pour se préparer aux risques à venir :
Véritables outils de protection de la santé des citoyens, le projet OBEPINE et l'offre COVID City Watch proposent aux collectivités locales de mieux évaluer la circulation du virus sur leur territoire, de mieux anticiper et d'adapter les mesures sanitaires à adopter à l'échelle des quartiers.

- **Le projet OBEPINE**

À la demande de l'État, SUEZ a participé à la création d'un observatoire épidémiologique de la Covid-19, basé sur la surveillance de la concentration virale dans les eaux usées de grandes villes françaises.
Les premiers résultats du programme OBEPINE (OBservatoire EPIdémiologique daNs les Eaux usées) montrent que la charge virale dans les eaux usées, mesurée pendant le pic épidémique, est corrélée aux indicateurs de santé publique (incidence des cas et mortalité). La mesure du virus dans les eaux usées peut donc aider à une approche simple et rapide de suivi épidémiologique.
Dans le cadre de son partenariat avec l'Université de Lorraine, SUEZ est un précurseur dans la recherche épidémiologique utilisant les eaux usées. Grâce à ses capacités de R&D et à sa connaissance fine des systèmes d'assainissement, SUEZ souhaite jouer un rôle majeur dans ce projet de R&D, en particulier vis-à-vis de l'analyse des échantillons, mais aussi de la gestion et de l'interprétation des données.

- **L'offre City Watch**

Dans le cadre du programme de recherche OBEPINE, la charge virale dans les eaux usées a été suivie sur 9 stations d'épuration en France, et 7 en Espagne. Ces études ont permis :
• de démontrer que la concentration en génome du virus en entrée de station d'épuration est un marqueur pertinent de suivi de l'évolution de l'épidémie,
• d'étudier la survie du virus dans les eaux usées, les boues, le milieu récepteur.

Ce programme de recherche a permis à SUEZ de proposer une offre à destination des collectivités locales qui couple la sectorisation du réseau, l'analyse de la présence de marqueurs du virus dans les réseaux d'assainissement et la visualisation des résultats sur une plateforme digitale.
Les autorités locales sont alors en mesure de localiser les foyers d'infections et d'anticiper les mesures sanitaires pour éviter de nouvelles contaminations.

L'efficacité du dispositif repose sur la connaissance des réseaux d'assainissement, des comportements des virus dans les eaux usées complétés par des analyses épidémiologiques et socio-économiques et sur l'expertise numérique des équipes SUEZ.
Disposant ainsi d'indicateurs d'évolution de la situation sanitaire par zone, les autorités publiques et sanitaires locales sont à même de surveiller les installations à risque ou critiques (EHPAD ou les centres de santé, ainsi que les bâtiments à fort taux d'occupation comme les collèges et les lycées, de proposer des mesures préventives en amont (tests de dépistage, campagne de renforcement des gestes barrières dont le port du masque, etc.) ou de limiter l'accès à certains établissements sensibles.

Cette solution, qui assure un diagnostic régulier d'un large panel de population, permettra d'anticiper les crises sanitaires et de limiter l'impact des épidémies sur l'économie et la vie quotidienne des citoyens.

Les interventions sur les stations d'épuration - Nombre de tâches						
Site	**Type ITV**	**Groupe**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
STEU de VENOY	Astreinte sur usine	Total	4	2	12	500,00%
	Tache de maintenance sur usine	Corrective	7	10	12	20,00%
	Tache de maintenance sur usine	Préventive	2	3	16	433,33%
	Tache d'exploitation sur usine	Total	930	824	694	-15,78%
STEU de VENOY MONTALLERY	Astreinte sur usine	Total	4	5	3	-40,00%
	Tache de maintenance sur usine	Corrective	6	6	2	-66,67%
	Tache de maintenance sur usine	Préventive	2	3	2	-33,33%
	Tache d'exploitation sur usine	Total	383	399	354	-11,28%

- **LES CONTROLES REGLEMENTAIRES**

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration			
Site	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
STEU de VENOY	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	15/05/2025
	Moyen de levage des STEP	Potence murale	03/02/2025
	Moyen de levage des STEP	Potence 109 kg	03/02/2025
	Moyen de levage des STEP	Pied de potence	03/02/2025
	Moyen de levage des STEP	Potence	03/02/2025
	Moyen de levage des STEP	Potence	03/02/2025
	Moyen de levage des STEP	Support de potence	03/02/2025
	Moyen de levage des STEP	Palan	03/02/2025
	Moyen de levage des STEP	Potence 300 kg (2)	03/02/2025
	Moyen de levage des STEP	Fourreau de potence (3)	03/02/2025
	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	03/02/2025
STEU de VENOY MONTALLERY	Moyen de levage des STEP	Pied de potence	03/02/2025
	Moyen de levage des STEP	Treuil sur potence	03/02/2025

3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement

Obligations réglementaires depuis le 1er janvier 2016

Le principal document réglementaire régissant les systèmes d'assainissement collectif et non collectif est **l'arrêté assainissement du 21 juillet 2015 modifié par les arrêtés du** 24 août 2017, du 31 juillet 2020, du 10 juillet 2024 et du 24 décembre 2024. Cet arrêté modifié annule et remplace les arrêtés du 22 juin 2007 et du 22 décembre 1994 concernant toutes les installations à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5.

Paramètres généraux

Le pH des eaux usées traitées rejetées est compris entre 6 et 8,5. Leur température est inférieure à 25 °C, sauf dans les départements d'outre-mer ou en cas de conditions climatiques exceptionnelles. Le préfet peut, dans ces départements ou lors de ces situations exceptionnelles, relever la valeur maximale de température des eaux usées traitées, sans toutefois nuire aux objectifs environnementaux du milieu récepteur.

Paramètres Carbone

Pour les paramètres DBO_5, DCO et MES, en dehors des situations inhabituelles, les échantillons moyens journaliers prélevés sur la station de traitement des eaux usées respectent les valeurs fixées en concentration ou en rendement figurant au tableau 6 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 juillet 2015 ou, le cas échéant, les valeurs plus sévères fixées par le préfet. Les performances de traitement sont jugées conformes si le nombre annuel d'échantillons moyens journaliers non conformes à la fois aux valeurs fixées en concentration et en rendement ne dépasse pas le nombre prescrit au tableau 8 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 juillet 2015. Ces paramètres doivent toutefois en dehors des situations inhabituelles respecter les concentrations rédhibitoires figurant au tableau 6 de l'annexe 3 .

Paramètres azote et phosphore

Les rejets des stations de traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement de taille supérieure à 600 kg/j de DBO_5 localisées dans des zones sensibles à l'eutrophisation respectent en moyenne annuelle, pour le paramètre concerné (Ptot ou NGL), les valeurs fixées en concentration ou en rendement figurant au tableau 7 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 juillet 2015 ou, le cas échéant, les valeurs plus sévères fixées par le préfet.

En cas de modification du périmètre de ces zones, un arrêté complémentaire du préfet fixe les conditions de prise en compte de ces paramètres dans le délai prévu à l'article R. 2224-14 du code général des collectivités territoriales.

Rejets au droit du déversoir en tête de station et des by-pass en cours de traitement

Ces rejets sont pris en compte pour statuer sur la conformité de la station de traitement des eaux usées, tant que le débit en entrée de la station est inférieur au débit de référence de l'installation.

- **L'ARRETE PREFECTORAL**

Le principal texte réglementaire régissant l'autosurveillance est l'arrêté du 21 juillet 2015, modifié par les arrêtés du 24 août 2017, du 31 juillet 2020, du 10 juillet 2024 et du 24 décembre 2024.

Le tableau suivant fait office de synthèse des exigences en matière de qualité de rejets des systèmes de traitement du présent contrat.

Synthèse de l'arrêté								
Site	**Nom de la période de l'autorisation de rejet**	**Paramètre**	**Charge Réf (kg/j)**	**Conc. Moy. Jour. (mg/l)**	**Conc. Rédhib.**	**Op.**	**Rdt. Moy. Jour (%)**	**Nom de l'autorisation de rejet**
STEU de VENOY MONTALLERY	Normal	DBO5	15	25	70	ET	80	RD89-2019-00093 - 2024
STEU de VENOY MONTALLERY	Normal	DCO	30	125	400	ET	80	RD89-2019-00093 - 2024
STEU de VENOY MONTALLERY	Normal	MES	22.5	35	85	ET	80	RD89-2019-00093 - 2024
STEU de VENOY MONTALLERY	Normal	NTK		20		ET	80	RD89-2019-00093 - 2024
STEU de VENOY MONTALLERY	Normal	P total	0.62					RD89-2019-00093 - 2024
STEU de VENOY MONTALLERY	Normal	NGL	3.75					RD89-2019-00093 - 2024

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de VENOY	Normale	DBO5	108	25	70	RD 20180629 - 2024
STEU de VENOY	Normale	DCO	219	100	400	RD 20180629 - 2024
STEU de VENOY	Normale	MES	187	30	85	RD 20180629 - 2024
STEU de VENOY	Normale	NTK	30	10		RD 20180629 - 2024
STEU de VENOY	Normale	P total	6	1.5		RD 20180629 - 2024

- **LA CONFORMITE DES FREQUENCES D'ANALYSE**

Le respect du nombre d'analyses retenues par rapport au nombre prévu par l'arrêté est synthétisé dans le tableau suivant :

Conformité du planning d'analyses					
STEU de VENOY	**Paramètres**	**A réaliser**	**Réalisées**	**Retenues**	**Conformité en fréquence**
RD 20180629 - 2024	DBO5	2	2	2	Oui
RD 20180629 - 2024	DCO	2	2	2	Oui
RD 20180629 - 2024	MES	2	2	2	Oui
RD 20180629 - 2024	NGL	2	2	2	Oui
RD 20180629 - 2024	NTK	2	2	2	Oui
RD 20180629 - 2024	P total	2	2	2	Oui

STEU de VENOY MONTALLERY	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Conformité en fréquence
RD89-2019-00093 - 2024	DBO5	1	1	1	Oui
RD89-2019-00093 - 2024	DCO	1	1	1	Oui
RD89-2019-00093 - 2024	MES	1	1	1	Oui
RD89-2019-00093 - 2024	NTK	1	1	1	Oui

- **LA CONFORMITE PAR PARAMETRE**

Conformité par paramètre - STEU de VENOY - RD 20180629 - 2024									
Paramètres	**Flux moy. Entrée (kg/j)**	**Conc. moy. Sortie (mg/l)**	**Flux moy. Sortie (kg/j)**	**Rendement moyen (%)**	**Nombre de dépasse ments**	**Nombre de dépassements tolérés**	**Rédhibitoires**	**Conformité analytique**	**Conformité générale**
DBO5	21,68	3	0,73	97	0	0	0	Oui	Oui
DCO	137,42	22,09	5,4	96	0	0	0	Oui	Oui
MES	44,03	2	0,49	99	0	0	0	Oui	Oui
NGL	14,63	2,76	0,67	95	0	0	0	Oui	Oui
NTK	14,4	1,63	0,4	97	0	0	0	Oui	Oui
P total	1,86	0,71	0,17	91	1	0	0	Non	Non

Conformité par paramètre - STEU de VENOY MONTALLERY- RD89-2019-00093 - 2024									
Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité analytique	Conformité générale
DBO5	3,35	3	0,04	99	0	0	0	Oui	Oui
DCO	9,81	25	0,32	97	0	0	0	Oui	Oui
MES	5,09	3	0,04	99	0	0	0	Oui	Oui
NTK	2,01	1,4	0,02	99	0	0	0	Oui	Oui

- **LA CONFORMITE ANNUELLE GLOBALE**

Une station est dite conforme si et seulement si elle est globalement conforme sur l'ensemble de ses paramètres.
La conformité du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées, avec les dispositions du présent arrêté et avec les prescriptions fixées par le préfet, est établie par le service en charge du contrôle avant le 1er juin de chaque année, à partir de tous les éléments à sa disposition.

Par conséquent, le jugement que nous affichons ici n'engage que notre avis d'exploitant et ne fait nullement foi réglementairement.

Conformité annuelle globale				
Commune	Site	2023	2024	2025
VENOY	STEU de VENOY	Non	Oui	Non
VENOY	STEU de VENOY MONTALLERY	Oui	Oui	Oui

3.3 Le bilan de la relation client

3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif

Pour répondre à la loi de finance de 2024 qui impose l'envoi dématérialisé des factures pour les clients professionnels à partir de septembre 2026, SUEZ Eau France mène des actions de mise en qualité de la donnée pour qualifier au mieux nos clients, en particulier les clients professionnels.
Ces actions peuvent conduire à des reclassifications de clients et donc à des variations sensibles entre 2024 et 2025 du nombre d'abonnés à la maille de la classe client.

Le nombre de clients assainissement collectif est détaillé dans le tableau suivant.

Le nombre de clients assainissement collectif

Désignation	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Particuliers	584	581	589	1,4%
Collectivités	3	3	5	66,7%
Professionnels	18	27	24	- 11,1%
Total	**605**	**611**	**618**	**1,1%**

3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement

Le tableau suivant présente l'évolution des volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

Volumes assujettis à l'assainissement

Type volume	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes assujettis (m³)	42 639	46 870	48 109	2,6%

3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Principaux motifs de dossiers clients

Désignation	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	201	-
Facturation	35	19
Règlement/Encaissement	84	2
Prestation et travaux	26	-
Information	270	-
Total	**616**	**21**

3.3.4 L'activité de gestion clients

Activité de gestion				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre d'abonnés mensualisés	361	367	379	3,3%
Nombre d'abonnés prélevés	72	77	72	-6,5%
Nombre d'échéanciers	10	17	15	-11,8%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	1 274	1 347	1 313	-2,5%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	43	63	94	49,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	15	7	12	71,4%
Nombre total de factures comptabilisées	**1 332**	**1 417**	**1 419**	**0,1%**

3.3.5 La relation clients

Relation client				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui	-
Taux de prise d'appel au CRC	80	83,9	87,9	4,8 %
Satisfaction Post Contact	7,69	8,56	7,9	- 7,7 %
Pourcentage de clients satisfaits	76,5	78,4	79,35	1,2 %
Nombre de réclamations écrites FP2E	15	16	8	- 50,0 %
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	24,79	26,19	12,94	- 50,6 %

3.3.6 L'encaissement et le recouvrement

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Délai Paiement client (j)	5,69	28,1	393,7%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	4 696,91	5 085,85	8,3%
Créances irrécouvrables (€)	4 433,12	2 656,89	- 40,1%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	2 593,76	2 063,7	- 20,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	141 865,1	154 893,67	9,2%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	154 893,67	151 569,43	- 2,1%
Taux de créances irrécouvrables (%)	2,86	1,75	- 38,8%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,83	1,33	- 27,1%

3.3.7 Le fonds de solidarité

Comme l'année dernière, aucun dossier FSL n'a été ouvert et aucun versement effectué au titre de ce fonds sur l'année 2025.

3.3.8 Les dégrèvements pour fuite

Sont présentés ci-dessous les nombres de dossiers de dégrèvement qui ont été demandés, accordés ainsi que les volumes associés.

Les dégrèvements			
Désignation	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	5	11	120,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	8	16	100,0%
Nombres de demandes non couvertes contractuellement	0	0	-
Volumes dégrévés (m³)	729	10 340	1 318,4%

3.3.9 Le prix du service de l'assainissement

Le système tarifaire de la redevance assainissement comprend une part fixe, ainsi qu'un prix au m³, appliqué au volume d'eau consommé.

- **LE TARIF**

Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'assainissement.

Le tarif	
Détail prix assainissement	**01/01/2026**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	54,03
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	2,1351
Taux de la partie fixe du service (%)	17,42%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	3,05465
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,77685

- **LA REPARTITION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

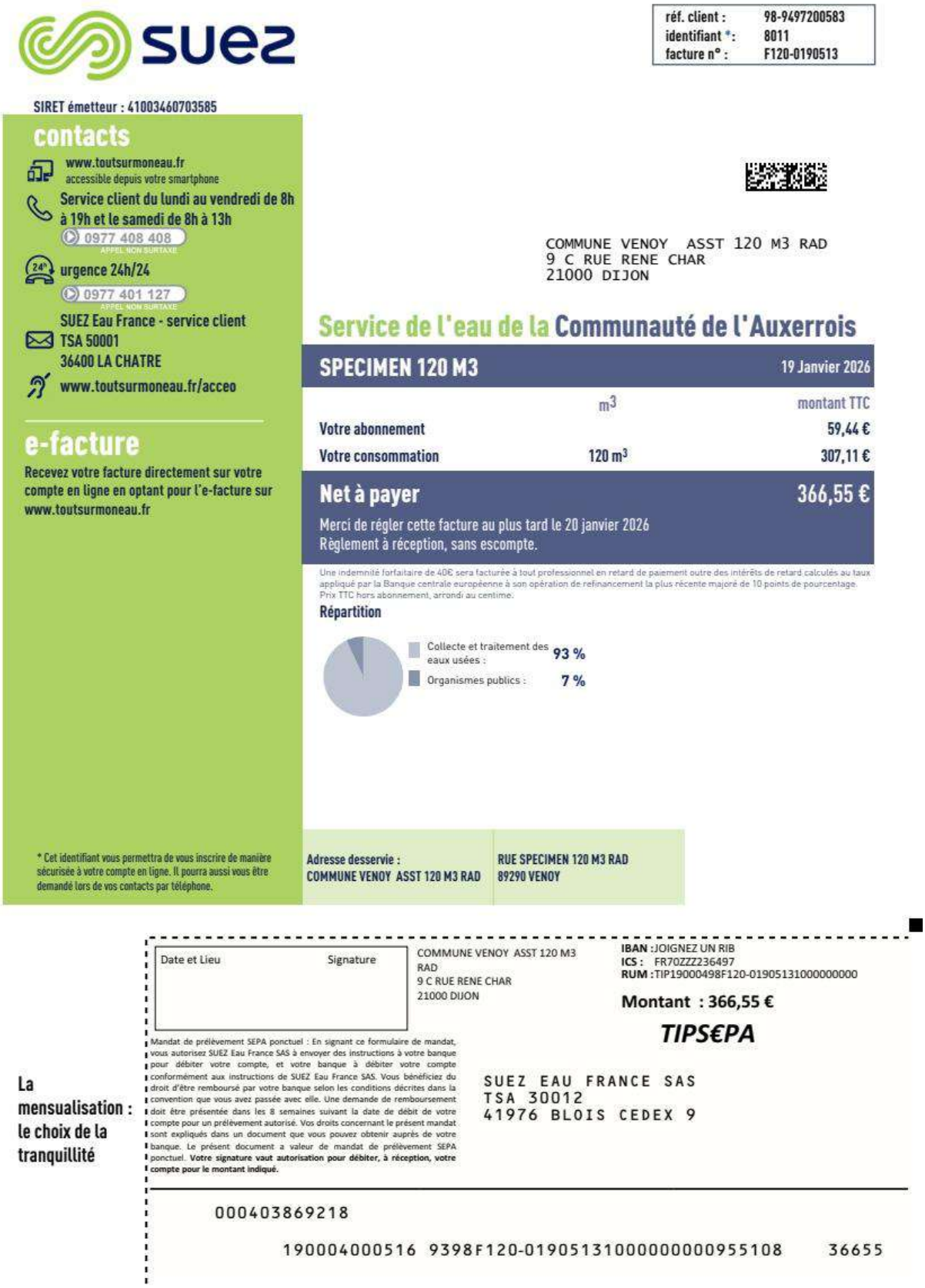
Les composantes du prix de l'assainissement				
Dénomination	**Détail prix assainissement**	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	46,96	47,66	1,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	1,0592	1,0751	1,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	6,37	6,37	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	1,08	1,06	- 1,9%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance ASS) - Contrat	0,0267	0,1915	617,2%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,2611	0,2778	6,4%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Le coefficient d'actualisation du prix est détaillé ci-dessous.

Evolution des révisions de la tarification				
Réseau	**Désignation**	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Eau usée	Coefficient d'indexation eaux usées	1,09199	1,10837	1,5%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**



suez

réf. client : 98-9497200583
identifiant * : 8011
facture n° : F120-0190513

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXÉ

urgence 24h/24
0977 401 127
APPEL NON SURTAXÉ

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

COMMUNE VENOY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'eau de la Communauté de l'Auxerrois

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		59,44 €
Votre consommation	120 m³	307,11 €

Net à payer 366,55 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Collecte et traitement des eaux usées : 93 %
Organismes publics : 7 %

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie : COMMUNE VENOY ASST 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120 M3 RAD
89290 VENOY

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu
Signature

COMMUNE VENOY ASST 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01905131000000000

Montant : 366,55 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

000403869218

190004000516 9398F120-01905131000000000955108 36655

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0190513-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES			310.24		341.27
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	1	47,66	47,66	10,0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	1	6,37	6,37	10,0	
CONSOMMATION					
Part Suez Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	1,0751	129,01	10,0	
Part CA Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	1,06	127,20	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,98		25,28
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Performance des systèmes d'asst collectif (Ag eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,1915	22,98	10,0	
TOTAL HT			333,22		
MONTANT TVA (10.0 %)			33,33		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					366,55
Net à payer					**366,55 €**

Pour mieux comprendre votre facture

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES : Ce service correspond à la collecte et au transport des eaux usées jusqu'à une station de traitement où elles sont dépolluées avant de retourner dans le milieu naturel.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607



TREK598F00F120-0190513000366554N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne www.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 9497200583) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)

Comptes de la délégation



© SUEZ / Benjamin Croizet

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

4.1.1 Le CARE

VENOY Assainissement

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2025

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2024	2025	Ecart en %
PRODUITS	**144 062**	**167 823**	**16,5%**
Exploitation du service	75 038	84 454	
Collectivités et autres organismes publics	62 148	56 382	
Travaux attribués à titre exclusif	6 789	26 767	
Produits accessoires	87	221	
CHARGES	**128 155**	**151 780**	**18,4%**
Personnel	24 056	44 164	
Energie électrique	12 581	12 745	
Analyses	612	805	
Sous-traitance, matières et fournitures	10 030	10 134	
Impôts locaux et taxes	198	411	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	10 373	17 383	
• télécommunication, postes et télégestion	384	405	
• engins et véhicules	2 618	5 685	
• informatique	4 700	6 831	
• assurance	611	799	
• locaux	1 400	2 810	
Contribution des services centraux et recherche	2 703	3 678	
Collectivités et autres organismes publics	62 148	56 382	
Charges relatives aux renouvellements			
• programme contractuel	3 248	3 296	
Charges relatives aux investissements			
Charges relatives aux investissements du domaine privé	911	1 228	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	1 751	1 836	
Rémunération du besoin en fonds de roulement	-457	-282	
Résultat avant impôt	**15 907**	**16 044**	**0,9%**
Apurement des déficits antérieurs	15 907	16 044	
RESULTAT	**0**	**0**	**0,0%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

VENOY Assainissement

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2025

Détail des produits

en €uros	2024	2025	Ecart en %
TOTAL	**144 062**	**167 823**	**16,5%**
Exploitation du service	75 038	84 454	12,5%
• Partie fixe facturée	27 831	29 326	
• Partie proportionnelle facturée	48 643	50 777	
• Variation de la part estimée sur consommations	-1 436	4 352	
Collectivités et autres organismes publics	62 148	56 382	-9,3%
• Part Collectivité	53 753	55 365	
• Redevance pour modernisation des réseaux de collecte	8 396	-291	
• Redevance pour performance des systèmes 'assainissement collectif	0	1 309	
Travaux attribués à titre exclusif	6 789	26 767	294,3%
• Branchements	6 789	26 767	
Produits accessoires	87	221	154,0%
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	-177	0	
• Autres produits accessoires	263	221	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la Collectivité et des administrations.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	**Date du reversement**	**Montant (€ HT)**
SURTAXE ASST - ACOMPTE - 1/7/2025-31/10/2025	30/11/2025	29 349,32
SURTAXE ASST - SOLDE - 1/1/2025-30/6/2025	30/11/2025	- 6 349,27
SURTAXE ASST - ACOMPTE - 1/1/2025-30/4/2025	31/05/2025	30 250,98
SURTAXE ASST - SOLDE - 1/7/2024-31/12/2024	28/02/2025	2 640,94
Total annuel		**55 891,97**

4.3 La situation des biens et des immobilisations

4.3.1 La situation sur les installations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Sans-commune-PR Egriselles - VENOY-RVT-Armoire électrique ARMELE	7 234,20
Sans-commune-STEU de VENOY-RVT-pompe n°1 PR entré Steu	5 840,77
Total	**13 074,97**

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif),
- Les investissements du domaine privé concernent des biens appartenant à SUEZ Eau France, tels que les compteurs et les équipements de télérelève, l'outillage et les équipements, les bureaux, les véhicules, le mobilier, l'informatique, etc., …

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	13 074,97
Total	**13 074,97**

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Suivi pluriannuel de renouvellement
Contrat BANCO : 27359 - VENOY

communauté de l'auxerrois

Exercice	Programme de renouvellement			Garantie de renouvellement			Libellé des lignes d'investissements réalisées
	Prévu au contrat de base	Prévu lissage actualisé	Réalisé montant comptabilisé	Prévu au contrat de base	Prévu actualisé	Réalisé montant comptabilisé	
Sous total - 2019	2 380,00 €	1 503,00 €	- €	287,00 €	287,00 €	- €	
Sous total - 2020	4 350,00 €	3 047,00 €	- €	574,00 €	582,00 €	- €	
2021						1 330,78 €	VENOY-PR la Chapelle - VENOY-RVT-Pompe relèvement n°2
Sous total - 2021	3 500,00 €	3 093,00 €	- €	799,00 €	822,00 €	1 330,78 €	
2022						1489,8	VENOY-PR la Chapelle - VENOY-RVT-Pompe relèvement n°1
Sous total - 2022	1 530,00 €	3 139,00 €	- €	874,00 €	913,00 €	1 489,80 €	
Sous total - 2023	4 030,00 €	3 186,00 €	- €	874,00 €	926,00 €	- €	
Sous total - 2024	4 030,00 €	3 234,00 €	- €	874,00 €	940,00 €	- €	
2025			7 234,20 €				VENOY-PR Egriselle - VENOY-RVT-Armoire électrique ARMELE et télésurveillance
2025			5 840,77 €				STEU de VENOY-RVT-pompe n°1 PR entré Steu
Sous total - 2025	2 500,00 €	3 282,00 €	13 074,97 €	874,00 €	954,00 €	- €	
Prévision 2026			*2 600,00 €*				*VENOY-PR Egriselle - VENOY-RVT-Pompe 1*
Prévision 2026			*2 600,00 €*				*VENOY-PR Egriselle - VENOY-RVT-Pompe 2*
Sous total - 2026	2 500,00 €	2 771,00 €	5 200,00 €	874,00 €	969,00 €		
Sous total Pluriannuel	36 070,00 €	23 255,00 €	18 274,97 €	9 963,00 €	6 393,00 €	2 820,58 €	

	Prévu au contrat de base	Prévu lissage actualisé	Réalisé montant comptabilisé	Delta Réalisé / Prévu
Programme de renouvellement	36 070,00 €	23 255,00 €	18 274,97 €	- 4 980,03 €
Garantie de renouvellement	9 963,00 €	6 393,00 €	2 820,58 €	- 3 572,42 €

Votre délégataire



© SUEZ / Caroline Ablain

Depuis plus de 160 ans, SUEZ apporte des services essentiels pour protéger et améliorer la qualité de vie, face à des défis environnementaux grandissants. Le Groupe permet à ses clients de fournir l'accès à des services d'eau et de déchets, par des solutions innovantes, circulaires et résilientes. Présent dans 40 pays avec 40 000 collaborateurs, il permet également à ses clients de créer de la valeur sur l'ensemble du cycle de vie de leurs infrastructures et de leurs services et de conduire leur transition écologique en y associant leurs usagers. En 2024, SUEZ a fourni de l'eau potable à 68 millions de personnes dans le monde et des services d'assainissement à 44 millions de personnes. Le Groupe a produit 8 TWh d'énergie à partir des déchets et des eaux usées.

SUEZ en chiffres (2024)

- ➔ **9,2 milliards € de chiffre d'affaires**
- ➔ **10 centres de recherche et d'excellence (dont 8 en France, à Paris, Bordeaux et Lyon)**
- ➔ **1 300 experts (dont près de 300 chez SUEZ Eau France)**
- ➔ **10 000 usines de traitement de l'eau et des déchets dans le monde (dont respectivement 630 usines d'eau potable et 1 905 usines de traitement des eaux usées en France)**

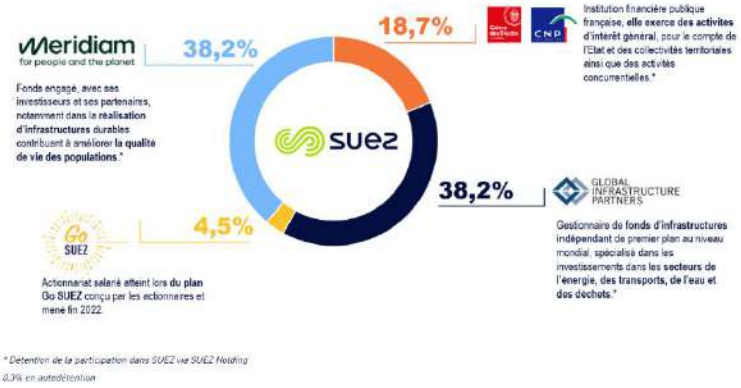
Nos métiers et nos savoir-faire contribuent par nature, et depuis toujours, à préserver l'environnement, la santé publique et apportent des services essentiels. Alors que les effets du changement climatique sont partout visibles, que les enjeux en matière de transition énergétique et sociaux sont cruciaux dans un monde fait d'incertitudes, SUEZ s'est engagé dans la mise en œuvre d'une Feuille de Route de Développement durable 2023-2027 centrée sur 3 piliers (climat, nature et social) et 24 engagements concrets qui sont évalués chaque année. Cette feuille de route développement durable vise à renforcer et amplifier notre contribution dans les territoires en structurant nos actions autour d'une ambition commune forte partout où nous opérons.

La raison d'être de SUEZ

« Unis par la passion de nos métiers, nos valeurs d'inclusion et notre sens du collectif, nous innovons pour préserver l'eau et valoriser les déchets, sous forme de matières recyclées et d'énergie.
Nous promouvons et déployons des pratiques plus sobres, des technologies plus efficaces et des solutions circulaires, pour réutiliser et faire le meilleur usage des ressources limitées de la Terre.

Au plus près des territoires, nous nous engageons pour l'humain et la planète afin de leur apporter les ressources d'un avenir commun. »

Un actionnariat qui soutient les ambitions du groupe



** Détention de la participation dans SUEZ via SUEZ Holding*
0,3% en autodétention

SUEZ est détenu par un consortium d'actionnaires solides et réputés, résolus à soutenir une stratégie ambitieuse visant à faire du Groupe un leader mondial, agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement.
Sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, le Conseil d'administration de SUEZ, lors de sa réunion du 6 juin 2025, a approuvé à l'unanimité la nomination de Xavier Girre au poste de PDG de SUEZ, à compter du 1er juillet 2025.

Cette partie décrit notre organisation ainsi que les moyens humains et matériels que nous mettons en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

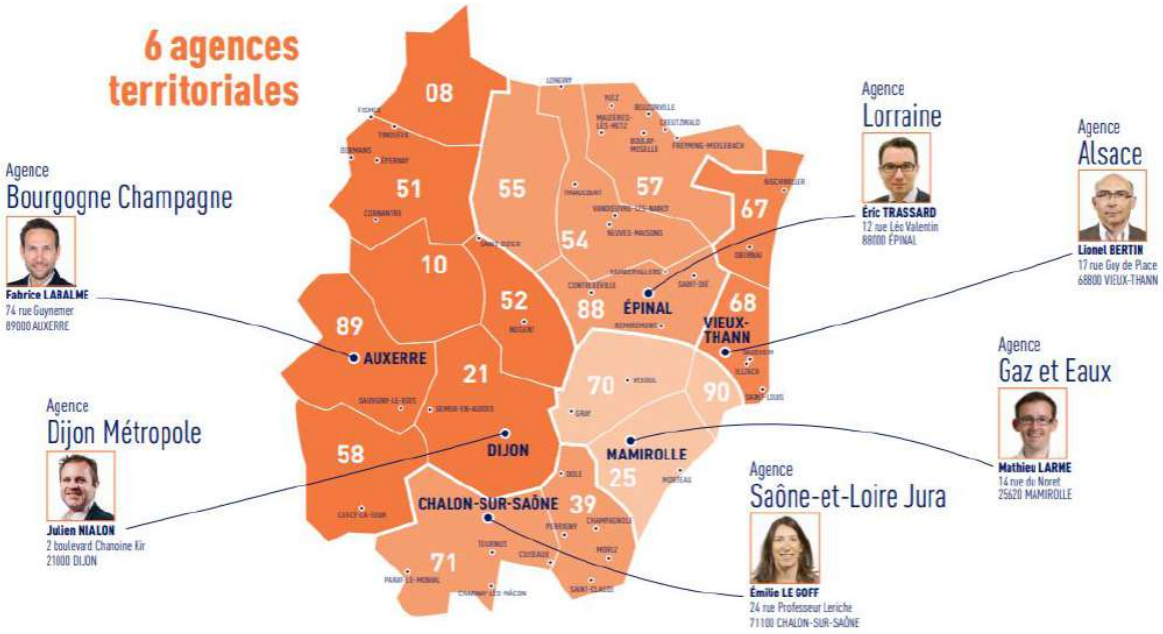
Dans la Région Est, SUEZ Eau France regroupe :

⇛ Les régions administratives Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté.

⇛ 1089 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau.

⇛ Le siège est basé à Dijon.

Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients. **6 Agences territoriales, appuyées par 7 Directions fonctionnelles,** ont la charge de la gestion des contrats : Alsace, Bourgogne Champagne, Lorraine, Dijon Métropole, Gaz & Eaux, Jura et Saône-et-Loire.





Pierre KLONINGER
Directeur Région Est

1 089
collaborateurs

Périmètre géographique

Grand Est
Bourgogne - Franche-Comté

Implantation

Le siège est basé à Dijon.Le territoire compte 43 sites d'embauche, sur 18 départements.

Centres de Pilotage VISIO

2

Clients Eau potable	Clients Assainissement	Usines d'eau potable	Stations d'épuration
492 029	448 911	360	501

Réseaux d'eau suivis en temps réels	Compteurs intelligents
29 071 km	228 238



Principaux partenaires de la Région Est

- Dijon métropole (21)
- CA de l'Auxerrois (89)
- Syndicat des Eaux et de Services Auxois-Morvan (21)
- La Ville de Dole et le Grand Dole (39)
- Syndicat Mixte du Bassin de l'Ehn (67)
- Sivom Mulhouse Sud Alsace (68)
- Saint-Louis Agglomération (68)
- Le Grand Chalon (71)
- Maconnais Beaujolais Agglomération (71)
- Epernay agglomération (51)
- Communauté urbaine du Grand Nancy (54)
- Communauté d'Agglomération de Longwy (54)
- Communauté d'Agglomération d'Épinal (88)
- Syndicat Mixte des Eaux du Winborn (57)
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (25)

Les métiers de l'activité eau concernent **le petit cycle de l'eau** :

PRODUIRE

de l'eau et protéger la ressource

DISTRIBUER

l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs

COLLECTER & ASSAINIR

les eaux usées pour les rendre propres à la nature

Dans la Région Est, SUEZ imagine **des solutions innovantes** pour accompagner ses clients dans le **passage** d'un modèle linéaire qui surconsomme les ressources **à une économie circulaire qui les recycle et les valorise.**

Valoriser et préserver la ressource

MEISTRATZHEIM (67), du jus de choucroute et des boues pour faire de l'énergie



La Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) du Bassin de l'Ehn à Meistratzheim (67) est équipée d'une unité de production d'énergie avec deux méthaniseurs, l'un dédié aux jus de choucroute des producteurs de la région, l'autre aux boues de la STEU. Le biogaz permet d'alimenter des chaudières et assure les besoins thermiques du site (locaux, séchage des boues, maintien en temps des digesteurs…). L'excédent de cette énergie est réinjecté dans le réseau électrique grâce à une cogénération. La station produit chaque année l'équivalent de la consommation énergétique annuelle de 2200 personnes.



Dijon (21), injecter du biométhane issu des eaux usées directement dans le réseau de gaz naturel

Mise en service en 2007, la station de traitement des eaux usées eauvitale de Dijon-Longvic est une solution concrète aux enjeux d'assainissement de l'eau et de développement durable auxquels doit faire face la Métropole de Dijon. Sur un site de 12 hectares, l'usine dotée de procédés performants traite les eaux usées de l'équivalent de 400 000 habitants pour les rejeter propres dans le Suzon, puis dans l'Ouche.

En avril 2023, la station d'épuration eauvitale est devenue une station "ressource" avec l'inauguration d'une usine de méthanisation pour produire du gaz vert à partir des boues et offrir une solution à la fois écologique et économique aux boues issues d'épuration. Près de 10 GWh/an de biométhane sont ainsi injectés dans le réseau de gaz naturel de la Métropole, soit l'équivalent de la consommation de 4 000 logements. Ce sont plus de 300 tonnes d'émissions de CO2 par an qui sont évitées.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude et chaleur

- **74 % des besoins en chaleur** des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse (68) sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- **A Chenôve** (21), où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- **A la piscine des Grésilles de Dijon** (21) ou au **Centre Nautique de Chalon-sur-Saône** (71), où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins

Innover

Pour rendre la ville plus intelligente

- **Accompagner Dijon métropole vers la métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- 228 238 compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable.
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protection adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa Assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'Economie Mixte à OPération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.
En avril 2021, c'est à Dijon qu'est née la 1ère SEMOP multiservices de France nommée Odivea. Elle regroupe au sein d'un seul et même contrat à la fois à la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement, pour 220 000 habitants de 15 des 23 communes de Dijon métropole.



Être un partenaire responsable du territoire

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

- ✓ Programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec l'association alsacienne Initiatives Durables, fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable.

Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ SUEZ a signé La « charte de l'engagement solidaire » qui repose sur 2 dispositifs pour encourager et faciliter l'engagement des collaborateurs auprès d'une association, d'une cause qui leur est chère : un « crédit temps solidaire » de 2 jours par an pour tous les salariés du Groupe en France, et « une mission de transition aménagée de fin de carrière » pour les salariés proches de la retraite. Au sein de la Région Est, c'est ainsi **1 089** collaborateurs qui bénéficient de ce « crédit de temps solidaire » soit potentiellement **2 246 jours** et **15 722 heures** de bénévolat **au profit d'associations locales**.
- ✓ FACE iliha : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.
- ✓ Une formation de constructeur de réseaux de canalisations de travaux publics : SUEZ a créé une formation qualifiante CAP constructeur de réseaux de canalisations de travaux publics qui prépare au métier d'opérateur réseaux eau potable et assainissement avec le GRETA Jura. L'objectif est de permettre aux adultes qui le souhaitent de bénéficier d'une formation qualifiante et diplômante tout en répondant aux offres d'emploi des collectivités et des entreprises souhaitant recruter dans les domaines de l'eau et d'assainissement. Avec plus de 150 personnes diplômées depuis 2004, SUEZ s'engage pour la formation et l'insertion.
- ✓ Une formation de Technicien de Maintenance adaptée aux métiers de l'eau : SUEZ, le pôle formation UIMM Bourgogne 21-71 et le Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) de Saône-et-Loire industrie se sont associés en 2019 pour créer une nouvelle formation qualifiante avec la remise d'un Certificat de Qualification Paritaire de la Métallurgie (CQPM). L'objectif est de former les futurs professionnels des métiers de l'eau pour déployer leur employabilité sur le territoire du Grand Chalon et des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est.



5.2 Notre système de management

Le système de management de SUEZ Eau France est certifié ISO 9001 – ISO 14001 – ISO 50001 sur tout le territoire national, et pour toutes nos activités :

- Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
- Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
- Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
- Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
- Gestion des services à la clientèle
- Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
- Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers.

Notre système national permet à nos clients de bénéficier du savoir-faire de SUEZ :

- **Des standards d'exploitation de haut niveau et régulièrement enrichis** par l'expérience collective et l'expertise de nos centres de recherche et d'innovation ;

- **Un dispositif d'entretien des compétences des collaborateurs,** intégrant les évolutions techniques, technologiques et digitales dans nos métiers ;

- **Un processus de veille réglementaire exhaustif et rigoureux**, qui nous permet d'identifier et anticiper les évolutions réglementaires ;

- **Une organisation de préparation à la gestion des situations d'urgence** permettant de maîtriser les risques et assurer la continuité d'activité face aux crises de plus en plus fréquentes.

A partir de ce socle commun, nos équipes régionales s'attachent à prendre en compte les spécificités de chaque territoire afin d'adapter au mieux nos activités aux attentes de nos clients et à leurs enjeux techniques, environnementaux et sociétaux

Notre ambition est de transformer la gestion de l'eau et d'être le leader de référence pour bâtir avec nos clients un avenir plus durable pour l'humain, la nature et la planète.

Nos certificats ISO 9001-14001-50001 ont été renouvelés en décembre 2024 pour une période de 3 ans.

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001

LRQA

Certificat en cours : 2 Décembre 2024
Date d'expiration : 1 Décembre 2027
Numéro de certificat : 10658222

Première(s) approbation(s) :
ISO 9001 - 27 Avril 2004

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 9001:2015

Numéro(s) d 'approbation : ISO 9001 – 0031282

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

1. Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
2. Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
3. Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
4. Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
5. Gestion des services à la clientèle
6. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
7. Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers

Marta Escudero

Regional Director, Europe

Emis par : LRQA Limited

UKAS MANAGEMENT SYSTEMS 0001

LRQA Group Limited, its affiliates and subsidiaries and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as 'LRQA'. LRQA assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or howsoever provided, unless that person has signed a contract with the relevant LRQA entity for the provision of this information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.
Issued by: LRQA Limited, 1 Trinity Park, Bickenhill Lane, Birmingham B37 7ES, United Kingdom

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001

LRQA

Certificat en cours : 2 Décembre 2024
Date d'expiration : 1 Décembre 2027
Numéro de certificat : 10658224

Première(s) approbation(s) :
ISO 50001 - 2 Décembre 2015

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 50001:2018

Numéro(s) d 'approbation : ISO 50001 – 00028376

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

1. Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
2. Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
3. Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
4. Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
5. Gestion des services à la clientèle
6. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
7. Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers

Marta Escudero

Regional Director, Europe

Emis par : LRQA Limited

UKAS MANAGEMENT SYSTEMS 0001

LRQA Group Limited, its affiliates and subsidiaries and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as 'LRQA'. LRQA assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or howsoever provided, unless that person has signed a contract with the relevant LRQA entity for the provision of this information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.
Issued by: LRQA Limited, 1 Trinity Park, Bickenhill Lane, Birmingham B37 7ES, United Kingdom

NOTRE CERTIFICAT ISO 14001

LRQA

Certificat en cours : 2 Décembre 2024
Date d'expiration : 1 Décembre 2027
Numéro de certificat : 10658223

Première(s) approbation(s) :
ISO 14001 - 27 Avril 2004

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

Tour CB21 - 16 place de l'Iris, PB00130, 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 14001:2015

Numéro(s) d 'approbation : ISO 14001 – 0079623

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

1. Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
2. Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
3. Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
4. Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
5. Gestion des services à la clientèle
6. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
7. Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers

Marta Escudero

Regional Director, Europe

Emis par : LRQA Limited

UKAS MANAGEMENT SYSTEMS 0001

LRQA Group Limited, its affiliates and subsidiaries and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as 'LRQA'. LRQA assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or howsoever provided, unless that person has signed a contract with the relevant LRQA entity for the provision of this information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.
Issued by: LRQA Limited, 1 Trinity Park, Bickenhill Lane, Birmingham B37 7ES, United Kingdom

6 Glossaire



© SUEZ / Abdellah Benzamia / Benzprod

PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fonds de Solidarité Logement.

- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné ou l'installation d'assainissement autonome).

- **Assainissement non collectif (ANC) ou autonome**
  L'assainissement non collectif est parfois appelé autonome ou individuel. Il désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

- **Assainissement collectif**
  L'assainissement collectif est le mode d'assainissement qui regroupe les infrastructures publiques de collecte (branchements), transport (collecteurs) et traitement centralisé (stations d'épuration et ouvrages de prétraitement physique). Les effluents sont collectés et transportés à l'échelle d'une ou de plusieurs collectivités ou quartiers.

- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

- **Avaloir**
  Ouverture destinée à recueillir les eaux de ruissellement et à les évacuer à l'égout.

B

- **Branchement assainissement**
  Canalisation ou raccordement, en général enterré, destiné à véhiculer les eaux usées et/ou les eaux pluviales depuis l'origine (point d'entrée) jusqu'au collecteur (d'après le paragraphe 3.6 de la NF EN 752-1).

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Collecteur**
  Canalisation ou tout autre ouvrage habituellement enterré, destiné à véhiculer des eaux usées et/ou des eaux pluviales (d'après la NF EN 752-1).

- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation à permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.

- **Commission départementale Solidarité Eau**
  Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.

- **Curage**
  Opération de nettoyage ou de désobstruction d'un collecteur, avec extraction de matières, incluant l'utilisation de la haute pression. Il peut être **préventif** (avant problème) ou **curatif** (pour résoudre le problème).

D

- **DBO5**

Demande Biologique/Biochimique en oxygène pour 5 jours. La DBO est la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes présents dans un milieu pour oxyder (dégrader) les substances organiques contenues dans un échantillon d'eau maintenu à 20° C et dans l'obscurité, pendant 5 jours.

- **DCO**
  Demande chimique en oxygène : indicateur de pollution correspondant à la quantité d'oxygène consommée pour oxyder les matières biodégradables et non biodégradables.

- **Désobstruction**
  Opération de débouchage d'un collecteur, par curage ou par chasse.

E

- **Eaux pluviales**
  Eaux provenant des précipitations, qui ne se sont pas infiltrées dans le sol et qui sont recueillies dans le réseau d'assainissement directement depuis le sol ou depuis les surfaces extérieures des bâtiments (d'après la NF EN 752-1).

- **Eaux résiduaires ou eaux usées**
  Eaux modifiées par l'usage qui en a été fait et rejetées dans un réseau d'évacuation ou d'assainissement ou vers des ouvrages d'assainissement autonome.

- **Eaux usées domestiques**
  Eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bain, toilettes et installations similaires, en résumé provenant des usages domestiques dans une maison (NF EN 752-1).

- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'en effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).

- **Enquête de conformité**
  Une enquête de conformité, permet d'établir un diagnostic vérifiant que :
  - les eaux usées d'une habitation sont directement raccordées au réseau public d'eaux usées (sans fosse, ni rétention).
  - les eaux pluviales de l'habitation sont gérées sur la parcelle ou exceptionnellement raccordées au réseau public d'eaux pluviales.

- **Equivalent-habitant (EqHab)**
  L'équivalent-habitant est une unité de mesure permettant de quantifier la charge brute de pollution organique, 1 EqHab= 60 g de DBO5.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.

- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Inspection télévisée**
  L'inspection télévisée (à l'aide de caméra vidéo) des canalisations est utilisée pour la détection de fuites, des obstructions et la vérification enregistrée de l'état du conduit. Le passage de la caméra vidéo dans les canalisations se fait par poussée manuelle, jusqu'à une longueur suffisante pour une inspection totale des canalisations.
  L'écran visualise l'état du conduit. La distance parcourue par le câble et le détecteur par signal acoustique localise très précisément l'endroit de l'anomalie. En cas d'intervention nécessaire, les travaux de démolition sont limités à la zone concernée, ce qui amène des économies très substantielles du coût d'intervention.

- **ISDND**
  Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (correspondant à l'ancienne dénomination CET de classe 2).

M

- **MES**
  Matières en suspension : quantité de matière récupérée par filtration sur tamis, elle caractérise la pollution particulaire ou non dissoute.

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **NK**
  Azote Kjeldahl : quantité d'azote présente dans un effluent sous forme ammoniacale (NH4) et organique, mais n'incluant pas les formes nitrates (NO3) ou nitrite (NO2). Il ne s'agit pas de l'azote total (global) exprimé en :

  NGL = NK + NO2 + NO3

- **Nombre d'abonnements**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).

- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

O

- **Ouvrage assainissement**
  Ouvrage connecté au réseau d'assainissement et permettant la captation ou le stockage des eaux usées ou pluviales : avaloirs, grilles, déversoirs d'orage, déshuileurs, dessableurs.

- **Ouvrages de prétraitement**
  Le prétraitement a pour objectif d'éliminer les éléments les plus grossiers, susceptibles de gêner les traitements ultérieurs et d'endommager les équipements. Il s'agit des déchets volumineux (dégrillage), des sables et graviers (dessablage), des graisses et huiles (dégraissage et déshuilage).
  Au cours du **dégrillage**, les eaux usées passent au travers d'une grille dont les barreaux, plus ou moins espacés, retiennent les matières les plus volumineuses. Ces éléments sont ensuite éliminés avec les ordures ménagères.
  Le **dessablage** débarrasse les eaux usées des sables et des graisses par sédimentation. L'écoulement de l'eau à une vitesse réduite dans un bassin appelé "dessableurs" entraîne leur dépôt au fond de l'ouvrage. Ces particules sont ensuite aspirées par une pompe. Les sables récupérés sont essorés, puis lavés avant d'être soit envoyés en décharge, soit réutilisés, selon la qualité du lavage.
  Le **dégraissage** vise à éliminer la présence de graisses dans les eaux usées, graisses qui peuvent gêner l'efficacité des traitements biologiques intervenant ensuite. Le dégraissage s'effectue par flottation. L'injection d'air au fond de l'ouvrage permet la remontée en surface des corps gras. Les graisses sont raclées à la surface, puis stockées avant d'être éliminées (mise en décharge ou incinération). Elles peuvent aussi faire l'objet d'un traitement biologique spécifique au sein de la station d'épuration.

P

- **pH**
  potentiel Hydrogène : mesure l'acidité d'une eau (pH inférieur à 7).

- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prétraitement**
  Premiers procédés de traitement de l'eau sur une usine pour éliminer les éléments grossiers les plus faciles à retenir (dégrillage, tamisage, dessablage, …).

- **P total**
  Phosphore total provenant essentiellement des lessives dans les effluents sanitaires urbains

- **PO_4**
  Phosphate : forme oxydée dissoute du phosphore.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Réseau de collecte des eaux pluviales**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire les eaux de pluie jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué des avaloirs, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau de collecte des eaux usées**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau séparatif**

Le système séparatif consiste à affecter un réseau à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) et avec des réserves, certains effluents industriels. On parle dans ce cas de réseau Eaux Usées (EU). L'évacuation de toutes les eaux de toitures, de chaussées, de ruissellement et de drainage est assurée par un autre réseau que l'on appelle le réseau Eaux Pluviales (EP).

- **Réseau unitaire**
  Dans ce cas, un seul réseau collecte dans la même canalisation les eaux pluviales EP et les eaux usées EU.

- **Réseau de rejet industriel**
  Réseau de collecte des émissions de substances d'origine industrielle dans l'eau.

- **Réseau de trop-plein**
  C'est un réseau de collecte secondaire des eaux pluviales qui est utilisé en cas de forte pluie. Il permet de procéder à un délestage, c'est-à-dire à un déversement du trop-plein d'eaux usées dans le milieu naturel.

S

- **Service**
  Au sens du présent document, on entend par "service" le périmètre confié par l'autorité organisatrice à un opérateur unique. Les missions assurées peuvent être pour un service d'eau potable la production, le transfert et la distribution et pour un service d'assainissement la collecte, le transport, la dépollution et le cas échéant l'assainissement non collectif. A ces missions s'ajoute en général la gestion des abonnés.

- **Station de traitement des eaux usées (ou station d'épuration ou usine de dépollution)**
  Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

- **Système d'assainissement**
  Un système d'assainissement est composé d'un système de collecte et d'un système de traitement. Il comprend donc l'ensemble des ouvrages destinés à collecter, transporter et traiter les eaux usées et les eaux pluviales.

- **Système de collecte**
  Le système de collecte désigne le réseau de canalisations qui recueille et achemine les eaux usées et pluviales depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, jusqu'aux points de rejets dans le milieu naturel ou dans le système de traitement (stations d'épuration). Il comprend les déversoirs d'orage, les ouvrages de rétention et de traitement des eaux de surverse situés sur ce réseau.

T

- **Traitement des boues**
  Ensemble des procédés destinés à rendre les boues des stations d'épuration conformes aux normes environnementales, aux réglementations sur l'utilisation des sols ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Ces traitements ne réduisent pas seulement le volume des résidus, mais stabilisent et transforment également ces derniers en composants acceptables sur le plan environnemental et en produits dérivés utiles. Le traitement tertiaire inclut par exemple le conditionnement chimique, la désinfection, la filtration sous pression, la filtration à vide, la centrifugation et l'incinération. Il est possible de classer le traitement des eaux usées et le traitement des boues dans des catégories différentes, à savoir le traitement secondaire pour les eaux usées et le traitement tertiaire pour les boues d'épuration.

- **Traitement des eaux usées**
  Ensembles des procédés visant à rendre les eaux usées conformes aux normes environnementales en vigueur ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Pour calculer le volume total des eaux usées traitées, il convient de ne tenir compte que du type de traitement le plus poussé auquel ces eaux ont été soumises.

V

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard…).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 17, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (code D201.0)**

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (code D202.0)**
  Cet indicateur recense le nombre d'autorisations de rejets d'effluents non domestiques dans le réseau délivrées par la collectivité qui gère le service d'assainissement.

- **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (code D203.0)**
  Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

  Formule = somme des tonnages total des boues évacuées par ouvrage

- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D204.0)**
  Le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la sensibilité du milieu récepteur, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement.
  Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (rejet en rivière), ainsi que la TVA.
  Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

2. Indicateurs de performance

- **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (code P201.1)**
  Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résidant en zone d'assainissement collectif.

  Formule = nombre d'abonnés/nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectifx100

- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (code P202.2B)**
  Cet indicateur évalue, sur une échelle de **0 à 120**, à la fois :
  - le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
  - l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuel du service d'assainissement collectif. Le plan des réseaux est considéré comme complet s'il couvre au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte ou s'il couvre 95 % des branchements ou abonnés du service.

  Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :
  - les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
  - les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

  Partie A : plan des réseaux (15 points)
  - **10 points** : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...) et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement.
  - **5 points** : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises.

  Partie B : inventaire des réseaux (30 points)
  - **10 points** acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
    - **existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.
    - **la procédure de mise à jour du plan des réseaux** est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
  - **de 1 à 5 points supplémentaires** : les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
  - **de 0 à 15 points supplémentaires** : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du

linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.

Partie C : informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

- **10 points supplémentaires** : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **10 points supplémentaires** : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, …).
- **10 points supplémentaires** : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.
- **10 points supplémentaires** : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item).
- **10 points supplémentaires** : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...).
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

- **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P203.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P204.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P205.3)**
  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (code P206.3)**
  Cet indicateur mesure en pourcentage, la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

  Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

  Formule = quantité des boues admises par une filière conforme/tonnage total des boues évacuées

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P207.0)**
  Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.

  Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/volume facturé

- **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (code P251.1)**
  Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis.

  Formule = nombre d'inondations dans les locaux de l'usager/nombre d'habitants desservisx1000

- **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (code P252.2)**
  L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Formule = nombre de points noirs/linéaire de réseau hors branchementsx100

- **Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (code P253.2)**
  Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'assainissement collectif par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

  Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20

- **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (code P254.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.

  Formule = nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes/nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire

- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (code P255.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel, rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution, …).

  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

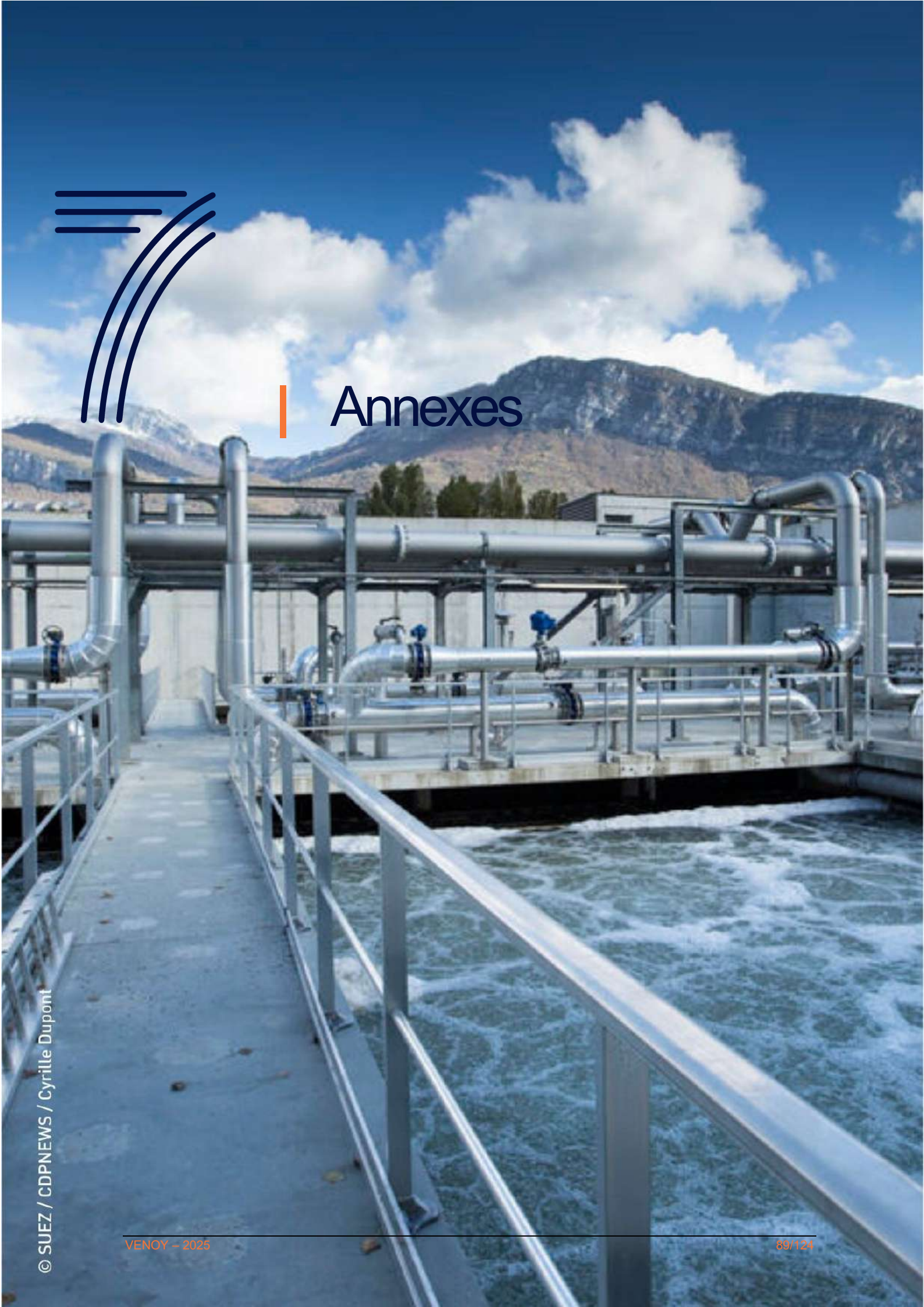
  A – Éléments communs à tous les types de réseaux (points accordés si existant)
  - **20 points** : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…).
  - **10 points** : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés).
  - **20 points** : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement.
  - **30 points** : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur.

  B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (points accordés si A = 80)
  - **10 points** : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant à minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

  C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes (points accordés si existant si A=80)
  - **10 points** : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.

- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P257.0)**
  Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

Annexes



© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

7.1 Synthèse réglementaire

7.1.1 La synthèse des évolutions réglementaires

ACTUALITE MARQUANTE EN COMMANDE PUBLIQUE

Les deux décrets du 29 décembre 2025 : modification des seuils et simplification

Décret n° 2025-1386 du 29 décembre 2025 modifiant certains seuils relatifs aux marchés publics:

Ce décret modifie les seuils relatifs aux marchés publics de faible montant en distinguant les marchés de fournitures et de services et les marchés de travaux.

- Le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable passe de 40 000 à 100 000 euros pour les marchés de travaux, et de 40 000 à 60 000 euros en matière de marché de fournitures ou de services.
- Pérennisation du seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable pour les marchés de travaux : le décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024, relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable pour les marchés de travaux prévoyait déjà la mise en place temporaire de ce seuil à 100 000 euros, dorénavant inséré au sein du code de la commande publique.
- Sa mise en œuvre est progressive : dès le 1er janvier pour l'harmonisation du seuil pour les marchés de travaux et à partir du 1er avril quant aux marchés de fournitures et de services.
- Augmentation du seuil de mise à disposition des documents de la consultation sur le profil de l'acheteur à 60 000 euros hors taxes, afin d'ajuster le montant de ce seuil au regard du montant du seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable.

Décret n° 2025-1383 du 29 décembre 2025 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique :
Ce décret facilite l'accès des PME aux marchés publics.

- Il modifie l'article R.2142-6 du code de la commande publique en abaissant le chiffre d'affaires minimal exigible des entreprises candidates de deux fois à une fois et demie le montant du marché.
- Les acheteurs publics sont toujours en mesure de dépasser ce plafond pour un marché : "en cas de justifications liées à son objet ou à ses conditions d'exécution."
- Création d'une nouvelle section : l'art. R.2181-7 du code de la commande publique prévoit en cas de défaillance de l'attributaire initial du marché avant la notification du marché, le remplacement de l'attributaire par le soumissionnaire classé juste après, même dans le cas d'une impossibilité subie,
- Clarification des modalités de remboursement de l'avance versée au titulaire d'un marché public en cas de recours à la sous-traitance avec droit au paiement direct : le seuil en cas de sous-traitance avec droit au paiement direct est calculé en considérant que le montant de 65% toute taxe comprise du marché s'applique aux seules prestations exécutées par le titulaire.
- Certaines dispositions du décret 2022-767 du 2 mai 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique sont étendues aux territoires d'outre-mer.

7.1.2 Les évolutions réglementaires

COMMANDE PUBLIQUE

Décret n° 2025-1386 du 29 décembre 2025 modifiant certains seuils relatifs aux marchés publics :
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053202067
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : le décret modifie les seuils prévus par les articles R. 2122-8 et R. 2132-2 du code de la commande publique. Plus précisément, le décret rehausse le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable pour les marchés de faible montant, de 40 000 euros à 60 000 euros hors taxes (HT) pour les marchés de fournitures ou de services et de 40 000 euros à 100 000 euros pour les marchés de travaux.
Entrée en vigueur : en fonction des dispositions le 1er janvier 2026 (évolution du seuil vers 100 000 euros) ou le 1er avril 2026 (évolution du seuil vers 60 000 euros).

Décret n° 2025-1383 du 29 décembre 2025 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique :
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053201992
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : le décret modifie le code de la commande publique afin de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et de clarifier les règles existantes. Plus précisément, il abaisse le plafond du chiffre d'affaires minimal exigible des entreprises candidates à un marché public. Il étend la marge de manœuvre des acheteurs confrontés

à une incapacité de l'attributaire d'exécuter le marché. Il précise les modalités de remboursement de l'avance. Enfin, le décret prévoit les mesures règlementaires d'extension aux collectivités d'outre-mer de certaines dispositions du décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique afin de tirer les conséquences de l'application dans ces territoires de certaines mesures de l'article 35 de la loi du 22 août 2021 précitée, opérée par la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte.
Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le 1er janvier 2026.

Règlement délégué (UE) 2025/2151 de la commission du 22 octobre 2025 modifiant la directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les seuils applicables aux concessions pour les années 2026 et 2027
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202502151
Avis relatif au seuil de procédure formalisée, annexé au code de la commande publique, publié au JO le 26 décembre 2025
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053170349

- Les seuils pour les marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs centraux passent de 143 000 euros HT (période 2024-2025) à 140 000 euros HT (période 2026-2027).
- Les seuils pour les marchés de fournitures et services des autres pouvoirs adjudicateurs passent de 221 000 euros HT (période 2024-2025) à 216 000 euros HT (période 2026-2027).
- Les seuils pour les marchés de fournitures et services des entités adjudicatrices passent de 443 000 euros HT (période 2024-2025) à 432 000 euros HT (période 2026-2027).
- Le seuil pour les marchés de travaux et contrats de concession passe pour tous les acheteurs publics de 5 538 000 euros en 2024-2025 à 5 404 000 € pour 2026-2027.
- Ces seuils s'appliquent à compter du 1er janvier 2026.

Ordonnance n° 2025-979 du 14 octobre 2025 portant transposition des articles 7, 26 et 27 de la directive (UE) 2023/1791 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 relative à l'efficacité énergétique
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000052390960/
Modifie les articles L. 2111-1 et L.3111-1 du code de la commande publique : prévoit que les acheteurs publics prennent en compte l'efficacité et la sobriété énergétiques pour les marchés dont la valeur HT est égale ou supérieure aux seuils européens. Pour les contrats de concession de valeur estimée HT égale ou supérieure aux seuils européens, les autorités concédantes doivent aussi tenir compte de l'efficacité et de la sobriété énergétique.

Art.35 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets :
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000048246764

- Intégration obligatoire de critères environnementaux au sein des critères de sélection des candidatures ou de critères de sélection des offres de marchés publics, à partir du 22/08/2026.

LOI n° 2025-391 du 30 avril 2025 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000051538879

- Suppression de la disposition visant à faciliter la conclusion de partenariats d'innovation ou de marchés publics portant sur des solutions innovantes avec les entités bénéficiant du statut de jeune entreprise innovante en matière de marchés publics, disposition contraire au droit de l'UE.
- Dispositions pour atteindre les objectifs européens en matière de production d'énergies renouvelables et de réduction de consommation d'énergie.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Redevance DICT

Arrêté du 2 septembre 2025 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2025
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052201180
Publics concernés : les exploitants des réseaux et les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : Ce texte fixe le montant des indices pris en compte en 2025 pour déterminer le montant de la redevance due par les exploitants de réseaux afin de financer le guichet unique.

Agences de l'Eau

Décret n° 2025-66 du 24 janvier 2025 portant modification de dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051031859

Publics concernés : agences de l'eau, collectivités, usagers des services d'eau potable et d'assainissement, exploitants agricoles, énergéticiens, industriels.
Objet : modification des dispositions applicables aux redevances des agences de l'eau :
- définition d'un principe « silence vaut accord » en cas d'absence de réponse des agences dans un délai de deux mois pour obtenir l'agrément des dispositifs de suivi régulier des rejets ;
- remplacement de la notion de « charge brute de pollution organique » par celle de « capacité nominale de traitement » pour les stations d'épuration pour harmoniser les indicateurs réglementaires.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Application : le décret est pris pour l'application de l'article 101 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024

Décret n° 2025-431 du 14 mai 2025 d'application de l'article L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales relatif à la transmission des informations sur les services publics d'eau et d'assainissement et de l'article L. 1321-9 du code de la santé publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051604436
Publics concernés : collectivités territoriales, services de l'Etat.
Objet : Ce décret actualise de façon mineure les obligations des collectivités et services de l'Etat quant à la mise en ligne des informations relatives aux services publics d'eau et d'assainissement.
Notamment : renseignement du SISPEA, publication du contrôle sanitaire par l'ARS...
RAS pour SEF, modifications de sémantique
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 18-05-2025

Arrêté du 23 mai 2025 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 12e programme d'intervention des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051698998#:~:text=Le%20plafond%20pluriannuel%20des%20autorisations,d%C3%A9penses%20relatives%20au%20fonds%20d'
Total prévu environ 14 M€, surtout sur les domaines 2 et 3.
Pour rappel :
- domaine 0 : les dépenses propres des agences de l'eau relatives à leur fonctionnement, au personnel et à leurs investissements ;
- domaine 1 : les actions de connaissance, de planification et de gouvernance qui rassemblent l'acquisition des données, la surveillance, la prospective, la communication et le soutien aux acteurs nationaux et internationaux de la politique de l'eau et de la biodiversité, y compris les dépenses liées aux redevances et aux interventions ;
- domaine 2 : les mesures générales de gestion de l'eau (eau potable et assainissement) qui regroupent l'ensemble des investissements relatifs aux équipements en infrastructures (petit cycle) dans une logique de solidarité envers les territoires ;
- domaine 3 : les mesures territoriales de gestion de l'eau et de la biodiversité qui regroupent l'ensemble des investissements relatifs à l'adaptation au changement climatique, à la préservation de la biodiversité et restauration des milieux aquatiques, à la prévention des impacts de l'environnement sur la santé.

Arrêté du 7 novembre 2025 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2025
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052869011

ASSAINISSEMENT
Janvier 2025 : Publication du cahier des charges pour l'élaboration des bilans 24 heures dans les stations de traitement des eaux usées
https://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/pages/data/detailActu.php?code=1038
Publics concernés : les maîtres d'ouvrages des stations de traitement des eaux usées urbaines IOTA dont la capacité nominale est comprise entre 12 et 120 kg/j de DBO_5 – soit de 200 à 2000 Equivalent-Habitants)
Objet : Ce cahier des charges pour l'élaboration des bilans 24 heures dans les stations de traitement des eaux usées, ayant une capacité nominale comprise entre 200 et 2 000 EH, a été publié dans l'espace dédié aux documents relatifs à l'autosurveillance des systèmes d'assainissement, conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié.

Février 2025 : Publication du document "type" manuel d'autosurveillance des agglomérations d'assainissement de plus de 2000 EH
https://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/pages/data/detailActu.php?code=1040
Publics concernés : les maîtres d'ouvrages des stations de traitement des eaux usées urbaines IOTA dont la capacité nominale ou la CBPO est supérieure ou égale à 120 kgDBO_5 par jour (2 000 EH)
Objet : Définit le modèle de manuel d'autosurveillance conforme aux dispositions de l'Arrêté du 24 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

Instruction du 4/07/2025 du Gouvernement relative à la collecte et au traitement des eaux résiduaires urbaines.
https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45613?origin=list
Circulaire/instruction relative à l'accompagnement, au suivi et à l'exécution des réformes comportant des orientations ou des lignes directrices | de la mise en œuvre des politiques publiques incluant des objectifs, des indicateurs, des calendriers d'exécution personnellement signée par un ministre
Publics concernés : Préfets de région - Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) - Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) - Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) - Préfets de département- Direction départementale des territoires - Direction départementale des territoires et de la mer - Agences de l'eau - Office français de la biodiversité.
Objet : La présente instruction du Gouvernement vise à rappeler la nécessité de porter une attention particulière aux dispositions en vigueur concernant la conformité des systèmes d'assainissement et le respect des exigences réglementaires relatives à la collecte et au traitement des eaux usées urbaines. Les niveaux d'investissements financiers demandés aux communes et leurs groupements et les risques financiers associés aux procédures contentieuses en cours ou à venir avec la Commission européenne nécessitent une forte implication des préfets afin d'accompagner les collectivités au bon niveau.

Arrêté du 3 septembre 2025 relatif à l'analyse de substances per- et polyfluoroalkylées dans les eaux en entrée et sortie de stations de traitement des eaux usées urbaines
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052201216
Publics concernés : les maîtres d'ouvrages des stations de traitement des eaux usées urbaines de capacité à 10 000 équivalent-habitants.
Objet : analyse de substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans les eaux en entrée et sortie de station de traitement des eaux usées urbaines. Ce texte fixe les conditions de la campagne de surveillance des PFAS dans les STEU supérieure ou égale à 10 000 EH. Attention ! Il s'applique aussi aux STEU qui ont déjà fait l'objet d'un suivi PFAS dans le cadre de l'arrêté du 20/06/2023 relatif aux ICPE (effet cumulatif).
La campagne doit analyser une liste de PFAS "de base" précisée en annexe de l'arrêté, à compléter le cas échéant par d'autres PFAS qui auraient été détectés dans les rejets d'ICPE raccordées au réseau EU.
La campagne consiste en 3 mesures entrée / sortie STEU espacées d'au moins 1 mois, et ce avant le 31/12/2026
Les résultats doivent être déposés sur le portail VERSEAU
Entrée en vigueur : le lendemain de la publication soit le 08-09-2025.
Application : le présent texte a été accompagné d'une FAQ.
https://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/pages/data/detailActu.php?code=1049

Arrêté du 8 septembre 2025 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour la propreté urbaine et modifiant l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts et l'arrêté du 18 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation de cultures
: https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052354804
Publics concernés : les maîtres d'ouvrages des stations de traitement des eaux usées urbaines IOTA dont la capacité nominale est supérieure à 1,2 kg DBO_5 par jour (20 Eh) et des installations ICPE
Objet : fixe les modalités de mise en œuvre encadrant l'utilisation d'eaux usées traitées dans le **domaine de la propreté urbaine** : nettoyage de voiries, des accotements, des ouvrages d'art, de quais de déchetterie, hydrocurage de réseaux d'assainissement, opérations sur installation d'assainissement non collectif, nettoyage de bennes à ordures.
Il modifie en outre les arrêtés du 14 décembre 2023 (relatif à l'arrosage des espaces verts) et du 18 décembre 2023 (dédié à l'irrigation agricole).
Entrée en vigueur : le lendemain de la publication au Journal Officiel soit le 06-10-2025.

EAU POTABLE

Décret n° 2025-1287 du 22 décembre 2025 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053158687
Publics concernés : personnes responsables de la production et de la distribution d'eau, agences régionales de santé, services de l'Etat, collectivités territoriales.
Objet : liste des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS) qui doivent être recherchées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2026 à l'exception des deux derniers alinéas de l'article 1er qui entrent en vigueur le 1er janvier 2027.
Application : ce décret est pris pour l'application du II de l'article 1er de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.

Instruction N° DGS/EA4/2025/22 du 19 février 2025 relative à la gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées
https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/instruction_no_dgs-ea4-2025-22_du_19_fevrier_2025.pdf

Publics concernés : directeurs généraux des agences régionales de santé, préfets de région, préfets de département.
Objet : Gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées
.
Entrée en vigueur : 28 février 2025
Application : cette instruction indique que la caractérisation du signal de non-conformité à la limite de qualité réglementaire (0,1 µg/L pour la somme de 20 PFAS) doit se faire via la réalisation d'une campagne d'analyses comprenant a minima 10 résultats analytiques répartis sur 2 saisons. Un signal est considéré confirmé dès lors que la médiane des valeurs observées est supérieure à la limite de qualité. D'autre part, une action de moyen terme est demandée aux ARS pour inciter les PRPDE à rechercher des solutions permettant d'atteindre les niveaux en PFAS, et notamment PFOA, PFOS, PFHxS et PFNA (i.e : PFAS-4), les plus bas possibles. Enfin, des règles de gestion sont également posées pour le TFA, avec utilisation de la valeur sanitaire indicative fixée à 60 µg/L.

DECHETS

Décret n° 2025-1081 du 17 novembre 2025 relatif aux emballages ainsi qu'aux déchets d'emballages et instituant la filière de responsabilité élargie des producteurs d'emballages consommés ou utilisés par les professionnels
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052587525
Publics concernés : les producteurs (fabricants, importateurs, distributeurs) d'emballages et de produits emballés consommés ou utilisés par les ménages et les professionnels, les éco-organismes collectifs candidats aux agréments ou agréés, les professionnels, les collectivités territoriales en charge de la gestion des déchets, les acteurs du réemploi, les opérateurs de gestion de déchets.
Objet : le décret définit les modalités d'application de l'obligation, pour les producteurs d'emballages servant à commercialiser les produits consommés ou utilisés par les professionnels, de contribuer ou de pourvoir à la collecte, au réemploi, au recyclage des déchets issus de leurs emballages en application du principe de responsabilité élargie du producteur défini par la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Il prévoit également les dispositions concernant la gestion des déchets d'emballages ménagers et de contenus et contenants de produits chimiques qui sont produits par les professionnels ainsi que des contenants d'huiles.
Entrée en vigueur : les dispositions du décret entrent en vigueur le 1er janvier 2026. Toutefois, les contrats liant les éco-organismes agréés au titre du 1° du L. 541-10-1 avec les producteurs leur ayant transféré leur obligation de responsabilité élargie, en vigueur au 1er janvier 2026, poursuivent leurs effets jusqu'à leur terme.
Application : le présent décret est pris pour application de l'article L. 541-10-1 2° du code de l'environnement.

Arrêté du 13 janvier 2025 fixant les modalités de déclaration de la part des dépenses relatives à l'acquisition de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050998194
Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales.
Objet : l'arrêté fixe les modalités de déclaration sur le portail national de données ouverte de la part de la dépense annuelle consacrée à l'acquisition des produits ou catégories de produits énumérés en annexe du décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique.
Les dépenses doivent être déclarées, en une fois, dans les six mois suivant le 31 décembre de l'année civile concernée. Les données déclarées peuvent ensuite être utilisées pour évaluer l'impact du dispositif.
Application : arrêté est pris en application de l'article 3 du décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique. Ce décret a été pris en application des dispositions de l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

ENERGIE

Fin de l'ARENH et nouveau dispositif : Versement Nucléaire Universel (VNU)
L'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH), instauré par la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010, a pris fin le 31 décembre 2025. De ce fait, les achats d'énergie doivent se faire exclusivement sur les marchés.
Afin de protéger les consommateurs en cas de nouvelle crise, un dispositif appelé Versement Nucléaire Universel (VNU) est prévu mais n'a pas encore fait l'objet de publication de texte officiel pour sa mise en œuvre.

DÉLIBÉRATION n°2025-268 : Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 16 décembre 2025 portant avis sur le projet de décret relatif aux conditions d'application du versement nucléaire universel (lien)

Certificats d'économie d'énergie

Arrêté du 19 mai 2025 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051661770
Publics concernés : bénéficiaires et demandeurs dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
Objet : Cet arrêté révise les fiches d'opérations standardisées portant les références TRA-EQ-114(Remplacement de véhicules par des véhicules neufs performants dans une flotte professionnelle), TRA-EQ-117(Remplacement de véhicules par des véhicules neufs performants pour les particuliers ou les collectivités), TRA-EQ-128, TRA-EQ-129, TRA-EQ-130, crée les référentiels de contrôle associés et met en place des obligations de contrôle sur site pour ces fiches.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 28-05-2025.

Arrêté du 21 décembre 2025 relatif à la mise en œuvre de la sixième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053158200
Publics concernés : personnes éligibles, professionnels et bénéficiaires dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
Objet : Mise en place de la 6e période des CEE.
Entrée en vigueur : selon les articles, dates d'entrée en vigueur différentes.

Biogaz – biométhane

Arrêté du 3 septembre 2025 relatif aux modalités de contrôle des installations de production de biométhane injecté dans un réseau de gaz naturel
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052200518
Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel
.**Objet :** modalités de contrôle des installations de production de biométhane injecté dans un réseau de gaz naturel.
Cet arrêté précise les modalités de réalisation des contrôles prévus par le code de l'énergie à la mise en service, lors des modifications ou périodiquement, concernant les installations de production de biométhane injecté dans le réseau.
L'article 4 de l'arrêté précise la périodicité des contrôles :
- 4 ans après la première attestation de conformité ou la première date anniversaire de la mise en service multiple de 4 ans,
- Puis tous les 4 ans,
- Et dans la dernière année de validité du contrat d'achat

Pour rappel, ces contrôles visent essentiellement à vérifier la conformité du fonctionnement des installations à la réglementation et à leur contrat d'achat (volume de production, comptage, qualité du produit injecté). Ces contrôles sont effectués aux frais du producteur par des organismes agréés.
Ces contrôles concernent :
- L446-6 : Les installations pour lesquelles une demande de contrat d'achat a été faite en application des articles L. 446-4 (contrat avec un fournisseur de gaz naturel soumis à obligation d'achat car il approvisionne plus de 10 % du marché national) et L. 446-5 (appel d'offres public pour atteindre les objectifs de biogaz du programme pluriannuel relatif à l'énergie)
- L446-13 : Les installations ayant été retenues à l'issue d'une procédure d'appel d'offres en application de l'article L. 446-7 peuvent être soumises à un contrôle lors de leur mise en service ou à des contrôles périodiques, permettant de s'assurer que ces installations ont été construites ou fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation ou par le contrat de complément de rémunération. Ces contrôles sont effectués aux frais du producteur par des organismes agréés.
- L466-26-1 : Les installations pour lesquelles une demande de contrat d'achat est faite en application de l'article L. 446-26 (appel à projet utilisant des technologies innovantes)
- L446-47 : Les installations de production de biogaz pour lesquelles une demande de certificat de production de biogaz a été faite en application de l'article L. 446-37

Entrée en vigueur : les dispositions des articles 1er à 6 et de l'article 9 du présent arrêté entrent en vigueur 6 mois après la date de publication soit le 07-03-2026.

Arrêté du 8 septembre 2025 portant modification puis abrogation de l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visés au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et modifiant les modalités contractuelles des installations pouvant bénéficier de l'obligation d'achat d'électricité définies par l'arrêté du 19 mai 2011 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations qui valorisent le biogaz

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052212518
Objet : Ce texte actualise les conditions de marché relatives à l'électricité produite par cogénération de biogaz issu de la méthanisation de déchets biogaz
Entrée en vigueur soit le 10-09-2025 soit le 11-10-2025 selon les articles

Photovoltaïque

Arrêté du 21 février 2025 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2019 fixant le critère de proximité géographique de l'autoconsommation collective étendue
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051292744
Cet arrêté réhausse à 5MW, au lieu de 3MW actuellement, le seuil de puissance cumulée des installations de production participant à une opération d'autoconsommation collective (art. 1er).
Une nouvelle dérogation au critère géographique de 2 km est créée. Cette dérogation peut être accordée aux projets répondant aux critères cumulatifs suivants :
- L'un des producteurs ou des consommateurs participants est une commune ou un EPCI à fiscalité propre ;
- L'ensemble des producteurs et des consommateurs participants sont des organismes publics ou privés exerçant une mission de service public ou des sociétés d'économie mixte locales mentionnées à l'article L. 1522-1 du CGCT et leurs filiales ;
- Les points de soutirage et d'injection sont situés exclusivement dans le ressort géographique de l'EPCI à fiscalité propre participant au projet ou auquel adhèrent la ou les communes participant au projet.

Aucun critère géographique exprimé en kilomètre n'est donc prévu pour ces projets, c'est le ressort géographique de l'EPCI à fiscalité propre qui constituera la limite territoriale.
Pour les projets remplissant ces critères, le plafond de puissance cumulée des installations de production est fixé à 10 MW

Arrêté du 26 mars 2025 modifiant l'arrêté du 2 novembre 2017 relatif aux modalités de contrôle des installations de production d'électricité
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051393207
Cet arrêté modifie le modèle d'attestation de conformité que le producteur d'une installation de production d'électricité renouvelable doit fournir en vue de l'obtention d'un contrat d'achat ou de complément de rémunération.
Le nouveau modèle d'attestation inclut :
- Des informations plus détaillées sur l'installation (puissance installée, évaluation carbone simplifiée si requis, numéro d'identification de l'autorisation d'urbanisme pour certaines installations photovoltaïques).
- Pour les installations photovoltaïques, des précisions sur le respect des critères d'intégration paysagère ou d'intégration au bâti, le cas échéant.

Entrée en vigueur : Ce nouveau modèle d'attestation entre en vigueur le 31 mars 2025.

Arrêté du 26 mars 2025 modifiant l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051380903
Cet arrêté décrit les nouvelles conditions d'éligibilité des installations de puissance strictement supérieure à 100 kWc au rachat d'énergie au titre de l'arrêté du 06/10/2021.
Pour les installations de puissance crête strictement supérieure à 100 kWc, une attestation de constitution de garantie financière de mise en œuvre du projet est désormais requise et doit être constituée selon des modalités définies à l'article 4 de l'arrêté du 6 octobre 2021 modifié.
Le contrat d'achat d'électricité est désormais conclu pour une durée de 20 ans à compter de la date « la plus tardive » entre la date de mise en service de l'installation et la date de délivrance de l'attestation de conformité que le producteur d'électricité est tenu de fournir à l'acheteur obligé en vertu de l'article 6 de l'arrêté du 6 octobre 2021.
L'annexe 1 consacrée aux tarifs d'achat et primes est remplacée (nouvelles conditions tarifaires).
Les annexes 6, 6 bis, 6 ter et 6 quater relatives à la méthodologie du bilan carbone et de l'évaluation carbone simplifiée des installations photovoltaïques sont remplacées par une unique annexe 6.

Label Carbone
Décret n° 2025-917 du 5 septembre 2025 modifiant le décret n° 2018-1043 du 28 novembre 2018 créant un label « Bas-Carbone »
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052201110
Publics concernés : toute personne physique ou morale souhaitant mettre en place sur le territoire français des projets labellisés de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).
Objet : décret modifiant le décret créant un label Bas-Carbone.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 08-09-2025.
Application : ce décret est un texte autonome.
Le label Bas-Carbone vise à favoriser l'émergence de projets de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) sur le territoire français, par la mise en place d'un cadre de suivi, notification et vérification des émissions de GES, permettant la valorisation de réductions d'émissions additionnelles, réalisées volontairement par des personnes physiques ou morales dans des secteurs d'activité variés. Au sens du présent texte, le terme «

réductions d'émissions » désigne indifféremment des quantités de GES dont l'émission a été évitée ou des quantités de GES séquestrées.
Les porteurs de projets pourront ainsi se faire rémunérer par un partenaire volontaire (acteur public ou privé), qui pourra faire reconnaître ses contributions à des réductions d'émissions additionnelles issues de ces projets.
Les réductions d'émissions peuvent seulement être utilisées pour la compensation volontaire des émissions d'acteurs non étatiques (entreprises, collectivités, particuliers, etc.)

Arrêté du 5 septembre 2025 définissant le référentiel du Label bas carbone
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052201236
Ce texte définit les conditions de fonctionnement du Label bas carbone créé par le décret du 28 novembre 2018, les modalités et conditions d'attribution de ce label aux projets, les modalités d'approbation des méthodes, ainsi que les modalités de vérification, de cessibilité, de retrait et de communication des crédits carbone.
L'arrêté du 28 novembre 2018 définissant le référentiel du label « Bas-Carbone » est abrogé.

ICPE

Décret n° 2025-239 du 14 mars 2025 relatif à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement et des installations nucléaires de base et modifiant les dispositions relatives à l'utilisation des eaux usées traitées et des eaux de pluie pour des usages non domestiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051329388
Publics concernés : producteurs et utilisateurs d'eaux usées traitées, exploitants des installations classées pour la protection de l'environnement et des installations nucléaires de base, services de l'Etat.
Objet : Ce décret ajuste légèrement les dispositions relatives à la réutilisation des eaux pluviales et des eaux usées traitées, qui avaient été codifiées aux articles R 211-123 à R 211-137 du Code de l'environnement par le décret du 29 août 2023. La définition des « eaux de pluie » et « des eaux usées traitées » restent les mêmes que celles prévues aux termes du décret du 29 août 2023. Pour l'essentiel, il procède à une recodification de ces dispositions en y apportant quelques précisions.
Il permet l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour certains usages domestiques, en remplacement de l'eau potable, lorsque la qualité de ces eaux n'a aucune influence, directe ou indirecte, sur la santé des usagers. Pour les installations classées pour la protection de l'environnement et pour les installations nucléaires de base, il précise qu'un arrêté détermine les critères de qualité et les conditions techniques à satisfaire lorsque ces eaux sont utilisées pour les usages domestiques mentionnés (lavage du linge, des sols intérieurs, évacuation des excreta, alimentation de fontaines décoratives, nettoyage des surfaces extérieures, arrosage des jardins potagers et des espaces verts). Cet arrêté détaille également les utilisations d'eaux impropres à la consommation humaine qui peuvent être librement mises en œuvre et celles dont les critères de qualité et les conditions techniques sont préalablement fixées. Le décret prévoit également des modifications des dispositions du code de l'environnement relatives à l'utilisation d'eaux de pluie et d'eaux usées traitées pouvant être utilisées pour des usages non domestiques afin de clarifier son champ d'application.
La possibilité d'utiliser les eaux de pluie sans être subordonnée à une autorisation est désormais codifiée à l'article R 211-127. En outre, la précision selon laquelle seules les eaux usées traitées issues des systèmes d'assainissement collectif et non collectif peuvent être utilisées à des fins agronomiques ou agricoles est désormais prescrite à l'article R 211-126.
L'article R 211-123 du Code de l'environnement est modifié, afin de définir la notion d'"usages non domestiques", qui correspondent ainsi à « tous les usages autres que ceux qui sont mentionnés à l'article R 1321-1-1 du Code de la santé publique ». Ainsi, les usages non domestiques sont ceux qui ne concernent pas la boisson, la préparation et la cuisson des aliments, l'hygiène corporelle, l'hygiène générale et la propreté ainsi que la fabrication, transformation, conservation ou la commercialisation de produits ou de substances destinés à la consommation humaine.
Aux termes de l'article R 211-125 issu du même décret, l'utilisation des eaux usées traitées reste interdite à l'intérieur :
- des locaux à usage d'habitation ;
- des établissements recevant du public sensible et des écoles maternelles et élémentaires ;
- des autres établissements recevant du public, pendant les heures d'ouverture au public.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 16-03-2025.
Application : le présent décret est pris en application de l'article L. 1322-14 du code de la santé publique et de l'article L. 211-9 du code de l'environnement.

Arrêté du 14 mars 2025 relatif à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051329413
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement.
Objet : l'arrêté définit les critères de qualité et les conditions techniques à respecter pour l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, dans les installations classées pour la protection de l'environnement, pour des usages dits « domestiques », tels le lavage du linge, le lavage des sols intérieurs, l'évacuation des excreta ou l'arrosage des espaces verts à l'échelle des bâtiments. En définissant ces règles, son objectif est de favoriser la sobriété hydrique des installations classées pour la protection de l'environnement par la réutilisation d'eau non

potable afin de préserver la ressource en eau provenant du réseau d'alimentation en eau potable ou du milieu naturel. Cet arrêté complète le décret n° 2025-239 du 14 mars 2025.
Entrée en vigueur : même date que le décret n° 2025-239 du 14 mars 2025.
Application : le texte est pris en application de l'article R. 512-100 du code de l'environnement.

Arrêté du 6 mai 2025 modifiant certaines dispositions relatives aux installations de gestion de déchets, en particulier relatives à la lutte contre les accidents dans le secteur des déchets au sein des installations soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2711 (transit, regroupement ou tri de déchets électriques et électroniques), 2712 (moyens de transports hors d'usage), 2713 (transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux), 2714 (transit, regroupement ou tri de déchets de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois), 2716 (transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2781 (méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute), 2783 (déconditionnement de biodéchets), 2791 (traitement de déchets non dangereux), 2792 (traitement des déchets contenant des PCB/PCT) et 2794 (broyage de déchets végétaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051766560
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2716, 2718, 2781, 2783, 2791, 2792 ou 2794.
Objet : le présent arrêté vise à clarifier certaines dispositions applicables aux installations de gestion de déchets soumises à autorisation, enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2716, 2718, 2781, 2783, 2791, 2792 ou 2794 et à mettre en cohérence certaines notions entre différents textes réglementaires. Cet arrêté vient modifier les arrêtés types applicables aux installations relevant de ces rubriques 2716, 2781 et 2791, pour les régimes d'enregistrement et de déclaration. Ceux sont les rubriques qui concernent nos installations.
Ces modifications visent essentiellement à harmoniser la structure et le contenu des prescriptions, dans la lignée de celles déjà opérées pour les installations soumises à autorisation.
Entrée en vigueur : voir article 18.
Application : le présent arrêté est un texte autonome.

Avis du 16 mai 2025 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement
https://aida.ineris.fr/reglementation/avis-160525-methodes-normalisees-reference-mesures-lair-leau-sols-installations
Ce texte concerne essentiellement les laboratoires, qui, s'ils sont dûment accrédités, doivent respecter les méthodes normalisées précisées dans le texte. Cet avis fixe les méthodes normalisées de référence à mettre en œuvre pour effectuer des mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Il abroge et remplace l'avis du 11 avril 2024, qui portait sur le même sujet.
Le document commence par préciser les modalités générales des mesures, en soulignant l'importance de l'agrément et de l'accréditation des laboratoires effectuant ces analyses. Il détaille ensuite les méthodes spécifiques pour chaque milieu (air, eau, sol), en fournissant des tableaux listant les paramètres à analyser, les codes SANDRE associés et les normes de référence à utiliser pour le prétraitement des échantillons et les méthodes d'analyse.
Pour les mesures dans l'air, l'avis couvre à la fois les émissions de sources fixes et l'air ambiant au voisinage des ICPE. Il précise les normes à suivre pour la planification des campagnes de mesurage, la réalisation des prélèvements et l'analyse de divers polluants atmosphériques, allant des métaux lourds aux composés organiques volatils. Concernant les mesures dans l'eau, sont détaillées les méthodes d'échantillonnage des rejets aqueux et les normes d'analyse pour une large gamme de paramètres, incluant les métaux et les composés organiques. Pour les sols, l'avis fournit des recommandations sur l'échantillonnage, le prétraitement des échantillons et les méthodes d'analyse pour divers contaminants. Il aborde également des aspects spécifiques comme la gestion des fractions granulométriques. Enfin, le texte inclut un tableau détaillé des limites de quantification à respecter pour chaque substance analysée dans les sols.

Décret n° 2025-804 du 11 août 2025 portant diverses dispositions de simplification du droit de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052088179
A retenir sur les ICPE : Mise en place d'une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports accident/incident,
Voir infra

Arrêté du 3 septembre 2025 fixant les exigences minimales des études d'impact et des études de dangers en vue de l'autorisation environnementale pour certaines rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052212921
Publics concernés : organismes de certification, bureaux d'études, entreprises, administration.

Objet : fixation des exigences minimales des études d'impact et des études de dangers en vue de l'autorisation environnementale pour les installations relevant de certaines rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Possibilité de suspension ou de retrait des attestations ou des certifications des bureaux d'études qui seraient éventuellement délivrées dans ce domaine en cas de manquement manifeste et répété à ces exigences minimales.
Ce texte concerne les bureaux d'étude qui réalisent les études d'impact et de danger pour le compte des maîtres d'ouvrage dans le cadre des projets de production d'ENR soit par méthanisation de déchets ou avec des éoliennes = ICPE 2980 (éoliennes terrestres) et 2781 (Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production).
Le texte fixe les exigences minimales de compétence des intervenants, de méthode et de qualité du rendu
cet arrêté ministériel met en œuvre l'article 10 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi « APER »), qui prévoit, d'une part, que le maître d'ouvrage s'assure de la compétence du bureau d'études qu'il sollicite pour l'élaboration des études requises dans le cadre de l'autorisation environnementale d'une installation de production d'énergie renouvelable et, d'autre part, que le ministre chargé des installations classées peut, s'il relève un défaut manifeste de compétence d'un bureau d'études faisant l'objet d'une éventuelle attestation ou certification portant sur ces sujets, en informer la tierce partie, qui doit alors suspendre ou retirer, sur la base de ce signalement, l'attestation ou la certification.
Il vise, par là-même, à améliorer la qualité des dossiers déposés, afin d'accélérer l'instruction des demandes, en cohérence avec la réforme de la procédure d'autorisation environnementale introduite par la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 10-09-2025.

Décret n° 2025-958 du 8 septembre 2025 relatif aux modalités de mise en œuvre de la trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052212900
Publics concernés : exploitants d'installations industrielles émettant dans leurs rejets aqueux des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.
Objet : la loi du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylée fixe une intention de la Nation de tendre vers la fin des rejets industriels de ces substances à une échéance de 5 ans après sa promulgation, soit pour le 27 février 2030.
Elle demande à ce qu'un décret permette de se doter d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux industriels de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.
Une grande partie des rejets industriels provient des industries encadrées par l'inspection des installations classées civile, et notamment les sites soumis à autorisation. Un arrêté du ministre de la transition écologique du 20 juin 2023 impose à ces installations des campagnes d'analyses de leurs rejets, ce qui a permis par la suite d'orienter les démarches de réduction de ces rejets.
Ce décret détermine ainsi, à l'échelle nationale, une trajectoire globale, sur l'ensemble des sites industriels, de réduction des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées. Elle est inspirée par les informations et actions disponibles pour les sites industriels soumis à cet arrêté de 2023.
Toutes les substances entrant dans le champ de la définition des substances chimiques perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées de l'Organisation de coordination et de développement économiques sont soumises aux dispositions du présent décret.
Ce décret détermine une trajectoire globale, sur l'ensemble des sites industriels soumis à l'arrêté du 20 juin 2023, de réduction des rejets aqueux de PFAS :
- une diminution de 70 % d'ici le 27 février 2028 ;
- tendant vers la fin des rejets d'ici le 27 février 2030.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 10 septembre 2025.
Application : le présent décret est pris pour l'application de l'article L. 523-6-1 du code de l'environnement.

Arrêté du 12 novembre 2025 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052575824
Ne retenir que l'article 1er : Le A de l'article 24 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est complété par l'alinéa suivant :
« *Pour les cas d'une installation soumise à autorisation dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, qui constitue une extension d'une installation préalablement soumise à déclaration et régulièrement mise service, les dispositions de l'article 26 bis sont uniquement applicables aux nouvelles parties ou parties de l'installation faisant l'objet de modifications dans le cadre de la demande d'autorisation.* »

Arrêté du 1er décembre 2025 modifiant certaines dispositions relatives aux installations de gestion de déchets, en particulier relatives à la lutte contre les accidents dans le secteur des déchets au sein des installations soumises à déclaration et à enregistrement au titre des rubriques 2711 (transit, regroupement ou tri de déchets électriques et électroniques), 2713 (transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets

de métaux), 2714 (transit, regroupement ou tri de déchets de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois), 2716 (transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes) et 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053010357
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques 2711, 2713, 2714, 2716 ou 2718.
Objet : le présent arrêté vise à mettre en cohérence certaines dispositions applicables aux installations de gestion de déchets soumises à autorisation, enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques 2711, 2713, 2714, 2716 ou 2718. L'arrêté introduit des modifications mineures (clarification du libellé, reformulation de prescriptions de sécurité) qui sans grande conséquence notamment sur la rubrique 2716 (Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes).
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 12/12/2025
Application : le présent arrêté est un texte autonome.

IOTA
Arrêté du 3 septembre 2025 relatif à l'analyse de substances per- et polyfluoroalkylées dans les eaux en entrée et sortie de stations de traitement des eaux usées urbaines
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052201216
voir supra rubrique assainissement
REUT
Décret n° 2025-239 du 14 mars 2025 relatif à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement et des installations nucléaires de base et modifiant les dispositions relatives à l'utilisation des eaux usées traitées et des eaux de pluie pour des usages non domestiques
Voir supra

Arrêté du 8 septembre 2025 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour la propreté urbaine et modifiant l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts et l'arrêté du 18 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation de cultures
: https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052354804
Voir supra rubrique assainissement

REICH

Arrêté du 14 mars 2025 relatif à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement
Voir supra

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES

Loi n° 2025-391 du 30 avril 2025 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051538879

Objet : Crée ou modifie :
Code de l'énergie
- Création articles L235-1 à Articles L235-4 - La performance énergétique des organismes publics
- Création articles L236-1 à Articles L236-3 - La performance énergétique des centres de données ;
- Modification article L.233.1-I / Loi N02013-619 du 16/07/2013- Audits énergétiques et SMé pour les grandes entreprises

Diverses dispositions relatives notamment à l'agrégation et aux mécanismes d'ajustement :
- Code de la construction - Modification art L171-4 / Loi N°2021-1104 du 22/08/2021 art 101 - **Couverture ENR ou végétalisée des bâtiments et parkings**

Cette loi "fourre-tout" contient notamment des dispositions permettant d'atteindre les objectifs européens en matière de production d'énergies renouvelables et de réduction de consommation d'énergie. Les autres sujets ne nous concernent pas ou sont gérés au niveau du groupe (rapport CSRD)

1. Audit énergie et SMé dans les grandes entreprises (L233.1.-I du code de l'énergie) - Dès le 11 octobre 2026, les entreprises consommant plus de 10 TJ/an (2,75 GWh) doivent réaliser un audit énergétique tous les 4 ans, couvrant au moins 80 % de leur facture énergétique.
2. - La mise en place d'un système de management de l'énergie (SMÉ) est obligatoire pour celles consommant plus de 85 TJ/an (23,6 GWh).

2.Parkings

- L'obligation d'équiper les parkings de plus de 1 500 m² d'ombrières photovoltaïques sur au moins 50 % de leur surface est reportée :

- Les parkings de 10 000 m² ou plus devront être équipés avant le 1er juillet 2026.
- Les parkings entre 1 500 m² et 10 000 m² ont jusqu'au 1er juillet 2028.

Clarification des obligations : Les propriétaires sont responsables de la mise en conformité, sauf en cas de gestion déléguée.

3. Collectivités publiques

La loi crée les nouveaux articles L235-1 à L235-4 dans le code de l'énergie, au sujet de la performance énergétique des organismes publics. La création de ces articles est liée à la transposition en droit français des articles 5 et 6 de la directive 2023/1791 du 13 septembre 2023 relative à l'efficacité énergétique.

Réduction de la consommation d'énergie finale

Les organismes publics doivent réduire leur consommation d'énergie finale cumulée d'au moins 1,9 % par an par rapport à celle de 2021.

Cette obligation exclut la consommation des transports publics et des forces armées. Des exceptions temporaires sont prévues pour les petites collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics (exemption respectivement jusqu'aux 31 décembre 2026 et 2029 pour les collectivités et groupements de moins de 50 000 et 5000 habitants).

Rénovation énergétique des bâtiments

Au moins 3 % de la surface cumulée des bâtiments appartenant aux organismes publics doit être rénovée chaque année pour réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Les bâtiments rénovés doivent atteindre un haut niveau de performance énergétique. Des alternatives sont possibles, comme la réduction annuelle de la consommation d'énergie finale et la planification des rénovations. Certains logements sociaux sont exemptés de cette obligation.

Inventaire national des bâtiments publics

Les organismes publics doivent transmettre tous les deux ans les données relatives à la performance énergétique de leurs bâtiments pour constituer un inventaire national. Les forces armées et les administrations de l'Etat servant à des fins de défense nationale sont exemptées de cette obligation.

Obligations de reporting

Les organismes publics doivent transmettre annuellement leurs données de consommation d'énergie.

Ils doivent également fournir tous les deux ans des données sur les rénovations annuelles de leurs bâtiments.

4. Marché de l'énergie

L'intégration d'un nouveau chapitre relatif à l'agrégation qui ne figurait pas jusqu'à présent dans le code de l'énergie :

- définition législative des termes de l'agrégation et de l'agrégateur (art L338-1),
- liberté du client d'acheter et de vendre des services d'électricité, y compris d'agrégation, autre que la fourniture, indépendamment de son contrat de fourniture d'électricité (article L338-2);
- possibilité pour le client de changer d'agrégateur dans un délai de 21 jours à compter de sa demande

Un article concerne les mécanismes d'ajustement des puissances :

- l'ensemble des installations (transport et distribution) de production dont la puissance installée ne peut être inférieur à 10 MW ont une obligation de participation au mécanisme d'ajustement. Il est précisé dans l'article que le seuil de 10 MW peut dépendre du type d'énergie utilisé et est fixé par la CRE. Cette disposition semble déjà être en vigueur. (Article L321-13)

Entrée en vigueur : vigueur le 1er octobre 2025 mais les modalités d'application concrète de ces obligations sont définies par décret.

Décret n° 2025-804 du 11 août 2025 portant diverses dispositions de simplification du droit de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052088179

Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, particuliers, maîtres d'ouvrage, associations, bureaux d'études.

Objet : ce décret comporte des mesures d'amélioration et de simplification de diverses procédures applicables en matière d'environnement (clarification de l'exercice de la police administrative répressive pour les projets soumis à autorisation environnementale nécessaires à la création d'un réacteur électronucléaire, mise en cohérence des zones pour faire l'objet de SUP et des formats sur la cartographie des phénomènes dangereux ; mise en place d'une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports accident/incident, précise la durée de validité des études faune-flore). Par ailleurs, il consacre un principe du silence vaut rejet pour la décision de dispense d'évaluation environnementale du ministre chargé de l'environnement lorsqu'elle est prise sur le fondement du III de l'article 27 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Enfin, il corrige par ailleurs des erreurs issues de décrets récemment publiés.

Ce décret comporte des mesures d'amélioration de diverses procédures applicables en matière d'environnement, et notamment :

- Précision concernant les formats de cartographie des phénomènes dangereux pour les ICPE SEVESO ;
- ICPE : Mise en place d'une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports accident/incident,
- Modification de l'article R 214-125 du code de l'environnement, imposant au responsable d'ouvrage (et non plus, comme jusqu'alors, au propriétaire, à l'exploitant ou au gestionnaire du système d'endiguement) de déclarer au préfet tout évènement ou toute évolution concernant un ouvrage hydraulique qui aurait pu mettre en cause la

sécurité des personnes ou des biens. Un arrêté devra déterminer l'échelle de gravité de ces évènements ou évolutions ainsi que les modalités de leur déclaration et analyse. Concerne les barrages et digues
- Précision de la durée de validité des études faune-flore (Art. R. 411-21-4.) => 5 ans
- Consécration du principe du "silence vaut rejet" pour la décision de dispense d'évaluation environnementale pour les projets d'ENR.
Par ailleurs, cet arrêté corrige des erreurs issues de décrets récemment publiés.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication à l'exception des dispositions de l'article 5 qui entrent en vigueur le 1er janvier 2026.
Application : le présent décret est notamment pris pour l'application de l'article de l'article 27 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables.

PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BATIMENTS
Décret n°2024-1258 du 30 décembre 2024 modifiant les exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiment en France métropolitaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050873122
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études thermique et environnement, économistes du bâtiment, contrôleurs techniques, entreprises du bâtiment, industriels des matériaux de construction et des systèmes techniques du bâtiment, fournisseurs d'énergie, en France métropolitaine.
Objet : modification des niveaux d'exigences sur les caractéristiques énergétiques et environnementales et la performance énergétique et environnementale des bâtiments neufs et extensions de bâtiments en France métropolitaine. Ce décret modifie les niveaux d'exigence de performance énergétique et environnementale que doivent respecter les bâtiments mentionnés ci-avant et situés en France métropolitaine, concernant les cinq exigences de résultat suivantes :
(1) l'optimisation de la conception énergétique du bâti indépendamment des systèmes énergétiques mis en œuvre ;
(2) la limitation de la consommation d'énergie primaire,
(3) la limitation de l'impact sur le changement climatique associé à ces consommations ;
(4) la limitation de l'impact des composants du bâtiment sur le changement climatique ;
(5) la limitation des situations d'inconfort dans le bâtiment en période estivale.
Le décret modifie notamment :
- les valeurs maximales autorisées pour l'impact carbone des consommations énergétiques (Icénergie_max)
- les coefficients de modulation des exigences selon différents critères (surface, localisation, etc.)
- les modalités de calcul de l'impact carbone des composants du bâtiment (Icconstruction_max)
Des dispositions spécifiques sont prévues pour les bâtiments raccordés à des réseaux de chaleur classés.
Entrée en vigueur : ces exigences s'appliquent à compter du 1er janvier 2025 aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiments, provisoires ou non, listées ci-après : maisons individuelles ou accolées, logements collectifs, bureaux, enseignement primaire ou secondaire.

RISQUES NATURELS
Arrêté du 1er avril 2025 modifiant l'arrêté du 29 mars 2024 relatif aux obligations légales de débroussaillement pris en application de l'article L. 131-10 du code forestier
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051421622
Publics concernés : représentants de l'Etat dans les départements, propriétaires, occupants et exploitants de fonds soumis aux obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, propriétaires publics et privés de bois et forêts.
Objet : modification de la date de mise en conformité des arrêtés préfectoraux avec l'arrêté interministériel visé. Il appartient au représentant de l'Etat dans le département d'arrêter les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques, en conformité avec l'arrêté initial. Cet arrêté accorde aux préfets un délai supplémentaire pour adapter leurs arrêtés départementaux aux nouvelles exigences nationales en matière de débroussaillement prescrites par l'arrêté du 29 mars 2024. Le report de l'échéance au 30 septembre 2025 (31 mars 2025 auparavant) permet aux autorités locales de disposer de plus de temps pour intégrer les exigences détaillées dans l'arrêté du 29 mars 2024, telles que les techniques de débroussaillement, les mesures de protection des espèces, et les spécificités locales en matière de risques d'incendie.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 4.04-2025.
Application : le présent arrêté est pris pour l'application de l'article L. 131-10 du code forestier.

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

URBANISME
LOI n° 2025-1129 du 26 novembre 2025 de simplification du droit de l'urbanisme et du logement (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052857880

Cette loi comportant beaucoup de dispositions en matière d'urbanisme, il est utile de regarder sa présentation sur le site de la banque des territoires :

https://www.banquedesterritoires.fr/simplification-du-droit-de-lurbanisme-et-du-logement-ce-quil-faut-retenir-de-la-loi-huwart

FISCALITE

LOI n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051168007

-La loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 apporte diverses modifications à la composante de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) portant sur les déchets :

- des précisions sur la taxation spécifique des déchets métalliques susceptibles de contenir des substances radioactives (loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, art. 75, IV-2° et 3°) ;
- une réfaction des tarifs pour les déchets non dangereux en Corse (loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, art. 78) ;
- de nouvelles règles pour la réfaction des tarifs applicables aux déchets non dangereux dans les collectivités d'outre-mer relevant de l'article 73 de la Constitution du 4 octobre 1958 (loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, art. 79) ;
- une exemption pour la réception de déchets préparés sous forme de combustibles solides de récupération (CSR) aux fins de la production de gaz bas-carbone (loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, art. 80).

Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2025, l'article 266 nonies du code des douanes ne prévoit plus l'application de trois tarifs réduits pour le stockage de déchets non dangereux et de six tarifs réduits pour le traitement thermique de déchets non dangereux.

-Art 48 : instauration au titre du premier exercice clos à compter du 31 décembre 2025, une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises.
Cette nouvelle contribution s'appliquera uniquement au titre du premier exercice clos à compter du 31 décembre 2025, aux entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et dont le chiffre d'affaires réalisé en France est supérieur ou égal à 1 milliard d'euros, au cours de l'exercice au titre duquel la contribution est due ou de l'exercice précédent.
L'assiette de la contribution sera égale à la moyenne de l'impôt sur les sociétés (« IS ») au titre de l'exercice au cours duquel elle est due et de l'exercice précédent, calculé sur l'ensemble des résultats imposables, avant imputation des réductions et crédits d'impôts et des créances fiscales de toute nature (notamment le « carry-back »).
Le taux de cette contribution exceptionnelle devrait varier en fonction du chiffre d'affaires réalisé par le redevable :

- Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 milliard d'euros et 3 milliards d'euros, le taux est fixé à 20,6%, (*soit, un taux effectif d'IS de 30,975%, incluant la contribution additionnelle de 3,3%*)
- et à 41,2% pour les redevables dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 3 milliards d'euros (*soit, un taux effectif d'IS de 36,125% incluant la contribution additionnelle de 3,3%*)

Un dispositif de lissage est prévu pour les redevables dépassant de moins de 100 millions d'euros les seuils d'assujettissement à la contribution exceptionnelle.
La contribution ne sera pas déductible.
La contribution fera l'objet d'un versement anticipé à hauteur de 98% de son montant estimé, à la date prévue pour le paiement du dernier acompte d'IS de l'exercice ou de la période d'imposition (au plus tôt, 15 décembre 2025).
Le solde sera payé au plus tard à la date prévue pour le versement du solde de l'IS (e.g. 15 mai 2026 pour les exercices clos au 31 décembre 2025).

-Art 62 : report de la suppression de la CVAE et maintien du taux appliqué en 2024.
Comme prévu, la suppression de la CVAE a été reportée à 2030, et l'abaissement progressif des taux suit la trajectoire voulue par le projet du gouvernement précédent.
En l'absence de vote de la LF25 avant le 31 décembre 2024, une contribution complémentaire a été instaurée pour compenser la baisse du taux de la CVAE 2025 votée en 2024, afin de porter le taux maximal effectif de la CVAE 2025 à 0,28% comme prévu par le projet Barnier.
Ainsi, le taux maximal de la CVAE 2025 demeure de 0,19% (pour les entreprises dont le CA > 50M€) auquel s'ajoutera une contribution complémentaire à la CVAE de 47,4% qui sera versée lors du 2nd acompte du 15 septembre 2025 (i.e. acompte au 15 juin 2025 sur la base d'un taux à 0,19%).
Le solde de la CVAE et de la contribution calculée sur la VA 2025 définitive sera liquidé en mai 2026.
Pour la CVAE 2026 et 2027, le taux maximal de 0,28% est maintenu. Ce taux est réduit à 0,19% en 2028 et 0,09% en 2029. La CVAE serait donc, en principe, entièrement supprimée en 2030.

- Art 75 : mesures de coordination sur la taxe sur les accises d'électricité et sur la publicité extérieure.
Il est intégré à diverses mesures de corrections techniques à la suite des trois ordonnances de codification de la fiscalité sectorielle au sein du code des impositions sur les biens et services : définition des tarifs unifiés et sécurisation de la possibilité de majoration en particulier.

-Art 82 : les communes ou leurs établissements publics compétents en matière de distribution d'eau potable mentionnés à l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales sont assujettis à la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable.

-Art 117 : revalorisation du plafond de la taxe d'incinération. Le montant de la taxe acquittée par l'exploitant à la commune est plafonné à 1,5 euro la tonne entrant dans l'installation et n'a pas été réévalué depuis 2006. Afin d'obtenir un meilleur rendement de la taxe dès lors que, d'une part, le volume de stockage des déchets a tendance à diminuer compte tenu des efforts de réduction des déchets et, d'autre part, certaines collectivités financent des installations, un rehaussement modéré du plafond de la taxe à hauteur de 2 euros a été inscrit dans la loi de finances initiale pour 2025

Arrêté du 24 décembre 2025 constatant les tarifs de certaines impositions sur les biens et services pour l'année 2026
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053229989

Publics concernés : les personnes redevables de l'accise sur les énergies, de l'accise sur les alcools, de la cotisation sur les boissons alcooliques, de l'accise sur les tabacs, de la taxe sur la distance parcourue sur le réseau autoroutier concédé, de la taxe sur le transport aérien de passagers, de la taxe sur le transport aérien de marchandises, de la taxe sur le transport maritime de passagers à destination d'espaces naturels protégés, de la taxe relative aux produits phytopharmaceutiques et à leurs adjuvants et aux matières fertilisantes et supports de culture, et des redevances des agences de l'eau.
Objet : le présent arrêté constate les tarifs de diverses impositions sur les biens et services applicables en 2026 dont les montants sont indexés sur un indice, une quantité ou toute autre variable, notamment l'inflation et met à jour certaines dispositions règlementaires pour tenir compte des évolutions législatives intervenues depuis le 1er août 2025.
Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 2026, à l'exception des dispositions relatives au tarif de l'aviation civile des taxes sur le transport aérien de passagers et de marchandises qui entrent en vigueur le 1er avril 2026 et des dispositions relatives au montant des tarifs normaux d'accises sur les produits à usage combustible et l'électricité qui entrent en vigueur le 1er février 2026.
Application : le présent arrêté est pris pour l'application des dispositions du code des impositions sur les biens et services indexant divers paramètres fiscaux sur l'inflation, de l'article L. 210-10-1 A du code de l'environnement, de l'article 245-9 du code de la sécurité sociale et de l'article 130 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007.

SECURITE DES INTERVENTIONS ET SECURITE DES PERSONNELS

Protection des travailleurs contre les risques liés à la chaleur

Décret 2025-482 du 27 mai 2025 relatif à relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à la chaleur
Décret n° 2025-482 du 27 mai 2025 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à la chaleur - Légifrance

et

Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la détermination des seuils de vigilance pour canicule du dispositif spécifique de Météo-France visant à signaler le niveau de danger de la chaleur dans le cadre de la protection des travailleurs contre les risques liés aux épisodes de chaleur intense
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051676145

Les épisodes de chaleur intense correspondent à une vague de chaleur atteignant les seuils de niveau de vigilance jaune, orange ou rouge. Le décret entre en vigueur le 1er juin 2025. Les employeurs ont jusqu'au 1er juillet 2025 pour se mettre en conformité. Ce décret impose désormais aux employeurs d'évaluer les risques liés à l'exposition des travailleurs à des épisodes de chaleur intense, en intérieur ou en extérieur et de les intégrer au DUERP, aux plans de prévention, aux PPSPS et PGCSPS.
L'employeur doit définir les actions et mesures de prévention nécessaires en cas de risque avéré pour la santé ou la sécurité des travailleurs (ex : procédés de travail n'exposant pas à la chaleur, aménagement du lieu de travail, adaptation de l'organisation du travail...).
Par ailleurs, en cas d'épisode de chaleur intense :
- obligation de fournir une quantité d'eau potable fraîche suffisante ;
- prévoir un moyen pour maintenir au frais, tout au long de la journée de travail, l'eau destinée à la boisson.

- adapter les mesures de prévention à tout travailleur particulièrement vulnérable aux risques liés à la chaleur intense.
Les modalités de signalement de toute apparition d'indices physiologiques préoccupant, de situation de malaise ou de détresse ainsi que celles destinées à porter secours doivent être :
- définies,
- portées à la connaissance des travailleurs
- et communiquées au service de prévention et de santé au travail.

Et

L'arrêté du 27 mai 2025 définit la notion d'épisode de chaleur intense comme l'atteinte du seuil de niveau de vigilance « jaune » ou « orange » ou « rouge ». Le dispositif de vigilance élaboré par Météo-France signale le niveau de danger de chaque vague de chaleur selon l'échelle de couleur suivante :
- « vigilance verte » correspondant à la veille saisonnière sans vigilance particulière ;
- « vigilance jaune » correspondant à un pic de chaleur : exposition de courte durée (1 ou 2 jours) à une chaleur intense présentant un risque pour la santé humaine, pour les populations fragiles ou surexposées, notamment du fait de leurs conditions de travail ou de leur activité physique. Ce niveau de vigilance peut aussi correspondre à un épisode persistant de chaleur : températures élevées durablement (indices biométéorologiques (IBM) proches ou en dessous des seuils départementaux) ;
- « vigilance orange » correspondant à une période de canicule : période de chaleur intense et durable pour laquelle les indices biométéorologiques atteignent ou dépassent les seuils départementaux, et qui est susceptible de constituer un risque sanitaire pour l'ensemble de la population exposée, en prenant également en compte d'éventuels facteurs aggravants (humidité, pollution, précocité de la chaleur, etc.) ;
- « vigilance rouge » correspondant à une période de canicule extrême : canicule exceptionnelle par sa durée, son intensité, son extension géographique qui présente un fort impact sanitaire pour l'ensemble de la population ou qui pourrait entraîner l'apparition d'effets collatéraux, notamment en termes de continuité d'activité.

Ce nouveau texte définit par ailleurs la notion de la canicule sur le fondement de l'article D 5424-7-1 du Code du travail, ouvrant droit au bénéfice de l'indemnisation des arrêts de travail en raison des intempéries pour les entreprises du bâtiment et des travaux publics. On entend ainsi par « périodes de canicule » l'atteinte du seuil des niveaux de vigilance « orange » ou « rouge ».

Passeport de Prévention

Décret n° 2025-748 du 1er août 2025 précisant les modalités de déclaration des formations en santé et sécurité au travail par les organismes de formation et les employeurs dans le passeport de prévention
Décret n° 2025-748 du 1er août 2025 précisant les modalités de déclaration des formations en santé et sécurité au travail par les organismes de formation et les employeurs dans le passeport de prévention - Légifrance
Ce texte complète le décret n° 2022-1712 du 29 décembre 2022 relatif au passeport de prévention. Le passeport prévention est un dispositif rattaché au CPF (Compte Personnel de Formation), qui vise à stocker les formations sécurité des salariés afin de les retrouver et les partager plus facilement lors des changements d'employeur. Les organismes de formation auront l'obligation d'alimenter le Passeport Prévention des stagiaires qu'ils auront formés, les employeurs doivent également déclarer les formations éligibles qu'ils ont dispensées directement, et le salarié peut compléter.
Dans le cadre du RGPD, l'accès d'un employeur au Passeport Prévention d'un salarié restera néanmoins soumis à l'accord de ce dernier (pas d'obligation).

Le décret du 01/08/2025 précise les modalités de déclaration des formations SST par les organismes de formation et les employeurs dans le passeport de prévention prévu à l'article L. 4141-5 du code du travail, notamment les conditions d'éligibilité des formations à la déclaration, les délais dans lesquels s'effectuent les déclarations, ainsi que les modalités de vérification et de correction des données.

Suivi individuel de l'état de santé des travailleurs

Décret n° 2025-355 du 18 avril 2025 relatif au suivi individuel de l'état de santé des travailleurs ainsi qu'à l'autorisation de conduite et aux habilitations à effectuer certaines opérations prévues aux articles R. 4323-56 et R. 4544-9 du code du travail
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051491350

et

Arrêté du 26 septembre 2025 relatif à la formation à la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de levage de charges ou de personnes

Arrêté du 26 septembre 2025 relatif à la formation à la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de levage de charges ou de personnes - Légifrance

et

Arrêté du 26 septembre 2025 fixant les modèles d'attestation d'absence de contre-indications médicales à la conduite et à la réalisation de certaines opérations, prévues aux articles R. 4323-56 et R. 4544-9 du code du travail
Arrêté du 26 septembre 2025 fixant les modèles d'attestation d'absence de contre-indications médicales à la conduite et à la réalisation de certaines opérations, prévues aux articles R. 4323-56 et R. 4544-9 du code du travail - Légifrance

Ce décret vient remplacer le suivi individuel renforcé (SIR) des salariés nécessitant une autorisation de conduite de certains équipements de travail ou pour lesquels une habilitation électrique est requise (réalisation de travaux sous tension ou d'opérations au voisinage de pièces nues sous tension), par une vérification de l'absence de contre-indications médicales aux activités concernées. En effet, les risques de ces activités sont majoritairement accidentels et non une altération de la santé des travailleurs.

Aussi, à partir du 1er octobre 2025, la délivrance d'une autorisation de travail de type CACES ou habilitation électrique (cf. cas ci-dessous) ne pourra se faire qu'en possession d'une attestation d'absence de contre-indication, émise par la médecine du travail et valable 5 ans.
Néanmoins, à titre transitoire, le décret prévoit que les avis d'aptitude délivrés au titre du suivi individuel renforcé (SIR) avant le 1er octobre 2025, tiennent lieu pendant une durée de cinq ans, à compter de leur délivrance, de l'attestation d'absence de contre-indications.

Note : l'attestation porte sur des activités et non un poste de travail : elle est transférable entre différents employeurs

Habilitations électriques concernées par l'attestation de contre-indication :
- Les travaux sous tension, qui comprennent les travaux de nettoyage sous tension ;
- Les opérations au voisinage de pièces nues sous tension : a) Les travaux d'ordre électrique au voisinage simple ou renforcé de pièces nues sous tension ; b) Les interventions de courte durée au voisinage de pièces nues sous tension.
Ne sont notamment pas concernées les opérations suivantes (habilitations H0,B0, BS) : a) Les consignations ; b) Les essais, mesurages, vérifications et manœuvres ; c) Les opérations sur les installations photovoltaïques.

Tableau des habilitations électriques concernées par le décret du 18 avril 2025 :

Typologies des opérations concernées par l'attestation		Habilitation	Commentaires
Opérations au voisinage de pièce nues sous tension	Voisinage simple	B1, B2, B1L, B2L, H1, H2	Opérations d'ordre électrique concernant les installations électriques (exemples : création, modification d'une installation remplacement d'un coffret, d'une armoire)
	Voisinage renforcé	B1V, B2V, B1VL, B2VL, H1V, H2V	
Travaux sous tension	TST	B1T, B2T, H1T, H2T, B2TL, B1TL	Opérations d'ordre électrique concernant les installations électriques, réalisées au contact de pièces nues sous tension
Travaux de nettoyage sous tension	Les habilitations nettoyage relèvent des prescriptions normatives d'habilitation aux TST	B1N, B2N, H1N, H2N	Travaux de nettoyage sous tension, sur les installations électriques réalisés par différentes techniques, (exemples : aspiration, pulvérisation, lavage)
Autres opérations au voisinage	Interventions	BR, BRL, B1XL, B2XL	Opérations en présence de tension définis à l'article 3 de l'arrêté du 7 avril 2001 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière. (Exemples : dépannage de courte durée, connexion déconnexion)

Et

Remplaçant le précédent arrêté du 2 décembre 1998, l'arrêté du 26 septembre 2025 précise les conditions à réunir pour la délivrance de l'autorisation de conduite des équipements de levage mentionnés ci-dessus. Le seul changement par rapport à l'arrêté de 1998 concerne la suppression de l'examen d'aptitude qui devait être réalisé par le médecin du travail et son remplacement par l'attestation de contre-indications médicales. Le nouvel arrêté entre en vigueur le 1er octobre 2025.
Cela signifie que désormais, afin de pouvoir délivrer une autorisation de travail de type CACES, il faudra disposer de l'attestation d'absence de contre-indication délivrée par les services de santé au travail. A titre transitoire, les avis d'aptitude au titre du Suivi Individuel Renforcé délivrés avant le 1er octobre, valent attestation pendant 5 ans. Mais pour toutes les nouvelles autorisations de conduite, une visite médicale devra être organisée.

Et

L'arrêté établit les modèles officiels d'attestation d'absence de contre-indication médicale prévus par :
- l'article R 4323-56 du Code du travail en vertu duquel la conduite d'équipements de travail spécifiques (grues, chariots…)
- les articles R 4544-10 et R 4544-11 du Code du travail en vertu desquels les opérations au voisinage de pièces nues sous tension ou les travaux sous tension nécessitent une habilitation
Les attestations de contre-indications médicales ont une durée de validité de cinq ans à compter de leur délivrance.

Tarification des AT/MP

Arrêté du 29 avril 2025 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles pour l'année 2025
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051533180

Cet arrêté fixe pour l'année 2025 les taux de cotisation pour différents secteurs d'activité et catégories de travailleurs. L'arrêté établit notamment le taux net moyen national de cotisation à 2,12%. Il détaille les taux nets collectifs applicables pour chaque catégorie de risque, ainsi que les coûts moyens d'incapacité temporaire et permanente par secteur (annexes I et II). Des dispositions spécifiques sont prévues pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (annexe III).
Cet arrêté du 29 avril 2029 entre en vigueur le 1er mai 2025. Il s'applique aux cotisations dues au titre de l'année 2025.

Défibrillateurs

Note d'information DGS 2025-121 du 3 octobre 2025 relative aux bonnes pratiques en matière de gestion des défibrillateurs automatisés externes (DAE) et à leur maintenance
Note d'information n° DGS/PP3/2025/121 du 3 octobre 2025 relative aux bonnes pratiques en matière de gestion des défibrillateurs automatisés externes (DAE) et à leur maintenance | Bulletins officiels
Cette note rappelle que l'exploitant est responsable de la maintenance du DAE.
La maintenance du DAE peut être réalisée soit par le fabricant ou sous sa responsabilité, soit par un fournisseur de tierce maintenance, soit par l'exploitant lui-même (articles L. 5212-1 et R. 5212-25 du CSP). En cas d'externalisation de la prestation, il est possible de se référer à la norme NF EN 13269 qui définit les lignes directrices pour la préparation des contrats de maintenance.

Ratification de la convention n°155

LOI n° 2025-983 du 22 octobre 2025 autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
LOI n° 2025-983 du 22 octobre 2025 autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (1) - Légifrance
Ratification de forme d'une convention européenne historique dont les éléments existent déjà dans les textes français. La convention n° 155, adoptée à Genève le 22 juin 1981, établit des normes et des directives pour aider les gouvernements, les employeurs et les travailleurs à prévenir les accidents du travail, les maladies professionnelles et mieux appréhender les problématiques liées à la sécurité et à la santé au travail. Elle encourage également la participation des travailleurs et de leurs représentants dans la mise en œuvre de mesures visant à garantir des milieux de travail sûrs et salubres.
En ratifiant cette convention, la France aura satisfait à l'objectif de ratification de l'ensemble des conventions fondamentales de l'OIT, au nombre de dix.

Rappel du contenu de la Convention OIT
La convention n°155, applicable à tous les travailleurs (y compris ceux de la fonction publique), s'articule en trois parties :
- les « principes d'une politique nationale » (Conv., art. 4 à 7) ;

- l'«action au niveau national » (art. 8 à 15) ;
- l'«action au niveau de l'entreprise » (art. 16 à 21).

- Elle retient notamment que les états doivent « définir, mettre en application et réexaminer périodiquement une politique nationale cohérente en matière de sécurité, de santé des travailleurs et de milieu de travail » et que cette politique a pour objet « de prévenir les accidents et les atteintes à la santé qui résultent du travail, sont liés au travail ou surviennent au cours du travail, en réduisant au minimum les causes des risques inhérents au milieu de travail, dans la mesure où cela est raisonnable et pratiquement réalisable » (art. 4)

Elle prévoit également des dispositions spécifiques (droit d'alerte ou de retrait, droit d'information et de formation des travailleurs sur les questions de sécurité et de santé au travail, etc.) déjà consacrées dans la législation française.

Apport de la convention OIT au cadre juridique français après ratification

Les conventions ratifiées acquièrent un caractère contraignant pour les États membres concernés, les engageant à adapter leurs législations nationales pour les mettre en conformité avec ces normes. La Constitution française rappelle ce principe : « Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois » (Const. 4 oct. 1958, art. 55).

Cette loi du 22 octobre 2025 confère donc à la convention n°155 de l'OIT son applicabilité directe dans l'ordre juridique interne, et impose à l'État de conformer le droit interne à la convention.

Toutefois, dans le cas présent**, la législation française en vigueur** (notamment les textes relevant de la quatrième partie du code du travail) **est déjà conforme aux dispositions de la convention** (précision indiquée dans l'étude d'impact du projet de loi).

Ainsi, aucune modification du droit du travail n'est nécessaire pour se conformer à la convention, laquelle ne crée aucun nouveau droit pour les travailleurs, ni aucune nouvelle obligation pour les entreprises.

La ratification de la convention OIT n°155 a donc une portée principalement symbolique.

Signalisation relative aux interdictions de fumer

Arrêté du 21 juillet 2025 fixant les périmètres et les modèles de signalisation prévus respectivement aux articles R. 3512-2 et R. 3512-7 du code de la santé publique

Arrêté du 21 juillet 2025 fixant les périmètres et les modèles de signalisation prévus respectivement aux articles R. 3512-2 et R. 3512-7 du code de la santé publique - Légifrance

Ce texte modifie la signalisation de l'interdiction de fumer qui s'applique dans les lieux affectés à un usage collectif et, notamment, dans les lieux fermés et couverts qui accueillent du public ou qui constituent des lieux de travail (article R.3512-2 du code du travail). Les nouveaux modèles figurent en annexe 1 de l'arrêté.

Les signalisations conçues, éditées ou imprimées avant la date de publication, soit le 22 juillet 2025, ou mises en œuvre en application d'un arrêté municipal, sont réputées valides à condition qu'elles mentionnent le principe de l'interdiction de fumer, le numéro national d'aide à l'arrêt Tabac-info-service, la référence à l'article R. 3512-2 et aux sanctions prévues en cas d'infraction.

Les signalisations éditées ou imprimées conformes à l'annexe 2 de l'arrêté du 1er décembre 2010 sont réputées valides pendant six mois suivant la publication du présent arrêté, soit le 23 janvier 2026.



7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2025

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.

- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :

    - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
    - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2025 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.

- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.

- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.

- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.
L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrat

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros),

ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

– A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

– Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

– Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

– Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

– Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. <u>Les frais généraux locaux</u>

– Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 5.8% de leurs Produits (hors compte de tiers).

– La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. <u>La contribution des services centraux et recherche</u>

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 200k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui

borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

  La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread).
  La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,

- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 4.53%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à +2.21% (moyenne des taux ESTER de janvier à novembre 2025) soit 2.71% en position emprunteur (BFR positif) et 2.31% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.83 % de taux d'IS supplémentaire.

Le taux applicable est de **25%**.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle	Charges MO
Affectation charges ordonnancement usine	Charges MO
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Longueur réseau
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)

Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	**Clé**
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers

7.3 Attestations d'assurance

XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE

XL Insurance Company SE, Tour Majunga, 6 place de la pyramide, La Défense 9, 92800 Puteaux, France, enregistrée au RCS de Nanterre sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous, atteste que la société :

SUEZ, Altiplano, 4 Place de la Pyramide, 92800 Puteaux FRANCE

Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales et plus particulièrement pour **SUEZ EAU France,**

A souscrit auprès de notre Société les contrats d'assurances " Dommages aux biens et pertes d'exploitation" n° **FR00047932PR et FR00048056PR.**

Les garanties s'exercent notamment pour le site sis :

SUEZ EAU FRANCE et ses filiales Altiplano, 4 Place de la Pyramide 92800 PUTEAUX

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises des Polices, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme (art. L126-2 et L126.3 du code des assurances)
- Catastrophes Naturelles (art. L125-1 et suivants du code des assurances)

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre .....300 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine..... 50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (Sous-limite épuisable par an)..... 70 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers ..... 30 000 000 €
- Frais et pertes ..... 40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation..... 30 000 000 €

XL Insurance Company SE, Tour Majunga, 6 place de la Pyramide, La Défense 9, 92800 Puteaux, France - Téléphone : +33 1 56 92 80 00 **axaxl.com**
XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie).XL Insurance Company SE, Succursale française : Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX, France, enregistrée au RCS de Nanterre sous le numéro 419 408 927.
Directors: T. Barry, X. Veyry (FR), D. Guest, D. Pallici-Chehab (FR), F. Blanc (FR), J. O' Neill, H. Browne, M. Audrin (FR)

Cette attestation constitue une présomption d'assurance et ne saurait engager l'assureur au-delà des clauses, limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation délivrée pour la période du **01/01/2026** au **31/12/2026 inclus** est établie pour servir et valoir ce que de droit, étant entendu qu'elle ne saurait se substituer à la police citée en référence, avenants et annexes, et qu'en cas de litige seuls ceux-ci feront foi.

Fait à Puteaux, le 29 Décembre 2025

XL INSURANCE COMPANY SE
SUCCURSALE FRANCAISE
TOUR MAJUNGA - LA DEFENSE 9
6 PLACE DE LA PYRAMIDE, 92800 PUTEAUX
RCS [illegible] 808 927
SIEGE SOCIAL
WOLFE TONE HOUSE, WOLFE TONE STREET
DUBLIN 1, IRLANDE
IMMATRICULEE EN IRLANDE SOUS LE N 641686
REPRESENTEE PAR M. [illegible]
(ORIAS N° C 154968)

XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux, France, enregistrée au RCS de Nanterre sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous, atteste que la société suivante :

SUEZ EAU FRANCE et ses filiales
Altiplano, 4 Place de la Pyramide
92800 PUTEAUX, France

bénéficie des garanties Responsabilité Civile des contrats N° FR00039252LI et FR00039254LI souscrits par **SUEZ**, couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages causés aux tiers dans le cadre des activités garanties aux contrats.

MONTANTS DES GARANTIES :

L'engagement de l'assureur ne saurait excéder les montants ci-après.

Les montants ci-dessous sont exprimés Tous dommages Confondus (Corporels, Matériels et Immatériels Consécutifs ou non).

Responsabilité Civile Exploitation
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Après Livraison / Après Réception / Responsabilité Civile Professionnelle
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Atteinte à l'environnement
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats.

La présente attestation est délivrée pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2026 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation de la garantie prévues aux contrats.

Sa validité, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que ces derniers doivent être obligatoirement souscrits auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Fait sous le n° 2025/FR00039254LI/253535, pour valoir ce que de droit le 17/12/2025.

XL Insurance Company SE, Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux, France - Telephone: +33 1 56 92 80 00 **axaxl.com**
XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1, D01 HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie) XL Insurance Company SE, Succursale française : Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux, France, enregistrée au RCS de Nanterre sous le numéro 419408 927.
Administrateurs: T. Berry,X. Veyry (FR), D. Guest, D. Pelisi-Chehab (FR), F. Blanc (FR), J. O'Neill, H. Browne, P.H. Reatoul (FR)

7.4 Attestation du commissaire aux comptes

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex

Tél. : +33 (0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr

SUEZ Eau France

Attestation du commissaire aux comptes relative à l'application de la procédure d'établissement du compte annuel de l'exploitation, établi par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025

Au Président,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société SUEZ Eau France et en réponse à votre demande, nous avons établi la présente attestation sur l'application, par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France, de la procédure d'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Les documents joints à la présente attestation ont été établis par votre société dans le cadre de la présentation du compte annuel de résultat de l'exploitation 2025 prévue par la loi n° 95-127 du 8 février 1995 modifiée par le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité du directeur financier de la région Grand Est de la société SUEZ Eau France à partir des livres comptables ayant servi à la préparation des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, étant précisé qu'à la date de la présente attestation, les comptes annuels n'ont pas encore été arrêtés par le président et notre audit de ces comptes est en cours. Il ne nous appartient pas de mettre à jour la présente attestation en fonction d'éventuelles modifications qui seraient apportées aux comptes de l'exercice 2025 ou d'éventuelles anomalies que nous relèverions à l'issue de cet audit.

Les méthodes et les principales hypothèses utilisées pour établir ces informations financières sont précisées dans les documents joints.

Il nous appartient de nous prononcer sur la conformité de la procédure mise en œuvre par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France pour l'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation avec les informations décrites dans le paragraphe II de l'annexe jointe intitulée « Les produits et charges d'exploitation ».

Comme le mentionne l'annexe jointe :

- les produits correspondent aux recettes facturées ou estimées au cours de l'exercice et en liaison directe avec les contrats ;
- les charges d'exploitation proviennent des comptes de l'exercice auxquels vient s'ajouter la participation des salariés comptabilisée au niveau du siège.

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur les méthodes et principales hypothèses retenues par la direction de la société SUEZ Eau France.

S.A.S. à capital variable
439 476 913 R.C.S. Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes

Siège social : 1-2, place des Saisons - 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Nos travaux, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont été effectués selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Ces travaux ont consisté à :

- mener des entretiens avec les responsables financiers de la région Grand Est de la société SUEZ Eau France afin de prendre connaissance des procédures mises en place pour déterminer les informations figurant dans les documents joints ;
- prendre connaissance des procédures mises en place par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France pour établir le compte annuel de résultat de l'exploitation et contrôler, par sondages, que les informations résultant de l'application de ces procédures concordent avec les données sous-tendant la comptabilité de la région Grand Est de la société SUEZ Eau France.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la conformité de la procédure mise en œuvre par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France pour l'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation, objet de l'attestation, avec les informations décrites dans le paragraphe II de l'annexe jointe intitulée « Les produits et charges d'exploitation ».

Cette attestation est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Paris-La Défense, le 5 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

Signed by:
Jean-Christophe Goudard

Jean-Christophe Goudard


© SUEZ

CONVENTION RELATIVE A LA REALISATION DE TRAVAUX EN DOMAINE PRIVE DE RACCORDEMENT D'HABITATION AU RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

Vu le 11ème programme de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie approuvé par délibération du comité de bassin en date du 9/10/2018 et par délibérations du conseil d'administration en date du 16/11/2021,
Vu la décision communautaire n°2022-153 du 30 juin 2022

Entre les soussignés :

«NOM»,
Propriétaire de l'habitation située au : «Adresse»
Désignation cadastrale : «F6»

Ci-après désigné par l'appellation : « *Le Propriétaire* »

D'une part,

ET

La **Communauté de l'Auxerrois,**
Domiciliée 6bis place Maréchal Leclerc – BP58 – 89010 AUXERRE Cedex,
Représentée par son vice-président en charge de l'assainissement, Monsieur Pascal BARBERET

Ci-après désignée par l'appellation : « *La Communauté* »

D'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet

La convention a pour objet de décrire les droits et obligations de chacune des parties prenantes sachant que par décision communautaire du 30 juin 2022 :

- La Communauté a sollicité l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) en vue de l'attribution d'une aide financière visant à indemniser les propriétaires de biens immobiliers devant réaliser des travaux de mise en conformité sur leur raccordement au réseau public d'assainissement.
- La Communauté se porte attributaire de ces aides pour le compte des propriétaires concernés, sans pour autant être Maître d'Ouvrage des travaux concernés. Les aides en question devront donc être réservées aux propriétaires désignés.

Compte tenu des éléments mentionnés ci-avant, la présente convention a pour objet d'établir les conditions dans lesquelles le Propriétaire confie mandat à la Communauté pour percevoir les aides de l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

Article 2 : Actions entrant dans le cadre la convention

La présente convention concerne les travaux de mise en conformité des installations privées d'assainissement.

Le montant prévisionnel pour la réalisation des travaux de raccordement a été estimé à **: «Devis_entreprise___TTC» € TTC.**

Article 3 : Engagement des parties

3.1 : Engagement de la collectivité et définition de la participation aux travaux

Pour permettre la réalisation des travaux de raccordement, la Communauté s'engage à reverser au Propriétaire la subvention perçue auprès de l'AESN.

Le montant de la subvention sera égal aux dépenses portant sur les travaux décrits à l'article 2 de la présente convention, dans la limite des montants plafonds suivants :

- 4 200 € T.T.C pour un branchement d'une habitation,
- 420 € T.T.C. par équivalent habitant (EH) pour un collectif et/ ou une activité.

La subvention sera versée au vu des justificatifs de dépenses (factures, décomptes) et du certificat de conformité présentés par le Propriétaire à la *Communauté*.

3.2 : Engagement du propriétaire

Pour permettre le reversement des subventions de l'AESN par l*a* Communauté au Propriétaire, celui-ci s'engage :

- à remettre 2 exemplaires signés de la présente convention et **1 RIB au nom de la personne indiquée dans la présente convention,**
- à remettre à la Communauté son accord sur le devis (daté, signé avec mention d'acceptation) des travaux à réaliser avant de passer commande à l'entreprise retenue,
- à effectuer les travaux pendant les délais fixés par l'AESN,
- à avertir le délégataire de la Communauté, chargé de réaliser le contrôle de conformité, une fois les travaux terminés,
- à effectuer ou faire effectuer les travaux supplémentaires dans le cas où la conformité des travaux n'aurait pas pu être constatée,
- à transmettre à la Communauté les factures et le certificat de conformité des travaux.

L'attention du Propriétaire est attirée sur le fait que ces pièces serviront à effectuer la demande de versement de la subvention auprès de l'AESN et qu'il est donc dans son propre intérêt de remettre à la Communauté le dossier complet dans les plus brefs délais. Si un propriétaire venait à effectuer les travaux sans avoir préalablement déposé ce dossier, celui-ci ne pourrait prétendre au versement de ladite subvention.

Article 4 – Montant de la subvention-Modalités de paiement

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte du Propriétaire indiqué ci-après dont les références figurent sur le Relevé d'Identité Bancaire joint à la présente convention en annexe, sous réserve du respect par le propriétaire des engagements mentionnés à l'article 2 :

NOM : ######### **Prénom :** ##########

Ce versement s'effectuera en une fois après validation du dossier réputé complet, soit à réception de l'ensemble des pièces exigées :

- le ou les justificatifs de paiement dûment acquittés,
- le certificat constatant la conformité du branchement qui sera établi suite au contrôle réalisé par l'entreprise SUEZ EAU FRANCE

Le montant de la subvention correspondra :

- *Cas 1* : au montant des travaux toutes taxes comprises si ce montant est inférieur au forfait mentionné à l'article 2 de la présente convention selon le type de branchement concerné,

ou

- *Cas 2* : au montant du forfait mentionné à l'article 2 de la présente convention, si le montant des travaux toutes taxes comprises est supérieur au montant du forfait.

***Important* :** Concernant le cas 1, si le montant de la facture est supérieur à celui du devis présenté à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, le montant de la subvention sera égal au devis.

Article 5 – Modalités de suivi et d'évaluation de la convention - Vérifications – Suspension de paiement

La collectivité se réserve le droit de suspendre le paiement, d'abroger la convention, voire d'exiger le reversement des sommes reçues s'il s'avérait :

- que les travaux en domaine privé de raccordement d'habitation au réseau public d'assainissement n'ont pas été réalisés conformément aux conditions prévues par la présente convention;
- que tout ou partie de la subvention n'ait pas été utilisée pour l'objet de la présente convention.

Dans ces hypothèses, le Propriétaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Article 6 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée par chacune des parties si l'un des co-contractants ne respecte pas ses obligations.

Article 7 : Durée

La présente convention prend effet dès sa signature par les parties et prend fin à compter de la réception des travaux.

Fait en 2 exemplaires, le ########## à AUXERRE

Le Vice-Président en charge de l'assainissement,
Monsieur Pascal BARBERET

Le propriétaire ou
son représentant

PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

communauté
de l'auxerrois

CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT DANS LE CADRE DU DÉVOIEMENT D'UNE CONDUITE D'EAU POTABLE EN LIMITE DE LA RN151 POUR LA RÉALISATION DU PROJET ROUTIER LIAISON SUD AUXERRE

Entre les soussignés

- État - Ministère des transports, représenté par M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, sise Cité administrative Viotte 5 voie Gisèle Halimi BP31269 25005 Besançon cedex, dûment habilité par délégation de M. le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté et désigné ci-après sous la dénomination « DREAL BFC »,
- La Communauté de l'Auxerrois, sise 6 b place du Maréchal Leclerc 89000 Auxerre, n° de siret 200 067 114 00013, représentée par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Communautaire en date du 18 décembre 2025, ci-dessous dénommée « maître d'ouvrage opérationnel »,

Il est exposé ce qui suit :

La Communauté de l'Auxerrois (CA) exploite une conduite de transport d'eau potable en PVC de diamètre 125 mm, installée en 1986, reliant le réseau de distribution d'Auxerre à celui de Vallan.

Au croisement de la RN151 et de la future liaison routière Sud d'Auxerre (LISA) sera réalisé un giratoire au droit de cette conduite.

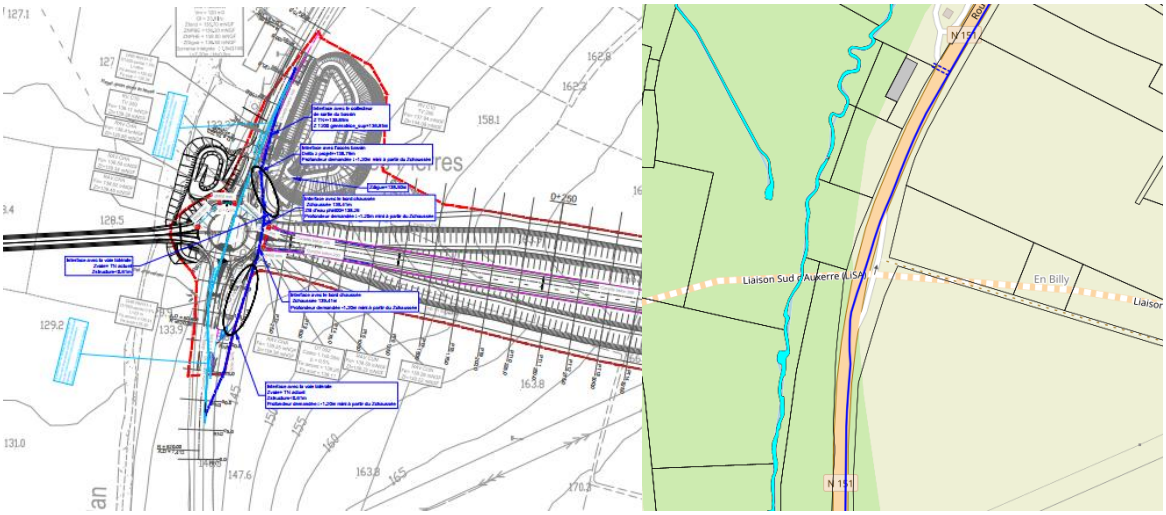
La configuration du giratoire et de ses ouvrages annexes impose un dévoiement ponctuel de cette conduite.

A l'issue des réunions techniques, il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de participation aux frais engagés par la Communauté de l'Auxerrois pour le dévoiement de la conduite d'eau potable en limite de la RN 151 afin de permettre la réalisation par la DREAL BFC d'un giratoire au croisement de la route nationale et de la LISA.

Cette participation est motivée par le fait que la DREAL BFC impose la déviation de la conduite avant la réalisation des terrassements de la LISA ce qui entraine d'importants surcoûts de terrassement lié à la profondeur de pose de la conduite à l'aplomb du futur tracé de la LISA.



ARTICLE 2 CONSISTANCE DES TRAVAUX ET ESTIMATION DE LA PARTICIPATION DE LA DREAL BFC AUX FRAIS ENGAGÉS PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'AUXERROIS

La participation de la DREAL BFC correspondra à la prise en charge financière du surcoût de terrassement.

Cette participation est estimée à 59 422,54 € HT pour un coût estimé global des travaux de déviation de la conduite d'eau potable à 128 000 € HT. Ces montants sont détaillés en annexe 1 de la présente convention.

La CA s'engage à tenir régulièrement informée la DREAL BFC de l'évolution de l'opération.

A l'issue de la réception des travaux de dévoiement de la conduite d'eau potable, un plan de récolement sera transmis à la DREAL BFC.

ARTICLE 3 MODE DE PASSATION DU MARCHÉ DE DÉVOIEMENT DE LA CONDUITE

La CA réalisera les travaux dans le respect des règles et procédures imposées par la réglementation en vigueur relative aux marchés publics.

En l'espèce, la procédure consistera en un marché de travaux passé selon une Procédure Adaptée.

ARTICLE 4 PAIEMENT DE LA PARTICIPATION PAR LA DREAL

Le dévoiement de la conduite d'eau potable étant rendu obligatoire du fait de la réalisation de la LISA et de son giratoire avec la RN151, la DREAL BFC s'engage à compenser les frais engagés par la CA pour le surcoût lié aux terrassements supplémentaires décrits à l'article 2.

La participation comprend uniquement le surcoût des travaux de terrassement.

La participation sera calculée à partir des coûts réels de l'opération et sur des montants HT.

Ladite participation est estimée à 59 422,54 € HT pour un coût estimé global des travaux de déviation de la conduite d'eau potable à 128 000 € HT conformément au projet présenté et dont le détail estimatif des dépenses figure en annexe 1.

A réception des travaux, la CA émettra un titre de recette à l'encontre de la DREAL BFC du montant total HT de sa participation en produisant un décompte définitif des dépenses réalisées. Elle transmettra aussi le procès-verbal de réception des travaux sans réserve (ou le procès-verbal des levées de réserve) et la preuve des paiements de la part de la trésorerie de la Communauté de l'Auxerrois.

Le montant maximal de la participation de l'État (DREAL BFC), accordé dans le cadre de la présente convention, s'établit à 59 422,54 € HT (cinquante-neuf mille quatre cent vingt-deux euros et cinquante-quatre centimes).

Dans le cas de travaux supplémentaires, les frais supplémentaires non comptabilisées aux détails estimatifs prévisionnels et pouvant être demandées par la CA devront faire l'objet d'un accord entre les deux parties, concrétisé par un avenant notifié avant leurs réalisations.

Toute autre modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La DREAL BFC s'engage à transmettre à la CA à première demande un numéro d'engagement permettant le dépôt sur CHORUS du titre de recette.

ARTICLE 5 ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE ET CONDITION DE VALIDITÉ DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la date de signature par les deux parties.

Elle reste en vigueur jusqu'à la parfaite exécution de tous les travaux objet de l'opération, comprenant, le cas échéant, la levée des réserves constatées lors de la réception des travaux, et prendra fin au règlement du titre de recette adressé par la CA à la DREAL BFC.

La présente convention prendra fin au plus tard le 31/07/2027. Cette date de fin pourra être modifiée par avenant si nécessaire.

ARTICLE 6 RÈGLEMENT ET LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

ARTICLE 7 ANNEXES

Annexe 1 : Estimation du coût du dévoiement et de la participation de la DREAL BFC.

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de l'Auxerrois (*en sa qualité de maître d'ouvrage opérationnel*)	Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté

PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

communauté
de l'auxerrois

CONVENTION RELATIVE AU REMBOURSEMENT DES FRAIS ENGAGES PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS DANS LE CADRE DU DEVOIEMENT D'UNE CONDUITE D'EAU POTABLE POUR LA REALISATION DU PROJET ROUTIER LIAISON SUD AUXERRE

Entre les soussignés

- État - Ministère des Transports, représenté par M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, dûment habilité par délégation de Mme. la Préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté et désigné ci-après sous la dénomination « DREAL BFC »,
- La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois représentée par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Communautaire en date du _____, ci-dessous dénommée « maître d'ouvrage opérationnel »,

Il est exposé ce qui suit :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA) exploite une conduite de transport d'eau potable en fonte de diamètre 200 mm, installée en 2013. Elle relie le réseau de distribution Auxerre à celui d'Augy pour permettre l'alimentation de cette commune.

Le tracé de la future liaison routière Sud d'Auxerre (LISA) qui sera réalisée par la DREAL BFC croise la conduite.

La configuration de la voirie impose un dévoiement ponctuel de la conduite au niveau de l'ouvrage d'art n°OA3 de la LISA passant au-dessus de la route d'Augy.

A l'issue des réunions techniques, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de remboursement des frais engagés par la CA pour le dévoiement de la conduite d'eau potable dans le cadre de la réalisation de la LISA par la DREAL BFC.

ARTICLE 2 CONSISTANCE DES TRAVAUX ET ESTIMATION DES FRAIS ENGAGES PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS

Les travaux consistent à déplacer la conduite existante au centre de la voirie route d'Augy. Elle sera posée à une profondeur d'environ 1 m afin de l'éloigner des fondations de l'ouvrage d'art OA3 qui va être construit pour la LISA.

Les travaux de dévoiement de la conduite d'eau potable au stade projet, ainsi que l'estimation des coûts sont décrits **en annexe1 de la présente convention**.

La CA s'engage à tenir régulièrement informée la DREAL BFC de l'évolution de l'opération.

A l'issue de la réception des travaux de dévoiement de la conduite d'eau potable un plan de récolement sera transmis à la DREAL BFC.

ARTICLE 3 MODE DE PASSATION DU MARCHE DE DEVOIEMENT DE LA CONDUITE

La CA réalisera les travaux dans le respect des règles et procédures imposées par la réglementation en vigueur relative aux marchés publics.

En l'espèce, la procédure consistera en un avenant pour travaux similaire et urgent sur le marché de travaux 25CA02 lot 3 passé selon une Procédure Adaptée (annexe 2).

ARTICLE 4 REMBOURSEMENT PAR LA DREAL DES FRAIS ENGAGES PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS

Le dévoiement de la conduite d'eau potable étant rendu obligatoire du fait de la réalisation de la LISA, la DREAL BFC s'engage à rembourser à la CA les frais qu'elle engage pour ces travaux.

Le remboursement se fera aux coûts réels de l'opération et sur des montants HT.

A réception des travaux, la CA émettra un titre de recettes à l'encontre de la DREAL BFC du montant total HT de l'opération en produisant un décompte définitif des dépenses réalisées, elle transmettra aussi le Procès-verbal de réception des travaux, et la preuve des paiements de la part de la trésorerie de la Communauté de l'auxerrois.

Les dépenses relatives aux travaux de modification du réseau d'alimentation en eau potable de la CA sont estimées à 80 000 €HT, conformément au projet présenté et dont le détail estimatif des dépenses est présenté en annexe 1.

Le montant maximal de la participation de l'Etat (DREAL BFC) accordé dans le cadre de la présente convention s'établit à 80 000€ (quatre-vingt mille euros).

Dans le cas de travaux supplémentaires, les frais supplémentaires non comptabilisées aux détails estimatifs prévisionnels et pouvant être demandées par la CA feront l'objet d'un avenant notifié avant leurs réalisations.

Toute autre modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La DREAL BFC s'engage à transmettre à la CA à première demande un numéro d'engagement permettant le dépôt sur CHORUS du titre de recettes.

ARTICLE 5 ENTREE EN VIGEUR, DUREE ET CONDITION DE VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la date de signature par les 2 parties.

Elle prendra fin au règlement du titre de recettes adressé par la CA à la DREAL BFC.

La présente convention prendra fin au plus tard le 31/12/2027. Cette date de fin pourra être modifiée par avenant si nécessaire.

ARTICLE 6 REGLEMENT ET LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

ARTICLE 6 ANNEXES

Annexe 1 : Estimation des Coûts

Annexe 2 : Avenant 1 du Marché 25CA02 lot 3

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de l'Auxerrois (En sa qualité de maître d'ouvrage opérationnel)	Pour la DREAL Bourgogne-Franche-Comté, Par délégation, Le chef de service adjoint Transports Mobilités

PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

communauté
de l'auxerrois

CONVENTION RELATIVE AU REMBOURSEMENT DES FRAIS ENGAGES PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS DANS LE CADRE DU DEVOIEMENT D'UNE CONDUITE D'EAU POTABLE POUR LA REALISATION DU PROJET ROUTIER LIAISON SUD AUXERRE

Entre les soussignés

- État - Ministère des Transports, représenté par M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, dûment habilité par délégation de M. le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté et désigné ci-après sous la dénomination « DREAL BFC »,
- La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois représentée par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Communautaire en date du 25 juin 2026, ci-dessous dénommée « maître d'ouvrage opérationnel »,

Il est exposé ce qui suit :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA) exploite une conduite de refoulement d'eau potable en fonte de diamètre 600 mm, installée en 1977, reliant la station de Pompage de la Plaine du Saulce située à Escolives-Sainte -Camille au réservoir de Chantermerle à Auxerre. Cet ouvrage permet la distribution d'eau sur une importante partie de l'Auxerrois.

Le tracé de la future liaison routière Sud d'Auxerre (LISA) qui sera réalisée par la DREAL BFC croise la conduite.

La configuration de la voirie a imposé un dévoiement ponctuel de la conduite au niveau de l'ouvrage d'art n°6 de la LISA à proximité du chemin des Boutilliers.

A l'issue des réunions techniques, il a été convenu ce qui suit

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de remboursement des frais engagés par la CA pour le dévoiement de la conduite d'eau potable dans le cadre de la réalisation de la LISA par la DREAL BFC.

ARTICLE 2 CONSISTANCE DES TRAVAUX ET ESTIMATION DES FRAIS ENGAGES PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS

Les travaux de dévoiement de la conduite d'eau potable réalisés et réceptionnés ont consisté à :

- La mise en place d'une signalisation de chantier adaptée,
- Le terrassement à la pelle mécanique pour l'ouverture de tranchée puis la pose des canalisations d'eau potable jusqu'à une profondeur moyenne de 4.38 m,
- L'évacuation des déblais extraits excédentaires en décharge agréée,
- La mise en place du lit de pose à raison de 20 cm minimum de gravier concassé 3/6, 4/8 ou 6/10 et l'enrobage du même matériau que le lit de pose dans un géotextile,
- La fourniture et pose d'environ 100 ml DN 600 mm, en fonte PN16 classe de résistance 40,
- La fourniture et le soudage d'une gaine Ø914 mm d'épaisseur 31.8 mm sur une longueur de 70 ml,
- La fourniture et pose des différents organes hydrauliques permettant le bon fonctionnement du réseau (2 ventouses, 1 vidange),
- Le raccordement au réseau existant et sa mise en service en moins de 4 heures, vidange de la conduite existante incluse,
- L'enlèvement de l'ancienne conduite,
- Le remblaiement des tranchées selon les préconisations du maitre d'œuvre.

La CA a réalisé les travaux dans le respect des règles et procédures imposées par la réglementation en vigueur relative aux marchés publics. En l'espèce, la procédure consistait en un marché de travaux passé selon une Procédure Adaptée.

Le dossier des ouvrages exécutés est joint en annexe 1.

Les frais engagés par la CA ont été les suivants :

- Pour la maîtrise d'œuvre : 18 812,50 €HT,
- Pour les travaux : 398 483 €HT,

Le détail des marchés et des factures de maîtrise d'œuvre et de travaux sont joints en annexe 2.

Les frais à engager par la CA concernent les indemnités à verser aux exploitants agricoles pour des pertes d'exploitation impactés par les travaux. Les conventions d'indemnisation fixent le montant des indemnisations à 452,90€HT. Ces conventions sont jointes en annexe 3.

ARTICLE 3 REMBOURSEMENT PAR LA DREAL DES FRAIS ENGAGES PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS

Le dévoiement de la conduite d'eau potable ayant été rendu obligatoire du fait de la réalisation de la LISA, la DREAL BFC s'engage à rembourser à la CA les frais réelles qu'elle a engagé pour ces travaux.

Les frais comprennent :

- 18 812,50 €HT pour la maîtrise d'œuvre,
- 398 483 €HT pour les travaux,
- 452,90€HT pour les indemnités de perte d'exploitation.

Le coût total de l'opération est donc de 417 748,40 €HT.

A l'issue du règlement par la CA de la totalité des frais engagés pour l'opération de dévoiement de la conduite d'eau potable, elle émettra un titre de recettes à l'encontre de la DREAL BFC du montant total HT de l'opération en produisant un décompte définitif des dépenses réalisées, elle transmettra aussi le Procès-verbal de réception des travaux, et la preuve des paiements de la part de la trésorerie de la Communauté de l'auxerrois.

Les dépenses relatives aux travaux de modification du réseau d'alimentation en eau potable de la CA sont de 417 748,40 €HT, conformément au projet présenté et dont le détail des dépenses est présenté en annexe.

Le montant du remboursement de l'Etat (DREAL BFC) accordé dans le cadre de la présente convention s'établit à 417 748,40 €HT (quatre cent dix-sept mille sept cent quarante-huit euros et quarante centimes).

Toute autre modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La DREAL BFC s'est engagé à transmettre à la CA à première demande un numéro d'engagement permettant le dépôt sur CHORUS du titre de recettes.

ARTICLE 4 ENTREE EN VIGEUR, DUREE ET CONDITION DE VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la date de signature par les 2 parties.

Elle prendra fin au règlement du titre de recettes adressé par la CA à la DREAL BFC.

La présente convention prendra fin au plus tard le 31/12/2027. Cette date de fin pourra être modifiée par avenant si nécessaire.

ARTICLE 5 REGLEMENT ET LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

ARTICLE 6 ANNEXES

Annexe 1 : Dossiers des ouvrages exécutés

Annexe 2 : Détail des marchés et des factures de maîtrise d'œuvre et de travaux

Annexe 3 : Indemnisation des agriculteurs

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de l'Auxerrois (En sa qualité de maître d'ouvrage opérationnel)	Le Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté

Protocole de transfert du service public d'eau potable de la commune d'Escamps de la Fédération des Eaux Puisaye Forterre à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Entre :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois représentée par Monsieur son Président agissant en vertu des pouvoir qui lui ont été conférés par le Conseil communautaire suivant délibération en date du ,

ci-après dénommée « La Communauté »

D'une part

Et

Le Syndicat Mixte dénommé « Fédération Eaux Puisaye Forterre » représentée par Monsieur son Président, dûment accrédité à la signature de la présente délibération du Conseil Syndical en date du ,

ci-après dénommée « La Fédération »

D'autre part

Il a été exposé ce qui suit :

Par Arrêté inter préfectoral n°PREF/DCL/B3CL/2025/1291 du 19 décembre 2025 la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS est autorisée à se retirer de la FEDERATION EAUX PUISAYE FORTERRE, le 1er janvier 2027.

En conséquence la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS reprend l'exercice de la compétence Eau potable, à cette date, sur le territoire d'ESCAMPS .

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

I. Objet du protocole :

Le protocole a pour objet d'organiser le transfert des biens, des dettes et du personnel au regard des articles L.5211-25-1 et L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

La reprise de la gestion de l'Eau potable, fixée au 01er/01/2027, pour la commune d'ESCAMPS, devra au préalable prévoir le transfert de l'ensemble des biens, équipements, services et contrats nécessaires à l'exercice de la compétence par la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS en matière d'eau potable : production et distribution.

Ce protocole indiquera également les travaux, réalisables, préalables aux modifications de la distribution sur le territoire d'ESCAMPS et d'interconnexion avec la Fédération Eaux Puisaye Forterre.

Ce protocole indique également les travaux à réaliser pour la fourniture d'eau en gros de la FEDERATION EAUX PUISAYE FORTERRE à la COMMUNAUTE d'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS.

II. Conditions budgétaires et comptables :

Elles seront actualisées dans le procès-verbal de transfert qui sera rédigé au 1er semestre 2027.

Eléments de l'actif transféré + éléments du passif afférents à l'actif transféré :

Les tableaux joints en annexes 1 à 3, dresse la liste des biens transférés et leur amortissement. Aucune subvention ne reste à amortir pour ces biens. De même, aucun emprunt n'est à amortir pour les biens transférés.

La Fédération ne contractera pas d'emprunt pour le service public d'eau potable d'Escamps, pendant l'année 2026.

Transfert des factures fournisseurs :

Néant.

Transfert du résultat net comptable :

La Fédération ne souhaite pas verser de quote-part du résultat de clôture de son budget de l'année précédant le transfert (résultat et report) à la Communauté. En effet, aucun résultat de clôture du fonctionnement de l'année N-1, du budget de la Fédération ou de la Régie Eaux n'est établi de manière analytique par commune dont la délimitation territoriale même n'a pas de sens (au sens de l'eau), la commune étant « diluée » dans l'unité de distribution à laquelle elle appartient.

Seule la somme transférée comprendra le reversement des montants des redevances collectées pour le compte de l'Agence de l'Eau (voir Paragraphe X).

III. Le personnel

L'article L.5211-4-1 IV bis du CGCT prévoit que les agents mis à disposition de plein droit retournent automatiquement dans leur collectivité d'origine.

La Fédération n'affecte pas d'agent à 100% au service public d'eau potable d'Escamps.

Aussi, il n'y aura pas d'agent transféré à la Communauté par la Fédération au 1er janvier 2027.

IV. Transfert des biens et des équipements :

La mise à disposition ou le transfert de propriété des biens :

Les biens mis à disposition par la commune d'Escamps à la Fédération jusqu'au 30 décembre 2026 seront mis à disposition par la commune d'Escamps à la Communauté de l'auxerrois à partir du 1er janvier 2027.

La liste des biens transférés :

Les biens nécessaires à l'exercice du service public d'eau potable sont les suivants :

- Linéaire de conduites, hors branchement : 27 km
- Réservoir de Nantenne,
- Réservoir - surpresseur de Semilly
- Surpresseur d'Avigneau
- Compteurs : 544 u. ; en service (Abonnés) : 454 (au 26/02/2026)

Leurs fiches descriptives sont jointes en annexe 5 au présent protocole. Elles sont constituées :

- D'un tableau des conduites du réseau faisant état des diamètres, matériaux et âge,
- D'une fiche descriptive du réservoir de Nantenne,
- D'une fiche descriptive du surpresseur d'Avigneau,
- D'une fiche descriptive du réservoir - surpresseur de Semilly,
- D'un tableau des compteurs faisant état de leur âge et de leur diamètre.

V. Substitution dans les contrats en cours

La Communauté doit se substituer à la Fédération pour les contrats en cours relatifs à la compétence eau recouvrée. Cette substitution s'impose aux cocontractants sans résiliation ni indemnisation.

Au 1er janvier 2027, la Fédération ne transmettra pas de contrat.

VI. Facturation aux abonnés

Il a été convenu avec le Délégataire de la Communauté que la Fédération procédera au relevé des compteurs des abonnés au service public d'eau potable d'Escamps, en décembre 2026.

Les consommations entre les dates de relevés et le 31 décembre 2026 seront estimées au prorata des consommations relevées (consommation moyenne journalière appliquée en fonction du nombre de jours entre la date de relève et le 31/12/2026).

La Fédération procèdera à la facturation de solde aux abonnés.

Les index relevés et estimés seront transmis au Délégataire de la Communauté, au plus tard, le 30 janvier 2027.

Dès le transfert de la compétence, la Communauté et son Délégataire appliqueront la tarification en vigueur.

VII. Consommation d'énergie

La Fédération prend en charge les consommations jusqu'au 31/12/2026, date d'arrêt de leur abonnement.

La liste des PDL (points de livraison) des compteurs d'énergie est la suivante :

- Surpresseur Avigneau : 12441389286003 (6kVA),
- Reprise Bel-Air – Semilly : 12444428359858 (18 kVA),

VIII. Documents à transmettre par la Fédération à la Communauté

La Fédération a transmis à la Communauté les documents suivants :

- Rôle d'eau complet Escamps (avec derniers index relevés, les numéros de compteurs, diamètre, année de pose,
- Consommation d'énergie sur les 3 dernières années,
- Parc compteur complet, avec DN, Marque, âge,
- Photos des équipements en place actuellement,
- N° PDL – Pour anticiper les transferts de contrat d'énergie, Puissance et Tarif souscrit ,
- Les derniers rapports de contrôle réglementaire pour les installations électriques.
- Date et rapport des derniers nettoyages des réservoirs et bâches de stockage.
- Schéma électrique de la relance de Semilly

- Synoptiques de la relance de Semilly

La Fédération transmettra à la Communauté, au 1er trimestre 2027, les données suivantes :

- Mise à jour des plans extrait du SIG ;
- Rôle de l'eau avec dernière relève de compteurs ;
- Historique des interventions de maintenance et de renouvellement.

IX. Télésurveillance

De manière à éviter toute interruption de la télésurveillance, il sera procédé courant Décembre 2026, à une date définie en commun, à son transfert de la Fédération à la Communauté via son délégataire.

Lors de ce transfert seront notamment changées les cartes SIM des différents appareils de télésurveillance. Les anciennes cartes seront remises à la Fédération.

X. Redevance de l'Agence de l'Eau Seine Normandie

Pourraient être concernées les redevances Prélèvement, Consommation Eau et Performance Eau 2026, collectées par la Fédération.

La Communauté effectuera les déclarations correspondantes auprès de l'Agence de l'Eau, avant le 31 mars 2027, sauf décision inverse de l'AESN. La Fédération devra indiquer au préalable à la Communauté les volumes facturés correspondant à leur produit au plus tard le 15 février 2027.

La Fédération transfèrera à la Communauté le produit de la collecte 2026 de la contre-valeur correspondant à ces redevances.

Le tableau joint en annexe 4, dresse la liste des redevances 2025, à titre d'information.

Le remboursement des redevances sera actualisé dans le procès-verbal de transfert qui sera rédigé au 1er semestre 2027.

XI. Déclarations plateforme SISPEA

La Communauté procédera à la déclaration de l'exercice 2026, en 2027.

La Fédération transmettra à la Communauté les données nécessaires, avant le 30 mai 2027.

XII. Communication auprès des abonnés du service d'eau potable

La Fédération et la Communauté rédigeront conjointement un courrier à l'attention des abonnés au service public d'eau potable pour les informer du changement de collectivité compétente, au 1er janvier 2027. Ce courrier pourrait être déposé dans les boîtes aux lettres, dès le mois d'Octobre 2026.

La Communauté communiquera le changement de collectivité compétente via son journal d'information et son site internet avant la fin de l'année 2026.

Le délégataire pour le service public d'eau potable transmettra le règlement de service ainsi que les tarifs aux usagers avec la 1ere facture. De plus, ces informations seront indiquées sur son site internet.

XIII. Travaux de modifications de la distribution sur le territoire d'ESCAMPS et d'interconnexion avec la Fédération Eaux Puisaye Forterre

Alimentation d'Escamps

Courant 2026, la Communauté va procéder à la réalisation des travaux préparatoires :

- de l'interconnexion des réseaux d'Escamps et de Chevannes ;
- de modifications des équipements électriques et de pompage du surpresseur de Semilly ;
- de sécurisation des accès, de mise en place d'équipements et de remplacement de vannes du réservoir de Nantenne.

Les travaux ne devront pas perturber la distribution d'eau dans la commune d'Escamps.

Aucune intervention sur le réseau ou les ouvrages de la Fédération ne devra être réalisée, tant que le syndicat d'eau sera la collectivité productrice et distributrice d'eau et son président, la personne responsable (PRPDE), en l'occurrence jusqu'au 31 décembre 2026.

Le basculement de l'alimentation par la Fédération pour Escamps par la Communauté depuis la nouvelle interconnexion se fera en 2027.

Fourniture d'eau en gros

Courant 2026, la Fédération installera, à ses frais, deux chambres de comptage pour la fourniture d'eau en gros et la sécurisation de l'alimentation en eau potable du secteur d'Escamps, à la demande de la Communauté ou de son Délégataire.

Une convention entre les parties aura pour objet de fixer les conditions dans lesquelles « la Fédération » fournira, en cas de besoin, à la Communauté, l'eau potable destinée à la complémentarité du volume déficient éventuel de sa ressource alimentant son réseau du secteur d'Escamps.

La Fédération alimentera en eau potable, également, les branchements de desserte des propriétés des abonnés communautaires, de Chasseigne, à Escamps via la convention de fourniture en gros d'eau potable.

En contrepartie de la fourniture d'eau en gros, la Collectivité, s'acquittera, chaque année, après relevé contradictoire des compteurs, de la facture correspondante selon le tarif voté par la Fédération Eaux Puisaye Forterre, réunie en Comité syndical ; le tarif étant délibéré annuellement par la Fédération.

Cas particulier de Chasseigne.

La canalisation de distribution du hameau de Chasseigne reste propriété de la Fédération qui en assume toutes les responsabilités. La Communauté ne réalisera pas le doublement de la conduite ; mais, elle réalisera le tamponnage de l'ancienne canalisation d'alimentation qui sera abandonnée.

Les branchements et les compteurs concernant les habitants de Chasseigne, côté Escamps sont transférés à la Communauté.

La Communauté procédera au remplacement des branchements des particuliers concernés, au plus tard au 2ème semestre 2026, quel que soit leur état et installera les ensembles de comptage dans un regard à situer en domaine public, en limite des propriétés privées.

Les branchements transférés comprennent :

- La prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- Le robinet de prise d'eau sous bouche à clé,
- La canalisation située tant en domaine public qu'en domaine public,
- Le dispositif d'arrêt (c'est-à-dire un robinet situé avant compteur),
- Le réducteur de pression éventuellement nécessaire en raison des conditions de service,
- Le système de comptage, y compris son joint aval, comprenant :
    - Le compteur muni d'un dispositif de protection contre le démontage,
    - Le robinet de purge éventuel,
    - Le clapet anti-retour éventuel (seulement s'il est en amont du compteur.

Pour rappel, la Fédération facturera la fourniture d'eau potable à la Communauté sur la base des relevés des index des compteurs des usagers réalisés par le Délégataire de la Communauté.

La facturation des usagers relève du délégataire de la Communauté.

Une convention entre la Fédération, son exploitant la Régie Eaux Puisaye Forterre, la Communauté et son Délégataire aura pour objet de fixer les conditions de l'exploitation du réseau d'eau potable, et plus particulièrement les interventions, notamment pour les quelques branchements particuliers de Chasseigne, abonnés communautaires.

XIV. Procès-verbal

Un procès – verbal de transfert de la compétence eau potable au profit de la Communauté sera établi entre la Communauté et la Fédération, au premier semestre 2027.

Le Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Le Président de la Fédération Eaux Puisaye Forterre

ANNEXES AU PV DE TRANSFERT DE COMPETENCE EAU POTABLE -DE LA COMMUNE D'ESCAMPS

ANNEXE 1

LISTE DES BIENS TRANSFERES

Article	N° inventaire FEPF	N° inventaire	Type de bien	Année d'acquisition	Durée	Valeur initiale	Amort. Antérieurs	VNC au 31.12.2025	*Commentaires*
21531	TCYRES/21531/1/1998	43ÈME TRANCHE ESCAM	AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 AN(S)	31/12/1997	30	344 549,43 €	344 549,43 €	- €	
21531	TCYTRAV/21531/52/2003	52ÈME TRAN.SEMILLY	AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 AN(S)	31/12/2003	30	103 948,15 €	93 553,38 €	10 394,77 €	
21531	TCY2009/04	PARLY SEMILLY	AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 50 AN(S)	31/12/2009	50	193 558,41 €	81 294,57 €	112 263,84 €	
21531	TCYRES/21531/2/2000	45ÈME TRANCHE SAINTS L	AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 AN(S)	31/12/2000	30	579 851,91 €	579 851,91 €	- €	*!!!! Une seule partie concerne des travaux à Escamps*
21531	RESO25-SURPRESSEURS REGIE	Renouvellement surpresseur des Herodats Ã Montillot, des Courtillats Ã Entrains, Avigneau Ã Escamps		15/10/2025		7 194,66 €		7 194,66 €	*!!!! 1/3 de la facture concerne Escamps soit 7194,66€ Montant facture complète : 21 584€*
21531	RESO23-TVX REGIE ESCAMPS	ESCAMP SEMILLY DEVOIEMENT CONDUITE JUIN 2023		24/07/2023	50	45 778 €	1 831,12 €	43 946,88 €	
					SOUS-TOTAL	**1 274 880,56 €**	**1 101 080,41 €**	**173 800,15 €**	

ANNEXE 2

LISTE DES SUBVENTIONS TRANSFEREES :

Article	N° Subvention FEPF	Type de bien	Année d'acquisition	Durée	Valeur initiale	Amort. Antérieurs	Amort. 2025	VNC au 31.12.2025
NEANT								

LISTE DES EMPRUNTS TRANSFERES (y compris emprunt à taux 0 AESN) :

Etablissement	N° dossier	Date de réalisation	Montant initial	Capital remboursé	Intérêts restant dus au 31/12/2025	Capital restant dû au 31/12/2025
NEANT						

ANNEXE 3

BILAN PATRIMONIAL (base trésorier)

ACTIF NET TRANSFERE

21531	Réseaux d'adduction d'eau	173 800,15 €
TOTAL	**ACTIF IMMOBILISE**	**173 800,15 €**

PASSIF NET TRANSFERE

131	Subventions d'investissement	0 €
1641	Emprunts	0 €
TOTAL	**PASSIF**	**0 €**

ANNEXE 4

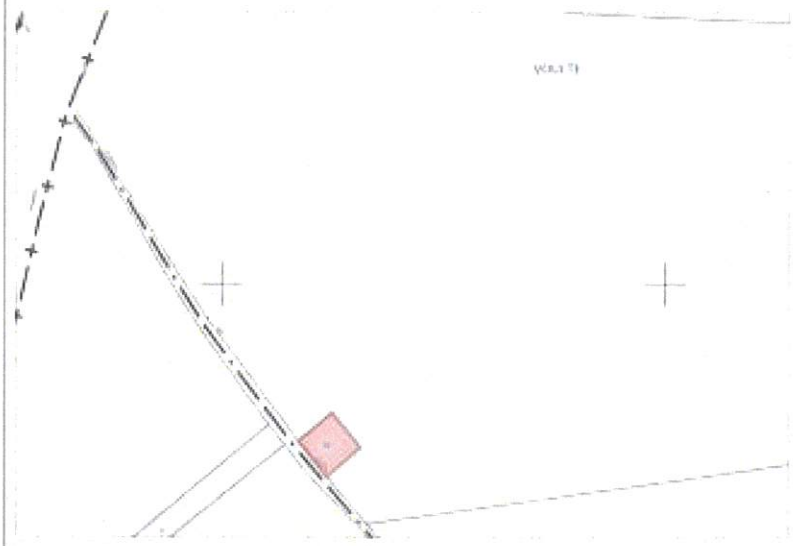
BILAN REDEVANCES (déclarées à AESN – mars 2027)

Redevances 2026

Prélèvement Restes à recouvrer sur la redevance pollution jusqu'en 2024			0€
Prélèvement	49 195 m3	0,0774 €/m3	3 807,69 €
Consommation Eau	37 842 m3	0,34 €/m3	12 866,28 €
Performance Eau	37 842 m3	0,0888 €/m3	3 360,37 €
			20 034,34

Fiche Réservoir: Coulangeron - Nantenne

Commune de Coulangeron | *Réf dossier : 09AUX30*



Situation:

Les coordonnées (Lambert 93) :
X : 735622 m
Y : 6733227 m

Côtes:
Altitude TN : 282,1 m
Altitude Distribution: 281,2 m
Altitude Trop Plein: 284,2 m

Parcelle Cadastrale: n°12 de la section ZI

Ouvrage:

Type: Semi-Enterré

Capacité: 75 m³

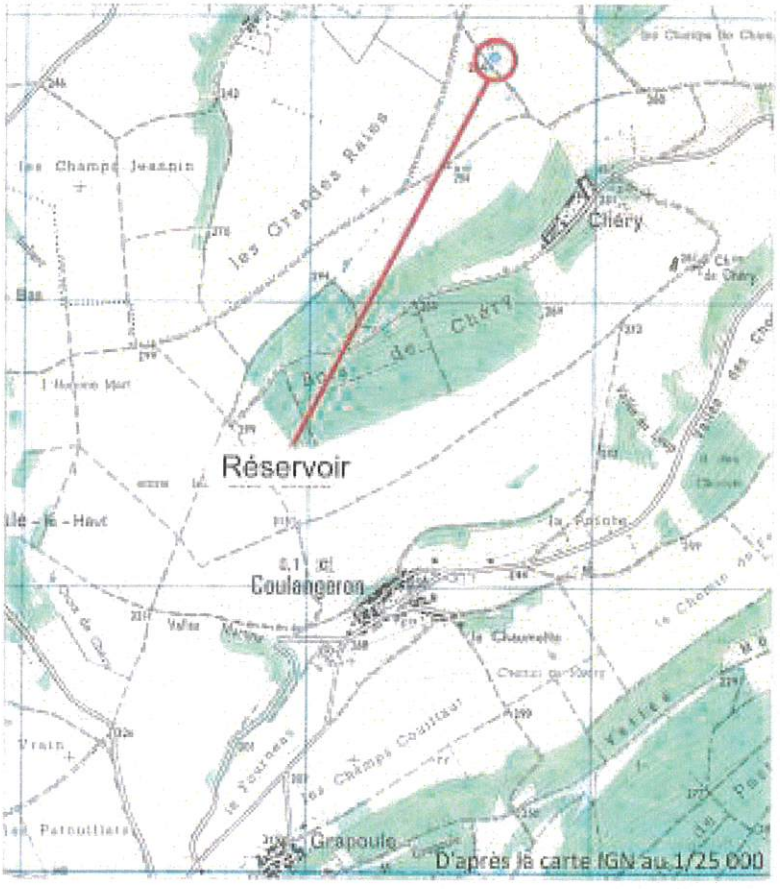
Equipement: 1 cuve

Type de vidange: Adjonction de tuyau raccordé.

Etat: Satisfaisant

Principales alimentations: Surpresseur du Bel Air (Escamps).

Principales Distribution: Coulangeron, Chéry, La Grilletière.



Fonctionnement:

Adduction par refoulement du surpresseur du Bel Air (Escamps).

2 vannes d'adduction contrôlent l'alimentation du réservoir.

Alimentation de Nantenne et Semilly par le refoulement.

Distribution par conduites vannées vers la Grilletère et vers Chéry Coulangeron.

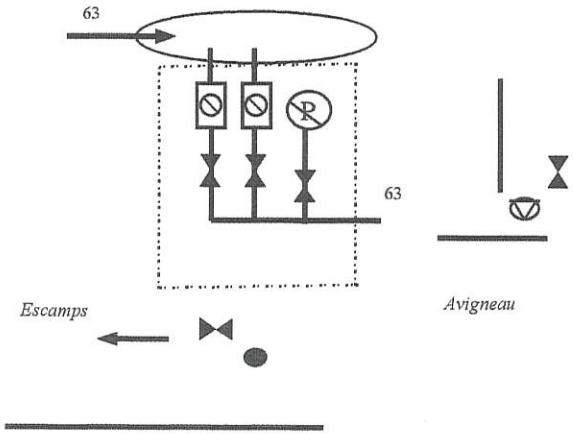
Evacuation du trop plein par une canalisation non vannée vers milieu naturel.

Un regard de vidange abrite les deux vannes de vidanges. Aucun exutoire hors chambre des vannes n'existe.

En fonctionnement normal: Vannes d'adduction et de distribution sont ouvertes et les vannes de vidange sont fermées.

Pas de compteur.

Schéma de vannage



Alimentation électrique

☐ Non ☒ Oui : N° de contrat EDF :
Consommation : ____ kWh

Prises : ☒ 220 V. ☐ 24 V.
☐ Téléphonique

➲ **Télétransmission** :
N° d'appel :
Nature de l'information :
Appareillage : ☐ tel box
☐ S50
☐ S10
☐ celbox

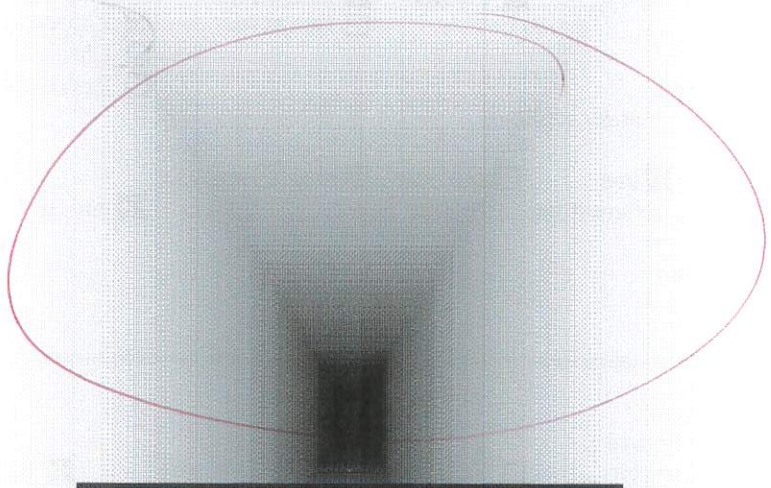
Date de prise des données : 16/02/06

SIAEP de la Région de TOUCY

BACHE - SURPRESSEUR

Avigneau

Avigneau 89 240 Escamps



Capacité
20 m³
1 cuve semi-enterrée

Alimentation
Station de Dracy

Référence cadastrale
AC 44

NETTOYAGES
Déc. 2003
Avril 2005

Environnement & Caractéristiques

➲ **Accès :**
Avec véhicule 2RM ☐ Impossible
☒ Possible ☒ Tous temps
☐ Temps sec
☒ Chaussée revêtue
☐ Chaussée carrossable
☐ Pas de chaussée

➲ **Terrain :**
Superficie : / ares / centiares

Clôture : ☒ non ☐ oui : état ☐ bon ☐ mauvais
Entretien extérieur (tonte, débroussaillage, …) : ☐ non ☒ oui : Ent. Massot

Remarques :

➲ **Ouvrages :**
➢ **Nature :**
☐ Réservoir ☐ Tour ☒ Bâche de reprise ☒ Surpresseur
(hauteur : ____ m)
Nombre de cuves : 1 ☐ accolées ☐ concentriques
Capacité de chaque cuve : 20 m^3

Liaison entre les cuves : ☐ oui ☐ non (*v. Schéma*)

➢ **Vidange :**
☐ Puisard ☐ Puisard siphonné ☐ Directe sur radier
☒ Inexistante (➔ *pompage*)

Débit d'évacuation : ☐ bon ☐ moyen ☐ mauvais

Émissaire de réception des effluents :
☐ Bois ☐ Champs ☒ Pré ☐ Fossé ☐ Rivière
☐ Réseau EP ☐ Réseau EU

Cotes de - départ : ___ mètres
- trop plein : ___ m.

Remarques :

Équipement - Génie civile

➲ **État :**

	TB	Satisfaisant	Mauvais
Vitrerie	☐	☒	☐
Aération	☐	☒	☐
Parois	☐	☒	☐
Radier	☐	☒	☐
Coupole	☐	☒	☐
Échelles	☐	☒	☐
Crépines	☐	☒	☐
Conduites	☐	☒	☐
_____	☐	☐	☐

Observation :

➲ **Revêtement d'étanchéité :**
☒ Béton
☐ Bitume
☐ Peinture : ☐ bonne ☐ écaillée
☐ Pax Alu : ☐ bon ☐ décollé
☐ Résine : ☐ bonne ☐ cloquée

☐ sans gravité
☐ important
☐ très grave

Fissures : ☒ non ☐ oui : ☐ radier ☐ parois ☐ coupole

➲ **Équipement :**
- 1 ballon cylindrique vertical anti-coup de bélier : …….

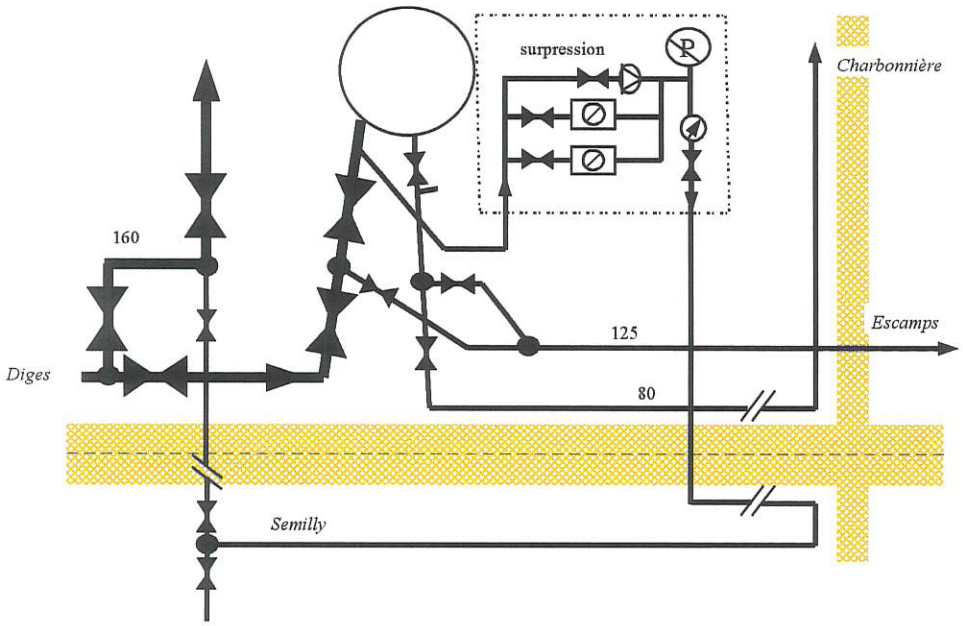
- 2 pompes ……..

➲ **Aspects Hygiène & Sécurité :**

Accès : ☐ passe Inter (*Deny*) ☐ *autre (Fischer…)*
Alarme : néant

Hygiène : -

Schéma de vannage



Alimentation électrique

☐ Non ☒ Oui : N° de contrat EDF :
Consommation : ____ kWh

Prises : ☒ 220 V. ☐ 24 V.
☐ Téléphonique

➲ **Télétransmission** :
N° d'appel :
Nature de l'information :
Appareillage : ☐ tel box
☐ S50
☐ S10
☐ celbox

Date de prise des données : 15/02/06

SIAEP de la Région de TOUCY

RESERVOIR - SURPRESSEUR

Semilly

RD1, Semilly 89 240 Escamps



Capacité
50 m³
1 cuve semi-enterrée

Alimentation
Station de Dracy

Référence cadastrale
AE3 (partie haute) et AE50

NETTOYAGES
2000
Déc. 2005

Environnement & Caractéristiques

➲ **Accès :**
Avec véhicule 2RM ☐ Impossible ☒ Possible ☒ Tous temps ☐ Temps sec ☒ Chaussée revêtue ☐ Chaussée carrossable ☐ Pas de chaussée

➲ **Terrain :**
Superficie : / ares / centiares

Clôture : ☒ non ☐ oui : état ☐ bon ☐ mauvais
Entretien extérieur (tonte, débroussaillage, …) : ☐ non ☐ oui : Ent. Massot

Remarques : - Nécessité d'installer une signalétique de chaussée car l'endroit est dangereux (virage, trafic moyen, vitesse rapide)

➲ **Ouvrages :**
➢ **Nature :**
☒ Réservoir ☐ Tour *(hauteur : ____ m)* ☐ Bâche de reprise ☐ Surpresseur

Nombre de cuves : 1 ☐ accolées ☐ concentriques
Capacité de chaque cuve : 50 m^3

Liaison entre les cuves : ☐ oui ☐ non (*v. Schéma*)

➢ **Vidange :**
☒ Puisard ☐ Puisard siphonné ☐ Directe sur radier
☐ Inexistante (➔ *pompage*)

Débit d'évacuation : ☐ bon ☐ moyen ☒ mauvais

Émissaire de réception des effluents :
☐ Bois ☒ Champs ☐ Pré ☐ Fossé ☐ Rivière
☐ Réseau EP ☐ Réseau EU

Cotes de - départ : ___ mètres
- trop plein : ___ m.

Remarques : - vidange à revoir + dévier l'exutoire du champs vers le bois

Équipement - Génie civile

➲ **État :**

	TB	Satisfaisant	Mauvais
Vitrerie	☐	☐	☐
Aération	☐	☒	☐
Parois	☐	☒	☐
Radier	☐	☒	☐
Coupole	☐	☒	☐
Échelles	☐	☒	☐
Crépines	☐	☒	☐
Conduites	☐	☒	☐
_____	☐	☐	☐

Observation :

➲ **Revêtement d'étanchéité :**
☒ Béton
☐ Bitume
☐ Peinture : ☐ bonne ☐ écaillée
☐ Pax Alu : ☐ bon ☐ décollé
☐ Résine : ☐ bonne ☐ cloquée

☐ sans gravité
☐ important
☐ très grave

Fissures : ☒ non ☐ oui : ☐ radier ☐ parois ☐ coupole

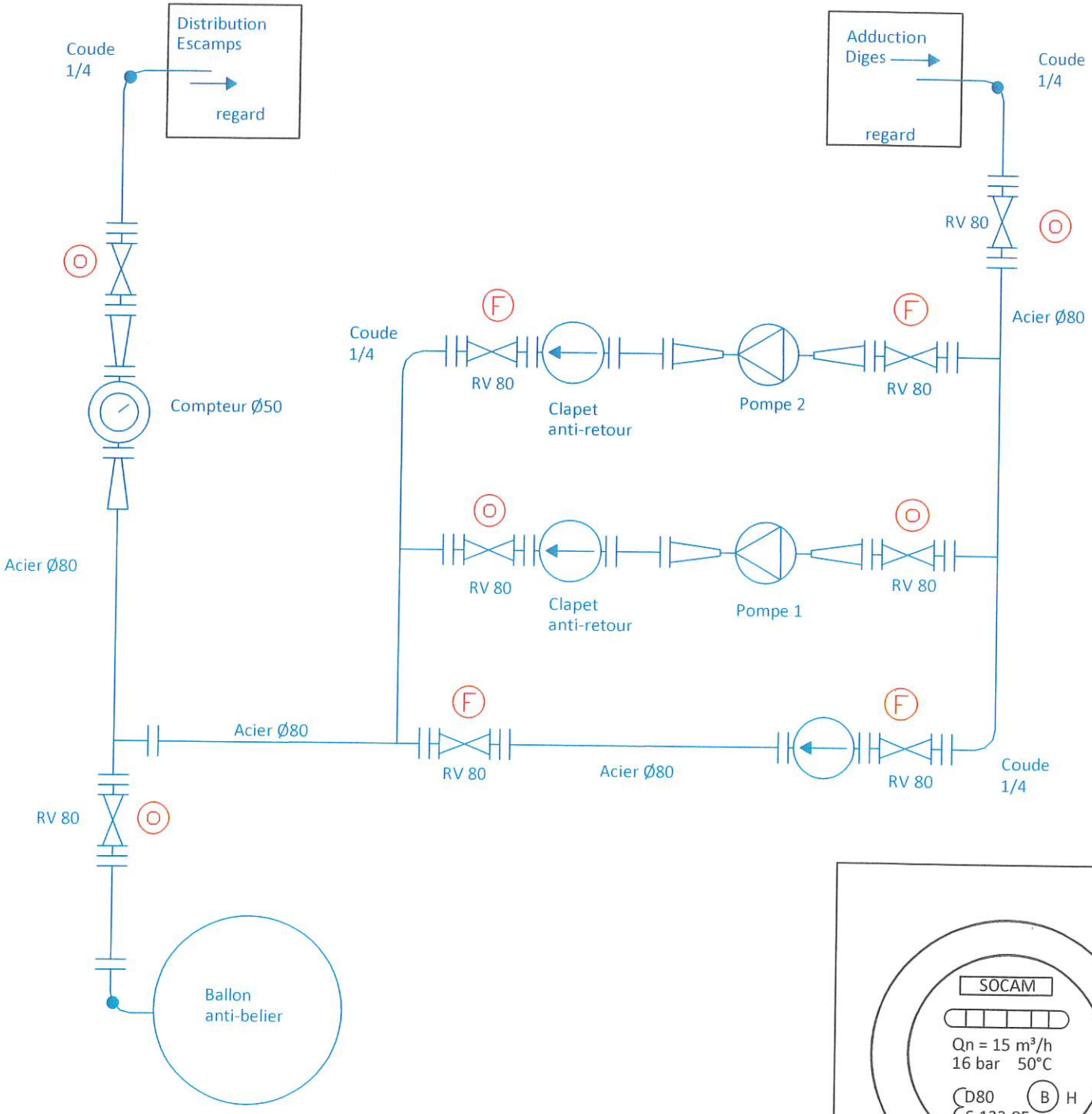
➲ **Équipement :**
- 1 ballon cylindrique vertical anti-coup de bélier : …….
- 2 pompes ……..

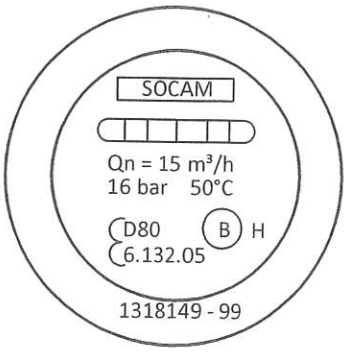
➲ **Aspects Hygiène & Sécurité :**

Accès : ☒ passe Inter (*Deny*) ☐ *autre (Fischer…)*
Alarme : néant

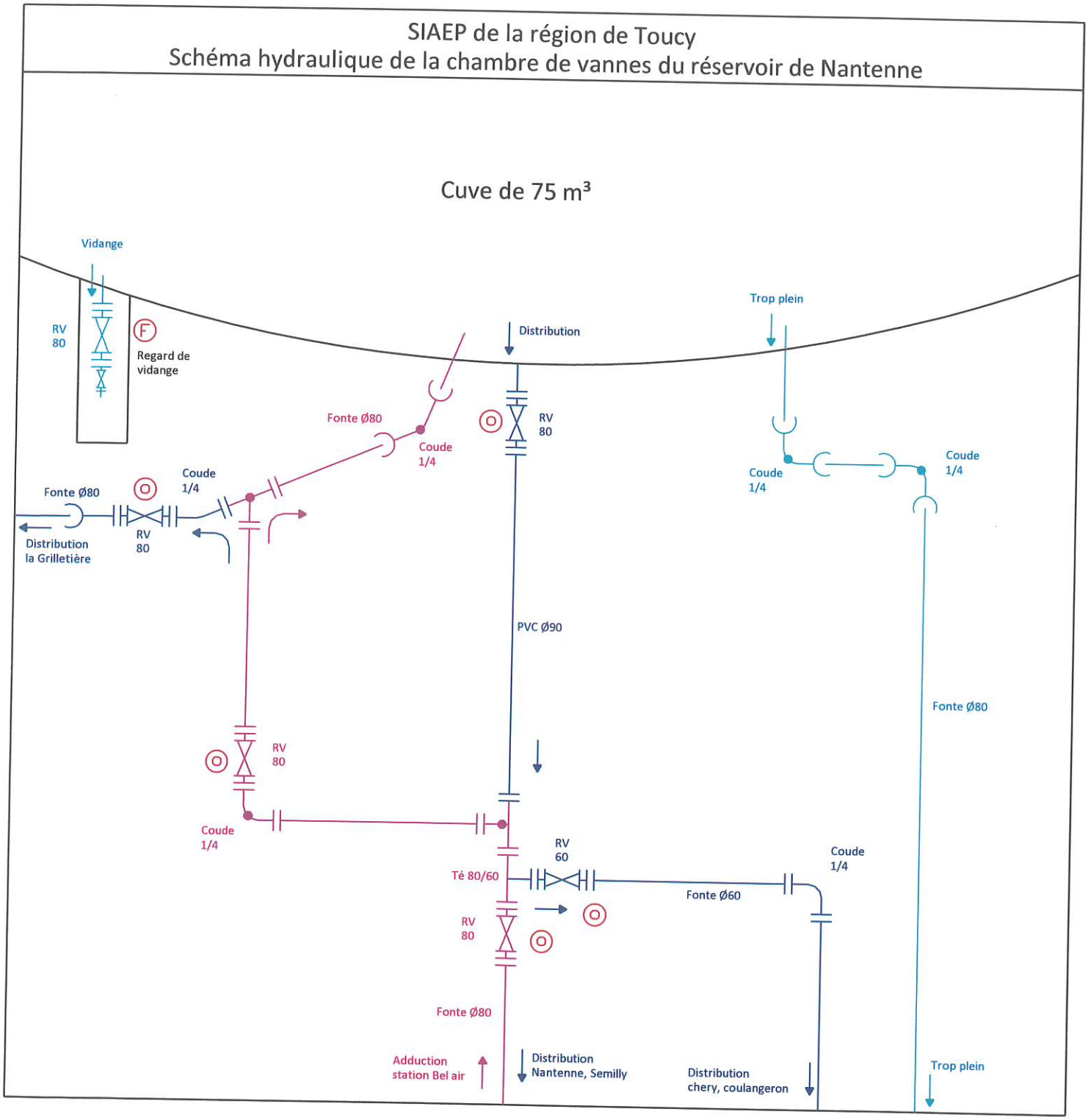
Hygiène : -

SIAEP de la région de Toucy
Schéma hydraulique de la bache de reprise de Escamps





SIAEP de la région de Toucy
Schéma hydraulique de la chambre de vannes du réservoir de Nantenne



service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2025

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

CA DE L'AUXERROIS



© SUEZ / Antoine Meyssonnier

AuxR_ Eau

Un service assuré par suez

suez

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année 7
1.2 Contexte national : les évolutions à venir 8
1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année 12
1.4 Votre contrat : les chiffres clés 24
1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance 25
1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 26
1.5.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL 27
1.5.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E 27
1.6 Votre contrat : les perspectives 28

2 | Présentation du service 35

2.1 Le contrat 37
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 38
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 38
2.2.2 La gestion de crise 38
2.2.3 La relation clientèle 39
2.3 L'inventaire du patrimoine 41
2.3.1 Le système d'eau potable 41
2.3.2 Les biens de retour 42

3 | Qualité du service 61

3.1 Le bilan hydraulique 63
3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable 63
3.1.2 Les volumes prélevés 63
3.1.3 Les volumes d'eau potable produits 64
3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés 64
3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève 65
3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève 66
3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007) 67
3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2 71
3.2 La qualité de l'eau 72
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau 72
3.2.2 Le plan vigipirate 73
3.2.3 La gestion de la présence de pesticides et métabolites dans l'eau potable 74
3.2.4 La gestion de la présence de PFAS dans l'eau potable 76
3.2.5 La ressource 76
3.2.6 La production 77
3.2.7 La distribution 80
3.2.8 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007 81
3.3 Le bilan d'exploitation 82
3.3.1 La consommation électrique 82
3.3.2 La consommation de produits de traitement 84
3.3.3 Les contrôles réglementaires 85
3.3.4 Le nettoyage des réservoirs 88
3.3.5 Les autres interventions sur les installations 89
3.3.6 Les interventions sur le réseau de distribution 94
3.3.7 La recherche des fuites 100
3.3.8 Les interventions en astreinte 101
3.3.9 Les délais d'interventions 101
3.4 Les autres missions du service 102
3.4.1 Nos actions en faveur du développement durable sur votre territoire 102
3.5 Le bilan de la relation client 103
3.5.1 Le nombre de clients gros consommateurs hors vente d'eau en gros 103
3.5.2 Le nombre d'abonnés 105
3.5.3 Les volumes vendus 110

3.5.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs ... 117
3.5.5 La typologie des contacts clients ... 119
3.5.6 Les principaux motifs de dossiers clients ... 120
3.5.7 L'activité de gestion clients ... 120
3.5.8 La relation clients ... 121
3.5.9 L'encaissement et le recouvrement ... 121
3.5.10 Le fonds de solidarité ... 122
3.5.11 Les dégrèvements ... 123
3.5.12 Le prix du service de l'eau potable ... 127

4 | Comptes de la délégation 131

4.1 Le CARE ... 133
4.1.1 Le CARE ... 134
4.1.2 Le détail des produits ... 135
4.2 Les reversements ... 136
4.2.1 Les reversements à la collectivité ... 136
4.3 La situation des biens et des immobilisations ... 137
4.3.1 La situation sur les installations ... 137
4.3.2 La situation sur les canalisations ... 141
4.3.3 La situation sur les branchements ... 143
4.3.4 La situation sur les compteurs ... 144
4.3.5 La situation sur les équipements de télérelève ... 145
4.4 Les investissements contractuels ... 146
4.4.1 Le renouvellement ... 146
4.4.2 Bilan « autres fonds » ... 148
4.4.3 Les travaux neufs du domaine concédé ... 149

5 | Votre délégataire 151

5.1 Notre organisation ... 154
5.1.1 La Région ... 154
5.2 La relation clientèle ... 160
5.2.1 Notre système d'information Clientèle ... 160
5.2.2 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation. 160
5.2.3 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau ... 161
5.2.4 Faciliter la relation avec nos clients ... 163
5.2.5 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients ... 167
5.2.6 Accompagner les clients fragiles ... 168
5.2.7 Informer et alerter nos clients ... 169
5.2.8 Ecouter nos clients pour nous améliorer ... 171
5.2.9 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement ... 172
5.3 Notre système de management ... 173

6 | Glossaire 179

7 | Annexes 189

7.1 Synthèse réglementaire ... 191
7.1.1 La synthèse des évolutions réglementaires ... 191
7.1.2 Les évolutions réglementaires ... 191
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE ... 210
7.3 Attestations d'assurance ... 217
7.4 Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune ... 220
7.5 Typologie des contacts clients par commune ... 227
7.6 Principaux motifs de dossiers clients par commune ... 235
7.7 L'activité de gestion clients par commune ... 245
7.8 L'encaissement et le recouvrement par commune ... 255
7.9 Le fonds de solidarité par commune ... 265
7.10 Attestation du commissaire aux comptes ... 268

Synthèse de l'année



© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année

Un modèle de financement fragilisé

En matière de gestion de l'eau et de l'assainissement, les territoires français sont confrontés à de fortes pressions, amplifiées par les évolutions réglementaires, le changement climatique et des préoccupations citoyennes croissantes. Alors que notre pays a bâti, au fil des décennies, un service public d'eau et d'assainissement robuste, reconnu internationalement grâce à des avancées technologiques majeures, sa résilience est aujourd'hui mise à rude épreuve. Ces dernières années, la fréquence inédite des épisodes de sécheresse, de canicule, de submersions côtières et de fortes pluies a fait apparaître des impacts durables sur le cycle de l'eau, les milieux naturels et la biodiversité, ainsi que des tensions croissantes sur la disponibilité de la ressource, entraînant des conflits d'usage et compliquant la gestion des eaux potables, usées et pluviales. Cette crise, la population l'a désormais bien intégrée, 72 % des Français estiment que la qualité de l'eau potable se dégrade, et 44 % perçoivent l'accès à cette ressource comme un problème majeur.

Parallèlement, alors que 80 à 90% des coûts des services publics d'eau et d'assainissement sont fixes, plusieurs facteurs convergents mettent en péril leur pérennité et, par conséquent, notre capacité collective à maintenir un niveau de qualité conforme aux attentes et aux défis :

- La sécheresse de 2022 et le Plan eau impulsé dans la foulée par le gouvernement fixant notamment un objectif de réduction de 10 % des prélèvements d'ici 2030 ont durablement conduit à une baisse des consommations. Si cette évolution est très vertueuse pour l'environnement, elle révèle l'inadéquation d'un financement basé principalement et dans les mêmes proportions que les coûts fixes sur les volumes consommés ;
- Les fluctuations inflationnistes pèsent sur les coûts, mais leur répercussion tarifaire par les formules de révision reste partielle et différée ;
- La réaffectation d'une partie des redevances des agences de l'eau vers le budget général a retiré au secteur des centaines de millions d'euros, aggravant un sous-investissement chronique (environ 3mds d'€/an pendant 5 ans), uniquement pour rattraper le retard en matière de renouvellement des réseaux et de modernisation des infrastructures ;
- L'empilement réglementaire en cours et à venir accroît les coûts de traitement et d'exploitation ;
- Les effets du changement climatique sont prégnants et imposent une vision de long terme et une nouvelle approche basée sur les risques et l'adaptation à travers de nouveaux investissements
- Les pollutions émergentes, très présentes médiatiquement, tant sur le plan de l'eau potable que des eaux usées contribuent à un climat de défiance de la part des usagers qui se disent en majorité prêts à assumer une facture en augmentation
- Les gains de productivité réalisés depuis vingt ans par les collectivités et les opérateurs laissent aujourd'hui peu de marges résiduelles.

Conformément aux préconisations de la FP2E, il est urgent de prendre des décisions structurantes pour préserver l'eau comme bien commun : maintenir la logique « l'eau paye l'eau », diversifier les ressources (subventions ciblées à l'investissement, financements mixtes, obligations vertes, mobilisation systématique des fonds européens tels que le FEDER), appliquer plus systématiquement le principe du pollueur-payeur et considérer l'inévitable augmentation du prix de l'eau. Parallèlement, des dispositifs sociaux ciblés doivent protéger les ménages vulnérables.
Sur le plan contractuel, des contrats pluriannuels, indexés sur la performance et mieux partagés en termes de risques, sont nécessaires pour restaurer la prévisibilité. Les gains opérationnels nécessaires pour limiter la pression tarifaire ne pourront être obtenus que par des politiques larges d'investissement : télé-comptage généralisé, asset management, efficience énergétique et digitalisation.
Repenser dès maintenant le modèle de financement est indispensable pour garantir la soutenabilité financière, la résilience environnementale et l'accès universel à l'eau.

1.2 Contexte national : les évolutions à venir

De nombreuses modifications en cours ou à venir du cadre législatif et réglementaire amèneront à faire évoluer le cadre contractuel des contrats.

Travaux de voirie - Amiante
La nouvelle réglementation amiante applicable au 1er juillet 2026 impactera fortement le secteur de l'eau et de l'assainissement.
La FP2E a récemment publié une note de position sur cette nouvelle réglementation, disponible à l'adresse : https://www.fp2e.org/outils-pour-la-profession/ et que nous reproduisons ici in extenso.

Conformément à la réglementation, l'activité Eau en France de SUEZ proposera les aménagements nécessaires aux contrats, les solutions permettant de réduire les coûts et une stratégie d'accompagnement de la collectivité.

FP2E LES ENTREPRISES de l'eau

Janvier 2026

Note de position – Nouvelle réglementation Amiante

La nouvelle réglementation amiante est une avancée pour la protection et la prévention des risques pour les riverains et intervenants. Sa mise en œuvre implique une modification des conditions opérationnelles d'intervention dont les surcoûts doivent être pris en charge par les donneurs d'ordre et propriétaires d'infrastructures.

Contexte :

La Fédération professionnelle des entreprises de l'eau a pris note de la publication de l'arrêté du 4 juin 2024 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers.
Cet arrêté est nouveau et vient achever le corpus réglementaire associé au décret de 2017. Ce renforcement de la réglementation amiante dans les travaux de voirie et réseaux, imposera à compter du 1er juillet 2026 de faire réaliser une recherche d'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers et notamment dans les voiries et réseaux avant la réalisation de tous travaux.
Cette recherche doit être menée dès lors que le donneur d'ordre, le maitre d'ouvrage, ou le propriétaire d'immeubles non bâtis, n'ont pas fourni d'informations ou que les informations consignées dans les documents de traçabilité ne permettent pas de déterminer avec suffisamment de précision la présence ou à l'absence d'amiante dans les matériaux et produits susceptibles d'être concernés par les travaux.
Les repérages prévus par cet arrêté, concernent aussi bien les enrobés que les réseaux (curage et toute intervention sur la structure des ouvrages) et devront être réalisés par des opérateurs formés et réalisés de manière conforme aux exigences fixées dans la norme NF X 46-102 : novembre 2020.
A défaut de la réalisation de ces repérages en amont des travaux, et notamment lors des interventions urgentes, la réglementation indique que les travaux devront être réalisés comme si la présence de l'amiante était avérée.
La Fédération rappelle que le propriétaire de l'ouvrage a la responsabilité de transmettre en amont aux intervenants les informations précises sur la présence d'amiante dans les voiries ou réseaux, et **doit à ce titre en réaliser la cartographie détaillée**.
En effet, à défaut, les intervenants seront contraints de faire réaliser en amont les analyses nécessaires ou, en cas d'urgence, d'intervenir comme si la présence d'amiante était avérée, ce qui occasionnera des surcoûts élevés.

Impacts pour la profession :

La réglementation impactera plusieurs aspects pour la profession et le secteur de manière générale :
- Economique : augmentation des coûts des repérages et des travaux.
- Santé publique et santé des travailleurs : protection du public comme des opérateurs lors de travaux sur des ouvrages ou voiries amiantées.
- Réactivité : les rapports de repérage sont fournis au plus tôt sous 7 jours minimum (et ce en cas d'urgence).
- Communication : avec les riverains (risques perçus du fait d'interventions d'agents portant des équipements de protection (masques respiratoires, combinaisons).
- Contrats : interaction avec les autres obligations contractuelles (obligations contractuelles sur les rendements, obligations sur la réactivité en cas de fuite, ...)
- Organisationnels : liés à la capacité à disposer du nombre d'agents et encadrants (y compris les sous-traitants) formés selon la sous-section 4, prêts à intervenir. Ces nouveaux éléments réglementaires et normatifs vont entraîner des surcoûts très importants pour la profession. L'estimation est de l'ordre de 600 M€/ an pour les entreprises délégataires comme les régies. Ces surcoûts sont liés aux coûts de repérage (carottages et analyses en laboratoire), aux contraintes d'interventions (formation des intervenants et encadrants, équipements de protection, modes opératoires spécifiques, délais de réalisation des repérages et de production des rapports d'analyse, durée de réalisation des travaux) et à la gestion des déchets (ségrégation et traitement des déchets).

Dans ce contexte, la FP2E rappelle que les entreprises de l'eau se préparent à répondre aux implications de cette nouvelle réglementation, mais qu'elles ne doivent pas en supporter les surcoûts.

Il convient donc d'adapter les contrats (en cours ou en négociation) afin de tenir compte de l'ensemble des impacts de cette réglementation

Evolutions réglementaires du marché de l'électricité

Le marché de l'électricité a connu depuis le 1er janvier 2026 des modifications structurantes d'origine législative :

- La disparition du tarif d'**A**ccès **R**égulé à l'**E**lectricité **N**ucléaire **H**istorique (ARENH) : Ce tarif réglementé, qui représentait environ 55% des consommations électriques des métiers de l'eau et de l'assainissement était très compétitif à 42 €/MWh dans un marché de fourniture qui a évolué entre 65 et 250 €/MWh entre 2022 et 2025.
- La modification de la fiscalité liée à l'accise sur l'électricité (anciennement CSPE ou TICFE) avec la fin du bouclier tarifaire et de nouvelles règles d'accès aux taux réduits.

Ces modifications impactent fortement le coût de l'électricité nécessaire aux services d'eau et d'assainissement.

L'analyse menée par le cabinet Xerfi conjointement avec l'INSEE démontre que, compte tenu du poids de ces réformes dans la structure de consommation électrique des services d'eau et d'assainissement, les indices de l'INSEE qui mesurent l'évolution moyenne du marché, ne permettront pas de répercuter intégralement cette hausse.
Cette divergence entre ces indices et l'évolution des coûts conduira les formules d'indexation des tarifs à ne plus refléter fidèlement cette l'évolution, ce qui viendra modifier l'équilibre économique des contrats.
Il conviendra, suivant les préconisations de l'INSEE, de corriger les formules d'indexation des contrats.

Réforme anti-endommagement

La réglementation relative aux interventions à proximité des réseaux de transport et distribution, aussi appelée réglementation anti-endommagement ou construire sans détruire, a pour objectif principal de prévenir les dommages aux réseaux et les conséquences que ces dommages peuvent entraîner sur la sécurité des personnes exécutant les travaux, la sécurité des riverains des réseaux, la protection de l'environnement, et la continuité des services apportés par ces réseaux.
Cette réglementation, dans son ensemble, impose aux exploitants de réseaux une amélioration progressive de la cartographie des réseaux, des réponses plus précises aux déclarations DT/DICT faites par les responsables de projets et les exécutants des travaux, ainsi qu'une anticipation des situations de crise afin que la mise en sécurité en cas de dommage soit aussi rapide que possible.

Depuis le 1er janvier 2026, les réponses aux DT/DICT des réseaux non sensibles en zone urbaine, doivent être en classe A de précision (avec un fuseau d'incertitude de 40 cm) pour l'ensemble des réseaux.
Plusieurs possibilités permettent de répondre à cette obligation.

- Répondre à partir d'une cartographie en classe A des réseaux
- Mettre en œuvre des solutions ponctuelles au moment de la réception de la demande de DT/DICT sous un délai de 15 jours, avec géoréférencement au fil de l'eau de la zone concernée, ou uniquement via un marquage-piquetage

En outre, les réponses à ces DT/DICT/ATU doivent utiliser les PCRS (Plan de Corps de Rues Simplifié) comme fond de plan.

Ces nouvelles obligations modifient le cadre contractuel des interventions et ont un impact significatif sur l'équilibre économique des contrats.

Le cas échéant, en fonction des modalités de cartographie en classe A déjà réalisées ou envisagées par chaque Collectivité, il convient d'étudier les évolutions contractuelles nécessaires à la mise en place de solutions spécifiques ainsi que leur financement.

Infrastructures Numériques : disparition programmée des technologies 2G, 3G et cuivre

Les opérateurs de communication ont, avec l'accord de l'ARCEP décidé de supprimer les technologies de communications 2G, 3G et cuivre entre 2026 et 2030 au profit de la généralisation de technologies plus récentes (4G et 5G dans le domaine mobile et fibre dans le domaine filaire).
Les métiers de l'eau et l'assainissement utilisent de nombreux objets connectés, tant pour la mesure des informations sur les réseaux et les usines, que pour le pilotage à distance des installations.
Or, les capteurs et automates reposent majoritairement sur les technologies qui seront supprimées par les opérateurs. Ces technologies étant les seules jusqu'à aujourd'hui à assurer la couverture nécessaire. C'est le cas en particulier des capteurs sur le patrimoine enterré et de ceux positionnés sur les sites isolés.
Dès lors, il convient, pour assurer la continuité des services d'eau et d'assainissement, de procéder à un renouvellement partiel des équipements du patrimoine des Collectivités.
Par conséquent, une modification des plans contractuels de renouvellement des équipements est nécessaire.
Ces modifications tiendront compte à la fois :

- de l'urgence de renouvellement, notamment pour les technologies 2G s'arrêtant au cours de l'année 2026,
- de l'intégration du module communicant au sein de l'équipement et la possibilité de dissocier le capteur du modem,
- du choix de la Collectivité de passer à des technologies plus récentes pour favoriser le développement de la cybersécurité,
- de l'existence du renouvellement de ces équipement au sein des plans de renouvellement actuels.

Après arbitrage, il conviendra de trouver les solutions permettant de financer ces renouvellements contraints par cette évolution exogène.

Facturation électronique

La généralisation de la facturation électronique entre professionnels à compter de septembre 2026 imposera aux délégataires du service public de l'eau une mise en conformité technique et organisationnelle de leurs systèmes de facturation, afin de répondre aux exigences de formats normalisés, de sécurité des données et de transmission via des plateformes agréées par l'État, ainsi qu'aux obligations de transmission électronique des données de facturation et de TVA à l'administration fiscale.

Cette évolution représente des contraintes techniques et financières importantes, liées à l'adaptation des outils informatiques existants, aux investissements nécessaires et à la conduite du changement, dans un contexte de maîtrise des charges.

Sa mise en œuvre entrainera une hausse du coût de la relation clientèle qu'il conviendra d'intégrer dans l'économie du service.

Cybersécurité NIS 2

La connectivité des installations industrielles permet leur pilotage optimisé et une meilleure performance. Le développement de cette connectivité s'accompagne d'un accroissement des risques liés à la cybersécurité et au piratage informatique.
Face à ces risques, la commission européenne a décidé de renforcer massivement la cybersécurité dans un grand nombre de secteurs d'activité en Europe, dont l'eau potable et l'assainissement. Les états membres avaient jusqu'au 17 octobre 2024 pour transposer la directive européenne NIS 2 (2ème version de la directive Network & Information Security) dans leur droit respectif. Les échéances parlementaires et gouvernementales ont retardé ce projet de loi qui pourrait se concrétiser en 2026.
La déclinaison en droit français de cette directive va a priori venir en complément de la loi de programmation militaire et en substitution de loi NIS, qui ne concernent qu'un nombre restreint de grands systèmes critiques. La plupart des services seront concernés par cette nouvelle règlementation afin de protéger le patrimoine industriel ainsi que les opérations et les services associés.
La mise en conformité consécutive à cette nouvelle règlementation impliquera des investissements et des coûts d'exploitations complémentaires à ceux déjà engagés par Suez Eau France pour garantir un 1er niveau de cybersécurité.

1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année

Avenants au contrat

✓ **L'avenant n°1** est entré en vigueur le 02 juillet 2025. Il a pour objet :

- De renforcer la Gouvernance du contrat en complétant les éléments financiers à transmettre à la Collectivité et en définissant les modalités de déploiement de la marque « AuxR_Eau » ;
- De procéder à une mise à jour contractuelle (convention pour la mise à disposition de données dans le cadre du Règlement Général sur la Protection des Données, Maison de l'Eau, autofacturation, mise à jour calendaire, compléments au bordereau des prix) ;
- D'identifier dès maintenant des éléments importants pouvant impacter dans les années à venir l'économie du contrat, à savoir l'évolution des consommations, des impôts et des taux de subventions.

✓ **L'avenant n°2** a pris effet le 21 juillet 2025. Il a pour objet :

- De mettre à jour l'inventaire suite à la fermeture du captage de la Plaine des Isles et supprimer les travaux neufs et renouvellement associés ;
- D'acter la réalisation des deux usines de traitement malgré la baisse de subvention de l'Agence de l'Eau et de trouver les financements compensatoires ;
- De mettre à jour certains engagements contractuels et le compte d'exploitation prévisionnel ;
- De prendre date pour l'analyse de la baisse des volumes facturés et des conséquences sur l'économie du contrat

Ressources et production d'eau potable

✓ **Ressource de la Plaine du Saulce :**

Pendant l'année 2025, le taux de nitrates n'a pas dépassé la limite de qualité de 50 mg/l avec une concentration maximale atteinte de 49 mg/l. Ce paramètre a pu être maîtrisé grâce au fonctionnement de la réalimentation de nappe.

✓ **Ressources d'Escolives Sainte Camille, Coulanges la Vineuse :**

Pendant l'année 2025, le taux de nitrates a dépassé la limite de qualité de 50 mg/l sur les ressources d'Escolives Saint Camille et de Coulanges la Vineuse. SUEZ a mis en service l'interconnexion de ces deux ressources au réseau de la plaine du Saulce, il n'y pas eu de dépassement de nitrates sur le réseau de distribution.

✓ **Ressource de la Plaine des Isles :**

Au cours de l'année 2025, la CA de l'Auxerrois a délibéré pour l'arrêt du captage de cette ressource. Il a été acté que celle-ci ne sera pas interconnectée avec l'unité de traitement en construction sur le site des Boisseaux.

Qualité de l'eau

✓ La qualité de l'eau a été **conforme aux normes en vigueur** sur les paramètres microbiologiques tout au long de l'année et sur 100% des prélèvements.

✓ **Concernant les paramètres physico-chimiques :**

Plomb :

Au cours de l'année 2025, des analyses de contrôles sanitaires ont indiqué un taux de plomb supérieur à la limite de qualité pour deux branchements situés sur la commune de Vincelles. Ces branchements ont été renouvelés par Suez.

Une autre analyse de contrôle sanitaire réalisée sur la commune de Lindry, au niveau de l'alimentation de la mairie, a également indiqué un taux supérieur à la limite de qualité. La présence de plomb provient de l'installation intérieure. En effet, la canalisation et le branchement concernés ont fait l'objet d'un renouvellement antérieurement à l'analyse réalisée.

Présence de PFAS dans l'eau :

Concernant les PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées), les premières analyses réalisées indiquent une présence plus importante dans le Puits 2 du captage des Boisseaux, ce qui a été confirmé par le suivi mis en œuvre par SUEZ au cours de l'année 2025.

Chlorure de Vinyle Monomère :

Conformément au contrat de DSP eau potable, SUEZ a réalisé une **modélisation du réseau** permettant d'étudier les risques de relargage de molécules de Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) dans les réseaux d'alimentation en eau potable de la Communauté de l'Auxerrois. Cette modélisation a mis en avant **31 tronçons présentant des risques de relargage**.

Une campagne d'analyse de CVM a été réalisée sur ces zones à risque, sur 4 prélèvements. Elle a permis de déceler 4 tronçons présentant des valeurs supérieures aux limites de qualité en vigueur :

- Appoigny : Cimetière
- Chevannes : La haute chèvre
- Gurgy : Champs Gerbeau (Sablières de Gurgy)
- Gurgy : Route de Chemilly

Un plan d'action a été établi avec la Communauté de l'Auxerrois.

✓ Pour mémoire, en 2018, des traces de métabolites de pesticides (CGA 369873, ESA Métazachlore, ESA Métolachore…) ont été détectées sur les ouvrages de production des Boisseaux P1 et P2, de la Plaine du Saulce P1 et P2, de Vincelles et Coulanges la Vineuse.
En 2019, l'ANSES a statué sur le caractère non pertinent de ces métabolites de pesticides. De ce fait, ils ne représentent pas une limite de qualité pour ces paramètres.

✓ **Pompages à l'arrêt :**

En 2025, les pompages de la Plaine des Isles, Charbuy et Perrigny ont été maintenus à l'arrêt.

Rendement de réseau

Pour l'année 2025, le rendement global s'établit à **80,45 %** sur l'ensemble du périmètre. A noter que l'atteinte de ce bon rendement de réseau est d'autant plus notable du fait de la baisse des volumes facturés qui impacte négativement cet indicateur.

991,2 kilomètres de réseau ont été auscultés par notre service recherche de fuites et de nombreuses fuites ont été décelées et réparées.

- ✓ **Rendement de réseau (%) par nature :**
  - ✓ Rendement urbain : 81,17%
  - ✓ Rendement semi-urbain : 79,84%
  - ✓ Rendement rural : 80,81%

- ✓ **Indice Linéaire de Pertes :** il est de **3,76m³/j/km**.

  Cet indicateur est un outil essentiel assurant un meilleur suivi, car il s'appuie sur les pertes en eaux du réseau pour optimiser la gestion des ressources.

Travaux sur le réseau

- ✓ **Renouvellement de conduites réalisé dans le cadre du fonds de canalisation contractuel :**
  - **Vincelles – Rue Auguste Renoir :** renouvellement canalisation
  - **Auxerre - Avenue Maréchal Juin** : obturation canalisation
  - **Appoigny - Rue du Pavillon :** renouvellement canalisation
  - **Appoigny – Grande rue :** renouvellement canalisation

- ✓ **Bouches à clefs :** mise à niveau de **163** bouches à clé (contractuellement : 100 / an)
- ✓ **Les réparations :**
  - **113** interventions de réparation à la suite de fuite sur le **réseau** d'eau potable, dont les principales :
    - 1 fuite importante réparée en décembre 2025 à Auxerre (Rond-point bd Montois), sur une canalisation diamètre 200.
    - 1 fuite importante réparée en décembre 2025 à Auxerre (Rue de la Tour), sur une canalisation diamètre 300 (30m3/h).
    - 1 fuite réparée en aout 2025 à Villefargeau, sur une canalisation diamètre 150 (Lieu-dit La folie Merat)
  - **77** interventions de réparation à la suite de fuite sur les **branchements** d'eau potable.
  - **18** interventions de réparation à la suite de fuite sur les **accessoires** de réseau d'eau potable.

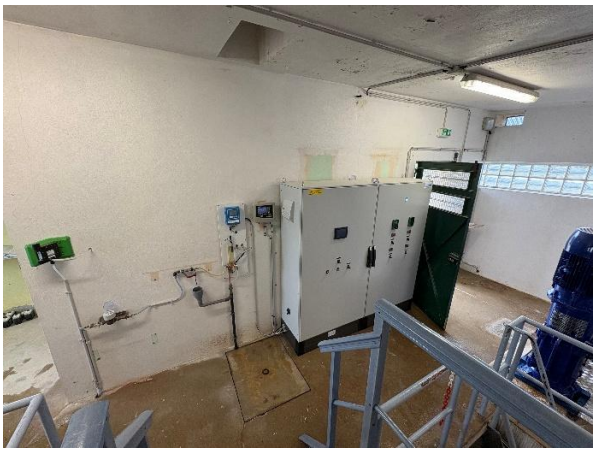
- ✓ **Renouvellement de branchements :** 528 branchements d'eau potable renouvelés dans le cadre du marché travaux de la communauté de l'Auxerrois et dans le cadre des investissements contractuels. **159** branchements ont été renouvelés par SUEZ, dont 36 en plomb.

Principaux travaux de renouvellement sur les installations :

- **Station de Charbuy** : renouvellement de toute l'installation (armoire de commande, canalisation, pompes de refoulement)



Avant



Après



- **Réservoir et relance de Saint-Siméon :** fin des travaux de renouvellement des pompes et canalisations



Avant



Après

- **Réservoir et surpresseur de Bas Moreaux :** Finalisation des travaux de remplacement des pompes de refoulement, de l'armoire électrique et installation des variateurs.



Avant



Après

- **Autres travaux de renouvellement :**

D'autres travaux de renouvellement ont été menés au cours de l'année 2025, comme :

- Le renouvellement du ballon anti-bélier et de la télégestion au **Pompage d'Escolives Sainte Camille.**
- Le renouvellement des **cellules de détection de chlore** sur certains sites, visant à protéger les intervenants face au risque de fuite de chlore.
- Le renouvellement de télégestion (ou dataloger) en lien vers l'arrêt de la 2G/3G et afin de maintenir la remontée d'information des sites concernés.

➔ *L'ensemble des travaux de renouvellement est listé dans la partie 4.3.*

Travaux neufs contractuels :

✓ Unités de traitement d'eau potable (UTEP) OIBP (Osmose Inverse Basse Pression)

Subventions Agence de l'Eau Seine Normandie :

Le 5 février 2025, la Communauté de l'Auxerrois, accompagnée de Suez a été auditionné par l'Agence de l'eau Seine Normandie, afin d'apporter des éléments complémentaires et justificatifs liés au projet de construction de l'UTEP de la Plaine du Saulce.

Le 7 mars 2025, une convention d'aide financière a été transmise indiquant les conditions d'attribution et définition une aide à hauteur de 2 037 769€.

Le 27 mars 2025, l'AESN au travers d'un courrier a informé la Communauté de l'Auxerrois, que le projet de construction des Boisseaux ne serait pas accompagné financièrement par l'AESN. Après échanges avec les services, un second dossier de demande de subvention a été déposé le 22 mai 2025.

Le 08 juillet 2025, un nouveau courrier de l'AESN a annoncé le refus d'aide pour la construction de l'UTEP des Boisseaux.

Face au manque d'aide de financement accordé vis à vis des aides prévues par l'agence de l'eau au contrat de DSP, la Communauté de l'Auxerrois a pris la décision de maintenir la construction de l'UTEP des Boisseaux. Ainsi le reste à financer sera pris en charge par la Communauté de l'Auxerrois et le contrat de DSP. L'avenant 2 détaille les modifications du contrat.

UTEP Plaine du Saulce :

Un Ordre de Service pour la phase d'étude d'exécution de l'UTEP de la Plaine du Saulce a été réalisé pour le 01/11/2024 (durée : 6 mois).

En décembre 2024, la DRAC au travers d'un arrêté avait émis la demande de réalisation de fouilles archéologiques sur l'ensemble du site. En février 2025, la DRAC a abrogé sa demande initiale après la vérification du contenu du projet de construction.

La DDT89 ayant instruit le dossier Loi sur l'eau, a donné son accord pour le rejet des eaux de process de l'UTEP de la Plaine du Saulce vers l'Yonne au travers un arrêté en date du 11 avril 2025.

L'Ordre de service pour le démarrage des travaux de construction a donc pu être réalisé à compter du 5 mai 2025.



Avancée des travaux (photo prise par drone en octobre 2025)

UTEP des Boisseaux :

Pour donner suite à la décision d'arrêt du captage de la Plaine des Isles par la Communauté de l'Auxerrois, par délibération du 20 février 2025, le **projet de construction de l'UTEP des Boisseaux a été modifié et redimensionné.** Ce projet adapté a été adopté par la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre de l'avenant 2 au contrat de DSP.

- ➔ *L'ordre de service de démarrage de la phase d'étude d'exécution a donc pu être donné le 23 mai 2025.*
- ➔ *L'ordre de service de démarrage des travaux a quant à lui pu être donné à compter du 15 octobre 2025.*





Avancée des travaux (photo prise par drone fin novembre 2025)

Afin de pouvoir raccorder la base de vie de travaux au réseau d'eaux usées, les travaux de pose de la canalisation destinée à recevoir les eaux de process de l'UTEP a été posée en fin d'année 2025.





✓ **Autres travaux neufs contractuels :**

- Interconnexion CHEVANNES – VALLAN (avril à juin 2025) : Réalisation des travaux d'interconnexion et déconnexion du réservoir de Vallan (Avril à juin)





- Démarrage des travaux d'interconnexion entre St Bris le Vineux / Vincelles / Vincelottes et création de l'accélérateur de Saint-Bris-le-Vineux à compter de fin Aout 2025.





- Préparation des travaux d'interconnexion entre les réservoirs de Météo et Haut Saint-Georges (Fin des travaux début 2026).

- **Auxerre** : Réalisation d'une étude pour la faisabilité d'installation de capteurs de mouvement de terrain sur la canalisation de refoulement de la Plaine du Saulce et installation de 3 hydrophones sur la conduite.

- **Escolives Ste Camille** : Installation du surpresseur permettant le remplissage optimisé du réservoir et déconnexion du forage d'Escolives Ste Camille.

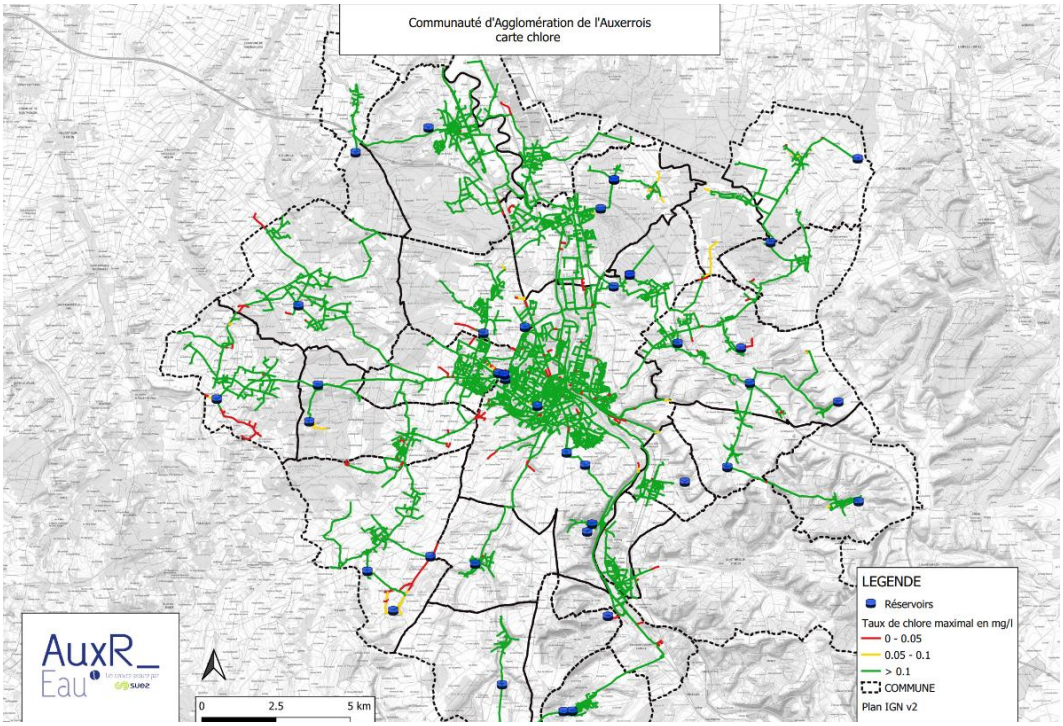


Avant

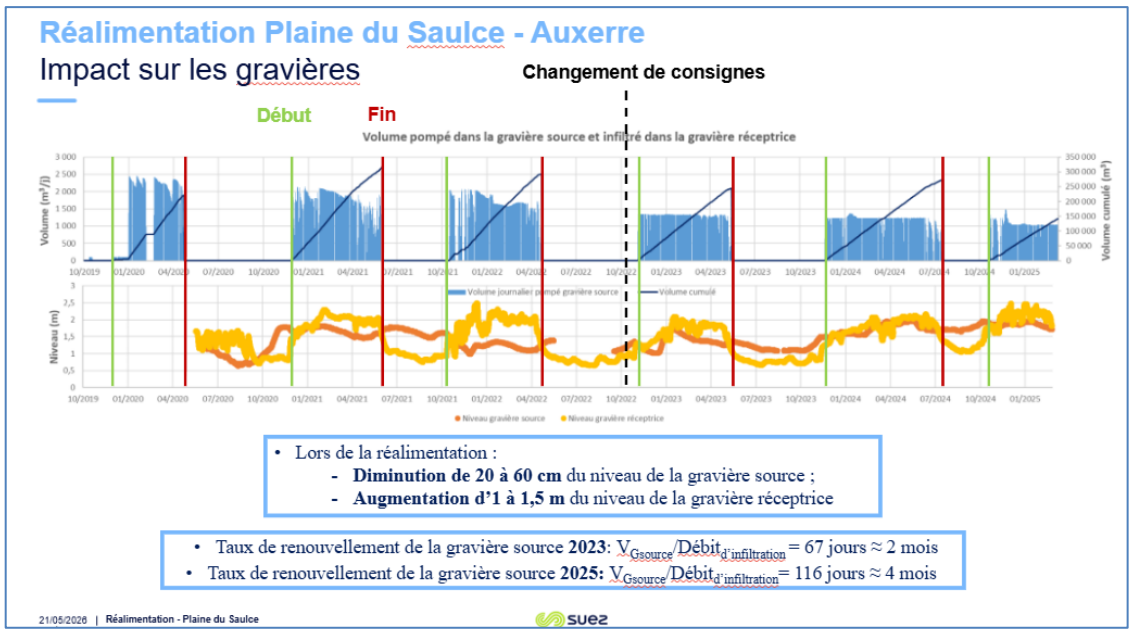


Après

- Poursuite du **déploiement de la télérelève des compteurs** des usagers de la Communauté de l'Auxerrois (15 795 compteurs équipés dans l'année), 20 concentrateurs déployés en 2025 (et 29 concentrateurs GRDF).
- Mise en œuvre d'un **jumeau numérique des réseaux** permettant de fournir une vision cartographique de la qualité de l'eau distribuée en temps réel.



- **Plaine du Saulce :** Réalisation d'un bilan de fonctionnement de la réalimentation de nappe depuis la gravière émettrice vers la gravière réceptrice, en vue de l'optimisation de son fonctionnement.

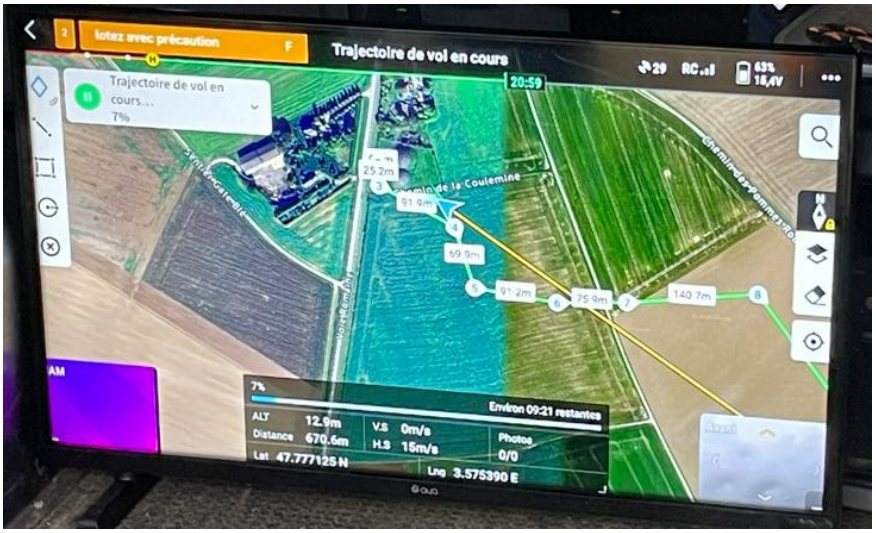


Recherche de fuites par drone :

Le 04 février 2025, SUEZ a expérimenté la recherche de fuites d'eau par drone thermique sur les réseaux de canalisations souterrains de l'Auxerrois. Ce test a été réalisé à l'aube à proximité du réservoir de Chantemerle avec le concours d'une société de drones basée à Toucy. Une canalisation de 600mm de diamètre a été observée sur un tracé de 6,5 km reliant Auxerre et le Hameau de Vaux. L'expérimentation a permis de traiter la recherche de fuite par drone et d'en valider le fonctionnement en prouvant sa capacité à détecter les canalisations d'eau avec une précision au centimètre.

À la suite de cette expérimentation concluante, l'objectif est de généraliser son usage lorsque les conditions le permettent et d'industrialiser le procédé.





Economie du contrat

L'économie du contrat pour l'année 2025 est fortement impactée par une baisse des recettes par rapport au compte d'exploitation prévisionnel.

Cette baisse provient essentiellement d'une baisse des volumes facturés qui s'est accentuée sur 2025 après une année 2024 déjà en forte baisse, notamment liée à l'arrêt soudain et imprévisible de l'activité du plus gros consommateur d'eau de l'agglomération à Appoigny au démarrage du contrat.

La baisse cumulée des volumes par rapport au prévisionnel se rapproche des 10%. Par conséquent, cette baisse des volumes devra faire l'objet d'une analyse et d'un échange avec la collectivité.

Communication

RECID'EAU :

Du 5 au 7 juin 2025, le Syndicat Mixte Yonne Médian a organisé son premier « RECID'EAU » à destination des scolaires et du grand public à l'Abbaye Saint-Germain d'AUXERRE. A travers ateliers et conférences, cet événement vise à sensibiliser aux enjeux liés à l'eau et à l'environnement, tout en mettant en lumière les acteurs locaux auprès du grand public.
SUEZ EAU FRANCE y a tenu un atelier dans le but de sensibiliser le public au cycle de l'eau et aux écogestes.



Clientèle

Permanences clientèle en mairie :

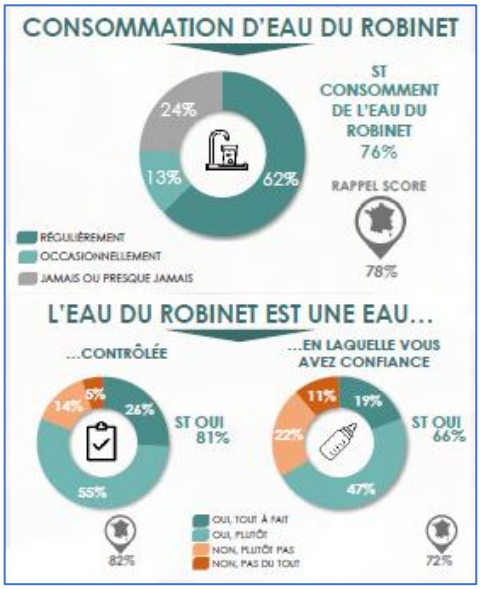
Des permanences clientèle ont été délocalisés dans des mairies du territoire de la CA de l'Auxerrois au cours de l'année 2025. En complément de l'accueil clientèle basé à AUXERRE, ce fut 16 permanences qui ont permis aux usagers de s'informer sur la télérelève, leur facturation, leur compte en ligne, la qualité de l'eau…

VILLEFARGEAU	12 février	IRANCY	7 octobre
VILLENEUVE ST SALVES	9 avril	GY L'EVEQUE	24 octobre
ST GEORGES SUR BAULCHE	12 mai	PERRIGNY	5 novembre
GURGY	4 juin	COULANGES LA VINEUSE	21 novembre
CHARBUY	20 juin	APPOIGNY	5 décembre
CHAMPS SUR YONNE	25 juin	MONETEAU	10 décembre
MONTIGNY LA RESLE	12 septembre	BLEIGNY LE CARREAU	17 décembre
VINCELLES	19 septembre		
VENOY	6 octobre		

Baromètre annuel de satisfaction clients particuliers (Enquête IFOP) :

Depuis 9 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel. L'étude a été réalisée du 7 janvier au 7 février 2025, On-line sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview), à partir du fichier clients fourni par SUEZ. 566 clients particuliers SUEZ ont participé à cette enquête. Cet échantillon a été extrait d'un échantillon national de 13006 clients.

Les conclusions ont été transmises à la CA de l'Auxerrois.



Développement durable :

SUEZ a réalisé divers projets sur le thème du développement durable et de la transition écologique, menés avec différents partenaires. Ces projets illustrent des solutions concrètes pour renforcer la durabilité des territoires :

- ✓ **Bilan carbone :** réalisé avec Suez Consulting, plus précisément la Direction Aménagement Durable et Conseil en Transition ;
- ✓ **Vision carbone :** logiciel élaboré en partenariat avec Origins.Earth ;
- ✓ **Beeomonitoring :** une mesure innovante de la biodiversité et de la pollution à travers l'analyse du pollen collecté par les abeilles, en collaboration avec Beeodiversity ;
- ✓ **Eco-diagnostic de la gravière du Saulce :** un inventaire de la biodiversité et des micropolluants du site, en partenariat avec Suez, le Lyre et la LPO.

Le 21 janvier 2025, SUEZ a programmé une réunion d'échange entre la Communauté de l'Auxerrois et les experts ayant mené les projets en lien avec le **développement durable et la transition écologique**. Ces derniers ont présenté leurs conclusions et ont répondu aux questions de la collectivité. Les accès aux différents outils en ligne ont été fournis à la Communauté de l'Auxerrois.

Le 1er décembre 2025, SUEZ a présenté les conclusions de ces projets au Conseil des Maires de l'Auxerrois.

➔ Quelques indicateurs associés aux actions de développement durable sont présentés dans la **partie 3.4 « Les autres missions du service ».**

1.4 Votre contrat : les chiffres clés

34 787 abonnés

5 063 565 m³ mis en distribution sur le réseau d'eau potable dans l'année
(comptabilisés sur une période entre deux relèves ramenées à 365 jours)

80,5 % de rendement du réseau de distribution

747 km de réseau de distribution d'eau potable

991 245 ml de réseau ayant fait l'objet d'une recherche de fuite

100 % de conformité sur les analyses bactériologiques

97,7 % de conformité sur les analyses physico-chimiques

2,56293 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³

1.5 Votre contrat : les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

1.5.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la Collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007						
Thème	**Indicateur**	**2023**	**2024**	**2025**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	68 961	69 274	69 040	Nombre	B
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	34 227	34 634	34 787	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	750	747,02	747,02	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	2,52903	2,62673	2,56293	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	68,8	85,1	97,7	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	80,85	80,01	80,45	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	120	120	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	4,49	4,39	4,75	m³/km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	3,68	3,64	3,76	m³/km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	35	45	38	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0	0,0012	0,001	Euros par m³ facturés	A

1.5.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL						
Thème	**Indicateur**	**2023**	**2024**	**2025**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0,03	0,03	0,01	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	55,79	92,59	95,86	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	7,68	15,5	10,89	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	-	3,71	3,84	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	75	114	36	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	9,1	11,7	5,0	%	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	2,8	2,3	2,3	%	A

1.5.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2025**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 50001 Version 2018	Oui	Oui / Non	A

1.6 Votre contrat : les perspectives

Ressources en eau

✓ **Captage de la Plaine du Saulce :**

Un bilan de fonctionnement de la réalimentation de nappe de la Plaine du Saulce a été réalisé en 2025. Suite à ce bilan, des modifications de la période de fonctionnement de cette réalimentation ainsi que les débits associés ont été suggérés pour optimiser son fonctionnement. Ces actions seront mises en œuvre en 2026.

Qualité de l'eau

La qualité de l'eau prélevée sur les différentes zones de pompage nécessite toujours une surveillance accrue. La Communauté de l'Auxerrois a entrepris depuis plusieurs années des démarches préventives sur ce sujet.

Les non-conformités en nitrate, l'émergence des molécules issues des pesticides et leurs métabolites ainsi que les nouveaux paramètres tels que les perfluorés (dit polluants éternels), font que la qualité de l'eau est un sujet majeur sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois.

La qualité de l'eau est devenue un facteur limitant de l'exploitation des ressources de la Communauté de l'Auxerrois.

A travers le nouveau contrat de Délégation du service public de l'eau, SUEZ s'est engagé au côté de la collectivité pour la construction de deux unités de traitement type OIBP.

➔ *De nombreux projets et accompagnements dans la préservation des ressources seront également déployés par Suez en cohérence avec les objectifs du nouveau contrat.*

À la suite des analyses effectuées en 2024, et à l'alerte de l'ARS reçue en février 2025, des analyses sont maintenues en 2026 pour la surveillance **des molécules de Chlorothalonil, TFA et PFAS.** Ces analyses sont réalisées dans le cadre de l'autosurveillance par l'exploitant.

Chlorure de Vinyle Monomère dans les canalisations :

Suite aux analyses réalisées en 2025 sur les tronçons à risque, un plan d'action a été établi afin de réduire ou supprimer la présence des CVM sur les 4 tronçons concernés. Ces actions seront réalisées en 2026. Pour ces quatre secteurs, nous préconisons en solution à court et moyen terme :

1. De réaliser des analyses complémentaires pour :
    - Appoigny - Cimetière, à hauteur des dernières habitations route de Chichery
    - Gurgy - Champs Gerbeau, à hauteur des dernières habitations, route de Chemilly / chemin du port
2. D'installer des purges paramétrables (temps de purges, débit) et comptabilisées pour les 4 secteurs concernés, afin de diminuer le temps de séjour dans les canalisations concernées et abaisser, par conséquence, le taux de CVM en dessous de la valeur limite de qualité.
3. De réaliser de nouvelles analyses, après l'installation de ces purges et en période estivale (la température pouvant avoir un effet aggravant), afin de vérifier leur efficacité.
4. De programmer le renouvellement des canalisations concernées.

Distribution

✓ **Travaux de renouvellement**

- Depuis le début du contrat, la Communauté de l'Auxerrois a engagé une démarche forte de renouvellement patrimonial des réseaux de distribution pour remplacer les canalisations obsolètes.
- En 2026, grâce au déploiement de l'outil Asset Advanced, SUEZ continuera à accompagner la Communauté de l'Auxerrois dans le choix des tronçons de canalisation à renouveler en priorité. Un renouvellement patrimonial des canalisations les plus fuyardes de l'ordre de 1%/an du réseau est nécessaire pour maintenir un patrimoine enterré de qualité et limiter les pertes en eau. Une priorisation sera à effectuer sur les réseaux urbains.

✓ **Branchements en plomb, socarex, cuivre et autres :** une campagne de renouvellement de branchements est prévue à compter du mois de septembre 2026 par SUEZ.

✓ **Rendement de réseau :**

- La Communauté de l'Auxerrois a engagé des actions pour **augmenter son taux de renouvellement des canalisations** depuis 2023. Les secteurs urbains sont à privilégier, notamment la rive gauche d'Auxerre.
- Les travaux doivent également être envisagés dans le coulangeois (Jussy, Gy l'Evêque, Irancy et Coulanges la Vineuse) pour permettre d'améliorer le rendement de réseau de ces secteurs.

Travaux neufs contractuels

✓ **Unités de traitement OIBP :**

Les constructions des deux unités de traitement se poursuivront sur l'année 2026 :

Plaine du Saulce :

Sur le site de la Plaine du Saulce, les travaux de pose de canalisation sur site et les travaux d'équipement de l'UTEP (pompes, racks de traitement, analyseurs etc...) seront réalisés en 2026.

La phase d'essais de fonctionnement de l'UTEP démarrera au mois d'octobre 2026, selon le calendrier prévisionnel. En amont d'autres travaux seront réalisés :

- Les travaux de pose de la canalisation des rejets vers l'Yonne débuteront en période d'étiage 2026 pour être terminés fin septembre 2026.
- Le remplacement de la pompe du forage P1 sera réalisé avant le mois d'octobre afin de mettre le puit P1 à disposition pour les essais de fonctionnement de l'unité de traitement. Cette phase débutera en octobre 2026, selon le calendrier prévisionnel.

Afin de répondre à une exigence de l'Agence de l'Eau Seine Normandie dans la convention d'aide financière, la Communauté de l'Auxerrois accompagné de Suez, réalisera une étude de faisabilité de réduction ou suppression des rejets au milieu naturel pour le site de la Plaine du Saulce.

Les Boisseaux :

Les travaux de Génie-Civil vont se poursuivre sur l'année 2026. Les travaux d'équipement (pompes, racks de traitement, analyseurs...) seront réalisés en suivant.

Une étude de faisabilité a été demandée par la Communauté de l'Auxerrois, afin de pouvoir rejeter la totalité des eaux de process à l'Yonne (en dehors des sanitaires et caniveaux d'égouttures du local réactifs). Le groupement d'entreprise réalisera cette étude de faisabilité et établira un devis des travaux supplémentaires.

En parallèle, une demande d'autorisation devra être déposée auprès de la DRIEAT, service instructeur pour ce rejet.

Rappel du calendrier relatif au deux UTEP, aucun décalage de planning n'est constaté à l'heure actuelle.

	UTEP Plaine du Saulce	UTEP Boisseaux
Démarrage de la phase d'études d'exécution	Novembre 2024	Mai 2025
Démarrage de la phase travaux	Mai 2025	Octobre 2025
Mise en service	Mai 2027	Septembre 2027

✓ **Travaux d'interconnexions :**

Dans le cadre du contrat de DSP, les travaux d'interconnexion suivant seront terminés en 2026

- Champs sur Yonne – St Bris le Vineux – Vincelles et Vincelottes
- Réservoir Météo et réservoir Haut Saint Georges
- Lindry : Hameau de Chazelles et Fonteny

Autres travaux

- Des **panneaux photovoltaïques** seront mis en place sur certains ouvrages d'eau potable pour réduire les consommations énergétiques.
- Poursuite des travaux d'installation de nouveaux capteurs de surveillance de la qualité de l'eau sur les ouvrages et sur le réseau (analyseurs de chlore en priorité).

Autres orientations

✓ SUEZ rappelle qu'il est indispensable de procéder au comblement des forages arrêtés définitivement (Chitry, Irancy, Perrigny, Augy).

✓ Des travaux d'amélioration de la sectorisation du réseau (travaux non prévus au contrat) vous seront proposés par SUEZ. Nous attirons votre attention sur le fait que ces travaux sont subventionnables par l'Agence de l'eau. Voici une liste non-exhaustive :

- **PERRIGNY :** installation d'un débitmètre électromagnétique permettant de comptabiliser les volumes à PERRIGNY et aux BREANDES.
- **MONETEAU rive droite :** installation d'un débitmètre électromagnétique permettant de comptabiliser les volumes de ce quartier.
- **LABORDE :** installation d'un débitmètre électromagnétique permettant de comptabiliser les volumes en entrée et sortie du réservoir.

- **BAS MOREAU :** installation d'un débitmètre électromagnétique permettant de comptabiliser les volumes en entrée et sortie du réservoir.
- **JONCHES :** installation d'un débitmètre électromagnétique permettant de comptabiliser les volumes en entrée et sortie du réservoir.

✓ **Renouvellement de réseau :**

- **MONETEAU rive droite :** la conduite située Rue de Seignelay direction GURGY est très fuyarde et difficilement accessible en toute sécurité afin de permettre la recherche de fuites. Nous vous conseillons de renouveler cette conduite.

✓ **Gestion des pressions :**

- **APPOIGNY** et **MONETEAU :** une pression importante est constatée au niveau de ces communes, qui entraine des casses de canalisations de manière régulière.
  → *Une étude serait à mener pour améliorer la situation. Il faudrait installer des régulateurs de pression aux endroits stratégiques.*

✓ **Autres propositions d'amélioration des ouvrages d'eau potable :**

- **Réservoir-Surpresseur d'Egriselle :**
  Renouvellement de la conduite de vidange, très corrodée et canalisation de refoulement vers Bleigny le Carreau

- **Accélérateur de Villefargeau :**
  Suite à l'interconnexion de la commune d'Escamps, il convient de sécuriser le site avec l'installation de 2 pompes de refoulement (fonctionnement en alternance afin de bénéficier d'un secours), remplacement de l'armoire électrique et installation d'un ballon de surpression.

- **Champs sur Yonne :**
  Installation d'un réducteur de pression, afin d'améliorer le pilotage du remplissage et du marnage du réservoir. Ces travaux permettront également de mieux maitriser le temps de séjour de l'eau dans le réservoir et améliorer la protection du réseau de distribution (baisse de pression)

- **Surpresseur Sainte Geneviève :**
  Renouvellement et redimensionnement des ballons anti-béliers. Pour cela une étude sera menée pour ce redimensionnement.

- **Surpresseur autoroute (Venoy) :**
  À la suite de l'inondation du local, les équipements nécessitent d'être remplacés afin d'assurer la continuité du service. La CA de l'Auxerrois a un projet d'aménagement de la zone activité alimentée par le surpresseur, qui pourrait entrainer un besoin de redimensionnement des équipements. Afin de pouvoir prévoir les travaux nécessaires, SUEZ attend les informations de la part de la Communauté de l'Auxerrois, sur le maintien ou non de l'aménagement de cette zone.

- **Pompage Escolives :**
  Réfection de la toiture du bâtiment et reprise des fissures pour pérennité du bâtiment

- **Pompage de Coulanges :**
  - Réfection de la toiture du bâtiment et reprise des fissures pour pérennité du bâtiment
  - Comblement de deux forages (intérieur bâtiment ancien pompage) et extérieur
  - Renouvellement de l'armoire électrique et des pompes de surpression (non prévues au PTR)

- **Réservoir Météo** :
  - Reprise des huisseries (fenêtres)
  - Renouvellement des trappes extérieures, pose d'une crosse accès cuve

- **Réservoir de Lindry** :
  - Suppression des canalisations obsolètes dans le réservoir, marquées en orange
  - Pose d'une trappe coulissante pour protection d'accès à l'eau potable
  - Reprise des aciers (peut-être) et béton plafond intérieur

Développement durable

Indicateur ZAN (zéro artificialisation nette) :

La création des deux usines induira une artificialisation nette de l'ordre de +1.300 m², correspondant aux surfaces de toitures nouvelles crées (qui porteront des panneaux solaires). Les voiries crées seront drainantes (soit à 0 impact).
Les mesures compensatoires seront réalisées localement par le biais de la transformation des locaux d'exploitation de l'Agence SUEZ au sis 74 rue Guynemer à Auxerre, parcelle de 4900 m² imperméabilisée actuellement à hauteur de 95%. Le projet consiste au remplacement intégral des bâtiments existants, d'une surface de 1000 m² par un bâtiment R+1 avec toiture végétalisée de seulement 500m² de surface au sol avec réduction des surfaces de parking imperméabilisées, et agrandissement des espaces verts.

Le projet comprend entre autres, une diminution de l'emprise au sol du bâtiment, une construction bas carbone.

Clientèle

- Accueil des usagers AUXR_EAU dans le nouveau bâtiment SUEZ (74 Rue Guynemer AUXERRE) à l'été 2026.
- Poursuite des accueils clientèle SUEZ ponctuels dans les mairies du territoire de la CA de l'Auxerrois, afin de répondre aux usagers.
- Convention mise en place au printemps 2026 entre le CCAS d'Auxerre, la CA de l'Auxerrois et SUEZ, pour la mise en place du **chèque Ô**. Celui-ci aidera les usagers en difficulté à régler leur facture d'eau et d'assainissement. Un outil informatique d'aide à la décision a été créé par SUEZ pour les travailleurs sociaux du CCAS d'AUXERRE, afin qu'ils calculent le montant du chèque en fonction des critères définis avec la CA de l'Auxerrois.

  Quand les procédures seront maitrisées et les critères ajustés, le chèque Ô sera proposé à d'autres CCAS des communes de la CA de l'Auxerrois.

Communication

- Accueil des scolaires lors de visites pédagogiques à la STEU d'Appoigny, en partenariat avec la Fédération de pêche de l'Yonne (sensibilisation au cycle de l'eau).
- SUEZ participera :
    - Au **Forum des associations et nouveaux Auxerrois** à Auxerre en septembre 2026.
    - A **Cité 89**, 17e salon des maires et des élus, à Auxerre en octobre 2026.
    - Aux **JIE (Journées Information EAUX) :** En accord avec la Communauté de l'Auxerrois, l'étude de la qualité des milieux naturels de l'auxerrois sera présentée lors de ces journées en octobre 2026 à POITIERS.



2 | Présentation du service

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/07/2023	30/06/2043	Concession
Avenant n°01	02/07/2025	30/06/2043	Avenant 1 - Amélioration de la gouvernance - MAJ contractuelle - clause évolution économique
Avenant n°02	21/07/2025	30/06/2043	Avenant 2 - nouvelles usines

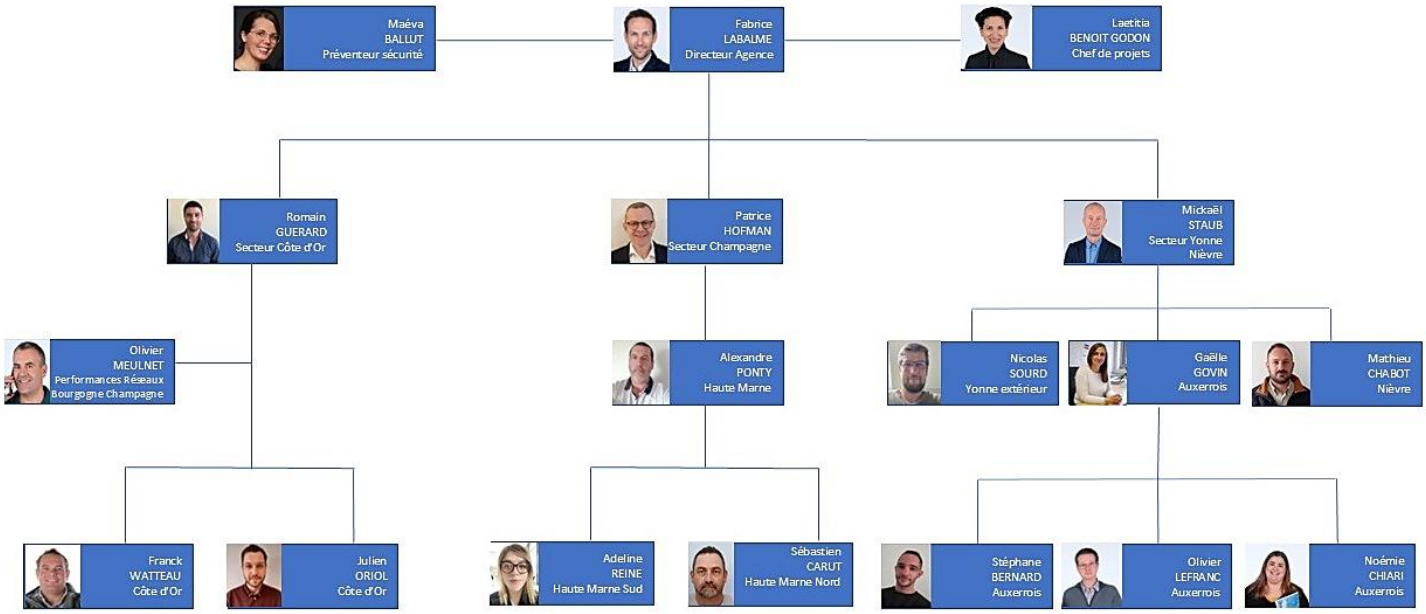
Les communes faisant partie du contrat sont les suivantes :

- APPOIGNY
- AUGY
- AUXERRE
- BLEIGNY-LE-CARREAU
- BRANCHES
- CHAMPS-SUR-YONNE
- CHARBUY
- CHEVANNES
- CHITRY-LE-FORT
- COULANGES-LA-VINEUSE
- ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE
- GURGY
- GY-L'EVEQUE
- IRANCY
- JUSSY
- LINDRY
- MONETEAU
- MONTIGNY-LA-RESLE
- PERRIGNY
- QUENNE
- SAINT-BRIS-LE-VINEUX
- SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE
- VALLAN
- VENOY
- VILLEFARGEAU
- VILLENEUVE-SAINT-SALVES
- VINCELLES
- VINCELOTTES

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence Bourgogne-Champagne :



Votre interlocuteur privilégié est **Mickaël STAUB** (06.82.93.54.44).

2.2.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Collaborateurs au sein de la région et dans le cadre de la Force d'Intervention Rapide au niveau national,
- Equipements de process fixes ou mobiles, groupes électrogènes…
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par SMS, téléphone, site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise et de continuité d'activité s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés,
- Une organisation du management de crise avec une cellule dédiée à la cybersécurité,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques (ex : fiches réflexes, fiches pratiques, plan de continuité cyber...),
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2025, des exercices de crise ont été régulièrement organisés avec un focus sur les enjeux de sûreté aussi bien de cybersécurité que de malveillance sur nos sites avec la participation des forces de sécurité intérieur (ex. : Gendarmerie, GIGN, RAID).

L'objectif était d'entrainer les équipes à réagir face à des situations exceptionnelles auxquelles elles pourraient potentiellement être confrontées dans le futur et d'identifier des points d'amélioration.

2.2.3 La relation clientèle

- **LE SITE INTERNET TOUT SUR MON EAU**

Le site internet TSME permet à nos abonnés de gérer leur abonnement Eau en toute simplicité.

- L'abonné suit en détail ses consommations et ses dernières factures
- Il gère son abonnement : paiement CB, modification d'adresse et de coordonnées bancaires, demande d'attestation de domicile...
- Il trouve la réponse à ses questions
- Il sait tout sur l'eau dans sa commune : alertes sécheresse, composition, prix, travaux…
- Il apprend à préserver l'eau grâce aux écogestes

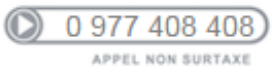
- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le centre de relation clientèle

- Ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers répondent à toute demande : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Clientèle est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation :



Pour toutes les urgences techniques :



- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**

74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE

Du lundi au vendredi
de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants d'astreinte sont mobilisables en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des urgences.

2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

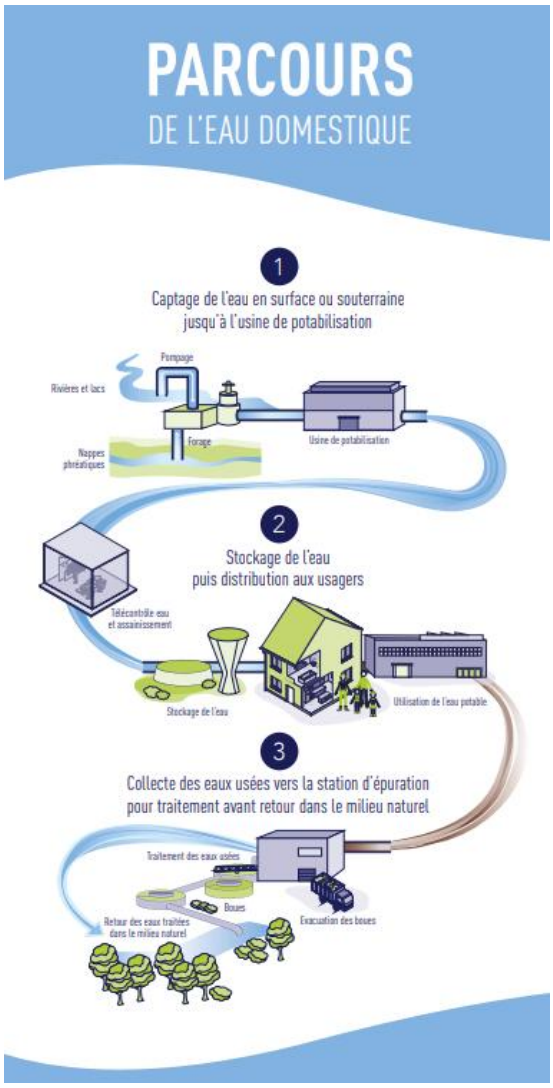
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de desserte, et notamment les canalisations et accessoires de réseau acheminant l'eau potable jusqu'aux points de raccordement des branchements ou des appareils publics (bornes d'incendie, d'arrosage ou de nettoyage). Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans Les articles R3131-1 et R3131-2 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de production**	**Unité**
AUGY	Pompage d'AUGY (hors service)	1968	670	m³/j
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	1968	1 060	m³/j
CHITRY	Pompage Tallone – Chitry (à l'arrêt)	-	-	m³/j
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	1950	600	m³/j
	Pompage de JUSSY	1950	140	m³/j
	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	1977	14 000	m³/j
	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	1960	1 290	m³/j
	Pompage d'ESCOLIVES	1946	360	m³/j
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	1968	10 000	m³/j
PERRIGNY	Pompage de PERRIGNY – CA (à l'arrêt)	1971	400	m³/j
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	1950	1 160	m³/j
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY (à l'arrêt)	1950	360	m³/j

Le Pompage Plaine des Isles (AUXERRE) a été sorti de l'inventaire via l'avenant n°2 du contrat de DSP.

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des réservoirs				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Volume utile**	**Unité**
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	1984	1 000	m³
AUGY	Réservoir d'AUGY	1978	600	m³
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	1965	3 000	m³
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	1975	300	m³
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	1976	300	m³
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	1966	75	m³
BLEIGNY-LE-CARREAU	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	1980	800	m³
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	1980	250	m³
CHARBUY	Réservoir de CHARBUY	1968	700	m³
CHEVANNES	Réservoir de CHEVANNES	2006	500	m³
CHITRY	Réservoir Chitry	1980	300	m³
COULANGES-LA-VINEUSE	Réservoir haut de COULANGES LA VINEUSE	1980	100	m³
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Réservoir d'ESCOLIVES	2004	300	m³
GY-L'ÉVÊQUE	Réservoir de GY-L'EVEQUE	1950	300	m³
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	1968	100	m³
JUSSY	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	1981	1 000	m³
LINDRY	Réservoir de LINDRY	1961	150	m³
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	1962	500	m³
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	1953	3 070	m³
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Météo - AUXERRE	1964	4 570	m³
VINCELOTTES	Réservoir de VINCELOTTES	1950	500	m³

- **LES STATIONS DE POMPAGE / RELEVAGE**

Les stations de pompage / relevage disponibles au cours de l'année d'exercice pour la distribution de l'eau sur l'ensemble du réseau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de pompage - relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	1992	4	m³/h
AUXERRE	Accélérateur de Chantemerle - AUXERRE	1995	200	m³/h
AUXERRE	Accélérateur Plaine de Isles - AUXERRE	2009	150	m³/h
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	1910	150	m³/h
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	1953	60	m³/h
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	1987	10	m³/h
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	1966	18	m³/h
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	1978	72	m³/h
AUXERRE	Surpresseur des Vauviers - AUXERRE	2014	30	m³/h
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	1994	5	m³/h
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Siméon - AUXERRE	1978	72	m³/h
BRANCHES	Accélérateur de BRANCHES	2007	20	m³/h
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	1989	28	m³/h
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	1955	6	m³/h
CHITRY	Surpresseur le Bourg / Cimetière - Chitry	1988	10	m³/h
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	1980	30	m³/h
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	2019	100	m³/h
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	1950	5	m³/h
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	1955	7	m³/h
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	1955	25	m³/h
MONTIGNY-LA-RESLE	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	1961	5	m³/h
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Siméon - AUXERRE	1964	30	m³/h
PERRIGNY	Réservoir surpresseur - PERRIGNY	1955	30	m³/h
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	2020	200	m³/h
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Accélérateur de SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2025	45	m³/h
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	1987	30	m³/h
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	1977	23	m³/h
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	1977	50	m³/h
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	1987	5	m³/h
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	1969	30	m³/h
VILLEFARGEAU	Accélérateur de VILLEFARGEAU	2007	35	m³/h
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyères - VILLEFARGEAU	2014	30	m³/h

- **LES TRAITEMENTS ET CONTROLES DE QUALITE D'EAU SUR LE RESEAU**

Pour assurer et maintenir une bonne qualité d'eau sur l'ensemble du réseau de distribution, les installations de traitement sur le réseau disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de traitement sur réseau		
Commune	**Site**	**Année de mise en service**
AUGY	Chloration AUGY	2014
AUXERRE	Chloration route de Chevannes - AUXERRE	2014

- **LES POINTS DE MESURE OU PRELEVEMENT**

Les points de mesure ou prélèvements sont détaillés dans le tableau suivant.

Inventaire des points de mesure ou prélèvement	
Commune	**Site**
APPOIGNY	Abattoir Laguillaumie (gros consommateur)
	Borne magnétique d'Appoigny
	Cptr SECTO La Baillie - APPOIGNY
	Cptr SECTO STEU APPOIGNY
	DEM SECTO APPOIGNY
	DEM SECTO AuxR Parc - Appoigny
	DEM SECTO Fontaine Thévenot - APPOIGNY
	DEM SECTO Les Bries - Appoigny
AUXERRE	Borne magnétique Colonel Rozanoff
	Borne magnétique de Cézanne (ZUP)
	Borne magnétique de la Gare St Amattre
	Borne magnétique de la Résistance
	Borne magnétique de Laborde
	Borne magnétique de Montois (ZAC St Siméon)
	Borne magnétique de Provence
	Borne magnétique de Vaux (cimetière)
	Borne magnétique des Caillottes (plaine des Isles)
	Borne magnétique des Conches (cimetière)
	Borne magnétique Gambetta
	Borne magnétique L. Renault

Inventaire des points de mesure ou prélèvement	
Commune	**Site**
AUXERRE	Cptr de la Tour Coulon - AUXERRE
	Cptr SECTO Curly - AUXERRE
	Cptr SECTO de Laborde - AUXERRE
	Cptr SECTO VAUX
	DEM Boulevard Verdun
	DEM SECTO Auchan - AUXERRE
	DEM SECTO Avenue Charles De Gaulle - AUXERRE
	DEM SECTO Avenue Haussmann - AUXERRE
	DEM SECTO Cadet Roussel - AUXERRE
	DEM SECTO Centre ville Bénard - AUXERRE
	DEM SECTO Centre ville Chainette - AUXERRE
	DEM SECTO Hôpital - AUXERRE
	DEM SECTO Jonches - AUXERRE
	DEM SECTO Laborde vers Egriselles - AUXERRE
	DEM SECTO Mermoz Production - AUXERRE
	DEM SECTO Rive droite Doumer - AUXERRE
	DEM SECTO Rive droite île plaisirs - AUXERRE
	DEM SECTO Rive droite M. Juin - AUXERRE
	DEM SECTO Rive droite Turgotine - AUXERRE
	DEM SECTO Rive gauche Moreaux - AUXERRE
	DEM SECTO Robert Rimbert 350 - AUXERRE
	DEM SECTO Robert Rimbert AFPI - AUXERRE
	DEM SECTO Saint Siméon - AUXERRE
	DEM SECTO Vallan - Grattery - AUXERRE
	Ets Kronospan
BLEIGNY-LE-CARREAU	Cptr SECTO Merry - BLEIGNY LE CARREAU
	VEG de CA à Beine - BLEIGNY LE CARREAU
CHAMPS-SUR-YONNE	Cptr SECTO CHAMPS SUR YONNE
	Cptr SECTO Cour Barre de CA a Escolives - CHAMPS
	Cptr SECTO de CA a JUSSY
CHARBUY	Cptr SECTO Courlis - CHARBUY
	Cptr SECTO Ponceau - CHARBUY
CHEVANNES	Borne magnétique d'Orgy
	DEM SECTO entrée Chevannes

Inventaire des points de mesure ou prélèvement	
Commune	**Site**
COULANGES-LA-VINEUSE	Cptr SECTO de CA a COULANGES LA VINEUSE
	Cptr SECTO de COULANGES à Gy l'Eveque
	Cptr SECTO entrée Coulanges - COULANGES LA VINEUSE
	DEM VEG de COULANGES à Migé
	VEG de COULANGES à Val de Mercy
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	DEM Entrée Champs
	VEG Pompage de CA à ESCOLIVES
FLEURY-LA-VALLÉE	VEG de Charbuy à Fleury
GURGY	Cptr SECTO Chemin de Néron - GURGY
	DEM SECTO Autoroute - GURGY
	DEM SECTO Halage - GURGY
LINDRY	Cptr AEG Chazelles de Pourain a LINDRY
	Cptr AEG de Beauvoir a LINDRY
	DEM SECTO Le Marais - LINDRY
	VEG Métairie de LINDRY à Egleny
MONÉTEAU	Alerte pollution Boisseau - MONETEAU
	Borne magnétique de Monéteau
	Cptr SECTO entrée Sougères - MONETEAU
	DEM Pont Monéteau
	DEM SECTO Les Archies - MONETEAU
MONTIGNY-LA-RESLE	DEM SECTO de Montigny
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Cptr SECTO Le Cormier - AUXERRE
	Cptr SECTO sortie météo - ST GEORGES - BAULCHE
	DEM SECTO Le Bon Pain - ST GEORGES SUR BAULCHE
	DEM Sortie St Georges vers Lindry
VALLAN	Cptr SECTO la Ferme de Billy - VALLAN
VENOY	Borne magnétique de Venoy
	DEM SECTO de Bleigny
	DEM SECTO Quenne Nangis
VILLEFARGEAU	Borne magnétique de Villefargeau
	DEM Entrée Villefargeau
	DEM SECTO Petit Montmercy - VILLEFARGEAU
VINCELLES	DEM Pont de Vincelles

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)								
Diamètre / Matériau	**Fonte**	**PE**	**Amiante ciment**	**PVC**	**Acier**	**Béton**	**Inconnu**	**Total**
<50 mm	6 644	4 492	0	4 647	1 837	0	0	17 621
50-99 mm	160 862	8 997	43	118 728	1 911	0	57	290 598
100-199 mm	223 457	10 757	8 465	93 782	46	0	0	336 507
200-299 mm	52 323	505	8 881	2 834	128	0	0	64 671
300-499 mm	26 622	0	0	361	307	73	0	27 362
500-700 mm	10 373	0	0	0	213	0	0	10 586
Inconnu	9	0	0	0	0	0	702	711
Total	**480 289**	**24 751**	**17 389**	**220 352**	**4 442**	**73**	**759**	**748 056**

Linéaire de canalisation (ml)								
Matériau/Diamètre (mm)	**<50**	**50-99**	**100-199**	**200-299**	**300-499**	**500-700**	**Inconnu**	**Total**
Fonte ductile	806	51 871	156 521	43 575	12 694	10 373	0	275 840
Fonte grise	5 740	108 817	66 833	8 748	13 927	0	9	204 073
Fonte indéterminée	98	174	103	0	2	0	0	376
PE bandes bleues	1 928	5 723	8 796	339	0	0	0	16 786
PE bandes blanches	8	0	0	0	0	0	0	8
PE noir	1 952	222	0	0	0	0	0	2 173
PE indéterminé	604	3 053	1 961	166	0	0	0	5 784
Amiante ciment	0	0	8 465	8 881	0	0	0	17 389
PVC mono-orienté	4 284	107 641	78 043	2 030	361	0	0	192 359
PVC bi-orienté	0	0	794	0	0	0	0	836
PVC indéterminé	363	11 045	14 945	804	0	0	0	27 157
Acier	1 837	1 911	46	128	307	213	0	4 442
Béton	0	0	0	0	0	0	0	73
Inconnu	0	0	0	0	0	0	0	759
Total	**17 621**	**290 598**	**336 507**	**64 671**	**27 362**	**10 586**	**711**	**748 056**

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond au delta en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations	
Motif	**ml**
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	748 200
Remises gratuites par le déléguant (commune, syndicat, etc.)	10 397
Régularisations de plans	- 8 911
Situation actuelle	**748 056**
Linéaire de canalisation déposé	1 631

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	98	100	102	2,0%
Détendeurs / Stabilisateurs	42	47	48	2,1%
Equipements de mesure de type compteur	30	30	45	50,0%
Equipements de mesure de type pression	3	3	3	0,0%
Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	215	597	382	-36,0%
Régulateurs débit	18	18	17	- 5,6%
Vannes	4 279	4 326	4 357	0,7%
Vidanges, purges, ventouses	1 285	1 297	1 324	2,1%

Les Prélocalisateurs "2G" ont été retirés de l'inventaire en 2026.

L'inventaire des principaux accessoires du réseau **par commune** est détaillé en **ANNEXE 4.**

Inventaire des principaux accessoires du réseau		
Désignation	**2024**	**2025**
Vannes	**4 326**	**4 357**
Dont vannes de sectorisation	101	101
Dont vannes stratégiques	23	23
Vidanges, purges, ventouses	**1 297**	**1 324**
Dont vidanges	265	265
Dont purges	779	803
Dont ventouses	253	256

- Le territoire de la CA de l'Auxerrois est découpé en **101 secteurs.**

- **23 vannes stratégiques identifiées** :

  - 1 Vanne 3D rue du Moulin du Président
  - 1 Vanne de survitesse sur la canalisation DN 600
  - 2 Vannes sortie réservoir Chantemerle
  - 4 Vannes sortie réservoir Jonches
  - 4 Vannes sortie réservoir Saint Siméon
  - 2 Vannes sortie réservoir Haut Saint Georges
  - 2 Vannes Bas Moreaux
  - 1 Vanne sortie réservoir METEO
  - 1 Vanne refoulement relance de Charbuy
  - 1 Vanne refoulement relance Villefargeau
  - 1 Vanne rue Général Weigan
  - 1 Vanne des conches sortie Boisseaux
  - 2 Vannes Plaine du Saulce canalisation DN 600

- **LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Pourcentage de branchements en plomb restant				
Type branchement	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	823	718	682	- 5,0%
Hors plomb avant compteur	28 723	28 875	28 924	0.2%
Branchement eau potable total	**29 546**	**29 593**	**29 606**	**0,0%**
% de branchements en plomb restant	2,8%	2,4%	2,3%	0,1%

Pourcentage de branchements en plomb restant				
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	2	2	1	-50,0%
Hors plomb avant compteur	1 745	1 746	1 756	0,6%
Branchement eau potable total	1 747	1 748	1 757	0,6%
% de branchements en plomb restant	0,1%	0,1%	0,06%	-0,04%

AUGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	-
Hors plomb avant compteur	543	542	543	0,0%
Branchement eau potable total	543	542	543	0,0%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	-

AUXERRE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	702	614	598	-0,03%
Hors plomb avant compteur	11 830	11 917	11 882	0,003%
Branchement eau potable total	12 532	12 531	12 480	- 0,4%
% de branchements en plomb restant	5,6%	4,9%	4,8%	-0,1%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	-
Hors plomb avant compteur	158	157	161	2,5%
Branchement eau potable total	158	157	161	2,5%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	-

1 branchement en plomb a été renouvelé sur la commune de Bleigny le Carreau en 2025. Celui-ci n'était pas comptabilisé en plomb en 2024, car il était identifié en matériau inconnu.

BRANCHES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	-
Hors plomb avant compteur	221	218	218	0,0%
Branchement eau potable total	221	218	218	0,0%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	-

Pourcentage de branchements en plomb restant				
CHAMPS-SUR-YONNE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	4	3	3	0,0%
Hors plomb avant compteur	845	846	854	0,9%
Branchement eau potable total	849	849	857	0,9%
% de branchements en plomb restant	0,5%	0,4%	0,3%	-0,1%

CHARBUY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	-
Hors plomb avant compteur	925	942	946	0,4%
Branchement eau potable total	925	942	946	0,4%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	-

1 branchement en plomb a été renouvelé sur la commune de Charbuy en 2025. Celui-ci n'était pas comptabilisé en plomb en 2024, car il était identifié en matériau inconnu.

CHEVANNES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	31	29	26	-10,3%
Hors plomb avant compteur	1 008	1 009	1 015	0,6%
Branchement eau potable total	1 039	1 038	1 041	0,3%
% de branchements en plomb restant	3%	2,8%	2,5%	-0,3%

CHITRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	-	-	-	-
Hors plomb avant compteur	239	240	241	0,4%
Branchement eau potable total	239	240	241	0,4%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	-
Hors plomb avant compteur	494	493	493	0,0%
Branchement eau potable total	494	493	493	0,0%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	-

Pourcentage de branchements en plomb restant				
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	3	1	1	-
Hors plomb avant compteur	378	383	382	- 0,3%
Branchement eau potable total	381	384	383	- 0,3%
% de branchements en plomb restant	0,8%	0,3%	0,3%	0%

GURGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	-
Hors plomb avant compteur	834	841	838	- 0,4%
Branchement eau potable total	834	841	838	- 0,4%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	-

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	2	0	0	-
Hors plomb avant compteur	253	255	257	0,8%
Branchement eau potable total	255	255	257	0,8%
% de branchements en plomb restant	0,8%	0%	0%	-

4 branchements en plomb ont été renouvelés sur la commune de GY-L'ÉVÊQUE en 2025. Ceux-ci n'étaient pas comptabilisés en plomb en 2024, car ils étaient identifiés en matériau inconnu.

IRANCY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	-
Hors plomb avant compteur	281	280	281	0,4%
Branchement eau potable total	281	280	281	0,4%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	-

JUSSY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	-
Hors plomb avant compteur	234	234	236	0,9%
Branchement eau potable total	234	234	236	0,9%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	-

Pourcentage de branchements en plomb restant				
LINDRY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	15	14	14	0%
Hors plomb avant compteur	621	622	621	- 0,2%
Branchement eau potable total	636	636	635	- 0,2%
% de branchements en plomb restant	2,4%	2,2%	2,2%	0%

MONÉTEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	13	12	11	8,3%
Hors plomb avant compteur	1 997	2 001	1 996	- 0,2%
Branchement eau potable total	2 010	2 013	2 007	- 0,3%
% de branchements en plomb restant	0,6%	0,6%	0,5%	0,1%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	-
Hors plomb avant compteur	330	325	325	0,0%
Branchement eau potable total	330	325	325	0,0%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	-

PERRIGNY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	11	8	8	0%
Hors plomb avant compteur	617	633	635	0,3%
Branchement eau potable total	628	641	643	0,3%
% de branchements en plomb restant	1,8%	1,2%	1,2%	0%

QUENNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	-
Hors plomb avant compteur	254	251	253	0,8%
Branchement eau potable total	254	251	253	0,8%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	-

Pourcentage de branchements en plomb restant				
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	-
Hors plomb avant compteur	679	679	683	0,6%
Branchement eau potable total	679	679	683	0,6%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	-

2 branchements en plomb ont été renouvelés sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux en 2025. Ceux-ci n'étaient pas comptabilisés en plomb en 2024, car ils étaient identifiés en matériau inconnu.

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	-
Hors plomb avant compteur	1 583	1 577	1 583	0,4%
Branchement eau potable total	1 583	1 577	1 583	0,4%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	-

1 branchement en plomb a été renouvelé sur la commune de Saint-Georges-sur-Baulche en 2025. Celui-ci n'était pas comptabilisé en plomb en 2024, car il était identifié en matériau inconnu.

VALLAN	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	1	1	1	0,0%
Hors plomb avant compteur	383	385	395	2,3%
Branchement eau potable total	384	386	395	2,3%
% de branchements en plomb restant	0,3%	0,3%	0,2%	0.2%

VENOY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	5	5	5	0%
Hors plomb avant compteur	848	867	879	0,8%
Branchement eau potable total	853	872	879	0,8%
% de branchements en plomb restant	0,6%	0,6%	0,6%	0%

VILLEFARGEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	13	13	11	- 15,4%
Hors plomb avant compteur	491	493	499	1,2%
Branchement eau potable total	504	506	510	0,8%
% de branchements en plomb restant	2,6%	2,6%	2.2%	- 0,4%

Pourcentage de branchements en plomb restant				
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	2	2	2	0%
Hors plomb avant compteur	144	140	143	2,1%
Branchement eau potable total	146	142	145	2,1%
% de branchements en plomb restant	1,4%	1,4%	1,4%	0%

VINCELLES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	16	11	7	-36,4%
Hors plomb avant compteur	546	556	563	1,2%
Branchement eau potable total	562	567	570	0,5%
% de branchements en plomb restant	2,8%	1,9%	1.2%	0,7%

VINCELOTTES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	3	3	3	0%
Hors plomb avant compteur	242	243	246	0,0%
Branchement eau potable total	245	246	246	0,0%
% de branchements en plomb restant	1,2%	1,2%	1,2%	0%

36 branchements en plomb ont été renouvelés en 2025 sur le périmètre de la CA de l'Auxerrois.
Parmi ces 36 branchements en plomb, certains étaient identifiés en matériaux inconnus, ils n'apparaissaient donc pas dans l'inventaire 2024 en branchements plomb.

Pendant la phase de déploiement de la télérelève, un relevé des matériaux de branchement est réalisé. Un bilan sera effectué à la fin du déploiement.

- **LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine concédé par code usage, tranches de diamètres et tranches d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice :

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre															
Usage	**Tranche d'âge**	**15 mm**	**20 mm**	**25 mm**	**30 mm**	**40 mm**	**50 mm**	**60 mm**	**80 mm**	**100 mm**	**150 mm**	**200 mm**	**250 mm**	**inconnu**	**Total**
Eau froide	0 - 4 ans	25 753	631	0	321	108	3	37	16	17	0	0	0	0	26 886
Eau froide	5 - 9 ans	2 638	89	0	33	26	0	6	2	4	1	0	0	0	2 799
Eau froide	10 - 14 ans	3 792	162	1	29	3	1	3	0	1	0	0	0	0	3 992
Eau froide	15 - 19 ans	585	33	1	15	2	0	1	0	1	0	0	0	0	638
Eau froide	20 - 25 ans	1 282	24	2	9	6	7	12	0	0	0	0	0	0	1 342
Eau froide	> 25 ans	1 772	16	7	1	3	1	0	0	0	0	0	0	0	1 800
Total Eau froide		**35 822**	**955**	**11**	**408**	**148**	**12**	**59**	**18**	**23**	**1**	**0**	**0**	**0**	**37 457**
Incendie	0 - 4 ans	1	0	0	5	11	0	28	14	30	3	0	0	0	92
Incendie	5 - 9 ans	0	0	0	0	1	0	1	1	2	0	0	0	0	5
Incendie	10 - 14 ans	3	0	0	0	0	0	4	0	2	0	3	0	0	12
Incendie	15 - 19 ans	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	2
Incendie	20 - 25 ans	1	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	3
Incendie	> 25 ans	0	0	1	0	0	0	4	1	1	0	1	0	0	8
Total Incendie		**5**	**0**	**1**	**5**	**12**	**0**	**40**	**17**	**35**	**3**	**4**	**0**	**0**	**122**
Total général															**37 579**

D'après l'article **35.1.3 « remplacement régulier des compteurs »** du contrat, les compteurs remplacés selon le critère « âge » sont les suivants :

CRITERE DE CHANGEMENT	Nombre de compteurs concernés dans le parc EN SERVICE	
	au 31/12/2024	au 31/12/2025
> 25 ans après leur pose : changement des diamètres 15 et 20 et 25 mm	**4 570**	**1 175**
> 15 ans après leur pose : changement des diamètres 30 et 40 mm	**92**	**19**
> 10 ans après leur pose : pour les compteurs de diamètres supérieurs **(>= 50)**	**55**	**21**

Pour rappel :

- *Tous les compteurs de la CA de l'Auxerrois sont en cours de renouvellement pour être remplacés par des compteurs télérelevés, opération qui doit se terminer en juin 2026.*
- *Les compteurs > 25 ans à la date de prise d'effet du contrat (diamètres 15/20/25) seront remplacés sur les 3 premières années du contrat ».*

Répartition du parc compteurs EN SERVICE au 31/12/2025 (HORS POTEAUX INCENDIE) :

Diam. / Age	15	20	25	30	40	50	60	80	100	125	150	200	TOTAL
0-25 ans	31 610	864	4										32 478
> 25 ans	1 159	11	5										1 175
0-15 ans				360	11								371
> 15 ans				18	1								19
0-10 ans						3	39	17	21	0	0	0	80
> 10 ans						7	12	0	2	0	0	0	21
TOTAL	32 769	875	9	378	12	10	51	17	23	0	0	0	34 144

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2025**
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
	VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	**Plan des réseaux (15 points)**	**15**
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (%)	99,9
	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (%)	99,2
Sous-total - Partie B	**Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)**	**30**
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d''eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
	VP.246 - Existence d'un système d'information géographique du réseau de transport et de distribution d'eau potable identifiant la localisation des fuites et recensant les données relatives à ces fuites (10 points)	10
	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
	VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel détaillé d'actions visant à lutter contre les fuites du réseau de transport et de distribution d'eau potable et à planifier le renouvellement de ce réseau (10 points)	10
	VP.249 - Existence et mise en œuvre d''une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5
Sous-total - Partie C	**Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)**	**75**
TOTAL (indicateur P103.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable**	**120**

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2025**
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (Oui/Non)	Oui
	VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (Oui/Non)	Oui
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 - Existence d'un inventaire des réseaux - procédure de mise à jour du plan des réseaux (Oui/Non)	Oui
	VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique) (Oui/Non)	Oui
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (Oui/Non)	Oui
	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (Oui/Non)	Oui
	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (Oui/Non)	Oui
	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (Oui/Non)	Oui
	VP.246 - Existence d'un système d'information géographique du réseau de transport et de distribution d'eau potable identifiant la localisation des fuites et recensant les données relatives à ces fuites (Oui/Non)	Oui
	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (Oui/Non)	Oui
	VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel détaillé d'actions visant à lutter contre les fuites du réseau de transport et de distribution d'eau potable et à planifier le renouvellement de ce réseau (Oui/Non)	Oui
	VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (Oui/Non)	Oui



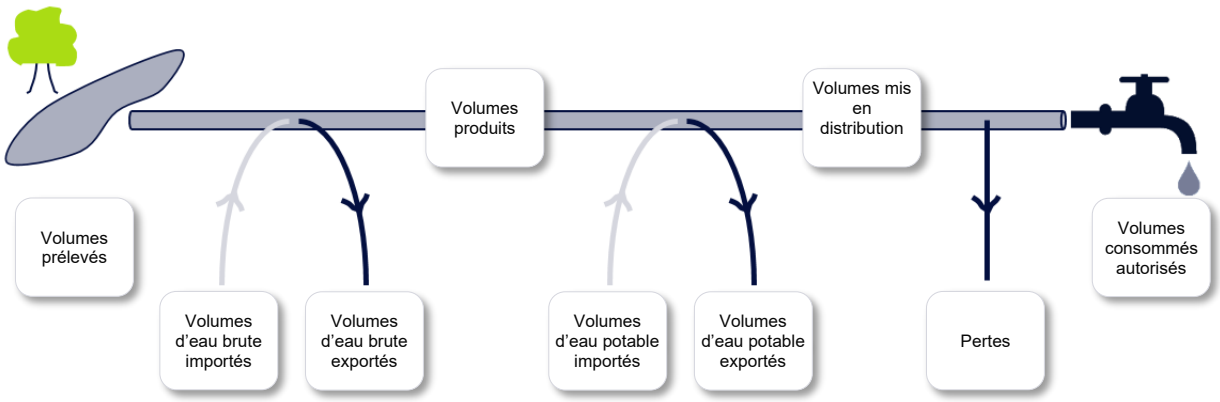
Qualité du service

© SUEZ / Christophe Fouquin

3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable



3.1.2 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. **Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile :**

Volumes d'eau brute prélevés (m³)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	0	5 220	0	- 100,0%
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	0	0	0	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	57 991	47 654	70 116	47,1%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	9 708	17 641	23 811	35,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	1 014 995	1 924 396	2 175 520	13,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	43 517	90 689	116 568	28,5%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	14 968	10 797	14 552	34,8%
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	1 346 877	2 844 641	2 882 750	1,3%
PERRIGNY	Réservoir surpresseur - PERRIGNY	0	39	0	- 100,0%
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	49 699	89 416	86 811	- 2,9%
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	0	0	0	-
Total des volumes prélevés		**2 537 755**	**5 030 493**	**5 370 128**	**6,8%**

3.1.3 Les volumes d'eau potable produits

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) ces dernières années. **Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile :**

Volumes eau potable produits (m³)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	0	0	0	-
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	0	0	0	-
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	57 991	47 654	124 902	162,1%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	9 708	17 641	23 811	35,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	1 014 995	1 924 396	2 103 026	9,3%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	43 517	90 689	116 568	28,5%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	14 968	10 797	32 260	198,8%
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	1 346 877	2 844 641	2 882 750	1,3%
PERRIGNY	Réservoir surpresseur - PERRIGNY	0	1	0	- 100,0%
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	49 699	89 416	86 811	- 2,9%
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	0	0	0	-
Total des volumes produits		**2 537 755**	**5 025 235**	**5 370 128**	**6,9%**

3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) ces dernières années. **Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile :**

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)					
Site	**Désignation**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Cptr AEG Chazelles de Pourain a LINDRY	Volume d'eau potable importé	3 124	6 236	8 612	38,1%
Cptr AEG de Beauvoir a LINDRY	Volume d'eau potable importé	0	0	0	-
DEM VEG de COULANGES à Migé	Volume d'eau potable exporté	20 233	43 549	45 046	3,4%
DEM VEG de COULANGES à Migé	Volume d'eau potable importé	11 441	23 112	25 685	11,1%
VEG de CA à Beine - BLEIGNY LE CARREAU	Volume d'eau potable exporté	17 015	33 764	43 624	29,2%
VEG de Charbuy à Fleury	Volume d'eau potable exporté	44 227	76 812	64 976	- 15,4%
VEG de COULANGES à Val de Mercy	Volume d'eau potable exporté	10 831	22 147	21 569	- 2,6%
VEG Métairie de LINDRY à Egleny	Volume d'eau potable exporté	2 770	6 379	6 851	7,4%
Total volumes eau potable importés (B)		**14 565**	**29 348**	**34 297**	**16,9%**
Total volumes eau potable exportés (C)		**95 076**	**182 651**	**182 066**	**- 0,3%**

3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

Le tableau suivant détaille l'évolution du volume d'eau potable mis en distribution ces dernières années calculé à partir d'informations réelles, comptabilisées sur une période entre deux relèves ramenées à 365 jours.
Il correspond au volume d'eau introduit dans le réseau de distribution d'eau potable. Il est égal au volume produit par les installations du contrat auquel on ajoute les volumes d'eau potable importés (achetés en gros) et auquel on retranche les volumes d'eau potable exportés (vendus en gros).

Volumes mis en distribution (m³)				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Total volumes eau potable produits (A) = (A') - (A'')	5 234 167	4 956 029	5 216 495	5,3%
dont volumes eau brute prélevés (A')	5 234 167	4 999 029	5 224 895	4,5%
dont volumes de service production (A'')	0	43 000	8 400	- 80,5%
Total volumes eau potable importés (B)	30 324	27 732	34 248	23,5%
Total volumes eau potable exportés (C)	195 194	185 598	187 178	0,9%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	**5 069 297**	**4 798 163**	**5 063 565**	**5,5%**

Détail des volumes produits entre deux dates de relève

Site	Volumes eau brute prélevés (m³)	Volumes de service production (m³)
Pompage d'ESCOLIVES	14 552	658
Pompage de COULANGES LA VINEUSE	68 116	780
Pompage de JUSSY	23 811	703
Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	2 025 520	1 852
Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	119 568	1 428
Pompage de VINCELLES	83 374	650
Pompage des Boisseaux - MONETEAU	2 728 624	2 329
TOTAL	**5 063 565**	**8 400**

3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenée à 365 jours.

Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage des abonnés. Ces volumes relevés correspondent aux volumes facturés (incluant les volumes exonérés) et aux volumes dégrevés.
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes comptabilisés (E = E' + E'')	3 840 501	3 597 163	3 768 230	4,8%
- dont Volumes facturés (E')	3 840 501	3 597 163	3 768 230	4,8%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux...) (E'')	0	0	0	-
Volumes consommés sans comptage (F)	154 680	142 500	195 000	36,8%
Volumes de service du réseau (G)	65 830	62 000	74 000	19,4%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	**4 061 011**	**3 801 663**	**4 037 230**	**6,2%**

3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

L'indice linéaire de pertes en réseau, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m^3/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique de recherche et de réparation de fuites
- de la politique de renouvellement du réseau
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m^3/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les pertes d'eau potable en réseau, ici comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, sont calculées sur la même période par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ces pertes en réseau se décomposent en :

- Pertes réelles : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- Pertes apparentes : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement aux pertes d'eau potable en réseau, les volumes non comptés, ici comptabilisés sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

Indice linéaire de pertes (m³/km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes mis en distribution (D)	5 069 297	4 798 163	5 063 565	5,5%
Volumes comptabilisés (E)	3 840 501	3 597 163	3 768 230	4,8%
Volumes consommés autorisés (H)	4 061 011	3 801 663	4 037 230	6,2%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	1 008 286	996 500	1 026 335	3,0%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	1 228 796	1 201 000	1 295 335	7,9%
Linéaire de réseau de distribution (km) (L)	750	747,02	747,02	0,0%
Période d'extraction des données (jours) (M)	365	366	365	- 0,3%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	**3,68**	**3,64**	**3,76**	**3,3%**
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	**4,49**	**4,39**	**4,75**	**8,2%**

Indice linéaire de pertes (m3/km/j) par secteur :

Indice linéaire de pertes par nature (m3/km/j)	
Urbain	6,37
Semi urbain	3,46
Rural	2,18

Indice linéaire de pertes (m3/km/j) par secteur - URBAIN							
SECTEURS URBAINS	**Volume produit (m3)**	**Volume importé (m3)**	**Volume Exporté (m3)**	**Volume consommé autorisé (m3)**	**Pertes de réseau (m3)**	**Linéaire du réseau de distribution (km)**	**ILP (m3/km/j)**
ZAC ST SIMEON	129 978	-	-	107 362	22 616	3,80	**16,31**
RIVE GAUCHE	1 934 714	-	-	1 568 631	366 083	163,42	**6,14**
Total	**2 064 692**	-	-	**1 675 993**	**388 699**	**167,22**	**6,37**

Indice linéaire de pertes (m3/km/j) par secteur - SEMI URBAIN							
SECTEURS SEMI URBAINS	**Volume produit (m3)**	**Volume importé (m3)**	**Volume Exporté (m3)**	**Volume consommé autorisé (m3)**	**Pertes de réseau (m3)**	**Linéaire du réseau de distribution (km)**	**ILP (m3/km/j)**
APPOIGNY	259 601	-	-	205 562	54 039	47,06	**3,15**
BRANCHES	25 161	-	-	19 429	5 732	4,91	**3,20**
VAUX	69 326	-	-	55 023	14 303	6,99	**5,61**
SOUGERES	18 774	-	-	15 326	3 448	7,80	**1,21**
VENOY / LABORDE / MONTALERY	223 664	-	-	183 554	40 110	42,93	**2,56**
ST GEORGES / VILLEFARGEAU	296 056	-	-	233 042	63 014	62,00	**2,78**
AUGY	52 028	-	-	42 018	10 010	11,43	**2,40**
PERRIGNY	84 288	-	-	71 447	12 841	20,84	**1,69**
BLEIGNY / MONTIGNY / VILLENEUVE	127 477	-	47 076	52 403	27 998	26,37	**2,91**
CHAMPS SUR YONNE	125 984	-	-	99 108	26 876	14,28	**5,15**
VINCELLES / VINCELOTTES	89 348	-	-	68 229	21 119	19,54	**2,96**
IRANCY	17 368	-	-	13 701	3 667	5,71	**1,76**
COULANGES	182 555	26 303	113 021	48 548	47 289	11,48	**11,28**
MONETEAU	302 010	-	-	242 916	59 094	43,93	**3,69**
RIVE DROITE / PLAINE DES ISLES	496 797	-	-	403 223	93 574	57,45	**4,46**
Total	**2 370 437**	**26 303**	**160 097**	**1 753 529**	**483 114**	**382,71**	**3,46**

Indice linéaire de pertes (m3/km/j) par secteur - RURAL							
SECTEURS RURAUX	Volume produit (m3)	Volume importé (m3)	Volume Exporté (m3)	Volume consommé autorisé (m3)	Pertes de réseau (m3)	Linéaire du réseau de distribution (km)	ILP (m3/km/j)
GURGY	112 397	-	-	93 948	18 449	25,66	**1,97**
ST BRIS LE VINEUX	108 663	-	-	80 582	28 081	21,84	**3,52**
VALLAN	39 722	-	-	31 649	8 073	11,71	**1,89**
CHEVANNES	128 865	-	-	104 843	24 022	33,09	**1,99**
LINDRY	82 496	7 945	7 623	63 912	18 906	27,19	**1,91**
CHARBUY	212 056	-	66 534	113 158	32 364	34,87	**2,54**
JUSSY	20 072	-	-	15 815	4 257	6,96	**1,68**
ESCOLIVES	50 907	-	-	40 664	10 243	18,99	**1,48**
GY L'EVEQUE	29 871	-	-	22 243	7 628	8,43	**2,48**
CHITRY	22 620	-	-	18 105	4 515	8,34	**1,48**
Total	**807 669**	**7 945**	**74 157**	**584 919**	**156 538**	**197,09**	**2,18**

Le rendement de réseau, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion). Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommée avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Rendement de réseau (%)				
Désignation	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes consommés autorisés (H)	4 061 011	3 801 663	4 037 230	6,2%
Volumes eau potable exportés (C)	195 194	185 598	187 178	0,9%
Volumes eau potable produits (A)=(A') - (A")	5 234 167	4 956 029	5 216 495	5,3%
dont volumes eau brute prélevés (A')	5 234 167	4 999 029	5 224 895	4,5%
dont volumes de service production (A")	0	43 000	8 400	- 80,5%
Volumes eau potable importés (B)	30 324	27 732	34 248	23,5%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	**80,85**	**80,01**	**80,45**	**0,6%**

Pour l'année 2025, le rendement global s'établit à **80,45 %** sur l'ensemble du périmètre. Cependant, de nombreux vols d'eau ont été constatés sur le périmètre augmentant la part de perte en réseau.

De plus, plusieurs casses de réseau occasionnées lors des travaux de pose du réseau de Chauffage Urbain ont eu lieu, augmentant également les pertes en eau en réseau.

991,2 kilomètres de réseau ont été auscultés par notre service recherche de fuites et de nombreuses fuites ont été décelées et réparées.

Rendement de réseau par secteur :

Rendement de réseau par nature (%)	
Rendement Urbain	81,17%
Rendement Semi urbain	79,84%
Rendement Rural	80,81%

Rendement de réseau (%) par secteur - URBAIN					
Secteurs URBAINS	**Volume produit (m3)**	**Volume importé (m3)**	**Volume Exporté (m3)**	**Volume consommé autorisé (m3)**	**Rendement (%)**
ZAC ST SIMEON	129 978	-	-	107 362	**82,60%**
RIVE GAUCHE	1 934 714	-		1 568 631	**81,08%**

Rendement de réseau (%) par secteur - SEMI URBAIN					
Secteurs SEMI URBAINS	**Volume produit (m^3)**	**Volume importé (m^3)**	**Volume Exporté (m^3)**	**Volume consommé autorisé (m^3)**	**Rendement (%)**
APPOIGNY	259 601	-		205 562	**79,18%**
BRANCHES	25 161	-	-	19 429	**77,22%**
VAUX	69 326	-	-	55 023	**79,37%**
SOUGERES	18 774	-	-	15 326	**81,63%**
VENOY / LABORDE / MONTALERY	223 664			183 554	**82,07%**
ST GEORGES / VILLEFARGEAU	296 056	-		233 042	**78,72%**
AUGY	52 028	-	-	42 018	**80,76%**
PERRIGNY	84 288	-	-	71 447	**84,77%**
BLEIGNY / MONTIGNY / VILLENEUVE	127 477	-	47 076	52 403	**78,04%**
CHAMPS SUR YONNE	125 984	-	-	99 108	**78,67%**
VINCELLES / VINCELOTTES	89 348	-		68 229	**76,36%**
IRANCY	17 368	-	-	13 701	**78,89%**
COULANGES	182 555	26 303	113 021	48 548	**77,36%**
MONETEAU	302 010	-		242 916	**80,43%**
RIVE DROITE / PLAINE DES ISLES	496 797	-		403 223	**81,16%**

Rendement de réseau (%) par secteur - RURAL					
Secteurs RURAUX	**Volume produit (m^3)**	**Volume importé (m^3)**	**Volume Exporté (m^3)**	**Volume consommé autorisé (m^3)**	**Rendement (%)**
GURGY	112 397			93 948	**83,59%**
ST BRIS LE VINEUX	108 663	-	-	80 582	**74,16%**
VALLAN	39 722	-	-	31 649	**79,68%**
CHEVANNES	128 865	-	-	104 843	**81,36%**
LINDRY	82 496	7 945	7 623	63 912	**79,10%**
CHARBUY	212 056	-	66 534	113 158	**84,74%**
JUSSY	20 072	-	-	15 815	**78,79%**
ESCOLIVES	50 907	-	-	40 664	**79,88%**
GY L'EVEQUE	29 871	-	-	22 243	**74,46%**
CHITRY	22 620			18 105	**80,04%**

3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Performance rendement de réseau				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	4 061 011	3 801 663	4 037 230	6,2%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	750	747	747	0,0%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(MxL)	15,5	14,6	15,5	6,2%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	65	0,0%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	**68,11**	**67,92**	**68,1**	**0,3%**
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A'-A"+B)	**80,85**	**80,01**	**80,45**	**0,6%**

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".
(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments : :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique
- Des indicateurs de radioactivité

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité,** correspondent à la **conformité réglementaire** : pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, …), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
- **Les références de qualité**, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes, …) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température…) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

Quelques nouveautés sont apparues en 2023. Publié au Journal Officiel le 31 décembre 2022, l'arrêté du 30 décembre 2022 « modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine » introduit les notions de « **valeurs de vigilances** » et de « **valeurs indicatives** », qui doivent également être satisfaites dans les eaux destinées à la consommation humaine.
Si ces valeurs ne sont pas respectées, comme pour les références de qualité, le préfet peut demander de mettre en œuvre des mesures correctives s'il estime que la distribution présente un risque pour la santé des personnes.
Les « valeurs de vigilance » concernent des paramètres d'intérêt ou « émergents », définis par arrêtés du ministre en charge de la santé, à la suite d'actes d'exécution de la Commission Européenne, avec comme objectif d'acquérir de la connaissance. Pour l'instant, seul le 17-bêta-estradiol et le nonylphénol font partie de la liste de ces paramètres. Les ARS réaliseront des analyses avant le 31 décembre 2026 sur les eaux brutes et produites des systèmes produisant plus de 1000 m^3/jour.
Les « valeurs indicatives » ne concernent pour l'instant que les métabolites non-pertinents, avec une valeur à 0,9 µg/l.
D'autre part, ce même arrêté du 30 décembre 2022 « relatif aux limites et références de qualité » introduit des modifications concernant certains paramètres, applicables dès le 1er janvier 2023. Les principales modifications sont :

- Introduction de nouveaux paramètres avec des limites de qualité pour l'eau potable : chlorites, chlorates, bisphénol A, acides halo-acétiques, l'uranium chimique, le total microcystines et les perfluorés (PFAS)
- Relèvement des limites de qualité pour le sélénium, l'antimoine et le bore

Néanmoins, un autre arrêté du 30 décembre 2022 « relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire » précise que le contrôle systématique des nouveaux paramètres par les ARS ne sera réalisé qu'à partir du 1er janvier 2026. Cependant, les ARS ont la possibilité d'inclure certains de ces paramètres dans les contrôles en cas de suspicion ou de présence de non-conformité.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité ».

- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné. Un arrêté du 30 décembre 2022 « relatif au programme de tests et d'analyses à réaliser dans le cadre de la surveillance exercée par la personne responsable de la production ou de la distribution d'eau » précise des obligations concernant la surveillance de l'exploitant à partir de 2023.

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté,
- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution.

Faisant suite à l'attaque terroriste survenue à Moscou le 22 mars 2024, le Premier Ministre a décidé d'élever et de maintenir la posture VIGIPIRATE au niveau **Urgence Attentat** en 2024 ce qui correspond au niveau de vigilance le plus élevé.

La révision des dispositifs anti-intrusion et des installations de chloration est régulièrement menée et conduira potentiellement l'exploitant à faire des propositions d'amélioration.

Le guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » définit des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations. Ce guide a été complété par la mise à jour du standard de sûreté établi par SUEZ pour les métiers de l'eau, afin prendre en compte un plus grand nombre de typologie d'installations et nos retours d'expérience en termes de protection des sites d'eau potable et d'assainissement.

3.2.3 La gestion de la présence de pesticides et métabolites dans l'eau potable

L'instruction N° DGS/EA4/2020/177 du 18 décembre 2020 « relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine » est essentiellement guide technique de gestion à l'attention des ARS. En considération de la complexité du suivi analytique, de l'appréciation de la réglementation et des enjeux sanitaires, ce guide était devenu indispensable.

Contrôle sanitaire des ARS

Le suivi analytique des ARS comprend un très grand nombre de molécules (souvent plusieurs centaines). Pourtant, des métabolites pouvant se retrouver dans certaines eaux ne sont pas toujours recherchés. Il est donc demandé aux ARS de cibler les recherches de pesticides en fonction de la probabilité de les retrouver dans les eaux et des risques pour la santé humaine. Le choix des pesticides à rechercher est donc à adapter en fonction notamment des activités agricoles locales, des surfaces cultivées et des quantités de pesticides vendues, ainsi que des pratiques locales d'approvisionnement des utilisateurs « professionnels » (collectivités territoriales, profession agricole, gestionnaires d'infrastructures de transport, etc.). Une méthodologie est proposée dans l'instruction. Les ARS appliquent progressivement cette méthodologie, qui va se généraliser sur l'ensemble du territoire en 2025. Il en résultera la quantification dans les eaux de molécules, essentiellement des métabolites, qui ne l'étaient pas jusqu'alors.

Critères d'appréciation sanitaire

L'instruction rappelle que la limite de qualité de 0,1 µg/l correspond aux seuils de détection des méthodes d'analyses disponibles au début des années 1970 pour les pesticides recherchés à cette époque. Contrairement aux limites de qualité des autres paramètres, elle n'est pas fondée sur une approche toxicologique et n'a donc pas de signification sanitaire. Elle constitue un indicateur de la dégradation de la qualité de la ressource en eau et a pour objectif de réduire la présence de ces composés au plus bas niveau de concentration possible.

C'est pourquoi le concept de « valeur sanitaire maximale » (Vmax), introduit dès 1998, est repris dans un cadre dérogatoire défini par un arrêté préfectoral autorisant provisoirement la dérogation. Les Vmax des molécules sont établies par l'Anses.

Il est également rappelé que la limite de qualité s'applique aux métabolites « pertinents ». L'instruction indique que l'Anses a établi des critères permettant d'évaluer la pertinence des métabolites de pesticides dans les eaux potables tenant compte du risque sanitaire pour le consommateur, au regard de l'activité « pesticide » vis-à-vis des plantes et organismes nuisibles, du potentiel génotoxique du métabolite et d'éléments décisionnels complémentaires (données toxicologiques sur la reprotoxicité, la cancérogenèse et le caractère « perturbateur endocrinien » du métabolite, cas de la transformation d'un pesticide et/ou métabolite en un sous-produit de dégradation toxique au sein de la filière de traitement). En cas de données insuffisantes, un métabolite est considéré comme « pertinent ». Pour les molécules « non pertinentes », une valeur « indicative » à 0,9 µg/l, introduite par l'arrêté du 30 décembre 2022 « modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine » et remplaçant l'approche des Vmax, doit être respectée. En cas de non-respect, le préfet peut demander de mettre en œuvre des mesures correctives s'il estime que la distribution présente un risque pour la santé des personnes.

Modalités de gestion des risques sanitaires

Au regard des éléments précédents, les ARS devaient gérer les situations de présences de pesticides ou de métabolites « pertinents » suivant le principe illustré par le schéma ci-dessous.



Les dérogations pour une durée maximale de 3 ans peuvent être accordées à condition que cette situation soit assortie d'un plan d'actions destinées à mettre fin à la non-conformité dans un délai fixé n'excédant pas 3 ans et éventuellement renouvelable une fois, sous conditions.

Valeurs Sanitaires Transitoires – Avis du Haut Conseil de la Santé Publique

Pour plusieurs métabolites de pesticides se retrouvant dans certaines ressources et eaux potables, l'Anses n'a pas pu calculer de Vmax (manque de données scientifiques suffisamment précises). Il en résulte que, en application de l'instruction du 18 décembre 2020, un dépassement de la limite de qualité (0,1 µg/l) devrait entraîner une restriction de consommation sans possibilité de demander une dérogation temporaire de distribution.

Constatant cette difficulté de gestion, ainsi que des approches hétérogènes en Europe pour le calcul des Vmax, la Direction Générale de la Santé a demandé au Haut Conseil de la Santé Publique son avis sur l'introduction de « Vmax provisoires » (Valeurs Sanitaires Transitoires - VST) pour les métabolites sans Vmax en France. Ces valeurs sont destinées à aider les ARS dans leurs décisions de gestion dans l'attente de valeurs sanitaires établies par l'ANSES pour les pesticides et métabolites de pesticides pertinents ou non pertinents. En pratique, des dérogations temporaires de distribution pourraient être obtenues, sous réserve de plans d'actions pour résoudre les dépassements de la limite de qualité, si les concentrations en métabolites sont inférieures aux VST.

Le Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP) a recommandé en mars 2022 de s'appuyer sur les valeurs sanitaires définies par l'agence sanitaire allemande (UBA) lorsqu'elles existent, pour définir les VST. Il a aussi recommandé d'évaluer rapidement la méthode développée par l'UBA en vue d'une harmonisation au niveau européen.

La DGS a suivi les recommandations du HCSP dans son instruction N°DGS/EA4/2022/127 du 24 mai 2022 complétant celle du 18 décembre 2020, permettant d'évaluer la possibilité d'accorder des dérogations temporaires de distribution.

Cependant, considérant les incertitudes scientifiques et l'attente de données avérées sur les éventuels dangers et risques, que des dépassements des VST touchaient l'eau distribuée dans nombreuses collectivités, et que les restrictions des usages alimentaires dans cette circonstance seraient complexes à mettre en place au regard des populations concernées, l'instruction N° DGS/EA/2023/160 du 20 octobre 2023 a indiqué que la recommandation de restriction d'usage prévue par les instructions précitées en cas de dépassement des VST ne s'applique pas.

A la suite du classement en 2024 par l'Anses en « non pertinent » des métabolites R471811 du chlorothalonil (et en 2022 du NOA métolachlore), et de la détermination de Vmax pour les métabolites de la chloridazone, les VST ne s'appliquent plus qu'aux N,N-Dimethylsulfamide et ESA Flufenacet.

Evaluations de la pertinence et Valeurs Sanitaires Maximales définies par l'Anses en 2025

Un avis de l'Anses du 5 juin 2025 conclut à la non-pertinence de l'AMPA, principal métabolite du glyphosate

Un autre avis du 24 mars 2025 a défini les Vmax du métabolite de pesticide 1,2,4-triazole et des substances actives chlordécone et glyphosate.

3.2.4 La gestion de la présence de PFAS dans l'eau potable

Les composés per- et poly- fluoroalkylés (PFAS) sont devenus une préoccupation sanitaire majeure depuis quelques années. Conformément à la directive européenne « eau potable » du 16 décembre 2020, le paramètre « somme 20 PFAS » a été introduit dans la liste des paramètres réglementés dans les eaux destinées à la consommation humaine en France, avec une limite de qualité fixée à 100 ng/L, applicable dès le 1er janvier 2023.

Cependant, le contrôle sanitaire par les ARS sera réalisé de manière systématique sur l'ensemble du territoire seulement à partir du 1er janvier 2026. D'autre part, à partir du 1er janvier 2027, le TFA (acide trifluoroacétique) et le 6:2FTSA seront inclus dans le contrôle sanitaire des ARS.

Comme indiqué dans la synthèse réglementaire en annexe, l'instruction du ministère de la Santé N° DGS/EA4/2025/22 du 19 février 2025 indique les modalités de gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine.

3.2.5 La ressource

- **LA NATURE DES RESSOURCES UTILISEES**

La Collectivité est alimentée par 2 ressources principales :

- Plaine du Saulce à Escolives Sainte Camille
- Les Boisseaux à Monéteau

Il y a également d'autres ressources plus spécifiques à chaque collectivité :

- Château du Saulce alimente le pompage de Saint Bris le Vineux
- Le puits de Coulanges alimente le pompage de Coulanges la Vineuse
- La Fontaine ronde alimente le pompage de Jussy
- Sauvagenoux alimente le pompage de Vincelles
- L'étang alimente le pompage d'Escolives Sainte Camille

Ces eaux sont désinfectées par chloration dans les stations de pompage.
Sur les réseaux les plus longs, des équipements de chloration intermédiaire assurent le maintien des taux de chlore nécessaires à la distribution d'eau de qualité.

Les ressources suivantes sont à l'arrêt :

- Le Puits des Prés du Moulin alimentant la station de traitement de Charbuy (mise à l'arrêt par l'ARS)
- La source de Groie alimentant le réservoir de Coulanges la Vineuse
- Le Puits du Parc alimentant le pompage d'Irancy
- Le captage de Perrigny (mis à l'arrêt par l'ARS)
- Le pompage de Tallone (Chitry)

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique de la ressource sont les suivants :

Statistiques sur la conformité en ressource							
		Bulletin			Paramètre		
Contrôle	Analyse	Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	10	0	100,0%	20	0	100,0%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	20	0	100,0%	3 538	0	100,0%
Surveillance	Microbiologique	3	0	100,0%	18	0	100,0%
Surveillance	Physico-chimique	155	0	100,0%	2 076	0	100,0%

3.2.6 La production

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production											
		Contrôle sanitaire					Surveillance				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	41	0	100,0%	0	100,0%	1	0	100,0%	-	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	71	3	95,8%	0	100,0%	196	5	97,4%	14	92,9%
Paramètre	Microbiologique	205	0	100,0%	0	100,0%	1	0	100,0%	-	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	6 305	3	100,0%	0	100,0%	2 198	6	99,7%	14	99,4%

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la production en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	**Type de contrôle**	**Type**	**Date prélèvement**	**Libellé PSV**	**Libellé Paramètre**	**Valeur**	**Unité**	**Seuil Bas**	**Seuil Haut**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	01/10/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	6.4	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	01/10/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Fer	0.22	mg/litre		0.2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	25/11/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	01/12/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	3	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	09/12/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.8	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Hors référence	16/12/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Carbone Organique Total	2.9	mg/litre		2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	07/01/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	57	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	14/01/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	54	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	21/01/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	54	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	28/01/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	53	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	04/02/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	56	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	18/02/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	57	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	25/02/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	55	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	12/03/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	53	mg/litre		50

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	**Type de contrôle**	**Type**	**Date prélèvement**	**Libellé PSV**	**Libellé Paramètre**	**Valeur**	**Unité**	**Seuil Bas**	**Seuil Haut**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	18/03/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	56	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	01/04/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0890000000155_Refoulement Station Escolives	Nitrates	53	mg/litre		50
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	25/11/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.12	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	01/12/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.13	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	09/12/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.15	mg/litre		0.1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Surveillance	Non conforme	16/12/2025	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE_0891550009950_Surveillance Refoulement Station Escolives	Nitrites	0.16	mg/litre		0.1
MONÉTEAU	Contrôle sanitaire	Hors référence	17/11/2025	MONETEAU_0890000001467_Refoulement Boisseaux 2	Equilibre Calcocarbonique De L'Eau Destinée À La Consommation Humaine	3	sans objet	1	2
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Contrôle sanitaire	Hors référence	17/10/2025	SAINT-BRIS-LE-VINEUX_0890000000930_Pompage St Bris - Sortie Station	Turbidité	3.5	NFU		2
VINCELLES	Contrôle sanitaire	Hors référence	14/03/2025	VINCELLES_0890000001056_Sortie Station Sauvegenoux	Equilibre Calcocarbonique De L'Eau Destinée À La Consommation Humaine	3	sans objet	1	2

L'équilibre calco-carbonique est le reflet de la minéralisation de l'eau. Il ne comporte pas de limite de qualité mais seulement une référence de qualité. Ce paramètre n'est pas variable dans le temps. Les valeurs qui apparaissent hors référence ne sont pas représentatives du caractère équilibré que représente habituellement l'eau.
La valeur de l'équilibre calco-carbonique étant basée sur un calcul qui repose, entre autres, sur la mesure du pH sur le terrain, elle est très sensible à des dérives de l'appareil de mesure utilisé par le préleveur.

Le taux de nitrate mesuré par l'exploitant sur le pompage d'ESCOLIVES SAINTE CAMILLE est non conforme sur la période hivernale. Il est important de noter que ce forage avait été mis à l'arrêt lors de cette période. Les usagers ont été alimentés par la Plaine du Saulce.

3.2.7 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution

Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	194	0	100,0%	0	100,0%	3	0	100,0%	-	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	284	0	100,0%	3	98,9%	177	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	970	0	100,0%	0	100,0%	3	0	100,0%	-	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	2 584	0	100,0%	4	99,8%	302	0	100,0%	0	100,0%

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la distribution en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références

Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
LINDRY	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/12/2025	LINDRY_0890000001290 Centre Lindry	Plomb	126	µg/litre		10
LINDRY	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/12/2025	LINDRY_0890000001290 Centre Lindry	Nickel	33	µg/litre		20
VINCELLES	Contrôle sanitaire	Non conforme	21/11/2025	VINCELLES_0890000000779 Centre Bourg Vincelles	Plomb	12	µg/litre		10
VINCELLES	Contrôle sanitaire	Non conforme	21/11/2025	VINCELLES_0890000000779 Centre Bourg Vincelles	Plomb	16	µg/litre		10

Au cours de l'année 2025, des analyses de contrôles sanitaires ont indiqué un taux de plomb supérieur à la limite de qualité pour deux branchements situés sur la commune de Vincelles. Ces branchements ont été renouvelés par Suez.

Une autre analyse de contrôle sanitaire réalisée sur la commune de Lindry, au niveau de l'alimentation de la mairie, a également indiqué un taux supérieur à la limite de qualité. La présence de plomb provient de l'installation intérieure. En effet, la canalisation et le branchement concernés ont fait l'objet d'un renouvellement antérieurement à l'analyse réalisée.

3.2.8 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	234	0	100%
Physico-chimique	132	3	97,7%

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille des aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)					
Commune	Site	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	4 848	7 569	7 022	- 7,2%
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	577	1 142	1 237	8,3%
AUGY	Chloration AUGY	1 406	4 488	4 983	11,0%
AUGY	Pompage d'AUGY (hors service)	238	9	2	- 77,8%
AUXERRE	Accélérateur de Chantemerle - AUXERRE	216	447	329	- 26,4%
AUXERRE	Chloration route de Chevannes - AUXERRE	0	0	0	-
AUXERRE	DEM SECTO Robert Rimbert 350 - AUXERRE	0	0	0	-
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	5 325	9 937	-	- 100,0%
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	1 351	4 166	3 940	- 5,4%
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	-	-	5	-
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	115 729	219 789	189 503	- 13,8%
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	80 768	158 445	190 921	20,5%
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	843	1 694	1 874	10,6%
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	14 722	25 402	27 363	7,7%
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	12 865	20 279	22 660	11,7%
AUXERRE	Surpresseur des Vauviers - AUXERRE	483	1 225	1 704	39,1%
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	2 822	6 725	6 295	- 6,4%
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Siméon - AUXERRE	6 857	13 380	17 434	30,3%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	140	272	310	14,0%
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	3 477	-	-	-
BRANCHES	Accélérateur de BRANCHES (nouveau)	-	6 264	7 993	27,6%
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	53	100	111	11,0%
CHARBUY	Réservoir de CHARBUY	3 238	5 667	6 198	9,4%
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	64 936	141 733	135 906	- 4,1%

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
CHEVANNES	Réservoir de CHEVANNES	49	97	147	51,5%
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	4 603	9 923	7 401	- 25,4%
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	5 241	11 294	8 351	- 26,1%
CHITRY	Pompage Tallone - Chitry	-	368	353	- 4,1%
CHITRY	Surpresseur le Bourg / Cimetière - Chitry	-	6 502	6 130	- 5,7%
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	13 513	31 943	30 455	- 4,7%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	-	65 889	68 301	3,7%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	3 798	8 411	10 767	28,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	347 668	724 505	809 774	11,8%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	30 860	71 192	92 901	30,5%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	5 748	5 338	7 309	36,9%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	2 213	13 562	11 440	- 15,6%
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	1 621	3 462	3 682	6,4%
LINDRY	Réservoir de LINDRY	86	136	151	11,0%
MONÉTEAU	Alerte pollution Boisseau - MONETEAU	0	0	0	-
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	589 582	1 111 424	1 179 275	6,1%
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	1 905	3 465	3 694	6,6%
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	5 220	8 227	10 006	21,6%
MONTIGNY-LA-RESLE	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	154	858	1 026	19,6%
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Siméon - AUXERRE	135 252	268 680	266 713	- 0,7%
PERRIGNY	Réservoir surpresseur - PERRIGNY	344	919	1 401	52,4%
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	8 372	15 547	17 116	10,1%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	1 677	3 470	3 530	1,7%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	1 440	4 015	3 051	- 24,0%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	317	679	492	- 27,5%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Météo - AUXERRE	105	167	608	264,1%
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	2 107	5 325	3 510	- 34,1%
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	16 941	35 073	43 390	23,7%
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	137	935	2 020	116,0%
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	14 954	29 500	30 524	3,5%
VILLEFARGEAU	Accelerateur de VILLEFARGEAU	11 018	20 597	27 289	32,5%
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyères - VILLEFARGEAU	11 749	23 622	23 992	1,6%

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)					
Commune	**Site**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	15 050	29 310	31 511	7,5%
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	2 246	8 151	8 804	8,0%
% énergie photovoltaïque		**0**	**0**	**0**	
Total		**1 554 864**	**3 151 319**	**3 340 904**	**6,0%**

Pour rappel, le contrat de DSP a débuté le 1er juillet 2023. Il s'agit donc des consommations facturées d'un semestre.

Les variations constatées s'expliquent par le retard pris par certains fournisseurs à nous adresser leurs factures de 2025. Il est également possible que certaines factures de 2024 aient été prises en compte sur l'année 2025.

3.3.2 La consommation de produits de traitement

Les consommations en produits de traitement des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation de produits de traitement						
Commune	**Site**	**Réactifs**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	Javel (hypochlorite de soude) (L)	54	106	62	- 41,5%
AUGY	Chloration AUGY	Javel (hypochlorite de soude) (L)	32	136	305	124,3%
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	Javel (hypochlorite de soude) (L)	-	-	340	-
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	Chlore (kg)	42	56	42	- 25,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	Chlore (kg)	42	60	70	16,7%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	Javel (hypochlorite de soude) (L)	62	148	158	6,8%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	Chlore (kg)	588	1 225	1 078	- 12,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	Chlore (kg)	28	70	56	- 20,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	Javel (hypochlorite de soude) (L)	93	136	102	- 25,0%
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Chlore (kg)	735	1 911	1 813	- 5,1%
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	Javel (hypochlorite de soude) (L)	43	6	62	933,3%
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	Javel (hypochlorite de soude) (L)	65	156	134	- 14,1%
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	Javel (hypochlorite de soude) (L)	21	52	10	- 80,8%
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	Chlore (kg)	42	24	6	- 75,0%
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	Javel (hypochlorite de soude) (L)	-	-	139	-
VILLEFARGEAU	Accelerateur de VILLEFARGEAU	Javel (hypochlorite de soude) (L)	210	480	406	- 15,4%

La consommation de produits de traitement						
Commune	Site	Réactifs	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyères - VILLEFARGEAU	Javel (hypochlorite de soude) (L)	113	198	144	- 27,3%
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Chlore (kg)	42	56	56	0,0%
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	Javel (hypochlorite de soude) (L)	24	106	86	- 18,9%

Il est indiqué dans **l'article 23 du contrat de DSP** que le délégataire devra *"mettre à la disposition du service délégué les économies en réactifs de traitement de l'eau obtenues sur les unités de production par abondement du Fonds de compensation pour la protection de la ressource"*

Cet engagement s'inscrit dans un cercle vertueux. Après la mise en service des unités de traitement par OIBP si la qualité de la ressource tend à s'améliorer par le biais des actions de protection de la ressource, le traitement de la ressource pourrait s'alléger. Dans ce cas, des économies de réactifs de traitement (OIBP) pourrait être enregistrées. Ces économies seraient alors reversées dans le fonds de compensation de la ressource.

3.3.3 Les contrôles réglementaires

La liste des contrôles réglementaires effectués au cours de l'exercice sur les équipements soumis à vérification périodique est présentée dans le tableau ci-dessous.

Les contrôles réglementaires				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	Equipement électrique	armoire générale BT	11/12/2025
AUGY	Chloration AUGY	Equipement électrique	armoire générale BT	11/12/2025
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	15/12/2025
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	15/12/2025
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	Moyen de levage	palan	27/01/2025
AUXERRE	DEM SECTO Robert Rimbert 350 - AUXERRE	Equipement électrique	Armoire électrique	15/12/2025
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	15/12/2025
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Extincteur	Extincteur (1)	08/04/2025
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Moyen de levage	palan	27/01/2025
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	Moyen de levage	Support Monorail BVE182876549	28/01/2025
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	Moyen de levage	Rail de roulement IPN	28/01/2025
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	Extincteur	Extincteur (1)	08/04/2025
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	15/12/2025
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	Extincteur	extincteur (1)	08/04/2025
AUXERRE	Surpresseur des Vauviers - AUXERRE	Equipement électrique	Armoire électrique	15/12/2025

Les contrôles réglementaires

Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	Equipement électrique	armoire générale BT	11/12/2025
CHARBUY	Réservoir de CHARBUY	Equipement électrique	armoire générale BT	11/12/2025
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	Detecteur	capteur de chlore résiduel	09/09/2025
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	Detecteur	capteur de chlore résiduel	11/03/2025
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	Equipement sous pression (inspection)	Ballon anti bélier 300L	03/04/2025
CHEVANNES	Réservoir de CHEVANNES	Equipement électrique	armoire générale BT	15/12/2025
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	Equipement électrique	armoire générale BT	15/12/2025
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	Equipement électrique	armoire générale BT	15/12/2025
CHITRY	Pompage Tallone - Chitry	Equipement électrique	Armoire électrique	11/12/2025
CHITRY	Surpresseur le Bourg / Cimetière - Chitry	Equipement électrique	Armoire électrique	11/12/2025
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	Equipement électrique	armoire électrique ref réservoir Haut	15/12/2025
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	Equipement électrique	Armoire électrique ref Migé	15/12/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	Detecteur	Centrale fuite de gaz chlore	11/03/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	Detecteur	Détecteur fuite de gaz chlore	11/03/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	Detecteur	Détecteur gaz CL2	11/03/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	Equipement électrique	armoire générale BT	15/12/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	Detecteur	Détecteur fuite de gaz chlore	11/03/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	Equipement électrique	armoire générale BT	15/12/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	Equipement électrique	Armoire électrique distribution HT	15/12/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	Extincteur	Extincteur (1)	08/04/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	Detecteur	Détecteur fuite de chlore	11/03/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	Equipement électrique	armoire générale BT	15/12/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	Equipement sous pression (inspection)	Ballon anti bélier 200L	03/04/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	Equipement électrique	Armoire électrique	15/12/2025
LINDRY	Réservoir de LINDRY	Equipement électrique	Armoire électrique	11/12/2025
MONÉTEAU	Alerte pollution Boisseau - MONETEAU	Equipement électrique	Armoire électrique	15/12/2025
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Detecteur	détecteur fuite chlore P1 P2	11/03/2025
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Detecteur	Détecteur fuite de chlore	11/03/2025
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Detecteur	détecteur fuite gaz chlore P3	11/03/2025
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Equipement électrique	armoire générale P1 P2 P3	15/12/2025
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Equipement électrique	Armoire générale P4	15/12/2025
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Equipement électrique	armoire déportée P3	11/12/2025

Les contrôles réglementaires				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Extincteur	Extincteur (1)	08/04/2025
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	Equipement électrique	armoire générale BT	11/12/2025
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	Equipement électrique	armoire surpression	11/12/2025
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	Equipement électrique	armoire générale BT	11/12/2025
MONTIGNY-LA-RESLE	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	Equipement électrique	armoire générale BT	11/12/2025
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Siméon - AUXERRE	Extincteur	extincteur (1)	08/04/2025
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Siméon - AUXERRE	Moyen de levage	palan sur monorail BVE182876515 (hors service)	27/01/2025
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	Equipement électrique	armoire générale BT	11/12/2025
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	Equipement sous pression (inspection)	Ballon anti belier 500L	03/04/2025
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	Equipement électrique	armoire générale BT	11/12/2025
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	Equipement sous pression (inspection)	Ballon anti bélier 2000L	18/04/2025
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Météo - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	15/12/2025
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	Equipement électrique	armoire générale	15/12/2025
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	Detecteur	Détecteur gaz chlore	11/03/2025
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	Equipement électrique	armoire générale BT	11/12/2025
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	Equipement électrique	armoire générale BT	11/12/2025
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	Equipement sous pression (inspection)	Ballon anti bélier (1) 1000L	18/04/2025
VILLEFARGEAU	Accelerateur de VILLEFARGEAU	Equipement électrique	armoire générale BT	11/12/2025
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyères - VILLEFARGEAU	Equipement électrique	Armoire électrique	11/12/2025
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Detecteur	Détecteur de fuite de chlore	09/09/2025
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Detecteur	Détecteur fuite de gaz chlore	09/09/2025
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Detecteur	Centrale détection fuite de chlore	09/09/2025
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Detecteur	Centrale détection fuite de chlore	11/03/2025
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Detecteur	Détecteur de fuite de chlore	11/03/2025
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Detecteur	Détecteur fuite de gaz chlore	11/03/2025
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Moyen de levage	Support potence BVE182882584	28/01/2025
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	Equipement électrique	Armoire électrique	11/12/2025

3.3.4 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs		
Commune	**Site**	**Date intervention**
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	26/11/2025
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle – AUXERRE cuve 1 Réservoir de Chantemerle – AUXERRE cuve 2+3	26/09/2025 15/10/2025
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	04/12/2025
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	23/05/2025
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux (cuve 1) Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux (cuves 2 et 3)	17/03/2025 20/05/2025
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches – AUXERRE cuve 3 Réservoir relance de Jonches – AUXERRE cuve 1+2 Réservoir relance de Jonches – AUXERRE cuve 4 Réservoir relance de Jonches – AUXERRE cuve 5	19/03/2025 08/04/2025 19/05/2025 17/06/2025
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	18/03/2025
AUXERRE	Réservoir Vaux Bas - AUXERRE	10/04/2025
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	02/12/2025
BLEIGNY-LE-CARREAU	Réservoir de BLEIGNY	09/04/2025
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES cuve 1 Réservoir de BRANCHES cuve 2	08/04/2025 11/04/2025
CHARBUY	Réservoir de CHARBUY	02/12/2025
CHARBUY	**Station de traitement de CHARBUY (lavage bâche)**	18/09/2025
CHEVANNES	Réservoir de CHEVANNES	18/03/2025
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein – CHEVANNES (ancien)	18/06/2025
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein – CHEVANNES (nouveau)	19/05/2025
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche – CHEVANNES cuve 1 Réservoir relance de la Biche – CHEVANNES cuve 2	07/04/2025 10/04/2025
CHITRY	Réservoir Chitry	15/10/2025
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE cuve 1 Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE cuve 2	21/03/2025 23/05/2025
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Réservoir d'ESCOLIVES	22/05/2025
GY-L'ÉVÊQUE	Réservoir de GY-L'EVEQUE	11/12/2025
IRANCY	Réservoir d'Irancy (cuve 1) Réservoir d'Irancy (cuve 2)	19/03/2025 21/03/2025
JUSSY	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	04/12/2025
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY (cuve 2) Surpresseur réservoir de JUSSY (cuve 1)	20/03/2025 07/04/2025
LINDRY	Réservoir de Lindry	21/05/2025

Nettoyage des réservoirs		
Commune	**Site**	**Date intervention**
MONETEAU	Réservoir relance de MONETEAU cuve 1 Réservoir relance de MONETEAU cuve répartition Réservoir relance de MONETEAU cuve 2	19/03/2025 08/04/2025 21/03/2025
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien – MONETEAU (bas) Réservoir et surpresseur de Pien – MONETEAU (haut)	18/06/2025 21/05/2025
MONTIGNY	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	09/04/2025
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Siméon – AUXERRE cuve 1 +2 Réservoir relance de Saint Siméon – AUXERRE cuve 3 Réservoir relance de Saint Siméon – AUXERRE cuve 4	11/04/2025 21/03/2025 18/09/2025
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	23/10/2025
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX cuve 1 Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX cuve 2	19/05/2025 23/05/2025
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	20/03/2025
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges – AUXERRE cuve 1+2 Réservoir Haut Saint Georges – AUXERRE cuve 3	18/06/2025 09/04/2025
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN cuve 1	17/03/2025
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	26/11/2025
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	20/05/2025
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	04/12/2025
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyères - VILLEFARGEAU	23/10/2025
VINCELOTTES	Réservoir de VINCELOTTES	-

Réservoir METEO (ST GEORGES SUR BAULCHE) : les 4 cuves ont été nettoyées à la fin des travaux du 1er semestre 2025 par la CA de l'Auxerrois.

3.3.5 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations					
Commune	**Site**	**Tâches d'exploitation**	**Tâches de maintenance préventive**	**Tâches de maintenance corrective**	**Total**
APPOIGNY	Borne magnétique d'Appoigny	-	-	2	2
APPOIGNY	DEM SECTO APPOIGNY	-	-	0	0
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	92	14	1	107
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	9	1	0	10
AUGY	Chloration AUGY	83	14	4	101

Les autres interventions sur les installations					
Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
AUGY	Pompage d'AUGY (hors service)	5	-	-	5
AUGY	Réservoir d'AUGY	3	1	0	4
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	9	6	3	18
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Isles - AUXERRE	12	2	1	15
AUXERRE	Borne magnétique Colonel Rozanoff	-	-	0	0
AUXERRE	Borne magnétique de la Gare St Amattre	-	-	1	1
AUXERRE	Borne magnétique de Vaux (cimetière)	-	-	1	1
AUXERRE	Borne magnétique des Conches (cimetière)	-	-	1	1
AUXERRE	Borne magnétique Gambetta	-	-	0	0
AUXERRE	Borne magnétique L. Renault	-	-	2	2
AUXERRE	Bureaux d'AUXERRE (Nouveaux 2026)	-	-	5	5
AUXERRE	Cptr SECTO Curly - AUXERRE	-	-	1	1
AUXERRE	Cptr SECTO de Laborde - AUXERRE	5	-	1	6
AUXERRE	Cptr SECTO VAUX	1	-	0	1
AUXERRE	DEM Boulevard Verdun	1	-	-	1
AUXERRE	DEM SECTO Auchan - AUXERRE	1	-	-	1
AUXERRE	DEM SECTO Avenue Charles De Gaulle - AUXERRE	-	-	1	1
AUXERRE	DEM SECTO Avenue Hausseman - AUXERRE	-	-	2	2
AUXERRE	DEM SECTO Cadet Roussel - AUXERRE	-	-	1	1
AUXERRE	DEM SECTO Laborde vers Egriselles - AUXERRE	1	-	-	1
AUXERRE	DEM SECTO Mermoz Production - AUXERRE	1	-	-	1
AUXERRE	DEM SECTO Robert Rimbert 350 - AUXERRE	-	1	1	2
AUXERRE	DEM SECTO Robert Rimbert AFPI - AUXERRE	-	-	1	1
AUXERRE	DEM SECTO Saint Siméon - AUXERRE	-	-	1	1
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	17	4	2	23
AUXERRE	Regulation C Vauban - AUXERRE	-	-	1	1
AUXERRE	Regulation E Haussman - AUXERRE	-	-	1	1
AUXERRE	Regulation E Jean Moulin - AUXERRE	-	-	1	1
AUXERRE	Regulation E Mermoz - AUXERRE	0	-	0	0
AUXERRE	Regulation E Migraine - AUXERRE	1	1	0	2
AUXERRE	Regulation E Pasteur - AUXERRE	1	1	-	2
AUXERRE	Regulation M Chantemerle - AUXERRE	-	1	1	2

Les autres interventions sur les installations					
Commune	**Site**	**Tâches d'exploitation**	**Tâches de maintenance préventive**	**Tâches de maintenance corrective**	**Total**
AUXERRE	Régulation M Joffre - AUXERRE	1	1	-	2
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	37	11	6	54
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	14	2	5	21
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	11	2	2	15
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	29	5	3	37
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	69	14	12	95
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	16	2	3	21
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	32	2	4	38
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	14	0	0	14
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	12	2	2	16
AUXERRE	Surpresseur des Vauviers - AUXERRE	7	2	2	11
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	14	0	2	16
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Siméon - AUXERRE	23	0	1	24
AUXERRE	Vanne de Survitesse - AUXERRE	7	-	-	7
BLEIGNY-LE-CARREAU	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	26	0	0	26
BLEIGNY-LE-CARREAU	VEG de CA à Beine - BLEIGNY LE CARREAU	11	-	0	11
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	4	1	0	5
BRANCHES	Accélérateur de BRANCHES (nouveau)	1	7	4	12
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	11	1	0	12
CHAMPS-SUR-YONNE	Cptr SECTO CHAMPS SUR YONNE	-	0	-	0
CHAMPS-SUR-YONNE	Cptr SECTO de CA a JUSSY	0	-	-	0
CHARBUY	Cptr SECTO Ponceau - CHARBUY	0	-	0	0
CHARBUY	Réservoir de CHARBUY	39	3	2	44
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	81	19	17	117
CHEVANNES	Borne magnétique d'Orgy	-	-	1	1
CHEVANNES	DEM SECTO entrée Chevannes	-	-	0	0
CHEVANNES	Réservoir de CHEVANNES	16	2	2	20
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	26	8	8	42
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	18	4	4	26
CHITRY	Pompage Tallone - Chitry	0	1	-	1
CHITRY	Réservoir Chitry	18	1	2	21
CHITRY	Surpresseur le Bourg / Cimetière - Chitry	40	2	1	43

Les autres interventions sur les installations					
Commune	**Site**	**Tâches d'exploitation**	**Tâches de maintenance préventive**	**Tâches de maintenance corrective**	**Total**
COULANGES-LA-VINEUSE	Cptr SECTO de CA a COULANGES LA VINEUSE	2	-	-	2
COULANGES-LA-VINEUSE	Cptr SECTO entrée Coulanges - COULANGES LA VINEUSE	1	-	2	3
COULANGES-LA-VINEUSE	DEM VEG de COULANGES à Migé	10	-	1	11
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	27	7	5	39
COULANGES-LA-VINEUSE	Réservoir haut de COULANGES LA VINEUSE	25	2	1	28
COULANGES-LA-VINEUSE	Source du Goulot de Groix (A l'arrêt mais télésurveillé)	-	-	1	1
COULANGES-LA-VINEUSE	VEG de COULANGES à Val de Mercy	22	-	2	24
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	74	16	11	101
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	105	13	7	125
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	166	27	9	202
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	86	26	5	117
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	116	12	3	131
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	90	4	3	97
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Réservoir d'ESCOLIVES	23	1	1	25
FLEURY-LA-VALLÉE	VEG de Charbuy à Fleury	10	-	0	10
GURGY	DEM SECTO Autoroute - GURGY	-	-	1	1
GY-L'ÉVÊQUE	Réservoir de GY-L'EVEQUE	33	1	1	35
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	16	1	2	19
JUSSY	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	22	2	0	24
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	44	0	1	45
LINDRY	Cptr AEG Chazelles de Pourain a LINDRY	10	-	0	10
LINDRY	Cptr AEG de Beauvoir a LINDRY	3	-	-	3
LINDRY	Réservoir de LINDRY	42	2	2	46
LINDRY	VEG Métairie de LINDRY à Egleny	21	-	0	21
MONÉTEAU	Alerte pollution Boisseau - MONETEAU	3	1	0	4
MONÉTEAU	Borne magnétique de Monéteau	-	-	1	1
MONÉTEAU	DEM Pont Monéteau	-	-	1	1
MONÉTEAU	DEM SECTO Les Archies - MONETEAU	1	-	-	1
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	183	38	22	243
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	27	1	1	29
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	123	14	6	143
MONTIGNY-LA-RESLE	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	11	1	3	15

Les autres interventions sur les installations					
Commune	**Site**	**Tâches d'exploitation**	**Tâches de maintenance préventive**	**Tâches de maintenance corrective**	**Total**
PERRIGNY	Pompage de PERRIGNY - CA	1	0	0	1
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Siméon - AUXERRE	37	15	4	56
PERRIGNY	Réservoir surpresseur - PERRIGNY	11	2	2	15
QUENNE	Relance et VEG de Quenne à Chitry-le-Fort	76	12	2	90
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	31	2	2	35
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	30	4	4	38
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	34	1	2	37
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Météo - AUXERRE	24	2	3	29
VALLAN	Cptr SECTO la Ferme de Billy - VALLAN	1	-	1	2
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	27	1	1	29
VENOY	Borne magnétique de Venoy	1	-	-	1
VENOY	DEM SECTO de Bleigny	-	-	1	1
VENOY	DEM SECTO Quenne Nangis	0	-	-	0
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	41	20	15	76
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	5	1	1	7
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	29	1	1	31
VILLEFARGEAU	Accelerateur de VILLEFARGEAU	113	13	4	130
VILLEFARGEAU	Borne magnétique de Villefargeau	-	-	1	1
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyères - VILLEFARGEAU	109	13	4	126
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	119	20	2	141
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	76	13	6	95
VINCELOTTES	Réservoir de VINCELOTTES	22	1	1	24

3.3.6 Les interventions sur le réseau de distribution

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Construire Sans Détruire (CSD)

Au vu des dommages déplorés chaque année, et à la faveur du Grenelle II, l'Etat a engagé une réforme de la prévention des dommages aux réseaux lors de travaux.

Cette réforme concerne les collectivités locales en tant que maîtres d'ouvrage, exploitants de réseaux, coordonnateurs des travaux sur la voirie, et responsables de la police de la sécurité sur leur territoire. Elle concerne SUEZ Eau France en tant que maître d'ouvrage, exploitant, et entreprise de travaux.

Elle s'appuie sur deux piliers.

Le premier pilier est l'instauration d'un guichet unique.

Il s'agit d'une plateforme internet http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr, qui référence l'ensemble des exploitants de chaque commune. Son financement se fait par deux redevances à acquitter annuellement à l'INERIS depuis le 1er janvier 2012 :

- Une perçue auprès des exploitants au prorata des longueurs de réseaux,
- L'autre auprès des prestataires de services en formalités de déclaration.

Le deuxième pilier est la réforme de la procédure de déclaration des travaux.

Le décret n°2018-899 du 22 octobre 2018, relatif à la sécurité des travaux effectués à proximité des ouvrages de transport et de distribution. Le précédent décret de 2011 instaurait une responsabilité renforcée des maîtres d'ouvrage de travaux dans la préparation des projets pour que les entreprises d'exécution disposent de la meilleure connaissance possible de la localisation des réseaux avant d'entreprendre les travaux.

- Il impose aux maîtres d'ouvrage et aux entreprises de travaux de déclarer leurs projets et travaux dans le Guichet Unique pour obtenir les plans des exploitants,
- Il fixe des obligations de compétences pour les maîtres d'ouvrage et les entreprises de travaux et encadre les techniques de travaux,
- Il impose aux exploitants de communiquer au Guichet Unique, la zone d'implantation des ouvrages exploités pour chaque commune concernée,
- Il impose aux exploitants de transmettre au Guichet Unique, toute modification du périmètre des plans de zonage,
- Il impose aux exploitants une amélioration de la cartographie, avec obligation aux réseaux sensibles au 1er janvier 2019 en unité urbaine et au 1er janvier 2026,
- Il impose des réponses dans les délais réglementaires aux déclarations de travaux, aux DICT et aux ATU,
- Il prévoit des sanctions administratives complémentaires.

Ces mesures sont inscrites dans le code de l'environnement, et par de nombreux arrêtés d'application.



Nos Actions

En amont du traitement des demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux, SUEZ Eau France s'engage à référencer sur le Guichet Unique les communes adhérentes au contrat. Nous tenons à jour ce référencement. Les ouvrages d'eau potable, d'irrigation et d'assainissement sont référencés dans la catégorie réseaux non sensibles, conformément à l'arrêté du 15 février 2012. Concernant la classe de précision des ouvrages dans le cadre de la réglementation CSD celle-ci dépend du cadre contractuel et des données transmises par la collectivité à SUEZ.

Nous transmettons au Guichet Unique les plans de zonage exigés par la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux « Construire Sans Détruire », afin de recevoir l'exhaustivité des demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux concernées par l'emprise des réseaux. Ces plans de zonage sont réactualisés chaque semaine.

Nous utilisons les informations du SIG pour répondre aux demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux. Dès la réception des plans de recollement de nouveaux travaux (Classe A de précision : à 40 cm pour les réseaux rigides, 50 cm pour les réseaux flexibles), le service SIG/Cartographie met à jour le SIG. Les mises à jour des réseaux sont directement intégrées dans les plans conformes, ces données sont transmises dans les récépissés des demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux.

Pour générer des plans conformes à la réglementation « CSD », nous utilisons un outil cartographique dédié qui intègre dans les plans les informations exigées par le décret comme la localisation et la nature du réseau, le matériau et le diamètre des canalisations, la classe de précision de chaque ouvrage…

Nous répondons dans les temps réglementaires aux demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux via l'outil PROTYS qui se charge d'envoyer par mail, fax ou courrier, le récépissé et les plans conformes. Chaque envoi est tracé. Les récépissés des demandes de travaux/déclarations d'intention de commencement de travaux sont archivés, consultables et dématérialisés.

Nombre de réponses aux DT et aux DICT

Type de réponses	Nombre au 31/12/2024	Nombre au 31/12/2025
Nombre de réponses aux DICT	662	1 005
Nombre de réponses aux DT	601	637
Nombre de réponses aux DT et DICT conjointes	843	1 055
Total	**2 106**	**2 697**

- **LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution		
Indicateur	**Type d'intervention**	**2025**
Accessoires	créés	3
	renouvelés	6
	supprimés	2
Appareils de fontainerie	créés	1
	renouvelés	18
	réparés	2
	vérifiés	246
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	13
Branchements	créés	76
	modifiés	26
	renouvelés	528
	supprimés	3
Compteurs	déposés	130
	posés	237
	remplacés	12 868
Devis métrés	réalisés	209
Enquêtes	Clientèle	1711
Fermetures d'eau	à la demande du client	15
	autres	6
Eléments de réseau	mis à niveau	163
Remise en eau	à la demande du client	530
Réparations	fuite sur accessoire réseau	18
	fuite sur branchement	77
	fuite sur réseau de distribution	113
Autres		16 859
Total actes		**33 860**

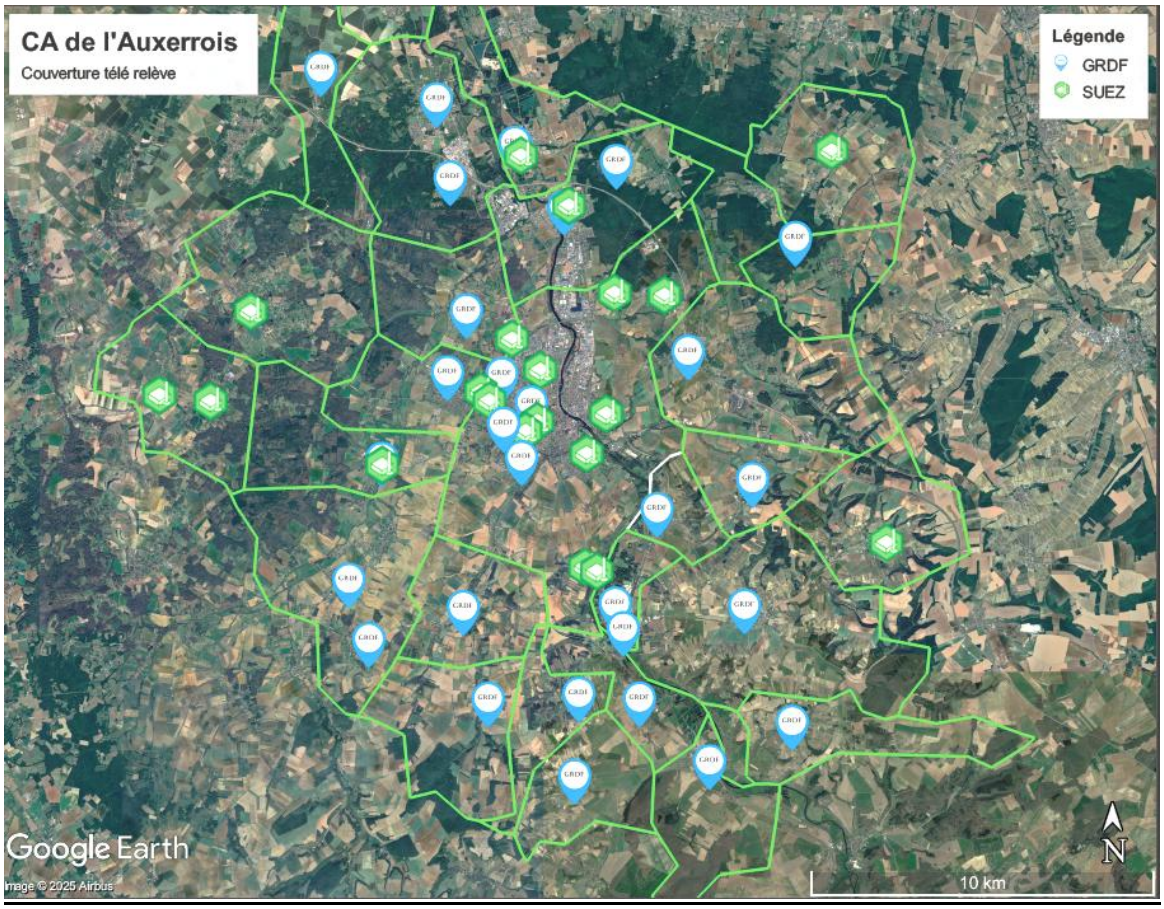
(*) Nombre de branchements renouvelés par SUEZ = 159
(**) Il s'agit de la mise à niveau de **Bouches à clefs.** Contractuellement, SUEZ doit effectuer la mise à niveau de 100 bouches à clé par an.

Les interventions sur le réseau de distribution - télérelève					
Indicateur	**Type d'intervention**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Télérelèves	Compteurs équipés dans l'année	484	13 510	15 795	16,9%
Télérelèves	Renouvelées	0	20	27	35,0%
Télérelèves	Supprimées	0	2	0	-100,0%

- **Télérelève renouvelée =** Nombre d'appareils changés lors de l'intervention nommée « émetteur Télérelève renouvelé (sans compteur) ». Il s'agit du changement de tête émettrice défaillante ou intervention de reparamétrage de celle-ci.
- **Télérelève supprimée =** Nombre d'appareils supprimés ou déposés.

Commune	Nombre de compteurs TOTAL	dont équipés TRV	Avancement du déploiement	Performance quotidienne (% de compteurs équipés captés)
APPOIGNY	1 849	1 744	94%	91,6
AUGY	545	473	87%	96,0
AUXERRE	19 352	14 327	74%	88,4
BLEIGNY LE CARREAU	161	157	98%	78,9
BRANCHES	219	207	95%	87,9
CHAMPS SUR YONNE	907	841	93%	92,5
CHARBUY	945	913	97%	74,8
CHEVANNES	1 182	818	69%	47,9
CHITRY	239	227	95%	82,4
COULANGES LA VINEUSE	486	406	84%	93,1
ESCOLIVES STE CAMILLE	380	290	76%	63,0
GURGY	879	851	97%	86,6
GY L'EVEQUE	257	233	91%	95,4
IRANCY	278	7	3%	71,4
JUSSY	234	193	82%	83,4
LINDRY	634	588	93%	88,2
MONETEAU	2 349	2 182	93%	75,6
MONTIGNY LA RESLE	325	316	97%	76,3
PERRIGNY	658	625	95%	86,2
QUENNE	258	249	97%	77,1
ST BRIS LE VINEUX	712	579	81%	73,5
ST GEORGES SUR BAULCHE	1 669	1 581	95%	82,3
VALLAN	407	380	93%	94,5
VENOY	897	873	97%	63,7
VILLEFARGEAU	522	458	88%	74,5
VILLENEUVE ST SALVES	149	142	95%	64,8
VINCELLES	566	114	20%	48,3
VINCELOTTES	244	15	6%	71,4
TOTAL	**37 303**	**29 789**	**79,9%**	**81,0%**

Cartographie de la couverture SUEZ et GRDF sur l'ensemble du territoire à fin 2025 :



Entretien et manœuvre des organes de réseau

Le DÉLÉGATAIRE assure la manœuvre des organes particuliers sur réseau (vannes, purges, vidanges) suivant les fréquences requises pour chaque type d'ouvrage de manière à les maintenir en condition de fonctionnement normal et disponible lors d'interventions.
Ces manœuvres ont été réalisées selon la fréquence minimale précisée **dans le chapitre 41.5 du contrat de DSP :**

Entretien et manœuvre des organes de réseau					
Ouvrage	**Type opération maintenance préventive**	**Fréquence minimale**	**Nombre d'opérations en 2024**	**Nombre d'opérations en 2025**	**Inventaire 2025**
Vannes de sectorisation	Manœuvre	1 /an	101	101	101
Purges/Vidanges	Manœuvre	1 /an	1 044	1 068	1 068
Autres vannes	Manœuvre	20% du parc / an	865 (Branches, Champs sur Yonne, Vallan, Lindry, Appoigny, Saint Georges, Cour barrée, Villefargeau, Escolives Sainte Camille)	883 (Auxerre, Bleigny-le-Carreau, Gurgy, Gy-l'Êvèque, Lindry, Saint-Bris-le-Vineux, Vincelles, Vincelottes, Venoy)	4 357
Organes de régulation de pression du réseau	Manœuvre & Contrôle du pilote	2 /an	94	96	48
	Entretien	0,5 /an	24	24	
Vannes stratégiques	Vérification et manœuvre	1 /an	23	23	23
Ventouses	Vérification et entretien	0,5 /an	127 vérifications	128 vérifications	256
Capteurs acoustiques	Entretien et changement de batterie	Dès affichage dans Aquadvanced			382
Capteurs de pression	Nettoyage	0,5 /an		1 / an	10
	Entretien et changement de la batterie	Dès affichage dans Aquadvanced		Pas nécessaire de changer les batteries en 2025	
Débitmètre de sectorisation	Changement de batterie	Dès affichage dans Aquadvanced	Pas nécessaire de changer les batteries en 2024	Pas nécessaire de changer les batteries en 2025	102
	Vérification	1 /an	100	102	

3.3.7 La recherche des fuites

Le tableau ci-après détaille le linéaire de réseau ayant fait l'objet d'une campagne de recherche de fuite :

La recherche des fuites				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau ausculté (ml)	453 470	1 231 482	991 245	- 19,5%

La répartition de la recherche des fuites par communes					
Commune	**Désignation**	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
APPOIGNY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	37 250	62 182	62 481	0,5%
AUGY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	12 250	11 905	28 882	142,6%
AUXERRE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	182 650	335 769	294 557	- 12,3%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Linéaire de réseau ausculté (ml)	0	0	575	-
BRANCHES	Linéaire de réseau ausculté (ml)	8 670	2 375	0	- 100,0%
CHAMPS-SUR-YONNE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	26 200	46 958	67 315	43,4%
CHARBUY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	4 600	52 025	38 769	- 25,5%
CHEVANNES	Linéaire de réseau ausculté (ml)	700	7 823	18 695	139,0%
CHITRY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	1 000	8 679	6 180	- 28,8%
COULANGES-LA-VINEUSE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	2 500	11 524	0	- 100,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	4 500	39 657	12 805	- 67,7%
GURGY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	12 550	115 399	67 611	- 41,4%
GY-L'ÉVÊQUE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	7 550	2 875	17 131	496,0%
IRANCY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	0	884	0	- 100,0%
JUSSY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	500	4 363	5 425	24,3%
LINDRY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	5 500	26 450	5 188	- 80,4%
MONÉTEAU	Linéaire de réseau ausculté (ml)	63 250	123 015	117 885	- 4,2%
MONTIGNY-LA-RESLE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	3 500	12 606	18 781	49,0%
PERRIGNY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	7 600	37 545	38 997	3,9%
QUENNE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	7 200	6 233	357	- 94,3%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Linéaire de réseau ausculté (ml)	6 450	84 463	23 294	- 72,4%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Linéaire de réseau ausculté (ml)	35 650	120 487	76 754	- 36,3%
VALLAN	Linéaire de réseau ausculté (ml)	50	20 828	0	- 100,0%
VENOY	Linéaire de réseau ausculté (ml)	12 200	29 830	40 684	36,4%
VILLEFARGEAU	Linéaire de réseau ausculté (ml)	2 500	11 022	12 080	9,6%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Linéaire de réseau ausculté (ml)	-	159	4 677	2 841,5%
VINCELLES	Linéaire de réseau ausculté (ml)	7 650	45 365	29 264	- 35,5%
VINCELOTTES	Linéaire de réseau ausculté (ml)	1 000	11 064	2 858	- 74,2%

3.3.8 Les interventions en astreinte

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Le tableau ci-après détaille les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte			
Désignation	**2024**	**2025**	**Variation N/N-1**
Les interventions sur le réseau	188	182	-3,2%
Les interventions sur les usines	90	78	-13,3%

3.3.9 Les délais d'interventions

		Délai maximum inscrit au contrat	**Taux de réalisation SUEZ en 2025**
Art. 33	Délai maximal d'intervention en cas d'urgence	30 minutes	100%
Art. 33	Délai maximal d'obtention d'un rendez-vous à domicile	5 jours ouvrés	100%
Art. 33	Délai maximal de réalisation d'un devis de branchement	10 Jours après réalisation du métré	100%
Art. 33	Délai maximal de réalisation branchement après acceptation du devis	15 Jours après réception des autorisations administratives	100%
Art. 35.3.3	Intervention ou remplacement de la tête émettrice	5 jours	100%
Art. 35.3.3	Intervention ou remplacement du système de réception	5 jours	100%
Art. 40.1	Délai d'intervention en cas d'interruption partielle ou totale du service	30 minutes	100%
Art. 40.1	Délai d'intervention en cas de pollution constatée	30 minutes	100%
Art. 40.1	Délai d'intervention en cas de réception d'une alarme intrusion sur site	30 minutes	100%
Art. 40.1	Délai d'intervention en cas de réception d'une alarme sur les ouvrages exploités (alarme d'exploitation)	30 minutes	100%
Art. 40.1	Délai de rétablissement du service pour une fuite sur réseau (canalisation principale ou équipement)	4 heures	100%
Art. 40.1	Délai de rétablissement du service pour une fuite sur un autre organe (notamment les branchements)	4 heures	100%

3.4 Les autres missions du service

3.4.1 Nos actions en faveur du développement durable sur votre territoire

Voici quelques indicateurs associés :

	2023	2024	2025	Commentaires
Indicateur de réduction des émissions de GES Scopes 1, 2, 3	*	*	12 153 Teq CO2/an	Données issues du bilan Carbone réalisé en 2024 et présenté début 2025. Le prochain bilan carbone sera réalisé après la mise en service des deux UTEP en 2027.
Indicateur de réduction de surconsommations et des fuites (dégrèvements) en eau des foyers		89 385 m^3	141 754m^3	Volumes dégrévés. Déploiement Télérelève (TR) en cours
Indicateur d'accroissement du % des buveurs réguliers d'eau du robinet	*	*	76%	Enquête IFOP 2025
Indicateur de réduction des impacts d'artificialisation nette des sols				Travaux en cours de désimperméabilisation et végétalisation - Bureaux SUEZ Auxerre
Gestion des déchets		100%	100%	100% des déchets sont triés et valorisés selon une filière agréée
ICGP		120	120	
Filière de recyclage des compteurs			Mise en place en 2025	Filière mise en place en 2025 pour le recyclage des compteurs déposés (TR et Hors TR)
Fonds solidarité			Travail en collaboration avec les services de la CA et de la ville d'Auxerre et Suez pour mettre en place les aides fonds de solidarité	Sera mise en place en 2026.
Nombre de présence en Mairie - Accueil clientèle déporté		2	16	
Vision Carbone		Réalisé en 2024		Mis à disposition de la collectivité
Heures du personnel d'insertion réalisées (nombre d'heures)	439h	11 094h	*13281h*	*Données 2025 en cours de consolidation*

3.5 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.5.1 Le nombre de clients gros consommateurs hors vente d'eau en gros

Les gros consommateurs sont les consommateurs dont les volumes dépassent 3 000 m³/an. Le nombre de clients gros consommateurs hors vente d'eau en gros est détaillé dans le tableau suivant.

Nombre de clients gros consommateur hors VEG				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	20	66	73	10,6%
Clients de plus de 6 000 m³/an	8	32	39	21,9%
Total	**28**	**98**	**112**	**14,3%**

Nombre de clients gros consommateur hors VEG				
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	2	5	6	20,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	-	4	4	0,0%
Total	2	9	10	11,1%

AUXERRE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	11	41	45	9,8%
Clients de plus de 6 000 m³/an	7	19	23	21,1%
Total	18	60	68	13,3%

CHAMPS-SUR-YONNE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	-	1	2	100,0%
Total	-	1	2	100,0%

CHARBUY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	-	-	2	-
Clients de plus de 6 000 m³/an	-	-	1	-
Total	-	-	3	-

CHEVANNES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	-	-	2	-
Total	-	-	2	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	1	1	1	0,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	-	1	1	0,0%
Total	1	2	2	0,0%

GURGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	1	-	2	-
Total	1	-	2	-

MONÉTEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	2	8	4	- 50,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	-	3	4	33,3%
Total	2	11	8	- 27,3%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	-	1	-	- 100,0%
Total	-	1	-	- 100,0%

PERRIGNY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	1	1	2	100,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	-	1	1	0,0%
Total	1	2	3	50,0%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	-	2	2	0,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	-	1	-	- 100,0%
Total	-	3	2	- 33,3%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	1	2	4	100,0%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Clients de plus de 6 000 m³/an	-	1	1	0,0%
Total	1	3	5	66,7%

VENOY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	1	1	1	0,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	1	2	3	50,0%
Total	2	3	4	33,3%

VILLEFARGEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	-	2	-	- 100,0%
Clients de plus de 6 000 m³/an	-	-	1	-
Total	-	2	1	- 50,0%

VINCELLES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Clients compris entre 3 000 et 6 000 m³/an	-	1	-	- 100,0%
Total	-	1	-	- 100,0%

3.5.2 Le nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnés, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Nombre d'abonnés				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Abonnés domestiques et assimilés	33 699	34 064	34 117	0,2%
Autres abonnements	528	570	670	17,5%
Total	34 227	34 634	34 787	0,4%

Nombre d'abonnés				
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Abonnés domestiques et assimilés	1 693	1 695	1 703	0,5%
Autres abonnements	27	30	28	- 6,7%
Total	1 720	1 725	1 731	0,3%

AUGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	516	511	513	0,4%
Autres abonnements	11	10	15	50,0%
Total	527	521	528	1,3%

AUXERRE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	17 152	17 460	17 443	- 0,1%
Autres abonnements	243	256	332	29,7%
Total	17 395	17 716	17 775	0,3%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	151	152	154	1,3%
Autres abonnements	4	5	4	- 20,0%
Total	155	157	158	0,6%

BRANCHES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	204	206	207	0,5%
Autres abonnements	5	5	5	0,0%
Total	209	211	212	0,5%

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	822	824	830	0,7%
Autres abonnements	7	11	20	81,8%
Total	829	835	850	1,8%

CHARBUY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	914	912	914	0,2%
Autres abonnements	2	10	12	20,0%
Total	916	922	926	0,4%

CHEVANNES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 056	1 064	1 082	1,7%
Autres abonnements	29	28	27	- 3,6%
Total	1 085	1 092	1 109	1,6%

CHITRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	238	230	230	0,0%
Autres abonnements	1	1	1	0,0%
Total	239	231	231	0,0%

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	432	435	437	0,5%
Autres abonnements	14	13	13	0,0%
Total	446	448	450	0,4%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	356	356	355	- 0,3%
Autres abonnements	1	1	2	100,0%
Total	357	357	357	0,0%

GURGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	818	829	831	0,2%
Autres abonnements	7	7	8	14,3%
Total	825	836	839	0,4%

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	243	240	238	- 0,8%
Autres abonnements	-	1	2	100,0%
Total	243	241	240	- 0,4%

IRANCY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	250	250	249	- 0,4%
Autres abonnements	1	2	3	50,0%
Total	251	252	252	0,0%

JUSSY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	216	211	210	- 0,5%
Autres abonnements	1	6	6	0,0%

JUSSY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Total	217	217	216	- 0,5%

LINDRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	610	617	615	- 0,3%
Autres abonnements	5	7	5	- 28,6%
Total	615	624	620	- 0,6%

MONÉTEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	2 146	2 168	2 171	0,1%
Autres abonnements	49	52	54	3,8%
Total	2 195	2 220	2 225	0,2%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	304	300	299	- 0,3%
Autres abonnements	9	9	9	0,0%
Total	313	309	308	- 0,3%

PERRIGNY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	614	620	624	0,6%
Autres abonnements	8	9	7	- 22,2%
Total	622	629	631	0,3%

QUENNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	239	238	245	2,9%
Autres abonnements	2	2	2	0,0%
Total	241	240	247	2,9%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	596	599	604	0,8%
Autres abonnements	31	31	36	16,1%
Total	627	630	640	1,6%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 553	1 562	1 561	- 0,1%
Autres abonnements	31	29	33	13,8%
Total	1 584	1 591	1 594	0,2%

VALLAN	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	379	385	381	- 1,0%
Autres abonnements	6	8	9	12,5%
Total	385	393	390	- 0,8%

VENOY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	838	840	850	1,2%
Autres abonnements	10	15	16	6,7%
Total	848	855	866	1,3%

VILLEFARGEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	481	479	482	0,6%
Autres abonnements	17	15	14	- 6,7%
Total	498	494	496	0,4%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	133	135	135	0,0%
Autres abonnements	4	4	4	0,0%
Total	137	139	139	0,0%

VINCELLES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	519	520	528	1,5%
Autres abonnements	3	3	3	0,0%
Total	522	523	531	1,5%

VINCELOTTES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	226	226	226	0,0%
Total	226	226	226	0,0%

3.5.3 Les volumes vendus

Les volumes facturés dépendent des périodes de relevé des compteurs qui peuvent varier d'une année sur l'autre. En conséquence, les variations des volumes facturés ne sont pas entièrement imputables à une baisse ou une augmentation de la consommation, mais peuvent être en partie liées à des décalages de relève d'une année sur l'autre. Pour pouvoir analyser les volumes facturés retraités de ces effets de variation, reportez-vous au tableau qui présente les rendements de réseaux. Le tableau du rendement de réseau contient des informations sur les volumes facturés ramenés à 365 jours.

Volumes vendus (m³)				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	503 532	2 256 520	2 329 896	3,3%
Volumes vendus aux collectivités	42 706	130 242	161 187	23,8%
Volumes vendus aux professionnels	345 427	1 089 628	1 133 519	4,0%
Total des volumes vendus	**891 665**	**3 476 390**	**3 624 602**	**4,3%**

Volumes vendus (m³)				
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	30 590	103 683	107 387	3,6%
Volumes vendus aux collectivités	730	1 256	1 585	26,2%
Volumes vendus aux professionnels	18 170	86 372	75 725	- 12,3%
Total des volumes vendus	49 490	191 311	184 697	- 3,5%

AUGY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	16 158	36 419	36 511	0,3%
Volumes vendus aux collectivités	156	151	877	480,9%
Volumes vendus aux professionnels	2 019	5 077	3 406	- 32,9%
Total des volumes vendus	18 333	41 647	40 794	- 2,0%

AUXERRE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	292 102	1 133 950	1 167 960	3,0%
Volumes vendus aux collectivités	37 444	104 300	113 014	8,4%
Volumes vendus aux professionnels	244 770	693 968	750 740	8,2%
Total des volumes vendus	574 316	1 932 218	2 031 714	5,1%

Volumes vendus (m³)				
BLEIGNY-LE-CARREAU	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	- 21	11 009	10 312	- 6,3%
Volumes vendus aux collectivités	13	167	269	61,1%
Volumes vendus aux professionnels	- 150	631	467	- 26,0%
Total des volumes vendus	- 158	11 807	11 048	- 6,4%

BRANCHES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	4 384	13 504	14 648	8,5%
Volumes vendus aux collectivités	95	241	230	- 4,6%
Volumes vendus aux professionnels	1 230	3 851	4 357	13,1%
Total des volumes vendus	5 709	17 596	19 235	9,3%

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	4 597	50 145	59 674	19,0%
Volumes vendus aux collectivités	165	1 336	2 023	51,4%
Volumes vendus aux professionnels	542	15 686	16 610	5,9%
Total des volumes vendus	5 304	67 167	78 307	16,6%

CHARBUY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	15 820	70 589	81 190	15,0%
Volumes vendus aux collectivités	490	1 727	978	- 43,4%
Volumes vendus aux professionnels	1 106	5 004	11 631	132,4%
Total des volumes vendus	17 416	77 320	93 799	21,3%

CHEVANNES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	5 484	75 281	77 088	2,4%
Volumes vendus aux collectivités	63	2 891	4 091	41,5%
Volumes vendus aux professionnels	1 590	6 664	9 022	35,4%
Total des volumes vendus	7 137	84 836	90 201	6,3%

Volumes vendus (m³)				
CHITRY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	-	15 071	12 385	- 17,8%
Volumes vendus aux collectivités	-	1 604	1 646	2,6%
Volumes vendus aux professionnels	-	3 550	3 477	- 2,1%
Total des volumes vendus	-	20 225	17 508	- 13,4%

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	10 626	24 815	29 708	19,7%
Volumes vendus aux collectivités	830	12	659	5 391,7%
Volumes vendus aux professionnels	4 648	14 068	10 362	- 26,3%
Total des volumes vendus	16 104	38 895	40 729	4,7%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	11 190	23 014	25 100	9,1%
Volumes vendus aux collectivités	150	194	465	139,7%
Volumes vendus aux professionnels	909	2 269	1 819	- 19,8%
Total des volumes vendus	12 249	25 477	27 384	7,5%

GURGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	16 157	55 975	61 217	9,4%
Volumes vendus aux collectivités	396	1 788	1 927	7,8%
Volumes vendus aux professionnels	1 586	6 727	11 171	66,1%
Total des volumes vendus	18 139	64 490	74 315	15,2%

GY-L'ÉVÊQUE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	6 153	15 432	15 880	2,9%
Volumes vendus aux collectivités	137	95	37	- 61,1%
Volumes vendus aux professionnels	447	274	1 702	521,2%
Total des volumes vendus	6 737	15 801	17 619	11,5%

Volumes vendus (m³)				
IRANCY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	4 322	10 700	11 872	11,0%
Volumes vendus aux collectivités	17	51	91	78,4%
Volumes vendus aux professionnels	1 159	1 912	1 446	- 24,4%
Total des volumes vendus	5 498	12 663	13 409	5,9%

JUSSY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	6 230	13 655	13 877	1,6%
Volumes vendus aux collectivités	11	91	682	649,5%
Volumes vendus aux professionnels	146	347	458	32,0%
Total des volumes vendus	6 387	14 093	15 017	6,6%

LINDRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	11 555	46 325	49 419	6,7%
Volumes vendus aux collectivités	- 78	602	521	- 13,5%
Volumes vendus aux professionnels	929	2 354	2 661	13,0%
Total des volumes vendus	12 406	49 281	52 601	6,7%

MONÉTEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	27 322	133 959	145 763	8,8%
Volumes vendus aux collectivités	1 109	3 965	4 773	20,4%
Volumes vendus aux professionnels	23 214	97 354	86 321	- 11,3%
Total des volumes vendus	51 645	235 278	236 857	0,7%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	1 850	20 928	20 399	- 2,5%
Volumes vendus aux collectivités	55	313	328	4,8%
Volumes vendus aux professionnels	501	7 664	6 518	- 15,0%
Total des volumes vendus	2 406	28 905	27 245	- 5,7%

Volumes vendus (m³)				
PERRIGNY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	2 210	39 395	43 561	10,6%
Volumes vendus aux collectivités	38	277	842	204,0%
Volumes vendus aux professionnels	6 848	24 359	28 665	17,7%
Total des volumes vendus	9 096	64 031	73 068	14,1%

QUENNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	170	16 284	15 989	- 1,8%
Volumes vendus aux collectivités	- 8	71	72	1,3%
Volumes vendus aux professionnels	6	612	702	14,7%
Total des volumes vendus	168	16 967	16 763	- 1,2%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	1 799	44 212	29 562	- 33,1%
Volumes vendus aux collectivités	45	1 613	4 949	206,8%
Volumes vendus aux professionnels	5 962	20 634	15 483	- 25,0%
Total des volumes vendus	7 806	66 459	49 994	- 24,8%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	3 924	119 794	124 792	4,2%
Volumes vendus aux collectivités	- 20	5 121	7 273	42,0%
Volumes vendus aux professionnels	4 894	26 909	31 440	16,8%
Total des volumes vendus	8 798	151 824	163 504	7,7%

VALLAN	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	2 520	25 582	27 663	8,1%
Volumes vendus aux collectivités	93	268	169	- 36,9%
Volumes vendus aux professionnels	- 114	2 013	2 020	0,3%
Total des volumes vendus	2 499	27 863	29 852	7,1%

Volumes vendus (m³)				
VENOY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	8 200	59 752	62 297	4,3%
Volumes vendus aux collectivités	198	1 100	11 886	980,5%
Volumes vendus aux professionnels	23 221	38 023	37 716	- 0,8%
Total des volumes vendus	31 619	98 875	111 899	13,2%

VILLEFARGEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	1 102	42 251	31 643	- 25,1%
Volumes vendus aux collectivités	278	343	673	96,2%
Volumes vendus aux professionnels	- 1 409	11 415	12 465	9,2%
Total des volumes vendus	- 30	54 009	44 781	- 17,1%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	410	9 917	9 200	- 7,2%
Volumes vendus aux collectivités	83	42	116	176,2%
Volumes vendus aux professionnels	270	2 603	2 377	- 8,7%
Total des volumes vendus	763	12 562	11 693	- 6,9%

VINCELLES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	13 828	30 586	32 611	6,6%
Volumes vendus aux collectivités	198	543	935	72,2%
Volumes vendus aux professionnels	2 141	9 049	4 302	- 52,5%
Total des volumes vendus	16 167	40 178	37 848	- 5,8%

VINCELOTTES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	4 853	14 293	12 190	- 14,7%
Volumes vendus aux collectivités	18	79	76	- 3,8%
Volumes vendus aux professionnels	792	239	456	90,6%
Total des volumes vendus	5 663	14 611	12 722	- 12,9%

Les périodes de facturations listées ci-dessous expliquent les volumes mentionnés plus haut.

Commune	Facture 1er semestre	Facture 2e semestre
APPOIGNY	Mars	Octobre
AUGY	Juin	Décembre
AUXERRE	*Commune facturée tout au long de l'année*	
BLEIGNY-LE-CARREAU	Janvier	Octobre
BRANCHES	Mars	Octobre
CHAMPS-SUR-YONNE	Janvier	Septembre
CHARBUY	Avril	Octobre
CHEVANNES	Janvier	Septembre
CHITRY	Janvier	Septembre
COULANGES-LA-VINEUSE	Juin	Décembre
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Juin	Décembre
GURGY	Mars	Septembre
GY-L'ÉVÊQUE	Juin	Décembre
IRANCY	Juin	Décembre
JUSSY	Juin	Décembre
LINDRY	Mars	Octobre
MONÉTEAU	Février	Octobre
MONTIGNY-LA-RESLE	Février	Septembre
PERRIGNY	Janvier / Mars	Septembre
QUENNE	Février	Septembre
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Janvier	Septembre
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Janvier	Octobre
VALLAN	Janvier	Septembre
VENOY	Janvier	Septembre
VILLEFARGEAU	Janvier	Octobre
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Février	Septembre
VINCELLES	Juin	Décembre
VINCELOTTES	Juin	Décembre

3.5.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs

Les gros consommateurs sont les consommateurs dont les volumes dépassent 3 000 m³/an. Les volumes qui leur ont été vendus sont détaillés dans le tableau suivant.

Les volumes vendus aux gros consommateurs				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	84 418	279 052	311 467	11,6%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	112 035	405 319	510 360	25,9%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	**196 453**	**684 371**	**821 827**	**20,1%**

Les volumes vendus aux gros consommateurs				
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	7 480	18 437	27 413	48,7%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	0	45 080	38 691	- 14,2%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	7 480	63 517	66 104	4,1%

AUXERRE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	48 473	181 624	192 222	5,8%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	99 892	286 383	369 983	29,2%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	148 365	468 007	562 205	20,1%

CHAMPS-SUR-YONNE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	-	4 927	7 722	56,7%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	-	-	0	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	-	4 927	7 722	56,7%

CHARBUY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	-	-	7 737	-
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	-	-	9 119	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	-	-	16 856	-

Les volumes vendus aux gros consommateurs

CHEVANNES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	-	0	8 257	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	-	0	8 257	-

COULANGES-LA-VINEUSE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	3 656	4 518	4 107	- 9,1%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	-	6 904	8 573	24,2%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	3 656	11 422	12 680	11,0%

GURGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	4 631	0	8 946	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	4 631	0	8 946	-

MONÉTEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	6 416	28 875	17 907	- 38,0%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	-	23 327	32 894	41,0%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	6 416	52 202	50 801	- 2,7%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	-	3 024	-	- 100,0%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	-	3 024	-	- 100,0%

PERRIGNY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	4 941	3 559	7 963	123,7%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	-	10 692	14 033	31,2%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	4 941	14 251	21 996	54,3%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	-	8 963	9 798	9,3%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	-	6 586	-	- 100,0%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	-	15 549	9 798	- 37,0%

Les volumes vendus aux gros consommateurs				
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	3 611	6 886	16 032	132,8%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	-	6 495	7 039	8,4%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	3 611	13 381	23 071	72,4%

VENOY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	5 210	4 802	3 363	- 30,0%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	12 143	19 852	23 996	20,9%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	17 353	24 654	27 359	11,0%

VILLEFARGEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	-	8 106	0	- 100,0%
Volumes facturés au détail aux clients consommant plus de 6000m³	-	-	6 032	-
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	-	8 106	6 032	- 25,6%

VINCELLES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes facturés au détail aux clients consommant de 3000m³ à 5999 m³	-	5 331	-	- 100,0%
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	-	5 331	-	- 100,0%

3.5.5 La typologie des contacts clients

Notre Centre de Relation Client répond aux demandes exprimées par téléphone et internet, et traite en temps réel tout type de sujet : information sur la qualité de l'eau, sur la facture, abonnement lors de l'arrivée dans un logement, réclamation, urgence, mensualisation …
Un service spécifique de traitement de courriers permet de répondre à l'ensemble des demandes écrites.

Typologie des contacts	
Désignation	**Nombre de contacts**
Téléphone	12 305
Courrier	1 032
Internet	7 653
Chat	0
Reseaux sociaux	5
Visite en agence	2 852
Total	23 847

Le détail par commune est présenté en **ANNEXE 5.**

3.5.6 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	12 849	3
Facturation	1 372	923
Règlement/Encaissement	5 128	443
Prestation et travaux	1 429	1
Information	12 825	11
Dépose d'index	549	-
Technique eau	1 340	1 189
Total	**35 492**	**2 570**

Le détail par commune est présenté en **ANNEXE 6.**

3.5.7 L'activité de gestion clients

Les clients ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures du service de l'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent auprès de nos clients pour faciliter l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique des factures, à travers différents supports comme les messages sur facture, les encarts informatifs joints à la facture, les mailings personnalisés…

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place directement depuis l'espace personnalisé du client ou s'il n'y parvient pas lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle.

Activité de gestion				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	24 469	17 284	10 358	-40,1%
Nombre d'abonnés mensualisés	18 145	18 762	19 397	3,4%
Nombre d'abonnés prélevés	4 685	5 184	5 168	-0,3%
Nombre d'échéanciers	427	884	966	9,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	33 805	69 375	69 675	0,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	2 718	7 399	8 072	9,1%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	720	1 549	1 759	13,6%
Nombre total de factures comptabilisées	**37 243**	**78 323**	**79 506**	**1,5%**

Le détail par commune est présenté en **ANNEXE 7.**

3.5.8 La relation clients

Notre objectif commun est de garantir une approche professionnelle et une relation de confiance.

La relation clients				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Taux de prise d'appel au CRC	80	83,9	87,9	4,8%
Satisfaction Post Contact	7,7	8,6	7,9	- 7,7%
Pourcentage de clients satisfaits	76,5	78,4	79,4	1,2%
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui	-
Nombre de réclamations écrites FP2E	263	537	379	- 29,4%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	7,7	15,5	10,9	- 29,7%
Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini par le service (jour)	1	1	1	0,0%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	424	2 263	2 684	18,6%
Nombre d'arrivées clients dans la période	760	2 444	2 800	14,6%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	55,8	92,6	95,9	3,5%

3.5.9 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportée au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples.

SUEZ Eau France agit également tant sur le plan local que national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne SUEZ.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Délai Paiement client (j)	42,1	40,92	- 2,8%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	382 746,85	809 412,61	111,5%
Créances irrécouvrables (€)	6 633,38	51 481,68	676,1%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	146 822,7	430 421,74	193,2%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	3 959 897,87	11 214 067,48	183,2%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	11 214 067,48	12 111 511,93	8,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,06	0,43	618,6%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	3,71	3,84	3,5%

Le détail par commune est présenté en **ANNEXE 8.**

3.5.10 Le fonds de solidarité

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.
Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouverts à tous et destinés à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du contrat gérées par SUEZ Eau France.

Le fonds de solidarité				
Désignation	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de dossiers FSL	35	45	38	- 15,6%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	5	37	25	- 32,4%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	133,44	4 591,51	3 797,68	- 17,3%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	126,41	4 349,43	3 599,63	- 17,2%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	123,75	3 125,92	2 513,38	- 19,6%
Montant Total HT "solidarité"	126,41	4 349,43	3 599,63	- 17,2%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0,0012	0	- 100,0%

Le détail par commune est présenté en **ANNEXE 9.**

3.5.11 Les dégrèvements

Sont présentés ci-dessous les nombres de dossiers de dégrèvement qui ont été demandés, accordés ainsi que les volumes associés.

Les dégrèvements			
Désignation	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	138	179	29,7%
Nombres de demandes de dégrèvement	311	351	12,9%
Volumes dégrévés (m³)	89 385	141 754,02	58,6%

Les dégrèvements			
APPOIGNY	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	6	12	100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	18	18	0,0%
Volumes dégrévés (m³)	2 682	10 816	303,3%

AUGY	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	1	3	200,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	6	6	0,0%
Volumes dégrévés (m³)	1 422	3 230	127,1%

AUXERRE	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	34	61	79,4%
Nombres de demandes de dégrèvement	107	154	43,9%
Volumes dégrévés (m³)	53 349	38 116	- 28,6%

BLEIGNY-LE-CARREAU	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	1	2	100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	2	3	50,0%
Volumes dégrévés (m³)	1 048	435,02	- 58,5%

BRANCHES	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	1	-	- 100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	3	-	- 100,0%
Volumes dégrévés (m³)	41	-	- 100,0%

CHAMPS-SUR-YONNE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	5	6	20,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	9	10	11,1%
Volumes dégrévés (m³)	2 091	8 527	307,8%

CHARBUY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	7	11	57,1%
Nombres de demandes de dégrèvement	9	15	66,7%
Volumes dégrévés (m³)	1 182	9 571	709,7%

CHEVANNES	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	-	2	-
Nombres de demandes de dégrèvement	5	6	20,0%
Volumes dégrévés (m³)	-	403	-

CHITRY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	1	-	- 100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	1	2	100,0%
Volumes dégrévés (m³)	53	-	- 100,0%

COULANGES-LA-VINEUSE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	1	2	100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	3	3	0,0%
Volumes dégrévés (m³)	755	258	- 65,8%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	3	1	- 66,7%
Nombres de demandes de dégrèvement	4	1	- 75,0%
Volumes dégrévés (m³)	1 367	502	- 63,3%

GURGY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	4	16	300,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	11	23	109,1%

GURGY	2024	2025	N/N-1 (%)
Volumes dégrévés (m³)	4 153	17 510	321,6%

GY-L'ÉVÊQUE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	1	-	- 100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	1	1	0,0%
Volumes dégrévés (m³)	45	-	- 100,0%

IRANCY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	1	1	0,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	1	2	100,0%
Volumes dégrévés (m³)	224	106	- 52,7%

JUSSY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	-	3	-
Nombres de demandes de dégrèvement	-	4	-
Volumes dégrévés (m³)	-	619	-

LINDRY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	11	1	- 90,9%
Nombres de demandes de dégrèvement	17	1	- 94,1%
Volumes dégrévés (m³)	1 997	1 223	- 38,8%

MONÉTEAU	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	10	21	110,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	28	32	14,3%
Volumes dégrévés (m³)	2 617	23 311	790,8%

MONTIGNY-LA-RESLE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	-	2	-
Nombres de demandes de dégrèvement	1	3	200,0%
Volumes dégrévés (m³)	-	268	-

PERRIGNY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	10	4	- 60,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	13	7	- 46,2%
Volumes dégrévés (m³)	2 580	269	- 89,6%

QUENNE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	2	1	- 50,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	2	1	- 50,0%
Volumes dégrévés (m³)	1 219	977	- 19,9%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	3	2	- 33,3%
Nombres de demandes de dégrèvement	8	3	- 62,5%
Volumes dégrévés (m³)	655	7 751	1 083,4%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	13	9	- 30,8%
Nombres de demandes de dégrèvement	25	17	- 32,0%
Volumes dégrévés (m³)	1 008	1 716	70,2%

VALLAN	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	4	1	- 75,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	4	6	50,0%
Volumes dégrévés (m³)	1 296	959	- 26,0%

VENOY	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	4	11	175,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	12	20	66,7%
Volumes dégrévés (m³)	2 269	10 654	369,5%

VILLEFARGEAU	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	5	3	- 40,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	10	5	- 50,0%
Volumes dégrévés (m³)	1 667	2 943	76,5%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	-	1	-
Nombres de demandes de dégrèvement	-	1	-
Volumes dégrévés (m³)	-	226	-

VINCELLES	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	8	2	- 75,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	8	5	- 37,5%
Volumes dégrévés (m³)	5 452	389	- 92,9%

VINCELOTTES	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	2	1	- 50,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	3	2	- 33,3%
Volumes dégrévés (m³)	213	975	357,7%

3.5.12 Le prix du service de l'eau potable

- **LE TARIF**

Le tarif			
Détail prix eau	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	67,6	67,36	- 0,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,3735	1,3812	0,6%
Taux de la partie fixe du service (%)	29,09%	28,9%	- 0,6%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,62673	2,56293	- 2,4%
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,48973	2,42943	- 2,4%

- **LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

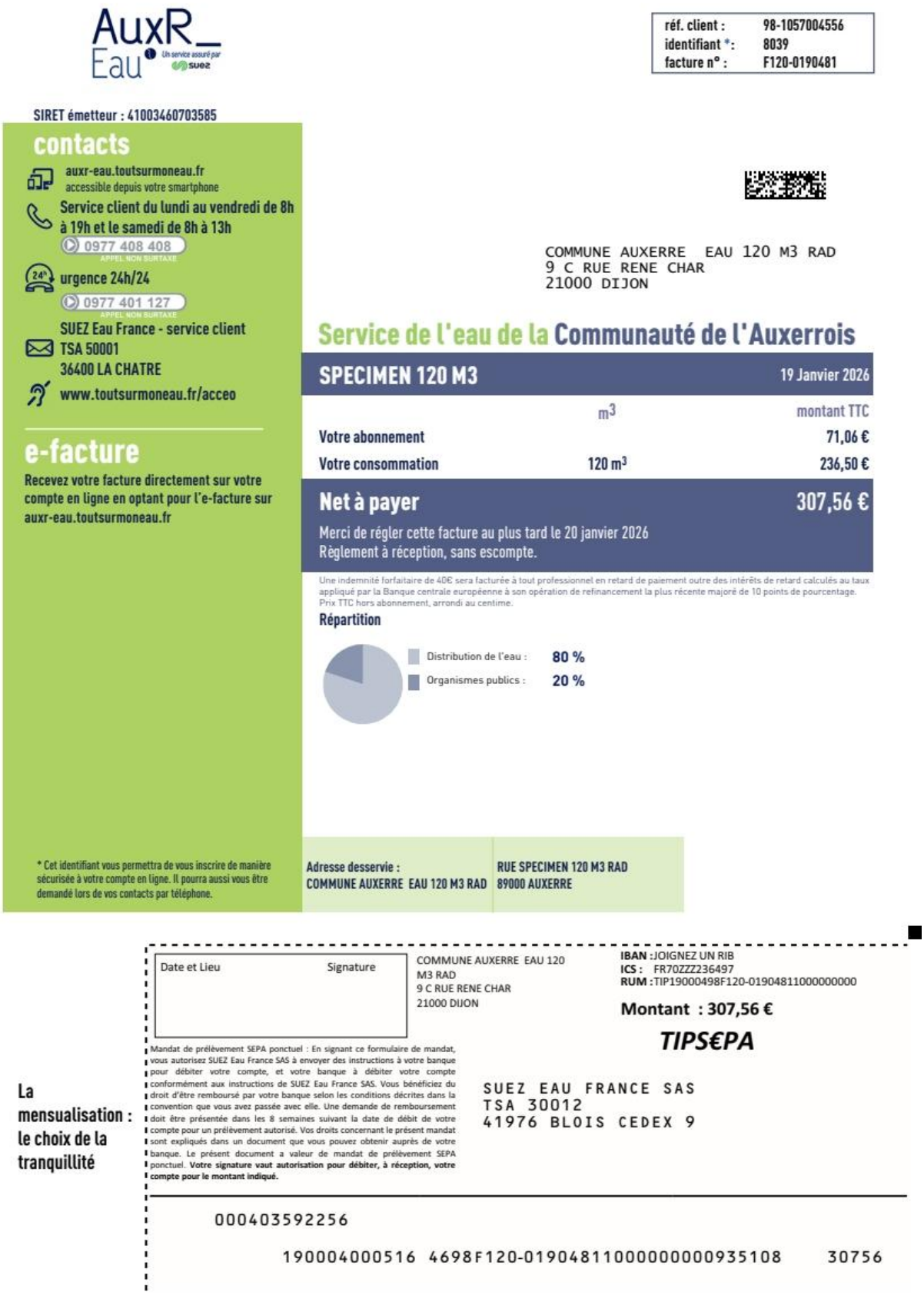
Le tableau suivant permet de mettre en évidence la part revenant à l'ensemble des acteurs (Exploitant, Collectivité, Agence de l'Eau, TVA) en prenant pour référence la facture type.

Les composantes du prix de l'eau				
Dénomination	**Détail prix eau**	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	47,6	47,36	- 0,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,439	0,4369	- 0,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	20	20	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,9345	0,9443	1,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Consommation) - Contrat	0,46	0,34	- 26,1%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (Performance AEP) - Contrat	0,017	0,071	317,6%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (preservation de la ressource) Contrat	0,0759	0,0759	0,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,137	0,1335	- 2,6%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'EAU**

Evolution des révisions de la tarification			
Désignation	**01/01/2025**	**01/01/2026**	**N+1/N (%)**
Coefficient d'indexation	1,0577	1,0525	- 0,5%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**



AuxR_ Eau — Un service assuré par suez

réf. client : 98-1057004556
identifiant * : 8039
facture n° : F120-0190481

SIRET émetteur : 41003460703585

contacts

auxr-eau.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408 APPEL NON SURTAXÉ

urgence 24h/24
0977 401 127 APPEL NON SURTAXÉ

SUEZ Eau France - service client
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur auxr-eau.toutsurmoneau.fr

COMMUNE AUXERRE EAU 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

Service de l'eau de la Communauté de l'Auxerrois

SPECIMEN 120 M3 — 19 Janvier 2026

	m³	montant TTC
Votre abonnement		71,06 €
Votre consommation	120 m³	236,50 €

Net à payer 307,56 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 20 janvier 2026
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition

Distribution de l'eau : 80 %
Organismes publics : 20 %

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie : COMMUNE AUXERRE EAU 120 M3 RAD — RUE SPECIMEN 120 M3 RAD 89000 AUXERRE

La mensualisation : le choix de la tranquillité

Date et Lieu — Signature

COMMUNE AUXERRE EAU 120 M3 RAD
9 C RUE RENE CHAR
21000 DIJON

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP19000498F120-01904811000000000

Montant : 307,56 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 30012
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

000403592256

190004000516 4698F120-01904811000000000935108 30756

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-0190481-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
auxr-eau.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
DISTRIBUTION DE L'EAU			233.11		245.92
ABONNEMENT					
Part SUEZ Eau France du 01/01/2026 au 01/01/2027	2	23,68	47,36	5,5	
Part Communauté de l'Auxerrois du 01/01/2026 au 01/01/2027	1	20,00	20,00	5,5	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Eau France				0,0	
T1 de 0 M3 à 15 M3 du 01/01/2026 au 01/01/2027	15 m³	0,1606	2,41	5,5	
T2 de 15 M3 à 120 M3 du 01/01/2026 au 01/01/2027	105 m³	0,4764	50,02	5,5	
Part Communauté de l'Auxerrois				0,0	
T1 de 0 M3 à 15 M3 du 01/01/2026 au 01/01/2027	15 m³	0,1550	2,33	5,5	
T2 de 15 M3 à 120 M3 du 01/01/2026 au 01/01/2027	105 m³	1,0570	110,99	5,5	
ORGANISMES PUBLICS			58,43		61,64
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Prélèvement sur la ressource en eau (Ag Eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,0759	9,11	5,5	
Performance des réseaux d'eau potable (Ag Eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,0710	8,52	5,5	
Consommation eau potable (Ag Eau) du 01/01/2026 au 01/01/2027	120 m³	0,34	40,80	5,5	
TOTAL HT			291,54		
MONTANT TVA (5.5 %)			16,02		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					307,56
Net à payer					**307,56 €**

Pour mieux comprendre votre facture

Les prix des services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées sont fixés par les collectivités locales.

ABONNEMENT : Ce montant correspond à la part fixe déterminée en fonction des charges fixes du service de distribution d'eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées et des caractéristiques de votre branchement.

DISTRIBUTION DE L'EAU : Ce montant correspond aux frais de fonctionnement et aux charges d'investissement du service comprenant le prélèvement de l'eau dans le milieu naturel, son traitement pour la rendre potable, son contrôle et sa distribution à votre robinet, 24h/24.

AGENCE DE L'EAU : Cet organisme public perçoit des redevances avec lesquelles il subventionne des actions pour la préservation des ressources en eau, la lutte contre les pollutions agricoles, urbaines ou industrielles et la modernisation des réseaux d'eau.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité. Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous connecter à votre espace client en ligne, ou contacter votre service client depuis le formulaire de contact disponible sur le site internet mentionné en haut à gauche de votre facture. Si le traitement de votre demande ne vous convient pas, vous pouvez dans un second temps écrire par courriel à l'adresse privacy.france@suez.com ou par courrier auprès du Délégué à la Protection des Données de SUEZ, Altiplano, 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux en précisant votre numéro de client, nom, prénom et adresse, et en joignant la copie recto verso de votre pièce d'identité.

SUEZ Eau France - Altiplano - 4 place de la pyramide, 92800 Puteaux - SAS au capital de 422 224 040 euros - SIREN 410 034 607 - RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR79 410 034 607

TREK598F00F120-0190481000307564N

Comment régler votre facture ?

Depuis votre compte en ligne auxr-eau.toutsurmoneau.fr , les moyens de paiement ci-dessous vous assurent une prise en compte rapide et sécurisée de votre règlement.

Par prélèvement automatique

- **Mensuel** afin de mieux maîtriser votre budget, il est identique sur 10 mois et 2 échéances de régularisation si nécessaire
- **A chaque facture,** le montant de votre facture est prélevé sur votre compte à la date limite de paiement et vous évite des frais de retard

Par prélèvement e-TIP, il reste à votre discrétion et nécessite votre validation à chaque facture

Par Carte Bancaire ou en appelant le 0800 948 408 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou de l'étranger au +33 (0)800 948 408

D'autres moyens de paiement sont à votre disposition, le délai de prise en compte peut varier en fonction du mode de règlement choisi:

- Par Virement sur notre compte bancaire FR5320041000010789880W02002 - BIC PSSTFRPP en indiquant votre référence client (98- 1057004556) et le numéro de votre facture
- Par TIP SEPA : en datant et signant le document TIP de votre facture, à envoyer par courrier affranchi
- Par chèque : à envoyer par courrier affranchi, en joignant le document TIP SEPA non signé de votre facture
- En espèces : en déposant votre règlement dans un bureau de poste (seul le montant total est accepté et pour un montant inférieur à 200 euros)



Comptes de la délégation

© SUEZ / Christophe Fouquin

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

4.1.1 Le CARE

CA DE L AUXERROIS Eau

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2025

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2024	2025	Ecart en %
PRODUITS	**10 898 425**	**12 046 565**	**10,5%**
Exploitation du service	4 663 222	4 963 065	
Collectivités et autres organismes publics	5 476 876	6 201 996	
Travaux attribués à titre exclusif	169 576	319 427	
Produits accessoires	588 751	562 078	
CHARGES	**12 277 602**	**13 217 177**	**7,7%**
Personnel	1 806 587	1 830 093	
Energie électrique	422 255	370 948	
Achats d'eau	14 320	10 735	
Produits de traitement	21 097	16 046	
Analyses	41 753	38 019	
Sous-traitance, matières et fournitures	627 509	789 623	
Impôts locaux et taxes	210 051	98 324	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	997 658	1 005 919	
• télécommunication, postes et télégestion	57 109	40 282	
• engins et véhicules	160 441	209 695	
• informatique	524 508	459 167	
• assurance	40 455	41 925	
• locaux	95 601	110 383	
Ristournes et redevances contractuelles	99 000	75 000	
Contribution des services centraux et recherche	178 347	192 162	
Collectivités et autres organismes publics	5 476 876	6 201 996	
Charges relatives aux renouvellements			
• fonds contractuel	989 837	951 426	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	1 306 076	1 439 373	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	60 327	64 395	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	86 487	157 019	
Rémunération du besoin en fonds de roulement	-60 578	-23 901	
Résultat avant impôt	**-1 379 177**	**-1 170 612**	**15,1%**
RESULTAT	**-1 379 177**	**-1 170 612**	**15,1%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

CA DE L AUXERROIS Eau

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2025

Détail des produits

en €uros	2024	2025	Ecart en %
TOTAL	**10 898 425**	**12 046 565**	**10,5%**
Exploitation du service	4 663 222	4 963 065	6,4%
• Partie fixe facturée	2 246 961	2 216 212	
• Partie proportionnelle facturée	2 515 794	2 650 691	
• Cession d'eau facturée	122 275	75 900	
• Variation de la part estimée sur consommations	-221 808	20 262	
Collectivités et autres organismes publics	5 476 876	6 201 996	13,2%
• Part Collectivité	3 976 961	4 193 299	
• Redevance pour la préservation de la ressource en	231 502	278 825	
• Redevance sur la Consommation d'eau potable	0	1 688 517	
• Redevance pour performance des réseaux d'eau	0	62 421	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	1 268 414	-21 066	
Travaux attribués à titre exclusif	169 576	319 427	88,4%
• Branchements	169 576	319 427	
Produits accessoires	588 751	562 078	-4,5%
• Facturation et recouvrement de la redevance	175 934	176 840	
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	56 150	23 687	
• Autres produits accessoires	356 666	361 551	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la Collectivité et des administrations.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	**Date du reversement**	**Montant (€ HT)**
SURTAXE EAU - SOLDE - 1/7/2025-30/9/2025	31/10/2025	1 204 555,07
SURTAXE EAU - SOLDE - 1/4/2025-30/6/2025	31/07/2025	710 475,48
SURTAXE EAU - SOLDE - 1/1/2025-31/3/2025	30/04/2025	948 533,86
SURTAXE EAU - SOLDE - 1/10/2024-31/12/2024	31/01/2025	1 210 227,84
Total annuel		**4 073 792,25**

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".
Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité.

4.3.1 La situation sur les installations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Nous avons réalisé les travaux de renouvellement nécessaires au bon fonctionnement des installations, conformément à nos obligations contractuelles, sur les installations suivantes :

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
AUXERRE-Cptr SECTO de Laborde - AUXERRE-RVT-datalogger	943,62
AUXERRE-Cptr SECTO VAUX-RVT-datalogger	1 760,89
AUXERRE-DEM SECTO Laborde vers Egriselles - AUXERRE-RVT-Débitmètre	329,25
AUXERRE-Regulation E Migraine - AUXERRE-RVT-datalogger	1 264,97
AUXERRE-Regulation E Pasteur - AUXERRE-RVT-datalogger	1 264,96
AUXERRE-Régulation M Joffre - AUXERRE-RVT-datalogger	1 264,96
AUXERRE-Réservoir de Chantemerle - AUXERRE-RVT-pompe immergée	817,92
AUXERRE-Réservoir de Chantemerle - AUXERRE-RVT-Télégestion	4 589,56
AUXERRE-Réservoir de CHEVANNES-RVT-Portail	216,58
AUXERRE-Réservoir de Laborde - AUXERRE-RVT-panneau solaire	3 973,99
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-RVT-Armoire électrique et câblage	673,40
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-RVT-Canalisation refoulement P1	3 929,89
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-RVT-Canalisation refoulement P2	3 929,89
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-RVT-Canalisation refoulement P3	309,40
AUXERRE-Réservoir relance de Jonches - AUXERRE-RVT-Sonde chlore	1 116,38
AUXERRE-Réservoir relance de Jonches - AUXERRE-RVT-Télésurveillance	254,80

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
AUXERRE-Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE-RVT-Télégestion	1 731,28
AUXERRE-Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE-RVT-Tuyauterie (Partielle)	6 956,39
AUXERRE-Réservoir Vaux Haut - AUXERRE-RVT-panneaux solaire	4 230,76
AUXERRE-Réservoir Vaux Haut - AUXERRE-RVT-Télégestion	5 271,50
AUXERRE-Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE-RVT-Télégestion	4 579,39
CHARBUY-Station de traitement de CHARBUY-RVT-Armoire + câble	28 854,97
CHARBUY-Station de traitement de CHARBUY-RVT-Chloration	2 357,63
CHARBUY-Station de traitement de CHARBUY-RVT-Pompe 1	6 849,83
CHARBUY-Station de traitement de CHARBUY-RVT-Pompe 2	6 764,77
CHARBUY-Station de traitement de CHARBUY-RVT-Télégestion	4 273,63
CHARBUY-Station de traitement de CHARBUY-RVT-Tuyauterie	10 135,30
CHARBUY-Station de traitement de CHARBUY-RVT-Vannes et joint	1 141,07
CHEVANNES-Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES-RVT-Robinet à flotteur cuve 2	184,76
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage de COULANGES LA VINEUSE-RVT-detection Fuite chlore	1 033,36
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES-RVT-detection chlore	1 033,36
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage d'ESCOLIVES-RVT-Ballon anti-bélier	3 988,03
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage d'ESCOLIVES-RVT-Compteur forage (AESN)	30,59
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage d'ESCOLIVES-RVT-Télégestion	2 315,26
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage d'ESCOLIVES-RVT-Trappe regard réducteur de pression	606,60
ESCOLIVES STE CAMILLE-Réservoir d'ESCOLIVES-RVT-Grillage	1 396,90
GURGY-DEM SECTO Autoroute - GURGY-RVT-datalogger	936,75
GURGY-DEM SECTO Halage - GURGY-RVT-datalogger	936,75
LINDRY-Réservoir de LINDRY-RVT-Télégestion	2 315,26
LINDRY-VEG Métairie de LINDRY à Egleny-RVT-datalogger	943,62
MONETEAU-Pompage des Boisseaux - MONETEAU-RVT-Chloration-inverseur P3	927,25
MONETEAU-Pompage des Boisseaux - MONETEAU-RVT-Chloration-prérégulateur 1 P3	1 241,94
MONETEAU-Pompage des Boisseaux - MONETEAU-RVT-Chloration-prérégulateur 2 P3	1 241,94
MONETEAU-Pompage des Boisseaux - MONETEAU-RVT-detection Fuite chlore	4 790,10
MONETEAU-Pompage des Boisseaux - MONETEAU-RVT-Eau motrice	563,65
PERRIGNY PRES AUXERRE-Réservoir relance de Saint Siméon - AUXERRE-RVT-canalisation refoulement 5	330,38
JUSSY-Pompage de JUSSY-RVT-Compteur	247,32
SAINT-BRIS LE VINEUX-Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX-RVT-Compteur	338,46

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
VINCELLES-Pompage de VINCELLES-RVT-Compteur prélèvement EB (AESN)	61,18
ST GEORGES SUR BAULCHES-Cptr SECTO Le Cormier - AUXERRE-RVT-datalogger	1 760,89
ST GEORGES SUR BAULCHES-Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE-RVT-DEBIMETRE	1 143,12
ST GEORGES SUR BAULCHES-Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE-RVT-Télégestion	2 718,11
ST GEORGES SUR BAULCHES-Réservoir Météo - AUXERRE-RVT-Trappe d'accès cuve de répartition	- 1 317,89
VALLAN-Cptr SECTO la Ferme de Billy - VALLAN-RVT-datalogger	1 760,89
VALLAN-Réservoir surpresseur de VALLAN-RVT-Pompe doseuse de javel	- 62,98
VENOY-Réservoir relance d'Egriselles - VENOY-RVT-Javel	890,36
VENOY-Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY-RVT-Pompe 1	- 62,98
VILLEFARGEAU-Relance des Bruyères - VILLEFARGEAU-RVT-Pompe doseuse de Javel	- 32,39
TOTAL	**142 047,57**

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le Délégataire cette année sont les suivants :

Travaux neufs effectués sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
AUXERRE-Pompage Plaine des Isles - AUXERRE-TN-Diagnostics décennaux forages	- 936,99
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-TN-Installation analyseur de chlore et pH	4 930,26
AUXERRE-Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE-TN-Rail de roulement	- 427,08
AUXERRE-Réservoir relance de Jonches - AUXERRE-TN-Installation d'une rechloration	- 525,00
BLEIGNY LE CARREAU-Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU-TN-Installation analyseur de chlore et pH	4 930,26
CHARBUY-Réservoir de CHARBUY-TN-Installation analyseur chlore et pH	4 930,26
CHEVANNES-Réservoir de CHEVANNES-TN-Installation analyseur chlore et pH	4 930,37
CHITRY-Réservoir Chitry-TN-Installation analyseur de chlore et pH	4 930,26
CHITRY-Réservoir Chitry-TN-Reprise des goutières EP	- 7 591,67
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES-TN- Travaux construction OIBP	3 670 959.47
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage d'ESCOLIVES-TN-Installation d'un accélérateur pompe 1	5 295,98
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage d'ESCOLIVES-TN-Installation d'un accélérateur Pompe 2	4 164,21
ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce-TN-Main courante	- 3 019,37
ESCOLIVES STE CAMILLE--TN-Crosses sécurité	- 1 643,65

Travaux neufs effectués sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
ESCOLIVES STE CAMILLE--TN-Eco-diagnostic	895,44
JUSSY-Surpresseur réservoir de JUSSY-TN-Installation analyseur Chlore et pH	4 930,26
LINDRY-Réservoir de LINDRY-TN-Installation analyseur de chlore et pH	4 930,26
LINDRY-Réservoir de LINDRY-TN-Installation surpression (Chazelles)	5 262,27
MONETEAU-Pompage des Boisseaux - MONETEAU-TN- Well Watch Boisseaux et Plaine du Saulce	2 765,54
MONETEAU-Pompage des Boisseaux - MONETEAU-TN-Construction OIBP	1 473 534,55
Multi-communes--TN-Amélioration sécurité sites - Clefs électroniques	12 751,17
Multi-communes--TN-Smart City (Vision Carbone)	11 450,00
PERRIGNY PRES AUXERRE-Réservoir relance de Saint Siméon - AUXERRE-TN-Capteurs de vibration sur pompes	160,75
ST BRIS LE VINEUX-Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX-TN-Installation analyseur Chlore et pH	4 930,26
ST GEORGES SUR BAULCHES-Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE-TN-Installation analyseur Chlore et pH	4 930,26
ST GEORGES SUR BAULCHES-Réservoir Meteo - AUXERRE-TN-Installation analyseur chlore et pH	4 930,26
VENOY-Réservoir relance d'Egriselles - VENOY-TN-Modification trappes	- 778,60
TOTAL	**5 221 619,73**

4.3.2 La situation sur les canalisations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Le tableau suivant présente le programme de renouvellement et de réhabilitation de réseau réalisé sur l'année :

Renouvellement accessoires réseaux	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
AUXERRE--RVT-Accessoires hydrauliques	13 749,76
AUXERRE--RVT-Préloc (x165) SePem 210 VHF	1 260,00
TOTAL	**15 009,76**

Renouvellement de canalisations (Fonds)	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
VINCELLES--RVT-Rue Auguste Renoir	11 438,65
APPOIGNY--RVT--grande rue	8 026,86
APPOIGNY-RVT-Rue du Pavillon	9 339,83
AUXERRE--RVT-Avenue Maréchal Juin (tamponnage Knauf)	7 330,22
TOTAL	**36 135,56**

Renouvellement d'accessoires de réseau par catégorie						
Renouvellement d'accessoires	**2023**	**2024**	**2025**	**Total renouvellement / durée du contrat**	**Inventaire 2024**	**Inventaire 2025**
Renouvellement des Vannes : - Moyenne annuelle : 20 - Durée du contrat : 400	11	5	31	**47**	4 326	4 357
Renouvellement des Ventouses / Purges / Vidanges : - Moyenne annuelle : 6 - Durée du contrat : 120	1	0	27	**28**	1 297	1 324
Renouvellement des Régulateurs de pression : - Moyenne annuelle : 3 - Durée du contrat : 60	1	0	1	**2**	47	48
Renouvellement des Comptages de sectorisation : - Moyenne annuelle : 6 - Durée du contrat : 120	0	0	2	**2**	100	102
Renouvellement des Prélocalisateurs : - Moyenne annuelle : 26,7 - Durée du contrat : 533	165	0	0	**165**	597	382
Renouvellement des Détecteurs ouverture PI/BI : - Moyenne annuelle : 1 - Durée du contrat : 20	0	0	10	**10**	0	10
Renouvellement des Hydrophones - Moyenne annuelle : 0,15 - Durée du contrat : 3	0	0	0	**0**	0	0
Renouvellement des Capteurs de pression Inflomatix - Moyenne annuelle : 1,2 - Durée du contrat : 24	0	0	Travaux neufs réalisés en 2024. Renouvellement dans les années futures	**0**	10	10
Renouvellement des Nouveaux capteurs qualité - Moyenne annuelle : 0,85 - Durée du contrat : 17	0	0	Travaux neufs réalisés à partir de 2026. Renouvellement dans les années futures	**0**	0	0

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués sur les canalisations par le Délégataire cette année sont les suivants :

Travaux neufs effectués sur les réseaux	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
AUXERRE--TN-Etude pour capteur mouvement de terrain	3 664,00
Multi-communes--TN-Interconnexion Res. Météo et Res. Haut-St Georges	4 119,79
AUXERRE-Regulation E Jean Moulin - AUXERRE-TN-Pose télétransmission secto (reliquat 2024)	- 127,24
AUXERRE--TN-Création de 3 zones de régulation de pression (reliquat 2024)	1 050,00
AUXERRE--TN-Stock de secours Cana 600mm (reliquat 2024)	- 490,00
Multi-communes--TN-InflowSenseFull x24 (reliquat 2024)	- 1 198,40
AUXERRE--TN-Capteurs de détection ouv/ferm hydrants (reliquat 2024)	3 592,88
Multi-communes--TN-Interconnexion entre Res. Chevannes et Res. Vallan	360 953,76
Multi-communes--TN-Interconnexion St Bris, Vincelles, Vincelottes	915 534,31
Multi-communes--TN-Préloc (x217) SEPEM 210 VHF (reliquat 2024)	931,35
AUXERRE--TN-Installation de 3 hydrophones cana sensible	1 205,37
AUXERRE--TN-Géoréférencement Classe A	790,17
TOTAL	**1 290 025,99**

4.3.3 La situation sur les branchements

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Le tableau suivant présente le programme de renouvellement et de réhabilitation réalisé sur l'année :

Renouvellement des branchements	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Branchements	237 704,83
Total	**237 704,83**

Nombre de branchements renouvelés dans le cadre de l'objectif contractuel annuel = 159.

4.3.4 La situation sur les compteurs

- **LES COMPTEURS REMPLACES ET RENOUVELES**

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Cette année, nous avons procédé aux contrôles statistiques prévus par cet arrêté. Ce processus a été géré au travers de l'application CONSTAT pour la gestion des lots, le tirage au sort, la constitution des carnets métrologiques, la restitution des résultats de laboratoire et la mise à jour automatique des carnets métrologiques. Les résultats obtenus confirment la conformité du parc géré vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	26,3%	34,3%	30,4%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	**9356**	**12 184**	**30,2%**
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	35562	35512	-0,1%
20 à 40 mm remplacés (%)	21,8%	24,8%	14,0%
- 20 à 40 mm remplacés	**301**	**374**	**24,3%**
- 20 à 40 mm Total	1383	1507	9,0%
> 40 mm remplacés (%)	6,2%	49,0%	691,7%
- > 40 mm remplacés	**13**	**99**	**661,5%**
- > 40 mm Total	210	202	-3,8%
Age moyen du parc compteur	12	7	-41,7%

- **LES COUTS COMPTABILISES**

Les dépenses constatées concernant le plan de renouvellement des compteurs effectués par le Délégataire cette année sont les suivants :

Coût comptabilisé pour le remplacement et le renouvellement des compteurs	
Désignation	**Dépense constatée ou en cours (€)**
Dépense constatée ou en cours Renouvellement Compteurs	1 209 065,4
Total	**1 209 065,4**

4.3.5 La situation sur les équipements de télérelève

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Travaux neufs effectués sur les équipements de télérelève	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Télérelèves	734 230,15

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif),
- Les investissements du domaine privé concernent des biens appartenant à SUEZ Eau France, tels que les compteurs et les équipements de télérelève, l'outillage et les équipements, les bureaux, les véhicules, le mobilier, l'informatique, etc., …

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	142 047,57
Accessoires de réseaux	15 009,76
Réseaux (Fonds canalisation)	36 135,56
Branchements	237 704,83
Compteurs	1 209 065,4
Total	**1 639 963,12**

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)			
Opération	**2023**	**2024**	**2025**
Renouvellement	560 651,27	1 739 679,4	1 680 047,58*

**dont 41 344.46€ / Avenant 1 - Art. 3.4 déploiement de la marque*

- **LA SITUATION DU FONDS DE RENOUVELLEMENT**

EXERCICE : 2025

En €uro Disponibilités du compte			EAU POTABLE
Solde exercice précédent			-1,030,417 €
Dotations SUEZ 2025 (actualisées)	K=	1.0577	661,913 €
Total des disponibilités			**-368,504 €**
Total des imputations 2025			**1,676,468 €**
Solde du compte au 31/12/2025			**-2,044,972 €**

Récapitulatif du fonds (euros courants HT)

	Item	Dotations	Imputations	Solde
2023	Renouvellement usines	80,249 €	85,236 €	-4,987 €
	Renouvellement branchements	119,777 €	131,827 €	-12,050 €
	Renouvellement équipement hydraulique	111,555 €	69,126 €	42,429 €
	Renouvellement compteurs	129,585 €	196,143 €	-66,558 €
	Solde fonds de renouvellement	**441,166 €**	**482,332 €**	**-41,166 €**
2024	Renouvellement usines	64,429 €	150,287 €	-85,858 €
	Renouvellement branchements	260,467 €	220,773 €	39,694 €
	Renouvellement équipement hydraulique	39360	100,562 €	152,814 €
	Renouvellement compteurs	281,795 €	1,204,847 €	-923,052 €
	Solde fonds de renouvellement	**646,051 €**	**1,676,469 €**	**-1,030,418 €**
2025	Renouvellement usines	96,125 €	142,048 €	-45,923 €
	Renouvellement branchements	253,376 €	237,705 €	15,671 €
	Renouvellement équipement hydraulique	38,288 €	15,010 €	23,278 €
	Renouvellement compteurs	274,124 €	1,209,065 €	-934,941 €
	Solde fonds de renouvellement	**661,913 €**	**1,603,828 €**	**-941,915 €**

La dotation renouvellement de compteurs est lissée sur les vingt années du contrat. Un investissement important en début de contrat lié au déploiement de la télérelève entraine un affichage d'un solde négatif pour les premières années.

- **LA SITUATION DU FONDS CANALISATION**

EXERCICE : 2025

En €uro Disponibilités du compte		EAU POTABLE
Solde exercice précédent		96,564 €
Dotations SUEZ 2025 (actualisées)	K= 1.0577	158,655 €
Total des disponibilités		**255,219 €**
Total des imputations 2025		**77,480 €**
Solde du compte au 31/12/2025		**177,739 €**

Récapitulatif du fonds (euros courants HT)

Item	Dotations (montant actualisé)	Imputations B.P.U.	Solde	
Exercice 2023	75,000 €	78,320 €	-3,320 €	
Exercice 2024	163,095 €	63,211 €	99,884 €	
Exercice 2025	158,655 €	77,480 €	81,175 €	*dont 41 344.45€ / Avenant 1 - Art. 3.4 déploiement de la marque*

4.4.2 Bilan « autres fonds »

- **FONDS DE COMPENSATION POUR LA PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU**

(conformément à l'Article 23 « Développement durable » du contrat de DSP Eau potable)

	Date	Crédit Montant € HT	Débit Montant € HT	Complément d'information
Dotation initiale 2024	01/01/2024	15 000,00 €	-	
Dotation 2025	01/01/2025	3 000,00 €		
Actualisation 2025	01/01/2025	173,10 €		K 2025 : 1,0577
Accompagnement des agriculteurs en AB ou en conversion sur les aires d'alimentation de captage	04/03/2025		- 4 000 €	Montant indiqué dans courrier CA de l'Auxerrois du 10/01/2025. Titre émis et rendu exécutoire le 04/03/2025
Total du Fonds	**au 31/12/2025**		**14 173,10,€**	

Les débits de ce fonds se font sur présentation de titre de recette de la part de la collectivité.

- **FONDS DE SOLIDARITE**

(conformément à l'Article 38 « Abonnés en situation de pauvreté - précarité » du contrat de DSP Eau potable)

	Date	Crédit Montant € HT	Débit Montant € HT
Dotation initiale 2024	01/01/2024	0,00 €	-
Dotation 2025	01/01/2025	0,00 €	-

TOTAL du Fonds	**au 31/12/2025**	**0,00 €**

Dans le cadre de l'avenant 2 au contrat de DSP, les dotations 2024 et 2025 ont été reprises pour d'autres besoins de financement. La dotation à compter de l'année 2026, a été ajustée à 10 000€/an.

- **FONDS D'INITIATIVE PCAET**

(conformément à l'Article 23 « Développement durable » du contrat de DSP Eau potable)

	Date	Crédit Montant € HT	Débit Montant € HT
Année 2023	01/01/2023	0,00 €	-
Année 2024	01/01/2024	0,00 €	-
Année 2025	01/01/2025	0,00 €	-

TOTAL du Fonds	**au 31/12/2025**	**0,00 €**

4.4.3 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les travaux neufs de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	5 221 619,73
Réseaux	1 290 025,99
Télérelèves	734 230,15
Total	**7 245 875,87**

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DES TRAVAUX NEUFS**

Suivi pluriannuel des travaux neufs : dépenses comptabilisées (€)			
Opération	**2023**	**2024**	**2025**
Travaux neufs	130 653,9	1 758 102,5	7 245 875,9

Votre délégataire



© SUEZ / Christophe Fouquin

Depuis plus de 160 ans, SUEZ apporte des services essentiels pour protéger et améliorer la qualité de vie, face à des défis environnementaux grandissants. Le Groupe permet à ses clients de fournir l'accès à des services d'eau et de déchets, par des solutions innovantes, circulaires et résilientes. Présent dans 40 pays avec 40 000 collaborateurs, il permet également à ses clients de créer de la valeur sur l'ensemble du cycle de vie de leurs infrastructures et de leurs services et de conduire leur transition écologique en y associant leurs usagers. En 2024, SUEZ a fourni de l'eau potable à 68 millions de personnes dans le monde et des services d'assainissement à 44 millions de personnes. Le Groupe a produit 8 TWh d'énergie à partir des déchets et des eaux usées.

SUEZ en chiffres (2024)

- ➔ **9,2 milliards € de chiffre d'affaires**
- ➔ **10 centres de recherche et d'excellence (dont 8 en France, à Paris, Bordeaux et Lyon)**
- ➔ **1 300 experts (dont près de 300 chez SUEZ Eau France)**
- ➔ **10 000 usines de traitement de l'eau et des déchets dans le monde (dont respectivement 630 usines d'eau potable et 1 905 usines de traitement des eaux usées en France)**

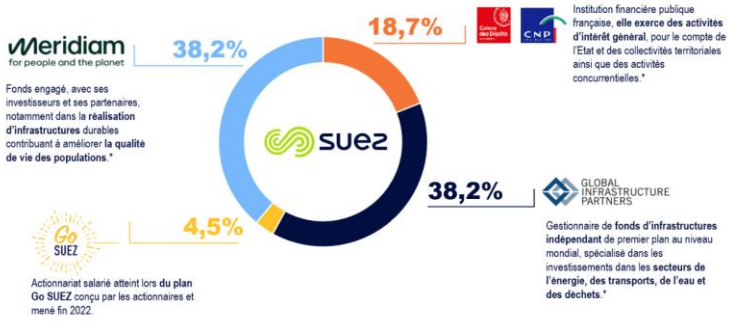
Nos métiers et nos savoir-faire contribuent par nature, et depuis toujours, à préserver l'environnement, la santé publique et apportent des services essentiels. Alors que les effets du changement climatique sont partout visibles, que les enjeux en matière de transition énergétique et sociaux sont cruciaux dans un monde fait d'incertitudes, SUEZ s'est engagé dans la mise en œuvre d'une Feuille de Route de Développement durable 2023-2027 centrée sur 3 piliers (climat, nature et social) et 24 engagements concrets qui sont évalués chaque année. Cette feuille de route développement durable vise à renforcer et amplifier notre contribution dans les territoires en structurant nos actions autour d'une ambition commune forte partout où nous opérons.

La raison d'être de SUEZ

« Unis par la passion de nos métiers, nos valeurs d'inclusion et notre sens du collectif, nous innovons pour préserver l'eau et valoriser les déchets, sous forme de matières recyclées et d'énergie.
Nous promouvons et déployons des pratiques plus sobres, des technologies plus efficaces et des solutions circulaires, pour réutiliser et faire le meilleur usage des ressources limitées de la Terre.

Au plus près des territoires, nous nous engageons pour l'humain et la planète afin de leur apporter les ressources d'un avenir commun. »

Un actionnariat qui soutient les ambitions du groupe



** Détention de la participation dans SUEZ via SUEZ Holding*
0,3% en autodétention

SUEZ est détenu par un consortium d'actionnaires solides et réputés, résolus à soutenir une stratégie ambitieuse visant à faire du Groupe un leader mondial, agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement.
Sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, le Conseil d'administration de SUEZ, lors de sa réunion du 6 juin 2025, a approuvé à l'unanimité la nomination de Xavier Girre au poste de PDG de SUEZ, à compter du 1er juillet 2025.

Cette partie décrit notre organisation ainsi que les moyens humains et matériels que nous mettons en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

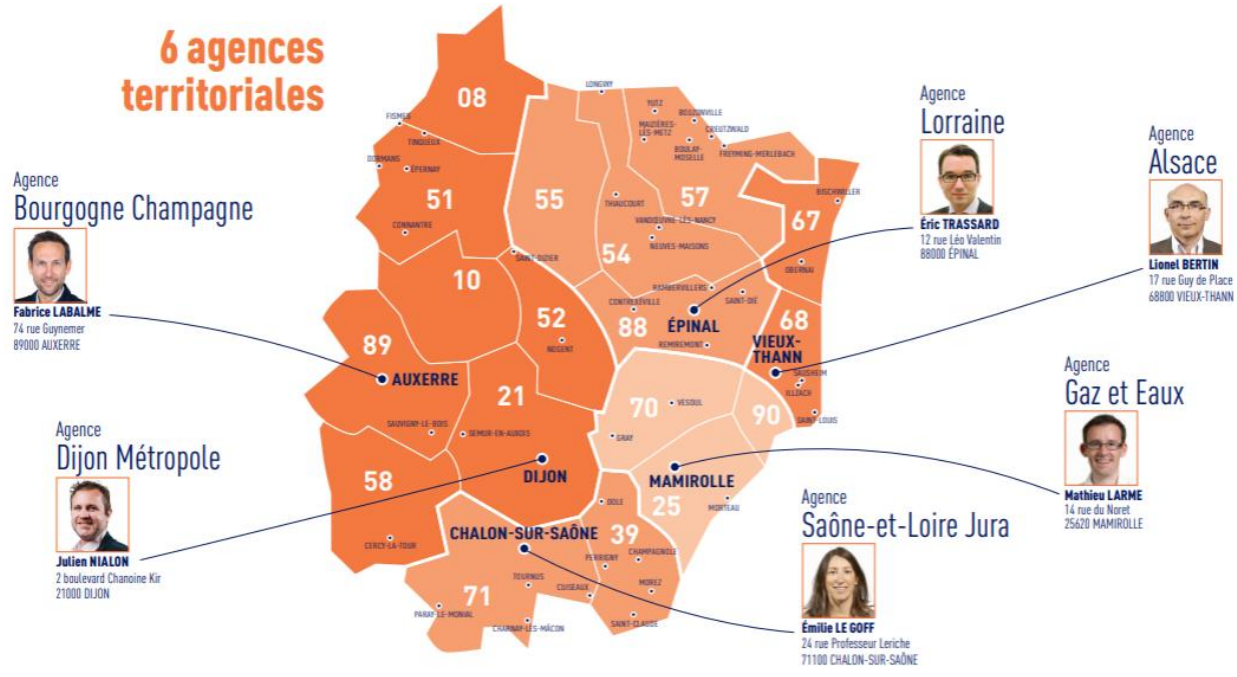
Dans la Région Est, SUEZ Eau France regroupe :

⇛ Les régions administratives Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté.

⇛ 1089 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau.

⇛ Le siège est basé à Dijon.

Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients. **6 Agences territoriales, appuyées par 7 Directions fonctionnelles,** ont la charge de la gestion des contrats : Alsace, Bourgogne Champagne, Lorraine, Dijon Métropole, Gaz & Eaux, Jura et Saône-et-Loire.





Pierre KLONINGER
Directeur Région Est

1 089
collaborateurs

Périmètre géographique

Grand Est
Bourgogne - Franche-Comté

Implantation

Le siège est basé à Dijon.Le territoire compte 43 sites d'embauche, sur 18 départements.

Centres de Pilotage VISIO

2

Clients Eau potable	Clients Assainissement	Usines d'eau potable	Stations d'épuration
492 029	448 911	360	501

Réseaux d'eau suivis en temps réels	Compteurs intelligents
29 071 km	228 238



Principaux partenaires de la Région Est

- Dijon métropole (21)
- CA de l'Auxerrois (89)
- Syndicat des Eaux et de Services Auxois-Morvan (21)
- La Ville de Dole et le Grand Dole (39)
- Syndicat Mixte du Bassin de l'Ehn (67)
- Sivom Mulhouse Sud Alsace (68)
- Saint-Louis Agglomération (68)
- Le Grand Chalon (71)
- Maconnais Beaujolais Agglomération (71)
- Epernay agglomération (51)
- Communauté urbaine du Grand Nancy (54)
- Communauté d'Agglomération de Longwy (54)
- Communauté d'Agglomération d'Épinal (88)
- Syndicat Mixte des Eaux du Winborn (57)
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (25)

Les métiers de l'activité eau concernent **le petit cycle de l'eau** :

PRODUIRE

de l'eau et protéger la ressource

DISTRIBUER

l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs

COLLECTER & ASSAINIR

les eaux usées pour les rendre propres à la nature

Dans la Région Est, SUEZ imagine **des solutions innovantes** pour accompagner ses clients dans le **passage** d'un modèle linéaire qui surconsomme les ressources **à une économie circulaire qui les recycle et les valorise.**

Valoriser et préserver la ressource

MEISTRATZHEIM (67), du jus de choucroute et des boues pour faire de l'énergie



La Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) du Bassin de l'Ehn à Meistratzheim (67) est équipée d'une unité de production d'énergie avec deux méthaniseurs, l'un dédié aux jus de choucroute des producteurs de la région, l'autre aux boues de la STEU. Le biogaz permet d'alimenter des chaudières et assure les besoins thermiques du site (locaux, séchage des boues, maintien en temps des digesteurs…). L'excédent de cette énergie est réinjecté dans le réseau électrique grâce à une cogénération. La station produit chaque année l'équivalent de la consommation énergétique annuelle de 2200 personnes.



Dijon (21), injecter du biométhane issu des eaux usées directement dans le réseau de gaz naturel

Mise en service en 2007, la station de traitement des eaux usées eauvitale de Dijon-Longvic est une solution concrète aux enjeux d'assainissement de l'eau et de développement durable auxquels doit faire face la Métropole de Dijon. Sur un site de 12 hectares, l'usine dotée de procédés performants traite les eaux usées de l'équivalent de 400 000 habitants pour les rejeter propres dans le Suzon, puis dans l'Ouche.

En avril 2023, la station d'épuration eauvitale est devenue une station "ressource" avec l'inauguration d'une usine de méthanisation pour produire du gaz vert à partir des boues et offrir une solution à la fois écologique et économique aux boues issues d'épuration. Près de 10 GWh/an de biométhane sont ainsi injectés dans le réseau de gaz naturel de la Métropole, soit l'équivalent de la consommation de 4 000 logements. Ce sont plus de 300 tonnes d'émissions de CO2 par an qui sont évitées.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude et chaleur

- **74 % des besoins en chaleur** des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse (68) sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- **A Chenôve** (21), où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- **A la piscine des Grésilles de Dijon** (21) ou au **Centre Nautique de Chalon-sur-Saône** (71), où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins

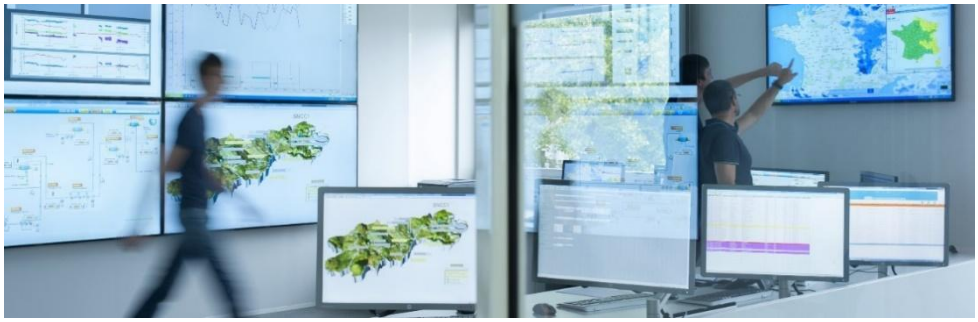
Innover

Pour rendre la ville plus intelligente

- **Accompagner Dijon métropole vers la métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- 228 238 compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable.
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protection adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa Assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'Economie Mixte à OPération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.
En avril 2021, c'est à Dijon qu'est née la 1ère SEMOP multiservices de France nommée Odivea. Elle regroupe au sein d'un seul et même contrat à la fois à la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement, pour 220 000 habitants de 15 des 23 communes de Dijon métropole.



Être un partenaire responsable du territoire

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

- ✓ Programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec l'association alsacienne Initiatives Durables, fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable.

Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ SUEZ a signé La « charte de l'engagement solidaire » qui repose sur 2 dispositifs pour encourager et faciliter l'engagement des collaborateurs auprès d'une association, d'une cause qui leur est chère : un « crédit temps solidaire » de 2 jours par an pour tous les salariés du Groupe en France, et « une mission de transition aménagée de fin de carrière » pour les salariés proches de la retraite. Au sein de la Région Est, c'est ainsi **1 089** collaborateurs qui bénéficient de ce « crédit de temps solidaire » soit potentiellement **2 246 jours** et **15 722 heures** de bénévolat **au profit d'associations locales**.
- ✓ FACE iliha : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.
- ✓ Une formation de constructeur de réseaux de canalisations de travaux publics : SUEZ a créé une formation qualifiante CAP constructeur de réseaux de canalisations de travaux publics qui prépare au métier d'opérateur réseaux eau potable et assainissement avec le GRETA Jura. L'objectif est de permettre aux adultes qui le souhaitent de bénéficier d'une formation qualifiante et diplômante tout en répondant aux offres d'emploi des collectivités et des entreprises souhaitant recruter dans les domaines de l'eau et d'assainissement. Avec plus de 150 personnes diplômées depuis 2004, SUEZ s'engage pour la formation et l'insertion.
- ✓ Une formation de Technicien de Maintenance adaptée aux métiers de l'eau : SUEZ, le pôle formation UIMM Bourgogne 21-71 et le Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) de Saône-et-Loire industrie se sont associés en 2019 pour créer une nouvelle formation qualifiante avec la remise d'un Certificat de Qualification Paritaire de la Métallurgie (CQPM). L'objectif est de former les futurs professionnels des métiers de l'eau pour déployer leur employabilité sur le territoire du Grand Chalon et des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est.



5.2 La relation clientèle

5.2.1 Notre système d'information Clientèle

Dans le cadre de son programme de modernisation de la relation avec les clients, SUEZ Eau France a déployé récemment un nouvel outil de gestion de la relation client.

Cet outil nous permet d'améliorer les interactions avec les clients du service et en particulier :

- Le suivi des interactions avec les clients et une qualification fine des demandes et réclamations,
- La centralisation des informations offrant une vision à 360 ° du client, pour un traitement plus complet, rapide et qualitatif des demandes ;
- Le pilotage de l'activité relation client en temps réel et la réalisation de reportings

Ce nouvel outil de gestion clientèle est connecté à tous nos logiciels dont notre outil de facturation client Odyssée.

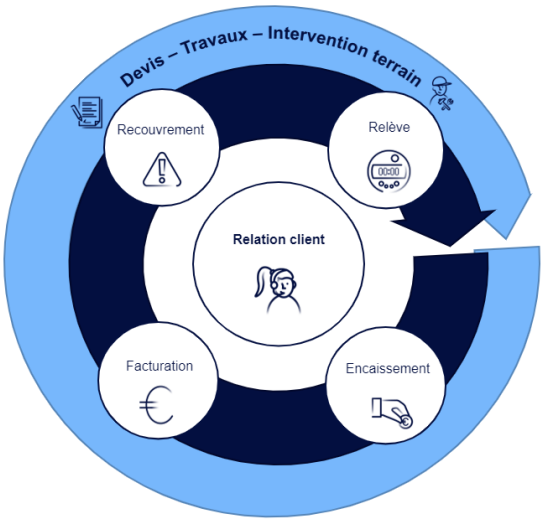
5.2.2 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

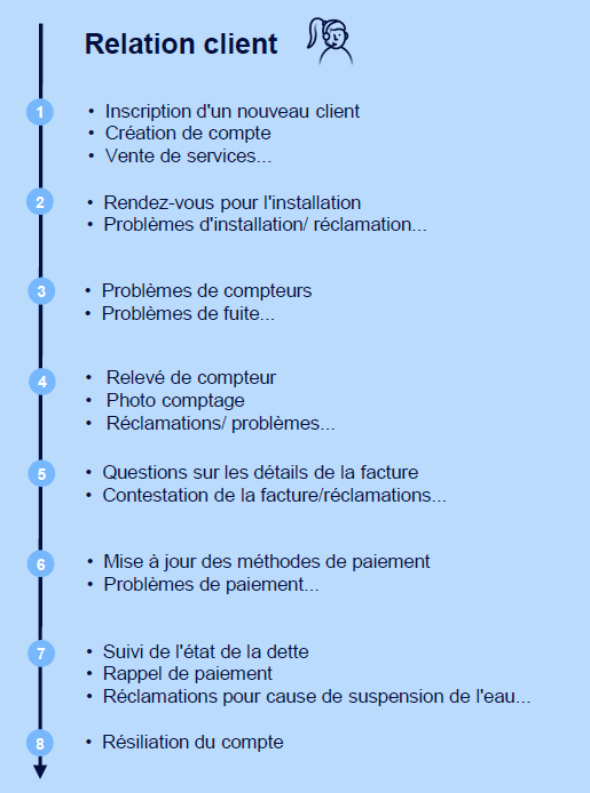
SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, réseaux sociaux…), aux réglementations (Hamon, Brottes…), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axée sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés
- des clients multi-équipés et multi-connectés qui imposent leurs canaux de relation digitale

Notre organisation et nos actions sont centrées sur le consommateur, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :





La satisfaction client est la concentration des efforts de tous les collaborateurs quel que soit leur métier au sein de SUEZ Eau France, organisés autour de 6 missions :

1- **Mesurer et maîtriser les consommations d'eau**
2- **Faciliter la relation avec nos clients**
3- **Optimiser la gestion client**
4- **Accompagner les clients fragiles**
5- **Informer et alerter nos clients**
6- **Ecouter nos clients pour nous améliorer**

5.2.3 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **LA RELEVE :** UN RELEVE DES COMPTEURS OPTIMISE

- Les releveurs : des équipes dédiées & expérimentées, formées aux règles de sécurité

SUEZ Eau France déploie sur le terrain des équipes d'agents dédiés exclusivement au relevé des compteurs.

Les missions essentielles des agents effectuant le relevé des compteurs, sont :

- la remontée pertinente d'index,
- le diagnostic de dysfonctionnements constatés,
- l'enrichissement de la base de données d'informations de terrain (localisation, situation de danger, plombage du compteur, etc.)
- une réponse adaptée aux questions des clients.

- Planification de la relève : la fréquence de la relève est adaptée aux différents types de clients : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.

- Annonce de la relève aux clients et compte-rendu de relève :

Chaque intervention fait l'objet d'une information en amont (affichage en mairie et l'envoi d'un courrier, mail ou d'un SMS d'informations aux clients avant le passage du releveur) et d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, email, sms).



- Dépose d'index par les clients.
-

Depuis janvier 2021, SUEZ Eau France diversifie ses moyens de relève en proposant à ses clients d'envoyer une photo de leur compteur. La photo compteur est la dernière méthode d'acquisition des index et de contrôle digital des actifs.
Le principe est simple : l'utilisateur effectue lui-même sa relève en déposant une photo de son compteur avec l'index de consommation via un parcours client dédié dans TSME.

La dépose d'index peut également être effectuée par les clients via le compte en ligne ou le téléphone, par saisie d'index seul sans photo.

Lorsqu' un compteur n'a pas pu être relevé depuis plus de 2 ans une prise de rendez-vous est organisée avec le client pour relever l'index.
Afin d'assurer la justesse et l'exhaustivité des volumes relevés, les actions suivantes sont effectuées au moment de la relève :

- un contrôle de l'évolution de la consommation d'eau du client
- un contrôle du fonctionnement du compteur
- une vérification du joint après compteur
- le plombage
- le calibrage

- **COMPTEUR D'EAU COMMUNICANT : ON'CONNECT**

La télérelève des compteurs permet au client :
- D'être alerté par e-mail, SMS ou courrier en cas de fuite ou de surconsommation
- D'être facturé en fonction des consommations réelles et non estimées, pour plus de transparence.
- De ne plus être dérangé par la relève des compteurs
- De suivre les consommations d'eau en direct sur internet pour faire des économies

- **ACTIONS DE SENSIBILISATION AUX ECONOMIES D'EAU**

Sur le site internet toutsurmoneau.fr sont présentés les clés pour comprendre sa consommation en fonction des différents usages, la comparer avec celle de foyers similaires et maîtriser son débit et sa consommation d'eau chaude pour faire des économies d'eau et d'énergie.

- **PROMOTION DE l'EAU DU ROBINET**

De nombreuses actions de sensibilisation sont déployées sur les territoires, en partenariat avec les acteurs locaux :
- Dans les écoles auprès des enfants
- Grâce à des ateliers collectifs organisés au sein d'associations
- Avec les bailleurs sociaux auprès des ménages ayant de fortes consommations d'eau
- Mise en place dans certaines régions d'observatoires sur le goût de l'eau impliquant la société dans une démarche participative locale

5.2.4 Faciliter la relation avec nos clients

- **relation multicanale : téléphone, web, conseiller virtuel, courriers, e-mails, réseaux sociaux**



Zoom sur les contacts téléphoniques :

- Des centres de relation client SUEZ situés en **France**
- **Large amplitude horaire** : du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
- Réponse **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV)
- **Suivi et traçabilité du traitement des demandes**

Suivi de tous les canaux de contact du client (historique) permet l'analyse des comportements du client et l'identification des problèmes rencontrés

- **site internet toutsurmoneau.fr et compte en ligne**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les usagers et clients

En 2025, le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli en moyenne 505 075 visiteurs uniques par mois.

CE QUE PEUT FAIRE UN USAGER, ABONNÉ SUR TSME

UN USAGER
(Sans compte en ligne)

Eau dans ma commune (pour les contrats en DSP que l'on gère)

Contenus Pédagogiques

Simulateur de consommation

Devis estimatif à télécharger pour les branchements neufs

Chatbot Olivier : assistant virtuel

Contact service client : téléphones, adresse et horaire de l'agence la plus proche et formulaire de contact par email.

Souscrire un contrat (parcours automatisé avec création de CEL

UN ABONNE
(Depuis le compte en ligne)

Gestion des contrats, le client peut rattacher et gérer **plusieurs contrats dans son Compte En Ligne.**
Compte en ligne = 1 adresse e-mail

Payer sa facture et suivre ses paiements

Suivre sa consommation

Le CEL présente **2 ans d'historique sur les factures**

Le CEL est disponible **2 ans après la résiliation d'un contrat. On ne peut pas créer de CEL sur un contrat résilié**

Avec un compteur télérelevé :
- **suivi quotidien** des consommations
- **paramétrage des alertes** fuite et surconsommation
- ON connect coach (selon contrat)

A notre initiative
(sans compte en ligne)

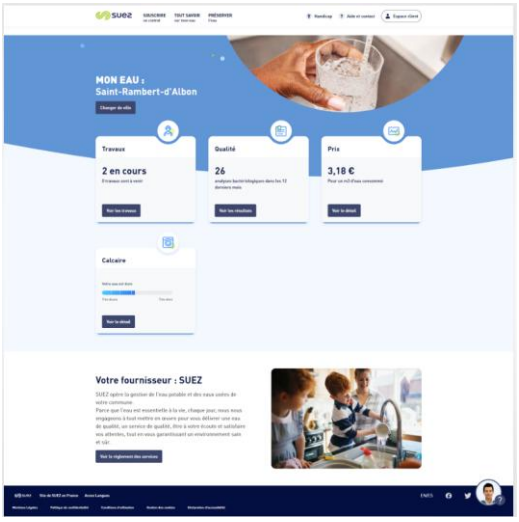
Prise de rdv en ligne : fonctionne à partir d'e-mails et sms spécifiques liés à l'activité terrain concernée. Le client prend directement rdv, modifie ou annule son rdv en ligne depuis le lien présent dans l'e-mail ou le sms qu'il reçoit.

Annonce relève et dépose de la photo-compteur : le client peut nous transmettre son relevé et la photo de son compteur suite à un e-mail ou sms qu'il reçoit en période de relève

Paiement par carte bancaire sans compte en ligne depuis un e-mail ou sms automatique envoyé au client.

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau

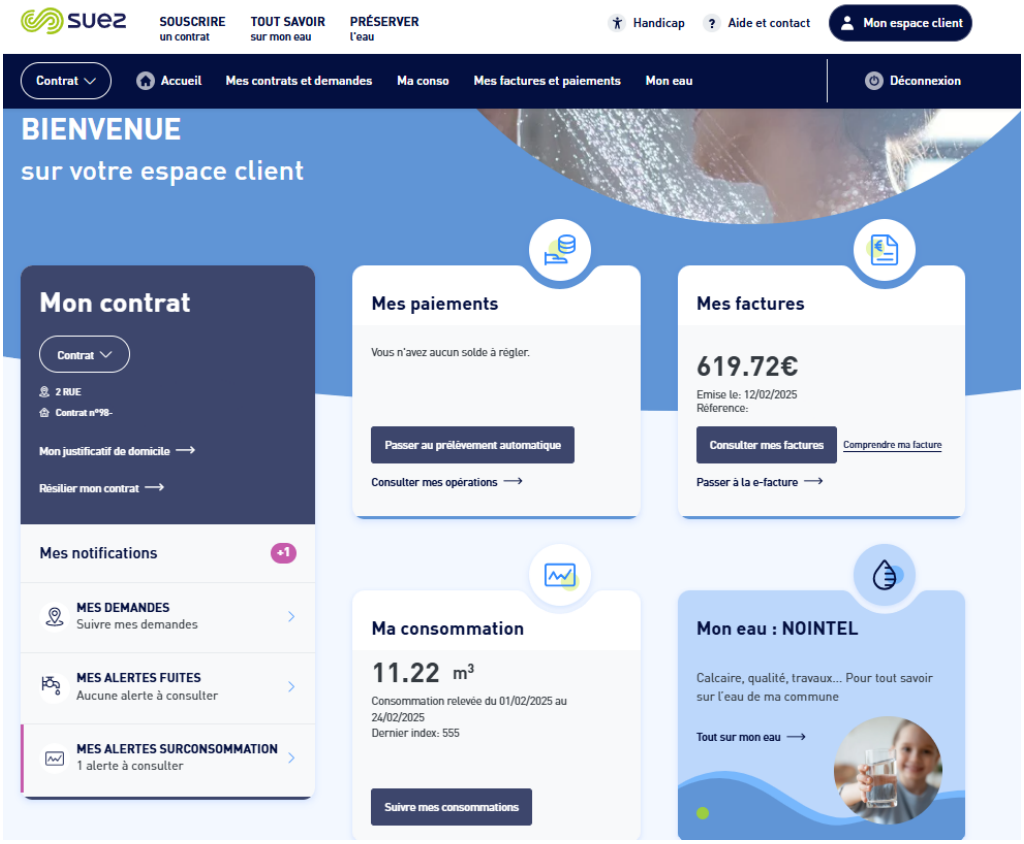


*Depuis la page **Eau dans ma commune**, le client indique le code postal de sa commune et peut ainsi tout connaître de son eau (qualité, prix, taux de calcaire) et des travaux sur le réseau (page « Eau dans ma commune » sur toutsurmoneau.fr)*

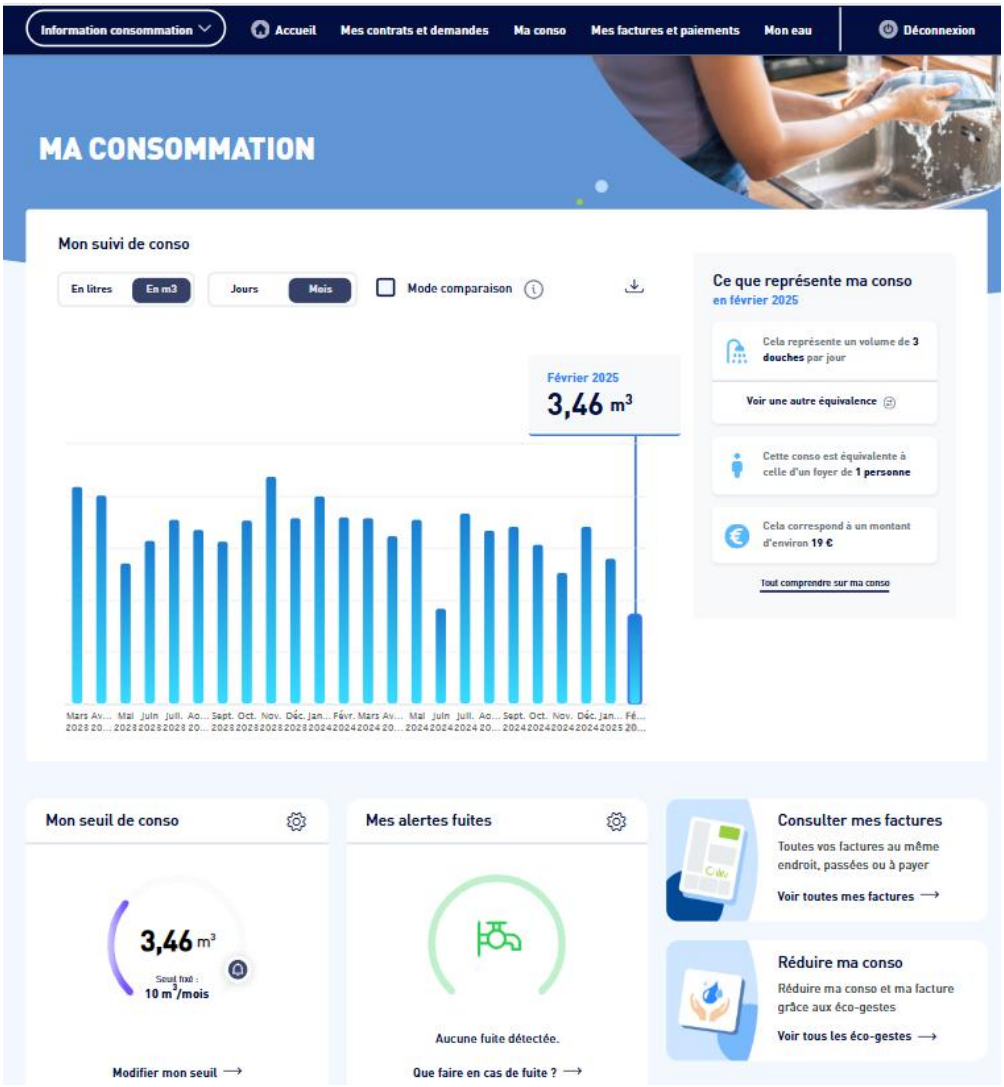
- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation, ou encore mieux comprendre leur facture.

« Mon compte en ligne », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- Une gestion autonome de leur contrat :
- Accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
- Visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
- Visualisation historique des paiements,
- Suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).



*Le client a un **accès personnalisé et sécurisé** disponible 24h/24 7j/7 pour gérer son contrat d'eau (tableau de bord de l'espace Compte en ligne)*



*Le client disposant d'un **compteur télérelevé** peut avoir accès à son **historique de consommation journalier ou mensuel** directement sur son compte en ligne (page « Historique de mes consommations » dans le Compte en ligne)*

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
- paiement sécurisé des factures par carte bancaire ou e-tip,
- dépose du relevé de compteur,
- souscription au prélèvement automatique mensuel ou à la facture,
- souscription ou résiliation au service e-facture.
- parcours 100% digital de souscription ou de résiliation
- demande de justificatif de domicile
- télécharger une estimation de devis branchement neuf
- formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

Des **échanges possibles** avec le service client via les différents canaux de contact :

- un formulaire de contact en ligne,
- un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients
- le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

- **Accueils partagés**

Il s'agit de lieux d'accueil ouverts à tous (PIMMS, MSAP, Mairie) et destinés à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF, transports en commun, SUEZ…).
La présence de SUEZ dans ces accueils partagés via notre solution de télé présence ou via la formation d'un agent permet aux clients de s'informer sur le service de l'eau et de communiquer avec nos chargés de clientèle pour la prise en charge de leurs demandes.

5.2.5 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **Devis et facturation travaux (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :
- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines…)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé…)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsurmoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, …)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **Mensualisation**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.
Grâce à un système d'échéancier basé à partir des consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.
Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

- **Encaissement**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné *(internet / téléphone),* TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

- **Recouvrement**

SUEZ Eau France a mis en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.
Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :
un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables
le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.



5.2.6 Accompagner les clients fragiles

SUEZ Eau France souhaite permettre à toutes les personnes, y compris les personnes en situation de fragilité, d'avoir accès à tous les services de l'eau, c'est-à-dire à l'eau en tant que telle mais aussi aux informations et services disponibles. Plusieurs services ont été mis en place :

- **DEMARCHE EAU EQUITABLE** (tarification sociale multicritère, fonds de solidarité supplémentaire, chèque eau)

Le « client fragile » est un client qui rencontre un obstacle (handicap, difficultés financières, exclu du numérique, langue, isolé…) pour accéder aux services et/ou payer sa facture.



- **PARTENARIAT ENTRE SUEZ EAU FRANCE ET HANDICAPZERO :**

L'association HandiCaPZéro assure la traduction en braille ou caractères agrandis des factures et des livrets d'accueil des clients SUEZ aveugles ou malvoyants.

- **PARTENARIAT ENTRE SUEZ EAU FRANCE ET ACCEO :**

SUEZ permet aux personnes sourdes ou malentendantes d'accéder par téléphone à ses services. ACCEO s'appuie sur une plateforme qui met en relation la personne sourde ou mal entendante avec un interprète ou un transcripteur traduisant la demande en temps réel à l'agent clientèle de SUEZ.

Acceo Langues

Service de Visio interprétation en langues étrangères pour nos clients non francophones (**) destiné uniquement à nos collaborateurs

- **PARTENARIAT ENTRE SUEZ EAU FRANCE ET PIMMS MEDIATION :**

Les PIMMS Médiations sont des lieux d'accueil/interfaces de médiation entre les populations et les services publics/entreprises. Ils permettent une médiation sociale en rendant accessibles à tous, les services nécessaires à la vie courante comme l'accès à l'eau. L'objectif est d'être au plus près des clients les plus fragiles en les accompagnant dans leurs démarches et en les orientant vers les bons interlocuteurs.

5.2.7 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents médias (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso journalière ou mensuelle (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) **Promotion des services payants via le canal téléphone et web (TSME)**
   a. Gamme de solutions assurance/assistance DolceO

Une gamme de 4 solutions selon le type d'habitation de l'abonné (maison ou appartement) et son statut (propriétaire ou locataire). La gestion de la Relation Client est opérée pour ce service contractuel renouvelable annuellement par notre partenaire Homeserve.

   b. Service de dépannage à domicile Répar&O : dépannage plomberie essentiellement mais aussi gaz, électricité et serrurerie

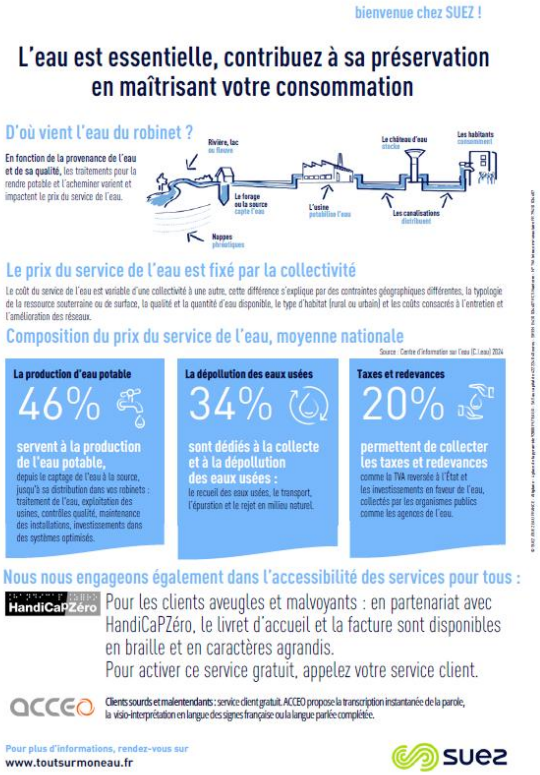
SUEZ a un devoir de conseil pour proposer à ses clients ce type de services. Ces services sont attendus par nos clients de la part de SUEZ (légitimité du fournisseur d'eau à proposer ce type de service), comme le démontre chaque année le baromètre de satisfaction clients particuliers national Ifop annuel. Ces services sont proposés en rebond téléphonique sur appel entrant de nos clients dans l'ensemble de nos plateaux internes et externes.

3) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

4) **Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :**
   a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
   b. Alertes fuites et surconsommation (disponibles uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
   c. Annonce et compte rendu des actions SUEZ concernant la relève et les changements de compteur
   d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
   e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

5) **Amélioration de la qualité relationnelle par :**
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…

> Un livret d'accueil pour les nouveaux clients (remarque : pour les marques locales il s'agit d'un encart facture R/V personnalisé avec la marque locale et non d'un livret)



bienvenue chez SUEZ !

L'eau est essentielle, contribuez à sa préservation en maîtrisant votre consommation

D'où vient l'eau du robinet ?

En fonction de la provenance de l'eau et de sa qualité, les traitements pour la rendre potable et l'acheminer varient et impactent le prix du service de l'eau.

Rivière, lac
Le château d'eau
Les habitants
Le forage ou la source
L'usine
Les canalisations
Nappes

Le prix du service de l'eau est fixé par la collectivité

Le coût du service de l'eau est variable d'une collectivité à une autre, cette différence s'explique par des contraintes géographiques différentes, la typologie de la ressource souterraine ou de surface, la qualité et la quantité d'eau disponible, le type d'habitat (rural ou urbain) et les coûts consacrés à l'entretien et l'amélioration des réseaux.

Composition du prix du service de l'eau, moyenne nationale

Source : Centre d'information sur l'eau (C.I.eau) 2024

La production d'eau potable
46%
servent à la production de l'eau potable,
depuis le captage de l'eau à la source, jusqu'à sa distribution dans vos robinets : traitement de l'eau, exploitation des usines, contrôles qualité, maintenance des installations, investissements dans des systèmes optimisés.

La dépollution des eaux usées
34%
sont dédiés à la collecte et à la dépollution des eaux usées :
le recueil des eaux usées, le transport, l'épuration et le rejet en milieu naturel.

Taxes et redevances
20%
permettent de collecter les taxes et redevances
comme la TVA reversée à l'État et les investissements en faveur de l'eau, collectés par les organismes publics comme les agences de l'eau.

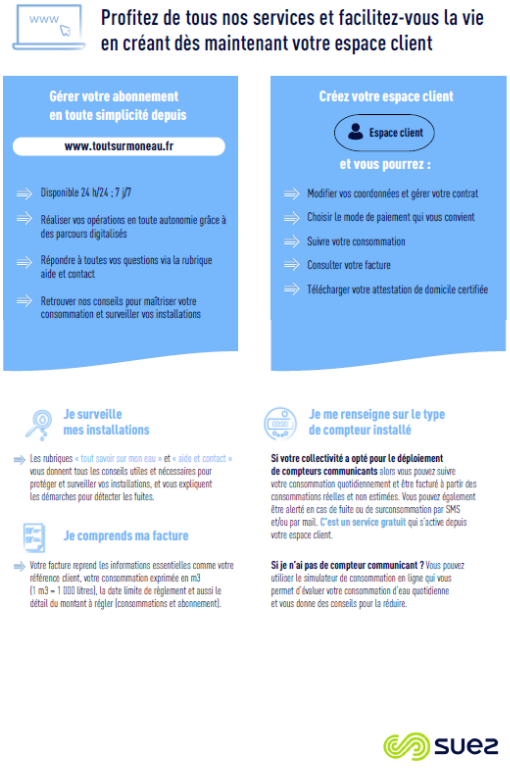
Nous nous engageons également dans l'accessibilité des services pour tous :

HandiCaPZéro Pour les clients aveugles et malvoyants : en partenariat avec HandiCaPZéro, le livret d'accueil et la facture sont disponibles en braille et en caractères agrandis.
Pour activer ce service gratuit, appelez votre service client.

acceo Clients sourds et malentendants : service client gratuit. ACCEO propose la transcription instantanée de la parole, la visio-interprétation en langue des signes française ou la langue parlée complétée.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur
www.toutsurmoneau.fr

suez



Profitez de tous nos services et facilitez-vous la vie en créant dès maintenant votre espace client

Gérer votre abonnement en toute simplicité depuis
www.toutsurmoneau.fr
- Disponible 24 h/24 ; 7 j/7
- Réaliser vos opérations en toute autonomie grâce à des parcours digitalisés
- Répondre à toutes vos questions via la rubrique aide et contact
- Retrouver nos conseils pour maîtriser votre consommation et surveiller vos installations

Créez votre espace client
Espace client
et vous pourrez :
- Modifier vos coordonnées et gérer votre contrat
- Choisir le mode de paiement qui vous convient
- Suivre votre consommation
- Consulter votre facture
- Télécharger votre attestation de domicile certifiée

Je surveille mes installations
- Les rubriques « tout savoir sur mon eau » et « aide et contact » vous donnent tous les conseils utiles et nécessaires pour protéger et surveiller vos installations, et vous expliquent les démarches pour détecter les fuites.

Je comprends ma facture
- Votre facture reprend les informations essentielles comme votre référence client, votre consommation exprimée en m3 (1 m3 = 1 000 litres), la date limite de règlement et aussi le détail du montant à régler (consommations et abonnement).

Je me renseigne sur le type de compteur installé

Si votre collectivité a opté pour le déploiement de compteurs communicants alors vous pouvez suivre votre consommation quotidiennement et être facturé à partir des consommations réelles et non estimées. Vous pouvez également être alerté en cas de fuite ou de surconsommation par SMS et/ou par mail. **C'est un service gratuit** qui s'active depuis votre espace client.

Si je n'ai pas de compteur communicant ? Vous pouvez utiliser le simulateur de consommation en ligne qui vous permet d'évaluer votre consommation d'eau quotidienne et vous donne des conseils pour la réduire.

suez



Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :

- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,
- Un livret comprenant des informations sur les services en ligne compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

5.2.8 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La **satisfaction des clients** est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client… tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.
Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les **attentes des consommateurs** et instaurer un véritable **dialogue pour adapter au mieux nos offres**.

- **baromètre national et régional à froid de la satisfaction client**

1fois/an auprès des clients abonnés
Le baromètre national de satisfaction à froid évalue :
- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.
- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

Un zoom est fait ensuite sur la région

Le fonctionnement du dispositif à froid :



500 000 clients particuliers issus de la base ODYSSEE avec une adresse email valide
Premier filtre sur la base des consentements (exclusion des OptOUT)

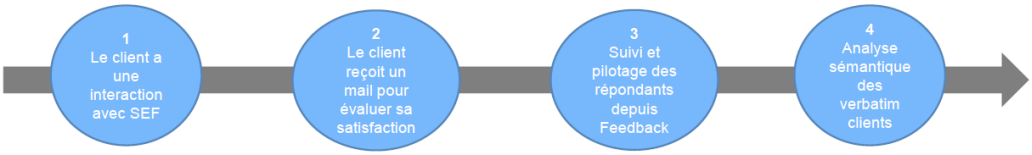
Objectifs :
- Analyser la satisfaction et les raisons d'insatisfaction des clients
- Mesurer l'appétence sur les nouveaux services

- **enquête à chaud**

Des enquêtes en continu sont réalisées :
- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),
- **Enquête post-écrit** (sauf pour Bordeaux Métropole) pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- **Enquête post-intervention** afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,

Le fonctionnement du dispositif à chaud :

Il existe 3 types d'enquêtes de satisfaction « à chaud » : Post-contact, Post-Intervention, Post-écrit



- **test nouveaux services auprès de nos clients pour ajustement avant lancement**

Avant lancement sur le marché national d'un nouveau service, nous réalisons toujours un test sur une région pour vérifier que le service convient bien aux besoins et fonctionne correctement, l'ajuster si nécessaire avant de le déployer au niveau national.

- **étude identification des besoins/ attentes clients**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaitre les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

5.2.9 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offert aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.



5.3 Notre système de management

Le système de management de SUEZ Eau France est certifié ISO 9001 – ISO 14001 – ISO 50001 sur tout le territoire national, et pour toutes nos activités :

- Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
- Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
- Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
- Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
- Gestion des services à la clientèle
- Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
- Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers.

Notre système national permet à nos clients de bénéficier du savoir-faire de SUEZ :

- **Des standards d'exploitation de haut niveau et régulièrement enrichis** par l'expérience collective et l'expertise de nos centres de recherche et d'innovation ;

- **Un dispositif d'entretien des compétences des collaborateurs,** intégrant les évolutions techniques, technologiques et digitales dans nos métiers ;

- **Un processus de veille réglementaire exhaustif et rigoureux**, qui nous permet d'identifier et anticiper les évolutions réglementaires ;

- **Une organisation de préparation à la gestion des situations d'urgence** permettant de maîtriser les risques et assurer la continuité d'activité face aux crises de plus en plus fréquentes.

A partir de ce socle commun, nos équipes régionales s'attachent à prendre en compte les spécificités de chaque territoire afin d'adapter au mieux nos activités aux attentes de nos clients et à leurs enjeux techniques, environnementaux et sociétaux

Notre ambition est de transformer la gestion de l'eau et d'être le leader de référence pour bâtir avec nos clients un avenir plus durable pour l'humain, la nature et la planète.

Nos certificats ISO 9001-14001-50001 ont été renouvelés en décembre 2024 pour une période de 3 ans.

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001

LRQA

Certificat en cours : 2 Décembre 2024
Date d'expiration : 1 Décembre 2027
Numéro de certificat : 10658222

Première(s) approbation(s) :
ISO 9001 - 27 Avril 2004

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 9001:2015

Numéro(s) d 'approbation : ISO 9001 – 0031282

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

1. Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
2. Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
3. Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
4. Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
5. Gestion des services à la clientèle
6. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
7. Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers

Marta Escudero

Regional Director, Europe

Emis par : LRQA Limited

UKAS MANAGEMENT SYSTEMS 0001

LRQA Group Limited, its affiliates and subsidiaries and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as 'LRQA'. LRQA assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or howsoever provided, unless that person has signed a contract with the relevant LRQA entity for the provision of this information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.
Issued by: LRQA Limited, 1 Trinity Park, Bickenhill Lane, Birmingham B37 7ES, United Kingdom

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001

LRQA

Certificat en cours :	2 Décembre 2024	Première(s) approbation(s) :
Date d'expiration :	1 Décembre 2027	ISO 50001 - 2 Décembre 2015
Numéro de certificat :	10658224	

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 50001:2018

Numéro(s) d 'approbation : ISO 50001 – 00028376

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

1. Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
2. Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
3. Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
4. Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
5. Gestion des services à la clientèle
6. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
7. Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers

Marta Escudero

Regional Director, Europe

Emis par : LRQA Limited

UKAS MANAGEMENT SYSTEMS 0001

LRQA Group Limited, its affiliates and subsidiaries and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as 'LRQA'. LRQA assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or howsoever provided, unless that person has signed a contract with the relevant LRQA entity for the provision of this information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.
Issued by: LRQA Limited, 1 Trinity Park, Bickenhill Lane, Birmingham B37 7ES, United Kingdom

NOTRE CERTIFICAT ISO 14001

LRQA

Certificat en cours : 2 Décembre 2024
Date d'expiration : 1 Décembre 2027
Numéro de certificat : 10658223

Première(s) approbation(s) :
ISO 14001 - 27 Avril 2004

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

Tour CB21 - 16 place de l'Iris, PB00130, 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 14001:2015

Numéro(s) d 'approbation : ISO 14001 – 0079623

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

1. Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
2. Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
3. Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
4. Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
5. Gestion des services à la clientèle
6. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
7. Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers

Marta Escudero

Regional Director, Europe

Emis par : LRQA Limited

UKAS MANAGEMENT SYSTEMS 0001

LRQA Group Limited, its affiliates and subsidiaries and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as 'LRQA'. LRQA assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or howsoever provided, unless that person has signed a contract with the relevant LRQA entity for the provision of this information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.
Issued by: LRQA Limited, 1 Trinity Park, Bickenhill Lane, Birmingham B37 7ES, United Kingdom

6 Glossaire



© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fonds de Solidarité Logement.

- **Abonné (ou client)**
  Personne physique ou morale ayant souscrit un abonnement auprès de l'opérateur du service public de l'eau ou de l'assainissement. L'abonné est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, sur le même service, en des lieux géographiques distincts. Les abonnés peuvent être des particuliers, des syndicats de copropriété, des collectivités pour les besoins municipaux, des entreprises (services, industries), des agriculteurs (irrigation).
  L'abonné perd sa qualité d'abonné lorsque le service est stoppé, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement autonome).

- **Accessoire**
  Organe connecté au réseau eau : purge, ventouse, vanne, clapet.

- **Appareil de fontainerie**
  Organe de distribution d'eau de type : poteau d'incendie, fontaine, borne de puisage, bouche d'incendie, bouche de lavage, bouche d'arrosage.

- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

B

- **Branchement eau**
  Tuyau connecté à la canalisation publique et permettant la distribution d'eau. Il est caractérisé par son diamètre et son matériau.

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Clapet anti-retour**
  Équipement ne permettant la circulation de l'eau que dans un sens.

- **Conduite d'adduction**
  Conduite qui relie les ressources et les usines de traitement aux réservoirs et/ou zones de consommation, normalement sans branchements directs pour les consommateurs.

- **Conduite principale**
  Conduite maîtresse assurant le transport de l'eau dans une zone à alimenter (normalement sans branchements directs pour les consommateurs).

- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation à permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.

- **Commission départementale Solidarité Eau**
  Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.

- **Compteur**
  Compteur d'eau froide ou d'eau chaude, en comptage de tête ou en divisionnaire : c'est un dispositif de comptage qui est précédé d'un robinet et peut être équipé d'un clapet anti-retour. Il constitue la limite de responsabilité de l'entreprise et est caractérisé par son diamètre.

D

- **Débitmètre**
  Appareil destiné à mesurer le débit d'un fluide, liquide ou gazeux. Le débitmètre peut être utilisé soit pour faire de la sectorisation de réseau d'eau potable, soit pour mesurer précisément la consommation de gros abonnés (usines, hôpitaux).

- **Détendeur**
  Appareil qui, monté sur une installation de vapeur, d'eau ou de gaz, a pour rôle de maintenir constante la pression en aval, pour toute valeur supérieure de la pression en amont.

- **Disconnecteur**
  Appareil qui empêche les retours d'eau des parties privatives vers le réseau public de distribution d'eau potable. C'est un dispositif de sécurité pour protéger le réseau d'alimentation d'eau.

E

- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).

- **Émetteur**
  Système électronique connecté au compteur permettant la télérelève ou la radiorelève de son index.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.
- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Indice linéaire de perte (ILP)**
  ILP = (volume mis en distribution-volume consommé autorisé)/longueur du réseau/365 ou 366 jours.
  L'unité est en m3/km/j)

- **Indice linéaire de volumes non comptés (ILVNC)**
  ILVNC = (volume MED-volume comptabilisé)/longueur du réseau/365 ou 366 jours
  ou (volume MED-volume consommé avec compteur "facturé ou gratuit")/longueur du réseau/365 ou 366 jours. Il est différent de l'Indice Linéaire de Perte (ILP), car il intègre, en tant que pertes, les volumes sans comptage et les volumes de service du réseau, alors que l'ILP les décompte. Il est peu utilisé actuellement dans les contrats L'unité est en m3/km/j).

L

- **Linéaire de réseau de desserte**
  Longueur des canalisations de desserte en eau potable du périmètre affermé excluant le réseau de transport, mesurée depuis le point de sortie des unités de potabilisation, jusqu'aux points de raccordement des branchements ou points de livraison à d'autres services.

M

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **Nombre d'abonnés**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).

- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

P

- **Perte apparente**
  Volume d'eau non facturé pour les raisons suivantes : vol d'eau, compteur bloqué ou à l'envers, pertes clientèle (fichier client pas à jour, gestion des inactifs, branchement neuf non créé en clientèle, …).

- **Perte réelle**
  Volume d'eau perdu sur conduite de transfert, de distribution, sur branchement et réservoir.

- **Poteau incendie**
  Il permet aux services de lutte contre l'incendie (pompiers) de puiser l'eau du réseau. On parle aussi de bouche incendie.

- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prélocalisation**
  Après avoir sectorisé un réseau de distribution d'eau potable, la prélocalisation des fuites d'eau permet de repérer avec plus de précisions la zone du réseau où se situe la fuite. Généralement exécutée la nuit, la prélocalisation consiste à fermer successivement et à intervalle régulier les vannes de sectionnement du secteur d'étude et de vérifier au compteur situé à l'entrée de la zone de sectorisation le débit de nuit.

- **Purge**
  Placée au point bas du réseau de distribution d'eau potable elle permet la vidange des conduites.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Regard**
  Ouvrage compact permettant de loger le dispositif de comptage et d'y avoir accès.

- **Régulateur de débit**
  Soupape placée sur une conduite sous pression dont l'ouverture est limitée par un dispositif réglable, de manière à limiter le débit à une certaine valeur.

- **Rendement**
  Rendement = (volume consommé autorisé+volume vendu en gros)/(volume produit+volume acheté en gros)
  Ou = (volume consommé avec compteur (facturé ou gratuit)+volume consommateur sans comptage+volume de service réseau+volume vendu en gros)/(volume MED+volume vendu en gros)
  L'unité est en %.
  Remarque : ce rendement, dit "IDM", peut être calculé soit en année civile, soit sur la période de relève, rapportée à 365 jours.

- **Réseau de desserte**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation ou branchements.

- **Réseau de distribution**
  Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

S

- **Stabilisateur d'écoulement**
  Le stabilisateur d'écoulement permet d'atténuer les perturbations hydrauliques liées à la présence d'un accident de canalisation (coude, vanne, réduction) en amont d'un compteur d'eau.

- **Stabilisateur de pression**
  Le régulateur de pression va maintenir une pression d'eau en aval constante suivant la valeur que l'on aura réglée. Cette pression ne variera pas quel soit la consommation des abonnés. En revanche, la pression en amont du régulateur de pression va quant à elle varier.

V

- **Vanne**
  Une vanne est un dispositif qui sert à arrêter ou modifier le débit d'un fluide liquide en milieu libre (canal) ou en milieu fermé (canalisation).

- **Vidange**
  Action de vider un réservoir ou une canalisation de son contenu.

- **Ventouse**
  Accessoire de robinetterie que l'on retrouve sur les réseaux de distribution d'eau potable et qui permet, placée sur les points hauts du réseau, de faire sortir ou entrer l'eau dans les canalisations lorsque celles-ci se vident ou se remplissent.

- **Volume comptabilisé - E**
  Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés et des autres usagers (services municipaux, fontaines avec compteurs, bornes incendie avec compteurs, …), qu'ils soient facturés ou non.

- **Volume consommé sans comptage (ou consommateurs sans comptage) - F**
  Le volume consommé sans comptage est l'estimation du volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation (essai de poteaux incendie, lavage voirie, espaces verts, fontaines sans compteur, chasse d'eau vers l'assainissement, manœuvre incendie).

- **Volume consommé autorisé - H**
  Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume consommé par les clients, du volume consommateurs sans comptage et du volume des eaux de service du réseau.

- **Volume exporté - C**
  Le volume exporté est le volume d'eau potable envoyé vers un service d'eau extérieur : vente d'eau en gros, export gratuit (vers contrat LDEF ou non).

- **Volume importé - B**
  Le volume importé est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros, import gratuit (de contrat LDEF ou non).

- **Volume livré au réseau (VLAR)**
  Le volume livré au réseau est la somme du volume d'eau produit et du volume acheté en gros qui est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros, import gratuit (de contrat LDEF ou non).

- **Volume prélevé – A'**
  Le volume prélevé correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel.

- **Volume produit - A**
  Le volume produit correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel auquel on soustrait les besoins usine. Ils sont comptabilisés en sortie des stations de production.

- **Volume de service production – A''**
  Le volume de service production (ou besoins usine) correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins de la production.

- **Volume de service du réseau - G**
  Le volume de service de réseau correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins propres du service des eaux (nettoyage de réservoirs, désinfection après travaux, purge et lavage de conduite, surpresseurs et pissettes, analyseurs de chlore).

- **Volume mis en distribution (VMED)**
  Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).
- **Volume exporté en gros (ou vendus à d'autres services d'eau potable)**
  Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur.

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'EAU POTABLE

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'eau potable sont au nombre de 15, dont 3 indicateurs descriptifs et 12 indicateurs de performance. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis la protection des points de prélèvement jusqu'à la qualité de l'eau distribuée, en passant par la performance du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, du captage à la distribution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis (code D101.0)**
  Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès au réseau d'eau, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D102.0)**
  Le prix au m³ est calculé pour une consommation annuelle de 120 m³ (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la qualité de la ressource en eau, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement. Il intègre :

- la rémunération du service : part collectivité et part délégataire
- les redevances/taxes
- le montant facture 120 m³

Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

- **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai (code D151.0)**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquels le délai est respecté.

2. Indicateurs de performance

- **Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité (code P101.1 et P102.1)**

A. Pour ce qui concerne la microbiologie :

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/jour : pourcentage de prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses microbiologiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.
- pour les services desservant moins de 5 000 habitants ou produisant moins de 1 000 m³/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.

Formule = (1-nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques non-conformes/nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques)x100

B. Pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques :

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/jour : pourcentage des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses physico-chimiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.
- pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.
- identification des paramètres physico-chimiques à l'origine de la non-conformité.

Formule = (1-nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques non-conformes/nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques)x100

- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (code P103.2B)**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
- l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'eau potable.

Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).
L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : plan des réseaux (15 points)

- 10 points : existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures.
- 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux).

Partie B : inventaire des réseaux (30 points)

- 10 points acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
  - existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution.
  - la procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- de 1 à 5 points supplémentaires : les informations sur les matériaux et les diamètres, sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.
- de 0 à 15 points supplémentaires : l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.

Partie C : autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points)

- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie, ...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux.
- 10 points supplémentaires : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution.
- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).
- 10 points supplémentaires : un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).
- 10 points supplémentaires : un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite.
- 10 points supplémentaires : maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement.
- 10 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans).
- 5 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux.

- **Rendement du réseau de distribution (code P104.3)**

C'est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution. Le rendement est exprimé en pourcentage.
Formule = (volume consommé autorisé+volume exporté)/(volume produit+volume importé)

- **Indice linéaire des volumes non comptés (code P105.3)**

L'indice linéaire des volumes non comptés évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), la somme des pertes par fuites et des volumes d'eau consommés sur le réseau de distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage. L'indice est exprimé en m³/km/jour.
Formule = (volume mis en distribution-volume comptabilisé)/365/longueur de réseau (hors linéaires de branchements)

- **Indice linéaire de pertes en réseau (code P106.3)**

L'indice linéaire des pertes en réseau évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), les pertes par fuites sur le réseau de distribution. L'indice est exprimé en m³/km/jour.
Formule = (volume mis en distribution-volume consommé autorisé)/365/longueur de réseau de distribution (hors linéaires de branchements)

- **Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (code P107.2)**

Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'eau potable par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.
Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20

- **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (code P108.3)**

Cet indicateur traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage. La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 0 % : aucune action
- 20 % : études environnementales et hydrogéologiques en cours
- 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu
- 50 % : dossier déposé en préfecture
- 60 % : arrêté préfectoral
- 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)
- 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

Formule = moyenne pondérée de l'indice d'avancement de la protection de chaque ressource par le volume produit par la ressource

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P109.0)**

Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.
Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/(volume comptabilisé domestique+volume comptabilisé non domestique) (facultatif)

- **Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (code P151.1)**

Cet indicateur sert à mesurer la continuité du service d'eau potable en suivant le nombre de coupures d'eau impromptues pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été prévenus au moins 24h à l'avance, rapporté à 1000 habitants.
Formule = nombre d'interruptions de service non programmées/nombre d'abonnésx1000

- **Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés (code P152.1)**

Cet indicateur évalue l'efficacité du service d'ouverture des branchements de nouveaux abonnés. Il s'applique aussi bien aux branchements neufs qu'aux branchements existants. Il donne le pourcentage d'ouvertures réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service d'eau potable (l'indicateur descriptif D151.0 rend compte de cet engagement).

- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P154.0)**

Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

- **Taux de réclamations (code P155.1)**

Cet indicateur exprime le niveau de réclamations écrites enregistrées par le service de l'eau, rapporté à 1000 abonnés.

- **Formule = (nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur+nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité (facultatif))/nombre d'abonnésx1000**

Annexes



© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

7.1 Synthèse réglementaire

7.1.1 La synthèse des évolutions réglementaires

ACTUALITE MARQUANTE EN COMMANDE PUBLIQUE

Les deux décrets du 29 décembre 2025 : modification des seuils et simplification

Décret n° 2025-1386 du 29 décembre 2025 modifiant certains seuils relatifs aux marchés publics:

Ce décret modifie les seuils relatifs aux marchés publics de faible montant en distinguant les marchés de fournitures et de services et les marchés de travaux.

- Le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable passe de 40 000 à 100 000 euros pour les marchés de travaux, et de 40 000 à 60 000 euros en matière de marché de fournitures ou de services.
- Pérennisation du seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable pour les marchés de travaux : le décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024, relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable pour les marchés de travaux prévoyait déjà la mise en place temporaire de ce seuil à 100 000 euros, dorénavant inséré au sein du code de la commande publique.
- Sa mise en œuvre est progressive : dès le 1er janvier pour l'harmonisation du seuil pour les marchés de travaux et à partir du 1er avril quant aux marchés de fournitures et de services.
- Augmentation du seuil de mise à disposition des documents de la consultation sur le profil de l'acheteur à 60 000 euros hors taxes, afin d'ajuster le montant de ce seuil au regard du montant du seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable.

Décret n° 2025-1383 du 29 décembre 2025 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique :
Ce décret facilite l'accès des PME aux marchés publics.

- Il modifie l'article R.2142-6 du code de la commande publique en abaissant le chiffre d'affaires minimal exigible des entreprises candidates de deux fois à une fois et demie le montant du marché.
- Les acheteurs publics sont toujours en mesure de dépasser ce plafond pour un marché : "en cas de justifications liées à son objet ou à ses conditions d'exécution."
- Création d'une nouvelle section : l'art. R.2181-7 du code de la commande publique prévoit en cas de défaillance de l'attributaire initial du marché avant la notification du marché, le remplacement de l'attributaire par le soumissionnaire classé juste après, même dans le cas d'une impossibilité subie,
- Clarification des modalités de remboursement de l'avance versée au titulaire d'un marché public en cas de recours à la sous-traitance avec droit au paiement direct : le seuil en cas de sous-traitance avec droit au paiement direct est calculé en considérant que le montant de 65% toute taxe comprise du marché s'applique aux seules prestations exécutées par le titulaire.
- Certaines dispositions du décret 2022-767 du 2 mai 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique sont étendues aux territoires d'outre-mer.

7.1.2 Les évolutions réglementaires

COMMANDE PUBLIQUE

Décret n° 2025-1386 du 29 décembre 2025 modifiant certains seuils relatifs aux marchés publics :
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053202067
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : le décret modifie les seuils prévus par les articles R. 2122-8 et R. 2132-2 du code de la commande publique. Plus précisément, le décret rehausse le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalable pour les marchés de faible montant, de 40 000 euros à 60 000 euros hors taxes (HT) pour les marchés de fournitures ou de services et de 40 000 euros à 100 000 euros pour les marchés de travaux.
Entrée en vigueur : en fonction des dispositions le 1er janvier 2026 (évolution du seuil vers 100 000 euros) ou le 1er avril 2026 (évolution du seuil vers 60 000 euros).

Décret n° 2025-1383 du 29 décembre 2025 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique :
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053201992
Publics concernés : acheteurs publics et opérateurs économiques.
Objet : le décret modifie le code de la commande publique afin de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et de clarifier les règles existantes. Plus précisément, il abaisse le plafond du chiffre d'affaires minimal exigible des entreprises candidates à un marché public. Il étend la marge de manœuvre des acheteurs confrontés à une incapacité de l'attributaire d'exécuter le marché. Il précise les modalités de remboursement de l'avance.

Enfin, le décret prévoit les mesures règlementaires d'extension aux collectivités d'outre-mer de certaines dispositions du décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique afin de tirer les conséquences de l'application dans ces territoires de certaines mesures de l'article 35 de la loi du 22 août 2021 précitée, opérée par la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte.
Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le 1er janvier 2026.

Règlement délégué (UE) 2025/2151 de la commission du 22 octobre 2025 modifiant la directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les seuils applicables aux concessions pour les années 2026 et 2027
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202502151
Avis relatif au seuil de procédure formalisée, annexé au code de la commande publique, publié au JO le 26 décembre 2025
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053170349

- Les seuils pour les marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs centraux passent de 143 000 euros HT (période 2024-2025) à 140 000 euros HT (période 2026-2027).
- Les seuils pour les marchés de fournitures et services des autres pouvoirs adjudicateurs passent de 221 000 euros HT (période 2024-2025) à 216 000 euros HT (période 2026-2027).
- Les seuils pour les marchés de fournitures et services des entités adjudicatrices passent de 443 000 euros HT (période 2024-2025) à 432 000 euros HT (période 2026-2027).
- Le seuil pour les marchés de travaux et contrats de concession passe pour tous les acheteurs publics de 5 538 000 euros en 2024-2025 à 5 404 000 € pour 2026-2027.
- Ces seuils s'appliquent à compter du 1er janvier 2026.

Ordonnance n° 2025-979 du 14 octobre 2025 portant transposition des articles 7, 26 et 27 de la directive (UE) 2023/1791 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 relative à l'efficacité énergétique
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000052390960/
Modifie les articles L. 2111-1 et L.3111-1 du code de la commande publique : prévoit que les acheteurs publics prennent en compte l'efficacité et la sobriété énergétiques pour les marchés dont la valeur HT est égale ou supérieure aux seuils européens. Pour les contrats de concession de valeur estimée HT égale ou supérieure aux seuils européens, les autorités concédantes doivent aussi tenir compte de l'efficacité et de la sobriété énergétique.

Art.35 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets :
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000048246764

- Intégration obligatoire de critères environnementaux au sein des critères de sélection des candidatures ou de critères de sélection des offres de marchés publics, à partir du 22/08/2026.

LOI n° 2025-391 du 30 avril 2025 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000051538879

- Suppression de la disposition visant à faciliter la conclusion de partenariats d'innovation ou de marchés publics portant sur des solutions innovantes avec les entités bénéficiant du statut de jeune entreprise innovante en matière de marchés publics, disposition contraire au droit de l'UE.
- Dispositions pour atteindre les objectifs européens en matière de production d'énergies renouvelables et de réduction de consommation d'énergie.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Redevance DICT

Arrêté du 2 septembre 2025 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2025
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052201180
Publics concernés : les exploitants des réseaux et les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : Ce texte fixe le montant des indices pris en compte en 2025 pour déterminer le montant de la redevance due par les exploitants de réseaux afin de financer le guichet unique.

Agences de l'Eau

Décret n° 2025-66 du 24 janvier 2025 portant modification de dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051031859
Publics concernés : agences de l'eau, collectivités, usagers des services d'eau potable et d'assainissement, exploitants agricoles, énergéticiens, industriels.

Objet : modification des dispositions applicables aux redevances des agences de l'eau :
- définition d'un principe « silence vaut accord » en cas d'absence de réponse des agences dans un délai de deux mois pour obtenir l'agrément des dispositifs de suivi régulier des rejets ;
- remplacement de la notion de « charge brute de pollution organique » par celle de « capacité nominale de traitement » pour les stations d'épuration pour harmoniser les indicateurs réglementaires.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Application : le décret est pris pour l'application de l'article 101 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024

Décret n° 2025-431 du 14 mai 2025 d'application de l'article L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales relatif à la transmission des informations sur les services publics d'eau et d'assainissement et de l'article L. 1321-9 du code de la santé publique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051604436
Publics concernés : collectivités territoriales, services de l'Etat.
Objet : Ce décret actualise de façon mineure les obligations des collectivités et services de l'Etat quant à la mise en ligne des informations relatives aux services publics d'eau et d'assainissement.
Notamment : renseignement du SISPEA, publication du contrôle sanitaire par l'ARS...
RAS pour SEF, modifications de sémantique
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 18-05-2025

Arrêté du 23 mai 2025 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 12e programme d'intervention des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051698998#:~:text=Le%20plafond%20pluriannuel%20des%20autorisations,d%C3%A9penses%20relatives%20au%20fonds%20d'
Total prévu environ 14 M€, surtout sur les domaines 2 et 3.
Pour rappel :
- domaine 0 : les dépenses propres des agences de l'eau relatives à leur fonctionnement, au personnel et à leurs investissements ;
- domaine 1 : les actions de connaissance, de planification et de gouvernance qui rassemblent l'acquisition des données, la surveillance, la prospective, la communication et le soutien aux acteurs nationaux et internationaux de la politique de l'eau et de la biodiversité, y compris les dépenses liées aux redevances et aux interventions ;
- domaine 2 : les mesures générales de gestion de l'eau (eau potable et assainissement) qui regroupent l'ensemble des investissements relatifs aux équipements en infrastructures (petit cycle) dans une logique de solidarité envers les territoires ;
- domaine 3 : les mesures territoriales de gestion de l'eau et de la biodiversité qui regroupent l'ensemble des investissements relatifs à l'adaptation au changement climatique, à la préservation de la biodiversité et restauration des milieux aquatiques, à la prévention des impacts de l'environnement sur la santé.

Arrêté du 7 novembre 2025 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2025
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052869011

ASSAINISSEMENT
Janvier 2025 : Publication du cahier des charges pour l'élaboration des bilans 24 heures dans les stations de traitement des eaux usées
https://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/pages/data/detailActu.php?code=1038
Publics concernés : les maîtres d'ouvrages des stations de traitement des eaux usées urbaines IOTA dont la capacité nominale est comprise entre 12 et 120 kg/j de DBO_5 – soit de 200 à 2000 Equivalent-Habitants)
Objet : Ce cahier des charges pour l'élaboration des bilans 24 heures dans les stations de traitement des eaux usées, ayant une capacité nominale comprise entre 200 et 2 000 EH, a été publié dans l'espace dédié aux documents relatifs à l'autosurveillance des systèmes d'assainissement, conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié.

Février 2025 : Publication du document "type" manuel d'autosurveillance des agglomérations d'assainissement de plus de 2000 EH
https://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/pages/data/detailActu.php?code=1040
Publics concernés : les maîtres d'ouvrages des stations de traitement des eaux usées urbaines IOTA dont la capacité nominale ou la CBPO est supérieure ou égale à 120 kgDBO_5 par jour (2 000 EH)
Objet : Définit le modèle de manuel d'autosurveillance conforme aux dispositions de l'Arrêté du 24 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

Instruction du 4/07/2025 du Gouvernement relative à la collecte et au traitement des eaux résiduaires urbaines.
https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45613?origin=list

Circulaire/instruction relative à l'accompagnement, au suivi et à l'exécution des réformes comportant des orientations ou des lignes directrices | de la mise en œuvre des politiques publiques incluant des objectifs, des indicateurs, des calendriers d'exécution personnellement signée par un ministre
Publics concernés : Préfets de région - Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) - Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) - Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) - Préfets de département- Direction départementale des territoires - Direction départementale des territoires et de la mer - Agences de l'eau - Office français de la biodiversité.
Objet : La présente instruction du Gouvernement vise à rappeler la nécessité de porter une attention particulière aux dispositions en vigueur concernant la conformité des systèmes d'assainissement et le respect des exigences réglementaires relatives à la collecte et au traitement des eaux usées urbaines. Les niveaux d'investissements financiers demandés aux communes et leurs groupements et les risques financiers associés aux procédures contentieuses en cours ou à venir avec la Commission européenne nécessitent une forte implication des préfets afin d'accompagner les collectivités au bon niveau.

Arrêté du 3 septembre 2025 relatif à l'analyse de substances per- et polyfluoroalkylées dans les eaux en entrée et sortie de stations de traitement des eaux usées urbaines
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052201216
Publics concernés : les maîtres d'ouvrages des stations de traitement des eaux usées urbaines de capacité à 10 000 équivalent-habitants.
Objet : analyse de substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans les eaux en entrée et sortie de station de traitement des eaux usées urbaines. Ce texte fixe les conditions de la campagne de surveillance des PFAS dans les STEU supérieure ou égale à 10 000 EH. Attention ! Il s'applique aussi aux STEU qui ont déjà fait l'objet d'un suivi PFAS dans le cadre de l'arrêté du 20/06/2023 relatif aux ICPE (effet cumulatif).
La campagne doit analyser une liste de PFAS "de base" précisée en annexe de l'arrêté, à compléter le cas échéant par d'autres PFAS qui auraient été détectés dans les rejets d'ICPE raccordées au réseau EU.
La campagne consiste en 3 mesures entrée / sortie STEU espacées d'au moins 1 mois, et ce avant le 31/12/2026
Les résultats doivent être déposés sur le portail VERSEAU
Entrée en vigueur : le lendemain de la publication soit le 08-09-2025.
Application : le présent texte a été accompagné d'une FAQ.
https://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/pages/data/detailActu.php?code=1049

Arrêté du 8 septembre 2025 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour la propreté urbaine et modifiant l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts et l'arrêté du 18 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation de cultures
: https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052354804
Publics concernés : les maîtres d'ouvrages des stations de traitement des eaux usées urbaines IOTA dont la capacité nominale est supérieure à 1,2 kg DBO_5 par jour (20 Eh) et des installations ICPE
Objet : fixe les modalités de mise en œuvre encadrant l'utilisation d'eaux usées traitées dans le **domaine de la propreté urbaine** : nettoyage de voiries, des accotements, des ouvrages d'art, de quais de déchetterie, hydrocurage de réseaux d'assainissement, opérations sur installation d'assainissement non collectif, nettoyage de bennes à ordures.
Il modifie en outre les arrêtés du 14 décembre 2023 (relatif à l'arrosage des espaces verts) et du 18 décembre 2023 (dédié à l'irrigation agricole).
Entrée en vigueur : le lendemain de la publication au Journal Officiel soit le 06-10-2025.

EAU POTABLE

Décret n° 2025-1287 du 22 décembre 2025 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053158687
Publics concernés : personnes responsables de la production et de la distribution d'eau, agences régionales de santé, services de l'Etat, collectivités territoriales.
Objet : liste des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS) qui doivent être recherchées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2026 à l'exception des deux derniers alinéas de l'article 1er qui entrent en vigueur le 1er janvier 2027.
Application : ce décret est pris pour l'application du II de l'article 1er de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.

Instruction N° DGS/EA4/2025/22 du 19 février 2025 relative à la gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées
https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/instruction_no_dgs-ea4-2025-22_du_19_fevrier_2025.pdf

Publics concernés : directeurs généraux des agences régionales de santé, préfets de région, préfets de département.
Objet : Gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées
.
Entrée en vigueur : 28 février 2025
Application : cette instruction indique que la caractérisation du signal de non-conformité à la limite de qualité réglementaire (0,1 µg/L pour la somme de 20 PFAS) doit se faire via la réalisation d'une campagne d'analyses comprenant a minima 10 résultats analytiques répartis sur 2 saisons. Un signal est considéré confirmé dès lors que la médiane des valeurs observées est supérieure à la limite de qualité. D'autre part, une action de moyen terme est demandée aux ARS pour inciter les PRPDE à rechercher des solutions permettant d'atteindre les niveaux en PFAS, et notamment PFOA, PFOS, PFHxS et PFNA (i.e : PFAS-4), les plus bas possibles. Enfin, des règles de gestion sont également posées pour le TFA, avec utilisation de la valeur sanitaire indicative fixée à 60 µg/L.

DECHETS

Décret n° 2025-1081 du 17 novembre 2025 relatif aux emballages ainsi qu'aux déchets d'emballages et instituant la filière de responsabilité élargie des producteurs d'emballages consommés ou utilisés par les professionnels
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052587525
Publics concernés : les producteurs (fabricants, importateurs, distributeurs) d'emballages et de produits emballés consommés ou utilisés par les ménages et les professionnels, les éco-organismes collectifs candidats aux agréments ou agréés, les professionnels, les collectivités territoriales en charge de la gestion des déchets, les acteurs du réemploi, les opérateurs de gestion de déchets.
Objet : le décret définit les modalités d'application de l'obligation, pour les producteurs d'emballages servant à commercialiser les produits consommés ou utilisés par les professionnels, de contribuer ou de pourvoir à la collecte, au réemploi, au recyclage des déchets issus de leurs emballages en application du principe de responsabilité élargie du producteur défini par la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Il prévoit également les dispositions concernant la gestion des déchets d'emballages ménagers et de contenus et contenants de produits chimiques qui sont produits par les professionnels ainsi que des contenants d'huiles.
Entrée en vigueur : les dispositions du décret entrent en vigueur le 1er janvier 2026. Toutefois, les contrats liant les éco-organismes agréés au titre du 1° du L. 541-10-1 avec les producteurs leur ayant transféré leur obligation de responsabilité élargie, en vigueur au 1er janvier 2026, poursuivent leurs effets jusqu'à leur terme.
Application : le présent décret est pris pour application de l'article L. 541-10-1 2° du code de l'environnement.

Arrêté du 13 janvier 2025 fixant les modalités de déclaration de la part des dépenses relatives à l'acquisition de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050998194
Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales.
Objet : l'arrêté fixe les modalités de déclaration sur le portail national de données ouverte de la part de la dépense annuelle consacrée à l'acquisition des produits ou catégories de produits énumérés en annexe du décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique.
Les dépenses doivent être déclarées, en une fois, dans les six mois suivant le 31 décembre de l'année civile concernée. Les données déclarées peuvent ensuite être utilisées pour évaluer l'impact du dispositif.
Application : arrêté est pris en application de l'article 3 du décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique. Ce décret a été pris en application des dispositions de l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

ENERGIE

Fin de l'ARENH et nouveau dispositif : Versement Nucléaire Universel (VNU)
L'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH), instauré par la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010, a pris fin le 31 décembre 2025. De ce fait, les achats d'énergie doivent se faire exclusivement sur les marchés.
Afin de protéger les consommateurs en cas de nouvelle crise, un dispositif appelé Versement Nucléaire Universel (VNU) est prévu mais n'a pas encore fait l'objet de publication de texte officiel pour sa mise en œuvre. DÉLIBÉRATION n°2025-268 : Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 16 décembre 2025 portant avis sur le projet de décret relatif aux conditions d'application du versement nucléaire universel (lien)

Certificats d'économie d'énergie

Arrêté du 19 mai 2025 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051661770
Publics concernés : bénéficiaires et demandeurs dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
Objet : Cet arrêté révise les fiches d'opérations standardisées portant les références TRA-EQ-114(Remplacement de véhicules par des véhicules neufs performants dans une flotte professionnelle), TRA-EQ-117(Remplacement de véhicules par des véhicules neufs performants pour les particuliers ou les collectivités), TRA-EQ-128, TRA-EQ-129, TRA-EQ-130, crée les référentiels de contrôle associés et met en place des obligations de contrôle sur site pour ces fiches.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 28-05-2025.

Arrêté du 21 décembre 2025 relatif à la mise en œuvre de la sixième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053158200
Publics concernés : personnes éligibles, professionnels et bénéficiaires dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
Objet : Mise en place de la 6e période des CEE.
Entrée en vigueur : selon les articles, dates d'entrée en vigueur différentes.

Biogaz – biométhane

Arrêté du 3 septembre 2025 relatif aux modalités de contrôle des installations de production de biométhane injecté dans un réseau de gaz naturel
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052200518
Publics concernés : producteurs de biogaz, acheteurs de biogaz, fournisseurs de gaz naturel
.**Objet :** modalités de contrôle des installations de production de biométhane injecté dans un réseau de gaz naturel.
Cet arrêté précise les modalités de réalisation des contrôles prévus par le code de l'énergie à la mise en service, lors des modifications ou périodiquement, concernant les installations de production de biométhane injecté dans le réseau.
L'article 4 de l'arrêté précise la périodicité des contrôles :
- 4 ans après la première attestation de conformité ou la première date anniversaire de la mise en service multiple de 4 ans,
- Puis tous les 4 ans,
- Et dans la dernière année de validité du contrat d'achat

Pour rappel, ces contrôles visent essentiellement à vérifier la conformité du fonctionnement des installations à la réglementation et à leur contrat d'achat (volume de production, comptage, qualité du produit injecté). Ces contrôles sont effectués aux frais du producteur par des organismes agréés.
Ces contrôles concernent :
- L446-6 : Les installations pour lesquelles une demande de contrat d'achat a été faite en application des articles L. 446-4 (contrat avec un fournisseur de gaz naturel soumis à obligation d'achat car il approvisionne plus de 10 % du marché national) et L. 446-5 (appel d'offres public pour atteindre les objectifs de biogaz du programme pluriannuel relatif à l'énergie)
- L446-13 : Les installations ayant été retenues à l'issue d'une procédure d'appel d'offres en application de l'article L. 446-7 peuvent être soumises à un contrôle lors de leur mise en service ou à des contrôles périodiques, permettant de s'assurer que ces installations ont été construites ou fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation ou par le contrat de complément de rémunération. Ces contrôles sont effectués aux frais du producteur par des organismes agréés.
- L466-26-1 : Les installations pour lesquelles une demande de contrat d'achat est faite en application de l'article L. 446-26 (appel à projet utilisant des technologies innovantes)
- L446-47 : Les installations de production de biogaz pour lesquelles une demande de certificat de production de biogaz a été faite en application de l'article L. 446-37

Entrée en vigueur : les dispositions des articles 1er à 6 et de l'article 9 du présent arrêté entrent en vigueur 6 mois après la date de publication soit le 07-03-2026.

Arrêté du 8 septembre 2025 portant modification puis abrogation de l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visés au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et modifiant les modalités contractuelles des installations pouvant bénéficier de l'obligation d'achat d'électricité définies par l'arrêté du 19 mai 2011 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations qui valorisent le biogaz
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052212518
Objet : Ce texte actualise les conditions de marché relatives à l'électricité produite par cogénération de biogaz issu de la méthanisation de déchets biogaz
Entrée en vigueur soit le 10-09-2025 soit le 11-10-2025 selon les articles

Photovoltaïque

Arrêté du 21 février 2025 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2019 fixant le critère de proximité géographique de l'autoconsommation collective étendue
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051292744
Cet arrêté réhausse à 5MW, au lieu de 3MW actuellement, le seuil de puissance cumulée des installations de production participant à une opération d'autoconsommation collective (art. 1er).
Une nouvelle dérogation au critère géographique de 2 km est créée. Cette dérogation peut être accordée aux projets répondant aux critères cumulatifs suivants :
- L'un des producteurs ou des consommateurs participants est une commune ou un EPCI à fiscalité propre ;
- L'ensemble des producteurs et des consommateurs participants sont des organismes publics ou privés exerçant une mission de service public ou des sociétés d'économie mixte locales mentionnées à l'article L. 1522-1 du CGCT et leurs filiales ;
- Les points de soutirage et d'injection sont situés exclusivement dans le ressort géographique de l'EPCI à fiscalité propre participant au projet ou auquel adhèrent la ou les communes participant au projet.

Aucun critère géographique exprimé en kilomètre n'est donc prévu pour ces projets, c'est le ressort géographique de l'EPCI à fiscalité propre qui constituera la limite territoriale.
Pour les projets remplissant ces critères, le plafond de puissance cumulée des installations de production est fixé à 10 MW

Arrêté du 26 mars 2025 modifiant l'arrêté du 2 novembre 2017 relatif aux modalités de contrôle des installations de production d'électricité
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051393207
Cet arrêté modifie le modèle d'attestation de conformité que le producteur d'une installation de production d'électricité renouvelable doit fournir en vue de l'obtention d'un contrat d'achat ou de complément de rémunération.
Le nouveau modèle d'attestation inclut :
- Des informations plus détaillées sur l'installation (puissance installée, évaluation carbone simplifiée si requis, numéro d'identification de l'autorisation d'urbanisme pour certaines installations photovoltaïques).
- Pour les installations photovoltaïques, des précisions sur le respect des critères d'intégration paysagère ou d'intégration au bâti, le cas échéant.

Entrée en vigueur : Ce nouveau modèle d'attestation entre en vigueur le 31 mars 2025.

Arrêté du 26 mars 2025 modifiant l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051380903
Cet arrêté décrit les nouvelles conditions d'éligibilité des installations de puissance strictement supérieure à 100 kWc au rachat d'énergie au titre de l'arrêté du 06/10/2021.
Pour les installations de puissance crête strictement supérieure à 100 kWc, une attestation de constitution de garantie financière de mise en œuvre du projet est désormais requise et doit être constituée selon des modalités définies à l'article 4 de l'arrêté du 6 octobre 2021 modifié.
Le contrat d'achat d'électricité est désormais conclu pour une durée de 20 ans à compter de la date « la plus tardive » entre la date de mise en service de l'installation et la date de délivrance de l'attestation de conformité que le producteur d'électricité est tenu de fournir à l'acheteur obligé en vertu de l'article 6 de l'arrêté du 6 octobre 2021.
L'annexe 1 consacrée aux tarifs d'achat et primes est remplacée (nouvelles conditions tarifaires).
Les annexes 6, 6 bis, 6 ter et 6 quater relatives à la méthodologie du bilan carbone et de l'évaluation carbone simplifiée des installations photovoltaïques sont remplacées par une unique annexe 6.

Label Carbone
Décret n° 2025-917 du 5 septembre 2025 modifiant le décret n° 2018-1043 du 28 novembre 2018 créant un label « Bas-Carbone »
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052201110
Publics concernés : toute personne physique ou morale souhaitant mettre en place sur le territoire français des projets labellisés de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).
Objet : décret modifiant le décret créant un label Bas-Carbone.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 08-09-2025.
Application : ce décret est un texte autonome.
Le label Bas-Carbone vise à favoriser l'émergence de projets de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) sur le territoire français, par la mise en place d'un cadre de suivi, notification et vérification des émissions de GES, permettant la valorisation de réductions d'émissions additionnelles, réalisées volontairement par des personnes physiques ou morales dans des secteurs d'activité variés. Au sens du présent texte, le terme « réductions d'émissions » désigne indifféremment des quantités de GES dont l'émission a été évitée ou des quantités de GES séquestrées.
Les porteurs de projets pourront ainsi se faire rémunérer par un partenaire volontaire (acteur public ou privé), qui pourra faire reconnaître ses contributions à des réductions d'émissions additionnelles issues de ces projets.

Les réductions d'émissions peuvent seulement être utilisées pour la compensation volontaire des émissions d'acteurs non étatiques (entreprises, collectivités, particuliers, etc.)

Arrêté du 5 septembre 2025 définissant le référentiel du Label bas carbone
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052201236
Ce texte définit les conditions de fonctionnement du Label bas carbone créé par le décret du 28 novembre 2018, les modalités et conditions d'attribution de ce label aux projets, les modalités d'approbation des méthodes, ainsi que les modalités de vérification, de cessibilité, de retrait et de communication des crédits carbone.
L'arrêté du 28 novembre 2018 définissant le référentiel du label « Bas-Carbone » est abrogé.

ICPE

Décret n° 2025-239 du 14 mars 2025 relatif à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement et des installations nucléaires de base et modifiant les dispositions relatives à l'utilisation des eaux usées traitées et des eaux de pluie pour des usages non domestiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051329388
Publics concernés : producteurs et utilisateurs d'eaux usées traitées, exploitants des installations classées pour la protection de l'environnement et des installations nucléaires de base, services de l'Etat.
Objet : Ce décret ajuste légèrement les dispositions relatives à la réutilisation des eaux pluviales et des eaux usées traitées, qui avaient été codifiées aux articles R 211-123 à R 211-137 du Code de l'environnement par le décret du 29 août 2023. La définition des « eaux de pluie » et « des eaux usées traitées » restent les mêmes que celles prévues aux termes du décret du 29 août 2023. Pour l'essentiel, il procède à une recodification de ces dispositions en y apportant quelques précisions.
Il permet l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour certains usages domestiques, en remplacement de l'eau potable, lorsque la qualité de ces eaux n'a aucune influence, directe ou indirecte, sur la santé des usagers. Pour les installations classées pour la protection de l'environnement et pour les installations nucléaires de base, il précise qu'un arrêté détermine les critères de qualité et les conditions techniques à satisfaire lorsque ces eaux sont utilisées pour les usages domestiques mentionnés (lavage du linge, des sols intérieurs, évacuation des excreta, alimentation de fontaines décoratives, nettoyage des surfaces extérieures, arrosage des jardins potagers et des espaces verts). Cet arrêté détaille également les utilisations d'eaux impropres à la consommation humaine qui peuvent être librement mises en œuvre et celles dont les critères de qualité et les conditions techniques sont préalablement fixées. Le décret prévoit également des modifications des dispositions du code de l'environnement relatives à l'utilisation d'eaux de pluie et d'eaux usées traitées pouvant être utilisées pour des usages non domestiques afin de clarifier son champ d'application.
La possibilité d'utiliser les eaux de pluie sans être subordonnée à une autorisation est désormais codifiée à l'article R 211-127. En outre, la précision selon laquelle seules les eaux usées traitées issues des systèmes d'assainissement collectif et non collectif peuvent être utilisées à des fins agronomiques ou agricoles est désormais prescrite à l'article R 211-126.
L'article R 211-123 du Code de l'environnement est modifié, afin de définir la notion d'"usages non domestiques", qui correspondent ainsi à « tous les usages autres que ceux qui sont mentionnés à l'article R 1321-1-1 du Code de la santé publique ». Ainsi, les usages non domestiques sont ceux qui ne concernent pas la boisson, la préparation et la cuisson des aliments, l'hygiène corporelle, l'hygiène générale et la propreté ainsi que la fabrication, transformation, conservation ou la commercialisation de produits ou de substances destinés à la consommation humaine.
Aux termes de l'article R 211-125 issu du même décret, l'utilisation des eaux usées traitées reste interdite à l'intérieur :
- des locaux à usage d'habitation ;
- des établissements recevant du public sensible et des écoles maternelles et élémentaires ;
- des autres établissements recevant du public, pendant les heures d'ouverture au public.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 16-03-2025.
Application : le présent décret est pris en application de l'article L. 1322-14 du code de la santé publique et de l'article L. 211-9 du code de l'environnement.

Arrêté du 14 mars 2025 relatif à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051329413
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement.
Objet : l'arrêté définit les critères de qualité et les conditions techniques à respecter pour l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, dans les installations classées pour la protection de l'environnement, pour des usages dits « domestiques », tels le lavage du linge, le lavage des sols intérieurs, l'évacuation des excreta ou l'arrosage des espaces verts à l'échelle des bâtiments. En définissant ces règles, son objectif est de favoriser la sobriété hydrique des installations classées pour la protection de l'environnement par la réutilisation d'eau non potable afin de préserver la ressource en eau provenant du réseau d'alimentation en eau potable ou du milieu naturel. Cet arrêté complète le décret n° 2025-239 du 14 mars 2025.
Entrée en vigueur : même date que le décret n° 2025-239 du 14 mars 2025.
Application : le texte est pris en application de l'article R. 512-100 du code de l'environnement.

Arrêté du 6 mai 2025 modifiant certaines dispositions relatives aux installations de gestion de déchets, en particulier relatives à la lutte contre les accidents dans le secteur des déchets au sein des installations soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2711 (transit, regroupement ou tri de déchets électriques et électroniques), 2712 (moyens de transports hors d'usage), 2713 (transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux), 2714 (transit, regroupement ou tri de déchets de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois), 2716 (transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2781 (méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute), 2783 (déconditionnement de biodéchets), 2791 (traitement de déchets non dangereux), 2792 (traitement des déchets contenant des PCB/PCT) et 2794 (broyage de déchets végétaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051766560
Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2716, 2718, 2781, 2783, 2791, 2792 ou 2794.
Objet : le présent arrêté vise à clarifier certaines dispositions applicables aux installations de gestion de déchets soumises à autorisation, enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2716, 2718, 2781, 2783, 2791, 2792 ou 2794 et à mettre en cohérence certaines notions entre différents textes réglementaires. Cet arrêté vient modifier les arrêtés types applicables aux installations relevant de ces rubriques 2716, 2781 et 2791, pour les régimes d'enregistrement et de déclaration. Ceux sont les rubriques qui concernent nos installations.
Ces modifications visent essentiellement à harmoniser la structure et le contenu des prescriptions, dans la lignée de celles déjà opérées pour les installations soumises à autorisation.
Entrée en vigueur : voir article 18.
Application : le présent arrêté est un texte autonome.

Avis du 16 mai 2025 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement
https://aida.ineris.fr/reglementation/avis-160525-methodes-normalisees-reference-mesures-lair-leau-sols-installations
Ce texte concerne essentiellement les laboratoires, qui, s'ils sont dûment accrédités, doivent respecter les méthodes normalisées précisées dans le texte. Cet avis fixe les méthodes normalisées de référence à mettre en œuvre pour effectuer des mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Il abroge et remplace l'avis du 11 avril 2024, qui portait sur le même sujet.
Le document commence par préciser les modalités générales des mesures, en soulignant l'importance de l'agrément et de l'accréditation des laboratoires effectuant ces analyses. Il détaille ensuite les méthodes spécifiques pour chaque milieu (air, eau, sol), en fournissant des tableaux listant les paramètres à analyser, les codes SANDRE associés et les normes de référence à utiliser pour le prétraitement des échantillons et les méthodes d'analyse.
Pour les mesures dans l'air, l'avis couvre à la fois les émissions de sources fixes et l'air ambiant au voisinage des ICPE. Il précise les normes à suivre pour la planification des campagnes de mesurage, la réalisation des prélèvements et l'analyse de divers polluants atmosphériques, allant des métaux lourds aux composés organiques volatils. Concernant les mesures dans l'eau, sont détaillées les méthodes d'échantillonnage des rejets aqueux et les normes d'analyse pour une large gamme de paramètres, incluant les métaux et les composés organiques. Pour les sols, l'avis fournit des recommandations sur l'échantillonnage, le prétraitement des échantillons et les méthodes d'analyse pour divers contaminants. Il aborde également des aspects spécifiques comme la gestion des fractions granulométriques. Enfin, le texte inclut un tableau détaillé des limites de quantification à respecter pour chaque substance analysée dans les sols.

Décret n° 2025-804 du 11 août 2025 portant diverses dispositions de simplification du droit de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052088179
A retenir sur les ICPE : Mise en place d'une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports accident/incident,
Voir infra

Arrêté du 3 septembre 2025 fixant les exigences minimales des études d'impact et des études de dangers en vue de l'autorisation environnementale pour certaines rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052212921
Publics concernés : organismes de certification, bureaux d'études, entreprises, administration.
Objet : fixation des exigences minimales des études d'impact et des études de dangers en vue de l'autorisation environnementale pour les installations relevant de certaines rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Possibilité de suspension ou de retrait des attestations ou des certifications des bureaux d'études qui seraient éventuellement délivrées dans ce domaine en cas de manquement manifeste et répété à ces exigences minimales.

Ce texte concerne les bureaux d'étude qui réalisent les études d'impact et de danger pour le compte des maîtres d'ouvrage dans le cadre des projets de production d'ENR soit par méthanisation de déchets ou avec des éoliennes = ICPE 2980 (éoliennes terrestres) et 2781 (Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production).
Le texte fixe les exigences minimales de compétence des intervenants, de méthode et de qualité du rendu
cet arrêté ministériel met en œuvre l'article 10 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi « APER »), qui prévoit, d'une part, que le maître d'ouvrage s'assure de la compétence du bureau d'études qu'il sollicite pour l'élaboration des études requises dans le cadre de l'autorisation environnementale d'une installation de production d'énergie renouvelable et, d'autre part, que le ministre chargé des installations classées peut, s'il relève un défaut manifeste de compétence d'un bureau d'études faisant l'objet d'une éventuelle attestation ou certification portant sur ces sujets, en informer la tierce partie, qui doit alors suspendre ou retirer, sur la base de ce signalement, l'attestation ou la certification.
Il vise, par là-même, à améliorer la qualité des dossiers déposés, afin d'accélérer l'instruction des demandes, en cohérence avec la réforme de la procédure d'autorisation environnementale introduite par la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 10-09-2025.

Décret n° 2025-958 du 8 septembre 2025 relatif aux modalités de mise en œuvre de la trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052212900
Publics concernés : exploitants d'installations industrielles émettant dans leurs rejets aqueux des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.
Objet : la loi du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylée fixe une intention de la Nation de tendre vers la fin des rejets industriels de ces substances à une échéance de 5 ans après sa promulgation, soit pour le 27 février 2030.
Elle demande à ce qu'un décret permette de se doter d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux industriels de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.
Une grande partie des rejets industriels provient des industries encadrées par l'inspection des installations classées civile, et notamment les sites soumis à autorisation. Un arrêté du ministre de la transition écologique du 20 juin 2023 impose à ces installations des campagnes d'analyses de leurs rejets, ce qui a permis par la suite d'orienter les démarches de réduction de ces rejets.
Ce décret détermine ainsi, à l'échelle nationale, une trajectoire globale, sur l'ensemble des sites industriels, de réduction des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées. Elle est inspirée par les informations et actions disponibles pour les sites industriels soumis à cet arrêté de 2023.
Toutes les substances entrant dans le champ de la définition des substances chimiques perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées de l'Organisation de coordination et de développement économiques sont soumises aux dispositions du présent décret.
Ce décret détermine une trajectoire globale, sur l'ensemble des sites industriels soumis à l'arrêté du 20 juin 2023, de réduction des rejets aqueux de PFAS :
- une diminution de 70 % d'ici le 27 février 2028 ;
- tendant vers la fin des rejets d'ici le 27 février 2030.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 10 septembre 2025.
Application : le présent décret est pris pour l'application de l'article L. 523-6-1 du code de l'environnement.

Arrêté du 12 novembre 2025 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052575824
Ne retenir que l'article 1er : Le A de l'article 24 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est complété par l'alinéa suivant :
« *Pour les cas d'une installation soumise à autorisation dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1 er septembre 2022, qui constitue une extension d'une installation préalablement soumise à déclaration et régulièrement mise service, les dispositions de l'article 26 bis sont uniquement applicables aux nouvelles parties ou parties de l'installation faisant l'objet de modifications dans le cadre de la demande d'autorisation.* »

Arrêté du 1er décembre 2025 modifiant certaines dispositions relatives aux installations de gestion de déchets, en particulier relatives à la lutte contre les accidents dans le secteur des déchets au sein des installations soumises à déclaration et à enregistrement au titre des rubriques 2711 (transit, regroupement ou tri de déchets électriques et électroniques), 2713 (transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux), 2714 (transit, regroupement ou tri de déchets de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois), 2716 (transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes) et 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053010357

Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques 2711, 2713, 2714, 2716 ou 2718.
Objet : le présent arrêté vise à mettre en cohérence certaines dispositions applicables aux installations de gestion de déchets soumises à autorisation, enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques 2711, 2713, 2714, 2716 ou 2718. L'arrêté introduit des modifications mineures (clarification du libellé, reformulation de prescriptions de sécurité) qui sans grande conséquence notamment sur la rubrique 2716 (Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes).
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 12/12/2025
Application : le présent arrêté est un texte autonome.

IOTA
Arrêté du 3 septembre 2025 relatif à l'analyse de substances per- et polyfluoroalkylées dans les eaux en entrée et sortie de stations de traitement des eaux usées urbaines
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052201216
voir supra rubrique assainissement
REUT
Décret n° 2025-239 du 14 mars 2025 relatif à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement et des installations nucléaires de base et modifiant les dispositions relatives à l'utilisation des eaux usées traitées et des eaux de pluie pour des usages non domestiques
Voir supra

Arrêté du 8 septembre 2025 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour la propreté urbaine et modifiant l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts et l'arrêté du 18 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation de cultures
: https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052354804
Voir supra rubrique assainissement

REICH

Arrêté du 14 mars 2025 relatif à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement
Voir supra

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES

Loi n° 2025-391 du 30 avril 2025 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051538879

Objet : Crée ou modifie :
Code de l'énergie
- Création articles L235-1 à Articles L235-4 - La performance énergétique des organismes publics
- Création articles L236-1 à Articles L236-3 - La performance énergétique des centres de données ;
- Modification article L.233.1-I / Loi N02013-619 du 16/07/2013- Audits énergétiques et SMé pour les grandes entreprises

Diverses dispositions relatives notamment à l'agrégation et aux mécanismes d'ajustement :
- Code de la construction - Modification art L171-4 / Loi N°2021-1104 du 22/08/2021 art 101 - **Couverture ENR ou végétalisée des bâtiments et parkings**

Cette loi "fourre-tout" contient notamment des dispositions permettant d'atteindre les objectifs européens en matière de production d'énergies renouvelables et de réduction de consommation d'énergie. Les autres sujets ne nous concernent pas ou sont gérés au niveau du groupe (rapport CSRD)

1. Audit énergie et SMé dans les grandes entreprises (L233.1.-I du code de l'énergie) - Dès le 11 octobre 2026, les entreprises consommant plus de 10 TJ/an (2,75 GWh) doivent réaliser un audit énergétique tous les 4 ans, couvrant au moins 80 % de leur facture énergétique.
2. - La mise en place d'un système de management de l'énergie (SMÉ) est obligatoire pour celles consommant plus de 85 TJ/an (23,6 GWh).

2.Parkings
- L'obligation d'équiper les parkings de plus de 1 500 m² d'ombrières photovoltaïques sur au moins 50 % de leur surface est reportée :

- Les parkings de 10 000 m² ou plus devront être équipés avant le 1er juillet 2026.
- Les parkings entre 1 500 m² et 10 000 m² ont jusqu'au 1er juillet 2028.

Clarification des obligations : Les propriétaires sont responsables de la mise en conformité, sauf en cas de gestion déléguée.

3. Collectivités publiques
La loi crée les nouveaux articles L235-1 à L235-4 dans le code de l'énergie, au sujet de la performance énergétique des organismes publics. La création de ces articles est liée à la transposition en droit français des articles 5 et 6 de la directive 2023/1791 du 13 septembre 2023 relative à l'efficacité énergétique.
Réduction de la consommation d'énergie finale
Les organismes publics doivent réduire leur consommation d'énergie finale cumulée d'au moins 1,9 % par an par rapport à celle de 2021.
Cette obligation exclut la consommation des transports publics et des forces armées. Des exceptions temporaires sont prévues pour les petites collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics (exemption respectivement jusqu'aux 31 décembre 2026 et 2029 pour les collectivités et groupements de moins de 50 000 et 5000 habitants).
Rénovation énergétique des bâtiments
Au moins 3 % de la surface cumulée des bâtiments appartenant aux organismes publics doit être rénovée chaque année pour réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Les bâtiments rénovés doivent atteindre un haut niveau de performance énergétique. Des alternatives sont possibles, comme la réduction annuelle de la consommation d'énergie finale et la planification des rénovations. Certains logements sociaux sont exemptés de cette obligation.
Inventaire national des bâtiments publics
Les organismes publics doivent transmettre tous les deux ans les données relatives à la performance énergétique de leurs bâtiments pour constituer un inventaire national. Les forces armées et les administrations de l'Etat servant à des fins de défense nationale sont exemptées de cette obligation.
Obligations de reporting
Les organismes publics doivent transmettre annuellement leurs données de consommation d'énergie.
Ils doivent également fournir tous les deux ans des données sur les rénovations annuelles de leurs bâtiments.
4. Marché de l'énergie
L'intégration d'un nouveau chapitre relatif à l'agrégation qui ne figurait pas jusqu'à présent dans le code de l'énergie :
- définition législative des termes de l'agrégation et de l'agrégateur (art L338-1),
- liberté du client d'acheter et de vendre des services d'électricité, y compris d'agrégation, autre que la fourniture, indépendamment de son contrat de fourniture d'électricité (article L338-2);
- possibilité pour le client de changer d'agrégateur dans un délai de 21 jours à compter de sa demande
Un article concerne les mécanismes d'ajustement des puissances :
- l'ensemble des installations (transport et distribution) de production dont la puissance installée ne peut être inférieur à 10 MW ont une obligation de participation au mécanisme d'ajustement. Il est précisé dans l'article que le seuil de 10 MW peut dépendre du type d'énergie utilisé et est fixé par la CRE. Cette disposition semble déjà être en vigueur. (Article L321-13)
Entrée en vigueur : vigueur le 1er octobre 2025 mais les modalités d'application concrète de ces obligations sont définies par décret.

Décret n° 2025-804 du 11 août 2025 portant diverses dispositions de simplification du droit de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052088179
Publics concernés : services de l'Etat, professionnels, particuliers, maîtres d'ouvrage, associations, bureaux d'études.
Objet : ce décret comporte des mesures d'amélioration et de simplification de diverses procédures applicables en matière d'environnement (clarification de l'exercice de la police administrative répressive pour les projets soumis à autorisation environnementale nécessaires à la création d'un réacteur électronucléaire, mise en cohérence des zones pour faire l'objet de SUP et des formats sur la cartographie des phénomènes dangereux ; mise en place d'une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports accident/incident, précise la durée de validité des études faune-flore). Par ailleurs, il consacre un principe du silence vaut rejet pour la décision de dispense d'évaluation environnementale du ministre chargé de l'environnement lorsqu'elle est prise sur le fondement du III de l'article 27 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Enfin, il corrige par ailleurs des erreurs issues de décrets récemment publiés.
Ce décret comporte des mesures d'amélioration de diverses procédures applicables en matière d'environnement, et notamment :
- Précision concernant les formats de cartographie des phénomènes dangereux pour les ICPE SEVESO ;
- ICPE : Mise en place d'une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports accident/incident,
- Modification de l'article R 214-125 du code de l'environnement, imposant au responsable d'ouvrage (et non plus, comme jusqu'alors, au propriétaire, à l'exploitant ou au gestionnaire du système d'endiguement) de déclarer au préfet tout évènement ou toute évolution concernant un ouvrage hydraulique qui aurait pu mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens. Un arrêté devra déterminer l'échelle de gravité de ces évènements ou évolutions ainsi que les modalités de leur déclaration et analyse. Concerne les barrages et digues
- Précision de la durée de validité des études faune-flore (Art. R. 411-21-4.) => 5 ans
- Consécration du principe du "silence vaut rejet" pour la décision de dispense d'évaluation environnementale pour les projets d'ENR.
Par ailleurs, cet arrêté corrige des erreurs issues de décrets récemment publiés.

Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication à l'exception des dispositions de l'article 5 qui entrent en vigueur le 1er janvier 2026.
Application : le présent décret est notamment pris pour l'application de l'article de l'article 27 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables.

PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BATIMENTS
Décret n°2024-1258 du 30 décembre 2024 modifiant les exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiment en France métropolitaine
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050873122
Publics concernés : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études thermique et environnement, économistes du bâtiment, contrôleurs techniques, entreprises du bâtiment, industriels des matériaux de construction et des systèmes techniques du bâtiment, fournisseurs d'énergie, en France métropolitaine.
Objet : modification des niveaux d'exigences sur les caractéristiques énergétiques et environnementales et la performance énergétique et environnementale des bâtiments neufs et extensions de bâtiments en France métropolitaine. Ce décret modifie les niveaux d'exigence de performance énergétique et environnementale que doivent respecter les bâtiments mentionnés ci-avant et situés en France métropolitaine, concernant les cinq exigences de résultat suivantes :
(1) l'optimisation de la conception énergétique du bâti indépendamment des systèmes énergétiques mis en œuvre ;
(2) la limitation de la consommation d'énergie primaire,
(3) la limitation de l'impact sur le changement climatique associé à ces consommations ;
(4) la limitation de l'impact des composants du bâtiment sur le changement climatique ;
(5) la limitation des situations d'inconfort dans le bâtiment en période estivale.
Le décret modifie notamment :
- les valeurs maximales autorisées pour l'impact carbone des consommations énergétiques (Icénergie_max)
- les coefficients de modulation des exigences selon différents critères (surface, localisation, etc.)
- les modalités de calcul de l'impact carbone des composants du bâtiment (Icconstruction_max)
Des dispositions spécifiques sont prévues pour les bâtiments raccordés à des réseaux de chaleur classés.
Entrée en vigueur : ces exigences s'appliquent à compter du 1er janvier 2025 aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiments, provisoires ou non, listées ci-après : maisons individuelles ou accolées, logements collectifs, bureaux, enseignement primaire ou secondaire.

RISQUES NATURELS
Arrêté du 1er avril 2025 modifiant l'arrêté du 29 mars 2024 relatif aux obligations légales de débroussaillement pris en application de l'article L. 131-10 du code forestier
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051421622
Publics concernés : représentants de l'Etat dans les départements, propriétaires, occupants et exploitants de fonds soumis aux obligations légales de débroussaillement mentionnées à l'article L. 131-10 du code forestier, propriétaires publics et privés de bois et forêts.
Objet : modification de la date de mise en conformité des arrêtés préfectoraux avec l'arrêté interministériel visé. Il appartient au représentant de l'Etat dans le département d'arrêter les modalités de mise en œuvre du débroussaillement selon la nature des risques, en conformité avec l'arrêté initial. Cet arrêté accorde aux préfets un délai supplémentaire pour adapter leurs arrêtés départementaux aux nouvelles exigences nationales en matière de débroussaillement prescrites par l'arrêté du 29 mars 2024. Le report de l'échéance au 30 septembre 2025 (31 mars 2025 auparavant) permet aux autorités locales de disposer de plus de temps pour intégrer les exigences détaillées dans l'arrêté du 29 mars 2024, telles que les techniques de débroussaillement, les mesures de protection des espèces, et les spécificités locales en matière de risques d'incendie.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication soit le 4.04-2025.
Application : le présent arrêté est pris pour l'application de l'article L. 131-10 du code forestier.

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

URBANISME
LOI n° 2025-1129 du 26 novembre 2025 de simplification du droit de l'urbanisme et du logement (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052857880

Cette loi comportant beaucoup de dispositions en matière d'urbanisme, il est utile de regarder sa présentation sur le site de la banque des territoires :
https://www.banquedesterritoires.fr/simplification-du-droit-de-lurbanisme-et-du-logement-ce-quil-faut-retenir-de-la-loi-huwart

FISCALITE

LOI n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051168007

-La loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 apporte diverses modifications à la composante de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) portant sur les déchets :

- des précisions sur la taxation spécifique des déchets métalliques susceptibles de contenir des substances radioactives (loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, art. 75, IV-2° et 3°) ;
- une réfaction des tarifs pour les déchets non dangereux en Corse (loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, art. 78) ;
- de nouvelles règles pour la réfaction des tarifs applicables aux déchets non dangereux dans les collectivités d'outre-mer relevant de l'article 73 de la Constitution du 4 octobre 1958 (loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, art. 79) ;
- une exemption pour la réception de déchets préparés sous forme de combustibles solides de récupération (CSR) aux fins de la production de gaz bas-carbone (loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, art. 80).

Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2025, l'article 266 nonies du code des douanes ne prévoit plus l'application de trois tarifs réduits pour le stockage de déchets non dangereux et de six tarifs réduits pour le traitement thermique de déchets non dangereux.

-Art 48 : instauration au titre du premier exercice clos à compter du 31 décembre 2025, une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises.
Cette nouvelle contribution s'appliquera uniquement au titre du premier exercice clos à compter du 31 décembre 2025, aux entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et dont le chiffre d'affaires réalisé en France est supérieur ou égal à 1 milliard d'euros, au cours de l'exercice au titre duquel la contribution est due ou de l'exercice précédent.
L'assiette de la contribution sera égale à la moyenne de l'impôt sur les sociétés (« IS ») au titre de l'exercice au cours duquel elle est due et de l'exercice précédent, calculé sur l'ensemble des résultats imposables, avant imputation des réductions et crédits d'impôts et des créances fiscales de toute nature (notamment le « carry-back »).
Le taux de cette contribution exceptionnelle devrait varier en fonction du chiffre d'affaires réalisé par le redevable :

- Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 milliard d'euros et 3 milliards d'euros, le taux est fixé à 20,6%, (*soit, un taux effectif d'IS de 30,975%, incluant la contribution additionnelle de 3,3%*)
- et à 41,2% pour les redevables dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 3 milliards d'euros (*soit, un taux effectif d'IS de 36,125% incluant la contribution additionnelle de 3,3%*)

Un dispositif de lissage est prévu pour les redevables dépassant de moins de 100 millions d'euros les seuils d'assujettissement à la contribution exceptionnelle.
La contribution ne sera pas déductible.
La contribution fera l'objet d'un versement anticipé à hauteur de 98% de son montant estimé, à la date prévue pour le paiement du dernier acompte d'IS de l'exercice ou de la période d'imposition (au plus tôt, 15 décembre 2025).
Le solde sera payé au plus tard à la date prévue pour le versement du solde de l'IS (e.g. 15 mai 2026 pour les exercices clos au 31 décembre 2025).

-Art 62 : report de la suppression de la CVAE et maintien du taux appliqué en 2024.
Comme prévu, la suppression de la CVAE a été reportée à 2030, et l'abaissement progressif des taux suit la trajectoire voulue par le projet du gouvernement précédent.
En l'absence de vote de la LF25 avant le 31 décembre 2024, une contribution complémentaire a été instaurée pour compenser la baisse du taux de la CVAE 2025 votée en 2024, afin de porter le taux maximal effectif de la CVAE 2025 à 0,28% comme prévu par le projet Barnier.
Ainsi, le taux maximal de la CVAE 2025 demeure de 0,19% (pour les entreprises dont le CA > 50M€) auquel s'ajoutera une contribution complémentaire à la CVAE de 47,4% qui sera versée lors du 2nd acompte du 15 septembre 2025 (i.e. acompte au 15 juin 2025 sur la base d'un taux à 0,19%).
Le solde de la CVAE et de la contribution calculée sur la VA 2025 définitive sera liquidé en mai 2026.
Pour la CVAE 2026 et 2027, le taux maximal de 0,28% est maintenu. Ce taux est réduit à 0,19% en 2028 et 0,09% en 2029. La CVAE serait donc, en principe, entièrement supprimée en 2030.

- Art 75 : mesures de coordination sur la taxe sur les accises d'électricité et sur la publicité extérieure.
Il est intégré à diverses mesures de corrections techniques à la suite des trois ordonnances de codification de la fiscalité sectorielle au sein du code des impositions sur les biens et services : définition des tarifs unifiés et sécurisation de la possibilité de majoration en particulier.

-Art 82 : les communes ou leurs établissements publics compétents en matière de distribution d'eau potable mentionnés à l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales sont assujettis à la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable.

-Art 117 : revalorisation du plafond de la taxe d'incinération. Le montant de la taxe acquittée par l'exploitant à la commune est plafonné à 1,5 euro la tonne entrant dans l'installation et n'a pas été réévalué depuis 2006. Afin d'obtenir un meilleur rendement de la taxe dès lors que, d'une part, le volume de stockage des déchets a tendance à diminuer compte tenu des efforts de réduction des déchets et, d'autre part, certaines collectivités financent des installations, un rehaussement modéré du plafond de la taxe à hauteur de 2 euros a été inscrit dans la loi de finances initiale pour 2025

Arrêté du 24 décembre 2025 constatant les tarifs de certaines impositions sur les biens et services pour l'année 2026
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053229989

Publics concernés : les personnes redevables de l'accise sur les énergies, de l'accise sur les alcools, de la cotisation sur les boissons alcooliques, de l'accise sur les tabacs, de la taxe sur la distance parcourue sur le réseau autoroutier concédé, de la taxe sur le transport aérien de passagers, de la taxe sur le transport aérien de marchandises, de la taxe sur le transport maritime de passagers à destination d'espaces naturels protégés, de la taxe relative aux produits phytopharmaceutiques et à leurs adjuvants et aux matières fertilisantes et supports de culture, et des redevances des agences de l'eau.
Objet : le présent arrêté constate les tarifs de diverses impositions sur les biens et services applicables en 2026 dont les montants sont indexés sur un indice, une quantité ou toute autre variable, notamment l'inflation et met à jour certaines dispositions règlementaires pour tenir compte des évolutions législatives intervenues depuis le 1er août 2025.
Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 2026, à l'exception des dispositions relatives au tarif de l'aviation civile des taxes sur le transport aérien de passagers et de marchandises qui entrent en vigueur le 1er avril 2026 et des dispositions relatives au montant des tarifs normaux d'accises sur les produits à usage combustible et l'électricité qui entrent en vigueur le 1er février 2026.
Application : le présent arrêté est pris pour l'application des dispositions du code des impositions sur les biens et services indexant divers paramètres fiscaux sur l'inflation, de l'article L. 210-10-1 A du code de l'environnement, de l'article 245-9 du code de la sécurité sociale et de l'article 130 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007.

SECURITE DES INTERVENTIONS ET SECURITE DES PERSONNELS

Protection des travailleurs contre les risques liés à la chaleur

Décret 2025-482 du 27 mai 2025 relatif à relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à la chaleur
Décret n° 2025-482 du 27 mai 2025 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à la chaleur - Légifrance

et

Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la détermination des seuils de vigilance pour canicule du dispositif spécifique de Météo-France visant à signaler le niveau de danger de la chaleur dans le cadre de la protection des travailleurs contre les risques liés aux épisodes de chaleur intense
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051676145

Les épisodes de chaleur intense correspondent à une vague de chaleur atteignant les seuils de niveau de vigilance jaune, orange ou rouge. Le décret entre en vigueur le 1er juin 2025. Les employeurs ont jusqu'au 1er juillet 2025 pour se mettre en conformité. Ce décret impose désormais aux employeurs d'évaluer les risques liés à l'exposition des travailleurs à des épisodes de chaleur intense, en intérieur ou en extérieur et de les intégrer au DUERP, aux plans de prévention, aux PPSPS et PGCSPS.
L'employeur doit définir les actions et mesures de prévention nécessaires en cas de risque avéré pour la santé ou la sécurité des travailleurs (ex : procédés de travail n'exposant pas à la chaleur, aménagement du lieu de travail, adaptation de l'organisation du travail...).
Par ailleurs, en cas d'épisode de chaleur intense :
- obligation de fournir une quantité d'eau potable fraîche suffisante ;
- prévoir un moyen pour maintenir au frais, tout au long de la journée de travail, l'eau destinée à la boisson.
- adapter les mesures de prévention à tout travailleur particulièrement vulnérable aux risques liés à la chaleur intense.
Les modalités de signalement de toute apparition d'indices physiologiques préoccupant, de situation de malaise ou de détresse ainsi que celles destinées à porter secours doivent être :
- définies,
- portées à la connaissance des travailleurs
- et communiquées au service de prévention et de santé au travail.

Et

L'arrêté du 27 mai 2025 définit la notion d'épisode de chaleur intense comme l'atteinte du seuil de niveau de vigilance « jaune » ou « orange » ou « rouge ». Le dispositif de vigilance élaboré par Météo-France signale le niveau de danger de chaque vague de chaleur selon l'échelle de couleur suivante :
- « vigilance verte » correspondant à la veille saisonnière sans vigilance particulière ;
- « vigilance jaune » correspondant à un pic de chaleur : exposition de courte durée (1 ou 2 jours) à une chaleur intense présentant un risque pour la santé humaine, pour les populations fragiles ou surexposées, notamment du fait de leurs conditions de travail ou de leur activité physique. Ce niveau de vigilance peut aussi correspondre à un épisode persistant de chaleur : températures élevées durablement (indices biométéorologiques (IBM) proches ou en dessous des seuils départementaux) ;
- « vigilance orange » correspondant à une période de canicule : période de chaleur intense et durable pour laquelle les indices biométéorologiques atteignent ou dépassent les seuils départementaux, et qui est susceptible de constituer un risque sanitaire pour l'ensemble de la population exposée, en prenant également en compte d'éventuels facteurs aggravants (humidité, pollution, précocité de la chaleur, etc.) ;
- « vigilance rouge » correspondant à une période de canicule extrême : canicule exceptionnelle par sa durée, son intensité, son extension géographique qui présente un fort impact sanitaire pour l'ensemble de la population ou qui pourrait entraîner l'apparition d'effets collatéraux, notamment en termes de continuité d'activité.

Ce nouveau texte définit par ailleurs la notion de la canicule sur le fondement de l'article D 5424-7-1 du Code du travail, ouvrant droit au bénéfice de l'indemnisation des arrêts de travail en raison des intempéries pour les entreprises du bâtiment et des travaux publics. On entend ainsi par « périodes de canicule » l'atteinte du seuil des niveaux de vigilance « orange » ou « rouge ».

Passeport de Prévention

Décret n° 2025-748 du 1er août 2025 précisant les modalités de déclaration des formations en santé et sécurité au travail par les organismes de formation et les employeurs dans le passeport de prévention
Décret n° 2025-748 du 1er août 2025 précisant les modalités de déclaration des formations en santé et sécurité au travail par les organismes de formation et les employeurs dans le passeport de prévention - Légifrance
Ce texte complète le décret n° 2022-1712 du 29 décembre 2022 relatif au passeport de prévention. Le passeport prévention est un dispositif rattaché au CPF (Compte Personnel de Formation), qui vise à stocker les formations sécurité des salariés afin de les retrouver et les partager plus facilement lors des changements d'employeur. Les organismes de formation auront l'obligation d'alimenter le Passeport Prévention des stagiaires qu'ils auront formés, les employeurs doivent également déclarer les formations éligibles qu'ils ont dispensées directement, et le salarié peut compléter.
Dans le cadre du RGPD, l'accès d'un employeur au Passeport Prévention d'un salarié restera néanmoins soumis à l'accord de ce dernier (pas d'obligation).

Le décret du 01/08/2025 précise les modalités de déclaration des formations SST par les organismes de formation et les employeurs dans le passeport de prévention prévu à l'article L. 4141-5 du code du travail, notamment les conditions d'éligibilité des formations à la déclaration, les délais dans lesquels s'effectuent les déclarations, ainsi que les modalités de vérification et de correction des données.

Suivi individuel de l'état de santé des travailleurs

Décret n° 2025-355 du 18 avril 2025 relatif au suivi individuel de l'état de santé des travailleurs ainsi qu'à l'autorisation de conduite et aux habilitations à effectuer certaines opérations prévues aux articles R. 4323-56 et R. 4544-9 du code du travail
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051491350

et

Arrêté du 26 septembre 2025 relatif à la formation à la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de levage de charges ou de personnes
Arrêté du 26 septembre 2025 relatif à la formation à la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de levage de charges ou de personnes - Légifrance

et

Arrêté du 26 septembre 2025 fixant les modèles d'attestation d'absence de contre-indications médicales à la conduite et à la réalisation de certaines opérations, prévues aux articles R. 4323-56 et R. 4544-9 du code du travail

Arrêté du 26 septembre 2025 fixant les modèles d'attestation d'absence de contre-indications médicales à la conduite et à la réalisation de certaines opérations, prévues aux articles R. 4323-56 et R. 4544-9 du code du travail - Légifrance

Ce décret vient remplacer le suivi individuel renforcé (SIR) des salariés nécessitant une autorisation de conduite de certains équipements de travail ou pour lesquels une habilitation électrique est requise (réalisation de travaux sous tension ou d'opérations au voisinage de pièces nues sous tension), par une vérification de l'absence de contre-indications médicales aux activités concernées. En effet, les risques de ces activités sont majoritairement accidentels et non une altération de la santé des travailleurs.

Aussi, à partir du 1er octobre 2025, la délivrance d'une autorisation de travail de type CACES ou habilitation électrique (cf. cas ci-dessous) ne pourra se faire qu'en possession d'une attestation d'absence de contre-indication, émise par la médecine du travail et valable 5 ans.
Néanmoins, à titre transitoire, le décret prévoit que les avis d'aptitude délivrés au titre du suivi individuel renforcé (SIR) avant le 1er octobre 2025, tiennent lieu pendant une durée de cinq ans, à compter de leur délivrance, de l'attestation d'absence de contre-indications.

Note : l'attestation porte sur des activités et non un poste de travail : elle est transférable entre différents employeurs

Habilitations électriques concernées par l'attestation de contre-indication :
- Les travaux sous tension, qui comprennent les travaux de nettoyage sous tension ;
- Les opérations au voisinage de pièces nues sous tension : a) Les travaux d'ordre électrique au voisinage simple ou renforcé de pièces nues sous tension ; b) Les interventions de courte durée au voisinage de pièces nues sous tension.
Ne sont notamment pas concernées les opérations suivantes (habilitations H0,B0, BS) : a) Les consignations ; b) Les essais, mesurages, vérifications et manœuvres ; c) Les opérations sur les installations photovoltaïques.

Tableau des habilitations électriques concernées par le décret du 18 avril 2025 :

Typologies des opérations concernées par l'attestation		Habilitation	Commentaires
Opérations au voisinage de pièce nues sous tension	Voisinage simple	B1, B2, B1L, B2L, H1, H2	Opérations d'ordre électrique concernant les installations électriques (exemples : création, modification d'une installation remplacement d'un coffret, d'une armoire)
	Voisinage renforcé	B1V, B2V, B1VL, B2VL, H1V, H2V	
Travaux sous tension	TST	B1T, B2T, H1T, H2T, B2TL, B1TL	Opérations d'ordre électrique concernant les installations électriques, réalisées au contact de pièces nues sous tension
Travaux de nettoyage sous tension	Les habilitations nettoyage relèvent des prescriptions normatives d'habilitation aux TST	B1N, B2N, H1N, H2N	Travaux de nettoyage sous tension, sur les installations électriques réalisés par différentes techniques, (exemples : aspiration, pulvérisation, lavage)
Autres opérations au voisinage	Interventions	BR, BRL, B1XL, B2XL	Opérations en présence de tension définis à l'article 3 de l'arrêté du 7 avril 2001 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière. (Exemples : dépannage de courte durée, connexion déconnexion)

Et

Remplaçant le précédent arrêté du 2 décembre 1998, l'arrêté du 26 septembre 2025 précise les conditions à réunir pour la délivrance de l'autorisation de conduite des équipements de levage mentionnés ci-dessus. Le seul changement par rapport à l'arrêté de 1998 concerne la suppression de l'examen d'aptitude qui devait être réalisé par le médecin du travail et son remplacement par l'attestation de contre-indications médicales. Le nouvel arrêté entre en vigueur le 1er octobre 2025.
Cela signifie que désormais, afin de pouvoir délivrer une autorisation de travail de type CACES, il faudra disposer de l'attestation d'absence de contre-indication délivrée par les services de santé au travail. A titre transitoire, les

avis d'aptitude au titre du Suivi Individuel Renforcé délivrés avant le 1er octobre, valent attestation pendant 5 ans. Mais pour toutes les nouvelles autorisations de conduite, une visite médicale devra être organisée.

Et

L'arrêté établit les modèles officiels d'attestation d'absence de contre-indication médicale prévus par :
- l'article R 4323-56 du Code du travail en vertu duquel la conduite d'équipements de travail spécifiques (grues, chariots…)
- les articles R 4544-10 et R 4544-11 du Code du travail en vertu desquels les opérations au voisinage de pièces nues sous tension ou les travaux sous tension nécessitent une habilitation
Les attestations de contre-indications médicales ont une durée de validité de cinq ans à compter de leur délivrance.

Tarification des AT/MP

Arrêté du 29 avril 2025 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles pour l'année 2025
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051533180

Cet arrêté fixe pour l'année 2025 les taux de cotisation pour différents secteurs d'activité et catégories de travailleurs. L'arrêté établit notamment le taux net moyen national de cotisation à 2,12%. Il détaille les taux nets collectifs applicables pour chaque catégorie de risque, ainsi que les coûts moyens d'incapacité temporaire et permanente par secteur (annexes I et II). Des dispositions spécifiques sont prévues pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (annexe III).
Cet arrêté du 29 avril 2029 entre en vigueur le 1er mai 2025. Il s'applique aux cotisations dues au titre de l'année 2025.

Défibrillateurs

Note d'information DGS 2025-121 du 3 octobre 2025 relative aux bonnes pratiques en matière de gestion des défibrillateurs automatisés externes (DAE) et à leur maintenance
Note d'information n° DGS/PP3/2025/121 du 3 octobre 2025 relative aux bonnes pratiques en matière de gestion des défibrillateurs automatisés externes (DAE) et à leur maintenance | Bulletins officiels
Cette note rappelle que l'exploitant est responsable de la maintenance du DAE.
La maintenance du DAE peut être réalisée soit par le fabricant ou sous sa responsabilité, soit par un fournisseur de tierce maintenance, soit par l'exploitant lui-même (articles L. 5212-1 et R. 5212-25 du CSP). En cas d'externalisation de la prestation, il est possible de se référer à la norme NF EN 13269 qui définit les lignes directrices pour la préparation des contrats de maintenance.

Ratification de la convention n°155

LOI n° 2025-983 du 22 octobre 2025 autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
LOI n° 2025-983 du 22 octobre 2025 autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (1) - Légifrance
Ratification de forme d'une convention européenne historique dont les éléments existent déjà dans les textes français. La convention n° 155, adoptée à Genève le 22 juin 1981, établit des normes et des directives pour aider les gouvernements, les employeurs et les travailleurs à prévenir les accidents du travail, les maladies professionnelles et mieux appréhender les problématiques liées à la sécurité et à la santé au travail. Elle encourage également la participation des travailleurs et de leurs représentants dans la mise en œuvre de mesures visant à garantir des milieux de travail sûrs et salubres.
En ratifiant cette convention, la France aura satisfait à l'objectif de ratification de l'ensemble des conventions fondamentales de l'OIT, au nombre de dix.

Rappel du contenu de la Convention OIT
La convention n°155, applicable à tous les travailleurs (y compris ceux de la fonction publique), s'articule en trois parties :
- les « principes d'une politique nationale » (Conv., art. 4 à 7) ;
- l'«action au niveau national » (art. 8 à 15) ;
- l'«action au niveau de l'entreprise » (art. 16 à 21).

- Elle retient notamment que les états doivent « définir, mettre en application et réexaminer périodiquement une politique nationale cohérente en matière de sécurité, de santé des travailleurs et de milieu de travail » et que cette politique a pour objet « de prévenir les accidents et les atteintes à la santé qui résultent du travail, sont liés au travail ou surviennent au cours du travail, en réduisant au minimum les causes des

risques inhérents au milieu de travail, dans la mesure où cela est raisonnable et pratiquement réalisable » (art. 4)

Elle prévoit également des dispositions spécifiques (droit d'alerte ou de retrait, droit d'information et de formation des travailleurs sur les questions de sécurité et de santé au travail, etc.) déjà consacrées dans la législation française.

Apport de la convention OIT au cadre juridique français après ratification

Les conventions ratifiées acquièrent un caractère contraignant pour les États membres concernés, les engageant à adapter leurs législations nationales pour les mettre en conformité avec ces normes. La Constitution française rappelle ce principe : « Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois » (Const. 4 oct. 1958, art. 55).

Cette loi du 22 octobre 2025 confère donc à la convention n°155 de l'OIT son applicabilité directe dans l'ordre juridique interne, et impose à l'État de conformer le droit interne à la convention.

Toutefois, dans le cas présent**, la législation française en vigueur** (notamment les textes relevant de la quatrième partie du code du travail) **est déjà conforme aux dispositions de la convention** (précision indiquée dans l'étude d'impact du projet de loi).

Ainsi, aucune modification du droit du travail n'est nécessaire pour se conformer à la convention, laquelle ne crée aucun nouveau droit pour les travailleurs, ni aucune nouvelle obligation pour les entreprises.

La ratification de la convention OIT n°155 a donc une portée principalement symbolique.

Signalisation relative aux interdictions de fumer

Arrêté du 21 juillet 2025 fixant les périmètres et les modèles de signalisation prévus respectivement aux articles R. 3512-2 et R. 3512-7 du code de la santé publique

Arrêté du 21 juillet 2025 fixant les périmètres et les modèles de signalisation prévus respectivement aux articles R. 3512-2 et R. 3512-7 du code de la santé publique - Légifrance

Ce texte modifie la signalisation de l'interdiction de fumer qui s'applique dans les lieux affectés à un usage collectif et, notamment, dans les lieux fermés et couverts qui accueillent du public ou qui constituent des lieux de travail (article R.3512-2 du code du travail). Les nouveaux modèles figurent en annexe 1 de l'arrêté.

Les signalisations conçues, éditées ou imprimées avant la date de publication, soit le 22 juillet 2025, ou mises en œuvre en application d'un arrêté municipal, sont réputées valides à condition qu'elles mentionnent le principe de l'interdiction de fumer, le numéro national d'aide à l'arrêt Tabac-info-service, la référence à l'article R. 3512-2 et aux sanctions prévues en cas d'infraction.

Les signalisations éditées ou imprimées conformes à l'annexe 2 de l'arrêté du 1er décembre 2010 sont réputées valides pendant six mois suivant la publication du présent arrêté, soit le 23 janvier 2026.



7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2025

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.

- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :

    - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
    - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2025 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.

- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.

- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.

- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.
L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrat

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

– Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

– Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

– Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 5.8% de leurs Produits (hors compte de tiers).

– La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls

l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 200k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels
Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé
Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread).
La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :
Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 4.53%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement
L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à +2.21% (moyenne des taux ESTER de janvier à novembre 2025) soit 2.71% en position emprunteur (BFR positif) et 2.31% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.83 % de taux d'IS supplémentaire.

Le taux applicable est de **25%**.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle	Charges MO
Affectation charges ordonnancement usine	Charges MO
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Longueur réseau
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)
Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers

7.3 Attestations d'assurance

XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE

XL Insurance Company SE, Tour Majunga, 6 place de la pyramide, La Défense 9, 92800 Puteaux, France, enregistrée au RCS de Nanterre sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous, atteste que la société :

SUEZ, Altiplano, 4 Place de la Pyramide, 92800 Puteaux FRANCE

Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales et plus particulièrement pour **SUEZ EAU France,**

A souscrit auprès de notre Société les contrats d'assurances " Dommages aux biens et pertes d'exploitation" n° **FR00047932PR et FR00048056PR.**

Les garanties s'exercent notamment pour le site sis :

SUEZ EAU FRANCE et ses filiales Altiplano, 4 Place de la Pyramide 92800 PUTEAUX

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises des Polices, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme (art. L126-2 et L126.3 du code des assurances)
- Catastrophes Naturelles (art. L125-1 et suivants du code des assurances)

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre .....300 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine..... 50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (Sous-limite épuisable par an)..... 70 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers ..... 30 000 000 €
- Frais et pertes ..... 40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation..... 30 000 000 €

XL Insurance Company SE, Tour Majunga, 6 place de la Pyramide, La Défense 9, 92800 Puteaux, France - Téléphone : +33 1 56 92 80 00 **axaxl.com**
XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie).XL Insurance Company SE, Succursale française : Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX, France, enregistrée au RCS de Nanterre sous le numéro 419 408 927.
Directors: T. Barry, X. Veyry (FR), D. Guest, D. Palici-Chehab (FR), F. Blanc (FR), J. O'Neill, H. Browne, M. Audrin (FR)

Cette attestation constitue une présomption d'assurance et ne saurait engager l'assureur au-delà des clauses, limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation délivrée pour la période du **01/01/2026** au **31/12/2026 inclus** est établie pour servir et valoir ce que de droit, étant entendu qu'elle ne saurait se substituer à la police citée en référence, avenants et annexes, et qu'en cas de litige seuls ceux-ci feront foi.

Fait à Puteaux, le 29 Décembre 2025

XL INSURANCE COMPANY SE
SUCCURSALE FRANCAISE
TOUR MAJUNGA - LA DEFENSE 9
6 PLACE DE LA PYRAMIDE, 92800 PUTEAUX
RCS [illegible] Signé par 408 927
SIEGE SOCIAL
WOLFE TONE HOUSE, WOLFE TONE STREET,
DUBLIN 1, IRLANDE
IMMATRICULEE EN IRLANDE SOUS LE N 641686
REPRESENTEE PAR AXL ENTERPRISE SE
(ORIAS N° C184968)

XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux, France, enregistrée au RCS de Nanterre sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous, atteste que la société suivante :

SUEZ EAU FRANCE et ses filiales
Altiplano, 4 Place de la Pyramide
92800 PUTEAUX, France

bénéficie des garanties Responsabilité Civile des contrats N° FR00039252LI et FR00039254LI souscrits par **SUEZ**, couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages causés aux tiers dans le cadre des activités garanties aux contrats.

MONTANTS DES GARANTIES :

L'engagement de l'assureur ne saurait excéder les montants ci-après.

Les montants ci-dessous sont exprimés Tous dommages Confondus (Corporels, Matériels et Immatériels Consécutifs ou non).

Responsabilité Civile Exploitation
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Après Livraison / Après Réception / Responsabilité Civile Professionnelle
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Responsabilité Civile Atteinte à l'environnement
5 000 000,00 EUR par sinistre et période assurée

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats.

La présente attestation est délivrée pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2026 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation de la garantie prévues aux contrats.

Sa validité, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que ces derniers doivent être obligatoirement souscrits auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Fait sous le n° 2025/FR00039254LI/253535, pour valoir ce que de droit le 17/12/2025.

XL Insurance Company SE, Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux, France - Telephone: +33 1 56 92 80 00 **axaxl.com**
XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1, D01 HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie). XL Insurance Company SE, Succursale française : Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux, France, enregistrée au RCS de Nanterre sous le numéro 419 408 927.
Administrateurs: T. Berry, X. Veyry (FR), D. Guest, D. Palici-Chehab (FR), F. Blanc (FR), J. O'Neill, H. Browne, P.H. Rastoul (FR)

7.4 Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune			
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**2025**
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	4	6	6
Equipements de mesure de type compteur	3	3	3
Régulateurs débit	1	1	1
Vannes	251	258	260
Vidanges, purges, ventouses	78	83	85

AUGY	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1	1
Vannes	68	71	71
Vidanges, purges, ventouses	14	15	15

AUXERRE	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	35	35	35
Détendeurs / Stabilisateurs	16	16	16
Equipements de mesure de type compteur	2	2	9
Equipements de mesure de type pression	3	3	3
Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	211	593	316
Régulateurs débit	7	7	7
Vannes	1 756	1 764	1 780
Vidanges, purges, ventouses	335	344	351

BLEIGNY-LE-CARREAU	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	3	3	3
Détendeurs / Stabilisateurs	1	1	1
Equipements de mesure de type compteur	1	1	1
Vannes	42	42	42
Vidanges, purges, ventouses	13	13	13

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune			
BRANCHES	**2023**	**2024**	**2025**
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1	1
Vannes	23	24	24
Vidanges, purges, ventouses	12	13	14

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	2025
Vannes	92	93	93
Vidanges, purges, ventouses	46	46	46

CHARBUY	2023	2024	2025
Détendeurs / Stabilisateurs	1	1	1
Equipements de mesure de type compteur	4	4	4
Vannes	119	120	120
Vidanges, purges, ventouses	53	53	53

CHEVANNES	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	4	4	5
Détendeurs / Stabilisateurs	7	7	7
Equipements de mesure de type compteur	1	1	1
Régulateurs débit	2	2	2
Vannes	139	139	143
Vidanges, purges, ventouses	48	48	49

CHITRY	2023	2024	2025
Détendeurs / Stabilisateurs	-	1	1
Equipements de mesure de type compteur	1	1	1
Vannes	42	41	41
Vidanges, purges, ventouses	24	23	23

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune			
COULANGES-LA-VINEUSE	**2023**	**2024**	**2025**
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1	1
Equipements de mesure de type compteur	-	-	3
Régulateurs débit	1	1	1
Vannes	84	84	84
Vidanges, purges, ventouses	8	8	8

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	10	10	10
Détendeurs / Stabilisateurs	4	4	4
Equipements de mesure de type compteur	2	2	2
Vannes	86	86	85
Vidanges, purges, ventouses	15	15	15

FLEURY-LA-VALLÉE	2023	2024	2025
Vidanges, purges, ventouses	1	1	1

GURGY	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	2	2	2
Détendeurs / Stabilisateurs	-	3	3
Equipements de mesure de type compteur	2	2	2
Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	0	0	2
Vannes	106	112	112
Vidanges, purges, ventouses	76	76	76

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune			
GY-L'ÉVÊQUE	**2023**	**2024**	**2025**
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1	1
Equipements de mesure de type compteur	2	2	2
Vannes	31	31	31
Vidanges, purges, ventouses	7	7	8

IRANCY	2023	2024	2025
Vannes	31	31	31
Vidanges, purges, ventouses	9	9	9

JUSSY	2023	2024	2025
Equipements de mesure de type compteur	1	1	1
Vannes	36	36	36
Vidanges, purges, ventouses	7	7	7

LINDRY	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	2	2	2
Vannes	88	88	94
Vidanges, purges, ventouses	58	58	60

MONÉTEAU	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	4	4	5
Equipements de mesure de type compteur	4	4	4
Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	-	-	60
Régulateurs débit	2	2	2
Vannes	286	288	290
Vidanges, purges, ventouses	120	120	121

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune			
MONTIGNY-LA-RESLE	**2023**	**2024**	**2025**
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1	1
Détendeurs / Stabilisateurs	1	2	2
Equipements de mesure de type compteur	1	1	1
Vannes	57	59	60
Vidanges, purges, ventouses	31	31	33

PERRIGNY	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	5	5	5
Détendeurs / Stabilisateurs	2	2	2
Equipements de mesure de type compteur	1	1	2
Vannes	94	99	100
Vidanges, purges, ventouses	22	22	24

QUENNE	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	2	2	2
Vannes	37	37	37
Vidanges, purges, ventouses	19	19	20

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	2	2	2
Détendeurs / Stabilisateurs	2	2	2
Régulateurs débit	1	1	1
Vannes	107	110	113
Vidanges, purges, ventouses	19	19	22

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	7	7	7
Equipements de mesure de type compteur	2	2	2
Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	4	4	4
Régulateurs débit	1	1	1
Vannes	266	266	268
Vidanges, purges, ventouses	71	71	71

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune			
VALLAN	**2023**	**2024**	**2025**
Détendeurs / Stabilisateurs	-	-	1
Equipements de mesure de type compteur	1	1	0
Régulateurs débit	1	1	0
Vannes	60	61	55
Vidanges, purges, ventouses	16	17	20

VENOY	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	6	6	6
Détendeurs / Stabilisateurs	7	7	7
Equipements de mesure de type compteur	-	-	4
Vannes	163	163	164
Vidanges, purges, ventouses	84	84	85

VILLEFARGEAU	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	5	5	5
Détendeurs / Stabilisateurs	1	1	1
Equipements de mesure de type compteur	-	-	1
Régulateurs débit	2	2	2
Vannes	95	95	95
Vidanges, purges, ventouses	44	42	42

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024	2025
Vannes	18	18	18
Vidanges, purges, ventouses	14	14	14

VINCELLES	2023	2024	2025
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1	1
Equipements de mesure de type compteur	1	1	1
Vannes	71	79	79
Vidanges, purges, ventouses	31	29	29

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune			
VINCELOTTES	**2023**	**2024**	**2025**
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1	1
Equipements de mesure de type compteur	1	1	1
Vannes	31	31	31
Vidanges, purges, ventouses	10	10	10

7.5 Typologie des contacts clients par commune

Typologie des contacts	
APPOIGNY	**Nombre de contacts**
Téléphone	578
Courrier	50
Internet	318
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	107
Total	1 053

AUGY	Nombre de contacts
Téléphone	159
Courrier	18
Internet	128
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	39
Total	344

AUXERRE	Nombre de contacts
Téléphone	6 647
Courrier	545
Internet	4 289
Chat	0
Reseaux sociaux	5
Visite en agence	1 615
Total	13 101

Typologie des contacts	
BLEIGNY-LE-CARREAU	**Nombre de contacts**
Téléphone	37
Courrier	3
Internet	32
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	11
Total	83

BRANCHES	Nombre de contacts
Téléphone	62
Courrier	5
Internet	21
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	3
Total	91

CHAMPS-SUR-YONNE	Nombre de contacts
Téléphone	373
Courrier	28
Internet	235
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	66
Total	702

CHARBUY	Nombre de contacts
Téléphone	243
Courrier	37
Internet	208
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	77
Total	565

Typologie des contacts	
CHEVANNES	**Nombre de contacts**
Téléphone	293
Courrier	22
Internet	241
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	66
Total	622

CHITRY	Nombre de contacts
Téléphone	81
Courrier	6
Internet	59
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	4
Total	150

COULANGES-LA-VINEUSE	Nombre de contacts
Téléphone	131
Courrier	9
Internet	74
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	27
Total	241

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Nombre de contacts
Téléphone	141
Courrier	19
Internet	93
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	18
Total	271

Typologie des contacts	
GURGY	**Nombre de contacts**
Téléphone	311
Courrier	31
Internet	159
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	54
Total	555

GY-L'ÉVÊQUE	Nombre de contacts
Téléphone	121
Courrier	7
Internet	37
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	6
Total	171

IRANCY	Nombre de contacts
Téléphone	50
Courrier	14
Internet	42
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	15
Total	121

JUSSY	Nombre de contacts
Téléphone	99
Courrier	19
Internet	63
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	9
Total	190

Typologie des contacts	
LINDRY	**Nombre de contacts**
Téléphone	116
Courrier	12
Internet	77
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	15
Total	220

MONÉTEAU	Nombre de contacts
Téléphone	739
Courrier	59
Internet	350
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	200
Total	1 348

MONTIGNY-LA-RESLE	Nombre de contacts
Téléphone	100
Courrier	4
Internet	55
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	18
Total	177

PERRIGNY	Nombre de contacts
Téléphone	187
Courrier	17
Internet	123
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	71
Total	398

Typologie des contacts	
QUENNE	**Nombre de contacts**
Téléphone	78
Courrier	3
Internet	36
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	15
Total	132

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Nombre de contacts
Téléphone	209
Courrier	18
Internet	177
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	35
Total	439

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Nombre de contacts
Téléphone	613
Courrier	44
Internet	286
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	173
Total	1 116

VALLAN	Nombre de contacts
Téléphone	132
Courrier	9
Internet	74
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	20
Total	235

Typologie des contacts	
VENOY	**Nombre de contacts**
Téléphone	296
Courrier	20
Internet	181
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	71
Total	568

VILLEFARGEAU	Nombre de contacts
Téléphone	187
Courrier	10
Internet	94
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	54
Total	345

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Nombre de contacts
Téléphone	32
Courrier	5
Internet	14
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	16
Total	67

Typologie des contacts	
VINCELLES	**Nombre de contacts**
Téléphone	209
Courrier	14
Internet	129
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	34
Total	386

VINCELOTTES	Nombre de contacts
Téléphone	81
Courrier	4
Internet	58
Chat	0
Reseaux sociaux	0
Visite en agence	13
Total	156

7.6 Principaux motifs de dossiers clients par commune

Principaux motifs de dossiers clients		
APPOIGNY	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	491	-
Facturation	74	49
Règlement/Encaissement	194	13
Prestation et travaux	107	-
Information	563	-
Dépose d'index	21	-
Technique eau	105	98
Total	1 555	160

AUGY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	192	-
Facturation	16	9
Règlement/Encaissement	73	1
Prestation et travaux	16	-
Information	170	-
Dépose d'index	7	-
Technique eau	30	27
Total	504	37

AUXERRE	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	7 782	1
Facturation	653	449
Règlement/Encaissement	2 976	237
Prestation et travaux	752	-
Information	6 838	6
Dépose d'index	299	-
Technique eau	554	454
Total	19 854	1 147

Principaux motifs de dossiers clients		
BLEIGNY-LE-CARREAU	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	34	-
Facturation	11	8
Règlement/Encaissement	19	1
Prestation et travaux	6	-
Information	42	-
Technique eau	7	7
Total	119	16

BRANCHES	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	21	-
Facturation	7	5
Règlement/Encaissement	21	4
Prestation et travaux	3	-
Information	62	-
Dépose d'index	2	-
Technique eau	4	4
Total	120	13

CHAMPS-SUR-YONNE	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	306	1
Facturation	37	26
Règlement/Encaissement	129	8
Prestation et travaux	43	-
Information	375	3
Dépose d'index	15	-
Technique eau	54	52
Total	959	90

Principaux motifs de dossiers clients		
CHARBUY	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	271	-
Facturation	38	22
Règlement/Encaissement	120	15
Prestation et travaux	36	-
Information	324	-
Dépose d'index	3	-
Technique eau	41	38
Total	833	75

CHEVANNES	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	393	-
Facturation	34	21
Règlement/Encaissement	144	19
Prestation et travaux	29	-
Information	316	-
Dépose d'index	47	-
Technique eau	35	34
Total	998	74

CHITRY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	77	-
Facturation	21	18
Règlement/Encaissement	45	5
Prestation et travaux	10	-
Information	81	-
Dépose d'index	4	-
Technique eau	4	4
Total	242	27

Principaux motifs de dossiers clients		
COULANGES-LA-VINEUSE	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	150	-
Facturation	17	11
Règlement/Encaissement	59	6
Prestation et travaux	7	-
Information	135	-
Dépose d'index	7	-
Technique eau	6	6
Total	381	23

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	117	-
Facturation	9	8
Règlement/Encaissement	44	7
Prestation et travaux	14	1
Information	150	-
Dépose d'index	16	-
Technique eau	19	19
Total	369	35

GURGY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	223	-
Facturation	47	25
Règlement/Encaissement	92	10
Prestation et travaux	32	-
Information	330	-
Dépose d'index	14	-
Technique eau	44	43
Total	782	78

Principaux motifs de dossiers clients		
GY-L'ÉVÊQUE	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	94	-
Facturation	6	5
Règlement/Encaissement	37	5
Prestation et travaux	7	-
Information	97	-
Dépose d'index	4	-
Technique eau	9	9
Total	254	19

IRANCY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	64	-
Facturation	10	6
Règlement/Encaissement	26	4
Prestation et travaux	12	-
Information	64	-
Dépose d'index	3	-
Technique eau	1	1
Total	180	11

JUSSY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	80	-
Facturation	16	11
Règlement/Encaissement	44	11
Prestation et travaux	5	-
Information	105	-
Dépose d'index	5	-
Technique eau	13	12
Total	268	34

Principaux motifs de dossiers clients		
LINDRY	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	128	-
Facturation	7	6
Règlement/Encaissement	56	5
Prestation et travaux	14	-
Information	138	-
Technique eau	10	10
Total	353	21

MONÉTEAU	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	638	-
Facturation	97	63
Règlement/Encaissement	311	24
Prestation et travaux	83	-
Information	717	1
Dépose d'index	17	-
Technique eau	116	105
Total	1 979	193

MONTIGNY-LA-RESLE	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	88	-
Facturation	11	7
Règlement/Encaissement	31	2
Prestation et travaux	5	-
Information	111	-
Technique eau	14	13
Total	260	22

Principaux motifs de dossiers clients		
PERRIGNY	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	176	-
Facturation	44	34
Règlement/Encaissement	81	8
Prestation et travaux	38	-
Information	223	-
Dépose d'index	9	-
Technique eau	22	21
Total	593	63

QUENNE	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	61	-
Facturation	4	3
Règlement/Encaissement	29	-
Prestation et travaux	21	-
Information	78	-
Dépose d'index	1	-
Technique eau	8	7
Total	202	10

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	226	-
Facturation	33	25
Règlement/Encaissement	68	10
Prestation et travaux	24	-
Information	235	-
Dépose d'index	22	-
Technique eau	30	26
Total	638	61

Principaux motifs de dossiers clients		
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	428	-
Facturation	62	44
Règlement/Encaissement	200	20
Prestation et travaux	80	-
Information	653	-
Dépose d'index	11	-
Technique eau	86	80
Total	1 520	144

VALLAN	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	125	-
Facturation	10	5
Règlement/Encaissement	44	5
Prestation et travaux	7	-
Information	146	-
Dépose d'index	12	-
Technique eau	11	10
Total	355	20

VENOY	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	256	1
Facturation	50	29
Règlement/Encaissement	103	3
Prestation et travaux	26	-
Information	319	-
Dépose d'index	4	-
Technique eau	68	67
Total	826	100

Principaux motifs de dossiers clients		
VILLEFARGEAU	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	143	-
Facturation	22	14
Règlement/Encaissement	65	8
Prestation et travaux	13	-
Information	211	-
Dépose d'index	3	-
Technique eau	23	20
Total	480	42

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	28	-
Facturation	4	2
Règlement/Encaissement	10	-
Prestation et travaux	7	-
Information	44	-
Technique eau	3	3
Total	96	5

VINCELLES	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	184	-
Facturation	17	10
Règlement/Encaissement	78	9
Prestation et travaux	22	-
Information	214	1
Dépose d'index	17	-
Technique eau	17	13
Total	549	33

Principaux motifs de dossiers clients		
VINCELOTTES	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	73	-
Facturation	15	8
Règlement/Encaissement	29	3
Prestation et travaux	10	-
Information	84	-
Dépose d'index	6	-
Technique eau	6	6
Total	223	17

7.7 L'activité de gestion clients par commune

Activité de gestion				
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	1 180	136	35	-74,3%
Nombre d'abonnés mensualisés	975	1 009	1 025	1,6%
Nombre d'abonnés prélevés	228	228	240	5,3%
Nombre d'échéanciers	30	35	29	-17,1%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	1 728	3 360	3 451	2,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	143	413	396	-4,1%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	34	70	77	10,0%
Nombre total de factures comptabilisés	1 905	3 843	3 924	2,1%

AUGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	335	267	11	-95,9%
Nombre d'abonnés mensualisés	321	324	345	6,5%
Nombre d'abonnés prélevés	32	46	41	-10,9%
Nombre d'échéanciers	4	7	5	-28,6%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	505	1 070	1 066	-0,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	18	42	44	4,8%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	21	41	40	-2,4%
Nombre total de factures comptabilisés	544	1 153	1 150	-0,3%

AUXERRE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	13 427	10 436	6 475	-38,0%
Nombre d'abonnés mensualisés	9 195	9 495	9 795	3,2%
Nombre d'abonnés prélevés	2 758	2 983	2 947	-1,2%
Nombre d'échéanciers	273	527	614	16,5%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	17 254	35 336	35 208	-0,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	1 674	4 680	5 324	13,8%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	372	813	1 022	25,7%
Nombre total de factures comptabilisés	19 300	40 829	41 554	1,8%

Activité de gestion				
BLEIGNY-LE-CARREAU	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	135	43	5	-88,4%
Nombre d'abonnés mensualisés	73	77	84	9,1%
Nombre d'abonnés prélevés	27	27	25	-7,4%
Nombre d'échéanciers	1	4	3	-25,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	151	306	307	0,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	8	22	25	13,6%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	6	12	12	0,0%
Nombre total de factures comptabilisés	165	340	344	1,2%

BRANCHES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	134	16	19	18,8%
Nombre d'abonnés mensualisés	119	121	121	0,0%
Nombre d'abonnés prélevés	33	35	36	2,9%
Nombre d'échéanciers	4	6	8	33,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	225	414	413	-0,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	7	33	30	-9,1%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	6	15	11	-26,7%
Nombre total de factures comptabilisés	238	462	454	-1,7%

CHAMPS-SUR-YONNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	439	477	442	-7,3%
Nombre d'abonnés mensualisés	483	496	519	4,6%
Nombre d'abonnés prélevés	83	97	103	6,2%
Nombre d'échéanciers	10	12	12	0,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	819	1 664	1 704	2,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	66	157	160	1,9%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	13	26	30	15,4%
Nombre total de factures comptabilisés	898	1 847	1 894	2,5%

Activité de gestion				
CHARBUY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	604	24	6	-75,0%
Nombre d'abonnés mensualisés	480	498	509	2,2%
Nombre d'abonnés prélevés	71	86	100	16,3%
Nombre d'échéanciers	2	24	22	-8,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	937	1 941	1 926	-0,8%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	25	59	58	-1,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	26	52	35	-32,7%
Nombre total de factures comptabilisés	988	2 052	2 019	-1,6%

CHEVANNES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	720	537	729	35,8%
Nombre d'abonnés mensualisés	654	657	677	3,0%
Nombre d'abonnés prélevés	115	139	142	2,2%
Nombre d'échéanciers	10	16	21	31,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	1 110	2 256	2 264	0,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	47	115	132	14,8%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	17	34	35	2,9%
Nombre total de factures comptabilisés	1 174	2 405	2 431	1,1%

CHITRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	230	252	41	-83,7%
Nombre d'abonnés mensualisés	-	54	80	48,1%
Nombre d'abonnés prélevés	-	27	29	7,4%
Nombre d'échéanciers	-	11	6	-45,5%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	-	455	453	-0,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	-	49	64	30,6%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	-	10	9	-10,0%
Nombre total de factures comptabilisés	0	514	526	2,3%

Activité de gestion				
COULANGES-LA-VINEUSE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	390	383	391	2,1%
Nombre d'abonnés mensualisés	181	195	215	10,3%
Nombre d'abonnés prélevés	31	33	42	27,3%
Nombre d'échéanciers	3	7	10	42,9%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	421	876	917	4,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	25	53	53	0,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	19	38	41	7,9%
Nombre total de factures comptabilisés	465	967	1 011	4,6%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	245	244	247	1,2%
Nombre d'abonnés mensualisés	183	195	204	4,6%
Nombre d'abonnés prélevés	20	28	25	-10,7%
Nombre d'échéanciers	1	5	5	0,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	352	747	738	-1,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	12	39	26	-33,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	8	15	18	20,0%
Nombre total de factures comptabilisés	372	801	782	-2,4%

GURGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	598	31	14	-54,8%
Nombre d'abonnés mensualisés	519	538	539	0,2%
Nombre d'abonnés prélevés	96	105	109	3,8%
Nombre d'échéanciers	9	24	22	-8,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	862	1 705	1 776	4,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	27	74	87	17,6%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	14	35	35	0,0%
Nombre total de factures comptabilisés	903	1 814	1 898	4,6%

Activité de gestion				
GY-L'ÉVÊQUE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	185	337	122	-63,8%
Nombre d'abonnés mensualisés	96	105	108	2,9%
Nombre d'abonnés prélevés	11	11	16	45,5%
Nombre d'échéanciers	4	2	9	350,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	235	501	500	-0,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	5	9	7	-22,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	10	22	23	4,5%
Nombre total de factures comptabilisés	250	532	530	-0,4%

IRANCY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	235	442	237	-46,4%
Nombre d'abonnés mensualisés	92	104	110	5,8%
Nombre d'abonnés prélevés	25	26	33	26,9%
Nombre d'échéanciers	1	5	5	0,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	237	501	503	0,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	20	42	34	-19,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	4	8	8	0,0%
Nombre total de factures comptabilisés	261	551	545	-1,1%

JUSSY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	153	111	139	25,2%
Nombre d'abonnés mensualisés	90	95	96	1,1%
Nombre d'abonnés prélevés	8	13	17	30,8%
Nombre d'échéanciers	1	7	10	42,9%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	208	454	461	1,5%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	5	9	12	33,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	6	13	14	7,7%
Nombre total de factures comptabilisés	219	476	487	2,3%

Activité de gestion				
LINDRY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	401	9	1	-88,9%
Nombre d'abonnés mensualisés	349	369	381	3,3%
Nombre d'abonnés prélevés	39	42	38	-9,5%
Nombre d'échéanciers	3	9	10	11,1%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	639	1 350	1 255	-7,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	12	27	30	11,1%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	11	23	18	-21,7%
Nombre total de factures comptabilisés	662	1 400	1 303	-6,9%

MONÉTEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	1 522	900	59	-93,4%
Nombre d'abonnés mensualisés	1 235	1 252	1 297	3,6%
Nombre d'abonnés prélevés	334	383	362	-5,5%
Nombre d'échéanciers	17	38	56	47,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	2 072	4 174	4 349	4,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	267	608	627	3,1%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	38	75	81	8,0%
Nombre total de factures comptabilisés	2 377	4 857	5 057	4,1%

MONTIGNY-LA-RESLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	166	107	7	-93,5%
Nombre d'abonnés mensualisés	158	164	166	1,2%
Nombre d'abonnés prélevés	38	42	41	-2,4%
Nombre d'échéanciers	5	4	5	25,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	309	592	620	4,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	22	66	66	0,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	13	30	29	-3,3%
Nombre total de factures comptabilisés	344	688	715	3,9%

Activité de gestion				
PERRIGNY	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	289	116	12	-89,7%
Nombre d'abonnés mensualisés	344	351	362	3,1%
Nombre d'abonnés prélevés	73	83	88	6,0%
Nombre d'échéanciers	4	14	11	-21,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	616	1 235	1 288	4,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	63	142	132	-7,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	5	10	14	40,0%
Nombre total de factures comptabilisés	684	1 387	1 434	3,4%

QUENNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	130	171	78	-54,4%
Nombre d'abonnés mensualisés	132	132	141	6,8%
Nombre d'abonnés prélevés	42	46	46	0,0%
Nombre d'échéanciers	-	6	2	-66,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	250	505	508	0,6%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	3	18	15	-16,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	4	8	8	0,0%
Nombre total de factures comptabilisés	257	531	531	0,0%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	351	303	379	25,1%
Nombre d'abonnés mensualisés	271	282	289	2,5%
Nombre d'abonnés prélevés	67	77	78	1,3%
Nombre d'échéanciers	7	14	9	-35,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	634	1 262	1 269	0,6%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	60	131	144	9,9%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	16	36	36	0,0%
Nombre total de factures comptabilisés	710	1 429	1 449	1,4%

Activité de gestion				
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	876	440	14	-96,8%
Nombre d'abonnés mensualisés	861	868	896	3,2%
Nombre d'abonnés prélevés	263	287	275	-4,2%
Nombre d'échéanciers	14	31	37	19,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	1 597	3 224	3 248	0,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	72	222	217	-2,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	28	54	56	3,7%
Nombre total de factures comptabilisés	1 697	3 500	3 521	0,6%

VALLAN	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	216	242	220	-9,1%
Nombre d'abonnés mensualisés	227	237	239	0,8%
Nombre d'abonnés prélevés	26	37	38	2,7%
Nombre d'échéanciers	4	13	10	-23,1%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	400	802	814	1,5%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	8	44	39	-11,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	7	17	15	-11,8%
Nombre total de factures comptabilisés	415	863	868	0,6%

VENOY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	605	385	60	-84,4%
Nombre d'abonnés mensualisés	460	468	488	4,3%
Nombre d'abonnés prélevés	110	125	118	-5,6%
Nombre d'échéanciers	7	17	19	11,8%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	856	1 740	1 719	-1,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	58	178	196	10,1%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	15	32	41	28,1%
Nombre total de factures comptabilisés	929	1 950	1 956	0,3%

Activité de gestion				
VILLEFARGEAU	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	209	183	4	-97,8%
Nombre d'abonnés mensualisés	281	279	291	4,3%
Nombre d'abonnés prélevés	69	74	78	5,4%
Nombre d'échéanciers	4	15	8	-46,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	504	1 004	1 038	3,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	34	73	71	-2,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	11	20	16	-20,0%
Nombre total de factures comptabilisés	549	1 097	1 125	2,6%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	103	37	0	-100,0%
Nombre d'abonnés mensualisés	78	83	83	0,0%
Nombre d'abonnés prélevés	14	18	18	0,0%
Nombre d'échéanciers	1	2	-	-100,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	147	276	288	4,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	7	16	21	31,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	3	6	6	0,0%
Nombre total de factures comptabilisés	157	298	315	5,7%

VINCELLES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	480	458	437	-4,6%
Nombre d'abonnés mensualisés	204	223	232	4,0%
Nombre d'abonnés prélevés	47	58	58	0,0%
Nombre d'échéanciers	8	24	11	-54,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	511	1 145	1 088	-5,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	25	64	50	-21,9%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	9	26	21	-19,2%
Nombre total de factures comptabilisés	545	1 235	1 159	-6,2%

Activité de gestion				
VINCELOTTES	**2023**	**2024**	**2025**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs hors télérelève	111	197	174	-11,7%
Nombre d'abonnés mensualisés	84	91	105	15,4%
Nombre d'abonnés prélevés	25	28	25	-10,7%
Nombre d'échéanciers	0	5	7	40,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	226	480	504	5,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	5	14	12	-14,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	4	8	8	0,0%
Nombre total de factures comptabilisés	235	502	524	4,4%

7.8 L’encaissement et le recouvrement par commune

L'encaissement et le recouvrement			
APPOIGNY	**2024**	**2025**	**N/N- (%)**
Délai Paiement client (j)	43,68	37,76	- 13,5%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	36 394,16	36 124,32	- 0,7%
Créances irrécouvrables (€)	40,11	19 838,94	49 361,3%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	8 015,21	19 578,8	144,3%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	204 831,19	593 476,66	189,7%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	593 476,66	595 711,7	0,4%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,01	3,33	49 175,8%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	3,91	3,3	- 15,7%

AUGY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	47,53	72,38	52,3%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	288,44	1 527,89	429,7%
Créances irrécouvrables (€)	1,73	-	- 100,0%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	227,91	1 017,44	346,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	69 036,67	127 984,91	85,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	127 984,91	131 467,66	2,7%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	- 100,0%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	0,33	0,79	140,8%

AUXERRE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	50,73	46,04	- 9,3%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	241 325,78	536 937,13	122,5%
Créances irrécouvrables (€)	5 021,24	24 118,99	380,3%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	94 362,14	297 899,45	215,7%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	2 388 531,72	6 303 704,34	163,9%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	6 303 704,34	6 800 460,47	7,9%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,08	0,35	345,3%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	3,95	4,73	19,6%

L'encaissement et le recouvrement

BLEIGNY-LE-CARREAU	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	27,35	8,52	- 68,8%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	832,69	2 003,24	140,6%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	192,94	1 248,46	547,1%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	13 739,13	65 879,38	379,5%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	65 879,38	45 790,31	- 30,5%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,4	1,9	34,9%

BRANCHES	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	13,62	15,47	13,6%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	534,59	2 396,01	348,2%
Créances irrécouvrables (€)	-	40	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	203,9	927,71	355,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	21 491,77	55 106,47	156,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	55 106,47	59 731,15	8,4%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,07	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	0,95	1,68	77,4%

CHAMPS-SUR-YONNE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	22,95	49,91	117,5%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	4 695,09	10 696,57	127,8%
Créances irrécouvrables (€)	237,72	958,49	303,2%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	1 342,12	6 440,14	379,8%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	45 588,87	218 546,89	379,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	218 546,89	258 164,13	18,1%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,11	0,37	241,3%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,94	2,95	0,1%

L'encaissement et le recouvrement			
CHARBUY	**2024**	**2025**	**N/N- (%)**
Délai Paiement client (j)	29,86	51,94	73,9%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	3 635,17	25 602,2	604,3%
Créances irrécouvrables (€)	26,64	141,04	429,4%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	1 299,79	10 767,41	728,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	79 791,07	240 463,21	201,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	240 463,21	406 586,55	69,1%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,01	0,03	213,1%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,63	4,48	174,9%

CHEVANNES	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	15,11	30,05	98,9%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	5 780,36	10 495,11	81,6%
Créances irrécouvrables (€)	-	476,61	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	2 523,19	5 809,81	130,3%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	56 415,78	263 245	366,6%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	263 245	290 388,7	10,3%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,16	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	4,47	2,21	- 50,7%

CHITRY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	34,47	48,62	41,0%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	3 180	7 877,11	147,7%
Créances irrécouvrables (€)	5,3	27,95	427,4%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	2 129,61	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	-	77 329,54	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	77 329,54	60 459,6	- 21,8%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,01	0,05	574,5%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	-	2,75	-

L'encaissement et le recouvrement

COULANGES-LA-VINEUSE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	80,24	64,37	- 19,8%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	1 867,95	6 313,03	238,0%
Créances irrécouvrables (€)	89,28	365,45	309,3%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	1 252,49	2 892,08	130,9%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	62 851,3	123 859,69	97,1%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	123 859,69	135 654,93	9,5%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,07	0,27	273,7%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,99	2,33	17,2%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	35,49	50,24	41,5%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	1 488,42	4 863,04	226,7%
Créances irrécouvrables (€)	233,21	43,36	- 81,4%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	1 110,06	2 591,24	133,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	45 152,17	79 913,08	77,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	79 913,08	89 114,32	11,5%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,29	0,05	- 83,3%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,46	3,24	31,9%

GURGY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	25,96	50,94	96,2%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	19 534,54	25 196,91	29,0%
Créances irrécouvrables (€)	37,12	1,4	- 96,2%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	14 772,91	7 119,93	- 51,8%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	82 435,21	203 457,31	146,8%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	203 457,31	237 160,28	16,6%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,02	0	- 96,8%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	17,92	3,5	- 80,5%

L'encaissement et le recouvrement			
GY-L'ÉVÊQUE	**2024**	**2025**	**N/N- (%)**
Délai Paiement client (j)	65,22	59,84	- 8,3%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	652,39	2 990,64	358,4%
Créances irrécouvrables (€)	6,88	-	- 100,0%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	499,8	1 528,71	205,9%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	27 598,43	51 227,15	85,6%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	51 227,15	60 947,32	19,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,01	0	- 100,0%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,81	2,98	64,8%

IRANCY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	48,97	82,65	68,8%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	595,71	1 976,74	231,8%
Créances irrécouvrables (€)	1,96	6	206,1%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	453,98	964,21	112,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	27 654,59	46 466,19	68,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	46 466,19	50 576,28	8,8%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,01	181,2%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,64	2,08	26,4%

JUSSY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	46,66	59,05	26,6%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	658,92	1 258,86	91,0%
Créances irrécouvrables (€)	-	332,12	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	503,8	820,13	62,8%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	25 462,52	44 223,2	73,7%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	44 223,2	53 537,6	21,1%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,62	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,98	1,85	- 6,3%

L'encaissement et le recouvrement			
LINDRY	**2024**	**2025**	**N/N- (%)**
Délai Paiement client (j)	14,65	10,42	- 28,9%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	3 474,65	6 359,16	83,0%
Créances irrécouvrables (€)	-	328,24	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	977,95	3 814,21	290,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	55 165,71	154 439,45	180,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	154 439,45	162 076,4	4,9%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,2	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,77	2,47	39,3%

MONÉTEAU	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	31,96	24,78	- 22,5%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	31 678,75	47 244,53	49,1%
Créances irrécouvrables (€)	167,03	1 284,49	669,0%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	9 178,78	24 101,7	162,6%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	253 477,38	757 283,51	198,8%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	757 283,51	780 073,21	3,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,02	0,16	646,6%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	3,62	3,18	- 12,1%

MONTIGNY-LA-RESLE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	5,99	19,62	227,7%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	1 275,59	2 603,84	104,1%
Créances irrécouvrables (€)	-	363,46	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	815,24	1 005,58	23,3%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	23 957,74	87 366,5	264,7%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	87 366,5	87 316,66	- 0,1%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,42	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	3,4	1,15	- 66,2%

L'encaissement et le recouvrement			
PERRIGNY	**2024**	**2025**	**N/N- (%)**
Délai Paiement client (j)	8,66	18,51	113,7%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	2 453,21	7 196,12	193,3%
Créances irrécouvrables (€)	456,46	450,57	- 1,3%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	1 137,36	2 427,75	113,5%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	50 785,66	204 155,37	302,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	204 155,37	235 751,28	15,5%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,22	0,19	- 14,5%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,24	1,19	- 46,9%

QUENNE	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	7,5	12,31	64,1%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	715,55	1 542,94	115,6%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	222,82	880,38	295,1%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	13 898,63	52 320,58	276,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	52 320,58	54 205,1	3,6%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,6	1,68	5,0%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	57,16	25,21	- 55,9%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	3 714,99	13 591,48	265,9%
Créances irrécouvrables (€)	117,45	350,24	198,2%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	1 041,31	8 018,15	670,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	50 274,42	216 789,73	331,2%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	216 789,73	181 093,69	- 16,5%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,05	0,19	257,0%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,07	3,7	78,6%

L'encaissement et le recouvrement			
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	**2024**	**2025**	**N/N- (%)**
Délai Paiement client (j)	21,6	23,13	7,1%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	6 428,11	17 715,45	175,6%
Créances irrécouvrables (€)	175,62	1 038,78	491,5%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	1 823	7 184,98	294,1%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	83 186,24	474 651,95	470,6%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	474 651,95	518 279,18	9,2%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,04	0,2	441,7%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,19	1,51	- 30,9%

VALLAN	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	17,82	24,77	39,0%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	1 582,75	6 993,64	341,9%
Créances irrécouvrables (€)	5,54	117,66	2 023,8%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	743,1	3 300,14	344,1%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	19 001,84	86 408,53	354,7%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	86 408,53	94 394,02	9,2%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,01	0,12	1 844,2%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	3,91	3,82	- 2,3%

VENOY	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	6,37	22,22	249,0%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	2 927,33	6 330	116,2%
Créances irrécouvrables (€)	-	317,34	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	1 609,66	2 439,09	51,5%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	126 850,99	299 161,4	135,8%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	299 161,4	363 136,09	21,4%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0,09	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,27	0,82	- 35,7%

L'encaissement et le recouvrement			
VILLEFARGEAU	**2024**	**2025**	**N/N- (%)**
Délai Paiement client (j)	44,28	11,51	- 74,0%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	3 587,65	7 823,44	118,1%
Créances irrécouvrables (€)	0,19	-	- 100,0%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	508,29	5 608,05	1 003,3%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	22 311,26	162 309,37	627,5%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	162 309,37	144 092,15	- 11,2%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	- 100,0%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,28	3,46	51,7%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	0,97	4,4	353,6%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	0	97,83	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	0	-	-
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	10 150,91	36 685,35	261,4%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	36 685,35	36 289,46	- 1,1%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	0	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	0	0	-

VINCELLES	2024	2025	N/N- (%)
Délai Paiement client (j)	44,44	58,43	31,5%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	2 398,14	6 103,97	154,5%
Créances irrécouvrables (€)	9,9	94,9	858,6%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	1 635,55	2 654,82	62,3%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	73 236,34	136 214,58	86,0%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	136 214,58	133 344,04	- 2,1%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,01	0,07	879,2%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,23	1,95	- 12,7%

L'encaissement et le recouvrement			
VINCELOTTES	**2024**	**2025**	**N/N- (%)**
Délai Paiement client (j)	90,47	62,53	- 30,9%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	1 045,92	9 551,41	813,2%
Créances irrécouvrables (€)	-	785,65	-
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	369,4	7 251,76	1 863,1%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux de l'année N-1	27 020,33	51 398,14	90,2%
Chiffre d'affaires TTC hors travaux	51 398,14	45 709,65	- 11,1%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0	1,72	-
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,37	14,11	932,0%

7.9 Le fonds de solidarité par commune

Le fonds de solidarité			
APPOIGNY	**2023**	**2024**	**2025**
Nombre de dossiers FSL	2	0	0
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0

AUGY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	0	1	1	0,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	1	1	0,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	0	72,02	85,01	18,0%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	0	68,26	80,58	18,0%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	0	56,48	52,91	- 6,3%
Montant Total HT "solidarité"	0	68,26	80,58	18,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

AUXERRE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	27	39	32	- 17,9%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	4	32	22	- 31,3%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	97,83	4 059,18	3 453,57	- 14,9%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	92,66	3 844,87	3 273,45	- 14,9%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	90	2 745,24	2 286,09	- 16,7%
Montant Total HT "solidarité"	92,66	3 844,87	3 273,45	- 14,9%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	1	0	- 100,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	1	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	0	63,24	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	0	59,94	0	- 100,0%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	0	51,96	0	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	0	59,94	0	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

LINDRY	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	0	1	0	- 100,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	1	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	0	38,31	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	0	36,31	0	- 100,0%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	0	30,99	0	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	0	36,31	0	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

MONÉTEAU	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	3	3	0,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	0	2	2	0,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	0	358,76	259,1	- 27,8%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	0	340,05	245,6	- 27,8%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	0	241,25	174,38	- 27,7%
Montant Total HT "solidarité"	0	340,05	245,6	- 27,8%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

QUENNE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	0	1	-
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	1	0	0	-
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	35,61	0	0	-
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	33,75	0	0	-
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	33,75	0	0	-
Montant Total HT "solidarité"	33,75	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	0	0	-
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

VINCELLES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	0	1	-
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

VINCELOTTES	2023	2024	2025	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	1	0	0	-
Montant Total HT "solidarité"	0	0	0	-
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0	0	0	-

7.10 Attestation du commissaire aux comptes

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex

Tél. : +33 (0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr

SUEZ Eau France

Attestation du commissaire aux comptes relative à l'application de la procédure d'établissement du compte annuel de l'exploitation, établi par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025

Au Président,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société SUEZ Eau France et en réponse à votre demande, nous avons établi la présente attestation sur l'application, par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France, de la procédure d'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Les documents joints à la présente attestation ont été établis par votre société dans le cadre de la présentation du compte annuel de résultat de l'exploitation 2025 prévue par la loi n° 95-127 du 8 février 1995 modifiée par le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité du directeur financier de la région Grand Est de la société SUEZ Eau France à partir des livres comptables ayant servi à la préparation des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, étant précisé qu'à la date de la présente attestation, les comptes annuels n'ont pas encore été arrêtés par le président et notre audit de ces comptes est en cours. Il ne nous appartient pas de mettre à jour la présente attestation en fonction d'éventuelles modifications qui seraient apportées aux comptes de l'exercice 2025 ou d'éventuelles anomalies que nous relèverions à l'issue de cet audit.

Les méthodes et les principales hypothèses utilisées pour établir ces informations financières sont précisées dans les documents joints.

Il nous appartient de nous prononcer sur la conformité de la procédure mise en œuvre par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France pour l'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation avec les informations décrites dans le paragraphe II de l'annexe jointe intitulée « Les produits et charges d'exploitation ».

Comme le mentionne l'annexe jointe :

- les produits correspondent aux recettes facturées ou estimées au cours de l'exercice et en liaison directe avec les contrats ;
- les charges d'exploitation proviennent des comptes de l'exercice auxquels vient s'ajouter la participation des salariés comptabilisée au niveau du siège.

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur les méthodes et principales hypothèses retenues par la direction de la société SUEZ Eau France.

S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Société de Commissaires aux Comptes

Siège social : 1-2, place des Saisons - 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Nos travaux, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont été effectués selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Ces travaux ont consisté à :

- mener des entretiens avec les responsables financiers de la région Grand Est de la société SUEZ Eau France afin de prendre connaissance des procédures mises en place pour déterminer les informations figurant dans les documents joints ;
- prendre connaissance des procédures mises en place par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France pour établir le compte annuel de résultat de l'exploitation et contrôler, par sondages, que les informations résultant de l'application de ces procédures concordent avec les données sous-tendant la comptabilité de la région Grand Est de la société SUEZ Eau France.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la conformité de la procédure mise en œuvre par la région Grand Est de la société SUEZ Eau France pour l'établissement du compte annuel de résultat de l'exploitation, objet de l'attestation, avec les informations décrites dans le paragraphe II de l'annexe jointe intitulée « Les produits et charges d'exploitation ».

Cette attestation est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Paris-La Défense, le 5 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Jean-Christophe Goudard


© iStock

CONVENTION DE PARTENARIAT

Fonds de Solidarité contractuel
Dispositif CHEQUES Ô

Entre les soussignés :

La **Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois**, sise 6 bis place du Maréchal Leclerc à Auxerre 89000, représentée par **Mathieu DEBAIN,** son Président

Et,

La commune de XX,

Et,

La **société SUEZ Eau France**, **représentée par Fabrice LABALME**, Directeur d'Agence Bourgogne Champagne

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Dans sa séance du 25 mai 2023, le conseil communautaire a approuvé le choix de la Société SUEZ Eau France comme délégataire du service public de l'eau potable et de l'assainissement du territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour une durée de 20 ans pour le service de l'eau et 5 ans pour le service de l'assainissement.

Les contrats de délégation de service public (DSP) d'eau et d'assainissement indiquent dans l'article 38 modifié par l'avenant n°2 approuvé au conseil communautaire du 26 juin 2025 pour la DSP Eau, et dans l'article 38 de la DSP Assainissement, que SUEZ s'engage à mettre à disposition de la Communauté d'Agglomération un fonds solidarité afin de traiter les situations des personnes les plus en difficulté. A date de signature de la présente convention, il est convenu que 100% des fonds sont alloués au dispositif d'aides Chèques Ô.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de distribution de la somme allouée à la commune de XX auprès des bénéficiaires de la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Montant du fonds de solidarité

Le contrat de DSP Assainissement (17/07/2023-30/06/2028) prévoit un fonds de solidarité à hauteur de 20 000 euros par an.
Pour l'année 2026 – année de mise en œuvre du dispositif – il est convenu un report des fonds non utilisés depuis juillet 2023 date de prise d'effet des contrats de DSP soit une enveloppe de 70 000 euros (= 10 K€ au titre de 2023, 20 K€ au titre de 2024, 20 K€ au titre de 2025 et 20 K€ au titre de 2026).

Le contrat de DSP Eau (17/07/2023-30/06/2033) prévoit un fond de solidarité à hauteur de 20 000 € par an. Ce montant a été réduit à 10 000 € par an à compter de l'année 2026 par l'avenant n°2 voté le 26/06/2025 en conseil communautaire (délibération n°2025-165). Les provisions non entamées au titre des années 2023 à 2025 ont été réaffectées à d'autres postes de dépense.

Le tableau ci-dessous reprend les montants par année crédités sur le fonds chèque Ô au titre des deux contrats :

Année	Montant prévu au Contrat Eau par an	Montant prévu au Contrat Assainissement par an	Montant disponible cumulé par année
2026	10 000 €	70 000	80 000
2027	10 000	20 000	30 000
2028	10 000	10 000 (1/2 année)	20 000
2029 à 2042	10 000		10 000
2043	5 000 (1/2 année)		5 000

La gestion de ce fonds sera dématérialisée et ne donnera pas lieu à des flux financiers entre SUEZ Eau France et la commune (cf. processus en annexe 1).

Le montant annuel des aides octroyées sur l'ensemble du territoire de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra excéder le montant alloué par le délégataire. Les fonds non consommés en 2026 seront automatiquement reportés l'année suivante. Il en sera ainsi chaque année jusqu'à la fin du dispositif.

La Communauté de l'Auxerrois prévoit de ventiler les sommes allouées à ce dispositif sur son territoire au prorata du nombre d'abonnés par commune. Toutefois, si ce montant calculé est insuffisant et si l'enveloppe globale allouée au fonds de solidarité n'est pas consommé au 30 septembre de l'année, le montant alloué aux abonnés de la commune pourra être abondé à hauteur de la somme disponible restante.

Article 3 : Conditions d'attribution des Chèques Ô aux bénéficiaires

Afin de garantir une équité de traitement de l'ensemble des abonnés du territoire, la collectivité a établi des critères d'éligibilité précisés à l'annexe 4 de cette convention.

Etant convenu que la commune a une bonne connaissance des besoins et situations des personnes physiques en difficulté du territoire, il est prévu que la commune assure l'instruction des demandes des abonnés et valide l'octroi des chèques suivant le mode opératoire défini en annexe 1.

L'aide apportée ne peut compenser entièrement la dette de l'usager mais doit permettre de résoudre la situation d'impayés, c'est-à-dire que le travailleur social doit systématiquement proposer un plan de financement permettant de solder l'impayé. Sous réserve que le demandeur ait des revenus fixes, la commune l'informe sur les possibilités de mensualisation pour mieux gérer son budget à l'avenir.

Article 4 : Obligations de SUEZ Eau France

SUEZ Eau France s'engage à :

- Apporter aux usagers en difficulté de paiement toutes les informations utiles liées au dispositif et les inciter à se mettre en contact avec la commune de XX
- Faciliter la compréhension et l'utilisation du dispositif en accompagnant les acteurs sociaux à la commune de XX aux différentes procédures administratives et financières mises en œuvre par SUEZ Eau France dans le cadre de ses relations avec les usagers du service public de l'eau et de l'assainissement.
- Stopper toute action de recouvrement (sur les factures concernées) pour les bénéficiaires du dispositif « Chèques Ô » sauf si ces derniers ne respectent pas le plan d'apurement défini.
- A remettre à la communauté de l'Auxerrois à une fréquence mensuelle un bilan de l'utilisation faite de la dotation de l'année N. Ce bilan devra présenter :
    - La commune, le montant total de(s) facture(s) concernée(s), la date et le montant de « chèques Ô » remis aux foyers ayant bénéficié de l'aide,

Un modèle est donné en **annexe 3**.

Article 5 : Obligations à la commune

La commune informera SUEZ Eau France de l'instruction d'une demande d'attribution de « Chèques Ô » pour l'usager et rédigera une demande de prise en charge qu'il adressera à SUEZ Eau France (cf. processus en **annexe 1** et fiche Ô **en annexe 2**) dans les 48h (2 jours ouvrés).

La commune informera systématiquement la CA de toute mobilisation du chèque Ô.

Article 6 : Obligations de la CA

La CA s'engage à suivre le montant des attributions du fonds Eau afin de respecter les montants alloués aux abonnés de chacune des communes.

Article 7 : Engagements des partenaires

Une information autour du dispositif sera menée par les partenaires à l'attention des abonnés. Cette communication dont le format reste à convenir peut s'envisager par un « lancement presse » du dispositif ou par le biais « d'informations » dans les différents supports de communication de la Communauté d'Agglomération.

Les partenaires s'engagent à mettre en œuvre, pendant toute la durée de la présente convention, tous les moyens nécessaires à une coopération efficace.

Au moins une fois par an, les partenaires se réuniront afin d'établir un état des lieux et un bilan du dispositif.

Ils s'engagent à apporter, le cas échéant, à la présente convention toutes les adaptations qui pourraient s'avérer nécessaires, de façon à en assurer la bonne exécution.

Article 8 : Engagement de confidentialité et protection des données personnelles – Respect du RGPD

8.1. Confidentialité

Dès l'entrée en vigueur de la Convention, SUEZ Eau France communiquera à la commune l'identité de ses interlocuteurs internes autorisés à échanger avec elle pour l'exécution de la Convention. La commune désignera de même ses responsables du Contrat.

À ce titre, la commune garantit et se porte fort du respect de la présente clause de confidentialité par les personnes qu'elle aura autorisées, et plus généralement par tous les membres du personnel qui viendraient à prendre connaissance d'informations confidentielles.

La commune reconnait par la présente que les informations qui pourraient être mises à sa disposition (ci-après les « Informations »), sous quelque forme que ce soit, par SUEZ Eau France pour la réalisation de la présente Convention sont strictement confidentielles et ne peuvent être divulguées à quelque tiers que ce soit, hormis ses collaborateurs directement impliqués dans la réalisation de ladite Convention, et qui seront avertis de la nature confidentielle de ces Informations et seront tenus de la même obligation de confidentialité.

La commune s'engage en conséquence, à préserver et garantir le caractère confidentiel de toutes ces Informations, et tout particulièrement :

- à ne révéler à aucun tiers la nature ou le contenu des Informations reçues par lui à l'occasion de l'exécution du présent contrat, et ce directement ou indirectement ;
- à ne pas utiliser les Informations à d'autres fins que celles pour lesquelles elles lui ont été communiquées ;
- à conserver confidentiels l'existence et le contenu même du présent Contrat et de l'Intervention à la commune et à conserver secrètes toutes les Informations qu'il aurait pu recevoir.

Il est entendu que le présent article 8 ne s'applique pas aux informations qui sont d'ores et déjà tombées dans le domaine public au moment où elles sont transmises, qui le deviendraient par la volonté de SUEZ Eau France, qui seraient obtenues régulièrement par d'autres sources, ni dans l'hypothèse où la divulgation des informations est exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou une autorité de tutelle, de régulation, fiscale ou boursière, ou si elle est nécessaire pour permettre de prouver l'existence d'un droit ou d'une obligation résultant des présentes.

Dès la fin du traitement prévu par la présente convention, la commune s'engage à détruire les Informations reçues de cette dernière, sous réserve du respect de ses obligations légales, réglementaires ou judiciaires.

Tout manquement à la commune aux obligations relatives aux Données Personnelles constitue un manquement à ses obligations essentielles, qui pourra notamment entraîner la résiliation du présent contrat pour faute, sans préjudice pour SUEZ de tout autre recours

8.2. Protection des Données à caractère personnel

Afin d'exécuter le Contrat, les Parties seront amenées à échanger des données personnelles concernant les abonnés ayant fait l'objet d'une demande d'aide « Chèques Ô ».

Précisément, Suez sera amené à transmettre à la commune les données personnelles identifiées en **Annexes 1 et 2** (i.e., montant de l'impayé. La commune sera amenée à transmettre les données identifiées en **Annexes 1 et 2** (i.e., données d'identification, référence client, montant de l'aide accordée, etc.).

Chaque Partie, reconnaît que les données personnelles et les traitements y afférents sont soumis aux dispositions légales et réglementaires de protection des données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et chacune d'elles s'engage à respecter cette règlementation.

Chaque Partie reconnaît qu'au titre du Contrat, elle réalise des traitements de données personnelles en qualité de responsable du traitement distinct.

Limitation des finalités et licéité

En application du Contrat, les transmissions de données personnelles prévues en **Annexe 1 et 2** du Contrat sont mises en œuvre par les Parties sous réserve de ne pas avoir reçu de la part des personnes concernées une opposition à la transmission de leurs données personnelles à la commune .
Les abonnés peuvent exercer leur droit d'opposition au transfert en adressant un mail à privacy.france@suez.com
Les Parties, en qualité de responsables de traitement distincts, s'engagent à traiter les données personnelles transmises en application des **Annexes 1 et 2** dans le strict cadre du Contrat. Ces activités de traitement ainsi que toute autre utilisation ultérieure de données par les Parties sont mises en œuvre sous leur seule responsabilité.

Transparence

Chaque Partie s'engage à respecter les obligations qui lui incombe, en qualité de responsable de traitement, en vertu des articles 13 et 14 du RGPD.

Exactitude et minimisation des données

Chaque Partie veille à ce que les données personnelles soient exactes et, si nécessaire, tenues à jour. Elles veillent à ce que les données personnelles soient adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard de la finalité suivante : traitement des demandes d'aide « Chèques Ô ».

Chaque partie prend toutes les mesures raisonnables pour que les données personnelles qui sont inexactes, eu égard à la finalité du traitement, soient effacées ou rectifiées sans tarder.

Si une des parties se rend compte que les données personnelles qu'elle a transmises ou reçues sont inexactes, ou sont obsolètes, elle en informe l'autre partie dans les meilleurs délais.

Confidentialité et Sécurité des Données Personnelles des abonnés

La commune s'engage à garantir la confidentialité et la Sécurité des données personnelles des abonnés.

A ce titre, il est notamment tenu de limiter strictement l'accès aux Données Personnelles aux personnes autorisées en ayant besoin pour la réalisation de l'exécution du présent Contrat.

Il s'engage également à mettre en œuvre tout moyen technique, conforme à l'état de l'art, pour garantir la disponibilité, l'intégrité, la sécurité, la confidentialité desdites données personnelles et pour pallier tous risques d'altération, de divulgation, de diffusion, d'accès non autorisé, de destruction, perte, corruption, piratage, détournement des données personnelles par des tiers.

Droits des personnes concernées

Chaque Partie, si nécessaire avec l'aide de l'autre Partie, traite, dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de leur réception, les demandes d'exercice de droits formulées par les personnes concernées, en application des articles 15 et suivants du RGPD, pour les traitements qu'elles mettent en œuvre en qualité de Responsable de traitement.

Article 9 : Durée de la convention

La présente convention est conclue conformément aux engagements de durée de mise en place des Fonds de Solidarité contractuels tels que repris dans les contrats de DSP eau et assainissement de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Fait à Auxerre, le

Mathieu Debain Président	Le Maire,	**Fabrice LABALME** Directeur d'Agence Bourgogne Champagne
Communauté d'Agglomération De l'Auxerrois	XXX	SUEZ Eau France

ANNEXE 1

« Chèques Ô »
Processus simplifié

1. L'usager en difficulté de paiement sollicite le Travailleur Social de la commune pour une étude de situation.

2. Le travailleur social remplit la fiche Ô et la fait signer par l'usager.

3. Le Travailleur Social transmet par email la fiche Ô au Correspondant Solidarité Eau de SUEZ - catherine.duroux@suez.com.

4. Le Correspondant Solidarité Eau accuse réception par email et confirme au travailleur social le montant des impayés à date et le nombre et le montant des chèques Ô déjà alloués.

5. Le travailleur social remplit le simulateur afin d'obtenir le montant du chèque Ô allouable. Il soumet cette aide à la commission des aides financières, le cas échéant.

6. Le travailleur social adresse la Fiche Ô finalisée par email au Correspondant Solidarité Eau.
   Le cas échéant, il propose un plan d'apurement pour résoudre la situation d'impayés.

7. Le Correspondant Solidarité Eau enregistre les « Chèques Ô » sur le compte du client et, le cas échéant, les facilités de paiement convenues avec le Travailleur Social pour solder l'impayé.

ANNEXE 2 :

Fiche Ô

Demande d'Aide au paiement des factures d'eau

Réservé au travailleur social

Nom du travailleur social : …… / Commune :……..

Date de sollicitation à la commune : ……

Demande d'aide en faveur de :

Nom : ……

Prénom : ……

Référence client :……

Adresse : ……

……. Factures concernées :

- N°…… Montant de la facture .....€
- N°…… Montant de la facture .....€

Signature Client

J'accepte que mes données personnelles soient transmises par Suez et traitées par la commune dans le strict respect de la loi et la réglementation applicables

Situation du compte - réservé au correspondant solidarité Eau - AuxR_Eau

Montant dû : ……€ , **dont** arriéré (s) de l'année en cours .....€

Date du dernier règlement : _____/_____/ _____. Client mensualisé : oui non

Nombre de chèques Ô accordés durant l'année en cours :

Décision de la Commission Permanente du CCAS

Montant de l'aide « Chèques Ô » : ……

Solde d'impayés :……

Plan d'apurement proposé :……
……

Date : Cachet :

ANNEXE 3 :

Tableau de suivi du Fonds de solidarité chèque Ô

Chèque Ô – Récapitulatif 2026	
Montant dotation annuelle	80 000€
Solde	80 000€

Dotation annuelle *: se référer à l'article 2 de la convention de partenariat CA de l'Auxerrois / CCAS d'Auxerre / SUEZ*

Correspondant CHEQUES Ô : catherine.duroux@suez.com

Nom/prénom	Réf Client	Date Facture	N° facture	Montant Facture	Montant aide Chèques Ô
				Totaux	

Important : Document à anonymiser avant envoi à la Communauté de l'Auxerrois

Annexe 4 :

Modalités d'utilisation du simulateur d'éligibilité au chèque Ô

Toutes les cases en bleu du premier tableau doivent impérativement être renseignées.

- Le demandeur doit être titulaire de l'abonnement à SUEZ Eau France qui doit concerner sa résidence principale.

Détermination du Nombre de parts

Couple ou isolé	2 parts
Parent non-gardien **+ prise en compte (de manière fictive) de la presence des enfants dans le calcul soit ½ par enfant**	2 parts
1 et 2 enfants	½ part / enfant
3ème enfant	1 part
4ème enfant et plus	½ part / enfant
Enfant bénéficiant de l'AEEH ou dont le taux d'incapacité est supérieur ou égal à 50%	½ part supplémentaire

Le demandeur doit être titulaire de l'abonnement à SUEZ Eau France qui doit concerner sa résidence principale.

Les critères d'éligibilité retenus sont :

- Quotient Familial CAF inférieur ou égal à 600 €
- 2 chèques Ô maximum par année civile
- Total cumulé des factures en impayé pris en compte : 800 €

Le montant du chèque Ô est plafonné à 80% des factures d'eau (dans la limite de 800 € de facture) avec une majoration de 15 € par enfant.

Il est à noter que la situation d'impayé n'a pas d'incidence sur l'éligibilité.

CONVENTION DE PARTENARIAT

Fonds de Solidarité contractuel
Dispositif CHEQUES Ô

Entre les soussignés :

La **Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois**, sise 6 bis place du Maréchal Leclerc à Auxerre 89000, représentée par **Mathieu DEBAIN,** son Président

Et,

Le **Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) XXX**,

Et,

La **société SUEZ Eau France**, **représentée par Fabrice LABALME**, Directeur d'Agence Bourgogne Champagne

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Dans sa séance du 25 mai 2023, le conseil communautaire a approuvé le choix de la Société SUEZ Eau France comme délégataire du service public de l'eau potable et de l'assainissement du territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour une durée de 20 ans pour le service de l'eau et 5 ans pour le service de l'assainissement.

Les contrats de délégation de service public (DSP) d'eau et d'assainissement indiquent dans l'article 38 modifié par l'avenant n°2 approuvé au conseil communautaire du 26 juin 2025 pour la DSP Eau, et dans l'article 38 de la DSP Assainissement, que SUEZ s'engage à mettre à disposition de la Communauté d'Agglomération un fonds solidarité afin de traiter les situations des personnes les plus en difficulté. A date de signature de la présente convention, il est convenu que 100% des fonds sont alloués au dispositif d'aides Chèques Ô.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de distribution de la somme allouée au CCAS d'Auxerre auprès des bénéficiaires de la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Montant du fonds de solidarité

Le contrat de DSP Assainissement (17/07/2023-30/06/2028) prévoit un fonds de solidarité à hauteur de 20 000 euros par an.
Pour l'année 2026 – année de mise en œuvre du dispositif – il est convenu un report des fonds non utilisés depuis juillet 2023 date de prise d'effet des contrats de DSP soit une enveloppe de 70 000 euros (= 10 K€ au titre de 2023, 20 K€ au titre de 2024, 20 K€ au titre de 2025 et 20 K€ au titre de 2026).

Le contrat de DSP Eau (17/07/2023-30/06/2033) prévoit un fond de solidarité à hauteur de 20 000 € par an. Ce montant a été réduit à 10 000 € par an à compter de l'année 2026 par l'avenant n°2 voté le 26/06/2025 en conseil communautaire (délibération n°2025-165). Les provisions non entamées au titre des années 2023 à 2025 ont été réaffectées à d'autres postes de dépense.

Le tableau ci-dessous reprend les montants par année crédités sur le fonds chèque Ô au titre des deux contrats :

Année	Montant prévu au Contrat Eau par an	Montant prévu au Contrat Assainissement par an	Montant disponible cumulé par année
2026	10 000 €	70 000	80 000
2027	10 000	20 000	30 000
2028	10 000	10 000 (1/2 année)	20 000
2029 à 2042	10 000		10 000
2043	5 000 (1/2 année)		5 000

La gestion de ce fonds sera dématérialisée et ne donnera pas lieu à des flux financiers entre SUEZ Eau France et le CCAS (cf. processus en annexe 1).

Le montant annuel des aides octroyées sur l'ensemble du territoire de la Communauté de l'Auxerrois ne pourra excéder le montant alloué par le délégataire. Les fonds non consommés en 2026 seront automatiquement reportés l'année suivante. Il en sera ainsi chaque année jusqu'à la fin du dispositif.

La Communauté de l'Auxerrois prévoit de ventiler les sommes allouées à ce dispositif sur son territoire au prorata du nombre d'abonnés par commune. Toutefois, si ce montant calculé est insuffisant et si l'enveloppe globale allouée au fonds de solidarité n'est pas consommé au 30 septembre de l'année, le montant alloué aux abonnés de la commune pourra être abondé à hauteur de la somme disponible restante.

Article 3 : Conditions d'attribution des Chèques Ô aux bénéficiaires

Afin de garantir une équité de traitement de l'ensemble des abonnés du territoire, la collectivité a établi des critères d'éligibilité précisés à l'annexe 4 de cette convention.

Etant convenu que le CCAS a une bonne connaissance des besoins et situations des personnes physiques en difficulté du territoire, il est prévu que le CCAS assure l'instruction des demandes des abonnés et valide l'octroi des chèques suivant le mode opératoire défini en annexe 1.

L'aide apportée ne peut compenser entièrement la dette de l'usager mais doit permettre de résoudre la situation d'impayés, c'est-à-dire que le travailleur social doit systématiquement proposer un plan de financement permettant de solder l'impayé. Sous réserve que le demandeur ait des revenus fixes, le CCAS l'informe sur les possibilités de mensualisation pour mieux gérer son budget à l'avenir.

Article 4 : Obligations de SUEZ Eau France

SUEZ Eau France s'engage à :

- Apporter aux usagers en difficulté de paiement toutes les informations utiles liées au dispositif et les inciter à se mettre en contact avec le CCAS d'Auxerre.
- Faciliter la compréhension et l'utilisation du dispositif en accompagnant les acteurs sociaux du CCAS d'Auxerre aux différentes procédures administratives et financières mises en œuvre par SUEZ Eau France dans le cadre de ses relations avec les usagers du service public de l'eau et de l'assainissement.
- Stopper toute action de recouvrement (sur les factures concernées) pour les bénéficiaires du dispositif « Chèques Ô » sauf si ces derniers ne respectent pas le plan d'apurement défini.
- A remettre à la communauté de l'Auxerrois à une fréquence mensuelle un bilan de l'utilisation faite de la dotation de l'année N. Ce bilan devra présenter :
    - La commune, le montant total de(s) facture(s) concernée(s), la date et le montant de « chèques Ô » remis aux foyers ayant bénéficié de l'aide,

Un modèle est donné en **annexe 3**.

Article 5 : Obligations du CCAS

Le CCAS informera SUEZ Eau France de l'instruction d'une demande d'attribution de « Chèques Ô » pour l'usager et rédigera une demande de prise en charge qu'il adressera à SUEZ Eau France (cf. processus en **annexe 1** et fiche Ô **en annexe 2**) dans les 48h (2 jours ouvrés).

Le CCAS informera systématiquement la CA de toute mobilisation du chèque Ô.

Article 6 : Obligations de la CA

La CA s'engage à suivre le montant des attributions du fonds Eau afin de respecter les montants alloués aux abonnés de chacune des communes.

Article 7 : Engagements des partenaires

Une information autour du dispositif sera menée par les partenaires à l'attention des abonnés. Cette communication dont le format reste à convenir peut s'envisager par un « lancement presse » du dispositif ou par le biais « d'informations » dans les différents supports de communication de la Communauté d'Agglomération.

Les partenaires s'engagent à mettre en œuvre, pendant toute la durée de la présente convention, tous les moyens nécessaires à une coopération efficace.

Au moins une fois par an, les partenaires se réuniront afin d'établir un état des lieux et un bilan du dispositif.

Ils s'engagent à apporter, le cas échéant, à la présente convention toutes les adaptations qui pourraient s'avérer nécessaires, de façon à en assurer la bonne exécution.

Article 8 : Engagement de confidentialité et protection des données personnelles – Respect du RGPD

8.1. Confidentialité

Dès l'entrée en vigueur de la Convention, SUEZ Eau France communiquera au CCAS l'identité de ses interlocuteurs internes autorisés à échanger avec elle pour l'exécution de la Convention. Le CCAS désignera de même ses responsables du Contrat.

À ce titre, le CCAS garantit et se porte fort du respect de la présente clause de confidentialité par les personnes qu'elle aura autorisées, et plus généralement par tous les membres du personnel qui viendraient à prendre connaissance d'informations confidentielles.

Le CCAS reconnait par la présente que les informations qui pourraient être mises à sa disposition (ci-après les « Informations »), sous quelque forme que ce soit, par SUEZ Eau France pour la réalisation de la présente Convention sont strictement confidentielles et ne peuvent être divulguées à quelque tiers que ce soit, hormis ses collaborateurs directement impliqués dans la réalisation de ladite Convention, et qui seront avertis de la nature confidentielle de ces Informations et seront tenus de la même obligation de confidentialité.

Le CCAS s'engage en conséquence, à préserver et garantir le caractère confidentiel de toutes ces Informations, et tout particulièrement :

- à ne révéler à aucun tiers la nature ou le contenu des Informations reçues par lui à l'occasion de l'exécution du présent contrat, et ce directement ou indirectement ;
- à ne pas utiliser les Informations à d'autres fins que celles pour lesquelles elles lui ont été communiquées ;
- à conserver confidentiels l'existence et le contenu même du présent Contrat et de l'Intervention du CCAS et à conserver secrètes toutes les Informations qu'il aurait pu recevoir.

Il est entendu que le présent article 8 ne s'applique pas aux informations qui sont d'ores et déjà tombées dans le domaine public au moment où elles sont transmises, qui le deviendraient par la volonté de SUEZ Eau France, qui seraient obtenues régulièrement par d'autres sources, ni dans l'hypothèse où la divulgation des informations est exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou une autorité de tutelle, de régulation, fiscale ou boursière, ou si elle est nécessaire pour permettre de prouver l'existence d'un droit ou d'une obligation résultant des présentes.

Dès la fin du traitement prévu par la présente convention, le CCAS s'engage à détruire les Informations reçues de cette dernière, sous réserve du respect de ses obligations légales, réglementaires ou judiciaires.

Tout manquement du CCAS aux obligations relatives aux Données Personnelles constitue un manquement à ses obligations essentielles, qui pourra notamment entraîner la résiliation du présent contrat pour faute, sans préjudice pour SUEZ de tout autre recours

8.2. Protection des Données à caractère personnel

Afin d'exécuter le Contrat, les Parties seront amenées à échanger des données personnelles concernant les abonnés ayant fait l'objet d'une demande d'aide « Chèques Ô ».

Précisément, Suez sera amené à transmettre au CCAS les données personnelles identifiées en **Annexes 1 et 2** (i.e., montant de l'impayé. . Le CCAS sera amenée à transmettre les données identifiées en **Annexes 1 et 2** (i.e., données d'identification, référence client, montant de l'aide accordée, etc.).

Chaque Partie, reconnaît que les données personnelles et les traitements y afférents sont soumis aux dispositions légales et réglementaires de protection des données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et chacune d'elles s'engage à respecter cette règlementation.

Chaque Partie reconnaît qu'au titre du Contrat, elle réalise des traitements de données personnelles en qualité de responsable du traitement distinct.

Limitation des finalités et licéité

En application du Contrat, les transmissions de données personnelles prévues en **Annexe 1 et 2** du Contrat sont mises en œuvre par les Parties sous réserve de ne pas avoir reçu de la part des personnes concernées une opposition à la transmission de leurs données personnelles au CCAS.
Les abonnés peuvent exercer leur droit d'opposition au transfert en adressant un mail à privacy.france@suez.com
Les Parties, en qualité de responsables de traitement distincts, s'engagent à traiter les données personnelles transmises en application des **Annexes 1 et 2** dans le strict cadre du Contrat. Ces activités de traitement ainsi que toute autre utilisation ultérieure de données par les Parties sont mises en œuvre sous leur seule responsabilité.

Transparence

Chaque Partie s'engage à respecter les obligations qui lui incombe, en qualité de responsable de traitement, en vertu des articles 13 et 14 du RGPD.

Exactitude et minimisation des données

Chaque Partie veille à ce que les données personnelles soient exactes et, si nécessaire, tenues à jour. Elles veillent à ce que les données personnelles soient adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard de la finalité suivante : traitement des demandes d'aide « Chèques Ô ».

Chaque partie prend toutes les mesures raisonnables pour que les données personnelles qui sont inexactes, eu égard à la finalité du traitement, soient effacées ou rectifiées sans tarder.

Si une des parties se rend compte que les données personnelles qu'elle a transmises ou reçues sont inexactes, ou sont obsolètes, elle en informe l'autre partie dans les meilleurs délais.

Confidentialité et Sécurité des Données Personnelles des abonnés

Le CCAS s'engage à garantir la confidentialité et la Sécurité des données personnelles des abonnés.

A ce titre, il est notamment tenu de limiter strictement l'accès aux Données Personnelles aux personnes autorisées en ayant besoin pour la réalisation de l'exécution du présent Contrat.

Il s'engage également à mettre en œuvre tout moyen technique, conforme à l'état de l'art, pour garantir la disponibilité, l'intégrité, la sécurité, la confidentialité desdites données personnelles et pour pallier tous risques d'altération, de divulgation, de diffusion, d'accès non autorisé, de destruction, perte, corruption, piratage, détournement des données personnelles par des tiers.

Droits des personnes concernées

Chaque Partie, si nécessaire avec l'aide de l'autre Partie, traite, dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de leur réception, les demandes d'exercice de droits formulées par les personnes concernées, en application des articles 15 et suivants du RGPD, pour les traitements qu'elles mettent en œuvre en qualité de Responsable de traitement.

Article 9 : Durée de la convention

La présente convention est conclue conformément aux engagements de durée de mise en place des Fonds de Solidarité contractuels tels que repris dans les contrats de DSP eau et assainissement de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Fait à Auxerre, le

Mathieu Debain Président	Président	**Fabrice LABALME** Directeur d'Agence Bourgogne Champagne
Communauté d'Agglomération De l'Auxerrois	CCAS	SUEZ Eau France

ANNEXE 1

« Chèques Ô »
Processus simplifié

1. L'usager en difficulté de paiement sollicite le Travailleur Social du CCAS pour une étude de situation.

2. Le travailleur social remplit la fiche Ô et la fait signer par l'usager.

3. Le Travailleur Social transmet par email la fiche Ô au Correspondant Solidarité Eau de SUEZ - catherine.duroux@suez.com.

4. Le Correspondant Solidarité Eau accuse réception par email et confirme au travailleur social le montant des impayés à date et le nombre et le montant des chèques Ô déjà alloués.

5. Le travailleur social remplit le simulateur afin d'obtenir le montant du chèque Ô allouable. Il soumet cette aide à la commission des aides financières, le cas échéant.

6. Le travailleur social adresse la Fiche Ô finalisée par email au Correspondant Solidarité Eau.
   Le cas échéant, il propose un plan d'apurement pour résoudre la situation d'impayés.

7. Le Correspondant Solidarité Eau enregistre les « Chèques Ô » sur le compte du client et, le cas échéant, les facilités de paiement convenues avec le Travailleur Social pour solder l'impayé.

ANNEXE 2 :

Fiche Ô

Demande d'Aide au paiement des factures d'eau

Réservé au travailleur social

Nom du travailleur social : …… / Commune :……..

Date de sollicitation du CCAS : ……

Demande d'aide en faveur de :

Nom : ……

Prénom : ……

Référence client :……

Adresse : ……

……. Factures concernées :

- N°…… Montant de la facture .....€
- N°…… Montant de la facture .....€

Signature Client

☐ J'accepte que mes données personnelles soient transmises par Suez et traitées par le CCAS dans le strict respect de la loi et la réglementation applicables

Situation du compte - réservé au correspondant solidarité Eau - AuxR_Eau

Montant dû : ……€ , **dont** arriéré (s) de l'année en cours .....€

Date du dernier règlement : _____/_____/ _____. Client mensualisé : ☐oui ☐non

Nombre de chèques Ô accordés durant l'année en cours :

Décision de la Commission Permanente du CCAS

Montant de l'aide « Chèques Ô » : ……

Solde d'impayés :……

Plan d'apurement proposé :……
……

Date : Cachet :

ANNEXE 3 :

Tableau de suivi du Fonds de solidarité chèque Ô

Chèque Ô – Récapitulatif 2026	
Montant dotation annuelle	80 000€
Solde	80 000€

Dotation annuelle *: se référer à l'article 2 de la convention de partenariat CA de l'Auxerrois / CCAS d'Auxerre / SUEZ*

Correspondant CHEQUES Ô : catherine.duroux@suez.com

Nom/prénom	Réf Client	Date Facture	N° facture	Montant Facture	Montant aide Chèques Ô
				Totaux	

Important : Document à anonymiser avant envoi à la Communauté de l'Auxerrois

Annexe 4 :

Modalités d'utilisation du simulateur d'éligibilité au chèque Ô

Toutes les cases en bleu du premier tableau doivent impérativement être renseignées.

- Le demandeur doit être titulaire de l'abonnement à SUEZ Eau France qui doit concerner sa résidence principale.

Détermination du Nombre de parts

Couple ou isolé	2 parts
Parent non-gardien **+ prise en compte (de manière fictive) de la presence des enfants dans le calcul soit ½ par enfant**	2 parts
1 et 2 enfants	½ part / enfant
3ème enfant	1 part
4ème enfant et plus	½ part / enfant
Enfant bénéficiant de l'AEEH ou dont le taux d'incapacité est supérieur ou égal à 50%	½ part supplémentaire

Le demandeur doit être titulaire de l'abonnement à SUEZ Eau France qui doit concerner sa résidence principale.

Les critères d'éligibilité retenus sont :

- Quotient Familial CAF inférieur ou égal à 600 €
- 2 chèques Ô maximum par année civile
- Total cumulé des factures en impayé pris en compte : 800 €

Le montant du chèque Ô est plafonné à 80% des factures d'eau (dans la limite de 800 € de facture) avec une majoration de 15 € par enfant.

Il est à noter que la situation d'impayé n'a pas d'incidence sur l'éligibilité.

communauté
de l'auxerrois

KAROS

CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE AUX COVOITUREURS PAR KAROS FRANCE

ENTRE :

Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois situé 6 bis pl. Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 Auxerre Cedex, numéro SIRET : 20006711400013

Représentée par Mathieu DEBAIN agissant en qualité de Président,

Ci-après désigné **“le mandant”**

ET :

KAROS FRANCE dont le siège est situé 10 rue de la Paix, 75002 PARIS, numéro SIRET : 849781364.

Représenté par Joachim Renaudin, en sa qualité de Directeur Général.

Ci-après désigné « **l’Opérateur de covoiturage** » ou “le mandataire”.

PREAMBULE 5

ARTICLE 1 DÉFINITIONS 6

ARTICLE 2 OBJET DE LA CONVENTION 6

ARTICLE 3 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION 7

ARTICLE 4 TRAJETS ÉLIGIBLES 7

ARTICLE 5 MONTANT DE LA CAMPAGNE 8

ARTICLE 6 DONNÉES SUR L'OPÉRATION 8

ARTICLE 7 MODALITES DE VERSEMENT 9

ARTICLE 8 CONTRÔLE 10

ARTICLE 9 FRAUDE 11

ARTICLE 10 COMMUNICATION 11

ARTICLE 11 ASSISTANCE TECHNIQUE

ARTICLE 12 MANDAT D'ATTRIBUTION D'ALLOCATION FINANCIÈRE 12

ARTICLE 13 DOCUMENTS CONTRACTUELS 15

ARTICLE 14 RESILIATION DE LA CONVENTION 15

ARTICLE 15 REGLEMENT DES LITIGES 15

ANNEXE 1 - MODÈLE D'ÉTAT COMPTABLE 17

PREAMBULE

Considérant la politique publique portée par Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois consistant à organiser la mobilité.

Considérant que les services de covoiturage représentent des nouvelles solutions de mobilité, complémentaires aux dispositifs traditionnels de transport. Compte tenu de la publication de la Loi d'Orientation des Mobilités au Journal Officiel le 24 décembre 2019 et plus particulièrement son article 35, et la publication de ses décrets d'application relatifs à la pratique du covoiturage, à savoir le décret n°2020-678 du 5 juin 2020 relatif à la nature des frais de covoiturage et aux conditions de versement d'une allocation par les autorités organisatrices et le décret n°2020-679 du 5 juin 2020 portant définition du seuil de distance applicable aux très courts trajets de covoiturage.

Considérant la politique publique portée par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois consistant, notamment, à fixer les orientations stratégiques du développement d'usages numériques fondés sur des services répondant aux enjeux les plus forts pour les usagers qui se traduit en matière de covoiturage par le "Registre de preuve de covoiturage", permettant de faire converger et d'attester des trajets effectués par les utilisateurs de Karos France.

Considérant que Karos France est partenaire du "Registre de preuve de covoiturage" et implanté sur le territoire de Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Dans ce contexte la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois souhaite encourager la pratique du covoiturage sur son territoire par l'intermédiaire de la plateforme Karos France.

Pour se faire la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois s'appuie sur le "Registre de Preuve de Covoiturage" qui permet d'attribuer à chaque trajet réalisé en covoiturage une classe de preuve permettant d'en certifier l'existence, d'inciter sa pratique, et permet à l'Opérateur de covoiturage de redistribuer la politique incitative mise en place par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Il est ainsi décidé de conclure une convention de partenariat afin d'organiser les modalités du versement d'une incitation financière aux covoitureurs dont le trajet a été avéré.

Article 1 DÉFINITIONS

La "**Campagne de distribution d'incitations**" désigne l'action de distribuer des incitations à une liste de trajets concernés par une politique d'incitation sur une période donnée.

Le "**Conducteur**" désigne la personne mettant à disposition son véhicule à des fins de covoiturage.

Le "**Covoiturage**" tel que défini par l'article L. 3132-1 du code des transports est « *l'utilisation en commun d'un véhicule terrestre à moteur par un conducteur et un ou plusieurs passagers, effectuée à titre non onéreux, excepté le partage des frais, dans le cadre d'un déplacement que le conducteur effectue pour son propre compte. Leur mise en relation, à cette fin, peut être effectuée à titre onéreux [...]* ». Il y a donc covoiturage dès le partage d'un trajet entre un conducteur et un passager.

Le "**Covoitureur**" désigne aussi bien le conducteur que le passager formant un équipage de covoiturage.

L'"**Opérateur de covoiturage**" ou "**Opérateur**" désigne Karos France, la personne morale opérant un service de covoiturage pour mettre en relation les covoitureurs et redistribuer la politique incitative.

L'"**Opération**" désigne la politique incitative mise en place par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et définie à l'article 4.

Le "**Passager**"» désigne la personne transportée par le Conducteur à des fins de Covoiturage.

Le "**Registre de preuve de covoiturage**" désigne le système d'information opéré par la DGITM, permettant à des Opérateurs labellisés d'y faire converger des preuves de covoiturage. Le registre est accessible à l'adresse : app.covoiturage.beta.gouv.fr

Un "**Trajet**" de covoiturage désigne le trajet d'un Conducteur avec un Passager en Covoiturage réalisé par le biais de l"Opérateur de covoiturage". Un Trajet est comptabilisé par Passager.

Article 2 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de l'Opération de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois visant à la distribution d'une politique incitative en faveur du covoiturage.

Par la présente, Karos France s'engage à signaler l'ensemble des Trajets réalisés via son service au Registre de preuve de covoiturage et à reverser la totalité des incitations versées par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois aux covoitureurs intéressés.

Les différentes fournitures et prestations éventuellement commandées par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois à l'opérateur de covoiturage ne sont pas couvertes par la présente convention.

Article 3 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à compter du 01/07/2026.

La présente convention prend fin après le versement du solde des incitations correspondant aux Trajets réalisés dans les limites fixées par la présente convention.

Les Trajets de l'Opérateur éligibles au financement de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois sont pris en compte à compter du 01/07/2026 pour une durée de 12 mois.

Lorsque l'Opération est pluriannuelle, la seconde année d'exécution de la présente convention est réalisée sous réserve de l'inscription des crédits de paiement dans le budget de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Toute modification contractuelle de la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Article 4 TRAJETS ÉLIGIBLES

Les trajets éligibles sont ceux d'au moins 2 km et dont l'origine et/ou la destination se trouve sur le ressort territorial de Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Article 5 MONTANT DE LA CAMPAGNE

Les conducteurs et passagers effectuant le trajet sont incités selon les règles suivantes :

- De 2 à 15 km : 1,5 € par trajet par km par passager pour le conducteur, 0.5 € par trajet par km pour le(s) passager(s).
- À partir de 15 km : 0,1 € par km supplémentaire par trajet par passager pour le conducteur, 0,1 € par km supplémentaire par trajet pour le(s) passager(s).

Cette tarification s'applique pour tout trajet avec une origine ou une destination dans le territoire de la de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Le trajet n'est éligible que si le conducteur n'a pas déjà réalisé un trajet incité au cours de l'heure précédant son début.

L'Opérateur s'engage à reverser les sommes conformément au présent article.

Dans l'hypothèse où le plafond de financement de l'Opération viendrait à être atteint avant le 30/06/2027, cette dernière prend fin instantanément. La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois tient à disposition de l'Opérateur l'état de la consommation de l'enveloppe relative à

l'Opération. La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois avertit sans délai l'Opérateur partenaire de la consommation de l'ensemble des crédits affectés à la réalisation de l'Opération d'incitation. Les Covoitureurs usagers des services de l'Opérateur devront être avertis par ce dernier de la fin anticipée de l'Opération.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois ne saurait être tenue responsable de Trajets réalisés sous l'empire de la présente convention alors que le plafond aurait été atteint.

L'Opérateur s'engage à informer la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois de l'ensemble des incitations financières, non financières et des budgets associés qu'il mettrait en place en parallèle de l'Opération.

En cas de trajet entre deux territoires partenaires de Karos, le territoire financeur sera celui où habite le passager quel que soit le sens du trajet.

Article 6 DONNÉES SUR L'OPÉRATION

Pour permettre le versement de l'incitation l'Opérateur de covoiturage s'engage à fournir ses données auprès du Registre de preuve de covoiturage opéré par la Direction Générale des Infrastructures des Transports et de mobilités.

Ces données sont définies dans l'annexe 4 des Conditions Générales d'utilisation du Registre de Preuve de covoiturage.

Les parties à la présente convention respectent strictement les conditions générales d'utilisation du Registre de preuve de covoiturage.

Article 7 MODALITES DE VERSEMENT

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois verse 7 500 euros à la notification de la présente convention. L'Opérateur peut, sur présentation de l'ensemble des justificatifs, obtenir le remboursement de toute somme avancée par ses soins. Le cas échéant, l'Opérateur s'engage à reverser les sommes trop perçues.

Le versement de l'incitation financière est réalisé par Karos France en tant que mandataire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois dans le cadre du mandat dont les conditions sont précisées en article 12.

KAROS tient à jour pendant toute la durée de la présente convention, un fichier présentant au premier euro, un état Récapitulatif indiquant le nombre total de trajets effectués ainsi que la somme totale des montants d'incitations financières versées sur la période considérée.

A l'appui de chaque versement, Karos joint un état récapitulatif des sommes versées sur la période considérée (ci-après "l'État Récapitulatif"). Cet État Récapitulatif liste au minimum les informations suivantes, pour chaque trajet ayant donné lieu à une incitation financière :

- La date du trajet,
- La commune d'origine et la commune de destination du trajet,
- Le kilométrage du trajet,
- Le montant de l'allocation incitative.

A la Date de fin de l'Opération, éventuellement prolongée ou à la date du terme du Mandat, KAROS adressera, sous 45 jours ouvrés, un état de solde, signé par son représentant dûment habilité, à l'attention de la Collectivité, dans lequel il présentera un récapitulatif des sommes versées par la Collectivité comprenant (i) le total des sommes perçues par KAROS sur la durée de l'Opération et (ii) le total des sommes reversées aux Covoitureurs au titre des Trajets éligibles sur cette même période. Les éventuelles sommes versées indûment et qui n'auraient pas fait l'objet d'un remboursement seront également mentionnées dans cet état de solde.

Dans le cas où les sommes perçues par le Mandataire excéderaient les sommes versées aux covoitureurs, le Mandataire s'engage à reverser au Mandant la différence sous 30 jours.

Article 8 CONTRÔLE

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois se réserve le droit de prendre toute disposition jugée nécessaire pour contrôler la bonne application de la présente convention, et notamment des demandes de documentation, un contrôle sur site, des audits techniques et financiers.

En cas de non-respect avéré de cette convention, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, après demande de mise en conformité, pourra résilier de plein droit la présente convention.

Article 9 FRAUDE

La mise en œuvre des moyens nécessaires à la lutte contre la fraude aux incitatifs financiers relève de la responsabilité de Karos France dans le cadre de la présente convention.

En cas de constatation d'une fraude avérée, Karos France transmet cette information au registre de preuve de covoiturage dans les modalités prévues par ses CGU, quel que soit le montant et le nombre de trajets concernés par cette fraude.

En cas de constatation d'une fraude avérée par Karos France, et dans le cas où l'incitatif n'a pas encore été versé au bénéficiaire, l'opérateur en bloque le versement sans délai. Karos France s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois les informations d'identification de l'usager fraudeur. La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois se réserve le droit d'engager à l'encontre de l'usager fraudeur une procédure de recouvrement des incitatifs

perçus par fraude dans le respect des conditions du contradictoire prévues à l'article L122-1 du code des relations entre le public et l'administration[1].

En cas de bannissement d'un conducteur ayant réalisé un trajet sur le territoire, l'opérateur s'engage à transmettre au RPC, l'identifiant de l'utilisateur banni correspondant à "operator user id".
Karos France transmet chaque mois à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois des données de suivi du nombre de conducteurs et passagers bannis et du nombre de trajets frauduleux détectés.

Article 10 COMMUNICATION

L'Opérateur de covoiturage s'engage à mentionner la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, financeur de l'Opération, sur son service (site Internet et applications mobiles) ainsi que sur tout acte de communication ou d'information destiné au public concernant l'Opération.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et l'Opérateur de covoiturage s'engagent à s'informer mutuellement et au préalable de toute communication vis-à-vis de la presse et à respecter les éléments de langage définis et validés communément.

L'ensemble des documents de travail élaborés dans le cadre de cette convention portent le logo des parties et font l'objet d'une consultation des parties avant diffusion.

Article 11 ASSISTANCE TECHNIQUE

L'Opérateur de covoiturage prendra en charge toute assistance technique sollicitées par les Covoitureurs, dans le respect de ses conditions générales d'utilisation du service de l'Opérateur.

L'Opérateur de covoiturage se tient à la disposition de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour répondre à toute question que celui-ci pourrait se poser ou qui lui serait posée par les participants à l'Opération, ou tout autre acteur ou partenaire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

[1] Karos France s'engage à préciser au sein de CGU signées par l'usager, les risques encourus en cas de comportement frauduleux, ainsi que les conditions de la procédure de recouvrement.

Article 12 MANDAT D'ATTRIBUTION D'ALLOCATION FINANCIÈRE

1. **Nature des opérations et pouvoirs confiées au Mandataire**

Dans le cadre de l'attribution d'une incitation financière aux covoitureurs, le Mandant donne mandat au Mandataire pour verser ces incitations financières aux covoitureurs selon les modalités définies à la présente Convention (le "Mandat" ou la "Convention de mandat").

> Le Mandataire agit au nom et pour le compte du Mandant dans les conditions définies au présent Mandat. A ce titre, le Mandataire est notamment chargé d'appliquer l'incitation mise en place par le Mandant, selon la politique de soutien au covoiturage définie par ce dernier et convenue dans le cadre de l'attribution de l'incitation financière dont les modalités de versement sont notamment prévues à l'article 7. Conformément aux dispositions de l'article D. 1611-20 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dans tous les documents qu'il établit au titre du mandat, le mandataire fait figurer la dénomination du mandant et la mention qu'il agit au nom et pour le compte de ce dernier.
>
> Ce mandat est conclu conformément aux articles L. 1611-7-IV II et D. 1611-16 et suivants du CGCT et à la convention portant sur l'opération d'incitation financière conclue entre les Parties.

Au titre de sa mission et en vertu du Mandat qui lui est confié, le Mandataire est habilité à réaliser les opérations de versement des incitations financières calculées pour chaque covoitureur, dès validation du trajet effectué et éligible à l'incitation financière.

Il aura en charge :

- La vérification de l'éligibilité du trajet effectué par le covoitureur à l'incitation financière,
- La vérification de la conformité des trajets effectués selon les critères du RPC et les classes de preuves définies comme éligibles par la présente convention,
- Le versement des incitations financières,
- La récupération des versements indus auprès de l'usager est réalisée par le mandataire dans le cadre de la procédure de recouvrement amiable dont il est responsable. Dans le cadre d'une fraude du covoitureur, l'opérateur est tenu à la seule mise en œuvre des moyens nécessaires au recouvrement amiable de l'indus. Dans le cadre d'une erreur de l'opérateur seul, des éventuels indus relèvent de la responsabilité de l'opérateur et la collectivité peut en demander le recouvrement.

2. **Durée et montant du Mandat**

Le Mandat est donné pour toute la durée de l'Opération.

La Convention de mandat entre en vigueur à compter de la date de démarrage de l'Opération et s'achève à la Date de fin de l'Opération et au plus tard à après le versement de la totalité des sommes qui seraient éventuellement dues par le mandant auprès du Mandataire.

3. Obligations à la charge du Mandataire

Établissement d'une comptabilité séparée : Le Mandataire tient une comptabilité séparée qui retrace l'intégralité des mouvements de caisse opérés pour le versement des dépenses engagées par le Mandataire visées au présent Mandat, ainsi que le remboursement des éventuelles dépenses indûment versées conformément à l'article D. 1611-22 du CGCT.

Obligation de contrôles : Pour le versement des incitations aux covoitureurs, le Mandataire a l'obligation d'exercer les contrôles suivants :

- Un contrôle de la régularité des trajets,
- Un contrôle de la régularité des versements,
- Un contrôle des demandes de paiement des covoitureurs.

Pour le remboursement d'éventuels versements indus effectués, le Mandataire exerce les contrôles suivants :

- Un contrôle de la validité de la dette,
- Un contrôle du caractère libératoire du paiement.

Reddition annuelle des comptes : Une reddition des comptes et des pièces justificatives est réalisée annuellement. La date limite de transmission de la reddition annuelle est fixée de la façon suivante :

- Arrêt des comptes : 31/12
- Transmission : 15/02 année N+1

Les comptes produits par le Mandataire retraçant la totalité des opérations de dépenses (et de recettes le cas échéant) décrites par nature, sans contraction entre elles, ainsi que la totalité des opérations de trésorerie par nature. Ils comportent en outre :

- la balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition,
- les états de développement des soldes certifiés par l'organisme mandataire conformes à la balance générale des comptes,
- la situation de trésorerie de la période,
- pour les éventuelles dépenses à tort, un état précisant la nature de la dépense et les motifs de la restitution, le montant de la dépense à rembourser, les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes. Il est précisé que ne sont remises au moment de la reddition des comptes que les pièces qui n'auraient pas été transmises précédemment.

Les comptes seront transmis au contact comptabilité du Mandant tel qu'indiqué ci-après :

		Nom	Titre	Courriel	Téléphone
Collectivité (Mandant)	Contact comptabilité	Cyril Devie	Directeur Délégué, Conception des espaces publics, Mobilités Direction Stratégie, Aménagement du Territoire et Mobilités	cyril.devie@auxerre.com	03 86 72 43 73
Société (Mandataire)	Contact projet	Luc Farré	Project Leader	luc.farre@karos.fr	
	Contact comptabilité	Aude Fouquet	Finance Manager	aude@karos.fr	07 83 99 64 27
	Responsable du service comptabilité				

4. Contrôles comptables du Mandataire par le Mandant

Le Mandataire est soumis aux contrôles du comptable du Mandant. Ces contrôles s'étendent aux systèmes d'information utilisés par le Mandataire pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

5. Assurance

L'assurance souscrite par le Mandataire devra notamment couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du présent Mandat.

L'attestation d'assurance devra être transmise au Mandant à première demande de ce dernier.

Article 13 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de la convention sont les suivantes :

- la présente convention datée et signée ;
- l'annexe ainsi que la délibération.

Article 14 RESILIATION DE LA CONVENTION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours démarrant à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêté définitif des comptes. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'Opérateur. Le Mandataire ne pourra se soustraire à l'obligation de reversement des fonds qui n'auraient pas été versés aux conducteurs-covoitureurs. Le Mandant pourra émettre un titre de recettes.

Article 15 REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait intervenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation des présentes conditions. A défaut de règlement amiable, dans un délai de 3 mois courant à compter de l'envoi par la Partie la plus diligente d'une lettre recommandée avec accusé de réception, le différend sera porté devant la juridiction compétente.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Elle est signée par toutes les Parties et notifiée le

Fait à _____, le _____

Pour la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	Pour l'Opérateur
Mathieu DEBAIN	Joachim Renaudin
Président	Directeur Général Karos France

ANNEXE 1 - MODÈLE D'ÉTAT COMPTABLE

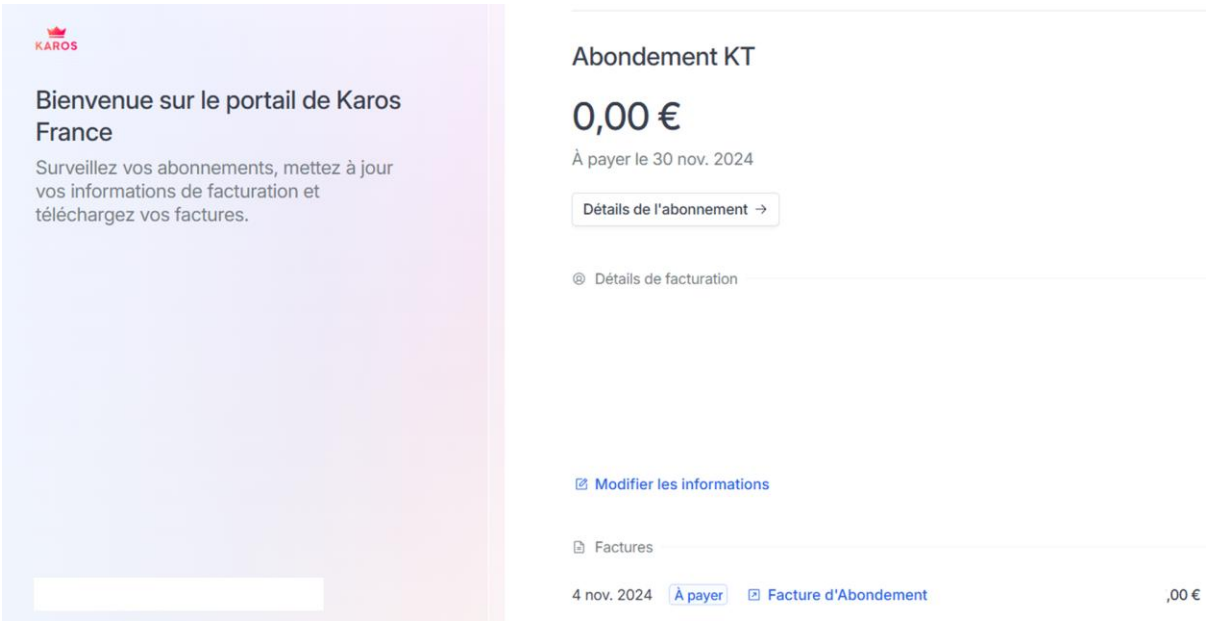
Une facture d'abondement avec un fichier CSV pour la période de facturation composé des colonnes suivantes :

Date, ID, Event, Consumption retained, % of total, Amount (excl. taxes), Amount, Currency, passenger_original_price, arrival_longitude, arrival_latitude, distance

Extrait de l'export CSV :

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
Date	ID	Event	Consumptior	% of total	Amount (exc	Amount	Currency	passenger_o	arrival_longit	arrival_latitu	distance

Portail de facturation variable :










Rapport d'activité 2025

Keolis Communauté de l'Auxerrois

KEOLIS COMMUNAUTÉ DE L'AUXERROIS

AuxR_M le bus.

communauté de l'auxerrois

SOMMAIRE

INTRODUCTION 6

1. LE SERVICE OFFERT 8

1.1 LES SERVICES OFFERTS 8
1.1.1 LE RESEAU URBAIN 8
1.1.2 LE RESEAU PERIURBAIN 10
1.1.3 LE TRANSPORT A LA DEMANDE 12
1.2 LES PERTURBATIONS SIGNIFICATIVES 14
1.2.1 LES TRAVAUX ET IMPACTS SUR LE RESEAU URBAIN 14
1.2.2 LES TRAVAUX ET IMPACTS SUR LE RESEAU PERIURBAIN ET LE FLEXIBUS 15
1.3 LA LISTE EXHAUSTIVE DES COURSES NON EFFECTUEES 16

2. LA FREQUENTATION 17

2.1 LES VOYAGES PAR LIGNES ET PAR SERVICES 18
2.1.1 LE RESEAU URBAIN 18
2.1.2 LE RESEAU PERIURBAIN 19
2.1.3 LE TRANSPORT A LA DEMANDE, FLEXIBUS 20
2.2 LA FREQUENTATION PAR TITRES 22
2.3 LA FREQUENTATION PAR TYPES DE TITRES 24

3. RELATION CLIENTS ET COMMUNICATION 26

3.1 POLITIQUE TARIFAIRE 26
3.1.1 TITRES ET SUPPORTS DU RESEAU AUXR_M LE BUS 26
3.1.1.1 Les supports 26
3.1.1.2 Les titres 27
3.1.1.3 Les canaux de distribution 28
3.2 BILAN DE LA POLITIQUE D'INFORMATIONS VOYAGEURS 29
3.2.1 LES SUPPORTS D'INFORMATIONS VOYAGEURS 29
3.2.1.1 Documents à destination des usagers 29
3.2.1.2 L'affichage à bord des véhicules 31
3.2.1.3 Signalétique aux points d'arrêts 32
3.2.1.4 L'Informations Voyageurs en situation perturbée 33
3.3 BILAN DE LA POLITIQUE DE COMMUNICATION ET DES ACTIONS COMMERCIALES 35
3.4 ACTIONS COMMERCIALES & RENCONTRES AVEC LES USAGERS : BILAN DES OPERATIONS 41

4. LUTTE CONTRE LA FRAUDE 43

4.1 BILAN DES INFRACTIONS ET RESULTATS 43
4.1.1 TAUX DE CONTROLE 43
4.1.2 TAUX DE RECOUVREMENT 44

4.2 Actes d'atteintes aux personnes 45
4.3 Plan d'action a mettre en œuvre 46

5. INDICATEURS ET RATIOS 47

5.1 Kilometrage total par vehicules avec ventilation 47
5.2 Kilometres ligne par ligne avec ventilation 48
5.3 Bilan des kilometres TICPE 48

6. LA GESTION DES VEHICULES ET AUTRES EQUIPEMENTS 49

6.1 Etat du parc au 31 decembre 2025 49
6.2 Etat des systemes embarques au 31 decembre 2025 51
6.3 Etat du materiel billettique au 31 decembre 2025 52
6.4 Liste des operations d'entretien et de maintenance realisees durant l'exercice 52
6.5 Liste des pannes ou interventions ayant immobilisees un vehicule pour une duree superieure a 3 jours 52
6.6 Insuffisance des biens et equipements pour repondre aux besoins des usagers ou pour appliquer la reglementation en vigueur 60

7. SECURITE, ENVIRONNEMENT ET RESPONSABILITE SOCIETALE DE L'ENTREPRISE (RSE) 63

7.1 Securite et sinistralite 63
7.1.1 La typologie des accidents 63
7.1.2 Bilan des incidents et accidents constates 64
7.2 Bilan des sinistres 2025 66
7.3 Plan d'action securite et sinistralite 67
7.3.1 Actions liees a la securite 67
7.3.2 Actions de sensibilisation 67
7.4 Environnement et engagement RSE 69
7.5 La construction du Centre d'Exploitation et de Maintenance 70

8. LES RESSOURCES HUMAINES 72

8.1 Les effectifs 2025 72
8.1.1 Repartition des effectifs par metiers, au 31 decembre 2025 74
8.1.2 Repartition par age des effectifs en CDI et CDD au 31 decembre 2025 74
8.1.3 Repartition des effectifs en CDI et CDD par anciennete au 31 decembre 2025 75
8.1.4 Effectif mis a disposition par Keolis S.A 75
8.2 Keolis Communaute de l'Auxerrois dans le groupe Keolis 76
8.2.1 L'appui du territoire Bourgogne-Franche-Comte 76
8.2.2 L'appui de la Direction Regionale Sud-Est 76
8.2.3 L'appui du Groupe Keolis 77
8.3 Absenteisme 77
8.4 Accords d'entreprise et chartes signees en 2025 79
8.5 Formations 79

8.6 LES DEMARCHES INTERNES AUPRES DU PERSONNEL 81
8.6.1 COMMUNICATION INTERNE ET ACTIONS EN FAVEUR DE LA COHESION 82
8.6.2 COMMUNICATION INTERNE ET ACTIONS EN FAVEUR DE LA MOBILITE 82
8.6.3 LE BAROMETRE D'ENGAGEMENT 83
8.6.4 LES DEMARCHES DU GROUPE KEOLIS 84

9. BILAN ET PROGRAMME 86

9.1 ANALYSE ET BILAN PAR THEMATIQUES DE L'ANNEE 2025 86
9.1.1 TECHNIQUE 86
9.1.2 COMMERCIAL 87
9.2 PROGRAMMATION OPERATIONNELLE 2026 87
9.2.1 OPERATIONS COMMERCIALES 87
9.2.2 EVOLUTIONS TECHNIQUES PROPOSEES SUR L'OFFRE DE TRANSPORT 88

10. RECETTES 90

10.1 LES TARIFS PRATIQUES ET EVOLUTIONS 90
10.2 RECETTES COMMERCIALES ET ENGAGEMENTS 90
10.2.1 RECETTES GLOBALES 90
10.2.2 RECETTES PAR TITRES 91
10.2.3 RECETTES PAR CANAUX DE VENTES 92
10.3 RECETTES ANNEXES 93
10.3.1 RECETTES PUBLICITAIRES 93
10.3.2 RECETTE GARE ROUTIERE 93
10.4 ACTIVITES REALISEES ET AUTRES PRESTATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS 94
94

11. RATIOS FINANCIERS 95

11.1 RATIOS TOUS RESEAUX CONFONDUS 95
11.2 RATIOS RESEAU URBAIN 95
11.3 RATIOS RESEAU PERIURBAIN 96
11.4 RATIOS FLEXIBUS 96

12. COUTS D'EXPLOITATION PAR LIGNES ET TYPES DE SERVICES 98

13. NOTE FINANCIERE 99

13.1 DETAIL DU COMPTE D'EXPLOITATION (CEP) 99
13.1.1 CHARGES D'EXPLOITATION 99
13.1.1.1 Personnel de conduite 99
13.1.1.2 Frais kilométriques 100
13.1.1.3 Entretien maintenance des véhicules (hors personnel) 101
13.1.1.4 Sous-traitance 102
13.1.1.5 Mise à disposition du matériel roulant 103

13.1.1.6 Personnel hors conduite 104
13.1.1.7 Personnel hors conduite mis à disposition 105
13.1.1.8 Charges relatives aux éléments fixes 105
13.1.1.9 Les frais commerciaux et marketing 105
13.1.1.10 Les frais généraux 106
13.2 FORFAIT DE CHARGES 106
13.3 PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT : INVENTAIRES DE BIEN (PPI) 108

14. INDICATEURS D'EVALUATION DE LA QUALITE DE SERVICE 110

14.1 ANALYSE DES INDICATEURS DE QUALITE DE SERVICE 110
14.1.1 LE TAUX DE COURSES REALISEES 111
14.1.2 LE TAUX DE REFUS DU SERVICE FLEXIBUS 112
14.1.3 LE TAUX DE PONCTUALITE 113
14.2 PLAN D'ACTION RELATIF AUX INDICATEURS DE QUALITE DE SERVICE 114

15. ETUDES ET ENQUETES 114

16. OBSERVATIONS ET RECLAMATIONS DES USAGERS 114

16.1 APPELS TRAITES AU STANDARD 114
16.2 TRAITEMENT DES RECLAMATIONS 115
16.3 PLAN D'ACTIONS 2026 116

Introduction



L'année 2025 aura été une année de progrès pour l'ensemble de nos services et pour notre structure. Le début d'année était l'opportunité d'une sortie de crise technique et d'une reprise importante de notre productivité, se ressentant dans les chiffres de disponibilité de véhicules et taux de courses réalisées.

La modernisation du réseau, proposée dans la Réponse à l'Appel d'Offre (RAO) s'est poursuivie, avec l'arrivée du service Elioz à destination des personnes en situation de handicap auditif, rendant plus accessible le réseau ; l'arrivée de l'Agence Virtuelle, première agence de France 100% à distance ; ainsi que l'arrivée de l'OpenPaiement ou paiement par carte bancaire, démocratisant l'utilisation de nouveaux moyens de paiement à bord du réseau urbain et du service Flexibus. Les Bornes d'Informations Voyageurs (BIV), au nombre de 5 et installée à l'automne viennent aussi moderniser le réseau et renforcer la qualité d'information offerte aux usagers.

La construction du Centre d'Exploitation et de Maintenance (CEM) a débuté en début d'année et s'achèvera lors du premier semestre 2026. L'arrivée du nouveau dépôt viendra modifier positivement notre façon de travailler tout en améliorant la qualité de vie au sein de la filiale, pour l'ensemble des salariés.

La fiabilité fragile des véhicules H2, évoquée dans le Rapport Annuel de 2024, nous a rattrapée, avec la liquidation judiciaire de l'entreprise Safra et l'impossibilité, à partir de juin 2025 de faire circuler les 5 Businova et d'assurer leur maintenance.

Septembre 2025 a marqué un tournant en termes de fréquentation et de recettes sur le réseau, avec une augmentation des validations et recettes commerciales. Cette augmentation s'est poursuivie jusqu'en décembre, traduisant de meilleurs résultats qu'en 2024 et portant à croire à une continuité pour 2026. L'engagement quotidien des équipes dans le déploiement de nouveaux outils innovants à destination des voyageurs, ainsi qu'à l'amélioration continue de la qualité de service est à saluer et cette contribution doit se poursuivre.

La collaboration avec la CAA, engagée dès 2024 s'est poursuivie très positivement, étant placée sous le signe de la transparence et du partage, dans un but commun, qui est le travail au service du territoire et des attentes des administrés.

Après une année 2024 de transition, la seconde année de Keolis Communauté de l'Auxerrois sur le territoire aura été une année de continuité, d'ores et déjà orientée vers 2026, placé sous le signe d'un renouveau.

communauté
de l'auxerrois

Partie I
Technique

KEOLIS
COMMUNAUTÉ
DE L'AUXERROIS

AuxR_M
le bus.

1. Le service offert

1.1 Les services offerts

L'année 2025 fête la deuxième année du service Flexibus et la première année complète de fonctionnement des réseaux urbains et périurbains, sous l'identité AuxR_M le bus. Ci-après, vous trouverez un tour d'horizon de l'offre de service avec un rappel du fonctionnement global ainsi qu'un état des modifications qui ont pu intervenir au cours de l'année.

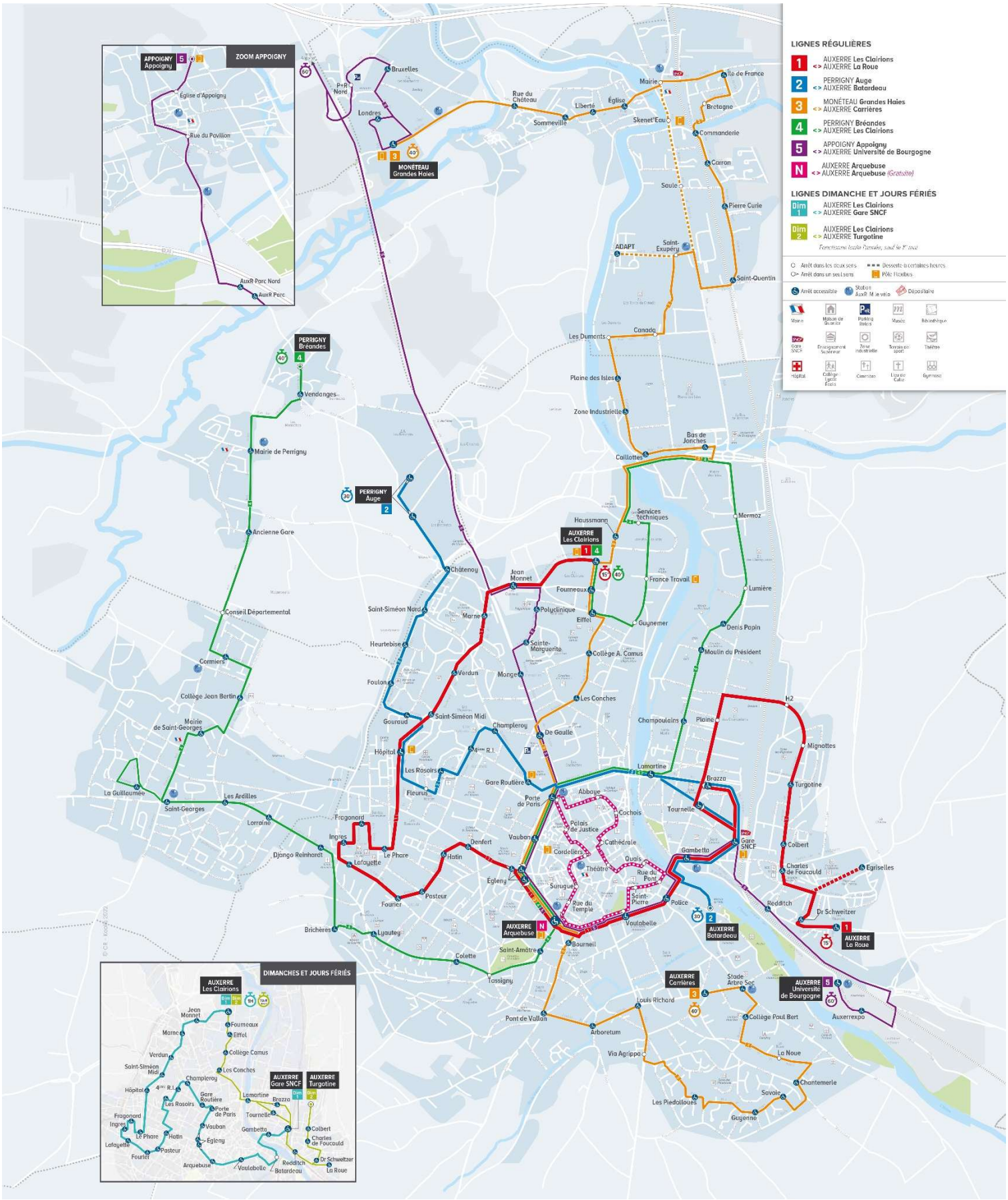
1.1.1 Le réseau urbain

Le réseau urbain a connu quelques évolutions durant l'année 2025. La ligne 1, avec une fréquence aux 15 minutes, dessert l'ensemble des lieux les plus habités d'Auxerre, tout en passant par des lieux essentiels, comme Les Clairions, l'Hôpital, l'Arquebuse ou encore la Gare SNCF, ainsi que certains établissements scolaires, comme Saint-Joseph, Fourier ou Denfert, qui sont des générateurs importants. Cette ligne est la seule qui a connu des modifications en 2025, avec, le 6 janvier 2025, lors de la rentrée scolaire, la mise à jour des horaires de la ligne. Ces modifications ont été apportées en raison de retards récurrents et répétés en raison d'un trafic routier important. Cette adaptation a nécessité l'ajout d'un bus supplémentaire sur cette ligne 1 pour un montant estimé à 90k€ (non financé à ce jour).

La ligne 2, avec une fréquence aux 30 minutes dessert Auge dans la Zone d'Activités des Bréandes, à Batardeau. Les lignes 3, 4 et 5 permettent quant à elles des dessertes variées, en desservant notamment les communes périphériques d'Auxerre (Monéteau, Perrigny, St-Georges/Baulche et Appoigny), mais aussi des quartiers Auxerrois (Piedalloues, Brichères, Les Conches/Clairions) ainsi que des lieux de vie essentiels, tels que la zone commerciale des Clairions, le centre-ville d'Auxerre, des établissements scolaires (Albert Camus, Jean Bertin) et d'enseignements supérieurs (CIFA, Université de Bourgogne), avec des fréquences établies entre 40 minutes et l'heure.

Au cœur de l'offre également, le service de Navette qui dessert le centre-ville d'Auxerre depuis deux ans maintenant. Modifié, et bénéficiant d'une plus large amplitude c'est un service qui a trouvé ses adeptes et qui est toujours très plébiscité.

Les lignes DIM1 et DIM2 offrent un service adapté à un fonctionnement les dimanches et jours fériés, avec des horaires calqués sur l'offre de train, un accès aux Clairions, au centre-ville, ainsi qu'aux quartiers les plus fréquentés.


ZOOM APPOIGNY
APPOIGNY Appoigny 5
Église d'Appoigny
Rue du Pavillon
AuxR Parc Nord
AuxR Parc
P+R Nord
Bruxelles
Londres
MONÉTEAU Grandes Haies
Rue du Château
Sommeville
Liberté
Église
Mairie
Île de France
Bretagne
Skenet'Eau
Commanderie
Carron
Saule
Pierre Curie
ADAPT
Saint-Exupéry
Saint-Quentin
Canada
Les Dumonts
Plaine des Isles
Zone Industrielle
Bas de Jonches
Caillottes
Mermoz
Services techniques
Haussmann
AUXERRE Les Clairions
Lumière
France Travail
Fourneaux
Jean Monnet
Châtenoy
Saint-Siméon Nord
Marne
Polyclinique
Eiffel
Guynemer
Denis Papin
Moulin du Président
Sainte-Marguerite
Collège A. Camus
Heurtebise
Foulon
Verdun
Monge
Les Conches
Champoulains
Plaine
H2
Mignottes
Turgotine
Lamartine
Brazza
Tournelle
Abbaye
Porte de Paris
Cochois
Pelais de Justice
Cathédrale
Cordeliers
Vauban
Denfert
Gambetta
Gare SNCF
Colbert
Charles de Foucauld
Egriselles
Redditch
Dr Schweitzer
AUXERRE La Roue
Théâtre
Quais
Rue du Pont
Saint-Pierre
Police
Rue du Temple
Voulabelle
Bourneil
AUXERRE Arquebuse N
AUXERRE Batardeau
Saint-Amâtre
Colette
Tassigny
Brichères
Lyautey
Fourier
Pasteur
Égleny
Suruguet
Hatin
Le Phare
Lafayette
Fragonard
Ingres
Django Reinhardt
Lorraine
Les Ardilles
Saint-Georges
La Guillaumée
Mairie de Saint-Georges
Collège Jean Bertin
Cormiers
Conseil Départemental
Ancienne Gare
Mairie de Perrigny
Vendanges
PERRIGNY Bréandes 4
PERRIGNY Auge 2
Hôpital
4ème R.I.
Les Rosoirs
Fleurus
Gare Routière
Champleroy
De Gaulle
Saint-Siméon Midi
Gouraud
Foulon
Heurtebise
Marne
Saint-Siméon Nord
Châtenoy
Jean Monnet
Fourneaux
Eiffel
Collège Camus
Verdun
Les Conches
Champleroy
Saint-Siméon Midi
Hôpital
4ème R.I.
Les Rosoirs
Gare Routière
Porte de Paris
Lamartine
Brazza
Tournelle
Vauban
Gambetta
Égleny
Hatin
Le Phare
Lafayette
Fragonard
Ingres
Fourier
Pasteur
Arquebuse
Voulabelle
Redditch
Batardeau
Dr Schweitzer
La Roue
Charles de Foucauld
Colbert
AUXERRE Les Clairions
AUXERRE Gare SNCF
AUXERRE Turgotine
DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS
LIGNES RÉGULIÈRES
1 AUXERRE Les Clairions <> AUXERRE La Roue
2 PERRIGNY Auge <> AUXERRE Batardeau
3 MONÉTEAU Grandes Haies <> AUXERRE Carrières
4 PERRIGNY Bréandes <> AUXERRE Les Clairions
5 APPOIGNY Appoigny <> AUXERRE Université de Bourgogne
N AUXERRE Arquebuse <> AUXERRE Arquebuse (Gratuite)
LIGNES DIMANCHE ET JOURS FÉRIÉS
Dim 1 AUXERRE Les Clairions <> AUXERRE Gare SNCF
Dim 2 AUXERRE Les Clairions <> AUXERRE Turgotine
Fonctionne toute l'année, sauf le 1er mai
Arrêt dans les deux sens
Arrêt dans un seul sens
Desserte à certaines heures
Pôle Flexibus
Arrêt accessible
Station AuxR_M le vélo
Dépositaire
AUXERRE Carrières
AUXERRE Université de Bourgogne
Stade Arbre Sec
Louis Richard
Collège Paul Bert
Auxerrexpo
Arboretum
Pont de Vallan
Via Agrippa
La Noue
Chantemerle
Savoie
Les Piedalloues
Guyenne

1.1.2 Le réseau périurbain

Depuis septembre 2024, le réseau périurbain a connu des modifications majeures. Exploité par AuxR_M le bus et réalisé par trois sous-traitants (Cresson Voyages, St-Marc Transports et Transarc), le réseau périurbain de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est découpée en trois zones, en fonction des collèges de rattachement : la Zone A regroupe toutes les communes dont le collège de rattachement est Jean Bertin (St-Georges) ; la Zone B regroupe les communes dont le collège de rattachement est Paul Bert (Auxerre) ; la Zone C regroupe les communes dont les collèges de rattachement sont Albert Camus et Denfert Rochereau (Auxerre). La seule exception concerne la commune de Gurgy, qui est à la fois dans la zone B et dans la zone C, en raison d'un rattachement au collège Paul Bert.

Une nouvelle numérotation des lignes a été mise en place, afin de faciliter la lecture et la compréhension du réseau :

- Les lignes numérotées de 10 à 19 correspondent aux lignes à destination de la Gare Routière, majoritairement pour les lycéens ;
- Les lignes numérotées de 20 à 29 correspondent aux lignes à destination des collèges ;
- Les lignes numérotées de 30 à 39 correspondent aux RPI, à destination des écoles maternelles et primaires.

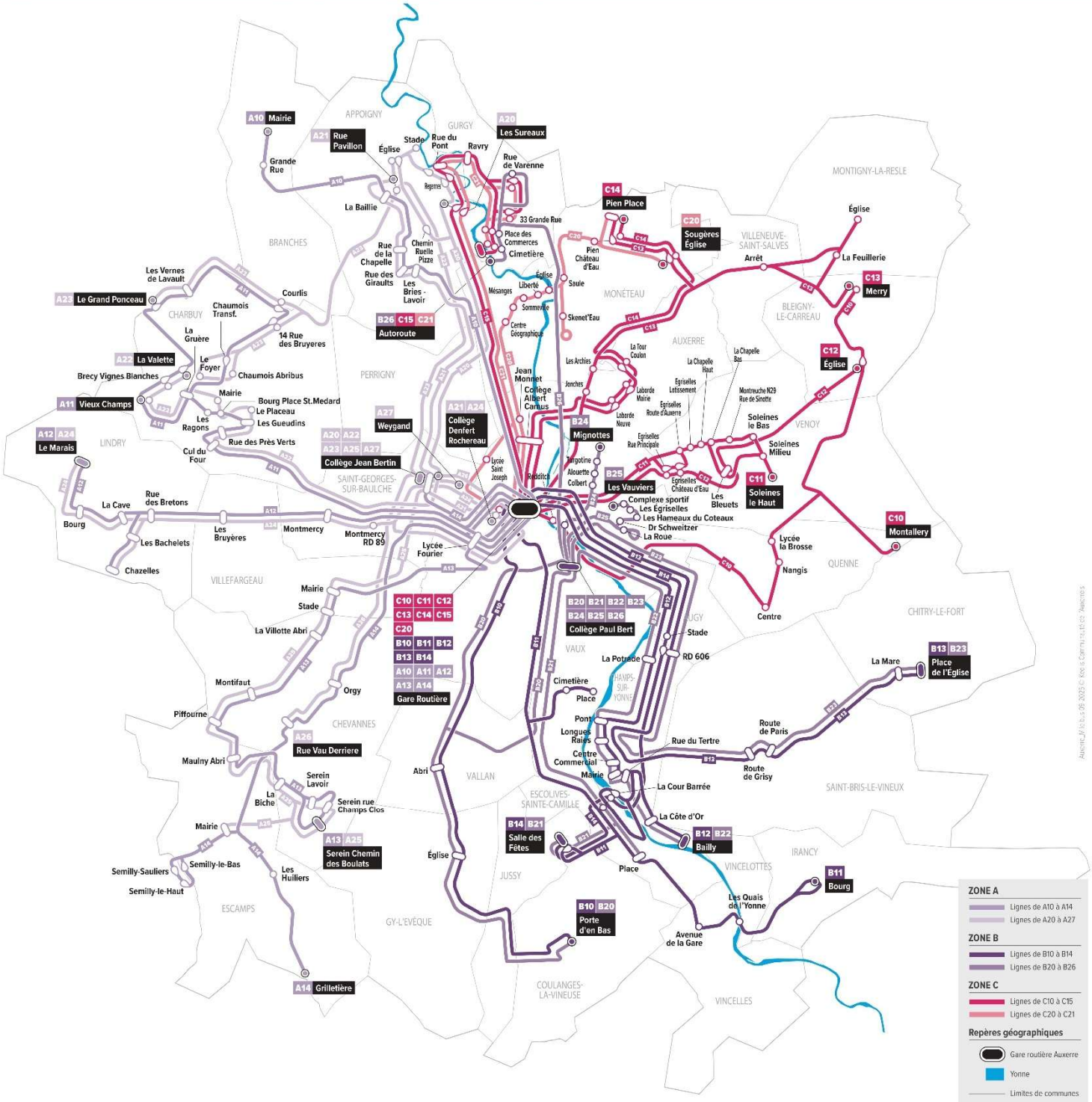
Les lignes A1 à A8, qui circulent depuis la Gare Routière et qui se rendent vers les établissements d'enseignement ont conservé les mêmes circuits, seulement de nom, étant désormais appelées N1 à N8.

Cette offre a été maintenue durant l'année 2025.

AuxR_M le bus.

Lignes périurbaines de l'Auxerrois

Zone A - Zone B - Zone C



1.1.3 Le Transport à la Demande

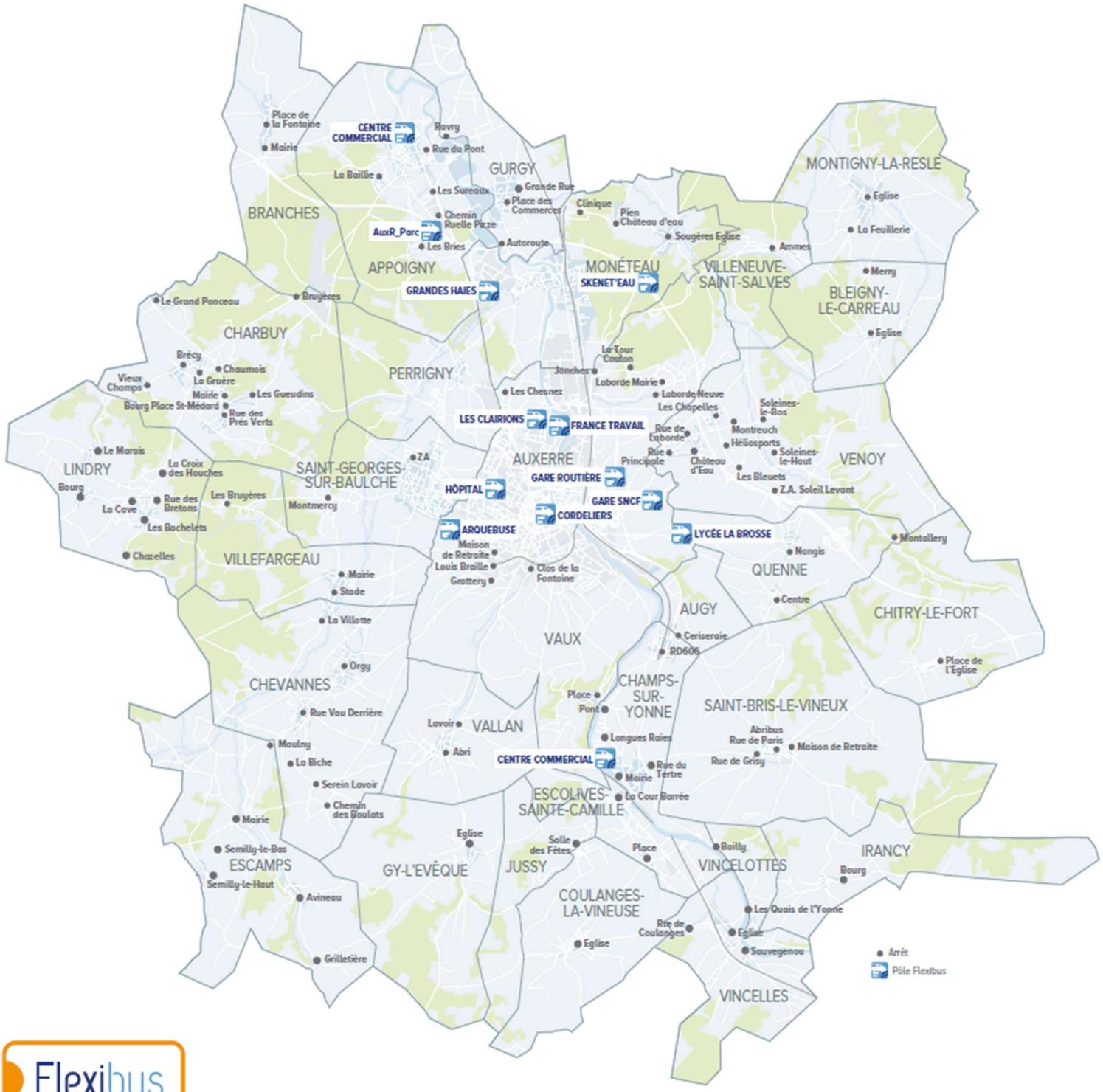
Depuis janvier 2024, le service de Transport à la Demande de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois se nomme Flexibus. Ce service a été totalement remanié par rapport à sa précédente version dans le réseau Léo, le Flexibus est un service de Transport à la Demande convergent, divergent, c'est-à-dire qu'il permet de se déplacer d'arrêts vers des pôles et vice-versa.

Avec 13 pôles, implantés majoritairement à Auxerre et dans d'autres communes périphériques de l'agglomération (Appoigny, Champs/Yonne, Monéteau, Venoy) et plus de 80 arrêts, ce service révolutionne les déplacements dans l'Agglomération, avec une amplitude de 7h à 19h en non-stop. Le mode de réservation contribue à rendre le service plus accessible, entre la possibilité de contacter le standard AuxR_M le bus, et l'utilisation d'outils numériques (application mobile et site web).

Pour le service Flexibus, un changement est intervenu en septembre 2025 : alors que le service fonctionnait jusqu'ici avec 7 services (généralement 3 services le matin et 4 l'après-midi), un huitième service a été introduit le 1er septembre 2025. Ce service, ajouté le matin, permet de répondre à plusieurs objectifs clés et structurants pour ce service en essor perpétuel : mieux répondre aux demandes de réservations durant l'heure de pointe du matin (7h-9h) très demandée par les actifs ; mieux répondre aux demandes lors des jours à forte fréquentation (notamment les mardis et vendredis, jours de marché de l'Arquebuse) ; minimiser le taux de refus, pour répondre aux exigences contractuelles du contrat de Délégation de Service Public.

Cette modification du service permet de mieux répondre aux demandes et cela se constate dans les chiffres de fréquentation (voir partie 2).

Pour financer ces moyens complémentaires, le choix a été fait de surseoir à la mise en service d'un TAD Tôt/Tard.



Flexibus

Comment ça marche ?

Votre service de transport à la demande fonctionne de 7h à 19h, du lundi au samedi, afin de se déplacer en toute liberté dans les 29 communes du territoire Auxerrois. Vous pouvez converger d'un arrêt vers l'un des 13 pôles, et vice-versa. Vous pouvez réserver un mois à l'avance et jusqu'à la veille

Comment voyager ?

Pour voyager, plusieurs possibilités : payer 1,50 euro auprès du conducteur (titre valable en correspondance 1h sur le réseau) ; où utiliser son abonnement à bord.
Attention : les abonnements -18 ans ne sont pas valables.

Comment réserver ?

Téléchargez l'application AuxR Flexibus

Rendez-vous sur www.auxrmlebus.com rubrique "se déplacer"

Par téléphone au 03 86 42 77 17

Préparer mon voyage

La veille de votre voyage, vous recevez la confirmation d'une plage horaire à 19h. Le jour J, une heure avant votre départ, vous recevez l'horaire exact auquel se présenter à l'arrêt. Pour toute modification ou annulation, merci de prévenir les agents.

1.2 Les perturbations significatives

1.2.1 Les travaux et impacts sur le réseau urbain

Au cours de l'année 2025, les travaux de voiries se sont multipliés et ont impactés notablement le réseau et les lignes urbaines. Selon les situations rencontrées et la géographie des arrêts concernés par les travaux et par conséquent, non desservis, des arrêts provisoires ou des arrêts de report sont mis en place. L'ensemble des déviations impactantes et d'une durée minimum de 15 jours sont recensées ci-dessous.

Lignes concernées	Arrêts concernés	Cause	Durée	Arrêt de substitution
2 DIM 1	Champleroy	Travaux Champleroy	Du 1er janvier au 7 mars **65 jours**	4ème R.I.
1 2 5 DIM 1	Gambetta	Travaux Gambetta	Du 10 avril au 1er mai **21 jours**	Gambetta (provisoire) Gare SNCF
3	Bourneil Pont de Vallan	Travaux rue de Bourneil	Du 22 mai au 11 juillet **50 jours**	Arquebuse Pont de Vallan (provisoire)
1	Egriselles	Travaux Egriselles	Du 26 mai au 13 juin **18 jours**	Charles de Foucauld
2 DIM 1	Gare Routière	Travaux Gare Routière	Du 2 juin au 30 juin **28 jours**	De Gaulle
1 DIM 2	Colbert	Travaux rue F. de Lesseps	Du 6 juin au 26 juin **20 jours**	Turgotine
2 DIM 1	4ème R.I.	Travaux aux Rosoirs	Du 16 juin au 4 juillet **18 jours**	Rosoirs Champleroy
1	Pasteur Hatin Denfert Egleny Arquebuse	Travaux du rond-point de Denfert	Du 30 juin au 8 août **39 jours**	Fourier Arquebuse (provisoire)
5	AuxR_Parc AuxR_Parc Nord	Travaux pont de l'Autoroute	Du 7 juillet au 30 septembre **85 jours**	Chemin Ruelle Pizze Desserte AuxR_Parc en Flexibus
1 DIM 2	Charles de Foucauld Colbert Turgotine	Travaux rue Ch. de Foucauld	Du 31 juillet au 29 août **29 jours**	Charles de Foudauld (provisoire) Turgotine (provisoire)
3	Bourneil Pont de Vallan	Travaux rue de Bourneil	Du 28 août au 17 octobre **50 jours**	Arquebuse St-Amâtre (desserte supplémentaire) Pont de Vallan (provisoire)

Lignes concernées	Arrêts concernés	Cause	Durée	Arrêt de substitution
4	Tassigny Colette Lyautey	Travaux Bvd Lyautey	Du 1er sept. au 17 octobre **47 jours**	Lyautey (provisoire) Maison de retraite (provisoire)
3	Guyenne Savoie	Travaux aux Piedalloues	Du 08 sept. au 10 octobre **32 jours**	Chantemerle

Les travaux ont considérablement impacté le réseau et l'ensemble des lignes. Durant, l'été, les lignes 1, 3, 5 et DIM2 ont été largement impactées par ces événements. L'excellente implication des conducteurs et contrôleurs a permis d'accompagner et minimiser l'impact sur la ponctualité et la réalisation des trajets des voyageurs, tout comme sur le confort des voyageurs quant à la réalisation de leurs trajets et la ponctualité.

La ligne 3 aura été la ligne la plus concernée par des modifications en lien avec des travaux durant 132 jours, et notamment 100 jours qui concernent la rue Bourneil. Pour limiter l'impact sur les usagers, un arrêt de report, l'Arquebuse a systématiquement été notifié aux voyageurs, tandis qu'un poteau provisoire pour l'arrêt Pont de Vallan (en direction de Grandes Haies) était mis en place. Lors de la seconde phase de travaux, à la suite de demandes de clients qui ne pouvaient accéder à leurs correspondances en raison de l'incidence de ces travaux et du retard généré, l'arrêt St-Amâtre a été ajouté au parcours de la ligne.

1.2.2 Les travaux et impacts sur le réseau périurbain et le Flexibus

Le réseau périurbain et le Flexibus ont également connu des déviations en raison de travaux de voiries. L'ensemble des déviations impactantes et d'une durée minimum de 15 jours sont recensées ci-dessous.

Lignes concernées	Arrêts concernés	Cause	Durée	Arrêt de substitution
B13 B23	Rue de Paris (St-Bris-le-Vineux)	Travaux rue de Paris	Du 27 janvier au 17 mars **49 jours**	Rue de Paris (provisoire)
B30	Ecole de Gy-l'Evêque	Travaux Gy-L'Evêque	Du 10 février au 16 mai **95 jours**	Gy-L'Evêque école (provisoire)
A14 A26	Ligne A14 Ligne A26	Travaux D158	Du 24 nov. au 12 février 2026 **80 jours**	Modification des horaires des lignes concernées

Les travaux majeurs qui ont impacté les communes de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois auront été longs et les solutions provisoires mises en place ont permis de répondre sans problème aux besoins des services afin de transporter dans les meilleures conditions l'ensemble des voyageurs concernés.

1.3 La liste exhaustive des courses non effectuées

En annexe 1, la liste exhaustive des courses non-effectuées. Dans les tableaux, sont classées par date ces courses, avec le niveau de détail suivant : ligne concernée ; horaire de la course ; trajet de la course ; durée de la course.

2. La fréquentation

Le réseau AuxR_M le bus aura connu, en 2025, sa première année pleine d'exploitation sur le réseau urbain et périurbain, après les changements notables de septembre 2024.

Le niveau global de fréquentation en 2025, d'après les validations billettiques extraites de Matawan, atteint 1 767 095 voyages. En 2024, les validations avaient fait l'objet d'un retraitement statistique, en raison de l'absence de matériel fonctionnel dans certains véhicules, notamment de sous-traitants. En 2025, l'ensemble des véhicules du réseau urbain et périurbain étaient équipés, le nombre de validations enregistrées est une représentation fidèle de la fréquentation.

Il semble important de signaler plusieurs facteurs ayant eu un impact significatif sur les chiffres de fréquentation : les mois de janvier et février 2025 ont été impactés par la fin de la crise technique de l'hiver 2024. Bien que la situation se soit améliorée grâce au plan d'action et dispositifs mis en place, 92,17% et 94,99% des courses étaient réalisées. Nous pouvons également identifier deux facteurs complémentaires : la perte de confiance de certains clients, qui se sont tournés vers d'autres moyens de transport, entraînant une baisse des validations ; ainsi qu'une baisse des effectifs scolaires dans la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, entraînant là aussi une baisse des validations.

Zoom sur la baisse des effectifs scolaires dans la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois :

Nous avons sollicité la DSDEN (Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale) de l'Yonne, afin d'obtenir les statistiques des effectifs scolaires dans l'ensemble des établissements (classes de maternelles, élémentaires, collèges et lycées) sur les trois dernières années. L'objectif est d'avoir des chiffres montrant une évolution temporelle et permettant de comparer aux statistiques des abonnements scolaires recensés sur le réseau.

Etablissements	2023-24	2024-25	2025-26
RPI	1 575	1 568	1 493
Collèges	3 392	3 349	3 237
Lycées	3 458	3 498	3 578
Total	*8 425*	*8 415*	*8 308*

Au regard de ces éléments, nous pouvons faire une comparaison avec les années antérieures à 2025-26 :

Etablissements	Ecart N-2	Ecart N-1
RPI	-82	-75
Collèges	-155	-112
Lycées	120	80
Total	*-117*	*-107*

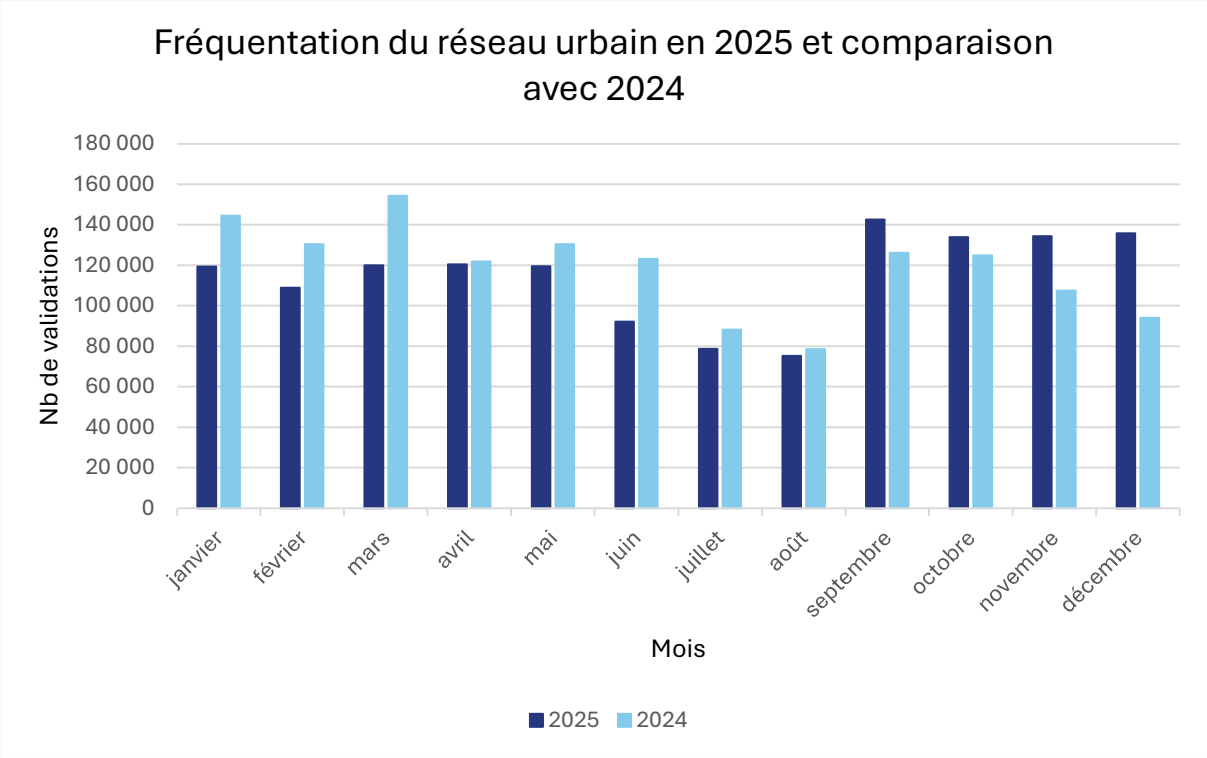
Au total, on constate la baisse de 224 élèves en trois années sur l'agglomération (-117 élèves entre l'année 2023-24 et 2025-26 et -107 élèves entre 2024-25 et 2025-26). C'est donc -1,27% d'élèves inscrits entre 2024-25 et 2025-26.

Par conséquent, compte tenu de ces chiffres et de la situation exposée, il semble qu'il puisse y avoir une corrélation entre baisse des effectifs dans les établissements et le nombre d'abonnements scolaires.

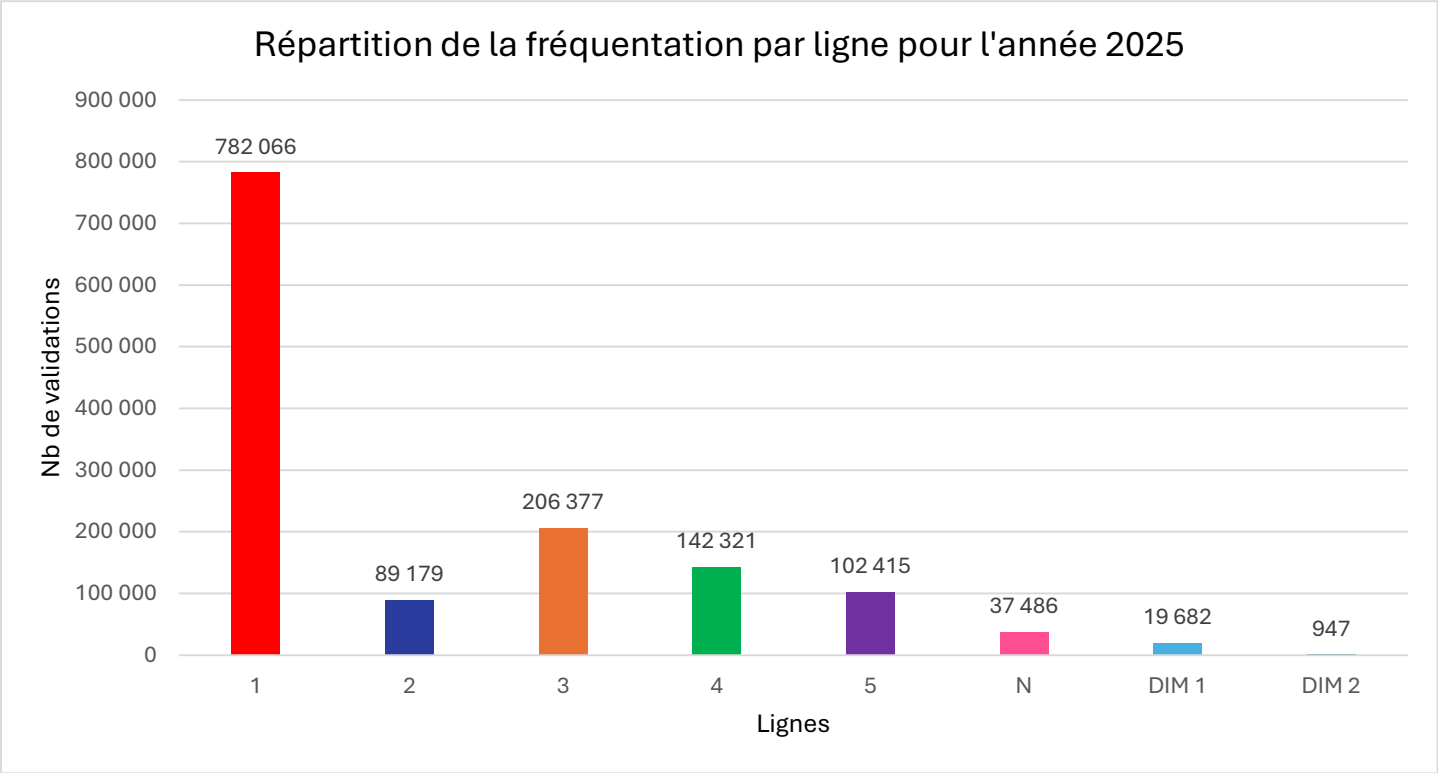
2.1 Les voyages par lignes et par services

2.1.1 Le réseau urbain

Pour toute l'année 2025, la fréquentation sur le réseau urbain s'élève à **1 380 473 validations billettiques**, soit -5,8% par rapport à 2024. Nous considérons que les véhicules étaient équipés d'un matériel fonctionnel. L'arrivée fin août, du paiement par carte bancaire en complément des nouveaux valideurs, a permis de saisir l'opportunité de doubler le nombre de valideurs à bords des véhicules. La crise technique en fin d'année 2024/début d'année 2025 et un mouvement social de 5 jours en juin 2025, ont eu un impact sur les validations mensuelles.



En 2024, le pic de fréquentation s'est établit en mars. En 2025, c'est en septembre que nous avons enregistré 142 511 validations billettiques. Si de janvier à août 2025, nous avons constaté une fréquentation en deçà de 2024, de septembre à décembre, une forte hausse des validations a été visible de manière continue.

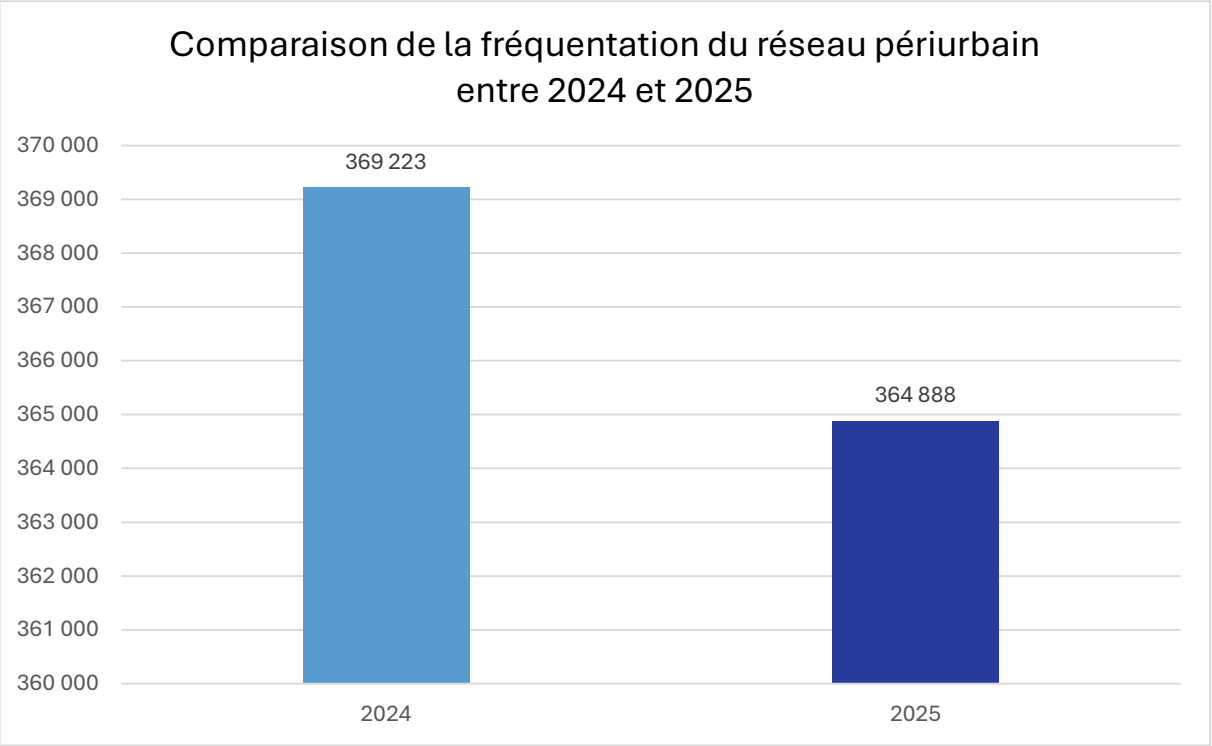


La ligne 1, ligne phare du réseau avec 782 066 validations sur l'année représente 56,65% des validations billettiques. Concernant l'ensemble des lignes urbaines, le changement de réseau empêche une comparaison objective des données entre 2024 et 2025.

Il est à noter également le bon fonctionnement des lignes des dimanches et jours fériés, sur lesquelles ont voyagé plus de 20 600 clients. Ces chiffres prouvent que le niveau d'offre répond à une demande certaine. Pour autant, il semble opportun de se pencher à l'avenir sur la ligne DIM2 et ses capacités à être optimisée. En effet, moins de 1000 voyageurs ont été comptabilisés sur cette ligne, soit seulement 4,6% des validations lors de la circulation de ces deux lignes, les dimanches et jours fériés (hors 1er mai).

2.1.2 Le réseau périurbain

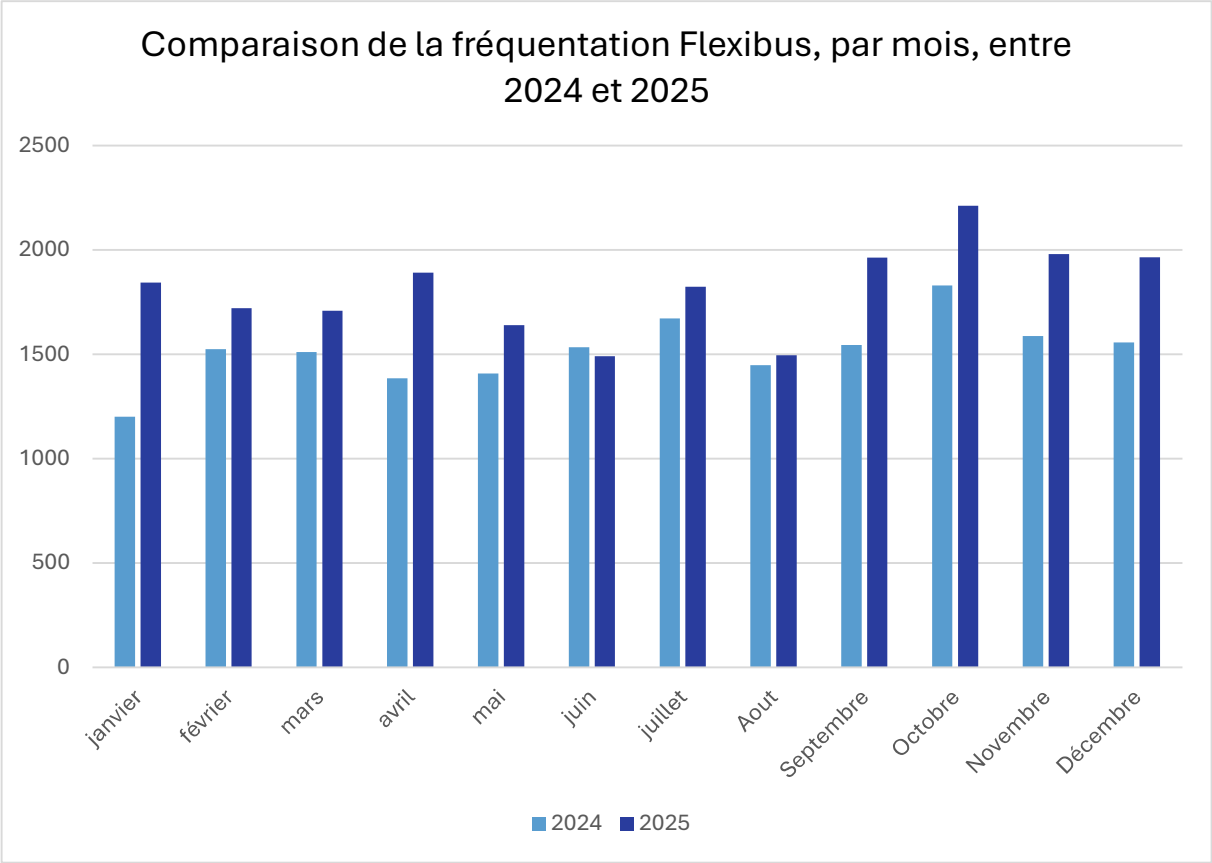
Depuis janvier 2024, le réseau périurbain est exploité par Keolis Communauté de l'Auxerrois dans le cadre de la DSP et sous-traité à trois transporteurs (Cresson Voyages, Saint-Marc Transports, Transarc). En 2025, l'ensemble de la flotte de nos sous-traitants était équipé de valideurs et nous proposons ci-après un graphique avec les chiffres de l'année 2025, comparés à ceux de 2024.



Entre 2024 et 2025, nous pouvons observer une baisse du nombre de validations de -1,17%. Ce chiffre est à mettre en corrélation avec la baisse des effectifs scolaires, évoquée en préambule de ce chapitre dédié à la fréquentation. En effet, rappelons que les effectifs scolaires dans la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois ont connu une baisse de -1,27% entre ces deux années. Quant aux abonnements scolaires -18 ans proposés sur le réseau, nous notons une baisse des abonnements de -2,83% entre 2024 et 2025 (3 927 abonnements en 2024 contre 2 816 abonnements en 2025). Cette baisse, en complément de la baisse globale des effectifs scolaires peut être mise en corrélation avec la crise technique connue fin 2024/début 2025. Des reports vers d'autres solutions de mobilité ont pu s'opérer et ont été conservées lors de la rentrée de septembre 2025.

2.1.3 Le Transport à la Demande, Flexibus

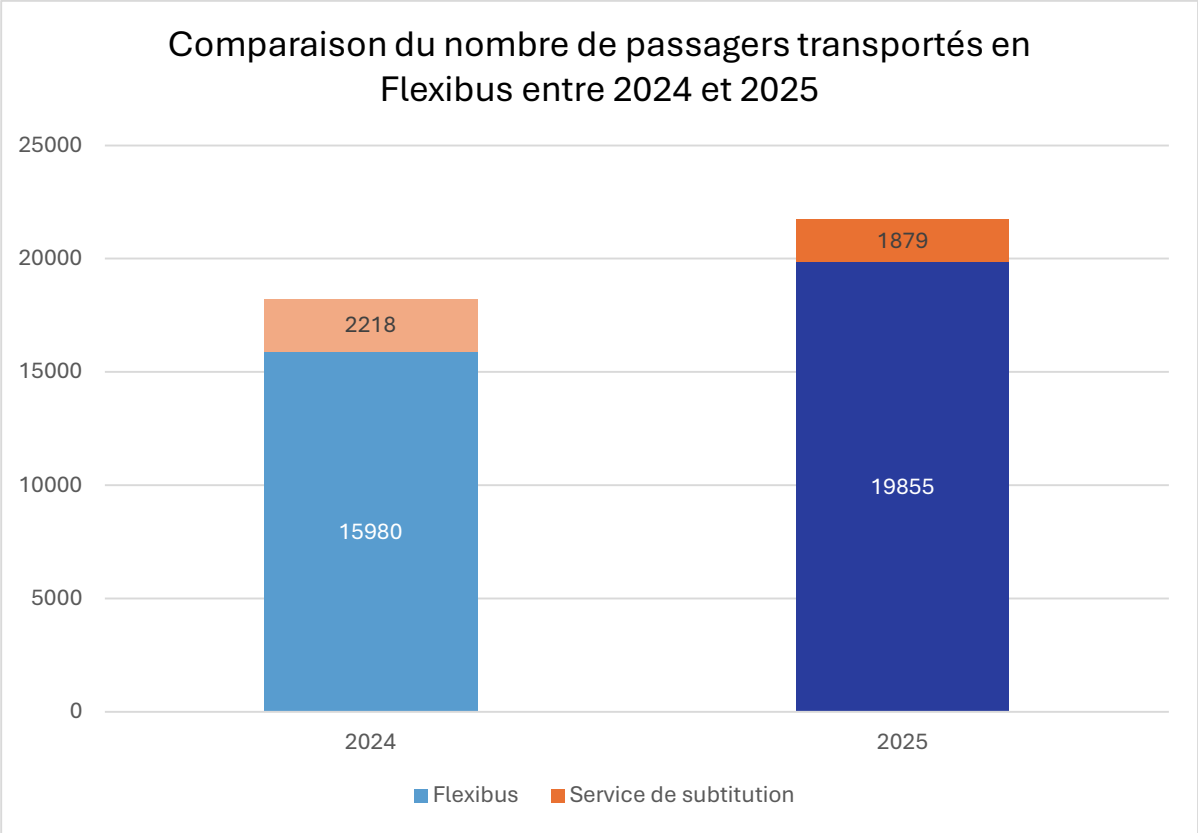
Le service de Transport à la Demande, Flexibus, a fêté sa seconde année d'existence sous cette forme. Ce service convergent/divergent, permet à l'ensemble des habitants des 29 communes de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois de se déplacer depuis/vers l'un des 13 pôles proposés par le service. Ces derniers sont ce que l'on peut appeler des « lieux de vie » ou « lieux essentiels », permettant de répondre à des besoins primaires : zones d'emplois, établissements de santé, établissements scolaires, zones commerciales, zones de loisirs, ...



Nous pouvons constater que le service Flexibus a continué sur sa lancée de 2024, en battant de nouveaux records au cours de cette année 2025. D'abord, le service a connu une augmentation continue du nombre de voyageurs et ce dès le mois de janvier, comme l'atteste le graphique comparatif ci-dessous. En raison d'un mouvement social, seul le mois de juin 2025 est légèrement en retrait par rapport aux chiffres de l'année n-1. Les mois d'été ont été également plébiscités par nos clients, toujours plus nombreux à utiliser le service durant cette période.

A partir de septembre 2025, le service a connu une évolution avec la mise en place d'un huitième service en fonctionnement en journée, la semaine. Durant les 20 premiers mois d'exploitation du service, ce dernier fonctionnait avec 7 services conducteurs (en période scolaire), oscillant entre plusieurs configurations : 3 services les matins/4 services les après-midis ; 4 services les matins/3 services les après-midis ; 3,5 services les matins et les après-midis. Il s'avère que ce fonctionnement, qui s'adaptait aux jours de la semaine en fonction des charges observées, ne répondait pas parfaitement aux demandes, notamment aux heures de pointe (7h-8h30 / 16h30-18h30). En effet, nous observons que nombreux sont nos clients qui utilisent le service pour des trajets domicile-travail. Afin de mieux répondre à ces demandes et également améliorer notre taux de refus, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a répondu favorablement à notre demande de mise en place d'un huitième service. Grâce à cela, nous avons non seulement pu répondre davantage aux demandes des clients mais nous avons pu observer également une augmentation du nombre de demandes de réservations. Cela se traduit par une

hausse continue du nombre de voyageurs transportés, avec un pic atteint en octobre 2025, de 2 212 voyageurs transportés.

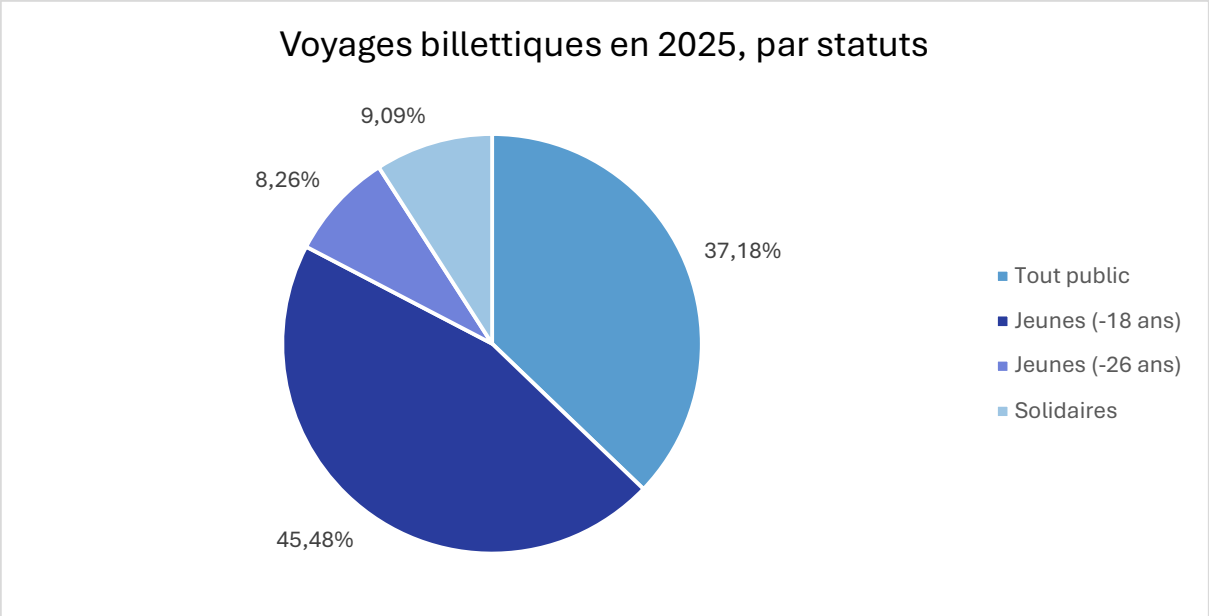


Le bilan de l'année 2025 pour le service Flexibus est donc très bon : nous constatons une hausse de 19,4% du nombre de voyageurs (18 198 en 2024 et 21 734 en 2025). Enfin, les voyages en service de substitution représentent environ 6% des voyages totaux, contre 12% environ en 2024. L'ajout d'un service supplémentaire à partir de septembre 2025 représente une hausse d'offre de +12,5%. Pour la période de septembre à décembre, en comparant la période 2025 et 2024, on constate une hausse de fréquentation du service de 24,6% (6 517 passagers en 2024 sur ces 4 mois et 8 120 en 2025).

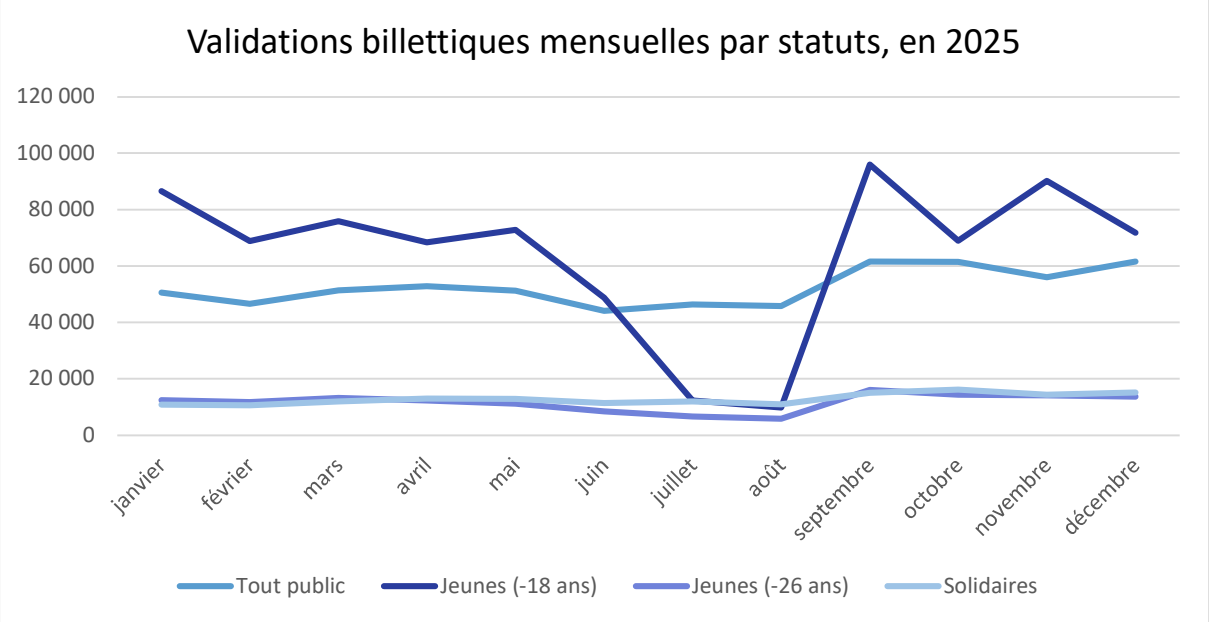
2.2 La fréquentation par titres

La fréquentation par type de titres permet de mieux connaitre les usagers qui voyagent à bord de nos lignes. L'année 2025 va ainsi être comparée à l'année 2024, qui fut une année de référence pour la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois et le réseau AuxR_M le bus. Pour les voyages billettiques par statuts, nous observons une part importante de validations dû à la part du jeune public. Si l'on regarde le graphique ci-après, nous constatons que 53,74% des validations sur le réseau AuxR_M le bus sont faites par des jeunes (abonnés -18 ans et abonnés -26 ans). Ce chiffre est en légère hausse par rapport à 2024 (52,3%). Nous pouvons aussi constater une légère baisse pour les validations « Tout public » (38,79% des validations en 2024 contre 37,18% en 2025), qui concernent l'ensemble des validations d'un public qui a plus de 26 ans. Les validations solidaires (bénéficiaires de la CSS ou de l'AME), connaissent quant à elle une augmentation, passant de 8,90% en 2024, à 9,09% en 2025. Cela témoigne de notre engagement à mieux

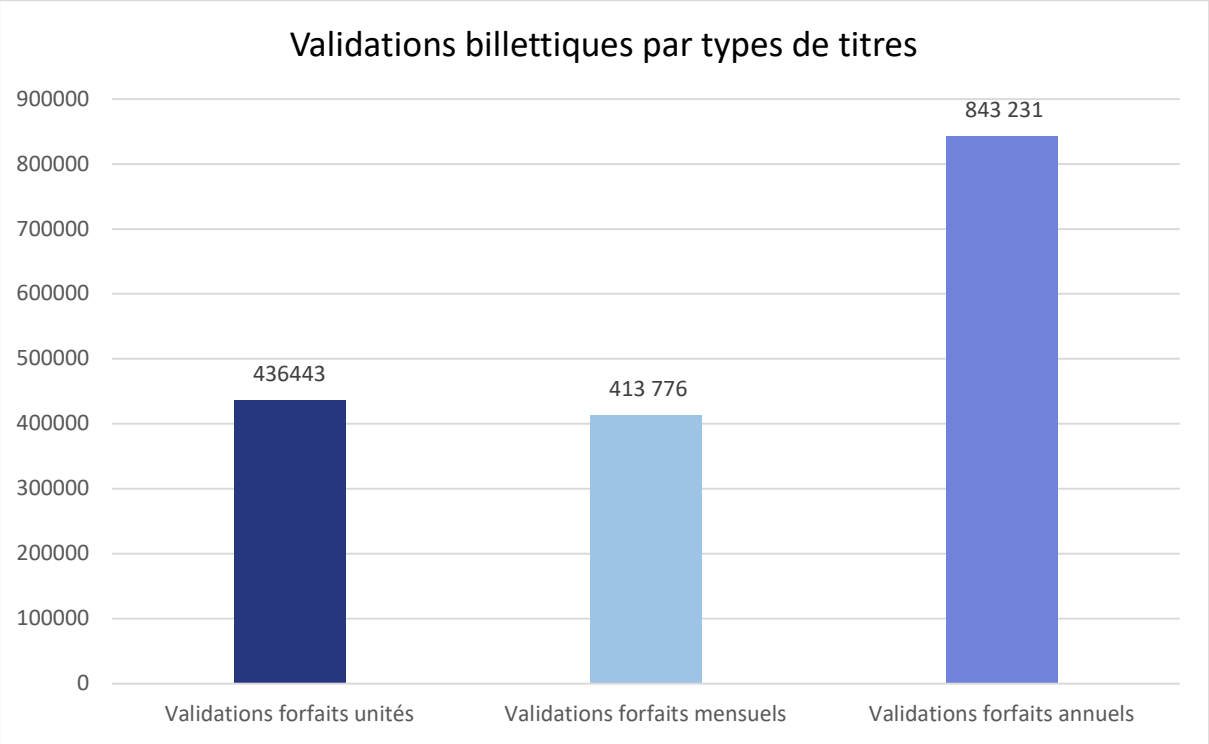
communiquer auprès de ce public, notamment grâce à un travail mené de concert avec le CCAS, débuté fin 2025 et amené à se pérenniser.



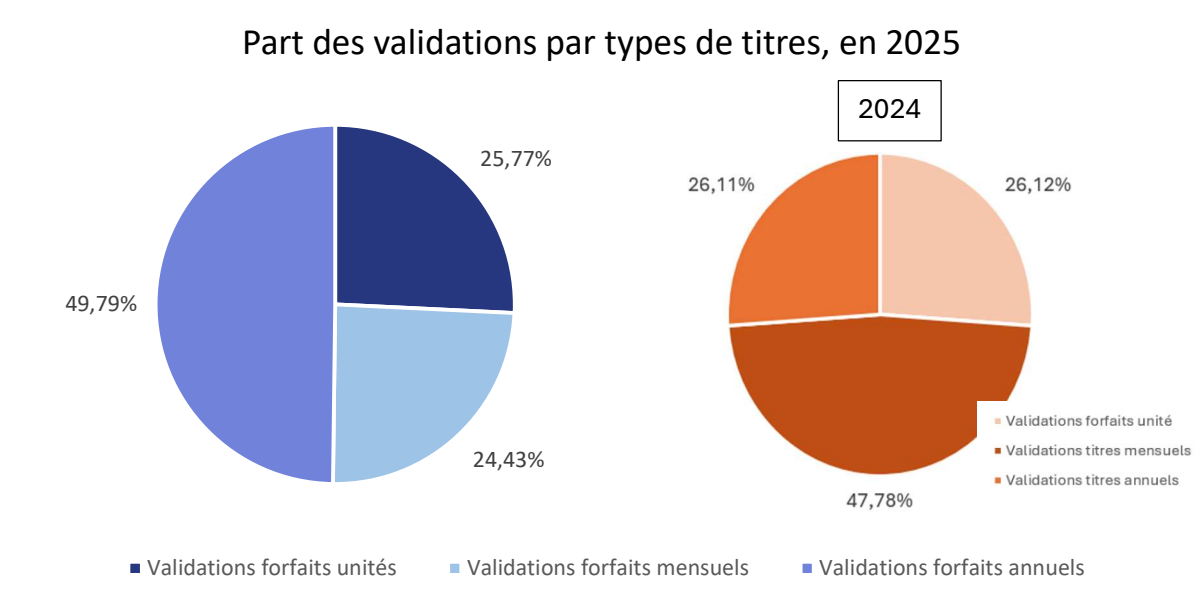
Si l'on s'intéresse aux validations billettiques mensuelles par statuts, nous constatons ce que nous avons évoqué au préalable : il y a un avant et un après septembre 2025 concernant la fréquentation du réseau. L'ensemble des profils a connu une augmentation – post période estivale – du nombre de validations, tout en gardant des chiffres constants jusqu'à la fin de l'année, et qui sont supérieurs à ceux observés durant les premiers trimestres de l'année.



2.3 La fréquentation par types de titres



Le graphique ci-dessus exprime les validations billettiques en fonction de la typologie du titre utilisé à bord.



Concernant la part des validations par types de titres au cours de l'année 2025, nous pouvons constater que les abonnements annuels pèsent quasiment la moitié des validations sur le réseau AuxR_M le bus. Ce taux était de 47,8% en 2024. Pour les forfaits mensuels ou unitaires, nous pouvons constater que les forfaits mensuels reculent dans leur proportion à être validés, tout comme les forfaits unitaires, à moindre échelle. Ces baisses des validations des titres mensuels et unitaires peuvent s'expliquer de différentes

manières : si, effectivement, nous avons constaté en préambule, une baisse de près de 6% de la fréquentation, il faut aussi mettre en perspective ce que nous comparons. Les années 2024 et 2025 n'ont pas été à un niveau d'offre constant et continu : en 2024, le réseau urbain a connu des évolutions en septembre, tout comme le réseau périurbain, tandis qu'en 2025, le fonctionnement est resté identique durant toute l'année. Ce changement d'offre en septembre 2024 sur le réseau urbain, permettant notamment une recombinaison des lignes et une optimisation des moyens, tout en permettant la création d'une dizaine d'arrêts complémentaires. Ceci a permis la réduction du nombre de correspondances, puisque des trajets plus directs et efficients ont été créés. Nous détaillerons dans la partie *Recettes* le nombre de titres vendus en fonction de leur typologie mais nous pouvons d'ores et déjà dire que nous avons connu une hausse de 4,5% de titres vendus en 2025 par rapport à 2024.

Existe-t-il vraiment une corrélation entre nombre de validations et baisse de clients sur le réseau ? Les lignes plus directes peuvent maintenir le nombre de clients à bord, tout en réduisant le nombre de validations.

3. Relation clients et communication

3.1 Politique tarifaire

Même si les tarifs en vigueur sont restés identiques au cours de l'année 2025, il est à noter l'apparition pour la première fois sur le réseau, à la fin de l'été 2025, du paiement par carte bancaire à bord des véhicules du réseau (urbain et Flexibus). Cette innovation vient faciliter le parcours des voyageurs, qu'ils soient habitués ou occasionnels, permettant d'avoir toujours un titre de transport à disposition.

3.1.1 Titres et supports du réseau AuxR_M le bus

3.1.1.1 Les supports

Les supports vendus sur le réseau AuxR_M le bus sont les suivants :



- Les Titres Unitaires (TU), seul titre vendu à bord par les conducteurs ;
- Les cartes nominatives sur lesquelles peuvent être chargés tous types de titres présents dans la gamme tarifaire, achetables uniquement en Agence Mobile ;
- Les cartes anonymes sur lesquelles peuvent être chargés uniquement les TU ou carnet de 10 titres.



Désormais, comme évoqué en introduction de ce chapitre, il y a la possibilité de se servir de sa carte bancaire comme titre de transport à bord des bus du réseau AuxR_M le bus. En effet, depuis le 18 août 2025, de nouveaux supports sont apparus afin de faciliter la vie de l'ensemble des voyageurs du réseau. Il est possible de valider son titre grâce à sa carte bancaire, son smartphone ou sa montre connectée. Le prix du titre est toujours d'1,50€ avec ce moyen de paiement.

Il est également bon de rappeler que la validation du titre de transport est indispensable à chaque montée à bord d'un véhicule, y compris en cas de correspondance. Cela permet à l'exploitation d'obtenir des statistiques fiables et exploitables sur le fonctionnement du réseau, rendant les études et analyses plus fines et détaillées.

3.1.1.2 Les titres

Les titres de transport du réseau AuxR_M le bus sont applicables à l'ensemble des services proposés, sauf deux : La Navette, service gratuit ; ainsi que l'abonnement annuel moins de 18 ans, qui est quant à lui inutilisable sur le service de Transport à la Demande, Flexibus.

Nom du titre	Tarification en vigueur	Ayants-droits	Utilisation du titre	Durée de validité	Utilisation
Ticket unitaire	1.,50 €	Tout usager	Sur tout le réseau avec ou sans correspondance	1h (en cas de correspondance, la montée dans le dernier véhicule doit s'effectuer au plus tard 59 minutes après la première validation)	- M'Ticket - Sur la carte anonyme ou nominative - Achat auprès du conducteur - Paiement par carte bancaire à bord
Carnet de 10 tickets	11 €	Tout usager	Sur tout le réseau avec ou sans correspondance	1h (en cas de correspondance, la montée dans le dernier véhicule doit s'effectuer au plus tard 59 minutes après la première validation)	- M'Ticket - Sur la carte anonyme ou nominative
Carnet de 10 tickets solidaire	5,50 €	Tout usager de + de 18 ans, bénéficiant de CSS ou AME.	Sur tout le réseau avec ou sans correspondance	1h (en cas de correspondance, la montée dans le dernier véhicule doit s'effectuer au plus tard 59 minutes après la première validation)	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement
Abonnement mensuel + de 26 ans	30 €	Tout usager de + de 26 ans	Libre de circulation sur tout le réseau	1 mois glissant à partir de la date choisie de mise en service	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement
Abonnement mensuel solidaire	15 €	Tout usager de + de 18 ans, bénéficiant de la Complémentaire Santé Solidaire (CSS) ou Aide Médicale d'Etat (AME)	Libre de circulation sur tout le réseau	1 mois glissant à partir de la date choisie de mise en service	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement
Abonnement mensuel – de 26 ans	20 €	Tout usager de - de 26 ans	Libre de circulation sur tout le réseau	1 mois glissant à partir de la date choisie de mise en service	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement

Nom du titre	Tarification en vigueur	Ayants-droits	Utilisation du titre	Durée de validité	Utilisation
Abonnement annuel – de 18 ans	85 €	Tout usager de – de 18 ans	Libre de circulation sur tout le réseau (hors Flexibus)	Du 1er septembre au 31 août de chaque année, hors Flexibus	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement
Abonnement annuel – de 26 ans	160 €	Tout usager de -de 26 ans	Libre de circulation sur tout le réseau	1 mois glissant à partir de la date choisie de mise en service	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement
Abonnement annuel + de 26 ans	300 €	Tout usager de + de 26 ans	Libre de circulation sur tout le réseau	1 mois glissant à partir de la date choisie de mise en service	- M'Ticket - Sur la carte nominative uniquement

3.1.1.3 Les canaux de distribution

Dans une volonté d'amélioration continue du parcours clients, AuxR_M le bus a développé durant l'année 2025 de nouvelles solutions pour l'ensemble des voyageurs. Si de nouveaux dépositaires ont rejoint les points de vente déjà existants, une grande nouveauté a vu le jour : l'agence virtuelle.

L'agence virtuelle est venue d'une inspiration de ce qui peut se faire dans d'autres réseaux du groupe Keolis, à l'image du *réseau Stan* de Nancy. Là-bas, l'agence virtuelle existe : le client prend un rendez-vous en ligne et se déplace en agence afin de rencontrer un conseiller, au jour et à l'horaire choisi. Dans l'Auxerrois nous sommes allés encore plus loin : le principe est le même avec la prise de rendez-vous, mais tout se passe à distance. Le client est rappelé au jour et à l'horaire choisi et une solution de paiement à distance (100% sécurisée) a été mise en place, avec envoi d'un lien par sms permettant le paiement. Ce canal de vente a très vite trouvé son public car il est le parfait mélange entre la boutique en ligne et l'agence physique : il n'y a désormais plus besoin de se déplacer mais le client bénéficie de tous les avantages de l'accompagnement par un agent.

Dans la continuité, le réseau AuxR_M le bus s'est également doté de deux nouveaux dépositaires : l'un situé à Auxerre, rue du Pont, ainsi qu'un second à Monéteau, rue de Seignelay. Ces nouveaux points de vente viennent renforcer l'offre existante, afin de permettre une amélioration continue du maillage territorial. L'objectif est de permettre au plus grand nombre de se doter d'un titre de transport, sans nécessairement passer par l'agence.

En complément, retrouvez ci-dessous l'ensemble des solutions qui existent pour les voyageurs du réseau, pour se munir d'un titre de transport :

- A l'Agence Mobile AuxR_M le bus : Crée à l'arrivée de Keolis au 1er janvier 2024, afin d'offrir une nouvelle solution aux clients à la suite de la fermeture de la Maison des Mobilités située auparavant au centre-ville, cette agence se veut innovante par son principe. Située au cœur de ville, à l'Arquebuse à minima 3 fois par semaine (les matins de marché et un après-midi par semaine), les conseillères en mobilités se rendent désormais aussi dans les autres communes de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois afin de faire la promotion des services et aussi

rendre accessible ce service. En Agence, l'ensemble des titres de la gamme tarifaire peuvent être achetés ;

- En Agence Virtuelle : en lien avec une conseillère en mobilités, les clients bénéficient de tous les services proposés par AuxR_M le bus en agence mobile, le tout, à distance. L'ensemble des titres de la gamme tarifaire peuvent être achetés via ce canal de vente ;
- Chez l'un des 9 dépositaires du territoire :
  - Le Denfert, 77 Avenue Denfert-Rochereau, Auxerre ;
  - Le Calumet, CC Saint-Siméon, Auxerre ;
  - Le Jacam, 130 Rue de Paris, Auxerre ;
  - CC E.Leclerc, à l'espace presse, 14-16 Avenue Jean Jaurès, Auxerre ;
  - Le Bel Air, 69 Rue Théodore de Bèze, Auxerre ;
  - 1000 & une vape, 97 Rue du Pont, Auxerre ;
  - Au Carré d'As, 8 rue de Seignelay, Monéteau ;
  - Café de la Poste, 3 Rue de Seignelay, Monéteau ;
  - Cora Grandes Haies à l'espace électroménager, 53 Avenue de Paris, Monéteau ;
  - Mairie de Charbuy, 52 Grande Rue, Charbuy ;
  - Mairie de Montigny-la-Resle, Place de l'Eglise, Montigny-la-Resle ;
- Via la boutique en ligne sur le site www.auxrmlebus.com ou sur l'application mobile M'Ticket AuxR_M. Les titres nécessitants un justificatif (CSS/AME) n'y sont pas disponibles ;
- Auprès des conducteurs sur le réseau urbain et en Transport à la Demande pour tout achat d'un titre unitaire. Il n'est toutefois pas possible d'acheter un titre auprès du conducteur sur le réseau périurbain.

3.2 Bilan de la politique d'Informations Voyageurs

3.2.1 Les supports d'informations Voyageurs

Le réseau a connu en 2025 sa première année pleine sous l'identité AuxR_M le bus. Cette identité, dévoilée et déployée au cours de l'année 2024 avec en point d'orgue le lancement du nouveau réseau le 2 septembre 2024 a bien été apprivoisée par l'ensemble des voyageurs.

3.2.1.1 Documents à destination des usagers

Après l'introduction des fiches horaires par ligne lors du lancement du réseau en 2024, pour le réseau urbain, le principe est resté inchangé. Les fiches horaires gardent la même philosophie, avec les horaires de passage à chaque arrêt, par période, ainsi qu'un plan global du réseau permettant de visualiser le parcours de la ligne sur laquelle le voyage est effectué, sans perdre de vue les potentielles correspondances avec les autres lignes. Le plan du réseau urbain est également disponible dans une version unique, permettant de retrouver :

Au recto du document :



- Le plan du réseau urbain occupe tout l'espace du recto avec le détail du parcours de toutes les lignes ;
- La mise en avant des pôles Flexibus pour mettre en avant les potentielles correspondances ;
- La mise en avant de toutes les stations AuxR_M le vélo, désignées à l'aide d'un pictogramme identique au totem des stations

Au verso du document :

- Le plan du service de Transport à la Demande Flexibus avec l'ensemble des arrêts disponibles ainsi qu'une succincte explication du fonctionnement du service ;
- Les informations sur les tarifs ainsi que sur les lieux où il est possible d'acheter son titre de transport ;
- La mise en lumière de la prime transport (50% remboursé par l'employeur) ;
- La mise en avant des principales règles de savoir-être au sein des véhicules ;
- La mise en avant du service AuxR_M le vélo, dans le but de promouvoir l'intermodalité et la complémentarité des services.

Le réseau périurbain est quant à lui doté d'un fonctionnement 100% dématérialisé. Chaque ligne possède une fiche horaire, tandis que le plan du réseau périurbain est disponible, le tout, en téléchargement sur le site internet du réseau.

La fin d'année 2025 aura été l'occasion également d'uniformiser tous les documents à destination des voyageurs, avec la mise à la charte du flyer Flexibus. Ce document, initialement en format livret A5, s'est transformé pour être au format poche, comme tous les autres documents qui concernent le réseau urbain. L'objectif est de mieux accompagner la compréhension du service pour les nouveaux clients mais aussi les habitués.

Au recto du document :

- Le plan du service de Transport à la Demande Flexibus ;

Au verso du document :

- Les explications du fonctionnement du service ainsi que toutes les étapes, de la création de la fiche client au voyage, en passant par la réservation ;
- Un rappel des règles à respecter pour pouvoir voyager en Flexibus

Comment réserver mon Flexibus?

1 Je crée mon compte

Via l'**application mobile AuxR Flexibus**. Téléchargez l'appli et créez votre espace personnel en quelques minutes.

Sur **notre site internet** 24h/24. Rendez-vous sur auxrmlebus.com.

Par **téléphone**. Appelez-nous au **03 86 42 77 17**, nos équipes vous accompagnent dans votre inscription et réservation, du lundi au samedi de 7h à 20h.



2 Le jour de mon voyage

- Une heure avant mon départ, je reçois un sms m'indiquant l'heure précise à laquelle le véhicule se présentera à mon arrêt.
- Je me présente 2 mn avant l'heure indiquée pour éviter les retards (si vous n'êtes pas présent à l'arrêt, le conducteur vous appellera, gardez donc votre téléphone à proximité).
- En temps réel, je peux suivre, sur internet ou l'application, le véhicule qui vient me chercher à mon point d'arrêt.
- A bord, je valide mon titre de transport à la montée ou je paie en espèces auprès du conducteur ou par carte bancaire.

En cas d'imprévu, il est possible d'annuler votre réservation, jusqu'à 2 h avant l'horaire de départ.
Toutes absences répétées à la prise en charge peuvent être sanctionnées.

2 Je réserve ma course

- Je réserve ma course un mois à l'avance et/ou jusqu'à 24 h avant mon départ.
- Je peux réserver le même trajet pour plusieurs jours et jusqu'à 4 accompagnants.
- Je fais un trajet depuis/vers l'un des points d'arrêt de ma commune ou depuis/vers l'un des 13 pôles Flexibus figurant sur la carte.
- Je reçois un sms avec une plage horaire de prise en charge de 30 minutes, la veille de mon voyage à 19h.

L'amplitude horaire est de 7h à 19h, en continu, du lundi au samedi, hors jours fériés.

A savoir !

- **Tous les titres de transport sont acceptés.** *Excepté l'abonnement annuel pour les moins de 18 ans.*
- **Préparez votre moyen de paiement avant de monter.** *Carte bancaire ou espèces.*
- **Les chiens d'assistance sont admis sans restriction.**
- **Les animaux sont admis dans le flexibus.** *A condition qu'ils soient dans un panier.*
- **Le trottinettes pliées sont tolérées à bord du flexibus.**





3.2.1.2 L'affichage à bord des véhicules



L'affichage à bord est resté inchangé pour l'année 2025. Les thermomètres de ligne sont restés identiques, épurés et mettant en avant la couleur et l'indice de chaque ligne. Les noms des terminus sont inscrits en gras pour une meilleure

visibilité, les arrêts accessibles sont signalés, tout comme les lignes en correspondances.



Les autres types d'affichage, comme le règlement intérieur à bord du véhicule, les informations sur la tarification ou les règles à respecter affichées auprès du conducteur sont restées telles qu'au lancement de l'identité AuxR_M le bus. La nouveauté en 2025 réside dans l'affichage sur les portes avant des bus, d'un sticker rond indiquant la possibilité de payer par carte bancaire à bord. Enfin, les nouveaux valideurs mis en place pour les validations par cartes bancaires ainsi que cartes de transport, ont également été habillés à la charte AuxR_M le bus, ainsi que conformément aux normes et règlementations en vigueur (logo CB, Visa et MasterCard chartés).

3.2.1.3 Signalétique aux points d'arrêts

La signalétique aux points d'arrêts a été mise à jour au cours de l'année 2024, et a été conservée durant l'année 2025. Les têtes de poteaux, fonds d'abribus et fonds de poteaux sont donc restés identiques. L'ensemble de ces éléments sont chartés aux couleurs du réseau AuxR_M le bus et la visibilité ainsi que l'accessibilité sont des enjeux auxquels cette signalétique répond : pour les têtes de poteaux, écriture du nom de l'arrêt en gros caractères, en blanc et sur fond foncé ; indices de ligne en grand, avec les directions pour faciliter la compréhension ; pictogramme d'accessibilité pour indiquer que l'arrêt est aux normes ; Aux abris et aux poteaux, les fiches horaires sont maintenant disposées du bas, vers le haut, pour permettre une meilleure visibilité. Les abris sont dotés d'un grand plan de réseau avec un fond plus contrasté, là encore pour améliorer la lisibilité. Aux poteaux, un plan schématique épuré prend place pour permettre de se repérer géographiquement.

L'affichage à la Gare Routière a également été maintenue à niveau, avec pour rappel, la mise en place d'un plan de pôle 2D et géo-orienté, en fonctionnement du positionnement de l'abribus dans l'espace. Sur tous les quais on retrouve les lignes passantes ainsi que les horaires de prise en charge. Aussi, pour faciliter la compréhension de tous, les trois temps de prise en charge sur site ont été différenciés : un soleil levant pour les horaires du matin ; un soleil pour les horaires du midi ; un croissant de lune pour les horaires du soir.

Une nouvelle forme de signalétique est arrivée à la fin de l'année 2025 avec la mise en place des Bornes d'Informations Voyageurs (BIV). Au nombre de 5, elles sont placées aux principaux arrêts du réseau, à savoir Les Clairions, Arquebuse (double sens de circulation) et la Gare SNCF (double sens de circulation). Ces écrans permettent la diffusion des prochains passages des véhicules, en temps réel. Un bouton d'information sonore est également mis à distance à l'ensemble de ces arrêts, permettant la diffusion sonore des informations affichées. Cela vient, là aussi, renforcer l'accessibilité du réseau.



3.2.1.4 L'Informations Voyageurs en situation perturbée

La gestion des infos travaux, perturbations et changement d'offre

L'information voyageurs en situation perturbée nécessite une certaine coordination entre les services mais également de la réactivité, afin de permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'information.

En règle générale, l'information est diffusée sur :

- Le site internet www.auxrmlebus.com, rubrique Info Trafic ;
- Sur l'application mobile AuxR_M le bus ;
- De l'information aux points d'arrêts concernés

Afin de faciliter la compréhension mais aussi pour améliorer la lisibilité de l'information, nous avons concerné le processus mis en place avec une déclinaison de trois typologies distinctes pour les informations aux arrêts :

- Affichage orange pour les déviations avec arrêt de report ;
- Affichage rouge pour les perturbations sans report immédiat ;
- Affichage bleu pour les événements particuliers



La diffusion d'information mise en place en 2024 s'est poursuivie, avec le réseau social Facebook qui aura été notre support d'information primaire pour tout ce qui concerne les perturbations. Lorsque le mouvement social est intervenu en juin 2025, les usagers pouvaient découvrir l'état du réseau dès la veille 17h, avec toutes les informations sur le fonctionnement du réseau, le lendemain. Suivi par près de 4 000 personnes à la fin de l'année 2025, la page AuxR_M le bus permet un

véritable relais d'information, touchant à la fois les personnes abonnées à la page mais aussi toutes celles qui ne le sont pas, grâce aux partages des followers. Toutefois, de nombreux clients nous ont indiqué ne pas avoir Facebook et nous nous sommes rendu compte que la diffusion via Facebook n'était pas toujours complémentaire aux autres outils. Par conséquent, fin 2025, dans une démarche d'innovation accompagnée par le groupe Keolis, la filiale a lancé les démarches d'une création de chaîne WhatsApp. Cette chaîne, dès début 2026, permet la diffusion des informations trafic, en situation prévue et imprévue.

Les outils numériques

Dès son arrivée sur le territoire et la reprise du réseau, Keolis Communauté de l'Auxerrois s'est engagé, au 1er janvier 2024, à la mise en place d'outils numériques dédiés et aux couleurs du réseau, afin de promouvoir ses services et faciliter là encore, l'accès à l'information.

- **Le site web**

Le site web AuxR_M le bus est un outil arrivé le 1er janvier 2024 et à destination des voyageurs. Ces derniers peuvent y trouver toutes les actualités essentielles du réseau, les fiches horaires en version numérique, les lieux de présence de l'Agence Mobile, mais aussi d'autres outils particulièrement pratiques : la e-boutique pour acheter ses titres en toute autonomie ; les info trafic pour avoir accès à toutes les déviations ou changements sur le réseau ; un calculateur d'itinéraire pour déterminer le meilleur chemin à prendre pour effectuer son voyage ; la plateforme de réservation Flexibus pour réserver en toute autonomie. Durant l'année 2025, le site a été considérablement mis à jour, avec notamment l'arrivée de l'agence virtuelle, une page dédiée permettant la réservation, ainsi que des pages complémentaires, dédiées à la prime transport ainsi qu'à nos partenaires mobilités, Karos pour le covoiturage et AuxR_M le vélo. Ces pages ont une vocation explicative, reprenant les informations clés pour comprendre le fonctionnement de ces services, ainsi qu'un lien de redirection pour se rendre sur les sites des prestataires.

- **Les applications mobiles**

Le réseau est également doté de trois applications mobiles, dont deux nouvelles, arrivées à partir du 1er janvier 2024.

L'application AuxR_M le bus permet à tous les voyageurs d'avoir accès aux horaires de passage des véhicules aux arrêts du réseau, la localisation en temps réel des véhicules sur les lignes ou encore les infos trafics.

Autre nouvelle application, AuxR_Flexibus, permettant de réserver son véhicule de Transport à la Demande en toute autonomie, de recevoir toutes les informations sur son voyage et de suivre aussi son véhicule en temps réel, jusqu'à sa prise en charge.

Enfin, l'application M'Ticket AuxR_M, qui permet que son téléphone devienne son titre de transport. Pratique et très utilisée, elle permet d'acheter son titre en toute autonomie et

de valider sa montée à bord en scannant le QR Code qui est affiché à proximité du conducteur. En septembre 2025, notre prestataire billettique Matawan nous a informé de la décision unilatérale de stopper le M'Ticket sous cette forme au premier trimestre de l'année 2026.

Après avoir étudié diverses possibilités, il a été décidé de l'intégration du M'Ticket dans l'application AuxR_M le bus, en concertation avec la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Cette intégration interviendra donc sur la période mars/avril 2026, en lien avec l'ensemble des parties prenantes, tout en évitant le plus possible de perturber les usagers.

3.3 Bilan de la politique de communication et des actions commerciales

La communication et les actions commerciales sont des éléments essentiels et incontournables de notre relation avec nos clients et l'ensemble de nos usagers. Tout au long de l'année, nous avons entretenu ce lien à travers diverses actions, ayant pour objectif de promouvoir nos services et nouveautés, tout en souhaitant attirer de nouveaux clients.

Geste commercial à la suite de la crise technique de fin 2024

Décidé avec la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, un geste commercial a été proposé aux clients pour dédommagement, pour donner suite aux problématiques connues avec la crise technique et les courses non effectuées. Les usagers pouvaient solliciter un geste commercial sur une durée de deux mois, avec une demande faite sur notre site web ou en Agence. 401 demandes ont été reçues, 363 demandes ont été acceptées et traitées. La différence résulte de demandes refusées car les demandeurs n'étaient pas abonnés, ou les demandes incomplètes.

Voici ci-dessous un tableau récapitulatif des demandées traitées et des montants d'avoir que cela représente. Le montant global des avoirs représente la somme de 5 796 euros.

Type de titre	Abonnement annuel -18 ans	Abonnement mensuel +26 ans	Abonnement mensuel solidaire	Abonnement mensuel -26 ans	Abonnement annuel -26 ans	Abonnement annuel +26 ans	TU ou Carnet de 10 titres	Carnet de 10 titres solidaire	Montant total
Montant de l'avoir	7 €	30 €	15	20	13,5	25	11	5,5	
Somme montant global avoirs	777 €	2 700 €	615 €	880 €	68 €	25 €	682 €	50 €	5 796 €
somme des demandes traitées	111	90	41	44	5	1	62	9	363

Elioz

Elioz est un outil déployé au début de l'année 2025 de façon pérenne et qui rend l'accès à nos services beaucoup plus accessible. Déployer dans de nombreux services publics ou privés, Elioz est une solution de communication à l'écoute des personnes sourdes, malentendantes et entendantes et qui permet de faciliter le contact avec notre service client. Désormais, toutes les personnes ayant un handicap de ce type peuvent, en se rendant sur notre site internet, nous joindre, avec une personne venant transcrire les besoins ou répondant en langue des signes. Ce service peut également être utilisé en agence, par le biais des conseillères en mobilité, dès lors qu'une situation de ce type vient à se présenter.

Le lancement de l'Agence virtuelle



Comme évoqué précédemment, l'agence virtuelle est venue en complément de l'agence mobile et des autres canaux de distribution. Arrivée cet été, elle aura été très plébiscitée par les parents dans le cadre des souscriptions aux abonnements moins de 18 ans, en vue de la rentrée scolaire. Depuis, plusieurs dizaines de clients ont pu bénéficier d'un accompagnement à distance et de notre solution de paiement à distance, 100% sécurisée.

Lancement de l'OpenPaiement



La campagne « Le bus à la carte » s'est déclinée de plusieurs manières : à la fois avec plusieurs visuels (voir ci-après), mais également via différents canaux : affichages sur et à bord des véhicules, via Facebook et le site internet AuxR_M le bus. L'objectif était que le plus grand nombre puisse avoir accès à l'information concernant cette nouveauté. Le caractère innovant du lancement de l'OpenPaiement sur le réseau d'Auxerre aura également été très largement couvert par la presse locale, via L'Yonne Républicaine, ICI Auxerre ainsi que France 3 Bourgogne-Franche-Comté. Le lancement du paiement par carte bancaire est alors considéré comme réussi, prenant sa place petit à petit dans les habitudes des usagers du réseau.


Dès le 18 août 2025
AuxR_M vous faciliter la vie.
Payez et validez votre trajet avec votre carte bancaire.
(ou smartphone et montre connectée)
AuxR_M le bus.


BIP
Dès le 18 août 2025
Le bus à la carte.
Payez et validez votre trajet avec votre carte bancaire.
(ou smartphone et montre connectée)
AuxR_M le bus.


BIP
Dès le 18 août 2025
Votre carte bancaire vous conduira loin.
Payez et validez votre trajet avec votre carte bancaire.
(ou smartphone et montre connectée)
AuxR_M le bus.

La semaine de la mobilité

Lors de la semaine de la mobilité, mi-septembre, AuxR_M le bus a pris part pour la deuxième année consécutive à la traditionnelle journée mobilité organisée Rue du Temple, à Auxerre, par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. En plus de la présence de l'agence mobile durant toute la journée, le réseau était présent avec un bus en guise de stand. Plusieurs agents, dont des conducteurs ont animé ce stand, à la fois pour renseigner les clients mais aussi pour jouer avec eux. En effet, nous avions créé pour l'événement un jeu de plateau le « AuxR_Mobilipoly ». Sur le principe du Monopoly, petits et grands pouvaient lancer les dés, répondre à des questions et repartir avec des goodies si la réponse donnée était bonne. De nombreuses personnes sont passées sur le stand et se sont prêtées au jeu. Aussi, le fait d'utiliser un bus comme stand attire l'œil des passants et suscite la curiosité des plus jeunes : de nombreuses photos sont alors réalisées au poste de conduite, venant ravir ces (peut-être ?) futurs conducteurs et conductrices.

En complément, durant toute la semaine, le réseau a été mis en avant à travers plusieurs posts sur les réseaux sociaux, afin de promouvoir nos services de mobilité. Nous y avons valorisé la ligne 1, ligne forte du réseau ; le service de Transport à la Demande Flexibus ; le paiement par carte bancaire ou encore la Navette du centre-ville, 100% gratuite.

Enfin, une opération commerciale a été réalisée durant toute la semaine européenne de la mobilité : toute personne se présentant en agence et n'ayant jamais été encartée ou, n'ayant pas souscrit à un abonnement depuis au moins 12 mois, se voyait offrir un carnet de 10 titres. L'objectif était de valoriser nos services et de permettre à des voyageurs de (re)découvrir le réseau de la CAA. Le bilan de cette opération s'est révélé encourageant, avec près d'une trentaine de personnes se rendant en agence dans le cadre de cette opération, dont plus de la moitié sur la journée mobilité.

La Black Week AuxR_M le bus

La tradition Américaine du Balck Friday a été importée en France et AuxR_M le bus n'y a pas échappé. Cette année et pour la première fois, AuxR_M le bus a proposé son opération commerciale sous la forme d'une Black Week qui s'est déroulée en plusieurs jours. Le principe : du 24 au 29 novembre, pour toute personne justifiant d'une absence d'abonnement depuis au moins novembre 2024, et se rendant en agence mobile ou virtuelle, l'abonnement mensuel était à -50%. Là aussi, près d'une vingtaine de clients ont pu bénéficier de l'opération, relayée sur les réseaux sociaux et sous la forme de newsletter.

La campagne nationale de l'Union des Transports Publics et Ferroviaires (UTPF)



L'UTPF a lancé à l'automne, à l'occasion du salon des transports publics, une campagne nationale sur les incivilités à destination des personnels des transports publics. Tous les types de transport étaient concernés (bus, tramway, métro, train) et Keolis Communauté de l'Auxerrois, afin de valoriser les salariés et témoigner de leur engagement quotidien dans des conditions qui peuvent parfois être difficiles, a fait le choix de se greffer à cette campagne.

La campagne a été diffusée sur les véhicules (flancs droits des bus), à bord des véhicules via de l'affichage, ainsi que sur les réseaux sociaux. Sur les réseaux sociaux, en complément de la diffusion de notre engagement à participer à cette campagne, nous avons diffuser 4 témoignages de conducteurs et conductrices qui ont été victime d'incivilités. Nous vous proposons de retrouver ces témoignages ci-dessous :

"J'ai été menacée de mort dans l'exercice de mes fonctions. Malgré l'appel aux contrôleurs et à la police, tout a semblé très long. A ce moment-là, c'est un sentiment d'impuissance qui domine, de colère, bien plus que de peur. Les menaces où les insultes sont régulières et j'ai l'impression qu'il n'y a pas de considération pour notre métier. Pourtant, nous sommes là pour les clients, pour délivrer un service. Je ne m'habitue pas à ctte situation, mais il y a de la lassitude face à la répétition des faits. On est là pour dialoguer, échanger et surtout, le faire sans violence verbale."

"C'est arrivé plusieurs fois que je sois confrontée à une situation de violence verbale. Les propos de certains clients sont parfois très violents, et très touchants car agressifs. Le pire, c'est lorsque cela nous vise personnellement. C'est blessant et on ne peut pas imaginer à quel point cela peut affecter notre bien-être professionnel et personnel. Tout cela engendre du stress et de l'appréhension face aux incivilités de certains."

"Une fois, alors que mon véhicule venait de tomber en panne, une personne s'est énervée. Il m'a d'abord demandé de le rembourser, en m'insultant, puis il m'a craché dessus. J'ai culpabilisé, alors que je ne suis pas responsable de la panne de mon véhicule. Parfois, nous avons juste le sentiment d'être des plantes vertes : pas un regard, pas de bonjour, pas de merci, ... Cela arrive tous les jours et j'ai le sentiment que nous n'avons pas de reconnaissance pour le service qui est délivré. Personne n'imagine à quel point nous sommes choqués par ce genre de situation, à quel points nos valeurs sont touchées. J'aimerais que le respect soit respecté de tous à bord."

"Je me souviens de plusieurs situations. Une fois, où après être montée et m'avoir invectivé parce que j'étais en retard, une cliente au téléphone dit « Qu'est-ce que tu veux expliquer à un bamboula, il ne comprend pas. », ou encore une personne qui monte dans le véhicule et me dit « Je ne comprends pas que des gens de votre couleur de peau travaillent dans les bus, rentrez dans votre pays ». Ces situations me blessent car je suis dans l'exercice de mes fonctions et j'effectue mon travail comme tout le monde. C'est décevant que ces situations se présentent encore en 2025, cela arrive trop fréquemment encore et les gens ne s'en cachent même plus."

Le calendrier de l'Avent AuxR_M le bus

Durant tout le mois de décembre, AuxR_M le bus a proposé, pour la seconde année, un calendrier de l'Avent. Au programme, un post sur Facebook chaque jour, avec des quiz, jeux et diverses informations sur le réseau, avec en prime des lots à gagner, dont notamment des trajets en Flexibus ou en point d'orgue, un mois d'abonnement au réseau.

Les 120 ans de l'AJ Auxerre

En 2025, un symbole de l'Yonne fêtait ses 120 bougies : l'Association de la Jeunesse Auxerroise. Club de football historique, ayant non seulement marqué son territoire mais aussi la France et l'Europe, le réseau AuxR_M le bus mettait un point d'honneur à participer à ces festivités. Depuis décembre 2025, et jusqu'à la fin de la saison 2025/2026, un bus urbain et une navette du centre-ville se sont parés des couleurs du club. Sur le bus, une fresque retraçant l'histoire du club recouvre les vitres, tandis que la navette est habillée entièrement d'un bleu où l'on peut retrouver en filigrane la croix de malte, symbole du club.



3.4 Actions commerciales & rencontres avec les usagers : bilan des opérations

Nos actions sur le terrain en 2025 se sont révélées être dans la continuité des actions réalisées en 2024 : une volonté d'être présents au plus près de nos clients afin d'ancrer sur le territoire une véritable démarche commerciale, jamais vue jusqu'alors.

Comme en 2024, l'Agence Mobile s'est rendue à de nombreuses reprises dans les communes de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, au plus près des habitants. Cette innovation de début de contrat a opéré pour la deuxième année consécutive, nos clients ont vu les services venir jusqu'à eux. Durant l'été au moment du renouvellement des abonnements scolaires, notre présence dans les communes est la bienvenue. Il a alors suffi à des dizaines de parents de se rendre dans leur mairie, ou dans la maison FranceServices de leur commune afin de souscrire à l'abonnement annuel, parcours représentant un gain de temps particulièrement précieux. Nous nous sommes également rendus dans les maisons de quartier, lors des permanences du maire d'Auxerre. Ces permanences avaient pour objectif que les administrés viennent le questionner ou partager des problématiques plus personnelles, avec un temps d'échange individuel et personnalisé. La présence de l'Agence Mobile venait offrir un service complémentaire à ces personnes, dans tous les quartiers, profitant de ces temps d'échange pour renforcer notre rôle et notre service de proximité. Notamment durant l'été 2025, l'Agence Mobile s'est sédentarisée pendant quelques semaines. Cette fois, l'agence s'est installée dans les allées de l'Espace Culturel du Leclerc d'Auxerre, offrant là aussi un service de proximité et présentant un grand avantage : la possibilité de procéder au renouvellement ou à l'achat de l'abonnement scolaire sur le lieu d'achat des fournitures scolaires. Pour valoriser cela, nous avons fait gagner des cartes cadeaux d'une valeur de 25€ chacune, avec notre partenaire E. Leclerc, permettant aux gagnants d'avoir une aide financière pour l'achat de ces fournitures, ou tout autre achat culturel.

Nous avons également, pour la seconde année consécutive, assuré une permanence de l'Agence Mobile à la Foire d'Auxerre, sur le stand de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Après une présence en 2024, servant à présenter officiellement le nouveau réseau au grand public, avec un stand entièrement dédié à la mobilité, nous avons cette fois occupé une place plus discrète mais essentielle, venant là-encore présenter le réseau si nécessaire, répondre aux questions et procéder à la vente de titres pour les clients présents. Ce rendez-vous est à la fois un moment de partage de relations fortes avec nos clients au travers de discussions ou de jeux et également l'opportunité de valoriser le réseau et nos agents.

Enfin, traditionnellement, plusieurs agents du réseau, généralement une conseillère en mobilité et un contrôleur, se rendent dans plusieurs écoles du territoire afin de présenter aux classes de CM2 les grandes règles de sécurité lors d'un voyage en bus ou en car, afin de préparer au mieux ces élèves à emprunter les transports pour la première fois, lors de la rentrée suivante. Une école de Laborde, une de Monéteau et une d'Auxerre auront accueillis nos agents en cette fin d'année scolaire 2025. Ces opérations sont amenées à

se poursuivre pour les années à venir, avec de nouvelles écoles et plus de classes visitées. Aussi, des actions de sensibilisation complémentaires sont amenées à être organisées, selon la nécessité et les besoins, comme nous l'avons fait en novembre 2025, dans toutes les classes de 4ème du collège Jean Bertin de Saint-Georges/Baulche, pour donner suite à de nombreux débordements sur certaines lignes du réseau.

Ces actions, bien que complémentaires à nos services et dépassant parfois le champ de nos missions en raison de sujets évoqués (débordements en classe, cas de harcèlement scolaire), sont particulièrement enrichissantes et nécessaires à la fois pour le public auquel nous nous adressons et également pour les salariés qui se rendent sur place et viennent apporter un témoignage.

4. Lutte contre la fraude

En 2025, nous avons poursuivi notre programme de lutte contre la fraude en alternant les actions de sensibilisation, de pédagogie et de répression.

Au cours de l'année nous avons déployé notre plan d'action présenté dans le rapport annuel 2024. La mise en place d'OSKAR (Outils et Services Keolis pour les Amendes et le Recouvrement) fin janvier 2025 aura été la première pierre de notre projet. Les contrôles se sont densifiés au fur et à mesure afin d'atteindre l'engagement pris dans le contrat de DSP, qui est d'un taux de contrôle de 1,50%. La collaboration avec les forces de l'ordre, notamment avec les présences systématiques aux GPO, permet d'échanger régulièrement avec les différentes parties prenantes et d'informer sur certaines difficultés. Des opérations de contrôles renforcés ont vu le jour à différents moments de l'année, afin de montrer de la présence sur le réseau et faire respecter le règlement d'exploitation.

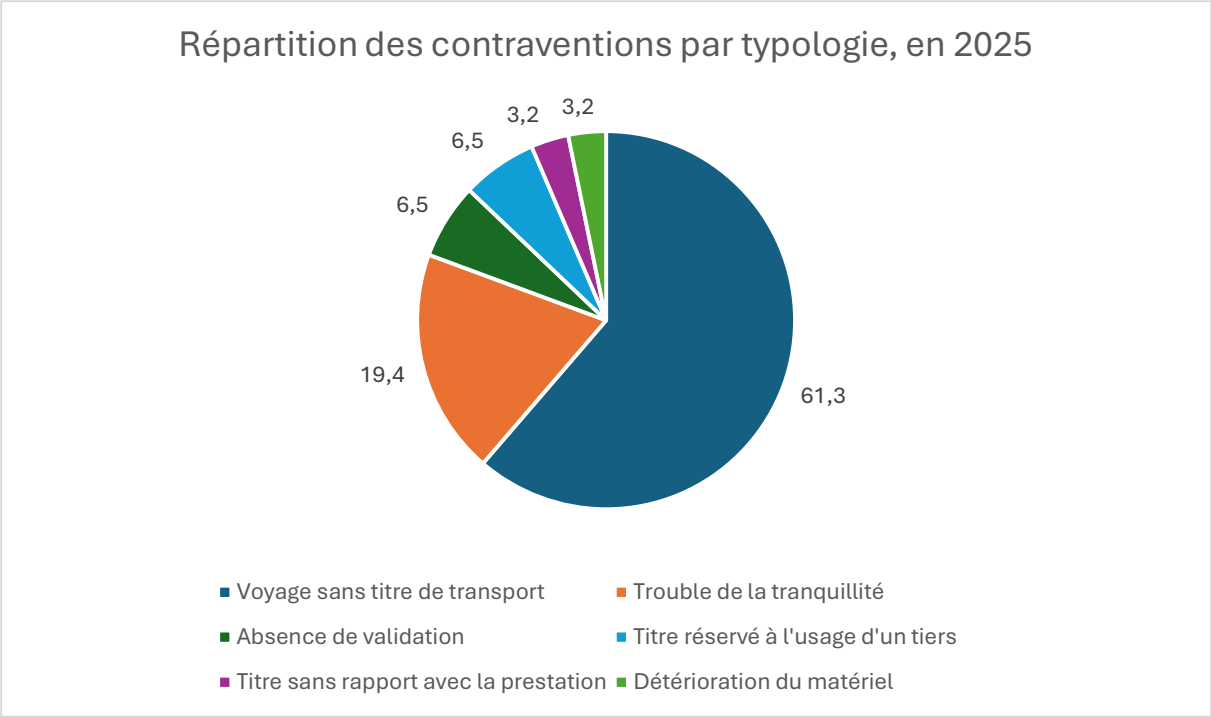
4.1 Bilan des infractions et résultats

4.1.1 Taux de contrôle

Sur l'année 2025, le taux de contrôle s'établit à 1,61 %.

En 2025, le taux de contrôle annuel s'établit à 1,61%, étant au-dessus de l'objectif fixé dans le contrat de DSP, objectif fixé à 1,50%. Au total ce sont 28 493 contrôles qui ont été réalisés, à la fois sur le réseau urbain, le réseau périurbain et le service de Transport à la Demande. Afin d'obtenir ces résultats, en complément du lancement de la plateforme Oskar, l'ensemble des contrôleurs ont reçu une dotation d'un nouveau smartphone de contrôle. Ces smartphones, plus récents et modernes, ont permis de gagner en efficacité lors de la réalisation des contrôles. Ces équipements permettent aussi le contrôle des cartes bancaires, smartphones et montres connectées, représentant de nouveaux usages avec l'arrivée de l'OpenPaiement sur le réseau. La mise à niveau régulière et la maintenance des équipements embarqués permettent de garantir un état parfaitement fonctionnel, conditions essentielles pour exiger un titre valide à bord. La présence des contrôleurs, renforcée à la rentrée de septembre 2025 aura été remarquée et a encouragé les actes de validation et l'achat de titres pour les fraudeurs.

Au cours de l'année 2025, ce sont 31 procès-verbaux qui ont été dressés à l'encontre des usagers du réseau AuxR_M le bus. Si la majorité de ces PV (61%) concernent un voyage sans titre de transport (infraction 6 263 d'après la codification de la loi Savary), 22,5% des contraventions dressées concernent des amendes de classe 4, d'un montant de 150€ et ayant un rapport avec des comportements déviants.



4.1.2 Taux de recouvrement

Concernant le taux de recouvrement des procès-verbaux, il s'établit, au 31 décembre 2025 à 39%. Ce taux traduit donc que 39% des procès-verbaux dressés ont été réglés. Parmi ces 39%, 25% ont fait l'objet de ce que l'on appelle un « trock-it ». Ce dispositif consiste à souscrire à un abonnement pour une valeur au moins équivalente à celle de la contravention dressée.

Dans le cas où les contraventions ne font pas l'objet d'un recouvrement en temps et en heure, c'est-à-dire, dans les 90 jours après que le procès-verbal ait été dressé, il est transmis à l'Officier du Ministère Public (OMP). Deux cas de figure se présentent alors :

- La contravention concerne un défaut de titre et/ou de validation : la DSP fonctionnant en régie de recette et ce type de PV concernant des recettes, le dossier est transmis au service mobilité de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois qui fait le lien avec l'OMP ;
- La contravention concerne un comportement déviant : Ne concernant pas l'aspect tarifaire de la DSP, l'exploitant est en charge des démarches auprès de l'OMP.

4.2 Actes d'atteintes aux personnes

Tous les mois, les actes d'atteinte aux personnes sont recensés et intégrés dans le tableau de bord mensuel repris ci-dessous en synthèse, par type d'atteinte.

Atteintes aux personnes				
Atteintes à l'intégrité des personnes			Atteintes sexuelles et sexistes	Vols accompagnés de violence et/ou menaces
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	Jet de projectiles avec victime(s)	Atteintes volontaires non physiques		
2	0	4	1	0

Atteintes aux biens		
Atteintes aux biens sans atteinte aux personnes		
Vols simples	Dégradations, tags, graffitis, Jets de projectiles avec bris, incendies	Vols avec effraction
0	1	0

Atteintes visant à perturber le service		
Atteintes visant à perturber le service		
Entraves à la circulation des véhicules, jets de Projectiles sans bris ni victime, visées laser	Manipulation des équipements	Non-respect des consignes de vigilance
0	0	1

Atteintes à la tranquillité		
Atteintes d'ordre comportemental		
Actes contraires aux règles de police des transports	Rixes	Infractions liées à la vente illicite
4	0	0

L'année 2025 est marquée par une baisse des actes de malveillance par rapport à 2024 (13 actes recensés contre 18). Toutefois, cette baisse ne qualifie pas la gravité des faits. En effet, les lignes 4 du réseau urbain et A27 du réseau périurbain, empruntées par des élèves du collège Jean Bertin de Saint-Georges/Baulche, ont été le théâtre d'actes à la fois de chahut important mais aussi de propos relevant d'insultes à caractères sexistes et sexuelles, tenus à l'égard de conducteurs et conductrices dans l'exercice de leurs fonctions. Si ces propos sont intolérables, plusieurs mesures ont été prises, en partenariat avec les parties prenantes (Police, Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, Mairie de St-Georges, établissement, ...) : procès-verbaux dressés à l'encontre des auteurs des débordements si ces derniers sont vus sur le fait ; suspension du réseau pour les auteurs d'insultes dégradantes, avec dépôt de plainte s'ils sont reconnus ; renforcement des contrôles sur site ; communication à l'attention des parents d'élèves par l'établissement ; intervention auprès de classes pour sensibiliser aux bons comportements à adopter ; ...

En fin d'année 2025, les mesures prises avaient du mal à porter leur fruit. L'engagement des différentes parties prenantes et la menace potentielle de détourner la ligne 4 et de supprimer temporairement la ligne A27, en raison de ces débordements, sont des sujets clés du début d'année 2026.

4.3 Plan d'action à mettre en œuvre

Le plan d'action démarré en 2024 et poursuivi en 2025 reposait sur 3 points essentiels :

- La présence d'équipements de validations fonctionnels dans tous les véhicules urbains et interurbains ;
- Une maintenance soutenue sur les équipements ;
- Le déploiement de l'open-paiement portant à 3 le nombre de possibilités d'achat de titres de transport à bord des véhicules urbains

Comme nous l'avons évoqué également tout au long de ce chapitre, l'équipement des agents de contrôle aura été un enjeu crucial. L'arrivée d'une solution de suivi de la fraude, accompagnée d'une dotation de matériel fonctionnel permet de répondre aux engagements pris dans le contrat de DSP.

Le plan d'action de l'année 2026 repose sur les éléments suivants :

- Veiller au bon fonctionnement du matériel embarqué afin de répondre aux exigences de fonctionnement du service et répondre aux engagements de qualité de service ;
- Renforcer notre présence sur le terrain afin de sensibiliser les usagers à l'acte de validation et à la possession systématique d'un titre de transport ;
- Utiliser les outils mis à disposition, qui contribuent à l'amélioration des conditions de réalisation des missions des contrôleurs

5. Indicateurs et ratios

5.1 Kilométrage total par véhicules avec ventilation

Le tableau ci-dessous exprime les kilomètres par véhicules, pour l'ensemble du parc avec les données suivantes : kilomètres commerciaux, kilomètres en haut-le-pied, kilomètres techniques et kilomètres réutilisation. Au total, les kilomètres commerciaux réalisés sur l'année sont de **1 170 814 kilomètres.**

N° DE PARC	TYPE	KM CCIAUX	KM HLP	KM TECH	TOTAL	ENERGIE	SERVICE
099422	CITELIS	11	0	5	16	HVO	
099423	CITELIS	12 737	181	0	12 918	HVO	
110296	MASTER	16 617	14 115	0	30 732	HVO	TAD
110395	MASTER	1 503	1 277	0	2 780	HVO	
112077	DAILY	99	25	494	618	HVO	
119333	GX327	35 451	4 032	1 230	40 713	HVO	
119334	GX327	30 843	4 058	834	35 735	HVO	
119335	GX327	42 813	5 215	2 629	50 657	HVO	
119336	GX327	31 501	3 634	1 895	37 030	HVO	
119337	GX327	44 564	4 630	1 521	50 715	HVO	
119338	GX327	18 775	1 979	819	21 573	HVO	
119339	GX327	46 768	4 760	2 457	53 985	HVO	
119340	GX327	30 705	3 341	794	34 840	HVO	
152067	INTEGRALIA	5 794	827	939	7 560	HVO	
152068	INTEGRALIA	0	0	0	0	HVO	
159500	GX337	38 346	3 925	573	42 844	HVO	
159501	GX337	27 751	2 899	1 123	31 773	HVO	
159502	GX337	34 292	3 612	1 483	39 388	HVO	
159503	GX337	43 598	4 509	1 345	49 452	HVO	
159504	GX337	41 177	4 190	1 984	47 350	HVO	
159505	GX337	38 672	3 819	476	42 967	HVO	
162050	GX337	1 497	252	627	2 375	HVO	
179011	GX337	42 093	4 557	1 516	48 166	HVO	
179013	GX337	33 261	3 396	962	37 619	HVO	
179222	GX337	46 283	5 236	1 008	52 527	HVO	
179223	GX337	40 840	4 392	1 369	46 601	HVO	
179224	GX337	43 741	4 567	675	48 983	HVO	
179225	GX337	22 915	3 789	0	26 705	HVO	
182095	BLUEBUS	16 441	1 195	0	17 636	ELEC	NCV
182096	BLUEBUS	7 043	834	392	8 269	ELEC	NCV
189366	GX337	55 109	4 290	0	59 399	HVO	
189367	GX337	46 130	4 581	397	51 108	HVO	
189368	GX337	48 384	7 211	99	55 694	HVO	
189369	GX337	49 692	5 546	1 869	57 107	HVO	
219263	BUSINOVA	6 708	891	107	7 706	H2	
219264	BUSINOVA	9 969	1 199	0	11 168	H2	
219265	BUSINOVA	5 152	771	1 120	7 043	H2	
219266	BUSINOVA	8 412	1 102	734	10 248	H2	
219267	BUSINOVA	4 195	542	759	5 496	H2	
230386	e-JUMPY	32 323	27 456	0	59 779	ELEC	TAD
230461	e-JUMPY	23 812	20 227	0	44 039	ELEC	TAD
230462	e-JUMPY	33 689	28 616	0	62 305	ELEC	TAD
CRAF01	CRAFTER	36 256	30 797	0	67 053	HVO	TAD
CRAF02	CRAFTER	14 850	12 614	0	27 464	HVO	TAD

5.2 Kilomètres ligne par ligne avec ventilation

Le tableau ci-dessous exprime les kilomètres réalisés, ligne par ligne avec ventilation par kilomètres commerciaux et par kilomètres réalisés en haut-le-pied.

Réseau AuxR_M le bus		
Lignes	Kilomètres commerciaux	Kilomètres haut-le-pied
1	339 348,29	27 778,28
2	112 494,09	16 675,75
3	201 866,50	22 722,91
4	161 468,71	15 929,27
5	148 895,73	20 650,23
DIM1	15 393,73	1 309,09
DIM2	5 627,85	1 652,09
La Navette	26 668,79	3 266,41
Flexibus	1 680,00	1 422,00

5.3 Bilan des kilomètres TICPE

Les kilomètres TICPE (Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques, ex TIPP) correspondent à la consommation de carburant qui est déclarée, par mois, pour l'année 2025. Les consommations déclarées et figurant dans le tableau ci-dessous correspondent à des litres de HVO. Les montants exprimés en euros dans le tableau ci-dessous correspondent au remboursement qui est effectué.

Période	Consommations déclarées	Remboursements
Janvier 2025	35 172 litres	7 583€
Février 2025	32 434 litres	6 993€
Mars 2025	35 544 litres	7 663€
Avril 2025	35 390 litres	7 630€
Mai 2025	33 047 litres	7 125€
Juin 2025	33 053 litres	7 126€
Juillet 2025	33 267 litres	7 172€
Aout 2025	29 653 litres	6 393€
Septembre 2025	40 924 litres	8 823€
Octobre 2025	41 990 litres	9 053€
Novembre 2025	36 692 litres	7 911€
Décembre 2025	40 738 litres	8 783€
TOTAL	427 904 litres	92 256€

6. La gestion des véhicules et autres équipements

6.1 Etat du parc au 31 décembre 2025

Cette partie concerne la flotte de véhicules de la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois, avec une connaissance de l'état du parc au 31 décembre 2025. Les informations détaillées dans chaque tableau ci-dessous concernent : les numéros de parc des véhicules ; les immatriculations ; la marque des véhicules ; la typologie de véhicules ; le type de possession du véhicule ainsi que les détails attenant à cette possession.

N° filiale	Immatriculation	Marque	Type Véhicule	Type possession	Détail(s)
112077	BT-069-JH	IVECO	DAILY A50C17R	Inventaire A	
119333	BS-285-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119334	BS-234-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119335	BS-348-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119336	BS-356-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119337	BS-313-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119338	BS-303-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119339	BS-340-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
119340	BS-336-DK	HEULIEZ	GX327	Inventaire A	
159500	DN-600-YG	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
159501	DP-933-ET	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
159502	DP-395-EV	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
159503	DP-087-EV	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
159504	DP-232-EV	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
159505	DP-453-HR	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
179222	EQ-073-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
179224	EQ-234-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
179225	EQ-342-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes	Inventaire A	
182095	EZ-294-RM	BOLLORE	BLUEBUS 6M	Inventaire A	Borne de charge IER
182096	EZ-615-RM	BOLLORE	BLUEBUS 6M	Inventaire A	Borne de charge IER
219263	FX-561-PH	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	Inventaire A	Borne de charge MENNEKES
219264	FY-186-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	Inventaire A	Borne de charge MENNEKES
219265	FY-342-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	Inventaire A	Borne de charge MENNEKES
219266	FY-474-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	Inventaire A	Borne de charge MENNEKES
219267	FY-566-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	Inventaire A	Borne de charge MENNEKES

N°_ filiale	Immatriculation	Marque	Type Véhicule	Type possession	Détail(s)
152067	DS-640-MZ	MERCEDES	IN URBAN	Inventaire C	
152068	DS-606-MZ	MERCEDES	IN URBAN	Inventaire C	

N° filiale	Immatriculation	Marque	Type Véhicule	Type possession	Détail(s)
CRAF01	GT-959-GA	VOLKSWAGEN	CRAFTER	Location Courte Durée	Synergihp
CRAF02	HE-025-AM	VOLKSWAGEN	CRAFTER	Location Courte Durée	Synergihp

N° filiale	Immatriculation	Marque	Type Véhicule	Type possession	Détail(s)
110296	BY-640-KZ	RENAULT	MASTER PMR	Location Longue Durée	Keolis Val de Saône
110395	BY-626-KZ	RENAULT	MASTER PMR	Location Longue Durée	Keolis Val de Saône
179011	EK-764-PQ	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	Keolis Val de Saône
179013	EK-438-PP	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	Keolis Val de Saône
179223	EQ-034-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	Inv A. en janv. 25
189366	FD-469-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	TDVL (en Inv. A en fev. 25)
189367	FD-575-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	TDVL (en Inv. A en fev. 25)
189368	FD-700-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	TDVL (en Inv. A en fev. 25)
189369	FD-628-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	Location Longue Durée	TDVL (en Inv. A en fev. 25)
230386	GR-997-FP	CITROEN	E-JUMPY (TCP)	Location Longue Durée	Free2Move
230461	GQ-555-ZA	CITROEN	E-JUMPY (TCP)	Location Longue Durée	Free2Move
230462	GQ-622-ZA	CITROEN	E-JUMPY (TCP)	Location Longue Durée	Free2Move
230482	GR-055-LG	PSA	308	Location Longue Durée	AYVENS
240160	GV-878-ZK	RENAULT	KANGOO	Location Longue Durée	AYVENS
240258	GW-698-BH	PSA	C3	Location Longue Durée	LEASYS
240288	GW-686-BH	PSA	C3	Location Longue Durée	LEASYS
240289	GW-689-BH	PSA	C3	Location Longue Durée	LEASYS
240380	GW-401-JV	PSA	C3	Location Longue Durée	LEASYS
250277	HE-194-FC	PSA	eC3	Location Longue Durée	LEASYS
250439	HF-912-QF	PSA	eC3	Location Longue Durée	LEASYS
050440	HF-931-QF	PSA	eC3	Location Longue Durée	LEASYS

6.2 Etat des systèmes embarqués au 31 décembre 2025

N° filiale	Immatriculation	Marque	Type Véhicule	SIV	Type possession	Girouette	Type possession	Vidéo Protection	Type possession	Radio	Type possession	Billetique	Type possession
110296	BY-640-KZ	RENAULT	MASTER PMR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110395	BY-626-KZ	RENAULT	MASTER PMR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
112077	BT-069-JH	IVECO	DAILY A50C17R	-	-	HANOVER	Inv. A	-	-	-	-	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
119333	BS-285-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
119334	BS-234-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
119335	BS-348-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
119336	BS-356-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
119337	BS-313-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
119338	BS-303-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
119339	BS-340-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
119340	BS-336-DK	HEULIEZ	GX327	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
152067	DS-640-MZ	MERCEDES	IN URBAN	HANOVER	Inv. C	HANOVER	Inv. C	-	-			MATAWAN M1	Inv. A
152068	DS-606-MZ	MERCEDES	IN URBAN	HANOVER	Inv. C	HANOVER	Inv. C	-	-			MATAWAN M1	Inv. A
159500	DN-600-YG	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
159501	DP-933-ET	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
159502	DP-395-EV	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
159503	DP-087-EV	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
159504	DP-232-EV	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
159505	DP-453-HR	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
179011	EK-764-PQ	HEULIEZ	GX337 2 portes			HANOVER	Inv. B	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
179013	EK-438-PP	HEULIEZ	GX337 2 portes			HANOVER	Inv. B	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
179222	EQ-073-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes			HANOVER	Inv. B	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
179223	EQ-034-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes			HANOVER	Inv. B	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
179224	EQ-234-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes			HANOVER	Inv. B	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
179225	EQ-342-AR	HEULIEZ	GX337 2 portes			HANOVER	Inv. B	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
182095	EZ-294-RM	BOLLORE	BLUEBUS 6M	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	-	-
182096	EZ-615-RM	BOLLORE	BLUEBUS 6M	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	-	-
189366	FD-469-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
189367	FD-575-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
189368	FD-700-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
189369	FD-628-FH	HEULIEZ	GX337 2 portes	HANOVER	Inv. A	HANOVER	Inv. A	-	-	MOTOROLA LTE	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
219263	FX-561-PH	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	MOTOROLA RAD FREQ	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
219264	FY-186-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	MOTOROLA RAD FREQ	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
219265	FY-342-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	MOTOROLA RAD FREQ	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
219266	FY-474-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	MOTOROLA RAD FREQ	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
219267	FY-566-YN	SAFRA	BUSINOVA 12M 2P	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	SEIPRA	Inv. A	MOTOROLA RAD FREQ	Inv. A	MATAWAN M1 + AXIO 4	Inv. A
230386	GR-997-FP	CITROEN	E-JUMPY (TCP)	-	-	-	-	-	-	-	-	MATAWAN AXIO 4	Inv. A
230461	GQ-555-ZA	CITROEN	E-JUMPY (TCP)	-	-	-	-	-	-	-	-	MATAWAN AXIO 4	Inv. A
230462	GQ-622-ZA	CITROEN	E-JUMPY (TCP)	-	-	-	-	-	-	-	-	MATAWAN AXIO 4	Inv. A
CRAF01	GT-959-GA	VOLKSWAGEN	CRAFTER	-	-	-	-	-	-	-	-	MATAWAN AXIO 4	Inv. A
CRAF02	HE-025-AM	VOLKSWAGEN	CRAFTER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

6.3 Etat du matériel billettique au 31 décembre 2025

Ci-dessous est présenté un tableau de synthèse du matériel billettique au 31 décembre 2025. La liste complète du matériel est à retrouver en annexe 2 du Rapport Annuel.

Sources : Comptages Keolis / Recoupage de données		
Type	**INV. A**	**INV. B**
Pupitre SAE/Billettique	73	5
Support pupitre / Connexion mécanique véhicule	62	12
Smartphone Contrôle	7	0
Imprimante	32	5
Valideur	95	4
Support valideur	73	4
Support imprimante	33	4

6.4 Liste des opérations d'entretien et de maintenance réalisées durant l'exercice

Les opérations sont disponibles en annexe 3 du Rapport d'Activité, permettant de visualiser les opérations menées pour l'ensemble du parc.

6.5 Liste des pannes ou interventions ayant immobilisées un véhicule pour une durée supérieure à 3 jours

Modèle du véhicule : GX327	**Plaque : BS285DK**	**N° de parc : 119333**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
DU 03/03 AU 28/03	BRUIT DE SUSPENSION AU ROULAGE	25 JOURS
DU 15/09 AU 31/10	PREPA MINES SUR SITE KEOLIS BOURGOGNE	46 JOURS
DU 07/11 AU 12/11	PROBLEME DE PORTES	5 JOURS
DU 17/11 AU 04/12	PROBLEME DE PORTES AR	16 JOURS
DU 23/12 AU 31/12	ACCIDENT – CARROSSERIE ARG	7 JOURS
TOTAL :		**99 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327	**Plaque : BS234DK**	**N° de parc : 119334**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 21/01 AU 10/02	FUITE DE GAZOLE	21 JOURS
Du 27/02 AU 03/03	PREPA MINES	4 JOURS

Du 23/07 AU 04/08	CHAUFFE MOTEUR – FUITE DE LR	12 JOURS
DU 06/08 AU 20/10	REMPLACEMENT MOTEUR + PREPA MINES	75 JOURS
DU 22/12 AU 29/12	LUNETTE ARRIERE CASSEE	6 JOURS
TOTAL :		**118 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327	**Plaque : BS348DK**	**N° de parc : 119335**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 12/03 AU 17/03	REMPLACEMENT DES DISQUES DE FREINS AV + KIT COURROIE ACCESSOIRES	5 JOURS
Du 08/04 AU 05/05	PREPA MINES SUR SITE KEOLIS BOURGOGNE	29 JOURS
DU 15/10 AU 29/10	PREPA MINES	14 JOURS
DU 08/11 AU 12/11	ACCIDENT AILE AVD	4 JOURS
DU 13/12 AU 22/12	CONTROLE BANC DE FREINAGE + RALENTISSEUR BVA	9 JOURS
TOTAL :		**61 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327	**Plaque : BS356DK**	**N° de parc : 119336**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 14/02 AU 21/02	VITRE AVG CASSEE	7 JOURS
Du 02/05 AU 03/07	PREPA MINES SUR SITE KEOLIS BOURGOGNE	62 JOURS
Du 31/10 AU 11/12	PREPA MINES SUR SITE KEOLIS BOURGOGNE	41 JOURS
TOTAL :		**110 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327	**Plaque : BS313DK**	**N° de parc : 119337**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 06/01 AU 10/01	PREPA MINES	4 JOURS
Du 28/03 AU 02/04	ROTULE DE SUSPENSION	5 JOURS
Du 03/07 AU 27/08	PREPA MINES	55 JOURS
TOTAL :		**64 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327	**Plaque : BS303DK**	**N° de parc : 119338**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 01/01 AU 16/05	MOTEUR HS	135 JOURS
Du 21/05 AU 16/06	FUITE LR + ROULEMENT DE ROUE	25 JOURS
Du 08/07 AU 15/07	REPARATION PARE AR + FUITE LR	7 JOURS
Du 22/09 AU 26/09	PAS DE CHAUFFAGE	4 JOURS
DU 02/10 AU 06/10	FUITE D'HUILE MOTEUR	4 JOURS
Du 27/10 AU 07/11	PREPA MINES	10 JOURS
Du 22/11 AU 27/11	REMPLACEMENT AMORTISSEUR AV	5 JOURS
TOTAL :		**190 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327	Plaque : BS340DK	N° de parc : 119339
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 25/02 AU 18/03	PREPA MINES SUR SITE KEOLIS BOURGOGNE	21 JOURS
Du 07/05 AU 14/05	VITRE PASSAGER CASSEE	6 JOURS
Du 04/09 AU 23/09	PREPA MINES	19 JOURS
TOTAL :		**46 JOURS**

Modèle du véhicule : GX327	Plaque : BS336DK	N° de parc : 119340
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 03/03 AU 18/03	FUITE LR + POMPE AMORCAGE GO	15 JOURS
DU 25/03 AU 27/06	PREPA MINES + REMPLACEMENT INJECTEURS	94 JOURS
DU 06/08 AU 02/09	DESAMORCAGE GO + PORTE AR	26 JOURS
DU 23/12 AU 31/12	PREAP MINES	9 JOURS
TOTAL :		**144 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	Plaque : DN600YG	N° de parc : 159500
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
DU 01/01 AU 04/02	CHAUFFE MOTEUR + PREPA MINES	34 JOURS
06/02 AU 10/02	PAS DE CHAUFFAGE – FUITE LR	4 JOURS
DU 20/03 AU 01/04	MODE DEGRADE + FUITE D'HUILE	11 JOURS
DU 15/05 AU 19/05	VITRE DE PORTE AV BRISEE	4 JOURS
DU 22/07 AU 29/07	PREPA MINES	7 JOURS
DU 08/10 AU 14/10	PREPA MINES	6 JOURS
DU 28/11 AU 11/12	FUITE DE LR	13 JOURS
TOTAL :		**79 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	Plaque : DP933ET	N° de parc : 159501
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
DU 14/03 AU 21/03	MODE DEGRADE - REMPLACEMENT FAP + CAPTEUR NOX +INJECTEUR ADBLUE	6 JOURS
DU 03/04 AU 23/04	REMPLACEMENT MODULE ADBLUE + JAUGE (PR MANQUANTE)	20 JOURS
DU 25/08 AU 10/09	PREAP MINES	16 JOURS
DU 23/09 AU 14/10	REMPLACEMENT TURBO	21 JOURS
DU 05/12 AU 12/12	MODE DEGRADE – REMPLACEMEN T DURITE DE SURAL	7 JOURS
TOTAL :		**70 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	Plaque : DP395EV	N° de parc : 159502
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
DU 29/01 AU 25/02	DEFAUT MUX + FERMETURE PORTE	27 JOURS
DU 31/03 AU 16/04	DEFAUT MUX + FERMETURE PORTE	16 JOURS
DU 04/07 AU 08/07	DEFAUT MUX + FERMETURE PORTE	4 JOURS
DU 21/07 AU 04/08	FUITE DE LR	14 JOURS

DU 11/08 AU 19/08	PREPA MINES	8 JOURS
DU 08/11 AU 19/11	DEFAUT MUX + FERMETURE PORTE	11 JOURS
DU 04/12 AU 10/12	DEFAUT MUX + FERMETURE PORTE	6 JOURS
DU 22/12 AU 31/12	DEFAUT MUX + FERMETURE PORTE	9 JOURS
TOTAL :		**95 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : DP087EV**	**N° de parc : 159503**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 08/04 AU 11/04	REMPLACEMENT DES COUSSINS DE SUSPENSION AV	4 JOURS
DU 04/06 AU 18/06	PREPA MINES	14 JOURS
DU 05/08 AU 20/08	MANQUE DE PUISSANCE – REMPLACEMENT CAPTEUR NOX + FAP	14 JOURS
DU 11/12 AU 31/12	PREPA MINES SUR SITE KEOLIS BOURGOGNE	20 JOURS
TOTAL :		**52 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : DP232EV**	**N° de parc : 159504**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
Du 22/01 AU 07/02	PREPA MINES + BREAK VALVE	16 JOURS
DU 10/03 AU 14/03	REMPLACEMENT COMMUN RAIL	4 JOURS
DU 25/03 AU 24/04	MANQUE DE PUISSANCE – REMPLACEMENT FAP	30 JOURS
DU 29/07 AU 04/08	PREPA MINES	6 JOURS
TOTAL :		**56 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : DP453HR**	**N° de parc : 159505**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
DU 01/01 AU 14/02	REMPLACEMENT BVA	45 JOURS
DU 17/02 AU 24/02	VOYANT EBS – REFECTION CONNECTIQUE CAPTEUR ABS	8 JOURS
DU 26/02 AU 04/03	PERTE DE PUISSANCE	6 JOURS
DU 11/08 AU 18/08	PREPA MINES	8 JOURS
DU 11/10 AU 15/10	VOYANT MUX + COUPURE MOTEUR	4 JOURS
DU 15/12 AU 22/12	PORTES AV S'OUVRE - REGLAGE PORTES	7 JOURS
TOTAL :		**78 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337	**Plaque : EK764PQ**	**N° de parc : 179011**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
DU 20/06 AU 01/09	PREPA MINES + DIAGNOSTIC/ REAPARATION RAMPE PMR	73 JOURS
DU 12/09 AU 22/09	REMPLACEMENT PLATINE DE DEMARRAGE	9 JOURS
TOTAL :		**82 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337		Plaque : EK438PP	N° de parc : 179013
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 07/01 AU 28/03	PREPA MINES + DIAGNOSTIC / REPARATION RAMPE PMR		79 JOURS
DU 19/09 AU 02/10	PREPA MINES		13 JOURS
DU 15/10 AU 04/12	MODE DEGRADE – REMPLACEMENT POMPE ADBLUE		50 JOURS
TOTAL :			**142 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337		Plaque : EQ-073-AR	N° de parc : 179222
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 22/01 AU 28/01	MODE DEGRADE		6 JOURS
DU 27/05 AU 11/06	PREPA MINES		15 JOURS
DU 17/11 AU 27/11	PREPA MINES		10 JOURS
TOTAL :			**31 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337		Plaque : EQ-034-AR	N° de parc : 179223
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 05/05 AU 13/05	REMPLACEMENT JAUGE ADBLUE		8 JOURS
DU 19/05 AU 11/06	REMPLACEMENT CANALISATION ADBLUE		23 JOURS
DU 17/06 AU 24/06	PREPA MINES		7 JOURS
DU 11/12 AU 16/12	PREPA MINES		5 JOURS
TOTAL :			**43 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337		Plaque : EQ-234-AR	N° de parc : 179224
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 21/01 AU 05/02	ECHAUFFEMENT AU FREINAGE – REMPLACEMENT ETRIER DE FREIN		15 JOURS
DU 15/05 AU 28/05	PREPA MINES		13 JOURS
DU 01/08 AU 14/08	REMPLACEMENT POTENTIONMETRE DE PORTES AR		12 JOURS
DU 07/11 AU 12/11	PREPA MINES		5 JOURS
TOTAL :			**45 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337		Plaque : EQ-342-AR	N° de parc : 179225
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 08/01 AU 03/02	PROBLEME BVA – REMPLACEMENT DNR		26 JOURS
DU 20/02 AU 07/03	REMPLACEMENT RADIATEUR LR		15 JOURS
DU 07/04 AU 23/06	PROBELEME BVA + PREPA MINES		77 JOURS
DU 08/07 AU 10/09	VOYANT BVA - REFECTION FAISCEAUX		56 JOURS
DU 24/10 AU 28/10	REMPLACEMENT ARBRE DE TRANSMISSION		4 JOURS
03/12 AU 12/12	PREPA MINES		9 JOURS
TOTAL :			**187 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337		Plaque : FD469FH	N° de parc : 189366
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
Du 08/07 AU 17/07	PREPA MINES		9 JOURS
TOTAL :			**9 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337		Plaque : FD575FH	N° de parc : 189367
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 26/03 AU 09/04	PROBLEME DE PRESSION D'HUILE		14 JOURS
DU 10/04 AU 06/05	VOYANT EBS + ECM – DIAG + REMPLACEMENT PEDALE DE FREIN		26 JOURS
DU 19/06 AU 22/07	REMPLACEMENT MOTEUR		32 JOURS
DU 13/11 AU 20/11	PREPA MINES		8 JOURS
TOTAL :			**80 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337		Plaque : FD700FH	N° de parc : 189368
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 19/05 AU 23/05	REMPLACEMENT JAUGE ADBLUE		4 JOURS
DU 03/06 AU 25/06	FUITE DE LR + PREPA MINES		22 JOURS
DU 27/10 AU 14/11	BREAK VALVE HS		18 JOURS
DU 15/12 AU 22/12	PREPA MINES		7 JOURS
TOTAL :			**51 JOURS**

Modèle du véhicule : GX337		Plaque : FD628FH	N° de parc : 189369
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 07/02 AU 28/02	REMPLACEMENT DES INJECTEURS		21 JOURS
DU 18/03 AU 01/04	PREPA MINES SUR SITE KEOLIS BOURGOGNE		13 JOURS
DU 16/08 AU 25/08	FUITE DE LR		9 JOURS
DU 24/09 AU 02/10	PREPA MINES		8 JOURS
TOTAL :			**51 JOURS**

Modèle du véhicule : BLUEBUS		Plaque : EZ294RM	N° de parc : 182095
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 20/01 AU 24/01	PAS DE CHAUFFAGE		4 JOURS
DU 14/05 AU 22/05	PREPA MINES		8 JOURS
DU 30/05 AU 04/07	VOYANT MUX – DIAG – REFECTION CONNECTIQUE TABLEAU DE BORD		35 JOURS
DU 21/11 AU 27/11	PREPA MINES		6 JOURS
TOTAL :			**53 JOURS**

Modèle du véhicule : BLUEBUS		Plaque : EZ615RM	N° de parc : 182096
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 14/04 AU 23/04	REMPLACEMENT CAPTEUR DE PORTES		9 JOURS
DU 30/05 AU 04/07	REMPLACEMENT PACK BATTERIE		35 JOURS
DU 13/08 AU 28/08	PREPA MINES		15 JOURS
DU 03/09 AU 04/11	VOYANT MUX – DIAG VIA BLUEBUS – REMPLACEMENT MOTEUR ESSUIE GLACE		61 JOURS
TOTAL :			**120 JOURS**

Modèle du véhicule : CITROEN E-JUMPY		Plaque : GR-997-FP	N° de parc : 230386
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 04/06 AU 26/06	BRUIT DE ROULEMENT – REMPLACEMENT DIFFERENTIEL		22 JOURS
DU 23 AU 31/12	ACCIDENTE		9 JOURS
TOTAL :			**31 JOURS**

Modèle du véhicule : CITROEN E-JUMPY		Plaque : GQ555ZA	N° de parc : 230461
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 15/09 AU 03/11	ACCIDENTE		49 JOURS
DU 06/11 AU 11/12	ACCIDNTE		35 JOURS
TOTAL :			**84 JOURS**

Modèle du véhicule : RENAUT MASTER PMR		Plaque : BY640KZ	N° de parc : 110296
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 02/05 AU 13/05	CREVAISON		11 JOURS
DU 12/12 AU 31/12	ACCIDENTE		19 JOURS
TOTAL :			**30 JOURS**

Modèle du véhicule : RENAUT MASTER PMR		Plaque : BY-626-KZ	N° de parc : 110395
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
DU 11/04 AU 16/04	RETRO AVG CASSE		5 JOURS
TOTAL :			**5 JOURS**

Modèle du véhicule : BUSINOVA		Plaque : FX561PH	N° de parc : 219263
Date	**Typologie d'immobilisation**		**Durée**
Du 01/01 AU 08/01	DEFAUT SECURITAIRE		8 JOURS
DU 06/02 AU 10/02	PROBLEME FAE		4 JOURS
DU 21/02 AU 27/02	VOYANT STOP + TRAPPE ARG OUVERTE		6 JOURS
DU 07/03 AU 11/03	ELEMENT DE CARROSEERIE A REFIXER		4 JOURS
Du 01/04 AU 07/04	DEFAUT SECURITAIRE		6 JOURS
DU 11/04 AU 23/04	BUS TIRE A DROITE		12 JOURS

DU 07/05 AU 31/12	DEFAUT SECURITAIRE	237 JOURS
TOTAL :		**277 JOURS**

Modèle du véhicule : BUSINOVA	**Plaque : FY186YN**	**N° de parc : 219264**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
DU 12/02 AU 19/02	ACQUITEMENT DEFAUT + MISE EN CHARGE	7 JOURS
DU 22/04 AU 07/05	PASSAGE AUX MINES	15 JOURS
DU 30/05 AU 31/12	VOYANT ROUGE / DEFAUT SECURITAIRE	215 JOURS
TOTAL :		**237 JOURS**

Modèle du véhicule : BUSINOVA	**Plaque : FY342YN**	**N° de parc : 219265**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
DU 24/01 AU 18/02	PROBLEME DE PAC + DEFAUT SECURITAIRE	25 JOURS
DU 28/03 AU 23/04	PAS DE CHAUFFAGE	26 JOURS
09/04 AU 17/04	PROBLEME DE PAC	7 JOURS
DU 19/06 AU 31/12	DEFAUT DE SUSPENSION	194 JOURS
TOTAL :		**252 JOURS**

Modèle du véhicule : BUSINOVA	**Plaque : FY474YN**	**N° de parc : 219266**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
DU 17/01 AU 20/01	PAS DE CHAUFFAGE	4 JOURS
DU 28/01 AU 18/02	PROBLEME PEDALE ACCELERATEUR	21 JOURS
DU 07/04 AU 22/04	FUITE D'AIR	15 JOURS
DU 13/06 AU 31/12	BATTERIE + MESSAGE SECURITAIRE	202 JOURS
TOTAL :		**242 JOURS**

Modèle du véhicule : BUSINOVA	**Plaque : FX561PH**	**N° de parc : 219267**
Date	**Typologie d'immobilisation**	**Durée**
DU 21/03 AU 16/04	CHARGE ELEC IMPOSSIBLE	26 JOURS
DU 10/06 AU 31/12	PROBLEME BATTERIE DE TRACTION	204 JOURS
TOTAL :		**230 JOURS**

6.6 Insuffisance des biens et équipements pour répondre aux besoins des usagers ou pour appliquer la réglementation en vigueur

Dans le Rapport Annuel du Délégataire proposé en 2024, nous avions proposé une liste de différents éléments justifiant les insuffisances des biens et équipements, pour répondre aux besoins des usagers ou pour appliquer la réglementation en vigueur. Tour d'horizon ci-dessous des avancements (ajoutés en couleur orange) et des contraintes vécus en 2025, avec la suite du plan d'action proposé.

- Information voyageurs embarquée
  - **L'information voyageur dynamique est en cours d'installation et de mise à niveau (écrans TFT et annonce sonore des arrêts)**
    - ✓ Sur la flotte hors véhicules SAFRA, un fournisseur de SAEIV doit être défini pour déployer les solutions sur le 3ème trimestre 2025

➔ De grandes difficultés concernant le roulage des véhicules SAFRA ont été connues au cours de l'année 2025. Ces véhicules n'ont pas été utilisés en exploitation depuis juin 2025. La liquidation du constructeur et mainteneur de ces véhicules a été la principale cause de l'immobilisation. Le contrat de maintenance qui nous liait au constructeur s'est retrouvé caduque. Du fait de leur conception expérimentale, seul le constructeur maitrise l'architecture des logiciels et la fourniture de pièces, points de base de la maintenance. De ce fait, la recherche d'un repreneur pour la partie maintenance s'avère complexe et incertaine.

- ✓ Pour le reste de la flotte de véhicules, un prestataire a été choisi et il s'agit d'Hannover. Les véhicules font l'objet, depuis le deuxième semestre 2025, d'une remise à niveau de différents organes, pour permettre le bon fonctionnement de l'outil. Du matériel doit également être posé dans plusieurs véhicules de la flotte. Ce travail est toujours en cours en 2026, avec des tests concluants sur une partie des véhicules.

- Radiophonie embarquée
  - **Le dispositif de radiophonie à bord des véhicules est obsolète et les véhicules qui ont rejoint la flotte fin 2024 doivent être équipés.**
    - ✓ Un programme de renouvellement a été entamé. Les fournisseurs ont été consultés. Les offres sont en cours d'analyse et une solution devrait être déployé sur le 1er semestre 2025.

➔ Un prestataire a été choisi en milieu d'année 2025, afin de renouveler le matériel. Les véhicule du réseau (sauf 4) avaient tous un matériel fonctionnel en fin d'année 2025.

- Billettique
  - **Lors du transfert, tous les équipements n'ont pas été remis à Keolis.**
    - ✓ Un complément de matériel a été commandé à UBI et a été installé en novembre 2024 sur les véhicules des sous-traitants et sur les véhicules qui ont complété la flotte urbaine. Le financement a été entendu dans le protocole de transfert avec Transdev et la balance des paiements. En complément un dispositif de paiement à bord, par carte bancaire sera déployé pour septembre 2025.

➔ Le travail mené au sujet du matériel billettique embarquée porte ses fruits avec beaucoup moins de difficultés qu'auparavant même si certaines pannes peuvent logiquement survenir. L'arrivée de l'OpenPaiement s'est également très bien déroulée.

- Information voyageurs aux arrêts
  - **Absence d'information dynamique aux arrêts.**
    - ✓ Le déploiement de 5 Bornes d'Informations Voyageurs (BIV) seront déployées d'ici septembre 2025 sur 5 abribus (Clairions, SNCF x2, Arquebuse x2). En complément, un plan schématique du réseau périurbain est en cours de réalisation. Un travail doit être mené avec les communes et la CAA afin de procéder à l'affichage de ce dernier et des informations essentielles à l'ensemble des arrêts de transport.

➔ Après choix du prestataire, les 5 BIV ont été installées à l'automne 2025.

➔ Le plan schématique du réseau périurbain a été conçu au printemps 2025. Le travail avec les communes et la CAA doit encore être réalisé, afin qu'une mise à disposition d'un matériel dédié à l'affichage soit possible.

- Véhicules
  - **Crise technique matériel roulant sur novembre et décembre 2024.**

    Les solutions palliatives et définitives mises en œuvre sont les suivantes :
    - ✓ Embauche d'un responsable d'atelier en avance de phase d'1an par rapport à RAO ;
    - ✓ Management quotidien des concessions et arbitrage des priorités de réparations ;
    - ✓ Apport de 7 bus complémentaires au parc ;
    - ✓ Dispatch des véhicules dans plusieurs concessions auxerroises (Mercedes, Man, Iveco, Berthier) ;
    - ✓ Envoi de véhicules sur l'atelier de Keolis bourgogne (320km AR) à raison d'1 véhicule tous les 10 jours) ;
    - ✓ Safra a renforcé son partenariat local en introduisant un 2ème partenaire ;
    - ✓ Appel à candidature lancée par KC2A pour l'embauche de 2 techniciens en avance de phase par rapport à la RAO et formation sur l'atelier de

Keolis Bourgogne pendant 1 an pour être opérationnel à l'ouverture du dépôt ;

- ✓ Pression de Keolis sur Iveco et groupe Berthier pour apporter des renforts ;
- ✓ Intervention d'une société de réparation coup de poing (Speedcar) ;
- ✓ Formation du responsable d'atelier KC2A à la maintenance Safra et H2

➔ A l'automne 2024, un responsable d'atelier est arrivé dans les effectifs et un technicien de maintenance l'a rejoint en 2025. Ce dernier est formé chez Keolis Bourgogne jusqu'à la livraison du nouveau CEM. Un autre mainteneur arrivera durant cette période en 2026. Le dispatch des véhicules chez d'autres concessionnaires aura porté ses fruits, en complément des renforts de moyens (apport de Keolis Bourgogne, prêts et arrivées anticipées de véhicules). Malgré la liquidation judiciaire de SAFRA, la crise technique a pu être stoppée en mars 2025, et la disponibilité a depuis été maitrisée.

2025 est une année de continuité pour ce sujet, comme souligné lors du dernier point. 2026 le sera également, avec les points suivants qui viennent se greffer au plan d'action :

- ✓ Arrivée de 4 nouveaux véhicules, Mercedes eCITARO bi-modes (H2/élec) à partir de juin 2026 environ ;
- ✓ Livraison du CEM à l'été avec emménagement de la maintenance et début d'activité dans le nouvel atelier ;
- ✓ Poursuite du travail et de la sous-traitance avec les partenaires locaux (Berthier Trucks, Iveco, Keolis Bourgogne), malgré l'installation dans le nouveau CEM afin de continuer à effectuer la maintenance nécessaire et préventive, conformément aux processus Keolis ;
- ✓ Formation renforcée des équipes en interne afin d'être opérationnelles rapidement

- Arrêts, poteaux d'arrêts et abribus
  - **Sur le réseau urbain, le changement d'offre nécessite l'aménagement d'arrêts complémentaires.**
    - ✓ En partenariat avec la CAA, un programme pluriannuel a été mis en place dès septembre 2024 pour déplacer ou aménager les nouveaux arrêts.

➔ Conformément à ce plan, des arrêts ont pu, en 2025, être rendus accessibles et conformes à ce qui a été proposé lors de la Réponse à Appel d'Offre. Ce travail va se poursuivre en 2026.

  - **Sur le réseau périurbain, chaque arrêt n'est pas matérialisé.**
    - ✓ Un travail de recensement et de matérialisation doit être mené sur 2025 et 2026 avec la CAA et les mairies concernées.

7. Sécurité, environnement et Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE)

7.1 Sécurité et sinistralité

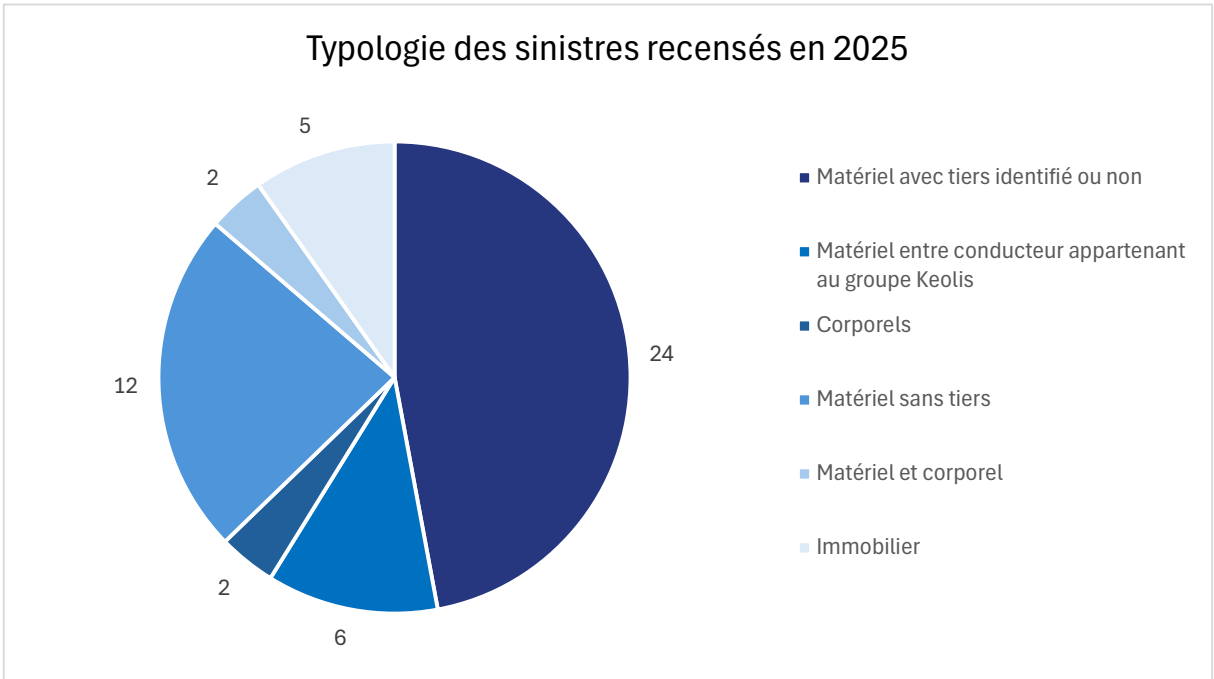
Keolis Communauté de l'Auxerrois utilise l'outil groupe KEORISK pour le suivi rigoureux de la sinistralité. Cet outil, en place au lancement de la filiale début 2024, permet d'analyser les circonstances des événements qui surviennent sur le réseau, ainsi qu'un suivi pointu des coûts engendrés par la sinistralité. Au cours de l'année 2025, nous avons renforcé notre suivi dans l'outil, afin de mieux consigner l'ensemble des accidents constatés, conformément aux directives du Groupe Keolis et de l'engagement de la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois.

7.1.1 La typologie des accidents

Dans l'outil KEORISK, les accidents sont détaillés par typologie :

- Corporel
- Matériel et corporel
- Matériel avec tiers identifiés ou non
- Matériel entre conducteurs appartenant au groupe Keolis
- Matériel sans tiers
- Immobilier

Pour l'année 2025, 51 sinistres sont recensés.



La majorité des sinistres recensés concernent des sinistres « Matériel avec tiers identifié ou non » ou « Matériel sans tiers », ces deux catégories regroupant 36 sinistres sur 51, soit 70,5%.

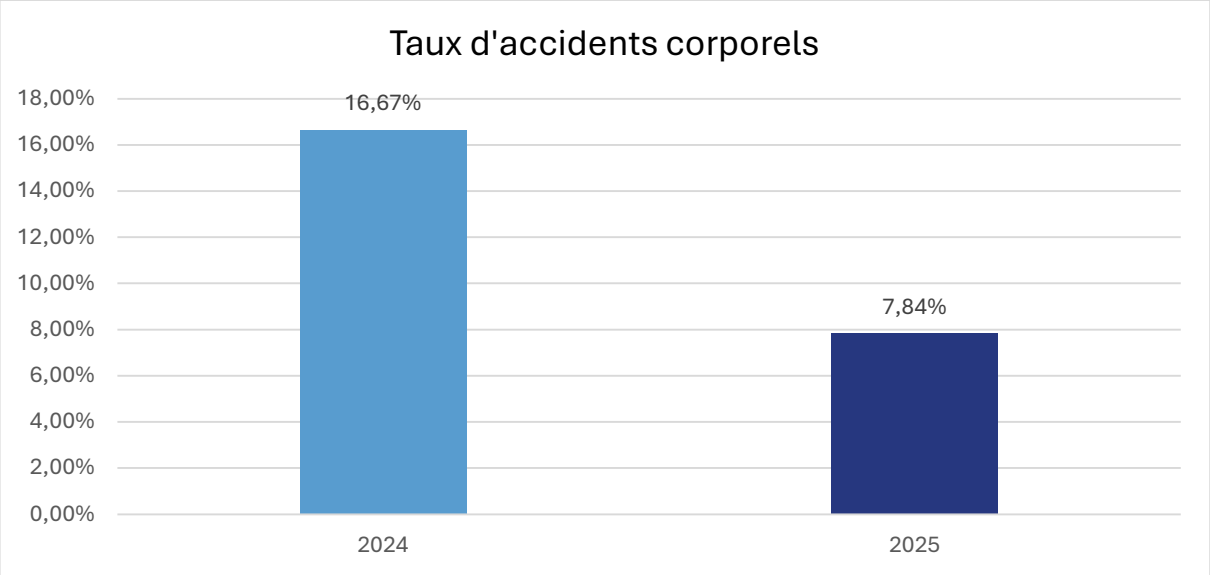
7.1.2 Bilan des incidents et accidents constatés

Les indicateurs de sinistralité sont suivis mensuellement via l'outil KEORISK, permettant une visualisation de l'évolution de la sinistralité au cours de l'année et permettant une comparaison avec les années précédentes. Ce rapport annuel 2025 étant le second réalisé depuis que Keolis Communauté de l'Auxerrois exploite le réseau AuxR_M le bus, retrouvez un comparatif des indicateurs étudiés via les graphiques et analyses ci-dessous.

- **Le taux d'accidents corporels**

Calcul : Nombre d'accidents corporels / Nombre d'accidents totaux

Le taux d'accidents corporels prend en compte les typologies « Matériel et corporel » ainsi que « corporels ».

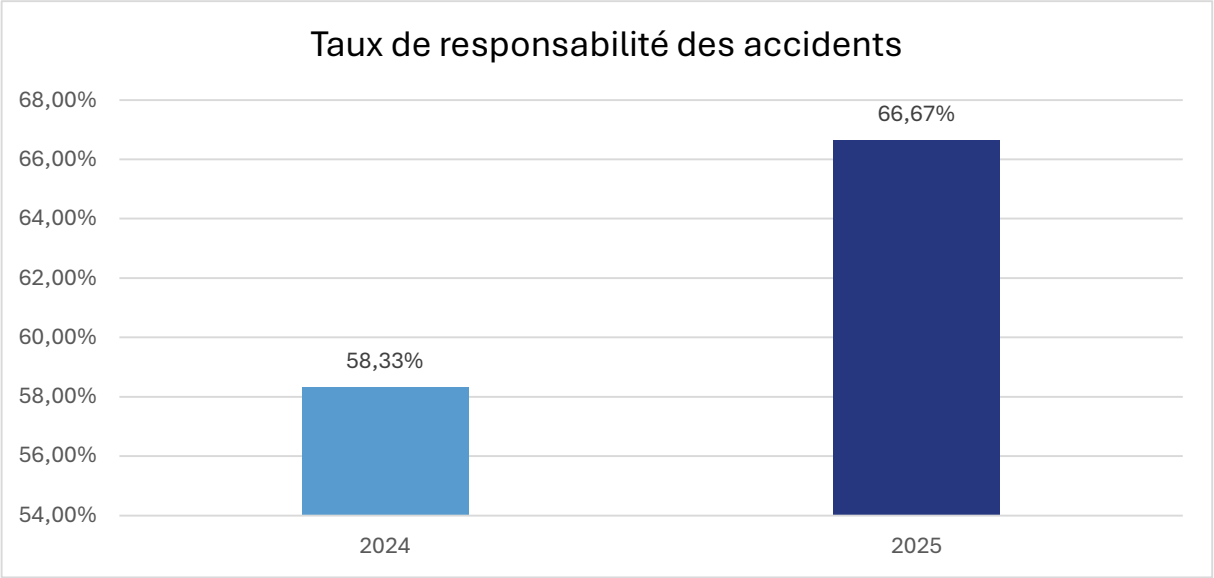


Pour l'année 2025, le taux d'accidents corporels est de 7,84%. Ce taux est en baisse par rapport à 2024 ; où il s'élevait à 16,67%, représentant donc une baisse de 33,3%.

- **Le taux de responsabilité des accidents**

Calcul : (Nombre d'accidents dont la responsabilité est à 100% + Nombre d'accidents dont la responsabilité est à 50%)/Nombre total d'accidents

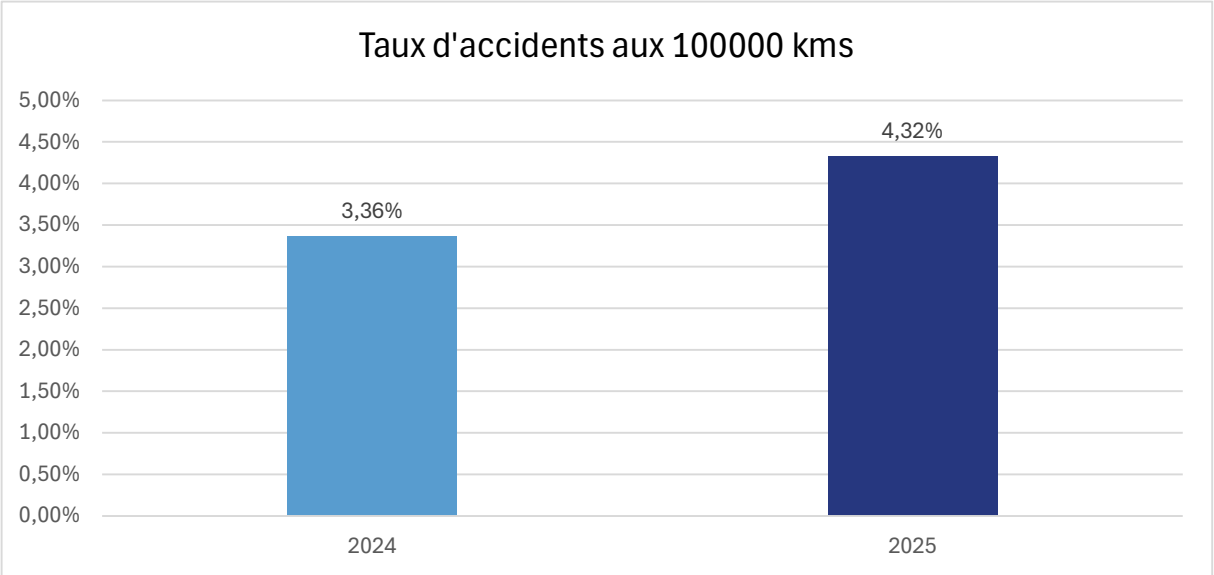
D'après la formule développée ci-dessus, le calcul pour l'année 2025 pour la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois est la suivante : (30+4)/51 = 66,67% de responsabilité des accidents.



Le taux de responsabilité des accidents a augmenté en 2025 par rapport à 2024, passant de 58,33% à 66,67%. Cela s'explique par un plus grand nombre d'accident notamment, puisque 51 sont recensés cette année, contre 36 en 2024.

- **Le taux d'accidents aux 100 000 kms**

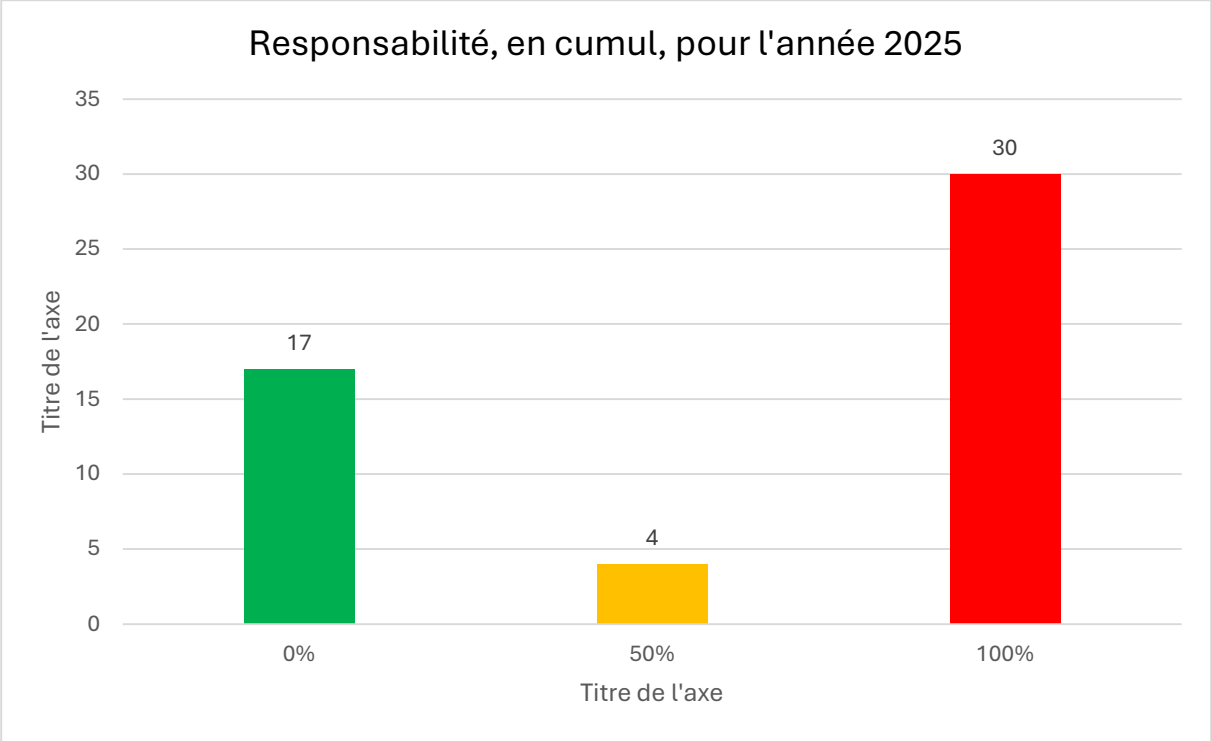
Calcul : (Nombre d'accidents x 100 000) / Kilomètres parcourus



D'après la formule ci-dessus, le calcul pour 2025 est le suivant : (51*100 000)/1 180 060 = 4,32%.

En 2025, le taux d'accidents aux 100 000 kilomètres est de 4,32%. Ce taux est plus élevé qu'en 2024, en raison d'un nombre d'accidents plus élevé, tout comme le nombre de kilomètres totaux réalisés en propre (1 070 067 en 2024 contre 1 180 060 en 2025).

7.2 Bilan des sinistres 2025



	CUMUL 2025		
Responsabilité	**0%**	**50%**	**100%**
Matériel avec tiers identifié ou non	10	4	10
Matériel entre conducteur appartenant au groupe Keolis	3		2
Corporel			3
Matériel sans tiers	3		9
Matériel et corporel	1		1
Immobilier			5
TOTAL	**17**	**4**	**30**

7.3 Plan d'action sécurité et sinistralité

La sécurité étant un enjeu majeur pour le groupe Keolis et la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois, diverses actions sont menées régulièrement ou prévues. Sensibiliser, éduquer, apprendre à anticiper les risques, c'est permettre une responsabilisation des salariés ou des clients qui empruntent les transports en commun et qui n'ont pas toujours connaissance ou conscience de ces risques.

7.3.1 Actions liées à la sécurité

Les règles mises en place lors du lancement de la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois, en 2024, sont restées identiques en 2025. Comme sur l'ensemble des dépôts, le port du gilet jaune est obligatoire pour l'ensemble des salariés circulant sur le parc ainsi que pour les visiteurs. De plus, un cheminement piéton a été peint au sol afin de respecter un trajet du portail d'entrée du site vers les locaux provisoires dans lesquelles nous sommes installés. Ce cheminement a été réalisé compte tenu des enjeux sécuritaires du site : le dépôt transitoire est installé chez BMV, un transporteur routier. La cohabitation entre véhicules lourds (poids-lourds et bus) avec les piétons doit se faire dans un cadre sécuritaire strict.

Aussi, dans le cadre de nos missions, un partenariat avec les pompiers a été mis en place et un exercice incendie a été mené sur le parc, en date du vendredi 23 mai 2025. Cet exercice s'est déroulé en fin de journée, alors que seuls les pompiers, les membres du Comité de Direction de KC2A et la Responsable HSE du Territoire Bourgogne-Franche-Comté étaient au courant du déroulement de l'exercice. Les exercices de sécurité organisés par la filiale, comme dans le cas présent, ont des objectifs multiples. Dans le cadre de cet exercice réalisé avec le SDIS 89, les objectifs étaient : permettre l'acculturation des pompiers face aux risques et dangers des nouvelles énergies utilisées sur notre dépôt et dans le cadre de nos activités (véhicules électriques et hydrogènes) ; observer les réactions et pratiques des salariés dans des cas de force majeure ; renforcer collectivement la culture sécurité de l'entreprise ; adopter, à terme, les bonnes pratiques suite aux observations réalisées durant la réalisation de cet exercice.

7.3.2 Actions de sensibilisation

- **Sensibilisation du jeune public à la sécurité routière**

Comme évoqué précédemment, les actions de sensibilisation ne sont pas exclusivement à destination du public salarié de l'entreprise. Cette année, des « opérations CM2 » ont été menées dans plusieurs écoles d'Auxerre et communes de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Ces opérations menées conjointement par nos conseillères en mobilités, contrôleurs et conducteurs ont permis d'éduquer aux bonnes pratiques dans les cars du réseau périurbain ainsi que dans les bus, sur les lignes urbaines. Cette sensibilisation a son importance car entre le passage du CM2 à la 6ème, les enfants n'ont parfois jamais pris un transport en commun. Il est donc nécessaire d'apprendre certaines bonnes pratiques pour voyager en sécurité, comme s'attacher, se

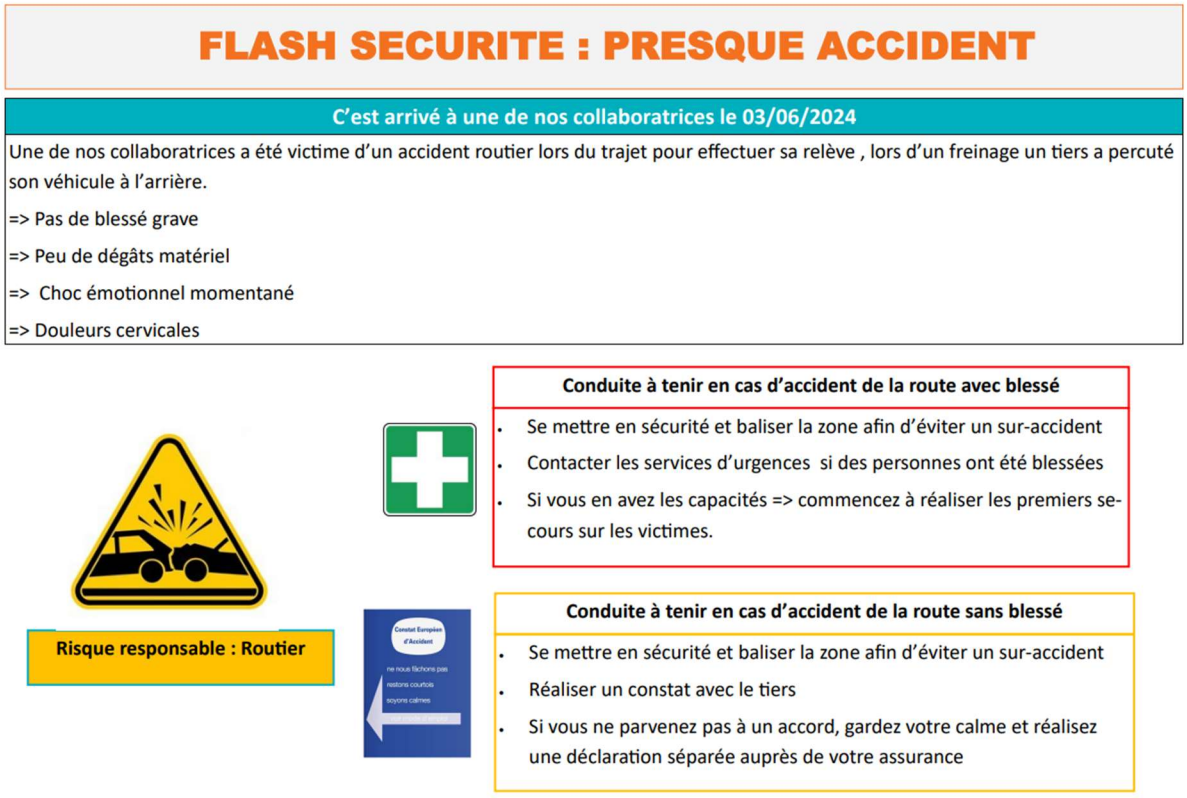
tenir aux barres dédiées à cet effet, se tenir à bonne distance du quai tout en faisant un signe au conducteur lorsque ce dernier arrive à l'arrêt, …

Nous avons également fait des interventions dans les six classes de 4ème du collège Jean Bertin, de Saint-Georges/Baulche, pour donner suite aux débordements à répétition qui ont eu lieu dans les véhicules du réseau urbain mais aussi périurbain. Cette intervention avait pour but de compléter la présence régulière de nos agents de contrôle sur le terrain, en venant faire de la pédagogie et apporter du sens aux règles à respecter en vigueur dans les véhicules de transport en commun du réseau.

- **Sensibilisation des conducteurs aux bonnes pratiques et aux dangers**

Flashs sécurité

Les Flashs de sécurité et flashs accident ou presque accident (lorsqu'aucun AT ne survient à la suite de l'accident) sont affichés en salle de prise de service et diffusés via l'outil MKS (My Keolis Services, qui permet aux conducteurs d'avoir accès, en version dématérialisée, aux plannings et notes de services notamment) afin de sensibiliser le personnel de conduite. Ces flashs permettent de faire un état des lieux de l'accident qui est survenu tout en faisant un rappel plus global sur la conduite à tenir selon la nature des événements ainsi que les conséquences induites. Aussi, nous diffusons auprès du personnel des flashs sécurité qui concernent des incidents qui ont lieu dans d'autres réseaux Keolis, afin d'éveiller les consciences sur les différents risques, mettant en avant les forces d'un groupe comme Keolis.



FLASH SECURITE : PRESQUE ACCIDENT

C'est arrivé à une de nos collaboratrices le 03/06/2024

Une de nos collaboratrices a été victime d'un accident routier lors du trajet pour effectuer sa relève , lors d'un freinage un tiers a percuté son véhicule à l'arrière.

=> Pas de blessé grave

=> Peu de dégâts matériel

=> Choc émotionnel momentané

=> Douleurs cervicales

Risque responsable : Routier

Conduite à tenir en cas d'accident de la route avec blessé

- Se mettre en sécurité et baliser la zone afin d'éviter un sur-accident
- Contacter les services d'urgences si des personnes ont été blessées
- Si vous en avez les capacités => commencez à réaliser les premiers secours sur les victimes.

Conduite à tenir en cas d'accident de la route sans blessé

- Se mettre en sécurité et baliser la zone afin d'éviter un sur-accident
- Réaliser un constat avec le tiers
- Si vous ne parvenez pas à un accord, gardez votre calme et réalisez une déclaration séparée auprès de votre assurance

Les processus mis en place

La question de la sécurité est primordiale dans les métiers en lien avec le transport de voyageurs et l'exploitation, ainsi que dans le groupe Keolis. Les filiales mettent en place des processus différents, adaptés aux besoins afin d'anticiper au mieux les situations. Au cours de l'année 2025, des sessions de reprise de conduite sont organisées pour les poly-accidentés, c'est-à-dire, les conducteurs ou conductrices qui ont connu au moins 3 accidents avec responsabilité. Un formateur de la filiale Keolis Bourgogne basée à Dijon se rend à Auxerre afin de circuler avec un poly-accidenté et l'auditer. Ensuite, des formations complémentaires sont mises en place, si nécessaire, en fonction des résultats de l'évaluation. Des entretiens managériaux sont également en place, avec un suivi de l'ensemble du personnel. En plus des entretiens obligatoires, les conducteurs sont reçus dans un cadre formel afin d'échanger sur les différents accidents et les difficultés rencontrées. L'objectif est d'avoir un retour de leur part, afin de mieux appréhender avec eux ces situations et être à l'écoute.

Des actions de communication sont aussi en place, comme au sujet des distractions lors des phases de conduite. L'objectif est de sensibiliser à l'usage du smartphone au volant par exemple, afin d'anticiper et éviter des situations de ce type.

Alcoolémie et stupéfiants

Des tests alcoolémie et stupéfiants sont réalisés chaque mois sur un certain nombre de conducteurs et conductrices, avant ou après les services. Aucun test ne s'est révélé positif au cours de l'année 2025.

7.4 Environnement et engagement RSE

Tout au long du contrat de Délégation de Service Public, qui s'achèvera en 2031, l'engagement RSE de la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois ne cessera de croître, au travers notamment du déploiement de différentes labellisation ou normes. Aussi, compte tenu des engagements actuels, la filiale s'oriente vers des engagements plus vertueux pour l'environnement. Bien que la situation actuelle, avec l'implantation sur un site transitoire, ne facilite pas les actions à grande échelle, plusieurs actions notables peuvent être mises en avant :

Le traitement des déchets

Depuis l'automne 2024, Keolis Communauté de l'Auxerrois a contractualisé avec la société Elise pour le traitement de ses déchets. Ces collecteurs de déchets ont été disposés au sein du dépôt, permettant une meilleure gestion de nos déchets (papiers, cartons, canettes, gobelets, plastiques, ...). Grâce à Elise, nous obtenons des résultats chiffrés sur la mobilisation de l'entreprise, permettant de fixer des objectifs en termes de réduction des déchets, comme par exemple, réduire l'utilisation de gobelets lors de la consommation de boissons chaudes et opter plutôt pour des tasses, minimisant alors l'impact sur la nature et la production de déchets.

Education aux bonnes pratiques

Depuis fin 2024 également, et dans une volonté d'adoption de pratiques plus vertueuses, tous les bureaux ont vu apparaitre sur les murs des stickers incitatifs pour ne pas oublier d'éteindre la lumière où tout simplement le matériel informatique (base, écrans, ...) en quittant la pièce ou le travail. Ces petits gestes du quotidien, parfois oubliés, permettent d'œuvrer pour une économie durable.

Label Lucie 26 000

Lors du rendu final du Rapport Annuel 2024, nous avions évoqué notre engagement dans notre démarche RSE à travers le label RSE Lucie 26 000. La filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois s'était engagée dans la démarche au début du second semestre de l'année 2024, avec un audit le 5 décembre de la même année. La mise en marche de la filiale et la structuration des process se sera donc faite en un temps record, afin de préparer l'audit dans les meilleures conditions. Nous avons appris au cours du printemps 2025 que la filiale avait obtenu sa labellisation à la suite de l'audit intervenu seulement 11 mois après la création de la filiale. Il faut féliciter l'ensemble des parties prenantes pour l'implication et l'engagement qui ont contribué à cette labellisation. Cet engagement s'est poursuivi en 2025, avec la rédaction d'un plan d'action global, permettant à la filiale de progresser dans sa démarche RSE, en même temps que sa croissance. En fin d'année 2026, un nouvel audit interviendra, afin de mettre en lumière les processus de la filiale, leur sauvegarde et les progrès qui avaient été fléchés dans ce même plan d'action.

7.5 La construction du Centre d'Exploitation et de Maintenance

Dans le cadre de cette Délégation de Service Public, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois souhaitait se doter de son propre Centre d'Exploitation et de Maintenance (CEM). Keolis, par le gain de cet appel d'offre, à la charge de la conception, du financement et de la construction de ce dépôt, pouvant accueillir l'ensemble de la flotte de véhicule, allant des bus thermiques aux véhicules électriques et hydrogènes du parc. Ce bien est un bien de retour, qui appartiendra à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois à la fin de la DSP.

Les travaux ont commencé en janvier 2025, et s'achèveront à la fin du premier semestre 2026, avec une installation de l'exploitation et l'ensemble des salariés dans la foulée.

L'arrivée de ce nouveau dépôt va modifier fondamentalement la façon de travailler des équipes : l'ensemble des salariés auront accès à un vrai dépôt flambant neuf, avec beaucoup plus d'espace et de confort malgré tous les efforts mis en place dans les locaux provisoires actuels. Nous aurons également un atelier en propre, permettant la maintenance des véhicules en interne, réduisant ainsi l'appel à la sous-traitance, jusqu'ici mis en place avec nos partenaires locaux. Enfin, l'arrivée de ce nouveau CEM

sera aussi synonyme de nouveaux processus à mettre en place, à la fois pour maintenir un fonctionnement optimal dans nos activités mais aussi pour répondre aux normes en vigueurs et à tous les enjeux de sécurité. Cela sera détaillé spécifiquement dans le prochain rapport d'activité.

A fin décembre 2025, les réseaux secs étaient en cours de réalisation. L'aire de lavage était réalisée, tandis que la charpente métallique était posée. L'atelier était couvert et étanche, la zone bureaux administratifs était isolée et les relevés d'étanchéité en cours. Une partie de la plomberie était réalisée tandis que l'électricité et l'aménagement intérieur débutaient.



8. Les Ressources Humaines

La filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois a débuté en 2025 sa seconde année d'activité, à la suite de la création de la filiale au 1er janvier 2024, pour la durée de la Délégation de Service Public (DSP), à savoir huit ans. Les salariés de Transdev Auxerrois, ancien délégataire ont tous été transférés dans la nouvelle filiale à la même date. On notera pour 2025, un changement au sein du comité de direction avec l'attribution du poste de Responsable d'Exploitation au Responsable Projets qui cumulent jusqu'à la livraison du nouveau dépôt les deux missions.

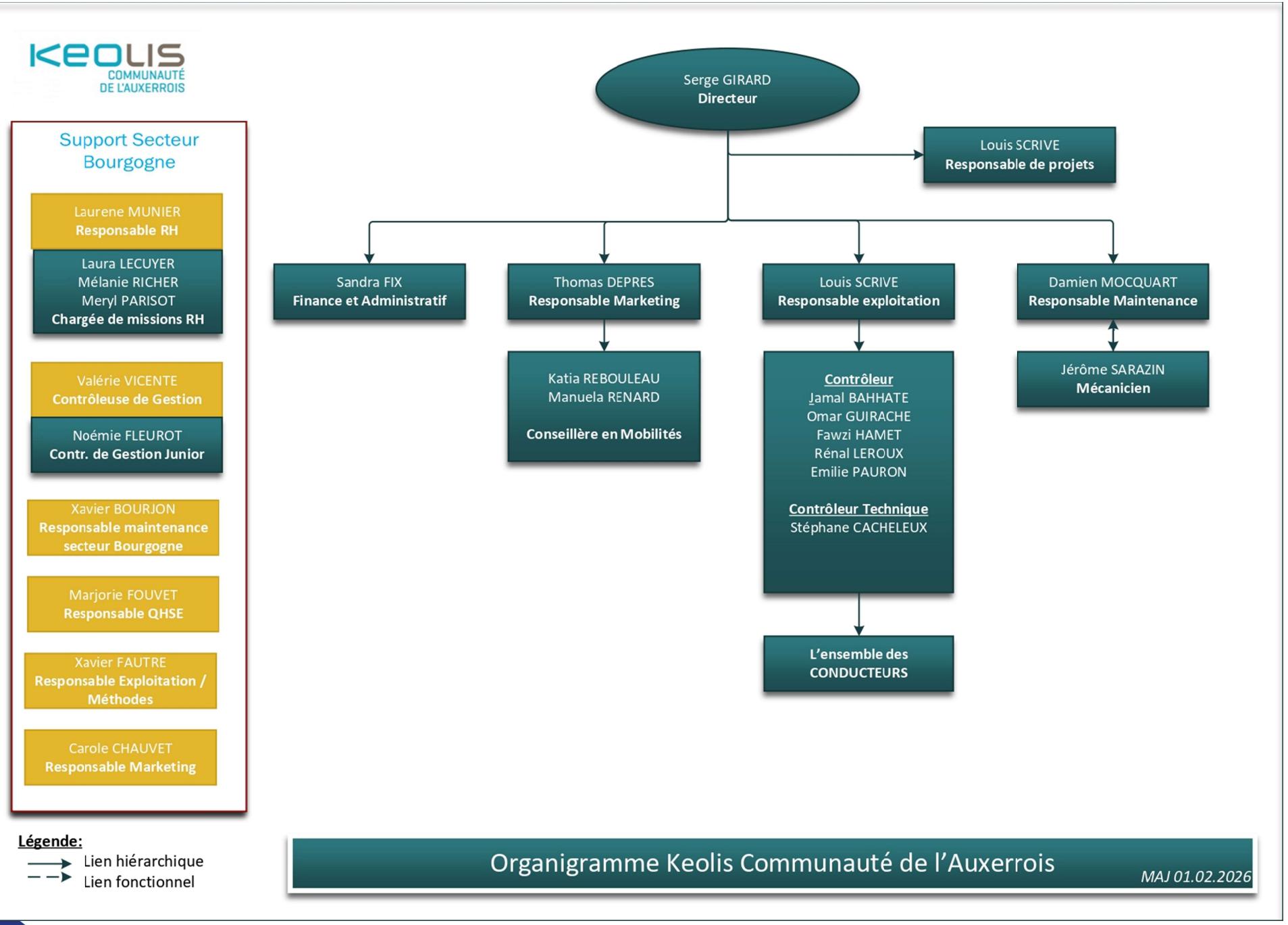
8.1 Les effectifs 2025

Au 31 décembre 2025, l'ensemble des effectifs présent au sein de la filiale, soit 63 salariés, était en Contrat à Durée Indéterminée (CDI).

Répartition de l'effectif par type de contrat (hors stage)	31/12/2025
Contrats à durée déterminée (CDD)	4
Contrats à durée indéterminée (CDI)	68
Total	**72**

Keolis Communauté de l'Auxerrois peut être amené à faire appel à des contrats précaires au cours de l'année pour différents motifs, notamment pour palier à des absences de longues durées. A l'image de l'année 2024, Keolis Communauté de l'Auxerrois a pour objectif de favoriser les CDI et, sous conditions, engager les personnels étant en Contrat à Durée Déterminée.

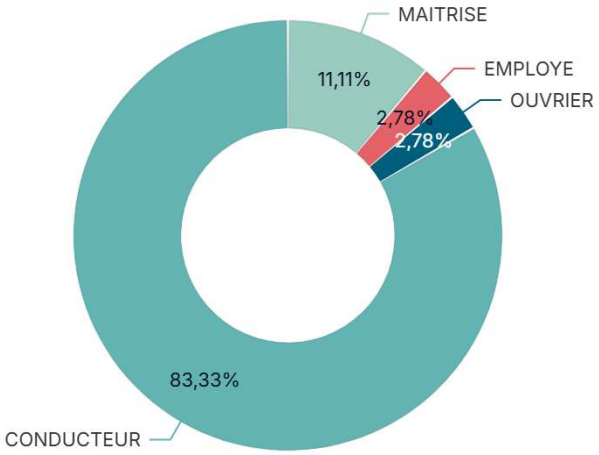
Motifs de recours aux contrats précaires	
CDD	Recours pour des motifs d'accroissement d'activité, période de congés ou remplacement En 2025, recours à 10 CDD au cours de l'année.
Intérim	Recours au besoin pour remplacement ou accroissement d'activité sur des postes de conduite
Temps partiel	Recours à la demande des salariés
Entreprises extérieures	Externalisation de travaux non réalisés par l'entreprise : nettoyage des locaux et activités de maintenance des véhicules. Sous-traitance : Berthier Trucks / Keolis Bourgogne pour les activités de maintenance ; réseau périurbain avec les transporteurs Cressons Voyages, Saint-Marc Transports et Transarc.


KEOLIS
COMMUNAUTÉ DE L'AUXERROIS
Support Secteur Bourgogne
Laurene MUNIER
Responsable RH
Laura LECUYER
Mélanie RICHER
Meryl PARISOT
Chargée de missions RH
Valérie VICENTE
Contrôleuse de Gestion
Noémie FLEUROT
Contr. de Gestion Junior
Xavier BOURJON
Responsable maintenance secteur Bourgogne
Marjorie FOUVET
Responsable QHSE
Xavier FAUTRE
Responsable Exploitation / Méthodes
Carole CHAUVET
Responsable Marketing
Serge GIRARD
Directeur
Louis SCRIVE
Responsable de projets
Sandra FIX
Finance et Administratif
Thomas DEPRES
Responsable Marketing
Katia REBOULEAU
Manuela RENARD
Conseillère en Mobilités
Louis SCRIVE
Responsable exploitation
Contrôleur
Jamal BAHHATE
Omar GUIRACHE
Fawzi HAMET
Rénal LEROUX
Emilie PAURON
Contrôleur Technique
Stéphane CACHELEUX
L'ensemble des CONDUCTEURS
Damien MOCQUART
Responsable Maintenance
Jérôme SARAZIN
Mécanicien
Légende:
Lien hiérarchique
Lien fonctionnel
Organigramme Keolis Communauté de l'Auxerrois
MAJ 01.02.2026

8.1.1 Répartition des effectifs par métiers, au 31 décembre 2025

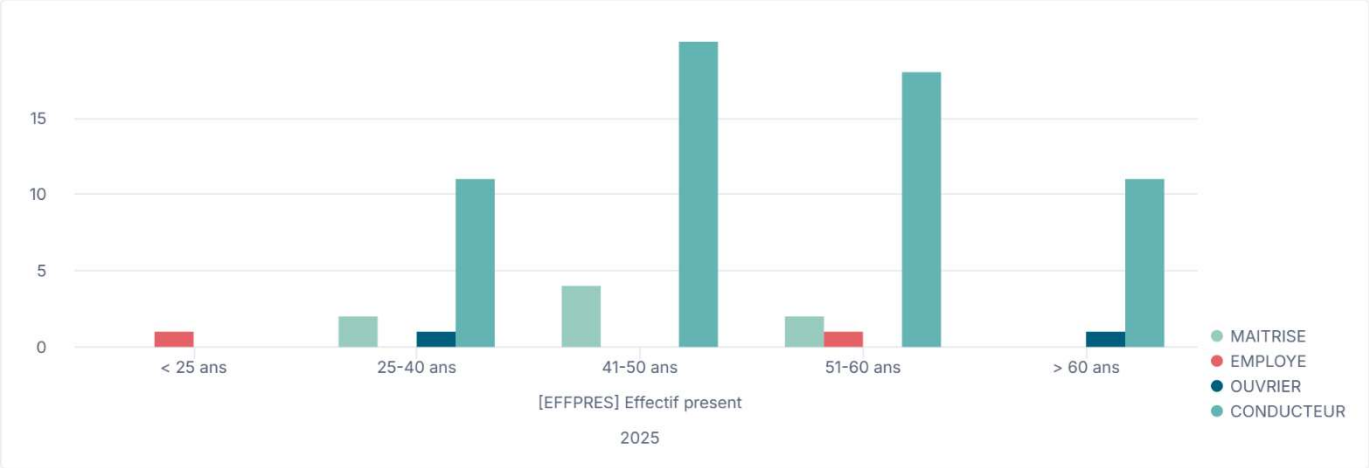
Données au 31/12/2025	Conduite		Ouvriers		Employés		Maitrise		Ingé. et cadres	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
Année 2024	13	42	-	-	2	-	3	6	-	-
Année 2025	17	43	-	2	2	-	2	6	-	-

Effectif au 31/12



8.1.2 Répartition par âge des effectifs en CDI et CDD au 31 décembre 2025

Répartition des effectifs par âge	31/12/2025
Inférieur ou égal à 25 ans	1
De 25 ans à 40 ans	14
De 41 ans à 50 ans	24
De 51 ans à 60 ans	21
Supérieur à 60 ans	12
Total	72



8.1.3 Répartition des effectifs en CDI et CDD par ancienneté au 31 décembre 2025

Répartition des effectifs par ancienneté	31/12/2025
Inférieur à un an	15
De 1 an à 2 ans	7
De 3 ans à 4 ans	3
De 5 ans à 9 ans	15
De 10 ans à 14 ans	15
De 15 ans à 19 ans	6
De 20 ans à 24 ans	5
De 25 ans à 29 ans	3
Supérieur à 30 ans	3
Total	**72**

8.1.4 Effectif mis à disposition par Keolis S.A

Au 31 décembre 2025, trois salariés sont mis à disposition par le groupe Keolis S.A, dans le cadre de CDI à temps plein. Il s'agit de :

- Serge GIRARD, Directeur de la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois depuis le 1er janvier 2024 ;
- Louis SCRIVE, Responsable de projets depuis le 1er janvier 2024 et Responsable d'Exploitation depuis le printemps 2025 ;
- Thomas DESPRES, Responsable Marketing et Commercial, en poste depuis le 1er janvier 2024

8.2 Keolis Communauté de l'Auxerrois dans le groupe Keolis

Keolis Communauté de l'Auxerrois est une filiale faisant partie du territoire Bourgogne-Franche-Comté, ainsi que de la Direction Régionale Sud-Est. Grâce à cette situation et le fonctionnement du groupe Keolis, la filiale bénéficie d'un appui technique, organisationnel et administratif du territoire et de la Direction Régionale.

8.2.1 L'appui du territoire Bourgogne-Franche-Comté

Chaque Direction Régionale est composée de plusieurs territoires, avec un Directeur de territoire et une équipe de référents métiers. Le territoire Bourgogne et le territoire Franche-Comté ont fusionné au cours de la fin d'année 2023. La restructuration de ce grand territoire est actuellement toujours en cours. Les référents métiers du secteur Bourgogne-Franche-Comté sont :

- Laurent CHAPUS, Directeur du territoire Bourgogne-Franche-Comté ;
- Laurène MUNIER, Responsable des Ressources Humaines ;
- Meryl PARIZOT, Chargée de missions Ressources Humaines ;
- Laura LECUYER, Chargée de missions Ressources Humaines ;
- Mélanie RICHER, Chargée de missions Ressources Humaines ;
- Valérie VICENTE, Contrôleuse de Gestion ;
- Noémie FLEUROT, Contrôleuse de Gestion junior ;
- Xavier BOURJON, Référent technique et Responsable Maintenance ;
- Redouan EL BARDE, Responsable SI ;
- Murat TALAS, Responsable des Achats Généraux ;
- Laetitia ROLLIN, Responsable Appro ;
- Marjorie FOUVET, Responsable QHSE ;
- Xavier FAUTRE, Responsable exploitation et méthodes ;
- Carole CHAUVET, Responsable Marketing

8.2.2 L'appui de la Direction Régionale Sud-Est

La direction régionale met à disposition des filiales qui lui sont rattachées, une assistance technique dans les domaines exploitation, systèmes d'information, marketing, ressources humaines, contrôle de gestion et maintenance. Basés à Lyon, les experts-métiers développent une connaissance approfondie de la filiale et apportent une expertise au directeur local et à l'encadrement de proximité. La comptabilité, la paie et la gestion administrative sont intégrées à cette structure afin de garantir un niveau de formation optimal des agents et de fiabiliser l'ensemble de ces processus. Les fonctions supports sont exercées par :

- Nathalie JUSTON, Directrice de la DRSE ;
- Carine ADAMI, Directrice Régionale des Ressources Humaines ;

- Elodie BURONFOSSE, Directrice Régionale Administrative et Financière ;
- Laurent BOST, Directeur Régionale Exploitation et méthodes ;
- Nolwenn DUFAY, Directrice Régionale Marketing et Développement Commercial ;
- Thierry SABATIER, Directeur Régionale Maintenance ;
- Fabrice FOKKE DE GOEDE, Directeur Régional des Systèmes Informatiques

8.2.3 L'appui du Groupe Keolis

Matérialisé par différentes ressources support et outils déployés au sein de la filiale, le groupe Keolis propose une assistance technique. Chez Keolis Communauté de l'Auxerrois, elle se caractérise comme suit :

- Déploiement du site internet AuxR_M le bus hébergé par Keolis Web Passenger (KWP), avec supervision de Chaimaa KETTANI, chargée de développement au siège Keolis ;
- Déploiement de la chaîne WhatsApp et du Bot IA, en lien avec un prestataire extérieur et accompagné par Julie SULLI-SEVESTRE, Responsable du pôle digital BtoC et Robin BOURSIER, chef de projets solutions digitales ;
- Accompagnement de Thierry GUINARD, sur les sujets en lien avec H2 et les subventions H2 ;
- Suivi de la construction et du déploiement des outils en lien avec le nouveau Centre de Maintenance et d'Exploitation, en lien avec Bernard JOCTEUR-MONROZIER, Référent Technique régional et Olivier KAPAHNKE, Responsable des projets immobiliers du groupe ;
- KEOLINE, service support technique et assistance, notamment lors de problèmes rencontrés avec des logiciels ;
- OKAPI, outil d'exploitation ;
- KEORISK, outil de suivi de l'accidentologie

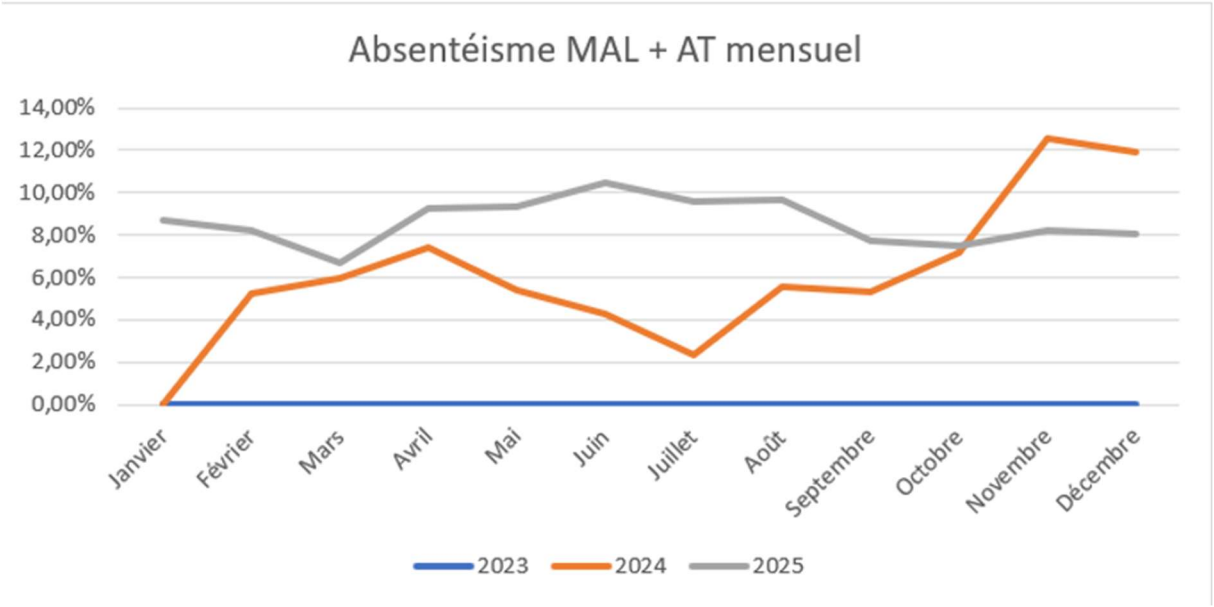
8.3 Absentéisme

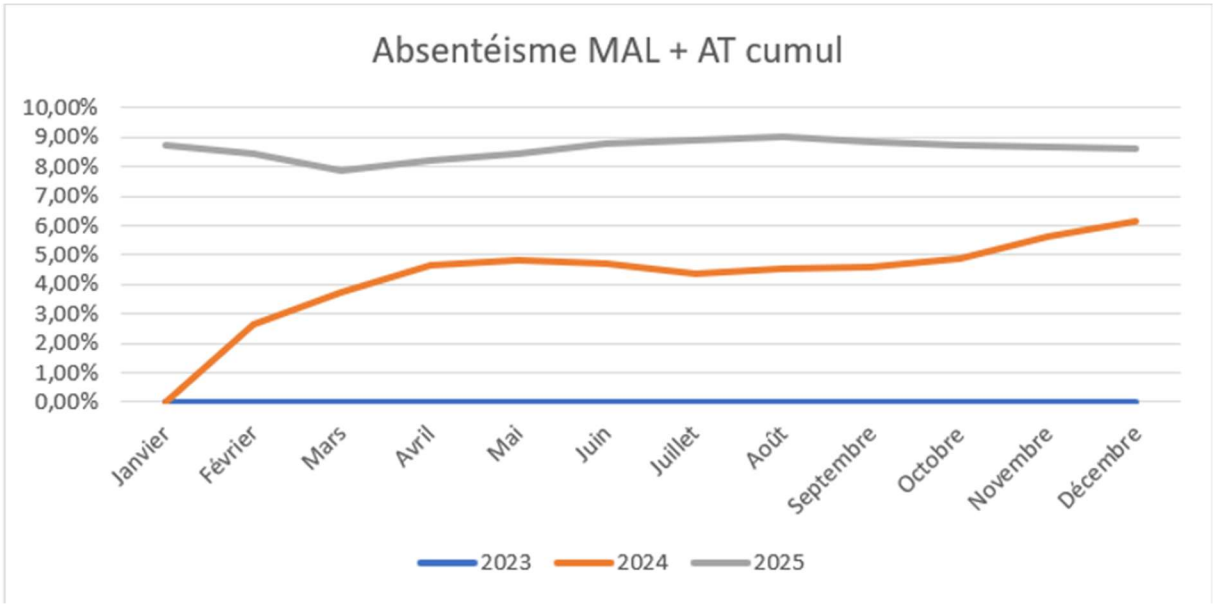
L'année 2025 est la seconde année d'exploitation du réseau par la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois. Pour la première fois donc dans un rapport annuel, nous avons des comparatifs à disposition, entre l'année 2024 et l'année 2025, au sujet de l'absentéisme.

Concernant l'absentéisme, sur l'année 2025, l'absentéisme pour maladie atteint un taux de 6,08% contre 3,55% en 2024.

L'absentéisme pour cause d'accident du travail (AT) est quant à lui à un taux de 2,6% pour l'année 2025, taux égal à celui de 2024.

Au cumul, le taux réel pour l'année 2025 est de 8,62%, en augmentation par rapport à l'année 2024, où le taux réel était de 6,13%.





Concernant l'accidentologie, le nombre d'AT hors trajet est de 9 sur l'ensemble de l'année 2025, en augmentation puisqu'il y en avait eu 6 en 2024. Le taux de fréquence s'établit à 84,08 accidents (56,99 en 2024) par million d'heures travaillées.

Formule de calcul du taux de fréquence :

Nombre d'accidents du travail avec arrêt / Nombre d'heures travaillées x 1 000 000

Le nombre de jours d'arrêt à la suite de ces accidents du travail représentent 621,50 jours cumulés en 2025, contre 603 jours cumulés en 2024. Le taux de gravité s'établit à 5,81 jours d'arrêt pour 1 000 heures travaillées en 2025, contre 5,73 jours d'arrêt pour 1 000 heures travaillées en 2024.

Formule du taux de gravité :

Nombre de jours de travail perdus / Nombre d'heures travaillées x 1 000

Sur l'année 2025, aucun congé maternité n'a été pris. Concernant les congés paternités, ils sont au nombre de deux.

8.4 Accords d'entreprise et chartes signées en 2025

Au cours de l'année 2025, une charte et un accord majeur ont été signés entre Keolis Communauté de l'Auxerrois et l'organisation syndicale représentante du personnel.

- En date du 11 juin 2025, l'accord n°2025/01 valant accord NAO au titre des années 2025 et 2026 est signé. Cet accord met fin au conflit social engagé début juin 2025 et d'une durée de 4 jours ;
- En date du 9 septembre 2025, le règlement intérieur de l'entreprise Keolis Communauté de l'Auxerrois est mis à jour

8.5 Formations

En 2025, le nombre de formation dispensées permet d'atteindre un nombre équivalent à 87 personnes formées dans des domaines variés, au travers de formations obligatoires ou de formations permettant un renforcement de compétences. Ces formations touchent tous les métiers de l'entreprise avec une grande diversité de domaines. En 2024, un nombre équivalent à 70 personnes avaient été formées.

L'ensemble des formations proposées provient du plan de formation proposé par Keolis Communauté de l'Auxerrois lors de la Réponse à Appel d'Offre (RAO).

Types de formations	Conducteurs	Ouvriers	Employés	Agents de maitrise	Total général
Absentéisme : Comprendre Prévenir et Agir				7	7
Bien conduire les entretiens professionnels				2	2
Comprendre le fonctionnement d'un véhicule et d'une station à hydrogène		1			1
Connaître et mettre en pratique les bons gestes et postures - spécificité conducteur	6				6
Connaître et mettre en pratique les bons gestes et postures - Spécifique conducteur	4				4
De l'expression de besoin au paiement du fournisseur				1	1
Découvrir les principes de l'Eco-conduite	12				12

Types de formations	Conducteurs	Ouvriers	Employés	Agents de maitrise	Total général
Favoriser l'accessibilité dans les bus pour les publics fragiles	8				8
FCO Voyageurs	12			2	14
Formation des agents amenés à travailler en zone ATEX				1	1
Gérer la relation commerciale en situation de contrôle				2	2
Gérer la relation de service sur le terrain en situation perturbée ou perturbante				2	2
Gérer les activités de maintenance au quotidien				1	1
Habilitation électrique B1XL-B2XL opération batterie et dépannage-remorquage				1	1
Les piliers de la relation de service - filiales engagées KSS	6				6
Management opérationnel de la maintenance (KIHM)				1	1
Manipulation extincteurs	4	1		4	9
Rappel des pratiques pour un contrôle de titres en toute sécurité et en respect du cadre légal (MAC ACCO)				6	6
Transport de matières dangereuses et ADR				1	1
WINATEL : Gestion de la maintenance				1	1
WINCARB : gestion du carburant sous Windows				1	1
Total	**52**	**2**	**0**	**33**	**87**

Types de formations	Total en heures
Absentéisme : Comprendre Prévenir et Agir	7
Bien conduire les entretiens professionnels	14
Comprendre le fonctionnement d'un véhicule et d'une station à hydrogène	7
Connaître et mettre en pratique les bons gestes et postures - spécificité conducteur	42
Connaître et mettre en pratique les bons gestes et postures - Spécifique conducteur	4
De l'expression de besoin au paiement du fournisseur	0,11
Découvrir les principes de l'Eco-conduite	84
Favoriser l'accessibilité dans les bus pour les publics fragiles	56
FCO Voyageurs	490
Formation des agents amenés à travailler en zone ATEX	3,5
Gérer la relation commerciale en situation de contrôle	14
Gérer la relation de service sur le terrain en situation perturbée ou perturbante	14
Gérer les activités de maintenance au quotidien	14
Habilitation électrique B1XL-B2XL opération batterie et dépannage-remorquage	14
Les piliers de la relation de service - filiales engagées KSS	42
Management opérationnel de la maintenance (KIHM)	21
Manipulation extincteurs	31,5
Rappel des pratiques pour un contrôle de titres en toute sécurité et en respect du cadre légal (MAC ACCO)	42
Transport de matières dangereuses et ADR	7
WINATEL : Gestion de la maintenance	14
WINCARB : gestion du carburant sous Windows	3,5
Total	**924,61**

8.6 Les démarches internes auprès du personnel

Le groupe Keolis a développé pour ses filiales plusieurs outils permettant de déployer des actions concrètes à destination de l'ensemble des salariés. Ces démarches plus détaillées ci-dessous permettent notamment de favoriser l'emploi des séniors, l'intégration et le lien entre salariés ou encore, de donner la parole librement aux salariés, notamment au travers du baromètre d'engagement, réalisé pour la première fois au printemps 2024 et reconduit tous les ans. Vous retrouverez ci-dessous l'ensemble de ces démarches ainsi que les résultats du baromètre d'engagement pour l'année 2025, avec comparatif des résultats 2024.

8.6.1 Communication interne et actions en faveur de la cohésion

Au sein du dépôt transitoire, un espace est dédié à l'ensemble du personnel pour diffusion de toutes les informations essentielles. A cet endroit, les conducteurs effectuent leur prise de service et peuvent prendre connaissance de diverses informations concernant le réseau, notamment les déviations en place. En plus des informations dédiées au réseau, de nombreuses informations y sont affichées comme :

- Sécurité : des informations sur la sécurité sur site, les flashs d'informations à la suite d'accidents ;
- Notes de service et actualités concernant la vie du réseau ou au sein du dépôt ;
- Informations essentielles comme le personnel SST, les démarches Keolis à destination du personnel ou encore les informations administratives (organigrammes, offres d'emploi, ...)

En 2025, en plus de cet espace, un espace « nouveauté » a ainsi été ajouté. Sur ce pan de mur, sont affichées les informations nouvelles durant une semaine, avant qu'elles ne rejoignent l'espace déjà existant. Cela permet plus de lisibilité et plus de clarté. Les événements organisés par la filiale y sont mis en avant, comme les notes d'informations ou celles relatives à l'arrivée d'un nouveau collaborateur, afin d'en informer l'ensemble des salariés. Enfin, les informations relatives à l'avancement de la construction du nouveau Centre d'Exploitation et de Maintenance y sont également affichées.

Aussi, ce que l'on appelle actions en faveur de la cohésion caractérise les moments de vie au sein de dépôt où l'ensemble des salariés sont invités à se réunir en salle de pause pour échanger et fêter des moments forts tout au long de l'année. Ces moments ont pu notamment se caractériser par le partage de la traditionnelle Galette des Rois, un cocktail déjeunatoire organisé pour présentation du futur dépôt et recueillir les avis et commentaires des salariés, le baromètre d'engagement, le recueil des besoins des conducteurs en sac ou sacoche, un point d'étape indicateur intéressement, le barbecue organisé fin juin et Noël en fin d'année.

8.6.2 Communication interne et actions en faveur de la mobilité

Acteur de la mobilité de l'Auxerrois depuis le 1er janvier 2024, Keolis Communauté de l'Auxerrois s'engage avec les autres partenaires du territoire pour promouvoir les mobilités au sens large. Au cours de l'année 2024, nous avons renforcé nos partenariats avec les autres acteurs du territoire Karos et Fifteen, pour valoriser ces services auprès de nos salariés. Nous avons encouragé nos salariés à découvrir les applications et les services pour adopter une démarche plus vertueuse dans le cadre de leurs déplacements et notamment les déplacements domicile-travail. En 2025, Karos est même venu durant les changements de service entre midi et 14h pour rencontrer les salariés, expliquer la nature du service de covoiturage, son fonctionnement et encourager à une plus forte utilisation.

Cette démarche autour de la mobilité aura été bien perçue par l'ensemble du personnel car elle est encourageante et valorisante pour ceux qui ont déjà choisi d'autres formes de mobilité pour se rendre au dépôt chaque jour. Toutefois, compte tenu des horaires de la majorité de notre personnel, à savoir nos conducteurs, il ne semble pas aisé de déployer de l'intérêt autour de ces services. Cela reste un objectif de notre plan d'action interne, grâce à notre intérêt commun, en tant que partenaire mobilité de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

8.6.3 Le baromètre d'engagement

Les objectifs du baromètre d'engagement :

- Lancer une dynamique d'amélioration de l'engagement et du sentiment d'appartenance au groupe ;
- Suivre les perceptions dans le temps à travers cinq indices ; engagement, leadership, marque employeur, qualité de vie au travail, Keolis Way.

La démarche :

- Un baromètre réalisé annuellement et dans toutes les filiales du groupe Keolis à l'international ;
- Une enquête menée entre le 5 mai et le 25 mai 2025 à destination de tous les collaborateurs présents dans l'entreprise au 31 janvier de la même année ;
- Un questionnaire composé de 27 questions d'engagement et 5 questions de profil.

Au sein de la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois, 54 salariés ont répondu au questionnaire du baromètre d'engagement, soit un taux de participation de 81%. Ce taux de participation était de 92% en 2024 avec 58 salariés participants.

La moyenne du taux de participation de toutes les filiales de la DRSE s'établit à 85% contre 84% en 2024, ce qui démontre un intérêt des salariés pour le dispositif.

Synthèse des résultats par thématiques		
Items	**2024**	**2025**
Engagement	8 / 10	6,9 / 10
Qualité de vie au travail	7,8 / 10	6,8 / 10
Marque employeur	7,4 / 10	6,2 / 10
Leadership	7 ,2 / 10	6,1 / 10
Keolis Way	7,2 / 10	6 / 10
Moyenne	**7,52 / 10**	**6,4 / 10**

La moyenne globale de l'ensemble de ces thématiques s'établie à 6,4/10 pour l'année 2025, en nette baisse par rapport à 2024, où cette moyenne était de 7,52/10. Si la note en 2024 pouvait être considérée comme encourageante, elle doit être à relativiser notamment en raison de la période à laquelle a été réalisée ce baromètre d'engagement, soit seulement cinq mois et demi après la création de la filiale et le transfert de l'ensemble des salariés. Aussi, l'évaluation réalisée en 2025 vient évaluer la première année et demie de Keolis Communauté de l'Auxerrois en tant qu'exploitant du réseau. L'impact est notable pour les salariés avec un changement d'entreprise, puis de réseau,

venant changer les habitudes de fonctionnement alors en place précédemment. Ensuite, la crise technique et certaines difficultés vécues face aux clients (insultes, violences verbales, violences physiques) ont forcément marqué les esprits.

Comme évoqué précédemment, le milieu d'année 2025 aura été synonyme de changement pour l'exploitation qui est le plus gros noyau de salariés de l'entreprise. Un nouveau responsable d'exploitation a été nommé, insufflant une nouvelle énergie, de nouvelles méthodes et un nouveau leadership, dans le fonctionnement du service et la relation avec les salariés. Ces évolutions seront évaluées par les salariés en 2026 et viendront alors témoigner d'une réussite de ces évolutions.

8.6.4 Les démarches du groupe Keolis

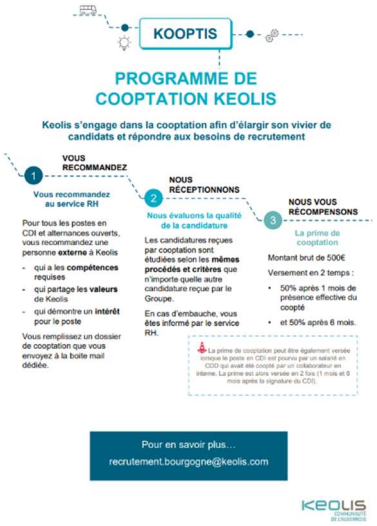
Le groupe Keolis s'est engagé dans d'autres démarches à destination des filiales et mises en place chez Keolis Communauté de l'Auxerrois.

- **La démarche KeoSénior**

Le cumul emploi retraite est un dispositif qui permet à un retraité de reprendre une activité professionnelle. Il permet de cumuler la pension de retraite avec le salaire lié à la reprise d'activité. Selon les conditions du départ en retraite tenant à l'âge de départ et au nombre de trimestres cotisés, le cumul est soit intégral soit partiel/plafonné.

Le cumul emploi retraite, qu'il soit partiel/plafonné ou intégral, ouvre l'accès à la mutuelle d'entreprise.

- **Le programme Kooptis**



Le programme Kooptis est un dispositif de cooptation mis en place par le groupe Keolis à partir de 2022, pour tous les postes en CDI et alternance.

La démarche est simple :

1. Vous recommandez en remplissant le dossier de cooptation (à demander au service RH) ;
2. Nous réceptionnons et évaluons la candidature ;
3. En cas d'embauche, nous vous récompensons (montant brut de 500 euros versé en deux temps : 50% après 1 mois de présence effective du coopté, et 50% après 6 mois).

- **La démarche Kollègue**

Kollègue est un programme qui permet, en interne, de faciliter le lien entre les salariés et notamment vis-à-vis des nouveaux arrivants. Ce programme permet de faciliter le contact et le lien social au sein de la filiale pour améliorer l'intégration de tous.



9. Bilan et programme

9.1 Analyse et bilan par thématiques de l'année 2025

9.1.1 Technique

Le début de l'année 2025 aura été entaché par la fin de la crise technique débutée mi-novembre 2024. La situation était totalement sous contrôle dès février, avec depuis le début de l'année les taux de disponibilité et de courses réalisées recommençant à progresser. Les causes évoquées dans le Rapport Annuel 2024 restent pour la plupart identiques et elles sont rappelées et complétées ci-dessous :

- Parc composé d'unités thermiques vieillissantes ;
- Véhicules H2 avec un niveau de disponibilité en deçà des attentes et totalement arrêtés à partir de juin 2025 ;
- Absence d'un atelier intégré au sein du dépôt transitoire ;
- Manque de compétences sur le territoire et sous-évaluation des ressources nécessaire à la maintenance par le sous-traitant ;
- Temps d'appropriation de la flotte et des compétences techniques nécessaire par le sous-traitant ;
- Situation captive d'un seul fournisseur H2 et de disponibilité de l'unique station.

Des points positifs sont à souligner, avec l'arrivée en octobre 2024 de notre responsable d'atelier qui a connu une rapide montée en compétences, en lien avec ses nouvelles missions et avec des formations professionnalisantes complémentaires. Désormais, il a également dans son équipe un mécanicien, en formation à Keolis Bourgogne à Dijon, jusqu'à la livraison du dépôt, à l'été 2026. Aussi, il vient en renfort une à deux fois par semaine sur le dépôt pour effectuer certaines opérations de maintenance. Cette façon de travailler, temporaire, a permis de gagner du temps sur la maintenance des véhicules et de gagner en efficacité. Les opérations plus lourdes restent chez nos sous-traitants ou chez Keolis Bourgogne.

Le nouveau Centre d'Exploitation et de Maintenance (CEM) livré à l'été 2026 apportera une structure en propre et facilitera la tâche des équipes avec des outils en propre et des formations adéquates. L'équipe sera renforcée par l'arrivée d'un nouvel élément. L'arrivée prochaine de nouveaux véhicules permettra de réformer des véhicules plus anciens et devrait améliorer la disponibilité.

9.1.2 Commercial

2025 aura été une année de continuité et de nouveautés pour les services AuxR_M le bus. En effet, nous avons proposé, avec l'Agence Mobile, de nouveaux lieux pour retrouver nos agents. L'Agence Virtuelle a également été lancée sous une forme totalement inédite puisqu'aucun réseau ne la propose sous cette forme : un rendez-vous visio ou téléphonique 100% à distance, avec un paiement possible entièrement à distance. A la fin de l'été, le paiement par carte bancaire, solution inédite sur le territoire, a permis d'offrir une troisième solution de paiement à bord des bus. L'information à destination des voyageurs a été renforcée comme annoncée, avec l'arrivée de 5 Bornes d'Informations Voyageurs (BIV), aux principaux arrêts du réseau (Arquebuse, Clairions et Gare SNCF). Un service complémentaire a permis de répondre à l'attractivité grandissante du Flexibus. Nous constatons une hausse de la fréquentation à partir de la rentrée de septembre 2025, et cette hausse a été continue jusqu'à la fin de l'année. Elle témoigne d'une habitude prise des usagers avec le réseau et nous ne pouvons que constater cet effet. Toutefois, nous tenons à souligner un élément à fort impact sur le Transport à la Demande et notamment sur le Service de Substitution. Le transport de plusieurs Personnes à Mobilités Réduites (PMR) déroge toujours aux règles contractuelles. En effet, le service prévu est un service de substitution, permettant une prise en charge d'un PMR d'un arrêt et la dépose à un autre arrêt, si l'un de ces arrêts n'est pas accessible. Depuis janvier 2024, en raison d'une habitude prise par l'ancien exploitant du réseau, ces personnes sont majoritairement prises en charge chez elle, pour une dépose devant leur lieu de travail et non l'arrêt. Transporter ces personnes est un enjeu car sans ce moyen de transport, elles ne peuvent plus travailler et avoir une vie normale mais il semble nécessaire d'adapter la façon de les transporter et d'adopter un service totalement adéquat en raison de toutes les contraintes générées (le service de substitution permet de transporter des personnes valides en même temps que les PMR. Toutefois, le temps de prise en charge de ces derniers étant plus long, un retard parfois important est généré, causant une dégradation de la qualité de service).

9.2 Programmation opérationnelle 2026

9.2.1 Opérations commerciales

Les opérations commerciales sont généralement présentées par Keolis Communauté de l'Auxerrois à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois lors d'une réunion dédiée en fin d'année ou début d'année suivante. Cette année 2026, étant marquée par les élections municipales et étant entrés dans une période électorale dès septembre 2025, cette présentation ne s'est pas tenue. Toutefois, nos grandes actions de communication et commerciales restent identiques, conformément à nos engagements.

- Propositions d'offres promotionnelles sur le réseau, notamment lors de périodes de mise en avant du réseau : Semaine Européennes de la mobilités, Black Friday, … ;
- Réalisation d'un calendrier de l'Avent avec des offres promotionnelles et des goodies à gagner ;

- Promotion et valorisation du réseau auprès des clients et non-usagers via diverses mises en avant : carte touristique de l'Office du Tourisme (3ème année consécutive), participation aux Foulées Roses de l'Yonne (3ème année consécutive) actions de communication à la sortie de nouveaux services et mise en avant via nos outils de communication, promotion de nos services lors d'événements ou dans des entreprises, …

9.2.2 Evolutions techniques proposées sur l'offre de Transport

L'année 2025 a été marqué par le report du lancement du service Flexibus Tôt/tard, service proposé dans la DSP. Pour rappel, ce service est une solution de Transport à la Demande venant couvrir les heures de frange, de 4h à 6h30 le matin et de 20h à 23h en soirée. Pour compléter l'offre Flexibus qui montrait des limites sur les heures de pointe, un service complémentaire a été ajouté. Durant l'année 2026, l'arrêt Athènes viendra remplacer l'arrêt Londres sur la Ligne 5, permettant de rapprocher cet arrêt du magasin Lidl situé sur la commune de Monéteau. D'autres évolutions sont continuellement étudiées, dans une volonté d'amélioration continue de l'offre de transport. Nous étudions notamment les possibilités suivantes :

- **Modification des lignes DIM1/DIM2**
  - Constat(s)
    - Très faible fréquentation de la ligne DIM2
  - Objectif(s)
    - Réallouer les moyens du dimanche sur l'ensemble des lignes du dimanche
  - Solution(s) étudiée(s)
    - Absorption de la ligne DIM2 par la ligne DIM1 avec un changement d'itinéraire ;
    - Conservation du principe de correspondance avec les trains depuis/vers Paris
- **Création d'arrêts complémentaires là où des besoins peuvent être mis en avant, notamment sur la Ligne 2, entre l'arrêt Auge (terminus) et Châtenoy, ou sur la Ligne 5, dans la commune d'Appoigny, permettant d'anticiper l'arrivée de nouveaux habitants.**

communauté
de l'auxerrois

Partie II
Finances

KEOLIS
COMMUNAUTÉ
DE L'AUXERROIS

AuxR_M
le bus.

10. Recettes

10.1 Les tarifs pratiqués et évolutions

La gamme tarifaire pratiquées en 2025 sur le réseau AuxR_M le bus est la même qu'en 2024 à l'arrivée de Keolis Communauté de l'Auxerrois comme exploitant du réseau de transport de l'Agglomération Auxerroise. Aucune évolution n'était prévue, ni a été proposée. La politique tarifaire est renseignée en partie I de ce rapport *(3. Relation clients et communication, politique tarifaire)*.

10.2 Recettes commerciales et engagements

Dans les tableaux présentés ci-dessous, l'ensemble des recettes sont exprimées en Hors Taxes (HT).

10.2.1 Recettes globales

L'engagement de recettes inscrit au contrat de Délégation de Service Public pour l'année 2025 est de 1 189 195,00€ Hors Taxes. Cet engagement n'a pas été atteint, puisque les recettes globales générées sur le réseau sont de **1 106 449,73€ HT,** soit une augmentation des recettes commerciales d'environ 5,5k€ par rapport à 2024 (+0,5%).

Recettes commerciales et engagements HT	
Engagement de recette DSP	**Recettes tarifaires**
1 189 295,00 €	1 106 449,73 €

Au 31 décembre 2025 la Communauté d'Agglomération d'Auxerre a émis un titre de paiement d'un montant de 137 119,99€ TTC.

Des reliquats de recettes tarifaires ont été versée durant les premiers mois de l'année 2026.

Janvier 2026	26 098,74 €	2 609,87 €	28 708,61 €
Février 2026	9 958,18 €	995,82 €	10 954,00 €
Mars 2026	378,35 €	37,83 €	416,18 €
TOTAL	1 101 074,72 €	110 107,47 €	1 211 182,19 €

Le solde des recettes tarifaires d'un montant de 97 041,20€ TTC a été versé le 11 mai 2026 ce qui solde l'année 2025.

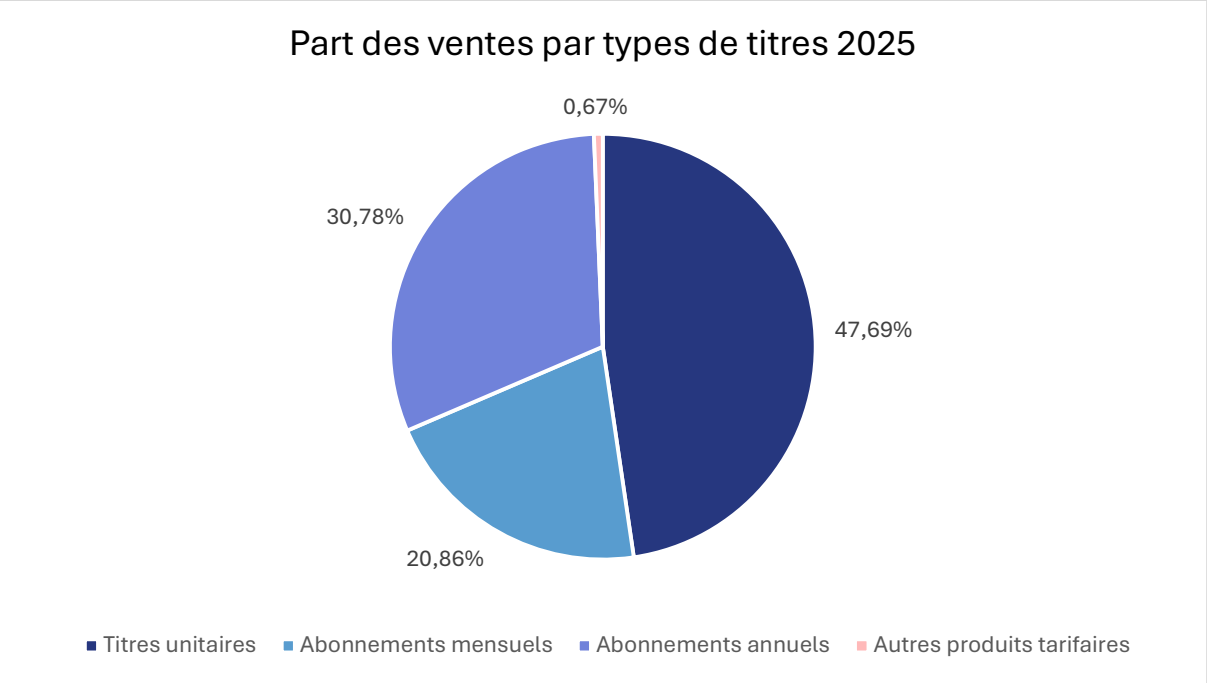
10.2.2 Recettes par titres

Titres	Nombre de titres vendus en 2024	Nombre de titres vendus en 2025	Recettes HT 2025
Ticket unitaire	273 982	272 731	371 906,36 €
OpenPaiement	-	17 297	23 586,18 €
Ticket unitaire sur carte	12 570	15 775	21 511,36 €
Carnet de 10 Solidaire	1 219	1 309	6 545,00 €
Carnet de 10 tickets	10 844	10 410	104 100,00 €
Carte anonyme vierge	641	610	554,55 €
BTCU	115	44	24,00 €
Annuel	51	64	17 417,27 €
Annuel -18 ans	3 927	3 806	294 091,82 €
Annuel -26 ans	188	200	29 035,00 €
Mensuel renouvelable	4 742	4 425	120 704,55 €
Mensuel renouvelable -26 ans	3 892	3 562	64 745,45 €
Mensuel renouvelable Solidaire	2 907	3 330	45 404,55 €
Duplicata	736	485	6 613,64 €
PV	0	3	210,00 €
Total Recettes Tarifaires	**316 310**	**334 050**	**1 106 449,73 €**

Dans le tableau ci-dessus non pouvons constater que les Titres Unitaires (TU) vendus à bord représentent un peu plus d'un tiers des recettes (35,4% en 2025, avec un taux de 33,94% en 2024). Nous pouvons constater une hausse par rapport à 2024, qui reste modérée et qui est à mettre en lien avec l'arrivée du paiement par CB, à bord des véhicules du réseau, fin août 2025. Cette nouveauté offre réellement plus de praticité pour tous les voyageurs : que nous n'ayons ni titre de transport, ni carte, ni monnaie avec soi, on peut voyager en bus ou Transport à la Demande en payant avec ce mode-là. Le réseau réalise également quasiment un autre tiers de ses recettes durant l'été avec les abonnements moins de 18 ans au réseau.

Il faut mettre en avant, au-delà de la légère hausse des recettes entre 2024 et 2025, une hausse de 5,6% du nombre de titres vendus. Comme évoqué, le paiement par carte bancaire permet cela mais nous avons aussi une hausse sur plusieurs tarifs différents par rapport à 2024 : +13 abonnés sur le tarif « annuel », +12 sur le tarif « annuel -26 ans » ; +423 ventes du titre « mensuel solidaire ». A noter que cette hausse sur le titre solidaire, qui concerne aussi la vente des carnets de 10 titres solidaires, nous incite à engager une démarche partenariale avec le CCAS de la ville d'Auxerre. En effet, de nombreuses personnes ne savent pas encore quels sont leurs droits aujourd'hui, ni comment cela fonctionne. Ce travail avec le CCAS doit permettre l'acculturation des non-clients, la mise en avant de nos services et des possibilités, ainsi qu'un accompagnement beaucoup plus important de notre part et de la ville pour les gens qui en ont le plus besoin. Ce travail partenarial s'est initié fin 2025 et va se poursuivre à travers différentes actions tout au

long de l'année 2026, comme des permanences de l'Agence Mobile dans les maisons de quartier, une participation aux « accueil café » organisés pour les habitants ou encore la création de totems d'information pour toutes les maisons de quartier, avec une personnalisation en fonction du lieu, ainsi que pour le CCAS.

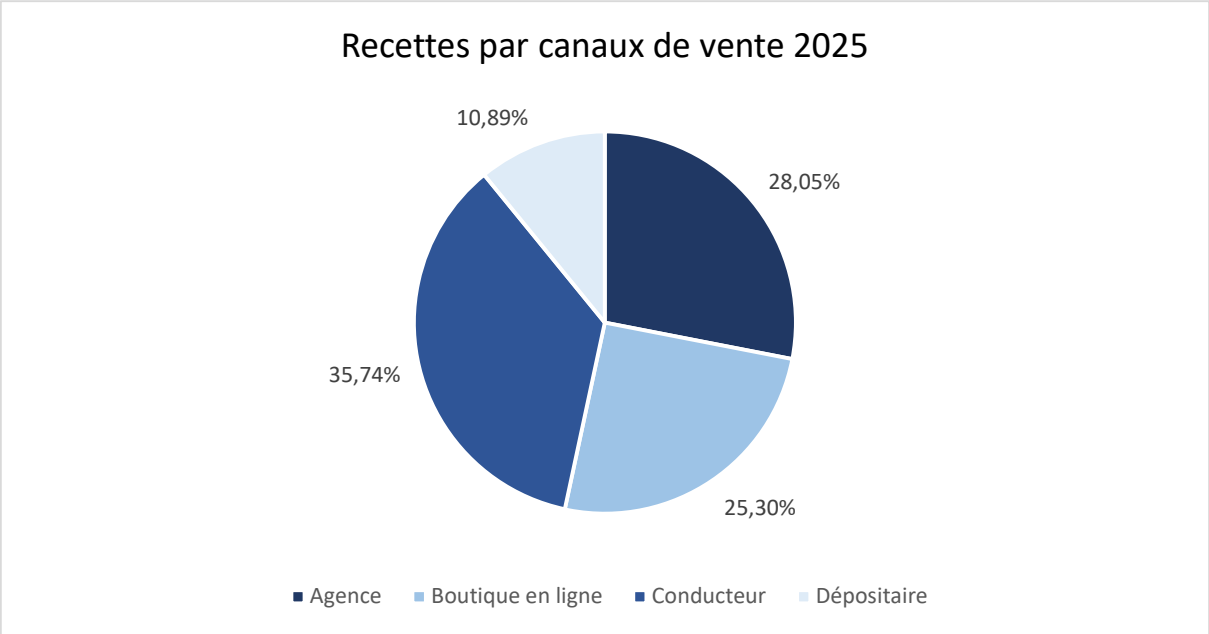


La moitié des titres vendus sont des abonnements mensuels ou annuels (51,64%). 47,7% sont des recettes liées aux ventes des titres unitaires, tandis que les autres produits tarifaires comptent pour moins d'1% (BTCU, cartes anonymes vierges, duplicatas, procès-verbaux).

10.2.3 Recettes par canaux de ventes

CANAL DE VENTES	TOTAL HT 2024	TOTAL HT 2025
Agence	337 067,73 €	310 362,64 €
Boutique en ligne	274 060,00 €	279 923,18 €
Conducteur	374 062,27 €	395 492,55 €
Dépositaire	115 666,36 €	120 461,36 €
PV	0,00 €	210,00 €
TOTAL	1 100 856,36 €	1 106 449,73 €

A l'aide du tableau ci-dessus, nous pouvons constater que les recettes auprès des conducteurs ont augmenté de 4,7%, tandis que les pertes en agence entre l'année 2024 et 2025 sont de -8,8%. Cela s'explique par un report vers nos autres canaux de vente qui sont en augmentation. Nous avons aussi évoqué le fait qu'il y ait moins d'abonnés qui ont moins de 18 ans, représentant une perte en agence, ces titres étant achetés en agence ou en ligne uniquement.



10.3 Recettes annexes

10.3.1 Recettes publicitaires

L'engagement de reversement des recettes publicitaires est de 20 250€ HT, qui correspond à la totalité des reversements.

Reversement des recettes publicitaires 2025				
	TRIMESTRE 1	TRIMESTRE 2	TRIMESTRE 3	TOTAL
TOTAL HT	7 500,00 €	7 500,00 €	5 250,00 €	**20 250,00 €**
TOTAL TVA 20%	1 500,00 €	1 500,00 €	1 050,00 €	**4 050,00 €**
TOTAL TTC A REVERSER A LA CAA	9 000,00 €	9 000,00 €	6 300,00 €	**24 300,00 €**

10.3.2 Recette Gare routière

Les reversements de recettes effectués à la CAA dans le cadre de l'exploitation de la Gare Routière s'élèvent, conformément au contrat de Délégation de Service Public, à 25 000€ HT, soit l'équivalent de 5 000€ par quai. Ces reversements atteignent 30 000€ TTC.

En mai 2025, les reliquats des recettes perçues au titres des années 2024 et 2025 ont étaient reversées à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois soit 6 666,67€ HT pour l'année 2024 et 10 000€ HT pour l'année 2025.

RECETTES PEM 2025	
Quai 1	5 000,00 €
Quai 2	5 000,00 €
Quai 3	5 000,00 €
Quai 4	5 000,00 €
Quai 5	5 000,00 €
TOTAL HT	**25 000,00 €**
TOTAL TVA 20%	**5 000,00 €**
TOTAL TTC A REVERSER A LA CAA	**30 000,00 €**

	Reliquat 2025
TOTAL HT	**10 000,00 €**
TOTAL TVA 20%	**2 000,00 €**
TOTAL TTC A REVERSER A LA CAA	**12 000,00 €**

10.4 Activités réalisées et autres prestations pour le compte de tiers

En 2025, Keolis Communauté de l'Auxerrois a réalisé des transports dits occasionnels pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois et la ville d'Auxerre pour un montant total de 2 590,40€ HT dont 292,48€ HT a été reversés à la Communauté de l'Auxerrois.

Date de la prestation	Objet de la prestation	kms effectués	Montant HT facturé	Montant HT reversé à la CAA	Date reversement
27/04/2025	Commémoration	27,22	383,05 €	12,21 €	Trimestre 3
27/06/2025	Villes et Villages fleuris	27,22	383,05 €	29,40 €	Trimestre 4
01/09/2025	Visite chantier	66,30	961,75 €	9,95 €	Trimestre 4
14/07/2025	Bals des Pompiers	146,02	862,55 €	240,93 €	Trimestre 4
		TOTAL	**2 590,40 €**	**292,48 €**	

Des prestations ont été gracieusement réalisées au cours de l'année 2025 pour un montant de 1 236,51€ HT.

Date de la prestation	Objet de la prestation	Montant HT non facturé
16/10/2025	visite chantier 16/10	373,96 €
14/07/2025	Bals des Pompiers	862,55 €

11. Ratios financiers

Ci-dessous sont présentés les ratios financiers, présentés en plusieurs parties :

- Ratios tous réseaux confondus ;
- Ratios réseau urbain ;
- Ratios réseau périurbain ;
- Ratios Flexibus

Les ratios sont détaillés de la manière suivante pour chaque typologie :

- V/K : Voyageurs/Kilomètres ;
- CFF/Voyages : Contribution Financière Forfaitaire/Voyages ;
- Charges exploitation/Voyage ;
- CFF/Kilomètres commerciaux : Contribution Financière Forfaitaire/Kilomètres Commerciaux :
- Charges d'exploitation/Kilomètre commerciaux ;
- Charges d'exploitation/Recettes d'exploitation

11.1 Ratios tous réseaux confondus

Ratios Tout réseaux				
	REEL 2025	PREVISIONNEL RAO 2025 Indexé	RAPPORT REEL/RAO 2025	COMMENTAIRES
Voyageurs / kms commerciaux	1,26	1,47	-14,47%	Double effet : perte de fréquentation + croissance de l'objectif
Charges d'exploitation / voyage	5,62	4,83	16,38%	Effet indexation + perte fréquentation
Charges d'exploitation / kms commerciaux	7,07	7,10	-0,46%	Les charges d'exploitation sont en adequation avec les kms commerciaux parcourus
Recettes Commerciales / Charges d'exploitation	11,14%	11,97%	-6,97%	Double effet : perte de fréquentation + croissance de l'objectif
Charges d'exploitation / CFF	1,00	1,00	1,00	
CFF / Voyages	5,62 €	4,83 €	16,38%	
CFF / Kms commerciaux	7,07 €	7,10 €	-0,46%	

11.2 Ratios réseau urbain

Ratios Urbain				
	REEL 2025	PREVISIONNEL RAO 2025 Indexé	RAPPORT REEL/RAO 2025	COMMENTAIRES
Voyageurs / kms commerciaux	1,36	1,52	-9,98%	Double effet : perte de fréquentation + croissance de l'objectif
Charges d'exploitation / voyage (€ / voyage)	3,09	2,96	4%	Effet indexation + perte fréquentation
Charges d'exploitation / kms commerciaux (€ / kms)	4,21	4,49	-6,27%	Effet année pleine du nouveau réseau + charges rationnalisées
Kms hlp / kms commerciaux	0,11	0,08	0,44	Plus de kms HLP que prévu
Recettes Commerciales / Charges d'exploitation (%)	-	22,11%	-	

URBAIN

	RAO AVEC ACTUALISATION	REEL	REEL / RAO
NBR VOYAGEURS	1 607 370,00	1 380 473,00	-14,12%
KMS COM	1 060 502,00	1 011 764,00	-4,60%
KMS HLP	79 799,00	109 984,04	37,83%
CHARGE EXPLOIT	4 763 877,70	4 260 030,00	-10,58%
RECETTES	1 053 072,00	Non évaluable en l'absence de comptage	-

11.3 Ratios réseau périurbain

Ratios Périurbain				
	REEL 2025	PREVISIONNEL RAO 2025 Indexé	RAPPORT REEL/RAO 2025	COMMENTAIRES
Voyageurs / kms commerciaux	1,62	1,83	-11,39%	16% de fréquentation en moins
Charges d'exploitation / voyage (€ / voyage)	5,41	4,38	23%	Effet indexation + fréquentation moindre que prévue
Charges d'exploitation / kms commerciaux (€ / kms)	8,77	8,02	9,27%	
Kms hlp / kms commerciaux	NC	89,96%	-	
Recettes Commerciales / Charges d'exploitation (%)	NC	5,70%	-	

PERI

	RAO AVEC ACTUALISATION	REEL	REEL / RAO
NBR VOYAGEURS	432 214,00	364 888,00	-15,58%
KMS COM	236 154,00	224 997,00	-4,72%
KMS HLP	212 449,00	Non communiqué	-
CHARGE EXPLOIT	1 894 420,00	1 972 320,00	4,11%
RECETTES	107 925,00	Non évaluable en l'absence d'inscriptions	-

11.4 Ratios Flexibus

	REEL 2025	PREVISIONNEL RAO 2025 CORRIGE non indexé	RAPPORT REEL/RAO 2025	PREVISIONNEL RAO 2025	COMMENTAIRES
TAD (charges d'exploitation)	657 770,00	592 760,00	1,11	646 108,40	RAO - Erreur dotation aux amortissements dans CEP RAO (940 580 - 347 820)

Ratios TAD				
	REEL 2025	PREVISIONNEL RAO 2025 Indexé	RAPPORT REEL/RAO 2025	COMMENTAIRES
Voyageurs / kms commerciaux	0,13	0,17	-22,50%	Kms commerciaux plus élevés que prévu
Charges d'exploitation / voyage (€ / voyage)	30,26	38,03	-20%	Fréquentation plus élévée que prévu
Charges d'exploitation / kms commerciaux (€ / kms)	3,91	6,34	-38,33%	Charges d'exploitation moins élevées que prévu de 1,8% et kms commerciaux plus élevés
Charges d'exploitation / kms commerciaux + HLP (€ / kms)	2,12	2,58	-18,03%	Kms totaux plus élevés que prévu
Kms hlp / kms commerciaux	0,85	1,46	-0,42	Amélioration du taux de groupage
Recettes Commerciales / Charges d'exploitation (%)	3,07%	1,81%	69,21%	72% de recette supplémentaire par rapport à la RAO

* Calcul recettes Flexibus : nbr titres vendus à bord x 1,5€ + nbr de personnes avec abonnement x 0,69€

0,69€ = coût moyen du voyage = recettes total 2025 / fréquentations totales 2025

recettes totales TTC = 1 217 095€

total fréquentations 2024 = 1 764 095

	TAD		
	RAO AVEC ACTUALISATION	REEL	REEL / RAO
NBR VOYAGEURS	16 989,00	21 734,00	27,93%
KMS COM	101 861,00	168 150,00	65,08%
KMS HLP	148 533,00	142 832,00	-3,84%
CHARGE EXPLOIT	646 108,40	657 770,00	1,80%
RECETTES	11 712,00	20 175,60	72,26%

12. Coûts d'exploitation par lignes et types de services

Cette partie du Rapport Annuel est envoyé à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois sous la forme d'un tableur Excel permettant son entière consultation, comme stipulé dans le contrat de DSP. Ce tableur Excel est relatif à l'Annexe 7.

13. Note financière

13.1 Détail du Compte d'Exploitation (CEP)

L'exercice 2025 correspond à la deuxième année d'exploitation du contrat. À ce titre, la présente note financière analyse les écarts constatés entre l'année de référence et l'exercice précédent, afin de mettre en évidence les principales évolutions financières et d'en expliciter les facteurs.

13.1.1 Charges d'exploitation

Le détail des charges d'exploitation est abordé dans l'ordre des éléments financiers de l'onglet « charges » de l'année 8 « Compte d'exploitation ».

A. Charges directes de transport

13.1.1.1 Personnel de conduite

Les charges de personnel de conduite excluent les coûts de formation, lesquels sont présentés dans le compte d'exploitation au sein du poste de charges « frais généraux ».

Le nombre d'ETP total incluant les intérimaires passe de 58,8 ETP en 2024 à 61,13 ETP en 2025.

L'évolution globale des charges de la masse salariale entre 2024 et 2025 est de + 1,3%. Cette variation contenue résulte de plusieurs facteurs combinés, répartis entre effets prix, effet volume et autres effets structurels :

Effets prix

L'évolution de la masse salariales intègre :

- Les négociations salariales, avec une revalorisation du point de rémunération, passant de 10,23 € à 10,43 €,
- l'impact du Glissement Vieillesse Technicité (GVT), estimé à +0,23 % par rapport à 2024,
- l'évolution des charges sociales et fiscales, marquée par une baisse du taux global de –0,21 %, venant partiellement compenser la hausse des rémunérations.

Effets volume

Les effets volumes recouvrent :

- L'évolution du nombre d'ETP,
- Le niveau d'absentéisme,
- La variation des éléments variables de paie (les heures supplémentaires…) ?

Autres effets

Enfin, d'autres facteurs contribuent à l'évolution de la masse salariale :

- L'évolution des dotations de vêtements de travail,
- L'ajustement des dispositifs d'intéressement salarial,
- Les indemnités de départ à la retraite, en nette diminution, passant de 24 k€ en 2024 à 10 k€ en 2025.

Méthode de répartition des coûts de personnel de conduite par type de ligne

La répartition des coûts de conduite entre les lignes régulières et celle du TAD repose sur la même clé de répartition que celle utilisée pour la RAO soit le nombre d'heures d'exploitation au réel suivant :

	Heures	
	2025	Clé de répartition
Heures Totales	**87 282**	
Heures LR	76 989	90%
Heures TAD	10 317	12%
Heures TPMR		
Heures vendues	2 146	
Heures totales hors heures vendues	**85 136**	

13.1.1.2 Frais kilométriques

La production kilométrique qui dimensionne l'évolution des frais kilométrique par type d'énergie est la suivante :

Km		
		2025
HVO	Km	1 219 281
H2	Km	41 661
Electrique	Km	202 339
TOTAL	**Km**	**1 463 281**

Les coûts d'énergie reposent sur l'évolution des prix par énergie, l'évolution des Km par type d'énergie et la consommation au 100Km. Sur l'année 2025, les effet prix et volume sont induits par les éléments suivants :

Prix moyen		
		2025
HVO net de TICPE	€/l	1,33 €
Dont TICPE	€/l	- 0,22 €
H2	€/Kg	12,30 €
Electrique	€/Kwh	0,22 €

Conso moyenne		
HVO net de TICPE	l/100km	36,8
H2	Kwh/100Km	8
Electrique	Kwh/100Km	42

13.1.1.3 Entretien maintenance des véhicules (hors personnel)

L'ensemble des coûts d'entretien et de réparation des véhicules, tous types confondus, est présenté à la fois en valeur absolue (en k€) et en coût kilométrique, afin de permettre une analyse complète de l'évolution des charges de maintenance.

Les coûts d'entretien reposent sur l'ensemble des charges par véhicule, suivies de manière détaillée via la GMAO (outil informatisé de gestion et de suivi de la maintenance), garantissant une traçabilité des interventions et des dépenses associées.

La maintenance des véhicules à énergie hydrogène (H_2) est comptabilisée conformément au contrat de full maintenance, pour un montant annuel de 100 k€, en ligne avec les dispositions de l'avenant 1. Par ailleurs, les véhicules légers et les e-Jumpy bénéficient également de contrats de full maintenance, dont les coûts sont intégrés directement dans les loyers de location.

Hors contrats de full maintenance des véhicules H_2, les charges de maintenance enregistrent une hausse de 80 k€, soit +12 % entre 2024 et 2025. Cette augmentation s'explique principalement par le rattrapage de facturations de prestations de maintenance intervenues en fin d'exercice 2024, qui ont été comptabilisées courant 2025.

En synthèse, l'évolution des coûts de maintenance traduit un effet de régularisation comptable plutôt qu'une dérive structurelle des dépenses.

Les charges de maintenance de l'année 2025 peuvent être synthétisés comme suit :

	2025	
	En K€	€/KM
Lubrifiant	7	0,01 €
Pneumatique	31	0,02 €
Fournitures et pièces détachées	45	0,03 €
Sous-traitance	626	0,43 €
Contrat full maintenance hydrogène de la CAA	100	0,07 €
Sinistralité	20	0,01 €
TOTAL	830	0,57 €
Km totaux	1 463 281	

Les coûts de nettoyage et d'assurance sont issues des contrats en vigueur pour l'année 2025 et sont dimensionnés par rapport au nombre de véhicule.

Entre 2024 et 2025, les frais d'assurance enregistrent une hausse de 19 %. Cette évolution reflète principalement l'actualisation des contrats d'assurance appliquée au parc de véhicules, en lien avec son dimensionnement et les conditions du marché assurantiel.

Méthode de répartition des coûts d'énergie et de maintenance par type de ligne

La répartition des coûts d'énergie et de maintenance entre les lignes régulières et celles du TAD repose sur la même clé de répartition que celle utilisée pour la RAO soit :

Pour l'énergie, le nombre de km par type de véhicule affecté aux services d'exploitation, soit au réel 2024 :

2025	LR	TAD	TOTAL
Km totaux	1 169 129	294 152	**1 463 281**
HVO	1 091 252	128 029	**1 219 281**
ELEC	36 216	166 123	**202 339**
H2	41 661	0	**41 661**

Pour la maintenance, les coûts de maintenance par véhicules affectés à un type de service (cf. le paragraphe « mise à disposition du parc »)

13.1.1.4 Sous-traitance

Les coûts de sous-traitance couvrent les contrats en vigueur pour la durée de la DSP auprès de 3 sous-traitants, les avenants signés relatifs à 2025 et l'actualisation des contrats via les formules d'indexation.

Entre 2025 et 2024 les charges de sous-traitance augmentent conformément à l'offre de service.

Méthode de répartition des coûts de sous-traitance par type de ligne :

Les coûts de sous-traitance sont affectés à 100% au ligne de transport LPU.

13.1.1.5 Mise à disposition du matériel roulant

Les charges de matériel roulant diminuent de 7% soit de 42K€.

Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs identifiés :

- Un décalage dans l'acquisition de quatre véhicules, initialement prévus sur l'exercice précédent. Ce décalage est strictement temporel et n'a aucun impact structurel sur le dimensionnement du parc. Sur les deux premières années du contrat, le parc de véhicules est conforme aux engagements de la DSP ;
- La présence en 2024 de charges non récurrentes liées aux cartes grises, non reconduites en 2025 ;
- L'effet année pleine des dotations aux amortissements des équipements acquis au cours de l'exercice 2024.

En synthèse, la diminution des charges de matériel roulant reflète principalement des effets de calendrier et non récurrents, sans remise en cause du niveau d'équipement ni des engagements contractuels pris dans le cadre de la DSP.

Les amortissements véhicules et ceux relatifs aux équipements sont présentés dans le chapitre PPI inventaires des biens.

Méthode de répartition des coûts de mise à disposition du matériel roulant par type de ligne :

Les coûts de mise à disposition du matériel roulant et ses équipements sont affectés au travers du plan parc qui affecte les véhicules par type de services et se résume comme suit :

Type de vehicule	Matricule	Type d'energie	Lignes	
DAILY	BT-069-JH	HVO	LR	
GX327	BS-285-DK	HVO	LR	
GX327	BS-234-DK	HVO	LR	
GX327	BS-348-DK	HVO	LR	
GX327	BS-356-DK	HVO	LR	
GX327	BS-313-DK	HVO	LR	
GX327	BS-303-DK	HVO	LR	
GX327	BS-340-DK	HVO	LR	
GX327	BS-336-DK	HVO	LR	
INTEGRALIA	DS-640-MZ	HVO	LR	
INTEGRALIA	DS-606-MZ	HVO	LR	
GX337	DN-600-YG	HVO	LR	
GX337	DP-933-ET	HVO	LR	
GX337	DP-395-EV	HVO	LR	
GX337	DP-087-EV	HVO	LR	
GX337	DP-232-EV	HVO	LR	
GX337	DP-453-HR	HVO	LR	
GX337	EK-764-PQ	HVO	LR	
GX337	EK-438-PP	HVO	LR	
GX337	EQ-073-AR	HVO	LR	
GX337	EQ-034-AR	HVO	LR	
GX337	EQ-234-AR	HVO	LR	
GX337	EQ-342-AR	HVO	LR	
BLUEBUS 6M	EZ-294-RM	ELECTRIQUE	LR	
BLUEBUS 6M	EZ-615-RM	ELECTRIQUE	LR	
GX337	FD-469-FH	HVO	LR	
GX337	FD-575-FH	HVO	LR	
GX337	FD-700-FH	HVO	LR	
GX337	FD-628-FH	HVO	LR	
BUSINOVA	FX-561-PH	ELECTRIQUE + HYDROGENE	LR	
BUSINOVA	FY-186-YN	ELECTRIQUE + HYDROGENE	LR	
BUSINOVA	FY-342-YN	ELECTRIQUE + HYDROGENE	LR	
BUSINOVA	FY-474-YN	ELECTRIQUE + HYDROGENE	LR	
BUSINOVA	FY-566-YN	ELECTRIQUE + HYDROGENE	LR	
MASTER	BY-640-KZ	HVO	TAD	
MASTER	BY-626-KZ	HVO	TAD	
E-JUMPY	GR-997-FP	ELECTRIQUE	TAD	
E-JUMPY	GQ-555-ZA	ELECTRIQUE	TAD	
E-JUMPY	GQ-622-ZA	ELECTRIQUE	TAD	
CRAFTER	GT-959-GA	HVO	TAD	
CRAFTER	HE-025-AM	HVO	TAD	
CITELIS	FW-748-EP	HVO	LR	Sortie le 01/04/2025

B. Autres charges d'exploitation

13.1.1.6 Personnel hors conduite

Les charges de personnel sont suivies à l'aide des outils dédiés à la gestion de la masse salariale (Sage et le requêteur Eliot).

Entre 2024 et 2025, la masse salariale hors personnel de conduite progresse de 5 %. Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs combinés, à savoir :

- Des négociations salariales 2025, communes à l'ensemble des équipes concernées ;
- L'effet année pleine de l'embauche d'un agent de maîtrise en maintenance, recruté en octobre 2024, dont la charge était partielle sur l'exercice précédent ;

- Le changement d'organisation, avec le remplacement du responsable exploitation par une mise à disposition, correspondant à l'ancien chef de projet, ajustant ainsi le mode de portage des fonctions ;
- L'arrivée d'un alternant en marketing en septembre 2025 conformément à l'engagement de la DSP.

13.1.1.7 Personnel hors conduite mis à disposition

Les charges de personnel de mise à disposition augmentent de 1%. Cette evolution limitée s'explique prinipalement par :

- L'application des négociatons salariales,
- La non-pérennisation du renfort maintenance rendue possible par l'embauche d'un responsable maintenance intervenue en octobre 2024.

13.1.1.8 Charges relatives aux éléments fixes

Les charges relatives au dépôt concernent le dépôt provisoire et intègrent les charges de location d'algécos et de mise à disposition d'emplacements sur le site BMV.

Entre 2024 et 2025, ces charges diminuent de 17%, sous l'effet des facteurs suivants :

- la baisse des loyers de 30 k€, liée à la régularisation d'une double comptabilisation d'une facture de location en 2024 (correction comptable) ;
- La diminution des coûts énergétiques des bâtiments, résultant à la fois de l'évolution des prix de l'électricité et des actions mises en œuvre pour réduire les consommations d'énergie ;
- L'effet année pleine des dotations aux amortissements des investissements réalisés en 2024 (stabilisation des investissements).

13.1.1.9 Les frais commerciaux et marketing

Les charges relatives à l'information voyageurs et aux actions commerciales résultent des factures émises par les différents prestataires, dans le cadre des actions menées par le service marketing.

Entre 2024 et 2025, les frais commerciaux et marketing diminuent de 14 %, soit une baisse d'environ 30 k€.

Cette évolution s'explique principalement par des effets de non-reconduction de dépenses ponctuelles à savoir :

- La réduction des actions liées au lancement du réseau, réalisées de manière ponctuelle en 2024 ;
- L'absence en 2025 de certaines études et enquêtes non récurrentes menées l'année précédente.

13.1.1.10 Les frais généraux

Entre 2024 et 2025, les frais généraux augmentent de 20 %, soit +148 k€.

Cette évolution s'explique principalement par plusieurs facteurs identifiés, à savoir :

- La hausse des charges d'assurance pour un montant de +10 k€ ;
- L'effet année pleine des contrats d'entretien, d'exploitation ainsi que des investissements réalisés en 2024 en informatique et logiciels d'exploitation, représentant une augmentation de +49 k€ sur l'exercice 2025 ;
- La réalisation d'un audit CSE, générant des honoraires exceptionnels de 34 k€ ;
- La reprise de provision pour autres recettes pour un montant de 35 k€, conformément aux éléments présentés dans le Rapport Annuel de Délégation (RAD) 2024 ;
- L'augmentation des frais liés aux véhicules légers (hors parc en exploitation) à hauteur de 58 k€.

En synthèse, la hausse des frais généraux résulte principalement d'effets année pleine, de dépenses ponctuelles non récurrentes et d'ajustements comptables clairement identifiés.

13.2 Forfait de charges

A. Formule d'actualisation définitive

Le calcul de la formule d'actualisation définitive a été présenté et validé début janvier 2025. Cette actualisation a fait l'objet d'une facturation en février 2026.

Formule d'actualisation provisoire pour CF 2025 base N-1 et poid de l'année 2025 (article 40.1)

Indices connus au 31 decembre 2025

		Salaires	Gazole	Elec	FGX	Matériel	H2
Moy 2024-25	N	135,21	138,54	165,27	125,63	114,94	162,76
	N0	118,70	152,19	142,38	117,13	105,62	179,93
	Rapport N/N0	**1,1391**	**0,9103**	**1,1607**	**1,0725**	**1,0883**	**0,9046**
	Coefficients d'indexation	0,5325	0,0582	0,0018	0,1630	0,1647	0,0199
	Coefficients pondérés	**0,6066**	**0,0530**	**0,0021**	**0,1748**	**0,1792**	**0,0180**

Kn **1,09358** soit avec 2 chiffres apres virgule 1,09

FCE 2024 - offre du 18 juillet 2023	9 113 336 €	Avenant 1 signé en 2025
FCE révisé - prévision d'indexation	9 933 537 €	
Indexation	**820 200 €**	
Facturation acompte	2 460 601 €	par trimestre
Acomptes trimestriels 2025 facturée	9 842 403 €	
Solde d'actualisation 2025	91 133 €	

B. Constitution du produit d'exploitation

Décomposition de la contribution du produit d'exploitation

Le forfait de charge de la clôture 2025 intègre les éléments suivants :

- Les acomptes facturés au réel pour 9 789K€
- Des provisions nettes pour -53K€ correspondant aux ajustements suivants :
  - L'actualisation provisoire 2025 pour 91K€ (conforme au réel validé début 2026)
  - Le CET de 6K€. Le montant définitif a été communiqué fin avril conformément au contrat, après paiement effectif conformément aux dispositions contractuelles.
  - Un malus fréquentation pour -25K€
  - L'avoir à établir au titre de la restitution des recettes pour -90K€. Le montant réel, établi début 2026, s'élève à -83K€
  - Les reprises de provisions relatives au solde de facturation 2024 et les provisions de décalage PPI pour -13K€

En synthèse, le forfait de charges de clôture 2025 résulte d'un atterrissage comptable au plus proche du réel, intégrant les régularisations contractuelles, les mécanismes d'actualisation et les reprises de provisions identifiées.

Détail des éléments justificatifs

Synthèse calcul de la FAE CET :

	2025
Actualisation	1,09
CET Contrat	7 000 €
Contrat actualisé	7 630 €
CVAE	13 446 €
CF	1 029 €
Réel	14 475 €
Ecart	6 845,00 €
FAE	**6 845,00 €**
AAE	**- €**

Synthèse du calcul du malus fréquentation :

	2025
Réel	1 767 095
Engagement	2 056 573
Ecart	-289 478
	-14%

Synthèse du calcul de l'intéressement aux résultats :

		2025
Réel	Resultat d'exploitation	316 553
	Dotations aux amort.	477 778
	interessement +/-	-25 000
	AT siege	-105 129
	EBE Réel retraité	924 460
Previsionnel	Resultat d'exploitation	328 080
	Dotations aux amort.	492 347
	AT siege	-88 564
	Indexation	1,09
	EBE Previsionnel retraité	990 800
	Ecart EBE	-66 339,86
		-6,7%

		2025
Tranche en %		
	= 0 et <=10%	0%
	> 10% et <= 30%	0%
	> 30% et <= 50%	0%
Tranche en €		- €
	= 0 et <=10%	0,00
	> 10% et <= 30%	0,00
	> 30% et <= 50%	0,00
Calcul Interessement par tranche		
20%	= 0 et <=10%	0,00
40%	> 10% et <= 30%	0,00
50%	> 30% et <= 50%	0,00
	TOTAL interessement	0,00

Le solde définitif de l'exercice 2025 est le suivant :

	Malus fréquentation à verser à la CAA	CET à verser à Keolis
HT	25 000,00 €	6 845,00 €
TVA (10%)	2 500,00 €	684,50 €
TTC	27 500,00 €	7 529,50 €

13.3 Plan pluriannuel d'investissement : inventaires de bien (PPI)

Cette partie a pour but de faire un focus sur le plan pluriannuel d'investissement au travers d'une extraction comptable (via le logiciel SAP) qui met en exergue les investissements réalisées au réel par Keolis depuis 2024 par type d'investissement et par compte comptable, tout en transmettant :

- le détail de l'investissement (libellé, date de mise en circulation…),
- la méthode et la durée d'amortissement,
- le montant d'amortissement de l'année considérée, des années antérieures,
- la VNC restante.

Deux informations extra comptable sont rajoutées à la synthèse PPI, à savoir le type d'inventaire et le libellé de la ligne du CEP sur laquelle est comptabilisée analytiquement la charge.

Le détail du PPI se trouve en annexe « PPI 13.3 »

communauté
de l'auxerrois

Partie III
Qualité de service

KEOLIS
COMMUNAUTÉ
DE L'AUXERROIS

AuxR_M
le bus.

14. Indicateurs d'évaluation de la qualité de service

L'évaluation de la qualité de service est un indicateur primordial pour un réseau de transport et Keolis Communauté de l'Auxerrois y attache de l'importance. Au-delà de la qualité de l'offre de transport proposée, des innovations ou des enjeux autour de la sécurité, il est important de veiller à proposer un réseau fiable, compréhensible de tous, accessible et permettant d'améliorer la mobilité des Auxerrois.

Par principe, la qualité de service permet de fidéliser les voyageurs par une démonstration d'attention qui est portée à l'ensemble du public transporté ; instaure et inculque au sein de l'entreprise et pour tous les salariés, une vision orientée vers le client ; permet de suivre l'engagement contractuel auprès de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

L'Annexe 15 du contrat de Délégation de Service Public recense les grands principes de qualité de service qui sont suivis avec les critères suivants :

- Respect du niveau d'offre contractualisé ;
- Ponctualité du service ;
- Qualité de l'accueil ;
- Qualité de traitement des réclamations ;
- Propreté des véhicules ;
- Qualité de l'information ;
- Qualité de conduite

14.1 Analyse des indicateurs de qualité de service

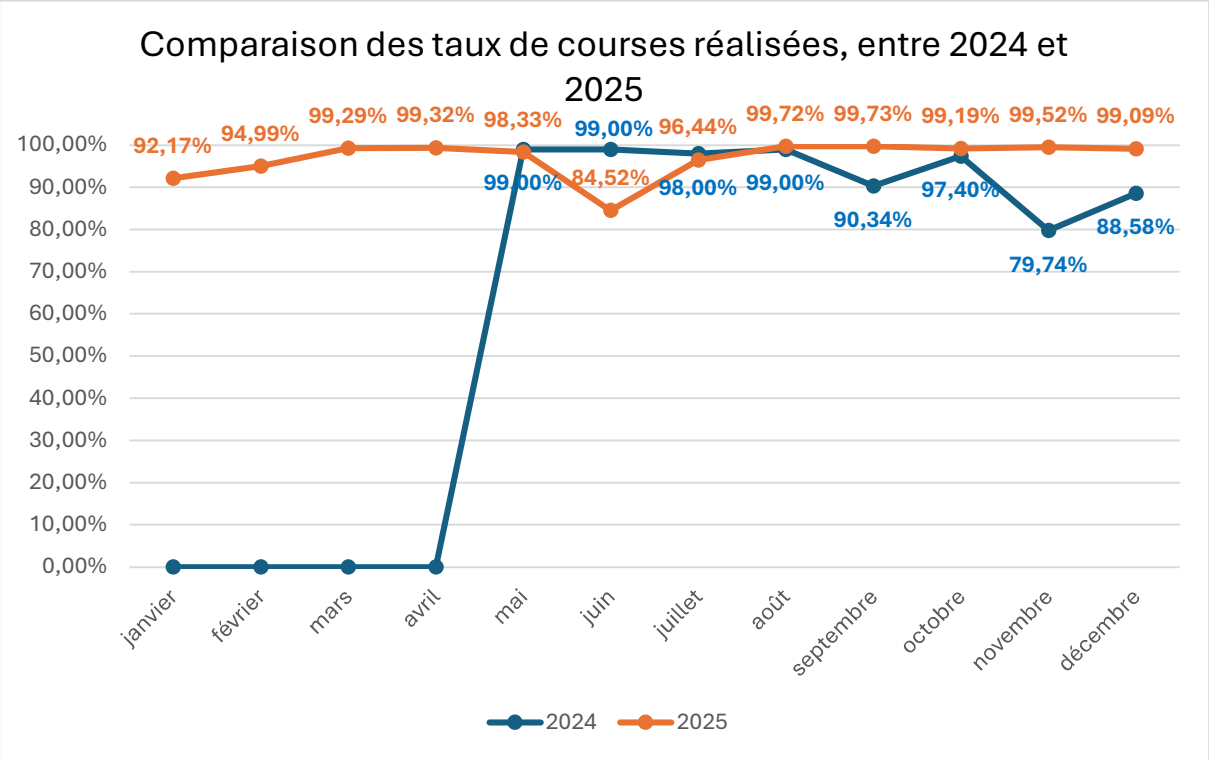
Pour l'année 2025, par un accord entre Keolis Communauté de l'Auxerrois et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, aucun indicateur de qualité n'a été appliqué. Ce point qui figurera dans l'avenant 1 au contrat de DSP, fait état d'un gel des bonus et malus pour l'année 2024 et 2025. Cependant, un travail de construction des mesures des indicateurs, ainsi que de mode d'application de ces derniers, doit être réaliser courant 2026.

Enfin, la filiale s'engage tout de même à suivre ces indicateurs et à travailler à leur amélioration continue. Par conséquent, ci-dessous est proposé une analyse du taux de courses réalisées, du taux de refus Flexibus et du taux de ponctualité. Ces indicateurs sont d'ores et déjà proposés mensuellement dans le tableau de bord envoyé en fin de mois à la CAA.

14.1.1 Le taux de courses réalisées

Concernant l'indicateur du taux de courses réalisées, nous pouvons cette année le comparer à l'année 2024. Pour rappel, les 4 premiers mois de 2024 n'avaient pas été calculés, en raison d'une non-configuration de l'outil utilisé pour évaluer ce critère.

Pour l'analyse de l'année 2025, nous pouvons constater l'impact encore visible de la crise technique qui aura affecté le réseau en fin 2024/début 2025. En effet, le taux de courses réalisées n'était pas optimum lors des mois de janvier et février, étant sous la barre des 95%. Tout au long de l'année, les chiffres se sont nettement améliorés, avec un taux de courses étant constamment à hauteur de 99% ou plus. Le mois de juin est quant à lui le mois de l'année où le taux est le plus bas et ce en raison d'un mouvement social d'une durée de 5 jours.



	2024	2025
Janvier	-	92,17 %
Février	-	94,99 %
Mars	-	99,29 %
Avril	-	99,32 %
Mai	99 %	98,33 %
Juin	99 %	84,52 %
Juillet	98 %	96,44 %
Août	99 %	99,72 %
Septembre	90,34 %	99,73 %
Octobre	97,40 %	99,19 %
Novembre	79,74 %	99,52 %
Décembre	88,58 %	99,09 %

14.1.2 Le taux de refus du service Flexibus

D'après l'annexe 15 du contrat de DSP, le taux de refus du service de Transport à la Demande, Flexibus, doit être inférieur à 5%. Avec le logiciel utilisé pour exploiter ce service, la définition du taux de refus est la suivante :

Définition du taux de refus : Le taux de refus correspond au taux de demandes non satisfaites.

Exemple : Un client souhaite réserver une course mais le logiciel lui dit qu'il n'y a pas de place à ce jour-là, dans une plage d'une heure autour de l'horaire souhaité = 1 refus de siège.

Si cet usager répète à plusieurs reprises et consécutivement ces demandes, cela représentera toujours un seul siège indisponible.

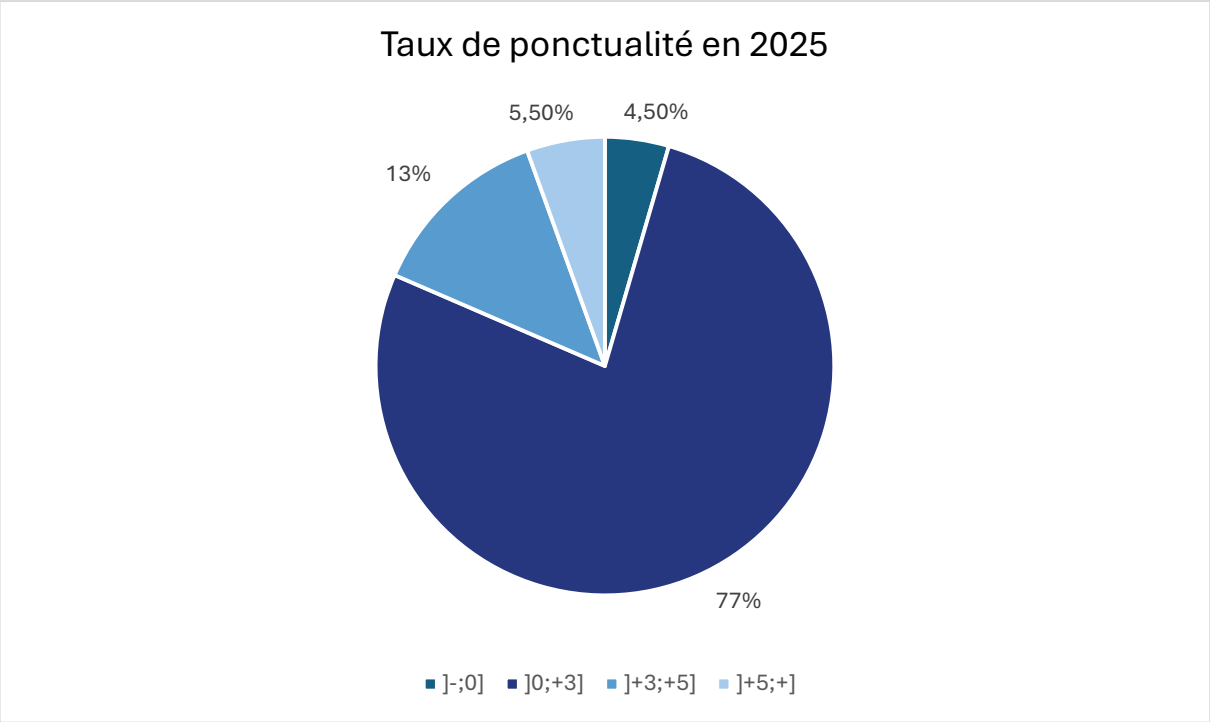
En 2024, le taux de refus pour toutes réservations effectuées au moins 24h avant le trajet voulu, s'établissait à 5,5%. Nous étions donc au-dessus de la limite exigée par l'annexe 15 du contrat de DSP. Nous avions constaté que ce taux de refus avait tendance à croître dans le temps, notamment parce que le service était en quelque sorte victime de son succès, avec de plus en plus de nouveaux clients et de demandes.

En 2025, le taux de refus s'établit à 6%. Néanmoins, il semble judicieux d'analyser ce chiffre par période au regard de l'évolution du service, à partir de septembre 2025. En effet, en raison de la hausse du taux de refus, constatée sur la première partie de l'année 2025, nous avons soumis à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois notre volonté d'ajouter un nouveau service, soit un huitième service Flexibus, permettant de mieux répondre aux demandes des clients, notamment aux heures de pointe. Cette demande a été acceptée et mise en place à la rentrée de septembre 2025. Avec l'ajout de ce huitième service en période scolaire (toujours 6 services en période de vacances scolaires), le taux de refus s'établit à 4,3% de septembre à décembre 2025. Nous avons aussi mené un travail conséquent d'optimisation du service : près de 60% des courses sont partagées, c'est-à-dire qu'il y a au moins 2 réservations différentes à bord d'un même véhicule, en simultané. Cela fait de la filiale Keolis Communauté de l'Auxerrois la meilleure filiale du groupe Keolis en termes de groupage, avec VIA, notre prestataire de Transport à la Demande.

L'objectif pour l'année 2026 est de continuer à optimiser notre service de TAD, afin de continuer de répondre de la meilleure manière à la demande croissante. Un second défi sera d'optimiser au mieux la prise en charge des clients durant les périodes de vacances scolaires, ce qui reste aujourd'hui complexe à gérer, en raison du nombre de services disponibles (6 services au lieu de 8).

14.1.3 Le taux de ponctualité

En 2024, le taux de ponctualité n'apparaissait pas dans les tableaux de bord mensuels. Nous avons fait le choix en 2025 de l'indiqué dans l'onglet « Qualité », dédié à cet effet.



A la vue du graphique ci-dessus, le taux de ponctualité, considérant que le véhicule est ponctuel pour une présentation à l'arrêt entre 0 et +3 minutes après l'horaire théorique de passage, est de 77%. Si l'on regarde la répartition dans le graphique ci-dessus, nous pouvons constater que 13% des passages sont réalisés entre +3 et +5 minutes au-dessus des horaires théoriques. Les passages en avance concernent quant à eux 4,5% du taux global de ponctualité.

Ces statistiques, suivies pour la première fois depuis que Keolis Communauté de l'Auxerrois exploite le réseau, permettent de considérer une certaine marge d'amélioration et de progrès, notamment auprès des conducteurs pour améliorer nos capacités à se réguler, notamment lorsque de l'avance est pris. Quant aux passages en retard, ils sont majoritairement les conséquences d'une forte densité de circulation lors de certains horaires : le réseau ne possédant quasiment aucune voie dédiée au transport en commun. Considérant ce facteur, en complément d'autres aléas qui peuvent survenir (incident d'exploitation, accident de la circulation, congestion automobile, ...) nous pourrons à l'avenir, conjointement avec notre partenaire, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, réfléchi à des leviers d'actions permettant l'amélioration de l'efficience du service.

14.2 Plan d'action relatif aux indicateurs de qualité de service

Comme nous l'avions exposé dans le Rapport Annuel de l'année 2024, nous avons tenu nos engagements et nous présentons les indicateurs voulus dans ce cru 2025.

Pour l'année 2026, la filiale va continuer son travail sur le suivi des indicateurs de qualité de service, avec le déploiement d'un suivi plus poussé et qualitatifs sur les différents indicateurs de l'annexe 15. De nouveaux processus seront mis en place à l'emménagement dans le nouveau CEM, permettant de structurer la démarche de manière pérenne.

15. Etudes et enquêtes

Comme l'exige le contrat de DSP, des études et enquêtes doivent être réalisées tout au long du contrat, avec notamment la réalisation d'une enquête de satisfaction annuelle.

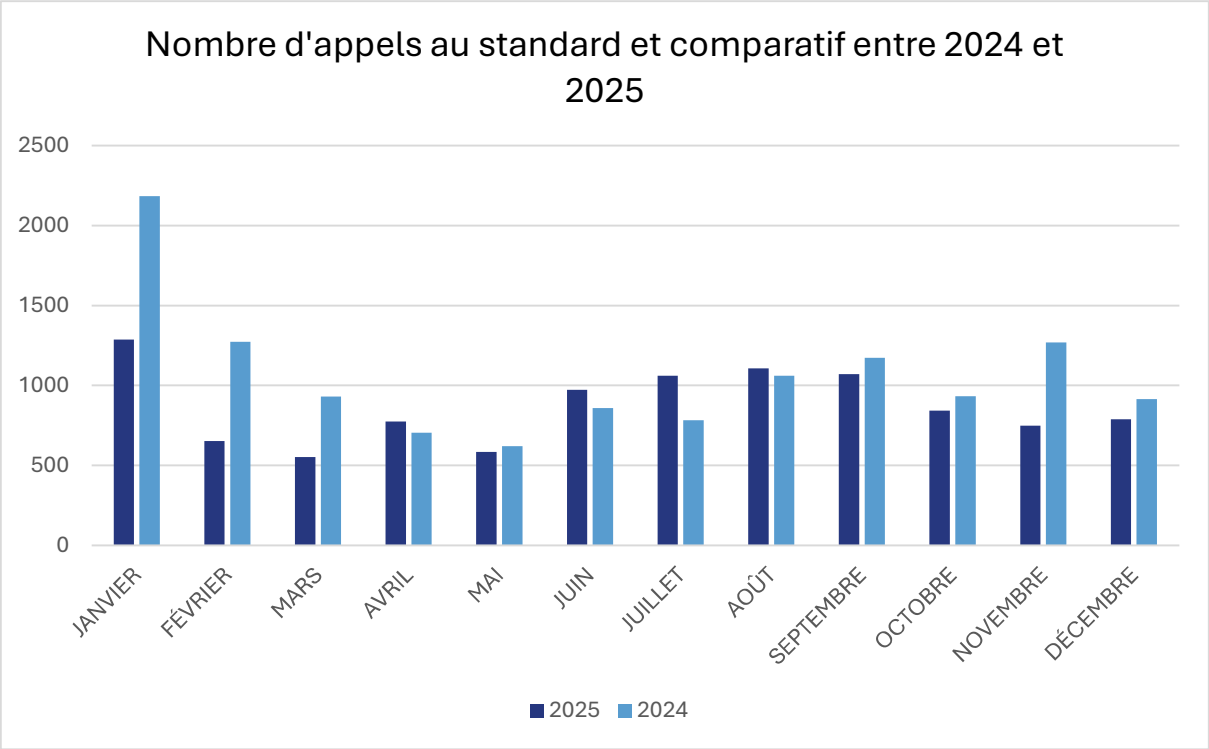
Le choix partagé entre la CAA et Keolis a été de lancer une enquête de satisfaction en 2026, après plus d'une année de fonctionnement du nouveau réseau.

16. Observations et réclamations des usagers

Conformément à l'Article 23 du contrat de Délégation de Service Public entre la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et Keolis Communauté de l'Auxerrois, un suivi des réclamations est effectué mensuellement. Toutes les demandes des usagers, qu'elles soient émises par téléphone, mail ou en Agence Mobile, sont consignées dans le tableau de suivi. Un regard de l'exploitation et du service marketing y est apporté pour apporter des réponses à l'aide des outils d'exploitation à disposition.

16.1 Appels traités au standard

Le standard AuxR_M le bus reçoit tous types d'appels : renseignements, réclamations, réservation d'un trajet en Flexibus, questionnement sur les horaires de passage d'un véhicule ou encore pour retrouver un objet perdu dans un véhicule. Depuis l'arrivée de Keolis Communauté de l'Auxerrois comme exploitant du réseau de transport de l'Agglomération, le standard fonctionne du lundi au samedi, de 7h à 20h (hors jours fériés). Depuis mi-2025, une sous-traitance du standard est effectuée en horaires de frange (7h-8h puis 18h-20h tous les jours et 13h-20h les samedis), par Kisio, filiale du groupe Keolis.



En 2025, 10 437 appels ont été traités par le service marketing, contre 12 703 en 2024. Cette baisse du nombre d'appels traités s'explique par différents facteurs : tout d'abord, de nouveaux outils qui ont été mis en place pour mieux communiquer auprès des clients du réseau. En effet, en plus de l'application et des réseaux sociaux, la diffusion des informations en temps réel a été renforcée par un meilleur suivi et le déploiement de nouveaux outils. La baisse des appels téléphoniques a une part d'explication dans l'appropriation de l'agence mobile, nouveauté qui avait perturbée les clients en 2024. L'incertitude inhérente à la crise technique, sur les mois de janvier et février, s'est complètement estompée avec la régularité de passage des véhicules. Quand le réseau fonctionne normalement, le nombre d'appels oscille autour des 1 000 appels par mois.

16.2 Traitement des réclamations

En 2025, ce sont 150 réclamations qui ont été recensées dans le tableau de bord. Ces réclamations, reçues par mail, téléphone ou en Agence Mobile sont triées par catégories, afin de connaitre les thématiques clés étant concernées.

Ces réclamations concernent l'ensemble des services proposés par AuxR_M le bus, allant du réseau urbain, au Flexibus, en passant par le réseau périurbain. Concernant ce dernier, bien que sous-traité, il revient à Keolis Communauté de l'Auxerrois d'en assurer la pleine gestion et donc de traiter les réclamations et de faire le suivi auprès des trois entreprises de sous-traitance.

	Nombre de réclamations	%
Ponctualité	24	16%
Absence du véhicule	21	14%
Attitude/comportement de l'agent	53	35,3%
Véhicule	2	1,3%
Refus de prise en charge	7	4,6%
Offre de transport	16	10,6%
Agence mobile	0	0%
Informations Voyageurs	3	2%
Scolaires	8	5,4%
Flexibus	5	3,4%
Autres	11	7,4%
Total	150	100%

Les deux-tiers des réclamations reçues portent sur des questions de ponctualité (16%), d'absence du véhicule (14%) notamment lorsqu'il y a des pannes par exemple, ou encore pour des plaintes au sujet de comportement des agents (35,3%). Ces plaintes au sujet de l'attitude des agents relèvent de différents maux : la nature des échanges verbaux entre le conducteur et le client, un comportement jugé abusif par le client, un freinage brusque ou un doute sur une question de sécurité, … Dans ces cas de figure, comme dans toutes réclamations reçues, une enquête est menée par les services exploitation et marketing afin d'obtenir tous les éléments auprès du client et du membre du personnel impliqué. Un retour est systématique auprès du client, parfois de manière provisoire le temps d'obtenir tous les éléments complémentaires. En 2025, ce sont 86% des réponses ont été faites en 10 jours ouvrés aux clients.

16.3 Plan d'actions 2026

En 2026, l'objectif est d'améliorer encore le traitement de ces réclamations clients, en améliorant le temps de réponse. Nous allons améliorer la catégorisation des réclamations en distinguant les différents réseaux, urbain, interurbain, Flexibus. L'objectif est de pouvoir mesurer le nombre de plaintes par réseaux.

Avenant n°3 au
Projet agricole sur le territoire de l'Auxerrois

Pour une agriculture durable et intégrée sur le territoire de l'Auxerrois

Entre les soussignés

Chambre d'Agriculture de l'Yonne, établissement public organisme consulaire, immatriculée sous le numéro SIRET 188 900 013 00015, sise 14 bis Rue Guynemer CS 50289 89005 Auxerre Cedex, représentée par son président, Monsieur Arnaud DELESTRE, ci-après dénommée « La CA89 », d'une part,

et

La **Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois**, établissement public de coopération intercommunale créé par arrêté préfectoral du 16 décembre 2010 et inscrit au SIRET sous le numéro 200 067 114 00047, sise 6 bis, place du maréchal Leclerc, BP 58 89010 AUXERRE cedex, représentée par son Président, Monsieur Mathieu DEBAIN, désignée sous le terme « la CAA », d'autre part,

Est conclue une convention de partenariat entre la CAA et la CA89 en date du 7 février 2024.

1. L’article IV est modifié de la façon suivante :

Article IV. Cadre des conventions particulières annuelles

Plusieurs thématiques de travail ont été identifiées pour atteindre ces objectifs. Les modalités et actions déclinées par thématique, ainsi que le calendrier de réalisation, seront définies dans les conventions particulières annuelles. Les tableaux suivants présentent les axes de travail identifiés.

Objectif commun n°1 : Installation transmission

Axes de travail
Mettre en place un système de veille des projets d’installation et de transmission correspondant aux objectifs de la Communauté : reprise d’exploitation, innovation (ferme test…)
Mobilisation des cédants sur le territoire

Objectif commun n°2 : Qualité de l’eau

Axes de travail
Accompagner et renforcer les actions de l’animation agricole portées par la Communauté (technique, suivi et évaluation, formation, réglementation agricole et innovation)

Objectif commun n°3 : Connaissance du territoire agricole

Axes de travail
Présentation générale de l’agriculture du territoire aux élus de la Communauté, échanges entre élus et actions spécifiques

Objectif commun n°4 : Agriculture biologique et cultures BNI

Axes de travail
Accompagner la communauté pour le soutien à l'agriculture biologique et aux cultures à bas niveau d'intrants (BNI) sur le territoire, grâce aux partages des connaissances.

Objectif commun n°5 : Développement des énergies renouvelables

Axes de travail
Accompagner le développement des énergies renouvelables sur le territoire en cohérence avec les objectifs du plan climat porté par la communauté

Objectif commun n°6 : Diversification – Alimentation, Energies, Adaptation au changement climatique

Axes de travail
Accompagner la communauté pour le soutien à l'émergence de nouvelles filières en privilégiant une diversification pour le territoire, avec prise en compte du changement climatique et des enjeux alimentaires.

Pour les actions nécessitant le recours à de la prestation, celles-ci seront contractualisées conformément aux principes du codes de la commande publique.

2. Le plan d'action 2024 – 2026 est modifié et est présenté en annexe de cet avenant.

Les coûts pourront être réajustés en fonction des tarifs annuels validés en session de la CA89.

Les facturations seront réalisées sur la base des travaux réalisés.

Fait à Auxerre, le //20 en deux exemplaires originaux dont un remis à chacune des parties signataires.

Le Président de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	Le Président de la Chambre d'agriculture de l'Yonne
Mathieu DEBAIN	**Arnaud DELESTRE**

ANNEXE 1 : PLAN D’ACTION 2024-26

communauté de l'auxerrois

AGRICULTURES & TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE YONNE

Article I. Programme d'action

A. Objectif commun n°1 : Installation transmission

			2026	
Axes	**Actions**	**Eléments de contenu**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**
Information générale sur l'installation-transmission	Informer la CAA sur la stratégie d'installation dans le département	La CA89 invite la CAA à la réunion annuelle (COTI) qu'elle organise avec l'ensemble des partenaires départementaux *(Mission consulaire de La Chambre 89).*	Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention	
Veille sur les projets en lien avec les objectifs de la Communauté	Informer la CAA sur les projets d'installation de jeunes agriculteurs sur son territoire. Lui permettre de favoriser / accompagner ceux répondant à ces objectifs	La CA89 repère et communique tous les projets connus du "point installation" sur la totalité du territoire de la CAA et fournit le nombre d'installation bénéficiant des aides sur le territoire répondants aux objectifs de la CAA (protection de la ressource en eau, alimentation, diversification). **Livrable** : reporting tous les mois par mail des projets sur le territoire	0,005	953

Mobilisation des cédants sur le territoire de la Communauté	Sensibiliser 100% des agriculteurs de 57 ans et plus afin de les accompagner dans la réflexion le plus en amont possible de leur transmission. Ouvrir le champ des possibles pour l'avenir de l'exploitation et aborder la possible installation d'un jeune agriculteur, dans un projet durable pour le territoire.	**1. Réunion de présentation des outils des collectivités** • La CA89 vient présenter aux élus référents de la CAA les outils à disposition des collectivités pour agir sur la transmission des exploitations. Cette réunion se tiendra au 1er trimestre 2026. A l'issu de cette réunion, une plusieurs actions seront sélectionnées pour être mises en œuvre en 2026. **2. Réunion de sensibilisation des élus de la CAA** • La CA89 vient présenter aux nouveaux élus de la CAA ce qu'est le renouvellement des générations : quels sont les enjeux pour la collectivité, quels sont les freins pour les exploitants et quels sont les moyens d'action d'une collectivité. Cette réunion se tiendra au 2ème semestre 2026. **3. Actions de sensibilisation supplémentaires** • La CA89 organise une action de sensibilisation supplémentaire. Le contenu de l'action et le périmètre cible des participants est à définir suite à la réunion de présentation des outils des collectivités.	Conventionnement non financier	
			0,035	6 668
TOTAL Objectif commun n°1			**0,04**	**7 620**

B. Objectif commun n°2 : Qualité de l'eau

			2026	
Axes	**Actions**	**Eléments de contenu**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**
Appui à la réalisation d'un projet agricole de protection de l'eau sur le BAC de la plaine du Saulce	Accompagner l'animation CAA à la co-construction d'un projet de type Charte locale – BAC de la Plaine du Saulce	**Outiller la CAA en méthodologie pour une bonne gestion du BAC de la Plaine du Saulce** • Appui au diagnostic et évaluation, sur un zonage test prioritaire à définir • Mise en place d'indicateurs pour qualifier les liens entre les pratiques agricoles et la qualité de l'eau **Livrables** • Notes méthodologiques et bilan de la zone test	0,01	1 905
Accompagnement agronomique sur tous les BAC	Renforcer les actions d'animation technique de la CAA	**1. Alimenter le lien entre la CAA et les agriculteurs** • Réunion de travail du groupe « repousses de colza » : réunion pilotée et présentée par la CAA, avec appui technique de la CA89 • Rédaction et envoi de publications techniques aux agriculteurs des BAC par la CAA, avec appui technique de la CA89 • Envoi d'un bulletin eau par la CAA, avec l'appui technique de la CA89 **2. Observations de terrain** • Objectif de montée en savoir-faire et de créer une base de données de remontées terrain. Réalisé par la CAA, avec appui technique de la CA89. **3. Organisation d'une journée technique** • La CA89 organise une journée technique en lien avec des pratiques agricoles favorables à la qualité de l'eau, si et seulement si un besoin remonte de la part des agriculteurs. La CAA pourra participer **Livrables** : publications envoyées	0,025 0,01 0,005	4 763 1 905 953

	Informer la CAA des programmes semestriels de formation de La CA 89	Le calendrier des formations proposées par la CA 89 sera transmis à l'animatrice de la CAA. Celle-ci pourra mobiliser les agriculteurs du territoire de la CAA à y participer si les thèmes répondent aux enjeux.	Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention	
	Réaliser des formations destinées uniquement aux agriculteurs du territoire pour la CAA	Sur demande de la CAA, et dans le cadre du cahier des charges VIVEA, le centre de formation CA89 construit 1 session de formation spécifique. Les conditions de réalisation font l'objet d'un projet spécifique.	Selon projet	
Veille réglementaire et innovation	Informer la Communauté sur les évolutions réglementaires agricoles, notamment dans le domaine de la qualité de l'eau	La CA89 transmet les programmes de réunions publiques qu'elle organise (en partenariat avec la DDT) sur le territoire CAA L'animatrice CAA peut mobiliser la MACMAE lors des COTECH MACMAE sur les réglementations liées aux BAC	Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention	
	Informer la Communauté sur les innovations dans le domaine agricole	La CA89 transmet à l'animatrice CAA le programme Innov'Action par campagne. La CA89 invite l'animatrice CAA au comité de pilotage départemental Agroécologie	Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention	
TOTAL Objectif commun n°2			**0,05**	**9 526**

C. Objectif commun 4 : Agriculture biologique et filières BNI (Bas Niveau d'Intrants)

			2026	
Axes	**Actions**	**Eléments de contenu**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**
Appui à la CAA dans sa réflexion sur les filières AB	Informer la CAA des projets de conversion en AB ou de diversification des productions AB	L'animatrice de la CAA et les conseillers de la CA89 s'informent mutuellement des projets, sans expertise technique et financière. **Livrable** : reporting tous les mois par mail des projets sur le territoire	Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention	
Evolution de l'AB sur tout le territoire CAA	Informer la CAA des débats sur l'AB dans le département	La CA89 invite la CAA (élus et animatrice) à la Conférence Bio organisée dans le département. La conseillère CA89 informe l'animatrice CAA des dates de rendez-vous pour projet de conversion qu'elle réalise.		
Emergence d'une filière BNI	Information mutuelle des projets	Si un projet de développement d'une filière BNI émerge sur le territoire, via les agriculteurs des groupes techniques ou des BAC en particulier, la CAA et la CA89 s'en informe mutuellement. Dans un 2ème temps, et si le projet se concrétise, un avenant à la présente convention pourra être réalisé dans l'objectif d'accompagner le développement de cette filière.		
TOTAL Objectif commun n°4				

D. Objectif commun n°6 : Diversification – Alimentation, Energies, Adaptation au changement climatique

			2026	
Axes	**Actions**	**Eléments de contenu**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**
Appui à la CAA dans sa réflexion sur les filières avec les enjeux du changement climatique et des besoins alimentaires	Informer la CAA des projets de diversification pouvant répondre aux enjeux	La CAA (chargée de mission eau/agriculture et chargé de mission PAT) et les conseillers de la CA89 s'informent mutuellement des projets de diversification, ainsi que des projets de transmission d'exploitations pouvant répondre aux enjeux de qualité de l'eau et de diversification de la CAA. **Livrable** : reporting tous les mois par mail des projets sur le territoire	Conventionnement non financier sur toute la durée de la présente convention	
	Estimer l'adéquation entre les productions agricoles du territoire et les besoins de la CAA	**1. Projets de diversification sur le territoire** • Suite au bilan réalisé en 2025, reprenant les projets de diversification identifiés lors des entretiens PLUi de 2023, la CA89 prend contact avec les exploitants concernés afin d'évaluer le niveau de maturité des projets. **Livrable :** mise à jour du livrable 2025, pour le 1er trimestre 2026 • Des groupes de travail seront mis en place et animés par la CA89. Les thématiques seront choisies par la CA89 et la CAA en fonction des résultats de l'enquête précédente. L'objectif est d'accompagner techniquement l'émergence de projets de diversification, par de la mise en relation et/ou du conseil technique. Deux thématiques au maximum seront choisies pour la mise en place de ces groupes de travail, avec 2 réunions par thématiques. En cas de besoin pour un projet structurant, des cofinancements autres pourront être sollicités. **2. Changement climatique** ***Mise en place et réalisation d'un projet pilote à l'échelle de la communauté d'agglomération, ayant pour objectif de modéliser l'évolution du climat et les conséquences pour les exploitations et l'économie agricole du territoire.***	0,01 0,02 0,05	1 905 3 810 9 526

		• Réalisation d'un diagnostic changement climatique à l'échelle du territoire de la CAA, afin de modéliser les évolutions attendues du climat. • Application des résultats du diagnostic à l'agriculture du territoire : conséquence de l'évolution du climat sur les productions actuelles, application d'indicateurs agroclimatiques. • Diagnostic climatique de 5 entreprises agricoles représentatives du territoire • Proposition de mesures d'adaptation, dans les productions, les pratiques agricoles et / ou les infrastructures. Ce travail sera mené en partenariat avec l'entreprise FINRES, dont les coûts sont intégrés au projet.	+ FINRES	10 800
TOTAL Objectif commun n°6			**0,11**	**26 041**

E. Action complémentaire – fin de convention

		2026	
Actions	**Eléments de contenu**	**ETP**	**Coût T.T.C. €**
Communication	La CA89 produit une vidéo de communication qui récapitule le travail mené à travers la convention sur les 3 dernières années. L'objectif est de valoriser les actions réalisées auprès des élus et du grand public. **Livrable** : vidéo de communication	Conventionnement non financier	

Bilan mi-parcours

	Réalisé				Prévisionnel	
	2024		2025		2026	
Objectif commun	**ETP**	**Coût TTC €**	**ETP**	**Coût TTC €**	**ETP**	**Coût TTC €**
1. Installation – transmission	0,04	7 392 €	0,04	5 604	0,04	7 620
2. Qualité de l'eau	0,076	13 860 €	0,075	8 347	0,05	9 526
3. Connaissance du territoire agricole	Conventionnement non financier		Arrêt de l'objectif commun		Arrêt de l'objectif commun	
4. Agriculture biologique	Conventionnement non financier				Conventionnement non financier	
5. Energies renouvelables	Conventionnement non financier		Arrêt de l'objectif commun		Arrêt de l'objectif commun	
6. Diversification	Non prévu en 2024		0,05	1 868	0,1275	26 041
TOTAL	***21 252 € TTC***		***15 819 € TTC***		***43 187 € TTC***	

communauté
de l'auxerrois

Cercle Mixte 45/7

AUXERRE

CONVENTION RELATIVE A LA RESTAURATION DES AGENTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS EN PARTENARIAT AVEC LE CERCLE MIXTE DE LA GENDARMERIE D'AUXERRE

Entre les soussignés :

-La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, ci- après désignée « la collectivité » représentée par son Président, DEBAIN Mathieu, 6 bis place Maréchal Leclerc 89000 AUXERRE CEDEX

ET

-Le restaurant administratif de la gendarmerie d'Auxerre, le Cercle Mixte 45/7, ci-après désigné « le prestataire », représenté par son directeur MDL GOUYON Aurélien, 2 avenue de la Fontaine Sainte Marguerite 89000 AUXERRE CEDEX

ARTICLE 1er : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités financières de fourniture de repas de midi aux agents en activité de la Ville d'Auxerre et de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, titulaires d'un bon repas nominatif, délivré sur demande par la Direction des ressources humaines de la collectivité.

ARTICLE 2 : PRESTATION PROPOSEE

Le prestataire propose un repas au prix minimum de 10,00 € (hors boissons), service compris. Il garantit la possibilité d'une consommation sur place.

La formule unique proposée par le prestataire est fixée comme suit :

- Formule complète : entrée - plat principal - fromage - dessert

La collectivité fixe la valeur du bon repas nominatif à 4€.

Ce bon est utilisable uniquement sur les lieux de restauration en partenariat avec la collectivité, dont fait notamment partie le prestataire.

Il est strictement réservé à la restauration et ne permet pas de consommation de boisson sur place.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION

Les agents utilisant ces bons repas les remettent au prestataire, en s'acquittant du solde restant du prix de leur menu, en fonction de la valeur du bon de réduction attribué.

Le prestataire s'engage à n'accepter qu'un seul bon de réduction par jour et par personne. Il y porte la date du passage de l'agent dans son établissement, sans ratures ni surcharges. Les titres étant nominatifs, il lui appartient de prendre toute mesures utiles à se garantir des conséquences d'un emploi irrégulier de ces contremarques. A ce titre, il peut exiger la présentation d'un document d'identité.

En cas de présomption de contrefaçon ou de détention indue d'un bon de réduction par un tiers non autorisé, le prestataire refuse le bon et informe d'urgence la Direction des ressources humaines de la collectivité.

La Direction des ressources humaines de la collectivité se réserve le droit de vérifier à tout moment l'utilisation régulière de ces bons de repas.

Le prestataire est informé qu'en cas de constat, par la collectivité, d'une utilisation irrégulière des bons de repas, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et avec effet immédiat, sans préjudice de toute action récursoire engagée par l'administration pour obtenir réparation du préjudice subi.

ARTICLE 4 : MODALITES DE FACTURATION

Le prestataire dépose mensuellement, via le portail CHORUS PRO, un état de perception à l'attention de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois mentionnant sur la période considérée :

- Le nombre total de repas servis
- Le nombre de bons de repas remis par les agents

L'ensemble des bons utilisés seront adressés physiquement à la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITES

Le prestataire déclare être normalement assuré auprès d'une compagnie notoirement solvable garantissant sa responsabilité civile et en particulier d'intoxication alimentaire.

Il est expressément stipulé que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois ne peut en aucun cas être engagée du fait de prestations relevant du Cercle Mixte 45/7.

Le prestataire s'engage à faire part sans délai à l'autorité territoriale, des prescriptions de services spécialisés de contrôle, par exemple lors d'une vérification effectuée par la commission de sécurité de la Direction Départementale de la Cohésion sociale et de la Protection des Populations.

L'omission de cette formalité peut être constitutive d'un motif de résiliation immédiate de la présente convention.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de trois ans à compter du ...... Elle est renouvelée par tacite reconduction pour une période de trois ans, à date anniversaire.

Elle peut cependant être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception, dans le respect d'un préavis minimum de 3 mois avant la date souhaitée de résiliation.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord, tout litige résultant de l'application des dispositions de la présente convention relève du tribunal administratif compétent. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr.

Fait en 3 exemplaires

A Auxerre, le ...

Le Président de la
Communauté d'Agglomération
de l'Auxerrois

Le Directeur du Cercle Mixte

CONVENTION CADRE UNIQUE D'ADHÉSION

AUX MISSIONS COMPLÉMENTAIRES DU CDG89

Convention proposée au 1er janvier 2026

Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de l'Yonne
: 47 rue Théodore de Bèze - BP 86 - 89011 AUXERRE Cedex
: 03.86.51.43.43. : accueil@cdg89.fr : www.cdg89.fr

VU le Code général de la fonction publique, notamment l'article L452-35 et suivants ;

VU le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la délibération du Conseil d'administration du CDG89 en date du 24 novembre 2025 adoptant la convention cadre d'adhésion aux missions complémentaires du CDG89 ainsi que ses annexes composées du règlement de prestation et de la grille tarifaire ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante en date du 25 juin 2026 autorisant l'autorité territoriale à adhérer à la convention cadre d'adhésion aux missions et services proposés par le CDG89,

Entre,

La Communauté d'agglomération de l'auxerrois, représentée par M. Mathieu DEBAIN, Président, agissant en cette qualité conformément à la délibération du conseil communautaire du 22 avril 2026,

Ci-après dénommé « la collectivité / l'établissement public »

D'une part,

Et,

Le Centre de gestion de la Fonction publique Territoriale de l'Yonne représenté par Monsieur Jean-Pierre Gérardin, Président, agissant en cette qualité conformément à la délibération du Conseil d'Administration en date du 28 novembre 2024,

Ci-après dénommé « le CDG89 »

D'autre part,

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'YONNE
47 rue Théodore de Bèze - BP 86 - 89011 AUXERRE Cedex
: 03.86.51.43.43. - : accueil@cdg89.fr - : www.cdg89.fr

Il est établi la présente convention dont les dispositions sont les suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales d'accès aux missions développées par le CDG89.

1.1 - Missions relevant de la cotisation obligatoire

Le CDG89 assure pour l'ensemble des collectivités et établissements affiliés, les missions obligatoires énumérées à l'article L.452-35 du Code général de la fonction publique.

Ces missions sont financées par une cotisation obligatoire versée par les collectivités susmentionnées.

1.2- Missions complémentaires relevant de la cotisation additionnelle

Le CDG89 assure pour l'ensemble des collectivités et établissement affiliés, des missions complémentaires relevant de la cotisation additionnelle en application de l'article L.452-30 et des articles L452-40 et suivants du Code général de la fonction publique. Les missions complémentaires relevant de la cotisation additionnelle proposées par le CDG89 sont énumérées au sein de l'annexe 2 à la présente convention.

Ces missions sont financées par une cotisation additionnelle versée par les collectivités susmentionnées.

1.3 - Missions complémentaires avec tarifications spécifiques proposées par le CDG89

En application de l'article L.452-30 et des articles L452-40 et suivants du CGFP, le CDG89 est libre de proposer aux collectivités et établissements publics un ensemble de prestations complémentaires distinctes du versement des cotisations et accessible par conventionnement. Les conditions particulières de recours à ces prestations sont définies dans un règlement de prestation comprenant un descriptif détaillé propre à chaque mission, annexé à la présente convention (Annexe 1). Les conditions tarifaires spécifiques sont détaillées à l'annexe 2 de la présente convention.

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'YONNE
47 rue Théodore de Bèze - BP 86 - 89011 AUXERRE Cedex
: 03.86.51.43.43. - : accueil@cdg89.fr - : www.cdg89.fr

Par l'acceptation des présentes conditions générales, le bénéficiaire adhère par principe à l'ensemble des missions complémentaires proposées par le CDG89 et relevant de la présente convention.

ARTICLE 2 - CHAMPS D'INTERVENTION DU CDG 89

Outre l'accès aux missions accessibles par le versement des cotisations énumérées en préambule de la grille tarifaire annexée à la présente convention (Annexe 2), la signature de ladite convention ouvre l'accès à un ensemble de prestations relevant d'une tarification spécifique. Les modalités de mise en œuvre de ces missions complémentaires sont définies dans le règlement de prestation annexé à la présente convention (Annexe 1).

Les collectivités ou établissements publics affiliés au CDG89 et adhérents à ladite convention cadre pourront, quand ils le souhaitent et selon leurs besoins, recourir aux différentes missions à tarification spécifique par le biais d'une simple demande d'intervention.

Le règlement de prestation des missions complémentaires à tarification spécifique est régulièrement mis à jour et au minimum une fois par an lors du vote des taux de cotisation et des tarifications des prestations complémentaires par le conseil d'administration du CDG 89.

La collectivité ou l'établissement public reste libre de solliciter ou non, et à tout moment, le CDG 89.

Outre les missions complémentaires relevant de la cotisation additionnelle, le CDG 89 propose notamment les missions complémentaires à tarification spécifique suivantes :

- Le traitement des archives ;
- L'expertise complexe « Ressources humaines / Finances » ;
- Le portage de contrat et la mise à disposition de personnel par le biais de l'intérim ;
- Le secrétariat général de mairie itinérant ;
- La réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) ;
- Le diagnostic des risques psychosociaux ;

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'YONNE
47 rue Théodore de Bèze - BP 86 - 89011 AUXERRE Cedex
: 03.86.51.43.43. - : accueil@cdg89.fr - : www.cdg89.fr

- La mise en place d'une médiation conventionnelle à l'initiative des parties ;
- La réalisation d'une enquête administrative ;
- Le traitement des dossiers et situations complexes relatives à la retraite des agents ;
- La saisie du rapport social unique (RSU).

Cette liste n'est pas exhaustive.

La présente convention ne couvre pas l'assurance statutaire, la protection sociale complémentaire, la médiation préalable obligatoire, ni le dispositif de signalement des actes de violences, discrimination, harcèlement ou agissements sexistes, lesquels font l'objet d'adhésion et conditions spécifiques.

ARTICLE 3 - REALISATION DES MISSIONS

La présente convention permet, sur demande expresse de la collectivité ou de l'établissement public, de faire appel aux missions complémentaires à tarification spécifique proposées par le CDG89.

Le déclenchement des missions susmentionnées intervient sur sollicitation expresse de la collectivité ou de l'établissement public par le biais d'une demande d'intervention débouchant sur une proposition d'intervention. Les modalités de recours à la mission, son contenu, son déroulement ainsi que les modalités de facturation sont prévus par un règlement de prestation (Annexe 1) et une grille tarifaire (Annexe 2) tous deux annexés à la présente convention.

Le CDG 89 peut refuser de répondre à une demande si celle-ci n'est pas compatible avec ses moyens de fonctionnement et ses engagements de qualité de service, ou si elle est de nature à le placer dans une situation de conflit d'intérêts et ou de partialité.

ARTICLE 4 - QUALIFICATION DES AGENTS DU CDG 89

Le CDG89 s'engage à mettre à disposition de la collectivité ou de l'établissement public des agents experts d'un domaine, dotés d'une expérience adéquate et recevant une formation constante dans le domaine de la mission sollicitée.

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'YONNE
47 rue Théodore de Bèze - BP 86 - 89011 AUXERRE Cedex
: 03.86.51.43.43. - : accueil@cdg89.fr - : www.cdg89.fr

ARTICLE 5 - LIMITES ET CONDITIONS D'EXERCICE DES MISSIONS

5.1 - Obligations du CDG 89

Le CDG 89 s'engage à conduire la mission confiée de manière indépendante, objective et neutre dans le strict respect de la confidentialité et de la discrétion professionnelle.

5.2 - Obligations de la collectivité ou de l'établissement public

La collectivité ou l'établissement public s'engage à respecter la présente convention ainsi que les dispositions contenues dans le règlement des missions complémentaires à tarification spécifique (Annexe 1).

ARTICLE 6 - RESPONSABILITES

L'action du CDG89 consiste en un appui technique, n'ayant pas pour effet d'amoindrir le pouvoir décisionnel de l'autorité territoriale. La mission consiste en un conseil, une assistance, destinés à éclairer la collectivité ou l'établissement public qui reste seul compétent pour agir et décider des mesures à mettre en œuvre pour la gestion de son personnel.

Le CDG89 intervient dans le cadre d'une simple obligation de moyens. Par conséquent, sa responsabilité civile contractuelle ne peut pas être engagée du fait des conséquences des mesures retenues et des décisions prises par l'autorité territoriale à la suite de la réalisation de la mission ou du service.

La responsabilité contractuelle du CDG89 ne peut ainsi être recherchée dans ce cadre qu'en cas de faute d'une particulière gravité, et non pour une simple erreur, retard ou omission. Le bénéficiaire convient que, quels que soient les fondements de sa réclamation et la procédure suivie pour la mettre en œuvre, la responsabilité éventuelle du CDG89 à raison de l'exécution des obligations prévues à la présente convention cadre, est limitée à un montant n'excédant pas la somme totale effectivement payée pour les services fournis par le CDG89. Le CDG89 s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile destinée à couvrir les dommages pouvant être éventuellement causés par ses préposés dans l'exercice de leurs missions ou services.

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'YONNE
47 rue Théodore de Bèze - BP 86 - 89011 AUXERRE Cedex
: 03.86.51.43.43. - : accueil@cdg89.fr - : www.cdg89.fr

ARTICLE 7- DUREE ET RENOUVELLEMENT

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature par les deux parties. Elle est renouvelée pour la même durée par reconduction tacite.

ARTICLE 8 - DONNEES PERSONNELLES

Le CDG89 pourra être amené à recueillir des données personnelles au titre de la présente convention et des missions qui pourraient en découler.

Le CDG89 est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016. Le traitement est confidentiel et seuls les intervenants en charge des missions optionnelles en sont destinataires. Les données ne sont pas conservées au-delà de la durée nécessaire au déroulement de la mission et aux obligations légales et réglementaires.

Les personnes concernées disposent de différents droits sur leurs données (accès, rectification, effacement...). Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de leurs données dans ce dispositif, elles pourront contacter le délégué à la protection des données personnelles du CDG 89 : nbellorini@cdg54.fr.

Le CDG 89 ne pourra être tenu pour responsable, en cas de litige, dans la circonstance où une information complémentaire susceptible de modifier la nature du traitement, ne lui aurait pas été transmise.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Dans le cadre du recours aux missions complémentaires à tarification spécifique, la signature de cette convention cadre n'engage pas financièrement la collectivité ou l'établissement public. Une facturation n'interviendra que dans la mesure où la collectivité ou l'établissement public a recours à une mission proposée par le CDG89.

Pour chacune des missions complémentaires à tarification spécifique, les modalités de facturation sont décrites dans le règlement de prestation (Annexe 1) et précisées dans la grille tarifaire (Annexe 2).

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'YONNE
47 rue Théodore de Bèze - BP 86 - 89011 AUXERRE Cedex
: 03.86.51.43.43. - : accueil@cdg89.fr - : www.cdg89.fr

Ces tarifs sont définis en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects dans le cadre de la recherche d'un équilibre financier. Conformément au principe d'équilibre financier s'imposant aux missions complémentaires mises en œuvre par le CDG89, le Conseil d'administration peut adopter des modifications tarifaires au 1er janvier de chaque année.

Le bénéficiaire ne peut s'opposer à la réactualisation de ces conditions. Toutefois, le bénéficiaire ayant accepté un devis avant la modification tarifaire et avant l'aboutissement de la mission ou du service par le CDG89 ne sera pas concerné par la réactualisation.

ARTICLE 10 - MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION CADRE

10.1 - Modification

La présente convention pourra être modifiée par avenant en cas de modifications substantielles des conditions qui y sont définies. Les avenants feront partie de la présente convention cadre et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

10.2- Dénonciation

<u>À l'initiative de l'une ou l'autre des parties</u> :

La convention cadre peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception. La dénonciation prendra effet 8 jours après la réception de cette lettre.

Dans tous les cas, la collectivité ou l'établissement public s'engage à verser au CDG89 le montant correspondant aux missions éventuellement engagées et qui s'interrompraient du fait de la dénonciation.

<u>À l'initiative du CDG 89 :</u>

Les agents du CDG89 n'interviennent que si les dispositions figurant dans la présente convention cadre, dans le règlement de prestation et, le cas échéant, dans la demande d'intervention ou dans la proposition d'intervention sont strictement respectées. A défaut, le CDG89 se réserve le droit d'interrompre sa mission à tout moment et sans préavis.

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'YONNE
47 rue Théodore de Bèze - BP 86 - 89011 AUXERRE Cedex
: 03.86.51.43.43. - : accueil@cdg89.fr - : www.cdg89.fr

ARTICLE 11 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige persistant résultant de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative d'accord amiable ; à défaut d'accord, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de DIJON (21 000, 22 rue d'Assas) ou par le biais de l'application Internet sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 12 - ABROGATION DES PRECEDENTES CONVENTIONS

Les précédentes conventions proposées par le CDG 89, et qui sont couvertes par cette convention cadre, sont abrogées à compter de la prise d'effet de la présente convention. Cependant, la convention n'est pas applicable aux demandes d'intervention relatives à une mission ou un service ayant fait l'objet d'un devis antérieur à l'entrée en vigueur de la présente convention.

ARTICLE 13 - AMPLIATION

La présente convention cadre sera :

- Transmise au représentant de l'État,
- Transmise au comptable du CDG89,
- Transmise à l'autorité territoriale signataire de la présente convention.

Fait à Auxerre,

Le

Fait à Auxerre,

Pour la Communauté d'agglomération de l'auxerrois

Le président

Pour le CDG89

Le président,

Mathieu DEBAIN

Jean-Pierre Gérardin

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'YONNE
47 rue Théodore de Bèze - BP 86 - 89011 AUXERRE Cedex
: 03.86.51.43.43. - : accueil@cdg89.fr - : www.cdg89.fr

CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE REMBOURSEMENT LIEES
A LA GESTION DE LA RETRAITE A FACON DES ANCIENS PERSONNELS D'AUXR_LOGIS INTEGRES A LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

Entre

La Communauté d'agglomération de l'auxerrois, établissement public de coopération intercommunale, SIRET n° 200 067 114 00013, représentée par son Président, M. Mathieu DEBAIN, située au 6 bis place du Maréchal Leclerc 89000 AUXERRE, ci-après dénommée « établissement d'origine », d'une part

Et

AuxR_Logis, société anonyme d'habitation à loyer modéré, SIRET n°938 551 793 00012, représentée par son Directeur général, M. Eric CAMPOY, située au 12 avenue des Brichères 89 000 AUXERRE, ci-après dénommée « établissement d'accueil », d'autre part

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la fonction publique,
Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH) et notamment son article L. 411-2-1 qui prévoit qu'un Office Public de l'Habitat peut transmettre son patrimoine à un ou plusieurs organismes de logement social, et notamment à une société anonyme d'habitations à loyer modéré,
Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration ;
Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 modifié relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ;
Vu la délibération du conseil communautaire n° 2025-181 portant transfert du patrimoine de l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH) par voie de fusion avec la société anonyme d'habitations à loyer modéré AuxR_Logis,
Vu la délibération du conseil communautaire n°2025-377 relative aux modalités de remboursement des cotisations CNRACL pour les personnels de la communauté d'agglomération de l'auxerrois détachés auprès d'AuxR_Logis,
Vu la délibération du conseil communautaire n°2026-XXX relative à l'adhésion de la communauté d'agglomération de l'auxerrois à la convention cadre d'adhésion aux missions complémentaires proposées par le CDG89,
Vu la délibération du conseil communautaire n°2026-XXX portant sur la convention relatives aux modalités de remboursement liées à la gestion des dossiers de la retraite à façon des anciens personnels d'Auxr_Logis intégrés à la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois,
Vu la convention cadre d'adhésion aux missions complémentaires proposées par le CDG 89,

CONSIDERANT

- Que les fonctionnaires de l'Office Public Auxerrois de l'Habitat doivent être repris par la collectivité territoriale ou l'établissement public de rattachement, dans le cadre de l'opération de transfert de patrimoine de l'OAH par voie de fusion avec la société anonyme d'habitations à loyer modéré AuxR_Logis, à compter du 1er janvier 2026.
- Qu'à ce titre, la gestion de ces personnels est assurée par la Communauté d'agglomération de l'auxerrois à compter du 1er janvier 2026. A compter de cette même date, ces agents sont transférés à la Communauté d'agglomération de l'auxerrois,
- Que la gestion des agents ayant quitté l'OAH avant le 31 décembre 2025 doit être assurée par la Communauté d'agglomération de l'auxerrois, dans le cadre de l'opération de transfert de patrimoine,
- Que la gestion de ces dossiers relevait précédemment du CDG 89 via une adhésion de l'OAH au CDG89 et des conventions de retraite à façon au cas par cas entre le CDG89 et l'OAH ,
- Qu'AuxR_Logis, de par son statut de société anonyme de HLM à conseil d'administration, ne peut conventionner avec le CDG 89 pour la gestion des dossiers de retraite de ces anciens personnels,
- Qu'à ce titre, la Communauté d'agglomération de l'auxerrois a conventionné avec le CDG 89 pour la gestion de ces dossiers, qui dispose de l'ensemble des données carrière de ces agents,

- Qu'il convient de définir les modalités de remboursement entre la Communauté d'agglomération de l'auxerrois et AuxR_Logis, sur la base de la tarification proposée par le CDG 89,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET
La gestion des agents ayant quitté l'OAH avant le 31 décembre 2025, est assurée par la Communauté d'agglomération de l'auxerrois, dans le cadre de l'opération de transfert de patrimoine par voie de fusion de l'OAH avec la société anonyme d'habitations à loyer modéré AuxR_Logis, à compter du 1er janvier 2026.

ARTICLE 2 : MODALITES DE GESTION
La gestion des dossiers de retraite sera assurée par le CDG 89, par saisine de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois.

ARTICLE 3 : MODALITES DE REMBOURSEMENT
AuxR_Logis s'engage à rembourser, sur présentation d'un état trimestriel par la Communauté d'agglomération de l'auxerrois, les interventions assurées par le CDG 89 au titre de la prestation « Retraite à façon », pour la gestion des dossiers de retraite des anciens personnels d'AuxR_Logis.

Cet état sera indexé sur la grille tarifaire votée par le CDG 89 pour la réalisation de ces interventions.

ARTICLE 4 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION
La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de signature par les deux parties, renouvelable par tacite reconduction.
Toute modification des modalités de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant, signé par les deux parties.

ARTICLE 5 : RESILIATION
La présente convention peut être résiliée avant le terme fixé à l'article 4, à la demande :
- de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois
- d'AuxR_Logis

Un préavis de 3 mois devra obligatoirement être respecté entre la demande de résiliation et la date d'effet de celle-ci.

ARTICLE 6 : LITIGES
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à résoudre leur différend à l'amiable.
En cas de désaccord, tout litige résultant de l'application des dispositions de la présente convention relève du tribunal administratif compétent. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr.

Convention établie en trois exemplaires.

Fait à Auxerre
Le … *(date)*

Pour la Communauté d'agglomération de l'auxerrois
Mathieu DEBAIN

Pour AuxR_Logis
Eric CAMPOY

Président

Directeur général

2026

Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours



Stade Nautique de l'Auxerrois

Avenue Yver Prolongée

89000 AUXERRE

Tél : 03 86 72 96 96 Fax : 03 86 72 96 95

Site internet : www.agglo-auxerrois.fr

Propriétaire : Ville d'Auxerre

Exploitant : Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Activités : ERP types X 1ere Catégorie

📌 PARTIE 1 : PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ÉQUIPEMENT

1. **Contexte et localisation**
2. **Définition et objectifs du POSS**
3. **Descriptif de l'établissement et des installations**
4. **Identification des locaux et équipements**

📌 PARTIE 2 : ORGANISATION DU FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL DE L'ÉQUIPEMENT

1. **Fonctionnement général de l'établissement**
2. **Règlement intérieur**
3. **Organisation de la surveillance et de la sécurité**
4. **Formations et exercices périodiques**
5. **Responsabilités et sanctions**

📌 PARTIE 3 : DISPOSITIFS DE SURVEILLANCE ET PROCÉDURES D'INTERVENTION

1. **Dispositif et organisation de surveillance des bassins intérieurs**
2. **Dispositif et organisation de surveillance des bassins extérieurs**
3. **Procédures d'intervention**
4. **Procédures spécifiques**

📌 PARTIE 4 : ACCUEIL DES PUBLICS SPÉCIFIQUES

1. **Accueil des scolaires (maternelle, primaire, secondaire)**
2. **Accueil des associations**
3. **Accueil des centres de loisirs**
4. **Encadrements spécifiques**
5. **Cohabitation des publics**

📌 PARTIE 5 : MOYENS DE SECOURS ET COMMUNICATION

1. **Matériel de secours disponible**
2. **Documents spécifiques**
3. **Moyens d'alerte et d'arrêt d'urgence**
4. **Moyens de communication et messages d'alerte**
5. **Points d'accès pompiers et zones de rassemblement**

Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

La **communauté d'agglomération de l'Auxerrois** se situe dans le **centre-nord de la France**, à environ **170 km au sud-est de Paris**



👉 Elle regroupe **29 communes** et environ **70 000 habitants**, et assure des compétences communes.

📍 Un territoire bien situé

Auxerre occupe une position stratégique :

- Entre Sens et Dijon,
- Proche de Troyes,
- Au cœur du nord de la Bourgogne, accessible rapidement depuis Paris.

🍇 Un environnement viticole renommé

Le territoire est voisin de Chablis, célèbre pour son vignoble et les vins d'appellation Chablis, constituant un atout touristique et économique majeur.

🏊 Des équipements de qualité

L'agglomération dispose d'équipements structurants comme le Stade Nautique d'Auxerre, véritable pôle aquatique du territoire.
Ce complexe moderne propose **plusieurs bassins (sportifs, ludiques et extérieurs)**, permettant à la fois la pratique quotidienne, l'apprentissage de la natation et l'accueil d'événements. Il joue un rôle essentiel en matière de **service public** (scolaires, clubs, grand public) et contribue à l'**attractivité résidentielle** de l'agglomération, en offrant un équipement de qualité comparable à ceux de villes plus importantes.

Par ailleurs, sa localisation à proximité du centre-ville et de l'Yonne en fait un lieu facilement accessible et intégré à son environnement, participant à la qualité de vie locale.

Le stade nautique de l'auxerrois est un équipement communautaire depuis le 1er janvier 2019.

📄 PARTIE 1 : PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'EQUIPEMENT

1) Définition du Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours

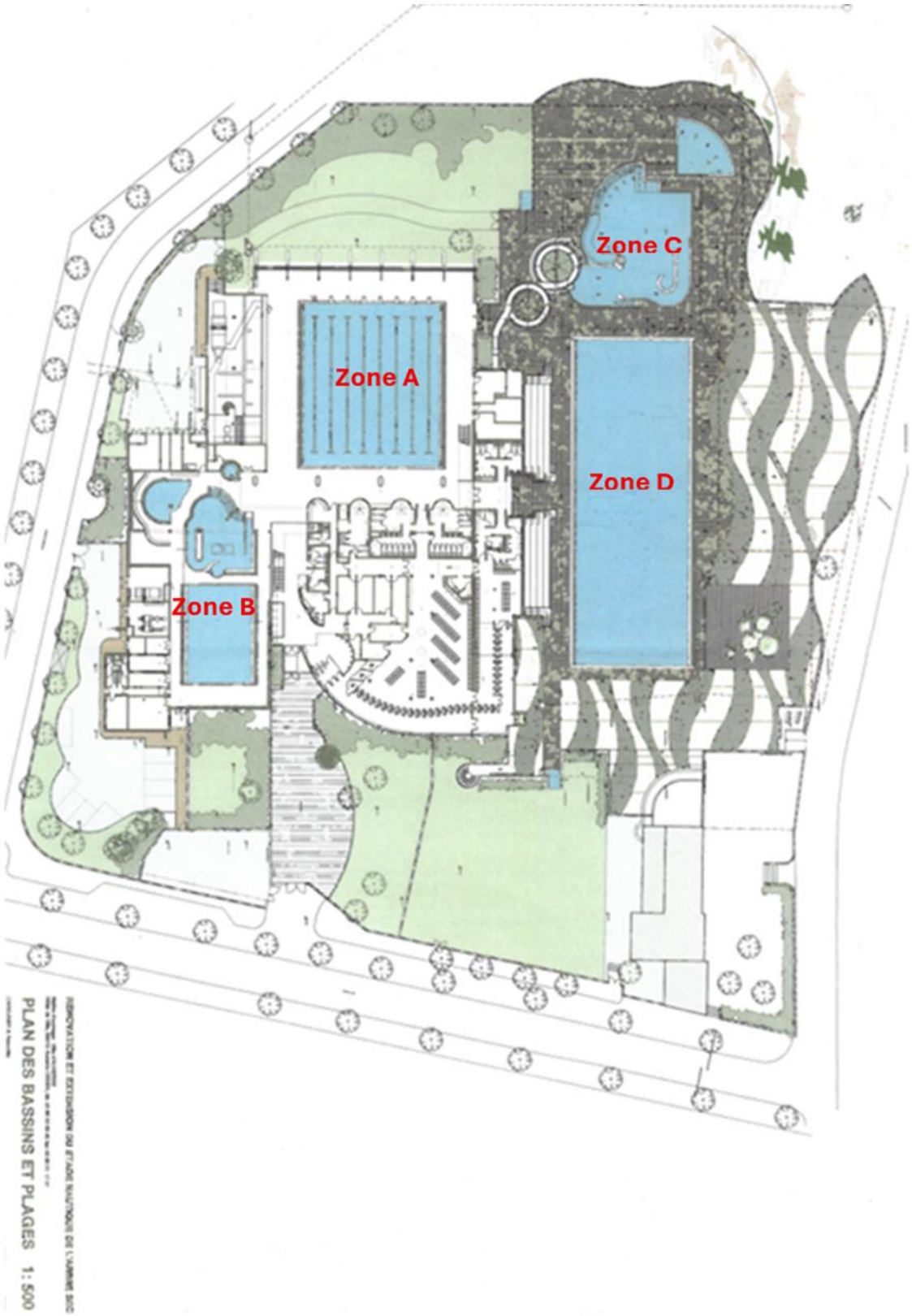
Le **Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours (POSS)** du Stade Nautique de l'Auxerrois définit l'ensemble des **mesures de prévention, de surveillance et d'intervention** mises en place pour garantir la **sécurité des usagers et du personnel** dans l'établissement. Il s'applique à **tout le personnel** (surveillants, éducateurs, agents techniques, accueil) ainsi qu'aux **usagers, associations et groupes scolaires**.

Objectifs :

☑ Prévenir les accidents liés aux activités aquatiques.
☑ Organiser une **surveillance active et constante** des bassins.
☑ Définir des **procédures claires** en cas d'urgence (accident, incendie, risque chimique, etc.).
☑ Assurer une **coordination efficace** entre le personnel et les secours externes.

2. Descriptif de l'établissement et des installations

PLAN GENERAL DU STADE NAUTIQUE



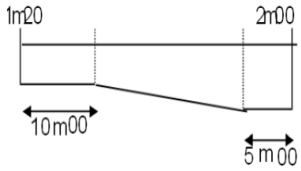
Bassins Intérieurs

Bassin	Dimensions	Surface	Volume	Profondeur
Sportif	25m x 21m	525 m²	840 m³	1,20m à 2m
Ludique	13m x 10m	90 m²	77 m³	0,80m à 1,30m
Apprentissage	15m x 10m	150 m²	128 m³	0,60m à 1,20m
Pataugeoire	6m x 6m	30 m²	9 m³	0,30m
SPA	Ø 2,50m	4,90 m²	3,50 m³	1m

b. Plans Zone A, B des bassins intérieur et leurs profondeurs

Bassin sportif 25x21m

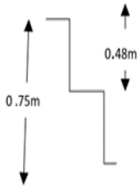
- → Dim : 25X21m
- → Surf : 525m²
- → Vol : 840m³
- → Plan de coupe :





SPA

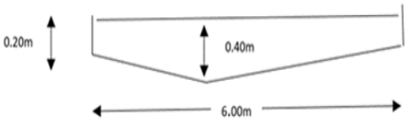
- → Dim : →2.50 Ø
- → Surf : →4,90m²
- → Vol : → 3,50m³
- → Plan de coupe





Pataugeoire

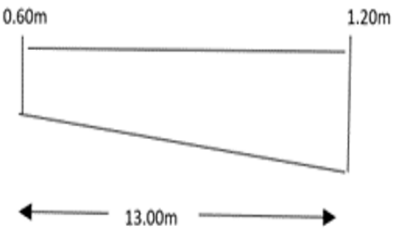
- → Dim : →6X6 m
- → Surf : →30m²
- → Vol : → 9m³
- → Plan de coupe





Bassin ludique

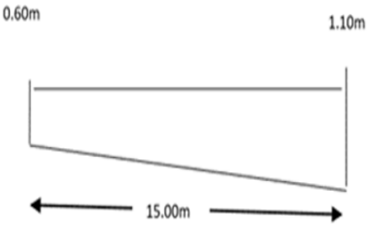
- → Dim :13X10m
- → Surf : 90m²
- → Vol : 77m³
- → Plan de coupe :





Bassin d'apprentissage

- → Dim : 15X10m
- → Surf : 150m²
- → Vol : 128m³
- → Plan de coupe





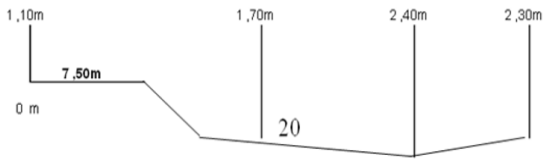
Bassins Extérieurs

Bassin	Dimensions	Surface	Volume	Profondeur
Sportif	50m x 17,5m	875 m²	1578 m³	1,20m à 2m
Ludique + Toboggan	21m x 16m	302 m²	296 m³	0,80m à 1,45m
Pataugeoire	8m x 8m	30 m²	9 m³	0,30m

c. Plans Zone C, D des bassins extérieurs et leurs profondeurs

Bassin sportif

- → Dim : 50X17m
- → Surf : 875m²
- → Vol : 1578 m³
- → Plan de coupe :





Coupe du Bassin ludique et réception toboggan

- → Dim :21X16m
- → Surf : 302m²
- → Vol : 296m³
- → Plan de coupe :



→ → → → → Ludique → → réception toboggan



Coupe du Bassin pataugeoire 8X8 m

- → Dim : 8X8 m
- → Surf : 30m²
- → Vol : 9m³
- → Plan de coupe :





Fréquentation Maximale Théorique (FMT)

- **FMT totale** : **1 personne / m² de surface de bassins** (intérieurs + extérieurs).
- **Calcul** :
  - Bassins intérieurs : 525 + 90 + 150 + 30 + 4,90 = **799,90 m² → 799 personnes**.
  - Bassins extérieurs : 875 + 302 + 30 = **1207 m² → 1207 personnes**.
  - **FMT globale** : **2006 personnes** (théorique).
  - **FMI (Fréquentation Maximale Instantanée)** :

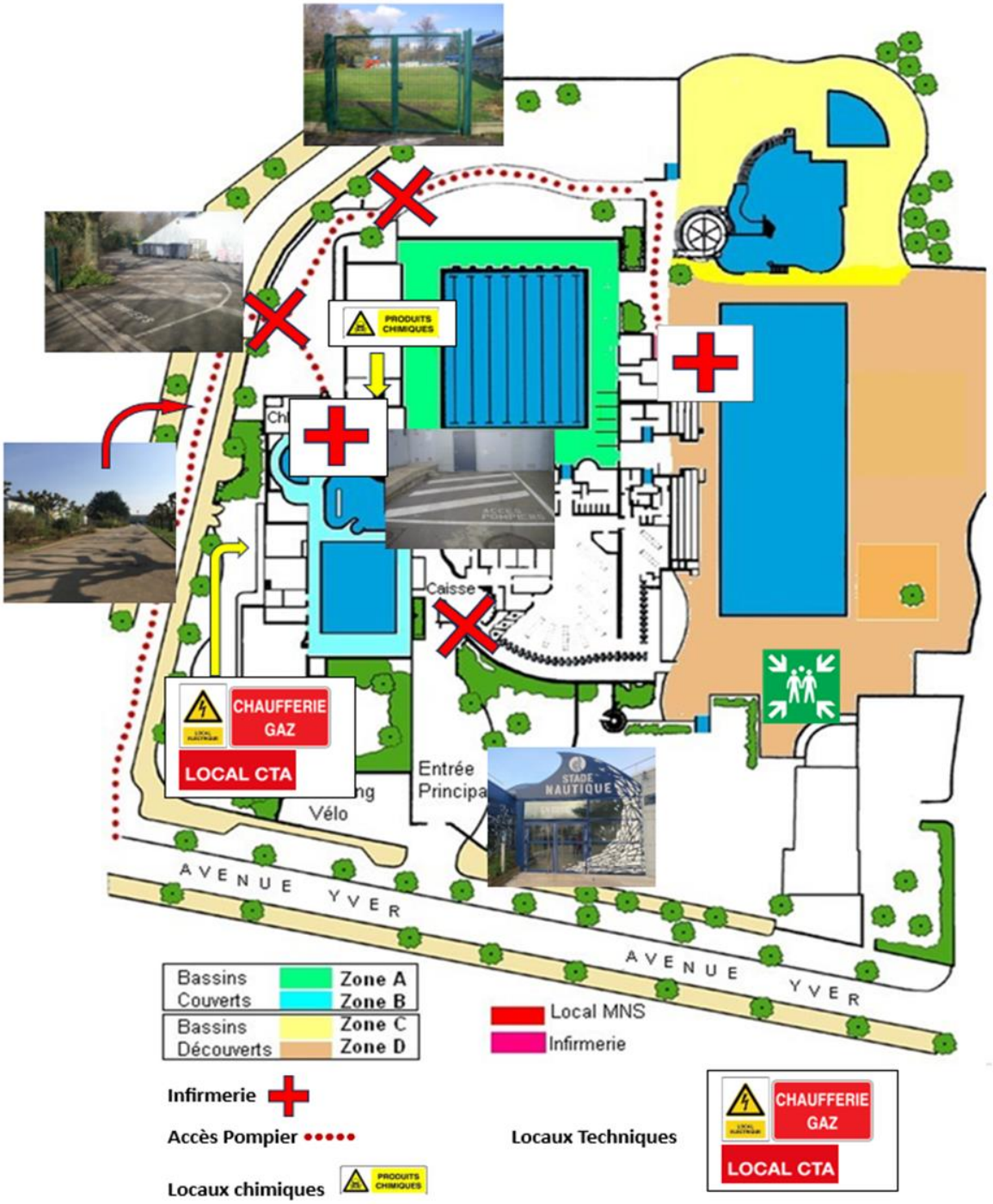
Bassins intérieurs **: 833** baigneurs

Bassins extérieurs :**1737** baigneurs

Tous les bassins : **1975** baigneurs

3 Identification des locaux et équipements

Zones d'accès pompiers



Les deux infirmeries sont accessibles par les pompiers sur une voie commune extérieure donnant sur les postes de secours hiver et été.

Une 3ème entrée est possible en passant sur le parvis de l'entrée générale



1 Accès pompiers voie commune Infirmerie hivers et été



2 Accès pompiers hiver



3 Accès pompiers parvis entrée

<u>Accès infirmerie été</u>



1 Accès pompiers été



Accès pompiers grille été

Identification du système de détection incendie

Déclenché par des détecteurs de fumée ou par brise-glace manuel.
Relié automatiquement 24h/24h à la sono pour la diffusion d'un message d'évacuation du Stade Nautique. Transmise 24h/24 à la société de télésurveillance

Le stade nautique est équipé d'extincteurs, et de commande de désenfumages.



Extincteur dioxyde de carbone



Commande désenfumage bassin

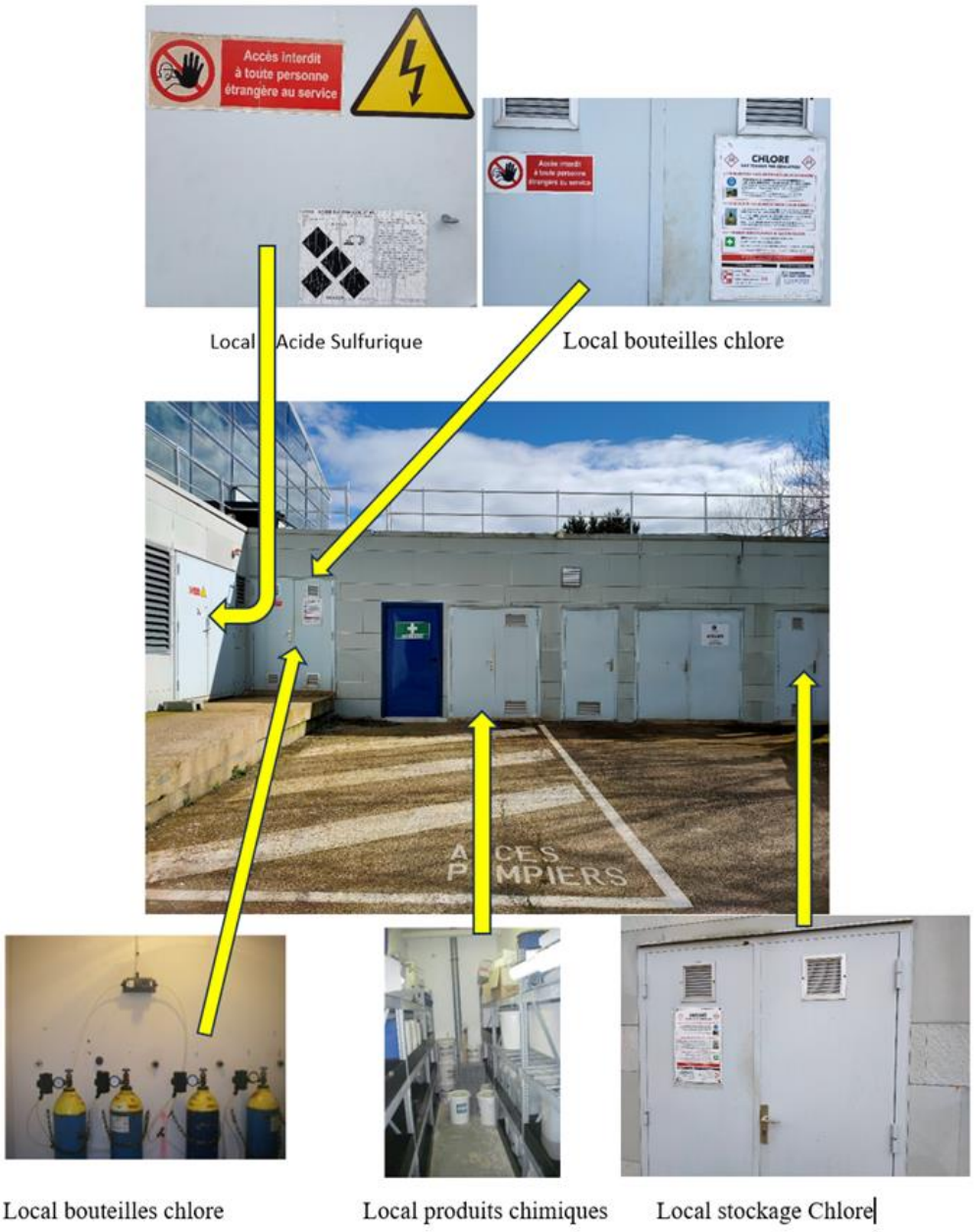
Locaux chimiques extérieurs

Local	Contenu	Risques	Consignes
Local bouteilles chlore	Bouteilles de chlore gazeux	Fuite toxique	Masque obligatoire pour toute manipulation.
Local produits chimiques	Acides, soude, désinfectants	Brûlures, inhalation	Port de gants et lunettes.
Local stockage chlore	Réserve de chlore	Explosion, incendie	Interdiction de fumer à proximité.

◐ Équipements de sécurité :

- **Masques à chlore** : Disponibles à proximité des locaux.
- **Colonne de neutralisation** : Pour les fuites de chlore (si disponible).

Identification des locaux chimiques extérieurs

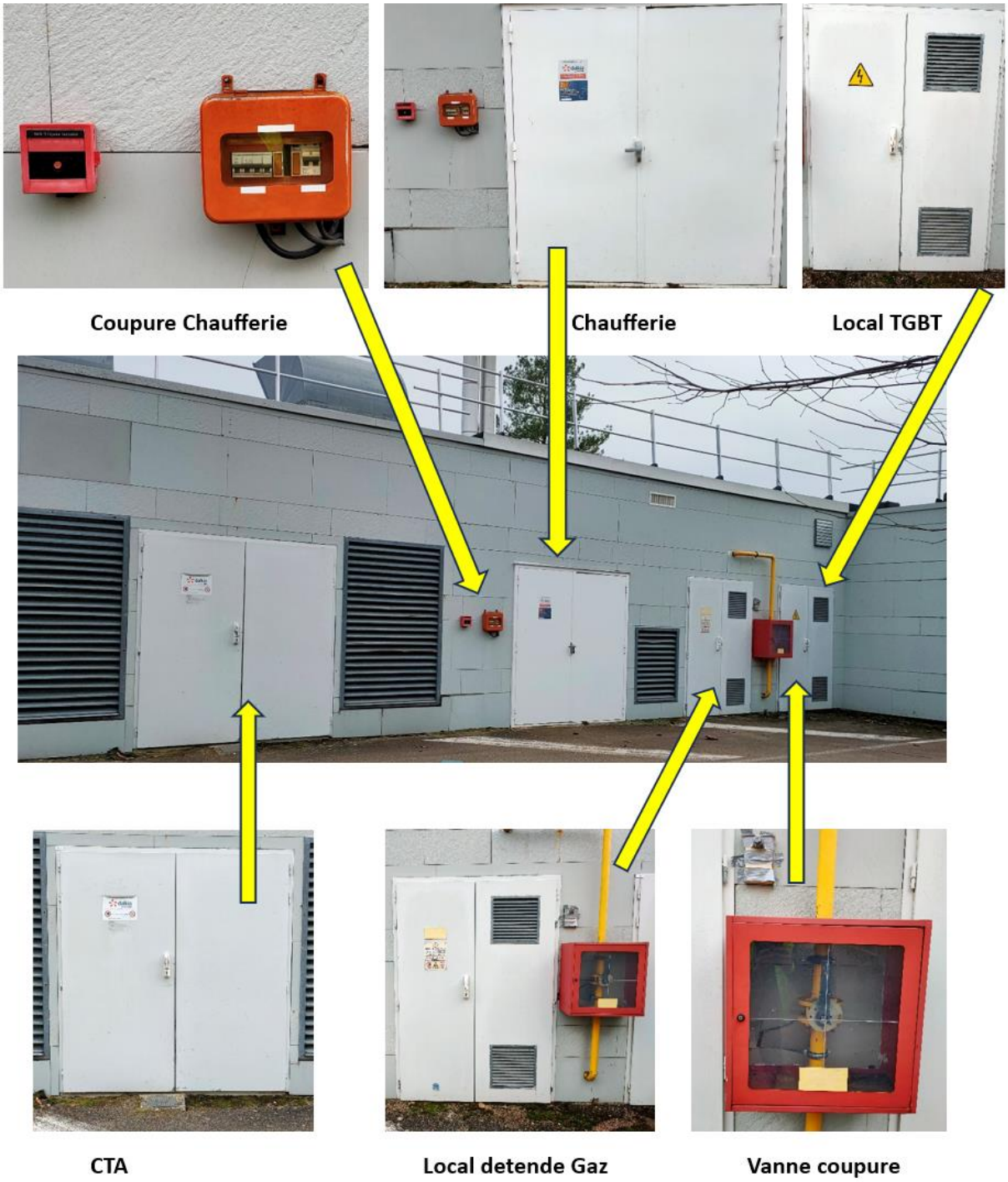




Masque à Chlore

Identification des locaux techniques extérieurs

Local	Fonction	Risques
Chaufferie	Chauffage des bassins	Brûlure, explosion
Local TGBT	Tableau Général Basse Tension	Électrocution
CTA	Centrale de Traitement d'Air	Dysfonctionnement ventilation
Local détendeur gaz	Régulation du gaz	Fuite, explosion
Vanne de coupure	Arrêt d'urgence gaz/eau	À connaître pour les interventions.

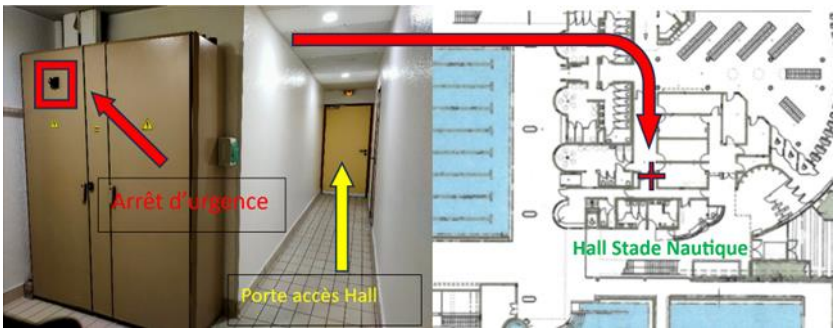


Emplacement de l’armoire TGBT intérieure

3. Emplacement de l'armoire TGBT intérieure

- **Localisation** : Couloir reliant la porte d'accès hall au local des surveillants.

Accès : Réservé au personnel technique autorisé.



Armoire TGBT intérieure **Emplacement de l’armoire TGBT**

.

Moyen d’intervention et de mise en sécurité

Extincteur poudre ou CO^2



Arrêt d’urgence

CTA et **GAZ** Voir **page 17**



Points ou zones de rassemblement du public sur plan IPS



Point de rassemblement coté bar

PARTIE 2 : ORGANISATION DU FONCTIONNEMENT GENERAL DE L'EQUIPEMENT

1. Fonctionnement général de l'établissement

Horaires d'ouverture

- **Période scolaire** :
  - Lundi-vendredi : 7h30-19h30
  - Samedi : 10h30-13h00 et 14h30-18h30
  - Dimanche : 9h00-13h00
- **Période estivale (juillet-août)** :
  - Lundi-dimanche : 8h00-20h00
- **Période petites vacances scolaire (Zone A))** :
  - Du lundi au vendredi 10h30-19h
  - Samedi : 10h30-13h00 et 14h30-18h30
  - Dimanche : 9h00-13h00
- **Fermeture équipement :** 3 semaines aux vacances de Noël et jours fériés sauf 14 juillet et 15 août.
- **Vidanges et nettoyage** : bassins intérieurs 2 semaines en septembre + bassins extérieurs 2 semaines en avril

Procédures de fermeture

1. **30 min avant la fermeture** :
   - Arrêt des ventes de billets à la caisse.
2. **20 min avant la fermeture** :
   - Message et évacuation des bassins.
3. **À la fermeture** :
   - Vérification des vestiaires, douches et espaces bien-être.
   - Extinction des lumières (sauf éclairage de sécurité).
   - Verrouillage des portes et activation de l'alarme.

2. Règlement intérieur (voir affichage à l'entrée)

Règles clés :

- **Tenue obligatoire** : Maillot de bain conforme au règlement intérieur
- **Hygiène** : Douche savonnée avant la baignade.
- **Sécurité** :
  - Interdiction de courir, plonger dans les zones peu profondes.
  - Port de bonnet de bain obligatoire.
  - Les enfants de **moins de 12 ans** doivent être accompagnés d'un adulte responsable.
- **Comportement** :
  - Respect du personnel et des autres usagers.
  - Interdiction des boissons alcoolisées et des repas dans les bassins.

3. Organisation de la surveillance et de la sécurité

👥 Personnel habilité

Fonction	Diplôme requis	Rôle
Educateur Sportif	BEESAN, BPJEPS AAN, ETAPS	Surveillance, enseignement, secours
Surveillant Sauveteur	BNSSA	Surveillance des bassins
Chef de bassin	BEESAN, BPJEPS AAN, ETAPS	Coordination de l'équipe des bassins
Responsable technique	Formation spécifique	Maintenance, sécurité des installations
Agent d'accueil	Formation SST (optionnelle)	Gestion des entrées, alerte en cas d'urgence

Port des Équipements de Protection Individuelle (EPI)

- Le personnel de surveillance doit porter la tenue définie par la Communauté d'Agglomération d'Auxerre (norme AFNOR NF S52-014).
- Cet équipement est considéré comme un EPI et doit être porté en permanence.
- Aucune modification de la tenue n'est autorisée.
- Sanctions : Le non-port des EPI peut être considéré comme une faute professionnelle (Code du travail, article L4121-1).

Retard ou absence d'un agent

- En cas de retard ou d'absence de relève :
  - Le chef de bassin ou le directeur doit être immédiatement informé pour organiser un remplacement.
  - Fermeture temporaire d'un ou plusieurs bassins si nécessaire pour garantir la sécurité.

⚠Obligations :

- **Affichage** :
  - Liste du personnel habilité visible à l'entrée.
  - Copie des cartes professionnelles et diplômes.

🔍 Consignes générales pour les surveillants

Avant la prise de poste :

✔ **Vérifier :**
- Le matériel de secours (DSA, sacs d'intervention, trousses bobologie).
- Les infirmeries (oxygène, tensiomètre, oxymètre, pharmacie).
- Les zones autour des bassins (propreté, absence d'objets dangereux).
- Le fonctionnement des pédiluves.

Pendant le service :

✔ **Surveillance active et constante** :
- Alterner poste fixe (chaise haute) et poste mobile (tour du bassin).
- Ne jamais tourner le dos aux bassins.
- Adapter la position en fonction de l'affluence et des risques (ex. : ombres, reflets).

✔ **Respecter les rotations** :
- Toutes les 30 min (ou à chaque changement de classe pour les scolaires).
- Passation d'informations entre surveillants (ex. : comportements à risque, anomalies).

✔ **Interdictions** :
- Téléphone portable.
- Discussions prolongées ou activités non liées à la surveillance.
- Quitter son poste sans prévenir un collègue (sauf cas de force majeure).

Fin de service :

✔ **Vérifier** :
- L'évacuation totale des baigneurs (bassins, plages, vestiaires, espaces bien-être).
- Les abords et fonds de bassins (absence d'objets ou de personnes).
- La fermeture des rideaux anti-retour.

✔ **Ranger le matériel** et signaler toute anomalie au responsable.

4. Formations et exercices périodiques

Type d'exercice	Fréquence	Objectifs
Simulation d'accident (noyade, malaise)	1 à 2 fois/an	Tester les réflexes et la coordination d'équipe
Évacuation incendie	1 fois/an	Vérifier les itinéraires et le temps d'évacuation
Alarme chimique (fuite de chlore)	1 fois/an	Appliquer le protocole de confinement
Révision du POSS	Lorsque cela est nécessaire	Rappeler les procédures à tout le personnel
Attentat	1 fois/an	Protocole attentat
Contrôle du matériel	Quotidien	Vérifier l'état des trousses, DSA, oxygène, etc.

🎓 **Formation du personnel**

- **Permanents, vacataires et saisonniers**

  Le POSS et les procédures d'urgence.
  Les consignes de sécurité (incendie, chimique, électrique).
  La localisation du matériel de secours.
  Attestation de prise de connaissance à signer

  Avant saison estivale, présence obligatoire aux deux journées d'intégration :
  Mise en situation basée sur des cas concrets avec l'ensemble du personnel surveillants et recyclage PSE1/2. Cohésion d'équipe.
  Attestation de prise de connaissance à signer.

- **Recyclages obligatoires** :
  - Secourisme (PSE1/PSE2) : 1 fois/an.
  - Diplômes MNS/BNSSA : Tous les 5 ans.

5. Responsabilités et sanctions

- **Responsabilité du personnel** :
  - Le non-respect du POSS peut entraîner des sanctions disciplinaires (avertissement, suspension, licenciement).
  - En cas d'accident grave, une enquête interne est menée, et les assurances sont prévenues.
  -
- **Responsabilité des usagers** :
  - Le non-respect du règlement intérieur peut entraîner une exclusion temporaire ou définitive.
  - Les associations et groupes scolaires sont responsables de leurs membres (convention signée).

📄 PARTIE 3 : DISPOSITIFS DE SURVEILLANCE ET PROCÉDURES D'INTERVENTION

1. Dispositif et organisation de surveillance des bassins intérieurs

Organisation des zones A et B (période cohabitation scolaires/public)

Nombre de surveillants	Zone A (25x21m)	Zone B (Petit bassin)
2 surveillants	OUVERT	Ouvert si **1 éducateur/1 enseignant**
3 surveillants	OUVERT	FERMÉ au public pendant l'accueil des scolaires

Organisation des zones A et B (période public)

Nombre de surveillants	Zone A (25x21m)	Zone B (Petit bassin)
2 surveillants	5 lignes ouvertes	OUVERT
	OUVERT	FERMÉ
3 surveillants	1 surveillant → 5 lignes ouvertes	2 surveillants → OUVERT
	2 surveillants → OUVERT	1 surveillant → OUVERT

📌 **Notes :**

- La Zone B est fermée au public pendant l'accueil des scolaires.
- Enseignement scolaire : Respect des textes de l'Éducation Nationale

⚠ **Règles communes :**

- Aucun bassin ne doit être laissé sans surveillance, même brièvement.
- En cas d'absence prolongée (maladie, retard) :
  - Prévenir immédiatement le chef de bassin ou le directeur.
  - Fermeture temporaire d'un bassin si nécessaire.

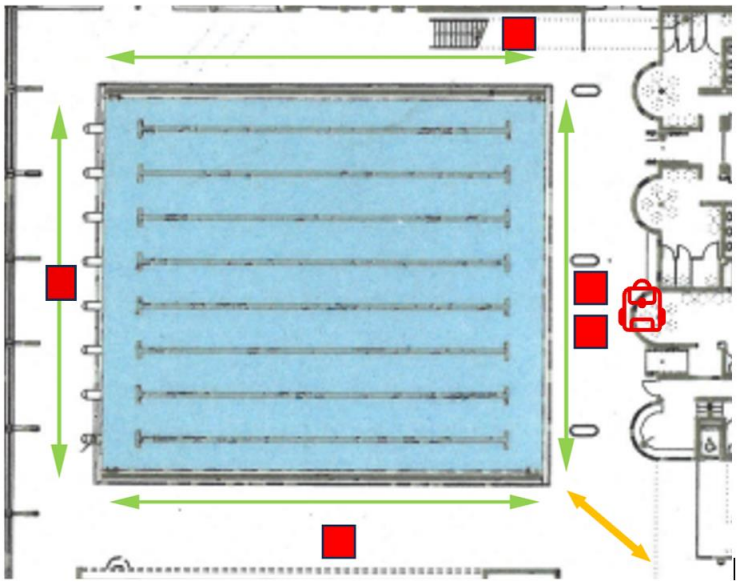
🔚 **Rotation des postes**

- Toutes les 30 min : Changement de zone ou de type de poste (mobile → fixe).
- Pour les scolaires : Rotation à chaque changement de classe.
- Passation d'informations :
  - Anomalies (comportements à risque, matériel défectueux).
  - Zones à surveiller en priorité (ex. : toboggan, zones profondes).

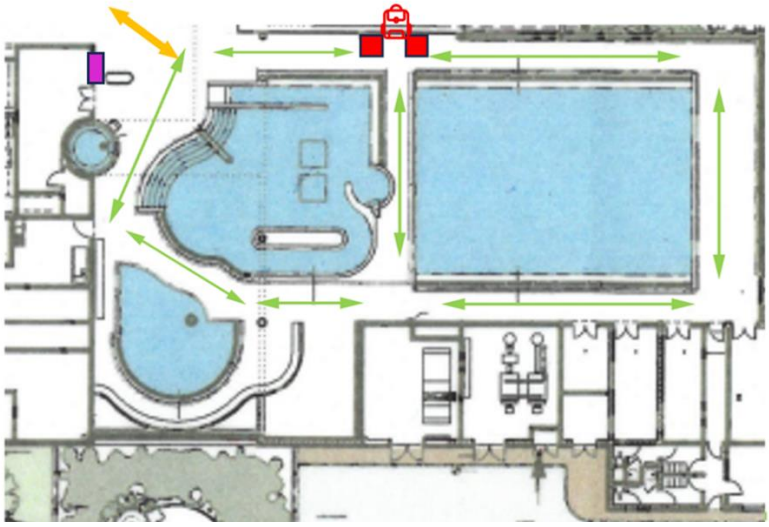
Adaptations selon les conditions

Situation	Mesures
Forte chaleur	Rotation plus fréquente, hydratation du personnel.
Affluence exceptionnelle	Renfort de surveillants, restriction des zones de baignade.
Événement (compétition, animation)	Surveillance dédiée + personnel supplémentaire.

Zone A



Zone B



Poste Fixe

Plan dur

Poste tournant

Trousses Bobologie

Zone de Changement et d'échange

2 Dispositif et organisation de surveillance des bassins extérieurs

Surveillance en ouverture unique du bassin de 50m

Zone	Consignes
Zone C (Petit bassin, toboggan, pataugeoire)	**FERMÉ**
Zone D (Grand bassin 50x17,5m)	**2 surveillants → OUVERT** (coordination pour couvrir chaque partie du bassin : longueur, largeur, profondeur). Alternance poste fixe/mobile. Application des restrictions de baignade.

Surveillance en ouverture complète

Matin

Nombre de surveillants	Zone C (Petit bassin, toboggan, pataugeoire)	Zone D (Grand bassin 50x17,5m)
5 surveillants	2 surveillants (1 ludique / 1 toboggan) → **OUVERT**	3 surveillants → **OUVERT**
	OU 3 surveillants (2 ludique / 1 toboggan) → **OUVERT**	2 surveillants → **OUVERT**

Après-midi

Nombre de surveillants	Zone C (Petit bassin, toboggan, pataugeoire)	Zone D (Grand bassin 50x17,5m)
5 surveillants	2 surveillants → **OUVERT** (toboggan fermé)	3 surveillants → **OUVERT**
6 surveillants	3 surveillants → **OUVERT**	3 surveillants → **OUVERT**

📌 **Surveillance des bassins extérieurs en ouverture totale**

- **Zone D** :
  - 1 ou 2 agents se positionnent dans la partie supérieure des gradins pour une meilleure vigie.
  - 1 ou 2 autres agents alternent entre poste fixe et mobile autour du bassin.
  - Application des dispositifs de restriction de la baignade

Rotation intérieurs/extérieurs interdite

Procédure exceptionnelle (fortes chaleurs)

- **Un agent souhaitant passer de l'extérieur vers l'intérieur doit :**
  1. Demander l'autorisation au responsable.
  2. Prévenir un collègue de l'intérieur par talkie-walkie.
  3. Prendre le poste de surveillance du toboggan ou le fermer temporairement.
  4. Échanger son poste avec un agent intérieur, qui prendra alors la surveillance du toboggan.

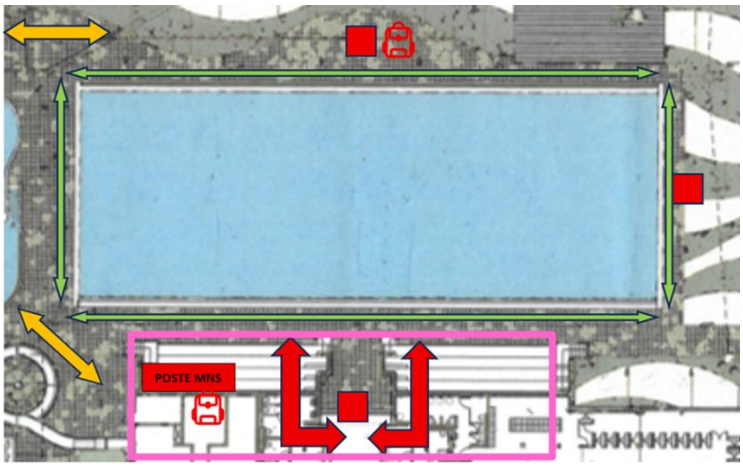
- **Adaptations selon les conditions**

Situation	Mesures
Forte chaleur	Rotation plus fréquente, hydratation du personnel.
Orage/forte pluie	Fermeture des bassins extérieurs après 2 évacuations. Report du public vers les bassins intérieurs.
Affluence exceptionnelle	Renfort de surveillants, restriction des zones de baignade.
Événement (compétition, animation)	Surveillance dédiée + personnel supplémentaire.

Zone C



Zone D



Poste Fixe

Trousses Bobologie

Poste tournant

Zone de changement et d'échange

Zone de surveillance possible à deux Surveillants/Sauveteurs dans le but d'accroitre la surveillance.

Zone de surveillance possible à 2 Surveillants/Sauveteurs

3. Procédures d'intervention

<table>
<tr><td></td><td colspan="3">ÉTAT DE LA VICTIME</td></tr>
<tr><td></td><td>Niveau 1</td><td>Niveau 2</td><td>Niveau 3</td></tr>
<tr><td></td><td>Petite bobologie</td><td>Victime consciente en détresse</td><td>Victime inconsciente</td></tr>
<tr><td>Surveillants/ Sauveteurs</td><td><u>Afin de ne pas se mettre en défaut de surveillance Le ou L'un des Sauveteur(s) en surveillance ou l'enseignant :</u>
Réalise les soins adaptés en utilisant le sac de Bobologie</td><td><u>Sauveteurs 1 :</u>
- Bilan + soins
<u>Sauveteurs 2 :</u>
- Apporte le sac de l'avant
- Appel les secours-
- Appel la caisse pour renfort équipe nettoyage

<u>Sauveteurs 3 :</u> applique le protocole d'évacuation</td><td><u>Sauveteurs 1 :</u>
- Bilan + soins

<u>Sauveteurs 2:</u>
- Apporte le sac de l'avant
- Actionne le coup de poing
 

- Appel les secours
Seconde le MNS 1 dans les soins

<u>Sauveteurs 3 :</u>
Seconde-les MNS 1& 2</td></tr>
<tr><td>TECHNIQUE</td><td colspan="3" rowspan="2">Se mettent à la disposition des MNS

• Attendre les secours et les guides
• A la demande des <u>Sauveteurs</u> procèdent à l'évacuation des bassins</td></tr>
<tr><td>NETTOYAGE</td></tr>
<tr><td>CAISSE</td><td></td><td></td><td>• Stoppe les entrées
• Gère l'espace accueil
• Préviens la direction

Si 2 hôtesses : hôtesse 2 se met à la disposition des <u>Sauveteurs</u></td></tr>
<tr><td></td><td colspan="2">Repositionnement des <u>Sauveteurs</u> selon le POSS
Évacuation des bassins si besoin</td><td>Évacuation totale des bassins</td></tr>
<tr><td></td><td colspan="3"></td></tr>
<tr><td>Lieu</td><td>Infirmerie</td><td>Infirmerie ou sur place</td><td>Sur place</td></tr>
<tr><td></td><td>Registre infirmerie</td><td colspan="2">Bilan circonstanciel <u>Sauveteurs 2</u></td></tr>
</table>

📌 Procédure d'appel aux secours (affiché près des téléphones) :

1. **Se présenter** : Nom, prénom, fonction (ex. : "Renaud, MNS au Stade Nautique d'Auxerre").
2. **Localisation** :
   - "Stade Nautique d'Auxerre, 83 avenue Yver Prolongée, 89000 AUXERRE".
3. **Téléphone** : 03 86 72 96 96.
4. **Informations sur la victime** :
   - Nombre, âge, sexe.
   - Bilan : Conscience (réactive/non réactive), respiration, pouls, plaies, fractures.
5. **Soins déjà effectués** (ex. : RCP, oxygénothérapie).
6. **Accueil des secours** :
   - Préciser le point de rendez-vous (infirmerie hiver/été, parvis).
7. **Demander l'autorisation de raccrocher**.

⚠ Numéros d'urgence :

- **SAMU** : 15
- **Pompiers** : 18
- **Police** : 17
- **Centre anti-poison** : 070 245 245
- **Numéro européen** : 112 (depuis un portable).

4. Procédures spécifiques

🔥 Alarme incendie

Conduite à tenir :

1. **Déclenchement du signal sonore → Évacuation immédiate** vers les points de rassemblement.
2. **Vérification** :
   - Si fausse alarme : Réarmer le boîtier + signaler par talkie-walkie.
   - Si alarme confirmée (fumée, flammes) :
     - Appeler les pompiers (18).
     - Prévenir le responsable (chef de bassin/directeur).
3. **Évacuation** :
   - Diriger les usagers vers les sorties de secours (voir plans en annexe).
   - Empêcher tout retour en arrière.
   - Se munir de couvertures de survie (armoire infirmerie).
   - Message d'évacuation :
     "Mesdames et Messieurs, en raison d'un problème technique, évacuez immédiatement les bassins par les issues de secours indiquées par le personnel."

🌓 Consignes de prévention :

- Ne pas fumer dans l'enceinte.
- Ne pas encombrer les issues de secours.
- Vérifier régulièrement les extincteurs et commandes de désenfumage.

☠ **Risque chimique (fuite de chlore)**

Détection :

- Odeur caractéristique (irritante, type "eau de Javel").
- Test à l'ammoniaque : Un chiffon imbibé d'ammoniaque émet une fumée blanche au contact du chlore.

Procédure en cas de fuite :

1. **Alerter immédiatement** :
    - Évacuer le local et fermer les portes.
    - Prévenir le responsable technique et le chef de bassin.
2. **Intervenir (si possible)** :
    - 2 personnes minimum, équipées de masques respiratoires (ARI pour la personne intervenant directement).
    - Localiser la fuite avec l'ammoniaque.
    - Fermer le robinet de la bouteille.
    - Vérifier le bouchon de sécurité et le joint.
3. **Si la fuite persiste** :
    - Utiliser la colonne de neutralisation (si disponible).
    - Avertir le fournisseur pour enlèvement de la bouteille.
4. **Appeler les pompiers (18)** et **suivre leurs consignes**.

🚑 **Secours à la victime (inhalation de chlore) :**

- Éloigner la victime vers un lieu aéré.
- Position semi-assise.
- Assistance respiratoire si nécessaire (oxygène).
- Ne pas faire boire.
- Appeler le SAMU (15).

⚡ **Risque électrique (coupure de courant)**

En période nocturne :

1. Faire évacuer les bassins (vérifier qu'il n'y a plus personne dans l'eau ou les locaux).
2. Les usagers restent sur les plages.
3. Contacter les agents techniques pour identifier la cause (EDF ou panne interne).
4. Si coupure EDF :
    - Appeler le 09 72 67 50 69 (service de dépannage).
    - Interdire la mise à l'eau des baigneurs.
    - Si durée > 1h → Évacuer l'établissement.
5. Message d'évacuation :
   "Mesdames et Messieurs, en raison d'une coupure électrique, évacuez immédiatement les bassins par les issues de secours."

⚠ **En cas de dysfonctionnement de l'éclairage de sécurité** :

- La piscine ne sera pas ouverte en période nocturne.

💣 Alerte à la bombe

1. La 1ère personne informée prévient directement le directeur.
2. L'agent d'accueil informe les surveillants → diffusion du message d'évacuation.
3. Les surveillants :
    - Évacuent bassins, plages, locaux annexes.
4. L'agent d'accueil :
    - Prévient la police (17).
    - Évacue couloirs, salles annexes, hall d'accueil.
5. Les agents techniques :
    - Coupent les compteurs d'énergie (sauf en période nocturne).

📢 Message d'évacuation :
"Mesdames et Messieurs, en raison d'une alerte sécurité, évacuez immédiatement l'établissement par les issues de secours indiquées par le personnel."

📱 Évacuation du public hors de l'établissement

Quand ?

- Incendie, risque chimique, alerte à la bombe, ou toute situation mettant en danger la sécurité.

Procédure : voir plans d'évacuations de l'équipement

1. Diriger les usagers vers les sorties de secours les plus proches.
2. Procédure de guide file par les agents d'entretiens et techniques
3. Procédure serre file par les Surveillants/Sauveteurs
4. Se munir de couvertures de survie (armoire infirmerie).
5. Donner des consignes claires (calme, sang-froid).
6. Vérifier :
    - Tous les locaux (vestiaires, sanitaires, locaux techniques).
    - Aucun usager ne reste dans l'établissement.
7. Accueillir les secours et les guider vers la victime si nécessaire.

📍 **Points de rassemblement** :

- Côté bar.
- Parking extérieur (si évacuation totale).

PARTIE 4 : ACCUEIL DES PUBLICS SPÉCIFIQUES

1. Accueil des scolaires (maternelle, primaire, secondaire)

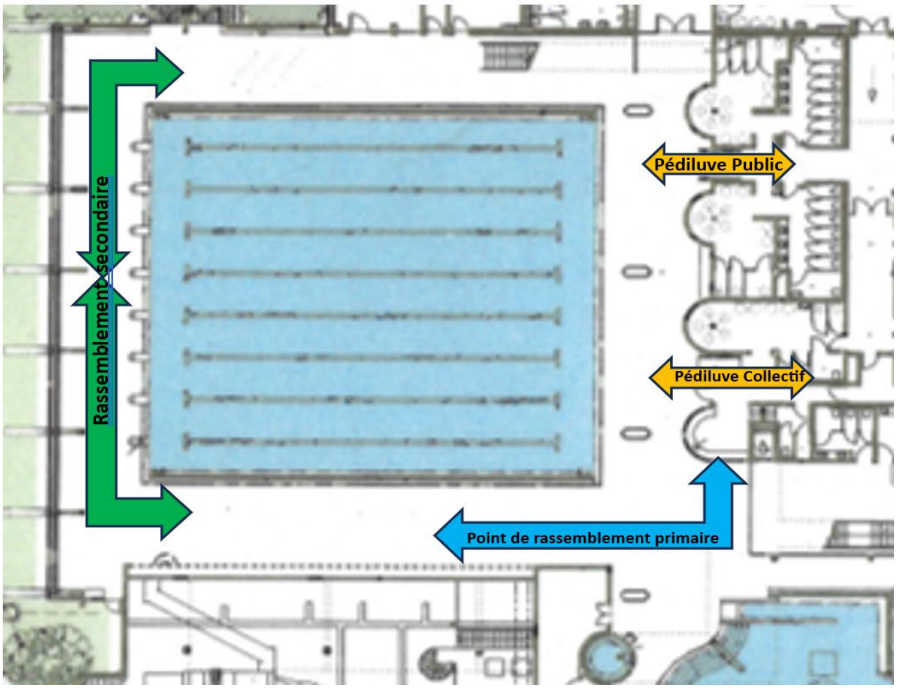
Horaires d'accueil

Niveau	Jours	Créneaux
/Primaire	Lundi,mardi,jeudi,vendredi	8h55-10h30 / 14h05-15h40
Maternelle	Semaine classes bleues	2 fois par jour sur 4 jours
Secondaire	Lundi,mardi,jeudi,vendredi	8h30 – 9h30 / 10h30-11h30 / 16h-17h
Secondaire	Mercredi	8h30-11h30

Procédures d'arrivée et de départ

À l'arrivée :

1. Le professeur/encadrant se présente à l'entrée et indique :
    - Le nombre d'élèves et d'adultes.
    - L'établissement scolaire.
2. L'agent d'accueil déverrouille l'accès aux vestiaires collectifs ou individuels.
3. Les élèves :
    - Se déchaussent dans la zone dédiée.
    - Circulent pieds nus dans l'établissement.
    - Laissent leurs affaires dans les vestiaires attribués.
4. Comptage obligatoire avant l'entrée dans les bassins.
    - Feuille d'état de présence à remplir par le professeur.
5. Accès aux bassins :
    - Passage par le pédiluve (obligatoire).
    - Rejoindre le point de rassemblement (voir schéma ci-dessous)



Pendant la séance :

- Prise en charge par un éducateur sportif accompagné par l'enseignant pour les classes de primaires (Cycle 2 et 3)). Activités pédagogiques dispensées dans les zones clairement indiquées par les panneaux au bord du bassin (ligne 1 et 2 / ligne 7 et 8 / zone petits bassins).
- Prise en charge par le professeur d'EPS pour le secondaire. Activités pédagogiques dispensées dans les zones clairement indiquées par les panneaux au bord du bassin.
- Le MNS en surveillance :
    - Ne doit pas quitter son poste.
    - Se place pour avoir une visibilité optimale sur sa zone.

À la fin de la séance :

1. Coup de sifflet → Sortie immédiate de l'eau.
2. Rassemblement autour du professeur/MNS.
3. Retour aux vestiaires par le pédiluve collectif pour les primaires et par le pédiluve public pour les secondaires.

2. Accueil des associations

📋 Obligations

- Personnel diplômé :
    - Encadrants : Diplôme reconnu.
    - Trousse de secours : Doit être complète et accessible.
- Convention signée avec la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois :
    - Conditions d'utilisation des installations.
    - Modalités d'accès à l'infirmerie (oxygène, DAE).
- Liste du personnel encadrant :
    - Transmise annuellement à l'exploitant.
- Responsabilité :
    - L'association est responsable de la sécurité de ses membres.
    - Aucun enseignement sans accord préalable de la direction.
    - Doit s'assurer de l'absence de public dans sa zone.
- En cas d'accident, la procédure et le protocole d'intervention sur une victime s'appliquent, que la victime soit ou non membre de l'association.
- En dehors de l'ouverture au public, les associations doivent fournir à l'exploitant un P O S S spécifique.

3. Accueil des Centres de Loisirs

1. **Demande préalable :**
    - Autorisation de la direction pour chaque créneau.
    - Attribution d'un créneau horaire et d'une zone de baignade.
2. **À l'arrivée** :
    - Présentation à l'accueil (nombre de participants, responsable).
    - Accès par les vestiaires collectifs (si applicable).
    - Passage par le pédiluve groupes.
3. **Pendant la séance** :
    - L'animateur se présente aux surveillants et s'identifie.
    - Respect du règlement intérieur.
4. **Au départ** :
    - Vérification que tous les participants sont présents.
    - Rangement du matériel emprunté.

4. Encadrements spécifiques

- **Cours privés de natation :**
    - Convention signée avec la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois
    - Educateur responsable de ses cours et de ses participants

- **Groupes (maisons de retraite, associations, …)**
    - Prise en charge par un éducateur sportif sur un créneau défini.
    - Assure le bon déroulement et la sécurité de la séance.

5. Cohabitation des publics

- **Plan d'occupation des bassins** :
    - Renouvelé chaque année scolaire.
    - Zones matérialisées par des panneaux.
- **En cas d'accident** :
    - Suivre le protocole d'évacuation de l'établissement.

PARTIE 5 : MOYENS DE SECOURS ET COMMUNICATION

1. Matériel de secours disponible

Infirmeries (hiver/été)

Matériel	Quantité	Localisation
Bouteille d'oxygène 5L	1	Infirmerie hiver/été
Tensiomètre	1	Infirmerie hiver/été
Oxymètre de pouls	1	Infirmerie hiver/été
Planche dure Olivier	1	Infirmerie hiver/été
Brancard	1	Infirmerie hiver/été
Brancard cuillère	1	Infirmerie hiver/été
BAVU (nourrisson/enfant/adulte)	1 chacun	Infirmerie hiver/été
Masque haute concentration	2 (enfant/adulte)	Infirmerie hiver/été
Kit accouchement	1	Infirmerie hiver
Aspirateur de mucosité	1	Infirmerie hiver/été
Colliers cervicaux	2 (enfant/adulte)	Infirmerie hiver/été
Trousse bobologie	1	Infirmerie hiver/été
DASRI (poubelle à déchets)	1	Infirmerie hiver/été

Sacs d'intervention (hiver/été)

Matériel	Quantité
DAE (Défibrillateur Semi-Automatique)	1
Bouteille d'oxygène 2L	1
BAVU (enfant/adulte)	1 chacun
Masque haute concentration	2 (enfant/adulte)
Kit rasoir	1
Colliers cervicaux	2
Ciseaux	1
Pince à écharde	1
Stéthoscope	1
Tensiomètre	1
Oxymètre de pouls	1
Aspirateur de mucosité	1
Gants	Plusieurs paires
Lunettes de sécurité	1 paire
Solution désinfectante	1 flacon
Poche de glace (Easy Ice)	2

Matériel	Quantité
Compresses stériles	Plusieurs
Pansement hémostatique	1
Couverture de survie	1

 Trousses bobologie (postes fixes)

- 2 trousses en bassins intérieurs.
- 3 trousses en bassins extérieurs.
  Contenu :
- Gants.
- Compresses stériles.
- Solution désinfectante.
- Pansements.
- Sacs-poubelle.

2 Documents spécifiques

Infirmerie

- Fiche de suivi victime
- Fiche de seuil de réapprovisionnement.
- Cahier journalier (prise de poste, anomalies).

Intervention

- Remplir la fiche d'intervention (pour tout accident sauf petits soins).
- Remettre en état le matériel utilisé.
- Réapprovisionner les stocks (pharmacie, consommables).
- Remplir le constat d'accident.
- Ajouter une note dans le cahier journalier + y joindre la fiche de soin.

3 Moyens d'alerte et d'arrêt d'urgence

Équipement	Localisation	Fonction
Boutons d'arrêt d'urgence (rouge)	Cabines des surveillants (intérieurs/extérieurs)	Arrêt traitement d'eau et jeux d'eau.
Boutons coup de poing (noir)	Locaux surveillants (hiver/été), infirmeries	Déclenche un **message audio d'évacuation**.
Panneaux verts	À proximité des boutons coup de poing	Signalisation des points d'alerte.

Boutons d'arrêt d'urgence de couleur **rouge** traitement d'eau et jeux d'eau



Local MNS hiver



Local MNS été

Boutons coup de poing d'évacuation de couleur NOIR déclenchent un message audio d'évacuation immédiate des bassins couverts ou découverts

Ils seront identifiés par un panneau vert, symbole





Infirmerie hiver



Infirmerie été

Téléphone ROUGE : Accès direct pour les secours sur plateforme pompiers Auxerre, Nevers, Orléans

Téléphone NOIR : Accès au SAMU en composant le **0+15**

(le message à toute son importance, il doit être clair, net, précis)

4. Moyens de communication et messages d’alerte

📞 Communication interne

Outil	Utilisation	Numéros/Canaux
Téléphone intérieur	Appels entre services	Liste affichée dans les bureaux, postes de surveillance, infirmerie.
Talkie-walkie	Communication instantanée	4 PTI + portatifs pour le personnel.
Sonorisation	Annonces générales ou urgentes	Micro ou téléphone (composer le **4021**).
Sifflet	Alerte immédiate (évacuation)	Obligatoire pour les surveillants.

📋 Liste des numéros internes :

Service	Numéro
Caisse	4010
Secrétariat AAC	4016
Responsable Snas	4011
MNS bureau	4012
Secrétariat	4013
Infirmerie hiver	4014
Infirmerie été	4015
Local MNS hiver	4018
Salle du personnel	4019
Sono général	4021
Local MNS été	4022
Atelier	4023

Sonorisation accessible de 2 façons :



Par le microphone



Par le téléphone en composant le 4021



Sifflé



talkie-walkie

Communication externe

Contact	Numéro	Remarques
SAMU	15	Accès direct depuis les téléphones internes (0+15).
Pompiers	18	Accès direct (0+18).
Police	17	Accès direct (0+17).**7040**
Centre anti-poison	070 245 245	
Numéro européen	112	Depuis un portable (toutes langues).
Responsable Stade Nautique	06 84 48 71 64	Numéro abrévié : **7061**.
Mairie	03 86 72 43 00 03 86 72 20 60	Numéro abrévié : **7008**.
Police Municipale	03 86 72 43 75	Numéro abrévié : **7062**.

5. Points d'accès pompiers et zones de rassemblement

🚒 Accès pompiers

1. Voie commune extérieure :
    - Accès aux infirmeries hiver et été.
2. Parvis de l'entrée générale :
    - 3ème entrée possible.
3. Grille été :
    - Accès direct à l'infirmerie été.

⚠ Signalétique à renforcer :

- Panneaux "Accès pompiers" plus visibles depuis l'avenue Yver.
- Allée dégagée en permanence.

📍 Zones de rassemblement

1. Point de rassemblement côté bar.
2. Parking extérieur (en cas d'évacuation totale).

Fait à Auxerre, le _ _/_ _/_ _ _

Pour la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

Le Président,

Mathieu DEBAIN

CONVENTION DE PARTENARIAT
Communauté de l'auxerrois – AJ Auxerre

1er juillet 2026 – 30 juin 2027

Entre les soussignés :

La Communauté de l'auxerrois, représentée par sa 1er Vice-Présidente, Arminda GUIBLAIN, dûment habilitée pour signer la convention par délibération du Conseil Communautaire du 25 juin 2026,

D'une part,

La S.A.S A.J. AUXERRE FOOTBALL, société par actions simplifiées immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Auxerre sous le numéro 434 386 470, dont le siège social est situé Stade de l'Abbé Deschamps, 89000 AUXERRE, représentée par le signataire des présentes, dûment habilité à cet effet,

D'autre part,

Préambule :

L'AJA est un des plus grands clubs français, doté d'un palmarès qui lui procure une notoriété nationale et internationale. Cette renommée participe au développement de l'agglomération de l'auxerrois et valorise en conséquence son image. L'AJA a réussi une saison 2024/2025 exemplaire se hissant au 11ème rang du championnat de Ligue 1 et a connu un engouement populaire à domicile comme à l'extérieur très fort. Le club de football est donc un vecteur important pour le rayonnement du territoire, et c'est dans ce contexte que la Communauté de l'auxerrois veut développer un partenariat actif avec le club en s'associant à différentes actions.
L'ensemble de ces actions contribue à une lisibilité forte de l'agglomération, participe de l'attractivité et de la notoriété du territoire, grâce à la couverture médiatique importante du club.

Article 1 : Objet de la convention
La présente convention porte sur la saison footballistique 2026/2027

1.1 Places hospitalités :
- 3 places « Club EUROPE » avec prestations associées par commune (28 communes sans Auxerre qui bénéficie de sa propre convention) et par saison, réparties comme suit : Entre 3 et 6 places pour un même match de l'équipe professionnelle masculine.
- Places de parking VIP

1.2 Billetterie par match à domicile :
- 15 places en catégorie 1 par commune (28 communes sans Auxerre qui bénéficie de sa propre convention) et par saison, réparties comme suit : entre 15 et 30 places pour un même match de l'équipe professionnelle masculine.

Pour les matchs hors championnat, la Communauté de l'auxerrois pourra bénéficier de la politique tarifaire du club.

Le calendrier et les places distribuées aux communes concernées des points 1.1 et 1.2 seront établis en début de saison.

1.3 Actions de lisibilité

1.3.1 Equipe professionnelle masculine :

DROITS D'IMAGE
- Label « Sponsor Officiel de l'AJ Auxerre »

DIGITAL
- Facebook : 4 posts
- X : 4 posts
- Instagram : 4 posts
- Envoi d'emailing dédié

ÉVÉNEMENTIEL
- Opération dédiée avec les joueurs de l'AJ Auxerre. Chaque commune (29 communes) bénéficiera d'une opération en présence de joueurs de l'AJA. Il est entendu que ces opérations seront lissées sur la durée du contrat et il est prévu de limiter le nombre d'opérations à dix par saison, selon les modalités définies au préalable avec chaque commune concernée. Le club prévoit, tout ou partie des joueurs (minimum deux joueurs) présents pendant une durée d'une heure trente à l'occasion d'une animation organisée conjointement avec la commune concernée.

A propos de l'organisation de ces opérations :
- Le Maire de chaque commune concernée devra choisir le lieu et la date ;
- Cette opération pourra donc être organisée pour différents publics (Asso sportive, Ecole, Centre de loisirs ou à l'occasion d'un évènement sportif – ou pas)
- Lors de chaque opération, nous prévoyons :
- Moment d'échange avec les joueurs (questions/réponses ; dédicaces, etc.)
- Mise en place d'une activité / atelier ludique avec les jeunes

Le Club prévoit, toute ou partie des Joueurs (et à tout le moins un minimum de 2 Joueurs) seront présents pendant une durée maximale d'une heure et demie (1h30) à l'occasion d'une animation organisée par la CA dans un lieu qui sera défini conjointement entre la CA et le CLUB sous réserve du respect par la CA des conditions suivantes :
(i) un lieu sécurisé tant vis-à-vis de l'accueil du public que de l'accueil des Joueurs ; et
(ii) un lieu situé à proximité du Stade ou du centre d'entraînement de l'Equipe Masculine.
Il est expressément convenu que le(s) lieu(x), date(s) et horaires de ces opérations seront choisis en concertation entre le CLUB et la CA, dans le respect des contraintes sportives et professionnelles de l'Equipe Masculine, ainsi que des consignes de l'entraîneur. Il est convenu entre les Parties que le CLUB disposera en outre du droit de donner des instructions sur le déroulement et sur tout ce qui a trait à l'organisation de ces opérations.
Les frais afférents à l'organisation de ces opérations, en ce notamment compris les éventuels frais de déplacement, de sécurité et de restauration des Joueurs concernés, sont considérés comme des Frais Techniques et par conséquent resteront à la charge des communes organisatrices.

- Participation à la semaine de l'olympisme

Les modalités de cette participation restent à définir ; les parties s'engagent à fournir leurs meilleurs efforts pour la bonne réalisation de ces opérations, une fois par saison.

1.3.2 Equipe Féminine :

DROITS D'IMAGE
- Label « Sponsor Officiel de l'équipe féminine »

VISIBILITÉ MAILLOT
- Visibilité sur l'avant du short pour l'ensemble des matchs de l'équipe féminine

VISIBILITE STADE
- Un panneau fixe sur le terrain de match officiel de l'équipe féminine, au stade Groupama
- Votre logo sur l'animation LED multipartenaires lors des matchs à domicile de l'équipe féminine : 1 minute

VISIBILITÉ MÉDIAS CLUB
- Visibilité multipartenaires sur l'ensemble des supports de communication de l'équipe féminine

DIGITAL
- Votre logo sur les visuels d'annonce des résultats de l'équipe sur les réseaux sociaux

ÉVÉNEMENTIEL
- Invitation à la photo officielle avec possibilité de faire une photo avec les joueuses.
- Deux stages d'été AJA pour des filles de salariés de la Communauté de l'auxerrois
- Participation à la semaine de l'olympisme

PASSERELLE METIERS
- Possibilité d'accueil de joueuses pour des stages au sein de la Communauté de l'auxerrois
- Participation au financement de formations scolaires, filière BTS pour les filles

1.3.3 Equipes jeunes

DROITS D'IMAGE
- Label « Partenaire Officiel AJA Acadomia »

VISIBILITE MAILLOTS
- Visibilité sur l'avant du short pour l'ensemble des matchs des équipes jeunes

VISIBILITE TERRAIN
- Paire de panneaux fixes sur le terrain d'entraînement du centre de formation

VISIBILITE MEDIAS CLUB
- Visibilité multipartenaires sur l'ensemble des supports de communication du centre

PASSERELLE METIERS
- Possibilité d'accueil des jeunes pour des stages au sein de la Communauté de l'auxerrois
- Intervention auprès des jeunes, retours d'expériences et mise en avant de solutions de reconversion

1.3.4 Relations publiques
- Mise à disposition des infrastructures pour l'organisation de séminaires client ou interne de la Communauté de l'auxerrois, à raison d'un maximum de trois opérations par saison.

Article 2 : Conditions de remise des prestations
L'AJA prend en charge l'apposition du logo de la Communauté de l'auxerrois sur l'ensemble des supports publicitaires concernés.

Article 3 : Conditions financières et de règlement :

3.1 – Conditions financières
Le montant forfaitaire payé par la Communauté de l'auxerrois est de 108 000 € TTC pour les actions de lisibilité et pour les places hospitalité et billetterie durant la saison sportive 2026-2027

Année 2026 : 54 000 € TTC
Année 2027 : 54 000 € TTC jusqu'au terme de la convention au 30 juin 2027

La collectivité étant gérée en annuité budgétaire, chaque montant sera voté annuellement.

Par décret n° 2001-829 du 04 septembre 2001, le montant maximum des sommes versées par les collectivités territoriales en exécution de contrats de prestations de services ne peut dépasser 30% du total des produits du compte de résultat de l'année précédente, ce montant étant également plafonné en valeur absolue et ce pour toutes les sociétés sportives.
La SAS AJA s'engage à indiquer chaque année le montant total des produits du compte de résultat de l'année précédente, et à alerter la Communauté de l'auxerrois ce double plafond venait à être dépassé ; le contrat serait alors caduc et devrait être renouvelé selon le même formalisme.

3.2 – Conditions de règlement

Pour chaque saison sportive contractuelle, le paiement s'effectuera en deux fois :
- Le 15/07 et le 15/02 de chaque saison sportive contractuelle

La SAS AJA devra établir une facture indiquant le montant total à régler.
Le mode de règlement s'effectuera par mandat administratif et paiement dans un délai de 30 jours ; le point de départ de ce délai étant la réception par la Communauté de l'auxerrois de la facture mentionnée ci-dessus.
Le défaut de paiement dans le délai précédemment indiqué fait courir de plein droit des intérêts moratoire au bénéfice du titulaire du marché. Ces intérêts courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de remise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.
Le taux d'intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
Lorsque les sommes dues ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à quarante euros.
Le comptable public assignataire des paiements est Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

3.3 Mois d'établissement des prix des places

Le prix des places est celui applicable au 1er juillet 2026 ; les prix sont fermes

Article 4 : Résiliation

Le contrat sera résilié avant l'expiration de sa durée normale :
- Si le titulaire ne se conformait pas aux clauses de la présente convention ;
- Si le titulaire se trouvait en état de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ;

Article 5 : Clauses Administratives

La présente convention de partenariat est conclue avec la SAS AJ AUXERRE et ne peut faire l'objet d'aucune cession à un quelconque tiers.
Les contestations qui s'élèveraient entre la Communauté de l'auxerrois et la SAS AJ AUXERRE au sujet de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, seront de la compétence du Tribunal Administratif de Dijon.

Article 6 : durée de la convention

La convention de partenariat est conclue jusqu'au 30 juin 2027. Elle ne pourra pas être renouvelée de manière tacite. Les deux parties s'engagent à faire un bilan de la convention en avril 2027, afin d'établir le nouveau partenariat pour la saison 2027/2028.

Fait à Auxerre, le XX

La 1er Vice-Présidente de la Communauté de l'Auxerrois,

Arminda GUIBLAIN

Le Président exécutif de l'AJA ,

Baptiste MALHERBE